




3 1761 11972028 2



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119720282>

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 33

Fascicule n° 33

Tuesday, May 4, 1982

Le mardi 4 mai 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy

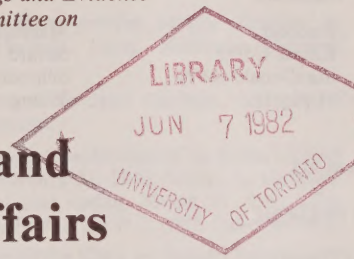
Président: M. Marcel Roy

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales



RESPECTING:

CONCERNANT:

Main Estimates 1982-83: Vote 1 under SOCIAL
DEVELOPMENT

Budget principal 1982-1983: crédit 1 sous la rubrique
DÉVELOPPEMENT SOCIAL

APPEARING:

COMPARAÎT:

The Honourable Jean Chrétien,
Minister of State for
Social Development

L'honorable Jean Chrétien,
Ministre d'état au
développement social

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger
Blaikie
Crombie
Dantzer
de Corneille

Frith
Gustafson
Halliday
Hawkes
Howie

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Hudecki
Killens (M^{me})
MacDonald (M^{lle})
Malépart

Marceau
Savard
Schroder
Young—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, May 4, 1982:

Mr. Young replaced Mrs. Mitchell;

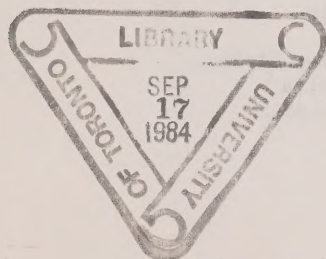
Mr. Crombie replaced Mr. Scott (*Hamilton—Wentworth*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 4 mai 1982:

M. Young remplace M^{me} Mitchell;

M. Crombie remplace M. Scott (*Hamilton—Wentworth*).



MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 4, 1982
(43)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 8:10 o'clock p.m., this day, the Vice-Chairman, Mr. Peter Lang presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Crombie, de Corneille, Halliday, Hudecki, Lang, Malépart, Marceau, Savard and Young.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of State for Social Development.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Friday, April 2, 1982, Issue No. 31*).

Mr. de Corneille assumed the Chair as Acting Chairman.

On Vote 1 under Social Development.

The Minister made a statement and answered questions.

At 9:35 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 4 MAI 1982
(43)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 20h10 sous la présidence de M. Peter Lang (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Crombie, de Corneille, Halliday, Hudecki, Lang, Malépart, Marceau, Savard et Young.

Comparait: L'honorable Jean Chrétien, ministre d'État au développement social.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du vendredi 23 février 1982 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983 (*voir procès-verbal du vendredi 2 avril 1982, fascicule no 31*).

M. de Corneille occupe le fauteuil à titre de président suppléant.

Crédit 1, sous la rubrique Développement social.

Le ministre fait une déclaration et répond aux questions.

A 21h35, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Tuesday, May 4, 1982

• 2010

The Vice-Chairman: The Order of Reference is the Main Estimates 1982-83 under Social Development.

The first thing I would like to do is ask if there is concurrence in the committee to have Mr. de Corneille chair this meeting for tonight. Is there concurrence?

Some hon. Members: Hear, hear.

The Vice-Chairman: Okay, Roland, it is all yours.

Le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur le ministre, vous voulez faire une présentation?

Hon. Jean Chrétien (Minister of State for Social Development): No, no, I will read that into the record.

Le président suppléant (M. de Corneille): J'ai le plaisir de vous présenter M. le ministre Jean Chrétien.

M. Chrétien: Merci, monsieur le président. J'ai avec moi M. Smith qui est mon sous-ministre au département d'État au Développement social. Je vais lire une courte présentation au Comité, et ensuite je serai disponible pour répondre aux questions.

Monsieur le président, peut-être que je pourrais tout simplement la déposer comme si elle avait été lue?

M. Savard: Qu'est-ce qu'on y dit?

M. Chrétien: Eh bien, vous la lirez!

Le président suppléant (M. de Corneille): Vous pouvez la lire, c'est très court.

M. Chrétien: Monsieur le président, je suis très heureux de me présenter devant votre Comité pour la troisième fois en trois ans en ma qualité de ministre d'État au Développement social.

Cette année, je présente un budget des dépenses d'un montant total de 4.2 millions de dollars qui couvre les salaires et les coûts d'exploitation pour 69 années-personnes. Je crois qu'il est intéressant de signaler que même si cela représente une légère augmentation en années-personnes et en ressources financières par rapport à l'année dernière, le ministère d'État au Développement social demeure le plus petit ministère du gouvernement.

La taille fait nettement contraste avec les responsabilités assumées. Au cours de l'année financière 1982-1983, monsieur Savard, le gouvernement dépensera plus de 30 milliards de dollars dans le secteur de la politique sociale, et au-delà de 1.5 milliards de dollars au chapitre de la justice et du contentieux. En regard de ces dépenses, le rôle du Département, selon que l'indique le budget principal des dépenses, est de formuler, de mettre au point, d'évaluer et de coordonner les politiques relatives aux programmes et activités du gouvernement qui soutiennent le développement social du Canada et le bien-être

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le mardi 4 mai 1982

Le vice-président: L'ordre de renvoi a trait au budget principal 1982-1983, sous la rubrique Développement social.

Auparavant, est-ce que quelqu'un est d'accord pour que M. de Corneille occupe le fauteuil?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: Je vous en prie, monsieur de Corneille.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Would you have a statement, Mr. Minister?

L'honorable Jean Chrétien (Ministre d'État responsable du développement social): Je vais la porter au compte rendu.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): It is my pleasure to introduce the Hon. Jean Chrétien.

Mr. Chrétien: Thank you, Mr. Chairman. Today I have with me Mr. Smith, my deputy minister at the Ministry of State for Social Development. I have a brief presentation to read to the Committee after which I will be ready to answer any questions.

Maybe it could be tabled and deemed to have been read, Mr. Chairman?

Mr. Savard: What is it saying?

Mr. Chrétien: Well, you will have to read it!

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): You can go ahead and read it; it is very short.

Mr. Chrétien: Thank you, Mr. Chairman. I am very pleased to appear before your committee for the third year in a row as Minister of State for Social Development.

This year I am presenting Estimates totalling \$4.2 million, which cover the salaries and operating costs for 69 person-years. I think it is interesting to note that although this represents a small increase in person-years and financial requirements over last year, the Ministry of State for Social Development remains the smallest department in the government.

The size of the Ministry contrasts significantly with the work it does. During the 1982-83 fiscal year, the government will spend over \$30 billion in the area of social policy and in excess of \$1.5 billion on justice and legal affairs. In terms of these expenditures, the Ministry's role is—as the Main Estimates describe it—to formulate, develop, evaluate and coordinate policies in relationship to the programs and activities of the government that support Canadian social development and the well-being of Canadians. More precisely, MSSO assists the Cabinet Committee on Social Development in establishing

[Texte]

des Canadiens. Plus précisément, le département d'État au Développement social seconde le comité du cabinet chargé du développement social quand il s'agit d'établir les plans et les priorités, de veiller à ce que toutes les questions présentées pour étude soient coordonnées comme il convient, et qu'elles s'harmonisent avec les priorités du comité, et de gérer de la meilleure manière possible les ressources financières dont dispose le comité.

Devant l'importance de ces fonctions ainsi que du montant d'argent que nous dépensons à l'échelon fédéral au titre de la politique sociale, vous conviendrez, monsieur Savard, j'en suis sûr, que le budget du Département est extrêmement modeste.

Monsieur le président, j'ai voulu, comme l'année dernière, que mes remarques soient très brèves, *and I am once again asking for very little*. Je répondrai maintenant avec plaisir à toutes les questions que vous voudrez poser sur les postes détaillés du budget du Département.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Thank you, Mr. Minister, for your statement.

We can be fairly lax, I think, in terms of worrying about time, but roughly speaking we are saying 10 minutes on the first round. We will begin with Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman. I have a number of perhaps fairly short questions. One which we dealt with a little bit this afternoon, in another committee and with another minister, was about the Canadian Unity Information Office and the sort of advertising programs it carries on.

In the response, the Minister of Employment and Immigration indicated that part of the nature and the co-ordination of the advertising program is not necessarily his, in his particular field, but also involved Mr. Regan, and presumably would also involve you, since you are basically the boss of the bosses when it comes to social policy.

• 2015

Now that, I think, probably the initial reasons for the establishment of the Canadian Unity Information office are established, there was a question raised as to what would be the continued role of the CUIO. Mr. Hershell Ezrin, who is the Executive Director of the CUIO, said that the agency now has a pan-Canadian mandate. I have no quarrel with that. It is just not a usual term to a Canadian ear; so I just wondered what he meant by it, in your view.

Mr. Chrétien: It is fair to comment that during the referendum in Quebec, we concentrated our efforts in the Canadian Unity Information Office on the problem of informing the Quebecers about the value of remaining a part of Canada. I am very pleased, because I am the minister responsible for the Canadian Unity Information Office, with the role this organization played at that time.

Now we have decided, since the end of that operation, if I can use that term, and because of its usefulness and the lack of information that I detected myself, quite shockingly, during the referendum, that there is a need to inform the Canadians across the land about the policies and the programs of the

[Traduction]

plans and priorities: ensuring that all items coming forward for consideration are properly coordinated and integrated with the Committee's priorities; and managing the financial resources available to the Committee in the most effective way.

In light of the importance of these functions and the amount of money we are spending at the federal level on social policy, I am sure you will agree that MSSD's estimates are extremely modest.

Mr. Chairman, like last year, my remarks have been brief but then I am once again asking for very little. I shall now be pleased to answer any questions you may have on the details of the Ministry's estimates.

Le président suppléant (M. de Corneille): Merci, monsieur le ministre.

Nous pouvons nous montrer assez généreux en ce qui concerne le temps. Pour la forme, disons que le premier tour sera de dix minutes. Nous commençons avec M. Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président. J'ai quelques brèves questions à poser. D'abord, un sujet dont il a été question un peu cet après-midi à un autre comité, avec un autre ministre, celui du Bureau d'information sur l'unité canadienne et son programme de publicité.

Dans sa réponse, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a indiqué que la nature et la coordination du programme de publicité ne relève pas nécessairement de lui mais également de M. Regan et probablement de vous-même puisque vous êtes le grand manitou de la politique sociale.

Maintenant qu'un certain nombre des premiers objectifs du Bureau d'information sur l'unité canadienne ont été atteints, on s'interroge sur ce qui pourrait être son rôle à l'avenir. M. Hershell Ezrin, le directeur délégué du Bureau d'information sur l'unité canadienne, a déclaré que l'organisme avait maintenant un mandat pan-canadien. Je n'y vois aucun inconvénient, sauf que ce n'est pas une expression que l'on entend très souvent au Canada. Je me demande si vous ne pourriez pas me donner votre interprétation.

M. Chrétien: Il est exact de dire qu'au cours de la campagne référendaire au Québec, le Bureau d'information sur l'unité canadienne a fait porter le gros de ses efforts sur la nécessité d'informer les Québécois de la valeur du maintien de leur allégeance au reste du Canada. En tant que ministre responsable, je suis très heureux du rôle que le Bureau d'information sur l'unité canadienne a pu jouer à ce moment-là.

Une fois cette tâche accomplie, nous avons décidé, devant le manque flagrant d'information dont j'ai pu moi-même me rendre compte au cours de la campagne référendaire, qu'il existait ce besoin d'informer les Canadiens au sujet des politiques et des programmes du gouvernement. Il y a une forte

[Text]

government. There is a great demand for such services; so we are issuing, on behalf of departments or on behalf of the government, some information across the land, and we have different programs tailored for different provinces in order to make sure that the people know the type of service and the availability of services in those provinces. Very often people do not know the nature of the programs available.

For example, at this moment we are involved in fully explaining to the Canadians the new Canadian Constitution. Since Her Majesty the Queen came to Canada to proclaim the new Constitution, we are receiving more than 10,000 requests a day these days, demands from across Canada, for the new Constitution, the proclamation or the Bill of Rights. We oblige; we send that to the students. Very often it is the younger people asking for this information.

Mr. Crombie: I wonder, Mr. Chairman, if I could put a question to the minister that involves an understanding of some of the content of the advertisements. I refer particularly to the advertisements being carried out by the Department of Employment and Immigration on billboards in Toronto, certainly to my knowledge, and perhaps elsewhere. But there was a billboard that came out in the early part of April—I think it was April 1. This was a French unilingual sign in downtown Toronto. It was under the Helping Canada Work Program. I think the actual French was *Pour un Canada Actif*; that was the slogan. The slogan was in French only, and the question, as it was raised at the time, was why there were not any English only signs in Montreal. That is the first question I have.

Mr. Chrétien: I think that there was probably some error in distribution. Normally the policy of the government is to have the information in both languages; but, of course, on billboards you lose half of the value, because one of the elements of billboard advertising is to strike in a fraction of seconds to make the people aware in a very simple, exact way what the program is. We have the same reverse problems in some parts of Quebec, where the distributors put in French areas some English signs and in the west end of Montreal French signs. We accept unilingual billboards, but we try to tailor them for the needs of the population. I guess, if there was in downtown Toronto some French signs and in eastern Montreal some English signs, there was a guy who made a mistake.

Mr. Crombie: We are up to the end?

My concern, Mr. Minister, was that—

Mr. Chrétien: Was your concern of a different nature?

Mr. Crombie: It seemed to many of us who are interested in the thoughtful expansion of bilingualism that it would have been more helpful if the first, to my knowledge, all-French sign in Ontario, in Toronto, had been balanced by an all-English sign in Montreal. Would you not have thought that would have been useful?

[Translation]

demande pour ce genre de services. Au nom du ministère et du gouvernement donc, nous diffusons de l'information un peu partout au pays. Nous avons des programmes adaptés aux besoins des diverses provinces afin de nous assurer que toutes les provinces obtiennent les services nécessaires. Très souvent, les gens ne sont pas au courant de ces programmes.

Par exemple, nous nous occupons actuellement d'expliquer en détail la nouvelle constitution canadienne aux Canadiens. Depuis la venue au Canada de Sa Majesté la Reine pour la proclamation de la nouvelle constitution, nous recevons plus de 10,000 demandes par jour de gens répartis un peu partout au Canada, qui désirent obtenir la nouvelle constitution, la proclamation ou la Charte des droits. Nous envoyons ces textes aux étudiants. Très souvent, ce sont les plus jeunes qui en font la demande.

M. Crombie: Je me demande, monsieur le président, si le ministre accepterait de répondre à une question touchant la compréhension de cette publicité faite par le gouvernement. Je veux parler des messages du ministère de l'Emploi et de l'Immigration sur des panneaux d'affichage à Toronto. Il y en a peut-être ailleurs. Il y en a un qui a été affiché le 1^{er} avril, si je me souviens bien. C'était un message en français seulement et le panneau d'affichage se trouvait au centre-ville de Toronto. C'était dans le cadre du programme «Pour un Canada Actif», «*Helping Canada Work*», en anglais. Sur le panneau d'affichage, le slogan était en français seulement. On s'est demandé à ce moment-là pourquoi il n'y avait pas de panneau d'affichage en anglais seulement à Montréal? Je vous pose à nouveau la question.

M. Chrétien: Il y a probablement eu une erreur au niveau de la diffusion. Normalement, le gouvernement utilise les deux langues. Évidemment, sur les panneaux d'affichage, en utilisant les deux langues, on perd la moitié de l'impact. La raison d'être d'un panneau d'affichage est de livrer un message simple en une fraction de seconde. Le même problème se présente dans certaines régions du Québec à prédominance française où les distributeurs dressent des panneaux en anglais seulement alors que dans la partie ouest de Montréal, ils érigent des panneaux en français seulement. Nous sommes prêts à accepter des panneaux d'affichage en une langue seulement, mais nous essayons de répondre aux besoins des populations que nous visons. Je suppose que s'il y a eu des panneaux en français dans le centre-ville de Toronto et des panneaux en anglais dans l'est de Montréal, quelqu'un a commis une bourde.

M. Crombie: C'est la fin?

Ce que je voudrais, monsieur le ministre...

M. Chrétien: Je ne vous ai pas bien compris?

M. Crombie: Il nous semble à beaucoup d'entre nous qui sommes intéressés au développement raisonnable du bilinguisme qu'il aurait été plus avisé d'équilibrer ce premier panneau tout en français à Toronto, en Ontario, du moins je pense que c'était le premier, par un panneau tout en anglais à

[Texte]

• 2020

Mr. Chrétien: In Montreal there are some unilingual English signs, too.

Mr. Crombie: On this program.

Mr. Chrétien: I cannot tell you. You know, you are asking me a very precise thing. I have been alerted, but I do not know if it was the CY who was responsible. Sometimes we are helping the departments. The departments have their own program of advertising and some mistakes of that nature that I just described to you . . . In Montreal I saw in the press some articles, say in parts of Westmount, for example, where people are rather English-speaking, or Notre-Dame-de-Grâce. Allmand, the member for Notre-Dame-de-Grâce, raised that problem. There were some mistakes made. Let us face it, mistakes happen. I agree with you, that if there was only one sign of that department in downtown Toronto and it was a French one, it was not the best idea in the world.

Mr. Crombie: Thank you very much for that, Mr. Minister.

Mr. Chrétien: It might perhaps have attracted more attention than anything else according to Mr. Young.

Mr. Crombie: That perhaps may have been useful except that you may in your further investigations . . . and I am sure it is a matter that does interest you. Rather than put one up in Montreal, they have taken down the one in Toronto after two-and-a-half weeks of existence. Now that does not strike me as a very thought-out campaign, Mr. Minister. And indeed, there are some people who are not interested in a thoughtful expansion of bilingualism in the country, who feel that it has been a victory for those who are not interested in that program. Now, today, you not only do not have the similar program in Montreal, you have taken the one out in Toronto. It strikes me as a loss for the kind of program your ministry would be interested in.

Mr. Chrétien: I think that in principle. I will tell you that I would like to have both languages when it is possible, when it is for federal services. If someone does not want to read one language, it is up to him. But in billboards, you know, you are losing a lot of the value for your dollar if you put too much text on one billboard.

Mr. Crombie: I understand.

Mr. Chrétien: And between you and me, I would consider that to have only a French one in Toronto and an English one in the east end of Montreal . . . on both sides it was not a good decision, and probably it was a mistake more than anything else. So if it was a mistake, the person who made the mistake decided to correct it as quickly as possible.

Mr. Crombie: It may have been better if he had corrected it by putting up an English sign in Montreal.

Mr. Chrétien: Yes, you would have complained about the—

Mr. Crombie: Ah ha, but that is surely the point.

[Traduction]

Montréal. Ne croyez-vous pas qu'un tel geste aurait pu être utile?

M. Chrétien: Il y a des panneaux en anglais seulement à Montréal.

M. Crombie: Dans le cadre de ce programme?

M. Chrétien: Je ne suis pas en mesure de vous le dire. Vous abordez un point très précis. J'en ai entendu parler, mais je ne sais pas si c'est le bureau d'information sur l'unité canadienne qui est en cause. Nous venons parfois en aide aux autres ministères. Chacun a ses programmes de publicité. Il peut y avoir des erreurs comme celle que je vous ai décrite . . . Les journaux ont fait état de cas qui se sont produits à Montréal, dans Westmount ou Notre-Dame-de-Grâce, par exemple, où la population est surtout anglophone. M. Allmand, le député de Notre-Dame-de-Grâce, a déjà soulevé le problème. Il y a eu des erreurs, c'est indéniable. Je conviens avec vous que ce n'était pas brillant comme idée de dresser un panneau en français seulement dans le centre-ville de Toronto, si c'est bien ce qui s'est produit.

M. Crombie: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

M. Chrétien: Selon M. Young, il n'a pas manqué d'attirer l'attention.

M. Crombie: Cela aurait pu être utile . . . Je suis sûr que la question vous intéresse et que vous allez mener plus loin votre enquête. Dans le cas qui nous occupe, plutôt que de dresser un autre panneau à Montréal, on a préféré enlever celui de Toronto après seulement deux semaines et demie. On n'a pas dû beaucoup planifier pour en arriver là, monsieur le ministre. Il y a des gens qui ne sont pas intéressés à voir se développer de façon intelligente le bilinguisme au pays, qui croient que c'est une victoire pour eux. Finalement, il n'y a pas eu de programme correspondant à Montréal. On a préféré enlever le panneau à Toronto. Il me semble que ce n'est pas le genre de chose que doit souhaiter votre ministère.

M. Chrétien: En principe, je suis pour l'utilisation des deux langues lorsqu'il s'agit de services fédéraux et lorsque c'est possible évidemment. À ce moment-là, on n'a qu'à choisir la langue qu'on veut. En ce qui concerne les panneaux d'affichage, lorsqu'il y a trop de textes, l'impact n'est pas le même.

M. Crombie: Je comprends.

M. Chrétien: Entre vous et moi, un panneau d'affichage en français seulement à Toronto et un autre en anglais seulement dans l'est de Montréal . . . D'un côté comme de l'autre, ce n'était pas une bonne décision; c'était probablement une erreur. Si c'était une erreur, la personne qui l'a commise a sans doute voulu la réparer le plus tôt possible.

M. Crombie: Il aurait été préférable de la corriger en y allant avec un panneau en anglais à Montréal.

M. Chrétien: A ce moment-là, vous vous seriez plaint . . .

M. Crombie: Voilà le hic.

[Text]

Mr. Chrétien: No, no, there were some in English in Montreal, my friend.

Mr. Crombie: Not in this program.

Mr. Chrétien: I did not check it myself. I am telling you the policy.

Mr. Crombie: I know you did not. I am bringing it to your attention.

Mr. Chrétien: But there are some English signs in Montreal, because there are some English-speaking people in Montreal.

Mr. Crombie: The answer, when the question was raised, Mr. Minister—through you, Mr. Chairman— was that there were no billboards available. Well, that is pretty weak.

Mr. Chrétien: No. Sometimes there are some areas where you cannot lease billboards. Have you ever experienced that in a political campaign—I have— trying to get a billboard that was not available?

Mr. Crombie: Outside of the fact that it turned out not to be the case, would it not have been useful to wait and put them both up at the same time. I can say to you, Mr. Minister, that the reason I raise it again is that it was probably the most hopeful sign I had seen in some time in the sense—no pun intended—I assumed they were doing it in both languages in those important parts; if you like, raising the consciousness. And the fact of the matter is, it was not put up in Montreal, and was taken down rather unceremoniously in Toronto. That is unfortunate.

Mr. Chrétien: Okay. But I am pleased that you will welcome some French billboards in Toronto.

Mr. Crombie: Absolutely. I said that before.

Mr. Chrétien: And in my province, I will welcome some English signs too.

Mr. Crombie: And I would welcome an English sign in Montreal, the next time you put one up in Toronto in French.

Mr. Chrétien: Of course, I have no problem with that.

Mr. Crombie: Good. On to the content of those signs for a second, Mr. Minister. I agree with you, and I think almost every thinking person would, that it is useful to have information about programs, and access to information about programs, in signs. The sign that appears in English-speaking Canada or English-speaking areas in Canada, says "Helping Canada Work" and that is it. Now, if you were driving by, and there is no phone number or it does not say, here is how to get a job— phone 636-7418—or something like that, what does that mean to you?

What I am asking you with that example, Mr. Minister: Is it not possible to have a program of increasing the information to all Canadians about government programs without, at the same time, engaging in what can only be called advocacy advertising on the part of your departments?

[Translation]

M. Chrétien: Il y a de l'anglais à Montréal, mon cher monsieur.

M. Crombie: Pas dans le cas de ce programme.

M. Chrétien: Je n'ai pas vérifié. Je vous dis ce qu'est la politique.

M. Crombie: Je sais que vous n'avez pas vérifié. C'est pourquoi je porte la chose à votre attention.

M. Chrétien: Il y a des panneaux en anglais à Montréal; il y a des anglophones à Montréal.

M. Crombie: Lorsque la question a été posée, la réponse a été qu'il n'y avait plus de panneau d'affichage disponible. Ce n'est pas tellement sérieux.

M. Chrétien: Il arrive qu'on ne puisse plus louer de panneaux d'affichage à certains endroits. La chose ne vous est jamais arrivée lors d'une campagne?

M. Crombie: Il se trouve que ce n'était pas le cas. La question se pose quand même. N'aurait-il pas été utile d'attendre et d'ériger les deux panneaux en même temps? Je vous pose la question, monsieur le ministre, parce que j'avais cru que c'était un signe très prometteur. Je suis sérieux. J'avais supposé qu'on faisait la même chose dans les deux sens pour susciter une prise de conscience à ces endroits. Or, il n'y a pas eu de panneau d'affichage semblable à Montréal et celui de Toronto a été enlevé sans cérémonie. C'est malheureux.

M. Chrétien: Je suis heureux d'apprendre que vous souhaitez la mise en place de panneaux d'affichage en français à Toronto.

M. Crombie: Absolument. Je l'ai déjà dit d'ailleurs.

M. Chrétien: De même, je suis parfaitement prêt à recevoir des panneaux en anglais dans ma province.

M. Crombie: Il me ferait grand plaisir de voir un panneau en anglais à Montréal la prochaine fois que vous en érigerez un en français à Toronto.

M. Chrétien: Cela ne pose pas de problème.

M. Crombie: Très bien. Je passe maintenant au contenu de ces messages. Comme n'importe quelle autre personne sensée, je suis d'accord sur le fait qu'il faut informer les gens sur les programmes du gouvernement, par le biais des panneaux d'affichage, entre autres. Le panneau qui est affiché dans la partie anglophone du Canada dit simplement: *Helping Canada Work*. Qu'est-ce que cela signifie pour celui qui passe en voiture s'il n'y a pas un numéro de téléphone quelconque, s'il ne peut obtenir les détails?

De fait, la question que je vous pose, monsieur le ministre, est celle-ci: n'est-il pas possible de mieux informer les Canadiens des programmes gouvernementaux sans essayer de faire valoir un point de vue particulier?

[Texte]

• 2025

Mr. Chrétien: I do not know if it is to say that the Department of Manpower and Immigration was helping Canada work; it is a way to say that there is a department of Manpower. I am not an expert in advertising. They are supposed to be very sophisticated, these guys who advise, and at times I, too, am surprised. But I cannot claim that I am an expert, and I am glad to realize that you also are not claiming that you are an expert.

What I would object to is advertising having a partisan connotation. But to make sure that the people of the riding of Rosedale, just like the riding of Saint-Maurice, be alerted that there is a Manpower department working for them, to me is not aggressive advertising, it is just to tell them the truth.

Le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur Malépart.

M. Malépart: Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, je dois dire à mon collègue de Rosedale que je suis content d'apprendre qu'il y avait un panneau français à Toronto. C'est bien que les gens de Toronto voient qu'il y a du français dans l'air. Cela va peut-être les inviter à mieux comprendre l'article 133 pour l'Ontario.

Ceci dit, monsieur le ministre, j'aurais deux questions. Dans votre discours d'ouverture, vous dites que votre rôle est d'établir les plans et les priorités. J'aimerais savoir si votre comité ou vous-même avez en tête une priorité qui, à mon avis, est importante et que j'ai soulevée vendredi passé à ce même Comité devant le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il s'agit de la question de hausser le supplément de revenu garanti pour les personnes seules qui sont en-dessous du seuil de la pauvreté. On nous dit que cela représenterait un coût additionnel de 750 millions de dollars. Je sais bien que ce n'est pas une chose qui peut se faire dès demain, mais je voudrais savoir si cet objectif est une des priorités de votre comité, pour répondre aux besoins de ces personnes-là.

M. Chrétien: Eh bien, si nous avions l'argent, ce serait certainement une des priorités que je favoriserais. La question qui se pose pour le gouvernement en ce moment est celle-ci: c'est qu'à l'intérieur de mon enveloppe, je n'ai pas d'argent pour faire une allocation telle que celle que vous souhaitez. Evidemment, si vous me demandez si j'aimerais le faire, je vous réponds carrément oui. Deuxièmement, je n'ai pas à l'intérieur de mon enveloppe les sommes nécessaires pour mettre de l'avant un programme comme celui-là.

M. Malépart: Mais je suppose que . . .

M. Chrétien: Ce sera une priorité lorsque l'argent sera disponible.

M. Malépart: Eh bien, c'est la réponse que je souhaitais: aussitôt que l'argent sera disponible, ce sera une des priorités du ministère que vous coordonnez.

Ma deuxième question, et celle-là aussi je l'ai soulevée au Comité en présence du ministre de la Santé nationale et du

[Traduction]

M. Chrétien: Je ne sais pas si le message signifie vraiment que le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration aide le Canada à travailler. Il est là simplement pour rappeler aux gens que le ministère de la Main-d'œuvre existe. Je ne suis pas expert en matière de publicité. C'est une science qui est sensée être très avancée. Pourtant, moi aussi je suis surpris à certains moments. Enfin, je ne suis pas expert. Vous non plus, vous ne vous prétendez pas être expert, à ce que je vois.

Je serais certainement opposé à toute publicité ayant un caractère partisan. Cependant, alerter les gens de la circonscription de Rosedale, comme ceux de la circonscription de Saint-Maurice, à l'existence du ministère de la Main-d'œuvre ne me semble pas être de la publicité militante. C'est l'évidence.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Mr. Malépart.

Mr. Malépart: Thank you, Mr. Chairman.

First, I would like to say to my colleague from Rosedale that I am happy to learn that there was a billboard in French in Toronto. It is a good thing for the people of Toronto to see that French is in the air. Maybe they will be able to see in a better perspective the implementation of Section 133 in Ontario.

Now, I have two questions for the minister. In your opening statement, you said that your role was to establish the plans and the priorities. I would like to know if you or your committee have in mind a priority which to me is very important and that I raised in this forum last Friday, before the Minister of National Health and Welfare. It is the question of raising the guaranteed revenue supplement for single people living under the poverty line. It seems that the initiative would cost an extra \$750 million. I realize it cannot be done overnight, but I would like to know if it is one of your priorities, in view of answering the needs of these people?

Mr. Chrétien: If we had the money, it certainly would be one of my priorities. The question I have to ask myself is if within my envelope I have the money for such an initiative. Of course I would be more than happy to oblige you, if I could. It is just that within my envelope I do not have enough money to implement such a program.

Mr. Malépart: I suppose . . .

Mr. Chrétien: It will definitely be a priority when the money is available.

Mr. Malépart: This is what I was expecting from you. As soon as the money will be available, it will be among the priorities of your department.

My second question, and I also raised it in committee with the Minister of National Health and Welfare, has to do with

[Text]

Bien-être social, est la suivante: le gouvernement canadien a différents programmes pour aider les personnes à faible revenu. Par exemple, les allocations familiales sont indexées par le gouvernement canadien, et la province de Québec, entre autres, décide de la répartition que vous devez faire au Québec. Il y a aussi ce qu'on appelle le crédit d'impôt-enfant qui a été haussé.

Malheureusement, voici ce que j'ai découvert, à ma grande surprise, dans un document du gouvernement du Québec concernant l'augmentation de l'aide sociale, et je cite:

Ainsi, le montant total que vous recevrez, si on tient compte à la fois des prestations d'aide sociale et des allocations familiales dans le cas de familles qui ont des enfants à charge, sera augmenté d'au moins 8 p. 100.

J'ai fait un bref calcul, et j'ai remarqué que l'augmentation de l'aide sociale au Québec, au lieu d'être uniforme à 8 p. 100, même si elle aurait dû être à 12 p. 100 selon le taux d'inflation, l'aide sociale est augmentée de 8 p. 100 pour les personnes seules, mais quand les personnes ont plus enfants, l'indexation n'est que de 5.62 p. 100. Cela veut donc dire que ce que le gouvernement canadien fait pour aider les personnes à faible revenu, eh bien, la province de Québec, entre autres, l'enlève et augmente moins les prestations d'aide sociale.

Alors, j'ai demandé à M^{me} Bégin, et j'espère que vous allez le lui rappeler, si d'autres provinces agissaient de cette façon, parce que je sais qu'au niveau du supplément de revenu garanti pour les personnes âgées qui habitent dans les centres d'accueil, les gouvernements provinciaux prennent l'augmentation que le gouvernement accorde tous les trois mois, et cela va dans les coffres des gouvernements provinciaux.

• 2030

J'aimerais connaître le niveau de l'aide sociale, s'il y a plusieurs provinces qui utilisent ce mécanisme-là et qui auraient comme conséquence, même si le gouvernement canadien essaie d'aider ces familles-là, que les provinces s'arrangent pour les maintenir au plus bas niveau.

M. Chrétien: Je ne suis pas en mesure, monsieur Malépart, de vous dire quelle province le fait et laquelle ne le fait pas. Je ne suis pas l'administrateur de ce programme-là; je supervise seulement les politiques des divers ministères qui se trouvent à l'intérieur de l'enveloppe du Développement social. Mais, je trouve que c'est une très vilaine habitude, parce que je suis au courant du fait dans ma province, au Québec. Chaque fois que l'on augmente les pensions de vieillesse ou que l'on augmente les allocations familiales, à la fin du mois, aussitôt que l'assisté reçoit ce paiement-là on déduit l'augmentation, alors que nous essayons de maintenir à même nos paiements un certain niveau afin d'améliorer un peu le sort des personnes malprisées. Aussitôt que l'on agit, le provincial va le chercher en augmentant d'autant le prix du loyer, par exemple, dans les foyers pour personnes âgées Et je trouve que, comme on dirait, c'est *cheap*.

M. Malépart: C'est tout, monsieur le président. Merci.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Mr. Young.

[Translation]

the different government programs to help low earners. For example, family benefits are indexed by the Canadian government; the Province of Quebec, among other things, decides how they are distributed in the Province of Quebec. There is also the tax credit for children which has been raised.

However, much to my surprise, I discovered a document of the Quebec government dealing with the increase in social assistance which states the following:

So, the total amount you will receive, taking into account both the social assistance benefits and the family benefits, in the case of families who have dependent children, will increase by at least 8 per cent.

I made a brief calculation and I noticed that the increase in social assistance in Quebec instead of being 8 per cent across the board, mind you it should have been 12 per cent to keep up with inflation, is only 5.62 per cent in the case of people with children. It is 8 per cent only for single people. It would seem to imply that whatever the Canadian government does to help low earners, the Province of Quebec for its part moves to undo by increasing at a lesser rate the social assistance benefits.

I asked Mrs. Begin, I hope you will see her about this, if other provinces acted in the same way, because I happen to know that the provinces take for themselves the three month increase in the guaranteed revenue supplement of recipients living in homes for the aged. This increase goes directly into the provincial government's coffers.

Considering that some provinces use this mechanism to bring this social welfare to the lowest possible level, even though the Canadian government is trying to help the family, could you tell me what is the level thus reached?

Mr. Chrétien: I am not in a position to tell you, Mr. Malépart, what province is using it and what other province is not. I am not responsible for this program; I only supervise various departments' policies that come under the social development envelope. Yet, I think it is a very bad habit because I am aware of this fact in my own Province of Quebec. Everytime we raise old age pensions or family allowances, as soon as the recipient receives such payment, this increase is taken off. We are trying to maintain a certain level of payments to improve the conditions of the needy. As soon as we do something, the provincial government takes it back by increasing the rent, for instance, in old age institutions. I think that it is a very cheap method.

Mr. Malépart: That is all, Mr. Chairman. Thank you.

Le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur Young.

[Texte]

Mr. Young: Mr. Minister, I want to ask you some questions on the general policy area of pensions. I recognize that you do not have direct responsibility for that, but as chairman of the social development committee within Cabinet perhaps you could give us some indication of the government's intention on pension reform. It has been well over a year, I think, since the National Pensions Conference and it is my understanding that the Minister of National Health and Welfare intends to issue a green paper on pension reform which will be distributed in some fashion for public discussion. Could you give me any indication at all about how the distribution will be made and to which groups, business groups, trade unions, organizations representing senior citizens, that kind of thing?

Mr. Chrétien: Normally, these papers are prepared by departments, and this one is well advanced so I hope that Madam Bégin will be ready to proceed with something soon, but I cannot speak for her. I have presided over the discussion in social development, but this will come in due course. Madam Bégin is committed to release her position on pensions.

Of course, when you have a white paper or beige paper, or a green paper, whatever it is, you make it available to the people who ask for it. I do not know exactly what the distribution system in the Department of Health and Welfare is, but I guess that all the groups you have mentioned, and all the people who have an interest, will have no problem getting copies of it because, generally speaking, we never make it difficult for people who have an interest in social statements to receive them. If you have some people, when it is out, Madam Bégin will be delighted to give you the copies you need.

Mr. Young: The minister also kind of indicated that when the green paper was released it was intended in timetable format to have public discussion during 1982, that the bureaucracy would receive responses and would incorporate any response during 1983 and then the government would probably issue, either in legislative form or in some other form, actual pension reform. Could you indicate to us if that timetable is still in place or if it has been cancelled? Do you have that knowledge?

Mr. Chrétien: I know of plans for public discussions. I do not know if Madam Bégin has released publicly a definitive timetable about it, so I am a bit ambivalent about what is public and what is not public. As I am not the minister responsible, I cannot tell you.

Of course, pension reform is extremely complex, as you know, because we do not have full control of it. For example, there is a Quebec Pension Plan that is completely controlled and administered by the provincial government. If you want to reform the national pension plan, you know there is a veto belonging to the Ontario government which can block any reform that you want. It was part of the agreement I guess at that time. There are problems of the private sector, and there is some legislative limit that we face, because contractual obligations between employer and employees most of the time

[Traduction]

M. Young: Monsieur le ministre, j'aimerais vous interroger sur la politique générale touchant les pensions. Je reconnais que vous n'avez pas la responsabilité directe de ce domaine, mais à titre de président du comité du développement social au sein du Cabinet, vous pourriez peut-être nous donner une indication des intentions du gouvernement quant à la réforme des pensions. Il y a maintenant bien plus d'un an, si je n'abuse, que nous avons eu cette conférence nationale des pensions et je crois que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a l'intention de publier un livre vert sur la réforme des pensions, qui sera diffusé d'une façon ou d'une autre pour que la population puisse en prendre connaissance et en débattre. Pourriez-vous nous dire de quelle diffusion il s'agit, à quels groupes, représentants des entreprises, syndicats, organismes représentant le troisième âge, il sera destiné?

M. Chrétien: Ces documents sont normalement préparés par les ministères et je crois que M^{me} Bégin pourra déposer le sien rapidement, mais je ne puis répondre à sa place. J'ai présidé aux discussions touchant le développement social, mais on en est pas encore là. M^{me} Bégin s'est engagée à faire connaître sa position sur les pensions.

Il est évident que lorsque l'on a un livre blanc, un livre beige ou un livre vert, peu importe, on le met à la disposition de ceux qui le demandent. Je ne sais pas exactement quel est le système des diffusions du ministère de la Santé et du Bien-être social, mais je pense que tous les groupes que vous avez mentionnés et que tous ceux que cela intéresse pourront obtenir ce livre sans aucun problème car, de façon générale, nous n'empêchons jamais ceux qui s'intéressent aux problèmes sociaux d'obtenir les documents pertinents. Si vous pensez à certains groupes en particulier, M^{me} Bégin sera certainement ravie de vous fournir le nombre d'exemplaires que vous voulez.

M. Young: Le ministre a également semblé dire qu'une fois le livre vert publié, il devrait prévoir un débat public au cours de 1982, que l'administration recevrait des réponses et les incorporerait au cours de 1983, après quoi le gouvernement pourrait probablement amener, soit sous forme de projet de loi, soit sous une autre forme, une véritable réforme des pensions. Pourriez-vous nous dire si c'est toujours le calendrier prévu ou si cela a été annulé? Le savez-vous?

M. Chrétien: Je sais que l'on projette des débats publics. Je ne sais pas si M^{me} Bégin a déjà publié un calendrier définitif à ce sujet, si bien que je ne sais pas trop ce qui est et ce qui n'est pas public. Je ne suis pas le ministre responsable, je ne puis vous le dire.

Il est évident que la réforme des pensions est un sujet extrêmement complexe étant donné que nous ne pouvons pas tout contrôler. Par exemple, il y a le Régime des rentes du Québec qui est entièrement contrôlé et administré par le gouvernement provincial. Si vous voulez réformer le Régime national des pensions, vous savez que le gouvernement de l'Ontario détient un droit de veto qui peut empêcher toute réforme. Cela je crois faisait partie de l'entente. Il y a également les problèmes du secteur privé et les limites législatives que nous devons respecter du fait que les obligations contrac-

[Text]

fall under provincial jurisdictions. That is just to give you an illustration of the complexity of the problem. Of course, after the release of the paper, Madam Bégin will be called upon to discuss it with interested people like unions or the insurance companies and other concerns. But we will have to talk a lot to the provincial governments, because much of the implementation of it will have to be done with the agreement of the provinces and their collaboration.

• 2035

Mr. Young: I can appreciate that any amendments to the Canada Pension Plan require at least negotiations with the provinces, and pretty well unanimous agreement, particularly with Ontario, which has presented the major obstacle to some amendments at the present time. I appreciate that.

But there are areas in which the federal government itself could move, such as in the OAS or the GIS. And I know I have heard both the minister responsible for the status of women and the minister responsible for health and welfare say that, particularly for elderly single women who are living below the poverty line and actually are living in poverty, it is really a sad reflection on a country as rich as ours to have that condition exist. So there are areas where the government can initiate moves now to improve the lot of senior single women in particular by increasing either the GIS or the OAS. Also I fully understand that the ministers involved have argued that nothing like that can be done under the present economic circumstances.

I have raised this matter in the House, and it seems from where I sit at least that the economy is not going to improve within the next short period of time, possibly two years. And I, for one, would not like us to sit around for two years faced with that situation for elderly women. So it would seem to me that the moneys that were derived from the recent budget, and from the energy agreement between the federal government and Alberta, that such additional revenue, while not being used totally for increasing pensions for single women, certainly could be used to some extent to improve the lot of that particular group of Canadians.

Mr. Chrétien: I will not comment on all the macroeconomy of the government and all the revenues of the government, but I know one thing, and that is that the so-called "revenue" coming from the oil agreement with Alberta is not to come in for some time. Also it might be that, with the evolution of the international prices, the revenue will not be as much as expected at that time by both levels of government. So, to think that there is some huge amount of money available up in the air, is something which I do not see as yet. Anyway, it is up to the Minister of Finance to decide the allocation between the different envelopes and develop the deficit that he wants to tolerate.

[Translation]

tuelles entre employeur et employé relèvent la plupart du temps des autorités provinciales. Cela simplement pour vous donner un exemple de la complexité du problème. Il est évident que lorsque le document sera publié, M^{me} Bégin sera invitée à en discuter avec les intéressés, notamment les syndicats ou les compagnies d'assurance, etc. Mais il nous faudra beaucoup discuter avec les gouvernements provinciaux car une bonne partie de la mise en application des réformes ne pourra se faire qu'avec l'accord et la collaboration des provinces.

M. Young: Je comprends bien que tout amendement au Régime de pensions du Canada exige au moins que l'on négocie avec les provinces et même que l'on obtienne le consentement unanime, surtout lorsqu'il s'agit de l'Ontario qui a présenté le principal obstacle à certains des amendements. Je comprends bien.

Il y a néanmoins des domaines dans lesquels le gouvernement fédéral pourrait agir seul, notamment la sécurité de la vieillesse ou le supplément du revenu garanti. Je sais que j'ai entendu à la fois le ministre responsable de la condition féminine et le ministre responsable de la Santé nationale et du Bien-être social dire que, en particulier pour les femmes âgées seules qui vivent en-dessous du seuil de la pauvreté et qui sont en fait pauvres, il est bien triste qu'un pays aussi riche que le nôtre permette cela. Il y a donc des domaines dans lesquels le gouvernement peut prendre immédiatement certaines initiatives pour améliorer le sort des femmes âgées seules, notamment en augmentant soit le supplément de revenu garanti soit les prestations de sécurité de la vieillesse. Je comprends également très bien que les ministres concernés aient prétendu que rien de tout cela ne pourrait être fait dans la conjoncture économique actuelle.

J'ai soulevé la question en Chambre et il me semble bien que l'on ne peut s'attendre à ce que l'économie s'améliore à court terme, qu'il nous faille peut-être attendre deux ans. Je ne voudrais pas que nous attendions deux ans pour remédier à la situation de ces femmes âgées. Il me semble donc que l'argent que l'on pourra tirer du récent budget et de l'entente énergétique entre le gouvernement fédéral et l'Alberta pourrait être utilisé en partie pour accroître les pensions des femmes seules, du moins pour améliorer le sort de ce groupe de Canadiens.

M. Chrétien: Je ne reviendrai pas sur la macro-économie du gouvernement ni sur tous ses revenus, mais je sais que ce que l'on appelle les «recettes» qui découleront de l'entente pétrolière avec l'Alberta ne peuvent être attendues avant quelque temps. On peut également penser qu'avec l'évolution des prix internationaux, les recettes ne seront pas aussi importantes que l'avaient les deux ordres de gouvernement. Donc, penser qu'il va nous tomber d'énormes sommes d'argent dans les caisses me semble un peu prématuré. De toute façon, il appartiendra au ministre des Finances de décider de la répartition de ces recettes entre les diverses enveloppes et du déficit qu'il pourra tolérer.

[Texte]

Of course, Mr. Malépart mentioned the problem of single women and we are aware of it. Since the last increases that we have provided to the pension, that is the Guaranteed Income Supplement, or GIS, every increase in per person payments that we have made we have stopped directing to the same level. If I am not mistaken, we have taken into account the single person and the couple, and I think that it is a new departure. We felt that when two people live together, they can share some expenses which are onerous for those who live alone. It has been our policy to give special consideration to single women. For instance, there is the problem of those who are not 65 years of age. Very often there is a problem there. A single person before the age of 65, when they are not married, comes under the welfare programs of the provinces of which we pay 50 per cent. But we do not have control of the administration.

• 2040

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): This will be your last question.

Mr. Young: My last question? I will try and make it very short. I think the thrust of what I am saying is this: It is a very vague description to say that nothing can be done until economic conditions improve. I think really all I am asking, Mr. Minister, is that you use whatever influence you have within that social development committee to put some kind of definition around it so that we can say, well, within a certain timeframe, the government is committed to doing something for that particular group who are living in dire straits. I think, as a very minimum, we owe that kind of statement to that particular group.

Mr. Chrétien: I will take note of your desire and I would like to, myself; the problem is the availability of money. I just would like to remind you that the first piece of legislation we passed after the election of 1980 was to increase the GIS and, of course, for the OAS—you know, the basic program—to increase according to inflation automatically. On top of that, we have increased the GIS less than two years ago and all these payments grow with inflation. So it is not that we are not concerned . . .

You liked what we did two years ago and you would like us to repeat it. I do not blame you; I would like to do that, too, but I am not the Minister of Finance and it is not for me to pass the judgment between where you collect and how much you collect and how much of a deficit you can run. I was there at the time, I am quite happy I am not there now.

Le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, il convient de dire que vous portez plusieurs chapeaux, mais que celui que vous venez d'enlever, soit le chapeau constitutionnel, semble vous rendre peut-être

[Traduction]

Bien sûr, M. Malépart parlait tout à l'heure du problème des femmes seules et nous sommes bien conscients de la situation. Depuis les dernières majorations que nous avons apportées aux pensions, c'est-à-dire au supplément du revenu garanti, tout s'applique individuellement. Si je ne m'abuse, nous avons tenu compte des personnes seules et des couples et je crois que c'est une nouvelle formule. Nous avons estimé que lorsque deux personnes vivent ensemble, elles peuvent partager certaines dépenses qui reviennent plus cher aux personnes qui vivent seules. Nous avons toujours eu pour principe de considérer séparément les femmes seules. Par exemple, il y a le problème de celles qui n'ont pas 65 ans. Il arrive très souvent que cela crée des situations difficiles. Une personne seule qui n'a pas 65 ans est touchée par les programmes d'assistance sociale des provinces, auxquels nous contribuons à 50 p. 100. Mais nous n'avons pas le contrôle de leur administration.

Le président suppléant (M. de Corneille): Ce sera votre dernière question.

M. Young: Ma dernière? J'essaierai d'être très bref. Je crois que je veux en fait dire que c'est décrire très vaguement la situation que de dire que l'on ne peut rien faire tant que la conjoncture ne s'améliorera pas. Tout ce que je demande, monsieur le ministre, c'est que vous usiez de toute l'influence que vous avez au sein de ce Comité du développement social pour définir un peu les choses afin que l'on puisse dire que d'ici un certain temps, le gouvernement fera quelque chose pour ce groupe particulier qui vit vraiment dans des conditions déplorable. Je crois qu'au minimum, il nous faut pouvoir leur promettre cela.

M. Chrétien: Je prends note de votre désir et je le partage bien sûr, le problème est un problème d'argent. Je voudrais simplement vous rappeler que le premier projet de loi que nous avons adopté après les élections de 1980 visait justement à majorer le supplément de revenu garanti et que, bien sûr, pour la sécurité de la vieillesse, le programme de base, la majoration correspond automatiquement à l'inflation. En plus, nous avons majoré le supplément de revenu garanti il y a moins de deux ans et toutes ces sommes augmentent en même temps que l'inflation. Ce n'est donc pas que nous ne nous occupions pas de la question . . .

Vous avez apprécié ce que nous avons fait il y a deux ans et vous voudriez que nous le répitions. Je ne vous blâme pas; je l'aimerais également mais je ne suis pas ministre des Finances et il ne m'appartient pas de décider où l'on ira chercher de l'argent et combien l'on ira chercher ni quel déficit on pourra se permettre. Je me suis trouvé dans cette situation et je suis très heureux de ne plus y être.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, let me first say that you are wearing several hats but that the one that you have just taken off, the constitutional one, seems to have put you in a little better

[Text]

un peu plus de bonne humeur. Je ne sais pas si je fais erreur; c'étaient peut-être des responsabilités difficiles dont vous vous êtes acquitté, je pense, avec beaucoup de brio.

Mais, je voudrais vous demander si, maintenant avec les responsabilités que vous avez, le travail de ministre d'État chargé du Développement social exige, selon vous, une personne à plein temps? Le travail dans ce domaine-là le jugez-vous présentement et pour l'avenir comme un travail qui peut s'ajouter à d'autres?

Mr. Chrétien: Eh bien, écoutez, vous me posez une question à laquelle il est très difficile pour moi de répondre. C'est un mandat que le premier ministre m'a confié; s'il pense que je ne le remplis pas adéquatement, il va me l'enlever. Alors, c'est à lui que vous devriez poser la question. Quant à moi, vous venez de me dire que je viens de finir la première phase du débat constitutionnel, j'avais eu le référendum en plus; j'étais ministre de la Justice..., plus cela. Puis, le patron m'a tout laissé. Alors, il ne devait pas se plaindre.

Personnellement, que voulez-vous, si je peux faire un commentaire, c'est peut-être un petit peu plus facile pour moi que pour un autre parce que j'ai été ministre des Finances et président du Conseil du Trésor et une bonne partie des responsabilités que j'ai quant à la détermination et des budgets et des politiques de chacun des ministères, je l'ai fait pendant longtemps quand j'étais au Conseil du Trésor et je l'ai fait... Écoutez, vous me demandez: est-ce que j'en ai trop? Pour ma part, je pense que je suis capable de le faire. Mais, si le premier ministre voulait en nommer un à temps plein, c'est à lui de décider. J'aurais un peu moins d'ouvrage, c'est tout. Mais, j'aime avoir beaucoup de «troubles», vous savez cela. Plus j'ai du «trouble», plus je me plais.

Mr. Marceau: Je sais que Dieu ne fera pas comme avec Job: il vous a tout donné et il va tout vous laisser.

Je voulais simplement vous demander, monsieur le ministre, vous vous êtes référé à votre expérience, c'est une réponse indirecte, si vous n'aviez pas eu cette expérience est-ce que le travail exigé par ce ministère-là est tel que cela pourrait être un secteur séparé ou si cela peut très bien aller avec d'autres ministères? C'est pour une orientation future, avec l'expérience que vous...

Mr. Chrétien: Écoutez, vous me posez une question. Je vais vous répondre que je suis convaincu que je suis capable de mener les deux ministères de front, et si je n'étais pas capable, je serais le premier à aller voir le premier ministre pour lui demander de m'en enlever un. Alors, je n'ai pas de problème. Est-ce qu'un ministre serait suffisamment occupé pour être à plein temps là-dessus?

• 2045

Il est évident que cela dépend de la méthode de travailler d'une personne et que j'ai moins de temps à y consacrer. Cela arrive dans tous les gouvernements que des doubles mandats soient donnés à certains ministres..., c'est la décision du premier ministre. Alors, je ne suis pas en mesure de répondre à

[Translation]

mood. I do not know whether I am mistaking; it might be the heavy responsibilities that you have discharged with such competence.

Now I would like to ask you whether you feel that your responsibilities as Minister of State for Social Development would require a fulltime person? Would you say that the current and future work in this field can come on top of other responsibilities?

Mr. Chrétien: Well, this is a question that I feel I am not in a good position to answer. This responsibility was given to me by the Prime Minister; if he feels that I am not discharging it adequately, he will take it from me. So you should ask him that question. As far as I am concerned, you have just told me that I have just finished the first phase of the constitutional debate, I also had the referendum; I was Minister of Justice... on top of this. Then the boss let me keep the whole thing. It would seem to me that this indicates he was not complaining.

Personally, if I am allowed to make a comment, I think it might be a little bit easier for me than for some other minister because I once was Minister of Finance and President of the Treasury Board and many of my responsibilities as to the budgets and policies of these departments were also mine when I was at Treasury Board and... You are asking me if I have too much on my shoulders? Personally I think I am able to manage. If the Prime Minister would want to appoint someone fulltime, he can decide it. I will not have as much work, that is all. But I like to have lots of trouble and you know it. The more trouble I have the more I enjoy it.

Mr. Marceau: I know that God will not do to you what he did to Job: he gave you all and will leave you all.

I only wanted to ask you, Mr. Minister, whether with the experience you have you would rather see this department as completely separate or whether it is preferable to have it linked to others? As for future orientation, based on the experience that you...

Mr. Chrétien: Well you are asking me a question. I will answer that I am convinced that I am able to lead two departments at a time and if I was not able to do it, I would be the first one to go and see the Prime Minister to ask him to relieve me from one of those. So I do not think there is any problem. Could a minister be kept busy enough with this department only?

Of course, that will depend how one does one's work, and perhaps I have less time to do it. It often happens in all governments that double responsibilities are assigned to two certain ministers—it is the Prime Minister's decision. So I am really not in any position to answer. Perhaps you should ask

[Texte]

cela. Il faudrait que vous demandiez à M. Trudeau s'il est satisfait de moi comme ministre d'État chargé du Développement social et s'il vous disait que non, eh bien, je lui demanderais d'en nommer un autre, parce que je ne lui ai pas demandé ce travail-là.

M. Marceau: Monsieur le ministre, l'objectif premier du ministère chargé du Développement social, tel qu'il est décrit dans le livre que nous avons est de formuler, élaborer, évaluer et coordonner relativement aux programmes et activités du gouvernement des politiques qui soutiennent directement le développement social et le bien-être des Canadiens. Est-ce que ce ministère est orienté principalement par les revenus dont il dispose ou s'il a une structure qui repose peut-être sur des études, des sondages? Comment évoluez-vous à l'intérieur de ce ministère-là, en ne tenant pas compte des restrictions budgétaires qui vous sont imposées, et quelle est la base de cet objectif?

M. Chrétien: Il y a plusieurs activités. Concernant l'orientation des politiques à l'intérieur du comité, nous établissons un plan de travail et nous essayons de déterminer quelles sont les priorités parmi les politiques sociales à l'intérieur du gouvernement. Cela suscite des discussions et la préparation de documents par chacun des ministres sur les priorités à l'intérieur de leur ministère, et ensuite on prend les priorités de chaque ministère et on les compare aux priorités des autres ministères, et à ce moment-là on peut déterminer quelle orientation générale on voudrait donner à la politique sociale dans le gouvernement canadien.

Evidemment, on a un budget qui est très élevé, soit 30 milliards de dollars ou à peu près. Mais, beaucoup de ces fonds sont déjà engagés de façon très précise, soit les paiements de pension de vieillesse, d'allocations familiales, cela implique tous les ministères qui sont concernés. Mais, comme le gouvernement a décidé de ne pas augmenter substantiellement..., en fait, on a augmenté selon le taux de l'inflation..., mais on pourrait dire en terme administratif, sans nouveaux fonds. Alors, ce que nous faisons c'est qu'au début de l'année je demande à chacun des ministres de bâtir avec moi une réserve. Nous regardons dans chacun des programmes ce qui est devenu un peu moins nécessaire et on essaie d'accumuler une certaine réserve. Et à même cette réserve-là, à tous les trois mois, je choisis parmi les projets soumis par chacun des ministères celui qui doit recevoir l'allocation.

Evidemment, ce serait plus facile si j'avais des nouveaux fonds, mais je travaille toujours avec les mêmes montants plus le taux d'inflation. Et jusqu'à ce jour, cela a assez bien fonctionné. On a été capable de remplir certaines nouvelles nécessités. Mais, si vous m'arrivez avec un projet comme celui proposé par M. Malépart ou M. Young qui implique 700 ou 800 millions de dollars, eh bien, je n'ai pas cet argent-là; et si je l'avais on irait au comité puis on dirait: on a 700 ou 800 millions de dollars, est-ce qu'on doit l'appliquer à tel programme? L'avantage de ce système-là par rapport à l'ancien système que j'ai vécu moi-même, c'est qu'autrefois il y avait à l'intérieur du cabinet ce qu'on appelle les «comités de politique» où les ministres présentaient des projets. Evidemment,

[Traduction]

Mr. Trudeau if he is satisfied with my work as the Minister of State for Social Development, and if he should say no, then I shall simply have him appoint someone else, because I did not ask him for the position.

Mr. Marceau: Mr. Minister, according to the Blue Book, the objective of the Minister of State for Social Development is to formulate, develop, evaluate and co-ordinate policies in relation to the programs and activities of the government that support Canadian social development and the well-being of Canadians. Does the work of the department depend mainly on the funds available, or is the direction of your work based on studies and surveys? If we do not take into account budgetary restraints, how does your department work, and what is the basis for your objective?

Mr. Chrétien: We carry out several activities. With respect to the orientation of the policies within the committee, we establish a plan of work and try to determine what are the priority social policies for the government. This requires discussion in the preparation of documents by each of the ministers with respect to their own priorities, and then we compare these with the priorities of other departments, and it is then that we can establish the general orientation of the social policy of the Canadian government.

Of course, our working budget is very high, some \$30 billion. However, a great part of these resources are already very precisely committed, either for payments of old age security, family allowances, and other programs in all of the departments concerned. However, as the government has decided not to increase substantially our funds—indeed, we have increased only in relation to the rate of inflation—which means that in fact we have no new moneys. So at the beginning of each year, I ask each of the ministers to create a reserve fund. We look at each of the programs which are less necessary, and try to accumulate some form of reserve. And then every three months, with the help of that reserve, I look at some of the various projects submitted by the different ministers to see which should be supported financially.

Of course it would be much easier if I had new funds, but I must depend on the same amount as previously budgeted plus the rate of inflation increase. And up to now, things have worked out fairly well. We can answer to some new needs. But if you should propose a project such as suggested by Mr. Malepart or Mr. Young, requiring some \$700 million or \$800 million, I just do not have that kind of money; and if I did, we would look at it in the committee, to determine whether those \$700 million or \$800 million should be applied to such and such a program. The advantage of the envelope system compared to the former system under which I have worked, is that formerly there were within the Cabinet certain policy committees, where ministers presented their projects. In a bureaucra-

[Text]

dans des boîtes bureaucratiques comme les nôtres on ne manque pas d'idées. Contrairement à ce que les gens de l'extérieur disent, il y en a beaucoup d'idées... Les fonctionnaires et les ministres proposaient beaucoup de plans qui étaient présentés au cabinet. Tout le monde pouvait travailler au Développement social du temps, qui lui n'analysait que la politique sans tenir compte très directement des ressources disponibles. Alors, les projets étaient proposés au cabinet et une décision était prise. On disait, on voudrait faire cela, mais on va voir s'il y a de l'argent..., et très souvent on passait des semaines à discuter de politiques qui obtenaient, à un moment donné, l'approbation du gouvernement et quand cela me revenait au Conseil du Trésor, quand j'étais au Conseil du Trésor, eh bien, je les refusais quasiment toutes parce que je n'avais pas d'argent. Alors, c'était une perte d'effort.

• 2050

Maintenant, les deux marchent parallèlement; c'est-à-dire qu'étant moi-même président du Comité du développement social, je sais d'avance combien d'argent j'ai pour mon année financière. Alors, quand un ministre ou un ministère arrive avec une nouvelle politique, je sais si, oui ou non, j'ai de l'argent. Et si un gars m'arrivait demain avec un projet de 700 millions de dollars... Cela ne sert à rien de planifier et de travailler à mort: on n'en a pas de 700 millions de dollars. Alors, on dit: écoutez, ce n'est pas le moment. Mais on va le mettre en banque, et plus tard, on le sortira des tablettes si l'argent devient disponible.

Il y a un autre avantage: étant à l'intérieur d'un Comité où les ministres ont à prendre des décisions tant au sujet des politiques que de l'allocation budgétaire, chacun des ministres sait exactement ce qui se passe. Autrefois, chacun poussait son projet, et lorsque c'était éliminé au Conseil du Trésor, eh bien, c'était éliminé par cinq gars qui n'étaient pas nécessairement impliqués dans la politique sociale. Alors là, les deux sont parallèles; moi, je trouve que c'est une bonne initiative. Et si l'on avait beaucoup d'argent, ce serait encore beaucoup mieux. Mais, au moins, tout le monde sait ce qui se passe. Seulement, comme président, encore une fois, j'ai la tâche pas très agréable de dire aux gars ou aux femmes, parce que l'on a plusieurs femmes au cabinet maintenant, et deux dans le développement social, M^{me} Bégin comme ministre de la Santé nationale et du Bien-Etre social et M^{me} Erola, comme ministre responsable de la Condition féminine... Eh bien, je dis à mes collègues: je regrette! Quand bien même je voudrais, je ne suis pas capable. Mais ils savent très bien pourquoi je ne suis pas capable.

Mr. Marceau: Ma dernière question, monsieur le président.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): No, your time is up.

Mr. Marceau: Une très courte?

Le président suppléant (M. de Corneille): Très courte.

Mr. Marceau: Oui.

[Translation]

cy such as ours, there is no lack of ideas. And contrary to what people on the outside may say, there are many ideas—the senior officials and ministers proposed all kinds of plans which were presented to the Cabinet. Everyone could work at social development at the time, which department was responsible for analyzing only the policies, without taking into account directly any of the resources available. So those projects were proposed to Cabinet and a decision was taken. Once the decision was taken, we checked to see if there was any money available—and very often we might have spent weeks discussing certain policies, which eventually got the approval of the government, and then the whole matter would be sent to Treasury Board, and when I was there, I would have to refuse almost all of these projects because I did not have any money. So it was really a wasted effort.

Now, both policy making and financing are carried out in parallel; that is, as chairman of the Social Development Committee, I already know in advance how much money I have for the fiscal year. So when a minister or a department presents a new policy, I already know if I have the money available. And should someone propose tomorrow that we launch a \$700 million program; then we know that there is no point in planning it to the least detail, since the money is just not available. Then we can say among ourselves: Well, I guess this is not the time. However, we will set the plan aside, and later, when the money is available, we will take it off the shelf.

There is also another advantage: since the committee is composed of ministers who must make decisions with respect to budgetary allocations as well as policies, each minister knows exactly what is going on. Before, each would push his pet project, and when it was turned down by Treasury Board, the decision was made by a committee of five people who may not necessarily have been involved in the social policy. Now, both work in parallel: personally, I think it is a good initiative. Of course if we had a lot of money, we could do a lot more. However, at least everyone knows what is going on. Moreover, as chairman, I have once again the disagreeable task of telling my colleagues, both men and women—since there are many women in Cabinet now, two of them in social development, Miss Bégin as Minister of National Health and Welfare, and Mrs. Erola as Minister responsible for the Status of Women—of telling my colleagues then: I am sorry! Even if I wanted to give you the money, I cannot. But at least now they know why I cannot.

Mr. Marceau: This will be my last question, Mr. Chairman.

Le président suppléant (M. de Corneille): Non, je regrette, votre temps de parole est écoulé.

Mr. Marceau: One very short question?

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): A very short question then.

Mr. Marceau: Very well.

[Texte]

Vous dites que l'un de vos sous-objectifs est d'établir des liens coopératifs avec les provinces et les organismes publics.

Comment cela fonctionne-t-il? A quoi cela vous oblige-t-il, et qu'est-ce qui a été fait?

M. Chrétien: Eh bien, il faut tenir compte de ce qui se passe dans les provinces. M. Young nous a parlé tout à l'heure du problème des pensions. Si l'on ne tenait pas compte de la situation des provinces, on ne pourrait rien faire.

Chaque fois que l'on étudie une politique, il faut se poser une question: est-ce que l'on est chez nous? Et même si l'on est chez nous, quelles sont les conséquences sociales ou budgétaires sur les programmes sociaux ou budgétaires des provinces? Si l'on n'en tient pas compte, on s'achète du trouble, comme on dirait au Lac-Saint-Jean ou au Saguenay.

M. Marceau: Merci.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

I certainly want to welcome the minister to the committee tonight and say that we are pleased to have him here, because he presumably has a considerable amount of influence on the social programs that Canadians are privileged to have.

I want, if I may, Mr. Chairman, to question mainly from the point of view of the handicapped and disabled and with respect to the implementation of our report, *Obstacles*, of the special committee, which, as you know, is still functioning. I want to do it from a couple of perspectives, bearing in mind a comment that I heard the minister make as I walked in a few minutes ago. When he was replying to Mr. Young, he touched on the problem of availability of money. I think all of us will acknowledge that that is a problem.

The second thing is in the opening remarks that were prepared for tonight for us. That is that one of his chief jobs, or chief challenges, is to establish plans and priorities, which refers, I am sure, to the spending of money, in the ultimate—that is what it really amounts to—bearing in mind also the fact that we, as a special committee, have been very anxious to see implemented as many as possible of those recommendations—there are 130, Mr. Chairman. We are now at the stage of trying to assess the degree to which the recommendations have been implemented. Of course, this is under the co-ordinating action of the Secretary of State, but I assume that the minister here tonight has a significant amount of input into that, because of his responsibilities in an overall fashion.

I guess my observation is this, Mr. Chairman: We, as a committee, have perceived that a lot of the recommendations are not receiving the kind of attention that our committee thought they should receive. Some of the simpler ones have been implemented, and the ones that seemed to cost the least money have been implemented—and I can understand why—but in some cases we are having difficulty getting responses

[Traduction]

One of your sub-objectives as stated in the Blue Book is to establish co-operative relationships with the provinces and with public organizations.

How does this work? What are your responsibilities in this respect, and what has been done up to now?

Mr. Chrétien: Well, we do have to take into account what the provinces are doing. Mr. Young spoke earlier of the problem of old-age pensions. If we did not take into account the situation of the provinces, we could do nothing.

Each time we look at a policy, we have to ask ourselves: does this fall exclusively within our jurisdiction? And even if it does, what will be the effect on the social and budgetary programs of the provinces? If we do not take this into account, we might get into hot water.

Mr. Marceau: Thank you.

Le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Je veux surtout souhaiter la bienvenue au ministre à notre Comité ce soir: nous sommes heureux de le recevoir car il a une influence considérable sur les programmes sociaux dont jouissent tous les Canadiens.

Monsieur le président, mes questions porteront surtout sur la situation des handicapés aux termes de l'application du rapport *Obstacles*, préparé par notre Comité spécial qui, vous le savez, continue son mandat. Je veux parler selon deux différentes perspectives, étant donné la remarque que j'ai entendue de la part du ministre au moment où j'arrivais. En réponse à M. Young, il a parlé de la disponibilité des fonds. Nous reconnaissons tous que c'est un problème.

Le second aspect se retrouve dans les déclarations préliminaires faites par le ministre ce soir, selon lesquelles une de ses responsabilités principales ou un de ses principaux défis consiste à établir des bases et des priorités quant à la répartition des fonds, tout en tenant compte du fait que nous, à titre de Comité spécial, tâchons de faire appliquer autant de recommandations que possible, et il y en a 130, monsieur le président. En ce moment, nous évaluons la mesure dans laquelle ces recommandations ont été mises en oeuvre. Bien sûr, la coordination relève du secrétaire d'État, mais sans doute que le ministre ici présent a une influence considérable dans ce domaine, en plus de ses responsabilités générales.

Voici où je veux en venir, monsieur le président: notre Comité spécial a remarqué qu'un grand nombre de recommandations ne reçoivent pas l'attention que souhaitait notre Comité. Bien sûr, on a déjà adopté les plus simples, et celles qui coûtent le moins cher, ce qui est facile à comprendre, mais dans certains cas, nous avons beaucoup de difficultés à obtenir des réactions des ministres en cause. Nous nous demandons si le personnel du Secrétariat d'État suffit à la tâche.

[Text]

from the respective ministers. We are wondering whether there is adequate staff in the office of the Secretary of State.

[Translation]

• 2055

If I am not mistaken, the Secretary of State was given the responsibility of co-ordinating the response to the 130 recommendations. He co-ordinates the response of the minister. It is not difficult to co-ordinate a response if there is nil response, and in many cases we are getting virtually no significant response at all from some ministers. We are wondering if there is any opportunity for the minister before us tonight, responsible for the umbrella of social services and social programs, to somehow make it possible that there would be more staff or staff with the kind of training and the kind of interest that would be able to effect and cause more activity in some of the government departments that have been rather slow to respond to the challenges in our report.

Mr. Chrétien: I can say that in my judgment this report was a very good report, and I would like to compliment the members of the committee because they have done a very good job. In fact, since the report came out in my envelope we have allocated \$36 million for implementation of the different programs. I do not know if they have all been announced by the different ministries of Mr. Regan who is in charge, but in spite of the financial restrictions we are having my envelope has allocated \$36 million for that. Of course, there is other response that might come soon from Mr. Regan, because there is some other response to come.

As Minister of Justice, even I have one problem which I have not resolved. I want to make some amendments to the Human Rights Act in relation to the handicapped, but the problem I face is that it is easy to pass an act to say that there shall be no discrimination here and there, but if interpreted in such a fashion it could create all sorts of unpredictable costs to the administration. It is one of the problems, and before I proceed with my bill they want me to at least be able to forecast what the cost would be. It is coming along but . . .

As I said, so far we have spent \$36 million new money on that, money which we have to collect inside the envelope from different programs to allocate there. Mr. Regan will announce other projects. Personally, I was the co-ordinator inside the government until I ran into obstacles, so for communication purposes and the follow-up the Prime Minister selected Mr. Regan and you should put your question to him.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I would just ask a supplementary on that same point. In the course of its functioning over the last couple of years the committee has encountered a number of public servants and others outside the system who are extremely enthusiastic about this whole issue of help to the handicapped and the disabled. I am wondering if I could get a commitment from the minister to just speak to the chairman of our committee, a colleague of his own whom I am sure he knows well. Would he give us a commitment to speak to him

Si je ne m'abuse, le Secrétaire d'État a la responsabilité de coordonner la réponse aux 130 recommandations. Il coordonne les réactions des ministres. Il n'est pas difficile de coordonner ce genre de réaction si elle est nulle et dans bien des cas, nous ne recevons pratiquement pas de réaction du tout de certains ministres. Nous nous demandons donc si le ministre qui comparait ce soir a la possibilité, étant donné qu'il est responsable du portefeuille des services sociaux et des programmes sociaux, de s'assurer qu'il y ait davantage de personnel et que le personnel possède la formation et la motivation voulues pour encourager l'activité dans certains des ministères qui semblent tarder à réagir aux questions posées dans notre rapport.

M. Chrétien: Je puis dire qu'à mon avis ce rapport était excellent et je souhaite en féliciter les membres du Comité car ils ont très bien travaillé. En fait, depuis que le rapport nous a été soumis, nous avons affecté 36 millions de dollars à la mise en oeuvre de différents programmes. Je ne sais pas s'ils ont tous été annoncés par les diverses autorités dont M. Regan est responsable mais, malgré les restrictions financières, mon enveloppe a réservé 36 millions de dollars à cela. Il est évident que l'on peut penser que M. Regan va encore annoncer certaines choses car je sais qu'il en a l'intention.

A titre de ministre de la Justice, j'ai même moi un problème que je n'ai pas encore résolu. Je voudrais apporter certaines modifications à la Loi sur les droits de la personne pour ce qui est des handicapés mais mon problème est qu'il est facile d'adopter une loi prévoyant que l'on ne fera pas de discrimination dans tel et tel cas alors que son interprétation pourrait créer des tas d'obligations financières imprévisibles pour l'administration. C'est un des problèmes et avant de présenter ce projet de loi, on m'a demandé d'en évaluer au moins les répercussions financières. Cela avance mais . . .

Jusqu'ici, je le répète, nous avons dépensé 36 millions de dollars supplémentaires à cela, il s'agit d'argent qu'il nous a fallu retirer à certains programmes de notre enveloppe pour le mettre là-dedans. M. Regan annoncera d'autres projets. Personnellement, j'ai été coordonnateur au sein du gouvernement jusqu'à ce que j'éprouve certains obstacles, si bien que pour la communication et pour le suivi, le premier ministre a demandé à M. Regan de s'en occuper et c'est donc à lui que vous devrez poser vos questions.

M. Halliday: Monsieur le président, j'aimerais tout simplement poser une complémentaire à ce sujet. Au cours de ses délibérations ces deux dernières années, le Comité a reçu un certain nombre de fonctionnaires et d'autres personnes qui se sont déclarés extrêmement enthousiastes devant toute question de l'aide aux handicapés et aux invalides. Je me demande si le ministre pourrait s'engager à parler au président de notre Comité, à un de ses collègues qu'il connaît certainement très bien. Veut-il bien nous promettre de lui parler de la

[Texte]

about the possibility of entertaining some other assistance in that department that would be more apt to bring to fruition some of the concerns and some of the recommendations the committee has?

Mr. Chrétien: It is absolutely no problem for me to talk to Mr. Smith. I talk regularly with him. He talked to me last week about my piece of legislation on the Human Rights Act which I would like to proceed with, but I have to tell you one of the difficulties before we proceed. There is some suspicion that it might be very easy to pass an act for motherhood, but you also have to assess the cost of this act. The amendments are ready; the problem is to present them to Cabinet and to have the final approval of the Cabinet. I have not been able to cost the projects in an acceptable fashion so far.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I appreciate that the minister has to check things out carefully, and I do not question that. I also appreciate that he has indicated a willingness to speak to the chairman. If you would initiate it, I am sure he would be happy to talk to you about this particular point.

I have another two or three minutes so I want to go on to one other aspect of this whole report. It is one that has concerned me, and it certainly concerned the various members of the committee to a varying extent, and that is the issue of priorities which, of course, is one of your very important roles as minister.

The Prime Minister and the Minister of National Health and Welfare have both said many times, during the last year or two particularly, that we must "use our spending as a government to help those who need it most." And that I agree with 100 per cent. I get a little concerned when I find we are spending a lot of money in your envelope for those who do not need it most.

• 2100

Mr. Chrétien: Which one?

Mr. Halliday: Well, okay, I will cite the health insurance one. That is the single most glaring problem, as far as I am concerned, there. Let me cite one example of a problem from my constituency as an example of this not being adhered to, or not being respected; it is being said and articulated but not being put into practice. A man who is now retired because of age has a daughter still in elementary school who is a spina bifida, paralysed, has no bladder control, has to wear diapers or something akin to diapers all the time. He has no income except what he gets as a pensioner; he has no private income otherwise. His wife has to work to put enough on the table, as a school secretary. It costs them a thousand dollars a year to buy diapers, which they cannot afford to buy. He does not have that money. The only way I was able to get any money for them to help out with that very fundamental technical aid for a child at school was to get a service club willing to spend that money.

I am very upset, Mr. Chairman, when I find that that kind of handicapped person is not being looked after, at the same time as the government says we must help those who need it

[Traduction]

possibilité d'envisager d'autres formes d'assistance dans ce ministère qui serait plus à même de concrétiser certaines des idées et recommandations présentées par notre Comité?

M. Chrétien: Je ne vois absolument aucun inconvénient à en parler à M. Smith. Je lui parle régulièrement. Nous avons parlé la semaine dernière de mon projet de loi visant à réviser la Loi sur les droits de la personne mais je vous ai dit que cela posait quelques problèmes. On peut s'attendre à ce qu'un projet de loi soit facile à faire adopter mais il faut également évaluer les coûts. Les amendements sont prêts; le problème est de les présenter au Cabinet et d'obtenir son approbation. Je n'ai pas pu encore évaluer convenablement le coût de ces projets.

M. Halliday: Monsieur le président, je comprends bien que le ministre doive vérifier soigneusement tout cela et je le remercie aussi de m'avoir dit qu'il parlerait à notre président. Si vous en prenez l'initiative, je suis certain qu'il sera ravi de vous parler de cette question.

J'ai encore deux ou trois minutes, si bien que j'aimerais passer à un autre aspect de ce rapport. C'est quelque chose qui m'a inquiété et qui a inquiété les autres membres du Comité. Il s'agit de la question de priorité qui, bien sûr, concerne l'un de vos grands rôles.

Le premier ministre et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ont l'un et l'autre dit à maintes reprises, au cours des deux dernières années en particulier, qu'il nous fallait «utiliser nos dépenses gouvernementales pour aider ceux qui en ont le plus besoin». Et je suis tout à fait d'accord. Ce qui m'inquiète, c'est de constater que nous consacrons une grande partie des crédits qui sont vous alloués à ceux qui n'en ont pas le plus besoin.

M. Chrétien: A qui?

M. Halliday: Très bien, je vous cite le cas de l'assurance santé, c'est là que les problèmes sont les plus flagrants, selon moi. Permettez-moi de vous citer l'exemple d'un citoyen de ma circonscription, afin de vous montrer que si l'on parle beaucoup du principe, en fait il n'est ni respecté, ni mis en pratique. Il s'agit d'un homme qui est à présent à la retraite et dont la fille, encore à l'école primaire souffre de spina-bifida. Elle est paralysée, est incontinente et doit porter des langes ou des bandes constamment. Son père ne dispose d'aucun revenu, sauf qu'il touche une pension. Sa femme, secrétaire dans une école, est obligée de travailler pour parvenir à boucler la ceinture. Ils doivent payer \$1,000 par an pour acheter des langes; or, ils n'en ont pas les moyens. La seule manière dont j'ai pu les aider à se procurer les fonds nécessaires pour obtenir une aide technique essentielle pour leur enfant en âge scolaire a été d'amener une association de service à leur verser l'argent.

Monsieur le président, cela me trouble beaucoup de constater que l'on n'aide pas ce genre de handicapés. Et pourtant, le gouvernement prétend qu'il nous faut aider ceux qui en ont le

[Text]

most, and at the same time as we are giving first-dollar coverage in our health care system to the minister and to me and to everybody in this room, each and every one of us, who could afford to pay at least \$100 a year towards our own health care if we had the opportunity. And to support my comments here, if I may just quote one sentence from *Obstacles*, Mr. Chairman, one sentence in the preamble, under the heading of "Funding", the committee said:

It follows then that in order to find adequate funds for the disadvantaged, the government and Canadians should reassess their spending priorities . . .

—and I presume that is one of the minister's terms of reference—

. . . and thereby find monies which are currently being spent on programs which are directed to those who are neither physically, mentally, nor financially handicapped.

Mr. Chairman, I submit that most of us here are not physically, financially, or mentally handicapped, yet we are taking first-dollar health care coverage at taxpayers' expense when the other people are going handicapped with not even the basics of life; not even the basics. I find that abominable. I cannot find strong enough words to describe it. Yet, Mr. Chairman, I am one of the strongest advocates of insurance; catastrophic insurance. My wife has had four years in hospital, and if anybody would have been in trouble with that, it would have been me, if I did not have insurance. Yet I am upset when I find them getting first-dollar coverage from my care and these people cannot even have enough money to buy diapers for a child who has to go to school and has no bladder control. I find that pretty upsetting in a country like Canada.

Mr. Chrétien: You speak of a specific case—

Mr. Halliday: There are hundreds like that.

Mr. Chrétien: —but I just want to answer this question, because you put that question to me. My first answer will be this. If there is a problem of medical aid for that person in her home, or in buying some needed equipment, we are not in the administration of these services. It is the Ontario government that is responsible. We pay 50 per cent of the medical costs, according to the argument with the provinces. If the provincial government of Ontario do not feel they have a program to pay for the needs that are very obvious for that handicapped person, it is difficult for me to question their judgment. I could, but it would not be proper for me. I just want to say we are not delivering the services.

Mr. Halliday: You put the strings on it.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Just a moment. I think we would allow the minister to reply now, because you did have your opportunity, Dr. Halliday, to speak, and I think he should be allowed the privilege of making his reply.

[Translation]

plus besoin et assure entièrement, grâce à son régime de soins de santé, des gens comme le ministre et moi-même et comme nous tous, dans cette salle qui pourrions contribuer au moins \$100 par an pour nos soins de santé, si nous en avions l'occasion. D'ailleurs, je vais vous citer une phrase du rapport *Obstacles*, rédigé par le comité et que l'on retrouve, monsieur le président, à l'introduction, à la rubrique «Financement»:

Il faut donc, si l'on veut trouver les fonds nécessaires pour les défavorisés, que le gouvernement et les Canadiens réévaluent leurs priorités de dépenses . . .

J'imagine que c'est là un élément du mandat du ministre . . .

. . . pour mobiliser des fonds qui sont à l'heure actuelle consacrés à des programmes destinés à des personnes qui ne souffrent d'aucun handicap, ni physique, ni mental ni financier.

Monsieur le président, la plupart d'entre nous ne souffre d'aucun handicap, ni physique, ni mental, ni financier. Et pourtant, nos soins de santé sont entièrement couverts aux frais du contribuable alors que les handicapés n'ont même pas un minimum pour survivre. C'est abominable, selon moi, et les mots me manquent pour décrire cette situation. Pourtant, monsieur le président, je suis l'un des plus fervents partisans de l'assurance médicale en cas de catastrophe. Ma femme a dû passer quatre ans à l'hôpital et s'il y en a bien un à qui cela aurait dû poser des problèmes, c'est moi, si je n'avais pas eu d'assurance. Ce qui m'époustoufle, c'est que je vois que les handicapés ne sont pas entièrement couverts grâce à mes cotisations et qu'ils n'ont même pas les moyens, comme dans le cas que je vous citais, d'acheter des langes à un enfant en âge scolaire qui est incontinent. Je trouve ça renversant, dans un pays comme le nôtre.

M. Chrétien: Vous nous citez un cas particulier . . .

M. Halliday: Il y en a des centaines comme celui-là.

M. Chrétien: . . . mais j'aimerais répondre à votre question, puisque c'est à moi que vous l'avez posée. S'il existe un problème au niveau de l'aide médicale pour cette personne, chez elle, ou si elle doit s'acheter du matériel spécial, ce n'est pas nous qui nous occupons de la gestion de ces services, mais bien le gouvernement de l'Ontario qui en est responsable. Nous remboursons 50 p. 100 des frais médicaux, conformément à l'entente que nous avons conclue avec les provinces. Si l'Ontario n'estime pas devoir mettre sur pied un programme satisfaisant aux besoins bien évidents des handicapés, il m'est bien difficile de me prononcer sur sa décision. Je pourrais le faire, mais cela ne serait pas très bien de ma part. Je tenais simplement à signaler que nous ne nous occupons pas de la prestation de ce genre de service.

M. Halliday: C'est vous qui tenez les cordons de la bourse.

Le président suppléant (M. de Corneille): Un instant. A mon avis, il faudrait donner au ministre la possibilité de répondre car vous avez eu votre tour, monsieur Halliday, et il faudrait faire pareil pour lui.

[Texte]

Mr. Chrétien: Fundamentally, the question you are asking me is the validity of having more or less universal programs in our system: should we go for better targeted programs in health services, for example. We pay for medicare; we pay for the medicare of everybody. We are opposed, as a matter of principle, to opting out or extra-billing. I know it is a very controversial thing, because I could insure myself if I wanted to, as I was doing before, but it was decided for the benefit of Canadians that there would be no such thing; that all Canadians will be equally protected. But it is costing a lot of money. If we were to target our programs, we would have more money for that kind of specialized program. You are for that, but I think it is for the members of the committee to decide if the program should be universal or should be for those who need it most. Of course, we opted a long time ago in Canada for universality.

• 2105

We tried a few times—and I was in the Treasury Board trying to do that at one time, for example, with family allowances. We wanted to cut back family allowances and target that only for those who needed it most, and in order to achieve it we stopped the payments at certain levels. We did not want to take the money away because it was a need in society and dangerous to take away the family allowances because some guys make quite a lot of money but that is the only cash that his wife is having at home, that cheque to buy anything that she needs. So we decided not to take away the family allowance cheques from all those ladies, but we have stopped the level and we have targeted our expenditures to what we call the child tax credit. I am very pleased that I was the Minister of Finance who introduced the child tax credit the first time, and it was not easy to persuade my colleagues to depart from that because it is targeted only to those who need it most.

Your argument is a very valid one; but it will not achieve, at this time, a lot of support. That we should get rid of the universality and target our programs to those who need them most is a valid argument that should be debated. Personally, I was deadily committed to universality, but I think that after the programs have matured perhaps we can go into more targeted programs. But it is not easy to do, let me tell you that.

le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur Savard.

M. Savard: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je voudrais mettre un peu l'accent sur la réponse que vous avez donnée tout à l'heure à M. Malépart concernant les personnes du troisième âge. Vous savez, cela me fait un peu de peine de voir que ces gens-là, qui ont construit notre pays et qui ont tout donné, vivent pour la plupart au seuil de la pauvreté. Tout à l'heure, vous disiez que vous seriez prêt à les aider, mais qu'il vous faudrait 700 millions de dollars. Par exemple, au Québec, là où les pensions sont indexées tous les trois mois, ces gens-là deviennent de plus en plus pauvres; ce

[Traduction]

M. Chrétien: Vous me demandez, au fond, s'il vaudrait la peine de prévoir, dans notre régime, des programmes plus ou moins universels, ou de mieux orienter nos programmes de services de soins de santé, par exemple. Nous finançons une partie de l'assurance médicale pour tous les citoyens. Par principe, nous nous opposons au retrait de l'assurance médicale ou à l'imposition d'un ticket modérateur. Je sais qu'il s'agit d'une question extrêmement controversée car je pourrais prendre une assurance si je le voulais, comme je l'ai déjà fait, mais on a décidé qu'il vaudrait mieux que tous les Canadiens soient également protégés. Mais cela coûte très cher. Si nos programmes visaient des groupes particuliers, nous aurions plus d'argent pour ce genre de programmes spécialisés. Vous êtes pour cette solution, mais je crois qu'il incombe aux membres du Comité de décider si le programme doit être universel ou s'appliquer à ceux qui en ont le plus grand besoin. Il y a déjà longtemps que nous avons choisi au Canada l'universalité.

Nous avons essayé à quelques reprises, à un moment donné, j'étais au Conseil du trésor, par exemple, lorsque nous essayions d'appliquer votre solution aux allocations familiales. Nous voulions réduire les allocations familiales et viser ceux qui en avaient le plus grand besoin; afin de ce faire, nous avons cessé de verser les allocations à certains niveaux. Nous ne voulions pas enlever l'argent car un besoin existait au sein de la société; il est dangereux d'éliminer les allocations familiales, car certains maris gagnent beaucoup mais ne donnent rien à leur femme à la maison qui compte sur ce chèque pour acheter ce dont elle a besoin. Nous avons donc décidé de ne pas enlever les chèques d'allocations familiales à ces dames, bien que nous ayons fixé certains niveaux et ayons visé certains groupes par l'entremise du crédit d'impôt pour les enfants. Je suis fort heureux que le ministre des Finances ait été le premier à introduire ce crédit d'impôt pour les enfants; il n'a pas été facile de convaincre mes collègues à s'éloigner de ce système, car il vise seulement ceux qui sont dans le besoin.

Votre argument est très valable, mais, pour le moment, il ne gagnera pas beaucoup d'appui. Le principe consistant à éliminer l'universalité pour viser ceux qui en ont le plus grand besoin est tout à fait valable, et vaut la peine d'être étudié. Personnellement, je crois qu'une fois que les programmes seront bien rodés, nous pourrions passer à des programmes visant des groupes plus particuliers. Mais je puis vous dire que cela ne sera pas facile.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Mr. Savard.

Mr. Savard: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I would like to concentrate on the answer you gave earlier to Mr. Malépart's question on senior citizens. You know, I find it somewhat painful to see that the people who built our country and gave their all are now living close to the poverty line. Earlier, you said you would be prepared to help them, but that it would take \$700 million. In Quebec, where pensions are indexed every three months, those people are becoming poorer and poorer; they are in real need. We seek solutions to the problem, but even if we give additional supple-

[Text]

sont des gens qui en ont réellement besoin. On cherche des solutions pour essayer de régler le problème, et même si on leur donne encore davantage de suppléments, les gouvernements se retournent et viennent chercher cet argent-là: les gens sont donc toujours au même point. Ne serait-il pas possible qu'un jour, cet argent-là que les gens les plus démunis reçoivent, aucun gouvernement provincial ne puisse y toucher? Parce que ces gens-là en ont réellement besoin, et ils se retrouvent toujours dans la même situation. Est-ce qu'il y a possibilité de penser...

M. Chrétien: La façon la plus facile, c'est de mettre Parizeau dehors, parce que c'est lui qui l'a fait, et de faire inclure dans le programme du parti libéral provincial l'engagement de ne pas faire la même chose. C'est la seule technique que je connaisse.

M. Savard: C'est la seule technique. A part cela, il vous faudrait vos 700 millions de dollars.

M. Chrétien: Non, non, mais je trouve cela désagréable qu'il fasse des choses comme celles-là. Parce que ce sont des «peteux de broue» par excellence, les mains dans les petites poches, et puis tout cela...

M. Savard: Et ils se pètent les bretelles.

M. Chrétien: Et ils se pètent les bretelles. Car l'augmentation du supplément de revenu garanti qu'on a donnée immédiatement après l'élection, ils sont venus la chercher tout de suite. Je trouve cela pas mal dégueulasse. Dans Verdun comme à Shawinigan, on disait: c'est pas mal écoeurant. Que voulez-vous, pour nous, c'est de l'argent qu'on perçoit, et très souvent on le perçoit dans les parties les plus riches du Canada pour en faire bénéficier les plus pauvres. Ce n'est pas une question de frontières provinciales. En faisant cela, ils enlèvent aux pauvres du Québec de l'argent que nous, on a pris parfois dans les provinces riches. Vous avez vu les derniers comptes publics définis par le gouvernement provincial! En 1980, le gouvernement du Québec, la province de Québec a reçu beaucoup plus qu'elle ne paye maintenant au fédéral.

• 2110

Alors, les vieux arguments ont complètement disparu, et de plus, malgré tout cela, ils vont chercher les \$10 additionnels qu'on a donnés aux personnes en revenu garanti supplémentaire et les prennent pour boucher les trous de Parizeau. Il en bouche un, puis il en fait deux. Que voulez-vous que je vous dise là-dessus? C'est un problème à régler au niveau provincial. Ce n'est pas un problème dans votre comté; vous, vous avez un député provincial libéral.

M. Savard: Oui, je comprends, mais il est obligé de subir les fautes de...

M. Chrétien: Mauvaise administration.

M. Savard: ... de la mauvaise administration du gouvernement du Québec.

Je fais un voeu pieux, monsieur le ministre, en terminant. J'espère sincèrement que nous allons y penser et qu'à force d'en parler et de dire aux provinces... Lorsque vous allez

[Translation]

ments, the provincial governments turn around and take the money back; the people end up no further ahead. Is it not possible that some day provincial governments will not be allowed to touch the money received by our most disadvantaged citizens? Because they are the ones in most need, and they always end up in the same position. Would it be possible to consider...

Mr. Chrétien: The easiest way to solve the problem would be to get rid of Parizeau, since he is the one who did it, and to have the provincial Liberal Party include in its program a commitment to act differently. That is the only solution I can see.

Mr. Savard: That is the only solution. Otherwise, you would need \$700 million.

Mr. Chrétien: No, no, but it bothers me when he does things like that. Because, above all, they are smug blowhards and so on...

Mr. Savard: And they are self-satisfied.

Mr. Chrétien: And they are self-satisfied. Because they acted immediately to take away the guaranteed income supplement we instituted right after the election. I think that is pretty lousy. In Verdun and in Shawinigan, people were saying that is pretty disgusting. As far as we are concerned, it is tax money, and very often we collect tax money in the richer parts of Canada to help the poorer parts. Provincial borders are not relevant. By their actions, they take money away from poor Quebecers which we often collect in the rich provinces. You have seen the provincial governments' latest public accounts? In 1980, the Government of Quebec, the Province of Quebec received much more than it is now paying out to the federal government.

So the old arguments are no longer valid, and in spite of that, they even take the area \$10 we have given to beneficiaries of the guaranteed income supplement to compensate for Parizeau's mistakes. He fixes up one mistake and creates two new ones. What can I tell you? The problem has to be resolved at the provincial level. It is not a problem in your riding; your MLA is a Liberal.

Mr. Savard: Yes, I know, but he has to live with the mistakes of—

Mr. Chrétien: Poor administration.

Mr. Savard: —the Quebec government's poor administration.

Mr. Minister, to conclude, I would like to express a heartfelt wish. I sincerely hope we will consider this issue and that through discussing it and talking to the provinces... When

[Texte]

négoier les ententes, dites bien que l'argent qui est donné aux personnes du troisième âge ne devrait pas être touché, sous aucun compte. Parce qu'ils prennent cet argent-là, comme vous dites si bien, et ils implantent de nouveaux programmes. Mais on n'a aucun moyen de contrôle là-dessus? Vous dites que cet argent-là devrait être donné précisément pour cela. Est-ce qu'ils ont le droit de prendre cet argent-là et de...

M. Chrétien: Que voulez-vous, ils ont le droit de taxer les gens. Et deuxièmement, il y a les gens qui vivent dans les H.L.M. ou les maisons de personnes retraitées: ce sont eux qui fixent les prix, vous le savez. Ce qui est le plus grave, c'est lorsqu'ils demandent des prix plus élevés. Vous savez comment sont ces programmes de maisons pour personnes à la retraite. Si je comprends bien le programme, il y a 90 p. 100 de l'argent qui est prêté par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, et cela passe par la Société d'habitation du Québec, et très souvent les 10 p. 100 additionnels sont payés par la municipalité sous forme de terrains. Ensuite s'il y a un déficit, le fédéral en paie 50 p. 100, le provincial 40 p. 100 et le municipal 10 p. 100. Vous allez à ces endroits-là, et le secret d'État le mieux gardé, c'est la contribution fédérale.

M. Savard: C'est vrai!

M. Chrétien: Même, une fois, on ne m'avait même pas invité à lever la première pelletée de terre, mais j'y suis allé, cependant. Je n'étais pas invité, j'y suis allé; le député provincial a levé une pelletée de terre et il était furieux de me voir là. Alors, je lui ai dit: passe-moi la pelle. Moi, j'ai pris neuf pelletées de terre, parce que je voulais que les gens de Grand-Mère sachent quelle était la proportion.

M. Savard: Merci.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

I would ask a question of the minister, Mr. Chairman. I was wondering when the government is going to change the policy with respect to the status of Indian women in the Indian Act, which I know the minister has been interested in for a number of years, as a number of us have been.

Mr. Chrétien: I have tried to do that, Mr. Crombie, even before you were Mayor of Toronto. In 1968, it was one of the first problems I had on my desk.

Mr. Crombie: Let me ask the question again then. You have certainly had enough time.

Mr. Chrétien: Yes, I know, but you know why I did not do that.

Mr. Crombie: No.

Mr. Chrétien: Because the Indians did not want us to do it.

Mr. Crombie: Well, some Indians.

Mr. Chrétien: No, no, no. I had consultations with all the associations of—

Mr. Crombie: How about the women?

[Traduction]

you go to negotiate the agreements, make it clear that the money given to senior citizens should not be touched under any circumstances. Because, as you said yourself, they take that money to implement new programs. And we have no control over their actions? You say that that money should be given for that specific purpose. Do they have the right to take that money and ... ?

Mr. Chrétien: What can I say, they have the right to tax their population. Secondly, there are people living in low-income housing or retirement homes; it is the provincial government that fixes the rates, you know. What is worst, is when they increase rates. You know how the programs work for retirement homes. If I understand the program correctly, 90 per cent of the money is loaned by the Central Mortgage and Housing Corporation; that goes through the *Société d'habitation du Québec* and very often the remaining 10 per cent is paid by the municipality in the form of land. Then, if there is a deficit, the federal government pays 50 per cent, the provincial government 40 per cent, and the municipal government 10 per cent. When you visit those places, you find that the best kept secret is the size of the federal contribution.

Mr. Savard: That is true.

Mr. Chrétien: Once, I was not even invited to the groundbreaking ceremony, but I went anyway. I was not invited, but I went; the provincial member dug up a shovel full of earth, and was furious to see me there. So I said to him: Give me the shovel. Then I dug up nine shovels full of earth, because I wanted the people of Grand-Mère to know what our contribution had been.

Mr. Savard: Thank you.

Le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, je voudrais poser une question au ministre. Je me demandais quand le gouvernement allait changer la politique régissant le statut des femmes indiennes prévu dans la Loi sur les Indiens. Je sais que le ministre s'intéresse à ce sujet depuis plusieurs années, comme plusieurs d'entre nous.

M. Chrétien: Monsieur Crombie, je faisais déjà des efforts dans ce sens avant que vous ne soyez maire de Toronto. En 1968, ce problème était prioritaire pour moi.

M. Crombie: Laissez-moi donc proposer ma question. Vous avez certainement eu suffisamment de temps.

M. Chrétien: Oui, je le sais, mais vous savez pourquoi je n'ai pas agi.

M. Crombie: Non.

M. Chrétien: Parce que les indiens ne voulaient pas qu'on agisse.

M. Crombie: Enfin, certains indiens.

M. Chrétien: Non, non, non. J'ai eu des entretiens avec toutes les associations de...

M. Crombie: Et avec les femmes?

[Text]

Mr. Chrétien: No, no. The Indian associations are the people living on reserves. I tried and I have tried, and now there is no need. If it is not done—when?—in three years, after April 17, 1985, it will be done automatically because the Charter of Rights will prevail over the Indian Act.

Mr. Crombie: It is the government's intention then not to—

Mr. Chrétien: No, it is not even a government intention. It is the law of the land.

Mr. Crombie: Let me ask the question. The answer is still work, but I would like to have the question.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): You ask the question.

Mr. Crombie: Is it the intention of the government not to deal with the question then until 1985?

Mr. Chrétien: No, it is the intention to deal with it before 1985.

Mr. Crombie: When?

Mr. Chrétien: Ask the Minister of Indian Affairs and Northern Development. I am not the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

Mr. Crombie: Thank you. It is a question for the Minister of Justice, I would think, as well, and also the minister of social policy. You are not the Minister of Indian Affairs, but you are two out of three and that is not bad.

Mr. Chrétien: I tell you, you know, it is in the Charter of Rights. I put it there.

Mr. Crombie: So you are not going to do it until 1985.

Mr. Chrétien: I am telling you that the Minister of Indian Affairs and Northern Development said he will do that before 1985.

Mr. Crombie: Oh, he is going to do it before 1985.

Mr. Chrétien: Yes. But I am telling you that even if he could not do that, because he said he was to consult with the Indians on that. That is one of the problems. The national organization of Indians is still of the view that it should not be changed.

• 2115

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman. May I ask the minister—

Mr. Chrétien: And we have to listen a little bit to them at times, too.

Mr. Crombie: Well, the minister is probably aware that he has support from the New Democratic Party for the matter and has support from the Conservative Party, and he certainly has support from almost any women's organization, at least to my knowledge, in the country. I think he would have general public support. In light of all that, why would he not move to

[Translation]

M. Chrétien: Non, non. Les associations indiennes représentent ceux qui vivent dans les réserves. J'ai essayé et j'ai essayé, et maintenant ce n'est plus nécessaire. Si cela n'est pas fait d'ici trois ans, je crois, d'ici le 17 avril 1985, cela se fera d'office car la charte des droits primera sur la Loi sur les Indiens.

M. Crombie: Donc, le gouvernement n'a pas l'intention de—

M. Chrétien: Non, il ne s'agit même pas d'intention gouvernementale. Il s'agit de la loi du pays.

M. Crombie: Permettez-moi de poser mes questions. La réponse sera pareille, mais je voudrais poser la question.

Le président suppléant (M. de Corneille): Posez votre question.

M. Crombie: Est-ce que le gouvernement a l'intention de laisser la question en suspens jusqu'en 1985?

M. Chrétien: Non, on a l'intention de nous en occuper avant 1985.

M. Crombie: Quand?

M. Chrétien: Demandez au ministre des Affaires indiennes et du Nord. Je ne suis pas le ministre des Affaires indiennes et du Nord.

M. Crombie: Merci. Je crois que cette question s'applique également au ministre de la Justice et au ministre du développement social. Vous n'êtes pas ministre des Affaires indiennes, mais vous représentez deux portefeuilles sur trois, et ce n'est pas mauvais.

M. Chrétien: Je vous dis que cette disposition existe dans la Charte des droits. Je l'y ai mise.

M. Crombie: Alors, vous n'allez pas agir avant 1985.

M. Chrétien: Je vous dis que le ministre des Affaires indiennes et du Nord a dit qu'il agirait avant 1985.

M. Crombie: Ah bon! Il va agir avant 1985.

M. Chrétien: Oui. Mais je vous dis que même s'il ne réussit pas, car il a dit qu'il voulait consulter les indiens à ce sujet... c'est un des problèmes. L'organisme national des indiens est toujours d'avis que cette situation ne doit pas changer.

M. Crombie: Merci, monsieur le président. Puis-je demander au ministre...

M. Chrétien: Et il nous faut aussi les écouter parfois.

M. Crombie: Le ministre sait sans doute qu'il bénéficie de l'appui du Nouveau parti démocratique sur cette question, de même que des conservateurs, mais il a en tout cas l'appui de la plupart des organisations de femmes du Canada, du moins à ma connaissance. Je pense qu'il aurait l'appui du grand public. Dans cette perspective, pourquoi ne déciderait-il pas de la

[Texte]

cut it out just as fast as he can since he has been working on it now in the order of 15 years?

Mr. Chrétien: Because there is a commitment that we will not do that before consultation with the natives. Okay? When you were on the committee on the constitution, we accepted to include that in the constitution—a non-discriminatory clause in the constitution that you cannot discriminate because of sex, even if the Indian Act is not changed. That is what I am trying to tell you—the Charter of Rights will prevail over the Indian Act at that time. But my hope is the same hope as the Minister of Indian Affairs: it is going to be done before.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Thank you. Could I move to a question with respect to volunteerism, Mr. Chairman, to the minister? Two years ago, when the minister first assumed his responsibility with respect to volunteerism, or volunteerism touching on his responsibility as minister for social policy, he indicated—I have forgotten the words; I had them but I did not bring them with me—that he was aware of his mandate with respect to legislation regarding the support of voluntary groups. The minister is probably aware—certainly his staff would be—that fears are increasing on the part of voluntary groups, particularly in the light of some of the budget changes. There may have been some clarification, but there is still confusion and concern with respect to financial support for voluntary organizations.

I would like to ask the minister two specific questions. Does he support the give-and-take program proposed by volunteer organizations; and second, does he support tax breaks with respect to funding certain aspects of volunteer organizations, such as stamps, clerical costs, and so on? Those are two clear proposals that have been made to his ministry and certainly to the specific ministries involved as well. It is time they—

Mr. Chrétien: The two that you mention are budgetary matters that have to be dealt with by the Minister of Finance.

Mr. Crombie: Mr. Minister and Mr. Chairman, the give-and-take program surely is one that involves policy, not simply a question of the money. It is a principle. I am sure the deputy minister would support me on that point. It is a question of principle, and I wonder if the government supports the principle as merely looking for the money, or it does not support the principle.

Mr. Chrétien: You are asking: Are you for a principle? I am for any program that can help the voluntary organizations, but within the framework of the budget. These tax incentives that you talk about are part of the budgetary process, and that is up to the Minister of Finance to make up his mind about.

Mr. Crombie: That is a very important answer I think, Mr. Chairman. I would like to ask the minister: Is he supporting the principle of give and take?

[Traduction]

supprimer, le plus rapidement possible, étant donné qu'il oeuvre dans ce sens depuis une quinzaine d'années?

M. Chrétien: Parce que nous nous sommes engagés à ne rien faire sans consulter les autochtones. Vous avez siégé au Comité de la constitution, et vous savez que nous avons accepté d'inclure cela dans la Constitution, je veux parler d'une disposition stipulant qu'il ne peut y avoir de discrimination fondée sur le sexe, même si la Loi sur les Indiens n'est pas modifiée. C'est ce que j'essaie de vous dire, que la Charte des droits prévaudra alors sur la Loi sur les Indiens. J'espère, comme l'espérait le ministre des Affaires indiennes que cela se fera auparavant.

Le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur Crombie.

M. Crombie: Merci. Monsieur le président, puis-je poser au ministre une question concernant le bénévolat. Il y a deux ans, lorsque le ministre est devenu responsable des organismes bénévoles, au plutôt que ces derniers ce sont inscrits dans ses responsabilités en tant que ministre de la politique sociale, il a dit—j'ai oublié ses propres termes, j'avais sa déclaration mais je ne l'ai pas devant moi—qu'il était conscient de son mandat quant aux mesures législatives concernant l'aide aux organismes bénévoles. Le ministre, du moins son personnel, sait sans doute que les craintes augmentent, en particulier en raison de certaines des modifications du budget. Certaines précisions ont pu être apportées, mais il reste encore des points obscurs et des inquiétudes au sujet de l'aide financière aux organismes bénévoles.

J'aurais deux questions précises pour le ministre. Est-il en faveur du programme de concessions proposé par les organismes bénévoles; et en second lieu, approuve-t-il les allègements fiscaux touchant le financement de certains éléments des organismes bénévoles, je veux parler des timbres, des coûts de secrétariat, et ainsi de suite? Ces deux propositions bien claires ont été présentées à son ministère, ainsi qu'aux autres portefeuilles concernés. Il est temps qu'il...

M. Chrétien: Ces deux questions sont d'ordre budgétaire, et c'est au ministre des Finances de s'en occuper.

M. Crombie: Monsieur le ministre, et monsieur le président, le programme de concessions implique des politiques, et pas uniquement une question d'argent. C'est un principe. Je suis convaincu que le sous-ministre serait d'accord avec moi à ce sujet. Est-ce que le gouvernement appuie le principe pour une simple question d'argent ou est-ce qu'il le rejette?

M. Chrétien: Vous me demandez si je suis en faveur de ce principe? J'appuie tout programme qui pourrait aider les organismes bénévoles, sans toutefois déborder le cadre du budget. Les incitations fiscales dont vous parlez font partie du processus budgétaire, et c'est au ministre des Finances de prendre une décision à cet égard.

M. Crombie: C'est une réponse très importante selon moi, monsieur le président. Je voudrais demander au ministre s'il appuie ou non le principe des concessions.

[Text]

Mr. Chrétien: You know, I just made my comment that this government has in the past tried to change the law whenever it was possible to give incentive to the people in the voluntary sector. But, you know, it is all within the taking of taxes by the Minister of Finance, and I cannot comment about what the Minister of Finance will do.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, Mr. Minister, on the question of funding research councils, the Medical Research Council has recently voiced concern that the allocation this year for medical research no more than allows them to maintain the same level as last year. They certainly enjoyed the proposal that was made by all parties and supported by the government in tangible ways of an increase of some 22.3 per cent in 1981-82, but they now find themselves for 1982-83 at no more than where they were last year. They regard this as unfortunate for the specific projects they have in mind, but even more so they worry about it because they feel the government is falling back into older habits of failing to understand the significance and importance of increased funding for research, particularly in the medical field.

Mr. Chrétien: I have to tell you, Mr. Crombie, that among the first things that I had to do as minister in charge of this envelope was to increase the medical research funding, and you just referred to that for 1981-82. For 1982-83 there was some increase based on the increase in inflation like other programs. They always make the case that their inflation is higher than others. I have not seen any group so far that did not make the same argument, and I know a little bit about it because I have a brother who is spending his life in that field; he was the president of the Medical Research Council of Canada for years. But it was our first priority in the allocation of the limited funds we had, and when we did this allocation in 1981-82—it is a continuing allocation. We did not cut back. I do not have the figure with me, but suppose we moved from 50 to 70: we are adding inflation to 70; we did not go back to 50.

• 2120

Mr. Crombie: I quite understand that, Mr. Minister, Mr. Chairman. What they want you to look at is an increase in the funding—an increase in the funding, not maintaining the same funding. And that is what that—

Mr. Chrétien: We did that a year ago.

Mr. Crombie: Well, I understand that—

Mr. Chrétien: Inflation was 10 per cent, and we gave something like 25 per cent.

Mr. Crombie: Well, I think when you look at the proposal they have made and the recommendations they have made to your department, you might want to consider it, because we

[Translation]

M. Chrétien: Vous savez, je viens de dire que ce gouvernement a essayé par le passé de changer la loi dans la mesure du possible pour accorder des adoucissements fiscaux à ceux qui participent à des activités bénévoles. Mais vous savez que tout cela concerne le prélèvement des impôts par le ministre des Finances, et je ne peux pas parler de ce qu'il voudra faire à ce sujet.

M. Crombie: Monsieur le président, monsieur le ministre, à propos de la question des subventions accordées au Conseil de recherche, le Conseil de la recherche médicale a récemment parlé de ses préoccupations car les subventions versées cette année pour la recherche médicale ne lui permettent plus d'entreprendre autant d'activités que l'an dernier. Le Conseil a beaucoup apprécié les propositions présentées par tous les partis, et que le gouvernement avait appuyées de façon concrète en augmentant de quelque 22.3 p. 100 le montant des subventions en 1981-1982, alors que pour 1982-1983, aucune augmentation n'a été prévue par rapport à l'année dernière. Le Conseil estime que cela ne pourra que compromettre certains projets déjà prévus, mais la situation le préoccupe surtout parce qu'il pense que le gouvernement reprend d'anciennes habitudes, en négligeant de comprendre la pertinence et l'importance d'une hausse des subventions accordées à la recherche, en particulier dans le domaine médical.

M. Chrétien: Monsieur Crombie, je dois vous dire que l'une des premières choses que j'ai dû faire, en tant que ministre responsable, avait été d'augmenter les subventions à la recherche médicale, et vous avez justement mentionné ce qu'il en avait été pour 1981-1982. Il y avait eu une certaine augmentation pour 1982-1983, compte tenu de l'inflation, comme pour les autres programmes. Chaque secteur se croit toujours plus affecté que les autres par l'inflation. Tous les groupes me disent la même chose, et j'en sais quelque chose, parce que mon frère consacre sa vie à ce domaine; en effet, il était président du Conseil médical de recherche du Canada pendant des années. Mais c'était notre première priorité lorsque nous avions versé les fonds limités dont nous disposions, et lorsque nous avons accordé cette subvention en 1981-1982, nous n'avions fait que continuer un processus en place. Il n'y avait pas eu de coupure. Je n'ai pas les chiffres ici, mais supposons que nous soyons passés de 50 à 70, c'est à ce dernier nombre que nous avons ajouté l'inflation; nous ne sommes pas revenus à 50.

M. Crombie: Je comprends très bien cela, monsieur le ministre, monsieur le président. Le conseil veut que la subvention soit augmentée, et non maintenue au même niveau. Et...

M. Chrétien: C'est ce que nous avons fait il y a un an.

M. Crombie: Je comprends que...

M. Chrétien: L'inflation était de 10 p. 100 et nous avons accordé environ 25 p. 100.

M. Crombie: Mais je pense que lorsque vous examinez les propositions du conseil et les recommandations qu'il a présentées à votre ministère, vous pourriez envisager d'y donner suite,

[Texte]

are now at a stage again where there is no increase in funding. Through you, Mr. Chairman, to the minister, it may well be, and in fact it is, that all groups would like to get more; but surely we suffered for not supporting research groups all through the 1970s, and now, when we have first started it, we are back to where we were before, a year later.

Mr. Chrétien: I regret that I do not subscribe to what you say because we have given a substantial increase in 1981-82 and we have added to that increase this year the inflation cost. It is difficult to square the demands of that with the statement made by your leader yesterday in Montreal when he said that we are spending too much and we should cut spending. At least the NDP are consistent. They do not give a damn about the deficit and they ask us to spend. But you come to us asking us to spend and at the same time you are arguing that we should have a smaller deficit. I am not very good in mathematics, but if I spend more, I have less in my pocket.

Mr. Crombie: Well, that may sound glib, Mr. Minister, but the fact of the matter is—

Mr. Chrétien: What you said was glib.

Mr. Crombie: It is glib, but the fact of the matter is that the priority in research is important. That is all they want you to understand, and they would like a little better answer than that.

Mr. Chrétien: Yes, but it is why. I have to tell you that in 1981-82 we have—

Mr. Crombie: —.3 per cent.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Just a moment. Excuse me.

Mr. Chrétien: I gave that figure.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Just a second. Mr. Minister.

Mr. Chrétien: In 1980 we have moved from a much lower base to \$88 million.

Mr. Crombie: I recommended it. I know that policy. I was the Minister of Health at the time.

Mr. Chrétien: Yes, but you did not—

Mr. Crombie: Yes, I know you did.

Mr. Chrétien: Yes, but you did not approve it. I approved it.

Mr. Crombie: Well, it was all there, fellow.

Mr. Chrétien: Well, it is easy because—

Mr. Crombie: All you had to do was sign a—

Mr. Chrétien: You had not done it. We did. You had not managed to—

Mr. Crombie: Well, check and find out.

[Traduction]

car encore une fois, il n'y a eu aucune hausse des subventions. Par votre intermédiaire, monsieur le président, je voudrais dire au ministre qu'il se peut fort bien que tous les groupes tiennent à obtenir plus d'argent; mais nous avons certainement souffert de ne pas avoir appuyé les groupes de recherche tout le long des années 70, et maintenant que nous avons commencé à les appuyer, nous semblons revenir, un an plus tard, à la situation d'autrefois.

M. Chrétien: Je regrette de ne pas pouvoir souscrire à ce que vous dites, étant donné que nous avons accordé une augmentation importante en 1981-1982, à laquelle nous avons ajouté cette année le coût de l'inflation. Il est difficile de concilier ces demandes avec la déclaration faite hier par votre chef à Montréal; il disait en effet que nous dépensons beaucoup trop et qu'il faudrait diminuer les dépenses. Le NPD est logique; il se désintéresse complètement du déficit et il nous demande de faire des dépenses. Mais vous venez nous dire de dépenser alors que par ailleurs, vous voudriez un déficit moins élevé. Je ne suis pas très bon en calcul, mais si je dépense plus, j'ai moins d'argent en poche.

M. Crombie: Monsieur le ministre, cela sonne bien, mais le fait est...

M. Chrétien: Ce que vous avez dit était en effet facile.

M. Crombie: Si vous voulez, mais le fait est que la priorité dans le domaine de la recherche est importante. C'est tout ce qu'ils veulent que vous compreniez, et ils voudraient une réponse un peu plus satisfaisante que cela.

M. Chrétien: Oui, mais il y a des raisons à cela. Je dois vous dire qu'en 1981-1982, nous avons...

M. Crombie: ... 3 p. 100.

Le président suppléant (M. de Corneille): Un instant, excusez-moi.

M. Chrétien: J'ai donné ce chiffre.

Le président suppléant (M. de Corneille): Une petite seconde, monsieur le ministre.

M. Chrétien: En 1980, nous sommes passés d'un montant beaucoup plus bas à 88 millions de dollars.

M. Crombie: C'est ce que j'avais recommandé. Je connais bien cette politique; j'étais alors ministre de la Santé.

M. Chrétien: Oui, mais vous ne...

M. Crombie: Oui, je sais que c'est vous qui...

M. Chrétien: Oui, mais ce n'est pas vous qui aviez approuvé la recommandation, mais moi.

M. Crombie: Oui, mais elle était déjà toute prête.

M. Chrétien: Mais c'est bien facile parce que...

M. Crombie: Tout ce que vous aviez à faire était de signer...

M. Chrétien: Vous ne l'avez pas fait. C'est nous qui nous en sommes chargés. Vous n'avez pas réussi à...

M. Crombie: Vous pouvez vérifier.

[Text]

Mr. Chrétien: No, no. It was blocked at the Treasury Board by Stevens.

Mr. Crombie: It was not; that is not true.

Mr. Chrétien: It was blocked by Stevens because he did not—

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): The minister has the floor. Excuse me, I am sorry, but—

Mr. Crombie: But, more importantly, they are interested in 1982-83, and that is what they want to know.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Just a moment. Let the minister finish.

Mr. Chrétien: We have increased that from \$88 million to \$113 million, and if you do not think it is a big increase . . . It is not inflation: inflation was around 10 per cent; it went from \$88 million to \$113 million. That is a big increase. They say that we should keep that pace forever, but it is difficult to square it with the reduction of the deficit.

I am telling you that we have done it and I had to find the money within my envelope to do it.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Mr. Crombie.

Mr. Crombie: I know you did. I am asking the minister—

Mr. Chrétien: And I am not afraid to face my brother.

Mr. Crombie: I am trying to support your brother.

Mr. Chrétien: Yes, but he has to be reasonable too.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Mr. Crombie.

Mr. Crombie: I think when you look at the Research Council proposal you will find that you will want to increase the amount beyond inflation because there are specific research programs of great merit that they need to proceed with.

My final question, Mr. Chairman, deals with a matter which I would like to ask the minister about, in terms of his role as Minister of Justice, perhaps, but I suppose I had better try to confine it to his role as minister of social policy. One of the things that came out recently was on the emergency planning legislation. I do not necessarily at this point want to get into the specifics of the emergency planning legislation. Some of it was clumsily published and some of it was extremely distorted in terms of the dissemination of information about it.

There was a suggestion made by the government that they were going to bring forward that legislation to the House for discussion. I would like to ask the minister when he intends to do that.

Mr. Chrétien: The President of the Privy Council is responsible for that legislation. You ask him; I do not know.

[Translation]

M. Chrétien: Non, non. M. Stevens avait bloqué la recommandation au Conseil du Trésor.

M. Crombie: Non, ce n'est pas vrai.

M. Chrétien: Il l'avait bloquée parce qu'il ne . . .

Le président suppléant (M. de Corneille): La parole est au ministre. Excusez-moi, je suis désolé, mais . . .

M. Crombie: Mais ce qui les intéresse surtout, c'est 1982-1983, et c'est ce qu'ils veulent savoir.

Le président suppléant (M. de Corneille): Un instant s'il vous plaît. Laissez le ministre finir.

M. Chrétien: Nous avons augmenté cette subvention de 88 à 113 millions de dollars, et si cela ne vous semble pas une importante augmentation . . . Il ne s'agit pas de l'inflation qui se situait à 10 p. 100. Nous sommes donc passés de 88 à 113 millions de dollars. C'est là une forte augmentation. On nous dit de maintenir ce même rythme à tout jamais, mais il est difficile de concilier cela avec la réduction du déficit.

Je vous dis que c'est nous qui nous en sommes chargés, et je devais trouver de l'argent dans mon projet pour le faire.

Le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur Crombie.

M. Crombie: Je sais que c'est vous. Je demande au ministre . . .

M. Chrétien: Et je n'ai pas peur d'affronter mon frère.

M. Crombie: Je suis en train d'essayer de l'aider.

M. Chrétien: Oui, mais il lui faut être raisonnable lui aussi.

Le président suppléant (M. de Corneille): Monsieur Crombie.

M. Crombie: Je pense qu'en examinant la proposition du Conseil de recherche, vous verrez que voudrez augmenter les subventions au-delà de l'inflation parce qu'il s'agit de programmes de recherche bien précis, très valables, que le conseil a besoin de mettre en oeuvre.

En dernier lieu, monsieur le président, je voudrais poser une question à notre témoin, en sa capacité de ministre de la Justice, mais je devrais sans doute m'efforcer de ne pas déborder de son rôle comme ministre des politiques sociales. Il a été récemment question des lois sur la planification des mesures d'urgence. Je ne tiens pas nécessairement à ce stade à examiner en détails cette législation. Elle a été publiée en partie de façon malencontreuse, et en ce qui concerne la diffusion de l'information, on a présenté les choses de façon extrêmement déformées.

Le gouvernement aurait dit qu'il allait soumettre cette loi à l'attention de la Chambre, afin qu'il y ait un débat. Je voudrais demander au ministre ce qu'il entend faire à ce sujet.

M. Chrétien: Le président du Conseil privé est responsable de cette mesure législative. C'est à lui que vous devez vous adresser. Je n'en sais rien moi-même.

[Texte]

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): All right.

I just wanted to say to Mr. Crombie that he had more than 10 minutes that time. So you have had a good double round.

Mr. Crombie: I know. Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Okay, I just wanted to make sure that you realized you had. Mr. Young, I—

Mr. Chrétien: Are we going on until 10 o'clock, Mr. Chairman?—because I thought it was a meeting of an hour and a half.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): Yes, 9.30. That is another five minutes, and Mr. Young is the last person. Five minutes.

• 2125

Mr. Young: I will try and keep my questions short, which is not to say that anyone else has kept theirs long.

An hon. Member: The answers were long.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): An interchange of very quick questions and answers is the way I will have to interpret it, and answers is the way I will have to interpret it.

Mr. Young: I want to spend a minute or two on the amendments to the Canadian Human Rights Act, insofar as disabled Canadians are concerned. There is some misconception around the country that since the Charter of Rights and Freedoms has been brought into effect, it is no longer necessary to amend the Canadian Human Rights Act. In the interests of dispelling that kind of misinformation, I would just like to point out—as I think Mr. Crombie pointed out—that it will take three years for some of those provisions in the Charter of Rights and Freedoms to come into play. The minister did assure disabled Canadians, in both his speech from the throne and several times since, that it was his intention to bring forward those amendments to protect disabled Canadians from discrimination in all forums.

Now it is my understanding, and I may be incorrect, that the opposition to bringing forward those amendments is coming from bureaucrats who, in my belief, are largely misinformed about the problems that face—psychiatrically—disabled Canadians. The real fear is its application towards people who have been mentally ill, whose illness could very well be controlled to the extent they possibly will be for some period of time.

I say they are largely misinformed based on the testimony that the Special Committee on the Disabled and the Handicapped heard from expert witnesses in that field. I would simply urge the minister not to place too much weight on the arguments coming forward from people in the bureaucracy who would argue against those amendments being made to the Canadian Human Rights Act. I do not know if you would

[Traduction]

Le président suppléant (M. de Corneille): Très bien.

Je voudrais dire à M. Crombie qu'il a parlé pendant plus de 10 minutes. Vous êtes donc intervenu à deux reprises pendant très longtemps.

M. Crombie: Je sais. Je vous en remercie beaucoup.

Le président suppléant (M. de Corneille): Très bien, je voulais simplement m'assurer que vous le saviez. Monsieur Young, je...

M. Chrétien: Allons-nous poursuivre jusqu'à 10 heures, monsieur le président? J'avais cru que la réunion allait durer une heure et demie.

Le président suppléant (M. de Corneille): Oui, 9h30. Il y a encore cinq minutes et M. Young est le dernier intervenant. Cinq minutes.

M. Young: Je vais essayer de m'en tenir à des questions brèves, ce qui ne veut pas dire que les questions des autres étaient longues.

Une voix: Les réponses étaient longues.

Le président suppléant (M. de Corneille): Cela veut dire un échange rapide de très brèves questions et réponses.

M. Young: Je veux prendre une minute ou deux pour parler des modifications à la Loi canadienne sur les droits de la personne, en ce qui concerne les handicapés canadiens. On semble croire à tort au pays que depuis la mise en vigueur de la charte des droits et libertés, il n'est plus nécessaire de modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne. Afin de rectifier cette information erronée, j'aimerais simplement vous faire remarquer, comme M. Crombie l'a fait je pense, que certaines dispositions de la charte n'entreront pas en vigueur avant un délai de trois ans. Le ministre a assuré les handicapés canadiens, dans son discours du Trône et à plusieurs reprises par la suite, qu'il avait l'intention de proposer ces modifications de manière à protéger les handicapés contre la discrimination sous toutes ses formes.

Maintenant, je peux me tromper, mais je pense que ce sont les bureaucrates qui s'opposent à ce qu'on apporte ces modifications parce qu'ils sont à mon avis très mal renseignés sur les problèmes auxquels se heurtent les handicapés canadiens sur le plan psychique. Ce que l'on craint effectivement, c'est l'application de ces modifications aux personnes qui ont souffert de maladie mentale et dont la maladie pourrait très bien être en rémission pendant une certaine période.

Je dis que les bureaucrates sont très mal informés en se fondant sur les témoignages de spécialistes qui ont comparu devant le comité spécial concernant les handicapés et invalides. J'exhorterais simplement le ministre à ne pas accorder trop d'importance aux arguments avancés par les bureaucrates qui s'opposent aux modifications qu'on est en train d'apporter à la Loi canadienne sur les droits de la personne. Je ne sais pas si

[Text]

want to comment on that, or whether you would just want to rely on the eloquence of my argument.

Mr. Chrétien: No, I can give you this, that these amendments were proposed by myself, as Minister of Justice, to myself, as Minister of Social Development. I have no great problem to agree with myself. Now it has been drafted. It has not been finally approved by the Cabinet yet, but it is coming.

Mr. Young: Okay. My last question concerns other individuals who have been incarcerated under provisions of Lieutenant-Governor Warrants. Those individuals, and I believe—at least the last information I had on that—Lieutenant-Governor Warrants had affected some 834 Canadians. That is the number identified by the Canadian Association for the Mentally Retarded.

Those individuals are incarcerated because they are considered not to be fit to stand trial because they do not understand the charges that have been laid against them, and therefore they are not mentally able to instruct counsel. So these individuals are incarcerated until such time as they are able to instruct counsel, which is a catch-22 position if ever there was one. Many of those individuals who are incarcerated are developmentally handicapped individuals, commonly referred to as mentally retarded people.

You know, I feel so strongly on that particular subject . . . There is only one way to describe that kind of treatment of those individuals: as being absolutely medieval. What those individuals need is not to be locked away in some kind of mental institution; what they need is special care, special counselling—not psychiatric types of treatment. And I know the minister has expressed some concern about that, when I asked him about it in the House. Has your department done anything about that to get rid of that kind of medieval way of looking after people who are not able to defend themselves . . . well, the way we understand it in this society?

Mr. Chrétien: I think that it is more a problem of the administration of health and justice together than anything else.

• 2130

It is not a question of law; it is not a problem of law. It is a problem of caring, if I can use that term. Of course, if someone cannot place a charge in front of a court because he is seen by experts that he is not able to face a trial, you are faced with that very difficult situation as to what kind of treatment he should have. So what does the provincial administration of justice do with this administration? The penal system is geared up for people to have their trials. These persons cannot have trials but, according to the police report, they have committed what you call a criminal act but not having the criminal will, if I can make the distinction. So from there, they are in a kind of

[Translation]

vous voulez commenter cela, ou si vous voulez simplement vous en tenir à mon éloquence personnelle.

M. Chrétien: Non, je puis vous dire ceci, c'est que ces modifications c'est moi-même qui les ai présentées au titre de ministre de la Justice et je les ai présentées à moi-même en tant que ministre du Développement social. Je n'ai pas tellement de difficulté à me mettre d'accord avec moi-même. Maintenant, les modifications ont été rédigées. Elles n'ont pas été approuvées définitivement par le Cabinet, mais cela viendra.

M. Young: Bien. Ma dernière question porte sur les gens qui ont été incarcérés aux termes des dispositions relatives aux mandats du Lieutenant-Gouverneur. Selon les derniers renseignements obtenus là-dessus, je pense que les mandats du Lieutenant-Gouverneur ont visé quelques 834 Canadiens. C'est le chiffre qui a été mentionné par l'Association canadienne pour les déficients mentaux.

Ces personnes sont détenues parce qu'elles sont jugées comme incapables à subir leurs procès, étant donné qu'elles ne comprennent pas les accusations qui sont portées contre elles et, en conséquence, elles sont mentalement incapables de retenir les services d'un avocat. Alors, ces personnes sont incarcérées jusqu'à ce qu'elles soient capables de retenir les services d'un avocat, ce qui est vraiment un cercle vicieux. Un bon nombre de ces incarcérés sont handicapés sur le plan du développement mental, et on les appelle communément des déficients mentaux.

Vous savez, cette question me tient beaucoup à coeur . . . Il y a une seule façon de décrire ce genre de comportement à l'égard de ces personnes: c'est une attitude tout à fait médiévale. Ces personnes-là n'ont nul besoin d'être confiées à une maison de santé d'aucune sorte; ce dont elles ont besoin, c'est de soins spéciaux, du *counselling* spécial, et non de traitements psychiatriques. Et je sais que le ministre a exprimé certaines préoccupations à ce sujet lorsque je l'ai interrogé là-dessus à la Chambre. Votre ministère a-t-il pris des mesures pour éviter ce genre de traitement médiéval qu'on inflige aux personnes qui sont incapables de se défendre elles-mêmes . . . du moins, de la façon dont on l'entend dans notre société?

M. Chrétien: Je pense que cela est plus un problème d'administration de la santé et de la justice que toute autre chose.

Ce n'est pas une question de droit, ce n'est pas un problème de droit. C'est une question de sensibilité, si je puis employer ce terme. Évidemment, si quelqu'un ne peut porter une accusation devant un tribunal parce qu'il est jugé par des spécialistes comme n'étant pas apte à subir un procès, alors vous êtes obligé de prendre une décision très difficile quant au traitement à imposer cette personne-là. Alors, qu'est-ce que l'administration provinciale de la Justice fait de cette administration? Le système pénal est conçu de manière à faire subir des procès aux personnes. Ces personnes-là ne peuvent subir de procès mais, selon le rapport de la police, elles ont perpétré ce

[Texte]

no-man's land and they orient them for either treatment or incarceration for mental health problems. Are they taken care of appropriately from there? Your judgment is no.

It is not necessarily a question of law. If a person were to be faced with an incarceration and claimed that the doctor's advice, or the judgment advice about his mental health is not adequate, there is some provision—at least in my province it must be a year of *mandamus* or *habeas corpus* and so on—to have a court to deal with that problem. For example, they could arrest me today—they would never do that to me, but they could—pretend that I am mentally sick and put me in. How can I get out of there unless there is some provision in the Code that will allow me to have a decision made by the court?

But the problem you refer to are those in that no-man's land; they are still in front of the law for an act but they cannot be found guilty or not guilty because of their health conditions, and at the same time because they are facing the law they have a kind of a special treatment in institutions that does not give them exactly the same treatment as others. It is why the problem of how to treat these people is a question of administration of both health and justice, and the nature of the care. This is not a legal problem, at least to what I know today.

Mr. Young: May I give you an example which by no means is the worst?

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): If I may just interject for just a moment, you said that the previous question was your last one. Is it okay if this be the last point?

Mr. Young: I will make it very brief.

A young fellow by the name of Emerson Bonnar was arrested at the age of 15 in New Brunswick on the charge that he was alleged to have attempted to steal a handbag from a woman—purse snatcher, right? That kid came before the courts. The courts decided he should have a mental examination. He went before a psychiatrist who determined he had the mentality of a six- or seven-year-old kid and that he did not understand the charges. That kid was locked in a mental institution for 16 years and they could not get him out. I understand there is a person in B.C. who has been in a mental institution for 30 years simply because he could not understand the charges that were laid against him.

I understand the difficulties where you have someone who is considered to be insane and who has committed a crime. But very simply, it seems to me that if it is determined that an

[Traduction]

qu'il est convenu d'appeler un acte criminel tout en n'ayant pas la volonté criminelle de perpétrer cet acte, si je puis faire cette distinction. A partir de ce moment-là, on se trouve dans un genre de *no-man's land* et on renvoie ces personnes-là soit pour qu'elles subissent des traitements psychiatriques, soit pour qu'elles soient incarcérées à cause de problèmes de santé mentale. Est-ce qu'elles sont ensuite traitées adéquatement? Vous pensez que non.

Ce n'est pas nécessairement une question de droit. Si une personne est condamnée à l'incarcération et si elle prétend que l'opinion du médecin ou le jugement qu'on a porté sur sa santé mentale n'est pas adéquat, il existe des dispositions, du moins, dans ma province, il faut un délai d'un an pour obtenir une ordonnance de Cour ou un bref de *habeas corpus* et ainsi de suite, qui permettent à un tribunal de se prononcer sur la question. Par exemple, on pourrait m'arrêter aujourd'hui, on ne me ferait jamais cela à moi, mais on pourrait, supposons que je suis malade mental, on pourrait m'enfermer. Comment puis-je m'en sortir s'il n'y a pas quelque disposition du Code qui me permette de demander une décision du tribunal?

Mais le problème auquel vous faites allusion vise les personnes qui se trouvent dans ce *no-man's land*; ces personnes sont traduites en justice pour avoir commis un acte pour lequel elles ne peuvent être ni reconnues coupables ni reconnues non coupables à cause de leur santé et, en même temps, parce qu'elles sont traduites en justice, elles sont assujetties à un traitement spécial en établissement qui ne correspond pas exactement au même traitement que les autres. C'est pourquoi le traitement de ces personnes est une question d'administration de la santé et de la justice, et de nature des soins à donner. Ce n'est pas un problème de droit, du moins pas à ce que je sache jusqu'à présent.

Mr. Young: Puis-je vous donner un exemple qui illustre le pire?

Le président suppléant (M. de Corneille): Si vous me permettez d'intervenir un moment, vous avez dit que votre question précédente était votre dernière. Est-ce que cela va être votre dernière question?

M. Young: Je vais être très bref.

Un jeune homme du nom de Emerson Bonnar a été arrêté à l'âge de 15 ans au Nouveau-Brunswick et inculpé d'avoir supposément essayé de voler le sac à main d'une dame, un simple voleur à la tire, n'est-ce pas? Ce jeune a comparu devant les tribunaux. Les tribunaux ont décidé de lui faire subir des examens psychiatriques. Il a consulté un psychiatre qui a jugé qu'il avait l'âge mental d'une personne de 6 ou 7 ans et qu'il ne comprenait pas les accusations portées contre lui. Ce jeune a été confié à une maison de santé pendant 16 ans et on ne pouvait l'en faire sortir. Je pense qu'il y a une personne en Colombie-Britannique qui a passé 30 ans dans une maison de santé simplement parce qu'elle ne comprenait pas les accusations portées contre elle.

Je comprends les difficultés que comportent le cas d'une personne considérée comme déficiente mentale qui a commis un crime. Mais il me semble que si l'on juge qu'un adulte a la

[Text]

adult has the mentality of a person who is considered to be a juvenile, that individual should be treated as if they were a juvenile rather than as an adult. Surely you would not lock away a six-year-old kid for 15 years because the kid is alleged to have stolen a handbag, or attempted to. That is the only point I am making.

Mr. Chrétien: Yes, but I explained to you that he has some recourse in front of the court if he is not that.

Mr. Young: They did not.

Mr. Chrétien: He could. If his parents wanted, they could try to go with that . . .

Mr. Young: I could give you the file.

Mr. Chrétien: You know, I am not an expert on that, but I say that I can see that because he committed a minor offence, and they say that he had a mentality of a kid and they put him in hospital forever. But the doctor will argue he is not in hospital because he committed a small theft, it is because they have considered him as being ill. In your question you say that probably he is not ill enough to be in hospital?

• 2135

Mr. Young: If you are mentally retarded, you are not ill. That is the point.

Mr. Chrétien: These notions are changing now. Thirty years ago, it was considered as ill; happily today the notion has changed.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): The meeting is adjourned.

Mr. Halliday: On a point of order. Might I just ask for clarification of one comment the minister made?

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): The meeting is adjourned. I let him go on really quite a while.

Mr. Halliday: I raise this as a point of order.

The Acting Chairman (Mr. de Corneille): It went on and on, and the meeting was adjourned. The next meeting is on Thursday, May 6, 1982, at 8.00 p.m.

[Translation]

mentalité d'un adolescent, cette personne-là devrait être traitée comme un adolescent plutôt que comme un adulte. Vous n'internez pas pendant 15 ans un enfant de 6 ans qui aurait supposément volé un sac à main ou essayé de perpétrer cet acte. C'est tout ce que je veux dire.

M. Chrétien: Oui, mais je vous ai expliqué qu'il existe certains recours devant les tribunaux si la personne estime qu'on s'est trompé.

M. Young: Les personnes dont je vous parle n'auront pas eu ce recours.

M. Chrétien: Ils pourraient essayer. Si ses parents le voulaient, ils pourraient essayer d'y aller . . .

M. Young: Je pourrais vous remettre le dossier.

M. Chrétien: Vous savez, je ne suis pas un expert en la matière, mais je dis que je peux comprendre cela, parce qu'il a commis une infraction mineure, et qu'on a dit qu'il avait la mentalité d'un enfant et qu'on l'a confié à un hôpital pour toujours. Mais le médecin fera valoir que l'intéressé n'est pas à l'hôpital parce qu'il a perpétré un petit vol, mais plutôt parce qu'il est considéré comme étant malade. Dans votre question, vous dites qu'il n'est probablement pas assez malade pour être hospitalisé?

M. Young: Si vous êtes déficient mental, vous n'êtes pas malade. C'est cela que je veux dire.

M. Chrétien: Ces notions changent maintenant. Il y a 30 ans, on considérait cela comme une maladie; heureusement, aujourd'hui la notion change.

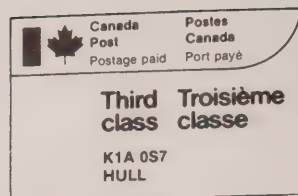
Le président suppléant (M. de Corneille): La réunion est ajournée.

M. Halliday: J'invoque le Règlement. Puis-je simplement demander un éclaircissement sur un commentaire qu'a fait le ministre?

Le président suppléant (M. de Corneille): La réunion est ajournée. Je l'ai laissé parler assez longtemps.

M. Halliday: J'invoque le Règlement.

Le président suppléant (M. de Corneille): La réunion s'est prolongée, et elle a été ajournée. La prochaine réunion se tiendra le jeudi 6 mai 1982 à 20h00.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 34

Thursday, May 6, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 34

Le jeudi 6 mai 1982

Président: M. Marcel Roy

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Enquiry into violence in the family

INCLUDING:

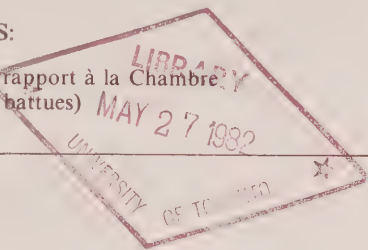
The Third Report to the House
(Life Battering)

CONCERNANT:

Enquête sur la violence au sein de la famille

Y COMPRIS:

Le troisième rapport à la Chambre
(Les femmes battues)



First Session of the
thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger
Blaikie
Bloomfield
Bockstael
Bossy

Carney (Miss/M^{lle})
Dantzer
de Corneille
Fretz
Gustafson

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Halliday
Hudecki
Killens (Mrs./M^{me})
MacDonald (Miss/M^{lle})

Marceau
Neil
Schroder
Young—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Thursday, May 6, 1982:

Mr. Bloomfield replaced Mr. Savard;
Mr. Bossy replaced Mr. Frith;
Mr. Bockstael replaced Mr. Malépart;
Mr. Neil replaced Mr. Hawkes;
Miss Carney replaced Mr. Howie;
Mr. Fretz replaced Mr. Crombie.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 6 mai 1982:

M. Bloomfield remplace M. Savard;
M. Bossy remplace M. Frith;
M. Bockstael remplace M. Malépart;
M. Neil remplace M. Hawkes;
M^{lle} Carney remplace M. Howie;
Mr. Fretz remplace M. Crombie.

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs has the honour to present its

THIRD REPORT

On Friday, February 13, 1981, your Committee received the following Order of Reference: - That the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs be empowered to examine, inquire into and report from time to time appropriate measures for the prevention, identification and treatment of abused persons involved in intrafamily violence and in particular, without limiting the generality of the foregoing, to address the issue of battered wives and dependents and for such other measures in the same matter as the Committee may consider desirable.

The motion, proposed by the Honourable J. Robert Howie received unanimous agreement in the House and empowered your Committee to study a vast subject, that of intrafamily violence. We have deliberately chosen to limit our attention to one area, wife battering. By this we mean violent behaviour directed by a man towards a woman with whom he is emotionally involved, and with whom he lives or has lived, whether or not the relationship has received legal sanction as a marriage.

We have not limited our investigation out of indifference to the problem of child abuse, the abuse of the elderly, or the abuse of husbands. However, child abuse has already been the topic of two recent Parliamentary reports, including one prepared by this Committee.¹ The narrower subject of the sexual abuse of children is currently being studied by the Committee on Sexual Offences Against Children and Youth.² There appears to be too little information in Canada on the subject of violence towards elderly family members to afford us a basis for analysis or recommendations. Although husband battering does exist one cannot compare its incidence to that of wife beating. For all these reasons we have chosen to turn our attention to the problem of wife battering alone.

Since January 25, 1982, your Committee has heard testimony from a cross-section of interest groups and regional representatives on the subject of wife battering. (The list of witnesses appears as Appendix I.) We have also received a wide variety of written material from various groups and individuals (Appendix II) and we have called on the expertise of federal departments and agencies (Appendix III). We wish to express our special thanks to those who participated in this inquiry; they provided us with invaluable information and insight.

We have been deeply disturbed by the evidence we have received. We hope that our work will contribute to a greater understanding of the problem of wife battering and so to a better measure of protection and assistance for its victims. We urge the Government to consider the advisability of implementing the recommendations we are making.

TABLE OF CONTENTS

	Paragraph
<i>Ellen's Case History</i>	1
INTRODUCTION	4
THE NEEDS OF BATTERED WOMEN	
<i>Ann's Case History</i>	10
<i>Barbara's Case History</i>	11
Police	13
The Courts	14
Emergency Shelters and Second Stage Housing	15
Welfare	17
Attitudes of Professionals Dealing with Battered Wives	18
BATTERED WOMEN, BATTERING MEN, AND THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEM	
<i>Charles Baker's Case History</i>	19
CONCLUSIONS	
Introduction	28
The Needs of the Battered Wife	31
Society's Response to the Battering Husband	35
RECOMMENDATIONS	40
R. C. M. P. Training (Recommendations 1-4)	
Funding for Shelters (Recommendations 5-9)	
Treatment for Wife Batterers (Recommendation 10)	
Long-Term Research (Recommendation 11)	
Publicizing the Problem of Wife Battering (Recommendations 12-14)	
Jurisdiction of Federally-Appointed Judges over Family Matters (Recommendation 15)	
Federal-Provincial Conference (Recommendations 16-17)	
Suggested Agenda Items (Recommendations 17a - 17g)	
IMPLICATIONS FOR PROVINCIAL GOVERNMENTS AND PRIVATE ORGANIZATIONS	41
Protection for the Battered Wife	42
Emergency Income	45
Advocacy Services	46
Education	47

SUMMARY

<i>Karen's Case History</i>	50
Footnotes	
Appendix I - Witnesses	
Appendix II - Submissions	
Appendix III - Federal departments and agencies who participated in the inquiry	

Introduction

1. *Ellen has been separated from her husband for two years. Following an incident in 1979 during which she was severely beaten and the husband threatened suicide with a knife in front of the children, she fled to Mission Services Family Apartments with her two young children. Ellen initiated custody proceedings during this time and was granted interim custody. Her husband grabbed the children from their school in spite of the custody order. Ellen did not know where they were for three weeks. In an attempt to get her children back, Ellen went to her husband's house where she was threatened and repeatedly raped.*

2. *At the final custody hearing the judge ordered both Ellen and her husband to see a psychiatrist in order to determine which one was a fit parent. While they were waiting for the court's decision, the husband continually phoned his children, threatening suicide if they didn't go with him. After reading the psychiatrists' reports, the judge allegedly felt that the husband was unstable and that Ellen was a totally competent mother; however, he gave the children to their father because if he did not get them, Ellen and the children would be under constant threat of violence.*

3. *Ellen believes that her husband has been committing incest with their 11-year-old daughter for a period of time and is continuing to do so. Both children are terrified of their father. His new girlfriend called the police from Ellen's home because she herself had been beaten up when she caught Ellen's husband having sex with her own 15-year-old sister.³*

4. Living in intimacy with someone is often frustrating. Nerves become frayed, tempers flare, dishes start flying about the room, and someone gets slapped. Such events are not pleasant, but they are not unexpected; they are tolerated, and wryly made fun of.

5. We have found that wife battering is not a matter of slaps and flying crockery. Battered women are choked, kicked, bitten, punched, subjected to sexual assault, threatened and assailed with weapons. Their assailants are not simply men who have had a bad day, or who drink and become temporarily belligerent: they are men who, for whatever reason, behave violently towards the women they live with. We have found that such behaviour is far too common. The evidence presented to us contains numerous accounts similar to the one reproduced above. We have been given good reason to believe that every year in Canada one-tenth of the women who live with men as a couple are battered. Society should not expect or tolerate such behaviour.

6. We have tried to understand why men behave violently towards the women they live with. We have learned that there is no ready answer. Such men are normal from the psychiatric point of view; they suffer from no identifiable mental disorder. Their violence is not directly attributable to drunkenness: sober men beat their wives; some violent alcoholics have learned to control their violence but not their alcoholism. Rather, from the evidence we have received, it appears that wife battering is the result of a number of events and circumstances. We want to stress two of them. First, a man who as a child has seen his mother being beaten, or who has himself been abused or rejected by his parents, is more likely to behave violently towards his own partner. Second, traditional views about a man's and a woman's place in a domestic relationship encourage someone who is disposed to be abusive to strike out at his wife rather than someone else. It is not a short step from the belief that a man's home is his castle, a man is head of his household, a man reigns over his family, to actual domestic tyranny. But it is a step more easily taken if such beliefs pervade one's own thinking and the thinking of one's society.

7. Until very recently wife battering has not been seen as a problem which deserves public recognition. Indeed, our evidence indicates that too often the facts of wife beating are not seen by the professionals to whom the victim has turned for help. The depression, the bruises, the broken limbs are recorded of course. But the history behind the wounds remains hidden, becomes glossed over or ignored:

If a woman comes in with bruises, I ask about the cause. If she says, "I fell down the stairs", I accept her explanation. Upon examination, however, I may feel that she didn't sustain these bruises by falling down the stairs. Somebody may have hit her. I accept the patient's story... We don't have the time or the background for the reason of the assault... It's a personal problem between man and wife.⁴

8. We cannot explain why wife battering has until now received so little public recognition. However, through the presentations which have been made to us, in particular as a result of seeing the film "Not A Love Story", we have become sensitive to other activity to which society turns a blind eye and which seems to us to share some of the characteristics of wife battering. For us the salient feature of wife beating is the violence together with the particular object of that violence - women with whom the batterers are intimate, whom they profess to love. The attraction which the depiction of violence - on television and on film - has for our society is well-known. Perhaps not as many of us are aware of the extent to which our society is attracted by images of violence ostensibly bound up with the love of women; such images as the figure of a naked woman disappearing down a meat grinder, which appeared on the cover of a pornographic magazine, or of a woman's body being subjected to other forms of torture, which is a usual subject of certain pornographic films. This is indeed not the portrayal of love in any form, and must not be thought of in that way, as wife battering is not a lover's quarrel, and cannot be taken to be such.

9. Without further study any conclusions to be drawn from the fact of the similarities between wife beating and certain forms of pornography can only be modest ones, although they have influenced our own recommendations. We have concluded that wife battering is not an anomalous phenomenon; it is bound up with beliefs and feelings which are prevalent in our society and are at present not easily understood or erased: beliefs about the use of force, the exercise of force as an appropriate activity for men, and submission to force as an appropriate response from women.

The Needs of Battered Women

10. *Ann separated from her husband following an attack in 1980. She did not go to stay with family or friends because she felt that their lives would be in danger; instead, she went to the Women's Community House, and after her husband started phoning there and threatening the staff, she decided to lay an assault charge. The Justice of the Peace issued a warrant for her husband's arrest. At the first court appearance, he told the judge that he had had a nervous breakdown and, therefore, he beat his wife. He was sent to the London Psychiatric Hospital for a 30-day assessment and during this time, his family removed all the furniture and belongings from the couple's apartment. He was found guilty of common assault and placed on probation for one year (he saw his probation officer three times).*

11. *Barbara has been waiting three years for her divorce case to be heard in court. She is terrified for her life and is currently seeing a psychiatrist and taking medication. The two children are not allowed to play outside on weekends for fear of their father kidnapping them. He is constantly harassing Barbara by driving by the house, breaking into the house, and attending social functions that she attends. She had been assaulted approximately 250 times before her separation and has been threatened with a shotgun, and choked since. She is totally frustrated with the criminal justice system and feels that she is capable of taking the matter into her own hands by killing her husband.⁵*

12. Whatever the causes are of society's neglect or ignorance of wife battering the evidence presented to us has made it clear what the consequences are for battered wives. The police and the courts do not protect them. Temporary shelter is generally not available to them. Existing welfare legislation is often not flexible enough to provide for them. Welfare workers, counsellors, and health care workers are not trained to deal with their problems. As for the batterer, he is not treated as a wrong-doer, as someone whose behaviour society finds unacceptable. Criminal charges are rarely brought against him. If he is prosecuted and convicted his sentence will be a nominal one. These conclusions are dealt with in more detail in the following sections.

Police

13. A woman who has been beaten cannot count on the police to help her. A study carried out in 1975 and 1976 reveals that the Vancouver police force responded to approximately 53% of the calls they received which were related to male-female disputes.

Our evidence suggests that the problem is similar in most other Canadian cities: while police will almost always respond to break-and-enter calls, there is no assurance that they will respond to domestic calls. Until very recently police training and police practice with respect to the handling of domestic cases has not been directed at helping the victim, so that even when the police do answer a call there is little that they are able to do for the victim. They are often unaware of the existence or location of the services available to help her - an emergency shelter where she can stay temporarily, legal aid, counselling, municipal welfare. They are ordinarily instructed not to arrest the batterer unless they find him actually hitting his victim (an unusual situation), or unless the injuries are severe enough to require a certain number of stitches. They have no other authority to take the batterer away and leave the wife (and children) in her own home. In short given the usual training and under usual practice the police are at best able to calm the batterer and leave the situation at that.

The Courts

14. Battered women are rarely beaten only once. They need protection from those who beat them. They are not given enough protection. As we have just pointed out police do not usually arrest the batterer after a violent incident. Another possible recourse, the court system, in fact affords the victim little relief. In whatever way she decides to proceed, by laying criminal charges or asking the civil courts for an order giving her possession of the family home or preventing her assailant from harming her, she will be met with numerous delays while the assailant remains free to beat her again. If she succeeds in having the criminal case go forward the present bail provisions allow the batterer his freedom until trial. If she succeeds in obtaining a civil order against her assailant and he disobeys it, the result of his disobedience is not arrest or some other measure which would ensure the woman's safety, but rather another round of court proceedings. In order to get away from her assailant the battered wife must further upset her own life and those of her children—she must leave home.

Emergency Shelters and Second Stage Housing

15. At the time this report is written there are approximately 85 emergency shelters (often called "interval" or "transition" houses) in Canada. They are regularly forced to turn away more women and children than they can accommodate.

Transition House in Vancouver accepted 681 women and children in 1976 and refused 774 in that year; accepted 726 and refused 778 in 1977; accepted 688 and refused 850 in 1978. Regina Transition House turns away 2.5 families for every 6 families it accepts. A preliminary study of the then 33 operating shelters in Ontario in 1981 (one has since closed) shows that they accommodated 10,332 women and children in the first 10 months of that year and refused approximately 20,000. *Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition* estimates that member emergency shelters in Quebec, serve only 12% of the women and children in Quebec who need these services. In 1981 Bryony House in Halifax sheltered 200 women and 291 children but received 500 distress calls.

All of these shelters are located in cities or towns with sizeable populations. Battered women and their children who live in rural or isolated areas have no alternative institutional accommodation to turn to. If they receive help at all they must undergo even greater physical and emotional dislocation than women who live in cities. Funding for transition houses is precarious. Federal funding of capital costs, the costs of acquiring the house, is not usual. The Canada Assistance Plan provides for the equal sharing of operating expenses with the provinces but these funds are often not disbursed in time to allow the house to pay its current expenses and keep its doors open. Moreover, operating expenses rarely cover necessary services for the children who come to transition houses. Some houses have no money even for toys. Few offer counselling services, which are necessary because the children are often deeply affected by their parents' behaviour, and are in danger of repeating it when they grow older.

16. Women who have been battered cannot be immediately expected to get on with their lives after they have left their homes. Few are financially independent of their husbands. Few have enough information - about their legal rights, about job options - to make decisions about their future. In any case they are in no emotional state to do so. Sorting oneself out takes time. However, at present there is only one shelter in Canada which is equipped to accommodate women on something more than a short-term basis. (Such accommodation is sometimes called "second stage housing").

Welfare

17. In most provinces battered women are confronted with a welfare system which ignores their particular situation. In some provinces a battered wife cannot receive any money until she has left her husband, even if she needs the money to allow her to leave. Such cases are not rare. Women who live on farms or in other isolated areas need money for transportation to the nearest town and for initial expenses once they arrive. Many municipalities, which are often given the power to administer welfare funds, require a recipient to be a resident of the municipality before she can receive welfare. If services for battered women were available in all municipalities this would not be an unreasonable requirement, but this is not the case. Further, eligibility for welfare is normally calculated on the basis of family income. It is surely unreasonable to expect that in the short run at least a battered woman who has left her partner will receive any money from him.

Attitudes of Professionals Dealing with Battered Wives

18. If a woman who has been beaten decides to seek help outside the circle of her family and friends she may have to deal with doctors, hospital workers, social workers, counsellors, lawyers, justices of the peace, crown attorneys and judges. For the most part these professionals will have had no training in treating her problem as a whole and as a result they will not be able to give her the help she needs. We have heard evidence that some professionals do not elicit information about the beating (or do not think to ask about it); that some will not believe the information when it is given; that some will tend to blame the victim for provoking the violence. Many professionals are unable to refer her to the services of others because they do not know what services are available. Of course, we do not claim

that all those who work with battered women will act in this way. Nor do we believe that such behaviour is motivated by conscious ill-will. Rather, the evidence presented to us has led us to believe that this behaviour is not uncommon across Canada, that it is yet another manifestation of a general inclination to treat wife battering as a matter to be resolved privately by the assailant and his victim rather than an issue to be confronted by us all.

Battered Women, Battering Men and the Criminal Justice System

19. Charles Baker, 42, was sentenced yesterday for kicking and punching his wife to death. Mr. Baker's 41-year-old wife died on January 25, 1981, after a drunken quarrel between the couple. She had broken ribs, a ruptured pancreas and several bruises on her stomach, pelvis and legs. Mr. Baker had pleaded not guilty to a charge of second-degree murder, and a jury found him guilty of the lesser offence of manslaughter.

20. Crown lawyer Thomas Smith had asked that Mr. Baker receive a three-year to five-year term in a federal penitentiary. "Mr. Baker and his fists were a disaster waiting to happen and that is exactly what occurred on January 24," he told the judge prior to the sentencing. "Wife beating is always a concern because the victims cannot protect themselves," he said. "The sentence of this court must shout out that it's not going to be open season on wives who are victims..."

21. In sentencing Charles Baker the judge of the Ontario Supreme Court said the maximum sentence for manslaughter is life and the man probably deserved a penitentiary term. "However, I know what I do will not bring back to life Mrs. Baker." Instead, Mr. Baker was given two years less a day in a provincial reformatory. The judge recommended the man be sent to an institution where programs for alcoholics are available.⁶

22. The assault provisions of the Criminal Code make it an offence for anyone to hit someone else without their consent, or even to threaten to do harm to someone else. There is no exception for people who are married or intimately related. In fact we have found that such cases are treated differently. Battered wives are not dealt with in the same way as other victims of crime. Battering husbands are not treated the way other men or women accused of a criminal offence are.

23. Throughout Canada it is usually police practice to screen out a good many domestic calls. It appears to be police policy, either written or unwritten, not to arrest men accused of beating their wives or even to lay charges against them unless their partners' injuries are extremely serious. This leaves the process of initiating criminal proceedings to the person who is least capable of doing so: a woman who has been injured, who knows little of court procedure, and whose actions may result in the criminal conviction of someone who is likely to seek her out and beat her again.

24. Court officials also do not give wife battering cases the attention they give to similar offences. Justices of the peace, who are responsible for accepting charges, are often reluctant

to lay charges on the evidence of the battered woman alone, although they have the discretion to do so. If they consider this evidence suspect (perhaps on the assumption that the victim is lying in order to get back at her husband) they have the power to hear additional witnesses, but they often do not tell the victim that they can do this. Some justices will not hear the wife if there is no police report, even though the existence of a report is not a legal requirement for laying charges, and though in many cases there will be no report, either because the police have not investigated the matter, or have not bothered to file one. Crown attorneys assigned to wife battering cases are often badly briefed. Unless the case is a very serious one they will not have seen and questioned the victim until just before trial.

25. Judges are reluctant to impose substantial prison sentences on men convicted of wife battering even when the injuries are severe enough to require hospitalization, or result in death; that is, when such sentences would be imposed if the assailant were not related to his victim.

26. In describing how the criminal justice system treats wife batterers and their victims we do not intend to blame any one part of the system. We recognize that the police, justices of the peace, and crown attorneys are unwilling to act because they know that prosecution will probably not change the batterer or protect the victim. We understand that judges are unwilling to sentence a wife batterer to prison when there is little indication that imprisonment will make him stop beating women to whom he is emotionally attached, and when imprisonment removes a possible source of income for the battered wife and her children. We know that for a variety of reasons women who have been beaten are themselves unwilling to carry through a prosecution against their partners.

27. However we are not convinced that the present situation is unavoidable. Battered women have received very little help from our society in gaining financial and emotional independence from their assailants, or even protection from them. (The problem of achieving financial independence is of course not unique to battered women). It is no wonder that many cannot bring themselves to prosecute their partners. Battering men receive little indication from our society that what they are doing is wrong. They are not consistently charged when they beat their wives, they are allowed to remain in their homes while their wives try to find other places to live, to harass their wives with impunity, to have unsupervised access to their children. They are not forced to receive some form of therapeutic treatment. (Of course such treatment has only begun to be developed; on the other hand the problem of wife beating is not a recent one.) Schools do not mention the subject; professional faculties do not focus on it.

Conclusions

Introduction

28. From the foregoing discussion, one can see that "the problem" of wife battering is really a multitude of interrelated problems. Inevitably under Canada's federal system, some of the possible solutions fall under federal jurisdiction, some under provincial jurisdiction, while some lie in areas where both levels of government have competence. Private institutions and individuals can also do much to change the present situation. This Committee recognizes the jurisdictional limitations of Parliament. It confines its recommendations to those areas where Parliament can legislate without affecting provincial powers, and to those matters which it feels should be discussed at a federal-provincial conference.

29. Nevertheless, because of the complexity of the problem of wife battering, the recommendations of this Committee of necessity arise from a certain view of how the present situation should change, of how all Canadian institutions both public and private should deal with battered wives and battering husbands. We are well aware that even if our recommendations were implemented much more would remain to be done. Because our recommendations are unintelligible without stating the general assumptions behind them, and, equally, because we are concerned that Canadians understand the extent and gravity of the problem, we set out these assumptions; we also take the liberty of setting out some of their implications for activity which is not within the federal sphere.

30. This Committee respects and upholds the privacy of the family. However, we find that in the case of wife beating society is justified in intervening to assist the family. To ignore the problem is to ignore society's fundamental obligation to preserve the life and health of its members. Our institutions must occupy themselves with the problem more actively than they have done in the past. The ends to be achieved are diverse, and are determined both by the needs of the victim and the proper response of society towards the batterer.

The Needs of the Battered Wife

31. On the basis of the evidence which was eloquently and forcefully put before us by every group who appeared, we conclude that a battered woman must first and foremost be given protection, as well as the opportunity to gain financial and emotional independence from her partner.

32. What we imply by protection are two things. First, all reasonable steps must be taken to prevent the assailant from harming his partner again. This means in turn that assault legislation and legislative provisions directed at keeping the peace must be fully and

consistently enforced in wife battering cases. Second, she and her children should have a place to live - away from her assailant - ideally their own home, alternatively a nearby shelter.

33. There are of course a great number of ways to ensure her economic independence. However, at the very least, if a battered woman has no income independent of her partner, she should be given temporary funds to support herself and her children as quickly as possible and with little administrative complication. This income would stop once longer term arrangements were made: for her partner to support her, if this could be done without the threat of violence to her; for society to support her; or ideally, for her to support herself or to embark on a program to make her self-supporting.

34. Again a good many measures might be sufficient to ensure her emotional independence, not the least of which is to provide her with freedom from her assailant and a steady income. Another necessary requirement is the understanding and support of the professionals and others with whom she comes in contact. From the evidence before us we have concluded that this would involve making professionals - and the public in general - aware of the facts of wife beating and the needs of battered wives.

Society's Response to the Battering Husband

35. We have stated our belief that society is obliged to protect its members. We also believe that the actions of those who harm others are not to be tolerated, no matter what the relationship is between the person doing the harm and his victim. The most important consequence of this belief is the conclusion that wife battering should be treated as criminal activity not only by legislators, as is the case now, but by all those who enforce the law. By this we mean that cases of wife beating should regularly be processed through the criminal justice system.

36. In keeping with the belief that wife battering is criminal activity, and as such a matter for state intervention, we feel that the decision to lay charges against the assailant and to ask his victim to testify against him should not be determined by the consent of the victim herself. We understand that in certain cases a battered wife will be unwilling, for various good reasons, to testify against her husband. We nevertheless believe that she is best helped, and justice better served, if she is encouraged to cooperate in the prosecution of her assailant - encouraged by the police, the crown attorney in charge of her case, and by a special advisory and advocacy service. If she is even then unwilling to testify discretion still lies in the prosecutor not to call her to the stand.

37. The measures referred to in paragraphs 35 and 36 can be effected almost immediately, and they should be. Nonetheless, we hope that this proves to be only a provisional solution to the problem. We deplore the fact that at present there is little to be done with someone convicted of wife battering other than to fine him or imprison him. A fine is often a licence to commit a crime. Imprisonment does not ensure rehabilitation; it does not make up for the pain the victim has suffered; it takes away a source of income for the victim. However this is often a problem with the punishment meted out to other kinds of criminals.

We encourage research aimed at treating wife batterers, and we are in favour of criminal sentences which refer the batterer to a treatment program (if one is available).

38. It is in the interests of society not only to treat wife battering as a symptom, but to understand how such behaviour is produced and how it may be prevented. We think it very important that there be more research into the causes of wife battering.

39. We have been given reason to believe that wife battering is learned behaviour, on the part of both men and women. Many batterers as children see their fathers beat their mothers and their mothers unable to respond. Society teaches women to be passive in the face of violence; many battered women are encouraged to continue their relationship even when there is no reason to believe that the situation will change. These lessons must be unlearned. It should be a commonplace in our society, as it is not, that no woman ever deserves to be threatened, punched, maimed, sexually assaulted. More generally, it should be a commonplace in our society, as it is not, that no action short of violence justifies a violent response. We must educate ourselves, our children, those who enforce and administer the law, and those who are involved in preventing and curing our physical and emotional ills, to identify violence and to control its consequences, for the sake of battered women, for the sake of us all.

Recommendations

40. In the light of the considerations set out in paragraphs 13-18 and the conclusions contained in the succeeding paragraphs of this Report, with the exception of those relating to the prosecution of the batterer, this Committee makes the following recommendations.

R. C. M. P. Training

- 1. Members of the R. C. M. P. who act as provincial or territorial police should receive training which is specifically related to answering calls in cases of wife battering. As a result of this training each officer should have an understanding of the problem of wife battering; he or she should also be willing and able to guide the victim to an emergency shelter, and to give her accurate information about the legal and other services available to her in or near the community.**
- 2. The police training program should be developed with the assistance of those people in the community who are responsible for providing services to battered women.**
- 3. The R. C. M. P. should introduce an affirmative action hiring program to increase the number of women officers. It should assign male-female teams to family violence cases.**
- 4. Competent or outstanding performance of duties associated with family violence calls should be rewarded in the same way that such performance is rewarded with respect to other duties.**

Funding for Shelters

- 5. With the consent of the provinces, federal monies should be appropriated to fund the initial capital costs of new emergency helters and second stage housing. Funds for each house should be adequate to cover all staffing costs and the costs of child care services as well as building costs, and should be available for a long enough period to ensure the stability of the project.**
- 6. Unoccupied buildings owned by the Crown should be converted into emergency shelters in those areas where it is possible to do so.**
- 7. The Federal Government should encourage the use of the provisions of the National Housing Act which relate to loans and contributions to charitable associations and**

corporations, for the specific purpose of acquiring or constructing emergency and second stage housing for battered women.

8. The Canada Mortgage and Housing Corporation should be encouraged to direct that a certain number of units in housing subsidized by the Corporation be set aside as second stage or permanent housing for battered women with children.
9. Research and funding programs within the Department of National Health and Welfare should be used to suggest plans and help implement proposed projects for housing rural women and women from isolated areas who do not want to be removed to urban centres but whose numbers do not warrant the establishment of a transition house.

Treatment for Wife Batterers

10. Research and funding programs within the Departments of National Health and Welfare and Justice should devote adequate funds to the development of treatment programs for wife batterers.

Long-Term Research

11. Programs within the Department of National Health and Welfare should encourage and help fund research
 - (a) into the causes of wife battering;
 - (b) into the development of educational programs designed to change our attitudes about violence as appropriate male behaviour and acquiescence to violence as appropriate female behaviour.

Publicizing the Problem of Wife Battering

12. The Federal Government should develop programs for television and radio designed to inform the public about the nature and extent of the problem of wife battering.
13. The Federal Government should use inserts in family allowance cheques to give women general information about their legal rights in a wife battering situation, the resources available to them in their province, and where to turn for further information.
14. To help develop a mass media which is more aware of its responsibility in relation to the depiction of violence, the CRTC should be given the discretion to suggest guidelines to its licencees on this matter.

Jurisdiction of Federally-Appointed Judges over Family Matters

15. A recent decision of the Supreme Court of Canada has called into question the right of provincially-appointed family court judges to issue civil orders designed to exclude a

spouse from the family home or to prevent him from harming his partner. To prevent any delay caused by processing all such orders through county or superior courts we recommend that the Federal Government move quickly to appoint judges where the need is apparent. (This recommendation carries no implication as to an ultimate division of powers in the family law area. We recognize that a long term solution to the problem of creating a unified family court is a federal-provincial matter, and we have worded recommendation 17, which deals with such a court, accordingly.)

Federal-Provincial Conference

- 16.** In the light of its conclusions with respect to the protection of the battered wife and the enforcement of criminal legislation in wife battering cases, (see paragraphs 32, 35 - 37) this Committee recommends that a federal-provincial conference be held on the subject of wife battering and family violence as it relates to the enforcement and the administration of the criminal law.
- 17.** In the light of the decision of the Supreme Court of Canada referred to in recommendation 15, we recommend that the proposed conference also address the problem of establishing a validly constituted civil court which is able to issue orders affecting the possession of the family home, and preventing a man from harming his wife at least as quickly and with as little cost to the wife as provincial courts do now.

The Committee further recommends that the following specific items be put on the agenda of the proposed conference:

- A.** a proposal that all current criminal orders which prevent a man from seeing or harassing his wife be registered on a province-wide and country-wide computer system. Such orders would include recognizances to keep the peace, bail conditions, and probation orders;
- B.** a proposal that a breach of these orders that results in violence or is accompanied by a threat of violence be followed by arrest, or some other measure which protects the victim;
- C.** a proposal that the police regularly lay charges in wife assault cases;
- D.** a proposal that the victim be made a compellable witness against her husband at the option of the Crown in the prosecution of wife assault cases;
- E.** a proposal with respect to the development of uniform and punitive sentences in wife battering cases. (This Committee respectfully suggests that the impaired driving provisions of the Criminal Code⁷ be used as a guide. These provisions distinguish between first, second and subsequent offences, make allowances for the case where a subsequent conviction occurs long after the original conviction, and allow the judge to refer the accused for treatment if referral is not contrary to the public interest).

- F. a proposal with respect to the development of treatment facilities for battering men as a sentencing alternative;**
- G. a proposal with respect to the training of police at the provincial and local government level:**
- (i) the proposed program should be motivated by considerations similar to those set out in recommendations 1 - 4 of this Report;**
 - (ii) the program should ensure that municipal police officers receive the same training as their provincial colleagues. (We respectfully suggest that at present this might be accomplished by grants to needy municipalities. However, we think it preferable that police officers at both levels of government receive the same training before they take up their positions.)**

Implications for Provincial and Private Organizations

41. A number of our conclusions regarding the problem of wife battering have not been matched by recommendations. These conclusions touch on matters which are in the exclusive jurisdiction of the provinces or are the concern of the private sector. In the paragraphs which follow we comment briefly on these matters. We make our comments with respect, as an aid to the discussions which we are sure will soon take place within the provinces and among those who are concerned with the well-being of others.

Protection for the Battered Wife

42. In paragraph 32 we referred to the advisability of keeping the battered wife and her children in their own home. The power to make laws which govern rights of ownership and possession of property is a provincial one. At present no province has legislation which allows a court to prevent a man from entering his house or apartment on the grounds that he has assaulted the woman who lives with him. That is, at present a battered woman as such has no right to keep the batterer out. We note that legislation to remedy this situation would be effective only if it provided some recourse for the wife if her assailant disobeyed the order. The provinces have the power to create provincial offences and to provide for the arrest and imprisonment of those who commit them. Arrest would certainly be an effective recourse, and not a harsh one if the batterer did decide to ignore an order against him by creating a disturbance in his house or by injuring his wife again.

43. The provinces have the power to determine the way in which they fund emergency shelters. The method used by many provinces, paying the shelter a fee based on the number of days a client has stayed, does not seem to ensure the effective operation of the shelter. Often the per diem fee does not cover necessary services for children who accompany their mother (see paragraph 15). Battered women and their children need somewhere to go after they have been beaten, especially if they do not have the right to stay in their homes without their husbands. The provinces which fund shelters on a per diem basis might consider another financial scheme which is acceptable to them, but which provides for all necessary services, and affords more stability for the shelters themselves.

44. We feel that private organizations have an important part to play in the establishment of emergency shelters. They can, of course, provide some funding for shelters. In areas where it is not feasible to operate a separate facility, local groups could also help to encourage people with extra space to offer it as a temporary refuge.

Emergency Income

45. We have stated that battered women should receive emergency funds as soon as possible (see paragraph 33). We have been led to believe that the welfare system in many

provinces is not flexible enough to provide a battered woman with money when she needs it (see paragraph 17). We suggest that provincial social service ministries consider changing their eligibility requirements to take these cases into account. We also suggest that all provinces consider the introduction of legislation to recover from the batterer amounts spent on his victim.

Advocacy Service

46. We have concluded that the decision to prosecute a battering husband should rest with the state and not with the wife, and we have made recommendations to this effect (see paragraph 36 and recommendations 17 c, d). We do recognize, however, that the trial process will put strains on a battered woman which she may not be able to bear without help. For this reason we suggest that a service be available to her to do the following things: provide her with information about the legal process, the possible outcome for her partner, and her own options; act as an intermediary between the victim, the prosecutor and the police to ensure that the case is properly investigated and prepared; accompany her to court and see that her children are cared for while she is in court. Again this is an area where private groups could play an important part.

Education

47. Part of the problem of wife battering is that many people do not recognize that there is a problem. Women are seriously hurt, but their injuries and cries for help all too often fail to elicit the same response that injuries and cries do in other circumstances. Doctors treat the wounds but often do not ask about the causes. The batterer is excused: he is not normal; he drinks; he killed her but he should not be given too severe a penalty since no punishment will bring her back to life. The wife is blamed: she must have deserved it; she nagged him; she pushed him to it.

48. We must learn to respond to battered women in a different way. One way of learning is to be formally taught. This Committee suggests that schools give courses in human relations which deal generally with the problems involved in living in a family, and more particularly with the problem of wife battering. These courses and concomitant teacher training courses should be developed in consultation with those who have had experience in dealing with battered women. This Committee notes in this regard that some of its witnesses have paid particular attention to the difficulties wife batterers have in recognizing and handling their anger towards someone to whom they are emotionally attached, and in being able to control their behaviour at other times of stress.

49. We also suggest that professional faculties and associations train their students and members to be aware that wife battering is a problem, to be suspicious of certain symptoms, to be prepared to elicit information from a woman who is suspected of being beaten if she does not advance it, to be sympathetic, and to refer her to other services which can help her.

Summary

50. *When finally he threatened to kill her or her baby daughter, she tried to tell her parents. They wouldn't believe her. Such things didn't happen. She was exaggerating. She should just go on being as good a wife and mother as she could, and everything would be alright. One day she heard a staff member from a transition house for women who have been battered being interviewed on the radio. Four days later Rich beat her up again. The next day, after he had gone to work, she packed up the children and went to the house. She had been married five years. She had bruises on her face, neck and abdomen. Finally her parents were forced to face the fact that something terrible had been happening. They were very supportive of her decision to get a separation agreement. Her husband was ordered by the courts to keep the peace. Karen's father persuaded him to leave the house, and had the locks changed.*

51. *Karen stayed at the transition house for three weeks while she went through the court process. During that time she met with a counsellor from the community college, and discussed, with growing excitement, the possibilities for further education. Before she left the transition house she had enrolled for the coming term in an upgrading program to complete her high school. Day care would be provided by the college, and her parents would support her until she was self-sufficient.*

52. *Two weeks after she had returned to her home, Rich broke in, locked the two children in the bedroom, beat Karen, and finally shot her. He then went into the basement and hanged himself. That was how Karen's father found them all when he dropped by two days later for a casual visit.⁸*

53. The problem of wife battering is a complex one. In part the difficulty lies in the fact that as a society we are just beginning to address the problem, and to develop a conscious and humane position towards it. In the process we are torn between our very natural desire to let the family sort out its own affairs (and our confidence that this can be done), and our growing realization that a battered woman is not simply an unhappy, frustrated wife who needs marriage counselling.

54. Another difficulty is that the problem has no easy solution. Battered women have few financial and emotional resources to help them deal with their situation. They are ordinarily dependent on their husbands for support. If they do work, like all working women they are likely to have low-paying jobs. They cannot expect to receive emotional support from family and friends. They are rarely protected from attacks by their assailants. Few services - emergency shelters, permanent housing, welfare, child care, advocacy, job training, counselling - are available to them.

55. Men who beat their wives must be stopped from doing so. At present the only measure which is capable of deterring them is a jail term. This solution is, of course, far from ideal. There is no real evidence that jailing a batterer has any rehabilitative effect. Once in prison the batterer is unable to support his wife and children.

56. In Canada the problem of developing a coherent policy to deal with wife battering is further complicated by the fact that the proposed plans will inevitably cut across federal-provincial jurisdictional boundaries.

57. This Committee understands its jurisdictional limitations. We have confined our recommendations to areas within the federal sphere. However, because of the nature of the problem we could not help but formulate our recommendations in a wider context. In addition to making recommendations, we have taken the liberty of drawing some of the implications of this wider approach for areas which are not within the competence of Parliament.

58. This Committee has concluded that efforts to help the battered wife should be directed at protecting her, and enabling her to achieve some measure of economic and emotional independence. A discussion of what measures this implies is found in paragraphs 31-34 of this Report.

59. This Committee has further concluded that wife battering should be treated as a crime and not merely as a behavioural aberration. (See paragraphs 35-39 of this Report.)

60. In the light of its conclusions this Committee has made recommendations relating to:

- a) the training of R. C. M. P. officers (recommendations 1-4);
- b) the funding of emergency shelters (recommendations 5-9);
- c) the holding of a federal-provincial conference on the enforcement and administration of the law with respect to wife battering (recommendations 16-17);
- d) the appointment of additional superior court judges to handle family matters (recommendation 15);
- e) the development of a treatment program for wife batterers (recommendation 10);
- f) research into the causes of wife battering and the development of different attitudes towards violent behaviour (recommendation 11);
- g) public education on the issue of wife battering (recommendations 12-14).

61. This Committee has also made suggestions which deal with the following concerns:

- a) the right of a battered wife to stay in her own home without being harassed by her partner (paragraph 42);
- b) the desirability of a stable source of funds for emergency shelters (paragraphs 43-44);
- c) the easy availability of temporary emergency funds for the battered wife (paragraph 45);

d) an advocacy service for battered women (paragraph 46);

e) the role of schools, educational faculties and professional associations in changing attitudes towards wife battering (paragraphs 47-49);

62. We as a Committee have been moved by the presentations made before us and the briefs submitted to us. We have come to see the seriousness of a situation which many of us had been only dimly aware of. We urge that our recommendations be adopted. We sincerely hope that our suggestions will be discussed.

FOOTNOTES

- ¹ House of Commons Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, *Child Abuse and Neglect*, Ottawa, Queen's Printer of Canada, 1976. Senate Standing Committee on Health, Welfare and Science, *Child at Risk*, Ottawa, Minister of Supply and Services, 1980.
- ² A federal inter-departmental committee established on December 19, 1980. The responsible ministries are Justice and Health and Welfare. The committee is expected to present its report in the summer of 1983.
- ³ From a psychologist's case history reproduced in a memorandum submitted to this Committee. The wording of the original has been changed slightly to make it more intelligible to a lay reader. Names have been supplied where an initial occurs in the original text.
- ⁴ Terry Davidson, *Conjugal Crime: Understanding and Changing the Wife Beating Pattern*, (New York: Hawthorn Books, 1978), p. 104.
- ⁵ These case histories, recorded by a psychologist, are taken from a memorandum submitted to the Committee. Names have been supplied where an initial occurs in the original text.
- ⁶ *Globe and Mail*, Saturday, December 12, 1981, p. 1. The story has been revised and names have been changed.
- ⁷ S. 234, "Driving while Ability to Drive is Impaired".
- ⁸ Linda MacLeod, *Wife Battering in Canada: The Vicious Circle*, prepared for the Canadian Advisory Council on the Status of Women, January 1980.

Appendix I

Witnesses

The following individuals testified before the Committee:

January 26, 1982 - Issue 23

- The Honourable Judy Erola, M. P., Minister responsible for the Status of Women

January 28, 1982 - Issue 24

- Mrs. Lucie Pépin, President, Canadian Advisory Council on the Status of Women
- Miss Debra Lewis, Canadian Advisory Council on the Status of Women

February 4, 1982 - Issue 25

- Dr. Donald G. Dutton, Department of Psychology, University of British Columbia

February 9, 1982 - Issue 26

- Ms. Trudy Don, Ontario Association of Interval and Transition Houses
- Ms. Lorraine Chabot and Ms. Pauline Grand'bois, *Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté du Québec*
- Ms. Deanna Elias-Henry, Director, Regina Transition Women's Society

February 11, 1982 - Issue 27

- Dr. Peter Jaffe, London Family Court Clinic and the University of Western Ontario
- Superintendent N. LaVerne Shipley, London Police Force

February 16, 1982 - Issue 28

- Professor Alastair Bissett-Johnson, Dalhousie University Law School, Halifax

February 18, 1982 - Issue 29

- Ms. Jan Barnsley, Women's Research Centre, Vancouver

February 18, 1982 - Issue 30

- The Honourable Judy Erola, M. P., Minister responsible for the Status of Women
- Ms. Kathleen Shannon, Executive Producer, Studio D, National Film Board of Canada
- Ms. Diane Wood, Social Policy Analyst, Status of Women Canada.

Appendix II

Submissions

The following groups and individuals submitted written material (briefs, reports, statements) to the Committee:

Association féminine d'éducation et d'action sociale, Montreal

Professor Alastair Bissett-Johnson, Dalhousie University Law School, Halifax

Canadian Advisory Council on the Status of Women

Canadian Association of Social Workers

Canadian Home Economics Association

Canadian Police College

Cape Breton Transition House Association

Committee on Violence Against Women, Carleton University School of Social Work,
Ottawa

Dr. Donald G. Dutton, Vancouver

Family Service Association of Metropolitan Toronto

Federated Women's Institutes of Canada

Halifax Transition House Association - Bryony House

Dr. Peter Jaffe, London

The London Coordinating Committee on Family Violence

New Brunswick Advisory Council on the Status of Women

Nova Scotia Association of Women and the Law

Ontario Association of Interval and Transition Houses

Regina Transition Women's Society

*Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes en
difficulté du Québec*

Support Services for Assaulted Women, Toronto

Transition House Association, Charlottetown

United Way of the Lower Mainland, Vancouver

Women's Habitat, Toronto

Women's Research Centre, Vancouver

Young Women's Christian Association of Canada (YWCA)

Appendix III

Officials from the following departments and agencies of the federal government provided information and offered expert advice to the Committee in background briefing sessions which were held *in camera*:

Status of Women

Department of Justice

Department of National Health and Welfare

Royal Canadian Mounted Police

Department of the Solicitor General

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (Issues Nos. 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 34, which includes the report) is tabled.

Respectfully submitted,

**MARCEL ROY,
Chairman.**

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 6, 1982

4)

Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met *in camera* at 8:36 o'clock p.m., this day.

Members of the Committee present: Messrs. Bockstael, Bloomfield, Bossy, Miss Carney, Messrs. de Corneille, Fretz, Halliday, Hudecki, Mrs. Killens, Messrs. Marceau and Neil.

In attendance: Ms. Mildred J. Morton, Research Officer, Library of Parliament; Mr. Roger LeBlanc, Translation Bureau; Ms. Peggy Mason, PC—Research; Ms. Judy Schreider, Research Assistant to Mr. Frith; Ms. Janet Binks, Research Assistant to Mr. Howie.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, February 13, 1981, relating to the study of violence in the family. (*See Minutes of Proceedings, Monday, January 25, 1982, Issue No. 23*).

The Clerk of the Committee presided over the election of an Acting Chairman.

On motion of Mr. de Corneille, it was agreed,—That Mrs. Killens take the Chair as Acting Chairman.

Mrs. Killens took the Chair as Acting Chairman.

The Committee continued consideration of the final draft of report on wife battering.

On motion of Mr. de Corneille, it was agreed,—That the report on wife battering be adopted as amended.

The Chairman presented the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which is as follows:

Your Sub-committee on Agenda and Procedure met on Thursday, April 29, 1982 to consider matters relating to the publication of the report on wife battering.

Your Sub-committee recommends:

1. that, in addition to the 1000 copies usually printed, 2500 extra copies of the report be printed for distribution to interested parties;
2. that the report be printed in tumble format;
3. that the report be printed with a special red cover;
4. that the inside cover of the report feature a list of all Members of Parliament who participated in the inquiry on violence in the family as Members of the Committee;
5. that a press release be prepared for distribution on the date of tabling and a press conference be called after tabling to highlight the major elements of the report;
6. that the Chairman table the report in the House as soon as possible after the printed copies of the report are available.

On motion of Mr. Halliday, it was agreed,—That the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be adopted.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 6 MAI 1982

(44)

[Texte]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à huis clos à 20h36.

Membres du Comité présents: MM. Bockstael, Bloomfield, Bossy, M^{me} Carney, MM. de Corneille, Fretz, Halliday, Hudecki, M^{me} Killens, MM. Marceau et Neil.

Aussi présents: M^{me} Mildred J. Morton, recherchiste, Bibliothèque du Parlement; M. Roger LeBlanc, Bureau des traductions; M^{me} Peggy Mason, recherchiste-PC; M^{me} Judy Schreider, adjointe à la recherche auprès de M. Frith; M^{me} Janet Binks, adjointe à la recherche auprès de M. Howie.

Le Comité poursuit l'étude de son Ordre de renvoi du vendredi 13 février 1981 portant sur l'étude de la violence dans les familles. (*Voir procès-verbal du lundi 25 janvier 1982, fascicule n° 23*).

Le greffier du Comité préside à l'élection d'un président intérimaire.

Sur motion de M. de Corneille, il est convenu,—Que M^{me} Killens soit élue président intérimaire.

M^{me} Killens occupe le fauteuil en temps que président intérimaire.

Le Comité reprend l'étude du projet de rapport sur les femmes battues.

Sur motion de M. de Corneille, le rapport sur les femmes battues, tel que modifié, est adopté.

Le président présente le rapport du Sous-comité du programme et de la procédure, qui se lit comme suit:

Votre Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le jeudi 29 avril 1982 pour étudier certaines questions concernant la publication du rapport sur les femmes battues.

Votre Sous-comité recommande:

1. qu'en plus des 1000 copies qui sont imprimées habituellement, 2500 copies supplémentaires soient imprimées pour distribution aux groupes intéressés;
2. le rapport soit imprimé en forme tête-bêche;
3. le rapport soit imprimé avec une couverture spéciale rouge;
4. qu'au verso de la couverture soit imprimé une liste de tous les députés qui ont participé à l'étude de la violence au sein de la famille comme membres du Comité;
5. qu'un communiqué de presse soit préparé pour distribution à la date de dépôt du rapport et qu'une conférence de presse soit convoquée à cette date pour souligner les éléments importants du rapport;
6. que le Président dépose le rapport à la Chambre aussitôt que possible après que les copies imprimées du rapport sont disponibles.

Sur motion de M. Halliday, le rapport du Sous-comité du programme et de la procédure est adopté.

At 8:55 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of
the Chair.

A 20h55, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouve
convocation du président.

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

Sur motion de M. Halliday, le rapport du Sous-comité du programme et de la procédure est adopté.
A 20h55, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

the Chair.

On motion of Mr. Halliday, it was agreed,—That the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be adopted.
At 8:55 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call c

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à huis clos à 20h36.

Membres du Comité présents: MM. Bockstael, Bloomfield, Hudecki, M^{me} Killens, M^{me} Marceau et Neil.

Aussi présents: M^{me} Mildred J. Morton, chercheuriste, Bibliothèque du Parlement; M. Roger LeBlanc, Bureau des Traductions; M^{me} Peggy Mason, chercheuriste-PC; M^{me} Judy Binks, adjointe à la recherche auprès de M. Fritth; M^{me} Janet Binks, adjointe à la recherche auprès de M. Howie.

Le Comité poursuit l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 13 février 1981 portant sur l'étude de la violence dans les familles. (Voir procès-verbal du lundi 25 janvier 1982, séance n^o 23).

Le greffier du Comité préside à l'élection d'un président intérimaire.

Sur motion de M. de Cornelle, il est convenu, —Que M^{me} Killens soit élue présidente intérimaire.

M^{me} Killens occupe le fauteuil en temps que présidente intérimaire.

Le Comité reprend l'étude du projet de rapport sur les femmes battues.

Sur motion de M. de Cornelle, le rapport sur les femmes battues, tel que modifié, est adopté.

Le président présente le rapport du Sous-comité du programme et de la procédure, qui se lit comme suit:

«Votre Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le jeudi 29 avril 1982 pour étudier certaines questions concernant la publication du rapport sur les femmes battues.

Votre Sous-comité recommande:

1. qu'en plus des 1000 copies qui sont imprimées habituellement, 2500 copies supplémentaires soient imprimées pour distribution aux groupes intéressés;

2. le rapport soit imprimé en forme tête-bêche;

3. le rapport soit imprimé avec une couverture spéciale rouge;

4. qu'au verso de la couverture soit imprimé une liste de tous les députés qui ont participé à l'étude de la violence au sein de la famille comme membres du Comité;

5. qu'un communiqué de presse soit préparé pour distribution à la date de dépôt du rapport et qu'une conférence de presse soit convoquée à cette date pour souligner les éléments importants du rapport;

6. que le président dépose le rapport à la Chambre aussitôt que possible après que les copies imprimées du rapport sont disponibles.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 6, 1982

(44)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met in camera at 8:36 o'clock p.m., this day.

Members of the Committee present: Messrs. Bockstael, Bloomfield, Bossy, Miss Carney, Messrs. de Cornelle, Fretz, Halliday, Hudecki, Mrs. Killens, Messrs. Marceau and Neil.

In attendance: Ms. Mildred J. Morton, Research Officer, Library of Parliament; Mr. Roger LeBlanc, Translation Bureau; Ms. Peggy Mason, PC—Research; Ms. Judy Schreider, Research Assistant to Mr. Fritth; Ms. Janet Binks, Research Assistant to Mr. Howie.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, February 13, 1981, relating to the study of violence in the family. (See *Minutes of Proceedings*, Monday, January 25, 1982, Issue No. 23).

The Clerk of the Committee presided over the election of an Acting Chairman.

On motion of Mr. de Cornelle, it was agreed,—That Mrs. Killens take the Chair as Acting Chairman.

Mrs. Killens took the Chair as Acting Chairman.

The Committee continued consideration of the final draft of a report on wife battering.

On motion of Mr. de Cornelle, it was agreed,—That the report on wife battering be adopted as amended.

The Chairman presented the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which is as follows:

«Your Sub-committee on Agenda and Procedure met on Thursday, April 29, 1982 to consider matters relating to the publication of the report on wife battering.

Your Sub-committee recommends:

1. that, in addition to the 1000 copies usually printed, 2500 extra copies of the report be printed for distribution to interested parties;

2. that the report be printed in tumble format;

3. that the report be printed with a special red cover;

4. that the inside cover of the report feature a list of all Members of Parliament who participated in the inquiry on violence in the family as Members of the Committee;

5. that a press release be prepared for distribution on the date of tabling and a press conference be called after tabling to highlight the major elements of the report;

6. that the Chairman table the report in the House as soon as possible after the printed copies of the report are available.

Annexe III

Les fonctionnaires des ministères et organismes fédéraux suivants ont fourni renseignements et conseils au Comité au cours des séances d'information à huis clos:

Condition féminine

Ministère de la Justice

Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

Gendarmerie royale du Canada

Ministère du Solliciteur général

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (fascicules nos 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, et 34, qui comprend le rapport) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,
MARCEL ROY.

Women's Habitat, Toronto
Women's Research Centre, Vancouver
Young Women's Christian Association of Canada (YWCA)

Annexe II

Mémoires

Les groupes et particuliers suivants ont présenté des mémoires, des rapports ou ont fait des déclarations au Comité:

Association canadienne d'économie familiale
Association canadienne des travailleurs sociaux
Association féminine d'éducation et d'action sociale, Montréal
Professeur Alastair Bissett-Johnson, faculté de droit, Dalhousie University, Halifax
Cape Breton Transition House Association
Collège canadien de police
Committee on Violence Against Women, Carleton University School of Social Work, Ottawa

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme
Conseil consultatif sur la condition de la femme du Nouveau-Brunswick
M. Donald G. Dutton, Vancouver
Family Service Association of Metropolitan Toronto
Federated Women's Institutes of Canada
Halifax Transition House Association - Bryony House
M. Peter Jaffe, London
The London Coordinating Committee on Family Violence
Nova Scotia Association of Women and the Law
Ontario Association of Interval and Transition Houses
Regina Transition Women's Society
Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté du Québec

Support Services for Assaulted Women, Toronto
Transition House Association, Charlottetown
United Way of the Lower Mainland, Vancouver

- L'honorable Judy Erola, ministre chargé de la condition féminine
- Mme Kathleen Shannon, producteur exécutif, Studio D, Office national du film du Canada
- Mme Diane Wood, analyste en politique sociale, Condition féminine

Annexe I

Témoins

Les personnes suivantes ont comparu devant le Comité:

- Le 26 janvier 1982 - fascicule 23
- L'honorable Judy Erola, ministre chargé de la condition féminine
- Le 28 janvier 1982 - fascicule 24
- Mme Lucie Pépin, présidente, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme
 - Mme Debra Lewis, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme
- Le 4 février 1982 - fascicule 25
- M. Donald G. Dutton, département de psychologie, *University of British Columbia*
- Le 9 février 1982 - fascicule 26
- Mme Trudy Don, *Ontario Association of Interval and Transition Houses*
 - Mme Lorraine Chabot et Mme Pauline Grand'bois, Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté du Québec
 - Mme Deanna Elias-Henry, directrice, *Regina Transition Women's Society*
- Le 11 février 1982 - fascicule 27
- M. Peter Jaffe, *London Family Court Clinic et University of Western Ontario*
 - Surintendant N. La Verne Shipley, Sureté de la ville de London
- Le 16 février 1982 - fascicule 28
- Professeur Alastair Bissett-Johnson, Faculté de droit, *Dalhousie University*, Halifax
- Le 18 février 1982 - fascicule 29
- Mme Jan Barnsley, *Women's Research Centre*, Vancouver

RENVOIS

- ¹ Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, Chambre des communes, *L'enfance maltraitée et négligée*, Ottawa, Imprimeur de la Reine pour le Canada, 1976. Comité sénatorial permanent de la santé, du bien-être et des sciences, *L'enfant en péril*, Ottawa, Ministère d'Approuvisionnement et Services, 1980.
- ² Comité interministériel fédéral établi le 19 décembre 1980. Ce Comité relève des ministères de la Justice et de la Santé nationale et du Bien-être social et devrait présenter son rapport à l'été de 1983.
- ³ Tiré des dossiers d'un psychologue et reproduit dans un mémoire présenté au Comité. La formulation du texte original a été légèrement modifiée pour le rendre plus intelligible au profane. On a mis un nom fictif à la place des initiales qui figuraient dans l'original.

- ⁴ DAVIDSON, Terry. *Conjugal Crime: Understanding and Changing the Wife Beating Pattern*, Hawthorn Brooks, New York, 1978, p. 104.

- ⁵ Ces cas, enregistrés par un psychologue, sont tirés d'un mémoire présenté au Comité. Des noms fictifs remplacent les initiales qui figuraient dans le texte original.
- ⁶ *Le Globe and Mail*, le samedi 12 décembre 1981, p. 1. L'histoire a été révisée et les noms modifiés.

- ⁷ Article 234, «Conduite pendant que la capacité de conduire est affaiblie».

- ⁸ MACLEOD, Linda. *La femme battue au Canada: Un cercle vicieux*, préparé pour le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, janvier 1980.

61. Le Comité a également formulé des propositions concernant:
- a) le droit de la femme battue de rester chez elle sans risquer d'être harcelée par son agresseur (paragraphe 42);
 - b) la nécessité d'un mode de financement stable pour les refuges d'urgence (paragraphe 43 et 44);
 - c) la possibilité pour la femme battue d'obtenir facilement un secours financier temporaire (paragraphe 45);
 - d) un service d'aide juridique pour les femmes battues (paragraphe 46);
 - e) le rôle des écoles, des universités et des associations professionnelles pour faire évaluer les mentalités en ce qui concerne le problème des femmes battues (paragraphe 47 à 49).
62. Nous avons été bouleversés par les témoignages que nous avons recueillis et les mémoires qui nous ont été adressés. Nous avons été amenés à prendre conscience de la gravité d'une situation que bon nombre d'entre nous avions jusqu'alors à peine soupçonnée. Nous prions instamment le Parlement d'adopter nos recommandations et espérons sincèrement que nos propositions seront débattues.

de leur mari. Lorsqu'elles travaillent, elles occupent, comme la plupart des autres femmes qui travaillent, des emplois mal rémunérés. Elles ne peuvent compter sur le soutien moral de leur famille ou de leurs amis. Souvent, elles sont dans l'impossibilité de se tenir hors d'attente de leur agresseur. Les possibilités que leur offrent les refuges d'urgence et les services de logement permanent, de bien-être, de garde-rie, de conseil juridique, de formation professionnelle et d'orientation sont limitées.

55. On ne peut laisser un homme battre continuellement sa femme. Actuellement, la seule façon de l'en empêcher est de l'emprisonner, et c'est loin d'être la solution idéale. Il n'est pas prouvé que l'emprisonnement lui fasse renoncer à la violence. D'autre part, une fois en prison, il ne peut plus assurer la subsistance de sa femme et de ses enfants.

56. Il est d'autant plus difficile de mettre sur pied une politique cohérente au Canada concernant les femmes battues que les solutions qui en découleront vont nécessairement chevaucher des domaines de compétence fédérale et provinciale.

57. Le Comité est conscient des limites de son mandat. Aussi, nos recommandations ne portent-elles que sur les domaines de compétence fédérale. Cependant, étant donné la nature du problème, nous ne pouvons nous empêcher de les formuler dans un cadre plus vaste. Nous ne nous sommes donc pas contenté de faire des recommandations, mais d'en mesurer les répercussions sur des domaines qui ne relèvent pas de la compétence du Parlement.

58. Le Comité en est venu à la conclusion que la meilleure façon d'aider la femme battue consiste à la protéger et à lui permettre d'atteindre un certain degré d'indépendance économique et affective. Les mesures à prendre pour y parvenir sont évoquées aux paragraphes 31 à 34 du présent rapport.

59. Le Comité conclut également que la violence faite à l'épouse devrait être qualifiée de crime et non considérée simplement comme un comportement aberrant. (Voir les paragraphes 35 à 39 du présent rapport.)

60. A la lumière de ses conclusions, le Comité a formulé des recommandations concernant:

- a) la formation des agents de la G.R.C. (recommandations 1 à 4);
- b) le financement des refuges d'urgence (recommandations 5 à 9);
- c) la tenue d'une conférence fédérale-provinciale sur l'administration et l'application de la législation concernant la violence faite à l'épouse (recommandations 16 et 17);
- d) la nomination d'autres juges aux cours supérieures pour s'occuper des questions concernant la famille (recommandation 15);

- e) l'élaboration d'un programme de traitement pour les époux violents (recommandation 10);

- f) la recherche sur les causes de la violence faite aux femmes et des mesures propres à faire évoluer les mentalités dans ce domaine (recommandation 11);

- g) un programme d'information à l'intention du public sur le problème de la femme battue (recommandations 12 à 14).

50. Lorsque, finalement, il menaça de la tuer avec sa fille, elle essaya de se confier à ses parents. Mais ils ne la crurent pas. Ce genre de choses ne se produit pas. Elle exagérait. Elle n'avait qu'à tâcher d'être aussi bonne mère et épouse que possible, comme toujours, et tout irait pour le mieux. Un jour, elle entendit à la radio un interview qu'accordait un membre du personnel d'une maison de transition pour les femmes battues. Quatre jours plus tard, Richard la battit encore. Le lendemain, après son départ pour le travail, elle prit ses enfants et se rendit à la maison de transition. Elle avait été mariée cinq ans. Elle avait des ecchymoses au visage, au cou et au ventre. Ses parents furent forcés d'admettre que quelque chose de terrible s'était passé pendant toutes ces années. Ils lui apportèrent leur soutien et l'encouragèrent lorsqu'elle prit la décision d'obtenir une séparation. Les tribunaux intimèrent l'ordre au mari de se tenir tranquille. Le père de Karen la persuada de quitter la maison et fit changer les servures.

51. Karen demeura trois semaines à la maison de transition, le temps d'entamer les procédures judiciaires. Elle en profita pour rencontrer le conseiller pédagogique d'un collège communautaire et discuta, avec un enthousiasme croissant, des possibilités de poursuivre ses études. Avant de quitter la maison de transition, elle s'était inscrite au prochain semestre d'un programme qui lui permettrait de terminer ses études secondaires et de décrocher un diplôme. Le collège devait fournir le service de garde et ses parents devaient l'aider financièrement jusqu'à ce qu'elle soit autonome.

52. Deux semaines après son retour à la maison, Richard entra en enfonçant la porte, enferma les deux enfants dans la chambre à coucher, battit Karen et finalement la trouva tous, deux jours plus tard, quand il passa par là leur rendre visite.

53. Les femmes battues posent un problème complexe, dont la difficulté tient en partie au fait que notre société commence à peine à s'en occuper et à s'y montrer réceptive. Sur ce plan, nous sommes déchirés entre notre désir naturel de laisser la famille résoudre elle-même ses difficultés, (étant persuadés qu'elle en est capable) et notre conviction croissante que la femme battue n'est pas simplement une femme malheureuse et frustrée à qui il suffirait de consulter un conseiller matrimonial.

54. On constate également que ce problème n'est malheureusement pas facile à résoudre. Les femmes battues ne peuvent guère compter sur une aide financière ou psychologique de l'extérieur pour faire face à leur situation. Le plus souvent, elles dépendent financièrement

colère, mais également à maîtriser leurs impulsions lorsqu'ils sont avec des gens à qui ils sont unis par des liens d'affection ou à se maîtriser dans d'autres moments de stress.

49. Les universités et les associations professionnelles devraient sensibiliser leurs élèves et leurs membres au problème de la violence faite aux femmes. Elles devraient leur montrer à quels signes reconnaître une femme qu'on soupçonne d'être brutalisée, comment la mettre en confiance et la questionner et à quels services l'envoyer pour qu'elle obtienne l'aide dont elle a besoin.

45. Nous avons recommandé que les femmes battues reçoivent un secours financier le plus tôt possible (voir le paragraphe 33). Nous avons de bonnes raisons de croire que dans bon nombre de provinces, le régime du bien-être social n'est pas suffisamment souple pour apporter une aide pécuniaire à la femme battue au moment où elle en a le plus besoin (voir le paragraphe 17). Aussi, proposons-nous que les ministères provinciaux des services sociaux modifient leurs critères d'admissibilité à l'aide sociale pour tenir compte de ces besoins. Nous croyons également que toutes les provinces devraient adopter des lois qui leur permettraient de récupérer auprès du mari violent les sommes dépensées pour aider la victime.

Aide juridique

46. Nous avons conclu que ce devrait être à l'État de décider si un mari violent devrait être poursuivi et non pas à sa femme; nous avons donc fait des recommandations en ce sens (voir le paragraphe 36 et les recommandations 17 c, d). Nous n'ignorons cependant pas que le procès peut être fort éprouvant pour les femmes battues et qu'elles peuvent avoir du mal à s'en sortir seules. C'est pourquoi nous proposons qu'un service soit mis à leur disposition pour les renseigner sur la procédure judiciaire, sur le sort probable de leur mari et sur les possibilités qui s'offrent à elles; ce service servirait également d'intermédiaire entre la victime, le ministère public et la police pour veiller à ce que l'instruction soit convenablement menée; il devrait enfin suivre la femme jusqu'au tribunal et assurer la garde des enfants pendant le procès. Voilà un autre domaine où les organismes privés pourraient être fort utiles.

Information au public

47. Les difficultés des femmes battues tiennent en partie au fait qu'aux yeux de bien des gens, ce problème n'existe pas comme tel. Ces femmes sont pourtant des victimes, mais trop souvent leurs souffrances et leurs appels au secours ne provoquent pas les mêmes réactions que ceux d'autres personnes éprouvées. Souvent, les médecins pansent leurs blessures sans en rechercher les causes. On excuse volontiers l'agresseur sous prétexte qu'il n'est pas normal ou qu'il lui boit; il a tué sa femme, mais on considère qu'il n'y a pas lieu de lui imposer une sentence trop sévère puisque de toute façon aucune peine ne pourra lui rendre la vie. On met toute la responsabilité sur le compte de la femme en disant qu'elle devait l'avoir mérité, qu'elle avait cherché querelle à son mari ou qu'elle l'avait provoqué.

48. Nous devons changer d'attitude à l'égard des femmes battues. Et l'école est encore le meilleur endroit pour faire évoluer les mentalités. Le Comité propose que les écoles donnent des cours de relations humaines traitant, de façon générale, des problèmes que pose la vie en famille en mettant l'accent plus particulièrement sur la violence faite aux femmes. Ces cours, et les programmes de formation des professeurs qui les donneraient, devraient être organisés de concert avec ceux qui sont chargés de s'occuper des femmes maltraitées. Le Comité n'a pas été sans remarquer que certains témoins ont insisté sur les difficultés qu'éprouvaient les maris violents, non seulement à se rendre compte qu'ils sont en

Intervention des gouvernements provinciaux et des organismes privés

41. Certaines de nos conclusions n'appellent aucune recommandation. Il s'agit de domaines qui relèvent de la compétence exclusive des provinces ou du secteur privé. Nous les évoquons brièvement dans les paragraphes qui suivent. Nous ne les formulons qu'à titre indicatif, pour faciliter les discussions qui ne manqueront pas de se tenir dans les provinces et parmi tous ceux qui se préoccupent du bien-être de leur prochain.

La protection des femmes battues

42. Au paragraphe 32, nous avons recommandé que la femme battue et ses enfants puissent demeurer dans leur foyer. Les droits de propriété et de possession de la propriété relèvent de la compétence législative des provinces. Actuellement, aucune loi provinciale n'autorise un tribunal à interdire à un homme de pénétrer dans sa maison ou dans son appartement parce qu'il a agressé la femme qui vit avec lui. Donc, la femme battue n'a pas le droit d'interdire l'accès de son domicile à son agresseur. Une loi qui viserait à remédier à cette lacune ne pourrait être efficace que si elle prévoyait un recours pour la femme lorsque son agresseur contrevient à l'ordonnance rendue contre lui. Les provinces peuvent établir des lois dans des domaines qui les concernent exclusivement et mettre sous arrêts ou emprisonner ceux qui les enfreignent. L'arrestation serait certes un recours efficace et légitime dans le cas d'un mari violent qui fait fi de l'ordonnance rendue en perturbant son foyer et s'attaquant de nouveau à sa femme.

43. Les provinces déterminent les modalités de l'aide financière qu'elles consentent aux réfugiés d'urgence. Certaines accordent à ces établissements un montant proportionnel à la durée de l'hébergement ce qui leur crée des difficultés de fonctionnement. Il arrive souvent que l'allocation quotidienne prévue ne suffise pas à assurer les services nécessaires aux enfants qui accompagnent leur mère. (Voir paragraphe 15.) Les femmes battues et leurs enfants ont besoin de se réfugier quelque part, surtout si elles n'ont pas le droit d'interdire l'accès de son domicile à leur agresseur. Les provinces qui financent les foyers d'accueil en proportion du nombre de jours d'hébergement pourraient envisager un autre mode de financement qui leur conviendrait mieux en assurant tous ces services nécessaires et plus de stabilité aux foyers d'accueil.

44. Nous croyons que les organismes privés ont un rôle important à jouer dans la création des réfugiés d'urgence. Ils peuvent, naturellement, leur fournir des fonds. Dans les régions où il n'est pas possible d'exploiter un service distinct, les organismes locaux devraient encourager les gens qui disposent d'espace à accueillir temporairement les femmes battues.

E. on élaborerait une méthode de détermination uniforme de la sentence dans les cas d'épouses agressées. (Le Comité propose qu'on s'inspire des dispositions du Code criminel⁷ concernant la conduite avec facultés affaiblies. Ces dispositions établissent une distinction entre la première infraction, la première récidive et les récidives ultérieures, prévoient des mesures spéciales lorsqu'il y a récidive longtemps après la première infraction et permettent à un juge de soumettre l'accusé à un traitement médical si cette procédure n'est pas contraire à l'intérêt public);

F. une proposition concernant la mise sur pied de services de traitement pour les agresseurs en remplacement d'une peine;

G. une proposition concernant la formation des corps policiers provinciaux et locaux:

- (i) le programme proposé devrait s'inspirer des mêmes considérations que celles qui figurent aux recommandations 1 à 4 du présent rapport;
- (ii) le programme devrait s'adresser aux agents de police municipaux tout autant qu'à leurs collègues provinciaux. (À titre de suggestion, on pourrait consentir des subventions aux municipalités les plus démunies. Mais nous croyons qu'il serait préférable que les agents de la police des deux ordres de gouvernement reçoivent la même formation avant d'entrer en fonctions).

15. Un jugement rendu dernièrement par la Cour Suprême du Canada a remis en question le droit des juges nommés par les provinces aux tribunaux de la famille d'émettre des ordonnances civiles destinées à exclure l'époux du foyer ou à lui en interdire l'accès pour l'empêcher de maltraiter son épouse. Afin d'éviter les délais qu'entraîne l'émission d'ordonnances par les tribunaux de comté et les tribunaux supérieurs, nous recommandons que le gouvernement fédéral nomme des juges le plus rapidement possible là où le besoin s'en fait sentir. (Nous n'entendons pas, par cette recommandation, nous prononcer sur la répartition des compétences dans le domaine du droit familial. Nous convenons que l'établissement d'un tribunal unifié de la famille, comme solution à long terme, est une question qui relève du fédéral et des provinces et c'est dans cette optique que nous avons formulé la recommandation 17.)

Conférence fédérale-provinciale

16. À la lumière de ses conclusions sur la protection des femmes battues et sur l'application des lois pénales aux cas de violence faite aux femmes, (voir les paragraphes 32 et 35 à 37), le Comité recommande la tenue d'une conférence fédérale-provinciale qui porterait sur l'application du droit pénal dans ce domaine.

17. Compte tenu de la décision de la Cour Suprême du Canada dont il est question à la recommandation 15, nous recommandons que la conférence proposée étudie également le problème de la création d'un tribunal civil habilité à émettre dans des délais semblables à ceux des tribunaux provinciaux et sans qu'il en coûte plus pour la femme, des ordonnances touchant à la possession du foyer et empêchant le mari de s'y rendre pour maltraiter son épouse.

Le Comité recommande en outre qu'on inscrive au programme de la conférence les propositions suivantes:

A. toutes les ordonnances rendues au criminel, en vigueur actuellement et interdisant à un homme de voir sa femme ou de la harceler, seraient enregistrées sur ordinateur à l'échelle de la province et du pays. Y figureraient l'obligation de ne pas troubler l'ordre public, des conditions de mise en liberté sous caution et des ordonnances de probation;

B. toute infraction à une telle ordonnance qui s'accompagnerait de violence ou de menaces de violence entraînerait l'arrestation de l'agresseur ou quelque autre mesure de protection de la victime;

C. la police porterait automatiquement des accusations dans les cas d'agression contre un conjoint;

D. la victime serait tenue de témoigner contre son mari en cas de poursuites pour agression;

7. Le gouvernement fédéral devrait encourager le recours aux dispositions de la Loi nationale sur l'habitation concernant les prêts et contributions aux associations et organismes de charité afin de leur permettre d'acquiescer ou de construire des refuges d'urgence et de deuxième urgence pour les femmes battues.

8. Il faudrait inciter la Société canadienne d'hypothèques et de logement à réserver un certain nombre de logements qu'elle subventionne comme refuges de deuxième urgence ou maisons permanentes pour les femmes brutalisées ayant des enfants à leur charge.

9. Les programmes de recherches et de subventions au sein du ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social devraient servir à arrêter des plans et à mettre en oeuvre des projets de logement pour les femmes vivant à la campagne ou dans des régions isolées qui ne veulent pas déménager dans des centres urbains, mais dont le nombre ne justifie pas l'établissement d'un foyer de transition.

Traitement des maris violents

10. Il faudrait débloquer suffisamment de fonds pour les programmes de recherche des ministères de la Santé nationale et du Bien-être social et de la Justice afin de mettre au point des programmes de traitement à l'intention des maris violents.

Recherche à long terme

11. Il faudrait aussi débloquer des fonds au titre des programmes du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour favoriser la recherche:

- (a) sur les causes de la violence faite aux femmes;
- (b) sur l'institution de programmes éducatifs destinés à modifier nos préjugés voulant que la violence soit un comportement spécifiquement masculin et la soumission à la violence un comportement spécifiquement féminin.

Sensibilisation du public au problème de la violence faite aux femmes

12. Le gouvernement fédéral devrait concevoir et produire des émissions de télévision et de radio pour informer le public de la nature et de l'étendue du problème de la violence faite aux femmes.

13. Le gouvernement fédéral devrait joindre à tous les chèques d'allocation familiale, des feuillets fournissant aux femmes des informations générales sur les droits que leur reconnaît la loi lorsqu'elles sont brutalisées par leur conjoint, sur les ressources que leur province met à leur disposition et sur la façon d'obtenir de plus amples informations.

14. Pour sensibiliser davantage les médias au problème de la violence, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes devrait pouvoir, à sa discrétion, proposer aux détenteurs d'un permis des directives restreignant les scènes de violence.

Recommandations

40. A la lumière des considérations exposées aux paragraphes 13 à 18 et des conclusions énoncées dans les paragraphes suivants, à l'exception de ceux qui ont trait aux poursuites contre les maris violents, notre Comité fait les recommandations suivantes:

Formation des agents de la G. R. C.

1. Les agents de la G. R. C. qui assurent le service de police provinciale ou territoriale devraient recevoir une formation spéciale pour répondre aux appels émanant de femmes battues. Cette formation devrait leur permettre de bien comprendre le problème de la violence faite aux femmes; chacun devrait également être disposé et apte à fournir à la victime des informations exactes sur les droits que lui confère la loi et sur les refuges et les services d'urgence à sa disposition dans la localité ou à proximité.

2. Ce programme de formation des agents de police devrait être mis au point avec la collaboration de ceux qui, au sein de la collectivité, sont chargés d'assurer ces services aux femmes battues.

3. La G. R. C. devrait se doter d'un programme d'embauche, du type programme d'action positive, afin d'accroître le nombre de femmes parmi ses effectifs. Elle devrait affecter des équipes composées d'hommes et de femmes aux cas de femmes battues.

4. Lorsqu'ils répondent à des appels concernant des actes de violence en milieu familial, les agents devraient être récompensés pour la compétence ou le courage dont ils font preuve dans l'exercice de leurs fonctions tout comme lorsqu'on les affecte à d'autres tâches.

Financement des refuges

5. Avec le consentement des provinces, le gouvernement fédéral devrait prévoir immédiatement des subventions suffisantes comme fonds de départ pour l'aménagement de nouveaux refuges d'urgence et de logements pour les salaires du personnel et les frais de garde ainsi que les coûts de construction; ils devraient être disponibles pendant une période assez longue pour assurer la stabilité du projet.

6. Comme solution de rechange à la recommandation 5, on devrait convertir les immeubles inoccupés de la Couronne en refuges d'urgence lorsque c'est possible.

dilemme se pose pour d'autres types de crime. Il faut multiplier les recherches en matière de traitement pour les hommes qui maltraitaient leur femme et nous favorisons les sentences qui les obligent à se faire traiter (si un tel traitement existe).

38. La société a intérêt non seulement à considérer les mauvais traitements infligés aux femmes comme des phénomènes pathologiques, mais également à en comprendre les causes et à trouver moyen de les prévenir. Il importe donc beaucoup que des recherches soient menées dans ce domaine.

39. Nous avons tout lieu de croire que la violence faite aux femmes est un comportement appris, autant chez l'agresseur que chez la victime. Quand ils étaient enfants, nombre d'agresseurs ont vu leur père battre leur mère et celle-ci demeurer sans réactions devant les traitements qu'il lui infligeait. En général, on encourage les femmes à rester passives devant des actes de violence et, dans bien des cas, à maintenir leur relation avec leur partenaire même si rien ne laisse croire que la situation va s'améliorer. Ce genre d'attitude n'a plus sa raison d'être. Il devrait aller de soi dans notre société, ce qui n'est pas le cas actuellement, qu'aucune femme ne mérite d'être maltraitée, frappée, mutilée, ou agressée sexuellement. De façon plus générale, il devrait aussi être entendu, ce qui n'est pas non plus le cas, qu'aucun acte non violent ne justifie une réaction violente. Nous devons apprendre nous-mêmes et enseigner à nos enfants, à ceux qui font respecter la loi et qui administrent la justice et à ceux dont la tâche est de prévenir et de guérir les maux physiques et psychiques à reconnaître la violence et à en limiter les répercussions, non seulement pour le bien des femmes maltraitées, mais pour notre bien à nous tous.

37. Les mesures précisées aux paragraphes 35 et 36 peuvent être appliquées presque immédiatement, et elles devraient l'être. Néanmoins, nous espérons qu'elles ne seront qu'une solution provisoire au problème. A part une amende ou l'emprisonnement, nous déplorons qu'actuellement très peu de sanctions peuvent être imposées à un homme qui maltraite sa femme. Imposer une amende, c'est souvent autoriser un crime. L'emprisonnement, d'autre part, n'assure pas la réhabilitation du condamné; il n'efface pas les souffrances endurées par la victime et il la prive d'une source de revenus. Toutefois, il faut bien admettre que le même

36. Etant donné que la violence faite aux femmes est une activité criminelle qui exige, par ce fait même, l'intervention de l'Etat, nous croyons que ce n'est pas à la victime de décider si des accusations doivent être portées contre son assaillant ou si elle doit témoigner. Nous comprenons bien qu'une femme brutalisée hésite, pour des raisons tout aussi valables les unes que les autres, à témoigner contre son mari. Pour son bien et pour celui de la justice en générale, nous sommes convaincus que la police, le procureur de la Couronne chargé de sa cause et les services consultatifs et juridiques spéciaux disponibles doivent l'inciter à poursuivre son agresseur. Mais si elle persiste malgré tout dans son refus, ce serait au procureur de décider s'il doit l'appeler ou non à la barre des témoins.

35. Comme nous l'avons dit, la société doit protéger ses membres. A notre avis, on ne saurait tolérer la violence envers autrui, quelles que soient les relations qui existent entre l'agresseur et sa victime. Cette conviction nous amène notamment à conclure que la brutalité envers le femmes devrait être considérée comme un acte criminel non seulement par les législateurs, comme c'est actuellement le cas, mais aussi par tous ceux qui sont chargés de faire respecter la loi. Nous entendons par là que les dossiers sur les femmes battues devraient toujours être confiés au système de justice pénal.

Attitude de la société envers les maris violents

34. Bien des mesures pourraient suffire à assurer l'indépendance affective de la femme battue; l'une d'elles, et non la moindre, serait de la libérer de son agresseur et de lui assurer un revenu permanent. La femme maltraitée a également besoin que les professionnels et autres personnes avec qui elle a des contacts comprennent sa situation et la soutiennent. D'après les témoignages recueillis, il faudrait sensibiliser d'avantage ces gens et le grand public au problème de la violence faite aux femmes et à leurs besoins.

33. Il existe évidemment de nombreuses façons d'assurer l'indépendance économique de la femme battue. Toutefois, si elle n'a aucune source indépendante de revenu, elle doit au moins recevoir le plus tôt possible et sans complications administratives, une aide financière temporaire pour assurer sa subsistance et celle de ses enfants. Cette aide serait maintenue jusqu'à ce que le conjoint accepte, sans menacer sa femme, de pourvoir à ses besoins ou jusqu'à ce qu'elle reçoive une aide de la société ou, mieux encore, jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de vivre par ses propres moyens ou de participer à un programme qui pourrait, plus tard, le lui permettre.

législatives sur l'agression dont l'objectif est d'assurer la paix des ménages, doivent toujours être appliquées dans les cas de femmes maltraitées. Deuxièmement, la femme et ses enfants doivent avoir un endroit où vivre, loin de l'agresseur et de préférence dans leur propre maison, sinon dans une résidence du voisinage.

Conclusions

Introduction

28. Il ressort de la présente étude que « le problème » de la violence faite aux femmes englobe, en fait, une multitude de problèmes connexes. Dans le système fédéral canadien, certaines des solutions envisagées relèvent soit de la compétence fédérale, soit de la compétence provinciale, tandis que d'autres relèvent des deux. Les institutions privées et les particuliers peuvent aussi contribuer grandement à modifier la situation actuelle. Le Comité reconnaît les limites de la compétence du Parlement. Aussi restreint-il ses recommandations d'une part aux domaines où celui-ci peut légiférer sans empiéter sur les pouvoirs des provinces et, d'autre part, aux questions qui, à son avis, devraient être discutées aux conférences fédérales-provinciales.

29. Néanmoins, en raison de la complexité du problème, ses recommandations lui sont dictées par sa conception des changements qu'il faudrait apporter à la situation actuelle et par l'attitude que devraient adopter les institutions canadiennes publiques et privées à l'endroit des femmes brutalisées et de leur agresseur. Nous savons fort bien que même si nos recommandations étaient appliquées, il restera encore beaucoup à faire. Parce qu'elles seraient incompréhensibles si nous n'enonçons pas les principes généraux dont elles s'inspirent et également parce que nous voulons que les Canadiens saisissent bien l'étendue et la gravité du problème, nous commençons par exposer ces principes; nous nous permettons aussi d'indiquer certaines de leurs conséquences sur des activités qui ne sont pas de compétence fédérale.

30. Le Comité respecte et réaffirme le droit de la famille à la vie privée. Toutefois, dans le cas des femmes maltraitées, la société est justifiée d'intervenir. Si elle s'en désintéressait, elle passerait outre à l'obligation fondamentale qui lui est faite de protéger la vie et la santé de ses membres. Nos institutions doivent intervenir de façon plus décisive qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici. Les buts à atteindre sont multiples et dépendent à la fois des besoins des victimes et de l'attitude de la société à l'égard des hommes qui maltraitent leur compagne.

Les besoins de la femme battue

31. A la lumière des témoignages éloquentes et probants que nous ont livrés tous les groupes qui ont comparu, nous concluons qu'une femme maltraitée doit d'abord et avant tout être protégée et qu'il faut lui donner l'occasion de s'affranchir de l'emprise de son conjoint et de subvenir à ses propres besoins.

32. Voici ce que nous entendons par protection. D'abord toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour empêcher l'agresseur de récidiver. Par conséquent, les dispositions

24. Les juges accordent moins d'importance aux cas des femmes battues qu'à d'autres actes criminels de même nature. Les juges de paix, dont c'est la fonction, hésitent souvent à porter des accusations sur le seul témoignage d'une femme brutalisée, bien qu'ils en aient le pouvoir. S'ils jugent le témoin suspect (par exemple s'ils supposent que la victime ment pour «se venger» de son mari), ils peuvent décider d'entendre d'autres témoins, souvent le dire à la victime. Certains juges refusent d'entendre une épouse maltraitée en l'absence d'un rapport de police, même s'il n'est pas légalement nécessaire qu'un tel rapport existe pour porter des accusations et même si, dans de nombreux cas, il n'y a pas de rapport parce que les agents de police n'ont pas enquêté sur l'affaire ou ne se sont pas donné la peine d'en rédiger un. Les procureurs de la Couronne auxquels sont confiés les cas de femmes battues sont souvent très mal renseignés. Saut dans les cas où la victime a été grièvement blessée, ils ne la verront et ne l'interrogeront qu'au moment du procès.

25. Les juges n'aiment pas imposer de lourdes peines d'emprisonnement aux hommes reconnus coupables d'avoir battu leur femme même lorsque les blessures subies sont assez graves pour nécessiter son hospitalisation ou entraîner sa mort; c'est-à-dire qu'ils hésitent à imposer le genre de sentences qu'ils imposeraient si l'agresseur n'était pas connu de sa victime.

26. En décrivant comment le système judiciaire pénal traite, d'une part, les maris qui battent leur épouse et d'autre part, leurs victimes, nous n'avons pas l'intention d'en faire la critique. Nous reconnaissons que la police, les juges de paix et les procureurs de la Couronne refusent d'agir parce qu'ils savent que des poursuites n'inciteraient probablement pas les maris violents à changer de comportement et ne protégeraient pas non plus leurs victimes. Nous comprenons que les juges refusent de condamner un mari violent à la prison lorsque rien ne permet de croire que l'incarcération l'amènera à ne plus battre sa compagne et que sa détention la priverait, elle et ses enfants, d'une source possible de revenu. Nous savons que pour une foule de raisons, les femmes battues refusent d'intenter des poursuites contre leur partenaire.

27. Toutefois, nous ne sommes pas convaincus que les choses ne puissent changer. Notre société n'a jamais vraiment aidé les femmes maltraitées à se libérer de leurs agresseurs sur les plans financier et affectif ni même à obtenir d'être protégées contre eux. (L'indépendance financière n'est pas, bien sûr, un problème unique aux femmes battues.) Il n'est pas surprenant que beaucoup d'entre elles ne puissent se résoudre à tenter des poursuites contre leur mari. En outre, notre société n'essaie guère de faire comprendre aux hommes violents que ce qu'ils font est mal. Ils ne sont pas toujours accusés lorsqu'ils battent leur femme; ils ont le droit de rester chez eux alors que leur conjointe doit essayer de se loger ailleurs; ils ont le droit de la harceler impunément et de voir leurs enfants sans avoir de compte à rendre à qui que ce soit. Ils ne sont obligés de suivre aucune forme de thérapie. (Evidemment, les recherches sur ce genre de traitements n'en sont qu'à leurs débuts tandis que le problème des femmes battues ne date pas d'hier.) Les écoles n'abordent jamais ce sujet et les institutions d'enseignement professionnel n'y accordent pas d'importance.

La femme battue et son agresseur face au droit pénal

19. Charles Baker, 42 ans, a été condamné hier soir pour avoir battu sa femme à mort à coups de pied et de poing. Mme Baker, une femme âgée de 41 ans, est décédée le 25 janvier 1981 des suites d'une querelle d'ivrogne avec son époux. Elle avait les côtes brisées, le pancréas éclaté et portait plusieurs ecchymoses à l'estomac, au bassin et sur les jambes. Accusé de meurtre au deuxième degré, M. Baker a plaidé non coupable devant le jury qui ne l'a condamné que pour homicide involontaire.

20. Le procureur de la Couronne, M. Thomas Smith, dans son réquisitoire, a demandé que l'accusé soit condamné à une peine de trois à cinq ans dans un pénitencier fédéral. «M. Baker était une menace constante qui s'est finalement concrétisée le 24 janvier», a-t-il rappelé au juge avant que la sentence ne soit prononcée. «La violence faite aux femmes est d'autant plus grave que les victimes ne peuvent se défendre» a dit maître Smith. «Le tribunal doit servir l'avertissement suivant: on ne peut battre les femmes en toute impunité...»

21. Lorsqu'il a prononcé la sentence, le juge de la Cour suprême de l'Ontario a déclaré que la peine maximale pour homicide involontaire était l'emprisonnement à vie et que l'accusé méritait probablement d'être jeté en prison. «Mais je sais que tout ce que je pourrais décider ne ramènera pas Mme Baker à la vie.» M. Baker a donc été condamné à deux ans moins un jour dans une institution correctionnelle provinciale. Le juge a recommandé d'envoyer l'accusé suivre un traitement pour alcooliques dans une institution spécialisée.

22. Les dispositions du Code criminel relatives aux voies de fait prévoient que quiconque frappe une personne sans son consentement ou même la menace de sévices est coupable d'un acte criminel. Le Code ne fait aucune exception pour les gens mariés ou intimement liés. Et pourtant, on fait bel et bien des exceptions pour ces gens-là dans la pratique. Les femmes battues ne sont pas traitées comme les autres victimes d'agressions. Les maris violents ne sont pas traités comme les autres personnes accusées d'actes criminels.

23. Partout au Canada, il est d'usage que la police filtre une bonne partie des appels qui lui sont adressés à l'occasion de scènes de ménage. Il semble qu'elle ait pour femme ni officielle ou officieuse, de ne pas arrêter les hommes accusés d'avoir battu leur femme ni même de les inculper à moins que la partenaire n'ait subi des blessures extrêmement graves. L'initiative d'interdire des poursuites revient à la personne qui est le moins en mesure de le faire, c'est-à-dire à une femme qui a été blessée, qui ne connaît presque rien de la procédure judiciaire et dont l'action en justice peut entraîner la condamnation d'un homme susceptible de la rechercher et de la battre encore.

mari. Bon nombre ne lui proposeront pas d'aller consulter des spécialistes ne sachant pas que de tels services existent. Ils n'agissent pas tous ainsi, bien sûr, et nous ne croyons pas non plus qu'ils soient de mauvaise foi. Cependant, les témoignages que nous avons entendus nous portent à croire que pareille attitude n'est pas inhabituelle et elle montre, en général, qu'on considère le problème des femmes battues non pas comme un problème qui nous concerne tous, mais comme une question personnelle qui doit se régler dans l'intimité entre l'agresseur et sa victime.

Les réfugiés se trouvent tous dans des agglomérations importantes. Les femmes battues et leurs enfants qui vivent à la campagne ou dans des régions éloignées ne peuvent avoir recours à des établissements analogues. Et si elles sont aidées, elles auront beaucoup plus à souffrir physiquement et affectivement que leurs consœurs citadines. Côté financier, les maisons de transition se trouvent dans une situation précaire. Le gouvernement fédéral se charge rarement du coût des immobilisations et d'acquisition du foyer. Le Régime d'assistance publique du Canada assure le partage égal des frais d'exploitation avec les gouvernements provinciaux, mais souvent les crédits ne sont pas accordés suffisamment à temps pour que le foyer puisse payer ses dépenses courantes et continuer à fonctionner. En outre, les fonds affectés aux dépenses d'exploitation permettent rarement d'assurer les services nécessaires aux enfants que ces foyers hébergent. Certains n'ont même pas d'argent pour leur acheter des jouets. Très peu d'entre eux offrent des services de consultation indispensables à des petits souvent traumatisés par des parents qu'ils risquent d'imiter une fois adultes.

16. On ne peut attendre des femmes battues qu'elles se reprennent immédiatement en main une fois qu'elles ont quitté leur foyer. Rares sont celles qui ne dépendent pas financièrement de leur mari. À quelques exceptions près, peu connaissent suffisamment leurs droits ou le marché du travail pour décider de leur avenir. De toute façon, elles ne sont pas en état de le faire. Il leur faut du temps pour se retrouver. Or, il n'y a actuellement qu'un seul genre de refuge au Canada qui puisse accueillir les femmes autrement qu'à court terme. (Qu'on appelle aussi «services d'hébergement de deuxième urgence»).

Bien-être social

17. Dans la plupart des provinces, les femmes battues ne peuvent compter sur les services de bien-être social qui ignorent leurs problèmes. Dans certaines d'entre elles, l'épouse maltraitée ne peut recevoir d'aide financière qu'une fois qu'elle a quitté son mari, même si c'est justement pour pouvoir le quitter qu'elle a besoin d'argent. Ces situations sont monnaie courante. Les femmes qui habitent à la campagne ou dans des régions isolées ont besoin d'argent pour se rendre à la ville la plus proche et pour subsister les premiers jours de leur arrivée. Bon nombre de municipalités qui sont chargées de gérer des fonds du bien-être social, n'accordent d'aide qu'à leurs résidents. Si toutes les municipalités possédaient un service d'aide aux femmes battues, cette exigence ne serait pas déraisonnable, mais ce n'est malheureusement pas le cas. En outre, l'admissibilité au bien-être est normalement fonction du revenu familial. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'une femme maltraitée qui vient à peine de quitter son mari reçoive une aide financière de lui tout de suite après son départ.

Attitude des employés spécialisés à l'endroit des femmes battues

18. Une femme battue qui décide d'aller chercher de l'aide à l'extérieur de sa famille et de son cercle d'amis devra exposer sa situation à des médecins, des employés d'hôpitaux, des travailleurs sociaux, des conseillers familiaux, des avocats, des juges de paix, des procureurs de la Couronne et des juges. La plupart de ces professionnels ne sont pas prêts à faire face à ce genre de problèmes et ne peuvent donc pas lui fournir l'aide dont elle a besoin. D'après les témoignages que nous avons entendus à ce sujet, certains ne demandent pas de renseignements sur les services qu'elle a subis (ou ne songent même pas à en demander); d'autres mettront en doute ce que dit la victime ou lui reprocheront d'avoir provoqué la colère de son

La maison de transition de Vancouver a accueilli 681 femmes et enfants en 1976 et en a refusé 774; elle en a accueilli 726 et refusé 778 en 1977; elle en a hébergé 688 et refusé 850 en 1978. Celle de Regina refuse 2,5 famille pour 6 familles qu'elle accepte. Une étude préliminaire sur les 33 réfugiés en activité en Ontario en 1981 (un refuge a fermé ses portes depuis) démontre qu'ils ont hébergé 10,332 femmes et enfants au cours des dix premiers mois de l'année et refusé environ 20,000. Le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition estime que les foyers reconnus au Québec n'accueillent que 12% des femmes et enfants du Québec qui ont besoin de leurs services. En 1981, le *Bryony House* de Halifax a hébergé 200 femmes et 291 enfants et a reçu pas moins de 500 appels de détresse.

15. Au moment de la rédaction de ce rapport, le Canada comptait environ 85 réfugiés, généralement appelés maisons «d'accueil» ou «de transition». Ces maisons sont souvent obligées de refuser plus de femmes et d'enfants qu'elles n'en accueillent.

Refuges et services d'hébergement de deuxième urgence

14. La femme battue l'est rarement une seule fois. Il faut la protéger davantage contre son agresseur, car elle ne l'est pas suffisamment à l'heure actuelle. Nous le répétons: les agents de police n'arrêtent habituellement pas l'agresseur. La femme battue peut toujours bien sûr le poursuivre, mais la justice, en fait, ne lui est pas d'un grand secours. Si elle décide d'interférer des poursuites au criminel ou encore de demander aux tribunaux civils de lui attribuer la possession du foyer familial ou d'interdire à son agresseur de s'en prendre à elle, celui-ci pourra toujours profiter de la lenteur de la procédure judiciaire pour continuer à la battre. Si elle réussit à porter l'affaire au criminel, la loi permet de remettre l'agresseur en liberté sous cautionnement jusqu'à la tenue de son procès. Si elle obtient des tribunaux civils une ordonnance contre son agresseur et si celui-ci ne la respecte pas, il ne sera pas arrêté et aucune mesure ne sera prise pour la protéger; elle devra engager d'autres poursuites. Pour se libérer de son agresseur, la femme doit quitter son foyer, c'est-à-dire perturber encore davantage sa vie et celle de ses enfants.

Les tribunaux

nous avons entendus, il en irait de même dans la plupart des villes canadiennes: alors que les policiers se rendent pratiquement toujours sur les lieux d'une effraction, rien n'assure qu'ils feront de même pour les appels concernant des querelles de ménage. Jusqu'à tout dernièrement, la formation et les pratiques courantes chez les policiers n'étaient pas orientées sur les besoins de la victime, et même s'ils donnaient suite effectivement à un appel de détresse, ils ne pouvaient pas faire grand-chose pour elle. Souvent, les agents de police ne connaissent ni l'existence ni l'emplacement des services susceptibles de lui venir en aide: refuge d'urgence où elle pourrait demeurer temporairement, aide juridique, services de consultation et services d'aide municipaux. Ils reçoivent d'ordinaire l'ordre de ne pas arrêter l'agresseur sauf s'ils le prennent sur le fait (ce qui est très rare), ou si les blessures sont tellement graves qu'elles nécessitent des points de suture. Ils n'ont pas le droit d'amener l'assailant et de laisser la femme (et les enfants) au foyer. Bref, faute de formation et à cause des pratiques actuelles, les agents peuvent tout au plus calmer l'agresseur dans l'espoir que les choses s'arrangeront.

Les besoins des femmes battues

10. Anne a laissé son mari parce qu'il l'a attaquée en 1980. Elle n'a pas cherché refuge chez des parents ou des amis de peur de mettre leur vie en danger, mais a demandé l'hospitalité au Women's Community House. Les menaces proférées par téléphone au personnel du foyer par son mari l'ont incitée à l'accuser de vol de fait. Un juge de paix a émis un mandat d'arrêt contre lui. A sa première comparution, le conjoint a affirmé avoir battu sa femme parce qu'il souffrait d'une dépression nerveuse. Il a, par la suite, été interné 30 jours pour examen à l'hôpital psychiatrique de London; durant cette période, sa famille a retiré de l'appartement du couple tous les meubles et les biens qui s'y trouvaient. Le conjoint a été inculpé de vol de fait simples et mis en probation pour un an (il a vu son agent de probation trois fois).

11. Béatrice attend depuis trois ans que sa demande en divorce soit entendue par les tribunaux. Elle tremble pour sa vie, voit régulièrement un psychiatre et prend des calmants. Elle interdit à ses deux enfants de jouer dehors la fin de semaine de peur que son mari ne les enlève. Celui-ci ne cesse de la harceler en passant en voiture près de chez elle, en entrant dans la maison et en se présentant à toutes ses activités sociales. Elle a été attaquée environ 250 fois avant de s'en séparer; depuis, il l'a menacée avec un fusil de chasse et a même tenté de l'étouffer. Devant l'incapacité du système judiciaire, elle croit qu'elle devrait se faire justice elle-même en tuant son mari.⁵

12. On ne connaît pas exactement les causes de la négligence ou de l'ignorance de la société à l'égard de la violence faite aux femmes, mais les témoignages entendus font la lumière sur tout ce qui en résulte pour elles. Ni la police ni les tribunaux ne protègent ces femmes. Règle générale, on ne leur offre même pas de refuge temporaire. Les lois sociales actuelles, la plupart du temps trop rigides, ne garantissent pas leur subsistance. Les travailleurs sociaux, les conseillers familiaux et les infirmières ne possèdent pas la formation nécessaire pour s'occuper d'elles. Quant à l'agression, la société ne la considère pas comme un acte mauvais et inacceptable. On invoque rarement la loi contre l'agresseur. Si par hasard il est poursuivi et reconnu coupable, il reçoit une sentence dérisoire. On traite plus longuement de ces aspects de la situation dans les paragraphes qui suivent.

La police

13. Une femme battue ne peut compter sur l'aide des corps policiers. Une étude menée à Vancouver en 1975 et 1976 révèle que la police de cette ville a donné suite à environ 53% des appels reçus portant sur des querelles entre homme et femme. Selon les témoignages que

9. Sans approfondir davantage la question, on ne peut tirer que de vagues conclusions sur les analogies entre la violence faite aux femmes et certaines formes de pornographie, mais ces analogies nous ont quand même influencés dans nos recommandations. Nous avons conclu que cette violence ne constitue pas un phénomène exceptionnel, mais qu'elle est intimement liée aux préjugés qui ont cours dans notre société, préjugés dont on a du mal à faire prendre conscience ou qui ont la vie particulièrement dure: l'utilisation et l'exercice de la force en tant qu'activité spécifiquement masculine et la soumission à la force en tant que réaction spécifiquement féminine.

ans au Canada, 10% des femmes qui vivent avec un homme sont brutalisées. La société ne devrait pas admettre pareil comportement, encore moins le tolérer.

6. Nous avons cherché à comprendre pourquoi certains hommes ont un comportement violent envers leur compagne. Nous avons découvert qu'on ne pouvait pas répondre d'emblée à cette question. Ces hommes sont normaux; ils ne souffrent apparemment d'aucune maladie mentale. Leur comportement violent n'est pas directement attribuable à la boisson: des hommes sobres battent leur femme; certains alcooliques ont appris à maîtriser leurs impulsions violentes malgré leur alcoolisme. D'après les témoignages que nous avons recueillis, il semblerait plutôt que la violence faite aux femmes soit imputable à un certain nombre de facteurs et de circonstances. En voici deux: dans un premier cas, un homme qui, pendant son enfance, a vu sa mère se faire battre, qui a été lui-même victime de mauvais traitements ou qui a été rejeté par ses parents aura davantage tendance à user de violence envers sa compagne; deuxièmement, les rôles traditionnels du mari et de la femme dans la relation conjugale incitent l'homme enclin à la violence à s'en prendre à sa femme plutôt qu'à quelqu'un d'autre. Il y a un monde entre le fait d'être maître chez soi, et le fait de s'y comporter en véritable tyran. Mais le pas est vite franchi lorsque le principe de la suprématie de l'homme s'impose dans les mentalités et dans la société.

7. Jusqu'à tout récemment, le problème des femmes battues n'a pas semblé suffisamment grave pour retenir l'attention du public. En fait, les témoignages que les victimes recueillis indiquent qu'il est passé trop souvent inaperçu des spécialistes que les femmes allaient consulter pour demander de l'aide. On fait porter bien sûr au dossier les dépressions, les ecchymoses, les membres brisés, mais on a minimisé ou carrément ignoré le drame personnel dont ils témoignaient:

Si une femme vient me voir avec des contusions, je lui en demande la cause. Si elle dit «Je suis tombée dans l'escalier», j'accepte son explication. Toutefois, à l'examen, je peux douter qu'elle ait vraiment subi ces contusions en tombant dans l'escalier. Quelqu'un peut l'avoir frappée. J'accepte l'histoire de la patiente. Nous n'avons ni le temps ni la formation pour nous occuper du motif de cette violence... C'est une affaire privée entre mari et femme.

8. Nous ne saurions expliquer pourquoi jusqu'ici le problème de la violence faite aux femmes a si peu retenu l'attention du public. Mais d'après les instances qui nous ont été faites et surtout après avoir vu le film «Ce n'est surtout pas l'amour», nous sommes devenus de plus en plus conscients d'autres activités sur lesquelles notre société ferme les yeux et qui s'apparentent, sous certains rapports, au problème des mauvais traitements infligés aux femmes. Ce qui nous a frappé le plus, c'est moins la violence en elle-même, mais l'identité particulière de celle qui en est la victime: la femme avec qui les agresseurs vivent et qu'ils prétendent aimer. Nous savons tous combien les scènes de violence à la télévision et au cinéma sont prises au sein de notre société, mais ce qu'on sait moins peut-être, c'est la fascination exercée par la violence ostensiblement associée à l'amour. Nous avons pu voir, par exemple, la photo d'une femme disparaissant dans un hachoir à viande qui a fait la première page d'un magazine pornographique ou bien le corps d'une femme nue sur lequel on a pratiqué d'autres formes de tortures qui sont couramment le thème central de certains films pornographiques. Ne nous y trompons pas: tout cela n'a absolument rien à voir avec l'amour et ne saurait en aucune façon être associé à des querelles d'amoureux.

Introduction

1. Elaine est séparée de son mari depuis deux ans. Après un incident survenu en 1979 au cours duquel il l'a brutalisée, puis a menacé de se suicider avec un couteau sous les yeux de leurs enfants, elle s'est réfugiée au Mission Services Family Apartments avec les deux plus jeunes. Elle a alors entrepris des démarches juridiques pour obtenir la garde des enfants, qui lui fut accordée à titre provisoire. Son mari s'est emparé des enfants à leur sortie de l'école, malgré l'ordonnance du tribunal. Elaine est restée sans nouvelle d'eux pendant trois semaines. Wantant les reprendre, elle s'est rendue à la maison de son mari qui l'a menacée et violée à plusieurs reprises.

2. A la dernière audience consacrée à la garde des enfants, le juge a ordonné que les deux époux soient examinés par un psychiatre afin de déterminer lequel était le plus apte à les garder. Pendant que le tribunal délibérait, le mari n'a pas cessé de téléphoner à ses enfants, les menaçant de se suicider s'ils ne lui revenaient pas. Après lecture des rapports des psychiatres, le juge a considéré, semble-t-il, que le mari était psychologiquement instable et que Elaine était incontestablement une bonne mère, mais il a néanmoins confié la garde au père, car autrement Elaine et les enfants auraient constamment risqué d'être brutalisés.

3. Elaine croit que son mari a des relations incestueuses depuis un certain temps avec leur fille de onze ans, et que cette situation n'a pas cessé. Les deux enfants sont terrifiés par leur père. La nouvelle amie du père a appelé la police alors qu'elle venait d'être battue après avoir surpris le mari de Elaine avec sa propre soeur, âgée de quinze ans.

4. Partager la vie de quelqu'un est parfois source de frustrations. Les nerfs sont tendus et sous le coup de la colère, la vaisselle peut voler dans toutes les directions et une giffle partir sans qu'on sache trop comment. Ces situations sont pénibles bien sûr, mais n'ont rien de surprenant en soi. On les tolère et on en rit d'une façon plus ou moins désabusée.

5. Nous avons découvert que battre sa femme, ce n'est ni la giffler ni lui lancer la vaisselle au visage; c'est l'étrangler, lui donner des coups de pieds et de poings, la mordre, l'agresser sexuellement, la menacer et la frapper avec le premier objet qui vous tombe sous la main. Cette forme d'agression n'est pas le fait d'un homme qui a eu une journée difficile ou dont le caractère bouillonnant explose après quelques verres de trop, mais de quelqu'un qui, au moindre prétexte, brutalise sa compagne. Nous nous sommes rendu compte que ce comportement est monnaie courante. Les témoignages présentés renferment nombre d'histoires semblables à celle que nous venons de raconter. Nous avons tout lieu de croire que tous les

RÉSUMÉ

..... *Le dossier Karen*

Renvois

Annexe I - Témoins

Annexe II - Mémoires reçus

Annexe III - Ministères et organismes fédéraux qui ont participé à
l'étude

TABLE DES MATIÈRES

paragraphe	1	Le dossier Elaine
------------	---	-------------------

INTRODUCTION 4

LES BESOINS DES FEMMES BATTUES

10	Le dossier Anne
11	Le dossier Béatrice
13	La police
14	Les tribunaux
15	Refuges et services d'hébergement de deuxième urgence
17	Bien-être social
18	Attitude des employés spécialisés à l'endroit des femmes battues

LA FEMME BATTUE ET SON AGRESSEUR FACE AU DROIT PÉNAL

19	Le dossier Charles Baker
----	--------------------------

CONCLUSIONS

28	Introduction
31	Les besoins de la femme battue
35	Attitude de la société envers les maris violents

RECOMMANDATIONS 40

Formation des agents de la G. R. C. (recommandations 1 à 4)
Financement des refuges (recommandations 5 à 9)
Traitement des maris violents (recommandation 10)
Recherche à long terme (recommandation 11)
Sensibilisation du public au problème de la violence faite aux femmes
(recommandations 12 à 14)
Droit familial - compétence des juges nommés par le fédéral
(recommandation 15)
Conférence fédérale-provinciale (recommandations 16 et 17)
Programme proposé (recommandation 17a à 17g)

INTERVENTION DES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX ET DES ORGANISMES PRIVÉS 41

42	La protection des femmes battues
45	Revenu d'urgence
46	Aide juridique
47	Information au public

faite aux femmes et, par là même, d'assurer une protection et une aide accrues aux victimes. Nous prions instamment le gouvernement de songer à appliquer les recommandations que nous formulons.

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales a l'honneur de présenter son

TROISIÈME RAPPORT

Le vendredi 13 février 1981, votre Comité a été saisi de l'ordre de renvoi suivant: Que le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales soit chargé d'examiner périodiquement les mesures prises pour empêcher la violence dans les familles et de ce qui précède, de se pencher tout particulièrement sur la question des femmes et des enfants battus et de proposer toute autre mesure, dans le même domaine, que le Comité peut juger utile.

La motion, proposée par l'honorable J. Robert Howie, a été approuvée à l'unanimité à la Chambre des communes, habilitant ainsi votre Comité à étudier le vaste sujet que constitue la violence faite aux femmes. Nous nous sommes délibérément limités au seul domaine de la violence faite aux femmes, c'est-à-dire le comportement violent qu'un homme a à l'égard d'une femme avec laquelle il a des liens affectifs et avec laquelle il vit ou a déjà vécu, que leur relation ait été ou non consacrée officiellement par le mariage.

Ce n'est pas par indifférence que nous avons exclu du champ de notre étude les mauvais traitements infligés aux enfants, aux vieillards ou aux maris, mais l'enfance maltraitée a fait l'objet dernièrement de deux rapports parlementaires, dont un par notre Comité.¹ Le sujet plus restreint que constituent les sévices sexuels contre les jeunes.² Par ailleurs, l'information disponible au Canada sur la violence faite aux personnes âgées en milieu familial ne permet pas au Comité d'en faire l'analyse ou de formuler des recommandations. On sait aussi qu'il existe des cas de maris battus, mais leur incidence n'a rien de comparable au problème des femmes brutalisées. Pour toutes ces raisons, nous nous sommes donc limités au seul domaine de la violence faite aux femmes.

Depuis le 25 janvier 1982, votre Comité a entendu maints témoignages de groupes et de représentants régionaux sur la violence faite aux femmes. (La liste des témoins figure à l'Annexe I.) Nous avons également été saisis d'une multitude de documents écrits provenant de divers groupes et particuliers (Annexe II) et nous avons convoqué des experts des ministères et organismes fédéraux (Annexe III). Nous tenons à exprimer nos plus vifs remerciements à tous ceux qui ont participé à la présente étude pour les renseignements et les précisions inestimables qu'ils nous ont fournis.

Nous avons été profondément bouleversés par les témoignages entendus. Nous espérons sincèrement que nos travaux permettront de mieux comprendre le problème de la violence

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Messieurs — Messrs.

Halliday
Hudecki
Killens (Mrs./^{me})
MacDonald (Miss/^{me})
Marceau
Neil
Schroder
Young—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Thursday, May 6, 1982:

Mr. Bloomfield replaced Mr. Savard;
Mr. Bossy replaced Mr. Frith;
Mr. Bockstael replaced Mr. Malépart;
Mr. Neil replaced Mr. Hawkes;
Miss Carney replaced Mr. Howie;
Mr. Freiz replaced Mr. Crombie.

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Berger
Blakie
Bloomfield
Bockstael
Bossy
Carney (Miss/^{me})
Dantzer
de Cornelle
Freiz
Gustafson

Le jeudi 6 mai 1982:

M. Bloomfield remplace M. Savard;
M. Bossy remplace M. Frith;
M. Bockstael remplace M. Malépart;
M. Neil remplace M. Hawkes;
M^{lle} Carney remplace M. Howie;
Mr. Freiz remplace M. Crombie.

Conformément à l'article 65(4)(b) du Règlement

Publié en conformité de l'autorité de l'Imprimeur de la Reine pour le Canada
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

nté, bien-être social et s affaires sociales

OCERNANT:

ête sur la violence au sein de la famille

RESPECTING:

Inquiry into violence in the family

INCLUDING:

The Third Report to the House
(Wife Battering)

oisième rapport à la Chambre
femmes battues)

nière session de la

e-deuxième législature, 1980-1981-1982

First Session of the

Thirty-second Parliament, 1980-81-82

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 35

Tuesday, May 11, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 35

Le mardi 11 mai 1982

Président: M. Marcel Roy

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Votes 1 and 5 under
CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

APPEARING:

The Honourable André Ouellet,
Minister of Consumer
and Corporate Affairs

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédits 1 et 5 sous la
rubrique CONSOMMATION ET CORPORATION

COMPARAÎT:

L'honorable André Ouellet,
Ministre de la Consommation
et des Corporations



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger	Gustafson
Blaikie	Halliday
de Corneille	Howie
Domm	Hudecki
Frith	Killens (Mrs./M ^{me})

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Lewis	Schroder
MacDonald (Miss/M ^{lle})	Scott (<i>Hamilton—</i> <i>Wentworth</i>)
Malépart	Skelly—(20)
Marceau	
McCauley	

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Friday, May 7, 1982:

Mr. Savard replaced Mr. Bloomfield;
Mr. Frith replaced Mr. Bossy;
Mr. Malépart replaced Mr. Bockstael;
Mr. Howie replaced Miss Carney;
Mr. Crombie replaced Mr. Fretz;
Mr. Hawkes replaced Mr. Neil;
Mrs. Mitchell replaced Mr. Young.

On Monday, May 10, 1982:

Mr. Skelly replaced Mrs. Mitchell;
Mr. Scott (*Hamilton—Wentworth*) replaced Mr. Dantzer.

On Tuesday, May 11, 1982:

Mr. McCauley replaced Mr. Savard;
Mr. Lewis replaced Mr. Hawkes;
Mr. Domm replaced Mr. Crombie.

Conformément à l'article 65(4)b du Règlement

Le vendredi 7 mai 1982:

M. Savard remplace M. Bloomfield;
M. Frith remplace M. Bossy;
M. Malépart remplace M. Bockstael;
M. Howie remplace M^{lle} Carney;
M. Crombie remplace M. Fretz;
M. Hawkes remplace M. Neil;
M^{me} Mitchell remplace M. Young.

Le lundi 10 mai 1982:

M. Skelly remplace M^{me} Mitchell;
M. Scott (*Hamilton—Wentworth*) remplace M. Dantzer.

Le mardi 11 mai 1982:

M. McCauley remplace M. Savard;
M. Lewis remplace M. Hawkes;
M. Domm remplace M. Crombie.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 11, 1982

(45)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:42 o'clock a.m., this day, the Chairman, Mr. Roy presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Blaikie, de Corneille, Frith, Miss MacDonald, Messrs. Marceau, McCauley, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*) and Skelly.

Appearing: The Honourable André Ouellet, Minister of Consumer and Corporate Affairs.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1983. (*See Minutes of Proceedings, Friday, April 2, 1982, Issue No. 31*).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1 and 5 under CONSUMER AFFAIRS.

The Minister made an opening statement and answered questions.

It was agreed,—That a document submitted by the Minister entitled, "Notes of Remarks on the Main Estimates 1982-83 by the Honourable André Ouellet", be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "SNTE-13"*).

It was agreed,—That a document submitted by the Minister entitled, "Canada's Metric Conversion Program, Current Issues", be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "SNTE-14"*).

At 11:02 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 11 MAI 1982

(45)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui, à 9h42, sous la présidence de M. Roy (président).

Membres du Comité présents: MM. Blaikie, de Corneille, Frith, M^{lle} MacDonald, MM. Marceau, McCauley, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*) et Skelly.

Comparent: L'honorable André Ouellet, ministre de la Consommation et des Corporations.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du vendredi 23 février 1982 portant sur le Budget principal des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (*Voir procès-verbal du vendredi 2 avril 1982, fascicule no 31*).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 1^{er} et 5, sous la rubrique CONSOMMATION.

Le ministre fait une déclaration préliminaire et répond aux questions.

Il est convenu,—Que la déclaration faite par le ministre, intitulée: «Notes pour une allocution sur le Budget principal 1982-1983 prononcée par l'honorable André Ouellet», soit jointe aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir appendice «SNTE-13»*).

Il est convenu,—Qu'un document soumis par le ministre, intitulé: «Programme canadien de conversion au système métrique, questions courantes», soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir appendice «SNTE-14»*).

A 11h02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Nino Travella

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Tuesday, May 11, 1982

• 0942

Le président: Messieurs, je vois que nous avons le quorum. Conformément à notre ordre de renvoi, nous étudions ce matin le Budget principal 1982-1983, soit les crédits 1 et 5 sous la rubrique Consommation et Corporations.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

A—Ministère

Crédit 1^{er}—Consommation et Corporations—Dépenses du programme.....\$94,142,000

B—Commission sur les pratiques restrictives du commerce

Crédit 5—Commission sur les pratiques restrictives du commerce—Dépenses du programme.....\$1,802,000

Le président: Le ministre est ici et il est accompagné de son sous-ministre et de d'autres hauts fonctionnaires qui sont là pour répondre aux questions des membres du Comité.

On aurait peut-être pu se limiter à un dialogue entre le critique de l'opposition officielle, M. Geoff Scott, et le ministre, parce qu'il y a très peu de gens de l'autre côté. De toute façon, le ministre et tout le personnel sont à la disposition des membres du Comité pour répondre aux questions concernant les crédits à l'étude.

Je donne maintenant la parole au ministre, s'il a un exposé d'ouverture à faire.

L'honorable André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, je voudrais d'abord signaler la présence de mon sous-ministre, M. George Post, ainsi que celle du directeur général des finances et de l'administration, M. Ross Murray, qui sont à la table ici avec moi.

Les sous-ministres adjoints, MM. Gagnon, Hunter et Robinson sont également ici, de même que le directeur du Centre de coordination pour le problème de la mousse d'urée formaldéhyde, M. Clark Lowry, et le directeur de la sécurité des produits, M. Jim Black. Il y a également M^{me} M. Wadsworth, directeur du Service aux consommateurs, M. Jon Church, le directeur, et M. Gérard Payette, le secrétaire de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce. Il y a finalement M. Bob Bruce qui est le directeur de la Division des mesures et des poids.

• 0945

J'ai ici quelques notes préliminaires qui situent les objectifs du Ministère et les buts que nous poursuivons. Je n'ai pas l'intention de les lire, car je ne voudrais pas prendre le temps du Comité ce matin. Je préfère laisser aux députés qui se sont fait un plaisir de participer à cette réunion la possibilité de me poser des questions.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le mardi 11 mai 1982

The Chairman: Gentlemen, we have a quorum. We are resuming consideration of our order of reference, the Main Estimates for 1982-83, Votes 1 and 5, under Consumer and Corporate Affairs.

CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

A—Department

Vote 1—Consumer and Corporate Affairs—Program Expenditures.....\$94,142,000

B—Restrictive Trade Practices Commission

Vote 5—Restrictive Trade Practices Commission—Program Expenditures.....\$1,802,000

The Chairman: The minister is here with his deputy minister and other officials who are here to answer your questions.

This may turn out to be a dialogue between the critic for the Official Opposition, Mr. Geoff Scott, and the minister, since there are very few opposition members present. In any case, the minister and his officials are available to Committee members for questioning on the votes under consideration.

I will now turn the floor over to the minister, who has an opening statement to make.

Hon. André Ouellet (Minister of Consumer and Corporate Affairs): I would first like to point out, Mr. Minister, that my deputy minister, Mr. George Post, and my director-general of finance and administration, Mr. Ross Murray, are here at the table with me.

Also with me are my assistant deputy ministers, Mr. Gagnon, Mr. Hunter and Mr. Robinson; the director of the urea formaldehyde foam co-ordination centre, Mr. Clark Lowry; the director of product security, Mr. Jim Black; Mrs. M. Wadsworth, director of consumer services; and Mr. Jon Church, director, and Mr. Gérard Payette, secretary of the Restricted Trade Practices Commission. I also have with me Mr. Bob Bruce, who is director of the weights and measures division.

I have here a few notes for opening remarks which outline the department's objectives and goals. I do not intend to read them, because I do not intend to take up the Committee's time. I prefer to let the members who are here, because they want to be here, ask their questions.

[Texte]

Je ne peux résister à la tentation de dire que si l'intérêt des partis est proportionnel à leur présence, il est évident que le parti gouvernemental, qui est représenté de façon écrasante ici, ce matin, comparativement au parti conservateur et au nouveau parti démocratique, témoigne d'un souci et d'un intérêt certainement plus grands pour le problème des consommateurs.

De toute façon, sans doute que tous les membres de ce Comité ont autre chose à faire et ont des bonnes raisons pour être absents, et je ne leur ferai pas un procès d'intention. Je dirai simplement que notre Ministère a su, au cours des années, et c'est encore reflété dans le budget que nous présentons cette année, maintenir des effectifs relativement modestes par rapport à la somme de travail que nous devons effectuer.

Il y aura pour le budget de 1982-1983 des effectifs de 2,345 années-personnes et un budget de quelque 103.1 millions de dollars. Ces chiffres correspondent en fait à une augmentation du personnel de moins de 1 p. 100, et l'augmentation prévue au budget, soit 10 millions de dollars, représente en réalité une baisse de 13 p. 100 par rapport à 1977-1978 si l'on tient compte de l'inflation.

Il est clair que mon Ministère doit assurer un très grand nombre de services qui sont offerts à la population, non seulement au niveau de l'aide aux compagnies par le Bureau des corporations, mais également au niveau de l'aide aux consommateurs par le Bureau de la consommation, et en particulier par le travail important de la Division des enquêtes sur les coalitions par le Bureau de la concurrence. Il s'agit là des trois grandes divisions et des trois ordres de responsabilité de mon Ministère.

Je prévois qu'au cours des prochains mois, nous serons particulièrement intéressés et préoccupés par la réforme de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Cette réforme figure en tête de liste des priorités du Ministère, et nous pouvons prévoir que ce projet de loi sera prioritaire lors de la prochaine session du Parlement canadien l'automne prochain.

Deux projets de loi retiennent présentement notre attention, et il est à souhaiter que d'ici à l'ajournement de l'été, ces deux projets de loi soient approuvés par le Parlement. L'un concerne la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et l'autre concerne la Loi régissant les sociétés canadiennes sans but lucratif. Ces deux projets sont devant le Parlement depuis longtemps. Ces deux projets constituent pour nous des objectifs importants à réaliser, compte tenu du fait que l'ensemble des personnes ou des organismes visés par ces deux projets de loi réclame depuis longtemps l'adoption de ces projets. Je n'ai qu'un commentaire à passer, et c'est le suivant.

Si le Parlement canadien, avec ses structures actuelles, ne réussit pas à approuver des projets de loi aussi peu controversés mais aussi utiles et essentiels, il faudra tirer des conclusions sur l'efficacité de notre système parlementaire.

• 0950

La Loi sur la faillite est devant le Parlement canadien sous une forme ou sous une autre depuis près de six, sept ans. Elle a été abondamment étudiée soit au Parlement, soit au Sénat et il est plus que temps de l'adopter. Je sais que le Congrès du

[Traduction]

I cannot resist the temptation to point out that if the interest shown by the parties is proportionate to their presence, it is obvious that the government party, which has an overwhelming majority over the Conservative and New Democratic parties, shows far greater concern for and interest in the problems of consumers.

In any case, I am sure that members of the Committee have other things to do and have good reason for being absent; I do not intend to pass judgment on them. I would simply point out that our department has managed, over the years, to carry its workload with a relatively modest number of employees. This is again reflected in our estimates for the current year.

The department's 1982-83 estimates provide for a total of 2,345 person-years and a budget of \$103.1 million. This represents a growth in personnel of less than 1 per cent and the \$10 million increase in our budget actually represents a decline of 13 per cent as compared to 1977-78, when inflation is taken into account.

Clearly, the department must provide a considerable number of services to the public. It provides assistance to corporations through the Bureau of Corporate Affairs and to consumers through the Bureau of Consumer Affairs. It also does important work through the Combines Investigation Division and the Bureau of Competition Policy. These are our three main operations and the three areas for which my department is responsible.

Over the next few months, our main priority will be reforming the Combines Investigation Act. We expect that this high priority legislation will be tabled in the next session of the Canadian Parliament, this fall.

Two other pieces of legislation are currently before the House and one would hope that they will be approved before the summer adjournment. One is the Bankruptcy and Solvency Act and the other is the Canada Non-Profit Corporations Act. These two pieces of legislation have been before Parliament for quite some time. We feel that they are extremely important, given the fact that most people and organizations who will be affected by them have been demanding action for some time. On this I have only one comment to make.

If the House of Commons, with its existing structures, does not manage to approve such uncontroversial but useful and essential legislation, we will be forced to draw certain conclusions about the efficiency of the parliamentary system.

The Bankruptcy Act has been before the Canadian Parliament in one form or another for six or seven years. It has been comprehensively examined by Parliament and by the Senate and it is time that it be passed. I know that the Canadian

[Text]

travail du Canada réclame cette loi avec urgence. Les différentes sociétés canadiennes réclament cette loi avec urgence et les provinces qui joueront un rôle plus important au sujet de l'application de cette loi réclament également que cette loi soit adoptée dans les plus brefs délais.

Quant à la proposée Loi régissant les sociétés canadiennes sans but lucratif, je n'ai que deux choses à dire: la première, c'est que je déplore amèrement la fausse interprétation que certains parlementaires canadiens ont donnée à un article, en particulier, de cette loi, en écrivant aux Eglises canadiennes pour littéralement les apeurer au sujet d'un article... Il m'apparaît incongru de procéder de la sorte quand on sait que cette loi est devant le Parlement depuis cinq ans, que non seulement elle a été étudiée et approuvée quasi mot pour mot, telle quelle, par le Sénat à deux reprises, mais qu'elle est exactement, mot pour mot, la même loi qui avait été proposée par mon prédécesseur à la Consommation et aux Corporations, le député Allan Lawrence. Et que des députés de son parti, du Parti conservateur, écrivent aux Eglises canadiennes pour leur dire qu'il y a dans cette loi quelque chose de pas correcte et qu'il y a un plan machiavélique de la part du gouvernement actuel pour brimer la responsabilité des Eglises... cela m'apparaît absolument inacceptable.

Je peux dire immédiatement à tous ceux et celles qui se sentiraient mal à l'aise avec cette loi que nous sommes prêts à apporter les modifications appropriées afin qu'il n'y ait pas de malentendu, afin que les Eglises canadiennes dorment en paix et continuent à faire leur travail. Et qu'on dise à ce député conservateur qui a commencé cette polémique qu'il n'a pas raison de s'énervier outre mesure, que nous allons clarifier la loi, s'il le faut. Si son collègue, M. Lawrence, ne l'avait pas clarifiée à ce moment-là, pour notre part, nous sommes prêts à le faire maintenant. Et nous espérons que ce projet de loi, demandé par toutes les associations canadiennes sans but lucratif les plus importantes depuis plusieurs années, sera enfin adopté par le Parlement.

Voilà, en bref, les remarques que je voulais faire. Il y a, évidemment, un sujet d'actualité, soit celui des problèmes rencontrés par les victimes de la mousse d'urée formaldéhyde. Le gouvernement canadien a déposé, hier, et a étudié en deuxième lecture un projet de loi qui vise essentiellement à permettre au gouvernement de payer une subvention aux victimes de ce produit; et qui, deuxièmement, nous permet, tel que les victimes elles-mêmes l'ont demandé, que ce paiement soit non taxable; et troisièmement, qui assure à ceux qui accepteront cet argent du gouvernement de conserver leur droit de poursuivre le gouvernement, s'ils le veulent.

Donc, ce projet de loi, dans son essence, vise essentiellement trois choses, trois choses réclamées, bien sûr, par les victimes. C'est un tout petit projet de loi; il n'a que quatre ou cinq articles. Tout le monde est conscient de ce qui se passe. Quand bien même qu'on voudrait refaire le procès de ceux ou de celles qui pourraient directement ou indirectement être responsables de ce qui s'est passé, cela ne changera pas le problème.

[Translation]

Labour Congress is demanding that it be approved as quickly as possible. A number of Canadian corporations are also demanding that it be passed and the provinces, who will play a greater role in the implementation of the act, are also demanding that it be approved as quickly as possible.

With respect to the Canada Non-Profit Corporations Act, I have only two comments. First, I bitterly deplore the false interpretation that certain federal members of Parliament have given to one section of the act. These people wrote to Canadian churches about that particular clause, literally trying to scare them! This does not make much sense, if you consider that the legislation has been before Parliament for five years. Not only has it been reviewed and approved word for word, as is, by the Senate on two occasions, but it is exactly the same legislation, word for word, that was tabled by my predecessor, Mr. Allan Lawrence. And yet members of his party, the Conservative Party, are writing to Canadian churches to tell them there is something wrong with the legislation and that it is part of a Machiavellian plot on the part of the government to limit the churches' responsibility. I find this absolutely unacceptable.

I can assure those who might feel uncomfortable with the legislation that we are prepared to make the appropriate amendments so that there will be no misunderstanding and so that Canadian churches will not lose any sleep and will be able to carry on with their work. I think that the Conservative member who triggered this polemic should be told that there is no reason to be upset; if necessary, we will clarify the bill. My colleague, Mr. Lawrence, did not clarify the bill when he tabled it, but we are prepared to do so. We hope that this legislation, which the largest Canadian non-profit associations have been demanding for years, will finally be approved by the Parliament.

Briefly, those are my remarks. There is another subject that we have been hearing a great deal about: the problem encountered by victims of urea-formaldehyde foam. Yesterday, the government tabled and gave second reading to a bill that will authorize government to pay compensation to the victims of this product. These amounts will be nontaxable, as the victims themselves have requested. Under the legislation, persons receiving government funds will retain the right to take the government to court if they so wish.

This legislation sets out to accomplish three things, three things demanded by the victims. It is a very short bill, containing only four or five clauses. Everyone is aware of the situation. Even if we were to go back and try to determine who may have been directly or indirectly responsible for what has happened, it would not do any good.

[Texte]

• 0955

Ce qui est important, c'est de regarder vers l'avenir, de voir ce que l'on peut faire pour aider les victimes. J'ai écouté, sagement, les discours qui ont été prononcés hier au Parlement; je déplore l'attitude du Parti conservateur qui nous a enligné trois orateurs qui nous ont lu des lettres qui étaient essentiellement, mot pour mot... On regardera le Hansard ce matin et on pourra le constater, trois orateurs, l'un après l'autre, ont répété mot pour mot la même chose. Ils ont relu les mêmes lettres. Je mets donc en doute le désir des conservateurs de vraiment vouloir aider les victimes de la mousse. C'est trop facile de faire de la politique avec cette question, d'autant plus qu'ils ont été au pouvoir pendant plusieurs mois et qu'ils n'ont absolument rien fait pour aider les victimes à ce moment-là.

La question a été posée au député de Kingston, je suis content qu'elle soit ici ce matin, on verra si elle a des meilleures réponses qu'hier soir, parce qu'hier soir, elle a vraiment failli à son examen. Si j'avais été professeur d'université et que j'avais eu à corriger son devoir, je lui aurais donné une très mauvaise note, parce qu'il est évident qu'elle n'a pas répondu à la question qui lui a été posée par le député Frith.

Il est clair qu'il faut aider les victimes de la mousse. On peut reconnaître que l'on devrait donner plus ou donner moins, dépendant du point de vue où l'on se place. Là n'est pas la question. Ce qui est essentiel, c'est que ce projet de loi soit approuvé afin de permettre au gouvernement de donner un montant qui est jugé, par les conservateurs, pas assez..., et par le NPD, pas assez non plus, mais qui est quand même un montant qui constitue dans son ensemble plus de 110 millions de dollars offert aux victimes de ce produit. Mais, ce n'est pas tout de donner de l'argent, c'est aussi l'occasion de s'assurer que ceux qui recevront cet argent seront exempts de taxe et, deuxièmement, qu'ils conserveront leur droit de poursuivre le gouvernement plus tard, s'ils le veulent. C'est cela l'essence de ce projet de loi et je ne vois pas pourquoi on a décidé, de la part des conservateurs, de prolonger indûment le débat. Le N.P.D. n'a mis qu'un orateur, les libéraux n'ont mis, après le proposeur, qu'un orateur. Nous aurions certainement pu voter ce projet hier soir et l'envoyer en comité pour étudier en détail les modalités du programme, la réglementation et approuver le projet de loi.

J'espère donc que le critique officiel du Parti conservateur dans cette matière s'engagera ce matin à faire passer avec célérité ce projet de loi et conviendra avec le Nouveau parti démocratique et nous d'un calendrier assurant la passation rapide de ce projet de loi afin de nous permettre d'envoyer des chèques dans les plus brefs délais aux victimes de la mousse d'urée formaldéhyde.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Je ne sais pas si vous allez avoir autant de succès que vous en avez eu lorsque votre voix s'est faite entendre dans les bureaux des députés. Je remarque que nous sommes maintenant plus nombreux à la réunion. Est-ce que vous auriez les notes de votre allocution d'ouverture de façon à ce que ceux qui sont arrivés en retard puissent avoir accès à ces renseignements?

[Traduction]

It is more important to look to the future and see what we can do to help the victims. I listened to the speeches that were made yesterday in the House; I deplore the attitude of the Conservative Party, which lined up three speakers who read us letters which were word for word... If you look at the *Hansard*, you will see that the three people who spoke, one after the other, repeated the same thing word for word. They reread the same letters. I would thus question the Conservatives' desire to truly help urea formaldehyde victims. It is all too easy to make a political issue out of this situation, even though they were in power for several months and did absolutely nothing to help the victims at that time.

The question was raised by the member for Kingston and I am pleased to see that she is here this morning. We will see whether she has better answers than she had last night, because last night, she did not pass the test. If I had been a university professor and had had to correct her homework, I would have given her very bad marks, because it is obvious she did not answer the question put to her by Mr. Frith.

Clearly, urea formaldehyde victims must be helped. Perhaps they should be given more, perhaps they should be given less, depending on your point of view. That is not the issue. The important thing is that the legislation be passed so that the government would be able to make these funds available. The Conservatives and the NDP do not think that the amount is adequate, although \$110 million will be given to the victims of this product. But we are not just giving out money, we are also ensuring that the amounts will be nontaxable and that those who receive them will retain their right to take the government to court if they so wish. That is the purpose of the legislation and I fail to see why the Conservative Party has decided to drag out the debate. Only one person spoke on behalf of the NDP, and only one on behalf of the Liberals, besides the mover. We could have passed the bill yesterday evening and referred it to committee for detailed consideration of the programs and regulations and for approval.

I hope that the Conservative critic will commit himself this morning to ensuring that the bill is passed as quickly as possible and will agree with the New Democratic Party and with us on a schedule that will make this possible so that we will be able to send out cheques to urea formaldehyde victims as soon as possible.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. I do not know whether you will be as successful in that endeavour as you were in convincing members to come to the meeting. I see that there are now more members present. Do you have written copies of your opening remarks for those who came in late, so that they will know what was said?

[Text]

M. Ouellet: Certainement. Avec votre permission, je demanderais à un adjoint de distribuer le document.

• 1000

Mr. Skelly: Mr. Chairman, we could move along to some of the questioning, because the minister's statements are part of the historical record and usually, again, kind of a non-event; the important questions are the ones we hope to reflect on the basis of what people out in the country and, indeed, in front of the minister's own constituency office are asking. So perhaps we could move ahead quickly, and maybe you could attach it to the appendix of the other transcript today.

Le président: Je suis entièrement d'accord, monsieur le député Skelly; nous allons commencer immédiatement les questions. C'était simplement pour aider les députés qui n'étaient pas ici au début et pour que l'information puisse être distribuée.

Monsieur Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman.

I am delighted that the minister has livened things up this morning with his usual partisan flair. I was worried for a moment and thought we would all have to just adjourn to my office for coffee and hold a private meeting.

As for his concern about interest in consumer issues, there is great interest, Mr. Minister—you will find most of them outside your constituency office in Montreal—on the urea-formaldehyde matter. That is what I would like to begin my questioning on.

You referred to the subsidy of up to \$5,000, in terms of the government's help to homeowners. Do you really, seriously, believe, Mr. Minister, that the \$5,000 will satisfy the homeowners, the people who are hurting, who are stuck with urea-formaldehyde foam, when all of us believe that, really, much more meaningful compensation by the federal government is mandatory?

Just let me comment on your suggestion that the Conservatives, being the Official Opposition, have not done anything to help the victims of urea-formaldehyde foam. Just give us a chance to form the government, and we will help. We have been faithfully attending across the country every single homeowners' meeting that it is physically possible to get to; we have been listening to the people; we have been bringing their concerns to the floor of the House of Commons and directly to you, sir. That is as much as the Official Opposition can do at this stage. We are putting forward what we feel are constructive recommendations on behalf of these people.

Again I would come back to the question. Do you really, seriously, believe that up to \$5,000 in these grants is going to be enough for the homeowners with urea-formaldehyde foam?

Mr. Ouellet: To answer the question, I do not think what is important is whether I believe or you believe that it is enough.

[Translation]

Mr. Ouellet: Certainly. With your permission, I will ask my assistant to distribute them.

M. Skelly: Monsieur le président, j'estime que nous pourrions passer aux questions, car en fait, le ministre n'a rien dit de valable jusqu'à présent. L'on aura par contre des questions importantes à poser, questions qui traduisent les préoccupations de la population. Je propose donc qu'on passe immédiatement aux questions et que le document en question soit annexé au compte rendu de la réunion.

The Chairman: I agree with you entirely, Mr. Skelly, and we will indeed start questioning right away. I simply wanted to help those Committee members who were not here at the beginning of the meeting and I was also trying to have the information distributed.

Mr. Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président.

Comme d'habitude, le ministre a injecté un peu d'animation avant la discussion, grâce à son attitude partisane. Je pensais que nous serions obligés de poursuivre la réunion dans mon bureau autour d'une tasse de café.

Je voudrais, si vous le permettez, commencer mes questions au sujet, justement, du problème de l'urée formol, question qui fait partie de l'intérêt qu'il semble porter aux problèmes des consommateurs.

Le ministre a mentionné un montant de \$5,000 que le gouvernement compte verser aux propriétaires. Pensez-vous, monsieur le ministre, que \$5,000 soit suffisant pour dédommager les personnes dont les maisons ont été isolées à la mousse d'urée formol et qui en subissent maintenant les conséquences? Nous sommes d'avis, pour notre part, que ces compensations devraient être bien plus importantes.

Vous prétendez que les conservateurs, en leur qualité d'opposition officielle, auraient dû faire davantage pour aider les victimes de la mousse d'urée formol. Laissez-nous prendre votre place, et vous verrez ce que nous ferons. Nous avons assisté à toutes les réunions de propriétaires à travers le pays dans toute la mesure du possible, bien entendu; nous avons écouté ce que les gens avaient à nous dire à ce sujet et en avons fait état à la Chambre des communes, ainsi qu'à vous-même, monsieur le ministre. C'est tout ce que l'opposition officielle peut faire en l'occurrence. Nous avons d'ailleurs fait ce que nous estimons être des recommandations constructives pour venir en aide à ces personnes.

Pensez-vous sérieusement que \$5,000 soit suffisant pour dédommager les propriétaires de maisons isolées à la mousse d'urée formol?

M. Ouellet: Il ne s'agit pas de savoir ce que vous ou moi pensons à ce sujet, mais plutôt ce que les experts ont à en dire.

[Texte]

What is important is what the experts are saying on this subject. I do not know if you qualify yourself as an expert, but I do not want to qualify myself as an expert. I prefer to rely on advice given to us by those who are in this field.

In this regard, we have been told by officials from the National Research Council, by people involved day to day with housing, and by officials of Canada Mortgage and Housing Corporation, that the vast majority of those affected by this product need remedial measures, corrective measures, to put their homes at a level of formaldehyde that is livable, that is acceptable, that does not constitute any danger. Therefore, the programs and the offer of up to \$5,000 of assistance is based on this information and these recommendations.

It is clear that, if you take as the prime conclusion that you have to remove the foam, the figure is changed. But it was said and repeated—and is still on record—by officials of the National Research Council that the removal of the foam is the measure of last resort and ought not to be the first objective, the first measure.

• 1005

Therefore, our program is based on this and, according to our data, the \$5000, and up to \$5000, assistance will cover probably close to 80 per cent of all of the cases. There are, indeed, some cases where it will cost more and that is why I was seeking the support of the provinces to do their share and add to the amount of money. That is why I was hoping the industry will recognize its responsibility and chip in money to help the victims. Obviously, I believe this \$5000 is sufficient to cover what we believe ought to be done in the vast majority of cases. There will obviously be exceptions where it would be more expensive and that we acknowledge. We have never said it would cover all of the costs.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Minister, you said you rely on the evidence of the experts. The expert advisory committee of the Department of National Health and Welfare, which first looked into the whole case of urea-formaldehyde foam, suggested that there is no safe level, no absolutely safe level of formaldehyde that people can live with in the home. They did admit that 0.1 parts per million was an arbitrary figure picked out of the air. I can go to some testimony here before the Board of Review.

In your speech yesterday on second reading on Bill C-109, you mentioned that the counsel for Consumer and Corporate Affairs was acting on the instructions of the department to present the case before the Board of Review and I would be interested in your comment in the summation of the case. I would be interested in your comment on one section, here:

It is for these reasons that we submit the question of whether a person's health problems are related to exposure to UFFI cannot be answered simply by reading of a formaldehyde level in the home. Apart from the inherent limitations of such readings, other factors leading to causal connection between health symptoms and UFFI are of more significance.

[Traduction]

Pour ma part, je ne m'estime pas expert en la matière, et je préfère donc me fier à ceux qui le sont.

Des fonctionnaires du Conseil national de recherches, des spécialistes du logement, et des fonctionnaires de la Société canadienne d'hypothèques et de logement font valoir que des travaux doivent être effectués dans la majorité des maisons isolées à la mousse d'urée formol, de façon à ce que la teneur en formaldéhyde ne dépasse pas les niveaux acceptables. Les subventions de \$5,000 ont été basées sur ces renseignements.

Ces chiffres devraient, bien entendu, être modifiés si l'on décidait qu'il faut, dans tous les cas, enlever complètement la mousse d'urée formol. Mais je le répète, d'après les spécialistes du Conseil national de recherches, la mousse ne doit être enlevée que si toutes les autres mesures n'ont pas donné satisfaction.

Par conséquent, notre programme se fonde là-dessus, et selon nos données, l'aide prévue, jusqu'à un maximum de \$5,000, devrait donc couvrir les frais dans 80 p. 100 des cas. Pour les cas plus coûteux, j'ai demandé aux provinces de se joindre à nous, de façon à pouvoir majorer cette aide. C'est aussi la raison pour laquelle j'espère que l'industrie assumera elle aussi ses responsabilités et nous aidera à dédommager les victimes. Donc, en principe, les \$5,000 devraient suffire dans la vaste majorité des cas. Il y aura bien entendu des exceptions, mais nous n'avons jamais prétendu que ce montant devrait couvrir la totalité des dépenses.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous venez de me dire, monsieur le ministre, que vous vous êtes basé sur le témoignage d'experts. Or, le comité consultatif du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social qui a été chargé d'examiner cette affaire de la mousse d'urée formol affirme qu'aucune teneur de formaldéhyde n'est en principe acceptable dans une maison. Le niveau de 0.1 partie par million n'était, d'après eux, qu'un chiffre arbitraire. Et je pourrais vous citer d'autres témoignages à cet effet.

Lors du discours que vous avez prononcé à l'occasion de la deuxième lecture du Bill C-109, vous avez précisé que le conseiller juridique du ministère de la Consommation et des Corporations agissait sur ordre du ministère en soumettant l'affaire à la commission de révision. Je voudrais savoir ce que vous pensez du résumé de l'affaire, présenté comme suit:

Il n'y a pas moyen de déterminer s'il existe un lien entre les problèmes de santé d'une personne et son exposition à la mousse d'urée formol simplement en mesurant la teneur de formaldéhyde dans la maison en question. Outre que les teneurs acides déterminées peuvent être prises sous toutes réserves, il existe d'autres facteurs de cause à effet entre la santé et la mousse d'urée formaldéhyde.

[Text]

In other words, on the one hand we have an expert advisory board saying there is no safe level of formaldehyde to live with in the home and on the other hand, your own counsel is saying you cannot determine whether there is going to be a health problem or not as a result of just a single reading, or even several readings.

It is a terribly serious problem. There are many people out there who can testify that they are sick as a result of this foam and they are telling us in great numbers—you mentioned three letters that were read into the record yesterday. There are 3,000 letters—

Miss MacDonald: That is right.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): —I can present right from my office alone which will testify that people are hurting out there and they are dissatisfied with the \$5,000.

Miss MacDonald: Their defence is allowed.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): So, you can argue with 80,000 to 100,000 heads of households, if you want, Mr. Minister, but they are dissatisfied with the \$5,000. I am asking you, is that the bottom line from the federal government's point of view, or will you meet the health problem, initially, faced by these homeowners and will you be coming up with more meaningful compensation?

Mr. Ouellet: Basically, there are two questions in this, Mr. Chairman. The first has to do with the health aspect and the second one has to do with the type of aid and the amount of aid that could be given.

On the health issue, I want to say that this government has moved ahead of any other country in banning this product. My department used the Hazardous Products Act to ban the product. The industry, in its own right, appealed the government decisions and a Board of Review was established. Officials of my department fought the case to retain the ban before the Board of Review. You are citing part of the argumentation presented by the lawyer of my department before the Board of Review to maintain the ban.

• 1010

It is clearly an indication of what we are doing to try to help the victims in establishing that some damage has been caused and that there is cause for litigation against those who produced this product. I am telling you that we are putting the ground for appropriate actions by the victims in the later stage.

What you do not seem to realize and appreciate—and this surprises me, because, in fact, any responsible opposition who aspires to become the government should understand this—is that in this regard there are thousands, if not millions, of products in the market that are not subject to law, that are not subject to approval by government, and that are there on a day-to-day basis that are coming into the market.

If we were to take your lines that the government ought to be responsible for these products because they are in the

[Translation]

Il y a donc, d'une part, un comité d'experts qui affirme qu'il n'existe pas de teneur de formaldéhyde qui soit acceptable du point de vue de la santé et, d'autre part, votre propre conseil, qui affirme que mesurer la teneur de formaldéhyde une fois, voire plusieurs fois, ne permet pas de prévoir si cela provoquera ou non des problèmes de santé.

C'est un problème très grave. De nombreuses personnes ont affirmé que la mousse d'urée formol les avait rendues malades. Nous avons reçu quelque 3,000 lettres à cet effet.

Mlle MacDonald: C'est exact.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je pourrais vous communiquer tout un tas de lettres de ce genre que j'ai reçues, lettres dans lesquelles ces personnes me disent que \$5,000 de compensation est insuffisant.

Mlle MacDonald: Nous avons pris leur défense.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous n'êtes peut-être pas d'accord, monsieur le ministre, avec 80,000 ou 100,000 chefs de famille; toujours est-il que ces personnes estiment que \$5,000 n'est pas suffisant. Est-ce le maximum que le gouvernement fédéral compte leur donner, compte tenu des problèmes de santé que cela leur a causés, ou avez-vous l'intention d'accorder des dédommagements plus importants à ces gens?

M. Ouellet: La question est double, monsieur le président. Il s'agit, d'une part, des problèmes de santé et, d'autre part, du montant du dédommagement.

Pour ce qui est des problèmes de santé, le gouvernement a été parmi les premiers pays au monde à interdire l'utilisation de ce produit, notamment en application de la Loi sur les produits dangereux. L'industrie a interjeté appel de cette décision et une commission de révision a été constituée. Des fonctionnaires du ministère ont plaidé devant cette commission afin de maintenir l'interdiction. Vous avez d'ailleurs cité une partie du plaidoyer de l'avocat du ministère visant à obtenir le maintien de l'interdiction.

Nous cherchons donc à aider les victimes en faisant établir par les tribunaux qu'elles ont subi des dommages et que les producteurs d'urée formol devraient être poursuivis en justice. Les poursuites devraient intervenir ultérieurement.

Or, vous ne semblez pas comprendre—ce qui est plutôt surprenant pour une opposition qui prétend gouverner le pays—qu'il existe des milliers, voire des millions, de produits dont la commercialisation ne doit pas être approuvée par le gouvernement, qui ne sont assujettis à aucune loi. Chaque jour, de nouveaux produits sont lancés sur le marché.

Si, comme vous le proposez, le gouvernement devait être responsable de tous les produits commercialisés et qui n'ont

[Texte]

market and they are not objectionable by government for one type of a program or another, well then you shift the responsibility from the manufacturers—the entrepreneurs—to the government. You are creating a precedent that, for a Conservative Party—a party who is supposed to advocate restraint on the one hand by government for government expenditures and on the other hand is advocating free enterprise and less and less government involvement in the marketplace—is a very significant shift on the part of your party in this regard.

Now perhaps you are alone within your party and you do not really belong to your party, but that is a fundamental question. Why should the government be asked to pay for the errors of the industry?

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Because you helped manufacture the stuff, Mr. Minister. The government—

Mr. Ouellet: And that is what you are asking.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): —helped manufacture.

Mr. Ouellet: And that is what you are asking, that the government pay for the errors of the industry.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, I will request another round with the minister on this later on.

The Chairman: Yes, I will put your name on the third round, because Miss MacDonald will be on the second round.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je constate que dans votre exposé d'ouverture, vous faites allusion aux services offerts par le ministère, et vous mentionnez que ces services sont payants. C'est un aspect que le public a tendance à oublier, et j'aimerais que vous me donniez des précisions sur cet aspect rémunérateur des services du ministère; quelle est leur proportion vis-à-vis de l'ensemble et quels genres de services sont payants à votre ministère?

M. Ouellet: Monsieur Marceau, il est vrai que les utilisateurs doivent payer pour certains travaux effectués par mon Ministère; en particulier, dans la section corporative, un certain nombre d'activités produisent des revenus.

Si on fait une analyse des prévisions des recettes pour la prochaine année, on se rend compte que près de la moitié de nos revenus viendront des droits pour demandes de brevets, pour les honoraires des agents des brevets, les droits de brevets imprimés, la recherche et tout le travail qui a trait à l'émission des brevets.

• 1015

Un autre élément, qui est générateur de revenus de quelque 5 millions de dollars, a trait aux lettres patentes des sociétés, aux droits pour les lettres patentes supplémentaires, et aux coûts connexes à l'émission des lettres patentes.

[Traduction]

pas été interdits au titre d'un programme quelconque, cela voudrait dire que ce serait le gouvernement, et non pas les fabricants, qui serait responsable. Pour un parti comme le vôtre, qui préconise moins d'ingérence de la part du gouvernement dans le marché et une réduction des dépenses de l'État, c'est là un changement majeur d'orientation.

Peut-être ne représentez-vous pas la majorité de votre parti. La question n'en reste pas moins de savoir pourquoi le gouvernement devrait payer pour les erreurs de l'industrie.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Parce que c'est le gouvernement qui a aidé à fabriquer ce produit, monsieur le ministre.

M. Ouellet: Qu'est-ce que vous exigez?

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous avez aidé à le fabriquer.

M. Ouellet: Vous voudriez donc que le gouvernement paie pour les erreurs de l'industrie.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, veuillez m'inscrire pour le deuxième tour.

Le président: Je vais vous inscrire pour un troisième tour, M^{lle} MacDonald étant inscrite pour le deuxième.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci.

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I read in your statement that the department's services are not free. The public has the tendency to forget this point and I would therefore ask you to give us further details on the way your department's services are to be paid for. Which of your services has to be paid for and what proportion of the total services do they represent?

Mr. Ouellet: It is quite true that users are supposed to pay for certain types of work made by the department, in particular, the corporate section where some of our activities generate revenue.

If you look at our revenue forecast for next year, you will see that almost half of them are generated from patent applications, from the salaries of patent agents, from royalties on printed patents and from the research and work made in connection with the issuance of patents.

Another factor which generates some \$5 million in revenue is company patents, royalties on additional patents, and costs related to issuing these patents.

[Text]

Des revenus importants, soit 2 millions et demi de dollars, viendront des droits pour les demandes d'enregistrement de marques de commerce, de droits d'annonces de cession, de droits d'enregistrement de différentes recettes des marques de commerce.

Ensuite, il y aura des revenus provenant de l'inspection de l'électricité et du gaz, et de l'inspection des poids et mesures, travaux effectués par nos inspecteurs pour s'assurer que les consommateurs soient pleinement protégés lorsqu'on leur envoie des comptes d'électricité ou de gaz, et pour s'assurer que lorsqu'ils vont acheter des aliments dans les différents magasins, ces aliments soient bien pesés et les mesures adéquates. Ces revenus, ensemble, représentent près de 3 millions de dollars.

Alors, globalement, le Ministère retire à peu près 28 millions de dollars, et ceci représente 27 p. 100 des prévisions budgétaires du Ministère.

M. Marceau: Monsieur le ministre, dans votre déclaration d'ouverture, lorsque vous parlez de votre ministère et que vous en exposez les aspects généraux, vous dites que le ministère

... a été créé dans le but de favoriser un système du marché efficace et efficient, au service de tous les Canadiens, par le regroupement de trois éléments qui sont la loi, l'économie et l'intérêt public.

Dans la situation actuelle, est-ce que les objectifs de votre ministère se trouvent compromis ou se trouvent affectés grandement par l'état de l'économie? Est-ce que c'est l'élément important de votre ministère? Dans la conjoncture actuelle, est-ce que cela vous oblige à prendre des décisions majeures? Quel est l'effet de la situation de l'économie en regard du comportement général de votre ministère?

M. Ouellet: Je suis très heureux de cette question, parce qu'il est évident que dans une période économique difficile, mon Ministère a probablement un rôle encore plus important à jouer. Dans une période difficile, les compagnies seront portées à être plus dures envers leurs clients, envers les consommateurs. Leur compréhension de la situation économique les amènera peut-être à tenter plus ou moins de se protéger, et de se protéger évidemment au détriment du consommateur. Par conséquent, nos inspecteurs ont un rôle beaucoup plus important à jouer dans cette période-ci difficile. Il faut s'assurer que personne ne tente d'abuser de la situation.

Deuxièmement, notre division de la concurrence doit être plus aux aguets que jamais, parce que c'est dans ces périodes difficiles que les efforts de concentration peuvent se faire, que les plus coriaces, les plus importants sur le marché, peuvent profiter de cette situation difficile afin de chasser du marché des compétiteurs embarrassants. Par conséquent, je dirais que plus la situation économique est difficile, plus une surveillance étroite du marché est essentielle.

• 1020

M. Marceau: Monsieur le ministre, concernant le projet de loi sur l'urée formaldéhyde, je pense que, même si officiellement certaines gens n'y voient que des côtés négatifs, il ne fait

[Translation]

A large amount of revenue, namely \$2.5 million, is received on royalties for applications to register trademarks, royalties on assignments, and royalties for registering various kinds of trademarks.

Then there is income from electricity and gas inspection, weights and measures inspection, inspection to ensure that consumers are fully protected when billed for electricity and gas, and to ensure that when they buy foodstuffs in various stores, these foodstuffs are accurately weighed and properly measured. All in all these revenues total close to \$3 million.

On the whole, the department receives close to \$28 million and this represents 27 per cent of the department's budget estimates.

Mr. Marceau: Mr. Minister, in your opening statement when you were talking about your department and dealing with general aspects, you stated that the department

... was created to foster an effective and efficient market system for the benefit of all Canadians, by bringing together three components: the law, the economy and the public interest.

Have your department's objectives been undermined or greatly affected by the current economic conditions? Is this a major factor in your department? In the current economic circumstances are you forced to make major revisions? What is the affect of the economic situation on the overall picture in your department?

Mr. Ouellet: I am very happy with your question, because it is obvious that in a period of difficult economic circumstances, my department probably has an even more important role to play. During difficult times, companies are inclined to be more severe with their clients and the consumers. Their concern about the economic situation probably leads them to try to protect themselves somewhat and obviously to protect themselves at the expense of the consumer. As a result, our inspectors have an even more important role to play in this difficult period. We must ensure that nobody attempts to abuse the situation.

Secondly, our Bureau of Competition Policy must be more on the alert than ever because it is during difficult periods when concerted attempts may be made by the toughest and largest competitors on the market to profit from the difficult situation and attempt to get their most annoying competitors off the market. As a result, I would say that the more difficult the economic situation, the greater the market supervision necessary.

Mr. Marceau: Mr. Minister, with respect to the urea formaldehyde bill, I think, even if some people on an official basis only see the negative side, that there is no doubt that this is a

[Texte]

pas de doute que c'est un geste positif dans la bonne direction. Et je voudrais vous assurer, pour ma part, que je suis disposé à collaborer avec vous dans l'intérêt de ceux qui sont pris avec ce problème plutôt que d'en faire une question politique. Je suis d'accord avec vous à ce sujet-là.

Maintenant, j'aimerais vous demander si vous envisagez des ajouts au projet de loi ou si le texte est définitif? Je voudrais vous mentionner certaines suggestions qui m'ont été faites par plusieurs personnes aux prises avec ce problème. Par exemple, elles seraient disposées à accepter le montant que vous voulez mettre à leur disposition, mais elles désireraient en faire un usage personnel, selon leurs propres moyens. Selon les objections que nous entendons assez fréquemment, c'est qu'un montant de \$5,000 maximum pourra peut-être suffire à des gens qui ont assez d'initiative pour faire le travail eux-mêmes et qui sont prêts à le faire. Mais, l'objection majeure, on nous dit..., on est obligé d'avoir des inspecteurs, on est obligé d'engager des personnes et la grande partie va servir à payer du personnel et cela ne résoudra pas le problème. Tandis que s'il y avait possibilité d'ajouter quelque chose dans la loi, d'une part vous donnez un montant et vous gardez les recours, ou d'autre part, vous offrez un montant hors cour ou à titre gracieux, comme on dit selon la formule légale, et vous dites aux gens, si cela vous convient, prenez-le, disposez-en à votre discrétion; maintenant, libérez-nous de toute responsabilité. Est-ce que cette option pourrait être envisagée à un certain moment?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Ouellet: Monsieur le président, je peux dès maintenant dire que cette option est non seulement envisagée, mais elle est retenue. Et nous laisserons aux citoyens qui veulent eux-mêmes effectuer des travaux, la possibilité de le faire. Il est évident que dans l'esprit du gouvernement, à ce moment-ci, nous voulons mettre en place un système d'information le plus adéquat et le plus complet possible afin d'éviter des erreurs qui pourraient être faites par des entrepreneurs ou par des particuliers.

Il est évident que les victimes de ce produit réclament de l'aide du gouvernement et veulent régler leur problème le plus rapidement possible. Il serait, à mon avis, irresponsable de leur donner seulement de l'argent et de ne pas leur donner en même temps l'information scientifique importante afin qu'ils réparent leurs maisons complètement. Et il est essentiel que la recherche scientifique qui a été faite au cours des derniers mois soit mise à la disposition des propriétaires, afin que ceux qui répareront leurs maisons ne viendront pas nous revoir dans six mois ou dans un an puis nous dire: on a réparé la maison, vous nous avez fait accroire qu'en faisant tels et tels travaux, cela irait bien; on se retrouve un an ou deux ans plus tard, puis le problème est toujours le même.

Alors, il y a là une responsabilité importante de notre part, je crois, de nous assurer que lorsque les travaux seront faits, ils seront faits en connaissance de cause et ce seront des travaux vraiment efficaces pour régler le problème de ces victimes.

[Traduction]

positive step in the right direction. And I would like to ensure you on my part that I am prepared to co-operate with you in the interest of those who are coping with this problem rather than making it a political issue. I agree with you on this matter.

Now, I would like to ask you if you plan to make additions to the bill or if the text is definitive. I would like to mention certain suggestions that have been made to me by several people with this problem. For example, they would be prepared to accept the sum that you want to place at their disposal, but they would like to be able to use it personally, according to their own needs. Some of the objections that we hear quite frequently are that a sum of \$5,000 maximum might be enough for people who have enough initiative to do the work themselves and are prepared to do so. But the major objection, we are told, is that they are obliged to have inspectors, to hire people, and the greater proportion will go to pay these people and this will not resolve the problem. Whereas, if there were the possibility of adding something to the bill, either you give a sum and you watch its use, or you offer a sum without charge and you say to people, "If you wish, take it and use it at your own discretion and discharge us of any responsibility." Might this option be planned at some point?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I can tell you that this option is not only planned but is in effect. And we will give people who want to do the work themselves the opportunity of doing so. It is obvious from the government's point of view at this time that we want to implement the fullest information system possible in order to obviate errors which might be made by contractors or individuals.

Obviously the victims of this product want government assistance and want to regulate the problem as quickly as possible. In my opinion it would be irresponsible to only give them money and not give them important scientific information at the same time so that they may repair their homes completely. And it is essential that the scientific research which has been carried out during recent months be made available to these homeowners so that the owners who repair their own homes do not come back to see us in six months or a year and say to us: "We repaired our house, you led us to believe that by doing such and such a job all would be well, and here we are a year or two years later and the problem is still the same."

So we have a major responsibility, in my opinion, to ensure that when this work is carried out people will know what they are doing and the work will in fact regulate the victims' problem.

[Text]

M. Marceau: Est-ce que la possibilité de poursuivre va demeurer ou si ce paiement-là va être fait d'une façon finale en libérant le gouvernement . . .

M. Ouellet: Dans le projet de loi, tel qu'il est rédigé, il y a un article qui, clairement, pour chaque personne qui recevra un montant du gouvernement canadien, lui garantit son droit de poursuivre le gouvernement, s'il le juge à propos.

Le président: Ce qui veut dire que lorsque le projet sera devant le Comité, monsieur Marceau, vous pourrez élaborer davantage sur ce sujet.

Monsieur Skelly.

• 1025

Mr. Skelly: Mr. Chairman. I just hope we have quite a few sessions with the minister. It sounds like it is going to be a while extracting information.

I would like, since this is an opportunity to share points of view on some of the things—and the minister did mention some of his concerns about pending legislation . . . For one thing, I am very pleased to see he is going to bring in the Combines Investigation Act in the fall. He was going to bring it in in the spring, and then he was going to bring it in last fall and he was going to bring it in last spring and he was going to bring it in the fall before that and the spring before that. Quite frankly, I think hell will be frozen over before we actually see that legislation. But we are still optimistic.

On the Bankruptcy Act, of course everybody is demanding that this legislation come in—and the CLC—but unfortunately you have a three-way split on the problem at this particular time. I am not aware of any move by yourself, as minister, to draw together the three parties to sit down and discuss the differences—including the CLC.

This, as you mentioned, has been hanging around for donkey's years, but I think the fault is as much yours as Parliament's for not trying to bring the three parties together to have a talk about their differences on how they are going to secure workers' wages. I think, if you were to do that, maybe we could find a way around this.

But it appears, unless there is an effective way of doing it, that legislation is going in for a long, rough ride in the House. Maybe if you were to bring the three parties together, we could sit down and at least find out where our differences are, rather than this crazy game we play of dancing around the House from one to the other so nobody really knows what is happening.

On the proposed Non-Profit Corporations Act: Again, as you point out, this legislation might find the skids greased if you were to clarify the three basic areas of concern. To some degree, I agree with you on the statement that, as far as I can determine, the issues seem to be somewhat artificial, but there is enough concern out there. People would like to know what the government's interpretation of this material is, especially

[Translation]

Mr. Marceau: Will the possibility of prosecution remain or will this payment be made in a final fashion freeing the government . . . ?

Mr. Ouellet: In the bill as it currently stands, there is a section which guarantees each person receiving a sum from the Canadian government the right to prosecute the government if he deems it appropriate.

The Chairman: This means that when the bill is before the Committee, Mr. Marceau, you will be able to discuss this matter at greater length.

Mr. Skelly.

M. Skelly: Monsieur le président, j'espère que nous aurons plusieurs séances avec le ministre. J'ai l'impression qu'il va nous falloir du temps pour nous faire informer.

Je voudrais, puisqu'il s'agit d'une possibilité de partager nos opinions sur certaines de ces questions—et le ministre a bien parlé de ses préoccupations touchant les projets de loi à venir . . . D'abord, je suis bien aise de voir qu'il va déposer un projet de loi sur les enquêtes en matière de coalition, cet automne. Il devait le déposer le printemps dernier, et encore à l'automne, et il devait nous le présenter le printemps dernier, et encore à l'automne précédent, et encore le printemps précédent. Bien franchement, je crois que cette loi sera remise aux calendes grecques et nous ne la verrons jamais. Mais nous restons optimistes.

Au sujet de la Loi sur la faillite, évidemment, tout le monde demande que cette loi soit adoptée, mais malheureusement, les trois partis s'opposent sur toute cette question à ce stade-ci. Je ne suis pas au courant de quelque initiative que ce soit, monsieur le ministre, que vous ayez prise pour faire réunir les trois partis, pour qu'on puisse discuter des différences, y compris le CTC.

Comme vous l'avez dit, cela traîne depuis une éternité, et je crois que c'est votre faute autant que celle du Parlement, du fait que vous n'avez pas essayé de réunir les trois partis, pour qu'ils puissent parler de leurs différends concernant la sécurité du revenu des travailleurs. Je crois que si vous faisiez cela, nous trouverions moyen de contourner ce problème.

Toutefois, il paraît qu'à moins de trouver un moyen efficace de faire cela, le projet de loi est destiné à être bien rudoyé à la Chambre. Peut-être que si vous teniez une réunion des trois partis, nous pourrions au moins nous asseoir pour chercher nos points de différence, plutôt que de jouer comme on le fait, d'une manière telle que personne ne sait au juste ce qui arrive.

Quant à la Loi sur les sociétés à but non lucratif, encore une fois, comme vous le faites valoir, l'étude de ce projet de loi pourrait bien aller plus vite s'il y avait moyen de tirer au clair les préoccupations principales des trois partis. Dans une certaine mesure, je suis d'accord avec vous lorsque vous dites que les points litigieux semblent quelque peu artificiels, mais il existe toutefois des craintes. Les gens voudraient savoir com-

[Texte]

from the universities' point of view. There are concerns there. Again, if you were to bring the groups together to have a bit of a discussion about this, we could move ahead on that particular piece of legislation rather than having the whole thing hanging in limbo.

The last concern is the UFFI legislation. As far as most of us are concerned, that can sit right there. I have had meetings with homeowners' organizations in five provinces now and their attitude is: Do not pass that bill until it is improved. I presume I am going to get the same reaction in the tour of eastern Canada. Those organizations have stated frankly that they are quite in favour of the bill sitting right there until the improvements go into it.

On the legislation, hopefully those are some suggestions that might help us get out of the dilemma, especially into some of the legislation that has been hanging around for a long time.

I just would like to spend my time this morning asking some questions that have been put to me. Hopefully, we can get some clear answers, because I would intend to send these transcripts out to homeowners, on the commitment that I would raise these questions on their behalf and that they would know right from your own statements what your attitude is.

The first one is this. In terms of officials and elected representatives in the various provinces, there is a feeling that there has not been adequate consultation. There is the question that, if the minister were prepared to call a federal-provincial conference on this matter, there is a possibility some type of national program . . . It may not be one where the provinces kick in any compensation but, certainly, it is not the kind with off-the-wall and accusatory statements are being made—maybe something positive.

I would ask the minister: Is the minister prepared to call a federal-provincial conference as soon as possible to sit down with all his counterparts and get their statements on the record and attempt to provide a consultation process and maybe come up with something?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Ouellet: Je voudrais rapidement dire que le calendrier de travail au sujet de la Loi sur la concurrence n'a pas changé beaucoup. Malgré tout ce que peut penser M. le député, il a été dit dès le début que le projet de loi sur la concurrence serait un des projets de loi prioritaires à la deuxième session du Parlement.

Mr. Skelly: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Skelly, on a point of order.

Mr. Skelly: Yes, I think the minister had an original statement about competition legislation and I think it is fair to

[Traduction]

ment le gouvernement interprète ces questions, surtout en ce qui concerne les attitudes des trois universités. Il y a là, certes, des préoccupations. Encore une fois, si vous vouliez faire réunir les trois groupes pour en discuter, vous pourriez faire avancer l'étude de ce projet de loi plutôt que de laisser traîner le tout.

La dernière préoccupation, c'est la loi sur l'indemnisation des victimes de la mousse d'urée formol. En ce qui concerne la majorité d'entre nous, c'est là un projet de loi qu'on peut mettre au rancart. J'ai tenu des réunions avec des groupes de propriétaires de maison dans cinq provinces, et je peux vous dire très simplement leur attitude: n'adoptez pas ce projet de loi avant qu'il soit amélioré. Je présume que la réaction sera la même lorsque nous aurons visité les provinces de l'Est. Ces organismes ont déclaré bien franchement qu'ils sont bien contents que le projet de loi soit remis, en attendant les améliorations qu'on y apportera.

Quant aux projets de loi, espérons que ces quelques suggestions pourront nous aider à sortir du pétrin, surtout pour ce qui est des projets qui traînent depuis longtemps.

Je voudrais passer mon temps de parole à vous poser certaines questions qu'on m'a déjà posées. Nous espérons pouvoir obtenir des réponses claires, car moi, j'ai l'intention d'envoyer la transcription de ces séances aux propriétaires en question, car je me suis engagé à poser des questions en leur nom, et ils devraient savoir, d'après vos déclarations, qu'elle est votre attitude.

La première question est celle-ci. Compte tenu du nombre de fonctionnaires et de représentants élus dans les diverses provinces, on a le sentiment que la consultation n'a pas été adéquate. On semble croire que si le ministre acceptait de convoquer une conférence fédérale-provinciale sur cette question, il serait possible qu'il y ait un programme national . . . Je ne parle pas d'une contribution provinciale pour couvrir une partie de l'indemnité, mais des déclarations de ce genre ne sont pas des condamnations catégoriques et arbitraires, et contiennent peut-être des éléments positifs.

Je voudrais demander ceci au ministre: est-ce que le ministre est prêt à convoquer une conférence fédérale-provinciale, dès que possible, qui lui permettrait de s'asseoir autour d'une table ronde avec ses homologues, afin d'écouter leurs déclarations et d'en prendre note? De là il résulterait un processus consultatif qui aboutirait peut-être à une solution.

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Ouellet: I can tell you very quickly that the timetable for the competition legislation has not changed very much. Whatever the honourable member may think, it has been stated from the outset that the competition legislation would be a priority matter in the second session of Parliament.

M. Skelly: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Skelly invoque le Règlement.

M. Skelly: Oui, je crois que le ministre avait fait une déclaration initiale concernant la Loi sur la concurrence, et je

[Text]

allow members around the table.... What I stated was actually a matter of public record and those were only my opening statements, but my question was on the federal-provincial conference. And I wonder if the minister might answer that.

• 1030

Mr. Ouellet: Well, I have no problem in answering him quickly. I am just telling him that we have not changed our schedule, that this bill is expected to be in the second session of this current Parliament and that is what will happen. You know the problem is that this session is dragging on, but there has been no change in this regard. As far as the bankruptcy legislation, I welcome his proposal and I will sit down with him in the near future to explain to him the consultations that took place in this regard and hopefully get his support.

As far as his question is concerned, the fundamental question of whether or not we should have a federal-provincial conference, is the agreement of the province to participate and to put in something at the table. I have had two federal-provincial conferences. One in 1980 and one in 1981, where the subject was discussed and where the cooperation of the province was sought. And I am going to attend another federal-provincial conference at the end of the summer. And I am quite certain that we will put on the agenda of this next federal-provincial conference, the questions of UFFI.

Now, I have stated all along that on humanitarian grounds, the two levels of government should offer direct aid to the victims. We have done so. We have said that we were ready to give up to \$5,000. The provinces have not come up with direct aid yet. If they are ready to do it, indeed I would welcome meetings where they will tell us that they are ready to do it.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I think then maybe we could get some agreement from the minister and until he has an opportunity to sit down and involve himself in fair consultations—that he stop haranguing the provinces, in the interests of getting a better relationship and developing a national program. So that we could expect the minister to stop haranguing the provinces until something in a concrete, coherent form is put on the table.

The second question I would have is important in terms of individuals. No matter what happens, there are people who are still living in homes with extremely high gas concentrations and where there are health problems. Now, I would ask the minister—it is going to take money to give these people, in some cases senior citizens and people without adequate income to move—is the minister prepared to put in place a relocation program to take those individuals that are identified and maybe sort this out later with the provinces? But is the minister prepared to become involved in a relocation program or organize and put in place a relocation program?

M. Ouellet: Monsieur le président, je pense que les télégrammes que j'ai envoyés à mes collègues provinciaux au sujet

[Translation]

crois qu'il est juste de permettre aux députés réunis autour de la table... Ce que j'ai dit a bien été versé au compte rendu, et ce n'était là que mes déclarations d'ouverture. La question que j'ai posée visait certainement la conférence fédérale-provinciale. Et je me demande si le ministre veut répondre.

M. Ouellet: Il n'y a pas de problème à lui répondre rapidement. Je suis en train de lui dire qu'on n'a pas changé l'échéancier, qu'on a l'intention de présenter ce projet pendant la deuxième session de ce Parlement, et on le fera. Vous savez que cette session traîne, mais il n'y a pas de changement. Quant à la législation sur la faillite, je suis content de sa proposition, et je vais lui expliquer dans un prochain avenir les consultations qui ont eu lieu à cet égard, et j'espère recevoir son appui.

Quant à sa question, la décision fondamentale d'avoir ou non une conférence fédérale-provinciale dépend du consentement de la province d'y participer et d'y apporter quelque chose. J'ai assisté à deux conférences fédérales-provinciales, l'une en 1980 et l'autre en 1981, et on y a discuté du sujet et on a cherché à obtenir la collaboration des provinces. J'irai à une autre conférence fédérale-provinciale à la fin de l'été. Et je suis certain qu'on va mettre la question de l'urée formol à l'ordre du jour de cette conférence fédérale-provinciale.

J'ai toujours dit que les deux niveaux de gouvernement devraient offrir de l'aide directe aux victimes, pour des raisons humanitaires. Nous l'avons fait. Nous avons dit que nous étions prêts à offrir jusqu'à \$5,000. Les provinces n'ont pas encore donné de l'aide directe. Si elles sont prêtes à le faire, je serais content d'avoir des réunions où elles nous diront qu'elles sont prêtes.

M. Skelly: Monsieur le président, je pense alors que le ministre devrait chercher à obtenir un accord, et que, jusqu'à ce qu'il ait eu la possibilité de discuter et de participer à de véritables consultations avec les provinces, il devrait cesser de critiquer les provinces, pour améliorer ses relations avec elles et élaborer un programme national. Que le ministre cesse de critiquer les provinces, jusqu'à ce que quelque chose de concret, de cohérent, soit mis sur la table.

Ma deuxième question est importante pour ce qui est des individus. Peu importe ce qui se passe, il y a des gens qui habitent des maisons où il y a des concentrations de gaz extrêmement fortes, et où il y a des problèmes de santé. Alors, je demande au ministre—parce qu'il va falloir donner de l'argent à ces gens, des personnes âgées et des gens trop démunis pour pouvoir déménager, dans certains cas—est-ce que le ministre est prêt à établir un programme de relogement pour ces personnes, quitte à régler le problème plus tard avec les provinces? Mais est-ce que le ministre est prêt à participer à un programme de relogement ou à organiser et mettre en place un programme de relogement?

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I think that the telegrams that I sent to my provincial colleagues with respect to the urea

[Texte]

du programme d'aide aux victimes de la mousse devraient être déposés devant le Comité. Je n'ai pas ces télégrammes ici, mais il me fera plaisir de vous en envoyer copie, et si vous le jugez opportun, ce document sera versé au dossier. Je ne suis pas d'accord avec l'honorable député qui dit que j'essaie d'ennuyer, d'attaquer les provinces. Au contraire, j'ai demandé leur appui, leur collaboration, et ce sont les provinces qui ne veulent pas s'impliquer dans ce dossier prétextant que le gouvernement canadien est responsable. Nous croyons depuis le début que le problème se situe au niveau de la pose de ce produit, et que le nombre excessif de permis émis par les provinces à de petits entrepreneurs qui se sont lancés dans le commerce de la pose de ce produit est à la base même du problème.

Mr. Skelly: On a point of order, Mr. Chairman—a point of order.

The Chairman: Mr. Skelly, I regret but your time is already expired and I have got some—

Mr. Skelly: But this is almost—on a point of order, you know—

The Chairman: On a point of order?

Mr. Skelly: The point is that you cannot get an answer out of the minister. The minister is presumably here to explain points in his program and Mr. Chairman, I think that your role in an impartial chairing of this committee would certainly be one in which you would encourage the minister to be forthright with members of this committee and not waste their time here. The minister—and if I may on this point of order ask your indulgence and support—the minister came to this meeting saying that Parliament does not work. I sympathize with him. But he has to recognize that he is the individual here who is sandbagging the efforts of this committee.

• 1035

I am very disappointed because, if he were not so, I guess, evasive in answering direct questions, it would be much more productive in this committee. There are other committees—and I would recommend that the minister attend some of them, such as Transport and Veterans Affairs—where the ministers come and really make efforts to inform members of the committee on issues. They are nowhere near as partisan and do not provide such lack of information.

So your support in getting the minister to provide direct answers to questions here on how homeowners can be helped would be greatly appreciated.

Le président: Je ne voudrais pas vous interrompre, mais je vous ai écouté faire votre représentation, et il semble qu'il s'agit plutôt d'un argument ou encore d'une façon différente d'interpréter les événements ou d'en arriver à des solutions. Vous prétendez que le ministre ne collabore pas avec les provinces. C'est une interprétation personnelle des faits.

Mr. Blaikie: Not co-operative with us, anyway.

Le président: Le ministre a exposé une façon qui est tout à fait différente de l'autre, mais cela devient un argument, et ce n'est pas au président de décider de quelle façon le ministre ou

[Traduction]

formaldehyde foam insulation program should be submitted to the Committee. I do not have those telegrams here, but I would be happy to send you a copy, and if you feel it is appropriate it could be placed on file. I do not agree with the honourable member when he says that I am trying to harangue the provinces. On the contrary, I have asked for their support and cooperation and it is the provinces who do not wish to become involved, claiming that the Canadian government is responsible. We have felt from the beginning that the problem lies with the installation of this product and that the excessive number of licenses issued by the provinces to small contractors who rushed into the business of installing this product is at the very base of the problem.

M. Skelly: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Skelly, je regrette, mais votre temps est déjà écoulé, et j'ai d'autres...

M. Skelly: Mais c'est à peu près... j'invoque le Règlement, vous savez...

Le président: Vous invoquez le Règlement?

M. Skelly: On ne peut pas recevoir une réponse du ministre. Le ministre est censé être ici pour expliquer des aspects de son programme. Monsieur le président, je pense que votre rôle, comme président impartial de ce Comité, est d'encourager le ministre à être franc et direct avec les membres de ce Comité et à ne pas leur faire perdre leur temps. Le ministre—et je demande votre indulgence et votre appui à ce sujet—le ministre est venu à cette réunion pour nous dire que le Parlement ne marche pas. Je le comprends. Mais il doit reconnaître que c'est lui, ici, qui nuit aux travaux du Comité.

Je suis très déçu, car s'il n'essayait pas d'échapper aux questions directes, le Comité pourrait mieux travailler. Il y a d'autres comités—et je recommande au ministre d'y assister, par exemple les Transports et les Anciens combattants—où les ministres témoignent et s'efforcent vraiment de renseigner les membres du comité sur les questions à l'étude. Ils ne sont pas aussi partisans, et fournissent beaucoup plus de renseignements.

Alors, on vous serait reconnaissant de bien vouloir demander au ministre de répondre directement aux questions concernant l'aide à fournir aux propriétaires de maisons.

The Chairman: I do not wish to interrupt you but I have heard you make your representation and it seems that it is more of a debate or of a different way of interpreting events or reaching solutions. You claim that the minister does not co-operate with the provinces. This is a personal interpretation of the facts.

M. Blaikie: Il ne collabore pas avec nous, en tout cas.

The Chairman: The minister has outlined his ideas in a way which is very different from others, but this becomes debatable and it is not up to the chairman to decide how the minister or

[Text]

le député va envisager la solution d'un problème. Vous avez fait votre représentation, le ministre a répondu à vos questions, et je suis maintenant obligé de donner la parole à M^{me} MacDonald.

M. Ouellet: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Si l'honorable député ne me posait qu'une courte question...

Miss MacDonald: This is my time.

M. Skelly: Mr. Chairman, on a point of order again—

M. Ouellet: Je regrette monsieur. Vous avez exposé le point de...

The Chairman: The minister, on a point of order.

M. Ouellet: Je veux dire à l'honorable député que s'il ne me posait qu'une courte question, il n'aurait qu'une courte réponse. Toutes ses questions ont été préfacées de longs préambules, avec une série d'insinuations malveillantes auxquelles je me dois de répondre.

The Chairman: I now recognize Miss MacDonald.

Miss MacDonald: I am glad for the hallelujah chorus on the other side.

I will put the minister to the test with regard to his short answers and direct responses.

On March 23, when we were studying Bill C-89, the minister responsible for housing was before us. A question was raised at that time on whether or not some amendment could be made to the National Housing Act to provide compensation or assistance for those persons who had urea-formaldehyde foam installed in their homes, who are not suffering health problems and who did not have high levels of gas proven, but whose houses, whose homes, were no longer saleable because of the installation of urea-formaldehyde foam; real-estate agents would not list them in their listings.

The question was raised with the minister responsible for housing whether or not the National Housing Act could be amended so that this condition could be met. In his response, Mr. Cosgrove, the minister for housing said:

The government has looked at that.

He means the changes to the National Housing Act.

There are three or four other pieces of legislation which we have studied and which we think would be more appropriate to suit that purpose.

When he was asked by the chairman of the committee, a Liberal, what those three or four other pieces of legislation would be that would meet this very difficult problem of people not being able to sell their homes now because of the installation of urea-formaldehyde foam, he said:

I am not the minister responsible for the program dealing with urea-formaldehyde foam. That is the Minister of Consumer and Corporate Affairs.

[Translation]

the member is going to solve a problem. You have made your representation, the minister has answered your questions and I am now obliged to give the floor to Miss MacDonald.

Mr. Ouellet: On a point of order, Mr. Chairman. If the honourable member wishes to ask a very short question...

Mlle MacDonald: C'est mon tour maintenant.

M. Skelly: Monsieur le président, j'invoque le Règlement encore une fois...

Mr. Ouellet: I regret, sir, you made a point of...

Le président: Le ministre invoque le Règlement.

Mr. Ouellet: I would like to tell the honourable member if he will ask me a short question he will have a short answer. All of his questions are prefaced with long preamble and with a series of malicious insinuations which it is my duty to answer.

Le président: Je donne la parole à M^{me} MacDonald.

Mlle MacDonald: Je suis contente de voir de la joie de l'autre côté.

Je vais mettre le ministre à l'épreuve au sujet de ses réponses courtes et directes.

Le 23 mars, quand on était en train d'étudier le projet de loi C-89, le ministre responsable du logement a comparu. On a alors soulevé la question de la possibilité de modifier la Loi nationale sur l'habitation pour dédommager ou aider les victimes de la mousse qui n'ont pas de problèmes de santé, qui n'avaient pas de fortes concentrations de gaz dans leur maison, mais dont les maisons n'étaient plus vendables à cause de cette mousse, c'est-à-dire que les agents immobiliers ne mettront pas ces maisons sur leurs listes.

On a demandé au ministre responsable du logement si on pouvait modifier la Loi nationale sur l'habitation pour répondre à cette condition. Dans sa réponse, M. Cosgrove, le ministre du logement, disait,

Le gouvernement l'a envisagé.

Il veut parler des changements à la Loi nationale sur l'habitation.

Il y a trois ou quatre autres possibilités s'offrant à nous en matière de législation. Nous les avons étudiées et les considérons plus appropriées à cette fin.

Quand le président du comité, un membre du parti libéral, a demandé quelles seraient ces trois ou quatre autres mesures législatives permettant de résoudre le problème des maisons non vendables à cause de la mousse d'urée formol, il a répondu:

Je ne suis pas titulaire du portefeuille dont relève le programme portant sur la mousse d'urée formol, ce programme relève du ministre de la Consommation et des Corporations.

[Texte]

So he directed us to ask the Minister of Consumer and Corporate Affairs what the three or four other pieces of legislation being studied by the government under the direction of the Minister of Consumer and Corporate Affairs would be that would meet the problem, which so many people now have, of trying to put their homes on the market or sell them with urea-formaldehyde foam installed in them. So, Mr. Minister, I am asking you, what are those three or four pieces of legislation that your colleague, the minister responsible for housing, said you were studying to help these many people out of a very difficult situation?

• 1040

Mr. Ouellet: There were three routes that could have been followed by the government: One was the Income Tax Act, one was the amendment to the National Housing Act and another one was the Hazardous Products Act. None of these avenues were retained for a simple reason: Those experts who looked at the inventory of houses came to the conclusion, following the extensive survey we had, that in reality the number of people who are directly affected is smaller than the paper and the publicity about it mention; that the problem with this home is not the insulation, the problem is the bad publicity about it.

It is not felt appropriate to use tax dollars to correct a situation that should not be corrected in the way in which we will have to correct the situation for those who have improper installations, or who are affected by it in terms of health problems. In other words, you are talking about those who have homes that have lost value, you are not talking about a home that is improperly insulated. Surveys taken indicate that the level of formaldehyde in this home is correct, it is not dangerous, that the people living in these homes are not affected. They are not sick in these homes. These people, because of the bad—

Miss MacDonald: If I could—

Mr. Ouellet: —publicity, have lost some value in their homes.

Miss MacDonald: The minister said he would provide short answers, if I gave him short questions.

Mr. Ouellet: Our program is to reassure the value of this home.

Miss MacDonald: Mr. Chairman—

The Chairman: Miss MacDonald, you are on the five-minute round. I have a lot of problems, because we have developed a lot of questions at the same time and it is difficult for the minister to give you all the answers on this questioning.

Miss MacDonald: I asked him one question, what the three or four pieces of legislation are. He came back and . . . The fact is that people are not able to get new mortgages. They are losing their homes because they cannot get mortgages with urea-formaldehyde foam installed.

[Traduction]

Alors, il nous a dit de demander au ministre de la Consommation et des Corporations quelles étaient les trois ou quatre autres mesures législatives qu'étudie le gouvernement, sous la direction du ministre de la Consommation et des Corporations, pour résoudre ce problème. C'est un problème dont beaucoup de gens sont victimes, c'est-à-dire essayer de mettre leurs maisons sur le marché, ou de les vendre avec la mousse d'urée formol. Pourriez-vous donc nous dire, monsieur le ministre, quels sont les trois ou quatre textes législatifs que vous pourriez invoquer, d'après votre collègue, le ministre chargé du logement, pour aider ces gens à se sortir de leurs difficultés?

M. Ouellet: Le gouvernement a trois choix: premièrement, invoquer la Loi de l'impôt sur le revenu, deuxièmement, modifier la Loi nationale sur l'habitation, et troisièmement, invoquer la Loi sur les produits dangereux. Aucune de ces trois solutions n'a été retenue, et ce, pour la raison suivante: les experts chargés d'examiner les maisons sont arrivés à la conclusion, après des études approfondies, que le nombre de personnes directement touchées était inférieur à ce que la publicité à ce sujet prétendait, et qu'en réalité, si ces maisons n'arrivaient pas à se vendre, ce n'est pas à cause du produit isolant, mais en raison de la mauvaise publicité dont elles avaient fait l'objet.

Il a été jugé inopportun d'accorder une aide financière, à même les recettes fiscales, à ces personnes, ainsi que cela se fait, notamment pour celles dont les maisons ont été mal isolées ou qui ont des ennuis de santé. Il s'agit en réalité des maisons dont la valeur a diminué, et non pas de celles où l'isolation a été mal faite. La teneur en formaldéhyde, dans ces maisons, n'est pas dangereuse et les personnes qui y vivent n'éprouvent pas d'ennuis de santé.

Mlle MacDonald: Si vous le permettez . . .

M. Ouellet: . . . mais leurs maisons ont perdu de leur valeur à cause de la mauvaise publicité.

Mlle MacDonald: Le ministre a promis d'être bref, à condition que mes questions soient brèves.

M. Ouellet: Notre objectif est de rassurer les propriétaires quant à la valeur de leurs maisons.

Mlle MacDonald: Monsieur le président . . .

Le président: En principe, vous disposez de cinq minutes de temps de parole, mademoiselle MacDonald. La difficulté, c'est qu'on pose plusieurs questions en même temps, si bien que le ministre a du mal à répondre à toutes.

Mlle MacDonald: J'ai simplement demandé au ministre quels étaient les trois ou quatre textes législatifs en question. Ce qui est certain, c'est que ces personnes n'arrivent pas à renouveler leur hypothèque. Elles sont ainsi dépossédées de leurs maisons, et ne parviennent pas à obtenir d'hypothèque à cause de la mousse d'urée formol.

[Text]

Mr. Ouellet: I would challenge the hon. member to give me the names of those who cannot get mortgages.

Miss MacDonald: I will be glad to send them to the minister. I do not have them here.

Mr. Ouellet: I would appreciate getting the names and the data, because CMHC has indicated that they will be guaranteeing these mortgages. They will, themselves, see the lending institutions to assure the renewal of mortgages. Therefore, if you have specific cases of people who are being denied the renewal of mortgages, come to me and I will gladly deal with these questions. Do not make—

Miss MacDonald: Why does the minister—

Mr. Ouellet:—general statements of this kind if you cannot substantiate them.

Miss MacDonald: Why is the minister able to go on at great length, Mr. Chairman? Why is the minister able to go on—

The Chairman: Thank you.

Miss MacDonald: Why is the minister able to go on—

The Chairman: Your time has already expired. I recognize Mr. de Corneille.

Miss MacDonald: On a point of order: Since the minister is able to talk on a point of order, I would like to know why the minister is able to go on at great length after you have rapped the gavel. He is still able to get on the record and you do not allow people to respond to him, as long as he somehow gets protected in his responses. The situation is different with people who are questioning.

The Chairman: Miss MacDonald, the chairman gave you your time and your time has already expired. If you are not satisfied with the minister's answer that it is up to you and it is not the chairman's responsibility. The chairman's responsibility is to share the time of all the members around the table. Even if you continue to argue same question, I think the responsibility of the chairman is now to give the role to the—

Mr. Skelly: On a point of order, Mr. Chairman. Just to follow this item up a little more, if I might.

The Chairman: Yes.

• 1045

Mr. Skelly: The only question I have is that obviously it is going to be a very long and painful process. The comments made by the previous speaker on the same point of order are very relevant and certainly follow on mine. Will the minister be at another meeting, and could you tell me when that meeting is? Undoubtedly we are going to be a long time at this, sir.

Le président: Si vous aviez été ici dès le début, j'ai mentionné que le ministre est censé venir témoigner à une autre réunion, tel que convenu à la réunion du Sous-comité du programme et de la procédure. Dans le rapport du Sous-comité

[Translation]

M. Ouellet: Le député pourrait-il me donner la liste de ces personnes qui ne parviennent pas à obtenir d'hypothèque?

Mlle MacDonald: Je n'ai pas cette liste sur moi, mais je ne manquerai pas de vous la faire parvenir.

M. Ouellet: J'aimerais bien voir cette liste, car la Société canadienne d'hypothèques et de logement a fait savoir qu'elle garantirait ces hypothèques. La société doit contacter les institutions de prêt, pour s'assurer que ces hypothèques sont bien renouvelées. Je vous demande donc de bien vouloir me soumettre les noms des personnes qui n'arrivent pas à faire renouveler leurs hypothèques, et je me chargerai de leurs cas.

Mlle MacDonald: Pourquoi le ministre . . .

M. Ouellet: Il ne faut pas faire de déclarations générales si vous n'avez pas les faits pour les étayer.

Mlle MacDonald: Comment se fait-il, monsieur le président, que le ministre prend toujours tellement de temps à répondre aux questions qu'on lui pose?

Le président: Merci.

Mlle MacDonald: Pourquoi permettez-vous au ministre de continuer?

Le président: Votre temps de parole est épuisé. Je donne la parole à M. de Corneille.

Mlle MacDonald: J'invoque le Règlement. Puisque le ministre, lui aussi, l'a invoqué, je voudrais savoir comment il se fait que le ministre continue de parler après que vous avez frappé un coup de marteau. Vous le laissez parler, mais vous ne permettez pas aux membres du Comité de lui répondre. Ce n'est pas équitable envers les membres du Comité qui posent des questions.

Le président: Mademoiselle MacDonald, votre temps de parole est expiré. Si la réponse du ministre ne vous satisfait pas, cela ne relève pas de la compétence du président. La tâche du président est de veiller à ce que tous les membres du Comité puissent avoir la parole. Je vais donc maintenant donner la parole à . . .

M. Skelly: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Au sujet de la même question.

Le président: Allez-y.

M. Skelly: Tout ce que je peux dire, c'est que cette affaire ne sera pas facile à régler. Je suis d'ailleurs tout à fait d'accord sur ce que vient de dire le député qui a eu la parole avant moi. Le ministre assistera-t-il à la prochaine réunion? Quelle en est d'ailleurs la date? Il semble que d'ores et déjà, cela n'avancera pas très vite.

The Chairman: If you had been here at the beginning, you would have heard me say that the Minister will come for another meeting, as agreed by the sub-committee on agenda and procedure. During the last sub-committee's meeting, it

[Texte]

qui a été adopté à une réunion précédente, il est mentionné que le ministre sera présent le vendredi 28 de mai, à 9h 30.

Mr. de Corneille: Mr. Chairman, on a point of order.

Le président: Monsieur de Corneille, vous avez la parole pour cinq minutes.

Mr. de Corneille: First on a point of order, before I get my five minutes. I think there is a problem when people are citing so-called points of order when they first undertake long partisan critical remarks, and then think with impunity they can simply raise a question which will then simply be answered. I think one piece of relevance belongs to another, and if it is not, they should not have made the comments in the first place. If they want to have short discussions and to-the-point discussions, and I suggest they are not points of order, to bring up these arguments and take up the time of the committee with such nonsense.

I would like to begin by—

The Chairman: Now your time is on.

Mr. de Corneille: Right. I would like to say that I, Mr. Minister, concur with your concern about delays. In terms of delays—perhaps it is the system, perhaps it is a willful distortion of the system—in passing bills like the Bankruptcy Act or things on charitable organizations or UFFI, one hears the comment made, as we have heard this morning, that people in the opposition seem to proceed on the philosophy that they have the right to prevent the government from governing by stonewalling or criticizing to prevent the passing of bills. It raises the question, really, and I can see why you would be concerned if you are trying to fulfil your role as a Minister of the Crown, whether the assumption is that the opposition can simply continually postpone or stall decisions on the basis of their presence in the House.

It would seem that the fundamental question that is raised is, is the House there to be a place where we use it as an obstruction or are they prepared to allow bills to be passed after reasonable criticism and after making their point clear, and then let the public decide at election time or in polls preceding the election, what will in fact be the fate of the government. Is it not up to the government to govern and then for the people to decide in the face of criticism, of course, but criticism that was made to criticize and not simply to prevent the government from governing. Perhaps, if the opposition wants to test the government it should be at the polls.

Miss MacDonald: Hear, hear! I agree.

The Chairman: Order.

Mr. de Corneille: Therefore to simply carry on in exhausting obstruction which prevents the government from passing its policies and laws, through exhausting obstruction of bell ringing, exhausting marathon debates, exhausting forms of whatever—

Some hon. Members: Point of order.

The Chairman: Order. Order.

[Traduction]

was agreed that the Minister would appear Friday, May 28, at 9:30 a.m.

Mr. de Corneille: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

The Chairman: You have the floor for five minutes, Mr. de Corneille.

Mr. de Corneille: Je vais commencer par mon rappel au Règlement. Cela semble être l'habitude de certains d'invoquer le Règlement pour se lancer dans de longues critiques partisans, après quoi ils s'attendent à ce qu'on leur réponde brièvement. Je prétends, moi, qu'il ne s'agit nullement d'un rappel au Règlement, qu'ils font simplement perdre du temps au Comité.

Je voudrais commencer par . . .

Le président: Vous venez d'entamer vos cinq minutes.

Mr. de Corneille: Parfait. Je suis tout à fait d'accord avec vous, monsieur le ministre, en ce qui concerne les retards à adopter certains bills. En effet, pour les projets de loi sur la faillite, les organisations à but non lucratif ou la mousse d'urée formol, l'opposition semble s'imaginer qu'elle a le droit d'empêcher le gouvernement d'agir en faisant de l'obstruction pour empêcher l'adoption d'un projet de loi. Je suppose que la question est de savoir si l'opposition a réellement le droit d'entraver la bonne marche de la Chambre simplement du fait qu'elle y siège.

La Chambre des communes existe-t-elle simplement pour lui permettre de faire de l'obstruction, ou bien l'opposition est-elle prête à adopter ces projets de loi après une discussion raisonnable et après avoir fait valoir son point de vue, laissant aux électeurs le soin de départager le gouvernement et l'opposition. Ce sera au peuple de décider si ces critiques étaient valables ou si elles visaient uniquement à empêcher le gouvernement de gouverner. C'est au moment des élections que l'opposition peut mettre le gouvernement sur la sellette.

Mlle MacDonald: Bravo!

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Mr. de Corneille: Il est inadmissible que l'opposition empêche le gouvernement d'agir en faisant de l'obstruction systématique, en organisant des débats marathons et en utilisant toutes sortes d'autres mesures dilatoires.

Des voix: Le Règlement.

Le président: A l'ordre.

[Text]

Mr. de Corneille: I am expressing my concern—

Mr. Blaikie: A point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: He was on a point of order, but—

Mr. Blaikie: No. He left his point of order, and then—

Mr. Skelly: He was wandering into the wilderness somewhere.

Mr. Blaikie: My point of order is, what the devil is going on here? Is this a committee on parliamentary reform, or is this one of these preambles that the member was condemning only about 5 minutes ago, and now he goes into a long preamble of his own.

The Chairman: You are completely right. I am just—

Mr. Blaikie: Presumably he has not had any response because it is just a bunch of—

The Chairman: I am just going to ask the member—

Miss MacDonald: Mr. Chairman, on another point of order.

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald: I would like to know whether or not—

The Chairman: He was on the subject today.

Miss MacDonald: Was this on his time?

The Chairman: I thought he was only on the point of order; that is why I had to hear what he mentioned. But now I have to call on the members—

Mr. Blaikie: Use up your last minute, go ahead.

Mr. de Corneille: Mr. Chairman, I think the point I was making is that the minister was expressing his concern about delay. Probably one of the most important things we could consider here is whether these bills such as the UFFI bill are going to pass or not.

• 1050

I am raising my concern about the whole approach to the subject because that is, in effect, the background to my question on this. I say also that we have already had many questions to the minister; I have questioned him at great length about UFFI in committee already, we have gone around this particular thing a lot, and I think that if we want to get on with the subject, it would really be nice if co-operation were made along the lines of governing and letting the government govern and criticizing it to make it critically constructive. That is my concern in this preamble.

I would like to ask the minister another question, which has to do with the matter relating to the metric system, which I have heard a great deal of concern about. Would the minister comment about where we are at in terms of metric conversion?

[Translation]

M. de Corneille: Je trouve cela très préoccupant.

M. Blaikie: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Allez-y.

M. Blaikie: Il s'est écarté de son rappel au Règlement.

M. Skelly: Il s'est complètement égaré.

M. Blaikie: Je voudrais bien savoir ce qui se passe ici. Ce Comité est-il chargé de la réforme parlementaire, ou bien le député s'est-il lancé dans un long préambule, ce qu'il vient de fustiger il y a cinq minutes à peine?

Le président: Vous avez parfaitement raison.

M. Blaikie: Personne ne lui a répondu, et pour cause.

Le président: J'allais justement demander au député...

Mlle MacDonald: J'invoque, moi aussi, le Règlement, monsieur le président.

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: Je voudrais savoir si oui ou non...

Le président: Il parlait de la question à l'ordre du jour.

Mlle MacDonald: Vous avez imputé son intervention à son temps de parole?

Le président: Je pensais qu'il s'agissait toujours du rappel au Règlement. C'est pourquoi j'ai écouté. Je signale maintenant à tous les membres du Comité...

M. Blaikie: Profitez donc de la dernière minute qui vous reste.

M. de Corneille: Le ministre s'est dit préoccupé de tous ces retards. Nous devrions maintenant adopter le plus rapidement possible le projet de loi sur la mousse d'urée formol.

Je vous parle de mes préoccupations sur l'approche globale de ce problème, car ma question porte là-dessus. J'aimerais également ajouter que j'ai déjà posé beaucoup de questions au ministre sur la MIUF, en comité. Nous avons beaucoup traité de ce problème, et à mon avis, nous ne pourrions réaliser de progrès quant à sa solution qu'en offrant notre entière collaboration. En d'autres termes, j'estime que nous devons laisser le Parlement faire son travail et ne faire que des critiques constructives. C'est donc le préambule de ma question.

J'aimerais poser une autre question au ministre au sujet du système métrique, qui semble faire l'objet de beaucoup de préoccupations. Le ministre pourrait-il nous faire état de la situation en ce qui concerne la conversion au système métrique?

[Texte]

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I want to say that I fully share the view of the hon. member, who is afraid that because of the situation in Parliament, legislations are seldom approved by Parliament. It would be very sad that this legislation about UFFI not be approved, because, as you know, people are eligible for compensation who have removed the foam even before we announced our program. There are about 364 homeowners who qualify and could be receiving cheques in the coming days, and we will not be in a position to reimburse these people until the legislation is passed.

In relation to metric conversion, I have a document that clearly spells out the program, the evolutions and the way the program is implemented, and I would like to table it with your consent, Mr. Chairman.

The Chairman: The problem, Mr. Minister, is that the metric system has not been referred to this committee; it has been referred to Finance, Trade and Economic Affairs. So it is difficult for us to accept this document.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): On a point of order, Mr. Chairman. It is our understanding that the Minister of Consumer and Corporate Affairs is the minister responsible for metric. It is very much a consumer issue, and if we want to raise the issue of metric conversion, we certainly can before this committee.

The Chairman: Yes, but at the opening of this meeting, I called Votes 1 and 5, Consumer and Corporate Affairs. But this vote on metric system is registered on the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs; it is not on this committee.

Agreed?

Mr. Ouellet: I am in your end, Mr. Chairman. Time is passing. I do not want to have a long answer, but with the consent of the members, if they want, I would table the document.

The Chairman: Sorry. The members agreed, but the question is not receivable on this committee, and I do not want to take the time of the members to drag the question dealing specifically with Vote 1 and Vote 5. I still have other names on the third round, Miss MacDonald and Mr. Skelly for the third round, and it is up to you to decide. If you want to, we will attach it as appendix.

Mr. Skelly: So.

Mr. de Corneille: I apologize for having thrown in something which was not relevant. I still feel—

The Chairman: But is it agreed that we attach this appendix or not?

Some hon. members: Agreed.

Mr. de Corneille: I apologize for having interjected something that was not relevant to the subject of this committee and—

[Traduction]

M. Ouellet: Monsieur le président, je partage entièrement l'opinion de l'honorable député, qui s'inquiète du fait qu'il semble assez rare que le Parlement adopte des projets de loi, vu la situation qui prévaut à l'heure actuelle. Il serait très regrettable que ce projet de loi sur la MIUF ne soit pas adopté, car, comme vous le savez, les personnes qui ont enlevé la mousse isolante avant même que nous n'annoncions notre programme sont admissibles à cette indemnisation. Il y a environ 364 propriétaires de maisons admissibles qui auraient pu toucher des chèques dans les prochains jours. Mais nous ne pouvons pas rembourser ces personnes avant que le projet de loi ne soit adopté.

Pour ce qui est de la conversion au système métrique, j'ai un document qui explique très bien notre programme, son évolution et sa mise en oeuvre. Avec votre permission, monsieur le président, j'aimerais le déposer.

Le président: Mais il y a un problème, monsieur le ministre. La question du système métrique n'a pas été renvoyée à ce Comité, mais bien au Comité des finances, du commerce et des questions économiques. Nous pouvons donc difficilement accepter ce document.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Un rappel au Règlement, monsieur le président. Le ministre de la Consommation et des Corporations est, je crois, responsable du système métrique. A mon avis, comme la conversion au système métrique touche directement les consommateurs, nous devrions pouvoir soulever cette question au Comité.

Le président: C'est exact, mais au début de la séance, j'ai dit que nous poursuivions notre étude des crédits 1^{er} et 5, sous la rubrique Consommation et Corporations. Le crédit concernant le système métrique relève du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

D'accord?

M. Ouellet: Je suis d'accord avec vous, monsieur le président. La séance tire à sa fin. Je ne voudrais pas vous donner une réponse trop longue, mais si les membres du Comité sont d'accord, je peux déposer le document en question.

Le président: Excusez-moi, les membres du Comité sont d'accord, mais cette question n'est pas recevable à ce Comité. Je ne veux pas gaspiller le temps des membres, qui doivent se pencher sur les crédits 1^{er} et 5. J'ai encore des noms sur ma liste pour le troisième tour, dont M^{lle} MacDonald et M. Skelly. Nous pouvons toujours annexer ce document en appendice à notre compte rendu d'aujourd'hui, si c'est ce que vous voulez.

M. Skelly: D'accord.

M. de Corneille: Je m'excuse d'avoir soulevé une question qui n'est pas pertinente. Mais j'estime cependant...

Le président: Sommes-nous convenus d'annexer ce document en appendice ou non?

Des voix: D'accord.

M. de Corneille: Je m'excuse d'avoir soulevé une question qui n'est pas pertinente au sujet dont doit traiter ce Comité, et...

[Text]

The Chairman: Yes, but your time is already over. Thank you.

Madam MacDonald, on the third round.

Mr. Scott, excuse me. Sorry, Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Well, Mr. Chairman, I will be very brief and to the point. In using up part of my last three or four minutes, I just want to state that I cannot let the minister get away with the statement he made in my last round, which, in effect, says that the government is blameless in the responsibility for this urea-formaldehyde foam crisis, when the government itself had participated in the production, in the manufacture, of urea-formaldehyde foam. I maintain that the government had a vested interest in this UFFI issue through Rapco which was a subsidiary of a Crown corporation, the Canada Development Corporation, and I feel that because of the government's direct involvement in the manufacture and in the promotion of urea-formaldehyde foam the government is not blameless; on the contrary, the government must assume the lion's share of responsibility for the urea-formaldehyde foam crisis.

• 1055

Mr. Chairman, do I take from your earlier remarks that we are not allowed to introduce the metric question in this committee?

The Chairman: No, it is not under Votes 1 and 5; it has been referred to Finance and Economic Affairs.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): We will come back to that issue at an appropriate time.

Mr. Ouellet: May I answer the question?

The Chairman: Yes, but on the first question.

Mr. Ouellet: I would like to say that clearly the involvement of the government via a corporation which is totally at arm's length with the government is a far-fetched argument. I want to remind the hon. member of statements made by his colleagues when they were in government.

Je me reporte à une émission *Market Place*, du 18 novembre 1979, où le commentateur, M. Paul, qui faisait état des problèmes occasionnés aux victimes de la mousse, disait ceci:

Vu les inquiétudes du Dr Anderson et des victimes, je suis allé cette semaine à Ottawa montrer notre rapport à deux ministres fédéraux, le ministre de la Consommation et des Corporations, qui est le député Allan Lawrence, et le ministre de la Santé, qui est le député Crombie.

Le député Lawrence, qui était à ce moment-là le ministre de la Consommation et des Corporations, m'a dit que la mousse étant mélangée sur place, cette question relevait des autorités municipales et provinciales qui délivrent les permis et contrôlent l'installation.

[Translation]

Le président: Très bien, mais votre temps est expiré. Merci.

Madame MacDonald, pour le troisième tour.

Monsieur Scott, plutôt. Pardon.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Eh bien, monsieur le président, je serai bref et direct. Je vais me servir d'une partie de mes trois ou quatre dernières minutes pour dire que je ne suis absolument pas d'accord sur ce que le ministre a dit lors de mon dernier tour, à savoir que le gouvernement n'est absolument pas responsable de cette crise au sujet de la MIUF, alors que le gouvernement a joué un rôle direct dans la production et la fabrication de cette mousse. Je soutiens que le gouvernement était directement impliqué dans cette affaire de la MIUF par le truchement de la Société Rapco, une filiale d'une société de la Couronne, la Société de développement du Canada. J'estime donc que le gouvernement, ayant été impliqué directement dans la fabrication et la promotion de la MIUF, n'est pas exempt de blâme. Au contraire, j'estime que le gouvernement doit assumer la grosse part de la responsabilité à l'égard du problème de la MIUF.

Monsieur le président, dois-je conclure, d'après vos remarques, que nous n'avons pas le droit de soulever la question du système métrique à ce Comité?

Le président: C'est exact, car cette question n'entre pas dans les crédits 1^{er} et 5 et, qui plus est, elle a été renvoyée au Comité des finances et des questions économiques.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Nous reviendrons donc à cette question en temps opportun.

M. Ouellet: Puis-je répondre à la question?

Le président: Oui, mais seulement à la première partie de la question.

M. Ouellet: J'aimerais tout simplement dire que, à mon avis, vous faites preuve d'une fort mauvaise foi en insinuant que le gouvernement était impliqué dans cette affaire par le truchement d'une société qui ne relève pas de sa compétence. L'honorable député devrait se reporter à certaines déclarations faites par ses collègues au moment où son parti était au pouvoir.

I would like to remind you of the "Market Place" broadcast of November 18, 1979 when the commentator, Mr. Paul, made the following statement on the problems of the victims of UFFI:

In view of the concerns raised by Dr. Anderson and the victims of UFFI, I went to Ottawa last week to show our report to two federal ministers, the Minister of Consumer and Corporate Affairs, Mr. Allan Lawrence, and the Minister of Health, Mr. Crombie.

The honourable Mr. Lawrence, who was the then Minister of Consumer and Corporate Affairs, told me that since the foam was produced locally, this matter was the responsibility of the municipal and provincial authorities which are

[Texte]

Voilà la réponse de l'ancien ministre de la Consommation et des Corporations à ce sujet.

Deuxièmement, le ministre de la Santé et du Bien-être social, le député de Rosedale, M. Crombie, a répondu à M. Paul, qu'en cas de problèmes, il fallait d'abord consulter son médecin puis informer son ministère des résultats.

Voilà ce que les deux anciens ministres conservateurs ont fait au sujet de cette question. Il est évident que la responsabilité gouvernementale n'est pas liée au produit. Ce sont les fabricants de ce produit qui ont la première responsabilité. Le gouvernement canadien a accepté d'aider les victimes sur une base humanitaire. Nous donnons des tests gratuits pour établir le niveau des dangers dans les maisons, et nous offrons de l'argent pour faire des travaux appropriés pour remettre la maison dans un état habitable et sécuritaire.

Voilà ce que l'on fait, et n'essayez pas de faire un procès du passé. Ce qui est important, c'est de s'occuper des victimes aujourd'hui et dans les prochains jours et dans les prochaines semaines pour régler cette question. La responsabilité, on en discutera devant les tribunaux et elle sera établie en temps et lieu.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, may I just make one brief comment on what the minister has said?

The Chairman: Very brief because the time is already over and there is another committee waiting for the room. I think that your comments should be kept until the minister is called for another session. At that time I will recognize you as the first name on the list.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Yes, of course, we want the minister back here.

Mr. Skelly: Could you run over the speakers' list for the next session?

The Chairman: I will take the names at the next meeting; the first to arrive, the first recognized, that is the procedure.

Mr. Blaikie: On a point of order, do you mean to tell me, Mr. Chairman, that this meeting is over? Is that what you are telling me?

The Chairman: No, no. I have another announcement to make before the meeting is over.

Mr. Blaikie: Before the meeting is over—oh, that is cute.

The Chairman: I would just mention that another committee is waiting for the room, that is the only thing.

Mr. Blaikie: Why can we not go on asking question of the minister? Do you mean you only scheduled the meeting for an hour and a half?

[Traduction]

responsible for the issuing of licenses and the control of the installation.

That was the answer given by the former minister of Consumer and Corporate Affairs.

Secondly, the Minister of Health and Social Welfare, the member for Rosedale, Mr. Crombie, told Mr. Paul that should any problems arise, they should first be brought to the attention of a physician and that the department should then be informed of the results.

So those were the comments that the two former Conservative ministers made on that issue. It is obvious that the government is not responsible for that product. The producers hold the primary responsibility. The Canadian Government has accepted to come to the assistance of the victims for humanitarian reasons. We are providing free tests to determine the degree of danger in homes and we are providing money to do the work that is necessary to make the homes habitable and safe.

So that is what we are doing and I feel that you should not rehash what has happened in the past. The important thing now is to look after the victims within the next few days, the next few weeks, to arrive at a solution to this problem. The issue of responsibility will be dealt by the courts and will be determined at the appropriate time and place.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, puis-je faire une brève observation en réponse à ce que le ministre vient de dire?

Le président: Je vous demanderais de rester bref, car la séance devrait être déjà terminée, et il y a un autre comité qui attend pour siéger dans cette salle. Vous pourriez peut-être attendre et faire vos observations au ministre lorsqu'il reviendra comparaître à une autre séance. Vous serez le premier sur ma liste à ce moment-là.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Nous tenons, bien entendu, à ce que le ministre revienne témoigner.

M. Skelly: Pourriez-vous nous donner la liste des intervenants pour la prochaine séance?

Le président: Je dresserai la liste à la prochaine séance. Premier arrivé, premier servi, c'est la procédure.

M. Blaikie: Un rappel au Règlement, monsieur le président. Voulez-vous dire que la séance est levée? Est-ce ce que vous nous dites?

Le président: Non, non. J'ai une autre annonce à faire avant de lever la séance.

M. Blaikie: Ah bon, très bien, avant de lever la séance, je vois.

Le président: Je voulais simplement mentionner qu'il y a un autre comité qui attend pour siéger dans cette salle.

M. Blaikie: Pourquoi ne pouvons-nous pas continuer à poser des questions au ministre? Voulez-vous dire que cette séance ne devait durer qu'une heure et demie?

[Text]

• 1100

The Chairman: We were here at 9.30 a.m., but we mentioned at the beginning of the meeting that if only one member of the opposition side and nobody on the NDP—if only Mr. Scott was here According to the block system, this room has been available for this committee until 11.00 o'clock.

Everybody knows that, and—

Mr. Blaikie: Let us discuss, then, instead of taking up all the time yakking.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, on a point of order. As long as I am able to reply to the statement just made by the minister, right off the top, at the next meeting If it has to be a question of privilege, I will raise it as a question of privilege.

The Chairman: I will recognize you on the first, if you are here. But if you are here only 30 minutes after we open the meeting, well then you have lost your chance.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I would like to make a second motion.

The Chairman: Yes.

Mr. Skelly: The second motion is that the speaker maintain the speaking list that he has at present for the next meeting. That is the only fair way to proceed on this. Now, if I have a seconder, I would like that motion considered.

The Chairman: The committee can establish this rule as it wishes, and we have established a system of—

Mr. Skelly: And this is the committee establishing the rule.

The Chairman: We have established the system. The first round is a 10-minute round—the first round—then it is five minutes for each round

There was only one member in your party until 10.10 a.m., and I think we gave you more time than I gave to other parties.

Mr. Skelly: Rubbish!

The Chairman: Those are the facts. I have the time here.

Mr. Skelly: Rubbish!

The Chairman: The final announcement will be this afternoon at 3.30 p.m.—

Mr. Skelly: Rubbish!

The Chairman: —when we will have the press conference dealing with the report that I will table in the House at 2 o'clock with the battered-wives report, and I ask all the members who wish to attend this press conference to attend this meeting at 3.30 p.m.

We will send you the press release, if you want to make comments at that time.

The meeting is adjourned until Thursday at 3.30 p.m. with the Minister of Health and Welfare, Madam Monique Bégin.

[Translation]

Le président: Nous étions ici à 9h30, mais nous avons mentionné au début de la séance qu'il n'y avait qu'un seul membre de l'opposition et personne du parti néo-démocrate. Seul M. Scott était présent Conformément à la grille horaire, cette salle a été mise à notre disposition jusqu'à 11 heures.

Tout le monde le sait, et . . .

M. Blaikie: Je propose que nous nous remettions à discuter, plutôt que de gaspiller notre temps de la sorte.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, un rappel au Règlement. Pour autant que je puisse répondre à la déclaration que vient de faire le ministre, dès le début de la prochaine séance Si c'est une question de privilège, je la soulèverai comme telle.

Le président: Vous serez le premier à avoir la parole si vous êtes ici. Mais si vous ne vous présentez que 30 minutes après le début de la séance, vous aurez perdu votre occasion de parler.

M. Skelly: Monsieur le président, j'aimerais déposer une deuxième motion.

Le président: Très bien.

M. Skelly: Je propose que le président maintienne sa liste actuelle d'intervenants pour la prochaine séance. Il me semble que c'est la seule façon juste de procéder. Si quelqu'un veut appuyer ma motion, j'aimerais qu'on en discute.

Le président: Le Comité peut établir ses propres règles, et nous avons adopté un système de . . .

M. Skelly: Et c'est le Comité qui établit la règle.

Le président: Nous avons adopté un système. Le premier tour est de dix minutes, et tous les tours supplémentaires sont de cinq minutes . . .

Il n'y avait qu'un seul membre de votre parti présent ici jusqu'à 10h10, et je pense que nous vous avons accordé plus de temps qu'aux autres partis.

M. Skelly: C'est de la foutaise!

Le président: Ce sont des faits. J'ai inscrit le temps ici.

M. Skelly: De la foutaise!

Le président: La dernière annonce que j'avais à faire, c'est que cet après-midi, à 15h30 . . .

M. Skelly: De la foutaise!

Le président: . . . nous aurons une conférence de presse pour traiter du rapport que je déposerai à la Chambre à 14 heures au sujet des femmes battues. J'aimerais donc demander à tous les membres du Comité qui souhaitent assister à cette conférence de presse d'être présents à la réunion, à 15h30.

Nous vous enverrons le communiqué de presse, si vous voulez faire des observations à ce moment-là.

La séance est levée jusqu'à jeudi, 15h30; nous accueillerons alors le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M^{me} Monique Bégin.

APPENDIX "SNTE-13"

NOTES FOR REMARKS
ON THE MAIN ESTIMATES 1982-83
BY THE HONOURABLE ANDRÉ OUELLET
MINISTER OF
CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS CANADA
TO
THE COMMITTEE ON
HEALTH, WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS
HOUSE OF COMMONS
OTTAWA, MAY 11, 1982

Mr. Chairman, I appreciate this opportunity to present the 1982-83 Estimates of Consumer and Corporate Affairs Canada, and the Restrictive Trade Practices Commission.

I would like to provide some information about our role, objectives and priorities for this fiscal year.

The Department has the responsibility to help maintain confidence in the integrity and viability of our market economy, and to promote the interests of consumers.

The Estimates for the Department for 1982-83 provide for a total of two-thousand, three-hundred and forty-five person-years, and a budget of 103.1 million dollars.

This represents a growth in personnel of less than one per cent, and it is the first increase in five years.

Although the budget is up by 10 million dollars, it actually represents a decline of 13 per cent from 1977-78, when we allow for inflation. In addition, the Department charges fees for many of its services, and our 1982-83 revenues will amount to about 27% of the Departmental budget.

I should point out that these Estimates do not include the 55-million dollars proposed in the Urea Formaldehyde Insulation Act, for the UFFI Homeowners Assistance Program.

It also does not yet include the Estimates for two other organizations which recently became part of my responsibilities: the Metric Commission, and the Standards Council of Canada.

The information on these two agencies is shown under the Department of Industry, Trade and Commerce in the 1982-83 Main Estimates.

The Estimates for the Restrictive Trade Practices Commission are 26 person-years, and two million dollars.

The Commission is a quasi-judicial tribunal, established to deal with offences under the Combines Investigation Act. These include restraint of trade, and false and misleading advertising.

Examples of its recent activities are the inquiries into telecommunications and petroleum -- two industries which affect virtually every individual and corporation in the country.

Returning now to Consumer and Corporate Affairs Canada, the Department was created to foster an effective and efficient market system for the benefit of all Canadians, by bringing together three components: the law, the economy, and the public interest.

Our role is to ensure that rules for the marketplace are adequate and properly administered, and to represent consumer interests in government.

Our strategy is concerned with three major issues:

- o suitable laws and regulations
- o effective administration of those laws
- o protection of the interests of consumers.

Operations are carried out by four bureaus -- the Bureau of Consumer Affairs; the Bureau of Corporate Affairs; the Bureau of Competition Policy; and the Bureau of Policy Coordination; and by two bodies now part of the Department -- the Urea Formaldehyde Foam Insulation Information and Coordination Centre, and the Metric Commission.

The Department administers more than 60 acts passed by Parliament. Some of these acts are long overdue for amendment; they fall short of meeting the needs of people and institutions in the marketplace of today and tomorrow. We have prepared several bills with considerable care and consultation with many people. These either are before Parliament or are likely to be introduced this fiscal year.

The most important new proposal is to reform the Combines Investigation Act. This is our first priority and will be introduced in the fall.

Two other proposals which have been before Parliament for some time are reform of the Bankruptcy and Insolvency Act and the proposed Canada Non-Profit Corporations Act.

I'm sure that Honourable Members who are familiar with these bills will agree that public need calls for prompt action by the House.

Another urgent matter which Parliament is now considering is the situation of homeowners with urea formaldehyde foam insulation. Grants to these homeowners can be made possible by enactment of the Urea Formaldehyde Insulation Act.

The Department has many responsibilities to serve its clients and these involve conscientious efforts every day to meet client needs.

We realize that we can be effective only if all the taxpayers entitled to our services are able to obtain information about them. We recognize the need to be closer to our clients and to make it easier to find out what Federal services are available.

As a step in this direction we intend to staff our five regional offices with professional information officers. They would advise managers about communicating with our constituents, and the news media. We feel that this is a responsible, and responsive, allocation of our resources.

As in the past, a very important Departmental priority is improvement in the efficiency and effectiveness of our operations.

I feel that these estimates show that we are effectively carrying out the Government policy of fiscal restraint.

Those are some highlights of our proposals.

We will be pleased to answer any questions you may have.

APPENDICE "SNTE-13"

NOTES POUR UNE ALLOCUTION
SUR LE
BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES
DE 1982-1983
PRONONCÉE PAR
M. ANDRÉ OUELLET
MINISTRE DE CONSOMMATION ET CORPORATIONS CANADA
DEVANT
LE COMITÉ DE LA SANTÉ,
DU BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES SOCIALES
CHAMBRE DES COMMUNES
OTTAWA, LE 11 MAI 1982

Monsieur le Président, j'apprécie cette occasion qui m'est donnée de vous présenter le Budget principal des dépenses de Consommation et Corporations Canada et de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce pour 1982-83.

Je voudrais vous renseigner quelque peu sur notre rôle, nos objectifs et nos priorités pour le présent exercice financier.

Le Ministère est chargé de maintenir une certaine confiance quant à l'intégrité et à la viabilité de notre économie de marché, et de faire valoir l'intérêt des consommateurs.

Le budget du Ministère pour 1982-1983 prévoit un effectif de deux mille trois cent quarante cinq années-personnes et une somme de 103,1 millions de dollars.

Ces chiffres correspondent à une augmentation de personnel de moins de un pour cent, qui est la première depuis cinq ans.

L'augmentation prévue de dix millions de dollars représente en réalité une baisse de 13 pour cent par rapport à 1977-1978, si l'on tient compte de l'inflation. En outre, un grand nombre des services offerts par le Ministère sont payants, et les revenus engendrés en 1982-1983 se chiffrent à environ 27% du Budget ministériel.

Je tiens à préciser que ces prévisions ne comprennent pas les 55 millions de dollars proposés dans la Loi sur la mousse isolante d'urée-formaldéhyde, pour le Programme d'aide aux propriétaires de maisons isolées à la MIUF.

Elles excluent en outre le budget de deux autres organismes dont la responsabilité m'incombe depuis peu, soit la Commission du système métrique et le Conseil canadien des normes.

Les données concernant ces deux organismes apparaissent dans le budget principal des dépenses du ministère de l'Industrie et du Commerce pour 1982-1983.

Le budget de la Commission des pratiques restrictives du commerce prévoit un effectif de 26 années-personnes et une somme de deux millions de dollars.

Il s'agit d'un tribunal quasi-judiciaire mis sur pied pour traiter les infractions à la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, notamment les pratiques restrictives du commerce et la publicité fausse ou trompeuse.

Les enquêtes sur les télécommunications et sur le pétrole, deux secteurs qui touchent pratiquement tous les particuliers et les sociétés du pays, sont deux exemples de ses activités récentes.

Retournons maintenant au ministère de la Consommation et des Corporations, qui a été créé dans le but de favoriser un système du marché efficace et efficient, au service de tous les Canadiens, par le regroupement de trois éléments qui sont, la loi, l'économie et l'intérêt public.

Notre rôle est d'assurer que le marché est régi par des lois adéquates, appliquées de façon pertinente, et de représenter les intérêts du consommateur au sein du gouvernement.

Notre stratégie porte sur trois principaux points:

- l'élaboration de lois et de règlements pertinents
- leur mise à exécution efficace
- la défense des intérêts des consommateurs.

Ces opérations sont réparties entre quatre bureaux; la Consommation, les Corporations, la Politique de concurrence et la Coordination des politiques; et deux organismes, qui font désormais partie du Ministère, le Centre d'information et de coordination sur la MIUF et la Commission du système métrique.

Le Ministère veille à l'application de plus de 60 lois adoptées par le Parlement. Certaines d'entre elles, ne correspondant plus aux besoins des particuliers et des institutions au sein du marché actuel et futur, demandent depuis longtemps à être modifiées. À la lumière de consultations auprès de diverses personnes, nous avons soigneusement préparé plusieurs projets de modification dont certains sont actuellement devant le Parlement et d'autres seront vraisemblablement présentés au cours du présent exercice financier.

Le plus important projet vise la réforme de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, qui figure en tête de notre liste de priorités et qui sera présentée à l'automne.

Deux autres projets, concernant respectivement la réforme de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et le projet de Loi sur les sociétés canadiennes sans but lucratif sont devant le Parlement depuis déjà quelque temps.

Je suis persuadé que mes distingués collègues, au courant de ces projets de loi, concéderont qu'il est d'intérêt public de hâter la prise de mesures par la Chambre.

La situation des propriétaires de maisons isolées à la MIUF constitue une autre question urgente actuellement devant le Parlement. Des subventions pourront être accordées à ces propriétaires dès l'entrée en vigueur de la Loi sur la mousse isolante d'urée-formaldéhyde.

Le Ministère se doit de bien servir ses clients, en déployant quotidiennement tous les efforts possibles afin de combler leurs besoins.

Nous savons que notre efficacité dépend de la mesure dans laquelle les contribuables sont informés de nos services. Nous sommes conscients du besoin de nous rapprocher d'eux et de leur faciliter l'accès à l'information sur les divers services offerts par le gouvernement fédéral. Notre premier pas dans cette direction sera de doter nos cinq bureaux régionaux d'agents professionnels d'information, qui conseilleront les gérants quant aux façons de communiquer avec les contribuables et les media. Nous sommes d'avis qu'une telle démarche représentera une affectation responsable et sensible de nos ressources.

Comme par le passé, l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de nos activités constitue l'une des principales priorités du Ministère.

Je suis d'avis que ce budget témoigne de notre respect de la politique de restrictions budgétaires du gouvernement.

Ce sont là quelques faits saillants de nos propositions.

Nous répondrons maintenant, avec plaisir, à toutes vos questions.

APPENDIX "SNTE-14"

CANADA'S METRIC CONVERSION PROGRAM CURRENT ISSUES
--

LEGISLATIVE BASIS FOR METRIC CONVERSION IN CANADA

Metric conversion has been Canadian government policy since 1970 with the tabling of the White Paper on Metric Conversion in Canada in the House of Commons. Its stated objective is that "the eventual adoption in Canadian usage of a single coherent measurement system based on metric units should be acknowledged as inevitable and in the national interest" and "this single system should come to be used for all measurement purposes required under legislation and generally be accepted for all measurement purposes." This White Paper, setting out the policy of the government and the background for its decision when placed before parliament, received unanimous endorsement from the House leaders of all parties. This document specifically mentions that requests for a change to metric units were received from many associations such as the Consumers' Association of Canada, the Canadian Chamber of Commerce, the Canadian Teachers' Federation, the Canadian Construction Association, the Chemical Institute of Canada and the Canadian Council of Professional Engineers, to quote a few.

In line with this policy, Parliament amended the Weights and Measures Act in 1971 adopting the International System of Units (called SI), the latest evolution of the metric system. The Packaging and Labelling Act was passed by Parliament in 1971, requiring that metric units be shown on most consumer packages. Also in 1971 Metric Commission Canada was established to coordinate the conversion to the metric system of measurements in all sectors of the Canadian economy.

In 1975, the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs, after reviewing the guideline dates for metric conversion in Canada, recommended that the government consider legislation as an additional basis for metric conversion.

An act to facilitate metric conversion was debated in the House of Commons, the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs, and the Senate over a period of nine months in 1976-77 and the Statute Law (Metric Conversion) Amendment Act received Royal Assent on August 5, 1977. This Act gave the government the authority to establish and publish under the Weights and Measures Act, regulations for the retail trade, setting cut-off dates for the use of Imperial units in trade and non-metric weighing and measuring devices. Then, based on recommendations of a committee of industry and consumer representatives, regulations were drafted for metric conversion of scales in retail food stores. Conversion schedules and advertising rules were worked out to ensure that the changes could be made fairly and equitably for retailers and consumers alike. The proposal for regulations under the Weights and Measures Act was first published on February 28, 1981. The final regulations were published on July 8, 1981 and became law.

It is under the authority of the Weights and Measures Act, as passed by Parliament, that the retailing of gasoline, home furnishings, piece goods, and food weighed over the counter have been regulated.

Provinces and Territories supported metric conversion from the beginning and have been actively engaged in the conversion process within their jurisdictions, particularly in the field of education, health and land measurements. Most provinces have amended legislation and regulations to metric measurements.

VOLUNTARY VERSUS LEGISLATED CONVERSION

Most of the changes to metric measurements in the Canadian economy are being carried out on a voluntary basis and have not required a legislated approach. However, there are certain areas where legislative actions to support metric conversion have been deemed necessary, particularly in the interest of public safety, health or consumer protection. In some areas of retail trade, mandatory conversion has been recommended by the private sector to minimize the confusion and inconvenience to consumers and retailers resulting from a prolonged transition period. The use of legislation has been in response to requests by industry representatives in the sector committees concerned and, has been reviewed and concurred in by such committees. Regarding the retail food scale conversion, the retail food industry insisted that regulations were the only way to avoid confusion in the market place, after studying the Australian experience.

All regulations governing scales are administered by the Weights and Measures Division of Consumer and Corporate Affairs Canada, which will supervise the use of metric measurement in the same way as other regulations governing weights and measures. There is an established procedure for requesting compliance, issuing reminder letters and then, only as a last resort, taking legal steps, including court action. Only the court can impose penalties within the limits prescribed in the Weights and Measures Act. Such penalties are identical to those prescribed for other offences under the Weights and Measures Act and have not been newly introduced because of metric conversion.

Most prepackaged consumer items in the supermarkets, including most food items, have been in metric units for some time and the sale of individually weighed items in kilograms will complete the metric conversion process in retail food stores. Weights and Measures Regulations have always governed the use of weighing devices and the units of trade in Canada. There is absolutely no basis however to the suggestion that the public will be penalized for mentioning non-metric units!

CANADA'S TRADING PARTNERS

United States

With respect to the United States, metric conversion is further ahead than most people realize. Industries which are well advanced in metric conversion include: automobiles and parts, newsprint, construction and agricultural machinery, computer equipment, tires, iron and steel, fasteners, beverages, wines and spirits. It should be noted that wines and spirits in the U.S. must be in prescribed metric sizes by law. According to a recent American National Metric Council press release, an estimated 60 per cent of the Fortune 1000 companies produce at least one metric product.

About 60 per cent of Canada's exports now go to the U.S., our largest trading partner. According to a 1980 study, nearly half of these exports led by automobiles and parts, newsprint, petroleum and natural gas were already in metric measurements.

As for the status of the United States Metric Board (USMB), its funding has been extended to September 30, 1982 at which time its basic function will be taken over by the U.S. Department of Commerce. The transfer of the USMB function is part of the Reagan Administration's proposal for a shift of all federal board, commission, and agency responsibilities to cabinet departments wherever feasible. In a letter to the Honourable Louis Polk, Chairman of the U.S. Metric Board, dated March 9, 1982, President Reagan stated "As you know, the Secretary of Commerce will be responsible for my Administration's continued support of voluntary metrication. Let me assure you of my support for the policy of voluntary metrication expressed in the Metric Conversion Act of 1975".

The American National Metric Council, supported by private industry, continues to co-ordinate the planning of metric conversion in U.S. industries. Such organizations recognize the reality and eventuality of metric conversion in the United States.

Australia

Regulations administered by the Ministry of Science and Technology which prohibited the import of imperial weighing devices have been recently rescinded. The reason stated by Peter Kaye of The Australian High Commission in Ottawa, is that with retail food scale conversion successfully completed and conversion in other sectors nearly fully complete, there is no need to keep such legislation on the books. Mr. Kaye added that metric conversion has been an outstanding success in Australia with all activities either in metric exclusively or inexorably moving that way. Concerning the repeal of this regulation, K.J. Wilks, Director at Australia's National Standards Association added, "there is not the slightest suggestion that Australia has had a change of heart on metrication or that metric usage has failed".

United Kingdom

Britain has disbanded its Metrication Board following the successful and virtual completion of the conversion programs in British industry. Work in the sectors involving the general public is to continue under the direction of the Department of Industry and Trade. To date, metric units have been adopted in agriculture, construction, prepackaged goods and in the postal services. A voluntary program to convert Britain's gasoline pumps to litre dispensing began on September 1, 1981. Both Britain and Ireland are required by the laws of European Economic Community to continue to adopt the international system of units and phase out imperial usage.

Japan

In Japan, a dispensation by the government has allowed the use of traditional Japanese units (not imperial units) in a minor area concerning ceremonial artifacts and kimonos. Nonetheless, the use of metric units was established by the Measurement Law of 1970 and Japanese government officials confirm it is still in force.

APPENDICE "SNTE-14"

ACTUALITÉ SUR LA CONVERSION
AU SYSTÈME MÉTRIQUE AU CANADA

FONDEMENT LÉGISLATIF DE LA CONVERSION
AU SYSTÈME MÉTRIQUE AU CANADA

La conversion au système métrique est un objectif de la politique du gouvernement canadien depuis 1970, année où la Chambre des communes a adopté le Livre blanc sur la Conversion au système métrique au Canada. Le principe qui motive ce changement est que "L'adhésion du Canada à un système de mesures unique et cohérent ayant pour base les unités métriques doit être reconnue comme inévitable et de nature à servir l'intérêt national" et "ce système unique devra servir un jour à toutes les mesures exigées par la loi, et devra être accepté de façon générale pour toutes les autres mesures". Le Livre blanc, traçant la politique du gouvernement et l'historique de la décision adoptée par le Parlement, a reçu l'appui unanime des chefs de tous les partis à la Chambre. Ce document mentionne en particulier que la conversion aux unités métriques a été demandée par de nombreuses associations, notamment l'Association des consommateurs du Canada, la Chambre de commerce du Canada, la Fédération canadienne des enseignants, l'Association canadienne de la construction, l'Institut de chimie du Canada et le Conseil canadien des ingénieurs professionnels.

En 1971, conformément à cette politique, le Parlement a modifié la Loi sur les poids et mesures afin de permettre l'utilisation du Système international d'unités (appelé SI), soit la version la plus moderne du système métrique. La Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation a aussi été adoptée en 1971; elle stipule que les unités métriques doivent figurer sur la plupart des emballages de produits. Également en 1971, la Commission du système métrique Canada a été mise sur pied et chargée de coordonner la mise en oeuvre de la conversion au système de mesures métriques dans tous les secteurs de l'économie canadienne.

En 1975, le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, après avoir étudié les dates indicatives de la conversion au Canada, a proposé que le gouvernement envisage l'adoption d'une loi visant à appuyer le programme de conversion au système métrique.

En 1976-1977, la Loi modifiant le droit législatif (conversion au système métrique) a fait l'objet de délibérations à la Chambre des communes, au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques et au Sénat durant une période de neuf mois. Elle a reçu la sanction royale le 5 août 1977. Cette mesure législative a donné au gouvernement le pouvoir d'établir et de publier, en vertu de la Loi sur les poids et mesures, un règlement relatif au commerce du détail, fixant des dates limites pour l'emploi des unités impériales dans le commerce et l'utilisation d'appareils de pesage et de mesure non métriques. Puis, suite aux recommandations formulées par un comité de représentants de l'industrie et des consommateurs, un règlement a été ébauché relativement à la conversion au système métrique des balances dans les magasins d'alimentation au détail. Des calendriers de conversion et des règles de publicité ont été mis au point afin d'assurer que les changements apportés soient équitables pour les détaillants et pour les consommateurs. Le projet de règlement, établi en vertu de la Loi sur les poids et mesures, a été publié pour la première fois le 28 février 1981 et le règlement définitif, publié le 8 juillet 1981, est entré en vigueur.

C'est en application de la Loi sur les poids et mesures, telle qu'adoptée par le Parlement, que la vente au détail de l'essence, des articles d'ameublement, du tissu à la pièce et des aliments pesés en magasin a été réglementée.

Les provinces et les territoires appuient la conversion au système métrique dans leurs domaines de compétence et y ont collaboré activement depuis le début du programme, spécialement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'arpentage. La plupart des provinces ont converti leur législation aux mesures métriques.

CONVERSION VOLONTAIRE PAR OPPOSITION
A CONVERSION OBLIGATOIRE

La plus grande partie de la conversion au système métrique de l'économie canadienne s'effectue volontairement et n'exige pas de modifications à la législation. Toutefois, il y a certains domaines où des mesures législatives ont été jugées nécessaires pour appuyer la conversion au système métrique, surtout dans l'intérêt de la sécurité du public, de la santé ou de la protection du consommateur. Dans certains secteurs du commerce du détail, la conversion obligatoire a été recommandée par le secteur privé afin de limiter autant que possible la confusion et les inconvénients qui pourraient découler d'une période de transition prolongée, et cela autant pour les consommateurs que pour les détaillants. Le recours à la législation fait suite à des demandes provenant des représentants de l'industrie, membres des comités sectoriels impliqués, et a été étudié et approuvé par ces secteurs. Pour la conversion des balances de l'alimentation au détail, les industriels de ce secteur ont étudié ce qui s'était passé en Australie et fait valoir que la réglementation était la seule façon d'éviter la confusion sur le marché.

Tous les règlements régissant les balances sont appliqués par la Division des poids et mesures de Consommation et Corporations Canada, qui surveillera l'emploi des mesures métriques tout comme l'application d'autres règlements régissant les poids et mesures. Il existe une procédure établie pour demander qu'on se conforme aux règlements, soit l'utilisation de lettres de rappel et, en dernier ressort seulement, les mesures légales, y compris le recours à des poursuites judiciaires. Seul le tribunal peut imposer des pénalités en vertu de la Loi sur les poids et mesures. Ces pénalités sont les mêmes que celles prescrites pour d'autres infractions à la Loi sur les poids et mesures et n'ont pas été conçues spécialement en raison de la conversion au système métrique.

La plupart des produits préemballés dans les supermarchés, y compris une bonne partie des aliments, sont en unités métriques depuis quelque temps, et la vente au kilogramme des produits pesés individuellement parachèvera le processus de conversion au système métrique dans les magasins d'alimentation au détail. Le Règlement sur les poids et mesures a toujours régi l'usage des appareils de pesage et des unités acceptées pour le commerce au Canada. Toutefois, il n'y a absolument aucun fondement à l'hypothèse voulant que le public soit pénalisé pour avoir mentionné des unités non métriques!

PARTENAIRES COMMERCIAUX DU CANADAÉtats-Unis

En ce qui concerne les États-Unis, la conversion au système métrique est plus avancée que la plupart des gens ne le pensent. Parmi les industries dont la conversion est bien avancée, on compte celles de l'automobile et des pièces, le papier journal, la construction et la machinerie agricole, le matériel informatique, les pneus, l'acier, les attaches, les boissons, les vins et spiritueux. À noter qu'aux États-Unis, les formats de contenants de vin et de spiritueux sont prescrits par la loi en unités métriques. Selon un communiqué de presse récent de l'American National Metric Council, environ 60 % des 1 000 compagnies figurant sur la liste de la revue Fortune fabriquent au moins un produit en unités métriques.

Quelque 60 % des exportations du Canada vont actuellement aux États-Unis. D'après les statistiques de 1980, près de la moitié de ces exportations, notamment dans le domaine des automobiles et des pièces, du papier journal, du pétrole et du gaz naturel, étaient mesurées en unités métriques.

Quant au United States Metric Board (USMB), son financement a été prolongé jusqu'au 30 septembre 1982, date à laquelle ses principales attributions seront confiées au Département du Commerce des États-Unis. Le transfert des fonctions de l'USMB fait partie du projet de l'administration Reagan visant à confier, dans la mesure du possible, la responsabilité de tous les conseils, commissions et organismes à des départements du cabinet. Dans sa lettre du 9 mars 1982, adressée à l'honorable Louis Polk, président du U.S. Metric Board, le président Reagan déclare: "Comme vous le savez, le secrétaire du Commerce sera responsable de l'appui soutenu de mon Administration à la conversion volontaire au système métrique. Soyez assurés que je continue de souscrire à la politique de conversion volontaire, énoncée dans la Loi de 1975 sur la conversion au système métrique."

L'American National Metric Council, avec l'appui du secteur privé, coordonne toujours la planification de la conversion au système métrique de l'industrie américaine. Ces organismes reconnaissent la réalité et l'éventualité de la conversion au système métrique aux États-Unis.

Australie

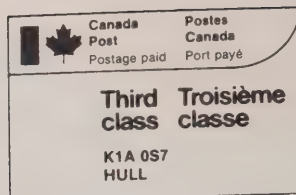
Le règlement interdisant l'importation d'appareils de pesage impériaux, règlement appliqué par le ministère de la Science et de la Technologie a récemment été abrogé. Selon M. Peter Kaye du Haut-commissariat de l'Australie à Ottawa, il n'est plus nécessaire d'appliquer une telle loi maintenant que la conversion des balances de l'alimentation au détail a été menée à bonne fin et que, dans d'autres secteurs, la conversion s'achève. M. Kaye ajoute que la conversion au système métrique a connu un succès extraordinaire en Australie et qu'à présent tous les secteurs d'activité emploient les unités métriques exclusivement ou s'orientent à coup sûr vers la conversion. Concernant l'abrogation du règlement, M. K.J. Wilks, directeur de l'Association nationale de normalisation de l'Australie, déclare: "Il n'y a pas le moindre indice laissant croire que l'Australie ait changé d'avis au sujet de la conversion au système métrique ou que l'adoption du système ait échoué".

Royaume-Uni

La Grande-Bretagne a démembré le Metrication Board, étant donné que l'exécution du programme de conversion de l'industrie britannique est, à toutes fins pratiques, terminée. Le travail dans les secteurs touchant le grand public se poursuivra sous la direction du ministère de l'Industrie et du Commerce. Jusqu'ici, les unités métriques ont été adoptées en agriculture, dans la construction, les produits préemballés et les services postaux. L'application d'un programme volontaire visant à convertir au litre les pompes à essence de Grande-Bretagne a commencé le 1^{er} septembre 1981. La Grande-Bretagne et l'Irlande sont tenues par les lois de la Communauté économique européenne de poursuivre l'adoption du système international d'unités et d'abandonner progressivement les unités impériales.

Japon

Au Japon, le gouvernement a fait exception dans l'emploi des unités japonaises traditionnelles (et non des unités impériales) dans un domaine restreint touchant les objets d'usage rituel et les kimonos. Toutefois, il est certain que l'emploi des unités métriques a été établi par la Loi de 1970 sur les mesures et les autorités du gouvernement japonais confirment qu'il est toujours en vigueur.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 36

Thursday, May 13, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 36

Le jeudi 13 mai 1982

Président: M. Marcel Roy

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 1 and Votes 40, 45
(Medical Research Council) under NATIONAL
HEALTH AND WELFARE

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: le crédit 1 et les crédits 40,
45 (Conseil de recherches médicales) sous la rubrique
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

APPEARING:

The Honourable Monique Bégin,
Minister of National Health
and Welfare

COMPARAÎT:

L'honorable Monique Bégin,
Ministre de la Santé nationale
et du Bien-être social

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger	de Jong
Blaikie	Fretz
Bradley	Frith
Dantzer	Halliday
de Corneille	Hawkes

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Hudecki	McCauley
Killens (Mrs./M ^{me})	Schroder
MacDonald (Miss/M ^{lle})	Scott (<i>Hamilton</i> —
Malépart	Wentworth—(20)
Marceau	

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, May 11, 1982:

Mr. Crombie replaced Mr. Lewis;
Mr. Hawkes replaced Mr. Domm;
Mr. Fretz replaced Mr. Gustafson.

On Wednesday, May 12, 1982:

Mr. Dantzer replaced Mr. Crombie.

On Thursday, May 13, 1982:

Mr. de Jong replaced Mr. Skelly;
Mr. Bradley replaced Mr. Howie.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 11 mai 1982:

M. Crombie remplace M. Lewis;
M. Hawkes remplace M. Domm;
M. Fretz remplace M. Gustafson.

Le mercredi 12 mai 1982:

M. Dantzer remplace M. Crombie.

Le jeudi 13 mai 1982:

M. de Jong remplace M. Skelly;
M. Bradley remplace M. Howie.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 13, 1982

(46)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 3:45 o'clock p.m., this day, the Chairman, Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Dantzer, de Corneille, de Jong, Fretz, Frith, Mrs. Killens, Miss MacDonald, Messrs. Marceau and Roy.

Appearing: The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Witnesses: From the Medical Research Council: Dr. Pierre Bois, President. *From National Health and Welfare:* Dr. A. Liston, Acting Assistant Deputy Minister, Health Protection; Mr. M. Murphy, Assistant Deputy Minister, Policy Planning and Information.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Friday, April 2, 1982, Issue No. 31*).

By unanimous consent, the Chairman called Vote 1 and Votes 40 and 45 under NATIONAL HEALTH AND WELFARE.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 5:13 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 13 MAI 1982

(46)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 15h45 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: MM. Dantzer, de Corneille, de Jong, Fretz, Frith, M^{me} Killens, M^{lle} MacDonald, MM. Marceau et Roy.

Comparaît: L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Témoins: Du Conseil de recherches médicales: Dr Pierre Bois, président. *De la Santé nationale et du Bien-être social:* Dr A. Liston, sous-ministre adjoint intérimaire, Protection de la santé; M. M. Murphy, sous-ministre adjoint, Planification des politiques et de l'information.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du vendredi 23 février 1982 portant sur le budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (Voir *procès-verbal du vendredi 2 avril 1982, fascicule numéro 31*).

Du consentement unanime, le président met en délibération le crédit 1 et les crédits 40 et 45 sous la rubrique SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL.

Le ministre fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 17h13, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Thursday, May 13, 1982

• 1544

The Chairman: Ladies and gentlemen, I now see a quorum and I declare the meeting open.

Today we will deal with our order of reference, the main estimates 1982-83, Medical Research Council, under National Health and Welfare. I call Votes 1, 40 and 45.

NATIONAL HEALTH AND WELFARE

A—Department—Departmental Administration Program

Vote 1—Departmental Administration.....\$35,120,000

B—Medical Research Council

Vote 40—Medical Research Council—Operating expenditures.....\$1,826,000

Vote 45—Medical Research Council—The grants listed in the Estimates\$110,908,000

The Chairman: I would now ask the minister to introduce her staff. Before doing that, I would like to let the members know that this will be the last appearance by the minister; this will conclude the witnesses, with the third visit of the minister to this committee. We will have another meeting with Consumer and Corporate Affairs on May 28, in accordance with the report of the steering committee tabled at the previous meeting. Any comments on that?

Some hon. Members: Agreed.

• 1545

Le président: Madam le ministre, voulez-vous présenter les membres de votre personnel?

L'honorable Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, j'ai le plaisir de vous présenter, non pas les membres de mon personnel, mais le docteur Pierre Bois, qui est le président du Conseil de recherches médicales du Canada, et avec lui, voici M. Larry Fry, le sous-ministre ainsi que tous nos sous-ministres adjoints que vous connaissez maintenant très bien.

J'aurais peut-être une courte introduction à faire . . .

—a very short one, repeating that I am pleased to appear before the committee to present the estimates of the Medical Research Council for the next fiscal year.

The proposed MRC budget as set out in the main estimates tabled in the House in February amounts to \$112,884,000, which is an increase of 12.7 per cent over last year's budget. Out of that, close to \$111 million will be allocated to the grants and scholarships activity, while the balance of close to \$2 million will be used for operating purposes.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le jeudi 13 mai 1982

Le président: Mesdames, messieurs, je vois que nous avons le quorum et je déclare la séance ouverte.

Aujourd'hui, nous allons étudier notre ordre de renvoi, le budget principal 1982-83 du Conseil médical de recherches, sous la rubrique Santé et bien-être. Nous mettons en délibération les crédits 1, 40 et 45.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE NATIONAL

A—Ministère—Programme d'administration du ministère

Crédit 1—Administration du ministère\$35,120,000

B—Conseil médical de recherches

Crédit 40—Conseil médical de recherches—Dépenses de roulement\$1,826,000

Crédit 45—Conseil médical de recherches—Des subventions énumérées dans le budget\$110,908,000

Le président: Je vais demander maintenant au ministre de présenter son personnel. Auparavant, je voudrais faire savoir aux députés que ce sera une des dernières comparutions du ministre. Tous les témoins auront été entendus à la suite de cette troisième visite du ministre au Comité. Nous aurons une autre rencontre avec le ministre de la Consommation et des corporations, le 28 mai, conformément au rapport du comité de direction déposé lors de la dernière réunion. Est-ce qu'on a des commentaires à faire là-dessus?

Honorables députés: D'accord.

The Chairman: Madam Minister, would you care to present the members of your staff?

The Honourable Monique Bégin (Minister of National Health and Welfare): Mr. Chairman, I am pleased to present to you not the members of my staff, but Dr. Pierre Bois who is president of the Medical Research Council of Canada, and with him is Mr. Larry Fry, the deputy minister, as well as all our assistant deputy ministers whom you know very well by now.

I should perhaps make a brief introduction . . .

. . . très brève, pour répéter que cela me fait plaisir de comparaître devant le Comité pour présenter le budget du Conseil de recherches médicales pour la prochaine année fiscale.

Le budget CRM tel que proposé et tel qu'établi dans le budget principal déposé à la Chambre au mois de février, s'élève à 112,884 mille dollars, ce qui représente une augmentation de 12.7 p. 100 par rapport au budget de l'année dernière. Sur ce montant, près de 111 millions de dollars seront alloués aux paiements de subventions et de bourses,

[Texte]

... peut-être pourrais-je terminer en disant simplement que l'augmentation de 12.7 p. 100 prévue pour parer à l'inflation permettra au Conseil de maintenir le même niveau d'activités qu'en 1981-1982, mais pas plus. Malheureusement, les universités peuvent contribuer de moins en moins au soutien des coûts directs de la recherche bio-médicale.

Donc, compte tenu de ces nouveaux éléments, j'ai demandé au président du Conseil des recherches médicales de développer un nouveau plan de cinq ans en être présenté aux ministres appropriés, probablement au début de l'automne 1982. C'est avec plaisir que je répondrais aux questions, monsieur le président.

Le président: Nous sommes prêts à entendre les questions des députés. L'honorable Flora MacDonald.

Mlle MacDonald: Merci, monsieur le président.

I rather hoped that the minister would be coming here today to talk about funding for the Medical Research Council on the basis that it should be increased over what exists in the present estimates. She mentioned the other day that she was talking to her Cabinet colleagues about increasing the grants later this year, hopefully, to the volunteer organizations in the health and welfare field, and I hoped she might have started out on the same note today because, as I am sure she knows, the increase in funding for grants to the Medical Research Council this year is running at 11.3 per cent. Now, that might meet inflation, but not quite. I am talking about the grants now, not the operating expenses.

What I think is particularly sad about this is that we seem to be reverting to a pattern that we knew in the 1970s. And a number of us followed this issue very closely throughout the 1970s when we met with members of the Medical Research Council and pleaded above all else that in the funding to the Medical Research Council through the grants there be stability and certainty. You may recall, looking back at that period in the 1970s, that it would be increased one year and dropped drastically the next. It was like a teeter-totter, up and down; and what we tried to do was to encourage the introduction of stability for long-term research grants.

In 1980-81 the increase for grants to the Medical Research Council amounted to 17.3 per cent. In 1981-82 it amounted to 22.3 per cent, and I was one of those who congratulated the minister very warmly on what she had been able to accomplish. But once you get people launched on a grant where they are undertaking a specific area of research in anything as sensitive and as delicate as medical research, you cannot suddenly say to them the next year, sorry, but your grant cannot be continued; you will have to wait your turn another

[Traduction]

tandis que le solde, qui est près de 2 millions, sera utilisé comme fonds de roulement.

... perhaps I should conclude by saying simply that the increase 12.7 per cent as provided for, is to cover inflation differences and will enable the council to maintain the same level of activities as in 1981-82, but no more. Unfortunately the universities contribute less and less in the way of maintenance costs in the field of biomedical research.

So, in view of these new factors, I have asked the president of the Medical Research Council to develop a new five-year plan and to present it to the appropriate ministers, probably in the early fall of 1982. So it is with pleasure that I await your questions, Mr. Chairman.

The Chairman: We are ready to hear questions from the members. The hon. Flora MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman.

J'espérais que le ministre viendrait ici aujourd'hui nous parler d'un financement accru pour le Conseil médical des recherches c'est-à-dire un accroissement par rapport à ce qui figure dans le budget actuel. Elle avait mentionné l'autre jour qu'elle discuterait avec ses collègues du Cabinet d'une augmentation des subventions plus tard cette année, c'était à espérer du moins, en ce qui concerne les organismes bénévoles oeuvrant dans le domaine de la santé et du bien-être. J'espérais qu'elle partirait un peu dans le même esprit aujourd'hui, car elle sait bien, sans doute, que l'augmentation du financement des subventions au Conseil de recherches médicales cette année est de 11.3 p. 100. Cela pourrait parer à l'inflation, mais pas tout à fait. Je parle des subventions maintenant et non pas des frais de roulement.

L'aspect le plus triste de tout cela, d'après moi, c'est que nous semblons nous être engagés dans une tendance rétrograde et nous risquons de répéter ce qu'on a fait dans les années 1970. Bon nombre d'entre nous ont suivi ces questions de très près pendant les années 70 quand nous nous sommes réunis avec des membres du Conseil de recherches médicales pour demander que dans le financement fait au Conseil par les subventions il y ait surtout et avant tout stabilité et certitude. Vous vous rappelez sans doute, en vous remémorant cette période des années 70, que le budget était augmenté une année et qu'il tombait de façon dramatique l'année suivante. C'était un peu comme une bascule d'enfants... hausse et baisse, baisse et hausse. Ce que nous avons tenté de faire, c'est d'encourager l'introduction d'un élément de stabilité dans les subventions à long terme.

En 1980-1981, l'augmentation des subventions au Conseil de recherches médicales s'est chiffrée à 17.3 p. 100. En 1981-1982, elle était de 22.3 p. 100 et moi, j'étais de ceux qui ont félicité le ministre de ce qu'elle avait su accomplir à cet égard. On ne peut pas soudain dire à des personnes qui font de la recherche médicale grâce à une bourse qu'ils vont devoir attendre deux ou trois ans pour poursuivre leurs travaux, la continuité dans ce domaine étant d'une importance capitale.

[Text]

two or three years down the road. I am sure the minister is aware that continuity is of the utmost importance.

• 1550

There are two questions I want to put, one being to ask if there is any hope of an increase later in the year in funding for medical research. If so, that could mean that the grants and studies now under way will not have to be cut off; specific research now under way will not have to be terminated. I wonder if she could answer that question. Then I have one other question.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: I can confirm what I said in French in my introductory remarks, namely that I will be going to Cabinet later in the year. I mentioned the fall as probably the beginning of the process in the Cabinet system for a five-year plan for the MRC, exactly along the lines of the philosophy just expressed by you; which, of course, I myself have always adopted. Under it I did obtain last year, as you said, the first year of a five-year plan. I fully subscribe to the request made to me by all members of the medical research committee to have stability and a prediction for the better planning of research projects which last, I would say, from three to five years on the average, by opposition to the *ouvrir et fermer le robinet*, the broken approach, and the uncertainty it creates. I can confirm that no grants or projects undertaken now will have to be terminated. All of them will continue. So to that I give a positive answer.

I will add that for this year in these estimates is included a new indexing, a new factor of indexation, specific to medical research. It is better than the rate of inflation and factor of indexing given or recognized by most government programs. I might have preferred a higher one to cover the special inflation encountered in either the purchase of equipment or whatnot in medical research, but this is a start. So in that sense, we are progressing towards the goals of the basic work already done towards the five-year plan.

Miss MacDonald: I have one other question to raise about a problem which has developed and of which I am sure both the minister and the chairman of the Medical Research Council will be aware. It has to do with the MRC scholars' program. It is a five-year program under which medical scholars are supported for a period of time and then at the end of that time the universities usually absorb them into their own teaching staff and utilize the tremendous expertise which has been developed in that five-year period. I do not have to mention to the minister, I am sure, that the universities and the medical schools are going through a very difficult time with their faculty. One reason is there is a blockage of staff at the 40-year-old to 50-year old age group, and it is not possible to absorb a number of these people who are now coming off the scholars' program into the teaching staff. I know you have been approached on this, but is there any hope that the Medical Research Council scholar's program can be extended for another five years? I understand it would cost something in the vicinity of \$3 million, but would assure us that when the

[Translation]

Je voudrais donc savoir s'il y a le moindre espoir que le crédit destiné à la recherche médicale soit relevé dans le courant de l'année. Dans l'affirmative, les travaux de recherche actuellement en cours ne devraient sans doute pas être arrêtés.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Ainsi que je l'ai dit en français dans ma déclaration d'ouverture, je dois soumettre la question au Conseil des ministres dans le courant de l'année. C'est sans doute à l'automne prochain que le cabinet sera saisi du plan quinquennal pour le Conseil de la recherche médicale et cela, selon votre orientation, que je partage d'ailleurs pleinement. L'an dernier j'avais obtenu des crédits pour la première année du plan quinquennal. Je suis d'ailleurs tout à fait d'accord avec le Comité de la recherche médicale qui insiste pour pouvoir prévoir les travaux, qui généralement portent sur trois à cinq ans; en effet les travaux de recherche sont très difficiles à effectuer dans un climat d'incertitude lorsque les crédits sont accordés de façon intermittente et imprévisible. Je puis confirmer qu'aucune bourse ne sera interrompue et que tous les projets de recherche entrepris pourront être poursuivis.

Vous remarquerez d'ailleurs que les crédits pour l'année en cours destinés à la recherche médicale ont été indexés selon un secteur propre à ce secteur. Ce facteur d'indexation est supérieur au taux d'inflation ainsi qu'à celui de la plupart des programmes de l'État. Un facteur d'indexation encore supérieur, bien entendu, aurait été préférable pour couvrir l'augmentation du prix de l'équipement. Néanmoins, ceci est déjà un bon début. Nous ne nous sommes donc pas écartés des objectifs fixés dans le cadre du plan quinquennal.

Mlle MacDonald: Je voudrais vous poser encore une question concernant le programme de bourses accordées par le Conseil de la recherche médicale. Il s'agit de bourses de cinq ans accordées à des universitaires qui font de la recherche médicale. Au bout de ces cinq ans, ces chercheurs sont généralement engagés par les universités qui profitent ainsi des connaissances qu'ils ont acquises au cours des cinq années de recherches effectuées. Le ministre sait aussi bien que moi que les universités et les facultés de médecine en particulier ont de graves problèmes de personnel. La raison en est, entre autres, qu'un certain nombre de postes sont détenus par des personnes âgées de 40 à 50 ans, si bien que les jeunes chercheurs ayant terminé ce programme d'étude n'arrivent pas à trouver de places à l'université. Y a-t-il le moindre espoir que ce programme de bourses d'étude du Conseil de recherches médicales puisse être prolongé pour encore cinq ans? Cela exigera un crédit de 3 millions de dollars grâce auxquels les universités pourraient être sûres de disposer d'un personnel hautement

[Texte]

time comes when we will need these highly trained and expert scholars in our medical research system they will be there and available to the universities.

[Traduction]

qualifié lorsque ces jeunes chercheurs auront terminé leurs travaux.

• 1555

Mme Bégin: Monsieur le président, si vous permettez, je vais demander au docteur Bois qui est comme je l'ai dit, président du conseil, mais qui a été plus de dix ans le doyen d'une faculté de médecine, et qui connaît très bien les problèmes pratiques qui viennent d'être soulevés, de répondre à la question.

Le président: Docteur Bois.

Docteur Bois (Président du Conseil de recherches médicales au Comité permanent de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales): Monsieur le président, cette observation était très juste, et d'ailleurs, à une première retraite du Conseil, en octobre dernier, ce problème a peut-être été celui qui a été considéré le plus prioritaire. Et le Conseil à sa réunion de mars a proposé, a recommandé qu'un programme nouveau descholars soit accepté et il devrait être annoncé pour l'automne prochain ..., pour des candidatures en 1983.

In other words, it is not exactly an extension of the first five years. It is, rather, a new program for candidates who would have had the equivalent experience of four to six years of independent research endeavours, meaning that the program would be open to scholars and others who also are in similar situations of being supported through so-called such funding for the same time or about. It is three, four or five years.

So this program should be, I think, very helpful to those candidates who would apply again for the second five years. We would have 10 years of support for young investigators.

Miss MacDonald: Are you looking to next fall for the introduction of that program?

Mr. Bois: Yes, to receive applications from candidates who would be awarded for July 1, 1983.

The Chairman: If we can have a consensus, I will recognize Mr. de Jong, because he has to catch a flight. It is not the rule of this committee, but if we receive unanimous consensus from the members, I am ready to recognize Mr. de Jong.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. de Jong.

Mr. de Jong: Thank you very much, Mr. Chairman. I also wish to thank members of the committee for this kind consideration.

I too wish to acknowledge the good work the minister has done in getting more research money into the Medical Research Council. I think at this time last year I also acknowledged her good work in the House, although of course more always can be done and it is our job in the opposition to try to urge the government to take those extra steps, particularly in

Madam Bégin: Mr. Chairman, I will ask Dr. Bois, president of the MRC, who for more than 10 years has been dean of a faculty of medicine, to answer this question.

The Chairman: Dr. Bois.

Dr. Bois (President, Medical Research Council, at the Permanent Committee on Health, Welfare and Social Affairs): Mr. Chairman, during the meeting of the council last October, this question was given highest priority. At its March meeting, the council recommended that a new scholars' program be accepted; it should be made public next fall for the 1983 applications.

Ce n'est donc pas à proprement parler une prolongation des cinq premières années mais bien plutôt un nouveau programme destiné à des candidats qui auront déjà fait quatre à six ans de recherches indépendantes et qui auront donc droit au même titre que ces universitaires à obtenir des bourses de recherche pour une durée de trois à cinq ans.

Les chercheurs ayant déjà bénéficié d'une bourse de cinq ans pourront bien entendu placer leur candidature pour une deuxième bourse, ce qui voudrait dire que des jeunes chercheurs pourraient ainsi voir leurs travaux subventionnés pour une période de dix ans.

Mlle MacDonald: Le programme sera donc introduit à l'automne prochain?

M. Bois: Oui, il faudra soumettre les candidatures et les bourses seront attribuées à partir du 1er juillet 1983.

Le président: Avec votre permission, je vais maintenant donner la parole à monsieur de Jong qui a un vol à prendre. C'est une légère entorse à notre règlement, mais si tout le monde est d'accord, je vais donner la parole à monsieur de Jong.

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur de Jong.

M. de Jong: Merci, Monsieur le président. Je tiens à remercier mes collègues de leur amabilité.

Je voudrais tout d'abord féliciter le ministre d'avoir réussi à obtenir des crédits supplémentaires destinés au Conseil des recherches médicales. Je crois d'ailleurs me souvenir que je l'avais félicité à la Chambre il y a exactement un an. Il y a bien entendu toujours moyen de faire encore mieux et c'est justement le rôle de l'opposition de chercher à inciter le

[Text]

an important area like medical research. Some of the questions I was going to ask in this general area have already been addressed by the former questioner.

The problem you are facing, Madam Minister, is similar to what other departments are also facing, that the whole estimates and all of the grants are not given right away; some are coming in as supplemental grants, which makes it very difficult, especially for university people, to embark on grant programming at the beginning of the year. Unless we have a five-year plan in place, some assurances that the money is going to be there from year to year, then no long-term planning can occur.

• 1600

I would like to direct, Mr. Chairman, if I may, noting that some of the discussion is still on Vote 1—to centre in on one area that I have always been quite concerned with, which also involves of course research, and that is the testing of drugs and chemicals in society. Again, I thank the minister for her letter to me of April 27. While it clarified some areas, it raised some other questions as well. If Dr. Liston is present, perhaps I could direct some of the questions accordingly.

In an article that appeared in *The Edmonton Journal* of Saturday, April 3, 1982, the writer says as follows:

Some clinical trials of 16 drugs used in Canada have been criticized by the U.S. Food and Drug Administration (FDA). The drugs, antibiotics, pain killers, antidepressants, high blood pressure remedies and others are named in FDA documents obtained by the *Journal*. Officials with Health and Welfare Canada have not seen the documents and haven't heard of any problems with tests on the drugs.

My question to the minister and to her officials, through you, Mr. Chairman, is, has the department been able to determine what drugs the U.S. Food and Drug Administration are uncomfortable with in terms of the testing of those drugs?

Madam Bégin: Dr. Liston, *s'il vous plaît*.

Dr. A. Liston (Acting Assistant Deputy Minister, Health Protection, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, we have awareness of some of the trials that relate to the approval for a number of drugs. The salient point, I believe, is that some of the trials were under further investigation and there was an element of dissatisfaction by the U.S. regulatory agency. But I hasten to add that very frequently, or almost always, in the trials to support the registration of a drug, any number of trials are undertaken, because it is a principle of biological testing that you do not try to do the test only once; you look to repeat it several times in order to be able to confirm the safety or the effectiveness of the drug. This does provide a measure of, shall we say, comfort or security that in an individual case if the results were in doubt there are other studies on which we could make what I would call a valid assessment of the drug. We have examined a great many

[Translation]

gouvernement à faciliter les travaux, importants entre tous, de la recherche médicale. Certaines des questions que j'avais l'intention de poser l'ont déjà été.

La difficulté dans votre ministère comme dans d'autres d'ailleurs découle du fait que la totalité des crédits n'est pas versée au début de l'exercice, ce qui fait que les universités ont beaucoup de mal à établir leurs programmes de bourses en début d'année. Il est impossible d'établir des plans à long terme en l'absence d'un plan de financement quinquennal.

Je voudrais maintenant aborder la question de l'homologation des drogues et autres produits chimiques, question qui touche à la recherche et qui relève également du crédit n° 1. La lettre que le ministre m'a adressée en date du 27 avril a clarifié certains points mais en a soulevé d'autres. Je voudrais maintenant poser quelques questions au Dr Liston.

Un article paru dans *The Edmonton Journal* du samedi 3 avril 1982 disait ce qui suit:

Des essais cliniques sur six produits pharmaceutiques utilisés au Canada ont été critiqués par la *Food and Drug Administration* des États-Unis. Ces produits pharmaceutiques qui comprennent des antibiotiques, des analgésiques, des antidépresseurs, des traitements contre l'hypertension et d'autres figurent sur des documents de la FDA obtenus par le *Journal*. Les fonctionnaires du ministère de la Santé et du Bien-être prétendent n'avoir pas connaissance de ces documents et n'être pas au courant des problèmes soulevés par des essais cliniques effectués sur ces produits.

Je voudrais donc savoir si le ministère a réussi à obtenir la liste des produits pharmaceutiques qui selon la *Food and Drug Administration* n'auraient pas donné de bons résultats lors d'essais cliniques.

Mme Bégin: Docteur Liston.

Dr A. Liston (sous-ministre adjoint, Protection de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, certains des essais qui précèdent l'homologation de produits pharmaceutiques ont dû être repris, la FDA américaine ne les ayant pas trouvés satisfaisants. Je vous ferai toutefois remarquer que la plupart des essais effectués avant l'homologation d'un produit doivent être répétés; c'est en effet une règle en matière d'essais biologiques de les répéter à plusieurs reprises afin de confirmer l'innocuité et l'efficacité d'un produit. Cela permet en cas de doute notamment de nous assurer que tel ou tel produit a été convenablement examiné. Or après avoir examiné tous les dossiers, je suis convaincu que d'autres essais nous permettent d'avoir tous nos apaisements à ce sujet.

[Texte]

of these, and I have been assured by looking through this that in fact there were other adequate studies that would cover the points that were in question.

Mr. de Jong: All right. So in other words, you feel there are other supportive studies that are valid for those 16 drugs. I am still concerned about the process in which we learn from your American colleagues when and if there are problems with the testing agencies. When did we learn that there were problems with these 16 drugs?

Mr. Liston: I cannot give you specific dates for each one of them. They did not come as one package. What usually transpires is that we obtain the raw data from the clinical investigators, and we have this as a submission which is looked at in toto. If there are idiosyncrasies about one out of the several studies—all other clinical investigators have found certain side effects or adverse reactions or some aspect that is under study, but one does not report anything of that nature—then there is an automatic suspicion that there is something unusual about one out of the several studies. So the system has in-built an ability to assess and look at if there is a consensus from the several trials. In some instances in the past, we have had contact with the U.S. to ask whether they had additional information that might relate to some of these trials. In our previous review of this area I indicated that our contacts with our United States counterparts were rather frequent between investigators, in, say, the cardio-vascular area, between those in Canada and those in the FDA.

• 1605

Mr. de Jong: Are you satisfied with that arrangement, or would you prefer to see a much more definite protocol between FDA and Health and Welfare so that when, let us say, a drug researcher or a research council that is doing testing in drugs or in other chemicals has been found to be doing faulty testing, that information would automatically be transmitted to us, including a list of studies that the company is responsible for?

Mr. Liston: Whenever there are problems—not just a deviation from the protocol, but when the validity of the submission becomes questionable and there are some real concerns about it—there almost always is adequate communication between not only the United States and ourselves but other regulatory agencies as well. We would not automatically be apprised of a small, relatively insignificant deviation from a protocol in one of several studies.

Mr. de Jong: But obviously the system broke down with the question of clindamycin. As the minister herself informed me in the letter, with clindamycin, which was marketed by the Upjohn Company, away back in 1969 the Upjohn Company in the United States carried out clinical trials with clindamycin on prisoners and discovered there were some problems with it; drug-induced colitis problems. Yet the Upjohn Company in the United States failed to notify its Canadian subsidiary, and it was not until 1974 or 1975 that the Canadian company became aware of this problem. In the meantime, we now have a case in which a lady in Oakville, Ontario has sued, successfully, the Upjohn Company. It seemed to me from this particu-

[Traduction]

M. de Jong: Vous pensez donc que d'autres essais effectués sur ces produits pharmaceutiques sont valables. Je trouve vraiment bizarre que ce soient vos collègues américains qui doivent vous signaler qu'il y a eu des problèmes avec tel ou tel produit. Quand au juste avez-vous appris que ces 16 produits causeraient des problèmes?

M. Liston: Je n'ai pas les dates exactes car ces 16 produits n'ont pas été examinés en bloc. Les chercheurs en études cliniques nous soumettent leurs données aux fins d'examen. Si pour un produit donné, tous les chercheurs à l'exception d'un seul révèlent des effets secondaires, on présume automatiquement qu'une des études au moins sort de la normale. On relève donc automatiquement tout défaut de cohérence dans les résultats cliniques. Dans certains cas nous avons contacté nos homologues américains pour leur demander des renseignements supplémentaires concernant tel ou tel essai. Je vous ai indiqué que les chercheurs canadiens entretiennent des contacts étroits avec leurs homologues américains.

M. de Jong: La situation actuelle est-elle satisfaisante ou bien faudrait-il, à votre avis, établir des modalités de contacts bien précis entre la FDA et le ministère de la Santé de façon à ce que nous soyons automatiquement notifiés chaque fois que des essais n'ont pas été menés convenablement; si les essais en question ont été effectués par une entreprise, la liste totale des essais effectués par celle-ci sera également communiquée.

M. Liston: Chaque fois qu'il y a le moindre doute quant au bien-fondé des résultats obtenus, nous sommes mis au courant non seulement par la FDA mais également par d'autres organismes chargés de la réglementation. Par contre, on ne nous signale pas chaque petite entorse relevée dans les protocoles de recherche.

M. de Jong: Il semblerait toutefois que ce beau système n'ait pas fonctionné en ce qui concerne la clindamycine. Dans la lettre que le ministre m'a adressée à ce sujet, elle m'avait expliqué que les laboratoires Upjohn qui avaient lancé la clindamycine en 1969 avaient constaté que ce produit pouvait provoquer des colites après avoir fait des essais cliniques sur des prisonniers. Or, le laboratoire Upjohn aux États-Unis n'a pas signalé la chose à sa filiale canadienne, laquelle ne l'a appris qu'en 1974 ou 1975. Entre-temps, une femme de Oakville en Ontario a intenté des poursuites contre les laboratoires Upjohn et a obtenu gain de cause. Alors qu'en principe c'est la filiale canadienne des laboratoires Upjohn qui aurait dû four-

[Text]

lar case that we were depending upon the Canadian subsidiary of Upjohn to supply us with the information. Obviously there was a time-lag of around four to five years when we did not know in Canada that there were problems with this drug.

Mr. Liston: The fundamental aspect that one has to recognize is that the research is funded by the company. They own that information; it is their intellectual property. We need it for one purpose: to evaluate a submission made to us. But it is to some extent nevertheless under their control. It is when they ask for an approval that we may then start to use this information for the purpose of making a decision. I cannot provide you with or be certain of the peregrinations of the parent company in the U.S. when they undertook that particular trial with the prisoners. However, we would then start to look at all of the data made available to us via the Canadian company that approaches us for purposes of a notice of compliance. We can only work through those that approach us when there is a request under consideration.

Mr. de Jong: I tangled with this problem when I sat in on the freedom of information legislation and the question was whether this type of information really is the property of the company or should become public property because the company has asked to distribute this product to the public. In your capacity as director of health protection, your concern is protecting the health and welfare of Canadian citizens. It seems to me that when this occurs that information should no longer be considered as private property. It should be considered as public information, and it should be the duty of the company to supply you with whatever up-to-date information it has and say if it has any information, whether it is the Canadian arm or the American company, that shows that this is a dangerous product or dangerous to some people. I would tend to think they should be held criminally responsible for withholding that information.

• 1610

The Chairman: Dr. Liston.

Mr. Liston: If we have the information and there are possible adverse health consequences, et cetera, I hasten to assure you that we use it for the purpose of trying to protect public health as quickly and as freely as we possibly can to make sure there are no hazards or untoward risks.

What may conceivably have occurred—and I cannot provide assurances of this, but it is not at all improbable—is that as the parent company was undertaking these trials, they could have had several of these that are being undertaken for the purposes of generating the information. They may have had six or seven, one of which was the trials in prisoners, and until they report or collect this information and proceed to the U.S.A. regulatory agency, it is not uncommon to have a lapse of some two or three years while the information is being gathered. Thus they may have had that information for some period of time without either the FDA or ourselves being aware of the results of that particular study.

[Translation]

nir ce renseignement, il s'est passé quatre ou cinq ans avant que l'on sache au Canada que ce produit provoquait des effets secondaires.

M. Liston: Il ne faut pas oublier que les travaux de recherche sont financés par les laboratoires pharmaceutiques auxquels appartiennent les produits. Nous sommes chargés d'étudier les demandes d'homologation, ce qui n'empêche que les produits appartiennent aux laboratoires qui les mettent au point et les fabriquent. Ce n'est qu'au moment où une demande d'homologation est déposée que nous pouvons utiliser les renseignements qu'ils nous fournissent. Je ne connais pas tous les détails des essais cliniques effectués sur les prisonniers par les laboratoires Upjohn aux États-Unis. Ce n'est qu'au moment où les laboratoires canadiens soumettent leurs demandes d'homologation que nous examinons les données fournies par ceux-ci. Il faut donc qu'il y ait eu une demande d'homologation avec données à l'appui pour que nous puissions nous saisir d'un dossier.

M. de Jong: Lorsque nous avons examiné la Loi sur la liberté d'accès à l'information, on s'est posé la question de savoir si ce genre de renseignements doivent être considérés comme appartenant aux laboratoires pharmaceutiques ou bien comme relevant du domaine public dès lors qu'un laboratoire se propose de vendre le produit en question au public. En votre qualité de directeur de la protection de la santé, il vous appartient au premier chef de veiller à la santé et au bien-être des Canadiens. Je trouve qu'en pareil cas, ces données ne devraient plus être assimilées à la propriété privée mais devraient tomber dans le domaine public; les laboratoires devraient dès lors fournir toutes les données afférentes, que celles-ci proviennent de la société mère aux États-Unis ou de la filiale canadienne, s'il y a le moindre doute quant à l'innocuité totale du produit en question. Il me semble que ces compagnies devraient être tenues criminellement responsables d'avoir refusé de divulguer ces renseignements.

Le président: Docteur Liston.

M. Liston: Lorsque nous disposons de ces renseignements et que nous sommes au courant de certaines conséquences qui pourraient être néfastes pour la santé des gens, etc., je puis vous assurer que nous nous en servons pour essayer de protéger le plus rapidement possible les gens, afin d'éviter tous risques inutiles.

Ce qui a pu se produire... je ne peux pas vous en fournir de garantie, mais ce n'est pas improbable... c'est que comme la société mère avait entrepris des essais, ils auraient pu se servir des résultats de plusieurs de ces essais pour diffuser des renseignements. Ils ont peut-être fait six ou sept essais, dont l'un avec des détenus. Mais il n'est pas rare que deux ou trois années s'écoulent avant qu'ils ne disposent de tous les renseignements nécessaires pour pouvoir déposer le cas devant l'organisme de réglementation américain. Il se peut donc fort bien qu'ils aient disposé pendant assez longtemps de ces renseignements sans que la FDA ou nous-mêmes n'en étions au courant.

[Texte]

Mr. de Jong: You see, in this case it took five or six years. Even in the minister's letter itself:

However, it is claimed that the Upjohn Company in the United States did not release this information to the Canadian subsidiary, because of this the Canadian company had no information for the Health Protection Branch.

However, in the subsequent years 1970 to 1974 widespread clinical experience demonstrated the same problems.

Would you not admit that this is an example of where the system really did not function as well as it should have?

Mr. Liston: The legislation that one could conceive of in terms of the handling of information would probably not have trans-border effects, as it were. It would apply only in Canada. What we have done that I believe would be salutary or that would address this particular concern you have is we have asked the manufacturers who come to us making a submission for new drugs that these submissions be signed by the senior officer of the company, the responsible corporate head in Canada, in which he would be attesting that the information supplied to us is all of the information that he is aware of, that it is exhaustive and includes any of the results that may not be as favourable and that might be subject to some sort of editing out, as it were. So with this new approach to submissions, which has been discussed this very spring with the Pharmaceutical Manufacturers Association of Canada, I believe we would be addressing the concern you have.

The Chairman: Mr. de Jong.

Mr. de Jong: My gut feeling, sir, is that we will never really resolve this problem until we take the responsibility for testing the drugs out of the hands of the drug companies themselves. There is too much conflict of interest there. I feel it is only when this is done in the public, by public agency, if it is done either through a UN agency, a world-wide agency, or through the estimates we are approving today, through our universities, I would feel certainly much safer that all necessary precautions in all honesty are being taken. The temptation of having invested large sums of money in developing a drug and then finding that there might be things wrong with it and not wanting to lose that investment might induce some companies to see if they cannot still get that particular product on the market.

One other series of questions I would like to ask concerns the anti-nauseant drug prescribed generally for pregnant women, called bendedin. Apparently my colleague, the hon. member from Winnipeg—Birds Hill, asked generally about this in the last session here, and you seem to have felt that there were no studies to back that this product has any uterogenic effects. Yet I have several studies that show that birth defects can be attributed to the use of bendedin. Do you not feel that at the minimum we should follow what they have done in the United States; that is, issue a warning whenever

[Traduction]

M. de Jong: Voyez-vous, dans le cas qui me préoccupe, cela a pris cinq ou six ans. Et voici ce que dit le ministre dans sa lettre et je cite:

Or, on prétend que la Upjohn Company aux États-Unis n'a pas mis ces renseignements à la disposition de sa filiale canadienne car cette dernière ne disposait d'aucun renseignement pour la direction de la protection de la santé.

Et dans les années qui ont suivi, de 1970 à 1974, l'expérience clinique a souligné les mêmes problèmes.

Ne seriez-vous pas d'accord pour dire qu'il s'agit là d'un exemple de situation où le système n'a pas fonctionné aussi bien qu'il l'aurait dû?

M. Liston: Les lois que l'on pourrait mettre en oeuvre relativement à la divulgation de renseignements ne pourraient vraisemblablement pas avoir une incidence au-delà de nos frontières. Ces lois ne pourraient s'appliquer qu'au Canada. Nous avons cependant fait quelque chose qui permettrait de régler ce problème: lorsqu'une société pharmaceutique nous soumet une demande pour un nouveau médicament, nous exigeons que la demande soit signée par le dirigeant de la société au Canada et que ce dernier s'engage à nous fournir tous les renseignements relativement à ce médicament qu'il a à sa disposition. Nous exigeons que la documentation soit complète et qu'elle comprenne même tous les documents et tous les résultats moins favorables. Nous avons justement discuté ce printemps de cette approche avec l'Association canadienne de l'industrie du médicament. Il me semble que cela réglerait le problème qui vous préoccupe.

Le président: Monsieur de Jong.

M. de Jong: Je suis personnellement convaincu que nous ne pourrions jamais régler ce problème tant que la responsabilité pour la mise à l'essai des médicaments relèvera des sociétés pharmaceutiques elles-mêmes. Il y a trop de conflits d'intérêt. Je me sentrais beaucoup plus rassuré et j'aurais l'impression que toutes les précautions qui s'imposent ont été prises, en toute honnêteté, si cette responsabilité relevait d'un organisme public, d'un organisme géré par les Nations Unies, d'un organisme mondial, d'une université, ou par le biais des prévisions budgétaires que nous sommes en train d'examiner aujourd'hui. Si une société pharmaceutique engloutit d'énormes sommes d'argent par la création d'un nouveau médicament pour découvrir plus tard que celui-ci comporte certains risques, elle sera peut-être tentée, pour ne pas perdre son investissement, de voir si elle ne pourrait pas malgré tout lancer ce produit sur le marché.

J'aimerais maintenant vous poser des questions au sujet d'un médicament antinauséux, appelé bendedin, que l'on donne en général aux femmes enceintes. Il semblerait que mon collègue, le député de Winnipeg—Birds Hill, vous ait posé des questions à ce sujet lors de la dernière réunion et que vous lui ayez dit que vous ne pensiez pas que des études aient démontré que ce produit pouvait avoir des effets utérrogéniques. Pourtant, d'après plusieurs études, des malformations congénitales peuvent être attribuées à l'utilisation du bendedin. Ne croyez-vous pas qu'il faudrait au moins faire comme l'ont fait les

[Text]

the product is being sold, to state that there is some indication that some birth defects are associated with the use of this drug?

• 1615

The Chairman: Dr. Liston.

Mr. Liston: Mr. Chairman, bendectin is the drug of choice for women who are nauseated as a result of pregnancy, and it is not surprising, since congenital anomalies occur at a known base rate of some 2 per cent, that there are some women who have taken bendectin and have subsequently had children where there was some form of congenital abnormality. What these studies have shown unequivocally and repeatedly, though, is that the base rate of these abnormalities is no different in a population that has either taken or not taken the drug. So we have no evidence at all that it was a causative agent, and thus it would be improper for us to have labelling which would suggest or imply that it had been implicated, in any way, with birth abnormalities.

We have, to respond to the generalized concern that you expressed, had revisions to the labelling to the advice that is given out on bendectin, saying that it is generally advisable to ascertain that the bendectin is used only in those cases which are unresponsive to more traditional forms of trying to combat the nausea. And in those instances, then, it is proper or appropriate to consider bendectin as a form of therapy.

Mr. de Jong: Our research indicates that there were two recent released studies that showed some statistically significant increases in birth defects. The first study was conducted by Dr. Jose Cordero, who reviewed 250,000 births done at the Centre for Disease Control in Atlanta. The study associates bendectin with such defects as missing hands and feet. The second study, released in September 1980, by Dr. Hershel Jick of the Boston Collaborative Drug Surveillance Program, suggests that bendectin is a moderate teratogen on the limbs. Jick's report indicates that fewer than five birth defects might be expected for every thousand women taking bendectin during the critical early stages of pregnancy. Is that not a statistically significant number—five out of a thousand?

Mr. Liston: I cannot draw from memory, sir, the precise numbers that one would have to extract from that. I can indicate to you, though, that there are a number of studies, and there has been, shall we say, an accepted consensus across all countries that have bendectin as an anti-nauseant drug that in fact the epidemiological studies that have been undertaken demonstrate that one cannot make this association between birth abnormalities and this particular product. Please be assured that if in fact this were the case we would obviously act on it.

Mr. de Jong: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. de Jong.

Monsieur Marceau.

[Translation]

États-Unis, autrement dit prévenir, lors de la vente du produit, que son utilisation a causé des malformations congénitales?

Le président: Docteur Liston.

M. Liston: Monsieur le président, le bendectin est le médicament que choisissent les femmes enceintes souffrant de nausées, et ce n'est pas surprenant, puisque le taux de malformations congénitales connu pour ce produit n'est que de 2 p. 100, puisque certaines femmes ont pris de ce médicament et ont par après eu des enfants ayant des malformations. Cependant, ces études ont prouvé de façon non équivoque et à plusieurs reprises que le taux de base de ces malformations n'est pas différent sur les femmes qui ont pris ce médicament et chez celles qui n'en ont pas pris. Ainsi, nous n'avons pas du tout la preuve qu'il soit un agent causatif, et il ne serait pas approprié pour nous de l'étiqueter de façon à suggérer ou à laisser entendre qu'il a été d'une façon ou d'une autre cause de malformations congénitales.

Pour répondre à cette inquiétude généralisée que vous avez exprimée, nous avons révisé l'étiquetage quant à l'avertissement, et nous disons qu'il est généralement conseillé d'utiliser le bendectin seulement dans des cas où d'autres médicaments traditionnels pour les nausées se sont avérés inefficaces. Dans ces cas, on peut donc considérer le bendectin comme étant une forme de thérapie.

M. de Jong: D'après notre recherche, deux études récentes indiquent qu'il y a eu des augmentations importantes dans le nombre de malformations congénitales. La première étude a été faite par le Dr Jose Cordero qui a étudié 250,000 naissances au Centre pour le contrôle des maladies à Atlanta. Cette étude associe l'utilisation du bendectin à des malformations congénitales, comme l'absence de mains et de pieds. La seconde étude, publiée en septembre 1980, a été faite par le Dr Hershel Jick lors du programme *Boston Collaborative Drug Surveillance*. Il prétend que ce médicament a un effet tératogène modéré sur les membres. Dans son rapport, le Dr Jick souligne que moins de cinq anomalies congénitales peuvent survenir pour chaque mille femmes qui ont pris du bendectin pendant les étapes cruciales du début de la grossesse. N'est-ce pas là une statistique importante, cinq sur mille?

M Liston: Je ne puis vous citer, de mémoire, les chiffres précis qu'on peut tirer de cette étude. Je peux vous souligner, cependant, que d'après un certain nombre d'études épidémiologiques qui ont été faites, on en est venu à un consensus dans tous les pays où ce médicament est utilisé contre la nausée et qu'on ne peut établir de lien entre les malformations congénitales et ce médicament. Soyez assuré que s'il y avait danger, nous prendrions des mesures évidemment.

M. de Jong: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur de Jong.

Mr. Marceau.

[Texte]

M. Marceau: Merci, monsieur le président. Madame le ministre, je pense que vous savez que, à quelques reprises dans les journaux, on a fait état du fait que le Québec ne retirait pas d'avantage d'argent des budgets attribués à la recherche, que dans le domaine de la recherche, le Québec n'avait pas sa juste part. Est-ce que vous voulez dire que dans le domaine du Conseil de recherches, on peut dire que le Québec peut se situer d'une façon équitable par rapport à la répartition des budgets et à l'utilisation des fonds?

Le président: Docteur Bois.

• 1620

Dr Bois: Eh bien, je crois, monsieur le président qu'en ce qui concerne la répartition des subventions de recherche, des programmes spéciaux comme les programmes de subventions de groupe, des bourses, des chercheurs boursiers, des stagiaires, le Québec, par rapport à d'autres provinces, reçoit un pourcentage équitable, compte tenu du nombre d'universités, de la population, du nombre de projets soumis et du nombre de demandes de bourses. Je ne crois pas que l'on puisse dire en ce moment que la province reçoit moins, proportionnellement, qu'une autre.

Mme Bégin: Est-ce que je pourrais ajouter quelque chose, monsieur le président?

Le président: Certainement.

Mme Bégin: Par exemple, en 1981-1982, sur l'ensemble des dépenses du Conseil de recherches médicales du Canada, qui étaient de 98 millions de dollars, un peu plus de 31 millions de dollars sont allés au Québec. Je pense que cela donne une très bonne proportion, légèrement plus haute d'ailleurs que celle de la population du Québec par rapport à l'ensemble du Canada.

M. Marceau: Je suis très heureux d'apprendre cette statistique, madame le ministre. Je pense qu'elle répond en peu de mots à une question qui a été posée parfois fort longuement.

Est-ce que je peux demander au docteur Bois si, dans le domaine de la recherche médicale, le Canada peut se considérer comme un pays à l'avant-garde ou un pays qui traîne un peu de la patte? Comment vous situez-vous du point de vue de la recherche médicale?

Mme Bégin: Avant que le docteur Bois ne vous réponde, je vais d'abord vous dire qu'il va vous demander plus d'argent. J'aimerais pouvoir lui en donner davantage, car il a raison. Mais quand même, je vais lui céder la parole pour qu'il puisse répondre de façon plus précise.

Le président: Docteur Bois.

Dr Bois: Monsieur le président, bien sûr, le Canada pourrait sûrement bénéficier de plus de crédits. D'autre part, si l'on regarde les équipes de chercheurs dans différents domaines de pointe, que ce soit à Vancouver ou à Dalhousie Memorial, nous avons des gens qui sont reconnus à l'échelle internationale. Nous avons aussi des domaines de pointe, en chimie des protéines, en science neurologique, dans le domaine de la recherche au niveau du système nerveux. Je peux dire que nous sommes pas mal compétitifs. J'arrive justement d'une visite

[Traduction]

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman. Mrs. Minister, I believe that you said on a number of occasions in the newspapers that Quebec was not benefiting from the monies attributed for research in the budgets, and that in the research field, Quebec did not have a equitable share. Do you mean that in the Research Council field, one considers Quebec would be on the same level as the others as for the distribution of budget and the use of funds?

The Chairman: Dr. Bois.

Dr. Bois: Mr. Chairman, as far as the allocation of research grants are concerned as well as special programs such as group grants, bursaries, research bursaries, trainees and all that are concerned, Quebec, compared to other provinces, receives an equitable percentage. If you take into account the number of universities, its population, the number of projects submitted and the number of bursary applications. I do not believe it could be said at this point that the province receives less, proportionately, than any other.

Madam Bégin: May I add something, Mr. Chairman?

The Chairman: Certainly.

Madam Bégin: For example, in 1981-82, of the total expenditures of the Medical Research Council of Canada, which were \$98 million, a little more than \$31 million went to Quebec. I think it gives a very good proportion which might even be slightly higher than what you get when you compare the population of Quebec to the whole of Canada.

Mr. Marceau: I am quite happy to learn of those statistics, Madam Minister. I believe that it does answer in a very few words a question which was perhaps rather lengthy.

Perhaps I could ask Dr. Bois if, in the area of medical research, Canada could consider itself as a leading country or a country which is perhaps slightly behind? What is your position as far as medical research goes?

Madam Bégin: Before Dr. Bois answers your question, I would like to warn you that he is going to be asking you for more money. I would like to give him more because he is quite right. However, I will ask him to answer you more specifically.

The Chairman: Dr. Bois.

Dr. Bois: Mr. Chairman, of course Canada could surely benefit from more money. On the other hand, if you look at the research teams in different leading areas either in Vancouver or at Dalhousie Memorial, we have people there who are internationally known in their fields. We also have leading areas in protein chemistry, neurological science, research on the nervous system. I can say that we do manage to compete. I have just come back from a rapid tour of the laboratories in Lyon and Paris. We do exchange our researchers and those

[Text]

rapide de laboratoires à Lyon et à Paris. Nous avons des échanges de chercheurs, et ces échanges sont jugés comme étant très favorables. Donc, je crois que nous avons certainement des lignes de pointe et des lignes de force qui sont reconnues.

M. Marceau: D'une façon générale, la recherche que vous effectuez au Conseil est-elle pratique ou plutôt théorique? En d'autres mots, est-ce qu'on essaie, dans l'utilisation de l'argent, de concentrer les recherches dans le domaine pratique ou si l'on fait plutôt des projets généraux à long terme? Quelle est la proportion du travail à court terme et celle des projets à long terme?

Mme Bégin: Evidemment, M. Marceau voudrait savoir si les chercheurs médico-scientifiques sont des rêveurs. La réponse est non: vous en avez besoin et moi aussi. Mais je trouve qu'il est intéressant quand même de voir jusqu'à quel point la recherche fondamentale est ensuite traduite en pratique pour nous.

M. Marceau: C'est encore mieux dit que ma question.

Le président: Docteur Bois.

Dr Bois: Monsieur le président, c'est une question qui est soulevée de temps à autre, avec des interprétations différentes: recherche appliquée, recherche fondamentale, recherche thématique, et bien souvent, on a de la difficulté à tracer des limites bien précises.

• 1625

Nous avons eu, il y a trois semaines, une autre retraite aux fins de définir nos objectifs et nos orientations pour ce plan de cinq ans, et une réponse à cela a été donnée par l'un de nos excellents chercheurs, le docteur Labrie de Laval, qui travaille sur des substances neurohumorales, des neurotransmetteurs; c'est extrêmement important mais, au plan de la recherche, c'est vraiment très fondamental. Il répondait en disant: on ne s'engage pas dans ce genre de choses sans avoir une idée, un objectif de leur applicabilité. Elle peut être lointaine, elle peut être prochaine, mais les chercheurs dans le domaine biomédical, en général, ont presque toujours, je dirais, un objectif pratique, éventuel d'améliorer nos connaissances de la biologie humaine et de la santé.

Là, vous avez tout l'éventail: il y a des recherches très pratiques, des essais cliniques; on en a entendu parler tout à l'heure. Il y a des projets de recherche qui sont strictement des essais cliniques, pour vérifier, évaluer la qualité, les promesses d'un médicament nouveau ou d'une approche thérapeutique nouvelle. Ceci est très pratique et vraiment très appliqué. Les autres types de recherche sur la structure moléculaire de certaines protéines ont l'air d'être très fondamentaux, mais leur application prochaine ou moins prochaine est toujours bien orientée dans le champ de la biologie humaine.

M. Marceau: Evidemment, vous travaillez à la fois pour l'entreprise privée et pour l'État dans vos recherches. Est-ce qu'on peut considérer cela comme une déclaration générale ou si vous faites vos travaux uniquement pour les fins de l'entreprise privée et de la santé en général?

[Translation]

exchanges are seen to be very favourable. I therefore believe we certainly are present in leading areas and we are known for certain stronger points.

Mr. Marceau: Generally speaking, is the research you do practical or rather theoretical? In other terms, in using the funds allocated to you, do you try to concentrate research in practical areas or is it allocated to rather general, long-term projects? What is the proportion of short-term and long-term projects?

Madam Bégin: Of course, Mr. Marceau would like to know if the medical scientific researchers are dreamers. The answer is no; you need them and so do I. However, I do find it interesting to see how fundamental research is then translated in practical terms for us.

Mr. Marceau: That came out better than my question.

The Chairman: Dr. Bois.

Dr. Bois: Mr. Chairman, it is a question that does pop up from time to time with different interpretations: applied research, fundamental research, thematic research, and it is often difficult to try and define very specific lines around these areas.

Three weeks ago we had another meeting to define our objectives and orientations for this five-year plan and an answer to that question was brought by one of our excellent researchers, Dr. Labrie from Laval who is working on neuro-humoral substances, neurotransmitters; it is extremely important but, research-wise, it is really very fundamental. His answer was this: You do not get into that sort of thing without having an idea or an objective for their applicability. It may be long-term, it may be short-term, but the researchers in the biomedical field, in general, almost always have, I might say, a practical objective, that of eventually improving our knowledge in human biology and health.

So there you have the whole gamut: There is very practical research, clinical trials; we heard about that before. There are research projects which are strictly clinical tests to verify, evaluate the quality, the promise offered by a new medicament or a new therapeutic approach. This is very practical and really very much applied. The other kinds of research on the molecular structure of certain proteins do seem to be very fundamental but their short and long-term application is always well orientated within the field of human biology.

Mr. Marceau: Of course, you work both for private enterprise and for the state with your research. Could we consider that as being a general statement or do you work only towards the objectives of private enterprise and health in general?

[Texte]

Mme Bégin: Eh bien, la structure est l'encadrement de la recherche biomédicale au Canada et, d'abord et avant tout, je crois, dans les universités et les hôpitaux universitaires suivis de quelques institutions non encadrées dans les universités mais de même calibre. Alors, ce que vous venez de dire s'appliquerait plutôt à la recherche dans le monde pharmaceutique. Mais dans la recherche biomédicale en gros, est-ce que l'on ne peut pas dire que c'est fondamentalement, directement pour le bien commun, par le truchement de grandes institutions publiques? Est-ce qu'on pourrait peut-être préciser, docteur Bois, la part d'institutions qui ne seraient pas directement des universités mais qui reçoivent des subventions, qui ont des équipes? Pouvez-vous nous parler des associations bénévoles, des fonds qui vont au secteur privé à travers la Société canadienne du cancer, par exemple? Comment ces associations s'inscrivent-elles dans la recherche biomédicale? Ce n'est pas l'entreprise privée, cependant.

Mr. Marceau: C'était justement la question que je voulais poser. Encore une fois, vous la posez mieux que moi, madame le ministre.

Dr Bois: Monsieur le président, les sociétés ou les agences privées au Canada sont des organismes qui s'intéressent à des maladies, le cancer, les maladies du cœur, mais qui appuient des recherches dans les milieux dont on parlait tout à l'heure et qui sont intéressés, tout comme le Conseil, à faire progresser les connaissances et à améliorer la qualité des soins et de la santé. Je n'en connais pas qui soient...

Mme Bégin: Et qui attribuent leurs projets selon les comités de pairs et les mêmes procédures?

Dr. Bois: Oui, on suit le système d'évaluation de projets du Conseil. Cela dépend de l'importance des fonds qu'on a à allouer, mais généralement, on suit le même modèle.

Mr. Marceau: On parle du Conseil des recherches médicales et on constate une chose: plus on fait de recherche dans le domaine du cancer et des maladies de cœur, plus les gens meurent. Est-ce qu'il y a un rapport? Je dis cela en badinant, évidemment, car je ne veux pas avoir de critiques, mais on constate que plus on étudie ces maladies, plus les gens en meurent jeunes.

• 1630

Comment se fait-il que l'on ne puisse pas percer ces murs-là? Cela ne doit pas être uniquement une question monétaire parce qu'il y a des millions pour ne pas dire des milliards qui sont mis à la disposition des chercheurs. Comment pouvez-vous expliquer cette disproportion entre les efforts et les résultats?

Mme Bégin: Docteur Bois.

Le président: Vous ne voulez pas répondre, madame le ministre...

Mme Bégin: Je pourrais répondre en ce qu'un ministre, c'est-à-dire une profane peut saisir du problème. Quand j'ai rencontré à Genève la semaine dernière le ministre de la santé du monde, Richard Schweiker, mon homologue américain, me

[Traduction]

Madam Bégin: Well, the structure is the framework for biomedical research in Canada and, above all, I believe, in the universities and university hospitals followed by certain institutions outside the framework in universities but of the same calibre. So what you have just said would rather apply to research in the pharmaceutical field. But for biomedical research in general, could it not be said that it is fundamentally and directly for the common good through the big public institutions? Could we perhaps specify, Dr. Bois, the institutions which are not directly universities but which do receive grants and have teams? Could you say a word to us about the volunteer associations and funds which go to the private sector through the Canadian Cancer Society, for example? What do those associations do in biomedical research? However, that is not private enterprise.

Mr. Marceau: That was exactly the question I wanted to put. Once more, Madam Minister, you have put it far better than I could.

Dr. Bois: Mr. Chairman, the societies or private agencies in Canada are organizations interested in different illnesses such as cancer or heart disease but who do support research in fields that we were talking about before and who, like the council, are interested in having knowledge progress and in improving the quality of health and health care. I do not know any who...

Madam Bégin: And who allocate their projects using peer committees under the same procedures?

Dr. Bois: Yes, the project evaluation system of the Council is followed. It depends on how much there is to be allocated, but generally the same model is followed.

Mr. Marceau: The Medical Research Council is often mentioned and you do notice one thing: The more research goes on in the fields of cancer and heart diseases, the more people die. Is there a relationship? Of course, I am joking and I do not want to be criticized for that comment but the more those diseases are studied, the more people seem to die younger from them.

How is it we cannot break through those walls? It must not only be a question of money because there are millions—not to say billions—made available to researchers. How do you explain this discrepancy between effort and results?

Madam Bégin: Dr. Bois.

The Chairman: You do not want to answer, Madam Minister...

Madam Bégin: I could answer what a minister can, which is to say what any layman can understand. Last week, in Geneva, I met the Ministers of Health from all over the world and my American colleague, Richard Schweiker, told me about the

[Text]

faisait part d'un espoir de *break through* qui venait juste de lui être communiqué. Mais, ce que vous dites en des mots très simples, c'est quand même ce que bien des gens pensent, à savoir que les gens ne comprennent pas qu'il s'agit d'une maladie qui est une des causes premières du décès des Canadiens ou des gens de pays industrialisé. Cependant, vous oubliez qu'il s'agit d'une maladie relativement nouvelle dont on sait maintenant qu'elle est aussi la résultante de nouveaux environnements, de nouveaux styles de vie, et qu'à cet égard elle grandit à cause de nos mauvais styles de vie, etc. Cette maladie est encore traitée par des techniques qui pour nous, profanes, sont des techniques très grossières et très dures à vivre pour les patients qui sont obligés de les supporter. Passé ce point-là, je me tourne vers le docteur Bois.

Dr Bois: Madame le ministre, vous avez déjà donné largement le principal volet de cette réponse. Il y a tout de même des faits que l'on doit reconnaître. La complexité de la physiologie humaine n'est pas à sous-estimer. Si le problème du cancer ou le problème des maladies cardio-vasculaires ne demandait en somme qu'un peu plus d'argent pour un peu plus de laboratoires, il y a longtemps qu'il serait probablement réglé.

Le mécanisme intime de la matière vivante nous échappera peut-être passablement longtemps. D'autre part, on peut espérer et croire que nous pourrions arriver à un meilleur contrôle. Et déjà, le nombre de personnes qui sont affligées de maladies cardio-vasculaires aujourd'hui ont, je crois, une possibilité de survie qui est meilleure qu'elle l'était il y a 15 ans. Dans le cas du cancer, cela varie beaucoup. Il y a certains types de tumeurs qui sont relativement contrôlables, d'autres moins, d'autres encore pas du tout. Si c'était si simple, encore une fois, il y a longtemps que l'on n'en parlerait plus. La biologie humaine, c'est peut-être ce qu'il y a de plus complexe que l'on puisse attaquer.

M. Marceau: Ma dernière question.

Le président: La dernière question.

M. Marceau: Si, par hasard vous gagniez la loto et qu'il vous tombait des millions, quel serait votre projet prioritaire?

Mme Bégin: Docteur Bois, j'écoute.

Dr Bois: Des projets prioritaires, vous savez, ils le sont tous un peu. Mais, je crois qu'une des grandes priorités, actuellement, est celle de favoriser la formation et le support de jeunes et de nouveaux chercheurs. Il est évident que toutes les autres questions sont importantes, mais nous devons pouvoir favoriser la formation nouvelle. Aujourd'hui, un chercheur qui entre avec une connaissance unidisciplinaire est à moitié équipé, si vous voulez. Aujourd'hui, il est nécessaire de connaître beaucoup plus des sciences pures et des sciences appliquées qu'il y a peut-être 15 ou 20 ans. Il est très prioritaire de...

Mme Bégin: Et cela se produit par le système des bourses...

Dr Bois: Le système des bourses, le système des salaires par des moyens de subvention, les bourses spéciales du centenaire

[Translation]

hope of the breakthrough that had just been brought to his attention. But what you are expressing in very simple terms is what all kinds of people are thinking, which means to say that people do not understand that this is one disease which is one of the primary causes of death, whether it be for Canadians or people in industrialized countries. However, you are forgetting that this is a relatively new disease of which we now know that it is also the result of new environments, new lifestyles and that it is getting more serious because of our defective lifestyles, etc. This disease is still being treated through techniques which, for we laymen, are very unsophisticated and difficult to live with for those patients who must support them. Beyond that point, I would turn to Dr. Bois.

Dr. Bois: Madam Minister, you have already generally set out the main elements of this answer. However, certain facts must be recognized. The complexity of human physiology should not be underestimated. If the problems of cancer or cardiovascular diseases only needed a bit more money for a few more laboratories, those problems would have been solved probably long ago.

The intimate mechanism of living matter will perhaps not be within our grasp for a long while yet. On the other hand, we can hope and believe that we will be able to control it better. Already, the number of people afflicted with cardiovascular diseases today have, I believe, better possibilities of survival than 15 years ago. As for cancer, it varies widely. Some kinds of tumors are relatively easy to control, others are less so and some are not at all. If it were that simple, once again, the whole subject would have ceased to be news long ago. Human biology is perhaps the most complex life form we can study.

Mr. Marceau: My last question.

The Chairman: Your last question.

Mr. Marceau: If, by some stroke of luck, you were to win a lottery and millions of dollars, what would your priority be?

Madam Bégin: Dr. Bois, I am listening.

Dr. Bois: You know, all projects are a priority. However, I do think that one of the greater priorities presently is encouraging the training and support of young and new researchers. It is quite evident that all the other questions are important but we must encourage new trainees. Today, a researcher who gets into the field with unique disciplinary knowledge is only half equipped, if you will. Today you must know much more than the pure sciences and applied sciences than 15 or 20 years ago. The priority is...

Madam Bégin: And this is done through scholarships, bursaries...

Dr. Bois: The system of bursaries, salaries through grants, special centenary scholarships demanding that the candidate study a new discipline to encourage interdisciplinarity.

[Texte]

qui exigent que le candidat aille chercher une nouvelle discipline pour favoriser l'interdisciplinarité.

J'ai reconnu un peu les mêmes préoccupations au cours de cette visite de la semaine dernière. Chez nous, nous avons une population de jeunes gens qui est excellente. Il suffit de rencontrer des candidats aux bourses du centenaire, remarquables. Et c'est à nous, je pense, de leur proposer un plan de carrière pour qu'ils puissent entrer dans ce domaine qui est vital, je crois, pour nous maintenir autonomes au champ des connaissances.

• 1635

M. Marceau: Et incluez-vous les francophones dans ce groupe-là?

Dr Bois: Absolument.

Le président: Merci, monsieur Marceau. Merci, docteur Bois.

Maintenant, je donne la parole au docteur Fretz.

Mr. Fretz: Thank you, Mr. Chairman.

I wonder if the minister would respond to recent articles which have appeared in newspapers and in periodicals regarding the long waiting lists for patients to gain entry into hospitals. In light of that, I would like to refer the minister to a statement which she made in appearing before this committee in July 1980 and in which she said:

I do not think it can be said that the quality of health care is deteriorating daily in Canada.

With that statement in mind, the Canadian Medical Association raised the issue of long waiting lists and, in an article entitled "A Matter of Life and Death" in November 1981, said:

As medical budgets sink and health costs rise, we are faced with the most chilling choice of all: Who will live, and who won't? It is possible the elderly will be one group targeted for reduced care.

Then an article appeared in a recent issue of *The Toronto Star*—I think it was at the first of April:

Get used to longer waits for operations. Hospitals again warn of long waiting lists.

What is your response to those statements?

Madam Bégin: If the member is a medical doctor, surely he knows that the rooms—

Mr. Fretz: I am not a medical doctor.

Madam Bégin: What are you? A veterinarian or what?

Mr. Fretz: No, neither one.

Madam Bégin: Why does he call you Dr. Fretz, then?

[Traduction]

I sort of recognized the same concern during last week's visit. In our country we have quite a population of young people which is excellent. you will just have to meet the applicants for the centennial scholarships, some of them are outstanding. So it is our job to offer them some possibility of career, so they can enter this sector which is vital I think, in order to maintain our autonomy within scientific knowledge.

Mr. Marceau: Do you include francophones in that group?

Dr. Bois: Absolutely.

The Chairman: Thank you, Mr. Marceau. Thank you, Dr. Bois.

Now, Dr. Fretz has the floor.

M. Fretz: Merci, monsieur le président.

J'aimerais demander au ministre ce qu'elle pense de certains articles de journaux et de périodiques faisant état de longues listes d'attente pour les malades qui veulent un lit dans les hôpitaux. A ce sujet, je rappellerai au ministre une déclaration qu'elle a faite devant ce Comité en juillet 1980:

Je ne pense pas qu'il soit possible de dire que la qualité des services médicaux se détériore de jour en jour au Canada.

Suite à cette déclaration, l'Association médicale canadienne a soulevé la question de ces listes d'attente, et dans un article intitulé: «*A Matter of Life and Death*» (une question de vie et de mort), du mois de novembre 1981, déclare:

Les budgets de santé sont en diminution, alors que les coûts augmentent, situation qui nous pose le plus affreux des dilemmes: qui aura le droit de vivre, et qui ne l'aura pas? Il est possible que les personnes âgées soient l'un des groupes cibles faisant les frais de ces restrictions budgétaires.

Le *Toronto Star* a fait ensuite paraître un article... je crois que c'était le 1^{er} avril:

Les patients vont devoir attendre plus longtemps avant de pouvoir être opérés. Les hôpitaux voient leurs listes d'attente s'allonger.

Que peut nous dire le ministre là-dessus?

Mme Bégin: Si ce député est un médecin, il sait certainement que les chambres...

M. Fretz: Je ne suis pas médecin.

Mme Bégin: Qu'êtes-vous alors? Vétérinaire?

M. Fretz: Ni l'un ni l'autre.

Mme Bégin: Pourquoi vous appelle-t-on docteur Fretz?

[Text]

Mr. Fretz: He did not call me Dr. Fretz. If he did, it was an error. I was not aware he called me Dr. Fretz, but thanks for the title; I appreciate that.

Madam Bégin: Oh, then I understand your question better. Now I understand why you are asking me a question which you cannot address to me. I was going to explain that the delivery of services in the health field rests completely with the provinces, so the federal Minister of National Health and Welfare cannot interfere at all with the setting up of the rules of the game of, say, waiting lists in hospitals.

I maintain, and I think it is very important, that—behind the problems we have with the medicare administration right now, and that we will address between the ministers of health very soon—the system itself is a sound and excellent one, and one of the best in the world. I think it is important to remember that. So—and this is only a personal opinion, since I cannot interfere or have a role in the delivery of services, including the waiting lists—I think it is important that Canadians recognize that the access to health care, the unlimited access, if I may say so, is being rationalized through rules of the game that may appear to be rationing, in the sense that we have overused our system. I have always heard experts tell us that we Canadians overused our hospital system. Right now in, I think, all the provinces—I am not sure, but surely most of the provinces—hospitals, through provincial administrations or directly, have established priority lists and waiting lists. This is a relatively new phenomenon; Canadians had not heard of that, say, 10 years ago.

Like other countries, we have to learn these new rules of the game, understand the rights of patients—that, to me, is very important—and I think the matter would gain in being discussed publicly by provincial or hospital health authorities. That is what I personally feel about that question. I do not link, necessarily, waiting lists and lessening of the quality of the health care system in Canada. I would not do a thing like that.

• 1640

Mr. Fretz: Mr. Chairman, has the minister read the article which appeared in the *Montreal Gazette* Saturday, May 1; the article titled *Health care system is on brink of crisis*? Did the minister read that article?

Madam Bégin: I read about 50 articles a day, and the member has quoted six already, I think, or four, I am not sure, so I would appreciate him giving me the exact list of documents. I do read a lot of clippings on health care.

Mr. Fretz: I am sure you do. It is by Nicholas Regush, from the *Gazette*—

Madam Bégin: Who published a series.

[Translation]

M. Fretz: Je ne pense pas que le président m'ait appelé docteur Fretz, et s'il l'a fait, c'est une erreur. Je n'ai pas eu l'impression qu'il m'ait appelé docteur Fretz, mais je vous remercie pour le titre.

Mme Bégin: Alors, je comprends votre question. Je comprends que vous me posiez une question qui, en fait, ne devrait pas m'être adressée. Je voulais précisément vous expliquer que les services, dans le secteur de la santé, sont de la responsabilité des provinces, et que le ministre fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social ne peut absolument pas se mêler de la question des règlements, ni, donc, de la question des listes d'attente dans les hôpitaux.

Au-delà des problèmes que nous pose l'administration de l'assurance-maladie en ce moment, et dont nous nous occupons avec les ministres de la Santé très prochainement, je pense qu'il faut remarquer que ce système d'assurance est excellent, et qu'il est un des meilleurs du monde. Je pense nécessaire de le rappeler. Par ailleurs, et ceci est une opinion tout à fait personnelle, puisque je ne peux me mêler de cette question des services de santé, je pense que les Canadiens doivent accepter que le droit universel aux services de santé fait l'objet d'une rationalisation, grâce à certains règlements qui peuvent sembler contribuer à mesurer ce dont, jusqu'ici, nous avons plutôt abusé. J'ai, à plusieurs reprises, entendu des témoignages d'experts, selon lesquels les Canadiens abusaient de ce système hospitalier mis à leur disposition. En ce moment, donc, la plupart des provinces, sinon toutes, ont fait établir des listes prioritaires et des listes d'attente. Voilà un phénomène relativement nouveau; les Canadiens n'en avaient certainement jamais entendu parler, il y a, mettons, 10 ans.

Nous devons donc, et il y a d'autres pays dans notre cas, nous familiariser avec de nouvelles règles du jeu, et comprendre les droits des patients—ce qui me semble très important—et je pense que l'ensemble de la question serait mieux comprise si elle était discutée publiquement par les autorités provinciales chargées de l'administration hospitalière. Voilà mon point de vue. Je ne vois aucun rapport nécessaire entre l'existence de ces listes d'attente et une détérioration de la qualité de nos prestations médicales au Canada. Je ne pense pas qu'il y ait là un rapport absolu.

M. Fretz: Monsieur le président, le ministre a-t-il lu l'article de la *Gazette* de Montréal, du samedi 1^{er} mai, qui portait sur le système de soins médicaux au bord de la crise? Le ministre l'a-t-il lu?

Mme Bégin: Je lis à peu près 50 articles par jour, et le député en a déjà cité six, ou quatre, et je lui serais reconnaissante s'il pouvait me donner la liste exacte de ces documents. Je dois dire que je lis beaucoup de coupures de presse dans le domaine de la santé.

M. Fretz: Je n'en doute pas. Il s'agit ici d'un article de Nicholas Regush, de la *Gazette*...

Mme Bégin: Qui a d'ailleurs fait publier toute une série d'articles.

[Texte]

Mr. Fretz: Yes, that is right. This is in *The Gazette*, Saturday, May 1.

Mr. Chairman, with your permission, I just want to pick out just a few articles from the newspaper which cite some examples, so I could elicit a response from the minister. In the article he states that the system is on the brink of crisis. When we talk about a system, we are talking about the delivery of service to people, and people are not only statistics; they are flesh and blood, alive and warm and breathing. He states that based on a survey of hospitals across the country, *The Gazette* estimates that at least 150,000 patients are on elective surgery waiting lists that average four months. In British Columbia it is a four-and-a-half month wait. Under the caption *Horror Stories*—in New Westminster there will be practically no elective surgery to speak of, as stated Dr. Ray March, and a lot of patients will become emergencies. In Alberta, Dr. Simon Lee, a cardiologist, states that one of his patients died while waiting for a hospital bed, and patients of other cardiologists at the same hospital have also died. Then he says that he does not even book patients for elective admissions any more because it is impossible to get them in. Here is another one:

A woman with a malignant breast lump . . . she can wait for a long time, and there are many angry patients who call us.

Here is another man, a 65-year-old prairie wheat farmer who sat around in miserable pain, unable to do anything, awaiting an operation.

If we are talking about a system that is working, what do we do about people who have these problems? And there are many examples cited here, dozens of them. How do we handle a situation like this? What are we doing about it?

Madam Bégin: I thought I had explained to the member that the federal Minister of Health's role is different from that of the provincial Ministers of Health, although altogether we make sure that the Canadian system remains good, and I would say, even excellent. So what do I do? I have to make sure—and I think I have fulfilled my responsibility in the name of the Government of Canada—the system is not underfunded, and by securing for each of the coming five years—

Mr. Fretz: Excuse me, did the minister say that it is not under-funded?

Madam Bégin: That is what I said. I will repeat that the system is not underfunded: it is not. We have made sure—and that has been announced by the federal government—that for every one of the coming five years the provinces will get an average annual increase of some 13 per cent in health, for

[Traduction]

M. Fretz: Exactement. Il s'agit de la *Gazette* du samedi 1^{er} mai.

Monsieur le président, si vous me le permettez, je vais juste lire quelques passages tirés de quelques articles de ce journal, où certains exemples sont cités qui permettront peut-être au ministre de répondre. Dans cet article, le journaliste prétend que l'ensemble du système est au bord de la crise. Lorsque nous parlons de système, nous parlons d'un système de services à la population, qui n'est pas faite de pures statistiques; il s'agit bien de personnes en chair et en os, et bien vivantes. Ce journaliste révèle que d'après une enquête faite dans des hôpitaux, dans l'ensemble du pays, la *Gazette* estime qu'environ 150,000 personnes sont sur une liste d'attente, pour une période moyenne de quatre mois, avant de subir des interventions chirurgicales dites à la demande. En Colombie-Britannique, cette période d'attente est de quatre mois et demi. Sous le titre *Histoires d'horreur* . . . à New Westminster, le Dr Ray March déclare qu'il n'y aura plus du tout de chirurgie à la demande, et que nombre de ses patients devront être traités comme des urgences. En Alberta, le Dr Simon Lee, cardiologue, explique comment un de ses patients est mort en attendant un lit d'hôpital, chose qui s'est déjà produite dans le même hôpital pour des patients du service de cardiologie. Ce même médecin déclare qu'il n'enregistre plus de patients pour des interventions de chirurgie à la demande, étant donné qu'ils n'ont plus aucune chance d'être pris en charge. Encore une citation:

Une femme souffrant d'une tumeur maligne au sein . . . elle risque d'attendre fort longtemps, et nous recevons des coups de téléphone de malades en colère.

Voici encore l'exemple d'un homme de 65 ans, un agriculteur des Prairies, qui a dû rester sur une chaise alors qu'il souffrait de douleurs atroces, sans pouvoir rien faire, attendant qu'on puisse l'opérer.

Puisque vous nous parlez d'un système qui fonctionne bien, qu'en est-il de toutes ces personnes, et de ces problèmes? Et il y a de nombreux exemples cités; il y en a des douzaines comme cela. Que faire dans ce genre de situation? Et que proposons-nous?

Mme Bégin: Je croyais avoir déjà expliqué au député que le ministre fédéral de la Santé est dans une situation différente de celle des ministres de la Santé des provinces, bien que nous conjuguions nos efforts pour assurer aux Canadiens un système qui reste, je dirais, excellent. Alors, que fais-je? Je dois m'assurer—et je pense, dans ce cas, avoir rempli ma mission, pour le compte du gouvernement fédéral—que les moyens financiers sont suffisants, et cela, en veillant à ce que chacune des cinq années à venir . . .

M. Fretz: Excusez-moi; le ministre a-t-elle dit que le système disposait de fonds suffisants?

Mme Bégin: C'est ce que j'ai dit. Je répète donc que le budget de la santé est suffisant: nous nous sommes assurés—et le gouvernement fédéral l'a annoncé publiquement—que chacune des cinq années à venir, les provinces bénéficieront d'une augmentation annuelle moyenne de quelque 13 p. 100 pour la

[Text]

health and nothing else. And that is major. I have to make sure that the five basic conditions of the health system are respected, and we will discuss that between the federal and provincial ministers at the first of a series of meetings on strengthening medicare for the new five-year agreement.

But the specific cases the member brought up from the *Montreal Gazette*, a very good series on health in Canada, should be addressed to the respective provincial authorities. I cannot answer that. Even if I wanted to, it would not be my business and I do not have access to the information permitting me to answer that. That is not the role of the federal minister.

• 1645

The administration of health is decentralized in Canada. The B.C. case of elective surgery—and I do not remember whether it was the Alberta case that was one of elective surgery—should be addressed respectively to the Hon. James Nielsen or to the Hon. Dave Russell. In your own Province of Ontario, it should be addressed to the Hon. Larry Grossman, Minister of Health. I cannot give any accountability on a responsibility I do not have, and I cannot take a difference of jurisdiction.

The Chairman: Mr. Fretz.

Mr. Fretz: Mr. Chairman, I wonder if the minister would tell us what criteria are used in determining when the system is under-funded.

Madam Bégin: Yes, with pleasure. The indicator used to pass the judgment is the list of OECD countries—the ranking of each of them—based on the ratio of money put into the health system as a proportion of the gross national product.

The way you ask your question, and the fact that you interrupted me to raise it specifically, suggests to me that you may wonder who—the Minister of Health or the CMA was touring the country trying to establish that the system is under-funded. Well, Canada has remained in the middle of the list of countries, with a ratio of some 7 per cent of our GNP put into health. It is less than the United States, which is around 9.3 per cent. But on the other hand, since we do not have the patchwork of different administrations of the health system such as they have in the United States, we know that we are saving money. We consider, and so do experts—and I will name, for example, Mr. Justice Emmett Hall, who, in his official review of the health system a little more than a year ago, passed the judgment that the Canadian system is not under-funded.

The Chairman: Madam Killens, followed by Miss MacDonald.

Mme Killens: Merci, monsieur le président.

[Translation]

santé, et pour la santé seulement. Voilà donc une chose importante. Je dois également m'assurer que les cinq critères de base du dispositif de santé sont respectés, et nous en discuterons lors de la rencontre des ministres fédéraux et provinciaux, dès la première de ces rencontres, où il sera question du renforcement de l'assurance-maladie dans le cadre d'une entente quinquennale.

Quant aux exemples particuliers que le député a cités, à partir de la *Gazette* de Montréal, dans le cadre d'une série d'articles excellents sur la santé au Canada, je pense que ces questions devraient être posées aux autorités provinciales correspondantes. Là-dessus, je ne peux répondre. Même si je le désirais, il ne serait pas de ma compétence de le faire, et je n'ai d'ailleurs pas accès aux renseignements qui me permettraient de donner une réponse. Je le répète, cela n'est pas le rôle du ministre fédéral.

Le secteur de la santé, au Canada, est décentralisé. Ce que vous nous dites pour la Colombie-Britannique et la chirurgie et la demande, peut-être s'agissait-il de l'Alberta, je ne sais plus, devrait s'adresser à l'honorable James Nielsen ou à l'honorable Dave Russell. Dans votre propre province, l'Ontario, vous devriez vous adresser à l'honorable Larry Grossman, ministre de la Santé. Il ne m'appartient donc pas de me prononcer sur des cas dont je n'ai pas la responsabilité, je ne peux prendre ici parti.

Le président: Monsieur Fretz.

M. Fretz: Monsieur le président, je me demande si le ministre pourrait nous donner les critères qui sont utilisés pour déterminer si le budget de la santé dispose des moyens suffisants.

Mme Bégin: Avec plaisir. Nous nous fondons sur la liste des pays de l'OCDE, liste comparative, où est indiqué quel pourcentage du produit national brut est consacré à la santé.

La façon dont vous posez votre question, et le fait que vous m'ayez interrompue pour le faire, me laisse penser que vous vous demandez qui... Le ministre de la Santé, ou l'AMC ont fait le tour du pays pour savoir si le secteur de la santé était insuffisamment subventionné. Eh bien, le Canada reste dans la moyenne, avec un pourcentage de 7 p. 100 du PNB consacré à la santé. C'est sans doute moins que les États-Unis, où le chiffre est de 9,3 p. 100. Par ailleurs, étant donné que nous n'avons pas comme eux une multitude d'administrations différentes couvrant le secteur de la santé, nous pouvons dire que nous économisons des fonds. Nous pensons, et les experts nous donnent raison, je citerai par exemple le juge Emmett Hall, qui a déclaré dans une étude officielle de notre secteur de santé faite il y a plus d'une année, que les crédits étaient suffisants.

Le président: Madame Killens, suivie de M^{lle} MacDonald.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Chairman.

[Texte]

Je ne sais pas si c'est le ministre ou M. Bois qui doit répondre à ma question, mais j'aurais un cas tout à fait particulier pour les recherches concernant les femmes. Il n'y a aucun doute, et les hommes autour de la table seront d'accord avec moi, qu'il faudrait alléger les souffrances des femmes et la recherche pourrait peut-être nous aider.

Tout récemment, nous avons déposé le rapport sur les femmes battues. Lors de nos audiences, on nous a révélé qu'il y a eu très peu de recherche. Alors, avec les moyens que nous avons dans le moment, on ne peut s'attaquer qu'aux effets et non pas à la cause, parce qu'il n'y a pas assez de recherches qui ont été faites pour savoir ce qui cause...

Mme Bégin: Des recherches sur quoi?

Mme Killens: Sur l'agresseur, sur la conduite... Alors, je parle de santé mentale, ma question est peut-être hors de propos, mais je me demandais si le terme de recherche biomédicale incluait la santé mentale. Et si cela inclut la santé mentale, ma question serait: Qui devrait prendre l'initiative, cela revient à qui le domaine de la recherche, spécialement en ce qui a trait à l'agresseur? Comprenez-vous ma question?

Le président: Est-ce que le D^r Bois veut répondre à la question?

Mme Bégin: Juste une minute, si vous permettez.

Le président: Oui.

Mme Bégin: Je voudrais, avant de donner la parole au D^r Bois, si vous permettez, monsieur le président, mentionner qu'à l'intérieur du ministère, et le D^r Bois pourrait nous dire ce que le Conseil peut couvrir dans ce domaine-là, il y a le Programme national pour la recherche et le développement en santé, qui est un programme malheureusement nettement plus petit que celui du Conseil de recherches médicales, qui permet aussi des recherches de ce côté-là. Alors, on demandera tout à l'heure un rapport à ce sujet. Mais, on commence par le D^r Bois.

• 1650

Dr Bois: Nous aidons à des travaux dans le domaine de la santé mentale, d'un côté en sciences neurologiques proprement dites, en psychiatrie, et aussi il y a les aspects de la psychologie clinique et les sciences du comportement. Nous avons même un comité qui est intitulé «sciences du comportement». Alors, au sein de ce type de problèmes il y a des aspects qui sont de caractère, je dirais, biomédical, psychiatrique; d'autres qui sont peut-être plus du côté du comportement social. Et il se peut fort bien que certains de ces projets peuvent entrer dans le cadre du programme du ministère dont on vient de parler ou même dans celui du Conseil en sciences humaines.

En d'autre termes, nous avons certains projets qui, présentement, sont inter-conseils. Et tout récemment, le comité de coordination des trois conseils, au ministère des Sciences et de la Technologie, a mis au point un protocole qui devrait être rendu officiel d'ici quelque temps et qui permet de recevoir des projets qui ne sont pas spécifiquement destinés à l'un ou l'autre

[Traduction]

I do not know whether the minister or Mr. Bois should answer my question, but I will have something very specific to say about research concerning women. There is no doubt, and people around the table will confirm it, that suffering should be alleviated for women, and that research might do something for it.

We tabled recently the report on battered wives. In the course of the hearings, we learned that very little research has been done. So, considering the financial means available now, we are bound to miss the point and not go back to the cause, because there is not enough research done on the cause...

Madam Bégin: Research on what?

Mrs. Killens: On the aggressor, on the behaviour... So, I am approaching the area of mental health and maybe I should not ask my question, but I was wondering whether biomedical research included mental health. In that case, my question would be: Who should be responsible for taking the initiative in the area of research, specifically concerning the aggressor? Do you understand my question?

The Chairman: Dr. Bois might answer the question?

Madam Bégin: Just a second, if you wish.

The Chairman: Go ahead.

Madam Bégin: I would like to say, before Dr. Bois answers, if you allow me Mr. Chairman, that we do have a national program for health research and development which is, unfortunately, a smaller program than the medical research council, but on behalf of which some research is also done in that direction. So we will have a report on that later. But let us start with Dr. Bois.

Dr. Bois: We do contribute to some research in the sector of mental health, in neurology and in psychiatry, but also in clinic psychology and behaviour sciences. We even have a committee called "Behaviour Sciences". Within that type of problems, there is some aspects which are psychiatric and biomedical; some go more in the direction of social behaviour. So it could very well be that some research projects could be taken up by the program of the department we just mentioned, or within the Human Research Council.

In other words, certain projects are inter-council projects, and very recently the three council co-ordination committee, within the Department for Sciences and Technology, developed a memorandum of understanding which should be made official very soon, allowing to take some projects which are not specifically designed for one council or the other, and allowing, so to speak, to split the responsibilities.

[Text]

des conseils, mais qu'à travers ce mécanisme le partage, disons, des responsabilités se fassent.

Je voulais simplement aussi mentionner que dans le domaine de la santé mentale, au cours des cinq dernières années, le Conseil de recherches médicales a augmenté considérablement les sommes allouées à ce programme, soit de 110 ou 120 p.100 en quelques années. Il demeure que certaines des questions que vous mentionnez sont complexes et n'arrivent pas toujours au niveau des organismes de recherche, parce qu'elles ont un caractère social, local qui n'est pas toujours dirigé vers une recherche, mais plutôt vers une solution de caractère local.

Les chercheurs ne sont pas si nombreux, vous savez; cela fait à peu près 10 ans qu'il y a une population de chercheurs en sciences du comportement. Il y a 10 ans, on n'avait que quelques cas. Mais, c'est un développement énorme, comme progression.

Mme Bégin: Si vous permettez, pour compléter la réponse, monsieur le président, je voudrais demander au Dr Murphy de mon ministère, qui fait partie de l'équipe qui administre le Programme national de recherche et de développement en matière de santé, programme auquel on consacre 14 millions de dollars, et qui peut toucher au problème que vous venez de soulever. Mais en principe, des groupes peuvent présenter des projets en recherche appliquée, en matière de santé, qui pourraient couvrir certains des aspects que vous mentionnez. Les projets seront examinés par les comités de pair et ensuite, similairement à la recherche biomédicale, ils feront un choix parmi les meilleurs projets et attribueront des subventions. Mais, je vais demander au Dr Murphy s'il peut élaborer davantage sur le côté santé mentale.

Le président: Docteur Murphy.

M. M. Murphy (sous-ministre adjoint, Planification des politiques et de l'information): Monsieur le président, madame le ministre, vous permettez que je parle en anglais. Comme je ne peux pas toujours penser en français, c'est plus facile pour moi.

The Chairman: You speak French very well.

Mr. M. Murphy: Over the past five years, as Dr. Bois pointed out for the Medical Research Council, we have also seen an augmentation of the projects in the area of what I would call mental illness, problems for the mentally ill, and ways to solve those problems. In fact, at this moment, for fiscal year 1981-82, when we did a breakdown of the projects that we were supporting in the Health Services Directorate, which is one of the directorates in the Health Services and Promotion Branch, we found that the projects dealing with mental illness were the most numerous of all projects in the directorate. We saw a range of projects dealing with problems of mentally retarded children, for example, to problems of specific mental diseases, such as schizophrenia or manic depressive illness. There were problems—

[Translation]

I also would like to mention that within the area of mental health, the medical research council has substantially increased within the five past years the funds to that program, resulting in an increase of 110 or 120 per cent within a few years. Nevertheless, some of the questions which you approach are so complex that they do not always reach the research level, because of their social character, local character, which is not always geared towards research but more towards a solution of local nature.

Researchers are not so numerous; only in the past ten years have we had a population of researchers in the sciences of behaviour. Ten years ago there were only a few exceptions. But there is an enormous development in that direction.

Madam Bégin: With your permission, Mr. Chairman, I would like Dr. Murphy from my department to elaborate on that, because he is part of the staff responsible for the NHRUP, a program with a budget of \$14 million, and which might be approaching that problem. In principle, groups may present projects of applied research, concerning health, which could cover some of those aspects which you mentioned. The projects would be examined by the peer committee and then, as for biomedical research, the best project will be chosen and given some funding. But I will ask Dr. Murphy to elaborate on the aspect of mental health.

The Chairman: Dr. Murphy.

Dr. M. M. Murphy (Assistant Deputy Minister, Policy Planning and Information Branch): Mr. Chairman, Madam Minister, allow me to speak in English. I am not always able to think in French, so it will be easier for me.

Le président: Mais vous parlez très bien français.

M. M. M. Murphy: Depuis cinq ans, comme le docteur Bois le faisait remarquer pour le conseil de recherches médicales, nous avons également augmenté nos projets dans le secteur de ce que j'appellerais la maladie mentale, et sa prophylaxie. L'étude du budget 1981-1982, en ce qui concerne les projets de la division des services de santé qui fait partie de la direction générale des services et de la promotion de la santé, montre que les projets concernant la santé mentale sont les plus nombreux. Nous avons une gamme de projets qui vont de l'étude des phénomènes des enfants mentalement retardés, aux phénomènes de la maladie mentale proprement dite, telle la schizophrénie ou les affections de type maniaco-dépressif. Il y avait des problèmes...

[Texte]

• 1655

Madam Bégin: Dr. Murphy, may I interrupt? Offhand, would you remember if we have projects dealing with family violence?

Mr. M. Murphy: Yes, we have had over the past five years three or four projects dealing with family violence.

Madam Bégin: Could we provide a list to the committee?

Mr. M. Murphy: Yes. I cannot right now—

Madam Bégin: No.

Mr. M. Murphy: —but I could prepare one, yes.

Madam Bégin: We could do that Mr. Chairman.

The Chairman: Would you please send the list to the clerk?

Mr. M. Murphy: Yes.

The Chairman: Go on.

Mrs. Killens: Dr. Murphy, the women out there are afraid of retaliation—you have to understand that—so for us it becomes almost an imperative and a priority. The priorities are set, I understand, in your department, where there is a committee to examine, and I do not know where to begin to emphasize the need to do some research on the aggressor and on his pattern of behaviour, because he will return again and again; and then go on to beat the next one as well. Very few go to jail, of course—very, very few—and out there in the real world the women are afraid of retaliation. So when Dr. Bois said there was some research, I wondered what the distribution is like. Who distributes and who receives, and how do we know that it is available, because witnesses who came before the committee kept saying there was no research? So if there is a little bit of research, how does it get distributed; who knows about it; and if it is kept *en tapinois*, *personne ne le sait*—nobody knows about it—could we promote the fact that some research is available somewhere?

Le président: Madame le ministre.

Madam Bégin: We do not solicit or contract out according to certain priorities. We might, but that is not what we do in Canada—and there are pros and cons on that, by the way. It is a component of research that I will one day look into, but right now it is not the way we do it in Canada. So you have to understand that although we publicize, and we think we publicize a lot, the NHRDP program, a program of applied research projects in health matters of the department—it is the group X, Y, Z of nurses, of social workers, et cetera, who could come and present the project to us—we do not orient at all what they will present. I would suggest that we make available to you and through you to, say, the advisory councils on the status of women in the provinces, the NHRDP manual explaining the rules of the game, the procedures and all of that. Although it is in quite a jargon, officials will of course help translate that into ways of presenting projects, and the women's network could start contacting psychologists in a

[Traduction]

Mme Bégin: Docteur Murphy, puis-je vous interrompre? Pourriez-vous vous souvenir, comme cela, si certains des projets concernent la violence en milieu familial?

M. M. M. Murphy: Oui, depuis cinq ans, trois ou quatre projets étudient ce phénomène.

Mme Bégin: Pourriez-vous en donner une liste au Comité?

M. M. M. Murphy: Oui. Pas maintenant . . .

Mme Bégin: Non.

M. M. M. Murphy: . . . mais je pourrais la faire établir, oui.

Mme Bégin: Seriez-vous d'accord, monsieur le président?

Le président: Voudriez-vous avoir l'amabilité d'envoyer la liste au greffier?

M. M. M. Murphy: Oui.

Le président: Je vous en prie.

Mme Killens: Docteur Murphy, les femmes ont peur de représailles, voilà une chose que vous devez comprendre, et ce genre de projet est devenu pour nous une priorité. Je sais qu'il y a un comité chargé d'établir une liste de priorités, dans votre ministère, et je ne sais par où commencer pour mettre l'accent sur la nécessité de faire des recherches sur le comportement de l'agresseur, et notamment sur sa propension à ne pas lâcher sa proie, et même éventuellement à en chercher une autre. Une minorité d'entre eux va en prison bien sûr, il y en a très très peu, et comme je le disais, dans cette dure réalité quotidienne, les femmes ont peur des représailles. Et puisque le docteur Bois a parlé de recherche, j'aimerais savoir ce qu'il en est à ce sujet. Qui distribue les projets et qui en est chargé, et comment savoir quels résultats sont déjà disponibles, étant donné que les témoins qui sont venus comparaître n'ont pas cessé de dire qu'il n'y avait aucune recherche de faite là-dessus? Ainsi donc il y a de la recherche en cours, comment circule-t-elle? Qui en a connaissance? *Because if it stays secret, nobody knows about it*; serait-il donc possible de promouvoir une publication des résultats?

The Chairman: Madam minister.

Mme Bégin: Nous ne passons pas de contrat de recherche, nous ne demandons pas que des recherches soient faites en fonction de priorités établies. Ce serait possible, mais cela n'est pas notre pratique au Canada, cela a des avantages et des inconvénients. Voilà un aspect de la recherche que je devrais étudier, mais pour le moment ce n'est pas notre façon de procéder. Vous devez donc comprendre que nous publions, nous publions même beaucoup, dans le cadre du Programme national de recherche et de développement du secteur de la santé, qui est un programme comprenant des projets de recherche appliquée dans tous les secteurs de la santé relevant du ministère; néanmoins, ce sont des groupes X, Y ou Z, d'infirmières, de travailleurs sociaux etc. qui se présentent à nous avec un projet, et nous n'intervenons pas dans ce qu'ils nous présentent. Je pense qu'il serait utile que nous vous fassions parvenir à vous et aux conseils consultatifs provinciaux sur le statut de la femme, le manuel du Programme national de

[Text]

given community and in turn a multidisciplinary team who would like to develop a project which would then be submitted to Health and Welfare. It remains, it is true, in what I would call classical networks of researchers. You are talking of a newer avenue of concern and of research, and that is why some groundwork of stimulation towards presentation of projects would be welcome, I think.

Mrs. Killens: In closing, Mr. Chairman—

The Chairman: Last question.

Mrs. Killens: Yes. It is not a question, it is a remark, *un commentaire*. The momentum is on, and we do not want to lose it. In Montreal recently, Madam Minister, I gave a cheque to the University of Montreal for two ladies who are doing research on women and violence, and when that report comes out—and I do not know if normally you will get it—I am just wondering about the liaison. Who gets to know what is going on, and do we have a way to control it so that it is channeled properly in order that it can be used? I gave a cheque for \$17,000 two weeks ago on your behalf to the University of Montreal to research this. Somebody should know where that goes. It should be kept in a bank somewhere to be used by some of us. I am just talking of logistics.

• 1700

Thank you.

Madam Bégin: I have in my department established relatively recently—I have forgotten when I made the announcement—a clearing house of information, if I may say, on family violence. I will ask Mr. Fry to give the name of the person responsible. Of course we like to think we see everything that is published or that exists—we may miss one report or not—but the work of that desk is to get acquainted with all the new publications and research theses, et cetera.

The Chairman: Mr. Fry.

Mr. J.L. Fry (Deputy Minister, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, we set up this desk on family violence about six months ago, so it is a fairly new venture, but it is well launched. Dr. Painter is the director of that desk. There is a child abuse co-ordinator as well in that area. I am sure that, again, if you are looking for some information on how this is co-ordinated and the kinds of information they have, she would be very glad to give you that. We can give you her address and telephone number.

[Translation]

recherche et de développement qui explique les règles du jeu, et les procédures suivies. C'est évidemment rigide dans un langage spécialisé, mais je pense que les fonctionnaires pourront vous aider à le comprendre afin que des projets puissent être présentés, et que les femmes puissent contacter des psychologues engagés sur le terrain, et qu'en retour des équipes multidisciplinaires puissent présenter des projets qui nous seraient ensuite soumis. Il est vrai que, pour le moment, les résultats de cette recherche ne circulent que dans les milieux spécialisés de scientifiques. Et puisque vous parlez de nouvelles méthodes en ce qui concerne notamment la recherche, je pense qu'il serait bon de stimuler de nouvelles formes de présentation de projets.

Mme Killens: Pour terminer, monsieur le président...

Le président: Dernière question.

Mme Killens: Oui. Ce n'est d'ailleurs pas une question, c'est plutôt une remarque, *a comment*. Puisque nous y sommes ne perdons pas de temps. Récemment, madame le ministre, j'ai fait parvenir un chèque à deux femmes de l'Université de Montréal chargées d'une recherche sur la violence et les femmes; je me demande si vous entendrez parler du rapport lorsqu'il sortira. Qui sait ce qui se passe exactement au niveau de la recherche, de quelle méthode de contrôle dispose-t-on afin que les résultats puissent être ensuite utilisés? J'ai fait parvenir, en votre nom, un chèque de \$17,000 il y a deux semaines, subvention qui doit être utilisée par l'Université de Montréal à des fins de recherche. Quelqu'un devrait savoir où va l'argent. Il devrait être gardé dans une banque quelque part pour que certains d'entre nous puissent l'utiliser. Je parle simplement de logiciel.

Merci.

Mme Bégin: J'ai établi récemment dans mon ministère—j'ai oublié quand je l'ai annoncé—un centre d'information, si je peux m'exprimer ainsi, sur la violence dans la famille. Je vais demander à M. Fry de me donner le nom de la personne ressource. Évidemment, nous aimerions pouvoir dire que nous voyons tout ce qui est publié ou tout ce qui existe—nous pouvons peut-être manquer un rapport ou peut-être pas—mais le travail de ce centre d'information est de se mettre au courant de toutes les nouvelles publications et thèses de recherche, etc.

Le président: Monsieur Fry.

M. J.L. Fry (sous-ministre, ministère de la Santé et du Bien-être social): Monsieur le président, nous avons établi ce centre d'information sur la violence dans la famille il y a environ six mois, c'est une activité relativement nouvelle, mais elle est bien entreprise. C'est le Dr. Painter qui est directeur de ce centre. Il y a aussi à ce bureau un coordonnateur des questions relatives aux enfants maltraités. Encore une fois, je suis sûr que si vous cherchez de l'information sur la façon dont cela est coordonné et sur le genre de renseignements qu'on y retrouve, le coordonnateur va se faire un grand plaisir de vous aider. Nous pouvons vous donner son adresse et son numéro de téléphone.

[Texte]

The Chairman: Just a short question.

Mrs. Killens: I am sorry to be so practical, but is there such a possibility, such a thing, as having a two-column book when you give out the grants and when the report is done you could tick it off and send it to the right place? That is maybe too simple. You see—

The Chairman: Thank you.

Mrs. Killens: —I approach things in a simple way.

Madam Bégin: It is not too simple. It is a question of resources, I am afraid.

Mrs. Killens: Oh, my goodness, no.

The Chairman: Thank you.

Madam Bégin: Yes, it is a question of resources. I am sorry, somebody has to do that.

The Chairman: I think we can discuss the suggestion after the meeting.

Miss MacDonald, a short question.

Miss MacDonald: I have several questions, Mr. Chairman, because I figured that starting out I was supposed to be fairly brief; I did not realize that you were going to let others go on.

The Chairman: We made a firm commitment for 5.00 p.m. with the minister—but let us go on and we will see.

Miss MacDonald: If Dr. Bois is free, I can carry on with him. I am interested—

Madam Bégin: The minister is here, Miss MacDonald.

Miss MacDonald: The fact is that we have so little opportunity to discuss medical research and it is so important.

Mr. Marceau asked, and quite rightly, what was the standard, on a world basis, of Canadian medical research. I was talking to one of our top scientists the other day, who was commenting on Canadian research in the field of the neurological science, and he said that if we were to compare it to the Olympics, even in that one field alone Canada would probably walk off with 15 gold medals. People do not know what we are doing.

An hon. Member: That is very true.

Miss MacDonald: I think there really should be much more discussion.

The minister and I will disagree very fundamentally on the question of what has happened, what will be happening, as a result of the funding for established programs financing. But one of the concerns I have coming out of this is that the universities are going to be affected adversely in the way in which they are able to supply support programs, indirect funding, for medical research, the things they have done normally—providing laboratories, areas where you do not have to pay rent, and this kind of thing—which the universities have

[Traduction]

Le président: Une petite question seulement.

Mme Killens: M'excuse d'être si pratique, mais serait-il possible d'avoir un livre à deux colonnes dans lequel vous pourriez inscrire les subventions que vous octroyez et une fois que le rapport est rédigé, vous pourriez l'indiquer par un crochet et l'envoyer au bon endroit? C'est peut-être trop simple. Vous voyez...

Le président: Merci.

Mme Killens: ... j'aborde les choses très simplement.

Mme Bégin: Ce n'est pas très simple. Je crains que ce soit une question de ressources.

Mme Killens: Oh, mon Dieu, non.

Le président: Merci.

Mme Bégin: Oui, c'est une question de ressources. Je m'excuse, mais quelqu'un doit s'en occuper.

Le président: Je pense que nous pourrions discuter de cette suggestion après la réunion.

Mademoiselle MacDonald, une brève question.

Mlle MacDonald: J'ai plusieurs questions, monsieur le président, parce qu'en commençant, je pensais que je devais être assez brève; je ne pensais pas que vous alliez permettre aux autres membres du Comité de poursuivre longuement.

Le président: Nous nous sommes entendus pour 17 heures avec le ministre—mais poursuivons, nous allons voir.

Mlle MacDonald: Si le Dr Bois est libre, je peux continuer avec lui. Ce qui m'intéresse...

Mme Bégin: Le ministre est ici, mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: Le fait est que nous avons si peu l'occasion de discuter de recherche médicale, et c'est si important.

M. Marceau a demandé, et il avait entièrement raison de le faire, quelle était la norme, à l'échelle mondiale, en ce qui concerne la recherche médicale canadienne. Je discutais avec l'un de nos meilleurs scientifiques l'autre jour qui parlait de la recherche canadienne dans le domaine de la science neurologique, et il a dit que si nous comparions cela aux olympiques, dans ce seul domaine, le Canada remporterait probablement 15 médailles d'or. La population ne sait absolument pas ce que nous faisons.

Une voix: C'est très vrai.

Mlle MacDonald: Je pense qu'il devrait y avoir beaucoup plus de discussions.

Le ministre et moi-même allons être en profond désaccord sur la question de ce qui s'est produit, de ce qui va se produire par suite du financement des programmes établis. Mais l'une de mes préoccupations qui vient de ce programme de financement c'est que cela va nuire aux universités dans leur façon d'appuyer des programmes de soutien, de souscrire du financement indirect pour la recherche médicale, les choses qu'elles avaient l'habitude de faire... trouver des laboratoires, des endroits où vous n'avez pas à payer de loyer, et ce genre de

[Text]

traditionally done and for which they are not going to have the same funds available in the future.

In discussions that we had with the Secretary of State about funding for universities, there was an indication that there might be some direct government involvement through the voucher system—that was just something that was discussed. What I would really like to ask is, because of the hardships that are now going to be imposed on universities as a result of this tightening of funding all along the system, is the federal government thinking of becoming involved in any way in what is the indirect cost of medical research?

• 1705

Madam Bégin: Just before giving the floor to Dr. Bois, I would like to mention that one of the very serious problems we observed under the EPF payments towards post-secondary education everywhere in Canada—acutely in my own province, for example—is that the universities did not receive the moneys we did send to the provincial governments; or may have received them, but never received the provincial matching moneys.

Miss MacDonald: I am not trying to make partisan points here. I am really trying to find out—

Madam Bégin: Nor am I, but I am—

The Chairman: Let the minister answer the doctor's question, and I will give you the—

Madam Bégin: No. I am trying to say that this and the lack of public accountability of the various components of where the moneys to universities come from make it difficult for universities suddenly to receive from their own province, x, y or z, a sum of money smaller than the one of the year before. I think the University of Montreal or other universities in Quebec were cut by five per cent this year. So that should be taken into the picture. There is no known recipe of where the money comes from for a university in Canada; that is part of the problem we would like to raise publicly in terms of the future funding of universities. of universities.

With that, I would like to ask Dr. Bois to answer the specific problem of the—

Miss MacDonald: Yes. But, you see, on the question of the indirect costs of medical research, is any consideration being given along the line that the federal government might offer some kind of assistance that would relieve what is going to become a very acute problem?

Madam Bégin: I still would like to say why I spoke of that. We do not want to pay twice for something. Right now we do not know what we are paying, in the sense that there is no accountability. University deans or chancellors will tell you that some of them did not even know the feds were putting some money into the universities. That is why that does not help; the lack of clear accountability of university funding and

[Translation]

choses... c'est ce que les universités font depuis longtemps et elles n'auront plus désormais le même financement.

Dans les discussions que nous avons eues avec le Secrétaire d'État au sujet du financement des universités, il a été question d'une intervention directe possible du gouvernement par la voie d'un système de facturation—c'est quelque chose qui a été discuté comme cela. Ce que j'aimerais vraiment demander, c'est que, étant donné les difficultés que vont maintenant avoir les universités par suite de ce resserrement du financement dans tout le système, le gouvernement fédéral songe-t-il à participer d'une façon quelconque au coût indirect de la recherche médicale?

Mme Bégin: Avant de céder la parole au docteur Bois, j'aimerais dire que l'un des très grands problèmes que nous avons observé en ce qui concerne les paiements versés aux termes du financement des programmes établis pour l'éducation postsecondaire partout au Canada—problème particulièrement aigu dans ma propre province, par exemple—c'est que les universités n'ont pas reçu les fonds que nous avons envoyés aux gouvernements provinciaux; ou elles ont peut-être reçu l'argent que nous leur avons envoyé, mais pas la part correspondante qui devait venir de la province.

Mlle MacDonald: Je ne veux pas tenir de discours partisan ici. J'essaie vraiment de savoir—

Mme Bégin: Moi non plus, mais...

Le président: Laissez le ministre répondre à la question du docteur, et je vais vous...

Mme Bégin: Non, j'essaie de dire que ce problème-là et le manque d'information publique quant à la provenance du financement des universités fait qu'il est difficile pour celles-ci de recevoir de leur propre province un montant inférieur à celui de l'année précédente. Je pense que l'Université de Montréal ou d'autres universités du Québec ont fait l'objet d'une réduction de 5 p. 100 cette année. Alors, cela doit être pris en considération. Il n'existe pas de solution simple pour déterminer la provenance du financement d'une université au Canada; c'est une partie du problème que nous aimerions soulever publiquement en ce qui concerne le financement futur des universités.

J'aimerais aussi demander au docteur Bois de répondre au problème précis de...

Mlle MacDonald: Oui. Mais, voyez-vous, pour ce qui est de la question des coûts indirects de la recherche médicale, est-ce qu'on a pensé que le gouvernement fédéral pourrait offrir une aide quelconque pour résoudre ce qui est devenu un problème très grave?

Mme Bégin: J'aimerais quand même vous dire pourquoi j'ai parlé de cela. Nous ne voulons pas payer deux fois la même chose. Actuellement, nous ne savons pas ce que nous payons, en ce sens qu'il n'y a pas de système d'imputabilité. Les doyens d'universités ou les directeurs vous diront que certains ne savaient même pas que le gouvernement fédéral contribuait au financement des universités. Cela ne nous aide certainement

[Texte]

financing does not help me get more money for medical research, for example.

The Chairman: Well, we will ask the former dean to make comment on that on the behalf of Chairman of the Medical Research Council.

Miss MacDonald: I think he understands the problem I am trying to raise here.

Mr. Bois: Well, it has been raised two or three times: first at the first retreat; again two or three weeks ago.

The problem for the MRC there is rather to plan or simulate situations where MRC might be involved in indirect costs, because it is not a decision of MRC; it is a decision of government at one point or another. But should there be a decision of this kind, we have been discussing various possibilities or alternatives to support research if some indirect costs existed.

It is a dangerous situation, too. The U.S. NIH has been with indirect costs, as you know, for many years. There there seem to be some serious problems, because it seems that with time you get a more complex situation rather than what you felt was a good solution at the beginning.

I think we have to invent something new there.

Miss MacDonald: Well, I would love to see it invented, because I think while you may say that moving in this area may be dangerous, it is going to be a lot more dangerous if we find that medical research is stultified because it has no place in which research can be carried out or if those quarters, the support staff or all of those other things which are part and parcel of medical research, suddenly begin to deteriorate. That is the major problem, which I know researchers themselves are extremely concerned about.

Mr. Bois: Oh, yes. Well, we have heard about their views a number of times. As I said, we felt that to suggest indirect costs as the panacea was maybe not the best of solutions and that we should look for other types of arrangement. One would get back to very first problem of how these moneys would be used by the local authorities and how we could have a control. It is just a miniature of the situation that *madame le ministre* was talking about a moment ago. It would need to be evaluated to come up with some new sorts of things.

Miss MacDonald: Get on with it, then.

The Chairman: Are you through? Then this completes this meeting.

[Traduction]

pas; le manque de système d'imputabilité clair en ce qui concerne le financement des universités ne m'aide pas à obtenir plus d'argent pour la recherche médicale, par exemple.

Le président: Eh bien, nous allons demander à l'ancien doyen de commenter cela au nom du président du Conseil médical de recherches.

Mlle MacDonald: Je pense qu'il comprend le problème que j'essaie de soulever ici.

M. Bois: Eh bien, le problème a été soulevé à deux ou trois reprises: d'abord, à la première traite; ensuite, il y a deux ou trois semaines.

Le problème du CRM est plutôt de planifier ou de simuler des situations où il pourrait être engagé dans des coûts indirects, parce que ce n'est pas une décision qu'il a à prendre; c'est une décision qu'il appartient au gouvernement de prendre à un moment ou l'autre. Mais au cas où une telle décision serait prise, nous avons discuté de diverses possibilités ou solutions pour appuyer la recherche s'il y avait des coûts indirects.

C'est une situation dangereuse aussi. Le NIH des États-Unis fonctionne avec des coûts indirects, comme vous le savez, depuis de nombreuses années. Là, les problèmes semblent encore plus sérieux, parce qu'il apparaît qu'avec le temps, vous vous retrouvez dans une situation plus compliquée alors que vous pensiez que c'était une bonne solution au début.

Je pense qu'il nous faut inventer quelque chose de nouveau ici.

Mlle MacDonald: Eh bien, j'aimerais bien qu'on l'invente, parce que même si vous dites qu'il est dangereux de s'acheminer dans ce sens, cela va être encore beaucoup plus dangereux si nous trouvons que la recherche médicale tourne au ridicule parce qu'il n'y a pas d'endroit où effectuer la recherche ou, lorsqu'il y a des installations, que le personnel de soutien ou tous les autres éléments qui interviennent dans la recherche médicale commencent soudainement à se détériorer. C'est le principal problème qui inquiète énormément les chercheurs eux-mêmes, je le sais.

M. Bois: Oh oui. Eh bien, nous avons entendu leur point de vue à un certain nombre d'occasions. Comme je l'ai dit, nous estimions que la proposition des coûts indirects comme panacée pouvait ne pas être la meilleure des solutions et que nous devrions en chercher d'autres. On pourrait en revenir au problème de base, à la question de savoir comment ces fonds vont être utilisés par les autorités locales et comment nous pourrions assurer un contrôle. C'est tout simplement la même situation dont madame le ministre parlait tout à l'heure, mais en modèle réduit. Il faudrait réévaluer la situation pour trouver autre chose.

Mlle MacDonald: Alors faites-le.

Le président: Avez-vous terminé? Dans ce cas, ce sera tout pour la réunion d'aujourd'hui.

[Text]

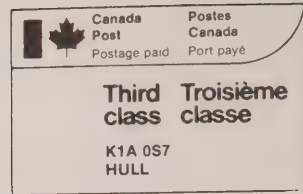
Madame le ministre, je vous remercie bien sincèrement de votre présence, ainsi que de celle du président du Conseil de recherches médicales du Canada, le docteur Bois, ainsi que du sous-ministre et des membres de votre personnel.

This meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Translation]

Madam Minister, I sincerely wish to thank you, as well as the Chairman of the Medical Research Council of Canada, Dr. Bois, the deputy minister and your officials for having come here today.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Medical Research Council:

Dr. Pierre Bois, President.

From the National Health and Welfare:

Dr. A. Liston, Acting Assistant Deputy Minister, Health Protection;

Mr. M. Murphy, Assistant Deputy Minister, Policy Planning and Information.

Du Conseil de recherches médicales:

D^r Pierre Bois, président.

De la Santé nationale et du Bien-être social:

D^r A. Liston, sous-ministre adjoint intérimaire, Protection de la santé;

M. M. Murphy, sous-ministre adjoint, Planification des politiques et de l'information.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 37

Tuesday, May 18, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 37

Le mardi 18 mai 1982

Président: M. Marcel Roy

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Inquiry into violence in the family

CONCERNANT:

Enquête sur la violence au sein de la famille



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger	Halliday
Bradley	Hawkes
Dantzer	Hudecki
Fretz	Keeper
Frith	Kelly

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Killens (Mrs./M ^{me})	McCauley
MacDonald (Miss/M ^{lle})	McLean
Malépart	Mitchell (Mrs./M ^{me})
Marceau	Schroder—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Friday, May 14, 1982:

Mrs. Mitchell replaced Mr. de Jong.

On Tuesday, May 18, 1982:

Mr. Kelly replaced Mr. de Corneille;
Mr. Stewart replaced Mr. Scott (*Hamilton—Wentworth*);
Mr. Keeper replaced Mr. Blaikie;
Mr. McLean replaced Mr. Stewart.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 14 mai 1982:

M^{me} Mitchell remplace M. de Jong.

Le mardi 18 mai 1982:

M. Kelly remplace M. de Corneille;
M. Stewart remplace M. Scott (*Hamilton—Wentworth*);
M. Keeper remplace M. Blaikie;
M. McLean remplace M. Stewart.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 18, 1982

(47)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 11:25 o'clock a.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Bradley, Frith, Halliday, Keeper, Kelly, Mrs. Killens, Mr. Lang, Miss MacDonald, Messrs. Marceau, McLean, Mrs. Mitchell and Mr. Roy.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Fryday, February 13, 1981, relating to the study of violence in the family. (*See Minutes of Proceedings, Monday, January 25, 1982, Issue No. 23*).

On motion of Miss MacDonald, it was agreed,—That 10,000 additional copies of the report on wife battering (Issue 34 with special cover) be printed.

At 11:45 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 18 MAI 1982

(47)

[Traduction]

Le comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 11h25 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du comité présents: MM. Bradley, Frith, Halliday, Keeper, Kelly, M^{me} Killens, M. Lang, M^{lle} MacDonald, MM. Marceau, McLean, M^{me} Mitchell et M. Roy.

Le comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du vendredi, 13 février 1981, portant sur l'étude de la violence dans la famille. (*Voir procès-verbal du lundi 25 janvier 1982, fascicule No 23*).

Sur une motion de M^{lle} MacDonald, il est convenu,—Que 10,000 exemplaires additionnels du rapport sur les femmes battues (fascicule 34 comportant une couverture spéciale) soient imprimés.

A 11h45, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Tuesday, May 18, 1982

• 1120

The Chairman: I see the quorum. All agreed?**Some hon. Members:** Agreed.**The Chairman:** According to our order of reference, we will study violence in the family.

At a meeting on Thursday, May 6, the committee agreed to print 2,500 extra copies of the report on wife battering for distribution to interested groups and individuals. The first printing is nearly exhausted. We estimate that an additional 5,000 copies are needed to meet the growing demand.

I will need a motion to reprint this report.

Mr. Marceau: I so move.**The Chairman:** Mr. Marceau and Miss MacDonald seconds.

• 1125

Yes, Mrs. Killens?

Mrs. Killens: I may be off, because more requests come to me as parliamentary secretary on the status of women, but I thought 5,000 was not very much. It is up to the other members, if they think they get more requests. I was wondering if each of the 282 members of Parliament should get 10 more in order to distribute them, perhaps to the chief of police, to the mayor, to the municipal councillors, school boards, and to whomever they wish. I wonder if we could give 10 to each member of Parliament, giving them perhaps a list of where the copies could go in order to sensitize more people. That would already take almost 3,000, so if you print 5,000, I do not know if that is enough. I am only throwing this out. You will know how many requests you have. I know that I need quite a few.

The Chairman: I think it is a good idea. If I may, I will talk to the clerk. We intend to send the report to all radio stations across the country and all TV stations. The papers are looking for the *situation de la femme* across the country. We also intend to send the report to all the legislative assemblies and their health and welfare committees all across the country.

Mrs. Mitchell: Will it go to all women's groups as well?

The Chairman: Exactly. That is why, following what you mentioned, I do not know if 5,000 copies will be enough for covering all this.

Mrs. Mitchell.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le mardi 18 mai 1982

Le président: Considérez-vous que nous avons le quorum?**Des voix:** D'accord.**Le président:** Conformément à notre ordre de renvoi, nous allons étudier la violence dans la famille.

Lors de la réunion du jeudi 6 mai, le Comité a convenu de faire imprimer 2,500 exemplaires supplémentaires du rapport sur les femmes battues, afin de les distribuer aux groupes et personnes intéressés. Le premier tirage est pratiquement épuisé et nous estimons qu'il faudra 5,000 exemplaires de plus pour répondre à la demande croissante.

Il me faut une motion pour faire réimprimer le rapport.

M. Marceau: Je la propose.**Le président:** M. Marceau la propose, et M^{lle} MacDonald l'appuie.

Madame Killens, vous avez quelque chose à dire?

Mme Killens: Je me trompe peut-être, mais étant donné que je suis secrétaire parlementaire du ministre responsable du statut de la femme, j'ai reçu énormément de demandes, et je pense donc que l'impression de 5,000 exemplaires supplémentaires ne serait pas suffisante. Je ne sais pas ce qu'en pensent les autres députés. Chacun des 282 députés pourraient peut-être recevoir 10 exemplaires de plus, afin de les distribuer aux chefs de police, aux maires, aux conseillers municipaux, aux commissions scolaires, etc. On pourrait même leur donner une liste des personnes à qui il serait souhaitable de les envoyer, afin de les sensibiliser davantage à ce problème. Or, cela représenterait déjà près de 3,000 exemplaires et, si vous n'en faites réimprimer que 5,000, je me demande si c'est assez. C'est seulement une idée que je jette sur le tapis, car je ne sais pas combien de demandes vous avez reçues. Personnellement, je sais qu'il m'en faut pas mal.

Le président: Je crois que c'est une bonne idée. Je vais en parler au greffier. Nous avons l'intention d'en envoyer des exemplaires à toutes les stations de radio et de télévision du Canada, ainsi qu'aux différents journaux, qui s'intéressent de près à la situation de la femme. Nous avons également l'intention d'envoyer ce rapport à toutes les assemblées législatives et à leurs comités respectifs de la santé et du bien-être.

Mme Mitchell: Allez-vous en envoyer à tous les groupes de femmes?

Le président: Oui, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne sommes pas sûrs que ce chiffre de 5,000 exemplaires supplémentaires sera suffisant.

Madame Mitchell.

[Texte]

Mrs. Mitchell: I just wanted to clarify which women's groups. Is it more than just the national groups? It would go to local women's groups, will it? That is quite a large number.

The Chairman: On the feds, sure.

We have received a lot of demands from the radio stations. They get the message to the Canadian press. They do not have the full report and they asked for the report to make some comments. That is why I asked the clerk to get the list of all the radio stations and to send the report to all the stations.

Mrs. Mitchell: And newspapers?

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald: With regard to the report, I know that we could print more later on if it were required, yet in the sub-committee we had on Latin America, we found because of the interest in the committee report that we had to come back two or three or four times to get additional copies. Because this is primarily an educational matter for a lot of people who are not aware of the problem at all, I think we should take all of these things into consideration and really look at it. To cover the groups that we have had would take at least 10,000—I mean, even to do it in a basic sense. I do not think there would be any wastage if we really set the number at 10,000 additional copies, because it is not a question of them lying around here not being used. We can actually initiate the effort ourselves to send them out to groups in the media or other groups: women's groups, or police groups or whatever it might be. We can take the initiative rather than let them lie on the shelves, and so I think—

An hon. Member: Hear, hear!

Miss MacDonald: —we could very justifiably use 10,000. I will withdraw my seconding of the original motion, and I am sure the mover, Mr. Marceau, would withdraw his motion, and I would therefore move that it be 10,000 copies and I am sure Mr. Marceau would support that.

The Chairman: During the summer recess, if we run short of copies we would not get a quorum—I mean we could not have any meeting. We would have to wait for the next session. That is why it is safer.

Monsieur Marceau.

M. Marceau: Je désire seulement poser une question. Est-ce que c'est un précédent l'impression de 10,000 copies? Est-ce que d'autres comités ont déjà fait imprimer 10,000 copies ou si c'est quelque chose de vraiment nouveau?

Le président: Le greffier m'informe que d'autres comités ont déjà fait imprimer autant de copies que cela. Mais, même si on créait un précédent, je pense que si la demande existe, notre objectif c'est d'y répondre. Si on veut couvrir tous les journaux, les stations de radio, les postes de télévision, les universités qui s'occupent des affaires sociales, et envoyer des copies à tous ces gens-là . . .

[Traduction]

Mme Mitchell: J'aimerais savoir à quels groupes de femmes précis vous avez l'intention d'en envoyer. J'espère que vous n'allez pas vous contenter des groupes nationaux et que vous allez également en envoyer aux groupes locaux. Cela représente un nombre assez important.

Le président: En effet.

Nous avons reçu beaucoup de demandes de la part de stations de radio qui aimeraient bien avoir le texte intégral du rapport, afin de pouvoir faire des commentaires dessus. J'ai donc demandé au greffier de dresser une liste de toutes les stations de radio et de leur envoyer un exemplaire du rapport.

Mme Mitchell: Et les journaux?

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: En ce qui concerne ce rapport, nous pouvons toujours en faire imprimer davantage par la suite, si cela est nécessaire; cependant, le sous-comité de l'Amérique latine a dû faire réimprimer trois ou quatre fois son rapport, en raison de l'intérêt qu'il avait suscité. Étant donné qu'il s'agit essentiellement de sensibiliser la population à ce problème très important, il faut tenir compte de tous ces éléments pour prendre une décision. Si l'on veut en envoyer à tous les groupes auxquels nous pensons, il en faudra au moins 10,000 exemplaires. Je ne pense pas que ce serait du gaspillage que de faire réimprimer 10,000 exemplaires supplémentaires, car vous pouvez être sûr qu'ils ne resteront pas longtemps sur les tablettes. Nous pouvons même prendre l'initiative de les envoyer nous-mêmes à des groupes, que ce soit des groupes de femmes, des postes de police, ou quoi que ce soit. Nous pouvons donc en prendre l'initiative, plutôt que de les laisser pourrir sur les tablettes. Je pense donc . . .

Une voix: Bravo!

Mlle MacDonald: . . . que nous pourrions fort bien justifier la réimpression du rapport à 10,000 exemplaires. Je suis prête à retirer mon appui à la motion originale, que l'auteur, M. Marceau, sera certainement disposé lui aussi à retirer. Je propose donc que l'on fasse imprimer 10,000 exemplaires supplémentaires du rapport, et je suis sûre que M. Marceau va appuyer cette motion.

Le président: S'il nous arrivait d'être à court d'exemplaires pendant l'été, alors qu'il nous est impossible de nous réunir et d'avoir le quorum, il nous faudrait alors attendre la session suivante pour faire réimprimer le rapport. Je pense donc que la motion de M^{lle} MacDonald est beaucoup plus sûre.

Mr. Marceau.

Mr. Marceau: I just want to ask a question. Do we set a precedent by having 10,000 copies printed? Have any other committees asked for that number or are we setting a precedent?

The Chairman: I am told by the Clerk that other committees have had as many copies printed. Yet, even if we were setting a precedent, I think our objective is to meet the demand. If we want to cover all newspapers, radio stations, television stations, universities involved in social affairs, and so on, we need that.

[Text]

• 1130

As the chairman of your committee, I will sign a letter today to go to all ministers: Mrs. Judy Erola for the status of women, the Minister of Justice, the Solicitor General and Madam Bégin. I am going to ask for their comments on each specific recommendation dealing with their department and I will let you know their answer at another meeting when I receive all the answers from each department concerned with the report. We will send the letter today. I intend to make a follow-up on each department. We want the minister to send a letter to each regional director responsible for Central Mortgage, to let them know the concern of this committee, to take a look at the possibilities in each province for transition houses.

Miss MacDonald.

Miss MacDonald: Excuse me. I may have missed . . . in the ministers you mentioned, Mr. Chairman, did you say the Minister of Justice as well?

The Chairman: Yes.

I think Mr. Clark questioned the minister yesterday on the status dealing with the federal-provincial conference.

Mrs. Mitchell: The minister for CMHC, you mentioned.

The Chairman: Yes. And Public Works and Central Mortgage—it is all the same, Mr. Cosgrove; Justice, Solicitor General, and Health and Welfare.

Mrs. Killens: May I make a suggestion?

The Chairman: Yes.

Mrs. Killens: The Special Committee on the Disabled and the Handicapped has a long list of people whom we might be interested to send the report to because it is already there and easy to use. We have sent *Obstacles* to so many places; you have even *l'embarras du choix*.

The Chairman: Madam Mitchell.

Mrs. Mitchell: Yes. I am really pleased, Mr. Chairman, that the things we have mentioned are in the works because, as you said, one of our main objectives is public education. I think all of us are just swamped with letters and telegrams in our constituencies. I am wondering what other things we could do as a committee so that we keep the momentum going and really get out to local communities. Are there any other plans? Is there something we could all do ourselves or as a group to be available to speak to this report and to meet with local groups in some way?

The Chairman: I wish to congratulate all members. We have received a lot of coverage on that report, but we do not have any budget—

[Translation]

En tant que président de votre Comité, je vais adresser aujourd'hui une lettre à tous les ministres responsables, à savoir M^{me} Judy Erola, ministre responsable du statut de la femme, M. Jean Chrétien, ministre de la Justice, M. Kaplan, Solliciteur général et M^{me} Bégin, ministre de la Santé et du Bien-être social. Je vais leur demander ce qu'ils pensent des recommandations du rapport relatives à leur propre ministère, et je vous ferai connaître leur réponse lors d'une réunion ultérieure. Je vais donc envoyer cette lettre aujourd'hui, et j'ai l'intention de faire un suivi pour chaque ministère. Nous voulons que le ministre envoie une lettre à chaque directeur régional responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, afin de les informer des préoccupations de notre Comité et afin de voir dans quelle mesure il serait possible de créer des maisons de transition dans chaque province.

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: Excusez-moi, je n'ai peut-être pas bien entendu, mais parmi les ministres que vous venez d'énumérer, avez-vous mentionné le ministre de la Justice?

Le président: Oui.

M. Clark a posé une question au ministre, hier, pour savoir où en était la conférence fédérale-provinciale.

Mme Mitchell: Vous voulez parler du ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Le président: En effet. Il s'agit de M. Cosgrove, qui est ministre des Travaux publics, responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Il y a également le ministre de la Justice, le Solliciteur général et le ministre de la Santé.

Mme Killens: Puis-je faire une suggestion?

Le président: Je vous en prie.

Mme Killens: Le Comité spécial des handicapés dispose d'une longue liste de personnes à qui nous pourrions envoyer le rapport, et il me semble que cela nous faciliterait la tâche. Nous avons envoyé le rapport «Obstacles» à tant de groupes que nous n'avons, en fait, que l'embarras du choix.

Le président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je suis contente, monsieur le président, que tout cela se précise, car vous savez bien que l'un de nos principaux objectifs est l'éducation du public. Cela est important, d'autant plus que nous sommes tous submergés de lettres et de télégrammes dans nos bureaux de circonscription. Par ailleurs, je me demande si notre Comité, dans le même élan, ne pourrait pas prendre d'autres mesures afin d'atteindre vraiment les petites collectivités. Avez-vous d'autres plans en tête? Pourrions-nous, individuellement ou en groupe, faire des commentaires sur ce rapport et rencontrer des groupes locaux?

Le président: J'aimerais, à ce sujet, féliciter tous les membres de ce Comité, car le rapport a fait couler beaucoup d'encre. Toutefois, nous n'avons pas de budget . . .

[Texte]

Mr. Mitchell: We had better congratulate the men in the House who laughed. They are the ones who got us all the coverage.

The Chairman: It might help.

Miss MacDonald: Unfortunately, it would not have come about without that. It is a sad commentary—

An hon. Member: Yes.

Miss MacDonald:—on our society.

Mr. Bradley: I did not laugh. I did not hear the question.

The Chairman: We do not have any budget for covering the expenses for travelling according to our situation. We are not a task force. I made some speeches on my travelling trips . . .

Mrs. Mitchell: Why could we not organize that a little bit so that we would officially go to at least one thing in each province and use our flights? Would that be possible?

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald: I would just like to ask, how many members use the Canadian Association of Broadcasters free-time broadcast to constituencies? Are there quite a few who do that? I think if we were to get the members, all in the same week or 10-day period or whatever, to use that broadcast time they have, 10 minutes, going into each constituency in a kind of concentrated way on the outcome of this study, that in itself would be very helpful, because you reach a lot of people.

Mrs. Mitchell: A lot of the members would not be that identified with the report that they would do it or perhaps be able to do it.

Miss MacDonald: I am not sure that we could not organize it ourselves by trying to draw up a basic speech or commentary for members to give and then recommending that they use a particular period of time to . . . You see, we do not have a budget to work on this, and I am thinking of ways which we can use for a budget.

Mrs. Mitchell: Why could we not ask for a budget? It is just as important as some other task forces. If we had a task force, we could have some more funds, but we do not—

• 1135

Mr. Frith: Do you think that it is possible for the committee to make a request that the minister approach the Speaker of the House in order to go across the country?

Mr. Bradley: The committee has reported and it is finalized. It would have to be on a separate—

Miss MacDonald: We have to get a different term of reference.

The Chairman: It is not the final report. It is only the third report of the standing committee, dealing with violence and

[Traduction]

Mme Mitchell: Il vaudrait mieux féliciter les députés qui n'ont trouvé rien de mieux à faire que de rigoler, l'autre jour, à la Chambre. Ce sont eux qui nous ont donné toute cette publicité.

Le président: Peut-être.

Mlle MacDonald: En effet, sans cet incident, on n'aurait pas parlé autant de ce rapport, et cela est fort regrettable . . .

Une voix: En effet.

Mlle MacDonald: . . . c'est bien triste.

M. Bradley: Je n'ai pas ri. Je n'ai pas entendu la question.

Le président: Nous n'avons pas de budget pour financer des déplacements de ce genre. Nous ne sommes pas un groupe de travail, et moi, personnellement, j'ai fait quelques discours au cours de mes déplacements . . .

Mme Mitchell: On pourrait peut-être s'organiser un peu mieux, pour couvrir au moins chaque province dans le cadre de nos déplacements ordinaires. Cela serait-il possible?

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: J'aimerais savoir combien de députés profitent du temps d'antenne accordé gratuitement par l'Association canadienne des radiodiffuseurs. Si tous les députés le faisaient pendant la même semaine, ou pendant une période de dix jours, et qu'ils utilisaient ces dix minutes pour s'adresser à leurs électeurs au sujet des résultats de cette étude, cela permettrait de sensibiliser énormément de monde.

Mme Mitchell: Je suppose qu'un grand nombre de députés ne voudraient pas être associés à ce rapport.

Mlle MacDonald: Peut-être pourrions-nous alors nous organiser en préparant un discours type que chacun d'entre nous pourrait prononcer à tel moment . . . Étant donné que nous n'avons pas de budget à nous, j'essaye de voir comment nous pourrions nous débrouiller.

Mme Mitchell: Pourquoi ne demandons-nous pas un budget? Notre tâche est aussi importante que celle d'autres groupes de travail. Si nous étions un groupe de travail, nous pourrions demander des crédits supplémentaires, mais nous ne sommes pas . . .

M. Frith: Le Comité pourrait-il demander au ministre de communiquer avec la présidente de la Chambre, pour nous autoriser à nous déplacer dans le pays?

M. Bradley: Le Comité a déjà fait son rapport, son travail est donc terminé. La seule solution serait de demander un ordre de renvoi séparé . . .

Mlle MacDonald: Il nous faut un autre ordre de renvoi.

Le président: Ce rapport n'est pas le rapport final, mais seulement le troisième rapport du comité permanent, qui traite

[Text]

the family. If we read the motion . . . do we have the motion? It said that we have to make some other reports.

The motion is that the Standing Committee on Health and Welfare and Social Affairs be enquired to examine the enquiries and to report from time to time appropriate measures for the prevention, identification and treatment of abused persons involved in intra-family violence, and in particular, without limiting . . . I think we can ask to the House to get funds for travelling.

Mr. Bradley: May I suggest that possibly, you approach your House Leader with the feasibility of approaching the House on the possibility of this nature.

Mrs. Killens: I would also ask you to approach the minister responsible for the status of women. You have to do that together with the Leader of the House.

The Chairman: I think that the budget does not come from the department, it comes from the House of Commons. It is not the department, it is the House of Commons which has to pay.

Mrs. Killens: Well, we are going to have to put politics aside, I beg of you. We are going to have to work together. I think if we can get the minister's ideas on how we can best help the situation, we could have a better result.

Mrs. Mitchell: I do not see why she should not be involved. She introduced this session, the opening session on this report, so I think that it would be appropriate. Let us go to the committee . . .

Mrs. Killens: I think it is appropriate to involve the minister.

The Chairman: I think that normally it is not through the minister, it is to table another report, a fourth report, asking for the House to get unanimous consensus to get some funds for travelling and to cover expenses. The normal way is to ask the House for another report.

Miss MacDonald: The important thing is to bring it up with your House Leader so that he could sit on the agenda for discussion with the other House Leaders. If we do not get that, we are nowhere.

Mr. Halliday: Is it not helpful though, to get the government House Leaders' support, to go to the minister who is responsible, Mrs. Erola? I think that if you have her supporting it, he is more likely—

The Chairman: The money will not come from the department.

Mr. Halliday: But if she pushes for it though, I think it will help.

Mrs. Killens: Well, it is not often that the House of Commons has issues that are humanitarian in their approach, and

[Translation]

de la violence dans la famille. Selon la motion . . . avons-nous le texte de la motion? Selon cette motion, donc, nous sommes censés produire d'autres rapports.

La motion est la suivante: que le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales soit chargé de mener les enquêtes et de faire rapport, de temps à autre, sur les mesures à prendre pour la prévention, l'identification et le traitement de ceux qui sont victimes de violence dans la famille et, en particulier, sans limiter . . . Je pense donc que nous pouvons fort bien demander à la Chambre des fonds pour nous permettre de nous déplacer.

M. Bradley: Pourriez-vous contacter votre leader à la Chambre en ce qui concerne cette éventualité?

Mme Killens: Je vous conseillerais aussi de contacter le ministre responsable du statut de la femme, et non pas seulement le leader à la Chambre.

Le président: Le budget ne vient pas du ministère, mais de la Chambre des communes. Ce n'est pas le ministère, mais la Chambre des communes qui va payer.

Mme Killens: Écoutez, évitons de nous montrer partisans. Travaillons plutôt tous ensemble. À mon avis, il serait certainement utile de savoir ce que le ministre en pense.

Mme Mitchell: Je ne vois pas pourquoi on la tiendrait à l'écart. Elle nous a fait l'honneur d'être présente lors de la première réunion de ce Comité; je pense donc que cela serait tout à fait normal.

Mme Killens: A mon avis, il est tout à fait normal d'en parler au ministre.

Le président: Normalement, on ne passe pas par le ministre, puisque lorsque l'on veut déposer un autre rapport, on doit demander à la Chambre le consentement unanime pour obtenir les fonds supplémentaires qui seront nécessaires à nos déplacements. La procédure normale consiste donc à demander à la Chambre de nous confier la rédaction d'un autre rapport.

Mlle MacDonald: L'important est d'en parler à votre leader à la Chambre, afin qu'il puisse, en collaboration avec les autres leaders à la Chambre, inscrire cette question à l'ordre du jour, faute de quoi nous n'obtiendrons rien.

M. Halliday: Ne pensez-vous pas que, pour avoir le soutien du leader libéral à la Chambre, il serait utile de passer par le ministre responsable, soit M^{me} Erola? Si elle vous donne son appui, il sera sans doute plus susceptible . . .

Le président: Ces fonds ne viennent pas du ministère.

M. Halliday: Mais si elle intervient en votre faveur, cela pourrait aider.

Mme Killens: Il n'est pas fréquent que la Chambre des communes soit saisie de questions aussi humanitaires que

[Texte]

we have one. We had one before with the handicapped. We are having another one now. Let us work together.

Mr. Bradley: I am sure that if the chairman approached the House Leader, and the House Leader approached the other House Leaders, there is not going to be any need for preasure. I would be very disappointed if there were.

The Chairman: Could we have the steering committee, at 3 o'clock, with each representative from each party and we will discuss this. We can ask the House . . . or is it only to cover the expenses of individual members who have to go and make some speeches?

Mrs. Mitchell: I would not think that just for speeches, it seems to me it should be something organised as a group—

The Chairman: As a group.

Mrs. Mitchell: —that would have a lot of media coverage, as, I think, Mr. Frith was saying.

The Chairman: Is it travelling as a group?

Mr. Bradley: Let us leave it to the steering committee to discuss.

The Chairman: Could we have a meeting at 3 o'clock?

Mr. Bradley: During the vote?

Miss MacDonald: Yes, during that bell ringing.

The Chairman: Do we agree to the 10,000 copies?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: The meeting is adjourned until the next meeting, on May 28 with the Minister of Consumer and Corporate Affairs, André Ouellet, at 9:30.

[Traduction]

celle-ci. Nous avons déjà étudié la situation des handicapés, et maintenant, nous en avons une autre. Travaillons donc tous ensemble.

M. Bradley: Je suis sûr que si le président contacte le leader à la Chambre et que ce dernier contacte les autres leaders à la Chambre, tout ira bien. Dans le cas contraire, je serais fort déçu.

Le président: Pouvons-nous avoir une réunion du comité directeur à 15 heures, cet après-midi, avec un représentant de chaque parti, afin d'en discuter. Nous pourrions demander à la Chambre . . . A moins qu'il ne s'agisse simplement de couvrir les dépenses des députés qui prennent l'initiative d'aller prononcer des discours?

Mme Mitchell: A mon avis, cela ne serait pas suffisant; il faudrait organiser quelque chose en groupe . . .

Le président: En groupe.

Mme Mitchell: . . . de sorte que l'on ferait beaucoup parler de nous, comme le disait M. Frith.

Le président: Vous voudriez donc vous déplacer en groupe?

M. Bradley: Nous en parlerons en comité directeur.

Le président: Pouvons-nous nous retrouver à 15 heures, cet après-midi?

M. Bradley: Pendant le vote?

Mlle MacDonald: Oui, pendant que la cloche sonnera.

Le président: Êtes-vous d'accord pour faire réimprimer 10,000 exemplaires supplémentaires?

Des voix: D'accord.

Le président: La séance est levée; nous nous retrouverons le 28 mai, en présence du ministre de la Consommation et des Corporations, M. André Ouellet, à 9h30.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 38

Friday, May 28, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 38

Le vendredi 28 mai 1982

Président: M. Marcel Roy

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Votes 1 and 5 under
CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: les crédits 1 et 5 sous la
rubrique CONSOMMATION ET CORPORATIONS



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger
Bradley
Dantzer
de Corneille
Frith

Hawkes
Hudecki
Kelly
Killens (Mrs./M^{me})
MacDonald (Miss/M^{lle})

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Maltais
Marceau
McCauley
McGrath
McKenzie

Mitchell (Mrs./M^{me})
Scott (*Hamilton—
Wentworth*)
Skelly—(20)

Messrs. — Messieurs

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, May 18, 1982:

Mr. Blaikie replaced Mr. Keeper.

On Thursday, May 27, 1982:

Mr. Skelly replaced Mr. Blaikie;

Mr. Scott (*Hamilton—Wentworth*) replaced Mr. Fretz;

Mr. McKenzie replaced Mr. McLean;

On Friday, May 28, 1982:

Mr. McGrath replaced Mr. Halliday;

Mr. Maltais replaced Mr. Malépart;

Mr. de Corneille replaced Mr. Schroder.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 18 mai 1982:

M. Blaikie remplace M. Keeper.

Le jeudi 27 mai 1982:

M. Skelly remplace M. Blaikie;

M. Scott (*Hamilton—Wentworth*) remplace M. Fretz;

M. McKenzie remplace M. McLean.

Le vendredi 28 mai 1982:

M. McGrath remplace M. Halliday;

M. Maltais remplace M. Malépart;

M. de Corneille remplace M. Schroder.

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, MAY 28, 1982

(48)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:50 o'clock a.m., this day, the Vice-Chairman, Mr. Peter Lang, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. de Corneille, Hawkes, Hudecki, Lang, Maltais, Marceau, McKenzie, Scott (*Hamilton—Wentworth*) and Skelly.

Appearing: The Honourable André Ouellet, Minister of Consumer and Corporate Affairs.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1983. (*See Minutes of Proceedings, Friday, April 2, 1982, Issue No. 31*).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1 and 5 under CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS.

The Minister answered questions.

At 11:03 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 28 MAI 1982

(48)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h50 sous la présidence de M. Peter Lang (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. de Corneille, Hawkes, Hudecki, Lang, Maltais, Marceau, McKenzie, Scott (*Hamilton—Wentworth*) et Skelly.

Comparait: L'honorable André Ouellet, ministre de la Consommation et des Corporations.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du vendredi 23 février 1982 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (*Voir procès-verbal du vendredi 2 avril 1982, fascicule no 31*).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 1 et 5 sous la rubrique CONSOMMATION ET CORPORATIONS.

Le ministre répond aux questions.

A 11h03, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Audrey O'Brien

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Friday, May 28, 1982

• 0949

The Vice-Chairman: We will call the committee to order.

The order of reference is the main estimates 1982-83, under Consumer and Corporate Affairs, Votes 1 and 5.

CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

A—Department

Vote 1—Consumer and Corporate Affairs—Program expenditures, grants and contributions\$94,142,000

B—Restrictive Trade Practices Commission

Vote 5—Restrictive Trade Practices Commission—Program expenditures\$1,802,000.

The Vice-Chairman: Our witness is the Honourable André Ouellet, Minister of Consumer and Corporate Affairs. Mr. Minister, are there any officials you would like to introduce to the committee?

• 0950

Hon. André Ouellet (Minister of Consumer and Corporate Affairs): Yes, with your permission, Mr. Chairman. Starting on my immediate right, Mr. George Post, the Deputy Minister; Mr. Ross Murray, the Director General of Finance and Administration; Mr. Roger Gagnon, Assistant Deputy Minister, Corporate Affairs; Madam Kathleen Francoeur Hendriks, Assistant Deputy Minister, Consumer Affairs. Then, Mr. Clark Lowry, the Director, UFFI; Jim Black, the Director of Product Safety; Madam Maureen Wadsworth, Director of Consumer Services; Mr. Jon Church, Executive Director, Petroleum Industry Inquiry, Restrictive Trade Practices Commission; Mr. Gerry Payette, Secretary, Restrictive Trade Practices Commission; Mr. Richard Knapp, Director of Legal Metrology Branch; Mr. Lawson Hunter, Assistant Deputy Minister, Bureau of Competition Policy; and Mr. Russel Robinson, Assistant Deputy Minister, Policy Co-ordination. So there are a lot of people to answer questions this morning.

The Vice-Chairman: Mr. Minister, do you have any opening statement?

Mr. Ouellet: I think members of the committee probably have a lot of questions to ask, and I would not want to deny them as much time as they would like to have, so I will not make any opening remarks this morning.

The Vice-Chairman: The floor is open for anybody. Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman. At the outset I would like the minister to note that there were enough members of the opposition here to get the questioning underway. It was the government side that delayed this

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le vendredi 28 mai 1982

Le vice-président: Je déclare la séance ouverte; à l'ordre.

Notre ordre de renvoi porte sur les prévisions budgétaires pour 1982-1983, sous la rubrique Consommation et Corporations, crédits 1^{er} et 5.

CONSOMMATION ET CORPORATION

A—Ministère

Crédit 1^{er}—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et contributions\$94,142,000

B—Commission sur les pratiques restrictives du commerce

Crédit 5—Commission sur les pratiques restrictives du commerce—Dépenses du programme\$1,802,000.

Le vice-président: Nous avons comme témoin l'honorable André Ouellet, ministre de la Consommation et des Corporations. Monsieur le ministre, voulez-vous présenter certains de vos fonctionnaires au Comité?

L'honorable André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Oui, avec votre permission, monsieur le président. À ma droite immédiate, M. George Post, sous-ministre; M. Ross Murray, directeur général des Finances et de l'administration; M. Roger Gagnon, sous-ministre adjoint, Corporations; M^{me} Kathleen Francoeur Hendriks, sous-ministre adjoint, Consommation. Ensuite, nous avons M. Clark Lowry, directeur, MIUF; Jim Black, directeur, Sécurité des produits; M^{me} Maureen Wadsworth, directeur, Aide aux consommateurs; M. Jon Church, directeur exécutif, Enquête sur l'industrie pétrolière canadienne, Commission sur les pratiques restrictives du commerce; M. Gerry Payette, secrétaire, Commission sur les pratiques restrictives du commerce; M. Richard Knapp, directeur, Métrologie légale; M. Lawson Hunter, sous-ministre adjoint, Bureau de la politique de concurrence, et M. Russel Robinson, sous-ministre adjoint, Coordination des politiques. Il y a donc beaucoup de gens pour répondre à vos questions ce matin.

Le vice-président: Monsieur le ministre, avez-vous une déclaration?

M. Ouellet: Je crois que les membres du Comité ont probablement beaucoup de questions à poser, et comme je ne souhaite pas les priver du moindre temps, je ne ferai aucune déclaration ce matin.

Le vice-président: La parole est donc aux membres du Comité. Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président. Au départ, j'aimerais faire remarquer au ministre qu'il y avait suffisamment de membres de l'Opposition ici pour permettre de commencer à poser des questions. C'est le parti

[Texte]

committee meeting for 20 minutes. I just thought we should have a round back at you, after your comments at the last session.

Mr. Chairman, the committee will remember that when this minister was last before us, on the morning of Tuesday, May 11, I served notice I wished to reply to the minister's closing statement at that meeting at the earliest opportunity. This is the earliest chance to respond to what I believe were selective and misleading impressions left at the closing of the minister's appearance. I would like to clarify the record now.

The Minister of Consumer and Corporate Affairs was attempting to, in my view, duck this Liberal government's involvement when in a previous incarnation he and his colleagues were, in fact, manufacturing, promoting, and paying homeowners to install urea-formaldehyde foam insulation. When I made that allegation, the minister called it a far-fetched argument. Mr. Minister, it is on page 24 of the committee's issue number 35. The minister went on to leave the impression it was our Progressive Conservative government that should somehow be blamed for not dealing with this problem, or otherwise sloughing it off to the provinces.

The minister then went on to quote an interview from a November 18, 1979 CBC program, *Market Place*, but his quotations were quite selective. I am not a lawyer like the minister, but in fairness I think I should place on the record the exact transcript of some of the comments of the then Minister of Consumer and Corporate Affairs and the then Minister of Health and Welfare.

This, I gather, was in an interview with Mr. Bill Paul. There is a comment on the former Minister of Consumer and Corporate Affairs:

With Dr. Anderson's concerns in mind . . .

The interviewer was relating to Dr. Anderson earlier.

... I went to Ottawa last week to show our report to two federal ministers, the Minister of Consumer and Corporate Affairs, Mr. Allan Lawrence . . .

He said that because the foam is mixed on site, it falls under municipal and provincial jurisdiction for control of licencing and installation. But he was concerned, and he accepts his responsibility to set federal standards for the product.

• 0955

He also said that while he would not want to condemn a whole industry on the basis of a few cases he has seen, he would not use foam insulation in his own home. The commentator goes on:

David Crombie, the Minister of National Health and Welfare, had some suggestions: if you think you have problems, first see your doctor then let his ministry know about it. He would particularly welcome the kind of detailed information that doctors could provide. Health and Welfare is conducting two studies on insulation material and we have been

[Traduction]

gouvernemental qui a retardé la réunion de 20 minutes. J'ai pensé que je devais vous rendre la pareille après vos déclarations à la dernière réunion.

Monsieur le président, les membres du Comité se rappelleront que lors de la dernière visite du ministre, le matin du mardi 11 mai, j'avais prévenu que je désirais donner la réplique, à la première occasion, aux derniers propos du ministre à cette réunion. C'est ma première chance aujourd'hui de répondre à ce que je crois être l'impression sélective et faussée créée à la fin de la comparution du ministre. J'aimerais donc préciser certaines choses maintenant.

Le ministre de la Consommation et des Corporations tentait, à mon avis, de renier la participation du présent gouvernement libéral alors que dans une vie antérieure, lui-même et ses collègues avaient fabriqué, encouragé et payé les propriétaires pour que ceux-ci installent de l'isolation à base de mousse d'urée formaldéhyde. Lorsque j'ai formulé cette allégation, le ministre m'a accusé de faire preuve de mauvaise foi. Monsieur le ministre, c'est à la page 24 du fascicule 35 des délibérations du Comité. Le ministre a poursuivi en laissant l'impression que c'était notre gouvernement progressiste conservateur qu'on devait tenir responsable de ne pas avoir réglé ce problème ou de s'en être débarrassé en le refilant aux provinces.

Le ministre a ensuite cité une entrevue du 18 novembre 1979 à une émission à Radio-Canada anglais, le *Market Place*, mais il a bien choisi ses citations. Je ne suis pas avocat comme le ministre, mais en toute justice, je crois qu'on devrait consigner au procès-verbal la transcription exacte d'une des remarques du ministre de la Consommation et des Corporations d'alors et ensuite ministre de la Santé et du Bien-être.

Il s'agissait, je crois, d'une entrevue avec M. Bill Paul. Voici la remarque de l'ancien ministre de la Consommation et des Corporations:

Vu les inquiétudes du Dr Anderson . . .

L'interviewer avait parlé précédemment du Dr Anderson.

... je suis allé cette semaine à Ottawa montrer notre rapport à deux ministres fédéraux, le ministre de la Consommation et des Corporations, M. Allan Lawrence . . .

Il a dit que la mousse étant mélangée sur place, cette question relevait des autorités municipales et provinciales qui délivrent les permis et contrôlent l'installation. Toutefois, il était préoccupé et il reconnaît sa responsabilité de fixer des normes fédérales visant le produit.

Il a également dit que sans vouloir condamner l'ensemble de l'industrie sur les quelques cas qu'il avait vus, il n'utiliserait pas la mousse d'urée chez lui. Le commentateur poursuit:

David Crombie, le ministre de la Santé et du Bien-être social, avait quelques suggestions: si vous croyez avoir des problèmes, voyez d'abord votre médecin, et ensuite prévenez son ministère. Il serait particulièrement heureux de recevoir des renseignements détaillés comme ceux que les médecins pourraient fournir. Le ministère de la Santé et du Bien-être

[Text]

promised an update for a program on insulation in weeks to come.

Mr. Chairman, I make those two quotes to show there is absolutely no question that at the time we were in office our Progressive Conservative government had a growing concern about UFFI. I think it is almost indefensible that this minister should try to get off the hook by claiming that we were responsible for not eliminating this problem, or that we were in control of some sort of life-saving method for countless thousands of homeowners. The minister knows that we were thrown out of office just as your predecessor and the Minister of National Health and Welfare were beginning to catch up, just as our government was beginning to catch up with the realities of the horrors of UFFI. I just wanted that on the record because there is no conceivable way that during its term of office our government could be blamed for a situation that several departments of the previous government knew about, the UFFI mess that surfaced in fact before your government, Mr. Minister, was defeated in 1979.

The issue I wish to raise this morning, Mr. Minister, is that on May 25, last Tuesday, you announced the formation of a UFFI national advisory council to advise you on which way to go next. I have a couple of questions on that, and I apologize for the length of the preamble but it was important to get the record clarified. First of all, what is the specific mandate of that council?

The Vice-Chairman: Mr. Minister.

Mr. Ouellet: I think it would be interesting to say that, following the remarks by Mr. Scott, it is one of two things, or the problem was known when his party formed the government, and if it was known they should have acted, or it was not well-known and it was not possible, as he explained, for him to come with specific action. I suspect that is more or less right.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): It was a combination of the two. It was known but we did not have time to act.

Mr. Ouellet: Oh. Gosh, you were awfully slow.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Listen to who is talking.

Mr. Ouellet: I claim that the matter was not known and was not sufficiently clear for government action at the time. In my remarks, if you look at it and read it, I do not blame my predecessor, I am just saying that my predecessor had the reaction at the time which was a normal reaction and a true reaction. I was not blaming Mr. Lawrence. I was saying that Mr. Lawrence said that the problem is at the time of the installation. That he what he said, and he was right. Those who have a problem today, have a problem because the product was poorly installed and therefore a number of people could be responsible. But whether or not we establish responsibility or

[Translation]

social effectue deux études sur les matériaux d'isolation et on nous a promis de nous faire part de la situation en vue d'une émission sur l'isolation au cours des semaines à venir.

Monsieur le président, j'ai donné ces deux citations pour démontrer qu'il ne fait absolument aucun doute qu'à l'époque où nous étions au pouvoir, notre gouvernement conservateur s'inquiétait de plus en plus de la mousse d'urée. J'estime qu'il est tout à fait inadmissible que le ministre actuel tente d'éviter toute responsabilité en prétendant que nous sommes responsables de ne pas avoir éliminé ce problème ou de laisser entendre que nous possédions une façon quelconque de sauver un nombre incalculable de milliers de propriétaires. Le ministre sait que nous avons perdu le pouvoir au moment où votre prédécesseur et le ministre de la Santé et du Bien-être social commençaient à rattraper le problème tout comme notre gouvernement commençait à saisir la réalité des horreurs de la mousse d'urée. Je veux que cela figure au procès-verbal, car il est tout à fait inconcevable qu'au cours de son mandat, notre gouvernement puisse être tenu responsable d'une situation que connaissaient déjà plusieurs ministères du gouvernement précédent, et qu'en fait, le gâchis de la mousse d'urée avait fait surface avant que votre gouvernement, monsieur le ministre, ne soit défait en 1979.

Le sujet que je désire aborder ce matin, monsieur le ministre, c'est le fait que le 25 mai, mardi dernier, vous annonciez la formation d'un comité consultatif national sur la MIUF, qui vous conseillera sur ce qu'il faut faire maintenant. J'ai quelques questions à ce sujet, et je m'excuse de la longueur de mon préambule, mais il était important de rétablir les faits. Tout d'abord, quel est le mandat précis de ce conseil?

Le vice-président: Monsieur le ministre.

M. Ouellet: Il est intéressant de noter, je crois, suite aux remarques de M. Scott, qu'il y a deux choses: ou on connaissait le problème lorsque son parti a formé le gouvernement, auquel cas on aurait dû agir, ou la chose n'était pas bien connue et il n'était donc pas possible, comme il l'a expliqué, de prendre des mesures précises. J'ai l'impression que c'est plus ou moins cela.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): C'était une combinaison des deux. La situation était connue, mais nous n'avons pas eu le temps d'agir.

M. Ouellet: Mon Dieu, vous êtes bien lents.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Regardez-moi qui parle.

M. Ouellet: Je prétends que la situation n'était pas connue, ni suffisamment claire pour que le gouvernement agisse à l'époque. Dans mes remarques, si vous les regardez et les lisez, je ne blâme pas mon prédécesseur, je dis simplement que mon prédécesseur a eu la réaction normale et naturelle à l'époque. Je ne blâme pas M. Lawrence. J'ai dit que M. Lawrence avait déclaré que le problème se situait au moment de l'installation. C'est ce qu'il a affirmé, et il avait raison. Ceux qui ont des problèmes aujourd'hui en ont parce que le produit a été mal installé et par conséquent, plusieurs personnes en sont responsables. Que nous réussissions ou non à fixer la responsabilité

[Texte]

disagree on the level of responsibility from manufacturers to entrepreneurs to provinces who give the licences to the federal government who encourage people to insulate their home or to the homeowner, himself, who choses a reliable installer and a reliable product to be installed in a place where it is clearly indicated that it should not be installed is irrelevant at this time.

• 1000

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Yes, it is the product that is at fault and is causing the concern, not the installation.

Mr. Ouellet: Mr. Scott says it is the product that is at fault. I wish he could be a world-renowned expert and if he was, I am sure that the homeowners would ask him to testify in court. This product has been on the market in 20 countries for over 15 years. So why is it good in other countries and bad in Canada? You know, if you are an expert, you will have to explain this to me.

Fundamentally, there is a problem, and we want to help those who have this problem. We have presented our bill before Parliament and we hope the opposition will co-operate with us to pass. I understand it will come back before the House next week. We could progress to at least sending it to committee by the next session. This bill says to the homeowner, accept the money that we are ready to offer to you and retain your right to sue us if you believe you have some ground to sue the government. So we are very, very good in that respect. We allow people to go to court and settle the matter before the court. So we do not prejudice the responsibility of anybody, although we say we must help the people now and forget about the past because, obviously, there is a genuine difference of opinion in this regard.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): What is the mandate of this new council that you have set up?

Mr. Ouellet: If that is your question, I would like to tell you that this committee is composed the major proponent in each province of those citizen groups who have formed to help themselves and solve their problem. It is going to be asked to come here and advise the government on the best recourse to take to produce solutions for these people. They will meet with our officials. They will discuss the various reports that have been prepared. There have been commissions by the National Research Council. They will talk with experts in the Department of Health and Welfare and they will help us. That is their basic mandate, they will help us to find solutions for these homeowners who have a problem.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Could you comment, Mr. Minister, on one prominent member of the Quebec Federation of Urea Foam Victims, Madam Nicole Lamer, who has said that she will not sit on this committee if it does not allow the homeowners to negotiate a better deal with Ottawa. Can you assure these homeowners that they will not be just wasting

[Traduction]

ou que nous ne nous entendions pas sur le niveau de responsabilité depuis les fabricants jusqu'aux entrepreneurs, en passant par les provinces qui accordent les permis, le gouvernement fédéral qui encourage les gens à isoler leur maison ou les propriétaires eux-mêmes, qui choisissent pour l'installation quelqu'un de fiable, et le bon produit à être installé dans un endroit où, clairement, ce produit ne devrait pas être installé, tout cela n'a plus rien à voir maintenant.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Oui, c'est le produit qui est fautif et qui provoque de l'inquiétude, et non l'installation.

M. Ouellet: M. Scott dit que c'est le produit qui est fautif. J'aimerais bien qu'il soit un expert de renommée mondiale car dans un tel cas, je suis persuadé que les propriétaires lui demanderaient de témoigner devant les tribunaux. Ce produit est sur le marché dans 20 pays depuis plus de 15 ans. Pourquoi est-il bon dans d'autres pays et mauvais au Canada? Si vous êtes un expert, vous allez pouvoir me l'expliquer.

Au fond, il y a un problème et nous voulons aider ceux qui ont ce problème. Nous avons déposé notre projet de loi au Parlement et nous espérons que l'Opposition nous accordera sa coopération pour l'adopter. Si j'ai bien compris, le projet de loi reviendra devant la Chambre la semaine prochaine. Nous pourrions avancer les choses un peu en l'envoyant au moins en comité pour la prochaine session. Il est dit dans ce projet de loi aux propriétaires, acceptez l'argent que nous sommes prêts à vous offrir et gardez votre droit de nous intenter des poursuites si vous croyez avoir des raisons de le faire. Nous sommes donc très généreux à cet égard. Nous permettons aux gens d'en appeler aux tribunaux pour y régler la question. Nous ne présumons donc pas de la responsabilité de qui que ce soit bien que nous nous disions prêts à aider les gens maintenant, à leur demander d'oublier le passé car évidemment, il existe une différence d'opinions très réelle à ce sujet.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Quel est le mandat de ce nouveau conseil que vous avez établi?

M. Ouellet: Si c'est ce que vous voulez savoir, je peux vous répondre que ce conseil se compose des principaux éléments des groupes de citoyens qui se sont formés pour s'entraider et régler leurs problèmes dans chaque province. Nous allons demander à ces représentants de venir ici et de conseiller le gouvernement sur la meilleure façon de procéder pour trouver des solutions. Le conseil rencontrera nos fonctionnaires. Ils discuteront des divers rapports qui ont été préparés. Ces rapports ont été demandés par le Conseil national de recherches. Ils parleront aux experts du ministère de la Santé et du Bien-être social et ils nous aideront. Voilà essentiellement leur mandat, nous aider à trouver des solutions à l'intention des propriétaires qui ont un problème.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Quelle est votre réaction, monsieur le ministre, au fait qu'un membre bien connu de la Fédération québécoise des victimes de la mousse d'urée, M^{me} Nicole Lamer, a déclaré qu'elle ne siégerait pas à ce conseil si celui-ci ne permet pas aux propriétaires de négocier une meilleure entente avec Ottawa. Pouvez-vous promettre à ces

[Text]

their time sitting on a committee, and that the federal government will, indeed, listen to their very urgent representations and come up with much more meaningful compensation, if, indeed, the council makes such a recommendation?

Mr. Ouellet: I want to say to Madam Lamer that if she truly seeks to find solutions for these homeowners who are victims of this product, she could play a very constructive role on this committee. If, on the other hand, her only interest is to attack the federal government, she should stay home. Basically, we have invited her. We told her in the document exactly the mandate of this advisory council. There were extensive discussions with every leader in this regard across Canada. They know exactly the terms of reference. They know what they are supposed to do. If she does not like what we are doing, she only has to say one thing, no, to our invitation. I do not think it is very responsible on her part to come out publicly and say that her own interest is to start negotiations with the federal government. She is biting the only hand that is giving her and her people something. I do not like her attitude.

• 1005

We gave Madam Lamer \$40,000 many months ago to help her associations give information to encourage people to register with our UFFI centre in order to get all the information and be able to benefit from the program. I think, unless I am wrong, she has not done that. She has used the \$40,000 to do advocacy things, to oppose the government. She has not done a single thing really to put some pressure on the provincial government, who, I believe, should be equally as generous as the federal government.

There are other UFFI associations in the Province of Quebec. I offered to be on that advisory committee because I felt that her group is the most important one in the Province of Quebec. If she does not want to sit on this committee, I know a lot of other presidents of UFFI associations in the Province of Quebec who would like to sit on this committee whom we have not invited because we thought Madam Lamer's group was the most important. They want to work really constructively with us to find the solutions for the victims.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): One final question, Mr. Chairman, and I thank you for your leniency in terms of the time that I have had to take here. Are we to assume that this advisory council is just another job-creation program for the bureaucracy, or can you see any kind of a better deal for UFFI home owners across this country as a result of the recommendations made by that council?

Mr. Ouellet: The mandate of the committee would be to advise the government to communicate the knowledge that they will gather while meeting with our various officials and to communicate it to their respective member associations, and to

[Translation]

propriétaires qu'ils ne vont pas tout simplement perdre leur temps à siéger en comité et que le gouvernement fédéral va effectivement écouter leurs plaintes très urgentes et leur offrir une indemnisation plus considérable si, en fait, le conseil formule une telle recommandation?

M. Ouellet: J'aimerais dire à M^{me} Lamer que si elle recherche sincèrement des solutions à l'intention des propriétaires qui sont victimes de ce produit, elle pourrait jouer un rôle très constructif au sein du comité. Par contre, si elle ne s'intéresse qu'à attaquer le gouvernement fédéral, elle ferait mieux de rester chez elle. En fait, nous l'avons invitée. Nous lui avons envoyé un document qui précise exactement le mandat de ce conseil consultatif. Il y a eu des discussions poussées avec chaque dirigeant à ce sujet à travers le Canada. Ils connaissent exactement les termes du mandat. Ils savent ce qu'ils sont censés faire. Si elle n'est pas heureuse de ce que nous faisons, elle n'a qu'à répondre un seul mot à notre invitation, non. Je ne crois pas qu'elle agisse de façon très responsable en disant publiquement que son intérêt à elle, c'est de commencer les négociations avec le gouvernement fédéral. C'est une ingrate, nous sommes les seuls à lui donner à elle et à ses gens quelque chose. Je n'aime pas son attitude.

Nous avons accordé \$40,000 à M^{me} Lamer il y a de nombreux mois afin d'aider ces associations à diffuser des renseignements en vue d'encourager les gens à s'inscrire à notre centre de MIUF afin de se procurer tous les renseignements et de pouvoir bénéficier du programme. Sauf erreur, je crois qu'elle ne l'a pas fait. Elle a utilisé les \$40,000 pour susciter la controverse, pour contester. Elle n'a vraiment rien fait en vue d'exercer des pressions sur le gouvernement provincial, lequel, à mon avis, devrait être aussi généreux que le gouvernement fédéral.

Il y a d'autres associations sur la MIUF au Québec. Je lui ai offert de faire partie du conseil consultatif car je crois que son groupe est le plus important de la province de Québec. Si elle ne veut pas siéger au comité, je connais beaucoup d'autres présidents d'associations sur la MIUF au Québec qui aimeraient faire partie du comité, mais que je n'ai pas invités car je croyais que le groupe de M^{me} Lamer était le plus important. Ces premiers veulent travailler d'une façon vraiment constructive avec nous afin de trouver des solutions à l'intention des victimes.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Une dernière question, monsieur le président, et je vous remercie de l'indulgence dont vous avez fait preuve à l'égard du temps que j'ai pris. Devons-nous présumer que ce conseil consultatif n'est qu'un autre programme de création d'emplois bureaucratique ou envisagez-vous que les propriétaires de maisons isolées à la mousse d'urée partout au pays se sentiront mieux à la suite des recommandations que formulera le conseil?

M. Ouellet: Le mandat du conseil est de conseiller le gouvernement, de transmettre les connaissances qu'ils recueilleront au cours des réunions avec nos divers fonctionnaires et de les transmettre à leurs membres respectifs, et de nous aider,

[Texte]

help us, the government, to evaluate the solutions we want to bring. Therefore, as you know, the legislation is broad enough to allow, in the course of the implementation of the programs, changes in the regulations to accommodate whatever new solutions we find, because, as you know, a lot of research is going on. We do not have all the final answers, and indeed, if we find new solutions through the regulations of this legislation, we want to be able to act. That is why we would like these representatives of the homeowners to be there, helping us to improve the government program, if possible. But I think . . .

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Improve it in terms of compensation?

Mr. Ouellet: Improve it in terms of the delivery of the program—in terms of the eligibility of the program, the way of compensating the people, and in terms of money. We have put aside \$110 million for the homeowners. We designed the program in a way we think is fair. If these people, after discussions and so on, find there is a different way of spending the \$110 million, we are open to their advice and their input. But I cannot say, at this time, that the government has the resources to put more money on the table.

We believe that \$110 million is a very substantial amount of money that has already been put on the table by the Canadian government. We continue to believe that in order to help these victims, the provinces and the manufacturers should also put some money on the table.

[Traduction]

nous le gouvernement, à évaluer les solutions que nous voulons mettre en oeuvre. Par conséquent, comme vous le savez, le projet de loi est suffisamment vague pour permettre, au cours de la mise en oeuvre des programmes, des modifications au règlement afin de tenir compte des nouvelles solutions auxquelles nous arriverons, car comme vous le savez, il se fait actuellement beaucoup de recherches. Nous n'avons pas toutes les solutions, toutefois si nous trouvons de nouvelles solutions, nous voulons pouvoir agir en modifiant les règlements qui découlent du projet de loi. C'est pourquoi nous souhaitons la présence des représentants des propriétaires afin de nous aider, si possible, à améliorer le programme gouvernemental. Toutefois, je crois . . .

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Améliorer l'indemnisation?

M. Ouellet: Améliorer le programme au niveau de la prestation du programme . . . en ce qui concerne l'admissibilité du programme, la façon d'indemniser les gens, et l'argent accordé. Nous avons réservé 110 millions de dollars à l'intention des propriétaires. Nous avons conçu le programme de façon à être juste, croyons-nous. Si les représentants, après en avoir discuté, etc., constatent qu'il y aurait une autre façon de dépenser les 110 millions de dollars, nous sommes ouverts à leurs conseils et à leur apport. Néanmoins, je ne peux pas affirmer, en ce moment, que le gouvernement possède les ressources pour mettre plus d'argent sur la table.

Nous estimons que 110 millions de dollars représentent une somme très considérable qu'offre déjà le gouvernement canadien. Nous continuons à croire qu'afin d'aider ces victimes, les provinces et les fabricants devraient également mettre de l'argent sur la table.

• 1010

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: Mr. Minister, I am approaching the subject of urea-formaldehyde from the general information made available to the Canadian public. I feel that it has been blown out of all proportion and has created a degree of anxiety not warranted. This is based on work done particularly by people in the field of respiratory diseases in the Hamilton and Toronto area. The specialists in respiratory diseases have very sophisticated equipment. They have opportunities to study in great detail and have long experience in respiratory diseases. They are able to study the sputum; they are able to study functions of the lungs; they are able to study the variety of irritants and their effects.

Now this group has come out very specifically that it has not seen the cases; that there have been no cases referred to them related to urea-formaldehyde. One such doctor, Dr. Michael Newhouse, who is in charge of the respiratory centre at one of the hospitals, brought the question up before a regional meeting, and they, too, did not see any of these complications, although I am sure that they do exist.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre.

Docteur Hudecki.

M. Hudecki: Monsieur le ministre, pour aborder le sujet de la mousse d'urée, j'adopte le point de vue de la population en général et je me fonde sur les informations connues du public. J'ai l'impression qu'on a beaucoup exagéré la situation, ce qui a provoqué un climat de peur tout à fait injustifié. Des spécialistes des maladies respiratoires dans la région de Toronto et de Hamilton sont parvenus à cette même conclusion. Ces spécialistes disposent d'appareils excessivement sensibles, ils ont des possibilités d'étude détaillée et une longue expérience des maladies respiratoires. Ils peuvent donc analyser la salive, ils peuvent étudier les fonctions des poumons, toutes les sources d'irritation et leurs effets.

Maintenant, ce groupe de chercheurs vient de déterminer que le lien entre la maladie et la mousse d'urée formaldéhyde n'a jamais encore été établi. Un de ces médecins, le docteur Michael Newhouse, qui est responsable du centre des maladies respiratoires dans 26 hôpitaux a soulevé la question devant un groupe régional de médecins qui n'avaient jamais non plus vu de cas de complication de ce genre; cela n'empêche pas qu'ils doivent exister.

[Text]

There is one other bit of information. A study has been made on people who have worked in laboratories all their lives. For those not familiar with medical laboratories, a great deal of the work is done with formaldehyde; the tissues are inserted into formaldehyde, are hardened, and then they are studied. People working in that field are exposed to formaldehyde in fairly high concentrations for hours. Again, in that area there is no known At least, the study of a group of technicians showed that they had a greater span of life than the average population; there was no history of increased malignancy; respiratory diseases are not that prevalent.

There is no question that there are some people who are sensitive to it. It also has been known that there are many other articles in the household, paints and so on, from which some formaldehyde emanates. I think that the public should be made aware that it is not such a harassing and such a serious toxic material that there should be such national concern and worry.

My own feeling is that, even in this room, concerning those who smoke, there is more ill-effect coming from the smoke to the smoker and to the person sitting behind and beside him than there is from some of the fumes that emanate from urea-formaldehyde insulation.

I am aware that the value of the property has gone down, and people should be compensated for that. But my question is this: Why are we not publicizing and trying to reassure the people of this country of the very small percentage that do react to this? Why has the emphasis been put so much on some of the harmful effects that are so widely publicized? The information is escalating from day to day.

Mr. Ouellet: Dr. Hudecki, I appreciate very much your question. Indeed, it is clear that the scope of the problem is not what is perceived when we listen to the television and radio or read articles on the subject in the papers. I think it is part of our information reflex in Canada to outline things that are of a dangerous aspect; the sensationalisms of a the story get much more of the headlines than a very positive result of a study.

• 1015

To compare the statement made by Dr. Newhouse with the statement made by Dr. Nantel from Montreal is exactly the point. Dr. Nantel got tremendous publicity when he explained that there was possible serious danger with this product. Dr. Newhouse got very limited publicity when he expressed a different point of view. The government, through the Department of Health and Welfare and through our various representations, have tried to put this into perspective. Unfortunately, it did not catch very much the attention of the public. But you are right to say that it is a minority, and a very important minority, of homeowners who are affected by the product; that we should indeed give priority to and zero in on our effort to

[Translation]

Autre source d'information: une étude a été faite sur des gens qui ont travaillé dans des laboratoires toute leur vie. Pour ceux d'entre vous qui n'ont jamais vu un laboratoire médical, je précise qu'on y utilise énormément de formaldéhyde; les tissus sont plongés dans du formaldéhyde, ce qui les fait durcir et permet de les étudier. Les gens qui travaillent dans ces laboratoires sont exposés à de très fortes concentrations de formaldéhyde pendant des heures entières. Là, encore, aucun lien connu En tout cas, une étude effectuée sur un groupe de techniciens a prouvé qu'il y avait une plus grande espérance de vie que la moyenne de la population. Rien ne prouve qu'ils aient plus de tumeurs; quant aux maladies respiratoires, elles ne sont pas tellement fréquentes.

Il ne fait pas de doute que certaines personnes sont particulièrement sensibles aux effets du produit. Mais d'un autre côté, il y a beaucoup d'autres substances dans une maison ordinaire, teinture, etc., qui dégagent des vapeurs de formaldéhyde. Le public devrait savoir que les dangers présentés par cette substance ne sont pas tels qu'ils justifient une telle inquiétude nationale.

Personnellement, je suis convaincu que dans cette pièce même, les gens qui fument et ceux qui se trouvent à proximité des gens qui fument courent plus de risques que les gens qui sont exposés aux vapeurs de la mousse d'urée formaldéhyde utilisée pour l'isolation.

Je sais bien que la valeur des maisons isolées de cette façon a baissé et qu'il faudrait compenser leurs propriétaires. Mais je vous pose cette question: pourquoi n'essayons-nous pas de rassurer la population, de lui expliquer à quel point le pourcentage des gens qui souffrent vraiment de ce produit est faible. Pourquoi insister tellement et faire une telle publicité aux effets nocifs? La peur ne cesse de croître de jour en jour.

M. Ouellet: Docteur Hudecki, je suis très content que vous ayez posé cette question. Il est évident que le problème n'est pas aussi grave qu'on pourrait le croire quand on écoute la télévision et la radio ou quand on lit les articles consacrés à cette question dans les journaux. Au Canada, notre premier réflexe est d'insister lourdement sur les aspects dangereux dans l'information. On fait de beaucoup plus gros titres de journaux avec du sensationnalisme qu'avec les résultats positifs d'une étude.

C'est facile à prouver, il suffit de comparer la déclaration du docteur Newhouse à celle du docteur Nantel de Montréal. Le docteur Nantel est devenu très célèbre quand il a expliqué à quel point ce produit risquait de présenter des dangers graves. Le docteur Newhouse est passé pratiquement inaperçu lorsqu'il a exprimé un point de vue différent. Le gouvernement, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, ont essayé de se former une idée objective. Malheureusement, cela n'a pas vraiment mobilisé l'attention du public. Quoi qu'il en soit, vous avez parfaitement raison quand vous dites qu'il s'agit d'une minorité, une minorité très importante, de propriétaires qui sont affectés par le produit. Vous avez raison quand vous

[Texte]

help these people that are affected—they are the ones that we should help.

I believe that the report of the board of review and the ongoing research on health aspects will certainly, I hope, contribute to establish the facts. The health question has been treated by the press in a very global sense about the ban of the product, and indeed the government went ahead and banned the product, because it was felt that it was a product that could create health problems. The case was argued and presented before the board of review in order to keep this ban. The vast majority of the people have grown accustomed to the fact that the government was banning the product and was arguing that the ban should continue; that the product was dangerous and therefore was dangerous for everybody.

The facts now show, depending on the degree of formaldehyde, on the conditions under which it has been put in homes, and on each individual, that there is a great difference in reaction to that product from one individual to another; and therefore we could say in rough figures that in 80 per cent of the homes insulated with this product there are no problems. But indeed there are homes where the product has been poorly installed and the level of formaldehyde is too high and should be reduced. There is also within that number a number of homes where, although the level of formaldehyde is relatively acceptable, people are allergic to the product, are of course embarrassed by it and have reactions to it. But I do hope, and I echo your view, doctor, that much more information and much more positive factual information should be circulated to appease the fear of the people.

The Vice-Chairman: Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: That was the only point I had. In the course of the publicity on this subject, I have seen very little review of medical evidence for or against it by authorities across the country; and I felt that if that could be included in order to give a balanced view to the general public it would serve to alleviate some of the anxiety that has in many cases been artificially created. Thank you very much, Mr. Minister.

Mr. Ouellet: I want to say that Dr. Newhouse has been retained and is working on contract with the Department of National Health and Welfare to help the government understand the problems. He is one of many doctors who have been retained by the department to help in this regard.

• 1020

One of the things that has been difficult for the government—and I want to say it publicly—is that at the request of the victims we said the level of formaldehyde, this so-called standard of 0.1, is not going to be the only eligible criterion. A lot of people have different opinions about the validity of the 0.1, so as a second criterion for eligibility we allow the health problem. In the first place, we were hoping that the physicians would certify that their clients were affected by the product

[Traduction]

dites que nous ferions mieux de concentrer nos efforts sur les gens qui sont vraiment affectés, que ce sont eux qui ont besoin d'aide.

J'espère, d'ailleurs j'ai confiance, que le rapport du groupe d'études et les recherches effectuées dans le domaine de la santé permettront d'établir les faits. Le problème de santé a été traité par la presse d'une façon très globale et en mettant systématiquement en cause l'interdiction du produit; c'est d'ailleurs ce que le gouvernement a fait, il a interdit le produit parce qu'il estimait que cela risquait de causer des problèmes de santé. La Commission de révision a été appelée à maintenir cette interdiction après avoir entendu les arguments pour et contre. La grande majorité des gens ont fini par se résigner à cette interdiction du produit par le gouvernement et ont même prétendu que l'interdiction devait être maintenue, que le produit était dangereux et que, par conséquent, il l'était pour tout le monde.

Or, aujourd'hui, les faits prouvent que les réactions au produit variaient énormément d'un individu à l'autre, que cela dépendait de la quantité de formaldéhyde, des conditions d'installation dans les maisons, etc. On peut donc conclure qu'environ 80 p. 100 des maisons isolées avec ce produit n'ont pas de problème. Mais évidemment, il y a des maisons où l'installation a été mal faite et où les émanations de formaldéhyde sont trop élevées et doivent être ramenées à un niveau plus acceptable. Parmi ces maisons-là, il y en a également un certain nombre où le niveau est relativement acceptable, mais dont les habitants sont allergiques et font une réaction. Quoi qu'il en soit, tout comme vous, docteur, j'aimerais beaucoup que la population reçoive des informations plus positives, plus exactes pour apaiser les craintes qui existent.

Le vice-président: Docteur Hudecki.

M. Hudecki: C'est tout ce que j'avais à dire. Dans toute la publicité que j'ai vue sur ce sujet, j'ai rarement vu des preuves médicales pour ou contre de sources autorisées. Il me semble que ce point de vue-là est indispensable, si l'on veut donner au public un point de vue modéré et apaiser une partie des anxietés qui, très souvent, ont été provoquées artificiellement. Merci beaucoup, monsieur le ministre.

M. Ouellet: Je tiens à signaler que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a retenu les services de M. Newhouse qui doit aider le gouvernement à comprendre ces problèmes. Le ministère s'est d'ailleurs assuré des services de plusieurs médecins pour l'aider dans cette tâche.

Le gouvernement a eu un problème, je le dis publiquement, en ce que les victimes ont demandé que le taux de formaldéhyde, cette supposée norme de 0.1, ne soit pas le seul critère d'admissibilité au programme. Les opinions diffèrent quant à la validité de cette norme de 0.1, ce qui fait que les problèmes de santé sont devenus le deuxième critère d'admissibilité. Nous espérons, au départ, que les médecins accepteraient de certifier que leurs clients étaient affectés par le produit et étaient

[Text]

and would become eligible. The medical profession refused. They refused to testify and certify that patients were directly affected by the product. We have retained this criteria, but it is now a declaration by each homeowner that he or her or a member of the family is affected by the product. So, doctor, it sort of reconfirms, in a sense, your views that the relationship between health problems and the product is not that clear. The medical profession wants to know much more about the *cause à effet* before stating clearly that a patient is affected by the product.

Mr. Hudecki: I have had people come into the constituency office and indicate that they have a beautiful home, they know they have urea formaldehyd and they have had no ill effects, but what chances have they of getting cancer of the lung. This is the type of anxiety that pervades the public. I think this has to be put again in its proper perspective and properly publicized, that the ill effects are not there.

The Vice-Chairman: Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, again I would like to pursue some direct questions, looking for information that might be useful for people who are dealing in some cases, I guess, directly with the provincial government. The minister has a copy of the questions but I will just read them into the record and see if we can work our way through them.

The medical studies by Albert Nantel and Bruce Small indicate that bench-mark safety levels of 0.1 parts per million for UFFI gas emissions appear to be too high and may lead to serious health disorders. We understand that the 0.1 parts per million figure was arrived at for a European work environment, not for Canadian homes. Based on preliminary information in these studies, will the minister indicate if the government is willing to reconsider reducing the acceptable level of formaldehyde gas concentration in the homes?

As maybe a bit of a background to the concern there is, I guess they indicated in some of those preliminary studies that the health symptoms that were occurring were down at .03 parts per million, and if the government was considering a possibility of reducing that acceptable level some, it certainly would allow more people to qualify without coming up with the problem of getting the doctor to certify and the rest of it. Is there any consideration of that?

Mr. Ouellet: Quickly answering the questions, I would say that this bench-mark safety level of 0.1 parts per million is for certain individuals too high. That has been established. But for others, even a higher level is not a health problem. It depends on the individual. The findings by Dr. Albert Nantel and others is that, yes, there are some people who are allergic to this product at a lower level than the average level that has been established. The experts at National Health and Welfare, who have issued a document on this matter, still feel that the 0.1 level is appropriate. It is well below the level that is acceptable in working environments.

[Translation]

ainsi admissibles au programme. Or, les médecins ont refusé de certifier que leurs patients étaient directement affectés. Nous avons quand même décidé de garder ce critère, mais il n'y a plus que la seule déclaration de chaque propriétaire voulant que lui ou les membres de sa famille soient affectés par le produit. Ces faits viennent en quelque sorte confirmer ce que vous disiez au sujet de la difficulté d'établir les relations entre les problèmes de santé et le produit. La profession médicale en tout cas veut en savoir beaucoup plus long sur la relation de cause à effet avant d'établir clairement que les gens peuvent être affectés par le produit.

M. Hudecki: Il y a des gens qui sont venus me rencontrer à mon bureau de circonscription pour me dire qu'ils avaient une très belle maison isolée à l'urée formaldéhyde et que, malgré tout, ils n'avaient pas de problèmes de santé. Ils voulaient savoir cependant à quel point ils risquaient d'avoir le cancer du poumon. C'est le genre d'inquiétudes qui se manifestent dans le public. Je pense qu'il faut rétablir les faits et leur donner une large diffusion: il n'y a pas de problème de santé.

Le vice-président: Monsieur Skelly.

M. Skelly: Je voudrais poser quelques questions directes en vue d'obtenir de l'information qui pourrait être utile aux personnes qui ont à traiter directement avec les gouvernements provinciaux dans certains cas. Le ministre a reçu d'avance un exemplaire de ces questions, mais je voudrais les lire de façon à ce qu'elles figurent au compte rendu.

Les études médicales d'Albert Nantel et de Bruce Small indiquent que le niveau sécuritaire fixé à 0.1 partie par million de gaz d'urée formaldéhyde est trop élevé et risque d'entraîner de graves problèmes de santé. Par ailleurs, ce niveau de 0.1 partie par million a été établi pour le milieu de travail européen et non pas pour les maisons canadiennes. À partir des résultats préliminaires de ces études, le ministre est-il en mesure d'indiquer si le gouvernement est prêt à réduire le niveau acceptable de concentration de gaz de formaldéhyde dans les maisons?

En guise d'explication, disons que les études préliminaires ont montré que des symptômes pouvaient se produire à un niveau aussi peu élevé que .03 partie par million. Si le gouvernement envisageait de réduire ce niveau, plus de personnes pourraient devenir admissibles au programme sans avoir à passer par leur médecin pour qu'il certifie leur état et tout le reste. Le gouvernement y songe-t-il?

M. Ouellet: Pour répondre rapidement aux questions, je dirais que ce niveau sécuritaire de 0.1 partie par million est effectivement trop élevé dans certains cas. Le fait a été établi. Pour d'autres personnes, il n'y a pas de problème médical même à un niveau plus élevé. Tout dépend des personnes. Les conclusions du Dr. Albert Nantel et d'autres sont qu'effectivement il y a des gens qui sont allergiques à ce produit même à un niveau moins élevé que le niveau général établi. Il n'en demeure pas moins que les experts de la Santé nationale et du Bien-être social estiment, dans un document qu'ils ont publié

[Texte]

We are continuing research and study in this regard and in order to help the people and make them eligible for our program we have not retained that criterion of level of formaldehyde of 0.1 as the only criterion. We have acknowledged that people could live in a home with a low level and still be sick. Therefore, we have said, okay, if there is a problem we will indeed accept you as part of the program. That is my answer on this one.

Mr. Skelly: My second one is: The minister has stated that, if provincial governments would declare the UFFI home situation in their province a disaster, the federal government would provide up to 75 per cent as its share of the cost of removal by funding programs under national disaster provisions. There are groups that are approaching their provincial governments—as a matter of fact, there is a meeting scheduled for the first week in June. They have asked, basically, whether the statement is true and, if so, what are the conditions, because they would like to begin to talk to that particular provincial government about maybe getting on board.

Mr. Ouellet: I have indicated publicly on numerous occasions that I felt this matter should be treated as though we were treating a national disaster event. When there is a flood, when there is a big disaster, there is recourse open to the province to help the victims in their province. The federal government shares the expenditures in this regard, but the first amount of money has to come from the province to the amount of \$1 per person—*par habitant, par province*—and then the next amount of money is equally shared, 50-50, between the province and the federal government. When it goes to a higher amount, for the latter part of the amount, there is a share that varies and, in some cases, the contribution of the federal government could go up to 75 per cent. But that has to be established first by the province. It is the province that declares an area a disaster area, then they ask the federal government to come in.

That has not yet been contemplated by the province, indeed, it is the opposite. We have put our money on the table and we hope the province will join us and do it. It is the reverse in this case.

Obviously, any scheme that will bring federal-provincial direct aid to the victims is something I hope and wish for, whatever may be the systems—via the national disasters act provisions or via other mechanisms. I, indeed, would like to see the province coming in and helping directly homeowners, as we are ready to do.

Mr. Skelly: Next, is the question of the board of review report. We now, I guess, have the bill coming up again on Monday and possibly toward the end of the week and there are some questions about the content. There is a feeling, basically, that the findings in that board of review are going to be extremely important.

[Traduction]

sur la question, que le niveau de 0.1 est approprié. Il est bien en-deça du niveau jugé acceptable dans le milieu de travail.

• 1025

Nous poursuivons néanmoins nos recherches et nos études. En outre, pour aider les personnes concernées à devenir admissibles au programme, nous ne faisons pas du niveau de 0.1 p. 100 de formaldéhyde le seul critère. Nous admettons le fait que les gens peuvent se sentir malades dans leur maison à un niveau moindre. Nous disons aux gens que s'ils ont un problème quelconque, ils peuvent participer au programme. C'est ma réponse à votre question.

M. Skelly: Ma deuxième question est la suivante. Le ministre a indiqué que si les autorités provinciales sont prêtes à considérer comme situation d'urgence le problème de l'urée formaldéhyde dans les maisons, le gouvernement pour sa part s'engage à payer 75 p. 100 des coûts de l'endettement par le biais de programmes prévus dans les lois sur les situations d'urgence. Certains groupes ont fait des démarches auprès de leurs gouvernements provinciaux. De fait, il doit y avoir une réunion à ce sujet dans la première semaine de juin. Ils veulent savoir si la déclaration du ministre tient toujours et quelles sont les conditions à remplir. Ils sont prêts à discuter avec leurs gouvernements provinciaux pour mettre les choses en branle.

M. Ouellet: J'ai indiqué publiquement à plusieurs reprises que, selon moi, le problème devait être traité comme un sinistre d'envergure nationale. Lorsqu'il se produit une inondation, un sinistre d'envergure, les provinces ont certains recours pour venir en aide aux victimes qui relèvent de leur compétence. Le gouvernement fédéral partage les coûts, mais l'initiative doit venir des provinces; elles contribuent \$1 par personne, puis le reste du montant est partagé à parts égales entre elles et le gouvernement fédéral. Pour la tranche la plus élevée du montant, la part du gouvernement fédéral peut atteindre 75 p. 100 dans certains cas. Il n'en demeure pas moins que c'est la province qui doit agir la première. C'est la province qui doit déclarer sa région sinistrée puis demander au gouvernement fédéral d'intervenir.

Or, les provinces n'ont pas envisagé de le faire jusqu'à présent. Bien au contraire. Nous sommes pris avec notre contribution. Nous espérons seulement que les provinces se joindront à nous.

Je suis prêt à accepter n'importe quel régime qui donne une aide fédérale-provinciale aux victimes, que ce régime fasse appel aux lois sur les situations d'urgence nationale ou à d'autres mécanismes. Ce que je souhaite, c'est que les provinces interviennent et aident directement les propriétaires de maison concernés, comme nous le faisons.

M. Skelly: J'arrive au rapport de la Commission d'étude. Le projet de loi, une fois de plus, doit être discuté lundi ou peut-être à la fin de la semaine et il y a toujours des questions quant à son contenu. Certains estiment que les conclusions de la Commission d'étude sont très importantes.

[Text]

Would you be prepared to give a commitment to produce that report before that bill passes second reading in the House, or at least to give a firm date for the release of the report?

Mr. Ouellet: I would like to say, yes, I could assure you that the very day we receive the report we will make it public. The report has not been given to me yet. I have been told that one of the members of the board of review has been sick and that has delayed considerably the work of this committee. I received a letter from the chairman of the board of review who indicated that unfortunately they will not be able to meet their target date of May, but they are very confident that indeed they will be able to release their report in June. The member who has been sick has been able to resume his work and he should be able to complete his part of his responsibility on that board of review. So, there is unfortunately this delay in the presentation of the report. We have no control on this and we cannot force the report one way or another. I would hate to delay the passing of second reading of the bill because of this. I think members of Parliament should probably expect the conclusion of this report before the final passage of the bill. I think it would be fair to ask this. I would not object personally. I would have loved to have had the report last month, and indeed I am waiting for this report.

• 1030

I would recommend that we allow the bill to go to committee, for study in committee, and hopefully while the bill is before the committee, the report will come out. It would be interesting for the members of the committee to get the findings of this report.

Mr. Skelly: I would just like to put the fifth question, to come back to two points there—

The Vice-Chairman: That will be your last question; we can attach the other question.

Mr. Skelly: Yes, okay. Perhaps you would permit a close follow-up on some obstacles to the bill, and maybe the minister would have a comment.

The minister has made a number of statements about the manufacturers' coming forward and including in the bill the provision that homeowners could still accept grants and contemplate civil action against governments—the federal government or whatever. But there really seem to be two problems with people who are contemplating civil action. There is a question in a number of areas of the statute of limitations, and there is quite a bit of confusion about it. Some provinces have begun to look at it, and there is no action yet. The other problem is that the costs are absolutely prohibitive. It is not possible for individual homeowners to begin the civil actions. In order to get their claim on the records, some people have talked about lawyers asking for a \$1,500 deposit in order to basically do the research, get the statement of claim available and then get them in, and we are talking about an enormous number of people doing that.

[Translation]

Êtes-vous prêt à vous engager et à rendre public ce rapport avant que le projet de loi ne soit adopté en deuxième lecture à la Chambre ou au moins fixer une date définitive pour la publication de ce rapport?

M. Ouellet: Je puis vous assurer que le jour même où nous recevons le rapport, nous le rendrons public. Je ne l'ai pas reçu encore personnellement. Je crois savoir qu'un des membres de la Commission d'étude était malade et que le travail de la Commission a été retardé considérablement. J'ai reçu du président de la Commission d'étude une lettre m'indiquant que malheureusement, il ne pouvait pas respecter la date qu'il s'était fixée en mai, mais qu'il espérait être en mesure de présenter son rapport en juin. Le membre de la Commission qui est malade a repris son poste depuis et est en mesure d'assumer ses fonctions au sein du groupe. Seulement, le rapport est retardé. Nous n'avons, en ce qui nous concerne, aucun contrôle sur la Commission et nous ne pouvons pas la forcer à produire un rapport avant. Je ne voudrais pas avoir à retarder l'adoption du projet de loi en deuxième lecture à cause de ce retard. Je sais que les députés s'attendent de voir le rapport avant l'adoption finale du projet de loi. Je n'y vois aucun inconvénient en ce qui me concerne. Tout ce que je peux dire, c'est que j'aurais bien aimé avoir le rapport le mois dernier. Comme tout le monde, je l'attends.

Je proposerais que le projet de loi soit confié au Comité pour étude, en espérant qu'entre temps le rapport sera publié. Il serait certainement intéressant pour les membres du Comité de prendre connaissance des conclusions du rapport.

M. Skelly: Je voudrais vous poser ma cinquième question, pour revenir aux deux . . .

Le vice-président: Ce sera votre dernière. Si vous en avez une autre, elle peut être annexée.

M. Skelly: Très bien. Avec votre permission, je voudrais parler des obstacles au projet de loi. J'aimerais savoir ce qu'en pense le ministre.

Le ministre a parlé à plusieurs reprises du rôle des fabricants et de la possibilité que le projet de loi permette aux propriétaires de maison de continuer d'accepter des subventions, tout en envisageant de poursuivre civilement les gouvernements, le gouvernement fédéral ou les autres, au besoin. Mais les gens qui envisagent des poursuites civiles sont en butte, à deux problèmes. A certains endroits, il y a la loi fixant les délais de prescription. La situation est loin d'être claire à cet égard. Certaines provinces ont commencé à l'examiner, mais il n'y a toujours pas de nouveau. Il y a aussi le fait que le coût des poursuites civiles est absolument prohibitif. Les propriétaires de maisons ne peuvent pas seuls tenter des poursuites. Afin d'enregistrer leurs plaintes, il y a des gens qui ont communiqué avec des avocats et qui se sont vus demander des dépôts de \$1,500 touchant la recherche et le dépôt de la plainte. Un grand nombre de personnes sont dans cette situation.

[Texte]

Would the minister be prepared to approach his provincial counterparts and ask for some action to clarify this statute of limitation question, so that there is a clear indication that people, as this issue continues to develop, will still have access to civil action? And would the minister be prepared—

Mr. Ouellet: My answer is yes to this. Indeed I—

Mr. Skelly: That would be acceptable, because—

Mr. Ouellet: I will indeed welcome any discussions with the provinces in this regard.

Mr. Skelly: Would you initiate those? There really does seem to be a substantial amount of confusion just on a Okay, the second thing is: Would you be prepared in some cases to look at proposed legal action and assist financially maybe with a couple of test cases? There seems to be this absolute prohibition, not a prohibition, but obstacle that cannot be overcome because of the financial problems. Would you be prepared to look at the question of providing financial assistance for some test cases and bringing forward funds to help, say, ones that look like they may put the kind of information on the public record that would assist others?

Mr. Ouellet: This is an option that has not been ruled out. I have indicated previously that I would prefer to wait until the report of the board of review, but clearly, depending on the result of the board of review, that type of option that you recommend could very well be retained by the government.

Mr. Skelly: Mr. Chairman—

The Vice-Chairman: Mr. McKenzie.

• 1035

Mr. Skelly: —would you entertain just one more slight thing, and I will never appear again?

The Vice-Chairman: It is up to the Is there unanimous consent for one more?

Mr. Skelly: It was just a supplemental on

Mr. Hawkes: I will not get on if he goes any longer.

The Vice-Chairman: That is the problem, Mr. Skelly. You have had a fair amount.

Mr. McKenzie.

Mr. McKenzie: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I would like to discuss a Government of Canada directive with you, No. 2080-1— francophone participation, Ontario region.

I am sure you are familiar with it. It is to promote career opportunities within the federal government by advertising competition posters at all French-speaking high schools and community colleges in Ontario, meeting the students and other potential candidates interested in employment with the federal government. I am not aware of any other groups receiving this particular special treatment, and I do not recall this ever being discussed in the House or in committee at any time. It is

[Traduction]

Le ministre est-il prêt à communiquer avec ses homologues provinciaux et à leur demander de clarifier la loi fixant les délais de prescription de façon à ce que les gens sachent, au fur et à mesure qu'il y a du nouveau, s'ils ont le droit d'intenter des poursuites civiles? Le ministre est-il prêt également . . .

M. Ouellet: Ma réponse à cette question est oui. Je suis . . .

M. Skelly: Ce serait adéquat, puisque . . .

M. Ouellet: Je vois d'un très bon oeil des discussions avec les provinces à cet égard.

M. Skelly: Vous seriez prêts à prendre l'initiative? Il y a encore beaucoup de confusion qui entoure . . . je voudrais encore savoir si vous seriez prêt dans certains cas à examiner les causes possibles de poursuites civiles et à aider financièrement les gens dans quelques causes types? Les gens sont presque empêchés d'agir actuellement à cause des coûts. Seriez-vous prêt à leur accorder une aide financière dans certains cas, par exemple, dans les cas qui pourraient se révéler utiles plus tard dans des circonstances similaires?

M. Ouellet: Cette possibilité n'a pas été écartée. J'ai indiqué plus tôt que je préférerais attendre la publication du rapport de la Commission d'étude, mais selon la conclusion de ce rapport, ce pourrait être une option retenue par le gouvernement.

M. Skelly: Monsieur le président . . .

Le vice-président: Monsieur McKenzie.

M. Skelly: . . . puis-je poser encore une toute petite question? Je promets de ne plus vous importuner.

Le vice-président: Le Comité donne-t-il son consentement unanime?

M. Skelly: C'est une petite question supplémentaire . . .

M. Hawkes: Je n'aurai pas mon tour s'il continue encore longtemps.

Le vice-président: C'est le problème, monsieur Skelly. Vous avez eu pas mal de temps.

Monsieur McKenzie.

M. McKenzie: Merci, monsieur le président.

Je voudrais discuter avec vous de la directive du gouvernement du Canada numéro 2080-1—participation des francophones, région de l'Ontario.

Je suis sûr que vous la connaissez bien. Elle a pour but d'annoncer les possibilités de carrière au sein du gouvernement fédéral par la diffusion des annonces de concours dans toutes les écoles secondaires et tous les collèges communautaires francophones de l'Ontario, et par des rencontres avec les étudiants et les autres candidats à des postes au gouvernement fédéral. Que je sache, il n'y a pas d'autres groupes qui reçoivent ce traitement préférentiel et la mesure n'a jamais été

[Text]

certainly a major step to assist one nationality to obtain employment in the federal government.

I placed a number of questions on the order paper, number 4072, dating back to February 26. Perhaps you could look into that and see what is causing the delay in answering these questions. It will certainly clear it up for me, and for the Canadian public who are not aware of this particular procedure for hiring one nationality. I know it is causing problems within your department. I am sure you are aware of a letter that Mr. R.W. Bailey wrote to the assistant deputy minister, Mr. Gagnon, outlining the problems it is causing in the patent office.

In the letter he stated:

There are many rumours circulating in the patent office that the hiring team presently seeking examiners has been instructed to limit their search to francophones and particularly to unilingual francophones, and it is being further alleged that academically qualified anglophones have been rejected. The possibility that these rumours could be true appear to be supported by the apparent attempt to keep bilingual positions open for those francophones being hired, rather than offering these positions to bilingual examiners presently in unilingual, English positions.

That would indicate to me that these unilingual, English persons are going to be dead-ended and they will just become second-class citizens under an arrangement like that.

Mr. Ouellet: Can I answer this?

Mr. McKenzie: Mr. Bailey goes on. I will just read one other paragraph here. I will be through in a moment. Mr. Bailey went on to say:

Such rumours have considerable impact on morale in the department and invite discredit. Such practices are also contrary to the merit principle.

And of course, this directive, 2080-1 certainly does away with the merit principle, something that I do not support. I think doing away with the merit principle in the federal civil service is a serious mistake.

Now there have been a number of complaints filed with the Human Rights Commission in regards to other federal government departments that are implementing the practices in 2080-1. The Human Rights Commission feels they are in conflict with three sections of the Human Rights Act. I filed one complaint on behalf of the employees that are concerned in Consumer and Corporate Affairs.

I wonder if you could inform the committee as to whether this 2080-1 is still in effect, and what your feelings are in regards to the concern of employees in your department?

M. Ouellet: Monsieur le président, je pense que je n'ai aucune objection à répondre à la question de M. McKenzie. Je dois lui rappeler qu'il y a une loi qui a été approuvée par le

[Translation]

discutée en Chambre ou en comité. C'est quand même une mesure d'envergure destinée à aider un groupe ethnique à obtenir de l'emploi au gouvernement fédéral.

Sous le numéro 4072, en date du 26 février, j'ai inscrit au Feuilleton un certain nombre de questions sur le sujet. Vous pourriez essayer de voir ce qui retarde les réponses. Je serais certainement intéressé, comme tout le public canadien, à recevoir des explications sur cette mesure visant à promouvoir l'emploi d'un groupe ethnique en particulier. Je sais quelle est la source de difficulté à l'intérieur de votre propre ministère. Vous devez être au courant d'une lettre de M. R.W. Bailey à votre sous-ministre adjoint, M. Gagnon, au sujet des difficultés qu'elle crée au Bureau des brevets.

Il dit ceci dans sa lettre:

Au Bureau des brevets circulent des rumeurs selon lesquelles le groupe de recruteurs actuellement à la recherche d'examineurs a reçu des instructions l'obligeant à s'en tenir aux francophones et particulièrement aux francophones unilingues; il semble également que des anglophones ayant le niveau de scolarité requis aient été rejetés. Ces rumeurs sont confirmées par ce qui semble une tentative d'offrir les postes bilingues aux francophones nouvellement embauchés plutôt qu'aux examinateurs bilingues comblant actuellement des postes unilingues anglophones.

Il me semble que ces unilingues anglophones risquent de voir leur carrière bloquée et de devenir des citoyens de seconde classe dans des conditions semblables.

M. Ouellet: Puis-je répondre?

M. McKenzie: M. Bailey poursuit. Je vous lis seulement un autre paragraphe. Je termine.

Ces rumeurs ont un impact considérable sur le moral des fonctionnaires du ministère et elles sont une atteinte au bon renom du ministère. En outre, de telles pratiques sont contraires au principe du mérite.

Cette directive 2080-1 va elle aussi à l'encontre du principe du mérite et c'est quelque chose que je ne puis accepter. La disparition du principe du mérite dans la Fonction publique fédérale est une grave erreur.

Il y a eu des plaintes auprès de la Commission des droits de la personne relativement aux tentatives d'autres ministères du gouvernement fédéral d'appliquer les pratiques prévues dans la directive 2080-1. La Commission des droits de la personne estime qu'elles vont à l'encontre de trois articles de la Loi sur les droits de la personne. J'ai moi-même déposé une plainte au nom des employés concernés du ministère de la Consommation et des Corporations.

Pouvez-vous dire au Comité si cette directive 2080-1 est toujours en vigueur et quelle est votre réaction aux préoccupations exprimées par les employés de votre ministère?

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I have absolutely no objection in answering Mr. McKenzie's question. I remind him that the Canadian Parliament has adopted an act called the Official

[Texte]

Parlement canadien, qui s'appelle la Loi sur les langues officielles, et conformément au plan prévu par la Loi sur les langues officielles, mon ministère tente d'engager des examinateurs francophones. Le but poursuivi est d'assurer une représentation équitable.

• 1040

Nous avons un nombre important d'examineurs qui s'expriment en anglais; malheureusement, il n'y a pas suffisamment d'examineurs qui s'expriment en français. Et par conséquent, il est important d'établir cette représentation équitable pour desservir correctement les Canadiens à travers le pays.

Mon ministère n'a pas abandonné ou mis de côté le principe du mérite. Nous vivons de façon intégrale en fonction de ce principe et la Commission de la Fonction publique assiste les fonctionnaires de mon ministère qui ont cette responsabilité de recruter un certain nombre de fonctionnaires qualifiés et compétents pour servir équitablement la population canadienne.

The Vice-Chairman: Your last question.

Mr. McKenzie: Could you tell me what section of the Official Languages Act states that special recruitment teams are going to be established to go out and hire one nationality for employment in the federal civil service? Maybe, while your officials are looking that up, you can let me know if you have studied the Human Rights Act to see whether you feel that these three sections are being violated by this directive 2080-1.

M. Ouellet: Ces questions qui pourraient passer devant des bureaux de révision seront certainement présentées et vérifiées; les droits de la personne humaine, je suis convaincu, seront respectés intégralement. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter et je suis sûr que l'on peut compter sur vous pour faire valoir les points de vue de ceux qui se sentiraient lésés.

Je pense que ce qui est important de vérifier c'est s'il y ait des candidats qui parlent une autre langue que le français et qui sont qualifiés académiquement et qui seraient exclus de ces recherches. Je pense qu'il n'y en a pas. Par conséquent, les organismes qui vérifient ces concours statueront en temps utile.

The Vice-Chairman: Mr. Marceau.

Mr. McKenzie: Is my time up, Mr. Chairman?

The Vice-Chairman: Yes. I warned you about that before.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Je pense que la Chambre des communes s'illustre, si je puis utiliser ce terme-là, par toutes sortes d'experts; il y a des experts francophones et des experts anti-francophones. Et je devrais vous dire, sans vouloir me référer à qui que ce soit, qu'il y a des gens, à chaque comité, qui viennent soulever des questions linguistiques et donner l'impression que les francophones abusent des droits, alors que les francophones ne veulent que réclamer leurs droits non pas au détriment des

[Traduction]

Languages Act and that it is in accordance with that Official Languages Act that my department is currently trying to hire French-speaking examiners. The aim is to come to a fair representation.

A substantial number of our examiners speak English. Unfortunately, there are not sufficient examiners who speak French. Therefore, it is important to establish equitable representation to provide proper service to Canadians throughout the country.

My department has not abandoned or set aside the merit principle. We live fully in terms of this principle and the Public Service Commission assists public servants of my department whose responsibility is to recruit a certain number of civil servants who are qualified and competent to provide equitable service to the Canadian people.

Le vice-président: Votre dernière question.

M. McKenzie: Pouvez-vous me dire quel article de la Loi sur les langues officielles dit que des équipes spéciales de recrutement doivent être établies pour embaucher une nationalité plutôt qu'une autre dans la Fonction publique fédérale? Pendant que vos fonctionnaires feront cette vérification, pouvez-vous nous dire si vous avez étudié la Loi sur les droits de l'homme pour décider si oui ou non cette directive 2080-1 constitue une violation de ces trois articles.

Mr. Ouellet: Those matters which might go before boards of review will certainly be presented and checked out. Human rights, I am convinced, will be fully respected. There is no cause for concern and I feel sure that I can count on you to express the views of those who feel they have been wronged.

The important thing, I feel, is to ensure that there are candidates who speak a language other than French and who are qualified academically and who might be excluded from this search. I do not think that there are any such. Therefore, the examining bodies will render their decision in due course.

Le vice-président: Monsieur Marceau.

M. McKenzie: Est-ce que mon temps de parole est épuisé, monsieur le président?

Le vice-président: Oui. Je vous ai prévenu déjà.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

I think the House of Commons becomes famous if I may use that term, through all sorts of experts. There are francophone experts and anti-francophones. If I were to tell you without specific reference to any one in particular, that there are people, in every committee, who raise the language issue and give the impression that francophones are abusing rights, whereas francophones only wish to claim the rights due to them, and not to the detriment of any one else. Their only wish

[Text]

autres, mais pour imposer leur personnalité au sein de la nation canadienne. Mais, heureusement, je pense que les gens ne sont pas tous comme cela, à savoir des gens qui n'acceptent pas le bilinguisme et le respect de la francophonie ici à Ottawa.

Monsieur le ministre, au sujet de la question de l'urée formaldéhyde, je vous dirai que dans la région du Saguenay le problème existe. Il y a des cas très sérieux, mais il est évident que notre région comme peut-être bien d'autres est influencée par une publicité qui a tendance à orienter le débat vers la création d'une crise plutôt que vers la solution du problème.

Je voudrais vous dire que j'ai eu l'occasion de rencontrer à quelques reprises des représentants des associations qui représentent ceux qui sont aux prises avec ce problème. Ils m'ont fait des représentations que je voudrais apporter à votre attention et qui peut-être peuvent se résumer comme suit: Les gens se disent que le montant qui est mis à leur disposition par le gouvernement fédéral, un montant maximum de \$5,000 dans les cas les plus complexes, n'est peut-être pas suffisant pour régler le problème parce qu'il n'est pas complété par une subvention ou une aide venant des entrepreneurs et du gouvernement provincial. Je pense que les gens sont conscients que si nous avons fait notre part il est peu probable, du moins à ce stade-ci, à moins que vous nous donniez d'autres renseignements, que les deux autres intervenants ne fassent une part aussi substantielle.

• 1045

Alors, dans ces circonstances, on nous dit ceci, monsieur le ministre: n'y aurait-il pas possibilité que la somme mise à notre disposition puisse nous être versée pour que nous puissions faire le travail nous-mêmes? Ce que l'on reproche au programme c'est, d'abord, sa lenteur—et cela est peut-être un peu compréhensible parce que la loi n'est pas adoptée—mais, ce qu'on lui reproche également c'est d'obliger la personne aux prises avec ce problème de faire faire des vérifications au départ et de prendre un entrepreneur; ce qui augmente les coûts. Alors, serait-il possible, et je pense que c'est l'impression que vous nous avez donnée tout à l'heure en réponse à une question, que la loi puisse être utilisée de façon à permettre un peu plus de souplesse afin que ceux qui sont aux prises avec ce problème et qui se disent, par exemple: avec \$5,000 je suis capable de me débarrasser... mais, si vous m'imposez des entrepreneurs et trop de contraintes, je ne réglerai pas mes problèmes... Parce qu'il appert que les entrepreneurs et la province ne sont pas prêts à faire leur part. Est-ce que ces représentations, monsieur le ministre, pourraient être regardées d'un bon oeil par vous-même et vos fonctionnaires?

M. Ouellet: Je pense que ce genre de représentations sera certainement étudié lorsque le comité d'avisers, un comité national pour m'aviser, se réunira dans les premières semaines de juin à Ottawa.

Il est évident qu'il y a une différence d'opinions fondamentale qui est assez importante. Des experts du gouvernement canadien ne croient pas que l'enlèvement de ce produit soit essentiel, soit nécessaire. Par conséquent, le \$5,000 peut être

[Translation]

is to express their personality within the Canadian nation. However, I think people are not all like that, not everyone is opposed to bilingualism and proper respect being given to the francophone fact here in Ottawa.

Mr. Minister, in regard to the question of urea formaldehyde, I should mention that in the Saguenay area this problem exists also. There are very serious cases but obviously our region like so many others is influenced by publicity which tends to direct the debate towards the creation of a crisis rather than the solution of a problem.

I should say that I have had the opportunity to meet on various occasions representatives of associations who speak on behalf of those who are at grips with this problem. They have made representations to me which I would like to bring to your attention and which could be summarized as follows: these people feel that the amount made available to them by the federal government, an amount of about \$5,000 in the most complex cases, may not be sufficient to solve the problem as it is not supplemented by a grant or any form of assistance coming from contractors or the provincial government. I think that people are aware that if we have done our part it is unlikely, at least at this stage, unless you are going to give us any further information, that the other two parties will make such a substantial contribution.

So, in the circumstances, this is what people tell us: Mr. Minister, would it not be possible for the sum made available to us be paid to us so we could do the work ourselves? The main criticism of the program is in the first instance, its slowness... and that may well be understandable given that the legislation has not yet been passed... but another criticism made of the program is that it forces the man who is faced with this problem to have his situation checked out initially and to hire a contractor. This increases the costs. Also, would it be possible, and I think that is the impression that you gave a while ago in reply to another question, that legislation might be used in such a way as to allow for more flexibility, to enable those who are up against the problem and who say to themselves: perhaps with \$5,000 I can get out of the woods... but if you insist on the contractors being hired and too many constraints, it will not solve my problems. You see the contractors of the province are not yet ready to do their share. Would representations of this nature, Mr. Minister, be favourably viewed by yourself and your officials?

Mr. Ouellet: I think that this type of representation will certainly be studied when the committee of advisers, a national committee to advise me on this, comes together in the early weeks of June in Ottawa.

It is obvious that there is a fundamental difference of opinion which is quite important. Experts of the Canadian government do not feel that it is essential to remove this product. Therefore, the \$5,000 may be amply sufficient if it is

[Texte]

amplement suffisant s'il s'agit de n'avoir que des mesures correctives; s'il s'agit d'enlever la mousse, c'est sûr que le \$5,000 peut ne pas être suffisant.

Par ailleurs, nous voulons que les cours que l'on donne et l'entraînement que l'on donne à nos inspecteurs et aux représentants des compagnies qui seront accrédités pour faire le travail soient aussi ouverts à tous les propriétaires qui voudraient suivre ces cours. Parce qu'il est dangereux d'inciter les propriétaires à enlever la mousse à leur risque et péril. D'une part, si on leur donne de l'argent pour qu'ils enlèvent le produit et qu'après l'avoir enlevé le problème du niveau de gaz demeure trop élevé, parce que les gaz qui auraient pu s'imprégner dans les murs, dans les cloisons, n'a pas été traité, ils ne seront pas plus avancés et on aura gaspillé de l'argent, et ils auront eu de fausses illusions.

Je crois que toute aide que nous pourrions donner aux propriétaires devrait être faite en fonction de mesures bien précises et de conseils les plus professionnels possible pour qu'ils fassent un travail correctif approprié.

The Vice-Chairman: Your last question.

M. Marceau: Yes.

Monsieur le ministre, dans les objectifs de votre ministère, il est dit, et cela semble l'un des plus importants, que vous avez comme fonction d'éliminer certaines pratiques visant à limiter le commerce et à protéger le consommateur contre la publicité fautive et trompeuse.

Pouvez-vous me donner des exemples des cas les plus évidents auxquels vous avez à faire face actuellement dans votre travail, et les solutions que vous apportez aux problèmes qui vous sont soumis?

• 1050

M. Ouellet: Périodiquement, le directeur des enquêtes et des coalitions publie la série de poursuites intentées en vertu de la Loi sur la concurrence contre des détaillants, contre des marchands qui ont enfreint la loi, soit par de la publicité trompeuse, soit par des pratiques commerciales abusives. Je pense qu'il y a aussi la division qui s'occupe de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation qui publie périodiquement la série d'infractions commises par des commerçants qui vendent un produit supposément d'un tel poids à un poids différent. Vous me demandez des exemples précis. Je pense que c'est probablement dans le domaine de la publicité trompeuse que l'action de mon ministère est la plus forte.

The Vice-Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

Monsieur le ministre, je pense qu'il y a beaucoup de gens dans l'Est qui parlent français et anglais, mais M. McKenzie dit que vous avez annoncé un programme de recrutement seulement dans la province de Québec et en Ontario. Ce n'est pas annoncé en Colombie-Britannique, etc.

I would hope that you might in the future advertise those across the country. Certainly, the Province of New Brunswick

[Traduction]

only a matter of corrective measures. If it is a question of removing the foam all together, certainly \$5,000 cannot be enough.

Incidentally, we want the courses and the training given to our inspectors and to the company representatives accredited to do this work also to be open to owners who want to take the courses. The reason for this is that it is dangerous to encourage owners to remove the foam at their risk. On the one hand, if we give them money to remove the product and if after having removed it the gas level remains too high, because of gases which may have become lodged in walls, and the partitions and it has not been treated, then they will not be any further ahead and we will have wasted money while these people will be living in a fool's paradise.

I feel that any assistance that we might give owners ought to be given in terms of very precise measures and advice as professional as possible so that they can take the proper corrective measures.

Le vice-président: Votre dernière question.

Mr. Marceau: Oui.

Mr. Minister, among the objectives of your department, it is said and it appears to be one of the most important that you wish to eliminate certain practices which are trade restrictive and protect the consumer against false and deceptive advertising.

Could you give me examples of the most obvious cases you have to face in your work and the solutions that you are bringing to bear on the problems submitted to you?

Mr. Ouellet: From time to time, the director of investigations and combines publishes a series of prosecutions brought under the Competition Act against retailers, against merchants who have broken the law, either through misleading advertising or through unfair trade practices. I think the division which deals with the legislation on packaging and labelling of consumer products also publishes periodically the list of offences committed by merchants who sell a product indicating that it is of a weight different from what it is in reality. You ask me for precise examples. I think it is probably in the area of deceptive advertising that the action of my department is the strongest.

Le vice-président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Mr. Minister, I think there are a great many people in eastern Canada who speak French and English, but Mr. McKenzie tells us that you have advertised a recruiting program only in the provinces of Quebec and Ontario. It is not advertised in British Columbia and so on.

J'espère qu'à l'avenir vous pourrez faire vos annonces dans toutes les régions du Canada. Il est certain que la province du

[Text]

is the most officially bilingual, and I would think students in that province should be made aware of opportunities in your department.

M. Ouellet: Mon sous-ministre me dit qu'en réalité, ce recrutement spécial s'est fait à l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, également au Collège universitaire de Saint-Boniface, au Manitoba, à l'Université Laurentienne, en Ontario, à l'Université McMaster et à Western en Ontario et, évidemment, dans quelques universités de la province de Québec. Alors, il n'y en a peut-être pas eu en Alberta, mais au Manitoba, il y a eu de la publicité au sujet de ce programme de recrutement.

Mr. Hawkes: I am pleased to hear that. I would point out that in the Province of Alberta almost 4 per cent of our public school population are in bilingual education so there is a possibility in the future.

Do you take your responsibility to act as a consumer advocate seriously?

Mr. Ouellet: I hope so.

Mr. Hawkes: And you are concerned about misleading advertising and you say your department is very active?

Mr. Ouellet: Yes, my department is indeed devoting a lot of time in this regard and officials of this department look at that aspect constantly.

Mr. Hawkes: If you were aware of a monopoly that was overcharging by some significant amount, about 40 per cent, that would be of concern to you and something that your department would attempt to look into and correct?

Mr. Ouellet: I am sorry; I missed the first part of your . . .

Mr. Hawkes: If you were aware that in Canadian society there was a monopoly that was overcharging a significant amount to consumers, something like 40 per cent, consumers paying the brunt of it, that would be the kind of issue that your department would be concerned about?

Mr. Ouellet: Well, it depends. Misleading advertising means that you advertise a product claiming that the product has a certain quality and it turns out that the product does not have that quality, that you advertise at a price but when you go to buy the product at that price there is no more of that product and therefore it is advertised at a certain price just to bring the people to the store. There is a variety of misleading information or advertising. The specific case that you have in mind I cannot comment on in advance. I do not know what you are referring to.

Mr. Hawkes: What I am leading to is that government is the biggest monopoly in Canadian society. In many areas of endeavour it is a huge advertiser. It is a monopoly which affects consumers.

[Translation]

Nouveau-Brunswick est la province la plus officiellement bilingue, et je crois bien que les étudiants de cette province devraient connaître les possibilités offertes dans votre ministère.

Mr. Ouellet: My deputy minister informs me that this special recruiting campaign took place in fact in the University of Moncton, in New Brunswick and also in the University College of Saint-Boniface, in Manitoba, in the Laurentian University in Ontario, at McMaster University and in the University of Western Ontario, and, of course, in some universities of the Province of Quebec. So, there may well have been none in the Province of Alberta, but in Manitoba we did advertise this recruiting program.

M. Hawkes: Je suis bien aise de l'apprendre. Je tiens à vous signaler que dans la province de l'Alberta, il y a presque 4 p. 100 de la population de l'école élémentaire qui font des études bilingues, si bien qu'il y a là une possibilité pour l'avenir.

Est-ce que vous prenez au sérieux votre responsabilité d'agir en tant que représentant du consommateur?

M. Ouellet: Je l'espère bien.

M. Hawkes: Et la publicité trompeuse vous préoccupe et vous dites que votre ministère est très actif à ce propos?

M. Ouellet: Oui, mon ministère consacre beaucoup de temps à ce sujet et les hauts fonctionnaires de ce ministère se penchent constamment sur ce problème.

M. Hawkes: Si vous étiez conscient qu'il existe un monopole dont les prix dépassaient la norme de, disons, 40 p. 100, cela vous inquiéterait et votre ministère essaierait de faire enquête et d'apporter les mesures correctives nécessaires?

M. Ouellet: Je regrette, j'ai manqué la première partie de votre intervention.

M. Hawkes: Si vous aviez connaissance du fait que dans la collectivité canadienne, il existe un monopole dont les prix aux consommateurs sont trop élevés de 40 p. 100 par exemple, ce serait là le genre de question qui intéresserait votre ministère?

M. Ouellet: Eh bien, cela dépend. La publicité trompeuse veut dire qu'on annonce un produit, prétendant que le produit en question a certaines qualités qu'il n'a pas en réalité; ou bien on annonce un certain prix et lorsque l'acheteur veut s'en prévaloir, il ne reste plus de ce produit et le seul but d'avoir fait l'annonce était d'attirer des clients. L'information trompeuse et les annonces frauduleuses revêtent toutes une variété de formes différentes. Je ne peux pas commenter d'avance le cas précis que vous avez à l'esprit. Je ne sais pas à quoi vous faites allusion.

M. Hawkes: Voici où je veux en venir: le gouvernement est le plus gros monopole de la société canadienne. Il fait énormément d'annonces publicitaires dans divers domaines. C'est un monopole qui touche le consommateur.

[Texte]

• 1055

[Traduction]

I have spent I do not know how many hours in a special committee examining energy legislation. Government is the controller of eventual consumer price, clearly and absolutely. We had an example yesterday where, under the special compensation charge levied by government on consumers, government collected 40 per cent more than the actual cost and purpose of the fund. We have advertising for instance, about the Canadian ownership charge when in fact it is a government ownership charge and not a Canadian ownership charge. We have advertising on the Constitution and its impact on Canadian citizens, which is not accurate relative to the Minister of Justice's own testimony in committee. I just wonder whether, as the protector of consumer interests, not a significant portion of your budgeted man-years is going into the exercise of protecting Canadian citizens from the ravages of government, both on price and on advertising. Do you have people assigned to review government's performance, just as you review the private sector performance?

Mr. Ouellet: Yes, indeed. My divisions have appeared before commissions, like the Canadian Transport Commission or the CRTC or other agencies of that nature, to make representation on behalf of consumers. Our interventions about regulated industries are very frequent and, indeed, we are active with the Consumers Association of Canada to make representation on behalf of the consumer against a number of regulated industries.

You cannot give a different interpretation to a monopoly. You say that the government is a monopoly; there are a number of levels of government. If you refer to the federal government, it is not a monopoly in itself because there is the provincial government; there is the municipal government; there are a lot of governments in Canada. It is probably the least secure monopoly that exists because the public has a chance to express their views on governments from time to time and they—

Mr. Hawkes: Do you regularly review advertising, misleading advertising by the government?

The Vice-Chairman: Your last question. I am sorry, Mr. Hawkes, I am going to have to—

Mr. Ouellet: I think I have to answer the member on the question of misleading advertising. Misleading advertising of a commercial nature is what we have to look at and prevent; that people take an undue advantage against other competitors by misleading information. Political information that is perceived as untrue by one political party versus another political party is a different thing. It is the public who are the final judge of the situation and if they do not like what a party or a government advertises, they vote against this group.

The Vice-Chairman: Mr. Maltais.

M. Maltais: Merci, monsieur le président.

J'ai passé je ne sais combien d'heures avec un comité spécial qui étudiait toute la question de la législation énergétique. Le gouvernement, clairement et d'une façon absolue, contrôle le prix éventuel aux consommateurs. Hier, par exemple, on indiquait qu'aux termes de la redevance d'indemnisation spéciale qu'impose le gouvernement aux consommateurs, le gouvernement avait collecté 40 p. 100 plus de redevances que ne l'exigeaient les coûts et les fins actuelles du fonds. On fait de la publicité par exemple au sujet de la redevance spéciale sur la canadienisation quand, en fait, il s'agit d'une redevance de participation du gouvernement, et non pas une redevance spéciale sur la canadienisation. Nous voyons la publicité sur la Constitution et son incidence sur les citoyens canadiens qui, selon le témoignage même du ministre de la Justice devant un comité, n'est pas correcte. Comme défenseur des intérêts du consommateur, je me demande si une partie importante de vos années-personnes prévues servent effectivement à protéger les citoyens canadiens contre les ravages du gouvernement aussi bien sur le plan des prix que sur le plan de la publicité. Avez-vous des gens affectés à la surveillance de la performance du gouvernement, comme vous le faites pour le secteur privé?

M. Ouellet: Oui, en effet. Ces agents ont comparu devant certaines commissions, comme la Commission canadienne des Transports, le CRTC ou d'autres organismes semblables, pour intervenir au nom du consommateur. Nous intervenons très souvent au sujet des industries réglementées, et même, nous travaillons activement avec l'Association canadienne des consommateurs pour intervenir au nom du consommateur au sujet d'un certain nombre d'industries réglementées.

Il n'y a qu'une interprétation d'un monopole. Vous dites que le gouvernement est un monopole; mais il y a plusieurs niveaux de gouvernement. S'il s'agit du gouvernement fédéral, il ne peut constituer un monopole, car il y a toujours le gouvernement provincial; il y a aussi le gouvernement municipal, il y a toutes sortes de gouvernements au Canada. Le monopole fédéral est sans doute le moins sûr, car le public peut toujours exprimer ses idées au sujet des gouvernements à certains moments, . . .

M. Hawkes: Étudiez-vous régulièrement la publicité trompeuse que produit le gouvernement?

Le vice-président: C'était votre dernière question. Je regrette, monsieur Hawkes, je dois . . .

M. Ouellet: Je veux répondre à la question du député au sujet de la publicité trompeuse. Ce qu'il faut étudier et prévenir est la publicité trompeuse commerciale; il faut éviter que certains retirent un avantage indu sur les autres concurrents au moyen de renseignements trompeurs. Mais les renseignements politiques qui peuvent être perçus comme étant faux par un parti politique par rapport à un autre est une question d'un autre ordre. C'est le public qui doit éventuellement décider de la situation, et s'il n'aime pas ce qu'un parti ou un gouvernement annonce, il peut toujours voter contre ce gouvernement.

Le vice-président: Monsieur Maltais.

Mr. Maltais: Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

Juste une mise au point au départ: j'espère que le parti conservateur est toujours d'accord en ce qui concerne les langues officielles, parce que ce que le député McKenzie a dit tout à l'heure est extrêmement frustrant pour les francophones, qu'ils soient du Québec, du Nouveau-Brunswick ou d'une autre province canadienne. S'il y a une phrase sur laquelle le député pourrait peut-être méditer, c'est celle-ci: vaut mieux se taire et passer pour un imbécile que de parler pour le prouver. Ce n'est pas la première fois que le député s'exprime en des termes extrêmement négatifs envers la communauté francophone. Et si jamais il voulait avoir des experts montagnais aussi, on pourrait lui en donner.

Ma première remarque, monsieur le ministre, concerne le problème de la mousse, évidemment. J'espère que les contradictions provenant des renseignements qui ont été donnés par les responsables, les gens de l'information, ont été corrigées. J'ai rencontré avec un de vos fonctionnaires, M. Pinsonnault à Sept-Iles, les gens qui sont aux prises avec ce problème-là. Ce que les gens trouvaient très difficile, c'était qu'on semblait contredire un peu les informations officielles. Exemple: est-ce que le test que le Québec a fait passer au niveau du dosemètre était accepté par le fédéral? Il semble que oui, et au niveau de l'information, on donnait un avis contraire.

Autre chose: j'appuie la position de mon collègue Marceau concernant le fait qu'on pourrait peut-être faire des remises d'argent directement aux gens qui sont aux prises avec le problème de la mousse, évidemment en leur permettant de suivre les mêmes cours que vous allez donner à vos contracteurs. snte3815-1650

• 1100

Dans ce cas-là, je pense que ce serait important qu'on puisse vous donner un bon conseil: c'est qu'il serait bon aussi de tenir compte de celui des députés, parce que c'est à peu près toujours la remarque qu'on entend régulièrement.

Maintenant, j'aurais une question à vous poser. Est-ce que le ministère serait d'accord pour qu'un médecin officiel attiré puisse donner un suivi sur l'évolution de la santé des gens qui se disent traumatisés ou enfin qui se disent atteints par les effets de la mousse d'urée formaldéhyde?

M. Ouellet: Brièvement, monsieur le président, je prends bonne note des recommandations du député, et oui, je demanderai au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social... D'ailleurs, ce ministère a déjà annoncé par communiqué de presse qu'il y aurait de la recherche médicale sur les cas de personnes qui ont été victimes de la mousse dans les années à venir, pour étudier le suivi de l'évolution de ces individus.

M. Maltais: Merci bien.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Maltais.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Nous appuyons entièrement la Loi sur les langues officielles.

The Vice-Chairman: Thank you.

The committee is adjourned to the call of the Chair.

[Translation]

I would first like to straighten out one matter: I hope the Conservative Party still holds the same position with respect to official languages, because what Mr. McKenzie said earlier is most frustrating for francophones, whether they be from Quebec, New Brunswick or any other Canadian province. Perhaps the member should mull over this particular sentence which is most apt: It is better to remain silent and pass for a fool, than to speak and prove it. It is not the first time that the member makes extremely negative statements concerning the francophone community. And if ever he wants Montagnais experts before him, we can provide them.

Mr. Minister, my first question concerns of course the whole question of urea foam. I hope the conflicting information which was handed out by the responsible information officers has been corrected. In the company of one of your officials, Mr. Pinsonnault of Sept-Iles, I met certain of the people concerned with this problem. What people found most difficult, was the seeming contradictions in the official information bulletins. For example: Was the dosemeter test passed by Quebec acceptable to the federal government? It would seem so, yet the information given out was contrary.

I support my colleague Marceau, with respect to the fact that we might pay some refunds directly to those people faced with the problem, and of course at the same time allow them to follow the same courses as are provided to your contractors.

In such a case, perhaps it might be well that we pass on some good advice: perhaps you should pay greater attention to the advice provided by the members of Parliament, since we regularly hear the same remarks.

Now I have a question to ask. Would the department agree that an officially designated physician do a follow-up on the health of those people who have already been traumatized, or at least have been affected by the effects of urea formaldehyde foam?

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I will take due note of the recommendations of the member, and I have already asked the Department of National Health and Welfare... in any case, the department has already published a press release stating that special medical research will be undertaken in the cases of persons who have been victim of formaldehyde foam effects over the coming years, in order to follow up progressively the health of these individuals.

Mr. Maltais: Thank you.

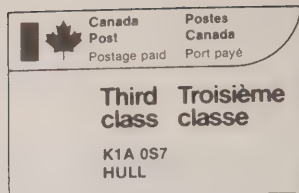
Le vice-président: Merci, monsieur Maltais.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): On a point of order, Mr. Chairman.

We fully support the Official Languages Act.

Le vice-président: Merci.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 39

Tuesday, August 3, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 39

Le mardi 3 août 1982

Président: M. Marcel Roy, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Inquiry into urea formaldehyde foam insulation

CONCERNANT:

Étude sur la mousse isolante d'urée formol



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Bloomfield
Bossy
Dubois
Friesen
Frith

Hawkes
Hudecki
Killens (Mrs.)
King
Kristiansen

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Lapierre
MacDonald (M^{re})
Marceau
McCauley

McLean
Oberle
Scott
Skelly—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, August 3, 1982:

Mr. Lapierre replaced Mr. Kelly;
Mr. Dubois replaced Mr. de Corneille;
Mr. Gurbin replaced Mr. McKenzie;
Mr. McLean replaced Mr. Bradley;
Mr. King replaced Mr. Dantzer;
Mr. Kristiansen replaced Mrs. Mitchell;
Mr. Savard replaced Mr. Maltais;
Mr. Bossy replaced Mr. Berger;
Mr. Bloomfield replaced Mr. Savard;
Mr. Friesen replaced Mr. Gurbin;
Mr. Oberle replaced Mr. McGrath.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 3 août 1982:

M. Lapierre remplace M. Kelly;
M. Dubois remplace M. de Corneille;
M. Gurbin remplace M. McKenzie;
M. McLean remplace M. Bradley;
M. King remplace M. Dantzer;
M. Kristiansen remplace M^{me} Mitchell;
M. Savard remplace M. Maltais;
M. Bossy remplace M. Berger;
M. Bloomfield remplace M. Savard;
M. Friesen remplace M. Gurbin;
M. Oberle remplace M. McGrath.

ORDER OF REFERENCE

Monday, July 26, 1982

ORDERED.—That the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs be empowered to consider urea formaldehyde foam insulation including:

1. The process used to approve the material for use in Canadian homes;
2. The questions raised on the health effects and the nature of the research being conducted or contemplated on these questions;
3. The questions raised on remedial action and the nature of the research being conducted or considered;
4. The question of the number of homes affected, specifically attempting to identify the reasons for the discrepancy between the number of homes estimated and the number registered;
5. The question of use of the foam in schools, public buildings and rental accommodation and recommendations of possible courses of action where remedial action is required;
6. The identification of homeowner groups with special needs and recommendations on how these special needs could be met;
7. The report of the Hazardous Products Board of Review on the aforementioned matters;
8. Any changes or additions to the regulations deemed advisable with regard to the aforementioned matters; and

That the Committee be instructed to report on the aforementioned matters no later than December 1, 1982.

ATTEST:

Le Greffier de la Chambre des communes

C. B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le lundi 26 juillet 1982

IL EST ORDONNÉ.—Que le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales soit habilité à étudier la mousse isolante d'urée formol, y compris:

1. Les modalités d'approbation de l'utilisation dans les habitations canadiennes;
2. Les questions soulevées quant à ses effets sur la santé et la nature des recherches entreprises ou envisagées à ce sujet;
3. Les questions soulevées quant aux réparations et la nature de la recherche entreprise ou envisagée;
4. La question du nombre de maisons affectées, en vue d'essayer d'identifier précisément les raisons de la différence entre le nombre estimatif d'habitations et le nombre réel enregistré;
5. La question de l'usage de la mousse dans les écoles, les édifices publics et les logements locatifs, ainsi que des recommandations quant aux mesures possibles lorsque des réparations s'imposent;
6. L'identification des groupes de propriétaires qui ont des besoins spéciaux et des recommandations quant à la façon d'y répondre;
7. Le rapport de la Commission d'étude des produits dangereux sur les questions susmentionnées;
8. Toute modification ou addition aux règlements jugées souhaitables au sujet des questions susmentionnées; et

Que le Comité présente son rapport sur les questions susmentionnées au plus tard le 1^{er} décembre 1982.

ATTESTÉ:

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, AUGUST 3, 1982
(49)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 11:18 o'clock a.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Bloomfield, Bossy, Dubois, Frith, Friesen, Hawkes, Hudecki, Mrs. Killens, Messrs. King, Kristiansen, Lang, Lapierre, Miss MacDonald, Messrs. Marceau, McCauley, McLean, Oberle, Roy, Scott and Skelly.

The Order of Reference dated Monday, July 26, 1982 relating to urea formaldehyde foam insulation being read as follows:

ORDERED.—That the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs be empowered to consider urea formaldehyde foam insulation including:

1. The process used to approve the material for use in Canadian homes;
 2. The questions raised on the health effects and the nature of the research being conducted or contemplated on these questions;
 3. The questions raised on remedial action and the nature of the research being conducted or considered;
 4. The question of the number of homes affected, specifically attempting to identify the reasons for the discrepancy between the number of homes estimated and the number registered;
 5. The question of use of the foam in schools, public buildings and rental accommodation and recommendations of possible courses of action where remedial action is required;
 6. The identification of homeowner groups with special needs and recommendations on how these special needs could be met;
 7. The report of the Hazardous Products Board of Review on the aforementioned matters;
 8. Any changes or additions to the regulations deemed advisable with regard to the aforementioned matters; and
- That the Committee be instructed to report on the aforementioned matters no later than December 1, 1982.

The Chairman presented the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which read as follows:

Your Sub-committee on Agenda and Procedure met on Thursday, July 29, 1982, to consider a work plan for the Committee's study on urea formaldehyde foam insulation and has agreed to recommend the following:

1. That the Research Branch of the Library of Parliament be requested:
 - (a) to assign to the Committee a full-time researcher for the duration of this study; and

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 3 AOÛT 1982
(49)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 11h18 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: MM. Bloomfield, Bossy, Dubois, Frith, Friesen, Hawkes, Hudecki, M^{me} Killens, MM. King, Kristiansen, Lang, Lapierre, M^{lle} MacDonald, MM. Marceau, McCauley, McLean, Oberle, Roy, Scott et Skelly.

Lecture est faite de l'Ordre de renvoi suivant du lundi 26 juillet 1982 portant sur la mousse isolante d'urée formol:

IL EST ORDONNÉ.—*Que le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales soit habilité à étudier la mousse isolante d'urée formol, y compris:*

1. Les modalités d'approbation de l'utilisation dans les habitations canadiennes;
 2. Les questions soulevées quant à ses effets sur la santé et la nature des recherches entreprises ou envisagées à ce sujet;
 3. Les questions soulevées quant aux réparations et la nature de la recherche entreprise ou envisagée;
 4. La question du nombre de maisons affectées, en vue d'essayer d'identifier précisément les raisons de la différence entre le nombre estimatif d'habitations et le nombre réel enregistré;
 5. La question de l'usage de la mousse dans les écoles, les édifices publics et les logements locatifs, ainsi que des recommandations quant aux mesures possibles lorsque des réparations s'imposent;
 6. L'identification des groupes de propriétaires qui ont des besoins spéciaux et des recommandations quant à la façon d'y répondre;
 7. Le rapport de la Commission d'étude des produits dangereux sur les questions susmentionnées;
 8. Toute modification ou addition aux règlements jugées souhaitables au sujet des questions susmentionnées; et
- Que le Comité présente son rapport sur les questions susmentionnées au plus tard le 1^{er} décembre 1982.

Le président présente le rapport du Sous-comité du Programme et de la Procédure qui se lit comme suit:

Votre Sous-comité du Programme et de la Procédure s'est réuni le jeudi 29 juillet 1982 pour étudier un plan de travail concernant l'étude du Comité sur la mousse isolante d'urée formol et a convenu de faire les recommandations suivantes:

1. Que l'on demande au Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement:
 - a) d'assigner au Comité un documentaliste à plein temps pour la durée de la présente étude; et

(b) to prepare a briefing book by September 15, 1982 on all aspects of the Order of Reference.

2. That, as soon as possible, the Committee place an advertisement for briefs in Canadian dailies, trade publications and medical journals where possible and that the deadline for receipt of submissions by September 20, 1982.

3. That the members of the Sub-committee present a list of potential witnesses to the Chairman for further discussion and that a similar suggested list be prepared for the Committee by the Research Branch of the Library of Parliament.

4. That the first schedule of public hearing of the Committee, subject to the availability of witnesses, be as follows:

Monday, October 4, 1982 to Thursday, October 7, 1982

9:30 a.m.—12:30 p.m.

2:00 p.m.—6:00 p.m.

Friday, October 8, 1982

9:30 a.m.—12:00 p.m.

N.B.: This includes the possibility of holding evening sessions if necessary.

Item 1 of the Sub-committee report was agreed to.

Mr. Hawkes moved,—That, for the purposes of the Committee's responsibility in relation to the U.F.F.I. reference, that this Committee appoint a Steering Committee composed of four Liberals, two Official Opposition Progressive Conservatives, one N.D.P., for the purpose of (1) decision-making regarding witnesses (2) to act in the name of the Committee when the House is not sitting (3) preparing a draft report for consideration by the full Committee; and that the Vice-Chairman of the Standing Committee shall act as Chairman of the U.F.F.I. Steering Committee.

After debate, the question being put on the motion, it was negatived on the following division: Yeas: 9; Nays: 10.

YEAS

Messrs.

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (Miss)	

NAYS

Messrs.

Bloomfield	Killens (Mrs.)
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Hudecki	McCauley—10

Mr. Lang moved,—That, for the purposes of the Committee's responsibility in relation to the U.F.F.I. reference, that this Committee direct the Sub-committee on Agenda and

b) de préparer un livret d'informations le ou avant le 15 septembre 1982 sur tous les aspects de l'ordre de renvoi.

2. Que, dès que possible, le Comité place une annonce, dans les quotidiens canadiens, les publications commerciales et les journaux médicaux invitant le public à soumettre des mémoires et que la date limite de réception des mémoires soit le 20 septembre 1982.

3. Que les membres du Sous-comité présentent une liste de témoins éventuels au président pour fins de discussions plus approfondies et qu'une liste semblable soit préparée pour le compte du Comité par le Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement.

4. Que le premier calendrier des séances publiques du Comité, sous réserve de la disponibilité des témoins, soit comme suit:

Le lundi 4 octobre 1982 au jeudi 7 octobre 1982

9h30—12h30

14h00—18h00

Le vendredi 8 octobre 1982

9h30—12h00

N.B.: Cela comprend également la possibilité de tenir des séances le soir s'il y a lieu.

L'article 1 du rapport du Sous-comité est adopté.

M. Hawkes propose,—Que, pour les fins de la responsabilité du Comité relativement au renvoi de la M.I.U.F., que le présent Comité nomme un comité directeur composé de quatre libéraux, deux progressistes-conservateurs de l'opposition officielle, un N.P.D., afin de (1) prendre une décision concernant les témoins (2) agir au nom du Comité lorsque la Chambre ne siège pas (3) préparer une ébauche de rapport pour fins d'étude par le Comité; et que le vice-président du Comité permanent agisse à titre de président du comité directeur sur la mousse isolante d'urée formol.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée par un vote à mains levées par 10 voix contre 9.

POUR

Messieurs

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (M ^{re})	

CONTRE

Messieurs

Bloomfield	Killens (M ^{me})
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Hudecki	McCauley—10

M. Lang propose,—Que, pour les fins de la responsabilité du Comité relativement au renvoi sur la M.I.U.F., que le présent Comité autorise le Sous-comité du Programme et de la

Procedure to be empowered to decide and call witnesses when the House is not sitting.

After debate, the question being put on the motion, it carried on the following division: Yeas: 10; Nays: 9.

YEAS

Messrs.

Bloomfield	Killens (Mrs.)
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Hudecki	McCauley—10

NAYS

Messrs.

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (Miss)	

Mr. Skelly moved,—That the Sub-committee on Agenda and Procedure be authorized to notify a preliminary list of witnesses before the House rises.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to.

Mr. Skelly moved,—That this Committee sit as necessary from September 15 on and that the schedule of meetings be decided by the Sub-committee on Agenda and Procedure.

After debate, the question being put on the motion, it was negatived on the following division: Yeas: 9; Nays: 10.

YEAS

Messrs.

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (Miss)	

NAYS

Messrs.

Bloomfield	Killens (Mrs.)
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Hudecki	McCauley—10

The Committee resumed consideration of the Sub-committee's report.

Items 2 and 3 of the Sub-committee's report were agreed to.

On Item 4

After debate, the question being put, it carried on the following division: Yeas: 10; Nays: 9.

Procédure à prendre les décisions et à convoquer des témoins lorsque la Chambre ne siège pas.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée par un vote partagé par 10 voix contre 9.

POUR

Messieurs

Bloomfield	Killens (M ^{me})
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Hudecki	McCauley—10

CONTRE

Messieurs

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (M ^{he})	

M. Skelly propose,—Que le Sous-comité du Programme et de la Procédure soit autorisé à présenter une liste préliminaire de témoins avant la reprise des travaux de la Chambre.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

M. Skelly propose,—Que le Comité siège, pour répondre aux besoins, à partir du 15 septembre et que le calendrier des séances soit établi par le Sous-comité du Programme et de la Procédure.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée par vote partagé par 10 voix contre 9.

POUR

Messieurs

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (M ^{he})	

CONTRE

Messieurs

Bloomfield	Killens (M ^{me})
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Hudecki	McCauley—10

Le Comité reprend l'étude du rapport du Sous-comité.

Les articles 2 et 3 du rapport du Sous-comité sont adoptés.

Quant à l'article 4;

Après débat, l'article, mis aux voix, est adopté par vote partagé par 10 voix contre 9.

YEAS

Messrs.

Bloomfield	Killens (Mrs.)
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Hudecki	McCauley—10

NAYS

Messrs.

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (Miss)	

Mr. Scott moved,—That the list of witnesses suggested by the Progressive Conservative Party be referred to the Sub-committee on Agenda and Procedure, and that these witnesses be heard.

After debate, the question being put on the motion, it was negatived on the following division: Yeas: 9; Nays: 10.

YEAS

Messrs.

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (Miss)	

NAYS

Messrs.

Bloomfield	Killens (Mrs.)
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Hudecki	McCauley—10

It was agreed,—That the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be adopted.

It was agreed,—That reasonable travel and living expenses be paid to witnesses appearing before the Committee on the subject of urea formaldehyde foam insulation.

The Chairman introduced the researcher who has been assigned to the Committee by the Library of Parliament, Dr. Thomas Curren.

At 12:48 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

POUR

Messieurs

Bloomfield	Killens (M ^{me})
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Marceau	McCauley—10

CONTRE

Messieurs

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (M ^{lle})	

M. Scott propose,—Que la liste des témoins suggérée par le parti progressiste conservateur soit déferée au Sous-comité du Programme et de la Procédure et que ces témoins soient entendus.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée par vote partagé par 10 voix contre 9.

POUR

Messieurs

Friesen	McLean
Hawkes	Oberle
King	Scott
Kristiansen	Skelly—9
MacDonald (M ^{lle})	

CONTRE

Messieurs

Bloomfield	Killens (M ^{me})
Bossy	Lang
Dubois	Lapierre
Frith	Marceau
Hudecki	McCauley—10

Il est convenu,—Que le rapport du Sous-comité du Programme et de la Procédure soit adopté.

Il est convenu,—Que des frais raisonnables de déplacement et de séjour soient accordés aux témoins qui comparaissent devant le Comité sur le sujet de la mousse isolante d'urée formol.

Le président présente le documentaliste qui a été assigné auprès du Comité par la Bibliothèque du Parlement, M. Thomas Curren.

A 12h48, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Tuesday, August 3, 1982

• 1116

The Chairman: *A l'ordre, s'il vous plaît.* Order, please. Ladies and gentlemen, this morning the committee begins consideration of its order of reference dated Monday, July 26, 1982, regarding urea formaldehyde foam insulation.

To begin, let me say that last week we had a meeting of the steering committee to discuss the agenda on the work program for this summer. This morning we want to table this Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure. I will read the report.

Your Subcommittee on Agenda and Procedure met on Thursday, July 29, 1982, to consider a work plan for the committee's study on urea formaldehyde foam insulation and has agreed to recommend the following:

1. That the research branch of the Library of Parliament be requested:

- a) to assign to the committee a full-time researcher for the duration of this study; and
- b) to prepare a briefing book by September 15, 1982 on all aspects of the Order of Reference.

I believe committee members have the order of reference attached to this report.

The next items are:

2. That, as soon as possible, the committee place an advertisement for briefs in Canadian dailies, trade publications and medical journals and that the deadline for receipt of submissions be September 20, 1982.

3. That the members of the steering committee present a list of potential witnesses to the chairman for further discussion, and that a similar suggested list be prepared for the committee by the research branch of the Library of Parliament.

4. That the first schedule of public hearings of the committee, subject to the availability of witnesses, be as follows:

Monday, October 4 to Thursday, October 7, 1982.

Now I would just point out to members that is going to be an intensive week of sessions. We will start at 9.30 a.m. and sit until 12.30 p.m., and from 2.00 p.m. to 6.00 p.m.. Then, if it is necessary, depending on the number of witnesses, we will prolong the evening sessions.

On Friday, October 8, 1982, the proposed session is 9.30 a.m. to 12.00 p.m.

That is a guideline of what was discussed at that meeting. And I would appreciate it if you will comment on this report. I

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le mardi 3 août 1982

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Mesdames et messieurs, ce matin, le comité commence l'étude de son ordre de renvoi du lundi 26 juillet 1982 concernant la mousse isolante d'urée formol.

Tout d'abord, permettez-moi de signaler que la semaine dernière, le comité de direction a tenu une réunion où il était question du calendrier des travaux du cours de l'été. Ce matin, nous voulons présenter le rapport du sous-comité du programme et de la procédure. Je vous ferai la lecture du rapport.

Votre sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le jeudi 29 juillet 1982 pour considérer le plan de travail du comité concernant son étude de la mousse isolante d'urée formol et a convenu de faire les recommandations suivantes:

1. Que la division de recherche de la Bibliothèque du Parlement soit demandée:

- a) d'offrir au comité un chercheur à temps plein pour la durée de cette étude; et
- b) de préparer un document d'information pour le 15 septembre 1982 touchant tous les aspects de l'ordre de renvoi du comité.

Les membres du comité sont censés avoir copie de l'ordre de renvoi, qui a été annexée à ce rapport.

Je poursuis la lecture du rapport:

2. Qu'aussitôt que possible, le comité place une annonce dans les quotidiens canadiens, les publications commerciales et les journaux médicaux invitant le public à soumettre des mémoires, et que la date limite pour recevoir ces mémoires soit le 20 septembre 1982.

3. Que les membres du sous-comité présentent une liste de témoins possibles au président pour discussion future et qu'une liste semblable soit rédigée pour le comité par la division de recherche de la Bibliothèque du Parlement.

4. Que le premier calendrier des séances publiques du comité, sujet à la disponibilité des témoins, soit le suivant:

Du lundi 4 octobre 1982 au jeudi 7 octobre 1982.

J'aimerais signaler aux membres du comité qu'il s'agira d'une semaine de réunions intensives. Nous nous réunirons à 9h30, nous siégerons jusqu'à 12h30 et nous reprendrons nos travaux de 14 heures à 18 heures. Cela dépendra, bien entendu, du nombre de témoins, mais, s'il le faut, nous siégerons le soir.

Le vendredi 8 octobre 1982, on prévoit siéger de 9h30 à 12 heures.

Voilà un exposé des discussions tenues lors de cette réunion. J'aimerais entendre vos commentaires au sujet de ce rapport.

[Texte]

am open to entertain all suggestions you want to make on this subcommittee report.

• 1120

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: On a point of order, Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): On No. 4, in terms of the scheduling of public hearings, I trust we are placing the same emphasis on the first schedule of public hearings. In other words, if it is felt necessary to hear more witnesses after that week, as it is set out here, and I am not sure whether everybody is agreeable to those dates, but that is simply the first spasm of hearing witnesses, if we need to hear more testimony, we can do so later on in the month of October. Would that be my—

The Chairman: I think that is a tentative date, depending on the number of briefs that will be submitted, but the deadline is December 1. We intend to close the public hearings in October, but—

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): But how long would you need? How long would you need, Mr. Chairman, do you think, to draft the report?

The Chairman: It depends on the members. It is difficult for the chairman to decide what time we would need, but I think we should close the public hearings maybe by the middle of October. We have to draft the report and then send the report to be printed. At that time we will have probably a new session, and we are going to be quite busy at that time in October, too. That is why we have tried to, as a tentative date, close the hearings on October 8. But if the wish of the members is to prolong, we will open too, but we do hope that October 8 is going to be the deadline for the hearings. The deadline to receive the briefs is September 20.

Yes, Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, the question, as I understood it, from the meeting was not resolved. In item No. 3, I would like some clarification, because there now is a list available from the Conservatives on the witnesses they would like to have. We are still soliciting opinions on witnesses and questions, which is promising to be a very extensive list. I would like some clarification, if I could, on what the term "submit a list of potential witnesses to the chairman for further discussion" means—the phrase "for further discussion". The second thing, if you could address in No. 4, I realize we do not have a firm date yet for reconvening in the fall, but certainly if we wait until October 4 and try to confine our time in that very narrow span we would not, according to my calculations, be even able to deal with the list of witnesses which the Conservatives have proposed. There was some discussion about the possibility of moving it back into the last week of September, even as far as September 15, to begin hearings, if a subcommittee group could work on it. Could you maybe clarify the two items? What does "for further discussion" mean, and when would that occur? The second thing is: What is the possibility of us

[Traduction]

Nous pourrions discuter de toutes les propositions que vous pourriez faire au sujet du rapport du sous-comité.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: M. Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Au sujet du point 4, de la tenue de séances publiques, nous accordons la même importance au premier calendrier des séances publiques, n'est-ce pas? Je ne sais pas si tout le monde est d'accord avec les dates précisées dans le rapport, mais il s'agit de la première journée de témoins autrement dit, si l'on estime qu'il serait bon d'entendre d'autres témoins, nous pourrions le faire au cours du mois d'octobre. Du moins, c'est la façon dont je...

Le président: Je crois qu'il s'agit d'une date provisoire; tout dépend du nombre de mémoires qui nous seront présentés, mais la date limite est le premier décembre. Nous avons l'intention de mettre fin aux séances publiques au mois d'octobre, mais...

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Mais combien de temps vous faudrait-il? Monsieur le président, combien de temps vous faudrait-il pour rédiger le rapport préliminaire?

Le président: Cela dépend des membres du comité. Ce n'est pas facile à prévoir, mais il me semble que nous devrions mettre fin aux séances publiques vers le milieu du mois d'octobre. Il nous faut rédiger le rapport et le faire imprimer. A ce moment-là, il est probable qu'une nouvelle session commence et ce sera pour nous une période très active. Voilà pourquoi nous avons prévu de façon provisoire le 8 octobre comme date limite des séances publiques. Toutefois, si les membres du comité le souhaitent, nous pourrions reporter cette date limite, mais nous espérons que ce soit le 8 octobre. La date limite de la réception des mémoires est le 20 septembre.

Oui, monsieur Skelly?

M. Skelly: Monsieur le président, selon moi, la question n'a pas été résolue lors de la réunion. J'aimerais une précision au sujet du point 3. Les conservateurs disposent maintenant d'une liste de témoins qu'ils voudraient inviter à comparaître. Nous en sommes encore à demander des opinions sur des témoins et sur certaines questions et la liste promet d'être très longue. J'aimerais des précisions au sujet de l'expression «pour discussion future» car au point numéro 3, il est dit que les membres du sous-comité doivent présenter «une liste de témoins possibles au président pour discussions futures». D'autre part, au sujet du point 4, je sais que l'on n'a pas encore arrêté de date pour la rentrée, mais si nous attendons jusqu'au 4 octobre et si nous nous limitons à cette période très courte, nous ne serons certainement pas en mesure de respecter la liste des témoins proposés par les conservateurs. On a songé à la possibilité de tenir des séances publiques vers la dernière semaine de septembre, voire le 15 septembre; à ce moment-là, un sous-comité pourrait se charger des travaux. Pouvez-vous me donner plus de précisions au sujet de ces deux questions? Qu'entend-on par «pour discussion future» et quand cette discussion aura-t-elle

[Text]

moving back the date for hearings a week to two weeks so that we would have a little more time to really handle the witnesses that would be important in this thing?

The Chairman: I think this discussion was made in the steering committee. As a tentative date, the first deadline for receipt of briefs is September 20, and I think at the steering committee we all agreed on that deadline.

Secondly, if we have to make the selection that we mentioned at that time, we have another meeting of the steering committee to select the list of witnesses. We have received a demand from the Conservative Party to present their list. The Library will select the list on the national level, and probably we will receive a list from the consumers and some ... association. But the selection of the list will be made through the steering committee, probably at the end of September. That is the reason why we put September 20 as a deadline. It might be that a week after we will select the list.

Mr. Skelly: Mr. Chairman.

The Chairman: Yes.

Mr. Skelly: Just for clarification. If we wait until the end of September to obtain those witnesses for the first week in October, it is just not going to happen. I would suggest that we should look seriously at trying to get our lists in and go over at least a preliminary list of witnesses we would like to call so that they can be forewarned as soon as possible. There would be witnesses whom we all wish to hear, and then possibly later on as the schedule permits ... But, certainly, if we wait for a steering committee meeting at the end of September, we are just not going to get the people we need and they are not going to have adequate preparation time to make serious presentations to the committee. Maybe that could be an item of consideration.

• 1125

The second thing is, again, the dates. We left, after a rather open-ended discussion, I would suggest, when this committee should sit. At the first blush, people thought that with other commitments they could not be here for the third and fourth week of September; but, on discussion later on with some of the people, there was a feeling that if we were going to treat this matter very seriously and allow sufficient time to research and question people we might be wise to move it back a week or two, away from Monday the 4th, maybe back as early, it was suggested, as September 15, for some preliminary presentations before a subcommittee.

Could you maybe test the wish of the meeting on that matter? I thought we left it in a rather open way. Maybe some of the other people who were there could comment.

The Chairman: I am completely in agreement if you want to get some other suggestions from the committee. But I think, as I mentioned at the beginning of this meeting, that is the report and the agenda that was discussed by the steering committee.

[Translation]

lieu? Par ailleurs, serait-il possible d'avancer la date des séances publiques d'une ou deux semaines de sorte que nous disposions d'un peu plus de temps pour entendre les témoins dont le témoignage serait très utile?

Le président: Je crois que le comité de direction a discuté de ces questions. Nous avons prévu comme date limite provisoire, le 20 septembre pour la présentation des mémoires. Les membres du comité de direction étaient unanimes.

Deuxièmement, s'il s'agit de faire un tri, le comité de direction a prévu une autre réunion à laquelle il arrêtera la liste des témoins. Le parti conservateur nous a présenté une liste. La bibliothèque établira une liste de témoins de tout le pays, et les consommateurs et certaines associations nous enverront probablement leur liste. Mais ce sera le comité de direction qui arrêtera sa propre liste, tout probablement vers la fin du mois de septembre. Voilà pourquoi nous avons fixé le 20 septembre comme date limite. La semaine suivante, il se pourrait que nous arrêtons la liste.

M. Skelly: Monsieur le président.

Le président: Oui.

M. Skelly: Un éclaircissement; rien de plus. Si nous attendons la fin de septembre pour décider quels témoins comparaitront au cours de la première semaine d'octobre, rien n'arrivera. Je propose que l'on étudie attentivement la possibilité de recevoir les listes que nous pourrions étudier, et de dresser une liste provisoire des témoins qui seraient invités; ainsi, on pourrait les avertir le plus tôt possible. Il y aurait des témoins que tout le monde voudrait entendre; par la suite, si le calendrier le permet ... mais s'il faut attendre la réunion du comité de direction à la fin du mois de septembre, nous ne serons certainement pas en mesure de faire comparaître ces témoins et ces derniers n'auront pas suffisamment de temps pour préparer des mémoires qui seraient utiles au comité. Il faudrait peut-être étudier la question.

Puis, il faut revenir à la question des dates. La discussion au sujet des dates auxquelles le comité siégerait a été peu concluante, à mon avis. À première vue, certaines personnes croyaient qu'elles ne pourraient pas être là au cours des troisième et quatrième semaines de septembre, en raison d'engagements antérieurs; à la suite d'autres discussions, il semblait que s'il fallait étudier la question de façon attentive et donner suffisamment de temps aux témoins pour se préparer et répondre aux questions, il serait probablement prudent d'avancer au 15 septembre, soit d'une semaine ou deux, la présentation des mémoires au sous-comité.

Pourriez-vous demander l'avis des membres à ce sujet? Je crois que la question n'a pas été réglée de façon définitive. Ceux qui participaient à la réunion aimeraient peut-être se prononcer à ce sujet.

Le président: Je suis tout à fait d'accord avec vous qu'il s'agit de demander des propositions aux membres du comité. Mais, comme je l'ai dit au début de la réunion, je m'en rapporte au rapport du sous-comité du programme et de la

[Texte]

You were there, and you all agreed on that matter, and I do not know why you reopen all the discussion this morning.

Mr. Skelly: No, no.

The Chairman: We can reopen the days and the deadline—I am fully agreed if you want it—but those dates have been discussed by the steering committee and the reason why we have put September 20 is that this summer we have mentioned that we will publish on the special radio and advertising that if any people want to send their briefs, it is okay; the deadline would be on September 20. At this meeting all the parties were represented, and all the members agreed on that date.

Secondly, when we discussed the dates for the schedule of the public hearings, all members agreed on those dates, and that is the reason we put them on the agenda report. If you want to change it, that is okay. It depends on the members. But you agreed on those dates.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, absolutely not. I might have been overwhelmed at the meeting, but I had made the point that there was no voter decision on it, and, secondly, that I was opposed to that; and that record should stand.

But I think you are missing my point. I do not object to the deadline for submissions and what not. What I am talking about is in the third line of number 3: "for further discussion". You indicated just now that you would not be selecting the final list of witnesses until the end of September, and I am concerned that we should be giving notice to those witnesses. If they are going to prepare a presentation for the committee and make plans, they should be notified probably by the middle of August that we would like them to appear in front of the committee in late September or early October.

The Chairman: If we are agreed on your mention that you agreed on this first step, on September 20 as a deadline—and I have the notes of the steering committee—now you mention that September 20 is too late. You have to change that date, probably. I would like clarification on that point because we have mentioned that the advertising should mention September 20 as a deadline. But, if we change that date, it is okay.

Mr. Skelly: Okay. There was one other thing. My impression was that for an advertisement soliciting briefs from the general public we should leave September 20 as the date from anyone who wants to write to us about the subject. That is fine—

The Chairman: As a deadline?

Mr. Skelly: Okay. But the second form of soliciting information is from testimony from witnesses, professionals in the field, whom we want specifically, whom we know and identify; and we would notify them much earlier by writing from the chairman of the committee asking that they appear before this committee in late September or early October, depending on

[Traduction]

procédure et ces questions ont été discutées par le comité de direction. Vous avez assisté à cette réunion; tout le monde était d'accord; je ne sais pas pourquoi vous voulez reprendre la discussion de la question aujourd'hui.

M. Skelly: Non.

Le président: Nous pouvons discuter des jours de séances publiques et de la date limite, si vous le voulez, mais le comité de direction l'a déjà fait; nous avons choisi le 20 septembre comme date limite pour la bonne raison que nous ferons paraître des annonces publicitaires dans les quotidiens et nous ferons de la publicité à la radio pour inviter les gens à nous envoyer leurs mémoires. La date limite serait le 20 septembre. Lors de cette réunion, des membres de tous les partis politiques étaient présents et les membres du comité se sont mis d'accord.

Deuxièmement, tous les membres du comité étaient d'accord sur le calendrier des séances publiques; voilà pourquoi le rapport en fait état. Si vous voulez changer le calendrier, d'accord. Je m'en remets aux membres. Mais vous avez déjà exprimé votre accord.

M. Skelly: Pas du tout, monsieur le président. Ma proposition a peut-être été rejetée lors de la réunion, mais j'avais signalé d'une part que la décision n'avait pas été mise aux voix et d'autre part que je m'y opposais; cela a dû être inscrit au compte rendu.

Mais je crois que vous ne comprenez pas le sens de mon intervention. Je ne m'oppose pas à la date limite de la réception des mémoires. Je relève l'expression «pour discussion future» du point 3. Vous venez de dire que la liste définitive des témoins ne serait pas arrêtée avant la fin de septembre; il me semble que nous devrions avertir les témoins en question. Ces derniers doivent présenter un mémoire ou planifier leur comparution; vers la fin du mois d'août, il faudrait probablement les avertir que nous souhaitons qu'ils comparaissent devant le comité vers la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre.

Le président: Vous avez dit que vous étiez d'accord sur la date limite du 20 septembre: à preuve, les notes du comité de direction; or, vous prétendez maintenant que le 20 septembre, c'est trop tard. Il faut probablement changer cette date. J'aimerais des éclaircissements sur cette question car nous avons dit que la publicité doit préciser le 20 septembre comme date limite. Mais la date limite peut être changée.

M. Skelly: D'accord. Une autre question. J'avais l'impression que la publicité qui demanderait des mémoires au public devrait préciser le 20 septembre comme date limite; tous ceux qui veulent nous écrire au sujet de cette question devraient le faire avant le 20 septembre. Très bien... ça va...

Le président: Comme date limite?

M. Skelly: Oui. Mais il s'agit également d'inviter les témoins à comparaître; ces derniers seraient des spécialistes reconnus dans le domaine et nous voulons leur avis; le président du comité devrait leur écrire beaucoup plus tôt en leur demandant de comparaître devant le comité vers la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre, selon les dates

[Text]

how we do it, and those people then would have a much greater time available to know roughly what we would like and make a presentation and be available to answer questions.

The Chairman: Okay. If I get your point right, you stick on this September 20 for advertising the deadline. Specific witnesses to be called by the committee should be decided—it may be the middle of September—and definitely the list of the witnesses who will send their briefs. Is that okay—if we call some departments, if we call specific witnesses, the list should be submitted and the standing committee will decide maybe in the middle of September? Independently, the written briefs should be submitted by September 20. Is that what you want?

• 1130

Mr. Skelly: I do not know. What is your feeling on that, Geoff or Flora or somebody? I pass, just to hear some discussion from others.

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald: Thank you.

I do not mean to upset the work of the steering committee; I only want to offer some advice from the point of view of one who has sat on a number of committees over the years and realizes the difficulties that deadlines impose. December 1 is not very far off when you begin actual work on October 1. You will find that the days are so very short in that two-month period that you are scrambling like mad to try to complete your task. It would seem to me that already a good many people know whom they want to hear before the committee. Already we have a list of witnesses whom we would like to have appear. I am sure the government members have. The library is suggesting a number of witnesses.

I would think it would be in the interests of the committee that probably a smaller group than the full committee begin meetings anywhere from the middle of September toward the end of September to begin the kind of hearing that would have to take place.

A good many other committees or subcommittees of Parliament are sitting throughout the summer months, particularly in September, and I would think you would find there are a lot of members who are available to carry on work from September 15 on. With the number of witnesses that have to be heard on an important issue like this, I would be loath to see the committee place itself in a position where it could not give adequate time to witnesses whom we would all want to hear.

Le président: Monsieur Lapierre.

M. Lapierre: Merci, monsieur le président.

La suggestion de M^{lle} MacDonald est peut-être très intéressante; elle veut bien faire, mais je pense qu'elle oublie que les témoins qui seraient convoqués devant un sous-comité de ce Comité-ci n'aimeraient probablement pas être traités selon deux poids, deux mesures. En effet, il y aurait une série de témoins qui pourraient faire des présentations devant le Comité tout entier alors que d'autres, pourrait-on dire, seraient

[Translation]

qui seront fixées; ces personnes auraient beaucoup plus de temps pour se renseigner sur ce que nous voulons savoir, présenter un mémoire et être en mesure de répondre aux questions.

Le président: Bien. Si je comprends bien, vous acceptez le 20 septembre comme date limite qui doit être précisée dans la publicité. Il faudra décider vers la mi-septembre quels témoins le Comité va inviter et établir la liste des témoins qui enverront un mémoire. Est-ce que cela vous est acceptable? Nous allons donc soumettre au Comité permanent une liste des ministères et des témoins et le Comité pourra prendre sa décision vers la mi-septembre? La date limite pour les mémoires de particuliers serait le 20 septembre, est-ce bien cela?

M. Skelly: Je ne sais pas. Qu'en pensez-vous, Geoff ou Flora ou d'autres? Je voudrais entendre d'autres opinions.

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: Merci.

Je n'ai pas l'intention de bouleverser les projets du comité directeur; j'exprime simplement mon avis personnel comme membre de divers comités au cours des années connaissant les difficultés créées par les dates limites. Le 1^{er} décembre ne vient pas très longtemps après le début de vos travaux le 1^{er} octobre. Vous constaterez combien les jours sont courts pendant cette période de deux mois et combien vous devrez vous démener pour achever votre travail. Je crois que beaucoup de membres savent déjà quels témoins ils voudraient entendre et nous avons déjà une liste des témoins qui nous intéressent. Je suis sûre qu'il en est de même des députés ministériels. La bibliothèque nous propose aussi un certain nombre de témoins.

Je crois qu'il nous serait avantageux de commencer par un comité réduit qui tiendrait les audiences entre la mi-septembre et la fin septembre.

Plusieurs comités ou sous-comités du Parlement siègent pendant les mois d'été, notamment en septembre, et je crois que vous trouverez de nombreux députés qui veulent bien participer aux travaux à partir du 15 septembre. Compte tenu de la quantité des témoins qu'il faudrait entendre sur une question aussi importante, j'estime que le Comité ne devrait pas se mettre dans une situation où il n'est pas en mesure d'écouter tous les témoins qu'il voudrait convoquer.

The Chairman: Mr. Lapierre.

Mr. Lapierre: Thank you, Mr. Chairman.

Miss MacDonald's suggestion may be interesting, I am sure her intentions are laudable, but I think that she is forgetting that the witnesses called before such a subcommittee would probably not appreciate being treated according to a double standard. One series of witnesses would be able to make presentations to the full committee, whereas another group

[Texte]

considérés comme étant moins importants. À ce moment-là, on aurait deux poids, deux mesures.

Je pense, monsieur le président, que la suggestion faite dans votre rapport de commencer avec le Comité au complet est en accord avec l'ordre de renvoi de la Chambre des communes. Au moment où j'ai voté à la Chambre des communes et au moment où tous les députés ont accepté le compromis honorable de référer le sujet au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, il était très clair, je crois, que le Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales en entier se pencherait sur cette question-là et qu'il y aurait, bien sûr, des représentants de toutes les régions du pays.

Si vous commencez à faire de plus petits comités et à dire: eh bien, ce témoin-là est moins important et on va l'écouter dans une boîte téléphonique, cela constitue, à mon avis, un manque de respect à l'égard des témoins et à l'égard de la Chambre. Je suis convaincu que tous les députés de la Chambre pensent que le Comité en entier va s'intéresser à cette question si importante.

Pour ce qui est du choix des témoins, je pense qu'on va avoir besoin d'une représentation régionale. Par exemple, il y a des gens de ma circonscription, bien sûr, qui vont venir. Il faudrait vraiment que tout le Comité soit là, parce que c'est un problème très complexe. Si seulement quelques privilégiés écoutaient les arguments, surtout au niveau technique, monsieur le président, cela m'inquiéterait énormément. Vous auriez à faire l'éducation technique de tout membre qui s'ajouterait au Comité. D'ailleurs, votre rapport ne pourrait pas être aussi éclairé qu'il le serait si tout le monde entendait tous les témoins. Du moins, c'est ce que je crois.

• 1135

Le président: Merci, monsieur Lapierre.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I have a motion, which, I think, might help us focus . . .

The Chairman: Okay, we will entertain this motion.

Mr. Hawkes: First of all, Mr. Chairman, I would like to move the motion and then I could explain it to the committee.

The Chairman: Yes, but do we agree to the first point of the steering committee report?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: The second point is:

That, as soon as possible, the Committee place an advertisement for briefs in Canadian dailies, trade publications and medical journals and that the deadline for receipt of submissions be September 20, 1982.

That is for the papers.

I would just mention one thing for your observation. On number 3 could we state after:

[Traduction]

would be accorded a lesser status. This amounts to a double standard.

I believe that the proposal made in your report, Mr. Chairman, whereby the full committee would begin its hearing in keeping with the Order of Reference from the House of Commons. When I voted in the House and when all the members agreed to the fair compromise of referring the matter to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, I believe it was clearly understood that the full committee would be examining the subject and that there would be representatives of all regions of the country.

If you start setting up smaller committees and deciding that since a particular witness is less important, he will be given his hearing in a telephone booth, I think that this would constitute a lack of respect both toward the witnesses and the House. I am convinced that all the members of the House believe that the full committee will be dealing with this very important issue.

As for the choice of witnesses, I think that we will require a regional representation. For example, people from my riding will be coming. The presence of the entire committee is indeed essential since the problem is very complex. I would be very worried if only a few privileged members were to be present when the arguments are put forward, especially the technical points. You would have to give a full briefing on these technical matters to any new member joining the committee. Furthermore, your report would not be as enlightening as it would be if all of us were to hear all the witnesses. That is my opinion at least.

The Chairman: Thank you, Mr. Lapierre.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, j'ai une motion qui pourrait nous aider peut-être à . . .

Le président: Très bien. Nous allons écouter votre motion.

M. Hawkes: Tout d'abord, monsieur le président, je voudrais proposer la motion et ensuite l'expliquer au Comité.

Le président: Oui, mais acceptons-nous d'abord le premier point du rapport du comité directeur?

Des voix: D'accord.

Le président: Le deuxième point est le suivant:

Qu'aussitôt que possible, le Comité place une annonce publicitaire dans les quotidiens canadiens, les publications commerciales et les journaux médicaux invitant le public à soumettre des mémoires, et que la date limite pour recevoir ces mémoires soit le 20 septembre 1982.

Il s'agit donc là de journaux.

Autre chose que je voudrais vous signaler au paragraphe 3 où on dit:

[Text]

... witnesses to the Chairman for further discussion and that a similar suggested list be prepared for the committee by the Research Branch of the Library of Parliament.

—and your party—that they be tabled at the beginning of September, if you want to.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, this is where we have some disagreement. I think we have now come to a point where some decisions have to be made, because they affect all aspects of it. I agree that number 1 is logical and should proceed quickly. On number 2 it might make more sense to bring the date back to September 15, instead of September 20, and then I would have no complaint with that.

However, when we get down to the third one, we begin to get into some difficulty on how members see this committee being struck and how they see it functioning. There is one school of thought which says that the whole committee should deal with it, and put it all into the short block of time there. Now, my perception, as a member of the committee, is that it is going to be difficult to handle it in that fashion, and that there is a more expedient method of dealing with it. Certainly there is no slight to members' appearing before it; they know there is going to be a draft and they have to provide information of a technical nature, so there are not going to be any slights.

I would suggest that maybe the first motion before we can resolve items 3 and 4 here, is a motion dealing with the approach we are going to take; whether we are going to have a subcommittee or a drafting committee or whatever kind of approach you want, to consider the matter.

The second thing is that we should make a decision, because there will be a lot of agreement between all parties, on witnesses that should be called. Since we are not going to have any debate on some of the witnesses that should appear before this committee, I think those people should be identified very quickly, maybe by another meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure, just authorizing that those people be notified and asked to come. Then we will debate the second ones if there are questions about who should come later.

You know, I think we have clarified these three basic areas, and maybe three motions. The first one is the one that Mr. Hawkes is proposing. Then I would suggest, if the chairman would go along with the idea to facilitate the matter, that within the next two days we would get lists of witnesses that we would like to call. If there is common agreement on important witnesses, we could prioritize them, and the committee could authorize the chairman to notify them that they will be expected to appear.

The third one we could debate is the issue of when this committee should start. It strikes me that those are the three main hurdles that we have to get over.

The Chairman: Mr. Lang.

Mr. Lang: Thank you, Mr. Chairman. I wonder whether the clerk could clarify for us, and this has been a point that we had asked to get clarified at the steering committee, because the

[Translation]

... témoins possibles au président pour discussion future et qu'une liste semblable soit rédigée pour le Comité par la Division de recherche de la Bibliothèque du Parlement.

Serions-nous d'accord que ces listes, y compris celle proposée par votre parti, soient déposées au début de septembre?

M. Skelly: Monsieur le président, il y a divergence d'opinions là-dessus. Je crois que nous sommes maintenant obligés de prendre certaines décisions qui s'imposent. Je suis d'accord avec le premier point et il faudrait y donner suite sans tarder. Pour ce qui est du point n° 2, il serait peut-être plus raisonnable de fixer le 15 septembre comme date plutôt que le 20 septembre et ensuite je n'y trouverais rien à redire.

Pour ce qui est du troisième point, il y a ici des différences d'opinions parmi les membres concernant la composition du Comité et sa façon de travailler. Certains estiment que le Comité dans son ensemble devrait examiner la question pendant la courte période prévue. Personnellement, j'estime qu'il serait difficile de procéder de cette façon et qu'il y a une meilleure procédure. Il ne faudrait pas que des témoins se sentent lésés; ils savent qu'il va y avoir un projet de rapport et qu'ils doivent nous fournir les renseignements techniques. Il n'y a donc pas lieu de s'offusquer.

Avant de régler les paragraphes 3 et 4, je pense qu'il faut d'abord décider quelle sera notre démarche; y aura-t-il un sous-comité ou un comité de rédaction, on peut le nommer comme on veut, pour considérer la question.

En deuxième lieu, nous devons décider quels témoins seront invités. Puisque nous serons d'accord sur le choix de certains de ces témoins, je crois qu'il faudrait les identifier sans tarder, peut-être lors d'une autre réunion du Comité de l'Ordre du jour et de la Procédure où l'on autorisera l'invitation de ces témoins. Quant au choix des autres, nous pourrions en discuter plus tard.

Je crois que nous avons jeté la lumière sur ces trois questions fondamentales et peut-être aussi les trois motions, dont la première est celle que propose M. Hawkes. Je propose ensuite que dans les deux jours qui suivent nous dressions des listes de témoins que nous voudrions entendre. Si nous sommes tous d'accord sur les témoins les plus importants, nous pourrions leur accorder la priorité et le président les informera de leur jour de comparution.

L'autre question qui reste est celle qui concerne le début de nos travaux. Je crois que ce sont là les trois questions principales à régler.

Le président: Monsieur Lang.

M. Lang: Merci, monsieur le président. J'ai une précision à demander au Greffier. Le comité directeur devait justement nous éclaircir à ce sujet, car l'ordre de renvoi est adressé au

[Texte]

reference has been to the standing committee and made no mention of a subcommittee, whether we would have to go back to the House to get a new reference? We would not; thank you.

• 1140

The Chairman: I think the decision must be made by the members of the committee. It is up to the members to decide. I am fully agreed; if you want to entertain the motion submitted by Mr. Hawkes, there is no problem. Would you put your motion, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I would like to move that for the purposes of the committee's responsibility in relation to the UFFI reference this committee appoint a steering committee composed of four Liberals, two official opposition Progressive Conservatives and one NDP for the purpose of:

- (1) decision-making regarding witnesses;
- (2) to act in the name of the committee when the House is not sitting;
- (3) preparing a draft report for consideration by the full committee; and that the vice-chairman of the Standing Committee shall act as chairman of the UFFI steering committee.

The Chairman: Do all members have a copy?

Mr. Hawkes: I believe so.

The Chairman: Is there anyone who wishes to make a comment on that motion?

Mr. Hawkes: Could I speak to it?

The Chairman: Yes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, in my own experience of committees that meet when the House is not sitting, unexpected events can occur and if you are stuck procedurally with the problem of having to have a full quorum of the full standing committee, sometimes you can be blocked from a lot of the decisions that should be made. So we have the concern that somehow we today produce out of our meeting here with full quorum a smaller unit of our total committee which is empowered to act in the name of the committee, particularly for the business of deciding on and scheduling of witnesses, which I think would be the main job.

But I think the motion should be a little broader, and I think the second point of the motion covers that in the sense that we would today, if we pass this motion, be giving that committee the legal authority to act in the name of the committee for any other decisions that might arise.

One area we discussed in the agenda committee the other day was the potential need to hire for a day or two somebody with technical competence to assist the committee. That may or may not arise, but at least there would be a group which

[Traduction]

Comité permanent sans qu'il soit question de sous-comité. Serait-il nécessaire de demander un nouvel ordre de renvoi à la Chambre? La réponse est non; merci.

Le président: Il appartient aux membres du comité de prendre la décision. Il n'en tient qu'à vous. Pour ma part, je suis tout à fait d'accord. Je ne vois aucun inconvénient à ce que nous votions sur la motion présentée par M. Hawkes. Monsieur Hawkes, voulez-vous présenter votre motion?

M. Hawkes: Monsieur le président, je propose, aux fins du mandat du comité relativement à la MIUF, que le comité forme un comité de direction, composé de quatre libéraux, de deux membres de l'opposition officielle, le parti progressiste conservateur, et d'un membre du nouveau parti démocratique, pour:

- (1) prendre les décisions nécessaires concernant les témoins qui seront entendus;
- (2) agir au nom du comité quand la Chambre ne siègera pas;
- (3) rédiger une ébauche de rapport qui sera étudiée en comité plénier; et que le vice-président du comité permanent remplisse les fonctions du président du comité de direction sur la MIUF.

Le président: Avez-vous tous un exemplaire de cette motion?

M. Hawkes: Je pense que oui.

Le président: Y a-t-il des remarques sur cette motion?

M. Hawkes: Je voudrais donner des explications à son sujet.

Le président: Allez-y.

M. Hawkes: Monsieur le président, d'après mon expérience des comités qui siègent quand la Chambre ne siège pas, j'ai pu constater qu'il pouvait parfois surgir des imprévus. Si nous sommes contraints par des règles de procédure rigides, par exemple l'exigence du quorum du comité plénier, il se peut que le comité soit paralysé et empêché de prendre les décisions qui s'imposent. Il nous faut donc prévoir d'ores et déjà, au cours de cette séance-ci, puisque nous avons le quorum, un comité plus petit formé de membres du comité ayant le pouvoir d'agir au nom du comité tout entier, pour dresser la liste des témoins et le moment où ils comparaitront, ce qui représentera le gros de notre travail.

Je pense que la motion devrait être un peu plus générale, mais la deuxième partie de cette motion me semble faire l'affaire puisque, si nous l'adoptons, nous donnerons aujourd'hui au comité de direction le pouvoir d'agir et éventuellement décider au nom du comité plénier.

Lors de la réunion du comité du programme, qui a eu lieu l'autre jour, on a envisagé la possibilité d'embaucher, un jour ou deux, un spécialiste pour prêter main forte aux membres du comité. Il se peut que cela ne soit pas nécessaire mais au

[Text]

could make a decision of that kind if they felt it was necessary, and that is the point of the second point.

Also on the second point, an important principle is in the words "not sitting". In other words, the responsibility or the authority to act in the name of the committee would terminate as soon as the House recommenced and we would be back to full committee in terms of a quorum for a full committee. So there is a time limit on point two.

Point three again comes out of our experience that on complex subjects if you have a smaller unit that works with the researchers in the parliamentary library to prepare a draft, then I think the full committee functions better in relationship to having something very solid, very concrete and well vetted as a starting place for consideration.

The other side is that it says very, very clearly that it is the full committee that issues the report. That is what the third point implies, that it is not a subcommittee report. Any report issued would come from the full committee, but the subcommittee would have the responsibility of preparing the initial draft for consideration by the full committee.

Our own sense is, Mr. Chairman, that if you have solid groups of witnesses that first week in October, the second week in October, and if Mr. Skelly's principle is bought, even starting in September, then you would have a full week for the drafting committee to meet before the House reconvened and your full committee could probably get started that first week, around October 26 or 27, examining that subcommittee draft. That would give you the time through the month of November to have a full report prepared by December 1.

So it is simply a motion that would attempt to facilitate decision-making and the preparation of a draft. There is nothing in the motion that would exclude any member of Parliament from attending any of the meetings. The votes would reside in the smaller committee, and in that case you would have a quorum of four instead of a quorum of eleven required to make decisions. That is the thrust it will take.

• 1145

The Chairman: Do any other members want to express a view on this motion?

Mr. Skelly: Basically we support that concept, and I think that is the crossroads we have to resolve or hear, the problem of whether or not it is going to be a full committee or a subcommittee. We would be supporting the concept of a subcommittee, but I wonder if there are any amendments or changes to the motion coming forward.

The Chairman: Mr. Frith.

Mr. Frith: Mr. Chairman, personally, I think what we are doing is making a mountain out of a molehill. I will just speak for myself, and hopefully for some members on this side. We

[Translation]

moins, nous aurons sur place un groupe qui pourra prendre une décision au besoin, et cela explique la deuxième partie de ma motion.

En outre, les mots importants de cette motion sont «ne siège pas». Cela signifie que la responsabilité ou le pouvoir du comité directeur d'agir au nom du comité plénier cessera dès que la Chambre siègera de nouveau et la règle du quorum qui s'applique au comité plénier s'appliquera à partir de ce moment-là. Le deuxième élément de cette motion est donc limité.

Quant au troisième, nous savons d'expérience que pour les sujets complexes, une équipe réduite qui travaille avec les chercheurs de la bibliothèque parlementaire à la préparation de l'ébauche du rapport facilite le travail du comité plénier qui peut se pencher sur un texte concret et bien pesé, constituant un bon point de départ pour l'étude.

D'autre part, la motion précise clairement que c'est le comité plénier qui approuvera le rapport. C'est implicite dans le troisième élément de cette motion et il ne s'agira pas du rapport du sous-comité. Le rapport sera donc effectivement celui du comité plénier mais le sous-comité aura la responsabilité de préparer la première ébauche pour qu'elle soit étudiée par le comité plénier.

A notre avis, monsieur le président, si nous entendons les témoins au cours des deux premières semaines d'octobre, ou même si, selon la proposition de M. Skelly, nous commençons dès septembre, le comité chargé de l'ébauche du rapport disposera d'une semaine entière avant la reprise de la Chambre et le comité plénier pourra sans doute commencer dès la première semaine de la session, vers les 26 ou 27 octobre, à étudier le rapport du sous-comité. Cela nous permettra de disposer du mois de novembre pour mettre les choses au point et présenter le rapport dès le 1^{er} décembre.

Ma motion vise donc tout simplement à faciliter la prise de décision et la rédaction de l'ébauche du rapport. Rien dans cette motion n'empêche les députés d'assister à nos réunions. C'est le sous-comité qui votera et le quorum serait alors de 4 plutôt que de 11, tel qu'il est exigé actuellement. Voilà donc l'essentiel de ma motion.

Le président: Y a-t-il d'autres membres du Comité qui ont des remarques à faire?

M. Skelly: Nous appuyons cette motion, pour l'essentiel, car elle répond à une question que nous devons résoudre, à savoir si le Comité qui remplira le mandat qui nous est confié sera le comité plénier ou un sous-comité. Nous appuyons l'idée d'un sous-comité, mais je me demande si d'autres membres ont des amendements ou des modifications à apporter à cette motion.

Le président: Monsieur Frith.

M. Frith: Monsieur le président, je pense que nous nous noyons dans une goutte d'eau, ici. Je vous donnerai mon opinion, qui reflète, j'espère, celle de députés de ce côté-ci de la

[Texte]

feel it should be the full Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs that deals with this subject. We all know that by the rules and procedures it takes five and only five. I know that is of some concern, I suppose, to others who come back here in early October. We only require a quorum of five to hear witnesses, and for that reason I do not see any sense in moving or at least adopting this resolution as put forward by Mr. Hawkes, but that we stand by the original report of the Subcommittee on Agenda and Procedure and deal with it as a full Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

Le président: Monsieur Dubois.

M. Dubois: Monsieur le président, pour ma part, je n'appuierai pas la motion parce que dans d'autres comités, nous n'avons besoin d'aucun quorum pour entendre des témoins. Si je comprends bien l'intervention de M. Frith, il faudrait au moins cinq personnes pour entendre des témoins. Est-ce bien cela?

Le président: Oui, c'est cela.

M. Dubois: Bon! De toute façon, s'il faut cinq personnes pour entendre des témoins, ce sera aux représentants de chacun des partis de s'organiser pour qu'il y ait cinq personnes ici. Je pense que l'ordre de renvoi du 26 juillet de la Chambre concerne tout le Comité. Alors, que ce soit le Comité qui l'entende. Comme il n'est pas obligatoire que tout le Comité soit présent pour entendre des témoins, mais seulement cinq députés... Selon la motion présentée par M. Hawkes, qui parlait de sept personnes, cela exigerait la présence de plus de personnes qu'à un comité régulier.

Quant à la recommandation que ce soit le Comité directeur qui décide qui convoquer comme témoins, le président et le Comité directeur ont déjà ce pouvoir-là, et ils font rapport au Comité plénier concernant leurs recommandations à ce sujet. Alors, en plus de cet argument selon lequel il ne faut que cinq personnes pour entendre des témoins, il est encore plus approprié qu'ils soient entendus par tout le Comité que par un comité directeur. Je voterai donc contre la motion, monsieur le président.

Le président: Si l'on en juge par la présence des députés des deux côtés de la table aujourd'hui, je pense bien que nous n'aurons pas de difficulté à avoir le quorum, même si nous avons à siéger au cours de l'été. Je vois l'intérêt manifesté par tous les partis politiques et par tous les députés à cette première séance du Comité. Alors, je ne dois pas mettre en doute la participation des députés, même si nous siégeons au cours de l'été.

The Chairman: Mr. Scott. I think I should recognize, Mr. Scott. You have already spoken to your motion but I would like to get...

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Just a point of order, Mr. Chairman.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, could we ask the clerk the following procedural question: In the absence of a motion of

[Traduction]

table. Nous estimons qu'il appartient au Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales, de se pencher sur cette question. Nous savons tous que les règles de procédure exigent la présence de cinq députés. Je suppose que cela préoccupe ceux qui n'envisagent de revenir qu'au début du mois d'octobre. Pour entendre des témoins, il nous faut la présence de cinq membres et voilà pourquoi je ne vois pas d'inconvénient à ce que nous adoptions la proposition de M. Hawkes, mais il faudra que le Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales entérine le rapport du sous-comité du programme et de la procédure.

The Chairman: Mr. Dubois.

Mr. Dubois: Mr. Chairman, personally, I do not support the motion because in other committees, no quorum is needed to hear witnesses. If I understood what Mr. Frith's point of view was, we would require at least five members in order to hear witnesses. That is what he was saying, was it not?

The Chairman: Yes, it is.

Mr. Dubois: Well, if five members are needed to hear witnesses, it will be up to each party to see to it that there is at least five people here. I think that the Order of Reference received by the House and dated July 26th, concerns the full committee. Then, let the full committee deal with it. Since it is not necessary for the full committee to attend in order to hear witnesses, but only five members... according to Mr. Hawkes' motion, seven people would have to be present, and that is more than what is needed for a meeting of the regular committee.

As to the recommendation that the Steering Committee decide on who will appear, I remind you that the chairman and the steering committee already have the power of making recommendations to the full committee in that respect. So, since only five members are needed in order to hear witnesses, it seems even more appropriate that they be heard by the full committee rather than by the steering committee. Mr. Chairman, I will vote against the motion.

The Chairman: Judging by the number of members from both sides who are here today, I do not think that we will have any trouble in getting a quorum, even if we sit through the summer. The attendance of this first meeting of the committee proves the great interest shown by each party. So, even if we sit through the summer, I do not doubt that the members will participate.

Le président: Monsieur Scott. Je pense que je dois donner la parole à M. Scott. Vous avez déjà défendu votre motion, et je voudrais...

M. Scott (Hamilton—Wentworth): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

M. Hawkes: Monsieur le président, puis-je poser une question de procédure au greffier? À défaut d'une motion comme

[Text]

this type, would it or would it not require a full quorum to make decisions on who the witnesses are to be?

The Chairman: Mr. Hawkes, you already have a motion. We have to entertain this motion; if afterwards you have some other comments, you can make some other comments, another request, but let us deal with your motion first. Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, I just have a question I would like to put to Mr. Frith or to the parliamentary secretary.

• 1150

If this issue is going to be given the importance it deserves, if members of Parliament are going to be able to examine as fully as we wish to—as the home owners wish us to—this whole urea formaldehyde foam crisis, may I ask what objection there could possibly be to setting up a smaller, intensive subcommittee to have intensive hearings, to make a full draft report back to this full committee, so the order of reference is respected? In other words, why can we not do some pretty intensive questioning of expert witnesses, get some testimony, and get a lot of the questions answered for the people who are expecting those questions to be answered? What is the objection to a smaller committee? I would really like to know.

Le président: D'accord. Monsieur Lapierre.

M. Lapierre: Je pense que l'honorable député doit être embarrassé par la présence de ses collègues. Les principes qu'il veut défendre, soit avoir quelque chose d'extensible, avoir une étude approfondie, peuvent être appliqués par le Comité plénier. Est-ce qu'il est embarrassé par la présence de ses collègues? Veut-il que ce soit juste un groupe sélect? Pourquoi cette étude ne pourrait-elle pas être faite par tout le Comité avec autant d'intensité et avec les mêmes sentiments envers les propriétaires de résidence? Pourquoi former un petit groupe qui étudierait plus que l'autre, et pourquoi avoir un petit groupe de sept qui ferait un rapport préparatoire pour tout le Comité? Pourquoi ne pas continuer avec tout le Comité? C'est ce que j'essaie de vous dire; je ne vois pas pourquoi vous insistez pour vous débarrasser de quatre ou cinq de vos collègues.

The Chairman: Mr. Lang.

Mr. Lang: Mr. Chairman, the major stumbling block we have here, it seems, is the ability of the full committee to make a decision without a quorum on deciding on witnesses and being able to call witnesses. I think we can reach a compromise to the motion being presented by Mr. Hawkes in which we are able to have the steering committee decide and call witnesses without going the full route of a subcommittee. So in the spirit of this compromise I would move an amendment to Mr. Hawkes' motion, that everything after the word "committee" on line 3 in Mr. Hawkes's motion be deleted and replaced with "that this committee direct the steering committee to be

[Translation]

celle que j'ai présentée, faudrait-il le quorum du Comité plénier pour dresser la liste des témoins?

Le président: Monsieur Hawkes, vous avez présenté une motion, et nous devons la débattre. Si une fois le débat terminé, vous avez d'autres remarques à faire, vous pourrez les faire, vous pourrez même faire une autre demande, mais tenons-nous en à votre première motion. Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, je voudrais poser une question à M. Frith ou au secrétaire parlementaire.

Pour que cette question ait vraiment l'importance qu'elle mérite, et pour que les députés puissent examiner de façon aussi exhaustive que nous le souhaitons—selon les vœux des propriétaires de maisons—toute cette question de la crise de la mousse isolante d'urée formol, qu'est-ce qui nous empêcherait de créer un sous-comité plus restreint, intensif, qui pourrait, après de nombreuses auditions, présenter un rapport préliminaire à ce comité plénier, afin que l'ordre de renvoi soit respecté? En d'autres termes, pourquoi ne pourrions-nous pas envisager de poser des questions à des experts, qui pourraient témoigner, afin d'obtenir beaucoup de réponses pour le compte de ceux qui voudraient que des questions soient posées? Qu'est-ce qui empêche la création d'un comité plus restreint? J'aimerais vraiment le savoir.

The Chairman: Agreed. Mr. Lapierre.

Mr. Lapierre: I think the hon. Member must be embarrassed by the presence of his colleagues. The full committee could very well apply the principles he is talking about, namely, an intensive and full study. Is he embarrassed by the presence of his colleagues? Does he want it to be only a select group? Why would such a study not be undertaken by the whole committee, with as much intensity and the same feelings towards the home owners? Why set up a smaller group with more responsibility, and why ask a limited group of seven members to present a draft report to this full committee? Why not continue with the full committee? This is what I am trying to tell you; I do not see why you are insisting on getting rid of four or five of your colleagues.

Le président: Monsieur Lang.

M. Lang: Monsieur le président, le principal obstacle, semble-t-il, est l'incapacité du comité plénier de prendre une décision, en l'absence d'un quorum, au sujet des témoins à convoquer. Nous pouvons faire un compromis avec la motion présentée par M. Hawkes pour que le comité directeur puisse décider des témoins à convoquer sans qu'il soit nécessaire d'envisager la création d'un sous-comité. Par conséquent, pour en arriver à un tel compromis, je propose de modifier la motion de M. Hawkes, afin que tout ce qui vient après le terme «comité», à la ligne 3 de sa motion, soit supprimé et remplacé par «que le présent comité habilite le comité directeur à

[Texte]

empowered to decide and call witnesses". In that way we solve the problem of decision-making regarding witnesses.

Mr. Skelly: If I read the full motion, Mr. Chairman, it is moved that for the purposes of the committee's responsibility in relation to UFFI reference, this committee appoint a steering committee and that this committee be empowered to call witnesses.

Is that the intent?

Mr. Lapierre: No, we have a steering committee already.

The Chairman: Is it clear? Is it a motion or an amendment to the main motion? It is a new motion?

Mr. Lapierre: It is an amendment to Mr. Hawkes' motion.

The Chairman: Is it? I thought it was a new motion. We should stick to Mr. Hawkes' motion. Afterwards we will entertain other motions on Mr. Hawkes' motion.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, the reason we are getting ourselves into such a dilemma here is that we have two agendas. We have the printed one and then we have the real one; and we are not dealing with the real agenda here. I realize the attempt on Mr. Lang's part to try and find a compromise, but really the basic dilemma is not that. I think Mr. Lapierre outlined what he thought would be a very constructive situation, but there are many homeowners and people out there who have serious concerns that have to be answered on this problem.

• 1155

It is imperative that good information and solid information to get rid of the misinformation, the hysteria and many other aspects of it. Only this committee, I feel, can put forward a report that does that job, but it is also recognized by many people in this committee, that if we work with a full committee with technical witnesses, I get ten minutes and then maybe a second round at five, and that is simply not going to answer the questions with the witnesses we have. If we go down all of that list, and that list of people on the government side is changed back and forth and they ask particular things about their own areas and we slide off the topic, we are not going to get the job done, and if we come all the way down the Conservative side we are going to wind up with a very fragmented piece of testimony.

That is the real agenda; that is what we are dealing with. If the government wishes to proceed with that agenda, then that is the decision we will make, but if we are going to come to grips with the fragmentation or the consistency of testimony, we really have to deal with the question of whether we should not have a small well-informed subcommittee with a fairly consistent direction aimed at clearing up problems of misinformation and determining what kinds of information people

[Traduction]

décider quels témoins il y aura lieu de convoquer». Ainsi, nous aurons résolu le problème des décisions à prendre au sujet des témoins.

Mr. Skelly: Monsieur le président, si je lis toute la motion elle propose que pour l'exécution du mandat du comité concernant la MIUF, ce comité nomme un comité directeur qui ait le pouvoir de convoquer des témoins.

Est-ce l'intention?

Mr. Lapierre: Non, nous avons déjà un comité directeur.

Le président: Est-ce bien clair? S'agit-il d'une motion, d'une modification de la motion principale? S'agit-il d'une nouvelle motion?

Mr. Lapierre: Il s'agit d'une modification de la motion de M. Hawkes.

Le président: Vraiment? Je pensais qu'il s'agissait d'une nouvelle motion. Nous devrions nous en tenir à celle de M. Hawkes. Par la suite, nous envisagerons d'autres motions relatives à celle de M. Hawkes.

Mr. Skelly: Monsieur le président, nous nous trouvons dans un tel dilemme parce que nous avons deux ordres du jour, celui qui est imprimé et l'autre, le véritable, que nous ne sommes pas en train de suivre. Je comprends que M. Lang essaie de trouver un compromis, mais en fait là n'est pas le dilemme véritable. M. Lapierre a présenté ce qui lui semblait constituer une solution très constructive, mais beaucoup de propriétaires de maisons, ainsi que d'autres citoyens, ont de graves préoccupations à ce sujet, et ils demandent des solutions à ce problème.

Il est urgent d'obtenir des renseignements fiables et solides pour se débarrasser de ceux qui ne sont pas fondés, et de toute l'hystérie qui règne à ce sujet. Je pense que seul ce comité peut présenter un rapport qui oeuvre dans ce sens, mais de nombreux membres de ce comité savent bien que si nous travaillons en comité plénier avec des témoins experts, je bénéficierais de dix minutes, et peut-être de cinq au second tour, ce qui ne permettra pas à nos témoins de répondre à nos questions. Si nous utilisons toute cette liste, qui est sans cesse modifiée pour les députés du gouvernement, qui posent des questions bien précises au sujet de leurs circonscriptions respectives, nous nous écarterons du sujet, et nous ne nous acquitterons pas de nos responsabilités; du côté conservateur, nous allons nous retrouver avec des témoignages très fragmentés.

Voilà l'ordre du jour véritable, et c'est le plus important. Si le gouvernement souhaite le maintenir, nous devons prendre une décision; mais pour éviter la fragmentation et s'assurer de témoignages conséquents, nous devrions déterminer s'il faudrait créer un sous-comité bien informé, avec un but bien précis, celui d'écarter les renseignements trompeurs, pour déterminer ce dont les citoyens ont besoin. Voilà le programme des questions dont nous devrions discuter.

[Text]

want and need. That is the real agenda and that is what we should be looking straight at.

The transport committee and many other committees have dealt with that issue. What I would suggest, Mr. Chairman, is that it might be more appropriate to move the real agenda on the table and put the other one aside because that is the only way the real compromises will be worked out.

The Chairman: Does anyone else want to make a comment on the motion?

On your motion, Mr. Hawkes? Does it conclude—

Mr. Hawkes: Yes.

The Chairman: Okay, you are the last on your motion, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Right.

At the risk of some repetition, could I deal with the suggestion of Mr. Lang in the context of my main motion?

The first suggestion is that the steering committee be empowered. There is no such animal. We have an agenda and procedure committee, which is not the steering committee. This seeks to set up a very specific group. For instance the two representatives from our party would be Mr. McGrath and Mr. Scott because they have the background and the knowledge of the issue to make a contribution to a smaller group of this kind.

The second difficulty I would have is that the suggestion of an improvement on this motion included the notion that the steering committee be empowered to decide who the witnesses are to be and that would be an unlimited power for the duration of the reference; that would make me very uncomfortable because I think when the House is sitting, the whole committee and a quorum of the whole committee should be the basic decision-making group. What we are seeking to do here in this motion, Mr. Chairman, is essentially to facilitate the decision-making process during that period of time when the House is not sitting. It is critical to our sense of this main motion that the words "is not sitting" be included in whatever motion we ultimately pass. We think a smaller decision-making group is essential when the full House is not sitting; otherwise the committee legally could be blocked because it would have difficulty getting a quorum. I see the need for that quorum occurring two or three times during the period when the House is not sitting. To restrict this smaller group in its decision-making power to simply the calling of witnesses, may work out all right, but it seems to me an unnecessary restriction; there could be unknowns which arise during the period of the time when the House is not sitting and if we had not passed a motion here today with full quorum that empowers some subset to make whatever the necessary decisions are, we are stuck legally with the necessity of getting a quorum of the full committee.

[Translation]

Le comité des Transports et nombre d'autres comités ont examiné cette question. Monsieur le président, je pense qu'il serait préférable de proposer ce programme et d'écarter l'autre, car c'est la seule façon d'en arriver à des compromis véritables.

Le président: Quelqu'un d'autre voudrait-il faire des remarques au sujet de la motion?

Au sujet de votre motion, monsieur Hawkes? Conclut-elle...

M Hawkes: Oui.

Le président: Très bien, vous serez le dernier intervenant à propos de votre motion, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Très bien.

Au risque de redire certaines choses, puis-je reprendre la suggestion de M. Lang concernant ma principale motion?

La première suggestion était d'accorder certains pouvoirs au comité directeur. Cette entité n'existe pas. Nous avons un comité du programme et de la procédure qui n'est pas le comité directeur. On demande donc de créer un groupe très précis. Par exemple, les deux représentants de notre parti seraient MM. McGrath et Scott; compte tenu de leurs antécédents, et de leur connaissance de la question, ils pourraient apporter une contribution précieuse à pareil groupe restreint.

La seconde difficulté c'est que pour améliorer cette motion, on avait proposé que le comité directeur ait le pouvoir de décider qui seront les témoins, et ce serait là un pouvoir illimité, pour la durée du mandat. Pareille initiative me gênerait beaucoup, car je pense que lorsque la Chambre siège, le comité plénier et le quorum de ce dernier devraient constituer le principal groupe de prise de décisions. Ce que nous essayons de faire au moyen de cette motion, monsieur le président, c'est essentiellement de faciliter le processus décisionnaire pendant que la Chambre ne siège pas. Il est essentiel selon nous que dans cette motion principale les termes «ne siège pas» soient inclus, quelle que soit la motion que nous adoptions en fin de compte... Nous estimons qu'un groupe décisionnaire restreint est essentiel lorsque la Chambre ne siège pas; autrement, légalement, les activités du comité pourraient être freinées, car celui-ci aurait du mal à obtenir un quorum. Je pense qu'il faudrait justement prévoir un quorum deux ou trois fois durant la période où la Chambre ne siège pas. On pourrait limiter le pouvoir décisionnaire de ce groupe plus restreint à la convocation de témoins, mais j'estime qu'il s'agit d'une restriction inutile. Des événements imprévus pourraient se présenter pendant l'ajournement de la Chambre, et si nous n'adoptons pas une motion aujourd'hui, avec tout le quorum, accordant à un sous-groupe les pouvoirs de prendre toute décision nécessaire, nous serons légalement tenus d'obtenir un quorum du comité plénier.

[Texte]

• 1200

Also, again, may I repeat the necessity of item number three, which requires two things: that the full committee consider any report—in other words, it is deliberately worded so that no subgroup can issue a report in the name of this committee, but it would require the full committee to issue any report, any words which would come from the full committee; but in the meantime it simply says that a subset will have the responsibility to move quickly and with skill to prepare a document for the consideration of the total committee. It simply assigns a preliminary writing task to a subset of our most knowledgeable members so it would facilitate us meeting the time line of this reference and reporting to the full House by December 1. That is all we are asking for: that small group to do some work on behalf of the larger group to get us ready.

If I may just summarize again, Mr. Chairman: decision-making during the interim and putting the skills of some of our members to work on behalf of the whole committee to prepare something that will enable us to meet our deadline with dispatch and quality.

The Chairman: Thank you, Mr. Hawkes. Does anyone else want to express a view?

Mr. Skelly: What happens to the amendment Mr. Lang—

Mr. Lapierre: We need a new motion.

Mr. Hawkes: A recorded vote?

The Chairman: A recorded vote.

Motion negated: yeas, 9; nays, 10.

The Chairman: Now, are we willing to take Mr. Lang's motion?

Mr. Lang: Mr. Chairman, I want again to move a compromise. The point that Mr. Hawkes made regarding when the House is not sitting I think is a valid point. I would add that to my motion. I do not think we need to have a particular motion dealing with item number three of Mr. Hawkes' motion, because we are able to submit in writing suggestions to the full committee; any individual member of the committee is.

So with that in mind, I would like to move that for the purposes of the committee's responsibility in relation to the UFFI reference, this committee direct the steering committee to be empowered to decide and call witnesses when the House is not sitting.

Mr. Skelly: This is the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Mr. Lang: Yes, the steering committee.

Mr. Skelly: May I speak on that?

The Chairman: Sure.

Mr. Skelly: So essentially, this compromise only deals with the dilemma of providing authority to act on calling—it does not address the key question of—I think the point being raised

[Traduction]

Une fois de plus, puis-je répéter ce qu'exige le point numéro trois: que le comité plénier étudie tout rapport—en d'autres termes, l'ordre de renvoi est libellé de façon à ce qu'aucun sous-groupe ne puisse publier de rapport au nom de ce comité, seul le comité plénier peut le faire; dans l'intervalle, un sous-groupe peut très bien être constitué en vue de préparer rapidement et avec compétence un document qui sera étudié par le comité plénier. Un rapport préliminaire peut être rédigé par certains de nos membres les plus compétents en la matière, ce qui aurait pour effet de permettre de respecter les délais et de faire rapport à la Chambre d'ici le 1^{er} décembre. C'est tout ce que nous demandons: qu'un petit groupe prépare le travail au nom du comité.

Permettez-moi de résumer ce que je viens de dire, monsieur le président: il est nécessaire de prendre des décisions dans l'intervalle et de demander à certains de nos membres de mettre leur compétence à profit, au nom du comité plénier, en vue de préparer quelque chose qui nous permettra de respecter les délais sans que la qualité en souffre.

Le président: Merci, monsieur Hawkes. Quelqu'un a-t-il d'autres observations à faire?

M. Skelly: Qu'en est-il de l'amendement que M. Lang...

M. Lapierre: Une nouvelle motion doit être présentée.

M. Hawkes: Y aura-t-il un vote par appel nominal?

Le président: Oui, par appel nominal.

La motion est rejetée par dix voix contre neuf.

Le président: Pourrait-on maintenant étudier la motion de M. Lang?

M. Lang: Monsieur le président, je voudrais une nouvelle fois proposer un compromis. Le point qu'a soulevé M. Hawkes à propos de ce qui se fera lorsque la Chambre ne siègera pas est à retenir. Je voudrais ajouter ce point à ma motion. Je ne pense pas que nous ayons besoin d'une motion spéciale portant sur le point numéro trois de la motion de M. Hawkes, car nous pouvons présenter des suggestions par écrit au comité plénier; tout membre du comité peut le faire.

Ceci dit, je voudrais proposer, pour que le comité puisse donner suite à son ordre de renvoi sur la MIUF, que celui-ci accorde au comité directeur le pouvoir de demander à des témoins de comparaître après l'ajournement de la Chambre.

M. Skelly: Il s'agit du Sous-comité du programme et de la procédure.

M. Lang: Oui, le comité directeur.

M. Skelly: Puis-je faire une observation?

Le président: Bien sûr.

M. Skelly: Donc, grosso modo, ce compromis ne porte que sur l'autorisation accordée au comité de demander à des témoins de comparaître, mais cela ne touche pas à la question

[Text]

by Mr. Hawkes' motion is the efficient operation of the committee in hearing witnesses and placing material on the record. It does not deal with that specific matter.

• 1205

The Chairman: I think the first motion has been defeated and now we are dealing with Mr. Lang's motion.

Mr. Kelly: Yes.

The Chairman: I think that you are quite right when you express the sense of this motion, that the steering committee will be empowered to decide and to call witnesses when the House is not sitting. That is the objective of this motion.

Mr. Oberle: Mr. Chairman, may I ask Mr. Lang to explain what difference there is between his motion and the normal work and responsibility of a steering committee? The steering committee does that all the time; why do you have to have a motion for the steering committee to do that?

Mr. Lang: Mr. Chairman, the stumbling block or the obstacle presented by Mr. Hawkes was that we did not have the ability to decide on who the witnesses would be because there were disagreements about which witnesses were to be called, and it would be difficult to get a quorum when the House is not sitting, to have a quorum of 11, and much easier to have a smaller group meet and decide on witnesses. This was the stumbling block to which Mr. Hawkes addressed his motion. My motion does the same thing in that particular area.

The short answer is that the steering committee does not have the power to decide which witnesses are going to be called. With this motion we will address that.

The Chairman: Is it okay, Mr. Oberle?

Mr. Oberle: Yes, although it does not make sense to me.

The Chairman: Mr. Marceau.

M. Marceau: Cela va.

The Chairman: Does anyone else want to speak to this motion? Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I have two problems with this proposed motion. The first is that I do not believe there is any such group legally called the steering committee.

Mr. Lapierre: How many committees have you been on before?

Mr. Hawkes: We have a committee which is called the Subcommittee on Agenda and Procedure, but in the absence... I have several lines that speak to the composition of something called the steering committee, which was related to this specific issue. It seems to me that our subcommittee, our normally constituted Subcommittee on Agenda and Procedure, is concerned about all of the topics which properly belong within the mandate of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs. We still have a reference, for instance, on the issue of family violence which we might or

[Translation]

principale... Je pense que le point que soulève M. Hawkes dans sa motion a pour but de permettre au comité de mieux effectuer son étude en entendant des témoins et en consignait des documents au procès-verbal. Ce compromis ne règle pas cette question précise.

Le président: Je crois que la première motion a été rejetée, et il s'agit maintenant de débattre la motion de M. Lang.

M. Kelly: Oui.

Le président: Je pense que vous avez très bien expliqué l'objet de cette motion, c'est-à-dire, que le Comité directeur puisse demander à des témoins de comparaître après l'ajournement de la Chambre. Voilà l'objet de cette motion.

M. Oberle: Monsieur le président, puis-je demander à M. Lang de nous expliquer quelle différence il existe entre ce que propose sa motion et les attributions et responsabilités actuelles des comités directeurs? C'est le travail normal d'un comité directeur, il me semble. Pourquoi faut-il qu'une motion soit déposée à cet effet?

M. Lang: Monsieur le président, M. Hawkes pensait que nous ne pouvions pas décider quels témoins seraient appelés à comparaître parce qu'il y avait désaccord sur cette question et d'autre part, parce qu'il serait très difficile d'obtenir le quorum (qui est de onze personnes) après ajournement de la Chambre, alors qu'il serait plus simple de permettre à un petit groupe de se réunir et de décider des témoins. En présentant sa motion, M. Hawkes supprimait cet obstacle. Ma motion a le même effet.

Ce que je veux dire, c'est que le comité directeur ne peut pas décider des témoins à comparaître. Cette motion permet de régler cette question.

Le président: Cela vous convient-il, monsieur Oberle?

M. Oberle: Oui, bien que je ne comprenne pas.

Le président: Monsieur Marceau.

Mr. Marceau: It is O.K.

Le président: Quelqu'un a-t-il d'autres observations à faire à propos de cette motion? Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Cette motion présente deux difficultés. La première, c'est que je ne crois pas qu'il existe un groupe qui puisse s'appeler légalement comité directeur.

M. Lapierre: A combien de comités avez-vous siégé?

M. Hawkes: Il existe un comité intitulé Sous-comité du programme et de la procédure, mais en l'absence... Il y a plusieurs éléments qui traitent de la composition dudit comité directeur et qui portent sur cette question... Il me semble que notre sous-comité, notre Sous-comité du programme et de la procédure normalement constitué, s'intéresse à des questions qui relèveraient en fait du Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales. Nous devons toujours étudier, par exemple, la question de la violence dans les familles, ce que nous arriverons peut-être à faire. Il se peut d'autre part que

[Texte]

might not be able to deal with, and we may in fact be the recipient of other references, but the Subcommittee on Agenda and Procedure is to deal with the totality of the major committee work.

In my original motion we attempted to form a group simply to deal with UFFI. The way Mr. Lang has moved his motion, it names a committee in that sense to deal with UFFI, but it tells us nothing about the composition of that committee, because in law I do not believe there is any such animal called a steering committee. We do not know its composition, we do not know its chairmanship . . .

The Chairman: On a point of clarification, Mr. Hawkes, excuse me, I think that Mr. Lang wants to refer to the actual steering committee that is always sitting. It is elected every year when we decide to structure the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs. I think that is the committee you want to refer to, Mr. Lang.

Mr. Lang: Yes.

The Chairman: It is a point of clarification.

Mr. Hawkes: If that is his intention, I suggest he change the words "steering committee". But I would feel much happier about a specific steering committee on UFFI which is composed of the people on this committee—four Liberals, two Conservatives, one NDP—that is specifically concerned about UFFI, understands the witnesses, understands the technical background and can make decisions, which is a different group.

The Chairman: Okay, that is your concern.

Mr. Hawkes: I have another concern in the motion. I would again point out to the committee that for anything else, other than the calling of the witnesses, if we adopt this motion, we are then stuck in the interim between sittings of the House with the need for a quorum of the full committee. If any other decision comes before, you must call the full committee and get a full quorum.

• 1210

Mr. Lapierre: Sure, sure; we all expressed that.

Mr. Hawkes: That is necessary to make any kind of legal decision. This is a very restrictive motion on what the subgroup is empowered to do. I think that may cause trouble before the summer is over.

The Chairman: I think, Mr. Hawkes, if we refer to the order of reference, we can see that it is ordered there. I do not have to reread all the terms of reference; it is quite clear that we are going to deal with eight items on the order of reference from the House. It deals with the urea problems on all aspects. So are all members ready for the question?

Some hon. members: Yes.

The Chairman: Should I read the motion?

Some hon. members: No, no! Dispense.

[Traduction]

nous soyons saisis d'autres ordres de renvoi, mais le Sous-comité du programme et de la procédure doit s'occuper de l'ensemble des travaux du comité.

En présentant ma première motion, ce que j'ai voulu faire c'est essayer de former un groupe qui étudierait simplement la question de la MIUF. Or, M. Lang a présenté une motion qui a pour effet de constituer un comité chargé d'étudier la MIUF; mais rien n'est dit à propos de la composition de ce comité, car en droit, je ne crois pas qu'il existe quoi que ce soit qui ressemble à un comité directeur. Nous n'en connaissons pas sa composition, ni son président . . .

Le président: Excusez-moi, monsieur Hawkes, mais je crois que M. Lang fait allusion au comité directeur qui siège en permanence. Ce comité est élu chaque année, lorsqu'il s'agit d'établir la composition du Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales. Je pense que c'est là le comité auquel vous faites allusion, monsieur Lang.

M. Lang: Oui.

Le président: Je voulais tout simplement que les choses soient bien claires.

M. Hawkes: Si telle est son intention, je propose qu'il modifie l'expression «comité directeur». Mais ce qui m'intéresserait davantage, c'est que soit créé un comité directeur sur la MIUF, comité qui serait composé de ceux qui siègent à notre comité, c'est-à-dire quatre libéraux, deux conservateurs et un néo-démocrate, qui étudierait tout ce qui se rapporte à la MIUF, et qui pourrait comprendre les témoins et les détails techniques, et prendre des décisions.

Le président: Bien. C'est là ce qui vous préoccupe.

M. Hawkes: Je voudrais soulever un autre point à propos de cette motion. Je voudrais également faire remarquer au comité que pour tout ce qui ne touchera pas à la convocation des témoins, nous devons alors, si nous adoptons cette motion, avoir un quorum du comité plénier. Si une décision quelconque est prise, vous devrez convoquer le comité plénier et obtenir le quorum.

M. Lapierre: Bien sûr, bien sûr; nous avons tous dit cela.

M. Hawkes: C'est nécessaire pour en arriver à une quelconque décision juridique. Or, cette motion restreindrait considérablement les pouvoirs du sous-groupe. C'est pourquoi je pense qu'elle risquerait de causer des difficultés avant la fin de l'été.

Le président: Monsieur Hawkes, si l'on se rapporte à l'ordre de renvoi, on constate que cet ordre y figure. Je n'ai cependant pas besoin de relire tout cela, car il est très clair que nous allons tenir compte des 8 articles inscrits à l'ordre de renvoi de la Chambre. Il porte sur tous les genres de problèmes qui sont liés à l'urée. Tout le monde est-il prêt à voter?

Des voix: Oui.

Le président: Est-il nécessaire de lire la résolution?

Des voix: Non, non. Dispensons-nous en.

[Text]

The Chairman: Thank you. All those in favour of Mr. Lang's motion?

Mr. Hawkes: A recorded vote, please.

The Chairman: Mr. Hawkes asks for a recorded vote.

Motion agreed to: yeas, 11; nays, 8.

Mr. Kristiansen: Just on a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: On a point of order, Mr. Kristiansen.

Mr. Kristiansen: You may or may not be able to change the result, but I was reading something at the time and was caught unawares. I should have voted no, rather than yes.

Mr. Skelly: That is the joy of majority government.

The Chairman: I asked the committee if I should reread the motion and all members mentioned that there was no need to do so. You should learn the motion. I cannot change the vote. Mr. Skelly, on a point of order.

Mr. Skelly: Just on a point of clarification, Mr. Chairman, committees do allow votes to be re-recorded. Certainly we are not playing a game here. This is a serious matter and if the member has requested his vote be changed, maybe unanimous consent of the committee would deal with that.

The Chairman: Do you want to change your vote?

Mr. Kristiansen: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Skelly, it is a political comedy. If you wish to change your vote, it is up to you to decide.

Mr. Kristiansen: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: Well, what are you against and what are you for? Please explain.

Mr. Kristiansen: I am opposing the motion, Mr. Chairman. I am against the motion.

The Chairman: You are opposing the motion?

Mr. Kristiansen: Yes.

The Chairman: And you heard the motion? Okay? I will ask the clerk to get the new result of the vote because, according to *Beauchesne* on votes and proceedings, "an error noted during a division may be corrected before a total is announced"; dated August 9, 1977.

Miss MacDonald: That is what I said to you, Mr. Chairman.

The Chairman: And you are completely right.

The Clerk of the Committee: The motion still carries though; yeas, 10; nays, 9.

The Chairman: The motion still carries 10 to 9. Agreed. Mr. Skelly.

[Translation]

Le président: Merci. Tous ceux qui sont d'accord avec la motion de M. Lang.

M. Hawkes: Un vote par appel nominal, s'il vous plaît.

Le président: M. Hawkes demande un vote par appel nominal.

La résolution est adoptée par onze voix contre huit.

M. Kristiansen: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Rappel au Règlement, M. Kristiansen.

M. Kristiansen: Il se peut que vous ne soyez pas en mesure de modifier le résultat du vote, mais je lisais quelque chose lorsqu'il a été pris, je ne m'en suis donc pas rendu compte. J'aurais voté contre et non pour.

M. Skelly: Ce sont les joies des gouvernements majoritaires.

Le président: J'ai demandé au comité s'il était nécessaire de relire la résolution et tous les députés m'ont répondu que non. Vous devriez apprendre cette motion. De toute façon, je ne peux pas modifier les résultats du vote. M. Skelly, vous invoquer le Règlement?

M. Skelly: A titre d'éclaircissement, monsieur le président, les comités permettent que les votes soient repris. Enfin, il ne s'agit pas d'un jeu ici, mais bien d'une question importante. Si un député demande de modifier son vote, ce devrait être possible, s'il obtient le consentement unanime du comité.

Le président: Tenez-vous à modifier votre vote?

M. Kristiansen: Oui, monsieur le président.

Le président: Monsieur Skelly, c'est une comédie politique. C'est à vous de décider si vous voulez modifier votre vote.

M. Kristiansen: Oui, monsieur le président.

Le président: Je vous demanderais donc de préciser ce avec quoi vous êtes d'accord et ce à quoi vous vous opposez.

M. Kristiansen: Je m'oppose à la motion, monsieur le président. Je suis donc contre cette résolution.

Le président: Vous êtes contre?

M. Kristiansen: Oui.

Le président: En avez-vous entendu le contenu? Oui. Je vais donc maintenant demander au greffier de nous communiquer les nouveaux résultats du vote, car d'après le *Beauchesne*, pour ce qui est de la prise du vote et des procédures qui s'y rapportent, «une erreur notée pendant le vote peut être corrigée avant l'annonce des résultats du tour». Cela date du 9 août 1977.

Mlle MacDonald: C'est ce que je vous disais, monsieur le président.

Le président: Vous avez tout à fait raison.

Le greffier du comité: La motion est quand même adoptée par dix voix contre neuf.

Le président: La résolution est malgré tout adoptée, par dix voix contre neuf. M. Skelly.

[Texte]

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I would like to move that those parties interested in submitting a preliminary list of witnesses would do so before the House rises, and the steering committee would have the authority to call those witnesses that they agree upon, and notify those witnesses that they would be expected to testify before the committee when its meetings are called.

• 1215

The Chairman: Would you please write out your motion, because it is quite a wide motion and we already have the report of the subcommittee on agenda. We decided at that time a specific agenda for the briefs and a specific schedule for the public hearings, and—

An hon. Member: Also to pay the witnesses' travel and expenses.

The Chairman: To and from.

An hon. Member: Is it that the committee be authorized to pay witnesses for their appearance?

Mr. Skelly: I move that the subcommittee be authorized to notify a preliminary list of witnesses before the House rises, and that the committee be authorized to pay witnesses for their travel and expenses.

The Chairman: I think it is two different items. Expenses for the witnesses, it is automatic that we have a motion on that, to pay expenses for the—

Mr. Skelly: Divide the motion.

The Chairman: The first part of your motion is that the subcommittee be authorized to notify a preliminary list of witnesses before the House rises, and that the committee be authorized to pay witnesses for Yes, it is automatic that we will pay expenses for the

Shall the motion carry?

Motion agreed to.

Mr. Skelly: The second motion that I, for our part, would like to put is that this committee have the authority to sit from September 15 on, and that the schedule of meetings would be decided by the Subcommittee on Procedure and Agenda.

M. Dubois: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Monsieur Dubois.

M. Dubois: Je vois que M. Skelly veut présenter une motion concernant le 15 septembre. Est-ce qu'il veut, par cette motion-là, remplacer le paragraphe 2 du rapport du Sous-comité du programme et de la procédure?

Miss MacDonald: No. 4. No. 2 has been decided.

[Traduction]

M. Skelly: Monsieur le président, je propose que ceux qui veulent déposer une liste provisoire de témoins le fassent avant la prorogation des travaux de la Chambre, ce qui permettra au comité directeur de joindre les personnes en question afin qu'elles sachent qu'elles devront comparaître devant le comité lorsque celui-ci se réunira.

Le président: Auriez-vous l'obligeance de rédiger votre motion, car elle est très vaste et nous sommes déjà saisis du rapport du Sous-comité sur le programme et la procédure. Nous avons en effet déjà adopté un calendrier précis relatif à la présentation de mémoires, et un autre se rapportant aux audiences publiques, et . . .

Une voix: Nous avons aussi déjà décidé de payer les frais de déplacement et d'hébergement des témoins.

Le président: L'aller et le retour.

Une voix: Est-ce que cela veut dire que le comité est autorisé à payer les témoins pour qu'ils comparaissent?

M. Skelly: Je propose que le sous-comité soit autorisé à communiquer une liste provisoire de témoins avant la prorogation des travaux de la Chambre, et que le comité soit également autorisé à payer les frais de déplacement et d'hébergement desdits témoins.

Le président: Je crois qu'il y a deux choses ici. Pour ce qui est des dépenses, nous adoptons automatiquement une résolution relative à cela . . .

M. Skelly: Il faudrait diviser la motion en deux.

Le président: La première partie de votre motion demande que le sous-comité soit autorisé à communiquer une liste provisoire de témoins avant la prorogation des travaux de la Chambre; vous demandez ensuite que le comité soit autorisé à payer les frais de déplacement et d'hébergement des témoins . . . Oui, il était entendu que nous payerions les frais des témoins.

La motion est-elle adoptée?

La motion est adoptée.

M. Skelly: Deuxièmement, j'aimerais proposer que notre comité soit autorisé à siéger à partir du 15 septembre et que le Sous-comité du programme et de la procédure fixe le calendrier des réunions.

Mr. Dubois: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Mr. Dubois.

Mr. Dubois: I see that Mr. Skelly wants to submit a motion concerning the 15th of September. Does he want this motion to replace paragraph 2 of the Subcommittee on Agenda and Procedure's Report?

Mlle MacDonald: Il s'agit du paragraphe 4, car on s'est déjà prononcé sur le numéro 2.

[Text]

An hon. Member: No, it has not. We just carried No. 1.

Miss MacDonald: I am sure we agreed to No. 2. I do not know what you people were doing, but we agreed to No. 2.

Mr. Dubois: No, no, no. We did not agree to No. 2.

Mr. Skelly: There was a question in paragraph 2, Mr. Chairman, as to making the dates consistent. We used September 20, but would anybody have any objection if we called for them on the same date that we get the briefing book, September 15?

Some hon. Members: No.

Mr. Dubois: Mr. Chairman, I have a technical point.

The Chairman: Mr. Dubois.

Mr. Dubois: Mr. Chairman, if we give the authority that we send some notice to the journals in Canada, when the first appearance in the journals we have for the public, because if I remember in some other committees, when they give the order to the division to send the notice to the journals when this notice will be published, it is very important to settle our final date to have the reports of the people who want to submit some consideration. So it is a problem that we will have technically.

The Chairman: Yes. We will publish the advertising probably next week. I am going to ask the clerk for the clerical work on that matter. As soon as possible, we will reserve some space in all newspapers, as we mentioned, not only the Canadian dailies but the trade publications and medical journals, and that is the reason why we mentioned in item 2 on the subcommittee report that the deadline for receiving submissions was at the time September 20. Now, we have reduced the period. Is it your intention to reduce the period, the time, for sending their testimony to the—

• 1220

Mr. Skelly: I think in our discussions in the subcommittee, Mr. Chairman, what had occurred was we wanted to put a deadline in, not to be used as a deadline but to encourage people to produce their briefs early, but there was, I would say, general acceptance of the idea that as briefs came in they would be circulated to the committee and become part of the process. We did not want to exclude briefs; we simply wanted to encourage people to get to work on them right away and submit them as soon as possible. So if we move that deadline by five days it is not going to hurt anything.

The Chairman: I respect this point of view, Mr. Skelly, but if you remember at that time when we discussed possibilities to get a shorter time, you referred to the 15th. The 15th is a Wednesday and the 20th is a Monday. It gave to all people,

[Translation]

Une voix: Non, ce n'est pas vrai. Nous avons simplement adopté le paragraphe 1.

Mlle MacDonald: Je suis certaine que nous avons adopté le paragraphe 2. J'ignore ce que vous autres faisiez, mais nous, nous avons adopté le numéro 2.

M. Dubois: Non, non, non. Nous n'avons pas adopté le numéro 2.

M. Skelly: Monsieur le président, pour ce qui est du paragraphe 2, nous avons dit qu'il fallait uniformiser les dates. Nous avions inscrit le 20 septembre, mais quelqu'un s'opposerait-il à ce que nous remplacions cette date par celle qui figure dans le livret de renseignements, c'est-à-dire le 15 du même mois?

Des voix: Non.

M. Dubois: Monsieur le président, j'ai une question de nature technique à poser.

Le président: Monsieur Dubois.

M. Dubois: Monsieur le président, si nous décidons d'avertir les journaux du Canada de la tenue des audiences, il est très important de nous entendre sur la date à laquelle nous voulons avoir reçu les mémoires de ceux que ces questions intéressent. Je me souviens que c'est ce qu'on a fait dans certains autres comités lorsqu'il avait fallu avertir les journaux. Il nous faudra régler cette question technique.

Le président: Oui. Nous ferons probablement publier cet avis la semaine prochaine. Je vais demander au greffier de faire le nécessaire à ce sujet. Nous réserverons dès que possible l'espace nécessaire pour la publication de cet avis dans non seulement dans les quotidiens canadiens, mais également les publications spécialisées, comme les journaux médicaux et les revues commerciales. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'article 2 du rapport du sous-comité précise que l'échéance pour la remise des mémoires est le 20 septembre. C'est la date qu'on avait choisie. Nous venons à présent de diminuer la période. Est-ce votre intention de diminuer la période, le laps de temps, pour l'envoi des témoignages au...

M. Skelly: Dans nos discussions au sous-comité, monsieur le président, nous avons voulu introduire des délais, non pas tant de façon impérative que pour encourager les gens à présenter rapidement leurs mémoires; nous étions convenus, en majorité, que ces mémoires seraient diffusés aux membres du comité dès leur réception, et feraient partie du processus de travail. Notre intention n'était pas d'exclure des mémoires, mais simplement d'encourager les gens à se mettre tout de suite au travail, et à présenter leur mémoire le plus rapidement possible. Si nous modifions donc ce délai de cinq jours, cela marchera tout aussi bien.

Le président: Je comprends votre point de vue, monsieur Skelly, mais vous vous rappellerez que lorsque nous avons envisagé des possibilités d'abréger le délai, vous parliez du 15. Or le 15 est un mercredi, et le 20 est un lundi. Nous donnions

[Texte]

the ones who wanted to send a brief, a full week. I do not think we should discuss a longer time and that it should be the 15th or the 20th, because it is only two days more in the week. A complete week means the 20th and the 15th means the half of September. That is the only . . . Yes, Madam MacDonald.

Miss MacDonald: Mr. Chairman, just on this point. While I understand Mr. Skelly's desire to try to have everything conform to the one date, nevertheless the submissions are not necessarily the people who are going to appear as witnesses, and I think there should be as much latitude given them as possible to get submissions in. We all have to recognize the fact that even if the notice appears in the paper, say, by August 15, most groups will not be functioning again until after Labour Day. Therefore, to get a brief written and to submit it is going to take them a period of time, and I think it would be an unduly short period of time if they had just, say, from the time after Labour Day, which is when they will really begin to operate, and the 15th. I doubt that by trying to make the dates consistent we really accomplish anything. In fact, if I had been making the suggestion, I would have put it the other way to allow the submission of briefs, which are not, as I say, necessarily the documents we would be having from organizations and witnesses which appear before us.

Mr. Skelly: In my response on that, it is not critical either, because the witnesses are really the ones that we were looking for and the earlier to hear them out. If others appear out of the briefs, it is no problem.

The Chairman: Could we go on to No. 2 and as written on September 28?

Some hon. Members: Agreed.

An hon. Member: The 28th?

The Chairman: The 20th. I just mention that when we advertise for briefs in Canadian dailies, trade publications, and medical journals, that is going to be when possible, because some special reviews do not publish at this time and we will just add the words "when possible" for all reviews. Okay? Agreed? Agreed—No. 2.

Now, could we go on? I think it has been agreed on No. 3 for the Library—

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): May I speak?

The Chairman: Yes, Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): If I may speak to No. 3, Mr. Chairman. Members of the Subcommittee on Agenda and Procedure were asked to submit lists of possible witnesses to you and, indeed, to this full committee. We have drawn up a

[Traduction]

ainsi une semaine entière à tous ceux qui avaient l'intention d'envoyer un mémoire. Je ne crois pas que nous devrions envisager un délai plus long, ni discuter si ce délai doit être fixé au 15 ou au 20, parce que cela ne fait qu'une différence de 2 jours ouvrables. Si nous fixons la date au 20, cela donne une semaine complète et le 15 nous amène à la mi-septembre. C'est la seule . . . Oui, madame MacDonald.

Mlle MacDonald: Un petit commentaire sur cette question, monsieur le président. Je comprends que M. Skelly préférerait que tout soit prévu en fonction d'une date fixe, mais les mémoires n'émanent pas seulement de ceux qui vont comparaître comme témoin, et je crois qu'il conviendrait de donner le maximum de latitude à ceux qui veulent en présenter. Nous devons tous reconnaître que même si l'annonce paraît dans le journal au plus tard, mettons, le 15 août, la plupart des groupes ne feront rien avant la Fête du travail. Or, la composition d'un mémoire et sa présentation vont leur prendre un certain temps, et ils ne disposeraient d'un délai trop bref si on ne leur donnait, par exemple, que la période allant de la Fête du travail—à partir duquel ces groupes commenceront à réellement fonctionner—et le 15. Je ne pense pas que nous réglions le problème en essayant d'harmoniser les dates. Si j'avais fait une proposition, en fait j'aurais procédé en sens inverse afin de faciliter la présentation de mémoires qui ne sont pas nécessairement, comme je l'ai dit, les documents que présenteront les organisations ou témoins qui comparaitront devant nous.

M. Skelly: Pour moi, cette question n'est pas non plus critique, car ce sont les témoins auxquels nous avons pensé en priorité, et que nous voulions entendre le plus tôt possible. Si d'autres veulent faire connaître leur position, cela ne pose pas de problème.

Le président: Pourrions-nous passer à la recommandation numéro 2, avec la date du 28 septembre comme prévu, les mémoires devant être alors reçus le 20 septembre au plus tard?

Des voix: D'accord.

Une voix: Le 28?

Le président: Le 20. Je voudrais simplement signaler que lorsque nous plaçons des annonces publicitaires dans les quotidiens canadiens, dans les publications spécialisées et dans les journaux médicaux, nous ne pouvons pas être sûrs de leur date de parution, car certaines revues spécialisées ne paraissent pas pendant cette période; nous devons donc stipuler que l'annonce paraisse aussitôt que possible. Est-ce que vous êtes d'accord? La recommandation numéro 2 est adoptée.

Est-ce qu'on peut continuer? En ce qui concerne la recommandation numéro 3, nous étions convenus que la Bibliothèque . . .

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Puis-je parler, monsieur le président?

Le président: Allez-y, monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je voudrais parler de la recommandation numéro 3, monsieur le président. Les membres du Sous-comité du programme et de la procédure devaient vous présenter des listes de témoins éventuels, à vous

[Text]

list of witnesses which I think it would be generally agreed are key witnesses to the whole urea formaldehyde foam insulation story, and I would like to move, as an amendment to this No. 3 section, which would also include further discussion and the list being prepared also submitted to the Library of Parliament, that since we are in full committee, and that this committee can give direction to the Subcommittee on Agenda and Procedure when the House is not sitting, the list that I have circulated of these witnesses be heard and scheduled.

The Chairman: It seems to me it is difficult to entertain this kind of motion if we refer to the other motion, because you gave the power to the subcommittee to make the selection. Now we have put a list, and we have mentioned that you have decided and you have the direction to appoint this list, and I do not think it is fair with the motion we have already voted on. I do not think we can entertain . . . I think we can rephrase that—

• 1225

Mr. Dubois: This motion is all over.

The Chairman: I think it is against the first motion that we have already decided when you gave the power to the steering committee.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Could I rephrase it, then, as a separate motion, Mr. Chairman?

The Chairman: Would you please rewrite your motion? I will give you this list. I do not think we can accept a motion that you already adopted.

Mr. Bloomfield: Your motion should be that you refer it to the subcommittee for their consideration, Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Yes.

The Chairman: Because we have already accepted the motion that Mr. Peter Lang—and the subcommittee has to be empowered to decide to call witnesses when the House is not sitting. I think if we go on your motion, Mr. Scott, it is against the first motion that we have already agreed on.

Is number 3 agreed to?

Mr. Skelly: No, hold it, Mr. Chairman. Explain to me how the witnesses will be selected and called. That is not exactly what that—

The Chairman: As we mentioned in the steering committee, I think, each party has been asked to submit a list to the steering committee of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, and we have also asked the library to send us a suggested list, and at that time the subcommittee will decide the final list. We will select the final list, and we will ask the clerk to call people on the list. This meeting will be as soon as possible and not necessarily after September 20 as

[Translation]

ainsi qu'à l'ensemble du comité. Nous avons dressé une liste de témoins dont la participation est assurément essentielle à toute étude sérieuse de la question de la mousse isolante d'urée-formol. Je voudrais donc proposer un amendement à cette recommandation numéro 3. Elle prévoit des discussions ultérieures ainsi que la présentation à la Bibliothèque du Parlement de la liste en cours de préparation. Or, puisque tous les membres du comité sont ici, et que ce comité est habilité à guider les travaux du sous-comité du programme et de la procédure lorsque le Parlement ne siège pas, je propose que nous convoquions et entendions les témoins de la liste que j'ai distribuée.

Le président: Il me paraît difficile d'accepter une telle motion compte tenu de la motion précédente, car vous avez habilité le sous-comité à procéder à la sélection. Nous avons à présent dressé une liste, et nous avons mentionné qu'une décision a été prise à propos de cette liste, et je ne pense pas que votre motion soit compatible avec celle que nous avons déjà approuvée. Je ne pense pas que nous puissions considérer . . . je crois que nous devons formuler cela différemment . . .

M. Dubois: Cette motion est inacceptable.

Le président: Je crois qu'elle va à l'encontre de la première motion, et que nous avons réglé cette question lorsque vous avez délégué ces pouvoirs au comité de direction.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Pourrais-je alors la reformuler comme motion à part, monsieur le président?

Le président: Voulez-vous, s'il vous plaît, reformuler votre motion par écrit? Je vais vous donner cette liste. Je ne pense pas que nous puissions accepter une motion que vous avez déjà adoptée.

M. Bloomfield: Vous devriez mettre dans votre motion que vous renvoyez la liste devant le sous-comité, pour étude, monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Oui.

Le président: Car nous avons déjà approuvé une motion habilitant M. Peter Lang, ainsi que le sous-comité, à convoquer des témoins lorsque le Parlement ne siège pas. Si nous adoptions votre motion, monsieur Scott, cela irait à l'encontre de la première motion que nous avons déjà adoptée.

Sommes-nous d'accord sur la recommandation numéro trois?

M. Skelly: Non, un instant, monsieur le président. Expliquez-moi comment les témoins seront choisis et convoqués. Ce n'est pas exactement ce que . . .

Le président: Comme nous l'avons vu au sein du comité de direction, il a été demandé à chaque parti de présenter une liste au comité de direction du Comité permanent de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales, et nous avons également demandé à la bibliothèque de nous envoyer un projet de liste; le sous-comité établira alors la liste définitive. Nous ferons notre choix et demanderons au greffier de convoquer les gens ainsi choisis. Cette réunion aura lieu dans les plus

[*Texte*]

we do in that motion, and we agreed on that. It is the specific list submitted by all parties and the library.

Mr. Skelly: In terms of submitting our list, we agreed to a motion that said that each party would submit a preliminary list and that those witnesses would be notified before the House rises. Is that correct?

The Chairman: Yes, but we will discuss the selection of the companies and the individuals who want to appear before this committee. The selection will be made through the subcommittee.

Mr. Skelly: Right. You will be calling a meeting, then, before the House rises to finalize—

The Chairman: Yes, as soon as possible. Just let me know when you will be ready for a meeting; I will be available any time during the summer for this specific matter.

Mr. Skelly: Okay. But before the House rises was the previous motion and—

The Chairman: Just let me know and we will call a meeting and will make a selection and will ask the clerk to send a letter to—

Some hon. Members: Labour Day, Labour Day.

The Chairman: Okay.

Paragraph 3 agreed to.

The Chairman: Is number 4 agreed to?

Mr. Skelly: I have a motion on number 4. I move that this committee sit as necessary from September 15 and that the schedule of meetings be decided by the Subcommittee on Agenda and Procedure.

If I might speak to that briefly. It says that if certain witnesses are not going to be available in the period of time we have set for that rather intense period the Subcommittee on Agenda and Procedure would have the power to schedule them, if it were required, any time after September 15.

The Chairman: Are you referring to the special list submitted by the three parties and the library?

Mr. Skelly: Yes. Of witnesses, right.

The Chairman: Only? Not the public list coming from the advertisement that we are going to put in the paper?

Mr. Skelly: Right. So if we agree on certain individuals who find that they cannot be available during that intense period, but they could in fact be available sometime between September 15 and the reconvening of the House, the Subcommittee on Agenda and Procedure would be empowered to schedule a meeting that would be acceptable to them and the witnesses.

The Chairman: It seems to me that it is opposed to the number 2 motion where we have already given the power to

[*Traduction*]

brefs délais, et nous avons décidé que nous n'attendrions pas forcément jusqu'après le 20 septembre, comme il est dit dans cette motion. Il s'agit de la liste présentée par tous les partis et par la bibliothèque.

M. Skelly: En ce qui concerne la proposition de listes, nous étions convenus que chaque parti présenterait une liste préliminaire et que les témoins seraient avertis avant l'ajournement du Parlement. Est-ce bien cela?

Le président: Oui, mais nous discuterons de la sélection des sociétés et des personnes qui veulent comparaître devant ce comité. La sélection sera faite par le sous-comité.

M. Skelly: Vous convoquerez donc une réunion avant que le Parlement ne lève la session pour arrêter . . .

Le président: Oui, dans les plus brefs délais. Faites-moi simplement savoir quand vous êtes prêts à vous réunir; je serai à votre disposition pour cela tout l'été.

M. Skelly: Très bien, mais il était dit, dans la motion précédente, «avant l'ajournement du Parlement» et . . .

Le président: Faites-le moi savoir, et nous convoquerons le comité, procéderons à la sélection et demanderons au greffier d'envoyer une lettre à . . .

Des voix: La Fête du travail, la Fête du travail.

Le président: Très bien.

Le paragraphe 3 est adopté.

Le président: Est-ce que vous êtes d'accord pour le paragraphe 4?

M. Skelly: J'ai une motion pour le paragraphe 4. Je propose que ce comité siège, au besoin, à partir du 15 septembre, et que le calendrier des séances soit établi par le sous-comité du programme et de la procédure.

Permettez-moi d'ajouter quelques mots. Il est prévu qu'au cas où certains témoins ne seraient pas disponibles pendant les délais assez serrés que nous nous sommes donnés, le sous-comité du programme et de la procédure serait habilité à les inviter à comparaître, s'il le faut, après le 15 septembre.

Le président: Est-ce que vous parlez de la liste spéciale soumise par les trois partis et par la bibliothèque?

M. Skelly: Oui, celle des témoins.

Le président: Seulement? Vous ne parlez pas de la liste publique qui sera composée à la suite des annonces que nous allons publier dans les journaux?

M. Skelly: Si. Si nous nous mettons donc d'accord sur des personnes, et que certaines d'entre elles ne sont pas disponibles pendant la période de travaux intensifs, mais pourraient comparaître entre le 15 septembre et la réouverture du Parlement, le sous-comité du programme et de la procédure serait habilité à fixer une date de comparution qui conviendrait au comité et aux témoins.

Le président: Il me semble que cela ne s'accorde pas avec la motion numéro deux, par laquelle nous donnons déjà au

[Text]

the subcommittee to decide on this. I am going to reread Mr. Lang's motion. Moved that:

... for the purposes of the Committee's responsibility in relation to UFFI ...

—and so on and so forth—

... this Committee direct the Sub-committee on Agenda and Procedure to be empowered to decide and call witnesses when the House is not sitting.

I think if we deal with this motion we have all agreed to, we do not need some other motion ...

• 1230

Miss MacDonald: Mr. Chairman, if I may just speak on this, you have already given the subcommittee the flexibility it needs to hear witnesses when the House is not sitting.

Some hon. Members: No, no.

Miss MacDonald: To call.

The Chairman: To select the list to call.

Miss MacDonald: Yes, to select the list when the House is not sitting. But surely what this motion would do is give the subcommittee the additional flexibility it would require if in looking at the lists before it from all three parties and from the Library of Parliament it found that the time that is listed here as the first schedule of public hearings either does not coincide with their availability, or in fact, as I think will happen, so many witnesses are selected that in your wisdom you decide that it is necessary to begin before October 4. You would have that flexibility. It may not come about, but at least you would have the flexibility to do it.

The Chairman: If I may comment on that, it seems to me that for the specific lists we are referring to from the three parties and the library, you are giving them a special status, because we are not respecting the schedule for the public hearings. It seems to me you are giving them a special status; and I do not think we should give them a special status.

Miss MacDonald: No, it is not a special status.

The Chairman: We should go onto the motion that has been passed, Mr. Lang's motion, and forget the subdelegating power.

Mr. Skelly: We are dealing with item number 4 on the committee's report. It makes sense to set aside a week of concentrated hearings in which we go through witnesses. I would not want to rush through them, but certainly we could aim people at that week. But all this motion does—it has nothing to do with calling witnesses. If witnesses say they cannot be available in that period of time, then it allows the Subcommittee on Agenda and Procedure—which Mr. Lang's motion I do not think does; it simply allows witnesses to be called within the time frame you have specified in item number four—this allows us as a committee, if we deem it in our best interests through the subcommittee, to call these witnesses at any time between September 15 and the first

[Translation]

sous-comité le pouvoir d'en décider. Je vais relire la motion de M. Lang:

... en ce qui concerne la responsabilité du comité concernant la MIUF ...

—et cetera, et cetera—

... le comité habilite le sous-comité du programme et de la procédure à prendre les décisions et à convoquer des témoins lorsque la Chambre ne siège pas.

Puisque nous avons accepté cette motion, je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'en avoir une nouvelle ...

Mlle MacDonald: Monsieur le président, à ce propos, vous avez déjà donné au sous-comité la possibilité d'entendre des témoins lors de l'intersession.

Des voix: Non, non.

Mlle MacDonald: De convoquer des témoins.

Le président: De choisir une liste.

Mlle MacDonald: Oui, de choisir la liste quand la Chambre ne siège pas. Mais je crois tout de même que cette motion donne au sous-comité la possibilité de prendre certaines décisions s'il constate, après avoir examiné les listes soumises par les trois partis et par la Bibliothèque du Parlement, que certains témoins ne pourront pas comparaître lors de la période prévue pour la première série d'audiences publiques ou si, comme je pense que ce sera le cas, le nombre de témoins est tellement nombreux qu'il faudra commencer avant le 4 octobre. Vous aurez cette latitude. Peut-être qu'une telle décision ne s'imposera pas mais vous auriez au moins la possibilité de trancher.

Le président: Si vous me permettez un commentaire, il me semble que vous accordez un statut spécial aux listes établies par les trois partis et la bibliothèque eu ne respectant pas le calendrier prévu pour les autres intervenants. Je ne crois pas que vous devriez leur donner ce statut spécial.

Mlle MacDonald: Non, ce n'est pas un statut spécial.

Le président: Nous devrions considérer la motion qui a été adoptée, celle de M. Lang, et oublier le pouvoir de délégation.

M. Skelly: Nous parlons du paragraphe 4 du rapport du comité. Il est raisonnable de consacrer une semaine à une série intensive d'audiences des témoins. Je ne veux pas précipiter les choses mais nous pourrions du moins essayer de prévoir les comparutions pour cette semaine là. Mais cette motion ne concerne pas du tout la convocation de témoins. Si les témoins ne peuvent pas venir à ce moment-là, elle permet au comité de l'ordre du jour et de la procédure ... je ne crois pas que ce soit le cas de la motion de M. Lang; elle permet simplement la convocation de témoins dans la période fixée au paragraphe 4 ... cela nous donne la possibilité comme comité, si le sous-comité l'estime nécessaire, de convoquer des témoins pour n'importe quelle date entre le 15 septembre et la première

[Texte]

week. You have not lost any control of the situation. You still control the subcommittee. If it is a problem, we just simply deal with it there. But it gives flexibility.

The Chairman: We can extend this flexibility to all organizations once they submit their reports. Why do we extend this flexibility only to this pre-selected list?

Miss MacDonald: Mr. Chairman, we may want to ask a lot more than we first envisaged.

The Chairman: We would want to entertain this motion, but I think, as for myself, it gives a special status for the selected list.

Miss MacDonald: No. Special status is only a—

Le président: Monsieur Dubois.

M. Dubois: Monsieur le président, j'aimerais qu'on me relise cette motion-là. Je ne sais pas si vous l'avez devant vous; j'aimerais que vous me la lisiez. En tout cas, d'après ce que j'ai entendu, on parle du 15 septembre. Je ne peux pas voir comment on pourrait entendre des témoins le 15 septembre alors qu'au paragraphe 2, on dit que la date limite pour recevoir les mémoires est le 20 septembre. Il faudrait quand même être juste envers les gens et leur laisser le temps de soumettre leur mémoire.

Deuxièmement, M. Skelly nous dit que si certaines gens n'étaient pas disponibles pour venir aux dates que l'on propose... Eh bien, écoutez: on peut mettre un avis dans les journaux et donner aux gens une date limite pour soumettre leurs mémoires. A ce moment-là, le greffier va appeler les gens et leur dire: on commence l'audition des témoins, et les dates sont celles-ci; il peut y avoir des dates postérieures au 8 octobre. Quand des témoins demandent à comparaître devant un comité de la Chambre, ils doivent, par respect pour les membres du Comité de la Chambre, se rendre disponibles pour les dates que le Comité va leur suggérer. Si on commence à dire: non, moi, je ne peux pas venir le 1^{er} octobre, mais je pourrais venir le 16 septembre... Le Comité peut dire: on aimerait bien vous entendre à telle date, tout en étant quand même flexible. En tout cas, à d'autres comités, quand on dit: soyez là à telle date, eh bien, vous devez vous conformer à cette date-là. Je suis peut-être allé trop loin en faisant mes commentaires sur la motion. J'aimerais bien entendre de nouveau cette motion de M. Skelly, parce que je trouve que la date du 15 septembre n'est pas conciliable avec le paragraphe 2.

• 1235

The Chairman: I am going to ask the clerk to read the motion.

Mr. Friesen: We have now heard. Everybody will fall in line.

The Clerk: Mr. Skelly moves that:

this committee sit, if necessary, from September 15 on, and that the schedule of meetings be decided by the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Some hon. Members: Question.

[Traduction]

semaine. Nous restons maîtres de la situation et du sous-comité. Si un problème survient, nous pouvons le régler en sous-comité. Mais cela nous donne une certaine souplesse.

Le président: Nous pourrions être aussi souples à l'égard de tous les témoins, une fois qu'ils nous soumettent leur rapport. Pourquoi limiter cette souplesse à cette liste pré-établie?

Mlle MacDonald: Monsieur le président, nous voudrions peut-être leur poser beaucoup plus de questions.

Le président: Il faudrait considérer cette motion mais personnellement, je trouve qu'elle accorde un statut spécial à cette liste.

Mlle MacDonald: Non, le statut spécial n'est...

The Chairman: Mr. Dubois.

Mr. Dubois: Mr. Chairman, I would like to have the motion re-read. I do not know whether you have it in front of you, but I would like to hear it again. From what I understood, reference is made to September 15th. I do not understand how we could hear witnesses on September 15th when, in paragraph 2, the deadline for briefs is set as September 20th. We have got to be fair and give people time to submit their briefs.

Secondly, Mr. Skelly tells us that if some people are not available for our proposed time frame, ... then, we can put an advertisement in the newspaper and set a deadline for the submission of briefs. The Clerk will call the people and tell them that the hearings are to begin, indicating the relevant dates; there may be dates following October 8th. When witnesses ask to appear before a committee of the House, they should, out of respect for members of the Committee of the House, make themselves available for the date suggested by the committee. If they start saying that they cannot come on October 1 but maybe on September 16... I think that the committee could easily say that we would like to hear you on such-and-such a date but still show some flexibility. In any case, in other committees when witnesses are told to appear on a particular date, they are expected to stick to it. Maybe I over-reacted in my comments. I would like to hear Mr. Skelly's motion again because I think the date of September 15 is contrary to paragraph 2.

Le président: Je vais demander au greffier de lire la motion.

M. Friesen: Nous pouvons constater que tout le monde suit les ordres.

Le greffier: M. Skelly propose:

que le comité siège, au besoin, à partir du 15 septembre, et que le calendrier des séances soit établi par le sous-comité du programme et de la procédure.

Des voix: Que la motion soit mise aux voix.

[Text]

Motion negated: yeas 9; nays, 10.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: On a point of order, I presume we are back on paragraph 4 which has not been passed. I would assume, and would like your ruling, Mr. Chairman, that if paragraph 4 is passed that means the full committee cannot meet on this issue prior to October 4. That would be the consequence of passing paragraph 4 because it says "first meeting" which would mean that the committee could not meet, regardless of circumstances, prior to October 4.

Mr. Frith: That is right.

Mr. Hawkes: And that is the government's intention.

The Chairman: That is exactly right. That was discussed in the steering committee, and has been approved by all parties on the steering committee, this list as submitted in the report. Are there any other comments on paragraph 4? Paragraph 4 says that the first schedule of public hearings of the committee, subject to the availability of witnesses, will be as follows: Monday, October 4, 1982, 9:30 a.m. to 12:30 p.m. . . . I will just mention one thing, because the schedule is here, but if we need more time could be add an evening session too?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: This is because we now have specific hours in the motion, and if we can have an evening session . . .

Mr. Skelly: You are going to do a roll call on this too, are you?

Mr. Friesen: After the vote I will have a question.

Motion agreed to: yeas, 10; nays, 9.

• 1240

The Chairman: The motion is agreed to, as amended, that we have an evening session, if it is necessary.

Motion, as amended, agreed to: yeas 10; nays, 9.

Mr. Friesen: May I just put my question now, Mr. Chairman?

The Chairman: Mr. Friesen.

Mr. Friesen: Would this schedule allow enough time for witnesses to appear who live in Massachusetts and work for Maislin Corporation?

Mr. Lapierre: That is a stupid question.

The Chairman: Order, please. Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, while this full standing committee is in session now, may I move that this standing committee refer to the Subcommittee on Agenda and Procedure the list of witnesses circulated in my name, and that this list of witnesses be heard.

The Chairman: Do you want to make a motion on it?

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I moved the motion and I will table the list of witnesses, as well.

[Translation]

La motion est rejetée: oui, 9; non, 10.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement. Je suppose que nous revenons au paragraphe 4 qui n'a pas encore été adopté. Il me semble, et je vous demande de le confirmer, monsieur le président, que, si le paragraphe 4 est adopté, le comité plénier ne pourrait pas se réunir avant le 4 octobre pour étudier cette question. En effet, le paragraphe 4 parle «de la première réunion», ce qui signifie que le comité ne pourrait pas se réunir avant le 4 octobre, quelles que soient les circonstances.

M. Frith: C'est exact.

M. Hawkes: C'est conforme à l'intention du gouvernement.

Le président: En effet. Il en a été question à la réunion du comité de direction et tous les partis représentés au sous-comité de direction ont été d'accord. La liste contenue dans le rapport a ainsi été confirmée. Y a-t-il d'autres observations au sujet du paragraphe 4? Il y est prévu que le premier calendrier des séances publiques, compte tenu de la disponibilité des témoins, serait le suivant: Le lundi 4 octobre 1982, de 9h30 à 12h30 . . . le calendrier est établi, mais s'il nous faut plus de temps, peut-on prévoir une réunion le soir?

Des voix: D'accord.

Le président: Les heures de séances sont prévues dans la motion. Or, si nous pouvons avoir une réunion le soir . . .

M. Skelly: Nous allons procéder à un vote enregistré à ce sujet également?

M. Friesen: Après le vote, j'aurai une question à poser.

La motion est adoptée: oui, 10; non, 9.

Le président: La motion modifiée est adoptée. Il y aura donc une réunion en soirée si le besoin s'en fait sentir.

La motion modifiée est adoptée: oui, 10; non, 9.

M. Friesen: Puis-je poser ma question, maintenant, monsieur le président?

Le président: Monsieur Friesen.

M. Friesen: Ce calendrier accordera-t-il suffisamment de temps aux témoins qui demeurent au Massachusetts et qui travaillent pour la compagnie Maislin?

M. Lapierre: C'est une question stupide.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Puisque le comité plénier siège actuellement, puis-je proposer qu'il renvoie au sous-comité du programme et de la procédure la liste des témoins que j'ai fait circuler en mon nom, et que ces témoins soient entendus?

Le président: C'est ce que vous proposez?

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je le propose et je déposerai ladite liste de témoins.

[Texte]

Mr. Lapierre: Mr. Chairman.**The Chairman:** Mr. Lapierre, on the motion.

M. Lapierre: Je comprends très bien que M. Scott veuille soumettre une liste de témoins. J'espère qu'il fera confiance aux représentants du Sous-comité du programme et de la procédure et qu'il pourra leur soumettre ces arguments. Maintenant, il mentionne une liste de témoins qui dit: «*and other interested home owners*». Je pense qu'on parle de 100,000 propriétaires de résidence. Si on exige que le Sous-comité entende tous les propriétaires de maison... Il faudrait commencer par faire une liste. Je pense que le Parti conservateur ne la possède pas. Obliger le Sous-comité à entendre tout le monde, c'est en fait réduire à néant le rôle du Sous-comité. Je suis convaincu que M. Scott a bien confiance aux représentants qui font partie du Sous-comité. Donc, qu'il leur fasse confiance et qu'il délègue un peu d'autorité, même s'il est supposément le seul porte-parole.

The Chairman: Dr. Lang.

Mr. Lang: Mr. Chairman, I think it is worth noting that the memorandum of Mr. Scott is directed to the subcommittee, not to the full committee. It is directed to the subcommittee and that is the proper place for it to be directed. So I think his original intention, when he drew up the memorandum, was right. I am beginning to suspect that the committee unfortunately is getting involved in trying to score some political points on a very important issue.

Some hon. Members: No, no!

An hon. Member: The decision should have been made before we came here, I think.

The Chairman: Do any of you wish to express a view, perhaps? No? I will put the question. All those in favour of the motion... Yes, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman, I want to speak just briefly to the motion.

Do I understand that Mr. Lapierre spoke on behalf of the government, saying that the only objectionable part to the list is the sentence "all interested homeowners"?

Mr. Lapierre: No, no.**Mrs. Killens:** It is the principle.**The Chairman:** No; do not try to be... Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, on a point of order. If we defeat this motion, does that mean that the list of witnesses will not go to the subcommittee?

Some hon. Members: No.

The Chairman: The motion that was already agreed to, is completely different. Should I reread the motion?

Some hon. Members: No.

The Chairman: All those in favour of the motion? We will take a recorded vote.

[Traduction]

M. Lapierre: Monsieur le président.**Le président:** Monsieur Lapierre, au sujet de la motion.

Mr. Lapierre: I can understand that Mr. Scott wants to submit a list of witnesses. However, I hope he will have confidence in his representatives on the subcommittee on Agenda and Procedure; and that he will submit his arguments to them. On another point, his list of witnesses says "and other interested home-owners". This could possibly mean 100,000 home-owners. If the subcommittee has to hear all home-owners... I think that a list should be prepared first. The problem is that the Conservative Party does not have any. Forcing the subcommittee to hear everybody renders it useless for all practical purposes. I am sure Mr. Scott has confidence in his representatives on the subcommittee. So I think they should be trusted and should have some authority delegated to them, even though there is supposedly only one spokesman per party on the issue.

Le président: Monsieur Lang.

M. Lang: Il convient de souligner, je pense, que le mémoire de M. Scott s'adresse au sous-comité et non au Comité plénier. S'il s'adresse au sous-comité, c'est à ce niveau qu'il faut en discuter. Au départ, l'idée de son mémoire était bonne. Je commence à craindre cependant que les membres du Comité cherchent à exploiter politiquement cette question très importante.

Des voix: Non, non.

Une voix: La décision aurait dû être prise avant ce moment-ci.

Le président: Quelqu'un d'autre a-t-il des observations? Non? Je mets la motion aux voix. Ceux qui sont en faveur... Monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Je voudrais dire quelques mots au sujet de la motion, si vous le permettez, monsieur le président.

Dois-je comprendre que M. Lapierre parlait au nom du gouvernement lorsqu'il a dit que la seule partie de la liste à laquelle il s'opposait était «tous les propriétaires intéressés»?

M. Lapierre: Non, non.**M. Killens:** C'est le principe qui est en jeu.**Le président:** N'essayez pas de... M. Skelly.

M. Skelly: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Si nous rejetons cette motion, devons-nous comprendre que la liste des témoins ne sera pas présentée au sous-comité?

Des voix: Non.

Le président: La motion qui a déjà été adoptée était complètement différente. Je vous la lis de nouveau?

Des voix: Non.

Le président: Ceux qui sont en faveur de la motion, s'il vous plaît? Le vote sera enregistré.

[Text]

• 1245

Just a moment. I need a motion to pay the travelling expenses for all witnesses. I need a motion with unanimous consent according to the . . .

Mr. Marceau: Je propose, appuyé par M. Dubois, que les dépenses des témoins qui devront comparaître devant le Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales soient compensées aux taux officiels, selon le Règlement de la Chambre.

La motion est adoptée.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I would just like it on the public record that Mr. Fraser should replace me on this special committee.

The Chairman: Oh, you will not be available this summer.

Mr. Hawkes: Mr. Fraser, along with Mr. Scott, will represent us on the steering committee.

The Chairman: May I have a motion to adopt the report of the subcommittee?

Motion agreed to.

The Chairman: I have just to mention that Dr. Thomas Curren will be the researcher from the library. He has a good background on acid rain, and he has a good background. Unfortunately, I do not have his curriculum vitae.

The meeting is adjourned to the call of the Chair. Have a good summer.

[Translation]

Un moment je vous prie. Il me faut une motion m'autorisant à rembourser les frais de déplacement des témoins. Le Comité doit approuver à l'unanimité . . .

Mr. Marceau: I move, seconded by Mr. Dubois, that the expenses for all witnesses which will appear before the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs be paid at the official rate according to the Standing Orders.

Motion agreed to.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je tiens à indiquer officiellement que M. Fraser devra me remplacer au comité spécial.

Le président: Vous ne serez pas disponible cet été.

M. Hawkes: M. Fraser et M. Scott représenteront notre parti au comité de direction.

Le président: Quelqu'un aurait-il l'obligeance de proposer l'adoption du rapport du sous-comité?

La motion est adoptée.

Le président: Il me reste à indiquer que c'est M. Thomas Curren qui sera le documentaliste prêté par la Bibliothèque. Il a fait un excellent travail pour les Pluies acides. Ses états de service sont irréprochables. Malheureusement, je n'ai pas son curriculum vitae au complet.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président. Je souhaite à tout le monde un bel été.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

CANADA. PARLIAMENT
1 2

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 40

Monday, October 4, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 40

Le lundi 4 octobre 1982

Président: M. Marcel Roy, député

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Inquiry into urea formaldehyde foam insulation

CONCERNANT:

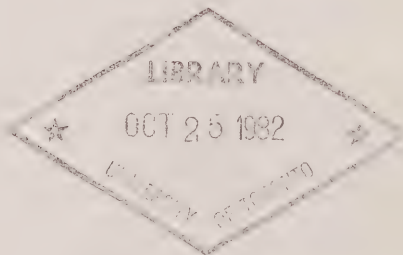
Étude sur la mousse isolante d'urée formol

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Bloomfield
Bossy
Frith
Gurbin
Hawkes

Hudecki
Killens (Mrs.)
Kristiansen
MacDonald (Miss)
Marceau

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

McCauley
McGrath
McLean
Oberle

Scott (*Hamilton—
Wentworth*)
Skelly
Tessier
Watson—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Monday, October 4, 1982:

Mr. Tessier replaced Mr. Lapierre;
Mr. Watson replaced Mr. Dubois.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 4 octobre 1982:

M. Tessier remplace M. Lapierre;
M. Watson remplace M. Dubois.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, OCTOBER 4, 1982

(50)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met *in camera* at 9:40 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Lang, Miss MacDonald, Messrs. Marceau, McCauley, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly, Tessier and Watson.

Witnesses: From the Advisory Council on U.F.F.I.: Mr. Rick Patten, Chairman; Mr. Len Cocolicchio and Mr. Carl Wentzell. *From the Association of Alberta Foam Fighters United:* Mr. Robert Gahan, President; Mr. David Cramer, Vice-President.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Dr. Tom Curren, Mr. Guy Beaumier and Mr. Jacques Rousseau.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, July 26, 1982, regarding urea formaldehyde foam insulation.

At 10:15 o'clock a.m., the *in camera* sitting was suspended.

At 10:20 o'clock a.m., the sitting resumed.

The witnesses made statements and answered questions.

At 1:10 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING

(51)

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 2:15 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Lang, Miss MacDonald, Messrs. Marceau, McCauley, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly, Tessier and Watson.

Witnesses: From the Association of Alberta Foam Fighters United: Mr. David Cramer, Vice-President. *From "La Fédération des Comités de Victimes de la Mousse d'urée du Québec":* Mr. Yves Nantel; Mrs. Nicole Lamer. *From l'Association des victimes de Laval:* Mr. Jacques Gravel. *From HUFFI—Ontario:* Mr. Bill Tell, Chairman Etobicoke Chapter; Dr. Frank Spitzer, Chairman Toronto Chapter; Ms. Pat Clark, Chairman Scarborough Chapter; Mr. Jack Henderson, Chairman Kingston Chapter and Mr. David Morrissey, Scarborough and Windsor Chapters.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Dr. Tom Curren, Mr. Guy Beaumier and Mr. Jacques Rousseau.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, July 26, 1982, on urea formaldehyde foam insulation.

The witnesses made statements and answered questions.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 4 OCTOBRE 1982

(50)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales s'est réuni aujourd'hui à huis clos à 9h40 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: M. Lang, M^{lle} MacDonald, MM. Marceau, McCauley, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly, Tessier et Watson.

Témoins: Du Conseil consultatif de l'U.F.F.I.: M. Rick Patten, président; MM. Len Cocolicchio et Carl Wentzell. *De l'«Association of Alberta Foam Fighters United»:* M. Robert Gahan, président; M. David Cramer, vice-président.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: MM. Tom Curren, Guy Beaumier, et Jacques Rousseau.

Le Comité reprend l'étude sur son Ordre de renvoi du lundi, 26 juillet 1982 portant sur la mousse isolante d'urée formol.

A 10h15, le Comité termine sa séance à huis clos.

A 10h20, le Comité reprend ses travaux.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 13h10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(51)

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales s'est réuni aujourd'hui à 14h15, sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: M. Lang, M^{lle} MacDonald, MM. Marceau, McCauley, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly, Tessier et Watson.

Témoins: De «l'Association of Alberta Foam Fighters United»: M. David Cramer, vice-président. *De la Fédération des Comités de victimes de la mousse d'urée du Québec:* M. Yves Nantel; M^{me} Nicole Lamer. *De l'Association des victimes de Laval:* M. Jacques Gravel. *De l'HUFFI—Ontario:* M. Bill Tell, président du chapitre d'Etobicoke; M. Frank Spitzer, président du chapitre de Toronto; M^{me} Pat Clark, présidente du chapitre de Scarborough; M. Jack Henderson, président du chapitre de Kingston et M. David Morrissey, chapitres de Scarborough et de Windsor.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: MM. Tom Curren, Guy Beaumier, et Jacques Rousseau.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi, 26 juillet 1982 portant sur la mousse isolante d'urée formol.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Tuesday, June 3, 1980, the Chairman authorized that the document entitled—*“La mousse d'urée: une attaque à notre droit à la santé”*—submitted by the *“Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec”* be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix “SNTE-15”)

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Tuesday, June 3, 1980, the Chairman authorized that the document entitled—*“Offre d'achat Formule approuvée par l'Association de l'immeuble du Québec”*—submitted by the *“Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec”* be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix “SNTE-16”)

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Tuesday, June 3, 1980, the Chairman authorized that the document entitled—*“Mémoire présenté par le Comité des victimes de Laval”*—submitted by the *“Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec”* be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix “SNTE-17”)

At 4:20 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 4:30 o'clock p.m., the sitting resumed.

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Tuesday, June 3, 1980, the Chairman authorized that the document entitled—Statement by HUFFI Kingston—submitted by HUFFI Kingston be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix “SNTE-18”)

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Tuesday, June 3, 1980, the Chairman authorized that the document entitled—UFFI Program Expenditures, 1982—submitted by representatives of HUFFI—Ontario be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix “SNTE-19”)

At 6:06 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Conformément à une motion adoptée par le Comité à sa réunion du mardi 3 juin 1980, le président autorise la publication en annexe du procès-verbal et des témoignages de ce jour, du document intitulé—*La mousse d'urée: une attaque à notre droit à la santé*—présenté par la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec. (Voir appendice «SNTE-15»)

Conformément à une motion adoptée par le Comité à sa réunion du mardi 3 juin 1980, le président autorise la publication en annexe du procès-verbal et des témoignages de ce jour, du document intitulé—*Offre d'achat—formule approuvée par l'Association de l'immeuble du Québec*—présenté par la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec. (Voir appendice «SNTE-16»)

Conformément à une motion adoptée par le Comité à sa réunion du mardi 3 juin 1980, le président autorise la publication en annexe du procès-verbal et des témoignages de ce jour, du document intitulé—*mémoire présenté par le Comité des victimes de Laval*—présenté par la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec. (Voir appendice «SNTE-17»)

A 16h20 le Comité suspend ses travaux.

A 16h30, le Comité reprend ses travaux.

Conformément à une motion adoptée par le Comité à sa réunion du mardi 3 juin 1980, le président autorise la publication en annexe du procès-verbal et des témoignages de ce jour, du document intitulé—*Rapport de l'HUFFI Kingston*—présenté par HUFFI Kingston. (Voir appendice «SNTE-18»).

Conformément à une motion adoptée par le Comité à sa réunion du mardi 3 juin 1980, le président autorise la publication en annexe du procès-verbal et des témoignages de ce jour, du document intitulé—*dépenses du programme HUFFI—1982*—présenté par les représentants d'HUFFI-Ontario. (Voir appendice «SNTE-19»)

A 18h06 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Monday, October 4, 1982

• 1019

Le président: A l'ordre! Je vois que nous avons le quorum.

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales reprend l'étude de son ordre de renvoi du lundi 26 juillet concernant la mousse isolante d'urée formol.

Mesdames et messieurs, je voudrais d'abord vous féliciter et vous remercier d'avoir bien voulu assister à la réunion de ce matin pour étudier la question de l'isolation des maisons à l'urée formol au Canada.

Le Parlement a décidé de former un comité spécial pour voir quelle est l'ampleur de ce problème. Eh bien, il dépend de chacun des membres d'étudier le problème dans une optique non partisane afin de faire la lumière sur cette situation.

• 1020

Je pense que ce matin, lors de la séance à huis clos, les députés se sont tous montrés bien objectifs. Ce que nous voulons, c'est faire la lumière sur la situation dans laquelle se trouvent les personnes dont les maisons ont été isolées à la MIUF.

We have already distributed the list of witnesses for the week. We had a steering committee on September 28. We published the order of reference in all papers across the country on August 10 and we have already received 20 briefs from across the country. We will deal with these briefs this week.

A la suite de la parution de l'ordre de renvoi dans les journaux, partout au Canada, le 10 août dernier, le greffier du Comité, M^{me} LaRocque, a reçu vingt mémoires qui ont été envoyés au Comité. La plupart de ces témoins seront entendus au cours de cette semaine. La liste des témoins a déjà été distribuée, mais elle pourrait faire l'objet de certaines modifications que nous pourrions apporter cette semaine, selon la disponibilité des témoins, bien que tous les témoins aient confirmé leur comparution devant le Comité.

Je vous fais grâce de la lecture de l'ordre de renvoi. Je pense qu'il est annexé à notre liste des témoins. Si quelqu'un voulait avoir l'ordre de renvoi du Comité, il nous ferait plaisir de lui remettre la liste des huit points précis sur lesquels le Comité va se pencher afin de faire la lumière sur cette situation.

Monsieur Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, you mentioned the witnesses who had been called. Could the list be confirmed now? I understand there has been some problem in contacting, and possibly recruiting, some of these witnesses, that some company members are reluctant to appear.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le lundi 4 octobre 1982

The Chairman: Order, please. As I can see, we have a quorum.

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs resumes consideration of its Order of Reference dated Monday, July 26th, 1982 relating to urea formaldehyde foam insulation.

Ladies and gentlemen, first I would like to congratulate and thank you for attending, this morning, our meeting to study the issue of insulating houses with urea formaldehyde in Canada.

The Parliament has decided to form an ad hoc committee which will determine the extent of the problem. Well, each of the members is called upon to take an unbiased view of the problem in order to shed some light on that situation.

I think that, this morning, when we met in camera, the members have all been very unbiased. We want to shed some light on the situation of people whose houses have been insulated with UFFI.

Nous avons déjà distribué la liste des témoins qui se présenteront devant nous cette semaine. Un comité directeur s'est réuni le 28 septembre. Nous avons publié l'ordre de renvoi dans tous les journaux du Canada le 10 août dernier et avons déjà reçu 20 mémoires provenant de toutes les régions. Nous étudierons ces mémoires cette semaine.

Following the publication of the order of reference in all papers across the country on August 10, the Clerk of the Committee, Mrs LaRocque, has received twenty briefs. Most of those witnesses will be heard this week. We have already distributed the list of witnesses, but it could be changed somewhat this week, according to which witnesses are available, although all of them have confirmed that they would appear before the Committee.

I will spare you the reading of the Order of Reference. I think that it is appended to our list of witnesses. If somebody wants the Committee's Order of Reference, we will be happy to give him the list of the eight specific issues which the Committee will study in order to shed some light on the situation.

Mr. Skelly.

M. Skelly: Monsieur le président, vous avez mentionné les témoins qui avaient été convoqués. Cette liste pourrait-elle maintenant être confirmée? Je crois comprendre que l'on a éprouvé quelques difficultés à communiquer avec certains de ces témoins, et peut-être à leur demander de comparaître, et

[Text]

Could you confirm that the former Minister of Energy, Mines and Resources, Alastair Gillespie, will be appearing, and that the Minister of Consumer and Corporate Affairs and former minister responsible for CMHC will appear? If, in fact, they do not appear, and since we had put their names in, is it possible at this date to submit an alternate list?

Could we have some clarification? Will they be appearing; and if they will not appear, can we submit an alternate list of individuals we would like, and have the clerk attempt to contact those people?

The Chairman: Yes. May I direct the question to the clerk, because she did a fantastic job—

Mr. Skelly: Yes, no doubt.

The Chairman: —in trying to keep in touch with the witnesses. We already confirmed the attendance, but I am going to ask her what is going on with the former minister, Alastair Gillespie.

The Clerk of the Committee: Mr. Gillespie has neither confirmed nor said he would not appear. He has asked that the chairman contact him today, and I hope to hear from him later on this day. The minister, Mr. Ouellet, will be appearing on Wednesday, at 2 o'clock in the afternoon.

Mr. Skelly: Thank you.

Mr. Chairman, if Mr. Gillespie decides not to appear, would we be in a position to submit another name to you? We do have some alternates we would like to bring forward.

The Chairman: Yes, I intend to get in touch with him this afternoon, but the schedule is quite tight. I will try to get in touch with him during lunch time. I think he was ready to send a brief. His schedule is quite tight, actually, but he accepted sending a written brief.

• 1025

Mr. Skelly: The dilemma is that some statements will be made in testimony before the committee that Mr. Gillespie should answer. Unfortunately, I do not think he would be anticipating those questions or the documents we wish to bring forward.

The Chairman: I do not have any objection, as chairman of this committee, to calling Mr. Gillespie and asking him to appear at this committee. Is there unanimous consensus?

Miss MacDonald: I would agree with that, Mr. Chairman, but I think even if he finds, and the committee finds, that the schedule is so tight as not to be able to accommodate him this week, we should make an extra effort to accommodate him, in particular, at some other time, because he is critical to what happened in the past and how we got into this mess.

[Translation]

que certains membres de sociétés hésitent à comparaître devant nous.

Pourriez-vous confirmer la comparution de l'ancien ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources, Alastair Gillespie, ainsi que celle du ministre de la Consommation et des Corporations et de l'ancien ministre chargé de la SCHL? En fait, ces personnes ne se présentent pas devant nous, et étant donné que nous avons consigné leur nom sur la liste, serait-il possible, aujourd'hui, de présenter une autre liste?

Pourrions-nous obtenir certaines précisions? Ces personnes comparaitront-elles devant nous, et dans la négative, pouvons-nous présenter une autre liste de personnes que nous aimerions rencontrer et demander au greffier d'essayer de communiquer avec ces personnes?

Le président: Oui. J'aimerais transmettre la question au greffier, car elle a accompli un travail extraordinaire—

M. Skelly: Oui, sans aucun doute.

Le président: —en essayant de garder le contact avec les témoins. Nous avons déjà confirmé le fait que ces témoins se présenteraient devant nous, mais je vais lui demander ce qui se passe dans le cas de l'ancien ministre, Alastair Gillespie.

Le greffier du Comité: M. Gillespie n'a confirmé ni sa présence ni son absence. Il a demandé que le Président communique avec lui aujourd'hui, et j'espère recevoir de ses nouvelles au cours de la journée. Le ministre, M. Ouellet, se présentera devant nous mercredi, à 14 heures.

M. Skelly: Merci.

Monsieur le président, si M. Gillespie décide de ne pas témoigner, pourrions-nous vous proposer le nom d'une autre personne? Il y a certaines autres personnes que nous aimerions voir comparaître.

Le président: Oui, j'ai l'intention de communiquer avec lui cet après-midi, mais l'horaire est très chargé. J'essayerai de lui téléphoner à l'heure du lunch. Je crois qu'il était prêt à envoyer un mémoire. Son horaire est passablement chargé, en fait, mais il a accepté de nous faire parvenir un mémoire.

M. Skelly: Le dilemme est le suivant: certaines déclarations seront présentées sous forme de témoignages devant le Comité, et M. Gillespie devrait y répondre. Malheureusement, je ne crois pas qu'il s'attendrait à ces questions ni à la teneur des documents que nous désirons présenter.

Le président: Je n'ai aucune objection, en ma qualité de président du Comité, à communiquer avec M. Gillespie pour lui demander de comparaître devant nous. Les membres sont-ils unanimes?

Mlle MacDonald: Je suis d'accord avec cela, monsieur le président, mais je crois que même s'il trouve, tout comme le Comité, que l'horaire est tellement chargé qu'il ne sera pas possible pour lui de comparaître cette semaine, je crois que nous devrions faire un effort supplémentaire pour essayer de l'accommoder lui, en particulier, à un autre moment, car il a joué un rôle clé dans les événements qui se sont produits, et

[Texte]

The Chairman: Okay.

Any other questions?

Maintenant, nous entendrons le premier témoin, M. Rick Patten, président du Conseil consultatif sur la MIUF.

Je demanderais à M. Patten de nous présenter les membres du conseil qui l'accompagnent aujourd'hui et je lui demanderais également de nous lire son mémoire ou de faire ses commentaires. *Mr. Rick Patten.*

Mr. Rick Patten (Chairman, Advisory Council on UFFI): Thank you very much, Mr. Chairman.

I would like first to clarify my role as Chairman of the National Advisory Council on UFFI. I will explain what that role is in a moment. I am not the president of provincial groups as such. I think the reference in the agenda is to other groups that will be making presentation. They stand on their own with their own presentations. I will not be speaking on their behalf, although we do, obviously, relate to each other.

The Chairman: You are right on the—

Selon le programme, à 11h30, nous entendrons les représentants de l'Alberta et des Prairies; cette après-midi ce seront les représentants de l'Ontario et du Québec; et nous terminerons à 20h00 avec le président du Conseil national de recherches du Canada.

Merçi.

Mr. Patten: First of all, I would like to thank you for providing the advisory council with the opportunity to appear before you this morning. Secondly, I want to acknowledge the importance of the task you have to deal with. In the council members' opinion, the implications of this particular task go far beyond the immediate issue of UFFI itself.

The advisory council is a body of 13 volunteers, from most of the provinces and each region of Canada except for the Yukon and the Northwest Territories. Each member has a UFFI-insulated home, and is also a president or a vice-president of a UFFI homeowners' association.

For the record, I would like to introduce my two colleagues today: Mr. Len Cocolicchio, from Montreal, and Mr. Carl Wentzell, from the New Brunswick Action Group for Homeowners with UFFI. The other committee members are Mr. Dan Williams, from St. John's, Newfoundland; Madame Nicole Lamer, Présidente, La Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec; Mr. Pierre Bergeron, from the same group; Mr. Edgar Smee, from HUFFI-Ontario; Mr. Harry Wakling, Concerned Citizens of London, Ontario; Mr. Bill Tell, Metropolitan Toronto; Mr. Glen Markovsky, Manitoba; Mr. Robert Gahan, Calgary, representing the

[Traduction]

dans la façon dont nous nous sommes retrouvés dans un tel pétrin.

Le président: D'accord.

D'autres questions?

Now, we will hear the first witness, M. Rick Patten, Chairman, Advisory Council on UFFI.

I would like to ask M. Patten to introduce the other council members who are with him today, I would like him to read his brief or to make some comments. *M. Rick Patten.*

M. Rick Patten (président du Conseil consultatif sur la MIUF): Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais d'abord préciser mon rôle en qualité de président du Conseil consultatif national sur la MIUF. J'expliquerai en quoi consiste ce rôle dans un instant. Je ne suis pas à proprement parler le président des groupes provinciaux. Je crois que l'ordre du jour mentionne à d'autres groupes qui présenteront un exposé. Leur exposé n'engage qu'eux-mêmes. Je ne prendrai donc pas la parole en leur nom même si, manifestement, nos organismes sont interreliés.

Le président: Vous avez raison en ce qui concerne—

According to the agenda, at 11:30, we will hear the representatives of Alberta and the Prairies; this afternoon, the representatives of Ontario and Quebec will be with us; and finally, at 20:00, the Chairman of the National Research Council of Canada will be making a presentation.

Thank you.

M. Patten: Tout d'abord, j'aimerais vous remercier d'avoir donné au Conseil consultatif l'occasion de prendre la parole devant vous ce matin. Ensuite, je tiens à souligner l'importance de la tâche qui s'offre à vous. De l'avis des membres du Conseil, les répercussions de cette tâche transcendent de beaucoup la question de la MIUF proprement dite.

Le Conseil consultatif est un organisme constitué de 13 bénévoles provenant de la plupart des provinces et de chaque région du Canada, abstraction faite du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. La maison de chacun des membres a été isolée au moyen de MIUF, et chacun d'eux exerce également les fonctions de président ou de vice-président d'une association de propriétaires des maisons isolées à la MIUF.

Pour mémoire, j'aimerais présenter les deux collègues qui m'accompagnent aujourd'hui: M. Len Cocolicchio, de Montréal, et M. Carl Wentzell, du New Brunswick Action Group for Homeowners with UFFI. Les autres membres du Comité sont M. Dan Williams, de Saint-Jean (Terre-Neuve); M^{me} Nicole Lamer, présidente de la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec, M. Pierre Bergeron du même organisme; M. Edgar Smee, de HUFFI - Ontario; M. Harry Wakling, des Concerned Citizens de London (Ontario); M. Bill Tell du grand Toronto; M. Glen Markovsky, du Manitoba; M. Robert Gahan, de Calgary, qui représente le

[Text]

Alberta group; and Dr. Penny Tilby, representing the UFFI Action Associations, Vancouver, British Columbia.

As I have stated, all of our members have UFFI in their homes and are representative of groups. In fact, two members of our council have had to move out of their homes because of illness.

I am sorry. I left one member out: Mr. Garnet Wales, president of the Nova Scotia group.

I might point out that the advisory council has spent more than 200 hours in meetings, and additional time in subcommittee work, since its formation in late June. The role of the council has been to advise the Minister of Consumer and Corporate Affairs, Mr. André Ouellet, regarding UFFI and, more specifically, the program regulations related to Bill C-109, the government assistance program and other issues that require government action.

• 1030

I will have for the committee members, after I have finished, a copy of my presentation.

What I have to say is very brief and, I hope, concise, and deals with the health and economic concerns that exist, and will continue to exist, in spite of the action that has taken place to date.

First, let me make three assumptions about the members of the standing committee, one of which your chairman has already identified: that each one of you is well briefed on the events surrounding the UFFI issue, from the introduction of UFFI into the Canadian marketplace in 1959 to the ban in December 1980 and, of course, the subsequent actions; that you are familiar with Bill C-109 and the House debates that preceded its passage; and that you see this issue as transcending partisan politics.

I shall present some overall points, perspectives and recommendations that have emerged as a result of the advisory council's deliberations. I shall not delve into the details of each point, because those will come out either in questions to us or in other presentations that will follow.

Firstly, there are no reliable estimates of UFFI-insulated homes in Canada. Estimates range from 60,000 to 120,000 homes and may involve as many as half a million Canadians. Likewise, the estimates related to health problems range from 10 per cent to 70 per cent, and this varies from region to region in Canada. In addition, all home owners: one, face the threat of long-term health problems; two, have unwittingly installed insulation which is known to shrink and decompose; three, are living with a potential fire hazard due to corrosion of electrical wiring and the apparent combustibility of the foam itself; four, are experiencing difficulties with mortgage renewal and home insurance; five, have no hope of selling a UFFI home at normal market value; and, six, are suffering emotional

[Translation]

groupe de l'Alberta; et le Docteur Penny Tilby, qui représente les UFFI Action Associations, de Vancouver (Colombie-Britannique).

Comme je l'ai déclaré, la maison de tous nos membres a été isolée à l'aide de MIUF, et chacun de nos membres représente un groupe. En fait, deux membres de notre conseil ont dû quitter leur maison pour cause de maladie.

Je m'excuse. J'ai oublié un membre: M. Garnet Wales, président du groupe de la Nouvelle-Écosse.

J'aimerais souligner que le Conseil consultatif a passé plus de 200 heures en réunions, et a passé du temps, en plus, en délibérations des sous-comités, depuis qu'il a été créé à la fin de juin dernier. Le rôle de ce Conseil a été de donner des avis au Ministre de la consommation et des corporations, M. André Ouellet, au sujet de la MIUF et, plus spécialement, des règlements du programme relatif à la loi C-109, le programme d'aide gouvernemental et sur les autres questions qui exigent une action de la part du gouvernement.

Je remettrai aux membres du Comité, lorsque j'aurai terminé, un exemplaire de ma présentation.

Ce que j'ai à dire est très bref et, je l'espère, très concis; cela traite des préoccupations existantes relatives à la santé et à l'économie qui existent et qui continueront d'exister en dépit des mesures qui ont été prises jusqu'à ce jour.

Premièrement, permettez-moi de faire trois hypothèses à propos des membres du comité permanent dont l'une a déjà été identifiée par votre président: que chacun de vous est bien au courant des événements relatifs à la question de la MIUF, de l'introduction de celle-ci au Canada en 1959 jusqu'à son interdiction en décembre 1980 et, naturellement, des actions subséquentes; que vous êtes au courant de la loi C-109 et des débats de la Chambre qui ont précédé son adoption et que vous considérez que cette question transcende les politiques partisans.

Je vais présenter certains points, perspectives et recommandations qui résultent des délibérations du Conseil consultatif. Je n'entrerais pas dans les détails de chaque point parce qu'ils seront donnés soit à la suite de questions qui nous seront posées, soit dans d'autres présentations qui suivront.

Premièrement, il n'existe pas d'estimation fiable du nombre des maisons isolées à la MIUF au Canada. Ces estimations varient entre 60,000 et 120,000 maisons susceptibles de loger jusqu'à un demi-million de Canadiens. De la même façon, les estimations relatives aux problèmes de santé sont comprises entre 10 et 70 p. 100 et varient selon les régions au Canada. De plus, tous les propriétaires de maisons: premièrement, voient leur santé menacée à long terme; deuxièmement, ont sans le savoir installé un isolant dont on sait qu'il rétrécit et se décompose; troisièmement, sont menacés d'incendie à cause de la corrosion des fils électriques et de la combustibilité apparente de la mousse elle-même; quatrièmement, ont des difficultés à renouveler leur hypothèque et l'assurance de leur maison;

[Texte]

and psychological stress that has even divided families due to the tensions incurred.

So, who is responsible for this situation?

We believe the four main contributors to the creation of this situation are the federal government, the provincial governments, the UFFI manufacturers and the UFFI installers. Let me take these one by one and explain why.

The federal government, because it: (a) approved the product; (b) aggressively promoted the product's use and presented energy conservation as a national duty and linked the two; (c) provided a financial incentive for using the product, thus making UFFI cost effective and contributing to its marketability; (d) offered specific advice to individuals to insulate their homes with UFFI; and (e) exhibited negligence in failing to heed the cautions raised by key individuals at the Departments of Health and Welfare and Energy, Mines and Resources and the National Research Council related to the potential dangers of the product.

The provincial governments: (a) for their role in licensing installers and their responsibility to inspect and monitor the installers' work; (b) for their provincial public health and welfare responsibility; (c) for their failure to set adequate standards for contractors performing the installations themselves.

The UFFI manufacturers and installers—and I have lumped these together: (a) for producing a product that has proven to be unstable and which emits gases harmful to the health of UFFI homeowners throughout Canada; (b) for not providing government, in particular the National Research Council, with the final formulae for the composition of UFFI compounds; (c) for not alerting the government, or the public, to dangerous features of the product when, in certain instances, it became known to them; (d) for their participation on the UFFI committee of the Canadian General Standards Board and their involvement in proposing the approval of the product itself.

Given the plight of UFFI homeowners, it is not surprising that over the last two years more than 150 individual UFFI homeowners' associations, representing tens of thousands of victims, have emerged to demand financial compensation and technical assistance from the party that they see as the most accountable to the public on this issue, the federal government.

[Traduction]

cinquièmement, n'ont pas l'espoir de vendre une maison isolée à la MIUF à la valeur normale du marché et, sixièmement, subissent un stress émotionnel et psychologique qui a même divisé certaines familles à cause des tensions qui se sont produites.

Alors, qui est responsable de cette situation?

Nous pensons que les quatre principaux responsables qui ont créé cette situation sont le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les fabricants de MIUF et les installateurs de cet isolant. Permettez-moi d'étudier ceux-ci un par un et d'expliquer pourquoi.

Le gouvernement fédéral, parce qu'il: a) a approuvé le produit; b) a fait une promotion agressive de l'utilisation du produit et présenté la conservation de l'énergie comme un devoir national et a relié ces deux concepts; c) a fourni une contribution financière à l'utilisation du produit, rendant ainsi la MIUF efficace par rapport à son coût et contribuant à la possibilité de la mettre en marché; d) a offert des conseils spéciaux aux individus voulant isoler leur maison à la MIUF et e) a fait preuve de négligence en ne prêtant pas attention aux avertissements donnés par les spécialistes aux ministères de la Santé et du Bien-être social et de l'Énergie, des Mines et des Ressources et au Conseil national de recherche en ce qui concerne les dangers potentiels du produit.

Les gouvernements provinciaux: a) à cause du rôle joué en accordant des permis aux installateurs et de leur responsabilité d'inspecter et de surveiller les travaux d'installation; b) à cause de leur responsabilité en matière de santé publique et de bien-être social au niveau de la province; c) parce qu'ils n'ont pas prescrit de normes adéquates aux entrepreneurs effectuant les installations eux-mêmes.

Les fabricants et installateurs de MIUF... et je les ai groupés: a) parce qu'ils ont fabriqué un produit qui s'est avéré instable et qui émet des gaz nuisibles à la santé des propriétaires de maison isolée à la MIUF dans tout le Canada; b) parce qu'ils n'ont pas fourni au gouvernement, en particulier au Conseil national de recherche, les formules finales donnant la composition des composés de la MIUF; c) parce qu'ils n'ont pas alerté le gouvernement ou le public des caractéristiques dangereuses du produit quand, dans certains cas, elles ont été portées à leur connaissance; d) parce qu'ils ont participé au Comité sur la MIUF de l'Office des normes du gouvernement canadien et qu'ils ont proposé d'approuver le produit lui-même.

Étant donné le sort des propriétaires de maison isolée à la MIUF, il n'est pas surprenant qu'au cours des deux dernières années, plus de 150 associations de propriétaires de maison isolée à la MIUF, représentant des dizaines de milliers de victimes, se sont fait connaître pour demander une compensation financière et une assistance technique de l'autorité qu'elles considèrent comme étant la plus responsable envers le public au sujet de cette question, le gouvernement fédéral.

[Text]

• 1035

A perspective that is important for the committee to adopt, in our opinion, is that this issue is perhaps the forerunner to the much broader issue of all the unknown chemical contaminants that are being emitted in the home environment for which there are few if any tests and procedures for measuring and identifying their impact on the health of families. This is of particular importance when we consider the great response of people, in the name of conservation, to seal their homes. The houses without adequate air exchange may be developing into poisonous living bubbles.

I would like now to move into specific comments and recommendations related to the areas which the committee itself has identified as requiring more information.

First, I would like to look at the process of product approval, safety regulations and legal authority. It has been a rather disillusioning experience for many homeowners and for people in general to discover through involvement in this issue that the Canadian General Standards Board operating under the wing of the Department of Supply and Services has, in fact, no legal or binding authority and thus there is no accountability for its actions. This situation perpetuates misunderstandings and confusion at best—and a sham, at worst, to the Canadian public.

The chemical company representatives on the UFFI committee of this same board were placed in a conflict of interest position.

The manufacturers wishing to introduce a new product to the market with government approval must demonstrate that their product does not pose a danger. That is what the situation is at the moment. However, instead, they should be required to demonstrate the safety of their product along with the extent and the nature of the testing used to determine the results. The program departments of government must not be in a position to disregard the advice of testings, studies and scientific investigations of the research wings of government, as happened in the case of CMHC approving UFFI as an insulation and disregarding the advice of NRC, EMR and Health and Welfare.

The federal government, we understand, is unable to obtain the UFFI product formula from the manufacturers for the National Research Council to examine the chemical make-up of UFFI in order to perform the necessary tests to determine what emissions or combination of emissions are causing the health problems experienced by so many people. Apparently, the federal government can command information prior to the banning of a product but by law cannot do so once the product itself is banned. This may be appropriate when the product itself is no longer in use; but when a product such as UFFI, although it is banned, still exists as an insulation in homes throughout the country, the government must have the power

[Translation]

Une perspective dans laquelle il importe que le Comité se place, à notre avis, est que cette question est peut-être le précurseur du problème beaucoup plus général de tous les contaminants chimiques inconnus qui sont émis dans l'environnement des maisons et pour lesquels il n'existe pas, ou presque pas, d'essais et de méthodes pour mesurer et identifier leurs répercussions sur la santé des familles. Ceci a une importance particulière si nous considérons, le grand nombre de gens qui ont, au nom des économies d'énergie, isolé leur maison. Les maisons dont l'air n'est pas adéquatement renouvelé peuvent se transformer en cellules empoisonnées.

J'aimerais maintenant traiter des commentaires et recommandations spéciaux relatifs aux domaines qui, d'après le comité lui-même, nécessitent plus d'informations.

Premièrement, je voudrais étudier le processus d'approbation du produit, les règlements relatifs à la sécurité et l'autorité juridique. Cela a été une expérience plutôt décevant pour de nombreux propriétaires de maisons et la population en général de découvrir, par l'intermédiaire de ce problème, que l'Office des normes générales du Canada qui fonctionne sous l'égide du ministère des Approvisionnements et Services n'a, en fait, aucune autorité juridique ou qui le lie et qu'il ne rend par conséquent pas compte de ses travaux. Au mieux, cette situation perpétue les malentendus et la confusion et, au pire, constitue une tromperie pour la population canadienne.

Les représentants de la compagnie chimique siégeant au comité de la MIUF étaient en conflit d'intérêt.

Les fabricants qui souhaitent introduire un nouveau produit sur le marché avec l'approbation du gouvernement doivent prouver que leur produit ne présente pas de danger. C'est la situation telle qu'elle est pour le moment. Toutefois, il devrait plutôt leur être demandé de prouver l'innocuité de leur produit et d'indiquer la portée et la nature des essais utilisés pour déterminer les résultats. Les ministères du gouvernement faisant partie du programme ne doivent pas se trouver dans la position d'écarter les résultats des essais, des études et des recherches scientifiques des organismes de recherche du gouvernement, comme cela était le cas de la SCHL qui a approuvé la MIUF comme isolant sans tenir compte des avis du Conseil national des recherches et des ministères de l'Énergie, des Mines et des Ressources et de la Santé et du Bien-être social.

Le gouvernement fédéral, si nous avons bien compris, est incapable d'obtenir la formule de la MIUF des fabricants afin que le Conseil national des recherches étudie la composition chimique de ce produit afin d'effectuer les essais nécessaires pour déterminer quelles émissions ou combinaisons d'émissions sont la cause des troubles de santé dont souffrent tant de gens. Apparemment, le gouvernement fédéral peut exiger cette information avant l'interdiction d'un produit mais ne peut plus le faire légalement après que le produit lui-même est interdit. Cela est peut-être approprié lorsque le produit n'est plus utilisé mais, lorsqu'un produit comme la MIUF, bien qu'interdit, existe toujours à l'état d'isolant dans des maisons de tout le

[Texte]

to obtain product information in order to determine appropriate action. When the federal government does not have the right to have the information that is required in the interest of public health, something is seriously awry.

In testifying before our advisory council, the representatives from NRC were asked if it would be valuable to NRC's research to have the UFFI formula from the manufacturers. The answer was, categorically: Without question.

The very definition of evidence required for government action is in need of a serious review. The nature of evidence related to health problems is still being researched in the classical scientific tradition. However, it seems to us that it does not take a research scientist to confirm that families have been seriously ill and have had to move out of their homes for their own well-being. Had the thousands of families suffering from UFFI-related illnesses lived in one city or even one province it surely would have been declared a national emergency and accorded all the government funding and assistance that implies. However, because the affected families are dispersed throughout the country, the problem is not seen in its full magnitude. Perhaps it would serve this committee well to indeed look at the problem from the perspective of a city the size of Ottawa where each of its homes contained UFFI.

For the above reasons, the following recommendations are placed before you. One: that the Canadian General Standards Board, or the federal government based on recommendations by the board, also assume the corresponding accountability for decisions taken. Two: that no members of the Canadian General Standards Board should have a conflict of interest or vested interest in the decisions of the board. Three: before any new chemical-based product is introduced to the marketplace manufacturers should be required to demonstrate that the product is suitable for the purposes for which it is intended and, equally important, that the product is safe. Four: the federal government should immediately acquire the legal authority to access product information when it is established or there are reasonable grounds to suspect that public health or safety is at stake.

• 1040

Five: The role of federal and provincial governments in licensing, monitoring and inspecting products and their use in the market place be clearly set out in order to determine clear accountability and responsibility between the two levels of government.

Six: That when faulty products lead to widespread public hardship, the federal government pursue legal action on behalf of the citizens concerned. Such action would have a threefold effect: (1) it would alleviate the situation in which large companies with great resources at their disposal can over-

[Traduction]

pays, le gouvernement doit avoir le droit d'obtenir des renseignements sur le produit afin de déterminer les mesures appropriées qui doivent être prises. Lorsque le gouvernement fédéral n'a pas le droit d'obtenir l'information requise dans l'intérêt de la santé publique, quelque chose va réellement de travers.

Lorsque les représentants du Conseil national des recherches ont témoigné devant notre conseil consultatif, on leur a demandé s'il serait utile pour les recherches qu'ils effectuent d'obtenir la formule de la MIUF des fabricants. La réponse a été un oui catégorique.

La définition même de la preuve requise pour que le gouvernement prenne les mesures nécessaires a besoin d'être étudiée sérieusement. La nature de la preuve relative aux problèmes de santé fait encore l'objet de recherches dans la tradition scientifique classique. Toutefois, il nous semble qu'il n'est pas nécessaire de faire appel à un chercheur pour confirmer que des familles ont été sérieusement malades et ont dû quitter leurs maisons pour leur propre bien. Si les milliers de familles souffrant de maladies reliées à la MIUF vivaient dans une seule ville ou même dans une seule province, une urgence nationale aurait certainement été déclarée et le financement et l'aide gouvernementaux connexes auraient été accordés. Toutefois, les familles touchées sont dispersées dans tout le pays et l'ampleur du problème n'est pas correctement évaluée. Il serait peut être bon que ce comité considère le problème dans la perspective d'une ville de la dimension d'Ottawa dont chacune des maisons contiendrait de la MIUF.

Pour les raisons susmentionnées, les recommandations suivantes vous sont faites. Premièrement: que l'Office des normes générales du Canada ou le gouvernement fédéral, en se basant sur les recommandations du Conseil, assume la responsabilité des décisions prises. Deuxièmement: qu'aucun membre de l'Office des normes générales du Canada ne puisse être en conflit d'intérêt ou ait un intérêt aux décisions du Conseil. Troisièmement: avant que tout nouveau produit à base chimique soit introduit dans le marché, les fabricants devraient être tenus de prouver que le produit convient pour les fins qu'il vise et, ce qui est tout aussi important, que le produit est inoffensif. Quatrièmement: le gouvernement fédéral devrait immédiatement se donner l'autorité juridique nécessaire pour accéder à l'information sur le produit lorsqu'il est prouvé, ou qu'il existe des raisons de soupçonner, que la santé ou la sécurité du public est en danger.

Cinquièmement: Le rôle des administrations fédérale et provinciales aux plans de l'autorisation, du contrôle et de l'inspection des produits et de leur utilisation sur le marché doit être clairement défini de façon à ce que les responsabilités que doivent assumer les deux niveaux du gouvernement soient nettement départagées.

Sixièmement: Lorsque des produits défectueux causent des dégâts généralisés dans la population, le gouvernement devrait intenter un procès au nom des citoyens concernés. Une telle initiative aurait un triple effet: (1) elle permettrait d'atténuer la portée d'une situation où de grandes entreprises ayant à leur

[Text]

whelm individuals, thus discouraging them from taking legal action; (2) it would serve notice to large companies that they cannot dump or bully into the market place inadequately evaluated products without the possibility of serious consequences; (3) it would help to restore the public's badly shaken confidence in their government's ability and intention to act on their behalf.

Seven: that the federal government seek the co-operation of the provinces in establishing a registry of all UFFI homes throughout the country; that there be monitoring of the medical files of UFFI home-dwellers over the life of the insulation which is estimated at the outside to be 20 years.

Eight: that the federal government launch an investigation into all other UFFI-insulated structures, such as schools, apartment buildings, office buildings, factories, warehouses, et cetera. Inasmuch as it is possible for someone to work in a UFFI building, to go to school in a UFFI building and to live in a UFFI home, to us it is of utmost importance to identify and take the necessary action for remedial measures in all these instances. This requirement is due not only to health concerns but also to potential fire hazards and possible structural damage.

In relation to Bill C-109 and the UFFI program regulations, Bill C-109 essentially permits the federal government to do six things. These are: (1) to provide payments to UFFI homeowners; (2) to make expenditures of up to \$55 million between the time the act comes into force and December 31, 1982; (3) to make further monetary appropriations as required; (4) to protect the rights of victims to take legal action against the federal government; (5) to provide the training programs, inspection, testing and advisory and auditing services; (6) to enter into agreements with persons authorized to carry out services and programs, and to authorize payments of fees, costs and expenses, of those persons carrying out such services.

While the advisory council accepts the general intention of the bill, there is a deeply worrisome aspect to the bill that is of great concern to the council and of all homeowners. The bill, in fact, is totally discretionary and, in no way, binds the federal government to financially assist all homeowners requiring help and financial assistance, which in many cases may be five or six years or more from now.

The following questions are raised because of this discretionary bill. Will the government continue to make the necessary appropriations as long as they are required and the need is there? What prevents the government from ceasing the program at any time? Will a new minister, at some future time, change the intentions of the bill? Will a change of government compromise the legislation?

[Translation]

disposition des ressources considérables peuvent écraser des individus, et les décourager ainsi d'intenter un procès contre elles; (2) elle servirait d'avertissement aux grandes sociétés qui comprendraient ainsi qu'elles ne peuvent introduire impunément sur le marché des produits n'ayant pas fait l'objet d'épreuves suffisantes; (3) elle aiderait à rétablir la confiance de la population, qui est fortement ébranlée à l'heure actuelle, pour ce qui est de l'aptitude et de l'intention de son gouvernement à agir dans son intérêt.

Septièmement: Le gouvernement fédéral devrait s'efforcer d'obtenir la collaboration des provinces pour établir un registre de toutes les maisons isolées à la MIUF dans tout le pays. Il y aurait lieu de suivre les dossiers médicaux de toutes les personnes dont les maisons sont isolées à la MIUF, pendant la durée de vie de l'isolant, que l'on estime être d'environ 20 ans.

Huitièmement: Le gouvernement fédéral devrait procéder à une enquête à propos de toutes les autres structures isolées à la MIUF, par exemple les écoles, les immeubles d'habitation, les immeubles administratifs, les usines, les entrepôts, etc. Dans la mesure où il est possible que quelqu'un travaille dans un immeuble, fréquente une école, vive dans une maison isolée à la MIUF, il est de notre devoir de trouver et de prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation, dans tous ces cas. Nous devrions nous inquiéter non seulement des considérations financières mais également des risques possibles d'incendies et de dégâts d'ordre structurel.

En ce qui concerne le Bill C-109 et les règlements régissant le programme, le bill autorise le gouvernement fédéral à prendre essentiellement six mesures: (1) indemniser les propriétaires de maisons isolées à la MIUF; (2) faire des dépenses pouvant s'élever à \$55 millions entre le moment de l'entrée en vigueur de la Loi et le 31 décembre 1982; (3) faire au besoin d'autres versements; (4) protéger les droits qu'ont les victimes d'intenter des poursuites contre le gouvernement fédéral; (5) prévoir des programmes de formation, des services d'inspection, d'analyse, de consultation et de comptabilité; (6) conclure des ententes avec les personnes autorisées à délivrer ce genre de services et à administrer ces programmes, et autoriser le paiement des personnes qui dispensent ces services, ainsi que le remboursement de leurs dépenses.

Si le conseil consultatif accepte la raison d'être générale du bill, il y a un aspect de celui-ci qui le préoccupe énormément et qui inquiète également tous les propriétaires des maisons isolées à la MIUF. En fait, le bill est totalement de caractère discrétionnaire et n'oblige d'aucune façon le gouvernement fédéral à secourir tous les propriétaires ayant besoin d'une aide notamment financière, pendant cinq ou six ans, voire plus, dans bien des cas.

Ce bill de caractère discrétionnaire nous amène à nous poser les questions suivantes. Est-ce que le gouvernement continuera de faire les versements nécessaires aussi longtemps que le besoin s'en fera sentir? Qu'est-ce qui empêche le gouvernement de mettre fin au programme à n'importe quel moment? Est-ce qu'un nouveau ministre pourra à un moment donné changer la raison d'être du bill? Est-ce qu'un changement de gouvernement met en jeu l'existence de la législation?

[Texte]

Granted these questions may emanate from the most pessimistic point of view but, given the plight of UFFI homeowners who already feel victimized by government initiatives, these questions need to be answered.

The advisory council has been deeply involved with reviewing numerous drafts of the program regulations and the Minister of Consumer and Corporate Affairs must be given high marks for his patience and the long hours spent with us. The minister has also made the commitment to pursue additional sources of compensation from other federal government programs, the provinces, and the manufacturers. All this is in pursuit of the ultimate goal of providing full compensation to homeowners and, of course, is the advice of the council representatives and the demand of UFFI victims throughout the country.

While the minister's efforts are greatly appreciated, at this present time we have no such assurances from the government itself. These, we trust, are forthcoming.

The following are other major points of concern related to the most recent draft of the regulations: (1) that the maximum financial contribution of \$5,000 to victims is far from adequate. The estimated average of cost removal is approximately \$20,000. Most people will have to save the difference while, at the same time, paying tax on interest; (2) those hardship cases where, due to illness, families have had to demolish or abandon their homes find \$5,000 very little solace; (3) persons having to move out of their homes during, or even before, removal of UFFI are not permitted to use these costs as part of the \$5,000 assistance program. Certain families must move out for health reasons but are financially unable to do so. This particular problem must be addressed immediately.

(4) the regulations make no provision for dealing with extraordinary hardship cases. The very nature of the UFFI disaster dictates that all families affected by it cannot be treated equally. The financial and health implications differ widely, and should be reflected in the regulations if the government's intentions truly are humanitarian. Further, those who found themselves compelled to sell their homes at a substantial loss must now swallow the bitter realization that they are not taken into consideration in the regulations as they now stand.

Federal government leadership: The federal government is needed at this time to give aggressive leadership to engaging the provinces and the manufacturers in assuming their share of responsibility for providing assistance to UFFI victims. This might be accomplished by the federal government offering an additional financial contribution to be matched by the prov-

[Traduction]

Ces questions, je le concède, sont le fruit d'un point de vue très pessimiste, mais compte tenu de la situation critique dans laquelle se trouvent les propriétaires de maisons isolées à la MIUF qui se sentent déjà victimes des initiatives gouvernementales, il y a lieu d'y répondre.

Le conseil consultatif a déjà passé en revue les nombreux projets de règlements régissant le programme, et il félicite le ministre de la Consommation et des Corporations d'avoir fait preuve d'autant de patience et de lui avoir consacré tant de temps. Le ministre s'est également engagé à accorder d'autres formes d'indemnisation en s'adressant à d'autres programmes fédéraux, aux provinces et aux fabricants. Toutes ces initiatives tendent à un but ultime: indemniser pleinement les propriétaires de maisons isolées à la MIUF, ce qui est fortement conseillé par les représentants du conseil et ce qui correspond aux revendications des victimes de la MIUF, dans tout le pays.

Bien que nous apprécions fortement les efforts du ministre, il reste que, dans l'état actuel des choses, nous n'avons aucune garantie de ce genre du gouvernement proprement dit. Nous espérons bien que cela ne saurait tarder.

Voici d'autres points rattachés à l'ébauche la plus récente des règlements, qui nous préoccupe beaucoup: (1) le montant maximum versé aux victimes, soit \$5 000, est loin d'être suffisant. D'après les estimations, il en coûte près de \$20 000 pour enlever la mousse. La plupart des gens devront assumer la différence tout en payant de l'impôt sur l'intérêt; (2) Le montant de \$5 000 ne représente qu'un piètre réconfort pour les familles qui, pour des raisons de santé, ont dû démolir ou abandonner leur maison; (3) les personnes qui ont dû déménager pendant ou même avant que l'on enlève la mousse ne sont pas autorisées à tenir compte de ces frais dans le cadre du programme d'aide de \$5 000. Certaines familles doivent déménager pour des raisons de santé mais leur situation financière ne le leur permet pas. Il y a lieu de se pencher sans tarder sur ce problème particulier.

(4) les règlements ne prévoient aucune disposition pour les cas de détresse extrême. La nature même du désastre que représente la MIUF commande que toutes les familles touchées par celle-ci ne soient pas toutes traitées de la même façon. Les conséquences d'ordre financier et les effets sur la santé diffèrent énormément, et c'est un facteur qui devrait être pris en considération dans les règlements si les intentions du gouvernement sont véritablement d'ordre humanitaire. En outre, ceux qui se sont vus forcés de vendre leur maison en subissant des pertes considérables doivent maintenant se rendre à l'évidence qu'ils ne sont pas pris en considération dans les règlements, dans l'état actuel des choses, aussi pénible que soit cette constatation.

• 1045

Intervention du gouvernement fédéral. À ce stade, il est nécessaire que le gouvernement fédéral sache s'imposer en obtenant des provinces et des fabricants qu'ils assument leur part de responsabilités en matière d'aide aux victimes de la MIUF. Pour ce faire le gouvernement fédéral peut offrir une contribution financière supplémentaire, les provinces et les

[Text]

inces and the manufacturers, the total of which would reach the estimated average of \$20,000 repair cost for UFFI homes.

Federal government leadership can assist in alleviating the barriers in real estate, insurance and money-lending industries. These barriers enhance and aggravate the public stigma that remains with the home even after adequate removal measures or removal itself has been completed.

Although CMHC at present provides mortgage insurance to money lenders for UFFI home owners in need of a new mortgage, a number of homeowners are experiencing difficulty because CMHC is only providing mortgage insurance to the actual market value level of the UFFI home which, of course, at the moment is devaluated. This leaves homeowners facing an impossible financial gap.

With regard to other federal government programs, there are a good number of employment, energy conservation, renovation and homeowners' program assistance plans that could benefit UFFI victims. We have identified many of these for the Minister of Consumer and Corporate Affairs, but in the final analysis, the Council can only offer its advice.

It is for the government to decide, based on its stated sense of humanitarian concerns, the extent of its response to UFFI victims. There is a large segment of the Canadian population upset and getting angrier with the prospect of the loss of their life savings and the health hazards to which they and their families are exposed.

The federal government seems to be guided primarily by the political and economic considerations while in fact the situation is a health, safety, socio-economic, community problem of a magnitude never before experienced in this country. It will take a great deal of courage and fortitude on the part of members from all parties to ensure that the UFFI disaster is addressed effectively, quickly and fairly.

This is indeed the formidable challenge that lies before this country. Meeting it head on will truly test the determination of Canadians to take action where action is called for.

On behalf of the National Advisory Council, I thank you.

Le président: Merci, monsieur Patten. M. Patten est le président du Conseil consultatif sur la MIUF. Au début de son exposé, il a mentionné que les provinces sont également représentées au sein de son conseil.

We will now yield the floor to the questioners; there is still 45 minutes. We have a second witness scheduled at 11.30 a.m.

[Translation]

fabricants devant verser un montant égal, ce qui donnerait un total d'environ \$20 000 au titre des réparations des maisons isolées à la MIUF.

Cette intervention du gouvernement fédéral peut contribuer à supprimer certaines barrières qui viennent du secteur de l'immobilier, des assurances et des sociétés prêteuses. Ces barrières ne font que renforcer et aggraver les images négatives qui demeurent dans l'esprit des gens par rapport aux maisons isolées à la MIUF, même après que l'on a pris les mesures nécessaires pour enlever la MIUF ou que l'opération a été réalisée.

Bien qu'à l'heure actuelle la SCHL accorde une assurance hypothécaire aux sociétés prêteuses pour les propriétaires de maisons isolées à la MIUF ayant besoin d'une nouvelle hypothèque, un certain nombre de propriétaires font face à des difficultés parce que l'assurance hypothécaire accordée par la SCHL ne vise que la valeur marchande actuelle de la maison isolée à la qui, bien entendu, est dépréciée à l'heure actuelle. Ainsi, les propriétaires se trouvent confrontés à une situation financière impossible.

En ce qui concerne les autres programmes fédéraux, il existe un bon nombre de programmes d'aide à l'emploi, à la conservation de l'énergie, à la rénovation et aux propriétaires de maisons, dont pourraient bénéficier les victimes de la MIUF. Nous en avons relevé un grand nombre pour le ministre de la Consommation et des Corporations, mais, en dernière analyse, seul le conseil peut donner son avis à ce sujet.

C'est au gouvernement de décider, compte tenu des préoccupations humanitaires qu'il prétend avoir, de l'ampleur de sa réponse aux victimes de la MIUF. Il y a une grande partie de la population canadienne qui est déjà fâchée et qui se vexe de plus en plus à l'idée de perdre les économies de toute une vie et de mettre en danger sa santé et celle de la famille.

Le gouvernement fédéral semble être motivé essentiellement par des considérations d'ordre politique et économique alors qu'en fait nous faisons face à une situation d'une ampleur jamais connue avant dans ce pays, aux plans de la santé, de la sécurité, des conditions socio-économiques et communautaires. Les membres de toutes les parties devront faire preuve d'énormement de courage pour veiller à ce que l'on prenne les mesures efficaces, rapides et justes pour faire face au désastre de la MIUF.

Notre pays doit effectivement relever un défi énorme. Ceci nous permettra de constater dans quelle mesure les Canadiens sont vraiment déterminés à agir lorsque le besoin se fait sentir.

Au nom du Conseil consultatif national, je vous remercie de votre attention.

The Chairman: Thank you, Mr. Patten. Mr. Patten is the president of the Advisory Council on the UFFI. He has indicated, at the beginning of his statement, that the provinces are equally represented on his Council.

Nous allons maintenant prévoir une période de questions de 45 minutes. Il y a un deuxième témoin qui doit prendre la parole à 11h30.

[Texte]

The first questioner, Mr. Geoff Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): *Merci, monsieur le président.*

May I say at the outset, on behalf of the Official Opposition, that we appreciate the government's agreeing to setting up this special inquiry into a very special and very serious problem; and countless thousands of Canadian homeowners will be taking very careful note of everything that is said this week in this investigation into UFFI.

For our part, we are concerned about three things coming out of this committee. One, how did the UFFI crisis happen, and what was the political procedure that let it happen? Two, what type of medical research has been done into UFFI, and where is their work going? What answers can we extract from their testimony to know what may happen to UFFI victims 5 and 10 years down the road, to make certain that this can never happen again? And three, what assurance can this committee give to Parliament and to hundreds of thousands of Canadians who are facing personal crises? How do we help them out of it in a meaningful way?

There are members on all sides of this committee, Mr. Chairman, who will be here because they care about the homeowners they represent, and those homeowners, represented as they are by many of the witnesses that we will have before us today, will want and need answers to many questions and contradictions and confusion surrounding the urea formaldehyde foam crisis.

I think all of us will be devoting this week—morning, noon and night—in this special committee investigation with one objective on behalf of Canada's UFFI homeowners and that is, to get at the truth.

• 1050

We, on this side, will be co-operating to the fullest, Mr. Chairman, to ensure that we do in fact learn the truth about this urea formaldehyde foam crisis. On behalf of all members of the committee I want to thank in advance those members, those witnesses who will be travelling some great distances to appear before us to give us the benefit of their advice.

We are certainly off to a good start, Mr. Chairman, with what I consider a very candid and useful outline of the problem from Mr. Patten. My initial question, though, stems from a concern we have had at the outset, and that is to learn about the regulations attached to Bill C-109, the remedial measure. Mr. Chairman, you will know that the Official Opposition agreed to pass that legislation with one of the fundamental conditions being that we see the regulations and know what is in those regulations. The other condition, of course, was that this committee be set up so that we could examine the whole area of urea formaldehyde foam insulation.

[Traduction]

Le premier intervenant, M. Geoff Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): *Thank you, Mr. Chairman.*

Puis-je me permettre d'indiquer, dès le début, au nom de l'opposition officielle, que nous apprécions le fait que le gouvernement ait accepté d'entreprendre cette enquête spéciale sur un problème très particulier et très grave. Des milliers de propriétaires canadiens suivront très attentivement tout ce qui sera dit cette semaine lors de cette enquête sur la MIUF.

Pour notre part, il y a trois points qui nous préoccupent de façon particulière. Premièrement, comment la crise de la MIUF a-t-elle surgi, et quel est le contexte politique qui a permis qu'elle se produise? Deuxièmement, quel type de recherches médicales ont été effectuées sur la MIUF, et quelle est leur utilité dans la pratique? Quelles sont les réponses que peuvent nous fournir les témoignages de ces spécialistes pour que nous sachions ce qui attend les victimes de la MIUF d'ici 5 à 10 ans, et pour que nous soyons assurés qu'un tel incident ne se reproduira jamais? Troisièmement, quel genre de garanties ce comité peut-il offrir au Parlement et à des centaines de milliers de Canadiens qui se trouvent personnellement dans une situation critique? Que faisons-nous pour les aider véritablement?

Monsieur le président, ce comité est composé de membres qui défendent tous les points de vue et qui seront ici parce qu'ils se préoccupent du sort des propriétaires qu'ils représentent, et les propriétaires, qui sont représentés par un grand nombre de témoins qui seront parmi nous aujourd'hui, voudront obtenir des réponses aux nombreuses questions et s'attendent à ce que disparaisse toute la confusion qui règne au sujet de la crise de la MIUF.

Je pense qu'un seul objectif nous guidera tout au long de cette semaine—matin, midi et soir—que durera l'enquête de ce comité spécial, au nom des propriétaires canadiens victimes de la MIUF, à savoir, trouver la vérité.

Nous allons, de notre côté, monsieur le Président, collaborer au maximum afin de faire en sorte que la lumière soit faite sur cette crise de la mousse d'urée formaldéhyde. Au nom de tous les membres du Comité, j'aimerais remercier à l'avance les membres, les témoins qui auront à venir de très loin afin d'être en mesure de comparaître devant nous et de nous faire bénéficier de leurs conseils.

Nous sommes assurément partis sur le bon pied, monsieur le Président, avec cette description très franche et très utile, à mon avis, du problème que vient de nous exposer M. Patten. Ma première question, cependant, se rattache à un aspect qui nous a préoccupés dès le départ et il s'agit de connaître le Règlement qui se rattache à la Loi C-109, la mesure de réparation. Vous vous souviendrez, monsieur le Président, que l'opposition officielle a donné son accord à l'adoption de cette loi en proposant que, comme condition de base, que nous puissions prendre connaissance du Règlement et de son contenu. L'autre condition, bien entendu, était que le présent

[Text]

So I would like to ask Mr. Patten how far you got with the minister in learning the content of the regulations and sorting out the language of the regulations. As you yourself said, sir, the deeply worrisome aspect to the homeowners is the discretionary aspect of the regulations attached to Bill C-109. How far have you been able to get with the minister in getting those regulations out front, in public, with language which commits the government to living up to its responsibilities?

Mr. Patten: I think, because the regulations to date have not been finalized, that is a very good question you should ask Mr. Ouellet. We have made some recommendations on wording, on words that we feel would bind the government to its commitment of providing assistance to homeowners, and to challenge the discretionary language in the regulations. Because we have yet to see the final regulations, I really cannot answer that. That has been our proposal.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Are you getting any assurances from the minister in your ongoing discussions with him that the discretionary language will be removed or will be tightened up to indicate that the government in fact will follow through at least with the remedial funds?

Mr. Patten: Yes. That is the indication we have.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Are you getting any indication from the minister that there will be any further compensation; that any further funds will be allotted for the resolution of this crisis? You indicated in your statement that you have had no assurances from the government regarding any further funds beyond the remedial \$110 million cited in Bill C-109.

Mr. Patten: At this point we have no assurances of that. We have, from the minister, indications that further allocations to homeowners will be made as required, and that part of the difficulty apparently is the ability to adequately estimate and spread those payments over a period of time. Regardless of what happens, there will not be a mad rush tomorrow, as soon as the bill is proclaimed. Not everyone will immediately apply for that amount. As I have indicated, some people will have to save money because \$5,000 will not do the job, so this would be spread out over a period of years—how many years, we do not know—and this has affected the nature of spreading out the allocation. It is my understanding, and interpretation that we perceived from the minister is that in fact the \$55 million and the \$110,000 is a guideline, and that if the requirements are beyond that, the appropriate recommendations for appropriations will be made.

[Translation]

comité soit constitué afin que nous puissions examiner tout le domaine de l'isolation à la mousse d'urée formaldéhyde.

J'aimerais donc demander à M. Patten dans quelle mesure vos entretiens avec le Ministre vous ont donné l'occasion de prendre connaissance du contenu du Règlement et d'en étudier le texte. Comme vous l'avez dit vous-même, monsieur, ce qui inquiète profondément les propriétaires de maisons, c'est le caractère discrétionnaire du Règlement qui accompagne la Loi C-109. Jusqu'à quel point vos rapports avec le Ministre vous ont-ils permis de rendre ce Règlement bien explicite, de le faire connaître du public, d'assurer qu'il soit formulé en des termes qui correspondent aux responsabilités que le gouvernement doit assumer?

M. Patten: A mon avis, puisqu'on n'a pas encore mis la dernière touche au règlement, c'est là une excellente question à poser à M. Ouellet. Nos recommandations ont porté sur le libellé, sur l'emploi de mots qui, à notre avis, pouvaient lier le gouvernement à son engagement de fournir de l'aide aux propriétaires de maisons et elles visaient à contester les aspects discrétionnaires du libellé du Règlement. N'ayant pas encore pu prendre connaissance de la formulation définitive du Règlement, je ne suis pas vraiment en mesure de répondre à cette question. C'est ce que nous avons proposé.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Dans le cadre de vos entretiens avec le Ministre, ce dernier vous a-t-il donné quelque assurance que les aspects discrétionnaires du libellé seront éliminés ou corrigés de manière à indiquer que le gouvernement a effectivement l'intention de respecter ses engagements, du moins pour ce qui a trait aux fonds de réparation?

M. Patten: Oui. Ce sont là les indications que nous avons reçues.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vos entretiens avec le Ministre vous donnent-ils des raisons de croire que des mesures de compensation supplémentaires seront appliquées; que des fonds supplémentaires seront affectés à la résolution de cette crise? Dans votre déclaration, vous avez affirmé ne disposer d'aucune garantie de la part du gouvernement pour ce qui a trait à toute aide financière supplémentaire aux fonds de réparation de 110 millions de dollars dont il est fait mention dans la Loi C-109.

M. Patten: A ce stade, nous n'avons aucune garantie à cet effet. Le Ministre nous a donné certaines indications selon lesquelles des crédits supplémentaires seraient affectés à l'intention des propriétaires de maisons selon les besoins et que la difficulté qui se pose est apparemment celle de pouvoir estimer correctement les montants de ces versements et leur échelonnement dans le temps. Quoiqu'il arrive, on n'assistera pas à une ruée frénétique dès le lendemain de la proclamation de la Loi. Les gens ne se précipiteront pas tous pour demander leur part de ce montant. Comme je l'ai indiqué, certaines personnes devront épargner plus puisque 5 000 \$ ne suffiront pas à leurs besoins, de sorte que les dépenses seront réparties sur plusieurs années—combien d'années, nous ne le savons pas—et ce phénomène a eu un effet sur la répartition des crédits consentis. Si j'ai bien compris et c'est l'interprétation qui nous a semblé venir du Ministre, les montants de 55 millions de dollars et de

[Texte]

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Are you satisfied, as Chairman of the Advisory Council and as the representatives of the people, that you have secured the best deal possible for the people you represent, Mr. Patten? I see Mr. Cocolicchio shaking his head, so I will ask him after you comment.

Mr. Cocolicchio (Advisory Council on UFFI, Montreal): I think Rick can answer that quite adequately. We are in agreement on it.

• 1055

Mr. Patten: Do we have the best deal for homeowners at this point? I would say no. We have always stated that we believe resources should be related to the need. We still cannot find out why the original \$5,000 was identified and the basis for that. If it were simply a guideline and that this would then have to be verified in each instance, as you know, each house is an individual house and each individual family has a certain set of susceptibilities or may or may not have allergies. That is why the complexity of this issue is so vast and why we plead for maximizing the flexibility. We understand the need to try to provide guidelines for estimates so that there is not abuse and things of that nature, and we completely concur with that; but in relation to your question, no.

Our ultimate goal as representatives of homeowners was to seek and try to find, no matter from where, full compensation. If that comes from the federal government, great. We think now with their leadership in relation to the provinces and the manufacturers, the other key players, that at minimum the federal government has a major responsibility to engage the other parties in participating in this issue and pulling up to the table and saying: Yes, we participated; we have some responsibility; let us get on with it.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, perhaps Mr. Cocolicchio could add something to that.

Mr. Cocolicchio: We feel that the federal government should fully compensate all homeowners throughout the country for the cost of removal or remedial measures if people so wish; but if the federal government itself feels that it should be reimbursed for those funds from any other party, then we feel that it is the responsibility of the federal government to go after those other parties who they feel are responsible in order to have their situation rectified. We really feel that a true reflection of homeowners' feelings across the country is that the federal government must fully compensate homeowners throughout this country for the problem they face. Then let the federal government take up its initiative and its responsibility to seek redress from the other parties that they feel are responsible as well.

[Traduction]

110 000 \$ ne sont, de fait, que des montants indicatifs et dans la mesure où les besoins dépassent ces montants, les crédits nécessaires seront proposés.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Avez-vous l'impression, à titre de président du conseil consultatif et à titre de représentants de la population, d'avoir conclu le marché le plus avantageux possible au nom des personnes que vous représentez, M. Patten? Je vois que M. Cocolicchio hoche la tête et je vais donc lui adresser la même question après votre commentaire.

M. Cocolicchio (Conseil consultatif sur la MIUF, Montréal): Selon moi, Rick peut très bien répondre à cette question. Nous sommes du même avis à ce sujet.

M. Patten: Est-ce que nous avons actuellement une bonne affaire pour les propriétaires? Je dirais que non. Nous avons toujours dit que nous croyons que les ressources devraient être en rapport avec les besoins. Nous ne pouvons toujours pas voir pourquoi on a fixé la somme au départ à \$5 000 et quels en étaient les fondements. S'il s'agissait simplement d'un repère qui ait à être étudié dans chaque cas, comme vous le savez, chaque maison a ses particularités et chaque famille a un certain nombre de prédispositions et peut avoir ou ne pas avoir d'allergies. C'est pourquoi cette question est tellement complexe et c'est pourquoi nous demandons la plus grande souplesse possible. Nous comprenons le besoin d'essayer d'établir des normes pour les estimations afin qu'il n'y ait pas d'abus et de choses de cette nature et nous sommes tout à fait d'accord avec cela; mais en rapport à votre question, non.

Notre objectif ultime à titre de représentants des propriétaires était d'essayer de trouver, de quelque source que ce soit, une pleine indemnisation. Si elle provient du gouvernement fédéral, très bien. Nous pensons que, par ses fonctions par rapport aux provinces et aux manufacturiers, aux autres intervenants importants, le gouvernement fédéral a au moins la responsabilité importante d'entraîner les autres parties à participer à ce problème et à s'asseoir à la table et à dire: Oui, nous y avons participé, nous avons une certaine responsabilité, occupons-nous-en.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, peut-être M. Cocolicchio a-t-il quelque chose à ajouter à cela.

M. Cocolicchio: Nous croyons que le gouvernement fédéral devrait indemniser entièrement tous les propriétaires de l'ensemble du pays pour le coût de l'enlèvement ou des mesures correctives, si les gens le veulent; mais si le gouvernement fédéral considère lui-même qu'il devrait se faire rembourser ces fonds d'une autre partie, nous croyons alors qu'il incombe au gouvernement fédéral de poursuivre ces autres parties qu'il pense responsables afin de corriger la situation. Nous croyons vraiment que les propriétaires de l'ensemble du pays considèrent que le gouvernement fédéral doit indemniser entièrement les propriétaires de tout le pays pour le problème auquel ils font face. Nous laissons ensuite le gouvernement fédéral prendre l'initiative et la responsabilité d'obtenir un correctif des autres parties qui, à son avis, sont également responsables.

[Text]

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I just have one final question in a general way before turning it over to my colleagues on the committee, Mr. Chairman. If I may ask Mr. Patten or Mr. Cocolicchio or Mr. Wentzell: In a general way, what do you sense the homeowners whom you represent, on behalf of whom you are speaking, have as their greatest concern? Is it medical? Is it economic? Is it psychological? What are you getting as a general feeling in terms of the people you are hearing from?

Mr. C. Wentzell (New Brunswick Action Group for Homeowners with UFFI): I think for my province, New Brunswick, it is a combination of both health and finances. Immediately, of course, the finances to remove or to correct this situation are of utmost importance. From all indications, if the situation is remedied, then the health problem diminishes. Consequently, I would have to say our prime objective, of course, is the health of the members whom I represent; but, secondly, the financial one, as they both go hand in hand. If there was sufficient compensation to correct this situation, in all probability the health aspect would disappear.

Mr. Cocolicchio: Even further to that— and I agree with Mr. Wentzell that the health and financial aspects cannot really be separated—you have to look at the composition of this product to really understand why. We do know that the product will decompose and will break down, and as it breaks down it will give off ever-increasing amounts of gases. The only thing we do not know, the only variable there, is when that will happen. We do know it will happen; we do not know when it will happen. In some cases, depending on the product compound or the method of installation, the product may be stable for a number of years and then begin to break down. So families who may not have health problems now may discover that they do have very serious health problems in a short period of time, and for that reason we believe the product has to be removed from every home in Canada before the health problems start.

If we are going to err, at least let us err on the side of caution. Let us get rid of the product.

Mr. Patten: I could add one comment to that. In my own situation we have in our family no known illness and our readings have been very low.

• 1100

But the worry is always that some families have had illnesses with very low readings, and we are led to believe children and women, and pregnant women especially, and senior citizens, are more susceptible. If that is so, then anyone with a family has to think twice. They may not be experiencing difficulties today; the worry is for the long term.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

M. Scott (Hamilton—Wentworth): J'ai seulement une dernière question de nature générale avant de laisser la parole à mes collègues du Comité, monsieur le président. Je désire demander à M. Patten ou à M. Cocolicchio ou à M. Wentzell: De façon générale, que pensez-vous que soit la principale préoccupation des propriétaires que vous représentez, au nom desquels vous parlez? Est-elle médicale? Est-elle économique? Est-elle psychologique? Quelle perception générale avez-vous des gens qui s'adressent à vous?

M. C. Wentzell (groupe d'action du Nouveau-Brunswick pour les propriétaires de maisons isolées à la MIUF): Je pense que pour ma province, le Nouveau-Brunswick, il s'agit d'une combinaison à la fois de la santé et des finances. Dans l'immédiat, bien entendu, l'argent pour procéder à l'enlèvement pour corriger la situation est de la plus grande importance. Tout indique que si la situation est corrigée, le problème de santé diminue. Par conséquent, je dois dire que notre objectif premier, bien entendu, est la santé de nos membres; mais, deuxièmement, l'aspect financier, car l'un ne va pas sans l'autre. S'il y avait une indemnisation suffisante pour corriger cette situation, il est tout probable que le problème de la santé disparaîtrait.

M. Cocolicchio: Au delà de cela, et je suis d'accord avec M. Wentzell, que les aspects de la santé et des finances ne peuvent vraiment pas être séparés, il faut examiner la composition de ce produit pour vraiment comprendre pourquoi. Nous savons que le produit se décomposera et, en se décomposant, il émettra des quantités de gaz toujours croissantes. La seule chose que nous ignorons, la seule variable dans ce domaine, est le moment où cela se produira. Nous savons que cela se produira; nous ne savons pas quand cela se produira. Dans certains cas, selon la composition du produit ou la méthode d'installation, le produit peut être stable pendant un certain nombre d'années et commencer alors à se décomposer. Ainsi, des familles qui peuvent ne pas avoir de problèmes de santé actuellement peuvent découvrir qu'elles ont des problèmes de santé très graves d'ici une courte période et, pour cette raison, nous croyons que le produit doit être enlevé de chaque maison au Canada avant que les problèmes de santé commencent.

Si nous devons nous tromper, au moins trompons-nous en étant prudents. Débarrassons-nous du produit.

M. Patten: Je pourrais ajouter une remarque à cela. Dans mon propre cas, ma famille n'a connu aucune maladie et les résultats de nos tests ont été très faibles.

Mais nous nous inquiétons toujours de ce que certaines familles ont été malades avec des résultats de tests très bas et nous avons des raisons de croire que des enfants et des femmes, notamment les femmes enceintes, ainsi que les personnes âgées sont plus prédisposés. Si c'est exact, alors toute personne qui a une famille doit y penser deux fois. Ils peuvent ne pas connaître de problèmes aujourd'hui; la préoccupation est à long terme.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président.

[Texte]

The Chairman: Thank you, Mr. Scott.

Pour votre gouverne, il est évident que les députés ne sont pas tous des spécialistes en la matière, même s'il y a des avocats et des médecins qui sont membres du Comité. Le Comité a retenu les services de certaines personnes de la Division de recherche de la Bibliothèque du Parlement, à savoir M. Tom Curren, qui est docteur en chimie, M. Guy Beaumier et M. Jacques Rousseau, qui sont ici et qui vont assister à toutes les réunions. Les membres du Comité et le personnel de la Division de recherche de la Bibliothèque du Parlement auront régulièrement des réunions de façon à s'assurer que les huit points au programme pour l'étude de cette situation seront bien couverts lors de la présentation du rapport, le 1^{er} décembre prochain.

Mr. Ray Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I think one of the questions I would like to get at has something to do with this national homeowners' council. Who in fact do they represent? Over the history of the organization, it would appear the national homeowners' council was instrumental in passing a bill through the House which you have described as grossly inadequate.

I wonder, Mr. Patten, if you could give us some indication of the history of this organization: who formed it, who appointed its members and the chairman of the committee?

Mr. Patten: Going back to early spring, there were all kinds of individual homeowner groups across the country who were making representation and looking for ways to try to solve the problem. Out of the Ottawa UFFI association we had written a letter suggesting to the minister that two things might assist with this problem. One was that we felt the nature of information from government, people were reading with a jaundiced eye. This information was seen to be biased, and they might in fact look at sharing information through an independent source around the issue. The second one we recommended was that they might look at the idea of involving home owners in their process of when they looked at problems, how that could work.

The response back to that letter was that the idea of an advisory council such as what is there at the moment—and the minister asked if I thought this would be something you would support. I said I thought it could have some merit. I phoned a number of people across the country who were listed on the UFFI centre list of homeowners' associations; I tested the idea. There was a very good response from across the country.

I then had a chance to meet with the minister, and I said, all right, we would be prepared to give it a crack and see whether this might be a way of offering some advice directly from homeowner groups. He agreed. He invited me to be the chairman of that group and asked for a list of the people throughout the country. I consulted with the various groups. Some names were put forward, and essentially the council was formed.

[Traduction]

Le président: Merci, M. Scott.

For your information, it is obvious that all M.P.s are not specialized in this, even though there are lawyers and doctors on the Committee. The Committee has retained the services of certain people from the Library of Parliament Research Branch, i.e. Mr. Tom Curren, who has a Ph.D. in chemistry, Mr. Guy Beaumier and Mr. Jacques Rousseau, who are here and will attend all meetings. Committee members and Library of Parliament Research Branch staff will meet regularly to insure that the eight points on the agenda to study this situation are well covered when the report is tabled on the 1st of December next.

M. Ray Skelly.

M. Skelly: Monsieur le président, une des questions que j'aimerais aborder a trait à ce national homeowners' council. En fait, qui représente-t-il? Depuis l'existence de l'organisation, il semble que le *national homeowners' council* a favorisé l'adoption par la Chambre d'une loi que vous avez décrite comme fortement insuffisante.

Je me demande, M. Patten, si vous pourriez nous donner quelque indication de l'histoire de cette organisation: qui l'a formée, qui a nommé ses membres et le président du comité?

M. Patten: Si on remonte au début du printemps, il y avait toutes sortes de petits groupes de propriétaires dans le pays qui faisaient des revendications et cherchaient des moyens de résoudre le problème. Par l'entremise de l'association d'Ottawa sur la MIUF, nous avions écrit au Ministre pour lui suggérer que deux choses pourraient aider à résoudre ce problème. L'une était à notre avis la nature de l'information du gouvernement que les gens voyaient d'un mauvais oeil. Cette information était considérée partielle et les gens pourraient en fait vouloir partager de l'information sur la question au moyen d'une source indépendante. La deuxième que nous avons recommandée est qu'il examine l'idée de faire participer les propriétaires au processus d'examen des problèmes, de la façon dont cela pourrait marcher.

La réaction à cette lettre a été que l'idée d'un conseil consultatif comme il en existe un actuellement... et le Ministre m'a demandé si je pensais que c'était une idée que nous pourrions appuyer. J'ai dit que je pensais qu'elle pourrait avoir un certain mérite. J'ai téléphoné à un certain nombre de personnes dans le pays qui figuraient sur la liste des associations de propriétaires du Centre de la MIUF; j'ai mis l'idée à l'essai. La réaction a été excellente dans tout le pays.

J'ai alors eu une occasion de rencontrer le Ministre et je lui ai dit: très bien, nous serions disposés à essayer pour voir si cela pourrait être un moyen qui permettrait aux groupes de propriétaires d'offrir directement leurs conseils. Il s'est dit d'accord. Il m'a invité à devenir le président de ce groupe et m'a demandé une liste des gens dans l'ensemble du pays. J'ai consulté les divers groupes. Certains noms ont été proposés et, essentiellement, le conseil a été formé.

[Text]

Subsequently to the forming of the council, the process of nominees to the council—in fact they come not from the minister but from recommendations from the different parts of the country that recommend that to the council itself.

Mr. Skelly: The concept formed some time before—as I understand it, it was suggested to the Ottawa group, who in turn acted as the sponsor of the idea. Can you tell me who was involved in basically setting this idea afoot? As I understand it, there were four people who basically put this idea afoot. They visited us and attempted to put it out. Can you give me an indication of who those four individuals were?

Mr. Patten: Sure. I do not remember if there were four. There were myself, Murray Coolican, and Cam Mackie; and if there is a fourth—there may be somebody else; I do not know.

• 1105

Mr. Skelly: Now, as I understand it, it started with a group of individuals who basically took two ideas. One was to sell to their own organization and to the minister the idea of a minister's advisory council. They also managed to promote the idea of the Ottawa group, because of expertise in the civil service and whatnot, producing a national newsletter for UFFI homeowners.

Can you give us an indication, first of all, of what moneys were obtained; and essentially, who was hired and what amount of that money was put out, whether or not it was put up for tenders, or just how you handled the allocation of those funds?

Mr. Patten: Yes, we had recommended this. At the time, we had estimated there were about 30,000 homeowners on the UFFI centre list. As an Ottawa association, officially as an organization, essentially we are prepared to give overall leadership in getting at the issue, independent from government.

We estimated it would cost about \$10,000 an issue. One issue is out, and we would be happy to share it with any members who are interested. In fact, we ran out of issues because we did not produce enough. The figures at the UFFI centre are higher than the 30,000 we had produced.

We set up an advisory editorial board, made up of members of the Hull UFFI group; some members of our own group; some other people with editorial or journalistic backgrounds; people with technical backgrounds; people with competence in both languages, and this sort of thing. That group is identified in the newsletter itself, and functioned as an advisory council.

We engaged a company in Ottawa. There were three different groups of consultants doing this kind of work, with whom we met and talked about the production of this. Then our executive made a decision on one J.J. Philips.

[Translation]

Par la suite de la formation du conseil, le processus de nominations au conseil, en fait, ils ne viennent pas du Ministre mais de recommandations des diverses parties du pays qui recommandent cela au conseil lui-même.

M. Skelly: L'idée a vu le jour quelque temps auparavant... Si je comprends bien, elle a été proposée au groupe d'Ottawa, qui à son tour s'en est fait le promoteur. Pouvez-vous me dire qui a avancé cette idée? Si je comprends bien, il y avait quatre personnes qui ont avancé cette idée. Elles nous ont rendu visite et ont essayé de l'établir. Pouvez-vous me donner une indication de l'identité de ces quatre personnes?

M. Patten: Certainement. Je ne me rappelle pas s'il y avait quatre personnes. Il y avait moi-même, Murray Coolican et Cam Mackie; et s'il y en a une quatrième... il pourrait y avoir quelqu'un d'autre, je ne sais pas.

M. Skelly: Or, d'après ce que l'on m'a dit, le tout a commencé avec un groupe de personnes qui préconisaient deux idées fondamentales. La première consistait à proposer à leur propre organisation et au Ministre le concept d'un conseil consultatif ministériel. Elles sont également parvenues à promouvoir l'idée du groupe d'Ottawa à cause de leur connaissance profonde de la Fonction publique, ce qui a abouti à un bulletin national s'adressant aux propriétaires de maisons isolées à la MIUF.

Tout d'abord, pouvez-vous nous indiquer approximativement quelles sommes ont été obtenues et, en fait, qui a été embauché et quelle partie de cette somme a été utilisée, si l'on a présenté des soumissions pour cette somme ou comment ces fonds ont été affectés?

M. Patten: En effet, nous l'avions proposé. À l'époque, nous croyions qu'environ 30 000 propriétaires faisaient partie de la liste de la MIUF du gouvernement. En tant qu'association d'Ottawa (parce que nous formons une organisation officielle), nous sommes fondamentalement disposés à diriger les démarches, indépendamment du gouvernement.

D'après nous, chaque numéro coûterait \$10 000. Le premier numéro a déjà été publié et nous serions heureux d'en fournir des exemplaires aux membres intéressés à le consulter. En fait, notre stock de numéros s'est épuisé parce qu'il était insuffisant. Les statistiques du centre de la MIUF indiquent un nombre plus considérable que les 30 000 exemplaires produits.

Nous avons créé un comité de rédaction consultatif, composé de membres du groupe des propriétaires de maisons isolées à la MIUF de Hull, de certains membres de notre propre groupe, de certaines personnes ayant des antécédents dans les domaines de la rédaction ou du journalisme, des gens possédant des aptitudes techniques, des gens versés dans les deux langues et ainsi de suite. Ce groupe est identifié dans le bulletin et jouait le rôle d'un conseil consultatif.

Nous avons réservé les services d'une entreprise d'Ottawa. Trois groupes différents d'experts-conseils faisaient ce genre de travail; nous les avons rencontrés et avons envisagé avec eux la

[Texte]

Mr. Skelly: Can you identify for me the principals in that company?

Mr. Patten: I can give you that after—

Mr. Skelly: No, I would like it now and on the record.

Mr. Patten: I do not have it.

Mr. Skelly: Okay.

Just to set the stage for the next question, I want to make a statement that may be of a little concern here—it certainly concerns me—that the basic issue revolves around the adequacy of the program. Much of the information you put on the brief is in the public domain; and certainly, those recommendations are clearly forward. There is no doubt about that; pardon me for restating the obvious.

The development of this organization, in my opinion—and, I think, in the opinion of a lot of other people—broke the back of political action in the country. That is a fact.

The organization then began to deal with the minister's program, which was defined as inadequate. Many people who become involved with that advisory council—and I certainly have had it explained to me a number of times—were very concerned that, in fact, there would be no greater pressure available for individual groups. They would now be forced to act through an organization appointed by the minister to advise the minister.

In fact, it did not originate from a combined group of homeowners, but really, was originated by a small group of people who put the program together. One is now, I guess, at the rank of Assistant Deputy Minister within Consumer and Corporate Affairs.

So what essentially happened is that it did break the back of political activity in the country; and that political activity forced the government, over a period of months, from saying they were absolutely not responsible for this, to the point where they did, in fact, put forward an inadequate program.

Then the national advisory council, the only method of really trying to deal with government, was in the House on the bill, and they had a very definite problem there. The advisory committee legitimized the bill by basically approving its passage. Since the advisory committee allegedly represented homeowners, although they were, in fact, the minister's advisory council, they legitimized that process, and I would say, did weigh very heavily in acceptance of the legislation that backed an inadequate program. And from that point on the homeowners' council took responsibility for saying this should go through and then we will fool with the knobs and pull the levers of the program, rather than basically opposing the program.

[Traduction]

rédaction de ce bulletin. C'est alors que notre exécutif a pris une décision concernant un dénommé J.R. Philips.

M. Skelly: Pouvez-vous me donner les noms des directeurs de cette entreprise?

M. Patten: Je pourrais vous les donner plus tard . . .

M. Skelly: Non, je les veux maintenant et je veux que leurs noms soient versés au dossier.

M. Patten: Je ne les ai pas en mémoire.

M. Skelly: Très bien.

Pour paver la voie à la question suivante, permettez-moi d'affirmer une chose qui vous intéressera peut-être un peu (elle m'intéresse sûrement): la question essentielle, c'est la pertinence du programme. Une partie importante de l'information de votre mémoire appartient au domaine public; de plus, il est certain que ces recommandations sont positives. C'est indéniable; je m'excuse de resasser des choses évidentes.

D'après moi et, j'en suis certain, de l'avis d'un grand nombre de personnes, la création de cette organisation a cassé les reins de toute action politique dans le pays. C'est un fait.

L'organisation a ensuite abordé le programme du Ministre qui était considéré inadéquat. De nombreuses personnes qui ont commencé à s'occuper de ce conseil consultatif (on me l'a expliqué plusieurs fois) s'inquiétaient vraiment du fait que certains groupes ne pourraient exercer aucune pression additionnelle. Ils seraient désormais obligés d'agir par l'entremise d'une organisation nommée par le Ministre pour le conseiller.

En réalité, le programme n'est pas né grâce aux efforts conjoints d'un groupe de propriétaires, mais grâce à un petit groupe de personnes qui en ont tracé les grandes lignes. Une d'entre elles occupe sans doute le poste de sous-ministre adjoint au ministère de la Consommation et des Corporations.

En fait, ce programme a eu comme conséquence de casser les reins de toute l'activité politique du pays; de plus, au cours d'une période de quelques mois, à cause de cette activité politique, le gouvernement a été obligé de déclarer qu'il n'en était absolument pas responsable de sorte qu'il a créé un programme inadéquat.

Par la suite, le conseil consultatif national (le seul moyen dont nous disposions pour tenter de faire face au gouvernement) a été convoqué à la Chambre des Communes au sujet du projet de Loi et c'est alors qu'un véritable problème est apparu. Le comité consultatif a légitimé le bill en approuvant son adoption. Puisque le comité consultatif représentait probablement les propriétaires, bien qu'en réalité, il s'agissait du conseil consultatif du ministre, il a légitimé le processus et je n'hésiterais pas à dire qu'il a contribué considérablement à l'adoption du projet de loi qui appuyait un programme inadéquat. Par la suite, le homeowners' council s'est chargé d'affirmer que ce projet de loi devait être accepté, bien qu'on soit contraint de le manipuler et de le modifier plutôt que de s'y opposer.

[Text]

• 1110

I know many members of that council, when they sat down and looked at themselves said, do we get in or get out? They were damned if they did; they were damned if they did not. First of all, if they did not get involved, there was no way to even influence a totally inadequate program, and yet a lot of those people went forward and knew that this was basically the end of an attempt that would involve a lot of pressure nationally to push the government in a political forum into considering a better program.

I do not know that you can answer that. Certainly your impressions would be different as a member who organized or was instrumental in organizing that committee. But ultimately I would have some very serious questions if I were a homeowner about the role of that committee. They did, in fact, break the back of political action, and I think if we asked that they will say it is true. That committee did legitimize the passing of a legislation that underpinned an inadequate program, and basically have kept people fooling around, turning the knobs and pulling the levers of the regulations and who qualifies and whatnot. I would throw the question back: Whom does this committee really represent?

Mr. Cocolicchio: I would like to clear up one thing first—

Mr. Skelly: Just a minute, Mr. Patten is the chairman of the council and I think the Quebec group is represented this afternoon . . . Mr. Patten was very instrumental, along with two other people. One of those individuals came to me in February of this year and I asked him not to do it because I recognized that this trick was as old as when they stuck the knives into Caesar.

The Chairman: Mr. Patten.

Mr. Patten: Your question was?

Mr. Skelly: Whom does the committee represent?

Mr. Patten: I think the committee represents homeowners from the different parts of Canada. I would like to point out something though, Mr. Skelly. I appreciate your instruction on political science; you may be right. It may be that in the confusion at the time when no one, I think, knew precisely what to do, a lot of people were drawing straws or picking up straws and were trying to suggest some ways of doing something together. The idea came together fairly quickly. There were a lot of people involved at the time; a lot of people have given a hell of a lot of time to this particular thing. I would like to point out something: You said the council approved the bill. It did not approve the bill and it, in fact, made a public statement to that effect, that it withdrew its opposition from the bill. The reason why it did do that was because we kept getting the word that there were a lot of people who wanted to see this thing go through.

We said we still have reservations and here is what they are . . . Our role as a council was not in fact to pass the bill, our role still is not to do that; our role is to provide advice. We

[Translation]

Je sais qu'un nombre important des membres de ce conseil s'est demandé, lorsqu'il a analysé la situation, s'il devait se prononcer ou s'abstenir. Dans un cas comme dans l'autre, ils étaient condamnés. Tout d'abord, s'ils ne se prononçaient pas, il serait absolument impossible de modifier un programme fondamentalement inadéquat; c'est pourquoi, un grand nombre d'entre eux est allé de l'avant et cela signifiait la fin d'une tentative où des pressions considérables seraient exercées sur le gouvernement, sur le plan national, pour l'obliger à envisager un meilleur programme.

J'ignore ce que vous pensez de cela. Il est certain que vos impressions seraient différentes si vous étiez un membre ayant constitué ce comité ou ayant contribué à organiser ce comité. Mais, en dernière analyse, si j'étais propriétaire, j'aurais des questions très pertinentes à poser au sujet du rôle de ce comité. En fait, ce comité a cassé les reins de toute action politique et, si on le lui demandait, il confirmerait notre opinion. Ce comité a effectivement légitimé l'adoption d'un projet de loi qui appuyait un programme inadéquat et il a laissé les gens s'affoler et tirer les ficelles du Règlement et déterminer les responsables et ainsi de suite. Je vous renvoie la question: Qui ce comité représente-t-il vraiment?

M. Cocolicchio: Auparavant, j'aimerais préciser quelque chose . . .

M. Skelly: Un instant, M. Patten est président du conseil et je crois que le groupe du Québec est représenté devant nous cet après-midi . . . M. Patten, ainsi que deux autres personnes, ont joué un rôle déterminant. Un d'entre eux est venu me voir en février et je lui a recommandé de se désister parce que je réalisais que cette intrigue remontait au temps où l'on a poignardé César.

Le président: M. Patten.

M. Patten: Quelle était votre question?

M. Skelly: Qui ce comité représente-t-il?

M. Patten: D'après moi, le comité représente les propriétaires de toutes les régions du Canada. Permettez-moi de souligner quelque chose, M. Skelly. Je reconnais la valeur de votre discours de science politique; vous avez peut-être raison. Il est possible que lorsque régnait la confusion et que, d'après moi, personne ne savait exactement quoi faire, beaucoup de personnes agissaient à tâtons et s'efforçaient de trouver une façon d'agir de concert. L'idée a pris forme assez rapidement. A l'époque, beaucoup de personnes étaient concernées; un nombre effarant de personnes a consacré beaucoup de temps à cette question. J'aimerais signaler une chose: vous avez affirmé que le conseil a approuvé le projet de loi. Il ne l'a pas approuvé; en fait, il a déclaré publiquement qu'il ne s'opposait plus au projet de loi. Il l'a fait parce qu'on lui disait constamment que beaucoup de gens voulaient qu'il soit adopté.

Nous avons encore des réserves et les voici. En tant que conseil consultatif, notre rôle ne consistait pas à adopter le projet de loi et ce n'est toujours pas notre rôle; notre rôle

[Texte]

have laid out fairly clearly what we disagree with, we have said that publicly, we have done that with Mr. Ouellet. We are going back and we are reporting to our groups and our groups are knowledgeable of what that is. You are suggesting that we are making the decision, and I would suggest no. If there is a great deal of political naiveté, perhaps that is true. In relation to MPs like yourself or other MPs who know the political arena, for a political scientist, perhaps that is true.

Mr. Skelly: That is my time, I guess. Could I—?

Le président: Merci, monsieur Skelly.

Monsieur Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Moi aussi, je suis heureux d'avoir l'occasion d'examiner ce problème en profondeur, non pas dans le but de trouver des coupables mais dans le but de trouver une solution.

Si je comprends bien votre exposé, monsieur Patten, vous en venez à la conclusion que le responsable de tout ce problème-là, c'est le gouvernement fédéral, et ce parce qu'il a accepté le produit. N'est-il pas exact, monsieur Patten, que ce produit n'a pas été accepté par le gouvernement fédéral seul, mais plutôt par un ensemble de personnes siégeant à un comité représentant les industriels, les entrepreneurs, le provincial et le fédéral? N'est-il pas exact de dire que c'est une responsabilité collective?

M. Patten: Oui, vous avez raison.

• 1115

The reason why we believe the federal government has the ultimate responsibility is because no one is assuming any ultimate responsibility. As far as the citizens of Canada are concerned, the ultimate authority, in terms of public responsibility for actions against the other major institutions, is our government. That is our position. So, we say it has that responsibility. It may not be the only actor on the stage who participated in the endorsement of the product. We suggest that that process of endorsing products is a weak one—and apparently that is self evident to a lot of other people. We have made some suggestions as to how that might be dealt with. But we feel, as citizens, that the federal government is responsible to the citizenry.

M. Marceau: Selon vous, est-il acceptable que le gouvernement fédéral, à l'aide des fonds qu'il perçoit des contribuables canadiens, paye lui-même pour un problème dont sont responsables, comme vous venez de le dire, plusieurs personnes? Monsieur, ici, dit que le fédéral devrait tout simplement payer à même les fonds et ensuite se rembourser auprès des autres responsables. Est-ce que vous ne trouvez pas qu'il serait pour le moins curieux que les législateurs canadiens prennent l'argent des contribuables et leur disent: vous n'êtes pas responsables complètement, mais on va se servir de votre argent pour assumer les responsabilités des autres gouvernements?

[Traduction]

consiste à offrir des conseils. Nous avons déclaré assez clairement ce à quoi nous sommes opposés, nous l'avons déclaré publiquement et à M. Ouellet. Nous rendons des comptes à nos groupes qui sont conscients de notre attitude. Vous donnez à entendre que nous prenons la décision; je suis d'avis contraire. Si les gens étaient naïfs au plan politique, ce serait peut-être vrai. En ce qui concerne des membres du Parlement comme vous ou d'autres qui connaissent bien la scène politique, en ce qui concerne un expert en science politique, c'est peut-être vrai.

M. Skelly: Je suppose que je devrais intervenir. Pourrais-je...?

The Chairman: Thank you, Mr. Skelly.

Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. President.

I am also happy to have the opportunity to examine this problem in detail, not to put the blame on somebody, but to find a solution.

If I understand your statement correctly, Mr. Patten, you come to the conclusion that the federal government is responsible for this problem because it endorsed the product. Is it not true, Mr. Patten, that this product was endorsed not only by the federal government, but rather by a group of people who were members of a committee representing the industry, business people, the federal government and provincial governments? Am I right when I say that it was a collective responsibility?

Mr. Patten: Yes, that's right.

La raison pour laquelle nous croyons que le gouvernement fédéral est responsable est que personne d'autre n'assume la responsabilité de ce problème. Les citoyens canadiens estiment que c'est à leur gouvernement qu'il incombe, en dernière analyse, d'assumer la responsabilité publique des mesures visant d'autres institutions importantes. Voilà notre position. Nous soutenons que le gouvernement est responsable, mais il n'est peut-être pas le seul à avoir approuvé ce produit. Nous prétendons que le processus d'approbation contient des lacunes et il semble que bon nombre d'autres personnes partagent cet avis. Nous avons proposé quelques solutions au problème, mais nous croyons que le gouvernement fédéral est responsable devant les citoyens.

Mr. Marceau: Do you believe it is acceptable for the federal government to use Canadian taxpayers' money to remedy a problem for which, as you have just acknowledged, many people are responsible? This person has just said that the federal government should simply use the funds to pay and then seek redress from others whom it considers responsible. Would it not be rather odd for Canadian legislators to use taxpayers' money and tell them that, although they are not entirely responsible, their money will be used to assume the responsibilities of other governments?

[Text]

Ma question est celle-ci: est-ce que vous avez fait des démarches auprès des gouvernements des provinces? Est-ce que vous en êtes venus à la conclusion qu'ils étaient tous irresponsables, ces gens-là, ou si vous vous dites tout simplement: eh bien, on va demander au gouvernement fédéral de payer parce qu'il a accepté le produit et qu'il a un rôle à jouer?

Le président: Monsieur Patten.

Mr. Patten: Yes—you may want to comment?

Mr. Wentzell: Yes, I am from New Brunswick. Speaking for New Brunswick, we have certainly had similar negotiations continuously with the provincial government. As well, we are presently looking at legal action in relation to manufacturers. We certainly feel that the ultimate responsibility is for the federal government to show us leadership; as a last resort, the Canadian people do turn to the federal government. We also realize that there could be responsibilities in other areas—our group, I know, is looking at all avenues of responsibility.

Mr. Cocolicchio: I think we have to keep in mind that the federal government provided a financial incentive to use this product, which none of the other bodies involved in the approval process did, and that, I think, places a greater responsibility on the federal government. If the federal government feels that there are other people who are responsible and who should share the cost of that responsibility, I think it is incumbent on the federal government to take that up, not homeowners.

Mr. Patten: Just one comment: In relation to taxpayers, I think it would be an interesting issue to discuss with the Canadian public as to where we would want to spend our money. Then, of course, it comes down to values and judgments about expenditures and how much we want to spend on defence, or how much we want to spend on health, or how much we want to spend on education, or things of that nature. It seems to me that because of the present indications—although the information is there, it is not widely known—the hazards down the line, the implications, are staggering. From that point of view, the energy, in the sense of urgency, is not there in relation to the need, as we see it.

M. Marceau: Si je comprends bien l'orientation que vous avez donnée à votre travail, vous ne semblez pas avoir envisagé la possibilité de permettre à ceux qui ont de l'urée dans leurs murs de la garder. Si je comprends bien, vous avez décidé que la mousse était nocive pour tout le monde et qu'il fallait l'enlever, indépendamment d'un jugement du tribunal, quel qu'en soit le coût, à n'importe quel prix. Est-ce que vous avez reçu d'autres options ou pensez-vous que pour notre part il nous faut envisager cette solution-là? S'il n'y a pas d'autre solution, il est évident qu'on verra à en recommander, mais s'il y en a d'autres... Est-ce que vous avez étudié cela?

[Translation]

My question is this: Have you not approached the provincial governments on this issue? Have you concluded that none of them are responsible or have you simply decided to ask the federal government to pay since it endorsed the product and therefore must assume a certain responsibility for the problem?

The Chairman: Mr. Patten.

M. Patten: Oui, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Wentzell: Oui. Je viens du Nouveau-Brunswick. Dans notre province, des négociations semblables se poursuivent avec le gouvernement provincial. Nous étudions également la possibilité d'intenter des poursuites contre les fabricants. Nous croyons aussi qu'il incombe au gouvernement fédéral de prendre l'initiative; les Canadiens ont tendance à faire appel au gouvernement fédéral en dernier recours. Nous savons également que d'autres agents peuvent être responsables; c'est pourquoi notre groupe tente de déterminer la responsabilité de tous les participants.

M. Cocolicchio: Je crois que nous ne devons pas oublier que, contrairement aux autres organismes qui ont également accepté ce produit, le gouvernement fédéral a accordé des subventions pour inciter à l'utiliser et que, par conséquent, sa responsabilité est plus grande, à mon avis. Si le gouvernement fédéral estime que d'autres groupes sont aussi responsables et doivent partager la responsabilité, c'est à lui qu'il revient de régler cette question et non aux propriétaires.

M. Patten: Permettez-moi de faire une remarque concernant les contribuables. Je crois qu'il serait intéressant de demander l'avis du public canadien concernant l'affectation de son argent. Cela se résume à une question de valeurs et de jugements au sujet des dépenses, des fonds à allouer à la défense, à la santé, à l'éducation, et aux domaines de cette nature. Il me semble que selon les indications actuelles, car, même si l'information existe, elle n'est pas très répandue, les dangers éventuels ou les répercussions sont considérables. Dans ce contexte, nous croyons que les efforts déployés ne correspondent pas à l'importance du problème, compte tenu du caractère pressant de la situation.

Mr. Marceau: If I understand correctly the thrust of your efforts, it would appear that you have not considered the possibility of leaving the UFFI in the walls of the homes where it has been installed. You seem to have decided that the foam is hazardous to everyone and that it must be removed whatever the cost, without taking into account the court's decision. Do you know of other options or do you believe we should consider this alternative? If there are no other solutions, we will surely recommend some, but if there are other... Have you thought of this aspect?

• 1120

The Chairman: Mr. Patten.

Mr. Patten: Yes, as a matter of fact. But as we collectively deliberated the matter, the conclusion we arrived at was that the ultimate solution is removal, although we are aware aware

Le président: Monsieur Patten.

M. Patten: Oui, nous l'avons fait, mais après avoir étudié la question collectivement, nous avons conclu que la meilleure solution était d'enlever la mousse, même si nous savons que

[Texte]

that some people cannot, because it would mean demolition of their homes.

We know that there are other remedial methods but, in our opinion, they would not resolve all the longer-term worries. They may not have a problem today, but they may later on. We are proposing that each homeowner have the right of selection and choice in this, obviously. We are not recommending that they must remove this. As we have considered the facts available to us, it seems to us that the most desirable information coming from toxicologists, doctors and people who are researching the matter is the advice, You get away from it or get it away from you. In some cases there are other options for people, and they have to be examined too.

The Chairman: Do you wish to add something, sir?

Mr. Wentzell: Thank you. If I could just make a comment in relation to the non-removal of the foam from the house, I would point out that the homeowner still is left with a financial stigma such as real estate loss, mortgage loss, and that sort of thing. This is another aspect. Thank you.

Mr. Cocolicchio: Could I add something as well, Mr. Chairman? I would just mention that we recognize that some people cannot remove the foam, or do not want to remove the foam, but we have made provision for remedial measures which can be taken. However, I think it has to be remembered that the federal government itself indeed labelled this product as dangerous, and would not have banned it if it were not. We have to remember that this product will break down; the only variable is when. So you have to keep in mind that people who may not feel it to be necessary to remove the foam or to take remedial measures now, at some future period indeed may believe it to be in their interests to do so.

Mr. Marceau: Ce produit, monsieur Patten, a été mis en circulation en 1959, comme vous l'avez dit, et il est quand même utilisé à travers le monde, ce n'est pas un produit nouveau. Comment expliquez-vous que subitement, depuis quelques années, cela ait pris des proportions extraordinaires? Que s'est-il produit? J'ai l'impression que ce produit était utilisé partout dans le monde en quantité assez importante. Que s'est-il passé tout d'un coup pour rendre la situation grave et alarmante?

Mr. Patten: That is a very interesting question because, although it was introduced into the Canadian market, our information suggests that it was not widely used. The point at which it was widely used was when it was encouraged as being one of the options to be utilized and linked with energy conservation as part of a national program. The greatest volume of usage came under the CHIP program. People saw this as an incentive. It was not the only one proposed under the CHIP program, but it was one of them and, in some instances, certain people in regions in what were called "Enersave" offices, government officials from CMHC or the Department

[Traduction]

certaines propriétaires ne pourront le faire parce qu'il s'agirait de démolir leur maison.

Nous savons qu'il existe d'autres solutions, mais à notre avis, elles ne permettent pas d'éliminer tous les problèmes qui pourront surgir plus tard. Les propriétaires n'ont peut-être pas de problème à l'heure actuelle, mais ils peuvent en avoir dans l'avenir. Nous supposons évidemment que chaque propriétaire peut choisir la solution qui lui convient. Nous ne les obligeons pas à enlever la mousse. Nous avons examiné l'information dont nous disposons et nous sommes d'avis que la meilleure recommandation que nous puissions faire à ce sujet est le conseil des toxicologues, des médecins et des chercheurs dans ce domaine, à savoir se tenir loin de la mousse ou l'enlever. Dans certains cas, il peut exister d'autres solutions et il faut les analyser.

Le président: Voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Wentzell: Merci. Je n'ai qu'une remarque à formuler au sujet de la solution qui consiste à laisser la mousse dans les murs et c'est la suivante: j'aimerais signaler que, dans un tel cas, le propriétaire subit une perte financière, soit sur le plan de la valeur immobilière, soit sur le plan de l'hypothèque, soit sous d'autres aspects de ce genre. Il s'agit d'une autre dimension de la question. Merci.

M. Cocolicchio: Puis-je ajouter quelque chose aussi, Monsieur le Président? J'aimerais tout simplement souligner que nous savons que certains propriétaires ne peuvent pas ou ne veulent pas enlever la mousse, mais nous avons prévu des mesures à prendre. Toutefois, je crois qu'il ne faut pas oublier que le gouvernement fédéral a déclaré qu'il considérait ce produit dangereux et que son utilisation n'aurait pas été interdite s'il ne l'avait pas été. Il faut se rappeler que ce produit se décomposera; le seul facteur qui n'a pas été déterminé est le moment où cela se produira. Il faut donc se rappeler que ceux qui ne voient pas la nécessité d'enlever la mousse ou de prendre des mesures le plus tôt possible considéreront peut-être plus tard que cela s'impose.

Mr. Marceau: As you have said, Mr. Patten, this product was put on the market in 1959 and it has been used throughout the world; therefore, it is not a new product. How do you explain that it has suddenly and recently become the object of such considerable attention? What has happened? I am under the impression that this product has been used extensively throughout the world. Why has this suddenly become a serious and alarming problem?

M. Patten: Vous soulevez une question très intéressante. En effet, même si le produit a été lancé sur le marché canadien, l'information dont nous disposons semble indiquer qu'il n'a pas été utilisé en grande quantité. Son utilisation est devenue très répandue lorsqu'elle a été encouragée comme un moyen de conserver l'énergie dans le contexte du programme national. Ce produit a été utilisé en grande quantité dans le cadre du programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. Pour les gens, il s'agissait d'une mesure d'incitation. Cette mesure de conservation n'était pas la seule que proposait le programme, mais elle en faisait partie et, dans certains cas, des

[Text]

of Energy, Mines and Resources actually recommended it saying, Here is something you should use. So it was during that period where the greatest volume of usage took place. There was a financial incentive to do so.

M. Marceau: Ce sera ma dernière question, monsieur le président. Elle sera très courte.

Quand, justement, le gouvernement a permis ou recommandé l'utilisation de ce produit, il a tout de même émis des conditions, et plusieurs personnes qui ont utilisé ce produit n'ont pas respecté ces conditions. Ne considérez-vous pas justement que c'est à cause de l'absence du respect des conditions? Lorsque vous dites que ça coûte \$20,000 pour enlever la mousse, ne s'agit-il pas des maisons où les entrepreneurs n'ont pas suivi les normes et que dans ces cas-là ça coûte plus cher? Donc, c'est pour cela que le montant de \$5,000 n'est peut-être pas assez élevé. Si ces personnes avaient respecté les normes, le montant de \$5,000 pourrait être suffisant.

• 1125

Le président: Les signes que vous faites, monsieur M. Patten, ne sont pas enregistrés. Est-ce que vous êtes d'accord, oui ou non, avec les observations de M. Marceau?

Mr. Patten: The regulations we believe were weak. There were things all the way down, from the point at which there was an endorsement of the product, from the point at which there was licensing from CMHC for manufacturers. The manufacturers' role in whatever product they produced—and we do not even know what that is—the installers and their following of the regulations of the installation—disastrous. The province is not monitoring that aspect. The placing of this product in the attics of homes, using it as a means of combatting condensation—credible stories that you will find. All the way down the line you can find that, yes, there are actors on the stage, all of whom have to bear some of the responsibility, for sure. We believe, though, it is very important that that process be tightened up; that if it is the same board, or another process, the process of introducing products into the marketplace, particularly chemically based products, has to be seriously examined when we start learning and looking at home environments at the moment.

The Chairman: Thank you.

Only five minutes, Miss MacDonald.

Miss MacDonald: Thank you. I will try to be very brief.

Mr. Patten, one of the problems with this whole UFFI mess is that it has been enshrouded with secrecy all along the way. It is very difficult to get any information. I presume you want things as open as possible; so could you provide us with a copy of the terms of reference you undertook when you set up the advisory committee?

[Translation]

employés de bureaux régionaux appelés bureaux «énergies», des fonctionnaires fédéraux de la SCHL ou du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources ont effectivement recommandé l'utilisation du produit. C'est donc durant cette période que la mousse a été utilisée en grande quantité. Les subventions incitaient à l'utiliser.

Mr. Marceau: I have one last very brief question, Mr. Chairman.

When the government allowed or recommended the use of this product, it established certain conditions governing its use which many people did not observe. Do you not believe that the non compliance with these conditions is a factor? When you say that the cost of removing the foam is \$20,000, are you not referring to homes where the contractors did not follow the standards, and that is why the costs are higher? This is probably why \$5,000 is insufficient. If these people had complied with the conditions, \$5,000 would be enough.

The Chairman: Mr. Pattern, your gestures are not registered. Do you agree with the comments of M. Marceau?

M. Patten: À notre avis, les règlements n'étaient pas assez sévères. Il y a eu des irrégularités du début à la fin, depuis le moment où le produit a été accepté, depuis le moment où la Société canadienne d'hypothèques et de logement a accordé les permis aux fabricants. Pour tout produit fabriqué, le rôle des fabricants—et nous ne savons même pas en quoi cela consiste—les installateurs et le fait qu'ils appliquent les règlements concernant l'installation—désastreux. L'administration provinciale ne contrôle pas cet aspect. Ce produit a été installé dans l'entre-toit des maisons pour supprimer la condensation—vous allez entendre des histoires incroyables là-dessus. Comme vous pouvez le constater, il est certain que toutes les personnes en cause, du début à la fin, doivent assumer une part des responsabilités. Cependant, il est très important à notre avis de rendre la procédure plus rigoureuse; ainsi, si l'on utilise le même comité ou un autre processus, la mise en marché des produits, surtout lorsqu'il s'agit de produits à base de substances chimiques, devrait faire l'objet d'un examen approfondi lorsque nous commençons à nous intéresser aux habitations, comme nous le faisons actuellement, et à faire des découvertes.

Le président: Merci.

Il ne reste que cinq minutes, M^{lle} MacDonald.

Mlle MacDonald: Merci. J'essayerai d'être très brève.

M. Patten, l'un des problèmes que pose toute cette affaire de la MIUF, c'est qu'elle a été entourée de secret du début à la fin. Il est très difficile d'obtenir des renseignements. Je suppose que vous voulez que cette question soit examinée au grand jour le plus possible: pourriez-vous nous communiquer le texte du mandat qui a été défini lorsque vous avez formé le comité consultatif?

[Texte]

A Witness: Yes.

Miss MacDonald: Could you also provide us with the nature of funding you receive to carry out the work you do?

The Chairman: Will you please send it to the clerk?

A Witness: Yes.

Miss MacDonald: I think it is very important we know how limited, or otherwise, the work of your council is.

Mr. Patten: The terms of reference I can provide, and subsequent amendments to that, which are fairly brief. The budget—we had no budget, as far as I know. There may have been an allocation for us, but we never saw a budget for the council in that sense.

Miss MacDonald: You probably get some per diem. That is what I want to know.

From time to time you obviously meet with the minister and you provide information, give briefings, or make recommendations. Since you are acting on behalf of home owners, did you at any time insist that that information be made public at the same time as you provided it to the minister, so your own body would know what you were doing—your own organization?

Mr. Patten: No, I do not recall having insisted, no.

Miss MacDonald: Well, have you considered doing so? As I say, it is important that all this information be in the open on an ongoing basis.

Mr. Patten: Yes, I think from time to time the council has been in a position where we thought perhaps we should be making a public statement. I suppose in all honesty the situation is one of, well, is the timing the best time? Are we going to confuse? Are we going to do that? Certainly we were reporting back to our groups and we would respond to anybody asking us questions. One thing we see, for example today, is laying out as clearly as we can the council's position and what it is. So from that point of view I guess this is a public statement in that regard.

Miss MacDonald: I would suggest that unless you do take that route, you are going to be seen more and more as having been co-opted by the minister to help conduct a whitewash, and your own credibility depends to some extent on how you act.

Did you, when you met with the minister, particularly on contentious issues, have legal counsel with you, so you would be able to argue the legal aspects of any kind of governmental actions that have been taken in the past, or suggestions for regulations that are put forward for future introduction?

Mr. Patten: Yes, we have.

[Traduction]

Un témoin: Oui.

Mlle MacDonald: Pourriez-vous aussi nous indiquer le type d'aide financière que vous recevez pour exécuter vos travaux?

Le président: Pourriez-vous envoyer les documents au secrétaire?

Un témoin: Oui.

Mlle MacDonald: Je pense qu'il est très important que nous sachions dans quelle mesure les fonctions de votre conseil sont limitées, ou étendues.

M. Patten: Je peux communiquer le texte du mandat et les modifications qui ont été apportées par la suite. Le texte est assez bref. À ma connaissance, nous n'avions pas de budget. Une certaine somme a pu nous être attribuée, mais le conseil n'a jamais eu de budget dans le sens où vous l'entendez.

Mlle MacDonald: Vous avez probablement un certain montant par jour. C'est ce que je veux savoir.

Il est évident que vous rencontrez occasionnellement le Ministre et que vous lui fournissez des renseignements, lui exposez la situation ou lui faites des recommandations. Puisque vous représentez les propriétaires, avez-vous insisté, à un moment donné, pour que ces renseignements soient rendus publics au moment où vous les communiquez au Ministre, pour que les gens que vous représentez soient au courant de vos activités—votre propre organisation?

M. Patten: Non, je ne me souviens pas d'avoir insisté, non.

Mlle MacDonald: Avez-vous envisagé de le faire? Comme je l'ai déjà dit, il importe que tous ces renseignements soient connus de tous et cela constamment.

M. Patten: Oui, je crois que les membres du conseil ont parfois envisagé de faire une déclaration juridique, jugeant que ce serait peut-être approprié. À vrai dire, je pense qu'il s'agit de savoir si c'est le meilleur moment pour le faire. Allons-nous créer de la confusion? Est-ce cela que nous allons faire? Nous informions évidemment nos groupes et nous sommes prêts à répondre aux questions de tous et chacun. Nous constatons aujourd'hui, par exemple, qu'il est important d'expliquer le plus clairement possible la position du conseil et ses fonctions. À ce point de vue-là, je pense que c'est effectivement une déclaration publique à cet effet.

Mlle MacDonald: À mon avis, si vous n'adoptez pas cette façon de procéder, on pensera de plus en plus que vous avez été embrigadé par le Ministre pour contribuer à blanchir la réputation des personnes en cause. Votre crédibilité dépend dans une certaine mesure de la façon dont vous agissez.

Lorsque vous avez rencontré le Ministre, étiez-vous accompagné d'un avocat, surtout lorsqu'il s'agissait de questions litigieuses, de manière à pouvoir discuter tout aspect juridique des mesures gouvernementales prises antérieurement ou les règlements proposés que l'on envisage de mettre en vigueur?

M. Patten: Oui.

[Text]

Miss MacDonald: The one area I will briefly ask about—

Mr. Skelly: Pardon me, Mr. Chairman. Could you clarify that?—because I think it might be an error that they did not have legal counsel present when the majority of that happened. Could the witness just make a comment on that?

Mr. Patten: The question, I understood, was did we have legal advice—

Miss MacDonald: Legal counsel with you.

Mr. Patten: Yes.

Mr. Skelly: During all those meetings with the minister?

Mr. Patten: Are you talking about the bill?

Miss MacDonald: No, not the bill; I am talking about going over the whole background of this.

Mr. Patten: Oh, I see; I am sorry. No, we have not.

Miss MacDonald: The bill is only a minor part.

Mr. Patten: We have, from time to time, had legal counsel where we have gotten some advice and sought advice from lawyers; but all through this, in reviewing the total thing, no, we have not.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, the elaboration of that is that those meetings were thrown together so quickly that I think the chairman will admit that they did not have time to change their shorts far less look at some of the things they might have had as far as legal support goes.

Miss MacDonald: There is one recommendation that you make—and I will be very brief about this, Mr. Chairman, but I think it is one of the very critical recommendations. Your first recommendation, or one of the major points of concern that you raise, says, on page 13 of your brief:

The maximum financial contribution of \$5,000 to victims is far from adequate.

Earlier, on page 4 of your brief, when you are talking about the responsibility or culpability of the federal government, you state that the federal government has responsibility because it:

...exhibited negligence in failing to heed the cautions raised by key individuals at Health and Welfare, Energy Mines and Resources, and National Research Council, related to the potential dangers of the product.

Now, you have stated that the federal government exhibited negligence. I would like you now, so that you bring this testimony into the open, to tell us where you found that negligence. I presume that your investigation during those 200 hours made that very clear to you. I would like to know where that took place. Could you document that statement?

[Translation]

Mlle MacDonald: Le secteur sur lequel je m'attarderai brièvement...

M. Skelly: Excusez-moi, M. le Président. Pourriez-vous clarifier cette question? ... car je crois que c'était une erreur de ne pas avoir d'avocat avec eux lorsque la grande partie des événements s'est déroulée. Le témoin pourrait-il faire un commentaire à ce sujet?

M. Patten: Si je comprends bien, vous voulez savoir si nous avons eu l'avis d'un homme de loi...

Mlle MacDonald: Si vous étiez accompagné d'un avocat.

M. Patten: Oui.

M. Skelly: Pendant toutes vos réunions avec le ministre?

M. Patten: Parlez-vous du projet de loi?

Mlle MacDonald: Non, pas le projet de loi; je parle de tout le déroulement de cette affaire.

M. Patten: Oh je vois; je suis désolé. Non, nous n'en avons pas.

Mlle MacDonald: Le projet de loi n'est qu'un aspect mineur.

M. Patten: Nous avons, à quelques reprises, fait appel à un conseiller juridique qui nous a donné certains conseils et nous avons demandé l'avis d'avocats; mais au cours de tous ces événements, de l'examen de toute cette affaire, non, nous n'avions personne.

M. Skelly: M. le Président, le fait est que ces réunions ont été organisées si rapidement que je crois que le président admettra qu'ils n'ont y pas eu le temps de se préparer, encore moins d'examiner certains des aspects en leur faveur, du moins en ce qui concerne l'aide juridique.

Mlle MacDonald: Vous faites une recommandation—et je serai très brève à ce sujet, M. le Président, mais je crois que c'est l'une des recommandations très importantes. Votre première recommandation, ou l'un des principaux sujets de préoccupation qui vous soulignent, disons, à la page 13 de votre mémoire:

La subvention maximale de \$5 000 versée aux victimes est loin d'être suffisante.

Auparavant, à la page 4 de votre mémoire, lorsque vous parlez de la responsabilité ou de la culpabilité du gouvernement fédéral, vous affirmez que le gouvernement fédéral est responsable car il:

...a fait preuve de négligence en ne tenant pas compte des avertissements donnés par des personnes-clés de Santé et Bien-être social, d'Énergie, Mines et Ressources et du Conseil national de recherche, quant aux dangers possibles du produit.

Maintenant, vous avez déclaré que le gouvernement fédéral a fait preuve de négligence. J'aimerais maintenant, afin que votre témoignage soit public, que vous nous disiez où vous voyez cette négligence. Je suppose que votre enquête de 200 heures vous l'a démontré clairement. J'aimerais savoir où cela a eu lieu. Pourriez-vous étoffer cette affirmation?

[Texte]

Mr. Patten: Yes. As a matter of fact, I will make reference to a presentation that you will be hearing—I believe it is tomorrow—from a Mr. Cohen on some of the work that he has done. I think it has been fairly obvious. There are public statements from some of the witnesses who are going to be appearing before you who in fact had alerted CMHC at different times. There was a statement from a Health and Welfare committee. There was a statement from Dr. Ian Efford from EMR. There were individuals . . . I could gather some names on that; that will be presented and you will have copies of that tomorrow. That is my understanding on that.

Miss MacDonald: The reason I bring it up is that you make that statement in your own right. I think you have a responsibility to this committee and to the homeowners with UFFI all across the country to say: This is what our findings have turned up. I would say it is going to be on being able to make that stand in a legal manner that the \$5,000 limit is changed, is increased. It is only if you can show negligence in the sense that you prove the government's culpability that you will ever get that \$5,000 changed, and I think you have a much greater responsibility than we have seen so far this morning in bringing that information to general awareness.

Mr. Patten: Thank you.

The Chairman: Mr. McCauley, the last name on the list.

Mr. McCauley: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Patten: I want to say that we appreciate the time that you have taken to appear before this committee, as well as your associates, Mr. Cocolicchio from Montreal and Mr. Wentzell from New Brunswick, who I know from personal experience has worked very hard for the UFFI homeowners in New Brunswick.

I was interested in your brief. I think it is an excellent brief. I thought your recommendations with respect to the Canadian General Standards Board were excellent. I have a question on that. What is your understanding of the make-up of that board? Who sits on it?

• 1135

Mr. Patten: Our understanding of the make-up of the board is that there are members from various provinces on that board; that there are members from industry who sit on the board and that there are some representatives from different federal government departments; I believe, there is a representative from NRC on the board.

Mr. McCauley: Is there provincial representation on the board?

Mr. Patten: There are people from the provinces. The information we had—and I would be delighted to be wrong on this one—was that they were not sent by the provinces per se, but were invited because they happened to be from provinces, and there is a distinction there. In other words, our understanding was that the Ontario government was not asked to

[Traduction]

M. Patten: Oui. À vrai dire, je vais faire référence à un exposé que vous entendrez—demain je crois—donné par un M. Cohen sur certains des travaux qu'il a effectués. Je crois que c'est très évident. Certains des témoins qui apparaîtront devant vous avaient alerté la SCHC à différentes reprises et ont fait des déclarations publiques à cet effet. Un comité de Santé et Bien-être social a fait une déclaration de même que le Dr. Ian Efford de l'EMR. Il y a eu des personnes . . . Je pourrais avoir leurs noms; il y aura une présentation et vous en aurez copie demain, je pense.

Mlle MacDonald: La raison pour laquelle je soulève cette question est que vous faites votre déclaration de votre propre chef. Je crois que vous avez une responsabilité envers ce comité et envers les propriétaires aux prises avec la MUIF à travers le pays qui est de dire: Voici ce que nous avons découvert. Je dirais que ce n'est que si vous réussissez à faire valoir juridiquement votre position que la limite de \$5 000 sera changée, augmentée. Ce n'est que si vous démontrez la négligence, prouvez la culpabilité du gouvernement que vous pourrez faire changer cette limite et je crois que votre responsabilité va au-delà de ce que nous avons vu jusqu'ici ce matin, c'est-à-dire informer le public à ce sujet.

M. Patten: Merci.

Le président: Monsieur McCauley, le dernier nom sur la liste.

M. McCauley: Merci, monsieur le président.

Monsieur Patten, je veux dire que nous apprécions le temps que vous avez pris pour comparaître devant ce comité, de même que vos collègues, M. Cocolicchio de Montréal et M. Wentzell du Nouveau-Brunswick, sachant personnellement que ce dernier a travaillé très fort pour les propriétaires touchés par la MUIF au Nouveau-Brunswick.

Votre mémoire m'a intéressé. Je crois que c'est un excellent mémoire. Je pense que vos recommandations à l'égard de l'Office des normes générales du Canada étaient excellentes. J'ai une question à ce sujet. Que savez-vous de la composition de l'Office? Qui y siège?

M. Patten: L'Office, selon nous, est composé de membres de diverses provinces; il comprend des membres de l'industrie et certains représentants de différents ministères du gouvernement fédéral; je crois, qu'il y a même un représentant du Conseil national de recherches.

M. McCauley: Y a-t-il un représentant provincial à l'Office?

M. Patten: Il y a des gens des provinces. L'information que nous avons et je serais ravi de me tromper à ce sujet—est qu'ils n'ont pas été délégués par les provinces, mais ont été invités parce qu'il se trouvait qu'ils viennent des provinces, et il existe ici une distinction. En d'autres mots, nous comprenons que le gouvernement de l'Ontario n'a pas été invité à déléguer un

[Text]

send a representative, officially, representing the Ontario government. If I am wrong on that I would be —

Mr. McCauley: But there was a representation from the Ontario government for example, unofficial or official?

Mr. Patten: There was somebody who worked for the government, yes.

Mr. McCauley: What about the difficulty in determining the number of UFFI homes in the country? The latest report from the UFFI centre indicates that there were some 24,817 valid applications received. That is a way out of line of your estimates. How do you account for that?

Mr. Patten: These are the latest figures that you have?

Mr. McCauley: Yes.

Mr. Patten: I do not know if those according to my information are actual registrations or applications. My understanding was that there were over 30,000 at the UFFI centre.

Mr. McCauley: But even so, even if there are 30,000, that is wildly out of line from your estimates, is it not?

Mr. Patten: That is right. The information we have is that a number of people in fact have not registered with the program because of the confusion and the wait. Some homeowners' associations have suggested to their people that they wait because the program is still not defined at this point. There are other people who are still not aware of what to do, who are just discovering that they have this particular problem etc., so I guess there is a whole variety of reasons. If, in fact, the figure is lower, then terrific. We would be delighted if there are fewer people facing this issue. I think we have said that the range of estimates is double; in fact, 60,000 to 120,000. We are not presumptuous enough to say that it is 79,000 or 73,000; we are not sure either.

Mr. McCauley: I recall in your brief—and you can correct me if I am wrong—you talked about the regulation of installers. Is that solely a provincial responsibility or is it a federal responsibility? Who is in charge of regulating installers with regard to this particular problem for example?

Mr. Patten: My understanding is that the actual regulation related to the function of installing is a provincial matter.

Mr. McCauley: Can I ask one last question, Mr. Chairman?

How do you arrive at the average cost of removal as being \$20,000?

Mr. Patten: We have estimates across the country. It is possible for some people who have let us say, a single dwelling, bungalow style clapboard house, where we know that can be done for less than \$5,000, but particularly as you move from

[Translation]

représentant, de façon officielle, pour représenter le gouvernement de l'Ontario. Si je fais erreur à ce sujet et je serais—

M. McCauley: Mais il y avait une représentation du gouvernement de l'Ontario par exemple, officieuse ou officielle?

M. Patten: Il y avait quelqu'un qui travaillait pour le gouvernement, oui.

M. McCauley: Qu'en est-il de la difficulté à établir le nombre de maisons isolées à la MIUF dans le pays? Le dernier rapport du centre de la MIUF indique que ce dernier a reçu quelque 24,817 demandes valables. C'est complètement à l'opposé de vos estimations. Que dites-vous de cela?

M. Patten: Ce sont les derniers chiffres que vous avez?

M. McCauley: Oui.

M. Patten: Je ne sais pas si les chiffres, selon mes informations, sont des enregistrements réels ou des demandes. Je comprenais que le centre de la MIUF en avait reçu plus de 30,000.

M. McCauley: Mais même dans ce cas, même s'il y en avait 30,000, cela est complètement à l'opposé de vos estimations, n'est-ce pas?

M. Patten: C'est exact. Nous avons des informations selon lesquelles un certain nombre de personnes en fait ne se sont pas enregistrées dans le cadre du programme, en raison de la confusion et de l'attente. Certaines associations de propriétaires ont suggéré à leurs membres d'attendre parce que le programme n'est toujours pas défini à ce point. Il y a d'autres personnes qui ne savent pas encore ce qu'il faut faire, qui viennent à peine de découvrir qu'elles font face à ce problème particulier, etc., donc je pense qu'il y a une grande variété de raisons. Si, en fait, le chiffre est inférieur, alors tant mieux. Nous serions enchantés s'il y avait moins de personnes faisant face à ce problème. Je pense que nous avons dit que l'écart par rapport aux estimations est double; en fait, de 60,000 à 120,000. Nous ne sommes pas assez présomptueux pour soutenir qu'il s'agit de 79,000 ou de 73,000; nous n'en sommes pas sûrs non plus.

M. McCauley: Je me souviens que dans votre mémoire—et vous pouvez me reprendre si je fais erreur—vous avez parlé du règlement des installateurs. Est-ce qu'il s'agit simplement d'une responsabilité provinciale ou s'agit-il d'une responsabilité fédérale? Qui a la responsabilité d'établir des règlements pour les installateurs concernant ce problème particulier par exemple?

M. Patten: Je comprends que le règlement actuel relatif à la fonction d'installation relève des provinces.

M. McCauley: Puis-je poser une dernière question, M. le Président?

Comment en arrivez-vous au coût moyen de 20,000 \$ pour l'enlèvement?

M. Patten: Nous avons fait des estimations dans tout le pays. Il est possible pour certaines personnes qui ont, une maison unifamiliale, un bungalow recouvert de bardeaux, de faire le travail, et nous le savons, pour moins de 5,000 \$, mais

[Texte]

east to west in this country, with the cost of housing, with the nature, the size, the cost of labour, the other factors that are considered in the marketplace,—I know in Ottawa, in our case we have had estimates as high as \$55,000 for removal. The reason for that is the nature of the construction. It was advised that it not be placed in brick homes, but at one point it was; that removal is a great deal more expensive than if it just involves removing a clapboard siding, so each house is so individual, but as we look at all of that and we average that out, then we come to an average cost just for the sake of an estimate, but we still make the point that each house is an individual house that has to be looked at on its own.

Mr. McCauley: Thank you, Mr. Patten. Thank you, Mr. Chairman.

• 1140

The Chairman: Thank you, Mr. McCauley.

On behalf of the members of this committee and the staff of the Research Branch of the Library, I wish to thank you very much, Mr. Rick Patten, Mr. Len Cocolicchio, and Mr. Carl Wentzel, for the very good brief submitted. I think it is a good benchmark for all members to start on this specific matter. The goal of this committee is to throw light on this situation. Thank you very much.

May I now call on the second witnesses, from the Association of Alberta Foam Fighters United, Mr. Robert Gahan, President, and Mr. David Cramer, Vice-President.

• 1141

• 1144

The Chairman: Order. We do not want to take the time of the witnesses, because we are not scheduled from 11.45 a.m., and we were planning to end at 1.00 o'clock, depending on the time for the . . .

I yield the floor to the president.

• 1145

Mr. Robert Gahan (President, Association of Alberta Foam Fighters United): Mr. Chairman, members of the committee, ladies and gentlemen, Mr. David Cramer, sitting to my left, and I represent Albertans living in homes insulated with urea formaldehyde foam insulation. The association we represent is known, as you have just been told, as the Association of Alberta Foam Fighters United. On behalf of Albertans, we welcome this opportunity to address you on this very important issue.

We will, with your permission, comment first on the activities we have been a part of with respect to the government's present program intended to promote the remission of this

[Traduction]

surtout, lorsque vous déménagez de l'est vers l'ouest dans ce pays, avec le coût des habitations, avec leur nature, leur taille, le coût de la main-d'oeuvre, les autres facteurs qui sont pris en considération sur le marché—je sais qu'à Ottawa, dans notre cas, nous avons eu des estimations s'élevant à 55,000 \$ pour l'enlèvement, en raison de la nature de la construction. Il a été conseillé d'éviter les maisons en briques, mais à un moment, cela a été fait; l'enlèvement dans ce cas est beaucoup plus coûteux que s'il s'agit simplement d'enlever un panneau de bardeaux, donc chaque maison est tellement individuelle, mais quand nous considérons l'ensemble et que nous établissons une moyenne, alors nous obtenons un coût moyen simplement pour une estimation, mais nous le répétons, chaque maison est individuelle et doit faire l'objet d'une étude particulière.

M. McCauley: Merci, M. Patten. Merci, M. le Président.

Le président: Merci, M. McCauley.

Au nom des membres du comité et du personnel du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement, j'aimerais remercier Messieurs Rick Patten, Len Cocolicchio et Carl Wentzel de leur excellent mémoire. Je crois que le sujet particulier constitue un bon point de départ pour tous les membres. L'objet du comité est de préciser la situation. Merci beaucoup.

J'aimerais maintenant faire appel aux prochains témoins de l'Association of Alberta Foam Fighters United, M. Robert Gahan, président, et M. David Cramer, vice-président.

Le président: À l'ordre! Nous ne voulons pas empiéter sur le temps des témoins étant donné que nous n'avons rien de prévu à compter de 11h45 et que nous entendions terminer à 13 heures, si le temps . . .

Je laisse la parole au président.

M. Robert Gahan (président, Association of Alberta Foam Fighters United): Monsieur le président, membres du comité, mesdames et messieurs, M. David Cramer, ici à ma gauche et moi-même représentons les Albertains dont les maisons ont été isolées avec de la mousse isolante à l'uréformaldéhyde. Comme l'on vient de le signaler, l'association que nous représentons s'appelle l'Association of Alberta Foam Fighters United. À titre de porte-parole des Albertains, nous sommes heureux d'avoir l'occasion de vous soumettre notre présentation sur cette question très importante.

Si vous nous le permettez, nous traiterons d'abord des activités auxquelles nous avons participé dans le cadre du programme gouvernemental actuel destiné à remédier à cette

[Text]

disaster. Secondly, we will offer, as briefly as possible, a summarization of the crucial issues requiring substantive response by government. I will ask Mr. Cramer to undertake this task. I will then close our oral presentation with a final brief comment and will remain available for any questions you may wish to proffer.

The Association of Alberta Foam Fighters United has participated from the beginning, and continues to participate, in the national advisory council to the Minister of Consumer and Corporate Affairs, Canada. However, we have felt from the start of this process that this minister's advisory council was conceived and emplaced solely for the purpose of selling out homeowners' concerns to the will of the minister. We knew the dangers but could not allow Alberta's victims' interests to be ignored.

In concert with other members of the minister's advisory council, we have earnestly sought to have all the homeowners' concerns addressed, but the sell-out was unavoidable. No changes to the legislation have occurred; only minor alterations to the regulations have effectively occurred. None of the major issues homeowners are affected by on an ongoing basis have been responded to by this minister's humanitarian gesture.

The process was, in our belief, designed to sell out the homeowners' entitlements to the minister's will and, for all intents and purposes, the sell-out is complete. Membership on the minister's advisory council was attained not by consultation with homeowners' groups, but by an arbitrary selection process, which seemed to emanate from the minister's office. The timeframe of his advisory council's deliberations seemed purposely set in a crisis-orientated need. Consultations have been limited to discussions only of his totally inadequate program. Concessions granted to homeowners amount only to the tuning up of that inadequate program. Virtually no broadening to include major concerns of homeowners' needs is accomplished. Money talks, and the pressing need for even \$5,000 assistance to complete what could be a \$10,000 job ensured the sell-out process.

We tried, earnestly and sincerely, but we had the cards stacked against us. We could not refuse to participate for fear of losing the opportunity to improve what might have been a sincere government's response to their obligation, but, by participating, we unwittingly legitimized a totally inadequate program introduced to provide assistance to the victim homeowner.

To support the openness and consistency of our opinion, we are submitting to you documents presented by our group to the minister, the national advisory council and over 45 homeowner groups across the country. You will note that the dates of these documents leave no doubt with respect to our continuing opinion.

[Translation]

désastreuse situation. Deuxièmement, nous allons résumer aussi brièvement que possible les problèmes cruciaux pour lesquels le gouvernement doit prendre des mesures importantes. Je demanderai à M. Cramer de traiter de ce sujet. Je terminerai ensuite notre présentation orale par un bref commentaire final et je serai ensuite prêt à répondre à toutes les questions que vous désirerez poser.

Depuis la création du comité consultatif national auprès du Ministre de Consommation et Corporation Canada, l'Association of Alberta Foam Fighters United siège à ce comité et participe à ses activités. Cependant, depuis le début, nous sentons que ce comité a été conçu et mis sur pied dans le seul but de satisfaire aux désirs du ministre au détriment des préoccupations des propriétaires. Nous étions conscients des dangers, mais nous ne pouvions permettre que les intérêts des victimes de l'Alberta soient mis à l'écart.

En collaboration avec les autres membres du comité consultatif du ministre, nous avons essayé très sérieusement de considérer toutes les préoccupations des propriétaires mais le résultat était inévitable. Il n'y a eu aucune modification des lois et il n'y a eu effectivement que des changements négligeables aux règlements. Le ministre n'a pris aucune mesure humanitaire pour régler les principaux problèmes qui perturbent de façon permanente les propriétaires.

Selon nous, le processus a été conçu de façon à passer outre aux droits des propriétaires pour imposer la volonté du ministre et, en fait, c'est exactement ce qui s'est produit. Les membres du comité consultatif du ministre n'ont pas été choisis en consultation avec les groupes de propriétaires mais par un processus de sélection arbitraire qui semblait provenir du bureau du ministre. Le calendrier des délibérations du comité consultatif semble délibérément avoir été fixé pour tenir compte d'une situation de crise. Les consultations ont été limitées à l'analyse du programme entièrement inadéquat. Les concessions accordées aux propriétaires ne constituent que des améliorations de ce programme inadéquat. Ce dernier n'a pas été modifié pour tenir compte des principales préoccupations des propriétaires. L'argent est roi et le besoin urgent d'une subvention de même \$5,000 pour mettre en oeuvre un projet qui atteindrait \$10,000 éliminait au départ la possibilité de secours aux propriétaires.

Bien que nous ayons véritablement et sincèrement essayé de faire valoir les revendications, la situation était sans issue. Nous ne pouvions refuser de participer au risque de rater l'occasion d'améliorer ce qui aurait pu être un effort sincère de la part du gouvernement de satisfaire à ses obligations mais, par notre participation, nous avons involontairement légitimé un programme entièrement inadéquat destiné à venir en aide aux propriétaires victimes.

Pour faire preuve de franchise et de cohérence, nous vous soumettons des documents présentés par notre groupe au ministre, au comité consultatif national et à plus de 45 groupes de propriétaires dans l'ensemble du pays. Compte tenu des dates des documents, vous constaterez que notre opinion n'a jamais changé.

[Texte]

I would ask Mr. Cramer to present now a brief summary of our group's concerns on the substantive issues left unaddressed by government. Mr. Cramer.

The Chairman: Mr. Cramer.

Mr. David Cramer (Vice-President, Association of Alberta Foam Fighters United): Thank you, Mr. Gahan, Mr. Chairman.

Our group's constitution identifies three major issues we would demand responses to, to satisfy the eradication of problems generated by the misguided use of UFFI. They are health hazards, property-value losses and structural hazards.

One: We recognize that evidence is certainly not lacking that clearly supports the identification of the health problems associated with UFFI. No doubt several witnesses, throughout the next several days, will identify that evidence, and we will not utilize our time before you adding to the list. We will point out, however, that even in the dry climate of Alberta, an environment originally thought to be an inhibitor of health problems associated with UFFI, adverse effects on victims' health is certainly not uncommon. The continuing stress suffered by the victims, as a result of all the unknowns and the total lack of response by all levels of government, adds considerably to the health hazards. Recent indications flowing out of scientific research, mainly by the National Research Council, increases rather than minimizes the real threat to health. Very recent information provided us leaves no doubt that preferred remedial measures suggested by government are totally inadequate as a response to the threat against health. In fact, we are told by scientific experts that removal of the UFFI from the home should be accompanied by remedial measures to ensure some promise of acceptable success. With this in mind, we strongly recommend that this committee advise government to institute as soon as possible a field study of the in-place victim community with respect to the medical effects. This minimum response can utilize existing structures embodied within the health and welfare departments. We do not feel continuing laboratory research to be superior to a practical study of the victim community.

• 1150

The administrative leadership provided by the federal government to the provinces would assist rather than interfere in the provincial jurisdiction. The medical profiles raised would provide the scientific community with an invaluable tool for discovery. The process itself would compel the practising medical community to recognize the issue as a potential health problem requiring consideration and management. We would further recommend to you careful study of our submitted documents as alluded to by Mr. Gahan.

[Traduction]

J'aimerais maintenant demander à M. Cramer de présenter le bref résumé des préoccupations de notre groupe concernant les problèmes significatifs qui n'ont pas été traités par le gouvernement. Monsieur Cramer.

Le président: Monsieur Cramer, à vous la parole.

M. David Cramer (vice-président, Association of Alberta Foam Fighters United): Merci, monsieur Gahan, monsieur le président.

D'après la constitution de notre groupe, il existe trois points majeurs qui doivent être traités en vue d'éliminer les problèmes suscités par l'utilisation non appropriée de la MIUF. Il s'agit des dangers relatifs à la santé, de la réduction de la valeur des propriétés et des dangers structuraux.

Premièrement, nous sommes conscients que des preuves suffisantes établissent l'existence de problèmes de santé associés à la MIUF. Au cours des prochains jours, plusieurs témoins présenteront sans doute ces preuves, et je ne veux pas prendre le temps d'énumérer les problèmes. Toutefois, j'aimerais souligner que même en Alberta, où au départ l'on croyait que le climat sec permettrait d'éviter les problèmes de santé associés à la MIUF, les effets préjudiciables sur la santé sont certainement courants. En outre, le stress permanent auquel sont soumises les victimes par suite de toutes les incertitudes et de l'absence totale de toute mesure gouvernementale, augmente considérablement les risques de maladie. Les découvertes faites récemment par les chercheurs, principalement ceux du Conseil national de recherches, n'indiquent pas que le danger pour la santé est moindre, mais plutôt qu'il est plus grand qu'on le croyait. Des renseignements qui nous sont parvenus très récemment montrent, de toute évidence que les remèdes proposés par le gouvernement se révèlent tout à fait inefficaces contre le danger que présente ce produit pour la santé. En fait, d'après des scientifiques, le démoussage devrait être accompagné de mesures de protection afin de garantir le succès acceptable de cette opération. Compte tenu de cela, nous recommandons fortement que ce comité conseille au gouvernement de faire entreprendre le plus tôt possible une étude sur le terrain des effets de la mousse sur la santé des victimes. Cette intervention minimale peut se faire dans le cadre des structures actuelles du ministère de la Santé et du Bien-être. À notre avis, la poursuite des recherches en laboratoire ne vaut pas mieux que l'exécution d'une étude sur le terrain.

En prenant la direction administrative des opérations vis-à-vis des provinces, le gouvernement fédéral leur prêterait main forte plutôt que de s'introduire dans leur champ de compétence. Forts des résultats des études médicales, les scientifiques disposeraient d'un outil de recherche d'une valeur inestimable. Ce processus même obligerait les médecins praticiens à reconnaître qu'il s'agit-là d'une menace pour la santé qui mérite qu'on prenne les mesures de gestion appropriées. Nous recommandons également que vous étudiez attentivement les documents que nous avons soumis, comme l'a mentionné M. Gahan.

[Text]

Two, no one can deny that the presence of UFFI in the home has seriously discounted the market value of that home. No one should deny the validity of that devaluing. What is questioned is whether or not the safe removal of UFFI will result in regaining the full and equitable market value. We are told, largely by those unaffected by the problem, that time will heal the property value loss after we invest additional large sums of money removing the UFFI. We submit to you that such a response is an opinion unsubstantiated by evidence. In fact, evidence suggests that traditional market patterns prove a stigmatized commodity retains market resistance long after the fault is corrected. Time is definitely not on our side.

We respectfully recommend that this committee advise government to provide marketplace relief to homeowners of UFFI homes. Such relief may well have to exceed the low-cost incentives suggested in our submitted documents. The availability through CMHC of low-interest loans, even forgivable loans, may well be the minimum requirements for homeowners to recover their hard-earned security.

Three: Potential structural hazards is an issue that has received little acknowledgement. Information from NRC spokesmen indicate it is more serious than at first thought. Unpublished fire hazards admitted by at least one manufacturer seriously promote concern. Contamination has become another serious concern, not yet fully understood. Corrosion and fungal growth enhancement continue to be major concerns. We recommend that this committee advise government to seek the co-operation of provincial governments to seriously study this issue and determine adequate corrective measures.

Finally, we would suggest that this committee honestly examine the validity of the arguments that both property value losses and structural hazards significantly contribute to health hazards incurred by the stress suffered by UFFI victims, be they residents or homeowners.

Thank you.

Mr. Gahan: I will conclude our oral submission to you with the following declarative statements that the Alberta association would like to make.

First, we believe that in spite of the dangers, homeowners were obliged to try their best in the advisory council but proved unable to out-perform those forces determined to undermine homeowner interests.

Secondly, the AAFFU dissociate themselves from any declaration that the present government program adequately responds to homeowner entitlement.

[Translation]

Deuxièmement, personne ne peut nier que la présence de la MIUF dans une maison entraîne une forte diminution de sa valeur marchande. Personne ne devrait nier la validité de cette affirmation. La question que nous nous posons est la suivante: Une fois démoussée correctement, une maison peut-elle reprendre entièrement sa valeur marchande? La réponse que nous recevons à cette question, surtout de la part de ceux qui ne sont pas touchés par ce problème, c'est qu'après avoir dépensé d'importantes sommes d'argent à démousser les maisons, celles-ci reprendront peu à peu leur valeur. Nous soutenons qu'il s'agit d'une opinion non fondée. En fait, il est prouvé que dans un marché traditionnel, un bien ou un service stigmatisé reste longtemps impopulaire. Non, le temps ne joue absolument pas en notre faveur.

Nous vous recommandons respectueusement de conseiller au gouvernement d'accorder aux propriétaires de maisons isolées à la MIUF une compensation pour la diminution de leur valeur marchande. Et cette compensation pourrait bien dépasser les encouragements peu coûteux que nous avons proposés dans nos mémoires. L'octroi par la SCHL de prêts à des taux d'intérêts peu élevés, et même de prêts-subsidés, pourrait bien être une mesure compensatoire minimale à l'endroit des propriétaires d'un bien durement acquis.

Troisièmement, le danger pour la charpente des habitations touchées a reçu peu d'attention. Selon les porte-parole du CNR, cette question est plus préoccupante qu'on l'avait imaginé initialement. Le fait qu'au moins un fabricant ait admis que la mousse présentait des dangers d'incendie exacerbe le sentiment d'inquiétude. Le danger de pollution, qui doit encore faire l'objet d'études, est devenu un autre important sujet de préoccupation, outre ceux, déjà connus, de la corrosion et des moisissures. Nous recommandons que vous incitiez le gouvernement à solliciter la collaboration des gouvernements provinciaux afin d'étudier à fond cette question et de déterminer les mesures correctrices appropriées.

Enfin, nous vous suggérons d'examiner honnêtement la validité des affirmations selon lesquelles la diminution de la valeur des propriétés et les dommages potentiels aux charpentes augmentent considérablement le fardeau que constituent les dangers pour la santé des victimes de la MIUF, soient-ils locataires ou propriétaires.

Merci.

M. Gahan: Je conclus mon témoignage avec la déclaration de l'association de l'Alberta.

Premièrement, à notre avis, les victimes de la MIUF membres du conseil consultatif, malgré les dangers auxquels ils faisaient face et malgré tous leurs efforts, n'ont pu venir à bout de ceux qui faisaient obstacle à leurs intérêts.

Deuxièmement, l'AAFFU se dissocie de toute déclaration selon laquelle le programme gouvernemental actuel est une réponse adéquate aux demandes des victimes de la MIUF.

[Texte]

Thirdly, the level of compensation presently offered homeowners is not just inadequate but substantially contributes to the worry and stress already suffered by victims.

• 1155

Fourthly, the process of consultation with homeowners via the national advisory council has provided our provincial government with an additional opportunity to deny us any assistance from them, by supporting their declaration, politically motivated, of total federal responsibility. Governments play catch and we are the ball.

Thank you for giving us the opportunity to present this to you.

The Chairman: I thank you both, Mr. Gahan and Mr. Cramer.

Now I yield the floor to Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Gahan and Mr. Cramer, your presentation demands some immediate questions and some elaboration. I would like to begin, Mr. Gahan, by asking a little about the background of your association. Do you in fact speak on behalf of all the homeowners with UFFI in Alberta?

Mr. Gahan: No, Mr. Scott, we do not speak on behalf of all the homeowners. I do not expect there is a UFFI association in Canada that speaks for all the homeowners. I gather where your question is leading is that we are probably, percentage-wise, the least representative of the total number of victims in any given province.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Then who are you speaking on behalf of in your presentation?

Mr. Gahan: We are speaking on behalf of homeowners in Alberta, be they members of our group or not; but we speak particularly on behalf of the homeowners who are members of our group.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): How many homeowners would that account for?

Mr. Gahan: At the latest count it would be in the region of 130 to 140, including 6 from Saskatchewan.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Gahan, your statements that the minister's advisory council was conceived and in place solely for the purpose of selling out homeowners' concerns—and I will take it for the moment that you are speaking on behalf of the 140 in Alberta you have just mentioned—and that the advisory council was not set up in consultation with homeowners' groups—in effect that the council has been co-opted by the minister—can you elaborate on any evidence you have? The committee, I am sure, would be interested in knowing how you came to these conclusions. Can you give us any specific instances?

Mr. Gahan: Yes, Mr. Scott. Hard evidence in this kind of situation is very difficult to come by. I will draw an analogy,

[Traduction]

Troisièmement, les compensations qui leur sont offertes actuellement sont non seulement insuffisantes, mais elles ajoutent aux inquiétudes et à la tension qui les assaillent.

Quatrièmement, la consultation des propriétaires par l'intermédiaire du conseil consultatif national a donné une autre occasion au gouvernement de notre province de nous refuser toute assistance. En effet, cela venait appuyer leur déclaration politique selon laquelle cette question relève entièrement du gouvernement fédéral. Les gouvernements se renvoient la balle à notre détriment.

Je vous remercie de nous donner l'occasion de témoigner.

Le président: MM. Gahan et Cramer, je vous remercie.

Je laisse la parole à M. Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président.

MM. Gahan et Cramer, votre présentation suscite des questions immédiates et certains commentaires. J'aimerais commencer, M. Gahan, en vous demandant de nous faire un peu l'historique de votre association. En fait, êtes-vous le porte-parole de toutes les victimes de la MIUF en Alberta?

M. Gahan: Non, M. Scott, nous ne les représentons pas tous. Je ne pense pas qu'il y ait une association au Canada qui représente toutes les victimes de la MIUF. Pour répondre à votre question, je dirais qu'en pourcentage, c'est nous qui représentons le moins de victimes dans quelque province que ce soit.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Alors, au nom de qui témoignez-vous?

M. Gahan: Nous parlons au nom des propriétaires de maisons isolées à la MIUF de l'Alberta, qu'ils soient ou non membres de notre association. Mais nous représentons particulièrement nos membres.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Quels sont vos effectifs?

M. Gahan: Selon nos derniers renseignements, nous représentons 130 à 140 personnes, dont six de la Saskatchewan.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): M. Gahan, vous affirmez que le ministère a créé ce conseil consultatif dans le seul but de se débarrasser des revendications des victimes de la MIUF et que les membres de ce conseil ont été cooptés par le ministre. En admettant, pour le moment, que vous parlez au nom de 140 de ces victimes en Alberta et que le conseil n'a pas été créé de concert avec les groupes de propriétaires, pourriez-vous nous donner plus de détails sur les raisons qui vous font faire une telle déclaration? Je suis sûr que le Comité serait intéressé à savoir comment vous en êtes venu à ces conclusions. Pouvez-vous nous citer des cas précis?

M. Gahan: Oui, M. Scott. Dans ce genre de cas, il est très difficile de rassembler des preuves solides. Mais je pourrais

[Text]

perhaps. Oftentimes government sits with a majority, but with a minority vote; yet they represent the total population. That gives the lie to the fact that just because we have only 130 membership in Alberta, perhaps we do not represent homeowners. Homeowners are a wide spectrum, and only some come to the membership. And there may be other difficulties that hold us back.

About why we feel we have been co-opted, again the reasons are abstract; but there are sufficient of them to give us cause to hold firm to an opinion that makes us believe we have in fact been co-opted. Some of those abstract evidences are the delay from the time of the announcement of the bill, the introduction of the bill, and the invitation to sit on the national advisory council; an invitation that came out of the blue. Within two weeks, without any preparation, with hardly any notification of the agenda, with virtually no idea whom we would be meeting with, with no prior agreements among the members of the council, we met with the minister and in less than one day arrived at postulated agreements announced by the minister in the House as agreements. That in itself is sufficient to tell me that we have been co-opted.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Gahan, can you say how many other members of the advisory council share your opinion?

Mr. Gahan: No, I am sorry, I cannot speak for the opinions of others. I am sorry. If others have opinions like mine, I would prefer that they pronounce them themselves.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Do you have a feeling that you are the only one who thinks the advisory council has been conceived and put in place solely by the minister, or do you think there might be some other members of the advisory council who would share your opinion?

Mr. Skelly: This would put Mr. Gahan in a very serious—we are having other people come in front of the committee, and certainly that question, Mr. Scott, could be asked directly of them, and I think they might answer it.

The Chairman: It is up to you to decide—

• 1200

The Chairman: Mr. Gahan.

Mr. Gahan: Notwithstanding Mr. Skelly's comment, at first glance I would be inclined to take protection under that kind of comment. On second thought, however, I would say, yes; there are times when I have felt that we stood alone with that kind of feeling; yet, at other times I have felt quite strongly that we have had ample and very vigorous support for that kind of attitude.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): The reason for the question, Mr. Chairman, I guess, was that I have talked to other members of homeowners' groups who have expressed the same opinion. You know, you have made some pretty important charges here, and I just wonder if you are speaking

[Translation]

peut-être faire une comparaison. Souvent, les députés du gouvernement forment la majorité en Chambre, mais sans avoir le vote majoritaire. Pourtant, ils représentent toute la population. Cela démentit l'affirmation selon laquelle nous ne représentons pas les victimes de la MIUF de l'Alberta parce que notre association comprend seulement 130 membres. Ces victimes sont nombreuses, et seulement quelques-unes adhèrent à des associations. Et nous avons peut-être dû affronter d'autres obstacles.

En ce qui concerne notre cooptation, là encore, nos affirmations sont fondées sur des motifs abstraits. Mais nous possédons suffisamment d'indices pour nous permettre d'affirmer que nous avons effectivement été coopté. Mentionnons notamment que nous avons été invités à siéger au conseil consultatif national—une invitation soudaine—longtemps après l'annonce du dépôt du projet de loi, et après le dépôt comme tel. Après un préavis de deux semaines, sans aucune préparation, presque sans connaître l'ordre du jour, sans savoir qui nous rencontrerions, et sans qu'il y ait aucune entente entre les membres du conseil, nous avons rencontré le ministre. Et après moins d'une journée de délibérations, ce dernier a annoncé en Chambre que nous avions conclu des ententes. Cela me suffit pour affirmer que nous avons été cooptés.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): M. Gahan, pouvez-vous nous dire combien d'autres membres du conseil consultatif partagent votre opinion?

M. Gahan: Non, je regrette, je ne peux parler au nom des autres. Je suis désolé. Si d'autres membres du conseil partagent mon avis, je préférerais qu'ils le disent eux-mêmes.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Estimez-vous que vous êtes le seul à penser que le conseil consultatif a été créé uniquement par le ministre, ou pensez-vous que d'autres membres du conseil sont de votre avis?

M. Skelly: Cela pourrait mettre M. Gahan dans une très mauvaise posture. M. Scott, d'autres témoins seront appelés et je pense que cette question pourrait leur être posée directement. À ce moment-là, ils pourront y répondre.

Le président: C'est à vous de décider...

Le président: M. Gahan.

M. Gahan: Malgré le commentaire de M. Skelly, je serais porté, de prime abord, de me retrancher derrière ce genre de commentaire. Mais, à bien y penser, je serais d'accord; il m'est arrivé, dans le passé, de sentir que nous étions les seuls à penser de cette façon; pourtant, à d'autres moments, j'avais la forte impression que nous étions très fortement appuyés pour ce genre d'attitude.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): M. le Président, la raison pour laquelle j'ai posé la question, je suppose, c'est que j'ai parlé à d'autres membres de groupes de propriétaires qui ont exprimé la même opinion. Vous savez, vous avez porté ici des accusations assez sérieuses et je voulais simplement savoir

[Texte]

strictly as an individual, or whether we will begin to learn that you are expressing the concerns of other members of the advisory committee, or many other homeowners' groups. That was the reason for the question.

Mr. Gahan: Do you want me to comment on that?

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Yes.

Mr. Gahan: I think it would be unfair of me to comment. In other words, you are asking me to identify a majority opinion on that council, and I do not feel qualified to make that kind of judgment.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): But you can make those statements on behalf of the 130 or 140 homeowners whom you represent?

Mr. Gahan: Yes. In fact that membership has passed a motion of confidence in those views particularly and is registered in our minutes.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Skelly. The witness is completely free to answer the question that you wish him to.

Mr. Gahan: Absolutely.

The Chairman: It is up to you to decide.

Mr. Skelly: In Mr. Patten's testimony before the committee, I wish just to clarify one thing. He mentioned that there were representatives from all provinces. It would be interesting if you could tell me whether or not there is any representation from Saskatchewan on this? That was the first province that actually raised it head-on with the federal government, and asked the federal government to do something—that is, in particular to withdraw the ban on the material because, as a province, they could not do anything about it. Is there any representation from the Province of Saskatchewan?

Mr. Gahan: No, there is not. However, I might make a qualification. How can I phrase it? I will say I think there is a hazy indication that perhaps, as appointees from the prairies, we are assumed to represent the province. But, certainly, we do not represent them officially.

Mr. Skelly: Thank you.

Miss MacDonald: They do not know what it is all about west of the lakehead.

Mr. Gahan: That is right.

Mr. Skelly: It is intriguing that it would be the first province actually to raise the matter head-on a long time ago, and that there is no representation. There they have also had some of the most interesting precedents, where there has been an out-of-court settlement.

The second question I would ask is this, just to follow up on the statement made by Miss MacDonald: In discussions I have had generally with members in committee, there were requests for a call for public statements and, a number of times, for

[Traduction]

si vous parliez strictement à titre personnel, ou si nous allons commencer à apprendre que vous exprimez les inquiétudes d'autres membres du comité consultatif ou de beaucoup d'autres groupes de propriétaires. Voilà le motif de la question.

M. Gahan: Voulez-vous que je fasse un commentaire là-dessus?

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Oui.

M. Gahan: Je pense que cela ne serait pas honnête. En d'autres mots, vous me demandez d'identifier une opinion majoritaire devant ce comité et je ne m'estime pas qualifié pour porter ce genre de jugement.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Mais vous pouvez donner l'opinion émise par les quelque 130 ou 140 propriétaires que vous représentez?

M. Gahan: Oui. En fait, ces membres ont voté une motion de confiance dans ce sens et cette motion apparaît dans notre procès-verbal.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, M. le Président.

Le président: M. Skelly. Le témoin est entièrement libre de répondre aux questions que vous souhaiteriez lui poser.

M. Gahan: Absolument.

Le président: C'est à vous de décider.

M. Skelly: Suite au témoignage de M. Patten devant ce comité, j'aimerais clarifier une chose. Il a mentionné qu'il y avait des représentants de toutes les provinces. J'aimerais savoir s'il y avait des représentants de la Saskatchewan? Il s'agissait de la première province qui s'était en fait opposée au gouvernement fédéral et demandé au gouvernement de faire quelque chose—soit, en particulier, de lever l'interdit sur cette question parce que, en tant que province, ils avaient les mains liées. Est-ce qu'il y a des représentants de la Saskatchewan?

M. Gahan: Non, il n'y en a pas. Toutefois, j'aimerais faire une mise au point. Comment vais-je présenter cela? Je crois que je dirai qu'il y a une vague indication que peut-être, en tant que candidats nommés par les provinces de l'ouest, nous sommes supposés représenter la province. Mais nous ne les représentons certainement pas de façon officielle.

M. Skelly: Merci.

Mlle MacDonald: Ils ne savent pas ce qui se passe à l'ouest des grands lacs.

M. Gahan: C'est exact.

M. Skelly: C'est quand même étonnant que cette province ait été la première à soulever la question depuis déjà pas mal de temps et qu'il n'y ait personne pour la représenter. Ils avaient également eu des précédents des plus intéressants où il y avait eu des règlements hors-cour.

Voici ma deuxième question, pour donner suite aux commentaires de M^{lle} MacDonald: au cours des discussions que j'ai eues avec des membres du comité, on avait demandé des déclarations publiques et, un certain nombre de fois, des avis

[Text]

announcements so that homeowners could understand what goes on in these meetings and would have a chance to comment at future occasions. What happened to those internal calls within the committee for public statements on what the issues were?

Mr. Gahan: That often happened in our private deliberations. That issue was raised by a number of members a number of times. Somehow we talked around it always. Whether we waffled around it or whether we chose to waffle ourselves, we never seemed really to come to a decision categorically as to whether or not we should produce a press statement and, if we should, how to do it.

Mr. Skelly: I would like maybe to move on to medical questions which you raised and which I think are pretty valid after this last statement. Every organization, I think, to which I have spoken when I first travelled and talked to people in initial meetings, expressed serious concern about a ministers' advisory council and its function. I would say that most organizations stated in very clear terms that they were very reluctant to become involved with that type of an organization. I know that on the first encounter with the executive of your own organization, those same feelings were expressed. So maybe just from your own experience, can you indicate for the committee why homeowners, why an organization, would become involved, if there were serious concerns about it?

• 1205

Mr. Gahan: We were extremely concerned about the appropriateness of participation in that kind of activity, given the issue and given what had happened until that time. There was a very, very strong opinion within our membership that we should not participate in the council. However, the original representative from the Alberta association who ultimately accepted the position on council was given to understand that he was invited as an individual and not because he was an executive representative of that association. He recognized the double hat, but also had the concern we have equally—the opportunity being there and the danger of the council being in place without representation from us. He saw it potentially to our advantage to accept, against our advice at that stage. Having accepted the position on council and the pre-emption process becoming eminently clear—and also the process of neutralizing individual groups' effectiveness, whatever the level of that effectiveness had been—we subsequently decided it would be in our best interest at least to protect that arena of public exposure.

Mr. Skelly: In the health situation, a lot of work has been done on a toxicology point of view in this. What I understand from your position is that you would like to see something done a little more in depth, some kind of epidemiological approach to it in which profiles are built and long-term studies maintained.

Mr. Gahan: Yes.

[Translation]

de sorte que les propriétaires de maisons pourraient comprendre ce qui se passe dans ces réunions de façon à avoir la possibilité de faire des commentaires par la suite. Qu'est-il arrivé à ces appels internes faits dans ce comité pour des déclarations publiques sur la nature de ces questions?

M. Gahan: Cela s'est produit souvent au cours de nos délibérations privées. Cette question a été soulevée par un certain nombre de membres à plusieurs reprises. Nous avons en quelque sorte toujours tourné autour du pot. Que nous ayons choisi de noyer le poisson ou de nous leurrer nous-mêmes, il semble que nous ne soyons jamais venus à prendre une décision catégorique sur la question d'émettre un communiqué de presse et, dans le cas où nous aurions pu le faire, nous ne savions pas comment le faire.

M. Skelly: J'aimerais passer aux questions médicales que vous avez soulevées et que j'estime très valables suite à cette dernière déclaration. Tous les organismes, je crois, auxquels je me suis adressé lorsque j'ai commencé à voyager et à m'adresser aux gens dans des réunions, ont exprimé de graves inquiétudes relatives à un conseil consultatif ministériel et ses fonctions. Je dirais que la plupart des organismes ont énoncé dans des termes très clairs qu'ils hésitaient à s'impliquer dans ce genre d'organisation. Je sais que lors de la première rencontre avec l'exécutif de votre organisme, ces mêmes sentiments ont été exprimés. Donc, à partir de votre propre expérience, pouvez-vous dire au comité pourquoi les propriétaires de maisons, et pourquoi un organisme devrait s'impliquer, s'il y a de sérieux doutes quant à son existence?

M. Gahan: Nous avons mis sérieusement en doute l'à-propos de la participation dans ce genre d'activité étant donné l'important sujet traité et ce qui s'est passé jusqu'à ce moment. Nos membres étaient tous d'accord pour ne pas prendre part à ce conseil. Cependant, on a fait remarquer au représentant original de l'Association de l'Alberta, qui a finalement accepté la position du conseil, qu'il était invité à titre personnel et non parce qu'il était le représentant exécutif de cette association. Il a reconnu la distinction mais partageait notre inquiétude—la possibilité qui lui était offerte et le risque que le conseil soit mis en place sans représentation de notre part. Il a cru qu'il s'agissait de notre avantage d'accepter, allant à l'encontre de nos conseils à cette étape-là. Ayant accepté la position du conseil et le processus de préemption devenant éminemment clair—et également le processus de la neutralisation de l'efficacité des groupes individuels, quel qu'ait été ce degré d'efficacité—nous avons par la suite décidé qu'il serait au mieux de nos intérêts de protéger au moins ce secteur de l'exposition du public.

M. Skelly: En ce qui a trait à la santé, beaucoup de travail a été fait du point de vue de la toxicologie. Si je comprends bien votre position, vous aimeriez qu'il y ait quelque chose de fait plus en profondeur, une certaine approche épidémiologique qui permettrait d'établir des profils et d'effectuer des études à long terme.

M. Gahan: Oui.

[Texte]

Mr. Skelly: What success have you met with? The idea to me sounds very positive, I would say, in terms that we do not want to forget about this exposed population, considering some of the symptoms and problems exhibited. What kind of response have you obtained to this idea of setting up a long-term medical follow-up study of the people involved?

Mr. Gahan: We turn the question to you: From whom?

Mr. Skelly: I suppose the Department of Health would be the official.

Mr. Gahan: I just wanted to clarify, whether you were asking me, from other groups or from the government?

The only response we have had—and after some pushing from us—was a letter from Mr. Ouellet that he would submit our proposals to his officials for careful consideration. Other than that, the council has not been able to discuss any issue other than the \$5,000 compensation in our discussions with the minister. So from government we have had virtually no response to those proposals.

Mr. Skelly: One other area of concern is the addressing of response. We heard Mr. Wentzell say that the Province of New Brunswick had been quite intimately involved in assisting the home owners, and had in fact been involved in supporting them in legal action and a number of other areas.

Viewing it not just as a federal problem but certainly into the areas of provincial concern, such as public health and housing to some degree, can you give us an indication of what assistance, support or communications you have had with the Government of Alberta?

Mr. Gahan: We have had numerous attempts at communication, very vigorous attempts at communication. We have had indications from middle management bureaucrats that they have been given direction to provide us with what assistance they can, but that was transmitted to us by a telephone call.

When that telephone call came through to me, I was in the process of compiling one of these documents. In view of this bureaucrat's expression of their willingness to provide us with minor operating assistance, I asked him if I could utilize a copy machine in an office not far from my home to make 426 copies—sheets of paper.

• 1210

He was unable to answer me directly; he had to get back to his deputy minister. About an hour and a half later, he told me their clerical and secretarial budget was depleted, and they could not provide that kind of assistance.

Shortly before that, we were also advised by the provincial government, that while they were doing the testing program on behalf of the federal government, under their Department of

[Traduction]

M. Skelly: Quel succès avez-vous eu jusqu'à présent? Je dirais que cette idée me semble très positive en ce que nous ne voulons pas oublier cette population exposée, et que nous voulons tenir compte des symptômes et des problèmes qui en ressortent. Comment a été accueillie votre proposition de mettre sur pied une étude de suivi médical à long terme des personnes concernées?

M. Gahan: Et je vous retourne la question: De qui?

M. Skelly: Du ministère de la Santé, je suppose.

M. Gahan: Je voulais simplement préciser le sens de votre question, de la part d'autres groupes ou de la part du gouvernement?

La seule réponse que nous avons reçue—et après avoir insisté—a été une lettre de M. Ouellet nous informant qu'il ferait étudier attentivement nos propositions par ses fonctionnaires. À l'exception de cette lettre, le conseil n'a pas pu traiter d'autres questions que celle de la compensation de \$5,000 dont nous avons parlé avec le ministre. Nous n'avons donc eu que très peu de réponses à nos propositions de la part du gouvernement.

M. Skelly: Nous nous préoccupons également de savoir à qui il faut s'adresser. Nous avons entendu M. Wentzell dire que la province du Nouveau-Brunswick était venue elle-même en aide aux propriétaires de maisons et qu'en fait elle les aidait dans les recours légaux et un certain d'autres domaines.

Considérant que ce sujet n'est pas seulement un problème fédéral mais qu'il est également de juridiction provinciale, comme la santé publique et le logement, pouvez-vous nous donner une indication du genre d'aide, ou de communications que vous avez reçues du gouvernement de l'Alberta?

M. Gahan: Nous avons essayé à plusieurs reprises d'entrer en communication avec le gouvernement de l'Alberta, nous avons fait de gros efforts en ce sens. Tout indique, d'après nos conversations avec les petits fonctionnaires de ce gouvernement, qu'ils ont reçu comme directive de nous aider comme ils le pouvaient, mais tout cela nous a été transmis par un appel téléphonique.

Lorsque j'ai reçu cet appel téléphonique, j'étais en train de compiler un de ces documents. Étant donné que ce petit fonctionnaire montrait qu'il était prêt à nous fournir une aide minimale, je lui ai demandé si je pouvais me servir d'une photocopieuse dans un bureau près de chez moi pour faire 426 copies—feuilles de papier.

Il a été incapable de me répondre directement; il a dû consulter son ministre-adjoint. Environ une heure et demie plus tard, il m'a répondu que leur budget pour les employés de bureau et les secrétaires était épuisé, et qu'ils ne pouvaient pas fournir ce genre d'aide.

Juste avant, le gouvernement provincial nous avait aussi indiqué que pendant qu'il procédait au programme d'examen pour le compte du gouvernement fédéral, le ministère des

[Text]

Social Services, Community Health, they had responded to 1,115 applications and had confirmed 726 homes as being UFFI homes.

Because we were anxious to get a wide input of homeowners' opinions into our association, we being the only association in Alberta, we asked them two things. We asked them if they could consider providing us identification of those 726 homes or if they would, on our behalf, send them a letter from us, advising them we existed.

It took them eight weeks to respond to that written request. The answer was no, and the reason was they had to maintain the purely ethical conditions on the retention of those names.

Since that time, we have asked for meetings with the Minister of Consumer & Corporate Affairs of Alberta, with the Minister of Social Services & Community Health, with the Minister of Housing and Public Works, with the Minister of the Environment; and we have had absolutely no response to any of those written requests. They have told us in conversation, through the executive assistant of that minister, they are not prepared to talk to us until the federal door is closed. At that time, they would reconsider their position, provided we were able to demonstrate higher representation in the total victim population.

Mr. Skelly: That is incredible. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. McCauley, Miss MacDonald and Mr. Tessier.

Mr. McCauley: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, thank you, Mr. Gahan and Mr. Cramer, for taking time to share your thoughts with us. I was particularly interested in your suggestion, on page 5, concerning the availability through CMHC of low-interest loans, even forgivable loans—and I am quoting from your document, obviously:

... may well be the minimum requirement for homeowners to recover their hard-earned security.

Have you given that any thought? Can you flesh that out a little bit for us?

Mr. Gahan: We think of it in those terms to provide... Whether the UFFI is removed from the home or not, given that eventually NRC or some such body can come up with reasonably or acceptably safe methods of removal and protection or separation from an ongoing exposure, even after removal, and because of the controversy that has been in place now for some considerable period of time, we believe those homes will be identified as defective or stigmatized homes.

As we have indicated in this presentation, there are those who believe, over time, the issue will die down. That may be so; I am sure that is what government would like to see

[Translation]

Services sociaux et de la Santé publique avait répondu à 1,115 demandes et confirmé que 726 maisons étaient des maisons isolées à la MIUF.

Étant donné que nous étions très désireux d'obtenir l'avis d'un grand nombre de propriétaires, puisque nous sommes la seule association en Alberta, nous leur avons demandé deux choses. Nous leur avons demandé s'ils pouvaient envisager de nous fournir une liste des propriétaires de ces 726 maisons ou s'ils leur enverraient, en notre nom, une lettre leur signalant notre existence.

Cela leur a pris huit semaines pour répondre à cette demande écrite. La réponse était non et la raison invoquée était qu'ils devaient respecter les principes d'éthique et ne pas dévoiler ces noms.

Depuis cette époque, nous avons demandé des rendez-vous avec le ministre de la Consommation et des Corporations de l'Alberta avec le ministre des Services sociaux et de la Santé publique, avec le ministre de l'Habitation et des Travaux publics, avec le ministre de l'Environnement; et nous n'avons eu absolument aucune réponse à une quelconque de ces demandes écrites. Ils nous ont fait dire au cours de conversations, par l'intermédiaire de l'adjoint administratif du ministre, qu'ils ne sont pas prêts à nous parler tant que le gouvernement fédéral n'interviendra pas. À ce moment-là, ils reconsidéreront leur position, à condition que nous soyons en mesure de prouver que nous représentons une plus forte proportion du nombre total des victimes.

M. Skelly: C'est incroyable. Merci, monsieur le Président.

Le président: M. McCauley, M^{lle} MacDonald et M. Tessier.

M. McCauley: Merci, monsieur le Président.

Je vouserais d'abord remercier M. Gahan et M. Cramer d'avoir pris le temps de venir nous faire part de leurs points de vue. J'ai été particulièrement intéressé par votre proposition, page 5, concernant l'existence de prêts à faible intérêt offerts par la SCHL, même des prêts-subventions—et je cite votre document, évidemment:

peut bien être la condition minimale pour les propriétaires de retrouver leur sécurité.

Avez-vous pensé à cela? Pouvez-vous développer un peu cela pour nous?

M. Gahan: Nous y pensons en ces termes... que la MIUF soit enlevée des maisons ou non, en supposant qu'éventuellement le CNRC ou un organisme semblable trouve des méthodes raisonnablement sûres pour enlever la mousse ou pour assurer une protection contre une exposition continue, même après l'enlèvement, et à cause de la controverse qui est là maintenant depuis très longtemps, nous croyons que ces maisons resteront indéfiniment des maisons défectueuses ou stigmatisées.

Comme nous avons indiqué dans cette présentation, il y a ceux qui croient, avec le temps, que le problème s'évanouira. Il se peut qu'il en soit ainsi; je suis sûr que c'est ce que le

[Texte]

happen. But on a cursory examination through statistics in journals and trade magazines, we believe we have to determine, at least to our satisfaction, that traditional or historical market patterns indicate, when a commodity has been demonstrably stigmatized, even when that defect has been corrected, sufficient stigma remains for a considerable period of time before you recover an equal access to the marketplace with that commodity.

So, from that point of view, since we believe we are the victims of de-valued property as a result of the implacement of the UFFI, and we see other people having a culpability for us, we are looking at how that situation could be corrected for us.

• 1215

On the face of it, we think providing an incentive for prospective purchasers to seriously consider that home on an equal basis to undefective homes would aid in that process. What degree of incentive would be required in any given time is debatable; but we feel that early in the history, once corrective measures have proven acceptably safe, severe provision for correction or severe assistance to provide that incentive would be required. If it can be demonstrated over time that in fact time does correct the stigma, then that over time can also be reduced.

Mr. McCauley: Let me clarify if I understand you correctly. Are you saying that this loan, forgivable or interest free or whatever, would be to the present owner of a UFFI home? Or would it be to a prospective purchaser?

Mr. Gahan: It would go to the current owner after acceptable safe methods of correction had been taken on the UFFI. We certainly do not want to provide incentives for homes to be sold while the problem remains. But provided we arrive at a situation where acceptable safe methods of correction can be and have been taken to overcome the remaining stigma, we feel that kind of incentive should be provided.

Mr. McCauley: I think the committee would be very interested if you spelled out in a bit more detail how that kind of operation would work. At least, I would be very interested if you could do that. Perhaps you cannot do it now, but if you did it subsequently—

Mr. Gahan: I think I can indicate the kinds of areas that we see being provided. In the first set of proposals that we sent to the minister before he met for the first time with the national advisory council we proposed a mortgage availability 3 per cent below the current interest rates guaranteed over the full amortization period of the mortgage and that sort of thing. As time goes on and we recognize the increasing hazards that we did not understand before but are in fact in place, we readjust our thinking. There is certainly nothing new about a forgivable loan, but we see it really in extreme case situations. We would much prefer to talk about low-interest loans, but over full amortization periods, and we see CMHC either providing the guarantee to the banking resources or providing low-interest loans themselves.

[Traduction]

gouvernement voudrait voir arriver. Mais après examen rapide des statistiques dans les journaux et les revues professionnelles commerce, nous croyons, au moins pour notre satisfaction, que selon les tendances traditionnelles ou historiques du marché, indigent, lorsqu'un bien a été prouvé défectueux, même si le défaut a été corrigé, il ne retrouve pas sa place sur le marché avant très longtemps.

Aussi, de ce point de vue, que nous estimons que nous sommes victimes d'une dévaluation foncière à cause de la MIUF, et nous considérons que d'autres personnes sont responsables à notre place, nous cherchons trouver une façon de corriger cette situation.

Selon toute apparence, à notre avis, cela aiderait d'encourager les acheteurs éventuels à sérieusement envisager l'achat de cette maison au même titre qu'une maison en parfaite condition. Le montant d'aide nécessaire à quelque moment que ce soit est discutable; cependant, au début, une fois que les mesures correctives se seront révélées suffisamment sécuritaires, il faudrait prendre des mesures strictes de redressement ou encore accordée une aide acharnée afin d'offrir ce stimulant. Si l'on peut démontrer que le temps arrange les choses, on pourra aussi réduire ceci avec le temps.

M. McCauley: Si je vous comprends bien, ce prêt, à remboursement conditionnel ou sans intérêt ou autre, serait offert au propriétaire actuel d'une maison isolée avec la MIUF? Ou ce prêt serait-il accordé à un acheteur éventuel?

M. Gahan: Ce prêt serait accordé au propriétaire actuel une fois que l'on aurait prises les mesures sécuritaires acceptables qui s'imposent. Nous ne voulons certainement pas encourager la vente des maisons pendant que subsiste ce problème. Cependant, si nous pouvons arriver à une situation où l'on peut prendre des mesures sécuritaires acceptables pour surmonter le reste du problème, nous croyons qu'il faudrait offrir ce genre de stimulant.

M. McCauley: Je crois que le Comité serait très intéressé à connaître de façon plus détaillée ce type d'aide. Tout au moins, je serais très intéressé si vous pouviez fournir ces renseignements, peut-être pas maintenant mais plus tard.

M. Gahan: Je crois que je peux vous indiquer quelles sortes d'aide nous envisageons. Dans la première série de propositions que nous avons envoyées au ministre avant sa première rencontre avec le conseil consultatif national, nous avons proposé, entre autres, un taux hypothécaire qui serait de 3 p. 100 inférieur aux taux d'intérêt actuels, garanti pendant toute la période d'amortissement de l'hypothèque. Avec le temps, nous nous sommes rendu compte des risques croissants existants que nous ne comprenions pas auparavant et nous avons réajusté notre tir. Il n'y a certainement rien de nouveau sujet d'un prêt à remboursement conditionnel. Cependant, ce ne serait accordé que dans les cas exceptionnels. Nous préférons de beaucoup des prêts à faible taux d'intérêt qui s'étendent tout au long de la période d'amortissement. Nous croyons que la

[Text]

The thing we find interesting about it is that the majority of UFFI homes, in our opinion and in our experience, are owned by people more likely to stay in their homes for longer periods of time should they be able to take methods of correction so the cost inducement of that kind of program would in fact be very low. If you are looking at the total number of estimated UFFI homes, you at first think it is a very high cost, but we do not think that would be the case. If people knew that they had that kind of availability to the marketplace in a corrected fashion, they would feel even more secure in the home knowing that at a given time if the situation was compelling and they had to sell they had that availability and easy access to the market.

Mr. Craimer: I would like to add to that, if I may. There are the questions of (a) extra moneys needed by the homeowner to properly remedy the problem over and above the current \$5,000 and (b) the granting of first mortgages, which is the crucial problem facing any potential buyer of a home now, whether remedied or not.

I understand currently that NHA, which does guarantee insurance on mortgages of UFFI homes, has a ceiling on that limit of insurance which is \$60,000—

Mr. Gahan: CMHC.

Mr. Craimer: NHA is the insurance body, I believe. CMHC will only provide a certain ratio of the value back to the homeowner.

The percentage is away out of line. The actual money that the buyer has to raise is far greater than in the case of a normal house transaction. The ratio is unfavourable, which means that the individual then has to obtain a second mortgage, which is extremely difficult to get on a UFFI home.

So these incentives will make it far easier to raise the money.

• 1220

Mr. McCauley: Again on page 5 of your brief I read that you—

... recommend that this committee advise government to seek the co-operation of provincial governments to seriously study this issue and determine adequate corrective measures.

As you have indicated later on, and in your remarks to Mr. Skelly, that seems to be a difficult co-operation to achieve. As you know, the minister has tried repeatedly to get co-operation from the provincial governments. He has been unsuccessful. Evidently you have been unsuccessful as well. On page 6 you used the phrase, against the Government of Alberta I take it, that "there is a political motivation involved" in their refusal to assist you. I wonder whether you could expand on that. What is the political advantage to the Government of Alberta to refuse to assist you?

[Translation]

SCHL devrait offrir aux banques les garanties nécessaires ou encore offrir elle-même les prêts à faible taux d'intérêt.

Nous nous sommes rendu compte que la majorité des maisons isolées avec la MIUF appartiennent à des gens qui continueront vraisemblablement des les habiter pendant plus longtemps s'ils peuvent prendre les mesures nécessaires, le coût de ce programme serait donc très bas. Si vous prenez le nombre total des cas problèmes, vous croirez à prime abord que le coût sera très élevé; ce qui ne sera pas le cas. Si les gens savent qu'ils ont accès au marché une fois les problèmes corrigés, ils se sentiraient davantage en sécurité dans cette maison en sachant qu'ils auraient accès au marché s'ils étaient forcés de vendre leur maison.

M. Craimer: Il reste encore les questions des (a) sommes supplémentaires en sus de \$5,000 dont aura besoin le propriétaire pour remédier convenablement à la situation et (b) l'octroi des hypothèques de premier rang, problème crucial de tout acheteur éventuel de maison, avec ou sans MIUF.

Je constate que la NHA, qui offre une assurance hypothécaire sur les maisons isolées à la MIUF, possède une limite d'assurance de \$6,000.

M. Gahan: La SCHL.

M. Craimer: La NHA est l'assureur, je crois. La SCHL ne remboursera qu'un certain pourcentage de la valeur au propriétaire.

Ce pourcentage est incorrect. Le montant réel que doit se procurer l'acheteur est de beaucoup plus élevé qu'il ne le serait pour une transaction normale de ce genre. Le ratio est défavorable; ce qui signifie que le particulier doit obtenir une deuxième hypothèque, ce qui est extrêmement difficile pour le propriétaire d'une maison isolée à la MIUF.

Ces stimulants permettraient de se procurer de l'argent beaucoup plus facilement.

M. McCauley: Encore à la page 5 de votre exposé, je lis et je cite:

... recommande que ce comité conseille au gouvernement d'obtenir la coopération des gouvernements provinciaux afin de bien examiner cette question et de déterminer les mesures qui s'imposent.

Comme vous le précisez plus loin et comme vous l'avez signalé à M. Skelly, cela semble difficile de parvenir à cette coopération. Comme vous le savez, le ministre a maintes fois essayé d'obtenir la coopération des gouvernements provinciaux mais en vain. Vous n'y êtes évidemment pas parvenu non plus. À la page 6 vous précisez à l'égard du gouvernement de l'Alberta sans doute, que ce refus repose sur des considérations politiques. Pourriez-vous nous apporter des précisions? Quel est l'avantage politique du gouvernement de l'Alberta à cet égard?

[Texte]

Mr. Gahan: The political advantage to the Government of Alberta is obvious. With an availability to deny responsibility entirely and place it entirely on government, with the current confrontation of politics engaged in by government, it certainly is a political advantage; there is no question about that. That is their response. They will not talk to us, express to us, because they do not want to be seen to be accepting any level of responsibility. In our view, virtually expressed though not perhaps in words as strong as ours would be, simply for the political advantage and ongoing popularity of the government in Alberta. I am not too sure that they are wrong. I do not understand their lack of response to us after the fact, even if a case can be made that they had a prior responsibility. I am obviously not essentially pleased with their response to our predicament.

In terms of the government's seeking the co-operation, and providing leadership in the emplacement of some of the recommendations that we would make, admittedly to obtain the co-operation of the Alberta government at this time is very, very difficult if you were only seeking the co-operation of Alberta, isolated from any other province, but there are indications from other provinces that given some acknowledgement by federal government of a shared responsibility at least, they might well be prepared to step in and in a secondary role provide that kind of co-operation, which would in turn get the ball rolling and the more strongly opposing provincial governments would in effect be politically motivated to join the wagon.

The Chairman: Thank you, Mr. Gahan. Miss MacDonald and Mr. Beatty.

Miss MacDonald: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Gahan, one of the most important things I would think for your organization is to try to find out just how widespread this problem is in Alberta. What steps have you taken to approach various agencies and departments within the federal government to get their co-operation in giving you information, for instance, on the number of homeowners in Alberta who were qualified and who accepted the \$800 grant to insulate their homes, whether or not that insulation was urea formaldehyde foam?

Mr. Gahan: I find those kinds of questions very hard, and I do not mean that it is hard for me to answer; it is hard because we are constantly on that issue in Alberta because of the lack of co-operation from both levels of government.

Miss MacDonald: I am asking you, Mr. Gahan, because we are finding it very hard, and I was wondering whether you had found a more successful route.

Mr. Gahan: No. At virtually every meeting that I attend of the national advisory council, I do not let that meeting end without raising the issue. I raised it more especially at the last few meetings because the minister has expressed a desire for assistance from us to help him define the parameters of what his program is going to have to be in terms of dollars.

[Traduction]

M. Gahan: Cet avantage politique est évident. Le gouvernement de l'Alberta peut décliner toute responsabilité et la rejeter entièrement sur le gouvernement fédéral; avec les confrontations actuelles de politiques, c'est certainement là un avantage politique; il n'y a aucun doute. C'est leur réponse, ils ne veulent pas nous rencontrer parce qu'ils ne veulent accepter aucune responsabilité. A notre avis, ce qui a été pratiquement exprimé mais peut-être pas en des termes aussi clairs que les nôtres le seraient, simplement pour l'avantage politique et la popularité soutenue du gouvernement de l'Alberta. Je ne suis pas sûr qu'ils ont tort. Je ne comprends pas leur refus même si l'on pouvait arriver à établir une responsabilité antérieure. Il est évident que je ne suis pas fondamentalement satisfait de leur réponse.

Il est très, très difficile à l'heure actuelle pour le gouvernement de chercher à obtenir la coopération et d'assumer un certain leadership dans l'application de certaines des recommandations que nous ferions, en vue d'obtenir, il faut le reconnaître, la coopération du gouvernement de l'Alberta. Ce qui, je le répète, est très difficile si vous ne cherchez qu'à obtenir la coopération de l'Alberta isolément de celle des autres provinces; cependant, si le gouvernement fédéral acceptait au moins une responsabilité partagée, d'autres provinces ont indiqué qu'elles pourraient être disposées à intervenir et à fournir ce genre de coopération sur le plan secondaire; ce qui ferait démarrer la machine et inciterait politiquement les opposants provinciaux les plus farouches à se joindre aux activités.

Le président: Je vous remercie monsieur Gahan. M^{lle} MacDonald et M. Beatty.

Mlle MacDonald: Merci, monsieur le président. À mon avis, monsieur Gahan, l'une des choses les plus importantes pour votre organisation serait de cerner l'étendue du problème en Alberta. Quelles démarches avez-vous entreprises auprès des divers organismes et ministères du gouvernement fédéral en vue d'obtenir des renseignements sur le nombre de propriétaires en Alberta qui ont été admissibles à la subvention de \$800 et l'ont accepté en vue d'isoler leur maison avec la mousse d'urée formaldéhyde?

M. Gahan: Je trouve que ce sont des questions difficiles mais je ne veux pas dire qu'il est difficile pour moi d'y répondre; c'est difficile d'y répondre parce que nous sommes constamment aux prises avec ce problème en Alberta à cause de l'absence de coopération de la part des deux gouvernements.

Mlle MacDonald: Monsieur Gahan, je vous pose cette question parce que nous trouvons ceci également très difficile. Je me demandais si vous aviez eu plus de succès.

M. Gahan: Non. Pratiquement à toutes les réunions du conseil national consultatif, je soulève cette question. Ce que j'ai fait plus particulièrement au cours des dernières réunions parce que le ministre s'est montré intéressé à obtenir notre aide en vue de l'aider à définir les paramètres financiers de son programme.

[Text]

• 1225

This is a very interesting point; at least, I think it is very interesting. I have pointed out to him and his staff on at least two occasions that Alberta has confirmed, on a list, 726 UFFI homes. Three meetings ago, his staff advised me they had on their list, at that time, 249 confirmed UFFI homes. There is a discrepancy of very close to 500 homes which have expressed an interest in some kind of assistance but have not registered for the program.

It seems mandatory to me that if the program is going to be delivered—assuming that at some time it is going to be enlarged—and the minister is asking us for assistance to define his parameters, he would assist me in determining where the difference of the 500 is. But no help was forthcoming. We have asked the same question we asked the provincial government, and we have a denial of that opportunity.

Miss MacDonald: One of the things I find almost ludicrous in these days of the computer revolution is that the government or government agencies have not been able to draw out of the system the number of homes or the number of home owners who, in the first place, requested a grant to help with the insulation, or what kind of insulation went in. It seems ludicrous with the technology we are developing that this information should not have been fed in, in the first place. You could very rapidly retrieve it. I still think that information is there. People cannot be that stupid in this day and age that they cannot get that back.

I want to go on to another question. You recounted an incident—you talked about your continuing participation in the national advisory council—of a major decision that was arrived at after a very prefatory debate that lasted a day or so. Can you give us other sorts of insights as to what really takes place in that advisory council of which you are a member and to which you object?

Mr. Gahan: The major item I object to in terms of what goes on at the council meetings is that we are effectively, by whomever or whatever, limited to discussion. I hesitate to continue to call it advice or consultation. Whether this opinion is shared by an equal number of members of my council we were speaking of recently . . . but I believe we are manoeuvred into a position of negotiation which implies the responsibility of acceptance, of implied agreements.

More than that, I am always extremely disappointed, and I have mentioned this directly to the minister in a rather heated, emotional discussion, that we discuss only the money compensation inferred in the existing legislation. There are times when other issues of equal importance are more appropriately discussed. Alberta has always been willing—since it became clear to us that the \$5,000, at this time at least, had little likelihood of increasing—to put it aside. Forget the money. Let us talk health: It is a hell of a lot more important than money.

Miss MacDonald: There is just one other question then I would like to ask, which, in a sense, flows from that. On page 5

[Translation]

C'est là un point très intéressant; du moins je le crois. J'ai signalé au ministre et à son personnel au moins à deux reprises que l'Alberta possède une liste confirmée de 726 maisons isolées avec la MIUF. Il y a trois réunions, le personnel du ministre m'avait alors informé d'une liste confirmée de 249 maisons. Il y a un écart de presque 500 propriétaires qui sont intéressés à une certaine forme d'aide mais qui ne se sont pas encore inscrits au programme.

Si l'on offre ce programme, qui hypothétiquement devrait prendre de l'ampleur, et si le ministre demande notre aide afin de définir les paramètres, il me semble obligatoire d'obtenir son aide afin d'éclaircir cet écart de 500. Cependant, nous n'avons pas reçu de réponse. Nous aurions posé la même question qu'au gouvernement provincial mais l'on nous a refusé cette occasion.

Mlle MacDonald: Avec la révolution actuelle de l'ordinateur, je trouve presque ridicule que le gouvernement ou un organisme du gouvernement n'ait pas encore réussi à obtenir le nombre de propriétaires qui ont fait une demande initiale de subvention et à savoir quelle sorte d'isolant a été utilisé. Avec la technologie moderne, il semble ridicule que l'on ait pas versé ces données à l'ordinateur. Vous pourriez alors rapidement obtenir les renseignements nécessaires. Je crois toujours que ces renseignements existent. Par les temps qui courent, les gens ne sont pas bêtes au point de ne pas être en mesure de retrouver ces données.

Je veux aborder une autre question. Dans le récit sur votre participation soutenue au Conseil national consultatif, vous avez raconté un incident relatif à une importante décision que l'on a prise après un très court débat d'à peu près une journée. Pourriez-vous nous éclairer davantage sur ce qui se passe réellement au sein de ce Conseil national consultatif dont vous êtes membre et auquel vous vous objectez?

M. Gahan: Ma principale objection à ce sujet est qu'on l'est réellement limité à la discussion. J'hésite à dire qu'il s'agit là de conseils ou de consultations. Je ne sais si les membres de mon conseil, dont nous parlions, partagent cette opinion . . . je crois que nous sommes placés dans une position de négociation qui laisse supposer l'acceptation d'ententes implicites.

Je suis toujours extrêmement déçu, comme je l'ai mentionné directement au ministre dans une discussion plutôt enflammée, que nous ne discutons que de la compensation monétaire prévue dans la loi actuelle. On discute parfois de façon plus appropriée, d'autres questions toutes aussi importantes que la compensation monétaire. Depuis que nous nous sommes rendu compte que ce montant de \$5,000 n'augmenterait vraisemblablement pas, l'Alberta a toujours voulu écarter cette question, du moins à l'heure actuelle. Oublions la question d'argent. Parlons de la santé; c'est là une question beaucoup plus importante que l'argent.

Mlle MacDonald: J'aimerais vous poser une dernière question qui découle en quelque sorte de ceci. À la page 5 de votre

[Texte]

of your submission, when you are discussing potential structural hazards which may appear far in the future, you make the statement:

Information from NRC spokesmen indicate it is more serious than at first thought.

• 1230

Is this information that you refer to statements that may already be in the public domain or do you have specific information that would back up that statement that we do not have at the present time and if so, can that be made available to us?

Mr. Gahan: The statements I refer to were made by a representative of NRC in a rather informal discussion we had with him recently. He spoke in terms of residual effects on the structure of the house through contamination and we did not have an opportunity to examine in detail what he was saying to us. However, it is my understanding, and, again, I must qualify it, it may not be shared by other members of the council. It was my understanding that what he was telling us was that his investigations indicate that at least more research is required to definitively answer whether or not some of these structural hazards are, in fact, hazards, which leads me to the conclusion that if they are serious enough to continue the investigation they are, at least, very real in a potential sense.

Miss MacDonald: Are you at liberty to give us his name so that we might call him as a witness?

Mr. Gahan: I think it is unfair. That discussion, as are many discussions in the national advisory council... the content in word form or in identifying those whom we requested to appear before us... I am unsure of the confidentiality of that and I would rather give him the opportunity to speak for himself.

Le président: Merci.

Monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci, monsieur le président.

On parle du leadership du gouvernement fédéral. Si je comprends bien, on veut dire que le gouvernement fédéral devrait payer le coût et ensuite le partager. Je pense qu'on peut être en désaccord là-dessus et qu'on pourrait en discuter fort longtemps. La question que je voudrais poser à M. Gahan est la suivante. Il dit: *Governments play catch and we are the ball*.

A mon avis, le gouvernement fédéral ne considère pas son association comme la balle, mais plutôt comme un véritable joueur. C'est précisément la raison d'être de ce Comité: on accepte d'entendre les partenaires pour véritablement essayer d'aboutir à une solution.

Alors, ma question est la suivante: comment son association peut-elle arriver à se convaincre du fait que si on veut arriver à la bonne solution, il est important que chaque partie responsable devienne véritablement joueur? Aussi, est-ce que M. Gahan est d'accord avec le Conseil consultatif lorsqu'il dit qu'il y a quatre principaux acteurs, soit le gouvernement

[Traduction]

présentation, vous examinez les risques susceptibles de se présenter au niveau de la charpente dans l'avenir et je cite:

Il ressort des renseignements de porte-parole du CNR que le problème est plus grave qu'on le croyait initialement.

Ces renseignements sont-ils déjà connus du public ou possédez-vous des renseignements particuliers que nous n'avons pas? Dans l'affirmative, pourrions-nous les obtenir?

M. Gahan: Ces déclarations sont celles d'un représentant du CNR dans une réunion plutôt officieuse que nous avons eue récemment. Il a parlé de la question des résidus laissés par contamination sur la charpente même de la maison, mais nous n'avons pas eu l'occasion d'examiner cette question plus à fond. Cependant, à mon avis, et ce n'est peut-être pas l'opinion des autres membres du conseil, il nous a affirmé que ses travaux indiquent la nécessité de réaliser au moins d'autres recherches afin de préciser de façon définitive si ces risques sont réellement des risques; par conséquent, si l'on poursuit les travaux, ces possibilités de risques sont très réelles.

Mlle MacDonald: Pourriez-vous nous donner son nom en vue de le citer comme témoin?

M. Gahan: Je crois que c'est injuste. Cette discussion, comme bien d'autres au sein du conseil national consultatif... le contenu d'une discussion ou l'identification de ceux avec qui nous avons communiqué... je suis incertain du caractère confidentiel de cette rencontre et j'aimerais le laisser s'exprimer à ce sujet.

The Chairman: Thank you.

Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Mr. Chairman.

We hear about federal government's leadership. If I understand well, it means that the federal government should pay the cost and then share it. I think we can disagree on that and discuss that for a long time. I have a question for Mr. Gahan. He says, government play catch and we are the ball.

I think the federal government does not consider his association as a ball, but rather as a real player. That is precisely why this committee exists. We try to hear the partner to find out a real solution.

So my question is: how can his association come to realize that it is important that each responsible party become a real player if we want to reach a solution? And does Mr. Gahan agree with the advisory council when he says that there are four major actors, the federal government, the provincial government, the manufacturers and the installers of the foam?

[Text]

fédéral, le gouvernement provincial, les manufacturiers et ceux qui ont installé cette mousse? J'aimerais donc savoir si on peut espérer, comme membres du Comité, un changement d'attitude. Parce que tant et aussi longtemps qu'on va tenir le gouvernement fédéral comme seul responsable, il sera impossible, à mon avis, d'aller plus loin et surtout de sortir de l'aspect financier du problème.

The Chairman: Mr. Gahan.

Mr. Gahan: If I may answer at first a little facetiously, yes, you are quite right. The federal government is a player. It takes a player to play catch. We are the ball and we would like to get caught. I am sorry, but I do not like the analogy that you draw. When making that remark, I was trying to draw the analogy after the previous remark, that we are the victims to some degree of the confrontational politics between provincial governments and federal government. And in that sense, yes, indeed, we would like to get caught by one of those governments to provide us with meaningful assistance.

• 1235

With regard to your question as to why we cannot get a change, why we cannot provide a change of attitude and stop harping on the issue of federal government responsibility as the sole and primary . . . I am afraid that it is more than a question of responsibility. Yes, we continue to see the federal government as primarily responsible, but we also see them, in concert with that responsibility, as having an obligation to care for the health and welfare of their citizens. Whether or not they are materially responsible for the problem's being put in place, because of its being a national issue it is certainly a responsibility for them to respond. In that sense, if you join that to what we believe are the material responsibilities, it makes for a very strong case, in our minds.

M. Tessier: Monsieur le président, je voudrais simplement ajouter une remarque; ce n'est pas une question. Par exemple, on dit dans la déclaration que le gouvernement de l'Alberta, pour des motifs politiques, peut prendre une attitude plutôt qu'une autre, et on parle de confrontation. Je voudrais simplement dire que la confrontation n'est pas que fédérale. Et justement, si on en reste à de vieux schèmes . . . Moi, je veux bien essayer d'en arriver à une solution au problème de la mousse isolante d'urée formol qui soit le plus complet possible, mais je pense qu'il faut le faire ensemble, au niveau de tous les partenaires, et je veux demander l'aide des associations. Alors, c'est dans ce sens-là que je souhaite qu'on devienne véritablement de bons joueurs pour essayer de convaincre toutes les parties intéressées. Bien sûr, je ne peux pas blâmer le manufacturier ou l'installateur de la mousse qui, lui, ne viendra pas courir celui qu'il a «organisé» de la meilleure des façons. Il faudrait que les différents partenaires, le fédéral, les provinces et les autres parties, arrivent à se convaincre qu'ils ont un problème et qu'ils l'ont provoqué ensemble. Je ne sais pas si ce sont les avocats qui, en dernier ressort, vont régler le problème, mais j'aimerais que les associations me disent une chose, et c'est la seule chose que je veux essayer de leur faire dire: si j'ai complètement tort, qu'on me le dise. Je ne veux pas qu'on joue

[Translation]

I would like to know if we members of the committee can expect a change of attitude. For as long as the federal government will be held responsible, it will be impossible to go further and get out of the financial aspect of the problem.

Le président: Monsieur Gahan.

M. Gahan: Permettez-moi de répondre un peu facétieusement, oui, vous avez raison. Le gouvernement fédéral est un joueur. Il faut un joueur pour jouer à la balle. Nous sommes la balle et nous voudrions qu'on l'attrape. Je suis désolé mais je n'aime pas votre analogie. Lorsque j'ai fait cette remarque, j'essayais de me reporter à la remarque précédente, c'est-à-dire que nous sommes tous victimes dans une certaine mesure de la confrontation politique entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. En ce sens, oui, nous aimerions que l'un de ces gouvernements se joigne à nous en vue de nous aider.

En ce qui concerne les raisons pour lesquelles nous ne pouvons espérer un changement d'attitude et arrêter de blâmer le seul gouvernement fédéral, . . . je crains qu'il n'y ait là plus qu'une question de responsabilité. Oui, nous continuons de considérer le gouvernement fédéral comme le seul responsable, n'a-t-il pas l'obligation d'assurer la santé et le bien-être de ses citoyens? Que le gouvernement fédéral soit ou non matériellement responsable du problème actuel, il doit certainement y remédier puisqu'il s'agit là d'une question d'intérêt national. En ce sens, si vous ajoutez ceci aux responsabilités matérielles, ceci constitue, à notre avis, de solides arguments.

Mr. Tessier: Mr. Chairman, I would like to add a comment. That is not a question. For example, the statement says that the Alberta government, for political reasons, may take a position rather than another one. And it mentions conflict. I want to say that the conflict does not simply arise on the federal side. If we stick to old viewpoints . . . I would like to try to get a solution as complete as possible to the problem of formal urea isolating foam, but I think it has to be done by all partners together, and I want to ask some assistance from the associations. So, I wish we would become good players to convince all concerned parties. Of course I cannot blame the manufacturer or installer of the foam who will not come back. The various partners, the federal, the provinces and the other parties, should realize they have a problem and they created it together. I do not know whether the lawyers will solve the problem, but I would like the associations to tell me just one thing. If I am wrong, I would like to be told I am wrong. I do not want any ball play ending with a whole box of balls. I want to see players and the ball becoming an instrument.

[Texte]

à la balle et qu'on se ramasse avec une boîte de balles. Je veux qu'il y ait des joueurs et que la balle devienne véritablement un instrument.

Alors, il faudrait que les associations, comme celle qu'on rencontre aujourd'hui, veuillent bien jouer leur rôle d'association provinciale, peu importe si elles sont 40 ou 140. Pour moi, l'important, c'est qu'il y a un problème à régler; si on veut le régler d'une façon responsable, on a besoin de l'aide de tout le monde et de leadership en cette matière. C'est sans doute le mandat que le Comité a accepté, parce que si je regarde l'ordre de renvoi, je vois que le gouvernement ne souhaite pas que l'on «défonce» son \$5,000; il veut qu'on s'arrête pour étudier l'impact sur la santé en particulier. Vous ajoutez une autre dimension lorsque vous nous dites que les problèmes à long terme peuvent être beaucoup plus considérables. C'est certainement une responsabilité gouvernementale que de se préoccuper des autres sous-effets, à moyen et surtout à long terme.

The Chairman: Would you like to make a comment, Mr. Gahan?

Mr. Gahan: I am hesitant, because it will almost impel me to debate the issue. I agree with you; I would like everyone to get together and help on this issue. I really would. I try my damndest. But when everyone else wants to wait until someone else takes the blame, it is the victims who are working. So do not ask me to help; I have been doing nothing but helping for two years. What we want are some responses to our needs, not just responses to what is already in place and what we feel is inadequate and have clearly demonstrated is inadequate. When you seek other help from other sources, do not complain to me that we are not getting universal help. Go out and get the help where it is most needed from.

• 1240

Help and responsibility—we have volunteered to take on the responsibility to represent people who are not willing to support us, as Mr. Scott has pointed out; and that is a terrible burden. But when government says to me, when they know we cannot live with the existing program, that we have to co-operate with them for them to co-operate with someone else to co-operate with someone else to get that responsible co-operative action, without responding to those needs—or any indication that they will respond to those needs in a real way—is beyond . . .

It is the blame that people are afraid of. People do not have the fortitude, in government or out, to stand up and say, okay, let us share the blame, to get the job done.

The Chairman: To go on the second round, Mr. Marceau, Mr. Scott, and Mr. Kelly.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Je pense que nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il y a un problème sérieux et qu'il faut essayer de trouver une solution. Je voudrais vous demander si, quand vous abordez le problème, vous n'adoptez pas à un certain moment une atti-

[Traduction]

So, the associations, like the one we meet today, should act as provincial associations, regardless of their number. The important thing is the problem we have to solve. To solve it responsibly, we need everybody's help and some leadership in that matter. That must be the Committee's role, because if I look at it's Order of Reference I see that the government wants to stay within its \$5,000. The government wants that the impact on health in particular be examined. You add another dimension where you tell us that the long term problems may be much worse. The government must certainly deal with the other side effects, the mid— term but mostly the long-term ones.

Le président: Monsieur Gahan aimeriez-vous ajouter quelque chose?

M. Gahan: J'hésite car ceci me forcera presque à discuter de la question. Je suis d'accord avec vous, tous devraient travailler ensemble pour arriver à résoudre ce problème. Oh! oui! je voudrais bien. Cependant, lorsque chacun veut qu'un autre supporte toute la responsabilité, ce sont les victimes qui sont au travail. Ne me demandez pas d'aider, c'est ce que je fais depuis deux ans. Nous voulons des réponses à nos besoins et non pas seulement des réponses à ce qui existe déjà et qui, à notre avis, est inadéquat et s'est révélé comme tel. Lorsque vous cherchez à obtenir de l'aide d'autres sources, ne venez pas vous plaindre à moi que nous n'avons pas d'aide générale. Obtenez l'aide là où l'on en a le plus besoin.

L'aide et la responsabilité . . . comme l'a indiqué M. Scott, nous avons accepté la responsabilité de représenter des personnes qui ne sont pas disposées à nous aider; c'est là un terrible fardeau. Lorsque le gouvernement fédéral me dit, en sachant très bien que l'on ne peut continuer avec le programme actuel, que nous devons coopérer avec lui pour qu'il puisse coopérer avec un autre qui coopérera avec un autre afin d'en arriver à des mesures coopératives à caractère responsable, et qu'il ne comble pas ces besoins ou n'indique pas qu'il le fera, cela me dépasse . . .

Vous craignez les reproches de la population. À l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement, les gens n'ont pas le courage de dire: partageons la responsabilité et mettons-nous au travail pour résoudre ce problème.

Le président: Au deuxième tour de table: M. Marceau, M. Scott et M. Kelly.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

I think we all agree that this is a serious problem we have to solve. I would like to ask you if, when you deal with the problem, you do not take at one point an exclusive approach: I mean, as you just said with some emotion, you have a problem

[Text]

tude exclusive en ce sens que, comme vous venez de le dire avec une certaine émotion, vous avez un problème puis vous dites au gouvernement, qu'il soit responsable ou non, payez donc la note. Il ne faudrait pas que vous pensiez qu'on ne comprend pas le problème. On ne dit pas qu'il n'est pas sérieux.

Mais, je voudrais savoir si vous pensez qu'en tant que législateurs on doit accepter comme principe, à chaque fois qu'il y a un problème dans la société canadienne, que le gouvernement fédéral doive payer la note quelle qu'elle soit, en disant tout simplement, parce que c'est un problème grave, il faut que le gouvernement fédéral paie la note. Ne pensez-vous pas que pour nous cela peut représenter un conflit, même si nous comprenons que la situation est grave? Mais, comme législateurs, on a une responsabilité vis-à-vis de l'ensemble des contribuables, du travailleur qui va payer la note.

Alors, je voudrais vous demander si vous êtes conscients que ce n'est pas aussi facile que cela. Je ne vous demande pas d'approuver entièrement notre position. Mais, est-ce que vous comprenez qu'on puisse être pris dans une situation pendant une période de récession où il n'y a pas beaucoup d'argent...? Tout le monde demande de l'argent et si, par exemple, on prenait des millions ou des milliards pour cela, avez-vous pensé qu'il y a d'autres citoyens qui ont aussi des difficultés et qui pourraient nous dire: pourquoi avez-vous payé cette note?

Et voici la deuxième partie de ma question: est-ce que vous envisagez que les tribunaux ont un rôle à jouer? Avez-vous pensé à une solution qui viendrait d'un tribunal rapidement? Je ne veux pas dire des années. Très peu de gens parlent d'une décision qui pourrait être prise par un tribunal, à brève échéance, pour délimiter une responsabilité. Ne pensez-vous pas qu'une décision judiciaire, à brève échéance, pourrait régler le problème plutôt que de demander à des gouvernements, à tous les paliers, d'assumer des responsabilités sans être sûrs qu'ils sont vraiment responsables?

Mr. Gahan: There are a number of points you have made that I would like to comment on very much. You mention that it appears to you that we or others in like situations are always quick to identify the federal government as being the sole responsibility simply because we see them as the most able to foot the bill, as you put it.

• 1245

My response to that is: We have from the beginning, because we participated in a federal program, because it is the federal government who provided an acceptance number for industry—whether it was in that federal program or not. It certainly bears a measure of responsibility.

Just to digress very briefly. The argument that a provincial government holds an equal responsibility because of licensing authority in the provinces does not hold quite the same pitcher of water, in that those contractors were engaged in an activity

[Translation]

and you tell the government to pay the bill, whether or not they are responsible. You should not think we do not understand the problem. We do not say it is not serious.

But I want to know if you think that as legislators we must accept as a principle that, every time there is a problem in Canadian society, the federal government must pay the bill, simply because that is a serious problem. Do you not think this can cause a conflict, even if we understand that the situation is serious? But, as legislators, we are responsible towards the taxpayers, the worker who will pay the bill.

So I would like to ask you if you realize it is not that easy. I do not ask you to approve entirely our position. But do you understand that we may be in a series of constraints, at a time where there is not much money...? Everybody wants money and if, for example, we would take millions of billions for that, do you realize that other citizens having hard times could come and say: why did you pay that bill?

And here is the second part to my question: do you consider the courts might intervene? Did you think of a solution that would come quick from a court? I do not mean years. Very few people consider a ruling that would come soon from a court to determine a responsibility. Do you not think a short term judicial ruling could solve the problem rather than a request to all levels of government to assume liabilities without evidence that they are responsible?

M. Gahan: Il y a un certain nombre de points soulevés que j'aimerais commenter. Il vous semble que notre groupe ou un autre dans une situation similaire sont toujours disposés à rejeter la responsabilité entière sur le gouvernement fédéral car nous croyons simplement qu'il est le plus apte à payer la note, pour employer votre expression.

Voici ma réponse: c'est en fait ce que nous faisons depuis le début parce que nous avons participé à un programme fédéral, parce que c'est le gouvernement fédéral qui a donné le feu vert à l'industrie, que ce soit dans le programme fédéral ou non. Le gouvernement fédéral assume donc une certaine part de responsabilité.

Permettez-moi de m'écarter un peu du sujet. Il n'est pas tout à fait exact de dire qu'un gouvernement provincial assume le même degré de responsabilité à cause de l'octroi des licences car les travaux des entrepreneurs donnent suite à l'acceptation d'un produit par le gouvernement fédéral.

[Texte]

using a product they had an acceptance for from the federal government.

But to get back to whether or not we see the federal government necessarily footing the whole bill, as you imply. No, we do not. But until the confrontational politics can be put aside, it is one or the other. Because this is a problem on a national level, and perhaps for other reasons I could develop had I more time, we see our first line of offensive activity—if you will—against the federal government. You mentioned that everybody comes to you for money. That is true. But more often than not, unfortunately, when it comes to the working citizen, he is less likely to receive the benefit of the largess the government provides bankrupt countries and over-extended multinational companies.

In terms of your comments about the courts: Yes, we would love to go to court. We really would. But we have some very disturbing opinions from a variety of legal sources that such legal activity requires a minimum of \$150,000 to even get just beyond the stage of an examination of discovery. Lawyers who examine the issue on an individual basis—at least in my province, where I get my legal advice from—indicate that the man-hours involved in just familiarizing themselves with the details and the complexities of the issue, and the particulars of individual cases, are such that the expenditure of high amounts of money are mandatory with no better than a 50-50 chance of ultimate success over a period, perhaps, of as long as a decade. We would still like to go to court, and we see there is a viable way to go to court, but unfortunately with the support of the government, which has been done in the past in other situations, and we do not understand the reluctance of government to even discuss that issue with us openly.

M. Marceau: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Je constate que les deux mémoires qui nous ont été distribués sont dans une seule langue. Evidemment, il ne faudrait pas que ce soit considéré comme une acceptation. C'est un peu comme lorsque l'on ne voit pas l'heure. Je n'ai pas vu qu'il y avait un mémoire dans une seule langue, et je ne voudrais pas que nous nous engagions dans un processus qui nous permettrait de ne pas avoir le bénéfice de rapports déposés dans les deux langues.

Je comprends que l'on peut être pris par le temps, mais il faut prendre les dispositions nécessaires. Je pense que tout le monde défend maintenant les principes du bilinguisme, et il faudrait également que cela se reflète dans les faits.

Le président: Vous avez parfaitement raison, monsieur Marceau. J'ai signalé au greffier ce matin que les documents étaient dans une langue seulement alors qu'ils venaient d'un organisme qui représentait toutes les provinces. Nous en avions seulement une copie; le document n'a été disponible que ce matin. Il a donc été impossible d'en faire faire la traduction.

Cela va se répéter, parce qu'au cours de la semaine, il y a des individus qui vont comparaître. Il est impossible de faire traduire leurs mémoires parce qu'ils vont les apporter eux-mêmes au cours de la semaine.

[Traduction]

Cependant, revenons à nos moutons: croyons-nous ou non que le gouvernement fédéral doit nécessairement payer toute la note, comme vous le laissez entendre. Nous ne le croyons pas. Cependant, tant que l'on n'aura pas mis de côté les confrontations, c'est l'un ou l'autre. Puisqu'il s'agit d'un problème d'envergure nationale et qu'il y a d'autres raisons que je ne peux exposer à cause des contraintes de temps, notre première offensive sera contre le gouvernement fédéral. Vous avez mentionné que tout le monde vous demande de l'argent. C'est vrai. Cependant, la plupart du temps, malheureusement, le simple citoyen travailleur profitera vraisemblablement moins des largesses que le gouvernement offre aux pays en faillite et aux sociétés multinationales endettées.

Passons maintenant à ce que vous avez dit sur les tribunaux. Oui nous aimerions aller devant les tribunaux. Cependant, nous avons reçu des opinions très inquiétantes de diverses sources juridiques. Il nous faudrait au moins \$150,000 pour le simple examen au préalable. Selon les avocats qui examinent ce problème de façon individuelle, tout au moins dans ma province, le nombre d'heures-hommes qu'il faut pour se familiariser avec les détails et les complications de la question et les particularités de chaque cas est tellement élevé qu'il faut nécessairement avoir de bons fonds; il me faut ajouter que les chances de réussite ne sont que de 50 p. 100 au cours d'une période qui pourrait s'étendre sur dix ans. Nous aimerions toujours soumettre cette question aux tribunaux et nous croyons qu'il serait bon d'y aller; malheureusement, avec l'aide du gouvernement, accordée dans d'autres situations, nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement hésite à discuter ouvertement de cette question avec nous.

Mr. Marceau: Mr. Chairman, on a point of order.

I see that both briefs were circulated in one language. Of course this should not be considered as an acceptance. It is as when you do not see what time it is. I did not see there was a brief in one language. I do not want us to go into a process where we would lose the benefits of having reports in both languages.

I understand time may be short. But necessary measures must be taken. I trust everybody now supports the principles of bilingualism. And that should be reflected in facts.

The Chairman: You are quite right, Mr. Marceau. I told the clerk this morning that the documents were in only one language even though they were coming from an agency representing all provinces. We had only one copy. So it was impossible to have it translated.

That is not the last time. During the week, witnesses will come with their briefs and it will be impossible to have them translated.

[Text]

• 1250

Alors, on s'en excuse. Mais, je vous assure qu'en général ce n'est pas notre politique. Il s'agit d'une politique exceptionnelle. C'est parce que, malheureusement, nous n'avons pas reçu les mémoires à l'avance.

Mr. Gahan: Mr. Chairman, may I make a comment?

The Chairman: Yes.

Mr. Gahan: Mr. Rousseau, I appreciate your comment, and as a native Montrealer, I am very very aware of the bilingual nature of our country. I have on more than one occasion made considerable efforts to translate documents that I submit, for instance, to the national advisory council, as Mrs. Lamer may be able to confirm. There is a note in the back of one of these I was not able to get translation for. I had not anticipated using these documents again, so I did not translate them. But I am very aware of that situation, and I take your point. Had I had the opportunity, I would myself have translated them.

The Chairman: Thanks very much, Mr. Gahan.

C'est une bonne chose de l'avoir mentionné. Je répète au greffier qu'à l'avenir, si cela était possible, j'aimerais bien être informé d'éventuelles difficultés au sujet de la traduction des mémoires qui nous sont envoyés par les témoins.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman. I will be very brief. I just want to say in passing, though, that I thoroughly agree with Mr. Gahan's putting into perspective the responsibility for this matter. It is, after all, the product which we are discussing and which has been at the bottom of this crisis, not the contractors, and it was the federal government that promoted and paid people, in the first place, to install this product in their homes, and I can understand the reluctance of provincial governments, such as Alberta and others I know of, to assume responsibility when they were never even consulted before this whole UFFI mess developed.

Coming back to what may seem like another abstract question, Mr. Gahan, I am anxious to follow up one point you made in your consultations with the government. Do you get the feeling, speaking for yourself as a member of the advisory council, that the government has closed the door to any further financial discussions on this matter? If they are concentrating on the health aspect, do you get the feeling they have considered Bill C-109 as case closed?

Mr. Gahan: Quite emphatically; we have been told in very emphatic terms that Bill C-109 is closed. But we have also been told—and I take it in the sincerity with which it is offered—that the search for other sources of funding will be under way, if it is not already under way. Although I may be a native Montrealer, I have picked up the cynical scepticism that you find in Alberta, and I do not believe there is much hope there.

Miss MacDonald: There is even some of it in Montreal.

[Translation]

So, we are sorry. But we do not do this as a policy. This is an exception. Unfortunately, we did not receive the briefs ahead of time.

M. Gahan: Monsieur le président puis-je ajouter quelque chose?

Le président: Oui.

M. Gahan: M. Rousseau, j'apprécie votre commentaire. Comme natif de Montréal, je suis très, très conscient du phénomène du bilinguisme de notre pays. A maintes reprises, je me suis efforcé de faire traduire les documents que je sou mets, comme par exemple, ceux que je présente au Conseil national consultatif, comme peut vous le confirmer M^{me} Lamer, il y a une note au verso de l'un de ces documents que je n'ai pu faire traduire. Je ne croyais pas devoir les utiliser de nouveau; c'est pourquoi je ne les ai pas fait traduire. Cependant, je suis pleinement conscient de la situation et je vois ce que vous voulez dire. Si j'en avais eu la chance, je les aurais traduit moi-même.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Gahan.

That was worth mentioning. I repeat to the Clerk that in the future, if possible, I would like to be informed of virtual problems with translation of briefs sent by witnesses.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président. Je serai très bref. Je ne veux que préciser que je partage entièrement l'opinion de M. Gahan relativement à la responsabilité de cette affaire. Après tout, nous examinons le produit qui est le noyau même de cette crise et non les entrepreneurs; de fait, c'est tout d'abord le gouvernement fédéral qui a encouragé des gens et qui les a payés pour qu'ils isolent leur maison avec ce produit; je comprends bien pourquoi les gouvernements provinciaux, comme celui de l'Alberta entre autres, sont peu disposés à supporter une part de la responsabilité puisqu'on ne les a jamais consultés avant que se présente le problème de la MIUF.

Pour en revenir à une autre question apparemment abstraite, M. Gahan, j'aimerais obtenir quelques précisions sur une remarque dans vos consultations avec le gouvernement. A titre de membre du Conseil consultatif, croyez-vous que le gouvernement a clos toute discussion en matière financière? Si le gouvernement s'en tient à l'aspect de la santé, croyez-vous qu'il considère avoir réglé le Bill C-109?

M. Gahan: Permettez-moi de préciser que l'on nous a dit que la question du Bill C-109 avait été réglée. Cependant, on nous a également affirmé que l'on cherchera à obtenir d'autres sources de financement, si cela n'a pas déjà été fait. Bien que je sois natif de Montréal j'ai appris à connaître le scepticisme que l'on retrouve en Alberta, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'espoir.

Mlle MacDonald: Il y en a même à Montréal.

[Texte]

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): The other question I had, Mr. Chairman—I am just wondering if Mr. Gahan can add anything to the deeply worrisome aspect expressed by Mr. Patten earlier today, about the discretionary powers the government has on the regulations.

Do you see any chance of those discretionary powers being tightened up, more firmly worded, to commit the government in a legally binding way to coming across with at least the remedial measures? Do you see any emergence of those regulations in a way that would be acceptable to the homeowners?

Mr. Gahan: I wish I could answer you to my advantage. I would love to. But on that issue, I can recognize that it is an impossibility. The bill itself is in discretionary language.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): So you see no prospect, then, for the regulations to be anything but totally—

Mr. Gahan: There is legal opinion that there is some room for manoeuvre on that point, but quite frankly, I do not share that view. I think the bill, and I have said it from the beginning of this legislation, is written in discretionary language, and I accept the opinion that that being so, the regulations must also be in discretionary language. I do not like it, but that is the way it is.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman. Speaking for myself, I would like to thank the Alberta delegation for being so frank and for getting this morning off to a very interesting start, or conclusion. It is going to be even a more interesting afternoon, I suspect.

The Chairman: Thank you.

Mr. Skelly:

Mr. Skelly: Mr. Chairman, under Mr. Gahan's testimony, certainly some interesting things have come to light. The first thing is a very strong indictment of the Province of Alberta's, for whatever reason, not becoming involved in this issue. A number of other provinces have dealt with such things, even though they have not become involved directly in providing material assistance. They have put bills through their legislatures extending the statute of limitations, which would down the road, as more information—and maybe resources—becomes available, allow homeowners' groups sometime in the future to launch civil actions against companies that improperly installed it, or whatever. Has the Government of Alberta even gone that far? Are they considering it?

• 1255

Mr. Gahan: We have been considering it for some time. We obtained some advice from the British Columbia people, who were successful in that pursuit. We approached the government with an intention to discuss that issue and, the minute they knew what the issue was intended to be, they did not want to speak to us.

Subsequent to that, we have had some no-cost support from an organization called the Environmental Law Centre, in Edmonton, which has kindly undertaken to lobby for that kind

[Traduction]

M. Scott (Hamilton—Wentworth): J'ai une deuxième question monsieur le président. M. Gahan peut-il ajouter quelque chose à l'inquiétant point soulevé par M. Patten plus tôt au cours de la journée. C'est-à-dire sur les pouvoirs discrétionnaires du gouvernement en matière de règlements.

Croyez-vous qu'il sera possible de restreindre ces pouvoirs discrétionnaires; de façon plus précise, croyez-vous que le gouvernement fédéral pourrait devenir légalement tenu de présenter des mesures correctives? Croyez-vous que ces règlements pourraient être acceptés par les propriétaires?

M. Gahan: J'aimerais vous répondre de mon mieux. Cependant, c'est impossible. Le bill lui-même est rédigé en des termes discrétionnaires.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Rien ne laisse prévoir que les règlements ne seront que...

M. Gahan: Juridiquement parlant, il existe une certaine latitude à ce niveau; mais, je dois vous avouer franchement que je ne partage pas cet opinion. Je crois que ce bill, et je l'affirme depuis le début, est rédigé en des termes discrétionnaires. Par conséquent, les règlements doivent être dans le même ton, je n'aime pas cette situation mais les choses sont ainsi.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président. J'aimerais personnellement remercier la délégation de l'Alberta d'être si franche et de nous avoir permis d'avoir un très bon début ou une très bonne conclusion. Je crois que ce sera un après-midi encore plus intéressant.

Le président: Merci.

Monsieur Skelly.

M. Skelly: Monsieur le président, le témoignage de M. Gahan révèle certains points intéressants. Le premier est l'accusation contre la province d'Alberta qui, pour une raison ou pour une autre, ne participera pas à cette question. Bien qu'elles n'aient pas directement fourni une aide matérielle, un certain nombre d'autres provinces ont fait face à ces questions. Elles ont présenté des projets de loi afin d'élargir les règles de prescription qui, grâce aux renseignements additionnels, et peut-être aux ressources, devraient permettre aux groupes de propriétaires d'entamer des procédures civiles contre les sociétés qui n'ont pas convenablement effectué l'installation de la MIUF. Le gouvernement de l'Alberta en a-t-il fait autant? A-t-il même envisagé ces mesures?

M. Gahan: Nous examinons cette question depuis un certain temps. Nous avons obtenu des renseignements des gens de la Colombie-Britannique, qui ont réussi à ce sujet. Nous avons fait des démarches auprès du gouvernement à ce sujet; du moment où il s'est rendu compte de notre intention, il n'a pas voulu nous rencontrer.

Par la suite, nous avons obtenu une aide bénévole d'une organisation, l'*Environmental Law Centre* d'Edmonton, qui a volontiers accepté de faire du lobbying pour nous. On l'a

[Text]

of activity for us. But they have also been shut out—and they are an office partially funded by that same government.

Mr. Skelly: I wonder if I might—just as an aside, through the chairman—ask the chairman if he could pass a direction to our legal advisers to give us some indication of what the consequences would be of certain provincial governments' not extending statutes of limitations, what the consequences would be as to homeowners' groups launching civil actions later as resources become available and more information. It may be that time will play against the homeowners in provinces where the government, although there is no cost whatsoever to the government, have refused to extend the statute of limitations and your ability, as a homeowner, to launch a civil action against certain corporations in the provincial Supreme Court would expire if the government did not make that move on your behalf. I understand that the Province of British Columbia has done that, as well as Quebec and some other jurisdictions, but you say Alberta and Ontario are not going to—

Mr. Gahan: Our legal opinion right now is that the broadest interpretation of the statute of limitations in Alberta, as it applies to liability rather than to contract law—which are two very significant differences in statutes of limitation—the very broadest interpretation of the limitations in terms of liability is such that this December our limitations will run out.

Mr. Skelly: I wonder, though, if we might have our legal expert, Mr. Chairman—say for the next meeting or at his earliest opportunity—give us an indication of how significant that factor is.

The Chairman: I will take note of your request, Mr. Skelly.

Mr. Skelly: The second point is that I was astounded by the numbers you put forward: that 1,126 people in the Province of Alberta had responded to a call, out of that had been identified 726 individual homes, and your organization has only identified... only 130 have come forward. Yet the federal government... I think the figure used was 259 to the UFFI centre.

There are two observations, and I wonder if you could confirm them. First of all, both the federal and the provincial governments appear to have denied you access to, or even to have assisted you to make contact with, homeowners. I would suggest that maybe had they written to these homeowners and said, look, there is an organization working on your behalf, or on behalf of homeowners, and if you wish to contact them here are the principals and here is the address and telephone number, had that happened, your numbers would be significantly larger. But it looks as though both governments have actively attempted to prevent that from happening, almost.

The second point is that the federal government program to identify homeowners and have them come forward and register has been a passive program, where they say that it is up to the homeowners to come forward, if they have UFFI in their homes, to learn where you register and be aware of the programs. In that sense, the federal program is passive rather than active and there is a definite benefit to the federal

[Translation]

également rejeté et c'est là une organisation financée en partie par ce gouvernement.

M. Skelly: Je me demande si le président pourrait demander à nos conseillers juridiques de nous donner des précisions sur les conséquences d'un refus des gouvernements provinciaux d'assouplir les règles de prescription. Quelles en seront les répercussions sur les groupes de propriétaires qui institueraient des poursuites civiles lorsque l'on disposera des renseignements et des ressources? Le facteur temps jouera contre les propriétaires dans les provinces où le gouvernement a refusé d'assouplir les prescriptions et ce, bien qu'il n'y ait aucun coût pour le gouvernement. L'action du propriétaire au niveau de la Cour Suprême de la province, en matière civile contre certaines sociétés, serait prescrite si le gouvernement n'agit pas au nom du propriétaire. Je constate que la province de Colombie-Britannique a fait ceci ainsi que le Québec et d'autres provinces; cependant, vous ne croyez pas que l'Alberta et l'Ontario vont...

M. Gahan: D'après nos conseillers juridiques, les prescriptions en Alberta, en matière de responsabilité plutôt qu'en matière contractuelle (deux choses bien différentes), seraient au mieux éteintes en décembre pour ce qui est de la responsabilité.

M. Skelly: Monsieur le président, à la prochaine réunion où dès que possible, pourrions-nous avoir un expert dans ce domaine qui nous donnerait une indication de l'importance de ce facteur.

Le président: J'en prends note, monsieur Skelly.

M. Skelly: Passons à mon deuxième point: je suis étonné des chiffres soumis: 1,126 personnes en Alberta ont répondu, 726 d'entre elles ont été retenues et votre organisation n'en a relevé que 130. Au gouvernement fédéral... je crois que l'on a une liste de 259 personnes.

Il y a deux observations. Pourraient-elles être confirmées? Premièrement, les gouvernements fédéral et provinciaux semblent vous avoir refusé de communiquer avec les propriétaires de maisons ou même avoir nié vous avoir aidé à communiquer avec les propriétaires. N'auraient-ils pas été possible pour ces gouvernements d'écrire à ces propriétaires pour les informer de l'existence de cette organisation à leur service et d'y préciser, aux fins de communication, l'adresse et le numéro de téléphone. Si l'on avait procédé ainsi, je puis vous assurer que vos nombres auraient été supérieurs. Cependant, il semble que les deux gouvernements ont activement tenté d'éliminer cette possibilité.

Voici mon deuxième point: le programme du gouvernement fédéral en vue de repérer et d'inscrire les propriétaires a été un programme passif, en ce sens que l'on dit qu'il appartient aux propriétaires de se présenter, de découvrir où ils peuvent s'inscrire et enfin d'être au courant des programmes. C'est là que le programme fédéral est passif. En outre, il est bien avantageux pour le gouvernement fédéral de minimiser le

[Texte]

government in minimizing the number of people who register, and there is definitely not an advantage that would accrue to the federal government if they were to have those people made aware of—and I hate to use the term—certainly political action organizations whose objectives are to aid the UFFI homeowner.

• 1300

Would you make some comments on those two ideas: first, that the federal and provincial governments have actively thwarted the efforts of not just your homeowners organization—but certainly yours is the strongest one I have seen—by not providing homeowners information as to where your organization is located; and, secondly, that the federal government program in being passive works against homeowners and in favour of the federal government, that when this cuts off on June 30, 1983, and these people have not registered, they will not be entitled to benefits?

Mr. Gahan: I am glad you brought that up again because there are one or two comments I would make that are somewhat corrective. The provincial government, I understand, although we have not had any response from it yet, has advised the public health services offices to notify those who get in touch with those offices about the UFFI question that we exist. I should have mentioned that earlier, but I did not.

But on the numbers issue and on the direct mailing to those numbers that we do exist, the provincial government continues to deny.

The problem really arises when you examine the numbers. You quite rightly point out, and I tried to point out earlier, from the 1,115 applicants or inquiries they confirm 726 UFFI homes; and I understand—it has been confirmed to some extent by, I think, a senior employee at the UFFI centre—that they send an updated list to the UFFI centre every two weeks. There was an activity that the UFFI centre undertook in the mailing out of the newsletter that was referred to during Mr. Patten's presentation, and that newsletter listed all the homeowners groups. But, unfortunately, between the time that the information was gathered for that newsletter and the time it was actually mailed the names and addresses had changed so basically that we got nothing from there, although they are intending two more newsletters and we hope that would continue.

But the interesting thing about the numbers is that the federal government has 200 then, 249 now, 253 as of this past weekend, and that is a clear indication that there is something wrong with the delivery of information about the program. There are 726 people who have demonstrated a need to know something, and yet only 249 have registered with an existing program, the only program. There seems to be a lack of

[Traduction]

nombre de personnes inscrites. Ce ne serait définitivement pas à l'avantage du gouvernement fédéral si ces personnes étaient mises au courant, et je n'aime pas utiliser ce terme, de l'existence de certaines organisations politiques dont les objectifs visent à aider les propriétaires de maisons isolées avec la MIUF.

J'aimerais entendre vos observations sur les deux idées suivantes: premièrement, que les gouvernements fédéral et provincial ont activement paralysé les efforts de votre organisation de propriétaires... et non seulement la vôtre, qui est pourtant la plus puissante que je connaisse... en négligeant de communiquer votre adresse aux propriétaires; et, deuxièmement, que la passivité du programme du gouvernement fédéral joue contre les propriétaires et à l'avantage du gouvernement fédéral puisque, à l'expiration de ce programme, le 30 juin 1983, les personnes qui ne s'y seront pas inscrites ne seront pas admissibles aux prestations.

M. Gahan: Je me réjouis de vous voir revenir sur cette question car j'aimerais présenter une ou deux observations pour corriger quelque peu le tableau. Je crois savoir que le gouvernement provincial, bien que nous n'ayons pas encore reçu de réaction de sa part, a demandé au bureau des services de santé publique de faire part de notre existence aux personnes qui communiquent avec ces bureaux au sujet de la question de la MIUF. J'aurais dû mentionner cela plus tôt, mais je ne l'ai pas fait.

Il reste que, au sujet de la question du nombre des maisons en cause et d'une communication directe par courrier avec les propriétaires pour les aviser de notre existence, le gouvernement provincial continue de ne rien faire.

Le véritable problème est celui du nombre. Vous signalez avec raison, et j'ai essayé de le faire plus tôt, que, à partir de 1,115 candidatures ou demandes de renseignements, les autorités provinciales ont confirmé qu'il y a 726 maisons isolées à la MIUF; et je crois savoir... cela a été confirmé dans une certaine mesure au centre de la MIUF par une personne que je crois être un fonctionnaire supérieur... que les autorités provinciales envoient une liste à jour au centre de la MIUF toutes les deux semaines. Le centre a distribué par courrier le bulletin dont il a été question au cours de la présentation de M. Patten. Ce bulletin donnait la liste de tous les groupes de propriétaires. Malheureusement, entre le moment où ces renseignements ont été obtenus et celui où le bulletin a été effectivement distribué, les noms et adresses avaient tellement changé que les résultats ont été nuls. On se propose toutefois de diffuser deux autres bulletins et nous espérons que cela va continuer par la suite.

Mais ce qu'il y a d'intéressant au sujet des chiffres, c'est que le gouvernement fédéral lance parfois celui de 200, parfois celui de 249 et qu'on parlait de 253 à la fin de la semaine dernière. De toute évidence, quelque chose ne tourne pas rond dans la diffusion des renseignements relatifs au programme. Il y a 726 personnes qui ont exprimé le désir d'être mises au courant et pourtant 249 seulement se sont inscrites au pro-

[Text]

communication, a lack of anyone there to seek out those other 500 people, a responsibility that we would be glad to undertake. We are most anxious. As inadequate as this program is, it is the only program. We beg them to give us some access to those people so that we can deliver the information that they are not delivering.

Mr. Skelly: My assumption on this would be that the federal government's program is passive. It is not designed to actively seek out and suggest opportunities or directions to homeowners. They place total responsibility on the homeowner to identify that their home has UFFI, and I think the suggestions that have been made here today that they do not want to because they kind of want to hide the fact might be, from the experience I have had, totally wrong. But there are many people out there who still do not know that they have this material in their home, and the danger is that they may be suffering from symptoms and unaware that they could be attributed back to this. That is one thing.

The idea of the passive program of the federal government is that fewer register, therefore fewer qualify, if in fact we have put a cutoff date in. One thing Mr. Patten did not indicate in his testimony: Could you tell us whether in fact the committee and the government adopted a cutoff date for registration?

At any rate, on the passive nature of the program, is the assumption correct that in fact it really does not go out and attempt to contact and point out directions for UFFI homeowners to move in and that it rather places the whole responsibility on the homeowner to identify the foam, identify what programs are available and where the information centre is, and then make the contact themselves?

• 1305

Mr. Gahan: In an examination of the program and the government activity inside that program, I would have to agree with you. It is a very passive program, and leads us to question very seriously how anxious they are to deliver the program. I do not qualify that statement in any way. However, I think it is only fair to mention that I believe the members of the national advisory council are fully aware of that difficulty. Unless I am sadly mistaken, virtually every member on that council on behalf, I suppose, of government, is actively engaged in a search for means to get the information to the people to activate the passivity, if you will. It is unfortunate that homeowners themselves feel compelled to take on that responsibility. I agree with you. The program is delivered in a very passive way.

Mr. Skelly: There was one thing I wanted to know about the date—

The Chairman: Last question.

[Translation]

gramme, le seul qui existe. Il y a manque de communication, il n'y a personne qui s'occupe de communiquer avec ces 500 autres personnes. C'est pourtant une tâche que nous assumerions avec plaisir. Nous sommes tout à fait désireux de le faire. Malgré l'insuffisance de ce programme, c'est le seul qui existe. Nous supplions les responsables de nous permettre de communiquer avec ces personnes pour leur transmettre les renseignements que les responsables du programme ne diffusent pas.

M. Skelly: J'ai bien l'impression que le programme du gouvernement fédéral est de caractère passif. Il ne vise pas à chercher activement les propriétaires pour leur suggérer des possibilités ou leur offrir une orientation. Selon ce programme, il appartient uniquement au propriétaire de déterminer que sa maison a été isolée à la MIUF. On a dit ici aujourd'hui que les responsables du programme ne semblent pas vouloir jouer un rôle actif, qu'ils semblent vouloir cacher la réalité. D'après mon expérience, on a tout à fait tort d'interpréter ainsi la situation. Mais beaucoup de gens ignorent encore qu'ils ont ce produit chez eux; il est possible qu'ils souffrent de divers symptômes sans savoir que cela soit attribuable au produit en question. C'est un premier point.

Ce qui justifie le caractère passif du programme du gouvernement fédéral c'est que moins il y a d'inscriptions, moins il y a de personnes admissibles, si effectivement une date limite a été fixée. M. Patten n'en a pas parlé dans son témoignage: pouvez-vous nous dire si le Comité et le gouvernement ont réellement adopté une date limite à l'égard de l'inscription?

Quoiqu'il en soit, au sujet du caractère passif du programme, est-il exact de dire que ce programme ne vise vraiment pas à communiquer avec les propriétaires de maisons isolées à la MIUF pour leur fournir une orientation mais qu'il abandonne entièrement au propriétaire le soin de déterminer la présence de la mousse, d'identifier les programmes disponibles, de découvrir où se trouve le centre de renseignements puis d'établir lui-même le contact nécessaire?

M. Gahan: Je dois me dire d'accord avec vous en ce qui concerne l'examen du programme et de l'activité que le gouvernement y exerce. C'est un programme très passif qui nous fait nous demander très sérieusement à quel point le gouvernement peut être désireux d'appliquer le programme en question. Je ne change rien à cette affirmation. Pourtant, je pense qu'il est juste de dire que les membres du conseil consultatif national sont, d'après moi, tout à fait conscients de cette difficulté. A moins que je me trompe beaucoup, à peu près tous les membres de ce conseil qui, je le suppose, représentent le gouvernement, recherchent activement les moyens de communiquer les renseignements nécessaires aux gens, pour rendre plus actif un programme passif, pourrait-on dire. Il est malheureux que les propriétaires se sentent obligés d'assumer cette responsabilité. Je suis d'accord avec vous. Le programme est appliqué d'une manière très passive.

M. Skelly: Il y a une chose que je voudrais savoir au sujet de la date...

Le président: Dernière question.

[Texte]

Mr. Skelly: —and then that is the end, Mr. Chairman. Did the minister in committee agree on a final date for registration?

Mr. Gahan: We talked about a cutoff date for registration. Frankly, I assumed when we talked about it at the second last meeting, that it was going to be in place. So, having agreed to it, I would have no objection to it, provided that the reason why we were able to accept the cutoff date for registration is put in place. That is an interesting concept about this program which, again, raises our cynicism. The program has been divided into two stages, those being a registration stage and an application stage. So the date for cutoff of registration, provided the program is actively delivered to the people, does not, in and of itself, deny them access to the application.

What I find very strange, however, is that on a direct question, the minister agreed that so long as the registration takes place by that cutoff date, there is no time limit as to when the person may actually apply to begin the process of relief. There is a little contradiction there, in that the minister is very anxious to define his parameters of cost of the program yet, if the program is not going to be delivered to some people by their own choice five years down the road, I do not see how government can budget over five years, or carry the funds from one year to another.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, there is an element here that is just astounding; I mean that an organization which represents homeowners would, first of all, take responsibility—and I do not say this as a criticism; I think the committee really should take a look at this—but, first of all, every victim of urea formaldehyde foam out there should have access to this program. I mean that, since we have a passive program in place, a cutoff date, six months along, eight months away, is just absolutely inappropriate, and means that if, in fact, applicants do not register by June 30, 1983, they will not be able to then to apply. I have grave reservations—

The Chairman: We intend to start to draft the report, now. We will deal with the—

Mr. Skelly: No, no. I think that is something we should flag very carefully.

The Chairman: I think the association's vice-president, Mr. Cramer, wants to comment on your question.

Mr. Cramer: Just a small point on the impediments to the—

Miss MacDonald: I just want a point of clarification, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes. On a point of clarification. Mr. Cramer refers to Mr. Skelly's question.

Miss MacDonald: Yes. You said that "they" send updated lists to the UFFI centre every two weeks.

[Traduction]

M. Skelly: ... puis ce sera tout, monsieur le président. Au comité, le ministre a-t-il accepté une date limite d'inscription?

M. Gahan: Nous avons parlé d'une telle date limite. Je le dis franchement, j'ai supposé, lorsque nous en avons parlé à l'avant-dernière réunion, que cela allait se produire. Puisque je me suis dit d'accord à ce sujet, je ne m'y oppose pas. À condition que soit justifiée la raison pour laquelle nous avons pu accepter la date limite d'inscription. C'est là une particularité intéressante de ce programme qui, je le répète, nous rend sceptiques. Le programme a été réparti en deux étapes, celle de l'inscription puis celle de l'application. Par conséquent, la date limite d'inscription, à la condition que le programme soit appliqué activement aux gens, ne prive pas ceux-ci, en soi, du droit de présenter une demande.

Ce que je trouve très étrange, toutefois, c'est que, en réponse à une question directe, le ministre a convenu que, si l'inscription a lieu avant cette date limite, il n'y a pas de limite temporelle quant au moment où l'intéressé peut effectivement demander d'être admis au processus de correction. Il y a là une certaine contradiction puisque le ministre est très désireux de définir les facteurs du coût du programme alors que, si le programme ne doit pas être appliqué d'ici à cinq ans à certaines personnes qui en ont décidé ainsi, je ne vois pas comment le gouvernement peut établir un budget quinquennal ni reporter les fonds d'une année à une autre.

M. Skelly: Monsieur le président, il y a ici un élément qui est tout à fait étonnant; je veux dire qu'une organisation qui représente les propriétaires doit tout d'abord assumer une telle responsabilité. Ce n'est pas là une critique. Je pense, en effet, que le comité doit vraiment examiner cette question de très près. Quoi qu'il en soit, toutes les victimes de la mousse d'urée formol devraient pouvoir profiter de ce programme. Ce que je veux dire c'est que, puisque nous avons un programme passif, il ne convient tout simplement pas d'imposer une date limite dans six mois, dans huit mois; en somme, si les candidats ne s'inscrivent pas avant le 30 juin 1983, ils ne pourront absolument pas présenter leurs demandes. J'ai des réserves sérieuses...

Le président: Nous avons l'intention de commencer à rédiger immédiatement le rapport. Nous allons nous occuper de...

M. Skelly: Mais non. Je pense que c'est là quelque chose qu'il nous faut traiter avec beaucoup de prudence.

Le président: Je pense que le vice-président de l'association, M. Cramer, désire commenter votre question.

M. Cramer: Ce n'est qu'une question secondaire au sujet des obstacles à...

Mlle MacDonald: Il y a un point sur lequel j'aimerais qu'on fasse la lumière, monsieur le président.

Le président: Mise au point: M. Cramer se rapporte à la question de M. Skelly.

Mlle MacDonald: Voilà. Vous avez dit que «on» envoie des listes à jour au centre de la MIUF toutes les deux semaines.

[Text]

Mr. Gahan: I am sorry; the provincial government.

Miss MacDonald: The provincial government sends that every two weeks, so that the information is available at the UFFI centre?

Mr. Gahan: That is what the provincial government has told me. I have checked it with an employee at the UFFI centre who I believe is at least what I would call a lead hand—

Miss MacDonald: Thank you.

Mr. Gahan: —and he has confirmed that information.

The Chairman: Mr. Cramer, please, on the last question.

Mr. Cramer: This is just a small indication of another impediment which has arisen, which is that the original process required not only sending the application after the phone-call to the UFFI centre, but you had then to get your dosimeter kit and send the results back. It now seems that, even though I understand they are cutting out the dosimeter kit, first, if you never sent your kit back, you are not really a valid registrant any more, and you are not receiving some of the forms which are being sent out to other people who did originally return their kits.

• 1310

Secondly, if you do want the kits, you have to apply for them now. The problem here is that you are again expecting the individual home owner to take it upon himself to access any of the benefits of the program. Certainly a number of people have called my attention to the fact that they are not getting literature. It almost seems as though they are being cut off. Indeed the UFFI centre opinion I was given was that people who have not sent their kits back have to take it upon themselves to phone in and say: I do not want to send my kit back, and then send me back all the forms that I should have been getting in the meantime; and there is the difficulty as well in actually accessing the centre itself.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Cramer for this information.

On behalf of the members of the committee I wish to thank you very much; I want to congratulate you for the brief, the answers you gave and the information you gave to the members.

We have another session at 2 o'clock this afternoon in the same room. This meeting is adjourned until 2 o'clock this afternoon in the same room.

AFTERNOON SITTING

• 1416

Le président: Je crois que nous avons le quorum.

Je comprends que certains membres du Comité n'aient pu être ici pour 14 heures, la séance de ce matin s'étant terminée

[Translation]

M. Gahan: Désolé. Je voulais dire le gouvernement provincial.

Mlle MacDonald: Le gouvernement provincial envoie cela toutes les deux semaines, de sorte que les renseignements sont disponibles au centre de la MIUF?

M. Gahan: C'est ce que j'ai appris du gouvernement provincial. J'ai vérifié cela auprès d'une personne qu, je pense, joue un rôle important au centre . . .

Mlle MacDonald: Merci.

M. Gahan: . . . et qui a confirmé ce renseignement.

Le président: Monsieur Cramer, s'il vous plaît, au sujet de la dernière question.

M. Cramer: Ce n'est qu'un petit indice au sujet d'un nouvel obstacle. En effet, le processus original voulait non seulement qu'on envoie la demande après l'appel téléphonique au centre de la MIUF mais aussi qu'on obtienne l'ensemble à dosimètre et qu'on en communique les résultats. Il semble maintenant que l'étape de l'ensemble à dosimètre ait été abandonnée, selon ce que je crois savoir, mais que, si l'on ne retourne pas l'ensemble, on ne se trouve pas inscrit correctement au programme et on ne reçoit pas certaines des formules envoyées aux gens qui, eux, ont retourné leur ensemble.

Deuxièmement, si l'on veut obtenir les ensembles, il faut maintenant les demander. Le problème qui se pose c'est que chaque propriétaire doit prendre l'initiative d'obtenir n'importe lequel des avantages du programme. Plusieurs personnes m'ont signalé qu'elles ne reçoivent pas la documentation pertinente. Il semblerait presque qu'elles aient été rayées de la liste. Des gens du centre de la MIUF m'ont dit que, d'après eux, les propriétaires qui n'ont pas retourné leur ensemble doivent prendre l'initiative de téléphoner pour dire: je ne veux pas retourner mon ensemble—et ajouter—envoyez-moi toutes les formules que j'aurais dû recevoir pendant ce temps-là; il y a aussi la difficulté de communiquer avec le centre lui-même.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Cramer, de ce renseignement.

Au nom des membres du Comité, je désire vous adresser mes sincères remerciements; je désire vous féliciter de votre mémoire, des réponses que vous nous avez données et des renseignements que vous avez communiqués aux membres.

Nous aurons une autre séance à 14 heures dans cette même salle. La présente réunion est ajournée à 14 heures, même salle.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

The Chairman: I believe we have a quorum.

I understand that some members of the committee were not able to make it here for 2:00, with the morning session ending

[Texte]

vers 13h15. Nous appliquons réellement la politique du 6-5; nous prenons moins d'une heure pour le lunch. On veut que cet exemple-là se continue partout.

Nous avons un changement au programme de cet après-midi, changement qui a été accepté par les deux organismes qui doivent comparaître. Donc, la *Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec* témoignera à 14 heures plutôt qu'à 16 heures. Comme les représentants du mouvement de l'Ontario étaient déjà en retard, ils ont accepté que la *fédération du Québec* soit la première à être entendue cet après-midi. Vous êtes d'accord?

Yes, Mr. Skelly.

M. Skelly: J'aimerais poser une question.

Will the president of the Ontario UFFI organization be here, and was he informed of these committee hearings?

The Chairman: I will ask the clerk to answer the question.

The Clerk of the Committee: Do you have his name?

Mr. Skelly: I believe it was Moskevitch.

The Clerk: He was notified of the hearings, but he was unable to attend.

Mr. Skelly: My second question is just on a procedural thing. If they are appearing this afternoon, did he have an opportunity, or was he notified.

The Clerk: He was notified.

Mr. Skelly: The second question I had was concerning the call to Mr. Gillespie and the possibility if he decides not to attend that we could call another witness.

The Chairman: We are still working on this. We had very short notice. I just had time to have a sandwich, and I did not call him. I will try to call him tonight at 6.00 p.m.

Mr. Skelly: Could we tentatively put another witness on the agenda in case he does not show? It would leave us with two, and we do have another fairly crucial witness we would like to call if our slot comes open.

The Chairman: Sure.

Mr. Skelly: Okay, I will contact him.

The Chairman: It is scheduled for tomorrow night, I think.

Nous avons ici un mémoire qui est dans une seule langue. On a souligné ce matin que nous recevions des mémoires dans une langue seulement...

Mme Nicole Lamer (Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec): Vous l'avez reçu depuis 15 jours.

Le président: Alors, on m'informe que le mémoire de la *Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec* a été envoyé il y a deux semaines afin que vous puissiez avoir la traduction dans la langue anglaise. Et je dois vous déclarer aujourd'hui que le bureau des traductions n'a pas considéré comme prioritaire cette traduction-là. Alors, je demanderais au greffier de voir à ce que durant cette semaine nos documents soient dans les deux langues officielles. J'aime-

[Traduction]

at 1:15. We are truly applying the "6 and 5" restraint policy; we are taking less than an hour for lunch. It is hoped that everyone will continue to set this good example.

There is a change in this afternoon's agenda, a change which has been accepted by the two organizations appearing. Therefore, the *Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec* will appear at 2 pm instead of 4 pm. Since representatives from the Ontario group were already late, they agreed to have the *Fédération* heard first this afternoon. Are you agreed?

Yes, Mr. Skelly.

Mr. Skelly: I would like to ask a question.

Est-ce que le président de UFFI Ontario va être ici? A-t-il été informé des séances du Comité?

Le président: Le greffier va répondre.

Le greffier du Comité: Avez-vous son nom?

M. Skelly: C'est Moskevitch je crois.

Le greffier: Il a été informé mais il lui est impossible de venir.

M. Skelly: Ma deuxième question est une simple question de procédure. S'ils comparaissent cet après-midi, est-ce qu'il avait une possibilité, a-t-il été avisé?

Le greffier: Il a été avisé.

M. Skelly: Mon autre question visait l'appel à M. Gillespie et la possibilité, s'il décide de ne pas venir, de le remplacer par un autre témoin.

Le président: Nous nous en occupons. Nous avons eu très peu de temps. J'ai juste eu le temps de prendre un sandwich, je ne l'ai pas appelé. Je vais essayer de l'appeler à 18 heures.

M. Skelly: Pouvons-nous prévoir un autre témoin, au cas où il ne pourrait pas venir? Ca nous en laisserait deux, et nous avons un autre témoin important en vue, s'il y a de la place.

Le président: D'accord.

M. Skelly: Bon, je vais communiquer avec lui.

Le président: C'est pour demain soir, je pense.

We have here a brief which is in only one language. It was pointed out this morning that we received briefs in only one language...

Mrs. Nicole Lamer (Fédération des comités des victimes de la mousse d'urée du Québec): You received it 15 days ago.

The Chairman: I have been informed that the brief of the *Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec* was sent two weeks ago so that you could have the English translation. And I must say that the Translation Bureau did not consider this translation high priority. I would therefore ask the clerk to see to it this week that our documents are in both official languages. I would also like to know if translation services currently have other documents regard-

[Text]

rais également savoir si actuellement le service de la traduction a d'autres documents concernant notre Comité qu'il ne considère pas prioritaires afin que le même problème ne se répète pas demain.

Le greffier: Il y a quelques documents à la traduction, mais il n'y a pas de témoins demain qui ont des mémoires présentement à la traduction.

Le président: Très bien. Alors, je voudrais que cela soit bien clair durant toute la période où nous allons entendre des témoignages. Je ne voudrais pas que le bureau des traductions nous dise qu'ils n'ont pas eu le temps de faire la traduction des documents que ce soit dans une langue ou dans l'autre, surtout lorsqu'il s'agit d'organismes provinciaux ou des organismes à l'échelon national. On peut comprendre que des individus n'aient pas la possibilité de faire dactylographier des mémoires. Il y a un service de traduction et je pense que tous les membres du Comité sont d'accord pour dire que quand il s'agit de documents concernant des organismes à l'échelon provincial ou national, il est inacceptable, sous prétexte de manque de temps, que le bureau des traductions ne puissent pas nous les traduire, surtout depuis l'adoption de la Loi sur les langues officielles.

• 1420

Alors, ceci étant dit, si vous le permettez, je pense qu'on aurait une clarification à apporter.

As to David Cramer, the former witness, he wants to rectify the last statement he made. He is here this afternoon, and he wants to just make a clarification. If you will agree?

This is Mr. David Cramer, the Vice-President of the Association of Alberta Foam Fighters United.

Mr. Cramer: Yes. I would like to correct any inaccuracy in my previous statement regarding some of the procedural difficulties of people being able to continue receiving information from the UFFI Centre. I have been informed that very recently, at council meetings, it is understood that this problem no longer exists or has been rectified; and assuming that is the case, then I stand corrected.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Cramer.

Maintenant, nous allons poursuivre avec le mémoire de La Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec, représentée par M. Yves Nantel, M^{me} Nicole Lamer et M. Jacques Gravel.

Je demande maintenant à M. Nantel de faire sa déclaration.

M. Yves Nantel (Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec): Je remercie le Comité d'avoir daigné nous entendre cet après-midi. Je pense qu'il est pas nécessaire d'élaborer longtemps; aussitôt que le problème de la mousse a été soulevé, suite à son interdiction le 26 avril 1981, il y a eu un tollé général soulevé par des personnes qui ont communiqué avec différents organismes pour se plaindre qu'effectivement ils avaient des problèmes de santé. Dès lors, plusieurs comités de victimes de la mousse d'urée ont été mis sur pied, et le premier comité a été celui dont Nicole Lamer

[Translation]

ing our committee that they also do not consider high priority, so this problem will not be repeated tomorrow.

The Clerk: There are several documents over at translation, but none of the witnesses tomorrow have briefs that are over there now.

The Chairman: Good. I want it therefore understood during this entire period of hearing witnesses: I do not want the Translation Bureau telling us they do not have the time to translate these documents, whether it be into French or into English, especially when dealing with provincial or national organizations. One can understand individuals not being able to have briefs typed. There is a translation service and I think all of the committee members will agree that in cases involving provincial or national organizations, it is unacceptable for the Translation Bureau not to be able to translate these documents for us, claiming they do not have the time; this, especially since adoption of the Official Languages Act.

I think now we should bring up some clarification.

Notre témoin précédent, David Cramer, désire corriger sa dernière déclaration. Il est ici cet après-midi et il veut apporter un éclaircissement. Vous permettez?

M. David Cramer, vice-président de l'Association of Alberta Foam Fighters United.

M. Cramer: Oui. Je voudrais corriger une imprécision dans ma dernière déclaration sur certaines difficultés de diffusion de l'information du UFFI Centre. On m'a dit très récemment à des réunions du conseil que le problème n'existe plus ou a été corrigé. Je suppose que c'est vrai et je tiens à le dire ici.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Cramer.

And now we will proceed with the brief of the Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec, represented by Mr. Yves Nantel, Mrs. Nicole Lamer and Mr. Jacques Gravel.

I now ask Mr. Nantel to make his declaration.

Mr. Nantel: I wish to thank the committee for hearing us this afternoon. I do not think it will be necessary to talk at length here. As soon as the problem of foam was raised, after it was banned on April 26, 1981, there was a general outcry from people who contacted various organizations to complain that there was indeed health problems. Since then, several UFFI victim committees have been set up, the first of which Nicole Lamer belongs to. I think that you have heard of us in the newspapers; we have used many pressure tactics in seeking justice.

[Texte]

faisait partie. Je pense que vous avez entendu parler de nous autres dans les journaux, nous avons pris plusieurs moyens de pression pour essayer d'obtenir justice.

Nous croyons, et vous allez le voir dans notre mémoire, que justice n'est pas faite pour les victimes de la mousse d'urée, loin de là, et qu'il va falloir encore continuer à mener la bataille pour obtenir justice.

Disons tout de suite que la Fédération regroupe actuellement 42 comités de victimes à travers le Québec. Donc, on couvre entièrement le territoire au Québec, ce qui représente toute ville ou région, urbaine ou rurale, à l'exception d'une région qui n'est pas couverte, soit celle de la Côte-Nord, Baie Comeau, Hauterive ou Sept-Iles, où il n'y a pas de comités qui a été mis sur pied. Toutes les autres régions du Québec sont complètement couvertes par 42 comités. Dans notre mémoire on en indique 40, parce qu'il avait été fait depuis un certain temps. Il faut dire qu'une partie de notre mémoire avait été préparée afin que nous intervenions entre la deuxième et la troisième lecture de la Loi C-109. Comme la convocation du comité parlementaire a été reportée, on n'a pas pu intervenir à ce moment-là.

On évalue qu'il y a au Québec quelque 12,000 maisons isolées à la mousse où les propriétaires pourraient se prévaloir d'un programme d'aide fédérale. Et sont enregistrés dans nos dossiers, dans les 42 comités, quelque 8,000 dossiers familiaux. Donc, si on multiplie ce chiffre grosso modo par quatre occupants par maison, on arrive à plus de 30,000 victimes de ce poison qu'est la MIUF.

Pour la suite, je vais lire le mémoire qu'on a rédigé, et ensuite nous répondrons à vos questions.

La Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec est un organisme démocratique, puisque constituée d'un conseil d'administration provincial représentatif de tous les comités qui se réunit à tous les deux mois et d'un exécutif élu par les délégués régionaux.

A ce jour, toutes les décisions d'orientation générale ont été prises au conseil d'administration et l'exécutif n'a fait qu'appliquer les décisions prises. Nous pouvons donc affirmer sans équivoque que nous parlons au nom de l'ensemble des victimes du Québec.

• 1425

Depuis janvier 1982, il s'est tenu au Québec plus de 30 assemblées publiques de victimes réunissant ainsi quelque 3,500 personnes qui ont rejeté carrément le programme d'aide fédérale. Plus encore, quelque 600 organismes divers ont appuyé notre revendication principale et demandé à M. Ouellet de stopper son programme actuel d'aide et d'instaurer un véritable programme de décontamination des maisons afin de leur redonner leur état antérieur d'habitabilité.

C'est donc avec un appui populaire évident que nous demandons aujourd'hui au comité parlementaire de faire son rapport dans le sens clair et net d'endiguer le désastre qui nous accable. Avant de parler de ce désastre, parlons de la Loi

[Traduction]

As you will see in our brief, we believe that UFFI victims have not been dealt with fairly, far from it, and that the fight will continue until justice is done.

To begin with, the Fédération comprises at present 42 such committees across Quebec, representing every town, city or region, urban and rural, with the exception of the North Shore, Baie Comeau, Hauterive and Sept-Iles, where no committees exist. All of the rest of Quebec is covered by these 42 committees. Our brief indicates 40 since it was prepared quite some time ago. A part of this brief had been prepared so that action could be taken between the second and third readings of Bill C-109. None was taken at that time, however, since the convening of the parliamentary had been postponed.

It is estimated that there are some 12,000 foam-insulated homes in Quebec whose owners could take advantage of a federal aid program. The files of the 42 committees contain some 8,000 family dwellings. Assuming four occupants per dwelling, there are more than 30,000 urea formaldehyde victims.

To follow this, I am going to read the brief that was prepared and then we will answer any questions you may have.

The *Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec* is a democratic organization since it is made up of a provincial board of directors representing all the committees, which meets every two months, and an executive elected by the regional delegates.

To date, all of the general decisions regarding direction have been made by the board of directors, with the executive only implementing these decisions. We can, therefore, state positively that we are speaking on behalf of all the victims in Quebec.

Since January 1982, more than 30 public hearings on UFFI have been held in Quebec thus providing a forum for some 3,500 victims who have flatly rejected the federal aid program. Moreover, some 600 various organizations have supported our principal claim and have asked Mr. Ouellet to end his present aid program and to implement a real decontamination program which would return their homes to their former habitable state.

It is thus with an obvious popular support that we are today asking the parliamentary committee to make its report in a manner which will ensure relief for the victims of this disaster. Before dealing with the disaster, we will deal with Bill C-109.

[Text]

C-109. La Loi C-109, à notre avis, est un baril vide. La Loi C-109 est tellement vague quant à l'aide apportée aux victimes que la clé de ce projet de loi réside dans ce que nous ne savons pas, c'est-à-dire dans les règlements qui s'en viennent. Évidemment, le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de son ministre André Ouellet, essaie de se défilier de sa pleine responsabilité en minimisant toujours les problèmes et en proposant une compensation qui ne règlera en rien les problèmes de la MIUF. Trop de citoyens canadiens se sont faits berner en 1977 et 1978 par les instances gouvernementales telles que l'Office des normes générales du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement en acceptant de mettre dans leurs murs la tristement célèbre MIUF.

Qui plus est, le ministre responsable de la S.C.H.L., en 1978, était le même M. Ouellet que nous connaissons aujourd'hui. Jusqu'à ce que l'on sache véritablement comment s'est faite l'acceptation de ce produit, nous pouvons affirmer qu'à cause du manque de sérieux, de l'imprévoyance et de l'incompétence de M. Ouellet et de ses fonctionnaires, nous faisons face aujourd'hui à un désastre national.

Il nous est impossible aujourd'hui d'accepter le baril vide que constitue la Loi C-109 et pas plus les projets de règlements que nous avons vus à date. Ils en sont rendus, je pense, à la 23^e ou 24^e ébauche de projet de règlements.

Pour être satisfaisante, la Loi C-109 devrait être assortie de règlements clairs afin d'assurer à toutes les victimes la pleine compensation financière pour leur permettre d'enlever la mousse de leurs murs et leur assurer un lieu redevenu salubre, donc, habitable sans danger pour leur santé. Ce n'est qu'à cette condition que conséquemment les maisons reprendront leur pleine valeur marchande.

La MIUF dans nos maisons, un véritable désastre national. Pour la fédération, la MIUF dans quelque 40,000 maisons canadiennes, puisqu'il faut dire que ce sont les nouveaux chiffres et qu'on semble s'attendre pour dire qu'il y a peut-être 40,000 maisons canadiennes actuellement qui seraient isolées à la mousse, constitue un véritable désastre national à endiguer au même titre qu'une autre catastrophe.

Comparé aux inondations printanières dans les Cantons de l'Est, au gel ou à la sécheresse de certaines récoltes, le désastre de la MIUF est bien plus grave encore.

En effet, il n'implique pas uniquement des bâtisses, des choses ou des animaux, mais il est une atteinte grave au droit à la santé de milliers de personnes, allant jusqu'à mettre la vie en péril. Pourquoi les victimes des premiers désastres cités ont-elles déjà été indemnisées, mais pas les victimes de la MIUF?

La MIUF, un réel poison dans nos murs.

Nous savions depuis longtemps que le formaldéhyde était un agent irritatif et allergène pour les travailleurs de l'industrie en contact avec ce produit chimique. Aujourd'hui, nous avons la certitude qu'elle a les mêmes effets et davantage auprès des personnes exposées aux émanations de gaz se dégageant de la mousse à base d'urée formaldéhyde. Des milliers de témoignages verbaux de victimes, soit en personne lors de nos assem-

[Translation]

In our opinion, Bill C-109 is meaningless. It is so vague as to aid for victims that the key to this bill lies in that which we do not know, that is, in the regulations which are coming. Obviously, through its Minister André Ouellet, the federal government is trying to deny full responsibility by continually minimizing the problems and proposing compensation which cannot in any way solve the UFFI problem. Too many Canadian citizens were taken in in 1977 and 1978 by government agencies such as the Canadian Standards Agency and Canada Mortgage and Housing Corporation by allowing the now sadly famous urea formaldehyde to be put between their walls.

Moreover, the minister responsible for the CMBC in 1978 was the same Mr. Ouellet which we know today. Until we know the true facts as to how this product was accepted, we can affirm that because of their lack of responsibility and foresight and the incompetence of Mr. Ouellet and his officers, we are today facing a national disaster.

It is now impossible for us to accept the empty promises of Bill C-109 any more than the regulations we have seen to date. I believe that they have reached the twenty-third or twenty-fourth draft of the regulations thus far.

To be satisfactory, Bill C-109 should contain an assortment of clear regulations providing full financial compensation to the victims thus allowing them to remove the foam from their walls and ensure a safe, healthy environment for their families. It is only by meeting this condition that the full market value of these houses will be restored.

UFFI in our houses; truly a national disaster. For the federation, UFFI in some 40,000 Canadian houses (this is the new figure for the number of houses insulated with UFFI) truly constitutes a national disaster which should be dealt with as any other catastrophe.

Compared with the spring flooding in the Eastern Townships, to freezing and droughts for certain harvests, the UFFI disaster is much more serious.

In fact, it not only involves buildings, things and animals, but constitutes a serious threat to the health and even the lives of thousands of people. Why have the victims of other disasters been compensated but not the victims of UFFI?

UFFI, a real poison in our walls.

Formaldehyde had been known for a long time to be an irritant and an allergenic agent for workers in the industry in contact with this chemical product. Today it is known that these and even more serious effects result from exposure to the gases given off by the urea formaldehyde-based foam. Thousands of victims have given oral testimony, either in person at public hearings or by telephone while we were registering the

[Texte]

blées publiques, soit par téléphone lors de l'inscription des victimes dans nos comités, le confirment éloquentement. Des problèmes de santé graves, un stress et une anxiété invivable, des crises de larmes, des dépressions nerveuses, des crises cardiaques et même des décès font partie du drame quotidien des victimes de la MIUF.

Des compilations de nos dossiers vont dans le même sens. A titre de compilation type, il ressort de la compilation des dossiers de victimes des Basses-Laurentides que 75 p. 100 des victimes enregistrées avaient des problèmes de santé. Dans 55 p. 100 des cas, c'étaient des problèmes respiratoires; dans 40 p. 100 des cas, des problèmes oculaires; dans 32 p. 100 des cas, des problèmes du système nerveux, etc. Nous avons le document, le comité ne l'a peut-être pas. Il est peut-être en filière aux Archives nationales. Nous déposons ce document aujourd'hui. C'est la compilation des dossiers, surtout sur le plan médical, des victimes de la région des Basses Laurentides. On a des compilations de ce genre qui émanent de 25 ou 26 comités et qui démontrent que dans une proportion à peu près similaire, c'est-à-dire que dans 70 à 75 p. 100 des cas de victimes qui se sont inscrites dans les différents comités, il y a des gens qui sont malades et qui ont des problèmes graves, modérés et légers.

• 1430

Miss MacDonald: On a point of order, Mr. Chairman, I hesitate to interrupt the witness but, perhaps, he might just be good enough to table that document so we could have copies of it produced for the members of our committee.

The Chairman: Excellent idea.

M. Nantel: C'est la raison pour laquelle nous avons apporté le document et que nous le déposons. Nous en avons quelques autres à déposer en même temps.

Le président: Le document est intitulé: *La mousse d'urée, une attaque à notre droit à la santé, compilation des dossiers des victimes de la mousse d'urée formaldéhyde des Basses Laurentides, le 25 novembre 1981.*

Tous les membres du Comité acceptent que ce document soit annexé au mémoire qui est actuellement présenté par la fédération?... Oui.

Le Comité doit procéder ainsi parce qu'il faut le consentement des membres du Comité pour annexer un rapport qui n'était pas inclus dans le vôtre. Excusez-moi.

M. Nantel: Alors, comme je le disais, suite aux témoignages de victimes que nous recevons quotidiennement par les services téléphoniques de nos comités et autant par les compilations que l'on a faites des dossiers, parce que chaque victime est enregistrée et il y a un certain questionnaire sommaire auquel elles sont soumises, nous avons compilé ces données-là. C'est ce que nous avons déposé. Et en plus de cela, nous croyons que ces témoignages de victimes furent rapidement accrédités par une pléiade d'experts et par des recherches déjà faites.

[Traduction]

names of UFFI victims. Serious health problems, stress and unbearable anxiety, crying spells, heart attacks, and even death are part of the daily drama of UFFI victims.

Data compiled from our files is in a similar vein. For example, in the lower Laurentide region, 75 per cent of registered victims had suffered health problems. In 55 per cent of the cases they were respiratory problems; 40 per cent were eye problems; in 32 per cent of the cases central nervous system disorders were reported, and so on. We have this document although the Committee may not have it. The National Archives may have it on file. We will table this document today. It is a compilation of the files, especially medical ones, of the victims in the Lower Laurentian Region. We have compilations of this type from 25 or 26 committees which show that in similar proportions, that is in 75 per cent of the cases of victims registered by the various committees, there are people who are ill and who have serious, moderate, and light problems.

Mlle MacDonald: J'invoque le Règlement, monsieur le président. J'hésite à interrompre le témoin mais peut-être acceptera-t-il de déposer le document de façon que nous puissions en faire des copies pour les membres du comité.

Le président: Très bonne idée.

Mr. Nantel: This is the reason for which we have brought the document and are tabling it. We have others to table at the same time.

The Chairman: The document is entitled: Urea Foam, an attack on our right to health, compilation of files of victims of urea formaldehyde foam of the Lower Laurentian region, November 25, 1981.

Do all members of the Committee accept that the document be annexed to the brief being presented by the federation...? Yes.

The Committee must proceed in this manner because we require the consent of all committee members to add a report which was not included in yours. Please forgive me.

Mr. Nantel: As I was saying, from the testimony received daily by telephone as well as from compilation of files of registered victims (there is a brief questionnaire to answer) we have prepared this data. This is what we have tabled. Moreover, we believe that this testimony has been accredited by a battery of experts and previous research.

[Text]

Pour sa part, le Dr Albert Nantel, toxicologue et directeur du Centre de toxicologie du Québec, précisait clairement tous les symptômes relatés et même en ajoutait à la lumière de la compilation des 4,000 dossiers recueillis à la fin de janvier 1982. Il relevait alors des problèmes d'ordre pulmonaire, des problèmes sanguins auxquels il y associait la possibilité de lymphomes, des problèmes de vision, de mémoire, dermatologiques, du système digestif, oculaires, etc.

Nous avons un autre document, que vous avez peut-être, qui est la transcription d'une entrevue téléphonique au cours de laquelle le Dr Nantel était interviewé et qui décrivait les dossiers des 4,000 quelques centaines de personnes qu'il avait déjà reçues à cette époque; il confirmait à peu près dans le même sens que la compilation que nous avons faite des dossiers de victimes.

Le président: Voici, pour nous c'est toujours un problème; est-ce que vous acceptez la responsabilité du contenu des articles? Parce qu'il n'y a pas d'en-tête au document indiquant qu'il s'agit d'un enregistrement officiel. Si vous voulez qu'il soit considéré comme un document officiel...

M. Nantel: De toute façon, au sujet de ce document-là, le Dr Nantel va venir témoigner et si vous avez des questions vous pourrez toujours les lui poser.

Le président: J'ai des réserves pour ce qui est d'annexer ce document au rapport. Mais, je serais d'accord, si vous voulez, pour qu'on le fasse photocopier et qu'on le distribue aux membres du Comité. Et le Dr Nantel pourra répondre aux questions plus tard. J'ai actuellement des doutes à savoir si ce document est officiel.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, I believe Dr. Nantel is appearing before us on Wednesday. If he is agreeable, we would have time at least to read through a photostatic copy.

The Chairman: If you accept, we will make photocopies and will distribute them to the members, so that then the committee may direct questions to Dr. Nantel on Wednesday.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Perfect, yes.

The Chairman: Okay.

• 1435

M. Nantel: Dès avril 1981, le *National Institute for Occupational Safety and Health*, aux États-Unis, rendait publique une recherche poussée démontrant que le formaldéhyde présentait des effets cancérigènes évidents chez les rats et qu'il fallait le considérer comme une matière potentiellement cancérigène chez l'homme.

Mais déjà en avril 1978, la *National Academy of Science* concluait «qu'une exposition au formaldéhyde, même s'il s'agit des concentrations que l'on retrouve présentement dans plusieurs foyers, pose des problèmes allant jusqu'au risque d'apparition de cancer». Dans le même article, le Dr Nizami, de la faculté de médecine de l'Université de Toronto, nous explique les difficultés des études épidémiologiques sur un tel sujet, ce qui n'est pas pour nous rassurer puisqu'il peut se passer jusqu'à

[Translation]

For his part, Dr. Albert Nantel, Toxicologist and Director of the Centre de toxicologie du Québec, has clearly specified all the related symptoms and has even added to the light shed by the compilation of 4,000 files gathered at the end of January 1982. He thus identified various respiratory problems, blood problems to which he associated the possibility of lymphocytes, problems with vision, memory, skin, digestive system, the eyes, and so on.

We have another document which you perhaps have, which is the transcription of a telephone interview with Dr. Nantel wherein he describes the files of some 4,000 people which he had received at that date; he confirmed the compilation of the victims files which we had made.

The Chairman: For us this is always a problem; do you accept responsibility for the contents of this article? There is no heading indicating that this is an official recording. If you wish it to be considered as an official document...

Mr. Nantel: In any case, concerning this document, Dr. Nantel will be testifying and any relevant questions can be asked of him.

The Chairman: I have reservations concerning the addition of this document to the report. But I will agree, if you wish, to have it photocopied and distributed to the members of the Committee, and Dr. Nantel could answer questions later. At the present time I have doubts as to whether or not this document is official.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, je crois que le Dr Nantel comparait mercredi. S'il est d'accord, nous pourrions au moins voir un photostat.

Le président: Si vous êtes d'accord, nous allons faire des photocopies et les distribuer aux membres, pour que le comité puisse poser des questions au Dr Nantel mercredi.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): D'accord, parfait.

Le président: Bon.

Mr. Nantel: As early as April 1981, the National Institute for Occupational Safety and Health in the United States published an in-depth study which showed that formaldehyde had obvious carcinogenic effects on rats and should therefore be considered as potentially carcinogenic in man.

Earlier still, in 1978, the National Academy of Science concluded that: exposure to formaldehyde though limited to concentration presently found in many homes, can present problems including the possibility of cancer." In the same article, Dr. Nizami of the University of Toronto Faculty of Medicine explained the difficulties inherent in epidemiological studies on this subject which is not reassuring because up to 40

[Texte]

40 ans avant qu'un cancer ne se déclare après l'exposition à des matières cancérogènes.

Malgré la croyance répandue chez les médecins à savoir que le formaldéhyde était peu dangereux, la science médicale savait que les pathologistes avaient tendance à mourir beaucoup plus fréquemment de cancers du genre des lymphomes que la population en général. C'est le *British Medical Journal* du 8 novembre 1975 qui nous le révélait après une étude s'étendant de 1955 à 1973.

Quant aux problèmes allergiques dus à la MIUF, l'ingénieur Bruce H. Small nous révélait récemment dans un rapport, et depuis sept ans il a publié un volume, que des personnes pouvaient, à cause d'expositions prolongées au formaldéhyde, se retrouver allergiques chroniques à tous les produits chimiques et nous avons des exemples de ces personnes-là. D'autre part, il affirmait que le temps d'exposition provoquait graduellement une intolérance au produit et que le processus d'allergisation était graduel et non subit.

Par ailleurs, l'hypothèse des problèmes du système immunitaire dus à la MIUF s'est rapidement avéré plausible. Différentes recherches effectuées dans les années 1970 en Israël démontrent les problèmes de baisse des capacités immunitaires des malades traités par reins artificiels qui sont immergés dans une solution de formaldéhyde.

Plus récemment, la mort rapide par lymphome et, somme toute, mystérieuse, des enfants Ursaki et Pelaez, tous deux vivant dans des maisons isolées à la MIUF, remettait sur la table les effets de la MIUF sur la diminution du système immunitaire.

Dans la revue *GEO-MAGAZINE* d'avril 1982, nous apprîmes qu'il existe sûrement un lien entre le cancer et les failles du système immunitaire, mais aussi que des produits chimiques comme le benzol pouvaient provoquer de manière imprévisible une aplasie médullaire, c'est-à-dire la destruction totale des cellules qui fabriquent l'ensemble des éléments de lutte contre l'infection, en particulier les lymphocytes. Or, l'on sait que les benzaldéhydes font partie des additifs chimiques ajoutés à la MIUF par les compagnies et qu'ils pourraient faire partie des autres gaz toxiques.

Evidemment, nous n'avons pas les certitudes nécessaires pour attribuer tous les problèmes des victimes à la MIUF, mais il y a des évidences. Une grande proportion de gens vivant dans des maisons MIUFées sont malades et présentent des similitudes de symptômes indubitables. Nous connaissons plusieurs dizaines de personnes atteintes d'allergies chroniques, par exemple. Et combien d'autres le seront?

A combien de morts la situation sera-t-elle tragique?

La MIUF: un produit instable, donc diversement et sournoisement dangereuse. Par ailleurs, nous savons que la MIUF est un produit instable, c'est-à-dire que les gaz peuvent, selon les conditions climatiques, se dégager par intermittence et à des degrés divers. Plus encore, il peut y avoir des différences de 20 à 50 fois plus d'émission de gaz d'une cavité murale à une

[Traduction]

years can elapse between the time of exposure to a carcinogenic substance and the development of cancer.

Despite the widespread belief amongst doctors that formaldehyde was not very dangerous, medical science was aware that pathologists had a tendency to die much more frequently from lymph type cancers than the general population. This fact was revealed in the *British Medical Journal* of November 8, 1975 following a study lasting from 1955 to 1973.

As to allergenic problems due to UFFI, engineer Bruce H. Small recently revealed in a report (and has published a book in the last seven years) that because of prolonged exposure to formaldehyde, people could develop chronic allergies to all chemical products, and we have examples of these types of people. Furthermore he claims that over time, exposure gradually provokes an intolerance to the product and the process of becoming allergic is gradual rather than sudden.

Further, the hypothesis that immunological problems could develop due to exposure to UFFI has rapidly become plausible. Various studies conducted in Israel during the seventies have revealed problems relating to the lowering of the capacity of the immunological systems of patients treated with artificial kidneys which are immersed in a formaldehyde solution.

More recently, the quick and all told mysterious deaths of the Ursaki and Pelaez children, both living in houses insulated with UFFI, brought back into question the effects of UFFI on the immunological system.

In the April 1982 edition of *Geo-Magazine* we learned that there was a definite link between cancer and a breakdown in the immunological system but also that some chemical products could provoke an unpredictable destruction of the cells which produce the substances which combat infection, in particular lymphocytes. It is known that benzaldehydes are some of the additives which companies put in UFFI and these could be some of the other toxic gases.

Obviously, we do not have all the necessary proofs to link the victims' problems to UFFI but there are obvious facts. A large proportion of people living in houses insulated with UFFI are ill and present an undeniable similarity of symptoms. For example, we know of several tens of people with chronic allergies. And how many others have them?

How many deaths does it take to make the situation a tragic one?

UFFI: an unstable product, therefore variously and deceptively dangerous. We also know that UFFI is an unstable product, that is, the gases can be given off intermittently and in various degrees of intensity depending upon climatic conditions. Even worse, there can be differences of up to 20 to 50 times more gas emissions from one wall cavity to the next in

[Text]

autre d'une même maison. La cavité murale, c'est l'espace de 16 pouces entre les 2x4.

• 1440

Un autre aspect de son instabilité peut être sa stabilité relative pendant des mois puis tout à coup sa décomposition provoquant alors l'émission de gaz de formaldéhyde.

L'instabilité de la MIUF pour rassurer indûment des victimes non malades, mais elle reste potentiellement nocive.

Les autres effets de la MIUF qui amplifient son caractère de désastre: La littérature scientifique atteste des effets corrosifs sur la charpente des maisons isolées à la MIUF. Évidemment, ces effets ne se voient bien qu'à l'enlèvement de la MIUF. Sur ce point, nous recevons les témoignages de victimes qui procèdent à cette ultime solution et nous en entendons de «toutes les couleurs». Bois complètement humide, bois pourri, moisissure, filage électrique qui s'émiette, rouille des morceaux métalliques en contact avec la MIUF, etc. ne sont que des exemples partiels.

Nous ne mesurerons l'ampleur des dégâts qu'à l'extirpation du poison des murs de toutes les maisons. Et plus on attend, plus les dommages seront lourds.

Devons-nous encore mentionner la fumisterie des compagnies qui nous annonçaient un produit d'une qualité isolante remarquable? Sa faible qualité isolante, son rétrécissement évident, sa friabilité, sa pose incorrecte en font des facteurs qui ajoutent au scandale du siècle.

Pour les victimes, un autre effet important est la baisse draconienne de la valeur marchande de leur maison. Nous pouvons facilement affirmer que dans la très grande majorité des cas, les maisons MIUFées ne sont vendables que sur le marché des spéculateurs. Plus encore, toute maison isolée à la MIUF héritera des stigmates du désastre en encourageant une dévaluation réelle même après l'opération de l'enlèvement de la MIUF: à preuve, les formules d'offre d'achat des compagnies immobilières.

J'ai ici les formules d'offre d'achat de l'agence d'immeuble Trust Royal. A l'article 2.11, on y lit:

Le propriétaire vendeur déclare que cet immeuble n'est pas et qu'à sa connaissance n'a pas été isolé à l'aide de la mousse d'urée formaldéhyde.

Je pense que du côté des agences de l'immobilier, on prend des précautions. Mais, ce n'est pas de bon augure pour les propriétaires de maisons isolées à la MIUF, même s'ils ont enlevé la mousse, ils auront encore pendant un certain temps...

Le président: Est-ce que les membres du Comité désirent que nous annexions au rapport cette photocopie d'une agence d'immeuble concernant l'offre d'achat, formule approuvée par l'Association de l'immeuble du Québec?

Des voix: D'accord.

Le président: Alors, cette formule d'offre d'achat sera annexée au rapport.

[Translation]

the same house. A wall cavity is the sixteen inch space between 2x4s.

Another aspect of its instability can be its relative stability over several months followed by its sudden breakdown and the subsequent release of formaldehyde gas.

UFFI's instability can reassure those victims who are not presently ill but it remains potentially toxic.

Other UFFI effects which amplify its disastrous character: the scientific literature attests to the corrosive effects of UFFI on the framework of houses insulated with the foam. Of course these effects are only evident when the UFFI is removed. On this point we receive the testimony of victims resorting to this ultimate solution, and we hear all kinds. Wood completely damp, rotting timbers, dry rot, crumbling electric wiring, rusting out of pieces in contact with UFFI, etc., are but a few examples.

The real extent of the damages will only be known when the poison has been removed from the walls of all the houses, and the longer we wait the worse it will be.

Must we again remind you of the fraud perpetrated by companies who announced this product of remarkable insulating properties? Its poor insulating value, its obvious shrinkage, its flakiness, and improper installation are all factors which add to the scandal of the century.

For the victims, another important effect has been the dramatic loss in the market value of their houses. It can easily be said that in the vast majority of cases, houses insulated with UFFI can only be sold on a speculative market. Even worse, all houses insulated with UFFI will inherit the stigma of the disaster and undergo a real devaluation even after the UFFI has been removed: the proof is in the offer to purchase forms of realty companies.

I have here the offer to purchase forms of the Royal Trust Realty Company. Article 2.11 reads:

The owner/seller declares that this building is not and to his knowledge, never has been insulated with urea formaldehyde foam.

It appears that the realty companies are taking precautions. But it does not look good for the owners of houses insulated with urea formaldehyde, even though they may have removed the foam, they will still for a certain time...

The Chairman: Do the members of the committee wish to annex these offer to purchase forms (approved by the Quebec Real Estate Association) to the report.

Some voices: Agreed.

The Chairman: Then this offer to purchase form will be added to the report.

[Texte]

M. Nantel: Pour ajouter à l'ampleur du scandale, la disposition des déchets de MIUF pose un problème de protection de l'environnement à cause de la haute toxicité du produit.

Pour toutes ces raisons, nous affirmons que la MIUF dans 40,000 maisons canadiennes constitue un des pires désastres que n'ait jamais connu le Canada. Conséquemment, nous demandons au gouvernement canadien de prendre ses responsabilités et d'assurer la santé publique des Canadiens.

Nous nous demandons comment il se fait que ce gouvernement n'ait pas encore agi en ce sens à ce jour. Cela relève de l'irresponsabilité et du manque flagrant du souci du bien-être des citoyens canadiens victimes de la MIUF.

Le président: Je ne voudrais pas vous interrompre, monsieur Nantel, mais je vois que vous avez deux autres témoins. Le temps qui vous est alloué se termine à 16h00. Cela comprend également la période des questions que les membres du Comité désirent vous poser. Alors, je ne sais pas si vous avez l'intention de tout lire le document, mais je vois que le temps passe. Une chose est certaine, c'est qu'on peut annexer le document au complet au compte rendu.

• 1445

Les deux autres ont-ils également des mémoires?

M. Jacques Gravel (président, Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec): Le mien ne sera pas long.

Le président: D'accord. C'est seulement pour que vous sachiez combien de temps est alloué. Si nous continuons jusqu'à 15h15, le temps alloué aux députés pour vous questionner va être beaucoup plus limité. Je voulais simplement faire cette mise en garde. Je m'excuse.

M. Nantel: Très bien. Je vais essayer de faire des résumés des chapitres.

Notre troisième point a trait au projet de règlements qui fait actuellement l'objet de discussions au Conseil consultatif sur la MIUF. Cela ne réussira aucunement à circonscrire le problème que nous venons de décrire et que nous croyons être un désastre national.

Il faut bien voir que le projet de règlements actuel ne couvre que deux points. Il couvre un premier point, soit la façon dont les victimes peuvent s'inscrire pour avoir droit à la compensation de \$5,000, donc le processus bureaucratique pour s'inscrire. Il couvre un autre point, la formation des entrepreneurs. Il ne couvre aucunement la question de la responsabilité du gouvernement fédéral dans le démoussage des maisons; il ne couvre aucunement la pleine compensation financière de toutes les victimes, et il ne couvre pas la question de la décontamination des maisons, de façon sécuritaire et de façon garantie.

À notre avis, sans les deux conditions essentielles, c'est-à-dire la pleine compensation et un code de décontamination des maisons, le problème ne peut être endigué de façon satisfaisante.

[Traduction]

Mr. Nantel: To add to the scope of the scandal, disposal of UFFI wastes poses an environmental problem because of the high toxicity of the product.

For all these reasons we assert that the presence of UFFI in 40,000 Canadian homes constitutes one of the worst disasters ever to strike this country. Consequently we ask that the Canadian government shoulder its responsibility and ensure the public health of Canadians.

We wonder that the government has not acted before today. This is due to irresponsibility and a flagrant lack of concern for the welfare of Canadian citizens who are the victims of UFFI.

The Chairman: I would not want to interrupt you, Mr. Nantel, but I see that you have two other witnesses. Your allotted time ends at 4.00 o'clock. This also includes the time for the questions which the members of the committee would like to ask. Therefore, I do not know if you intend to read the entire document but I see that time is passing. We can certainly annex the complete document to the minutes. We sure cannot attach the whole document as an Appendix.

Will the other two also present briefs?

Mr. Jacques Gravel (President, Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec): Mine will not be long.

The Chairman: Agreed. I only wanted you to know how much time was allotted. I, we continue until 3:15 p.m., the time allotted for members' questions will be much shorter. I simply wanted you to be aware of the circumstances. Please forgive me.

Mr. Nantel: Very well. I will try to summarize the chapters.

Our third point deals with the Bill of Regulations which is presently under discussion in the Council for Consultation on UFFI. This will not in any way be able to define the problem we have just described and which we believe is a national disaster.

It must be seen that the present Bill of Regulations covers only two points. The first point is the way in which the victims may register in order to be eligible for the \$5,000 compensation, therefore, the bureaucratic process for registration. The second point covered is the training for the companies. It does not in any way cover the question of the federal government's responsibility in the de-foaming of houses; it does not cover the full financial compensation of all the victims, and it does not cover the question of the decontamination of houses in a safe and guaranteed manner.

In our opinion, without the two essential conditions, that is full compensation and a decontamination code for the houses, the problem cannot be solved in a satisfactory manner.

[Text]

A notre avis, les victimes de la MIUF n'ont aucune responsabilité personnelle pour ce qui est de l'utilisation de ce produit. S'il y a des personnes à blâmer sur le plan juridique, nous croyons que ce sont en premier lieu les compagnies qui ont mis sur le marché ce produit-là; ici ce sont principalement les compagnies Borden et Rapco. Nous croyons que les installateurs ont aussi leur part de responsabilité, parce qu'on sait qu'il y a eu un fourmillement, à partir de l'acceptation du produit en 1978, de différents installateurs. Vous pourrez le voir dans le document de compilation de victimes des Basses Laurentides. Il y a eu, je crois, une quarantaine d'installateurs dans cette seule région. Eux aussi ont leur part de responsabilité parce qu'ils ont posé ce produit sans scrupule, dans toutes sortes de conditions atmosphériques, même s'ils ne devaient pas le faire.

Nous croyons que le gouvernement fédéral a une très grande responsabilité parce qu'il a péché justement par omission, par négligence. Il avait les instruments et les outils appropriés pour empêcher ce produit de venir sur le marché, c'est-à-dire l'Office des normes générales du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Du fait que la Société canadienne d'hypothèques et de logement ait subventionné et même encouragé l'usage de ce produit-là, le gouvernement a une très grande part de responsabilité.

De même, les gouvernements provinciaux, du moins le gouvernement du Québec qui a subventionné le produit, ont aussi leur part de responsabilité.

Mais le problème est le suivant: actuellement, les victimes qui font face à ce désastre, dont la santé est en danger, n'ont pas le temps d'attendre les tribunaux, n'ont pas le temps d'attendre ce que les juristes nous disent, à savoir que les tribunaux ne vont régler le problème que dans huit ou dix ans, avec les différentes cours auxquelles les citoyens sont obligés de s'inscrire. Il faut endiguer le désastre immédiatement. Selon ce que nous disent les experts, enlever la mousse, c'est régler 85 p. 100 du problème. Ensuite, il faut décontaminer pour régler le reste des problèmes.

Il n'y a qu'un seul outil possible pour endiguer ce désastre national, et c'est le gouvernement fédéral, bien que nous croyions que les compagnies, les installateurs et tous les acteurs sociaux qui sont intervenus doivent aussi payer la note. Ce n'est pas aux victimes à trouver les moyens de faire payer les installateurs ou les compagnies.

• 1450

De façon plus pratique, de façon plus concrète—parce que malgré les discussions avec M. Ouellet au Conseil consultatif, cela ne semble pas beaucoup le préoccuper qu'il y ait un programme de décontamination des maisons—, nous proposons un programme de démoissage, de décontamination et de réparation des maisons pour une solution efficace.

Dans un premier temps, il faut que l'inspecteur du gouvernement vienne faire une estimation des travaux, une estimation des coûts, et propose un cheminement de décontamination des maisons. Par la suite, croyons-nous, doivent entrer en action

[Translation]

In our opinion, UFFI victims are completely blameless concerning the use of this product. If blame is to be laid on a judicial level, we believe that in the first place it should fall on the companies who marketed the product; here it is mainly the Borden and RAPCO companies. We believe that the installers also have their share of responsibility because when the product was accepted in 1978 they swarmed into the field. This will be shown in the document which compiles the list of victims in the Lower Laurentian region. There were, I believe, some 40 installers in this region alone. They also have their share of the responsibility because they installed the product without scruples, in all sorts of atmospheric conditions, even though they should not have done so.

We believe that the federal government must bear a large share of the responsibility because it has sinned by omission, by negligence. It had the instruments and the appropriate tools for preventing this product from reaching the marketplace, that is, the Canadian Standards Board and Canada Mortgage and Housing Corporation. Given that CMHC subsidized and even encouraged the use of this product, the government must bear a very large share of the responsibility.

Also the provincial governments, at least the Government of Quebec which subsidized the product, must share the responsibility.

But the problem is the following: the victims who are faced with this disaster and whose health is in danger, do not have the time to wait for the courts, they do not have the time to wait for what the jurists are telling them, that the courts will settle the problem in eight or ten years, with the various courts to which the citizens will have to have recourse. The disaster must be checked immediately. According to the experts, removing the foam solves only 85 per cent of the problem. Decontamination is required to solve the remainder of the problems.

There is only one tool to check this national disaster and it is the federal government, although we believe that companies, installers and all the others who took part should also foot the bill. It is not up to the victims to find the means of paying the installers and the companies.

In a more practical way, a more concrete way—because, in spite of all the discussions with Mr. Ouellet of the Advisory Council, he does not seem to be very much preoccupied with a program of decontamination of the homes—we suggest a program of removal of the foam, of decontamination and rehabilitation of the houses, as a more efficient solution.

First, the government inspector has to give an estimate of the works to be done, an estimate of the cost, and propose a way to decontaminate houses. After that, we think, the teams responsible for removing the foam will be able to work,

[Texte]

des équipes de démoussage qui, suivant un code de décontamination, viennent assurer le démoussage. Ces équipes-là, nous y revenons dans la question de la compensation financière. Actuellement, le gouvernement fédéral a en main tous les outils pour faire ce travail-là, et cela ne lui coûterait strictement rien. Il s'agit d'utiliser soit l'armée, soit les programmes de chômeurs, P.D.C.C. ou autres, soit les programmes d'étudiants pendant l'été. Il ne s'agirait que de faire bifurquer la priorité de ces programmes. Les budgets sont déjà là pour assurer le démoussage. Selon nos calculs, faire intervenir ces équipes-là dans l'opération du démoussage ferait épargner aux victimes de \$3,000 à \$8,000, selon la construction et la grandeur de la maison et les problèmes de la maison.

Nous demandons aussi qu'à la fin des travaux, il y ait un certificat de décontamination. Si les victimes n'ont aucune responsabilité quant à l'installation de la mousse dans leurs murs, il faut qu'elles aient la certitude que les problèmes ne reviendront plus et que la maison est bien décontaminée. Il faut que quelqu'un en prenne la responsabilité.

Nous croyons aussi que les règlements doivent contenir certaines autres clauses très importantes. Il faut rendre admissibles tous les propriétaires ayant fait isoler leur maison à la MIUF. Actuellement, dans les règlements, on parle de ceux qui ont des maisons à deux ou trois logements. Ceux qui ont des maisons à quatre logements ou plus ne sont pas davantage responsables d'avoir mis de la mousse dans leurs murs. Tous les propriétaires devraient être admissibles. Il faudrait aussi rendre admissibles ceux qui ont vendu leur maison à perte. S'ils ont vendu, ce n'était pas par caprice; c'était parce qu'ils avaient des problèmes de santé. Aujourd'hui, il y a une contradiction: on va rendre admissible le propriétaire qui a acheté à perte, c'est-à-dire avec gain, et c'est l'autre qui va être pénalisé.

Nous demandons qu'on inclue dans les règlements une clause disant que les compensations financières doivent tenir compte du coût des matériaux, de la main-d'œuvre spécialisée et non spécialisée, du coût de nettoyage de la maison, du coût de relocalisation temporaire et du coût de location d'équipe-ment.

Nous demandons qu'on prévoie une clause pour les cas exceptionnels, soit les cas de contamination extrême, de sensibilisation extrême au gaz de MIUF, les cas de ceux qui ont des revenus très bas, pour qu'ils puissent profiter de mesures exceptionnelles, tant sur le plan financier que sur le plan technique.

Nous demandons qu'on instaure un comité d'arbitrage de conflits pouvant résulter entre l'inspecteur, le Centre de la MIUF et les propriétaires.

En conclusion, nous croyons que, comme dans des cas d'inondation ou de tremblement de terre, les victimes sont complètement innocentes et aucunement responsables de ce qui leur arrive. Par contre, et cela est plus grave, la cause du désastre ne relève pas d'un acte de la nature. Au contraire, des hommes sans sens de responsabilité sociale et sans scrupule ont provoqué l'événement, soit en mettant sur le marché ou en

[Traduction]

according to decontamination standards and schedules. We speak about those teams when we talk about financial compensation. Now, the federal government has all instruments to do that work, without incurring any cost. We could use the military, or the programs for unemployed people, CCDP or else, or the students summer programs. It would be enough to put another priority to those programs. The financial means for that removal of the foam are already there. According to our estimation, using those teams for removing the foam would save to the victims from \$3,000.00 to \$8,000.00, according to the kind of construction and home.

When the work has been completed, we ask for a decontamination certificate. If the victims have no responsibility over the installation of the foam within their walls, they must have the certainty that the problems will not come back again and that their house is properly decontaminated. Somebody has to take upon himself that responsibility.

We also believe that the regulations must entail other important provisions. All home owners with UFFI insulated houses have to be eligible. Right now the regulations speak about home owners with two or three units. People with four units in their house or more are not more liable for having isolated their houses with that foam. All home owners should be eligible, even those who sold their houses with a certain loss. Selling was not a whimsical action; they did it because they had health problems, so there is a contradiction in the fact that the buyer, who bought at a lesser price, with a profit, will be eligible, and the seller would endure the loss.

We ask that the regulations provide for financial compensation according to the cost of material, specialized and non-specialized labour, and cost of renting any equipment.

We should have a clause for exceptional cases, for cases of extreme contamination, and extreme sensitivity to the UFFI gas, as well as for people with low income, so that they can benefit from all exceptional measures, at financial and technical levels.

A committee should be set up for resolving conflicts between the inspector, the UFFI center and the home owners.

To conclude, we believe that, like in cases of flooding and earthquake, the victims are totally innocent and in no way responsible. But, there is a serious distinction, in this case it is not an act of God, on the contrary, it is due to men with no sense of social responsibility, who ruthlessly did all that, in marketing or using a hazardous product, or in refusing to ban that product in spite of the obvious lack of safety guarantees.

[Text]

installant un produit nocif, soit en refusant de contrer sa mise en marché malgré le manque flagrant de garanties concernant sa sécurité.

Ces acteurs sociaux doivent payer certes. Mais notre société ne possède pas les mécanismes appropriés pour faire payer les responsables rapidement et endiguer le désastre, sinon par l'intermédiaire de nos représentants élus, par notre gouvernement canadien.

Nous le sommons de réparer les torts et de redonner la santé et la sécurité aux victimes de la MIUF en assumant un programme efficace de décontamination des maisons et en donnant la pleine compensation financière pour l'enlèvement du poison des murs.

Merci.

• 1455

Le président: Je remercie M. Nantel de son exposé. Je pense bien que tous les points du mémoire ont été couverts. Il ne serait donc pas utile de reprendre le mémoire.

Est-ce que M^{me} Lamer a un exposé? Maintenant je vous rappelle qu'il faudrait laisser au moins autant de temps aux députés pour questionner les témoins. Je dis cela pour tous les autres témoins qui suivront. Si on donne tout le temps aux témoins et qu'on ne donne pas de temps aux députés pour poser des questions, cela va être un monologue. Alors, je vous préviens que le Comité doit recevoir un autre groupe à 16h00. Je donne la parole à M^{me} Lamer, qui sera suivie de M. Gravel.

Mme Lamer: Monsieur le président, je veux d'abord parler de notre position face au Conseil consultatif. Je serai ensuite prête à répondre à toutes vos questions.

La décision concernant le Conseil consultatif a été prise uniquement d'après ce que l'on a vécu, nous, avec M. Ouellet. M. Ouellet nous a annoncé que trois personnes avaient été choisies par son conseil pour faire partie de ce Conseil consultatif, et il nous a nommé les trois personnes. Nous sommes allés nous présenter devant notre conseil d'administration, qui est composé d'un représentant de chacun des 40 comités du Québec, et le mandat du conseil d'administration a été très clair. Le conseil d'administration avait nommé trois personnes pour siéger à ce conseil-là. On a envoyé une lettre à M. Ouellet pour lui faire part du choix de notre Fédération, et M. Ouellet nous a répondu que c'était lui et uniquement lui qui décidait du choix des personnes qui siègeraient au Conseil.

Autre chose sur le fonctionnement du Conseil: on n'a aucun pouvoir de décision, on n'a aucune décision à prendre sur le choix du président, et cela a été très clair aussi. Nous n'avons pas de mandat en tant que Conseil consultatif, et nous n'avons pas de budget. Seules nos dépenses sont payées, et je peux vous dire qu'ils sont en retard pour payer nos dépenses aussi.

Nous n'avons pas le choix d'avoir des personnes ressources à inviter; il faut demander la permission à M. Ouellet, si on a le temps de le faire. On est toujours invités à la dernière minute.

[Translation]

Those social actors have to pay for it. Unfortunately there is no mechanism in our society made to have them pay rapidly and to curb the disaster, except if we go through our elected representatives, our federal government.

So we urge the government to compensate the prejudice and to give back health and security to the victims of UFFI, in setting up efficient programs of decontamination, and full financial compensation for removal of that poison out of the walls.

Thank you.

The Chairman: I thank Mr. Nantel for his presentation. I think that all the points of the memorandum have been covered. It would not be useful, therefore, to revert to the memorandum.

Does Madam Lamer have a presentation to make? I would remind you that it is necessary to allow at least as much time to the members of Parliament to question the witnesses. I point that out also to all the other witnesses who are to follow. If one gives all the time to the witnesses, and not enough time to the members to pose questions, then it is going to be a monologue. Also, I alert you to the fact that the committee must receive another group at 4:00 p.m. I call upon Madam Lamer to speak, to be followed by Mr. Gravel.

Madam Lamer: Mr. Chairman, I wish first to speak about our position regarding the Advisory Council. I will then be ready to reply to all of your questions.

The decision relating to the Advisory Council was taken only because of the experience we had, that is our experience with Mr. Ouellet. Mr. Ouellet informed us that three persons had been chosen by his council to make up the Advisory Council, and he named the three persons. We went before our board of directors, which is made up of one representative from each of the 40 committees in Quebec. The mandate of the board of directors is very clear. The board of directors named three persons to sit on this council. A letter was sent to Mr. Ouellet to inform him of the choice made by our Federation. Mr. Ouellet replied that it was he and he alone who decided the choice of persons to sit on the Council.

Another point in regard to the functioning of the Council. One has no power of decision. There is no decision to take on the selection of the chairman, and that was made very clear also. We have no mandate as an advisory council, and we have no budget. Only our expenses are paid, and I can tell you that they are even behind in the payment of our expenses.

We have no authority to invite resource persons; it is necessary to ask Mr. Ouellet's permission, if one has time to do so. Invitations are always extended at the last minute. One

[Texte]

On est même invités la veille de la réunion du Conseil consultatif par téléphone, s'ils peuvent nous rejoindre par téléphone cette journée-là. On n'a pas le temps de savoir et on n'a pas le loisir de dire ce que l'on veut avoir à l'ordre du jour de ces réunions-là. L'ordre du jour est tout dessiné à l'avance, et on n'a qu'à s'asseoir, à se laisser imposer tout l'ordre du jour et le contenu de ces rencontres-là. On n'a jamais été capables d'organiser une conférence de presse. On nous donnait toutes sortes de raisons pour dire que c'était impossible: c'était la fin de semaine, il était trop tard, et on a toujours remis cela de jour en jour et de semaine en semaine. Donc nous, de la Fédération, on a décidé qu'après la réunion du Conseil consultatif, on ferait des conférences de presse dans notre province pour dire que comme Fédération du Québec, on s'opposait à toutes les décisions qui semblaient venir du Conseil consultatif et qui étaient fausses.

On nous remet des documents qui sont à discuter. Exemple: les règlements. Les ébauches de règlements, souvent on les a eus la journée même de la réunion; on les a en anglais seulement, il faut faire une bataille pour les avoir en français. J'ai même vu M. Ouellet se retirer pour aller les traduire lui-même en français, la journée même de la discussion. On nous demande de donner tout de suite, ce jour même, des commentaires. On n'avait pas de conseiller juridique; on en a fait venir un presque en cachette, à la dernière minute. On doit déjà se prononcer sur des décisions, sur des termes qu'on ne connaît pas. Nous ne sommes pas, nous, des conseillers juridiques. Ce sont des termes extrêmement techniques, et déjà on nous demandait d'avoir une opinion, ce qui est absolument impossible.

Nous sommes comme des enfants qui demandent à papa la permission de se réunir et qui veulent savoir si papa va payer les dépenses aussi. Il faut que cela soit dit et que ce soit très clair.

• 1500

Le président: Est-ce que c'est tout?

Mme Lamer: Oui, parce qu'ensuite je vais répondre aux questions.

Le président: Je cède maintenant la parole à M. Jacques Gravel.

M. Gravel: Merci, monsieur le président. Je serai bref. Le président nous a avertis qu'on siègeait jusqu'à 16h00. Dans son souci de justice, il nous donnera sûrement jusqu'à 16h15, étant donné que l'on a commencé 15 minutes en retard.

Le président: Oui, j'ai inscrit l'heure. C'est 20 minutes. On a commencé à 14h20.

M. Gravel: D'accord.

Pour éviter que ce soit trop long et pour qu'on ait du temps pour les questions, je demanderais de déposer le dossier que j'ai en main. C'est un dossier qui a été compilé par le Comité de Laval. Le Comité pourra le regarder à loisir et voir que l'on a fait une étude portant les dates du 21 janvier 1982 et du 30 septembre 1982. Vous trouverez dans cela le nombre de mai-

[Traduction]

is even invited by means of a telephone call on the evening before a meeting of the Advisory Council if, in fact, it is possible to establish contact by telephone at that particular time. It is not possible to know and one has not the time to say what one would like to have on the agenda of the meetings. The agenda is always drawn up in advance and one must simply seat oneself and have the agenda and the subject matter of the meeting imposed on one. It has never been possible to organize a press conference. All kinds of reasons have been given to us as to why it is impossible: It is the end of the week; it is too late; and it is always put off from day to day and week to week. Now we of the Federation, we have decided after the meeting of the Advisory Council that we would hold press conferences in our own province in order to state as a Federation of Quebec that we are opposed to all the decisions that seem to come from the Advisory Council and that are false.

Documents are submitted to us for discussion. Example: The regulations. Drafts of regulations. Often they are received on the very day of the meeting and they are in English only. It is always necessary to fight in order to get them in French. I have even seen Mr. Ouellet withdraw in order to translate them himself into French, the very day of the discussion. We are asked to provide comments at once, the very day. We did not have legal adviser; one was brought in at the last minute, almost secretly. One must express oneself on decisions and on terms with which one is not familiar. We are not legal advisers. We are faced with extremely technical terms, and we are asked to form an opinion, which is quite impossible.

We are like children who ask papa's permission to meet and who wish to know if papa is going to pay the expenses also. It is necessary that this be said and that it be clearly understood.

The Chairman: Is that all?

Mrs. Lamer: Yes, because I will be answering questions.

The Chairman: I will now give the floor to Mr. Jacques Gravel.

Mr. Gravel: Thank you Mr. Chairman. I will be brief. The Chairman has advised us that the meeting would go until 4:00 o'clock. With his sense of justice, he will certainly allow us to go on until 4:15, since the meeting began 15 minutes late.

The Chairman: Yes, I took down the time. It is twenty minutes. We began at 2:20.

Mr. Gravel: Alright.

In order not to be too long and to allow us time for questions, I would ask to submit the document that I have with me. This document was prepared by the committee from Laval. The committee may have a look at it when time permits and see that we have made a study bearing the dates January 21, 1982 and September 30, 1982. You will find in there the

[Text]

sons affectées par secteur, le nombre de personnes affectées au niveau de la santé, le nombre de familles qui ont des problèmes respiratoires, des problèmes aux yeux et même le cancer, et des troubles gastro-intestinaux.

Je pense que c'est un dossier important qui vient corroborer les renseignements que vous possédez déjà, et je demande au Comité de bien vouloir l'accepter.

Le président: Est-ce que votre association est membre de la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec?

M. Gravel: Oui.

Le président: Donc, probablement que cela se reflète dans le mémoire qui a été présenté par M. Nantel.

M. Gravel: En partie seulement. Il y a sûrement le mot «formaldéhyde» qui s'y retrouve, j'imagine. C'est important. Il y a sûrement le mot «victime», il y a sûrement un tas de choses comme cela. C'est un travail qui a été fait conjointement et on voulait le présenter de cette façon-là, parce que cela vient corroborer un tas de choses que les gens savent et que vous n'avez pas par écrit.

Vous avez dans ce document l'historique de la mousse, alors que vous ne l'avez pas dans l'autre.

Le président: Je suis bien sympathique à votre demande, d'autant plus que cela vient de Laval, mais en toute justice, si on acceptait les mémoires de tous les comités que vous avez mentionnés, monsieur Nantel... Si les membres du Comité acceptent le rapport, je n'y vois aucune objection, mais je voudrais préciser qu'il nous sera impossible de recevoir de tous vos comités de victimes du Québec des mémoires identiques, parce que ce ne sera pas juste pour les autres auxquels on refusera.

M. Gravel: Ce sera sûrement juste pour les victimes.

Le président: Je voudrais que ce soit bien clair, parce que l'on ne pourra pas recevoir d'autres mémoires des associations.

Miss MacDonald: Mr. Chairman, on a point of order, may I say I do not think we expect all the briefs to be appended to today's proceedings, but I would think that any material anybody wants to submit to us should be available for reproduction to the members, and circulated.

The Chairman: Yes, but they have to be attached as an appendix to today's debate.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Well, Mr. Chairman, if the committee agrees to attach it as an appendix, fine; but if there is any objection to that, as a compromise, we would certainly like to see a copy of the report.

The Chairman: Yes. The point I want to make very clear is that it is because this association belongs to the federation from Quebec, and this brief could be included in the federation brief. I do not know, but perhaps the federation brief could reflect the same content of this local brief from Laval. I want to clarify that point. If we receive some other 40 local associa-

[Translation]

number of houses concerned by sector, the number of persons affected healthwise, the number of families suffering from respiratory problems, eye problems and even cancer, as well as gastro-intestinal problems.

I think it is an important document that corroborates the information that you already have in hand, and I ask the committee to recognize it.

The Chairman: Is your association a member of the *Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec*?

Mr. Gravel: Yes.

The Chairman: So that is probably reflected in the brief that was submitted by Mr. Nantel.

Mr. Gravel: Only in part. I would imagine that you would certainly find the word formaldehyde. That is important. You will surely find the word victim, and there is certainly a whole lot of things like that. It is a joint study and we wanted to submit it as such, because it corroborates a large amount of fact which people know and that you do not have on paper.

In this document, you will find the background of the foam insulation, information which does not appear in the other document.

The Chairman: I am very sympathetic to your request, even more so due to the fact that it comes from Laval, but in all justice, if we accept the briefs of all the committees that you have mentioned, Mr. Nantel— If the members of the committee accept the report, I see no objection, but I would like to specify that we will not be able to accept identical briefs from all your committees of victims from Quebec because it will not be fair to others that will be refused.

Mr. Gravel: It will surely be fair to the victims.

The Chairman: I would like it to be very clear, because we will not be able to accept briefs from other associations.

Mme MacDonald: Monsieur le président, un rappel au Règlement: je ne pense pas que l'on s'attende à ce que tous les mémoires soient annexés aux délibérations d'aujourd'hui, mais tous les documents que quiconque souhaite nous présenter devraient pouvoir être reproduits et transmis aux membres du Comité.

Le président: Oui, mais ils doivent être joints en annexe aux délibérations d'aujourd'hui.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Eh bien, monsieur le président, si le Comité accepte de l'annexer aux délibérations, très bien; mais si l'on s'oppose à cela, je demanderais, en guise de compromis, qu'on puisse voir un exemplaire du rapport.

Le président: Oui. Je veux qu'une chose soit très claire: c'est que cette association appartient à la Fédération du Québec, et son mémoire pourrait être compris dans celui de la Fédération. Je ne sais pas, mais le mémoire de la Fédération pourrait peut-être avoir la même teneur que le document de Laval. C'est la question que je veux éclaircir. Si nous accueillons

[Texte]

tions of the federation, it is going to be impossible for the committee to accept all their briefs. That is the point I want to raise before agreeing to attach this as an appendix to today's meeting.

Miss MacDonald: Mr. Chairman, when I made the point this morning when it was suggested that we had received only 20 or so briefs, I did not think that was an extraordinarily large number. We then agreed to have them included in the committee's proceedings. But I said if it got up to 200, obviously we might not be able to do that. However, we are still talking in the realm of 20, and that does not seem to me to be unusual. We have no indication that there will be another 30 or 40, say—

The Chairman: Okay.

Est-ce que le Comité accepte d'annexer le mémoire présenté par le Comité des victimes de Laval au compte rendu de la séance d'aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

M. Gravel: Maintenant que c'est accepté, je vous remercie.

• 1505

Je veux simplement préciser une chose qui n'a pas été mentionnée jusqu'à maintenant. En fait, cela n'a peut-être pas été mentionné parce que c'est tout récent. Pour ceux qui ont commencé à démolir partout au Canada, il y a un problème qui vient d'être soulevé: les compagnies d'assurance ont averti les contracteurs qu'elles ne couvriraient pas leurs employés qui faisaient le démolissage. Maintenant, le contracteur à qui vous donnez un contrat pour démolir votre maison doit vous demander de vous assurer vous-même pour ses employés à lui; autrement, ils ne peuvent pas faire le travail, parce que leurs compagnies d'assurance les ont avertis qu'elles ne couvriraient pas les employés travaillant à la mousse d'urée formaldéhyde.

C'est tout ce que j'ai à dire. Tout est dans le dossier. Alors, je laisse la parole au Comité.

Le président: Je vous remercie, monsieur Gravel, madame Lamer et monsieur Nantel. Nous allons maintenant passer aux questions. Comme vous l'avez dit, étant donné qu'on a commencé à 14h20, on continuera jusqu'à 16h20, si j'ai encore des noms sur la liste de députés.

Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président.

Madame Lamer et messieurs, j'ai apprécié votre présentation, et j'aimerais bien vous poser toutes mes questions en français. Malheureusement, je suis obligé de compter sur les excellents services de nos traducteurs.

Cependant, j'aimerais vous poser au moins une question en français. Je pense que vous êtes tout à fait d'accord avec le groupe de l'Alberta qui a affirmé ce matin que le conseil consultatif avait été formé sans consultation avec les groupes de victimes et ne représentait pas vraiment les aspirations des groupes de victimes de la mousse au Québec. Est-ce exact?

[Traduction]

quelque 40 autres associations locales de la Fédération, le Comité ne pourra pas accepter tous leurs mémoires. C'est le point que je veux faire valoir avant d'accepter d'annexer ce document au compte rendu de la réunion d'aujourd'hui.

Mme MacDonald: Monsieur le président, quand on a dit que nous n'avions reçu qu'une vingtaine de mémoires, j'ai déclaré que ce n'était pas une quantité très forte de documents. Nous avons ensuite convenu de les inclure dans les comptes rendus du Comité. Mais j'ai ajouté que si nous avions près de 200 documents, il est évident que nous ne pourrions pas le faire. Toutefois, nous parlons toujours d'une vingtaine de mémoires, et cela ne me semble pas extraordinaire. De plus, rien ne nous dit qu'il y en aura 30 ou 40 autres...

Le président: Très bien.

Does the committee agree to attach the brief submitted by the *Comité des victimes de Laval* as an appendix to today's debate?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Gravel: Now that it is agreed, I thank you.

I would just like to specify something that has not yet been mentioned. In fact, it has not already been mentioned perhaps because it happened all too recently. For those who have begun to remove the foam all over the country, a problem has just appeared: the insurance companies have advised the contractors that they would not cover their employees working at the removal of the foam. Now, the contractor to whom you give a contract for the removal of the foam in your house must ask you to get yourself an insurance for his employees; otherwise, they cannot do the work, because their insurance companies advised them that they would not cover the employees responsible for the removal of the formaldehyde foam.

That is all I have to say. You will find everything in the document. So, I give the floor to the Committee.

The Chairman: Thank you, Mr. Gravel, Mrs. Lamer and Mr. Nantel. We will now proceed to the questions. As you have said, since we began at 2:20, we will go on to 4:20, if I still have names on my list.

Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman.

Mrs. Lamer, Mr. Nantel and Mr. Gravel, I appreciate your submission and I would like to ask you all of my questions in French. Unfortunately, I have to rely on the excellent services of our translators.

However, I would like to ask you at least one question in French. I think that you are in total agreement with the group from Alberta who said this morning that the Advisory Committee had been established without consultation with the groups of victims and did not really represent the concerns of the groups of victims of the foam in Quebec. Is this right?

[Text]

Mme Lamer: C'est-à-dire qu'on a eu la chance de pouvoir faire passer deux de nos membres qui ont été choisis par le conseil d'administration. Mais le conseil d'administration avait un mandat de trois personnes, et la troisième personne a été catégoriquement refusée par M. Ouellet qui disait ne pas s'adresser à des associations mais uniquement à des individus.

Miss MacDonald: How about 100,000?

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I am wondering how often this happened in other provinces. We heard about you, Madam Lamer, in this committee from Mr. Ouellet, who claimed that you were too shrill, that you were not being co-operative enough in terms of what the government was trying to accomplish in a resolution of this mess. How did you think he wanted you to co-operate? How come you were not co-operating with him? What do you think he meant?

Mme Lamer: Eh bien, la raison pour laquelle on était très réticents est très claire. D'abord, en ce qui concerne le fonctionnement, comment peut-on monter un comité lorsqu'on ne va même pas chercher à la source les éléments les plus importants? Lorsqu'on parle de consulter des associations, on s'adresse d'abord aux associations, ce qui n'a pas été fait dans ce cas-ci.

Ensuite, le mandat était très peu clair. Comment se fait-il qu'on nous impose un président? Je ne veux pas en faire un conflit personnel parce que je ne connaissais même pas M. Patten, mais déjà on nous a imposé une présidence, on nous a imposé une démarche, un fonctionnement, et on ne nous a jamais dit clairement quel était notre rôle, quelles étaient nos fonctions et quel pouvoir on avait là-dedans. Cela n'a jamais été clair. Depuis trois mois, il faut qu'on reste à côté d'un téléphone et qu'on attende qu'on nous appelle; et on ne savait même pas pourquoi on nous appelait. Alors, c'est sûr qu'on était très réticents. Nous, on n'est pas des salariés à plein temps pour le gouvernement fédéral. Alors, on voulait au moins savoir dans quoi on s'embarquait.

M. Gravel: Est-ce que je peux vous répondre?

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Oui.

Le président: Monsieur Gravel.

M. Gravel: Vous avez fait une réflexion: comment se fait-il que M. Ouellet trouve que M^{me} Lamer ne collabore pas? Il peut sûrement dire cela assez souvent, étant donné qu'en fin de semaine, il y avait une assemblée du conseil consultatif et qu'il a oublié d'inviter notre représentant, M. Pierre Bergeron. C'est sûr qu'il ne pourra pas collaborer, car il a oublié de l'inviter. Est-ce que cela répond à votre question?

• 1510

Mme Lamer: Est-ce que je peux continuer?

Le président: Oui.

Mme Lamer: Lorsqu'on a décidé de former ce comité-là, la secrétaire de ce fameux comité, parce qu'on a su qu'on avait une secrétaire, mais on n'a jamais su quel était son rôle et on ne le sait pas encore, et le président, M. Patten, ont fait le tour

[Translation]

Mrs. Lamer: Let us say that we had the opportunity to get two of our members on the Board of Directors. But the Board of Directors had a mandate of three people, and the third person was turned out categorically by Mr. Ouellet who said that he did not address himself to associations, but only to individuals.

Miss MacDonald: Que diriez-vous d'environ 100,000?

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je me demande combien de fois cela s'est produit dans d'autres provinces. Le Comité a entendu parler de vous, madame Lamer, par M. Ouellet qui a déclaré que vous étiez trop difficile, que vous n'étiez pas assez compréhensive en ce qui concerne les mesures que le gouvernement entendait prendre pour résoudre cette difficulté. Quelle sorte de coopération croyez-vous qu'il cherchait? Comment se fait-il que vous n'ayez pas collaboré avec lui? Que pensez-vous qu'il voulait dire?

Mrs. Lamer: Well, the reason for our great hesitation is very clear. First, as far as the operation is concerned, how can a committee be established when we do not even think of getting the most important basic elements? Whenever we speak of consultation with the associations, we should first of all address the associations which was not done in this case.

Moreover, the terms of reference were not too clear. How come a Chairman was forced on us? I do not want to make it a personal thing, because I did not even know Mr. Patten, but they already gave us a Chairman, a mode of operation and they never told us clearly what our role was to be, what functions we were to accomplish and what powers we would have. That was never clearly specified. For three months, we were to stand by the phone and wait for a call; but we did not even know what the call would be all about. So, the reason for our great hesitation is obvious. We are not full-time employees of the Federal Government. So, we at least wanted to know in what we were getting in.

Mr. Gravel: May I give you an answer?

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Yes.

The Chairman: Mr. Gravel.

Mr. Gravel: You made a reflection: how come Mr. Ouellet thinks that Mrs. Lamer does not cooperate? I guess he can say that often enough, because last weekend, there was a meeting of the Advisory Committee and he forgot to invite our representative Mr. Pierre Bergeron. It is obvious that he will not be able to cooperate, because he was not even invited. Does that answer your question?

Mrs. Lamer: May I go on?

The Chairman: Yes.

Mrs. Lamer: When it was decided that the committee would be established, the secretary of this famous committee, because we found out that we had a secretary, but we never knew what exactly the role was and we still do not know, and

[Texte]

des personnes déléguées, des personnes choisies par M. Ouellet à travers le Canada.

Ce que l'on nous a dit, c'est qu'automatiquement, systématiquement, à chacune des personnes rencontrées on disait: nous, on est prêts à collaborer, mais méfiez-vous des gens du Québec, parce qu'ils sont bien bien mauvais et bien bien agressifs, et on ne sait pas trop pourquoi ils vont venir. Alors, déjà cela préparait très mal une espèce d'entente, de collaboration.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I can assume therefore, Mr. Chairman, this association has not had much successful communication with Mr. Ouellet since.

Mr. Chairman, I would like to deal briefly with a couple of points which were raised in the brief and which are fascinating to me. Indeed, one fact on page 4 is rather astounding: that in the lower Laurentians, which Dr. Nantel has concurred with, the figure is something like 75 per cent of the victims who have experienced some sort of health problem. Is this just in this one area of Quebec, or do you know of other parts of the province where there is such a concentration? We have not come across this incidence in other parts of the country.

Mme Lamer: Il y a un programme provincial. La seule chose positive de ce programme provincial, c'est qu'il a permis de faire une étude qui semble être une étude épidémiologique. On demandait aux victimes de s'enregistrer dans la province, et les victimes étaient référées à des médecins des services de santé communautaire. Au Québec, plus de 4,000 familles sont passées devant ces médecins-là. Les médecins avaient un questionnaire très détaillé à remplir, et il y avait examen de ces victimes-là. Alors, ce ne sont pas uniquement des témoignages de oui-dire des victimes; cela a été constaté par des médecins, et les médecins ont confirmé que 75 p. 100 des 4,000 familles examinées avaient des problèmes considérés comme étant de modérés à très graves. Lorsque nous avons fait notre compilation dans chacun des 40 comités, cela a donné à peu près les mêmes proportions de gens qui ont des symptômes similaires.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): It is very useful, Mr. Chairman, to hear this evidence—and also the fact that we will have Dr. Nantel before this committee. We will be hearing medical testimony in the next few days from some experts who will tell this committee, in effect, that they have not seen any evidence at all of sickness which is UFFI-related. In fact, if I am correct in predicting the testimony of one of the witnesses, he will say this whole thing has been trumped up by the opposition and by the media, made a real crisis, and that it is not a medical problem at all. I am glad to hear that at least—I am not happy to hear it; it is a very unfortunate situation. I am just saying it is useful to hear from you that this is not just a figment of imagination on the part of Quebec homeowners.

[Traduction]

the Chairman, Mr. Patten, went around the people delegated or chosen by Mr. Ouellet across the country.

What each of these people was told automatically and systematically was: well, we are ready to co-operate, but beware of the representatives from Quebec, because they are very very bad and very very aggressive, and we do not know exactly why they will come. Thus, this was not very conducive to an agreement nor to co-operation.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je peux donc en déduire, monsieur le président, que cette association n'a pas eu beaucoup de succès dans ses communications avec M. Ouellet depuis ce temps-là.

Monsieur le président, j'aimerais aborder brièvement quelques questions qui ont été soulevées dans le mémoire et qui me fascinent. En fait, il y a une déclaration assez étonnante à la page 4 où l'on dit que dans les basses Laurentides, et le docteur Nantel l'a confirmé, environ 75 p. 100 des victimes ont souffert de problèmes de santé de quelque sorte. Est-ce que ce phénomène est particulier à cette région du Québec, ou connaissez-vous d'autres régions de la province où il y a une si forte concentration de problèmes de santé? Une telle fréquence des troubles de santé n'a pas été enregistrée ailleurs au pays.

Mrs. Lamer: There is a provincial program. The only positive thing that can be said about it is that it allowed for a study which seems to be an epidemiologic study to be done. The victims were asked to register in the province, and then they were referred to doctors of the health unit services. In Quebec, more than 4,000 families were examined by those doctors. The doctors had to fill in a very much detailed questionnaire and then had to examine the victims. Thus, we are not talking only of hearsay evidence from the victims; medical people saw the victims and they corroborated the fact that 75 per cent of the 4,000 families that were seen had problems considered to be moderate to critical. When we compiled the cases in each of the 40 committees, we came to about the same ratio of victims with similar symptoms.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Ce témoignage est très utile, monsieur le président, d'autant plus que le docteur Nantel comparaitra devant le Comité. Au cours des prochaines journées, nous entendrons des spécialistes de la profession médicale qui nous diront qu'ils n'ont vu aucune preuve de troubles de santé rattachés à la MIUF. En fait, si je ne me trompe pas au sujet du témoignage de l'un des témoins que nous entendrons d'ici quelques jours, il dira que toute l'affaire a été montée de toutes pièces par l'opposition et par les médias, qu'on a fabriqué une véritable crise et qu'il n'existe absolument aucun problème médical. Je suis heureux d'entendre que—c'est-à-dire, je ne suis pas heureux de l'entendre; c'est une situation très regrettable. Je dis simplement qu'il est utile d'entendre votre témoignage et de vous entendre confirmer que ce n'est pas simplement une pure invention de la part des propriétaires du Québec.

[Text]

One further question, and one point we have to get cleared up, Mr. Chairman. On page 13 of your brief you say:

Il ne faut pas négliger non plus, les possibles conflits d'intérêt qui ont pu surgir entre les propriétaires de Lorcon et le gouvernement puisque ce même gouvernement possédait et possède encore par le biais de la C.D.C. . . .

In otherwords, you are raising for the first time before this committee the possibility of a conflict of interest: that the government, through the Canada Development Corporation in producing this material, is in direct conflict of interest. Could you give us the basis for that statement or elaborate a little bit on it, please?

Le président: Monsieur Nantel.

M. Nantel: Eh bien, en fait, c'est déjà connu. Je pense qu'il s'agit d'aller voir au ministère concerné pour faire ressortir qu'en 1978, ou à peu près, la Corporation de développement du Canada, qui est une société d'investissement du gouvernement fédéral, possédait environ 35 p. 100 des actions de la compagnie Lorcon.

• 1515

La compagnie Lorcon c'est celle qui fabrique le produit Rapco Foam. Alors, à ce moment-là, comment se fait-il que ce même gouvernement se hâte . . . ? Parce que quand on regarde l'ensemble de l'acceptation du produit, on s'aperçoit qu'il y a eu toute une série d'hésitations, depuis les années 1970 et ce jusqu'en 1967, et que l'ensemble des études qui étaient faites, autant par le Conseil national de recherche, que par d'autres, démontraient que le produit était instable, que le produit qui, en dernier, dégageait des gaz, se rétrécissait... donc il avait une qualité isolante maximum de AR-2.5 par rapport à ce que les compagnies donnaient AR-5, AR-6. Or, comment se fait-il que le gouvernement canadien ait accepté de façon aussi rapide, dans l'espace de quelques mois, même s'il n'avait pas de réponse aux questions que le comité de l'Office des normes se posait, et même que des fonctionnaires de la Société centrale d'hypothèques et de logement se posaient aussi, comment se fait-il que sans réponse on ait accepté le produit? Je pense que nous, nous ne pouvons pas donner ces réponses; je pense que vous-autes, en tant que commission parlementaire, vous avez probablement plus de pouvoirs ou de facilités de pouvoir interroger ces gens-là. On a même fait ressortir qu'un M. Brewer avait essayé d'interdire le produit à l'intérieur de la Société centrale d'hypothèques et de logement et que des autorités supérieures, il l'aurait même affirmé à un journaliste, que des hommes politiques auraient fait des pressions sur lui pour que le produit soit accepté de façon très rapide. Je sais que vous allez entendre M. Brewer et que vous aurez sûrement des informations plus éclairées que nous sur ce sujet-là.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci.

Le président: Je ne sais pas si je devrais intervenir parce que je suis aussi membre de ce comité-là. Madame Lamer, vous avez fait une accusation qui me paraît assez sévère parce qu'il

[Translation]

Une autre question, et un point qu'il faut tirer au clair, monsieur le président. A la page 13 de votre mémoire, vous dites:

Moreover, one must not forget the possible conflicts of interest which may have come up between the owners of Lorcon and the government, since this same government owned and still owns through the C.D.C. . . .

En d'autres termes, vous soulevez pour la première fois devant ce Comité la possibilité d'un conflit d'intérêt: le gouvernement, par le biais de la Société de développement du Canada, est en conflit d'intérêt direct en ce qui concerne la production de ce produit. Pourriez-vous nous dire sur quoi est fondée cette déclaration et nous expliquer un peu à quoi cela tient, s'il vous plaît?

The Chairman: Dr. Nantel.

Dr. Nantel: Well, it is in fact already known. I think that a simple visit to the department concerned will show that in 1978 or thereabouts, the Canadian Development Corporation, which is an investment corporation of the federal government owned about 35 per cent of the shares of Lorcon.

Lorcon is the company that manufactures the product Rapco Foam. Thus, how come this same government is in a hurry at that time . . . ? Because, when we look at the history of the approval of the material, we find that there was a whole series of hesitations, since the 1970's up till 1967, and that the studies that were made either by the National Research Council or others generally showed that the product was unstable, that the material which, at the end, was releasing gases, had a tendency to shrink . . . , therefore it had a maximum insulating capacity of AR-2.5 whereas the companies were giving AR-5 and AR-6. So, how come the Canadian Government accepted the product so readily, within a few months, even if it did not have the answers to the questions asked by the Committee of the Standards Commission and even by the officials of the Central Mortgage and Housing Corporation; how come the product was approved without an answer to these questions? I do not think that we can give you those answers; I think that you, as a Parliamentary Committee, you probably have more powers or more possibilities of questioning these people. It was even said that a certain Mr. Brewer had tried to prohibit the product within the Central Mortgage and Housing Corporation and that higher ranked officials, and he even said this to a journalist, that some political people pressured him for the product to be approved rapidly. I know that you will be hearing from Mr. Brewer and that you will surely have more precise information than we do on this.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you.

The Chairman: I do not know if I should intervene because I am also a member of that Committee. Mrs. Lamer, you made an accusation which, in my mind, seems quite severe, for these

[Texte]

ne faudrait pas que la tenue de ces audiences-là continue à étendre l'ampleur de ces problèmes-là; car chaque fois qu'on en parle, surtout au point de vue médical, il y a de nouvelles victimes le lendemain.

Vous avez dit que 75 p. 100 des cas de vos comités étaient victimes des horreurs de l'urée formol. Je peux vous dire qu'à Laval, et j'y demeure à Laval, j'ai rencontré six médecins et aucun d'eux m'a confirmé la relation directe entre ces présumées victimes, les victimes de l'urée formol et le produit.

Et je ne voudrais pas que l'on dise que pour toutes les maisons qui ont été isolées avec l'urée formol, aujourd'hui..., eh bien ce sont là des victimes en puissance du cancer... J'en ai à Laval, M. Cardinal le sait, j'en ai visité... Maintenant, il n'y a aucun médecin encore qui ait confirmé de relation directe.

M. Gravel: Est-ce que je peux vous répondre, monsieur Roy?

Le président: Oui. Vendredi encore, j'étais chez un médecin et je lui ai demandé justement quelles étaient ces relations directes chez ses patients et il n'en connaissait pas.

M. Gravel: D'accord. Disons qu'au niveau du comité de Laval, pour répondre à votre question, ça nous a frappé cela, parce que si on regarde dans les dossiers, sur les formulaires qu'on a fait remplir à toutes nos victimes, on serait censé avoir au-delà de 2,000 victimes à Laval, dont à peu près 600 sont actuellement enrégistrées dans nos dossiers; et sur les 600 enrégistrées, il y en a 492, donc 82 p. 100 qui sont atteintes de maladies, monsieur Roy. Je vais plus loin que cela. Quand vous dites...

Le président: Identifiées par qui?

M. Gravel: Identifiées? Ce sont les rapports de médecins qui... Un instant! Ces gens-là, ont été envoyés à la cité de la santé de Laval où aucun toxicologue n'est disponible. Ils ont été examinés par des médecins ordinaires et ils ont été envoyés à Santa Cabrini; puis à Santa Cabrini, monsieur Roy, si vous voulez avoir les dossiers, cela nous ferait plaisir..., parce que tous les patients qu'on a envoyés à Santa Cabrini, les 492, les dossiers sont confidentiels et personne ne veut nous les donner. Il doit y avoir une raison.

Mme Lamer: Est-ce que je peux rajouter...

Le président: D'accord. Je ne voudrais pas insister, mais c'est important.

M. Gravel: Je voulais répondre à votre question.

Mme Lamer: Nous, ce qu'on dit, c'est qu'actuellement, la science n'a pas prouvé une relation directe entre les symptômes des gens, les symptômes des victimes et la mousse comme telle.

• 1520

La même chose, dans toutes les maladies industrielles, s'est produite. Il a fallu dix ans, quinze ans avant qu'il y ait une relation prouvée scientifiquement entre l'amiantose et les gens qui travaillent dans les usines d'amiante. Cela a pris 20 ans

[Traduction]

hearings should not continue to blow the importance of these problems; each time we speak of the problems, especially as far as health is concerned, there are new victims the next day.

You said that 75 per cent of the cases of your committees were victims of the horrors of formaldehyde. I can tell you that in Laval, and I live there, I met six doctors and none of them confirmed any direct relationship between these so-called victims, the victims of urea formaldehyde and the product.

And I would not like it to be said that for each house that was insulated with urea formaldehyde, the people living in those houses are potential victims of cancer... I have met people in Laval, Mr. Cardinal knows it... Now, no doctor has yet confirmed any direct relationship.

Mr. Gravel: May I answer you on this, Mr. Roy?

The Chairman: Yes. This Friday, I went to a doctor and I asked him exactly what those direct relationships were, and he was aware of none.

Mr. Gravel: Very well. Let us say that at the Laval committee level, to answer your question, this surprised us, because if we look at the files, on the forms that all of our victims were asked to fill in, we should have over 2,000 victims in Laval, and about 600 of them are actually registered in our files; and on those 600 registered, 492, that is 82 per cent, had health problems, Mr. Roy. I will even go further. When you say...

The Chairman: Identified by whom?

Mr. Gravel: Identified? These are medical reports which... One moment! These people were sent to the Laval Health Unit services where there is no toxicologist available. These people were examined by ordinary doctors and were sent to Santa Cabrini; then there, Mr. Roy, if you want to see some files we would like it very much because all the patients that were sent to Santa Cabrini, 492 of them, their files are confidential and no one can give them to you. There must be a reason for that.

Mrs. Lamer: May I add something...

The Chairman: Very well. I do not want to insist, but it is important.

Mr. Gravel: I wanted to answer your question.

Mrs. Lamer: What we say is that science has not proven the existence of a direct relationship between the symptoms of the people, the symptoms of the victims and the foam as such.

The same thing happened in all cases of industrial diseases. It took ten, fifteen years to scientifically establish a relationship between asbestosis and asbestos plant workers. It also took twenty years to establish a definite relationship between cigarette smoking and lung cancer.

[Text]

avant de prouver que la cigarette et le cancer du poumon avaient une relation directe.

Tout ce que nous pouvons affirmer avec certitude, c'est que sur les 4,000 familles qui ont passé devant des médecins au Québec, 75 p. 100 des médecins ont diagnostiqué des symptômes identiques. Ce que nous disons, nous, c'est que c'est suffisant pour qu'il y ait enquête et qu'on prenne des moyens drastiques pour régler le problème une fois pour toutes. On n'est pas là pour faire la preuve scientifique et on n'a pas cette compétence-là. Ce qu'on dit, par exemple, c'est «dépêchez-vous», il y a des points d'interrogation qui sont là.

Le président: D'accord.

Monsieur Nantel.

M. Nantel: Juste quelques mots là-dessus. On a un dossier en main—je ne l'ai pas ici— qui prouve que dans les Habitations Grignon à St-Jérôme..., 48 logements..., trente-deux des 48 victimes ont passé chez le médecin et 32 sur 48 ont des symptômes de maladies, ont des problèmes de santé, dans ces 48 logements-là. Chacune des 32 victimes a un dossier médical où le médecin dit qu'il y a une probabilité de relation entre la MIUF et leurs symptômes. Mais aucun des médecins actuellement ne se prononce, parce que scientifiquement, aucun institut scientifique a fait la preuve irréfutable des symptômes.

Quand il y a une série, une pléiade de témoignages convergents, je pense qu'on fait plus que de se poser des questions.

Le président: Monsieur Skelly.

M. Skelly: Merci monsieur le président.

I would like to thank the committee from Quebec for an excellent presentation today, very effective in the area of health concerns.

Throughout the day, I think one aspect of this is becoming very clear, at least. There is certainly evidence gathering up that the forum provided for homeowners to express their concerns and to work with government might not have been appropriate and, in fact, might have contributed to a situation which has come to pass in which most people are not very pleased with the legislation, the regulation and what is being done.

This morning we had Mr. Patten appear with Mr. Cocolicchio from the province of Quebec. Out of the discussion, we discussed the process who the committee represented. It appeared it was a ministerial advisory committee; that it had been originated by three individuals. Mr. Patten indicated that he, Mr. Cam Mackie and Mr. Murray Coolican had originally put this idea together and then managed to sell it to their organization and to the minister. In retrospect, in discussing co-option, he suggested that maybe they were a little naive and they might have been overly hasty in creating this organization.

When they were pressed further, they made a statement that they did not support the bill. What in fact they did was remove their objection to its passage. That in my estimation... When we look at how homeowners are responding, were they

[Translation]

All we can say with any certainty is that 75 per cent of the doctors who examined some 4,000 families in Quebec diagnosed identical symptoms. What we are saying is that this is sufficient to warrant an inquiry and the adoption of drastic measures to find a solution once and for all. We are not here to submit scientific proof. We do not have the knowledge. We believe however that it is imperative that we find solutions to the yet unanswered questions.

The Chairman: Thank you.

Mr. Nantel.

Mr. Nantel: Just a few words in that regard. We have it on file—I do not have it with me—that in the Grignon Project in St-Jérôme 32 of the 48 victims went to see a doctor and in all cases the doctors diagnosed the symptoms and found health problems. All 32 victims have a medical file and in all cases the doctor indicated a possible relationship between UFFI and the symptoms. But none of them will say so openly since it has not been scientifically proven, beyond a shadow of a doubt by any research institution.

With so much uncontradicted evidence, I think we should do more than just ask questions.

The Chairman: Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Thank you, Mr. Chairman.

Je remercie le comité du Québec pour l'excellence de sa présentation sur les problèmes de santé.

Une chose au moins se dégage de la discussion aujourd'hui. La preuve de plus en plus évidente que le moyen mis à la disposition des propriétaires pour faire valoir leurs préoccupations et travailler en collaboration avec le gouvernement n'était peut-être pas le plus approprié. En fait, cette solution est peut-être à l'origine de la déception qu'éprouvent la plupart des personnes en cause à l'égard de la loi, des règlements et de toute autre solution préconisée.

Ce matin, MM. Patten et Cocolicchio ont comparu à titre de représentants de la province de Québec. Il a été question d'établir qui le comité représentait. Il semblerait que trois personnes aient été à l'origine de la création d'un comité consultatif ministériel. M. Patten a donné à entendre que lui-même, M. Cam Machi et Murry Coolican auraient été les premiers à y penser et qu'ils seraient parvenus à en convaincre leur organisation et le ministre. En rétrospective, au cours des discussions sur la co-option, il a admis qu'ils avaient peut-être fait preuve de naïveté et que la décision de le mettre sur pied avait peut-être été prise à la légère.

Devant une certaine insistance pour en savoir davantage, ils ont déclaré qu'ils n'étaient pas en faveur du projet de loi. En fait, ils ont retiré leur objection vis-à-vis son adoption. C'est ce que je pense... lorsqu'on connaît la réaction des proprié-

[Texte]

in fact speaking for homeowners, and does removal of your objection to passage of the bill mean de facto that it is being supported by a national homeowners' organization?

It went from there to a point where the representatives from Alberta used some very strong language, like that "sold out" the interests of homeowners. We have now proceeded to a representation from the Province of Quebec. I do not know what significance to attach to this. A representative of your organization appeared with Mr. Patten to identify himself with one set of statements that basically congratulated the minister for his co-operation, and basically said the bill was on the route to progress, and yet your organization appears here today separately from Mr. Cocolicchio, explaining the terms that you used on the minister were anything but congratulatory. "Frivolous" and "incompetent" I heard at one time, translated and tied to the minister's name—and also that the bill was described as an empty barrel, and it was in the context of very strong language.

Can you answer, then, the basic issue today? All the other issues are important, but: Were the homeowners sold down the river? Was this an inappropriate forum in which homeowners from across Canada were brought together in order to express their concerns and try to find a satisfactory solution?

• 1525

Can you explain why Quebec would have two apparently different positions today, here in front of the committee?

Mme Lamer: Quand M. Cocolicchio parle au nom du Québec, il n'a pas le droit de le faire. Il n'a pas le droit de le faire, parce qu'il est la troisième personne qui a été nommée uniquement par M. Ouellet.

M. Cocolicchio appartient à un comité du West-Island de Montréal qui regroupe une cinquantaine de victimes, et est un des 42 comités qui appartient, qui forme la Fédération. Et M. Cocolicchio ne veut pas venir aux réunions du conseil d'administration qui représente la Fédération et qui compose la Fédération.

Alors M. Cocolicchio ne parle qu'en son nom personnel, comme M. Ouellet le lui a demandé, premièrement.

La majorité... et c'est à l'unanimité que dans le conseil d'administration de représentants de chacun des 42 comités qui regroupent 8,000 victimes au Québec, la semaine dernière, et c'est à l'unanimité, dis-je, que tous les délégués ont dénoncé le plan d'aide formulé par M. Ouellet, disant que ce plan d'aide était inadéquat, que ce plan d'aide ne donnait aucune satisfaction aux victimes, que les victimes demandent la pleine compensation, que les victimes exigent du gouvernement fédéral qu'il assume la responsabilité de la décontamination des maisons, et que tant et aussi longtemps que l'on n'a pas ces deux éléments concrets dans n'importe quel programme d'aide, ce programme va servir uniquement à payer des fonctionnaires

[Traduction]

res, il est à se demander s'ils parlaient bel et bien au nom de ces derniers et également si le fait de ne plus s'opposer à l'adoption d'un projet de loi signifie que celui-ci jouit de l'appui du regroupement national des propriétaires?

Nous avons ensuite entendu les représentants de l'Alberta affirmer en termes on ne peut plus clairs que les intérêts des propriétaires avaient été «vendus». Nous venons d'entendre les représentants du Québec. Je me demande quelle importance accorder à toutes ces déclarations. Un de vos représentants a comparu avec M. Patten pour faire valoir qu'il se rangeait du côté de ceux qui félicitaient le ministre pour sa collaboration et affirmer, à toutes fins pratiques, que le projet de loi progressait. Or votre organisation aujourd'hui se dissocie de M. Cocolicchio. Vous dites que ce que vous avez dit au sujet du ministre était moins que louangeux. J'ai entendu «frivole» et «incompétent», selon la traduction. De plus, vous avez décrit le projet de loi comme étant un tonneau vide, et vous ne mâchiez pas les mots.

Ainsi, êtes-vous en mesure de répondre à la question fondamentale que l'on se pose aujourd'hui? D'accord, les autres questions sont importantes, mais à votre avis, les propriétaires ont-ils été bafoués? Était-ce une bonne solution d'essayer de regrouper tous les propriétaires au Canada et leur offrir l'occasion de faire valoir leurs préoccupations et de trouver une solution satisfaisante?

Êtes-vous en mesure d'expliquer pourquoi, aujourd'hui devant le Comité, le Québec défend deux positions apparemment différentes?

Mrs. Lamer: Mr. Cocolicchio is not authorized to speak for Quebec because he is the third person to have been designated solely by Mr. Ouellet.

Mr. Cocolicchio is a member of a Montreal West-Island committee, made up of some 50 victims. It is one of the 42 committees making up the Federation. Furthermore, Mr. Cocolicchio refuses to attend the board meetings made up of members of the Federation.

Therefore, Mr. Cocolicchio speaks for himself as Mr. Ouellet has requested him to do.

The majority... and there is a consensus on the board of directors representing each of the 42 committees grouping together 8,000 victims in Quebec, consensus which was voiced last week, that all the delegates have rejected Mr. Ouellet's assistance program. All agree that it is inadequate and unsatisfactory for the victims who are demanding full compensation and also that the federal government assume full responsibility for the decontamination of houses. As long as both these basic requirements are not met, the program would only serve to pay the public servants' salaries in the bureaucracy. In fact, none of the victims will receive adequate assistance.

[Text]

dans une bureaucratie..., et dans la pratique, aucune victime ne sera aidée adéquatement.

Le président: Monsieur Gravel.

M. Gravel: Il y a peut-être une chose qu'il faudrait mentionner, pour compléter la réponse.

Comme M^{me} Lamer a essayé de vous l'expliquer, M. Cocolicchio a été choisi par M. Ouellet pour être là. Il ne fait que ce que M. Ouellet lui dit, et cela on le voit tous les jours dans nos réunions... S'ils sont honnêtes, vous leur poserez la question et je suis sûr que vous allez avoir une réponse affirmative.

Maintenant, quand vous me parlez qu'ils ont félicité M. Ouellet pour le Bill C-109 et puis tout cela..., je vous ferai bien remarquer que M. Ouellet nous a demandé d'appuyer son bill parce que le lendemain, on devait s'asseoir avec lui et mettre sur papier les règlements qui pouvaient aider les victimes à récolter..., ou en fait, pour tout échelonner sur papier ce qui devait se passer. Cela devait se faire la semaine après, ce n'est pas fait encore.

Mme Lamer: On n'a jamais appuyé le bill au nom du conseil consultatif. On a dit—et ça a été une décision officielle, on avait demandé au président, M. Patten, d'en faire un communiqué de presse, qui n'a pas été fait, encore une fois. La position était très claire. Nous ne nous opposons pas au bill, parce que M. Ouellet nous a envoyé un télégramme écrit à chacune des associations disant qu'il s'engageait à aller chercher d'autres sommes d'argent, qu'il visait lui aussi la pleine compensation, et que les règlements seraient écrits avec la collaboration du conseil consultatif et qu'il essaierait de répondre à toutes les demandes y compris pour le démoussage et la décontamination.

Alors notre position a toujours été claire. Nous ne donnons aucun appui à l'acceptation du bill, mais nous ne nous opposons pas—parce que M. Ouellet nous avait promis que la semaine suivant l'adoption du bill, on s'assoierait tous ensemble et on écrirait les règlements.

Or, on a attendu cinq semaines avant que M. Ouellet nous rappelle pour aller discuter des règlements. Et nous en sommes à la 26^e ébauche..., et il n'y a toujours pas d'entente sur les règlements.

Le président: Monsieur Nantel.

M. Nantel: Oui, c'est un petit ajout.

Quand on regarde le fonctionnement du conseil consultatif, on s'aperçoit que M. Ouellet nous fait tout le temps glisser sur les décisions importantes.

Dans un premier temps, il dit: écoutez, laissez passer la loi, après cela, on s'assoiera ensemble, pour faire les règlements. On s'aperçoit dans la loi qu'il n'y a rien ou presque rien. Il y a juste quelques points qui y sont mis.

Ensuite, pour les règlements, on s'aperçoit que c'est la même chose. Là, on nous fait glisser en disant: on ne parlera pas de la décontamination dans les règlements, on ne parlera pas du rôle de l'inspecteur, on ne parlera pas du tribunal d'acceptation, on en parlera dans le programme!

[Translation]

The Chairman: Mr. Gravel.

Mr. Gravel: I might add one thing to complete the answer.

As Mrs. Lamer tried to explain, Mr. Cocolicchio was selected by Mr. Ouellet. He only does what Mr. Ouellet tells him to do. There is evidence in support of this statement every day in our meetings. If you put the question to them and they answer honestly, I am sure the answer will be yes.

When you say that they have congratulated Mr. Ouellet for Bill C-109 and so on... let me point out that Mr. Ouellet had asked for our support. The next day we were supposed to meet with him and put on paper the regulations under which the victims could claim compensation. In other words, write the procedure. This was supposed to be done the following week. We are still waiting.

Mrs. Lamer: We have never supported the bill in the name of the advisory committee. It was officially decided... and the chairman, Mr. Patten, was directed to put out a press release. This, again, has not been done. Our position was clear. We do not object to the bill; the reason being that Mr. Ouellet sent a telegram to all the associations indicating his commitment to obtain additional funds. He was also in favour of full compensation, and indicated the regulations would be written in consultation with the advisory committee. Finally, he would personally try to answer all claims, including those for the removal of the UFFI and decontamination.

Therefore our position has always been clear. We do not support the bill in any way but we do not object to it because Mr. Ouellet has promised us that the week following the passing of the bill he would meet with us for the preparation of the regulations.

Well, we waited five weeks for Mr. Ouellet's invitation to discuss the regulations. We are on the 26th draft, and we still disagree on what they should be.

The Chairman: Mr. Nantel.

Mr. Nantel: Yes, just a small comment.

When you look at how the advisory committee operates, you cannot help but notice that Mr. Ouellet is constantly avoiding important decisions.

First he says: listen, let the bill pass. We will get to the regulations later. But there is nothing in the bill. Only a few minor points have been included.

Then, on the regulations, the same thing occurs. Somehow they seem to avoid mentioning decontamination, the inspector's role and the arbitration board. Supposedly these matters will be covered in the program.

[Texte]

Donc, acceptez nos règlements et après cela on verra. Alors., on dirait qu'il nous fait tout le temps glisser d'un pas au fur et à mesure, ce qui fait qu'à un moment donné bon . . .

• 1530

C'est l'ensemble du conseil consultatif qui a accepté la loi, c'est l'ensemble du conseil consultatif qui va avoir accepté les règlements, puis après cela, on va arriver au programme, et là, il va dire *Okay.*, les règlements sont acceptés. La loi est acceptée! Salut, mes petits amis! On se sera fait avoir.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I wonder whether a procedural thing might be in order. I realize there is a lot of gusto in responding to these, but we all sort of abide by a rough ten-minute agreement, so we have talked away a good chunk of my time. I have a number of other questions.

I was interested and I think I have received an appropriate response on where that split came from, and we are going to see exactly the same kind of split from the Ontario delegation—one responded through Mr. Patten and another will be making an independent question. I think what we have to do as members of that committee . . . It was raised deliberately this morning: Was that an appropriate forum or should we as members of this parliamentary committee be looking at a situation that says, perhaps the homeowners should have designed the appropriate forum in which they address government? And if it is going to continue, perhaps one of our recommendations could be that homeowners take a look at the more appropriate forum rather than one that has been set up by the minister in which he seeks only advice from independent individuals, because the message is coming through very loud and very clear. Even Mr. Patten admitted that perhaps the people who conjured up the idea had in fact been over hasty and a bit politically naive. I think we have to weigh those.

The Chairman: Do you have a question?

Mr. Skelly: Yes. Just a brief one. There were some suggestions that began with the role of the Canada Development Corporation in , Lorcon and Rapco. Do you have any further information on this? This will be the subject of tomorrow's discussion because we will, I hope, have Mr. Gillespie and some other reasonably well-informed individuals who will look at these conflicts of interest and the question of who influenced the ultimate decision.

Do you have any more information on the role of the Canada Development Corporation, any of the principals from Innocan, Lorcon, Rapco, or any other organization that were associated with it who may tie back to the government or representatives of the Government of Canada?

The Chairman: That is a very lengthy question. We could have four different answers.

Mr. Skelly: One person should probably field it, if he can.

[Traduction]

We are, in fact, to accept the regulations and wait and see what happens. It seems that we are always made to avoid certain issues.

The act has been accepted by the full advisory committee. It is the full advisory committee who will have accepted the regulations. Then there will be the program and again the committee will say "okay", the regulations are accepted. The act has been accepted! See you, friend! We will have been tricked.

M. Skelly: Monsieur le président, je me demande s'il n'y aurait pas lieu de soulever une question de privilège. Je comprends qu'on soit enthousiasmé pour répondre à ce genre de questions, mais nous nous sommes entendus sur une période de dix minutes. Une bonne tranche de mon temps vient de s'écouler. J'aurais quand même d'autres questions à poser.

Je voulais me renseigner sur l'origine de la division. Je crois le savoir maintenant. Sans doute verrons-nous la même chose se produire dans le cas de l'Ontario. M. Patten nous en a donné un aperçu. Ce que nous devons faire en tant que membres du comité, la question ayant été délibérément soulevée ce matin, c'est peut-être de laisser aux propriétaires le soin de mettre sur pied le moyen qui à leur avis serait le plus approprié pour faire valoir leur point de vue au gouvernement? Ce serait peut-être préférable à la solution du ministre où celui-ci ne cherche à connaître que l'opinion de particuliers. Le message est très clair à ce sujet. Même M. Patten a admis que les personnes qui ont eu cette idée ont peut-être agi un peu trop vite et fait preuve de naïveté politique. Il faut en tenir compte.

Le président: Vous avez une question?

M. Skelly: Oui. Je serai très bref. Il a été question du rôle de la Corporation du développement du Canada dans la société Lorcon and Rapco. Auriez-vous plus de détails à ce sujet? La question sera à l'ordre du jour demain, M. Gillespie devant comparaître, je l'espère, ainsi que d'autres personnes bien informées qui pourront faire la lumière sur ces conflits d'intérêts et la question du jeu d'influence.

Avez-vous d'autres renseignements au sujet du rôle de la Corporation du développement du Canada, sur quelque représentant de Innocan, Lorcon, Rapco ou d'une autre organisation qui y aurait été associée ou que l'on pourrait retracer au sein du gouvernement ou qui aurait pu exercer son influence auprès de représentants du gouvernement du Canada?

Le président: C'est très élaborée comme question. On pourrait obtenir quatre réponses différentes.

M. Skelly: Une seule personne devrait y répondre si possible.

[Text]

Le président: Monsieur Gravel.

M. Gravel: Dans le communiqué que j'ai demandé d'être déposé, vous pourrez lire à la page 13 et je vous le lis:

Le programme canadien d'aide à l'isolation a fait grimper le chiffre d'affaires de la compagnie *Rapco Foam Inc.*, maintenant connue sous le nom de *Lorcon Inc.* Depuis que le gouvernement a pris le contrôle par l'entremise de la société de la Couronne à la fin de 1976, c'est la compagnie *Innocan Investments* qui a acheté *Rapco Foam* et qui appartient elle-même à la corporation de développement du Canada, aux fonds de pension des employés du C.N. et d'Air Canada, ainsi qu'à la Caisse de dépôts du Québec.

Le président: Quelle est la référence de cette . . .

M. Gravel: C'est une recherche qui a été faite au Québec. Je pourrais vous faire parvenir l'information, car je ne m'en souviens pas, je ne l'ai pas avec moi.

Mme Lamer: C'est par notre conseiller juridique . . .

Le président: Est-ce qu'on pourrait avoir la source d'information, parce que c'est difficile d'accepter un extrait d'un article sans en avoir la source.

M. Gravel: En fait, c'est de notoriété publique et si vous fouillez un peu dans ce que je viens de vous dire là, vous allez le trouver facilement. C'est public.

Mr. Skelly: Okay. That was not the question. We do have the things that were in the public forum and the material. I think that is probably the same reference that we had. But since the point was raised we have in fact managed to identify individuals who do make a connection, but were unable to find them. Hopefully, before this sits we will place their names before the committee. In your capacity as a group that has investigated it, have you found individuals in those corporations who link back directly, so that we could bring individuals before this committee to talk to us? You do not have names at this point?

Mr. Gravel: We have names, but we are not too sure of their connection at the time. We know they were at such a place or another place, but what they were doing there, we do not know exactly.

Mr. Skelly: Discussion after.

Mr. Gravel: Yes.

Thank you, Mr. Chairman.

• 1535

The Chairman: Okay.

Monsieur Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Je pense qu'il y a des moments où il est difficile de poser des questions parce que l'on est à la fois pris par un problème que l'on considère sérieux, et d'autre part on doit faire face à des responsabilités que la population nous a confiées en demandant

[Translation]

The Chairman: Mr. Gravel.

Mr. Gravel: On page 13 of the press release, filed at my request, it reads:

The Canadian Insulation Assistance Program has resulted in increased business for RAPCO Foam Inc., now known as Lorcon Inc. Since the takeover by the Crown corporation at the end of 1976, Innocan Investment has bought RAPCO Foam which is owned by the Canadian Development Corporation, the CN and Air Canada employees Pension Funds and the Caisse de dépôts du Québec.

The Chairman: Do you have the reference of that . . .

Mr. Gravel: It is from a study done in Quebec. I could provide you with the information. I do not remember off hand.

Mrs. Lamer: It is through our legal adviser . . .

The Chairman: Would you provide us with the reference? We can hardly accept a quote from an article without the source being identified.

Mr. Gravel: It is a well known fact. If you dig a little deeper, it should be easy enough to find. It is a matter of public knowledge.

M. Skelly: D'accord. Ce n'était pas là la question. Nous disposons de tous les documents publics. C'est sans doute la même source que la nôtre. Étant donné que le point a été soulevé, nous avons pu en effet identifier certaines personnes, ce qui nous a permis d'établir un lien, mais nous n'avons pu les rejoindre. Nous espérons pouvoir communiquer leur nom au comité avant la clôture des séances. En tant que groupe d'enquête, connaissez-vous le nom des personnes au sein de ces sociétés que nous pourrions enjoindre directement et convoquer à comparaître?

M. Gravel: Quelques-uns, mais nous ne sommes pas sûr des liens. Nous savons qu'elles étaient à tel ou tel endroit mais non pas ce qu'elles y faisaient. Nous ne le savons pas précisément.

M. Skelly: Nous pourrions en discuter?

M. Gravel: Oui.

Merci monsieur le président.

Le président: D'accord.

Monsieur Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

I think there are times where it is difficult to ask questions. It is possible to be quite concerned about an issue considered to be very important and at the same time have to face responsibilities which the population has asked us to assume in the

[Texte]

d'agir au nom du gouvernement canadien. Je pense qu'il faut essayer quand même de faire la part des choses.

Je voudrais d'abord vous demander, si je comprends bien votre orientation dans son ensemble c'est que si l'on vous disait cela coûte, je ne sais pas disons, à titre de chiffres que je lance comme cela en l'air, 75 milliards de dollars pour régler le problème, votre réponse serait 75 milliards..., trouvez-les, prenez-les n'importe où, coupez, faites n'importe quoi..., nous autres, ce qui nous intéresse dans le moment c'est ces 75 milliards, autrement..., le prix que ça coûte quel qu'il soit... Est-ce que je comprends bien, parce que j'ai lu et relu votre projet et je ne voudrais pas porter de jugement, alors je voudrais bien comprendre votre position?

M. Gravel: Si votre mère était à l'article de la mort et que ça coûtait \$100,000 ce serait quoi votre réponse?

M. Marceau: Si ma mère était à l'article de la mort, et si j'avais une responsabilité comme médecin, je l'opérerais mais je ne chargerais pas \$100,000.

Le président: Est-ce que vous avez une réponse? A qui voulez-vous adresser la question monsieur Marceau?

M. Marceau: N'importe qui!

Le président: Monsieur Nantel.

M. Nantel: Eh bien, en ce qui nous concerne, je pense que depuis le début on a prouvé, dans nos propositions, qu'on n'est pas là pour dire, que ça coûte n'importe quel prix et que les citoyens canadiens l'assument. Je pense que si vous regardez nos propositions concrètes, on analyse les solutions pour, qu'au gouvernement, ça coûte le moins cher possible; mais ce qui est clair, c'est qu'il faut endiguer le désastre national, il faut empêcher que les gens soient malades et le seul moyen, pour nous, c'est d'enlever la mousse, excepté dans certaines conditions où des gens nous disent qu'à cause de la structure de la maison, etc., ce serait très difficile, on accepte alors les mesures correctives. Premier point.

En ce qui concerne l'argent, déjà, le conseil consultatif par l'entremise de nos délégués a proposé à M. Ouellet et aux autres ministères concernés des équipes de «démoussage»; il n'y a rien qui a débouché encore là-dessus. Les équipes de démoussage c'est de l'argent qui est déjà là; je regarde au niveau des différentes régions, les programmes de développement communautaire, ça ne coûte pas cher au gouvernement, ils sont déjà là!

M. Marceau: Vous parlez de «démoussage»..., je voudrais bien comprendre: est-ce que vous parlez de «démoussage» sans enlever la mousse? De quoi parlez-vous exactement? Est-ce qu'il faut d'abord enlever..., faire le démoussage?

M. Nantel: Non. Le «démoussage», c'est très clair: il faut enlever soit le revêtement intérieur ou le revêtement extérieur selon les cas, enlever la mousse et ensuite procéder à la décontamination selon un processus de décontamination, et ensuite il y a la réparation, il s'agit de remettre les murs dans le même état qu'antérieurement. Alors l'étape du «démoussage» c'est l'étape d'enlèvement du revêtement extérieur et l'enlèvement de la mousse.

[Traduction]

name of the Canadian government. One must nonetheless try to tell right from wrong.

First, am I right in assuming that if you were told that the program would cost, let us say, \$75 billion, you would answer that if that is what it takes, then the money must be found, regardless of where it comes from or what the cost might be? Is that a sound interpretation of your submission? I have read it over and over and I do not want to pass a judgment, so I want to make sure I understand your position.

Mr. Gravel: If your mother were dying and \$100,000 were needed to save her, what would you say?

Mr. Marceau: If my mother were dying and I were the doctor treating her, I would operate but would not ask for \$100,000.

The Chairman: Can you answer the question? To whom is the question directed, Mr. Marceau?

Mr. Marceau: Anyone.

The Chairman: Mr. Nantel.

Mr. Nantel: As far as we are concerned, we have made a point since the beginning to make sure that everyone understood that we are not advocating that Canadians assume the full costs, whatever they may be. If you look at our proposals, you will find that we are putting forward suggestions which should cost the least possible to the government. One thing is sure, however, we must put a stop to this national disaster, and the only way we know how is by removing the insulation, except in certain conditions where, because of the structure of the house it would be very difficult. In such cases however there should be some remedial measures taken. That is the first thing.

As for the money, the advisory committee, through our delegates has already recommended to Mr. Ouellet and to the other departments to set up "defoaming," teams. Nothing has been done so far in this regard. The money is already invested at the local level. I am thinking about the community development. It would not cost the government very much. The money is there already.

Mr. Marceau: When you say: "defoaming", do you mean without removing the foam? What do you mean exactly? Is it a matter of first removing... defoaming?

Mr. Nantel: No. "Defoaming" means removing the interior or exterior covering, whatever the case may be. It means removing the foam and then proceed with decontamination and finally make the necessary repairs. It means putting up the walls again. Therefore, by "defoaming", I mean removing the exterior covering and the foam.

[Text]

M. Marceau: D'accord! Maintenant avez-vous envisagé la possibilité d'une solution dont on parle, je ne sais pas si elle va venir ou si elle est bonne ou non, je ne porte pas de jugement..., sur la possibilité d'au lieu d'avoir un «démoussage», procéder à une annulation de l'effet, parce qu'on parle depuis un certain temps qu'il y aurait un produit qui pourrait être découvert à plus ou moins brève échéance. Je ne sais pas s'il va l'être ou non. Je lance une idée-là, parce qu'on essaye de trouver justement des solutions.

Mme Lamer: Cher monsieur, les victimes vont accepter d'être encore une fois des cobayes pour une solution miracle chimique. Jamais et ça c'est à l'unanimité... On a été assez cobayes depuis une dizaine d'années; la seule solution pour régler le problème et de contamination et de corrosion..., ne m'envoyez pas quelque chose qui va annuler le premier gaz, d'abord vous ne les connaissez pas tous, encore, les gaz de la mousse; tout ce que l'on connaît c'est celui de l'urée formol; or, on sait qu'il y a d'autres gaz aussi. On dit..., la recherche n'est pas rendue là, on va les identifier. Vous n'enlèverez jamais le problème de corrosion tant que cet isolant-là va être là. Vous n'enlevez pas le problème, à savoir que c'est un mauvais isolant. Alors de toute façon il nous faut un isolant entre nos murs; que vous annuliez un ou deux gaz, jamais les victimes ne vont accepter une solution pour être encore une fois utilisées comme cobayes. Et ça c'est très clair et à même été accepté par M. Ouellet. On a fait demandé à M. Ouellet d'exprimer une position très claire: vous allez toujours respecter la demande des victimes, et ça restera toujours le choix des victimes. Si le choix de la victime c'est de dire: on enlève la mousse..., il va falloir le respecter. Et M. Ouellet, officiellement, nous a dit que oui il le respecterait. Alors, qu'on n'essaye pas de nous passer d'autres solutions chimiques miracles, ce sera toujours un refus catégorique de la part de toutes les victimes.

• 1540

M. Marceau: Autrement dit, vous avez une opinion définitive sur la solution qui semble être la meilleure. Quel que soit le rapport de ce Comité, même si des députés, différentes personnes et des témoins se réunissent et font des suggestions..., à l'avance vous nous dites: quelle que soit la suggestion que vous allez nous faire, on ne l'acceptera pas. Est-ce bien cela?

Mme Lamer: Quelle suggestion, monsieur? Cela fait un an et demi qu'on attend des suggestions. On en a fait nous, puis nous ne sommes pas des fonctionnaires payés à temps plein. On a fait des suggestions comme association. On s'est assis autour d'une table, on a réfléchi, on a médité, on est allé faire des sondages auprès des victimes, ce que vous n'avez jamais fait encore comme gouvernement. Et cela fait un an et demi qu'on attend que le gouvernement nous en fasse des propositions.

Or, à ce jour, la seule proposition que l'on nous a faite, c'est: prenez le \$5,000 puis nous, le gouvernement, on s'en lave les mains. On ne vous conseille pas, on ne prend aucune responsabilité face à la décontamination. On vous dit: prenez votre

[Translation]

Mr. Marceau: Thank you. Have you given any thought to another alternative being discussed? I do not know if it is practical, but it consists of cancelling the negative effects instead of defoaming. Apparently, there might be a product that could be used which would be available shortly. I do not know that for a fact but since we are looking at different possibilities, that might be an idea.

Mrs. Lamer: Sir, do you believe that the victims will accept being guinea pigs once again. Never. We are unanimous in that respect. We have been guinea pigs for ten years. The only solution is the one that will decontaminate and remove the corrosion. Let us not talk about something that will have the effect of cancelling out the first gas. For one thing, these gases have not all been identified. The only one we know is formaldehyde. It is known that other gases exist. Only time will permit us to identify them. The problem of corrosion will always be present as long as that insulation is there. The problem remains. It is not good insulation. But we need insulation between our walls. Sure it is possible to cancel out the negative effects of one or two gases. However, the victims will never accept a solution where they would again be used as guinea pigs. Even Mr. Ouellet agrees with this. We have asked Mr. Ouellet to state clearly his position. The choice of the victims should be respected. If it is to remove the foam, then the foam should be removed. Mr. Ouellet stated officially that the choice would be respected. We will always categorically refuse any miracle solution which would involve the use of some chemical product.

Mr. Marceau: In other words, you have a final opinion on the solution which seems best. No matter what report this committee makes, even if MPs, different persons and witnesses meet to make suggestions..., in advance you say to us: no matter what suggestion you make to us, it will not be accepted. Is that it?

Mrs. Lamer: What suggestion, Mr. Marceau? We have been waiting for suggestions for a year and a half. We have made some, and we are not paid, full-time public servants. We have made suggestions as an association. We have sat around a table, reflected, pondered, made surveys of the victims, which you have never done as a government. And we have been waiting for a year and a half for the government to make some proposals.

Now, to date the only proposal made to us is: take the \$5,000, then we, the government, will wash our hands of the whole thing. We will not advise you, we will not take any responsibility for the decontamination. We say: take your

[Texte]

\$5,000 puis fidez nous la paix! C'est la seule solution que le gouvernement nous a suggérée jusqu'à ce jour.

M. Marceau: Madame Lamer, je pense que vous pouvez très bien plaider votre cause, mais il ne faudrait pas que vous soyez trop amère non plus. Il faudrait quand même rendre justice...

Mme Lamer: On est un peuple très doux, monsieur...

M. Marceau: Oui, je sais. J'y vis, madame, et je sais ce que vous voulez dire lorsque vous dites cela. Je voudrais tout de même vous demander de reconnaître que le gouvernement, quand il donne les \$5,000, reconnaît à la personne le droit de poursuivre et ne l'empêche pas de recourir à d'autres moyens. Il ne faut tout de même pas exagérer, madame Lamer.

Mme Lamer: Vous nous donnez le droit de poursuivre, vous nous donnez le droit d'attendre 10 ans, monsieur...

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît! Laissez le député poser ses questions et on vous laissera lui répondre ensuite. M. Marceau a la parole.

M. Marceau: Alors, madame Lamer, ce que j'essaie de vous dire c'est qu'en face d'un problème humain très sérieux on essaie de trouver des solutions. Vous, vous réagissez comme une personne qui semble dire: nous, la solution, on l'a connaît parce qu'on connaît le problème. Vous connaissez probablement le problème mieux que je le connais. C'est pour cela que je veux que vous me renseigniez là-dessus. Mais pour ce qui est des solutions, j'essaie de vous dire: écoutez, on veut essayer de trouver une solution. Vous êtes d'accord sur le fait que ce doit être la moins chère... Et je vous demande de nous aider à trouver cette solution-là plutôt que de prendre une attitude qui est peut-être compréhensible parce que vous rencontrez ces gens-là beaucoup plus souvent que nous. Je ne vous blâme pas pour cela, mais il me semble qu'on pourrait essayer... Je vais vous poser une question qui me vient à l'idée et qui peut-être pourrait nous aider.

Le président: Posez une question précise, monsieur Marceau, il y aura peut-être moins d'émotivité de part et d'autre...

M. Marceau: Ah oui, il faut toujours préparer le terrain... Madame Lamer, quand vous dites, par exemple, que 70 p. 100 des gens ont des problèmes de santé, pourriez-vous me dire dans quelle catégorie se classent ces problèmes? Est-ce que ce sont des problèmes graves, légers ou moyens?

Mme Lamer: Soixante-quinze p. 100 des 4,000 dossiers familiaux qui ont été examinés par les médecins des services de la santé communautaire au Québec sont classés de modérés à très graves. Vous avez toute cette compilation au centre de toxicologie de l'Université Laval à Québec. Ces rapports sont disponibles. Le Dr Nantel vous en parlera sûrement lorsqu'il viendra témoigner.

M. Marceau: Au meilleur de votre jugement, est-ce que les problèmes sont plutôt modérés, graves ou légers?

Mme Lamer: Ils sont de modérés à très graves dans 75 p.100 des cas.

[Traduction]

\$5000 and leave us alone! That is the only solution that the government has suggested to date.

Mr. Marceau: Mrs. Lamer, I think that you can plead your cause very well, but you should not be too bitter either. Nevertheless, justice must be done...

Mrs. Lamer: We are a very gentle people, Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Yes, I know. I live there, Mrs. Lamer, and I know what you mean when you say that. Nonetheless, I would ask you to acknowledge that the government, when it gives the \$5000, acknowledges the person's right to take court action and does not prevent him from having recourse to other means. We must not exaggerate, Mrs. Lamer.

Mrs. Lamer: You give us the right to take court action; you give us the right to wait ten years...

The Chairman: Order, please! Let the member ask his questions and you will then be allowed to answer him. Mr. Marceau has the floor.

Mr. Marceau: Well, Mrs. Lamer, what I am trying to say to you is that faced with a very serious human problem we are trying to find solutions. You are reacting like a person who seems to say: the solution, we know it because we know the problem. You probably know the problem better than I do. That is why I want you to inform me about it. But as for the solutions, I am trying to say to you: listen, we want to try to find a solution. You agree that the solution found must be the least costly one... And I ask you to help us find that solution rather than adopt an attitude which is perhaps understandable because you encounter those people much more often than we do. I do not blame you for that, but it seems to me that we could try... I will ask you a question that comes to mind and which may help us.

The Chairman: Ask a specific question, Mr. Marceau, perhaps there will be less emotion on both sides...

Mr. Marceau: Ah yes, the ground must always be prepared... Mrs. Lamer, when you say, for example, that 70 per cent of the people have health problems, could you tell me into what category those problems fall? Are they serious problems, minor ones or somewhere in between?

Mrs. Lamer: Seventy-five per cent of the 4,000 family cases which have been examined by physicians in the community health services in Quebec are classified as moderate to very serious. You have all of this information at the Université Laval toxicology centre in Quebec City. These reports are available. Dr. Nantel will undoubtedly speak to you about them when he testifies.

Mr. Marceau: To the best of your judgment, are the problems rather moderate, serious or minor?

Mrs. Lamer: They are moderate to very serious in 75 per cent of the cases.

[Text]

Le président: Un instant, s'il vous plaît. M. Nantel desire faire un commentaire.

M. Nantel: Le document, qui a été photocopié et distribué relatant les déclarations du fonctionnaire du Centre de la MIUF à Québec, Me Dagenais, donne la compilation des chiffres; ce qui veut dire que 20 p. 100 des cas sont considérés comme étant graves et 52 p. 100 des cas sont considérés comme étant modérés. Alors, je pense que cela démontre l'ampleur du problème et qu'il est suffisamment important pour que l'on s'en occupe le plus rapidement possible.

M. Marceau: Monsieur Nantel, vous avez fait tout à l'heure un commentaire que j'ai bien apprécié. Vous avez dit que déjà en 1970, si j'ai bien compris, les problèmes que véhiculait la MIUF étaient déjà connus, semble-t-il. Ne pensez-vous pas que le problème qui nous préoccupe provient justement du fait que c'était connu, il y avait des contracteurs et d'autres personnes qui faisaient partie du comité, et que ce sont ceux qui normalement, en principe, savaient qu'il y avait des difficultés et ont poussé justement le comité à s'orienter dans ce sens?

• 1545

Il reste que fondamentalement, vous semblez reconnaître que les entrepreneurs et ceux qui étaient au courant des difficultés ont un rôle très important à jouer, indépendamment de la note à payer. Selon ce que vous venez de me dire, et c'est très impressionnant, c'était connu. Comment se fait-il que le gouvernement..., parce qu'un comité consultatif composé d'entrepreneurs, de représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, je pense, avait été organisé. Ne serait-ce pas là que remonterait le problème et la véritable responsabilité puisque que c'était déjà connu?

Le président: Monsieur Nantel.

M. Nantel: En fait, je disais tout à l'heure que depuis 1970 la mousse était sur le marché sans qu'il y ait eu de normes d'émissions par l'Office des normes. Donc, on l'utilisait très peu et sans faire de grande publicité. Je ne pourrais pas vous donner les chiffres là-dessus. Dans ces années-là, selon les informations que nous possédons, on remettait en cause la qualité isolante du produit et le fait qu'il rétrécissait de façon très importante. On remettait en cause son inflammabilité. Il existe des documents, et des notes émises par des compagnies ont circulé démontrant que la compagnie Rapco était rendue à un taux d'inflammabilité de 1,000, tandis qu'il devait être de 25., ou dans cette proportion-là.

Donc, en 1970, ce sont ces problèmes-là qu'on connaissait. Ce n'est qu'à partir de l'année 1977, si je me souviens bien, qu'on a commencé à se poser des questions au sujet des émanations de gaz, parce qu'aux États-Unis on recevait des plaintes et qu'au Massachusetts on était en train de faire une étude là-dessus. C'est à partir de 1977, 1978 surtout qu'on a commencé à parler des problèmes de santé. Il y a une famille qui doit venir me rencontrer au bureau demain matin. Deux médecins ont diagnostiqué qu'ils sont probablement allergiques à l'ensemble des produits chimiques à cause de la mousse. Cela fait sept ans qu'ils ont isolé leur maison à la mousse. C'est le

[Translation]

The Chairman: Just a minute, please, Mr. Nantel wants to make a comment.

Mr. Nantel: The document, which has been photocopied and distributed, containing the statements of the official from the UFFI centre in Quebec City, Mr. Dagenais, gives the compiled figures; which means that 20 per cent of the cases are considered serious and 52 per cent are considered moderate. So I think that that shows the extent of the problem and that it is important enough for us to deal with it as rapidly as possible.

Mr. Marceau: Mr. Nantel, you made a comment earlier that I greatly appreciated. You said that as early as 1970, if I understood correctly, the problems related to UFFI were already known, it would seem. Do you not think that the problem concerning us is precisely due to the fact that it was known, there were contractors and other people who were part of the committee, and that it is they who normally, in principle, knew that there were problems and therefore pushed the committee to move in that direction?

The bottom line is that you seem to acknowledge that the contractors and the persons who were aware of the problems have a very important role to play, regardless of who should pay the bill. What you just said is very significant. The problems were known. How is it that the government... because an advisory committee made up of contractors, federal and provincial representatives, I believe, had been set up. Is this not where the problem and true responsibility lie since the problems were known?

The Chairman: Mr. Nantel.

Mr. Nantel: Actually, as I said earlier, the foam had been on the market since 1970 and no standards had been set by the Standards Council. It was used very little and not widely advertised. I do not have any figures on this. In those days, according to our information, some questions were raised about the product's insulating quality and the fact that it shrunk substantially. Its flammability was also questioned. Documents and statements issued by companies show that Rapco's product had reached a flammability rating of 1,000 when it should have been somewhere around 25.

Therefore, these problems were known in 1970. If I remember correctly, it was only in 1977 that questions on gas emission began to arise when complaints were received in the United States and a study was being carried out in Massachusetts. It was in 1977, and especially in 1978, that the matter of health problems arose. I will be meeting a family in my office tomorrow morning. Two doctors have diagnosed that they are probably allergic to chemical products in general as a result of the foam. They insulated their house with the foam seven years ago. Theirs was the first case reviewed by the victim's committee. It is a very interesting case. The whole family is

[Texte]

premier cas dont la Fédération des comités de victimes a eu à s'occuper. Je pense que c'est un cas très intéressant à analyser. Toute la famille est allergique. Ils ont enlevé les quatre murs de leur maison et cette famille-là n'a pas d'argent. Ils n'ont même pas fait appel à des avocats afin d'entreprendre des poursuites; ils n'ont pas d'argent. Ils ont enlevé les quatre murs carrément, complètement. Ils entrent des panneaux de contre-plaqué dans la maison, ils y sont allergiques. Ils entrent une espèce de tapisserie de vinyle pour mettre sur les tablettes, ils y sont allergiques. Ils sont en train de tout sortir de la maison, ils ne savent plus quoi faire, et ils n'ont pas d'argent.

Le président: C'est votre dernière question, monsieur Marceau.

M. Marceau: Est-ce que vous faites une distinction entre ceux qui ont suivi les normes ou les exigences que les entrepreneurs devaient suivre et ceux qui ne les ont pas suivies?

Je connais des cas, des gens de chez nous qui ont de belles maisons de brique qu'ils ont fait isoler avec ce produit-là, alors que c'était bien indiqué que c'était pour les maisons en bois et que ça ne devait pas être utilisé dans les greniers ni dans le sol. Est-ce que vous voyez une différence? Parce que quand on dit que ça coûte \$20,000 ou peut-être un peu moins, est-ce que la différence ne serait pas, justement, pour ces maisons-là qui ont été isolées à l'urée formol et qui avaient, évidemment, en raison de la brique, une situation différente? Cela ne veut pas dire que le produit n'était pas mauvais, je ne parle pas du produit lui-même, mais de la façon dont il a été posé.

M. Nantel: J'en suis sûr.

Le président: Seulement une réponse parce que si on donne trois réponses à une question, on va être à court de temps.

Monsieur Nantel.

M. Nantel: Très rapidement. Dans le document de la compilation au niveau des Basses Laurentides, c'est une question qu'on posait aux gens et dont on a fait un recoupement, c'est-à-dire qu'on essayait de voir si c'était une mauvaise installation.

On a pris les trois plus gros installateurs, Clogel, Val Royal et Gemini, qui ont isolé les deux tiers des maisons. Donc, je pense que ce sont les plus gros installateurs, et on retrouve: Clogel, 72 p. 100 des gens ont des problèmes de santé; Val Royal, 67 p. 100; et Gemini, 70 p. 100.

Fondamentalement, ce n'est pas une question d'installation. Cela ne veut pas dire que les installateurs ont tous fait leur travail comme il faut; ce n'est pas ce que je veux dire. Mais fondamentalement, le problème est la mousse d'urée formol. Initialement, c'est le produit qui est la cause et non pas principalement l'installateur. Et ces statistiques-là le démontrent.

• 1550

Le président: La raison pour laquelle je me suis objecté, monsieur Nantel, à reproduire votre document, c'est qu'il y a au bas du document un article d'un député qui n'appartient

[Traduction]

allergic. They have removed the four walls of their house and this family has no money. They have not even asked lawyers to initiate any actions; they have no money. They have completely removed the four walls. They installed plywood panels in their house and became allergic to the panels. They installed vinyl wallpaper on some shelves and became allergic to it. They are now taking everything out of their house. They do not know what to do and they have no money.

The Chairman: Your last question, Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Do you make any distinction between those who complied with the standards or requirements applicable to contractors and those who did not?

I know of cases, people in my area who have beautiful brick houses which they insulated with this product when it was clearly indicated that it was for use in frame houses and that it should not be used in attics or below grade. Do you see a difference? Because when you say that it costs \$20,000 or slightly less, is the difference not due to the fact that these houses which were insulated with urea formaldehyde were made of brick? This does not necessarily mean that the product was defective. I am not referring to the product itself but to the way it was installed.

Mr. Nantel: I am certain of this.

The Chairman: Only one answer please, because if we allow three answers per question, we will run out of time.

Mr. Nantel.

Mr. Nantel: Very quickly. The survey of the lower Laurentian region included this question and a cross-check was made to determine whether the installation was faulty.

We looked at the three largest installation contractors, Clogel, Val Royal and Gemini, who insulated two thirds of the houses. I believe they were the three largest installation contractors; with Clogel, 72 per cent of the people were found to have health problems; Val Royal, 67 per cent, and Gemini, 70 per cent.

Basically, installation is not the issue, which is not to say that all the contractors' work was perfect. The fundamental problem rests with the urea-formaldehyde foam. The product is the root of the problem and not the installation contractor, as the statistics show.

The Chairman: I had objections, Dr. Nantel, to reproduce your document, because at the bottom of the document there is an article by a member who does not belong to the Liberal

[Text]

pas à la famille libérale, et qui fait une promotion, parce que le gouvernement du Québec avait donné un chèque dans mon comté. Je ne voudrais pas enlever de crédibilité à votre document, et c'est la raison pour laquelle je me suis objecté à ce qu'on le mette en appendice.

Mr. Tessier: Cela ne veut pas dire que c'est pour cela qu'on s'est objecté...

Le président: M^{me} MacDonald.

Miss MacDonald: Thank you, Mr. Chairman.

I have three brief questions. The first is, again, just for clarification. On page 3 of your report, you use the figure 40,000 as the number of homes in which UFFI is installed in Canada. I have always heard a much higher figure than that. I wonder why you chose 40,000?

Mme Lamer: La dernière fois que l'on a rencontré au conseil consultatif des fonctionnaires du Centre de la MIUF, UFFI Centre, on nous a expliqué avec tout un beau dessin de statistiques que présentement, il y avait, d'enregistrer, 26,000 familles pour le programme d'aide au centre de la MIUF, et que d'après leur graphique, le maximum qu'il s'attendait à avoir d'enregistré, même si déjà la publicité était lancée, même si les gens pensaient avoir \$5,000 dans leur poche le lendemain qu'ils appelaient, était un maximum de 40,000 victimes.

Miss MacDonald: I understand exactly what you were told, but I think the context in which you used that 40,000 in your brief is perhaps misleading. I think it is a much higher figure than that. It may be that only 40,000 will apply for assistance, or less, but I think the figure has to be determined as existing anywhere between 80,000 and 120,000. Even the government admits that it is probably 80,000. So I just mention that in passing.

There is no doubt that the UFFI issue has been dramatically brought to the attention of the public by the activities of groups such as yourselves in the Province of Quebec. You have been, quite frankly, the most active, and have the largest number of committees. One of the problems elsewhere in the country, and we were talking about this earlier today, is that a lot of people are either reluctant to get into the debate, or simply do not know how. They are not aware whether there is UFFI insulation in their homes, or whatever. Could you, very briefly—and I do not want to go on too long on this—explain to us what you have done, as a group of 42 committees, which has excited such interest, so this can be seen and heard by other committees across the country and can help them to become as active as you are?

Mme Lamer: Bon..., ce qui nous a beaucoup aidé au Québec, c'est vraiment la structure même du Québec, en ce sens que l'on a utilisé une association de consommateurs, qui s'appelle l'Association coopérative d'économie familiale, et qui est une association à but non lucratif qui voit à tout ce qui concerne les consommateurs. Ils ont déjà sept bureaux régionaux d'implanter et bénévolement, ces associations-là, ont embarqué dans le mouvement, ont offert gratuitement leurs services. Déjà, ils avaient un service permanent, cinq jours par semaine. On a passé par les petites annonces de tous les

[Translation]

family, and who made a promotion, because the Quebec government had given a cheque in my circonscription. I do not want to reduce the credibility of your document; that is why I did not want it being annexed.

Mr. Tessier: It does not mean that is the reason why we objected...

The Chairman: Miss MacDonald.

Mlle MacDonald: Je vous remercie, monsieur le président.

Je désire poser trois courtes questions. La première n'a pour but que d'obtenir une précision. Votre rapport dit, à la page 3, que la MIUF a été utilisée dans 40,000 maisons au Canada. Je croyais ce chiffre beaucoup plus élevé. D'où vient ce chiffre de 40,000?

Mrs. Lamer: The last time we met at the advisory council officials of the UFFI Centre, we were explained with many statistics that 26,000 families were registered for their assistance program at the UFFI Centre, and that, according to their table, the maximum they were expecting for registration, even though publicity was launched, even if people were expecting an easy \$5,000, was 40,000 victims.

Mlle MacDonald: Je comprends parfaitement ce qu'on vous a dit, mais la façon dont vous utilisez le chiffre de 40,000 dans votre mémoire me semble porter à confusion. Il s'agit, selon moi, d'un chiffre beaucoup plus élevé. Il n'y en a peut-être que 40,000, et même moins, qui feront une demande d'aide, mais le nombre réel des victimes se situerait plutôt entre 80,000 et 120,000. Même selon le gouvernement, le nombre en serait de 80,000. Ce n'est qu'une remarque que je voulais faire.

Il est certain que ce sont les mouvements comme le vôtre, au Québec, qui ont sensibilisé l'opinion au drame de la MIUF. Et, il faut l'admettre, votre groupe a été le plus actif et c'est lui qui regroupe le plus grand nombre de comités. Dans les autres régions du pays, comme nous le disions aujourd'hui, on est très hésitant à prendre part au débat on ne sait pas comment s'y engager. On ignore la présence de MIUF dans sa maison, ou je sais trop. Pourriez-vous nous expliquer brièvement—je ne voudrais pas que nous passions trop de temps là-dessus—comment votre groupe de 42 comités a pu réussir à susciter tout cet intérêt. Cela pourrait aider les comités des autres régions.

Mrs. Lamer: What helped us a lot in Quebec was really the very structure of Quebec; we used a consumers' association, the *Association coopérative d'économie familiale* which is a non-profit association dealing with all matters concerning consumers. Already seven regional offices have been set up and these associations have joined the movement, have offered their free services. They already had a permanent service, five days a week. We told the victims, through local papers' small ads, that they could register at these services. There is also a branch in the Department of Social Affairs called Community

[Texte]

journaux locaux pour dire aux victimes qu'elles pouvaient se présenter à ces services-là, à ces bureaux-là pour s'enregistrer. Il y a aussi un organisme au ministère des Affaires sociales qui s'appelle le Service de santé communautaire qui eux aussi dans certaines régions ont offert bénévolement leurs locaux, ont donné des aides gratuites pour répondre au téléphone, pour faire de l'imprimerie. Chacune de ces régions-là s'est formée en petits groupes. Ils sont passés par les media d'information les plus locaux et ils se sont formés en comités. On a commencé par cinq petits comités qui se rencontraient tout à fait sans cérémonie.

• 1555

Je dois dire qu'Yves Nantel et moi, travaillons à plein temps depuis 18 mois. Les 10 premiers mois, c'était bénévolement, sans aucun salaire, mais on était toujours à plein temps.

Chaque ville a commencé à fonctionner de cette façon, et à un moment donné, nous avons été capables de former un conseil d'administration composé de chacun de ces représentants-là. Presque tout le travail est fait bénévolement par des victimes.

Miss MacDonald: That is extremely helpful; and I must say, I think it will be encouraging to groups in other parts of the country that they use the same kinds of administrative supports that are already there.

My final question has to do with the suggestion you have made—and which I think is one of the most important things to be done—that we must achieve the step where certificates of decontamination are issued to all homeowners with UFFI, whether they are presently experiencing health problems or construction problems or gaseous problems in the home or whatever. There has to be some certainty restored so that if they sell their home, if they vacate it, if they move on, somehow or other down the road they are not going to be held legally responsible if something should develop in 40 years, as you mention in your brief.

Have you any direct thoughts as to how these certificates of decontamination can be put into effect? I think that is so very necessary.

Mme Lamer: Dans le programme de démoussage, de décontamination et de réparations que l'on propose au gouvernement fédéral depuis des mois, le processus est très simple. On demande qu'un inspecteur de la Société centrale d'hypothèques et de logement fasse une première visite chez la victime pour faire un devis des travaux à effectuer.

Deuxièmement, on demande des équipes qui feront gratuitement le démoussage. Ces équipes peuvent très bien partir de projets existants qui ont déjà des budgets. Par exemple, vous avez les projets de développement communautaire qui pourraient mettre sur pied des équipes qui recevraient une formation, au même titre que ces fameux contracteurs accrédités, pour aller enlever les matériaux et la mousse. Vous n'avez pas besoin d'être spécialiste pour aller enlever de la brique ou du gyproc. Ces équipes-là passent, elles enlèvent les matériaux. Vous avez ensuite un laboratoire mobile. Vous désignez dans

[Traduction]

Health Branch; they also in some regions offered their premises free, and gave free help for telephone answering and printing. Each of these regions has created small groups. They went through the more local media and they created committees. We started with five small committees who were meeting quite informally.

I must say that Yves Nantel and myself have been working full time for 18 months. The first 10 months it was free, without any salary, but still full time.

Each town has started working out this way, and at one point we were able to create a board with each one of these representatives. Most of the work is done free by victims.

Mme MacDonald: Voilà des précisions très utiles; et il sera encourageant pour les groupes des autres régions de savoir qu'ils peuvent utiliser les structures administratives déjà en place.

Ma dernière question—et c'est pour moi un des points les plus importants—concerne votre suggestion selon laquelle une attestation de décontamination serait remise à tout propriétaire d'une maison qui a été isolée à la MIUF, peu importe qu'il soit encore aux prises avec des problèmes de santé, de construction, d'émanation de gaz dans sa maison ou autre. Comme vous le dites dans votre mémoire, il est important de s'assurer que jamais, à la suite de la vente ou de l'évacuation de sa maison, un propriétaire ne pourra être tenu responsable de ce qui s'est produit par la suite, même après 40 ans.

Savez-vous exactement de quelle façon pourraient s'obtenir ces attestations? Je crois qu'elles sont tout à fait nécessaires.

Mrs. Lamer: In the removal, decontamination and repair program we have been proposing to the federal government for months, the process is quite simple. We ask an inspector from the Central Mortgage and Housing Corporation to pay a first visit to the victim and draw some specifications of the work to be done.

Then we ask for teams who will remove the foam without charge. These teams may very well be created from the existing projects who already have a budget. For example, you have the community development projects who could create teams who would receive a training, as would these so-called accredited contractors, to go and remove the materials and the foam. You do not have to be a specialist to remove brick and gyprock. These teams go and remove the materials. Then you have a mobile laboratory. You appoint in some regions of the province, for example, some private firms of laboratory who

[Text]

certaines régions de la province, par exemple, des firmes privées de laboratoire qui auraient un code de décontamination. Lorsque les victimes ont enlevé la mousse, leur plus grand problème est à moitié réglé. Ce qu'il reste, ce sont les matériaux qui demeurent dans la maison. Comment vont-ils savoir quelle concentration de contamination il reste dans le bois, par exemple? Cela se mesure en laboratoire.

Si on pouvait prendre des échantillons de votre bois, une fois la mousse enlevée, et les envoyer au laboratoire, au bout de 24 heures, les laboratoires pourraient se prononcer sur le degré de contamination immédiate de formaldéhyde du bois et sur le degré de contamination future du bois. Après avoir mesuré cette contamination-là, on peut tout de suite suggérer le traitement approprié. Est-ce que l'on suggère une application de bisulphite, une couche, deux couches, ou de l'ammoniac? À ce jour, ce sont à peu près les deux seules méthodes connues.

L'équipe fait la décontamination à partir de l'analyse, et on reprend un autre échantillon qu'on renvoie au laboratoire. Au bout de 24 heures, la firme privée peut dire si, oui ou non, la contamination est résorbée, si c'est sécuritaire et si on peut maintenant procéder à la fermeture des murs.

• 1600

A partir de ces résultats-là, vous êtes sûrs de pouvoir donner un certificat de décontamination, ce qui n'existe pas présentement. Présentement, vous avez des contracteurs dits accrédités qui font un travail comme n'importe quel autre contracteur, qui ne touchent pas du tout à la décontamination. Il arrive que dans une même maison, les ouvriers ont commencé à enlever la brique à un bout de la maison alors qu'à l'autre, on a déjà fait une application de bisulfite n'importe comment. On n'a pas vérifié la contamination des matériaux qui restent et déjà, à l'autre bout de la maison, on a fermé les murs. Six mois plus tard, ces victimes-là vont avoir autant de problèmes de santé si le bois et les matériaux sont contaminés comme ils l'étaient auparavant. Vous ne pouvez pas non plus donner de certificat de décontamination parce que vous n'avez rien vérifié.

Alors, nous, nous exigeons que le gouvernement fédéral mette cela sur pied au plus vite, parce qu'il y a maintenant des milliers de victimes qui dépensent \$15,000 ou \$20,000 et qui se retrouvent avec le même problème, parce que l'on n'a pas vérifié le degré de contamination.

Le président: Merci. Monsieur McCauley, suivi de M. Tessier.

Mr. McCauley: Mr. Chairman, I would, briefly, like to begin with a comment on some of the insinuations that members of the advisory council are in the hip pocket of the minister. When I look at the New Brunswick representative on the advisory board, Mr. Wentzell, who has been a harsh critic of the federal government—some of that criticism has fallen on my balding head—I, in the midst of that, often wished he were a lackey of the government. I think it is not entirely fair for people to make suggestions that this advisory board is not

[Translation]

would have a decontamination code. When the victims have removed the foam, their major problem is half-solved. What remains is the materials who are still in the house. How will they know what degree of contamination remains in the wood, for example? This is measured in laboratory.

If we could take samples of your wood, once the foam removed, and sent them to a laboratory, after 24 hours, the laboratories could determine the degree of immediate contamination of wood by formaldehyde and the future contamination of the wood. After that determination, the appropriate treatment can be suggested. Do we suggest to apply the sulphite, one coat, two coats, or ammoniac? Until now, these are about the two only known methods.

The team proceeds to the contamination following the analysis, and we take another sample that we send to the laboratory. After 24 hours, the private firm can say whether or not the contamination is over and if the walls can be closed.

With these results, you are sure of being able to give a decontamination certificate, which does not exist now. You have now contractors said to be accredited who do work like any other contractor, who do not deal at all with decontamination. It happens that in the same house, some workers have already begun to take the brick out at one end of the house when, at the other end of the house, they already have stated to apply some bisulphite any which way. There has been no check-up on contamination of the other materials which remain and then, the walls have been closed in at the other side of the house. Six months later, those victims will have just as many health problems if the wood and other materials are as contaminated as they were before. You cannot, either, give a certificate of decontamination because you have checked nothing.

So we insist that the federal government set this up as quickly as possible because there are now thousands of victims who spend \$15,000 or \$20,000 only to find themselves with the same problem, because the degree of contamination has not been checked.

The Chairman: Thank you. Mr. McCauley, and then Mr. Tessier.

Mr. McCauley: Monsieur le président, je voudrais commencer très brièvement par un commentaire sur les insinuations voulant que les membres du conseil consultatif sont dans la manche du ministre. Quand je pense au représentant du Nouveau-Brunswick auprès du conseil consultatif, M. Wentzell, qui a été un critique féroce du gouvernement fédéral, et certaines des critiques sont retombées sur ma tête chauve, je me dis que peut-être il serait moeux qu'il soit un valet du gouvernement. Je ne crois pas qu'il est très juste que les gens

[Texte]

effective in representing the views of UFFI homeowners throughout the country.

I would like to address a question to Mr. Nantel, if I might, and I would like to preface it by quoting to him an article from the Hamilton *Spectator* of Saturday, September 18, the headline of which is, "The Foam Home Scare is based on Myths". The article, very briefly, goes on to say that:

No scientific evidence exists to support the idea that formaldehyde causes asthma, cancer, or birth defects in humans. This is the conclusion of a consulting team after an exhaustive review of published scientific studies.

The appraisal was done for the *Spectator* by Dr. Mark McDermid, whose doctorate is in immunology, and Neil Johnston, a graduate of the Design, Measurement and Evaluation Program at McMaster. I wonder what Mr. Nantel's reaction is to that.

M. Nantel: Ecoutez, je pense que dans un dossier comme celui-là, tant aux États-Unis que dans d'autres pays et au Canada, il va y avoir des gens qui vont essayer de prouver l'aspect d'autres parties. Je sais que le Dr Newhouse que vous devez interroger a ce genre d'opinion; il croit que les émanations de gaz ne donnent rien parce qu'il n'y a rien de prouvé scientifiquement.

Nous, nous avons reçu beaucoup de témoignages des victimes, par téléphone ou par écrit, et les dossiers que nous avons compilés ont été confirmés par les dossiers du Centre de toxicologie du Québec; 4,000 dossiers ont été compilés. Ensuite, on peut analyser des études d'experts qui vont contrer complètement ce que vous m'avez signalé, et vous allez avoir une énorme pile de dossiers. On a des articles de revues et tout ce que vous voulez. Il y a des documents qui démontrent qu'il y a des symptômes qui se recoupent continuellement, toujours les mêmes symptômes; ce sont sensiblement les mêmes qui se recoupent.

Dans certains domaines, je pense, on ne pourrait pas tant s'aventurer et dire avec certitude qu'il y a des liens, mais il y a une série de problèmes allergiques, de problèmes d'irritation qui se répètent tellement souvent qu'on ne peut même pas les mettre en doute. Il est question de cancer, il est question de baisse immunologique de l'organisme. Cela nous fait peur parce qu'il y en a qui sont dans ces situations-là.

Alors, je pense qu'il faut vraiment s'arrêter. Il ne faut pas dire: eh bien, peut-être que ce n'est pas grave. Dans le cas des dangers de l'amiantose pour les travailleurs, dans les mines d'amiantose, combien a-t-il fallu de temps? Cela a pris 12 ans avant que l'on dise que c'était cancérigène. Eh bien, les premiers qui l'avaient affirmé, ils avaient raison! On n'a pas agi tout de suite. Combien de travailleurs actuellement sont pris avec l'amiantose et sont même décédés à cause de l'amiantose? On ne veut pas que la même chose se produise dans le dossier de la MIUF.

[Traduction]

disent que le conseil consultatif ne représente pas effectivement les opinions des propriétaires de maisons traitées à la MIUF par tout le pays.

Je voudrais poser une question à M. Nantel, si je puis bien et je voudrais commencer en lui citant un article du *Spectator* de Hamilton de samedi le 18 septembre dont la manchette est: «La psychose de la mousse est fondée sur un mythe». L'article assez brièvement, poursuit:

Il n'existe aucun témoignage scientifique qui appuie l'idée que la formaldéhyde cause l'asthme, le cancer ou des défauts de naissance. C'est là la conclusion d'une équipe de conseil à la suite d'un examen approfondi des études scientifiques publiées.

Cette appréciation a été effectuée à l'intention du *Spectator* par le docteur Mark McDermid qui est docteur en immunologie et par M. Neil Johnston, diplômé du programme de design, mesure et évaluation à McMaster. Je me demande quelle est la réaction de M. Nantel à cette affirmation.

Mr. Nantel: Listen, I think that in a record like that one, either in the United States and other countries or in Canada, some people will try to prove the viewpoint of other people. I know that Dr. Newhouse, whom you will question, has that opinion: he thinks that the gas emanations do not mean anything, because nothing has been proven satisfactorily.

As for us, we have received much evidence, by telephone or in writing, from the victims and the records we have compiled have been confirmed by the records of the Centre de toxicologie du Québec; 4,000 files have been compiled. We may also analyse studies from experts who will contradict everything that you have mentioned, and you will have an enormous pile of records. We have articles from magazines and everything else. There are documents that demonstrate that some symptoms repeat themselves, always the same symptoms, pretty well the same that repeat themselves.

In some areas, perhaps, we should not presume and say with certainty that there are links, but there is a series of allergy problems, problems of irritation that re-occur so many times that it is impossible to question them. There is the question of cancer, there is the question of the immunological decline of the body. This scares us.

I think we should stop right there. We must not say: well, perhaps this is not serious. In the case of the risk of asbestosis for the workers, in the asbestos mines, how long did it take? It took 12 years before anyone said it was carcinogenic. Well, those who said it first were right. This was not acted upon right away. How many workers did actually contract asbestosis and even died because of asbestosis? We do not want the same thing to happen in the case of UFFI.

[Text]

• 1605

Mr. McCauley: My second question, Mr. Chairman, will be addressed to Madam Lamer. I was wondering if she would review for the committee the proposed legislation and the regulations before consultation with the advisory board as opposed to what the program is now, in terms of the bill and in terms of the regulations.

Mme Lamer: Je regrette, je ne comprends pas bien la question.

Mr. McCauley: What I am getting at, Mr. Chairman, is it is my understanding that the consultative process with the advisory board has worked, contrary to some suggestions that it has not; that the original bill, and in particular the regulations, have been amended significantly after consultation with the UFFI homeowners. Is that correct?

Mme Lamer: Eh bien, tout ce que l'on a demandé, ce n'est pas inclus dans le programme ni dans les règlements. Si on veut jouer avec des virgules, oui, il y a des virgules qui ont été enlevées, il y a des points qui ont été modifiés. On a commencé avec des ébauches de règlements de 15 pages, puis on est rendu à quatre pages. Mais est-ce que l'on a ajouté ce qu'on a demandé? Non! Vous me dites que cela s'est bien passé. Où prenez-vous donc cela? On n'a jamais fait de conférence de presse, on n'a jamais été capables de faire de conférences de presse pour le dire. Au Québec, la Fédération fait depuis un mois des conférences de presse pour dire: non, ce n'est pas vrai que cela se passe bien, non, on n'a pas obtenu gain de cause. C'est pour cela que le conseil d'administration de la Fédération a pris position très clairement il y a quinze jours. Il a dit: ce programme-là ne répond pas du tout aux attentes, et on s'oppose à ce que le programme continue de cette façon.

Mr. McCauley: But I take it the short answer to my question is yes; anyway, yes, there were changes.

Madam Lamer, is it not a fact that the UFFI group in Quebec received financial assistance from the Department of Consumer and Corporate Affairs? Could you tell us how much that was?

Mme Lamer: En janvier de l'année passée, nous avons reçu \$40,000 du ministère de la Consommation et des Corporations. L'administration de ces \$40,000 a été votée à une réunion du conseil d'administration, et depuis une semaine, cette somme est complètement dépensée. Il y a eu \$25,000 qui ont été votés pour un secrétariat provincial, pour l'engagement de deux permanentes, moi et une autre victime, et les autres \$15,000 ont été distribués à 32 comités, parce qu'à ce moment-là, on avait 32 comités de victimes.

Mr. McCauley: Thank you.

Le président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Monsieur le président, toutes ces représentations, ce sont pour moi des représentations réelles, et je les accepte. Je n'ai pas de questions, mais je voudrais simplement dire à la Fédération que je pense que leurs points de vue seront utiles à notre Comité. Ce que l'on veut, c'est véritablement

[Translation]

M. McCauley: Monsieur le président, ma deuxième question est destinée à M^{me} Lamer. M^{me} Lamer pourrait-elle passer en revue pour nous les projets de loi et de réglementation avant consultation avec le Conseil consultatif et les comparer aux modalités actuelles du programme, par rapport donc au projet de loi et aux règlements.

Mrs. Lamer: I am sorry, I do not understand your question.

M. McCauley: Voilà ce que je voulais dire, monsieur le président: je crois savoir que le processus de consultation avec le Comité consultatif a produit des résultats, contrairement à ce que disent d'aucuns, en ce sens que le projet de loi initial, et je pense ici surtout aux règlements, a fait l'objet d'importantes modifications après consultation avec les propriétaires touchés par le problème. Me trompais-je?

Mrs. Lamer: In fact, what we have been calling for has not been included either in the program or in the regulations. Of course, some commas have been struck off, some elements have been modified. Originally, we had 15 pages draft regulations and we ended up with 4 pages only. However, had everything we had been calling for been provided for? No. You are telling me that the process has worked. Where did you get that information from? There has been no press conference, we have never been able to organize one to voice it. In Quebec, our federation has been saying for a month, at press conferences, no, this is not true, it has not worked, and we did not get what we wanted. This is precisely why the board of our federation has taken a very firm stand a couple of weeks ago by saying that the program did not at all match our expectations and that we were against it being continued as it had started.

M. McCauley: Je dois pourtant en conclure, pour résumer votre réponse, qu'effectivement il y a eu des changements.

Madame Lamer, n'est-il pas vrai que le groupe MIUF du Québec a reçu l'aide financière du ministère de la Consommation et des Corporations? Combien avez-vous reçu au juste?

Mrs. Lamer: In January last year, we received \$40,000 from the Department of Consumer and Corporate Affairs. Our board decided, at one of its meetings, how this grant was to be spent and, since that time, it has been spent. It had earmarked \$25,000 for a provincial secretariat, for hiring two full-time employees, another victim and myself, and the remainder \$15,000 has been distributed among 32 committees since, at that time, there were 32 home owners committees.

M. McCauley: Je vous remercie.

The Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Mr. Chairman, I would say that all these representations that are submitted to us are real and I acknowledge them as such. I have no question to ask, but I would simply like to tell the federation that I believe their point of view will be useful to us. We want in fact to ascertain

[Texte]

essayer de voir ce que l'on peut faire pour régler définitivement le problème et voir si le Comité peut être utile dans le sens de l'organisation d'une concertation pour arriver à trouver les moyens de le faire. Je vous félicite, et je suis de ceux qui acceptent votre rapport. Bien sûr, j'ai parfois de petites réticences, des serremments de coeur, mais si l'on ne dit pas ce que l'on a sur le coeur, on ne dira rien. Je vous ai compris.

Le président: Est-ce qu'il y a d'autres questions?

Madame Lamer, j'aimerais faire une remarque, si vous me le permettez. Je suis président du Comité, mais je suis également député. Le nom de Laval a été mentionné et je voudrais faire une petite rectification, si je peux me le permettre.

Monsieur Nantel, vous aviez un document que vous vouliez faire annexer au compte rendu, et une des raisons pour lesquelles je m'y opposais, c'est qu'à la dernière page, vous avez un communiqué de presse d'un député du Parti québécois, et je vous montre la photographie. Alors, je vous prierais... On a dit au début qu'on ne voulait pas faire de ce Comité un comité partisan. C'est la raison pour laquelle je me suis opposé à ce qu'on puisse identifier le Parti québécois à votre mémoire. C'est clairement établi d'après ce document-ci.

• 1610

Ecoutez, pour ceux qui ne l'ont pas vu... Il se trouve à part cela que c'est le député de mon comté.

M. Nantel: Puis-je me permettre...

Le président: Oui.

M. Nantel: Juste une précision. En fait, cela vient d'une coupure de presse, et le communiqué de presse était là, à la dernière page. Alors, on a tout simplement fait des photocopies de l'ensemble de l'article, sans se préoccuper du dernier article du journal qui ne concernait pas le problème de la mousse.

Le président: Madame Lamer, vous dites qu'on a pas fait de corrections. J'ai rencontré le groupe de la MIUF à Laval cet hiver en présence de M. Gravel, et j'ai reçu un témoignage de félicitations des membres de votre comité. Vous n'avez pas mentionné cela. J'ai fait état de cela dans un discours à la Chambre le 27 juillet; j'ai ici le texte officiel et j'ai le télégramme d'un de vos comités félicitant le ministre Ouellet d'avoir apporté des corrections à la suite de la rencontre à laquelle M. Gravel a assisté un dimanche. Est-ce que c'est exact, monsieur Gravel?

M. Gravel: C'est exact.

Mme Lamer: Il a dû y avoir beaucoup de promesses de faites.

Le président: Je voudrais le mentionner, parce que vous n'avez pas signalé ces choses-là. J'ai ici les télégrammes et la lettre envoyés par un de vos comités. A ce moment-là, on avait communiqué avec vous le dimanche, parce qu'on voulait que l'on s'oppose à l'adoption du projet de loi. Ensuite, on a dit que si on s'opposait, cela ne donnerait pas les \$5,000 aux victimes.

[Traduction]

what can be done to solve this problem once and for all and whether this committee could have a useful role to play in terms of organizing a joint approach in order to arrive at such a solution. I commend you and I am among those who fully acknowledge and accept your report. Of course, I am sometimes somewhat reluctant, but when one does not voice his or her deep concerns, nothing will ever be aired. I understand you.

The Chairman: Are there any other questions?

Mrs. Lamer, with your permission I would like to add a comment. I chair this committee but I am also an elected member of Parliament. The city of Laval has been mentioned and I would like, with your indulgence, to straighten the record.

Mr. Nantel, you had this document that you wanted appended to our minutes of proceedings, and one of the reasons why I objected to it was the fact that, on the last page, there was this press release from a *Parti québécois* MLA, of which this is a photostat. I would thus like you to... We have said at the outset that we did not want our committee to become partisan and this is precisely why I objected to the fact that your brief could somehow be identified with the *Parti québécois*, which is obvious according to this document.

Listen, for those who have not seen it... it happens to be the representative of my riding.

Mr. Mantel: May I...

The Chairman: Yes.

Mr. Nantel: Just one detail. In fact, this comes from a press clipping and the press release was there, on the last page. The entire article was simply photocopied without regard to the last article which did not deal with the foam problem.

The Chairman: Mrs. Lamer, you say that no revisions were made. I met the UFFI people in Laval this winter with Mr. Gravel and I was congratulated by members of your committee. You did not mention this. I mentioned this in a speech in the House on July 27; I have here the official text as well as a telegram from one of your committees congratulating Minister Ouellet for his revisions following the meeting which was attended by Mr. Gravel on a Sunday. Is this correct, Mr. Gravel?

Mr. Gravel: That's correct.

Mrs. Lamer: There must have been many promises made.

The Chairman: I would like to mention this because you did not point out these things. I have here the telegrams as well as the letter sent by one of your committees. At that time, they contacted you on a Sunday because they wanted opposition to the passing of the Bill. Then, it was said that opposition would not help to obtain \$5,000 compensation for the victims.

[Text]

M. Gravel: Est-ce que je peux vous répondre, monsieur Roy, étant donné qu'on est concernés tous les deux?

Le président: Certainement.

M. Gravel: Lorsque vous avez assisté avec certains de vos confrères à l'assemblée de Laval, on a pris ensemble conscience des problèmes des victimes de la MIUF dans Laval et on a exercé de fortes pressions sur vous et vos confrères pour que vous puissiez, de votre côté, au conseil des ministres, exercer des pressions sur M. Ouellet pour qu'il accepte certaines de nos revendications. Vos pressions ont effectivement donné des résultats: M. Ouellet nous a promis de faire ces corrections-là, et c'était grâce à la rencontre qu'on avait eue avec vous et vos confrères. Par contre, ce que je dois mentionner, c'est que les promesses que vous avez extirpées à M. Ouellet, il ne les a pas respectées à ce jour.

Le président: Je termine sur cela, parce qu'il n'est pas encore 16h20. Vous avez mentionné qu'on reconnaissait..., et je pense que l'Alberta l'a mentionné aussi dans son mémoire, qu'il s'agissait d'un désastre national.

M. Gravel: Oui.

Le président: Le ministre a reconnu qu'il s'agissait d'un désastre national et, par la suite, j'ai communiqué avec votre comité. Est-ce que vous avez fait des demandes? Parce que s'il s'agit d'un désastre national comme une inondation ou d'autres désastres auxquels vous avez fait allusion, les provinces et le gouvernement canadien, en vertu d'un programme existant, peuvent à ce moment-là augmenter le budget, comme on a fait dans le cas des inondations. C'est basé sur la population de la province; la province contribue pour un certain montant et le gouvernement canadien contribue pour un montant identique. Vous n'avez mentionné aucune responsabilité en matière de désastre national au niveau des provinces.

M. Gravel: Disons qu'actuellement, il y a des démarches de faites dans ce sens-là, mais ce n'est pas complété.

Le président: Au-delà de la province?

Mme Lamer: Est-ce que je peux ajouter quelque chose?

Le président: Oui.

Mme Lamer: Avant de terminer, j'aimerais mentionner une autre chose que je trouve importante. Lorsqu'on a eu une réunion, la première de toutes, avec le Conseil consultatif, il y avait un représentant du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social qui était présent, et on lui avait demandé ce que le ministère avait fait jusqu'alors pour la recherche scientifique sur l'aspect santé. Le monsieur nous avait remis une liste de 12 subventions. La liste donnait uniquement le nom de l'organisme, le montant donné et la matière de recherche, et il nous avait dit que, sauf pour les trois derniers noms, cette liste-là était officielle et que c'était final: les subventions avaient été données. Or, avec le Dr Nantel, du Centre de toxicologie du Québec, on a simplement appelé les quatre premières personnes qui étaient au Québec. J'ai souvent fait des demandes au Conseil consultatif pour qu'on nous donne non seulement le nom du médecin, mais aussi le nom de l'organisme ou de l'hôpital pour pouvoir communiquer avec ces

[Translation]

Mr. Gravel: May I answer, Mr. Roy, since we are both involved?

The Chairman: Certainly.

Mr. Gravel: When you attended the meeting in Laval with some of your colleagues, we learned together about the problems of UFFI victims in Laval and pressure was exerted on you and your colleagues in order that, in Cabinet, you might influence Mr. Ouellet to accept some of our demands. Your action produced results: Mr. Ouellet promised to make revisions thanks to our meeting with you and your colleagues. On the other hand, I must point out that the promises you extracted from Mr. Ouellet have not yet been kept.

The Chairman: I will close this matter because it is not yet 16:20. You have mentioned that this is considered to be a national disaster. I think that Alberta has mentioned this in its brief.

Mr. Gravel: Yes.

The Chairman: The minister agreed that this is a national disaster and, subsequently, I contacted your committee. Have you made any demands? Because, if this is considered to be a national disaster like a flood or other disaster to which you refer, the provinces and the Canadian government may, under an existing program, increase the funding as in the case of flooding. This is based on the population of the province. The province contributes a certain amount which is matched by the Canadian government. You did not mention any provincial responsibility in matters of national disaster.

Mr. Gravel: Let me say that, at the present time, steps are being taken in this direction but they have not been finalized.

The Chairman: With the province?

Mrs. Lamer: May I add something?

The Chairman: Yes.

Mrs. Lamer: Before we close, I would like to mention one other thing that I deem important. At our very first meeting with the advisory committee, a representative from Health and Welfare was present and we asked him what the department had done to date in the area of scientific research regarding the health aspect. The person in question handed us a list of 12 grants. The list showed only the name of the organization, the amount of the grant and the subject of research. He told us that, except for the last three names, the list was official and final; the grants had been awarded. With Dr. Nantel of the Centre de toxicologie du Québec, we simply telephoned the first four names in Quebec. I have often requested the advisory committee to provide not only the name of the doctor, but also the name of the organization or hospital in order that we may be able to contact these people. We telephoned the first four names on the list and found out that not only was the list not final but they had been flatly and officially turned down.

[Texte]

gens-là. Les quatre premiers qui étaient mentionnés sur la liste, on les a appelés, et non seulement ce n'était pas final, mais ils ont eu un refus catégorique et officiel.

Alors, on voudrait savoir où sont ces sommes-là qui sont censées avoir été données pour la recherche médicale.

• 1615

Le président: Merci... Monsieur Skelly.

Mr. Skelly: I wonder if Madam Lamer might be able to answer this, because this has been a big item throughout the entire thing and I am not sure where the source of it was. At some point, and I believe it originated at a meeting in the Province of Quebec, the minister came out and made some statement about natural disaster compensation or funding. The impression we were left with when we explored it was that this is really a provincial situation, through an act of God. If they designate it as a disaster, the federal government will then share, and, as a matter of fact, that will trigger funds. We explored this with some of the provinces and some of the other homeowners' groups. As a matter of fact, we got it up a couple of times in committee, but it was never satisfactorily answered.

But the answers we did get from some of the provinces were that this definitely was not an act of God, it basically was an act of the federal government. It may in fact have been less than an act of the federal government, it may have been an act of a smaller number of cabinet ministers who influenced the implementation of this stuff.

One of the things that these hearings will develop is who was responsible for that, if we can. Can you comment on that? It appears to have originated from that meeting, and the responses that came back when we were asking people why they did not do it—they said, look, this is not an act of God, this is an act of the federal government, and ultimately it should be dealing with it.

Miss MacDonald: Sometimes the federal government confuses the two.

Mr. Skelly: Do you have a comment on where that originated?

An hon. Member: Stealing lines again, Flora.

Mme Lamer: Je pense que ce qu'on peut vous donner comme réponse n'est pas très satisfaisant. On a formé au Québec un comité interministériel qui s'occupait de l'ensemble du problème de la MIUF. Lorsqu'on a rencontré le président de ce comité, on lui a demandé pourquoi la province n'avait pas fait de démarches afin de déclarer qu'il s'agissait d'un désastre national. On nous a répondu très vaguement en utilisant les mêmes arguments que les vôtres, à savoir que ce n'était pas une catastrophe naturelle. Donc, on ne pouvait pas utiliser cette loi-là dans ce cas. Mais, les démarches n'ont jamais été plus loin que cela.

Mr. Skelly: Good, thank you.

[Traduction]

So, where is this money that is supposed to have been granted for medical research?

The Chairman: Thank you... Mr. Skelly.

M. Skelly: Je me demande si madame Lamer pourrait répondre à la question, parce que cela a été un sujet très discuté et je n'en connais pas la source. À un moment donné, je crois que c'était lors d'une réunion dans la province de Québec, le ministre a fait une déclaration au sujet de la compensation ou le financement des désastres naturels. Nous avons gardé l'impression, après avoir examiné la situation, qu'il s'agissait là surtout d'une question provinciale, même si c'était là un cas de force majeure. Si on les désigne comme étant des désastres, le gouvernement devra alors partager le coût, ce qui, de fait, donnera lieu au financement. Nous avons examiné cette question de concert avec certaines des provinces et certains des autres groupes de propriétaires de maisons. De fait, nous avons porté la question à l'attention de comités à plusieurs reprises, mais la question n'a jamais été vidée de façon satisfaisante.

Mais selon les réponses que nous avons obtenues des provinces, il ne s'agit définitivement pas de cas de force majeure; il s'agit d'une initiative du gouvernement fédéral. De fait, il peut s'agir ici moins d'une initiative du gouvernement fédéral mais plutôt l'initiative d'un groupe plus petit de ministres du Cabinet qui ont influé sur la mise en place de ce matériel.

L'un des faits qui ressortiront de ces séances est de savoir qui est responsable de la situation, si nous pouvons faire de la sorte. Pouvez-vous faire un commentaire à ce sujet? Il semble que l'idée ait pris naissance lors de cette réunion et ce que les gens nous ont dit lorsque nous leur avons demandé pourquoi ils ne l'avaient pas fait, était qu'il ne s'agit pas de cas de force majeure, mais plutôt d'une initiative du gouvernement fédéral qui devra, en dernière analyse, s'en occuper.

Mlle MacDonald: Le gouvernement fédéral confond parfois les deux.

M. Skelly: Avez-vous un commentaire sur la façon dont l'affaire a commencé?

Des voix: Vous plagiez de nouveau, Flora.

Mrs. Lamer: I think that what is being given you as an answer is not very satisfactory. A committee was created in Quebec on an inter-departmental basis to deal with the whole problem of the UFFI. When we met the chairman of this committee, we asked him why the province had not taken steps to declare that the situation was a national disaster. We were answered in very vague terms and told the same arguments as yours, namely that it was a natural catastrophe. Therefore we could not use that particular law in the case. But we never went any further into it.

M. Skelly: Très bien, merci.

[Text]

Le président: Le ministre lui-même a déjà mentionné à la Chambre que si les provinces demandaient au gouvernement canadien de considérer cette situation comme étant un désastre national qu'il serait prêt à étudier sérieusement cette requête si les provinces voulaient partager les coûts de ce programme. Cette déclaration a été faite à la Chambre.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I am afraid I should not have thrown it out, because it obviously was not an act of God, it was probably an act of the minister.

The Chairman: I thought you were asking the question to get an answer. That is why I made the comment.

Mr. Skelly: Well, I think it had to be put on the record, but nevertheless—

M. Tessier: Monsieur le président, si on se réfère, par exemple, à l'inondation dans les Cantons de l'Est du printemps dernier, théoriquement, il est certain que le gouvernement pouvait contribuer, mais on n'a pas été suffisamment inondé. Puis on n'a pas refait nos prières pour l'être même si cet acte vient d'En Haut. Alors, je pense que ce n'est vraiment pas le genre de programme. Il ne faut pas se conter d'histoires à ce sujet. Pour ma part, j'ai espéré qu'un de mes producteurs ait suffisamment de vaches mortes pour être éligible à une subvention, il en a perdu au-delà de 100, mais cela n'a pas réglé son problème ni le mien. Il y a des inondations depuis belle lurette et à ce jour, il n'y a pas eu de compensation d'aucune façon. Alors, ne prenons pas les catastrophes naturelles comme exemple type.

Le président: Lors des inondations de 1979, je pense, le gouvernement canadien a partagé avec les provinces les coûts des dommages causés par les inondations, et cela même à Laval. C'est la raison pour laquelle le désastre national a été mentionné. Actuellement, on parle d'une contribution de 110 millions de dollars de la part du gouvernement fédéral et ce montant-là serait excédentaire de \$1 pour chaque citoyen d'une province. Le montant excédentaire au Québec, par exemple, de 6 millions et demi de dollars, serait justement partagé par les gouvernements.

Je voudrais donc remercier nos témoins de la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec, M. Nantel, M^{me} Nicole Lamer et M. Jacques Gravel pour leur mémoire assez élaboré. Nous annexerons également les documents de M. Gravel et un autre document qui a été déposé. Merci.

• 1620

Nous suspendons nos travaux pour quelques instants. Nous poursuivrons ensuite avec le témoin suivant, M. Bill Tell, président du Groupe d'Etabicoke and the three other members from the delegation of Ontario.

• 1621

[Translation]

The Chairman: The minister himself has mentioned in the House that if the provinces were to ask the Canadian government to consider this situation as a national disaster it would be ready to discuss this request seriously if the provinces were willing to share the cost of the program. This statement was made in the House.

M. Skelly: Monsieur le président, je ne crois pas que je l'aurais rejeté, parce qu'il ne s'agissait évidemment pas d'un cas de force majeure, mais, plutôt et probablement d'une initiative du ministre.

Le président: Je pensais que vous posiez la question pour obtenir une réponse. C'est pour cette raison que j'ai fait le commentaire.

M. Skelly: Eh bien, je crois qu'il doit être enregistré, mais, toutefois...

Mr. Tessier: Mr. Chairman, if we refer for example to the flooding in the eastern townships of last spring, in theory it is certain that the government could help, but we were not flooded enough. Then again, we had not prayed enough to be flooded again, even if this comes from Heaven. So I do not think it is really the type of program. We must not fool ourselves in this connection. Personally, I had hoped that one of my producers would have had enough dead cows to be eligible for a grant; he lost more than 100, but this did not settle his problem, neither did it mine. There have been floods for a very long time but to this day there has never been any compensation of whatever kind. So let us not take natural catastrophes as typical examples.

The Chairman: At the time of the 1979 floods, I think, the Canadian government shared with the provinces the costs of damages done by flooding, and this even in Laval. This is why we are talking of national disasters. We are really talking of a contribution of 110 millions of dollars by the federal government and this amount would be more than \$1 per citizen of a province. The extra amount of six and a half million dollars, in Quebec, for example, would be shared evenly by the governments.

I would like now to thank our witnesses from the *Fédération des comités des victimes de la mousse d'urée* of Quebec, Mr. Nantel, Mrs. Nicole Lamer and Mr. Jacques Gravel for their rather elaborate brief. We will also file Mr. Gravel's documents and another document that has been tabled. Thank you.

Nous suspendons nos travaux pour quelques instants. Nous poursuivrons ensuite avec le témoin suivant, M. Bill Tell, président du Groupe d'Etabicoke and the three other members from the delegation of Ontario.

[Texte]

• 1631

The Chairman: Order. We will proceed with another brief, from Ontario. The HUFFI—Ontario member is Mr. Bill Tell, Chairman, Etobicoke Chapter. I am going to ask Mr. Tell if he wants to introduce his staff and to proceed with his brief as soon as possible.

Mr. Bill Tell (Chairman, Etobicoke Chapter, HUFFI—Ontario): Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to thank the committee for allowing us to be here, and the ladies and gentlemen who are here with it.

I would like to introduce Dr. Frank Spitzer, from Toronto; Pat Clark, from Scarborough; Dave Morrissey, from Scarborough; and of course Jack Henderson, from Kingston.

The Chairman: Welcome.

Mr. Tell: As time is running out and a lot of the testimony that was given flows into what we wanted to say, I am just going to hit very quickly on mine and then go on from there. But before doing that, I want it known that I am a member of the advisory council, and I must at this time indicate I support both what Robert Gahan and Madame Lamer did have to say about the advisory council. I think that should be made known.

The first thing I wanted to hit on was the program the government has now put into some formation in Bill C-109 and the regulations. I have to say with all honesty, it is a program of despair. It is a program that will induce severe hardship. It is not a program that will help the UFFI victims I have been in contact with.

I would like to summarize on that for a moment. The minister has introduced a program to give a victim the opportunity to qualify for \$5,000. Removal of UFFI from any brick structure—we are talking in a vast neighbourhood of \$20,000 to \$30,000 to \$40,000; it varies. For that homeowner to participate in this program, the Government of Canada is asking that homeowner to remortgage his house at a ridiculous rate of interest just to qualify for \$5,000. It will help the wealthy; the middle class, the people on pensions, fixed incomes, it will severely hurt.

Further down the line, I must indicate that I feel it is very discriminatory, because most victims cannot fall in the category by which they can even qualify, or even participate. In some provinces the program will remove UFFI. In the Province of Ontario, I am very sorry, it will not. Therefore the evenness of the program is not there. What I am saying is that in reality in some provinces it will remove it from a frame home, but in Ontario most homes are brick.

[Traduction]

Le président: A l'ordre. Nous allons entendre un autre mémoire, celui de l'Ontario. Le membre du groupe de la MIUF de l'Ontario est M. Bill Tell, président du groupe de Etobicoke. Je demanderais à M. Tell de nous présenter les membres de son personnel ainsi que son mémoire le plus tôt possible.

M. Bill Tell (président, Groupe d'Etobicoke, MIUF, Ontario): Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, j'aimerais remercier le comité de nous avoir permis d'être ici aujourd'hui, ainsi que ces dames et messieurs qui en sont membres.

J'aimerais présenter le Dr Frank Spitzer, de Toronto; Pat Clark, de Scarborough; Dave Morrissey de Scarborough; et bien sûr, Jack Henderson de Kingston.

Le président: Soyez les bienvenus.

M. Tell: Puisque le temps se fait court et qu'une grande partie des témoignages recourent ce que je voulais dire, je vais attaquer mes points très rapidement et je partirai de là. Mais auparavant, j'aimerais qu'on sache que je suis membre du conseil consultatif et je dois préciser ici que j'appuie les affirmations de Robert Gahan et de M^{me} Lamer au sujet du conseil consultatif. Je pense qu'il faut que cela se sache.

Le premier point auquel je voudrais m'attaquer c'est le programme que le gouvernement a mis sur pied en vertu du bill C-109 et les règlements y afférant. Je dois affirmer en toute honnêteté qu'il s'agit là d'un programme de désespoir. C'est un programme qui donnera lieu à des difficultés graves. Ce n'est pas un programme qui viendra en aide aux victimes de la MIUF que j'ai rencontrées.

J'aimerais parler à ce sujet pour un instant. Le ministre a mis sur pied un programme en vue de donner aux victimes la chance d'être admissibles au paiement d'une somme de \$5,000. L'enlèvement de la MIUF de toute structure de brique—nous parlons d'un montant approximatif de \$20,000 à \$30,000 à \$40,000; cela varie. Pour avoir accès à ce programme, le gouvernement exige de ce propriétaire de maison d'hypothéquer sa maison de nouveau à un taux d'intérêt ridicule aux simples fins d'être admissible au paiement de \$5,000. Cela avantagera les riches; quant à la classe moyenne, les gens à leur pension, les personnes à revenu fixe, ils en seront gravement affaiblis.

En outre, je dois affirmer que je pense qu'on fait preuve de discrimination marquée, parce que la plupart des victimes ne relèvent pas de la catégorie en vertu de laquelle ils peuvent seulement être admissibles ou participer au programme. Dans certaines provinces, le programme aura pour effet l'enlèvement de la MIUF. En Ontario, je regrette que ce ne sera pas le cas. L'uniformité du programme est donc inexistante. Ce que j'essaie de dire, c'est qu'en réalité, dans certaines provinces, le programme va permettre d'enlever la mousse d'une maison à charpente de bois, mais en Ontario, la plupart des maisons sont en brique.

[Text]

• 1635

I have great concern for the sick, the elderly, the children with whom I have been in contact, the people on fixed incomes, pensioners; and it is rather sad that we sit here today, almost two years down the line, still talking about coming up with a program to help. I have not even seen a program that will help.

I touched a little bit on brick homes and I have to go back to that, just for a moment. I am trying to get down very quickly. As of this day, nobody, but nobody, has convinced me or shown me a way to remove UFFI 100 per cent from a brick home, in spite of all the money we have spent from the government. I do not have that list here, Mr. Chairman; but I do have it, and it is available to you.

I am talking about great sums of money spent for research and development and whatever. To this day, I would love somebody to tell me how to take the UFFI 100 per cent out of my brick home, other than by completely destroying my walls.

Going from there very quickly, I have to ask—and, in fact, I beg—this government to come to the aid of the people who need them, the people who elected them. We need you now.

It is sad to think we are getting into a political wrangle; that is the one thing we do not want. We have always tried to stay away from a political wrangle. We are not trying to find fault with this one and that one and that one. All we are saying is for God's sake, we have a horrible disaster in the province and in the country; let us act now and do something before it is really too late.

Mr. Chairman, very quickly, I would like to say one more thing, and ask my colleagues to follow.

I would like to ask—and I recommend very, very strongly—that this committee have but one, and only one, bit of advice; and that is to insist the federal government act immediately, get its head together and remove the UFFI and take care of our sick. Please, I beg this of you.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Tell.

Now, we have Dr. Frank Spitzer, Chairman of the Toronto Chapter, HUFFI—Ontario.

Mr. Frank Spitzer (Chairman, Toronto Chapter, HUFFI—Ontario): Good afternoon, ladies and gentlemen. Thank you very much for allowing me to address you.

[Translation]

Je suis très préoccupé des malades, des personnes âgées, des enfants que j'ai rencontrés, les gens à revenu fixe, les retraités; et c'est un peu triste que nous soyons ici aujourd'hui, presque deux ans après, à parler d'un programme éventuel d'aide. Je n'ai même pas eu connaissance d'un programme susceptible d'apporter de l'aide.

J'ai parlé un peu des maisons en brique et je dois y revenir, pour un instant seulement. J'essaie de couvrir le sujet très rapidement. À ce jour, personne, absolument personne ne m'a convaincu ou ne m'a présenté une façon d'enlever la MIUF à 100 p. 100 d'une maison de brique, malgré tout l'argent que le gouvernement y a dépensé. Je n'ai pas la liste ici, monsieur le président, mais elle est en ma possession, et je peux vous la donner.

Je parle de sommes d'argent considérables consacrées à la recherche, au développement et que sais-je encore.

A ce jour, j'aimerais bien que quelqu'un me dise comment procéder pour enlever la MIUF à 100 p. 100 d'une maison de brique, autrement qu'en détruisant les murs complètement.

De là, très rapidement, je dois demander—et en fait, je supplie le gouvernement de venir en aide aux gens qui en ont besoin, ceux-là mêmes qui l'ont élu. Nous avons besoin de vous maintenant.

C'est regrettable de s'embarquer dans une dispute politique; c'est bien la seule chose que nous ne souhaitons pas. Nous nous sommes toujours efforcés de nous éloigner de la dispute politique. Nous ne cherchons pas à imputer la faute à celui-ci, celui-là ou cet autre. Tout ce que nous disons, c'est pour l'amour du ciel, la province et le pays sont placés devant un désastre horrible; agissons maintenant et faisons quelque chose avant qu'il ne soit vraiment trop tard. Monsieur le président, très rapidement, j'aimerais dire une autre chose et je demanderais à mes collègues de procéder ensuite.

J'aimerais demander—et c'est ce que je recommande très, très fortement—à ce comité qu'il se charge de donner un conseil mais un seul; c'est-à-dire qu'il insiste auprès du gouvernement fédéral pour qu'il agisse immédiatement, qu'il réfléchisse bien, qu'il procède à l'enlèvement de la MIUF et qu'il s'occupe de nos malades. Faites-le, je vous en supplie.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Tell.

Nous allons entendre maintenant le Dr Frank Spitzer, président du groupe de Toronto, MIUF, Ontario.

M. Frank Spitzer (président, Groupe de Toronto, MIUF, Ontario): Bon après-midi, mesdames et messieurs. Je vous remercie beaucoup de m'avoir permis de vous adresser la parole.

[Texte]

I believe you will have distributed to you a copy of the brief I prepared. It is entitled *An Outline of a Brief*. Unfortunately, I was not able to be present during most of the hearings today, so I do not know to what extent other presentations may have covered similar material. For that reason, I will go through the brief in relatively brief form and would welcome the opportunity to expand on any items of concern to you.

Unfortunately, the copies distributed to you have some minor grammatical, typing or other errors, and I ask your forgiveness. I have passed a corrected copy to the clerk, and it will presumably get used for transcript purposes.

I wish to report that I am a victim, and my entire family has suffered health problems which, today, we believe have been largely resolved as a result of removing the foam from our home. I think you should realize I make those statements. That colours my other statements, and you should understand from where I talk.

I will go through the brief. It is intended to follow the terms of reference of this committee.

Starting off, in literature published as early as 1945, it appears doubts were raised concerning the stability of foam, when used as an insulation in brick walls. There would appear to have been an oversight in the approval process.

In one of the texts I have read, the original application for the patent, listed in 1945 by a company called I.G. Farben, a German manufacturer, warned that formaldehyde off-gassing from this foam was a serious problem. Literature from other manufacturers gave similar cautions at the time the products were originally introduced.

• 1640

Furthermore, the insulation has proven to be neither as good as an insulator as originally anticipated nor the fire safeguard which it was advertised to be—as evidence the flammability which may be associated with unreported changes in formulation after approval of the product. The Hazardous Products Review Board heard testimony where manufacturers changed formulation of the product and subsequently became aware of the fact that it was now a substantial fire hazard. There have been legal cases in which warehouses insulated with foam became infernos when they started to burn, presumably as a result of that flammability. It is also worth commenting that there is a substantial list of countries—I presume you are aware of this—in which the material has been banned either for health or flammability reasons. The States of course are now very popular—recent—but Sweden, Israel, Russia are other countries where the ban has long been standing.

Up to the present time, little research of an authoritative nature has been documented with respect to the health effects

[Traduction]

Je crois qu'on va vous distribuer une copie du mémoire que j'ai préparé. Il est intitulé *An Outline of a Brief*. Malheureusement, je n'ai pas pu être présent à la plupart des audiences aujourd'hui, alors j'ignore dans quelle mesure les autres présentations recoupent la mienne. C'est pourquoi, je présenterai mon mémoire très rapidement et je serai très heureux d'élaborer plus avant toute question qui vous intéresse.

Malheureusement, les copies qui vous ont été distribuées comportent quelques petites fautes grammaticales, de dactylographie et autres, et je vous prie de m'en excuser. J'ai remis une copie corrigée au commis et je suppose qu'on verra à la faire transcrire.

J'aimerais me présenter comme une victime et que toute ma famille a souffert de problèmes de santé, qui, à notre avis, sont aujourd'hui résorbés en grande partie en raison du fait que la mousse a été enlevée de notre maison. Je pense que vous devriez bien entendre de ces affirmations. Car elles affectent mes autres déclarations, et j'aimerais que vous compreniez mon point de vue.

Je vais passer en revue mon mémoire. Il vise à respecter les attributions de ce comité.

Pour commencer, dans la documentation publiée dès 1945, il semble que des doutes aient été soulevés au sujet de la stabilité de la mousse, lorsque utilisée à des fins d'isolation dans des murs de brique. Il semble y avoir eu une lacune dans l'ensemble de procédé d'autorisation.

Dans un des textes que j'ai lus, la demande originale de brevet, présentée par une compagnie nommée I.G. Farben, un fabricant allemand comportait un avertissement à l'effet que les émanations de gaz de formaldéhyde issues de cette mousse constituait un problème grave. La documentation d'autres fabricants présentait des avertissements semblables au moment où ces produits ont été mis en marché.

En outre, l'isolation s'est avérée ni aussi efficace comme isolant comme on l'avait d'abord prévu ni aussi la protection qu'on lui vantait—à preuve, l'inflammabilité susceptible d'être liée aux changements de la formule non déclarés après l'approbation du produit. La Commission d'examen instituée en vertu de la Loi sur les produits dangereux a entendu des témoignages à l'effet que des fabricants avaient modifié la formulation du produit et par la suite, ont pris conscience du fait que le produit présentait un risque d'incendie élevé. Des causes ont été portées devant les tribunaux où des entrepôts isolés à la mousse sont transformés en un véritable enfer, le feu ayant été allumé, sans doute en raison de l'inflammabilité du produit. Il faut également préciser qu'il existe une liste importante de pays—je suppose que vous êtes au courant de cela—où le produit a été interdit soit pour des raisons de santé ou d'inflammabilité. Bien sûr, les États-Unis sont très populaires—récemment—mais la Suède, Israël, la Russie sont aussi d'autres pays où l'interdit a été décrété depuis longtemps.

Jusqu'à maintenant, peu de recherches autorisées ont été effectuées en rapport avec les effets sur la santé des résidents

[Text]

of living in UFFI homes. All published data which has been produced has been correlated with formaldehyde gas levels—formaldehyde alone—but there is ample evidence now available to suggest that correlation of observable medical symptoms from formaldehyde gas alone is irrelevant. According to a presentation which I recently heard, there are probably in excess of 200 by-products of the decomposition of the foam, and many of those products are themselves far more toxic than formaldehyde. I would like to ask this committee and the government and its agencies why it has been so adamant in pursuing a test program measuring formaldehyde in the full and conscious knowledge that it was a waste of time and of money and presumably it was giving misleading results anyway.

There were reports available in places . . . The U.K. is one classical example. There was a survey done of pathologists, and the incidence of cancer, lymphatic cancer specifically, in pathologists and the incidence of infertility in pathologists are dramatically higher than in any other profession.

Although research should probably be undertaken for the longer-term benefit, there is an immediate need to identify the homes which are apparently causing health problems. Treatment centres for the victims are required, as most doctors are unfamiliar with the symptoms and treatments related to chemical-induced illness. This has been a plea which I have launched ever since I have been involved with the homeowners' organizations, and I have heard plaintive cries over the phone from many homeowners that they have visited physicians and have complained of symptoms to be told that they are neurotic, they are psychotic, they definitely have no physical ills. This is high, high on our list of priorities in order to resolve this before people really become desperately sick.

Because of the uncertainty of the problems, remedial measures must be identified with certainty. Alternatively, the mechanism by which homes can be made safe through a removal procedure must be established. It is clear that some houses were particularly badly insulated and some houses were particularly unsuitable for the installation of foam in the first place. Research reports are suggesting that complete decontamination may not even be possible.

To put it mildly, there is an element of irony in the government having endorsed CHIP grant payments for homes which were never eligible because of their construction. The incidents around Toronto, southern Ontario, where brick-built homes are the norm, are but one example. Brick was never approved as a form of construction to be insulated with UFFI. On the other hand, most of the houses in our area are of brick-built construction. The foam should never have been installed when the ambient temperature fell below, I think, about 10 degrees Celsius at night, yet many installations were done in the winter. The material was never approved for

[Translation]

de maisons isolées à la MIUF. Toutes les données publiées produites jusqu'à maintenant portent sur les niveaux de gaz de la formaldéhyde—soit la formaldéhyde seule—mais on possède amplement de preuves maintenant qui indiquent que le rapport entre les symptômes médicaux attribuables au seul gaz de formaldéhyde est inapproprié. Selon une présentation que j'ai entendue récemment, il y a probablement plus de sous-produits issus de la décomposition de la mousse et beaucoup de ces produits sont eux-mêmes beaucoup plus toxiques que la formaldéhyde. J'aimerais demander à ce Comité et au gouvernement ainsi qu'à ses agences la raison pour laquelle ils ont été si inflexibles dans leur mise sur pied d'un programme d'essai de mesure de la formaldéhyde, en étant parfaitement et entièrement conscient qu'il s'agissait d'une perte de temps et d'argent, et supposément, qu'on en tirait des résultats trompeurs de toute manière.

Des rapports sur le sujet sont disponibles dans certains endroits. Le R.-U. est un exemple classique. Des pathologistes y ont effectué un sondage, et l'incidence du cancer, de cancer lymphatique en particulier, chez les pathologistes et l'incidence de l'infertilité chez les pathologistes y sont spectaculairement plus élevés que dans toute profession.

Bien que des recherches devraient probablement être amorcées afin d'être avantageuses à plus long terme, il faut identifier dès maintenant les maisons qui semblent causer des problèmes de santé. Il faut mettre sur pied des centres de traitement pour les victimes, la plupart des médecins n'étant pas familiers avec les symptômes et les traitements liés aux maladies engendrées par des produits chimiques. C'est un plaidoyer de propriétaires de maison, et j'ai entendu de tristes plaintes au téléphone de nombreux propriétaires de maison à l'effet qu'ils avaient rendu visite à leur médecin se plaignant de symptômes pour s'entendre dire qu'ils sont nerveux, psychosés, et qu'ils ne souffraient d'aucune maladie physique. Cette priorité figure en toute tête de liste, en vue d'une solution avant que les gens deviennent désespérément malades.

Vu l'incertitude des problèmes, les mesures correctives doivent être identifiées de façon certaine. Par ailleurs il faut établir le mécanisme qui permettra de rendre les maisons sûres par l'enlèvement de la mousse. Il est clair que certaines maisons ont été particulièrement mal appropriées à l'installation de la mousse. Des rapports de recherche indiquent qu'une décontamination complète serait peut-être même impossible.

Sans exagérer, il y a une certaine ironie du fait que le gouvernement a appuyé le paiement de subventions du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, pour des maisons qui n'avaient jamais été admissibles en raison de leur construction. Les incidents relevés dans les environs de Toronto, le sud de l'Ontario, où les maisons en brique représentent la norme, ne sont qu'un exemple. La brique est un mode de construction qui n'a jamais été approuvé comme pouvant être isolé à la MIUF. D'autre part, la plupart des maisons dans notre région sont en brique. La mousse n'aurait jamais dû être installée lorsque la température

[Texte]

installation below grade, and yet people have it below grade and in cathedral ceilings.

My own house—and I am able to quote from its experiences better than most—has most of those problems, and yet I had a CHIP grant inspector come and inspect my house before I received my subsidy.

The number of homes reporting to the UFFI centre is one of the terms of reference which was clearly a concern to your committee, and the difference between the numbers there and the number of homes insulated is at variance, in my opinion, for many reasons. Among the reasons is the identification of homes which have problems as opposed to the homes which are insulated. In other words, some people have yet to wake up to the fact that they have problems. There are many people for whom the foam has not yet caused problems, but as time progresses an increasing number of those apparently stable installations are becoming unstable.

• 1645

Many people in the Toronto area have been accusing us of scare tactics when we warned that they may become sick as a result of this material in their walls. Several of them have subsequently called me and have reported that they are now living in tents in their gardens or garages or other unpleasant temporary accommodations because the house has become uninhabitable to them. What is not clear and what nobody has studied is whether this is the result of long-term exposure during which time people's sensitivity increases, or whether the foam suddenly starts to break down under certain conditions. Both mechanisms are probably at work.

As these cases of instability increase, more people are coming forward. I have mentioned to many people that I believe the government has the necessary records in fact to elicit that information, rather than to wait for homeowners to come to the government. Government records, for example, through CHIP grants should show the number of homes insulated under that program alone. The government also has the mechanisms available to subpoena the records from manufacturers or from installers. Many people are reluctant to come forward because of fear of a stigma and some do not even know the nature of the material used for insulating their homes.

An area of concern that I have is public buildings. Public buildings which have been insulated with foam are a danger to all people who live or work in them. Examples of this facet of the problem include schools, office buildings, hospitals and the like, where people have no choice and are frequently quite ignorant of the cause of their maladies. Condominiums should be on that list as well, by the way.

[Traduction]

ambiante était au-dessous, je crois, de 10 degrés Celcius le soir, quoique beaucoup d'installations ont été effectuées en hiver. On n'a jamais approuvé l'installation du matériau par une température inférieure aux indications, et pourtant, les gens l'ont fait et on la trouve dans des toits cathédrale?

Ma propre maison—et je suis à même de parler de ces expériences mieux que la plupart—présente la plupart de ces problèmes, et pourtant un inspecteur des subventions du PITCR est venu chez moi en effectuer l'inspection avant que je reçoive ma subvention.

Le nombre de maisons qui font rapport au centre de la MIUF constitue une des attributions qui était nettement une des préoccupations de votre Comité, et la différence entre leur nombre et le nombre des maisons isolées varie, à mon avis, pour de nombreuses raisons. Parmi elles, on compte l'identification de maisons qui présentent des problèmes par opposition aux maisons qui sont isolées. Autrement dit, certains ne sont pas encore conscients du fait qu'ils ont des problèmes. Pour beaucoup de gens, la mousse n'a pas encore causé de problème, mais à mesure que le temps passe, un nombre croissant d'installations apparemment stables se révèlent instables.

Beaucoup de gens dans la région de Toronto nous accusent de recourir à des tactiques alarmistes lorsque nous avons émis un avertissement qu'ils risquaient de devenir malades en raison de la présence de ce matériau dans leurs murs. Plusieurs m'ont téléphoné par la suite et m'ont affirmé qu'ils vivent désormais dans une tente dans leur jardin ou dans leur garage ou autre logement temporaire désagréable parce que leur maison était devenue inhabitable. Ce qui n'est pas clair et ce que personne n'a étudié, c'est de savoir s'il s'agit du résultat d'une exposition de longue durée au cours de laquelle la sensibilité des gens accroît, ou si la mousse commence à se détériorer subitement dans certaines conditions. Les deux mécanismes entrent probablement en jeu.

A mesure que ces cas d'instabilité augmentent, plus de gens révèlent leur cas. J'ai signalé à beaucoup de gens qu'à mon avis le gouvernement possède effectivement les dossiers nécessaires pour obtenir cette information, au lieu d'attendre que les propriétaires de maison en appellent au gouvernement. Les dossiers du gouvernement, par exemple, par l'entremise des subventions du PITCR, devraient faire état du nombre de maisons isolées en vertu de ce seul programme. En outre, le gouvernement dispose des mécanismes voulus pour imposer la production des dossiers des fabricants ou des poseurs. Beaucoup de gens sont hésitants à faire valoir leur cause par peur d'être stigmatisés et certains ne connaissent même pas la nature du matériau utilisé pour isoler leur maison.

Une des questions qui me préoccupent porte sur les édifices publics. Les édifices publics qui ont été isolés à la mousse constituent un danger pour toutes les personnes qui y vivent ou y travaillent. Par exemple, les écoles, les édifices à bureaux, les hôpitaux et autres établissements du genre, où les gens n'ont pas le choix et sont souvent assez ignorants de la cause de leurs

[Text]

Legislation which the government enacts must oblige such locations to be identified and to be repaired. Similar comments of course apply to rental accommodations in general. The homeowner groups who have special needs include those with language problems, health problems, and those with limited financial means.

Bill Tell has already given you comments, which I totally endorse, with respect to the problems encountered with the proposed government program. A group who are completely excluded are the owners of brick-built homes. So far owners of brick-built homes have been told that there are no means by which their property can be made safe. The foam was apparently a good investment and many people who have used it are now wishing to retire and to sell their homes. The catastrophe, be it owing to psychological stress or physical stress, is disastrous. I do not know whether you want some explanations of what all that means, but in the case of brick-built homes, I find the government actions incomprehensible. The government documentation which has come out of the UFFI centre and NRC has addressed only the issue of wood-frame homes.

Again—I suppose I am being selfish—in southern Ontario that does nobody very much good.

Miss MacDonald: And eastern Ontario.

Mr. Spitzer: Eastern Ontario also. Fine, yes, I beg your pardon. I regard eastern as southern. I did not say "south-central"; I said "southern".

The problem there is that my bitterness goes a little further. I sat down—and again I am speaking personally—with people at NRC and evolved what appeared to be a valid remedial procedure, which I then employed on my own property. With NRC's permission I have inscribed it "distributed with and prepared in co-operation with NRC." Mr. Roberts, the Minister of State for Science and Technology, refuses to allow NRC to distribute it and has refused to allow an acknowledgement of its existence. I find that disturbing. If I am being outspoken, you will have to forgive me.

Moving onward, the whole conduct of the Hazardous Products Review Board report is, as of today, unknown to me except for the government admission that the material should be permanently banned. At the time of writing, therefore, and now of speaking, little can be commented on specifically, except to state that most of the evidence suggesting that the foam was in fact good related to perfect house construction or perfect formulation, or was dealing with levels of formaldehyde alone, ignoring the presence of other products of decomposition. Reports regarding long-term effects were not available to the Hazardous Products Review Board.

[Translation]

maux. Les condominiums doivent aussi figurer sur la liste, soit dit en passant.

La législation que le gouvernement décrète doit obliger ces emplacements à être identifiés et à être réparés. Des commentaires semblables valent évidemment pour les logements loués en général. Les groupes de propriétaires de maison qui ont des besoins spéciaux sont ceux qui ont des problèmes de langage, des problèmes de santé et ceux dont les moyens financiers sont limités.

Bill Tell vous a déjà présenté ses commentaires que j'appuie entièrement, au sujet des problèmes causés par le programme gouvernemental proposé. Un groupe de personnes qui ont été complètement exclues: les propriétaires de maisons en brique. Jusqu'ici on a dit aux propriétaires de maisons en brique qu'il n'existe aucun moyen de rendre leur propriété sûre. Il semble que la mousse était un bon investissement et beaucoup de gens y ayant recouru. La catastrophe, qu'elle soit attribuable au stress psychologique ou physique, est désastreuse. Je ne sais pas si vous désirez des explications sur la signification de tout cela, mais dans le cas des maisons en brique, à mon avis, les mesures du gouvernement sont incompréhensibles. La documentation du gouvernement issue du centre M.I.U.F. et du CNR porte uniquement sur la question des maisons à charpente de bois.

Encore une fois... je suppose que je suis égoïste... dans le sud de l'Ontario, cela ne présente pas d'avantage particulier.

Mlle MacDonald: Et dans l'est de l'Ontario.

M. Spitzer: Dans l'est de l'Ontario également. Oui, certainement, excusez-moi. Je considère que l'est, c'est également le sud. Je n'ai pas dit le «centre-sud», j'ai dit le «sud».

Le problème c'est que mon amertume va un peu plus loin. J'ai rencontré... encore une fois je parle en mon nom personnel... avec des gens du CNR et nous avons élaboré ce qui semblait une mesure corrective valide, que j'ai ensuite appliquée sur ma propre propriété. Avec la permission du CNR, j'ai inscrit en rubrique «distribué avec et préparé en collaboration avec le CNR». M. Roberts, ministre d'État à la Science et à la Technologie, refuse d'autoriser le CNR de la distribuer et il refuse d'en reconnaître même l'existence. Cela me trouble. Si je suis trop franc, alors il faut me pardonner.

Si je poursuis, toute la préparation du rapport de la Commission d'examen instituée en vertu de la Loi sur les produits dangereux, en date d'aujourd'hui, quant à moi est inexistante, sauf que le gouvernement a admis que le matériau devrait être interdit en permanence. Au moment de la rédaction, en conséquence, et au moment où je m'adresse à vous, il y a peu de points précis sur lesquels on peut apporter des commentaires, si ce n'est d'affirmer que la plupart des preuves qui indiquent que la mousse était effectivement efficace en vue d'améliorer la construction d'une maison ou d'en perfectionner la formulation, ou en fait ne portait que sur les seuls niveaux de formaldehyde, ignorant la présence d'autres produits en décomposition. Aucun rapport sur les effets à long terme de la mousse n'ont été soumis à la Commission d'examen instituée en vertu de la Loi sur les produits dangereux.

[Texte]

• 1650

Lastly, but by no means least significantly, the frequent delays of the report have led to questions amongst all of us homeowners regarding the integrity of its contents. I am well aware of the fact that there is one physician in Ontario who is advocating that the material is in fact not a health hazard. I can only say that in each attempt that I or physicians who are familiar with the material have extended to meet with him personally and to debate the issue, he has refused such conversation. A program which was to have appeared with him was not aired, and he there gave an interview of his position. I do not know what he had to say.

Lastly, since the regulations concerning Bill C-109 are yet to be established, no detailed comments seem appropriate, except to confirm that the premise that \$5,000 is sufficient compensation is based, in my opinion, on ignorance, and the necessity for people who are already impoverished to lay out \$5,000 additional is an impossible requirement. I would regard it as an important function of this committee, or any other government agency, to try to address the problem whereby many well informed and concerned members of the public have congratulated all of us here, and I am sure many other homeowners, for the fact that the government is now providing a generous assistance program. I get that regularly and routinely from many people. I find it very disturbing that the government's public relations campaign is so efficient that it has blinded those people to the truth.

The Chairman: Thank you.

Now I am going to go to Pat Clark, HUFFI—Ontario, Scarborough.

Are you through?

Mr. Spitzer: I wanted to know, Mr. Chairman, how you want to function. The two gentlemen over there wish to speak as well. Do you want the three of us to finish our presentation and the committee then to ask... or you wish us to allow those two gentlemen to move in?

The Chairman: If the wishes of the members are that we ask all the witnesses to present their briefs, we will have the questions after the—

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): On a point of order, Mr. Chairman—

The Chairman: I did not know he wanted to introduce a brief.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, on a very brief point of order, and raising it at the earliest opportunity after Dr. Spitzer's presentation, I wonder if we could have his permission to make that document, *Remedial Measures for the Removal of Foam in Brick Homes*, available to this committee; because we have a copy of it.

Mr. Spitzer: I have a copy of it also.

[Traduction]

En dernier lieu, mais non le moindre, les retards fréquents du rapport ont suscité des questions chez nous tous propriétaires de maison concernant l'intégrité de leurs matériaux. Je suis très conscient du fait qu'il y a un médecin en Ontario qui soutient que le matériau en fait ne constitue pas un danger pour la santé. Je peux seulement affirmer que chaque fois que moi ou des médecins familiaux avec le matériau avons cherché à le rencontrer personnellement pour discuter de la question, il a refusé. L'émission au cours de laquelle on devait l'entendre n'a pas été diffusée, et il avait alors exposé sa position au cours d'une entrevue. Je ne sais pas ce qu'il avait à dire.

Enfin, puisque les règlements en rapport au Bill C-109 ne sont pas encore établis, aucun commentaire détaillé ne semble approprié, si ce n'est que la confirmation de la prémisse, voulant que 5,000 dollars constituent une indemnisation suffisante, et fondée, à mon avis, sur l'ignorance et la nécessité imposée à des gens déjà appauvris de dépenser un 5,000 dollars additionnel, constitue une exigence impossible. Je considère comme une fonction de chercher à étudier le problème alors que de nombreux membres bien informés et intéressés du public nous ont tous félicités ici, et beaucoup d'autres propriétaires de maison aussi, en raison d'aide généreux. C'est ce que j'entends souvent et de façon habituelle de beaucoup de gens. Cela me trouble grandement que la campagne de relations publiques du gouvernement soit si efficace qu'elle a fermé les yeux des gens devant la vérité.

Le président: Merci.

Je vais maintenant passer à Pat Clark, du groupe M.I.U.F. Ontario, de Scarborough.

Avez-vous terminé?

M. Spitzer: Je voulais savoir, monsieur le président, comment vous souhaitez fonctionner. Les deux messieurs ici aimeraient également être entendus. Est-ce que vous voulez que nous achevions notre présentation tous les trois et que le Comité pose ensuite... Ou voulez-vous que ces deux messieurs commencent dès maintenant?

Le président: Si les membres désirent que nous demandions à tous les témoins de présenter leur mémoire, nous entendrons les questions après le...

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Point d'ordre, monsieur le président...

Le président: Je ne savais pas qu'il voulait présenter un mémoire.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, un point d'ordre très bref, et aussitôt qu'il conviendra après la présentation du docteur Spitzer, je me demande si nous aurions sa permission de distribuer à ce Comité ce document *Remedial Measures for the Removal of Foam in Brick Homes*; parce que nous en avons une copie.

M. Spitzer: J'en ai une copie également.

[Text]

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Would it be agreeable to the committee that we arrange to have it photostatted and distributed to members of the committee?

The Chairman: Is it agreed? Agreed.

Now, I was asking Ms Pat Clark to present her brief on behalf of HUFFI—Ontario, Scarborough.

Ms Pat Clark (Chairman, Scarborough Chapter, HUFFI—Ontario): Thank you, Mr. Chairman.

I apologize in advance for my throat. I live in a UFFI home, and I have become so sensitized to cigarette smoke that when I am subjected to it for any length of time, I lose my voice. Unfortunately, many members here today were smoking.

You should have received a copy of my brief, which begins with a slightly over one page abstract. The contents of the brief are on the last four pages. I will therefore begin at the top of page 3.

Ladies and gentlemen, *mesdames et messieurs*, the Scarborough group asked to appear before this committee so that both the general and the particular concerns of the Scarborough group could be presented to the ultimate forum in the Canadian governmental system, the Canadian Parliament. Both the members of this committee and the witnesses who appear before it should never lose sight of the fact that the purpose of government is to work for the people and not to dictate to them. Our contention in Scarborough is that in the whole UFFI issue many elected representatives have ignored their responsibility to the electorate and have treated what is essentially a humanist issue in such a cavalier fashion that the legitimacy of our present government has been seriously undermined.

I will be addressing the more general issue. My colleague, Mr. Morrissey, will speak to several particular questions.

The UFFI question involves three levels of government: federal, provincial, and local. Our local government has responded to our lobbying by making recommendations to the province that it study the health and economic ramifications of UFFI and that the federal government pass buy-back legislation similar to that then in force in Massachusetts. This recommendation was forwarded to the federal government last October-November.

• 1655

It also charged the building and works committee to look into fire and safety issues involving UFFI homes. It did not, however, waive building permits, as was done in East York, nor did it post warning signs on the West Rouge Community Centre, an UFFI-filled public building, as we attempted to pressure it to do.

[Translation]

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Le Comité accepterait-il que nous prenions les dispositions pour le faire photocopier et distribuer aux membres du Comité?

Le président: Est-ce convenu? Accepté.

Maintenant, je demandais à M^{me} Pat Clark de présenter son mémoire au nom du groupe M.I.U.F. Ontario, de Scarborough.

Mme Pat Clark (présidente, groupe de Scarborough, M.I.U.F.—Ontario): Merci, monsieur le président.

Je m'excuse d'avance pour ma gorge. J'habite une maison M.I.U.F. et je suis devenue si sensible à la fumée de cigarette que, si j'y suis exposée pour toute période de temps, je perds la voix. Malheureusement, beaucoup de membres présents ici aujourd'hui fumaient.

Vous auriez dû recevoir une copie de mon mémoire, qui commence par un résumé d'un peu plus d'une page. Le contenu du mémoire figure dans les quatre dernières pages. Je commencerai donc au haut de la page 3.

Mesdames et messieurs... *Ladies and gentlemen*..., le groupe de Scarborough a demandé de paraître devant le Comité afin que les préoccupations générales et particulières du groupe de Scarborough puissent être présentées à la tribune ultime du système gouvernemental canadien, le Parlement du Canada. Les membres de ce Comité et les témoins qui y comparaissent ne devraient jamais perdre de vue le fait que le but du gouvernement consiste à travailler pour les gens et non d'en être le dictateur. A Scarborough, nous soutenons que, dans toute la question de la M.I.U.F., beaucoup de représentants élus ont ignoré leur responsabilité envers l'électorat et ont traité une question essentiellement humaniste de façon si cavalière que la légitimité de notre gouvernement actuel s'en trouve gravement minée.

Mes propos porteront sur la question de façon plus générale. Mon collègue, M. Morrissey, s'arrêtera à quelques questions plus particulières.

La question de la M.I.U.F. engage trois paliers de gouvernement: fédéral, provincial et local. Notre gouvernement local a réagi à nos pressions en faisant des recommandations à la province voulant qu'elle procède à une étude des ramifications pour la santé et l'économie de la MIUF et que le gouvernement fédéral adopte des dispositions législatives de rachat semblables à celles qui sont appliquées au Massachussets. Cette recommandation a été acheminée au gouvernement fédéral en octobre novembre dernier.

En outre, on y chargeait le comité de la construction et des travaux d'étudier les questions d'incendie et de sécurité touchant les maisons MIUF. La recommandation ne levait pas les permis de construction toutefois, comme on l'a fait dans East York, et elle n'imposait pas l'affichage d'avertissement au West Rouge Community Centre, un édifice public isolé à la MIUF comme nous avons tenté de le faire par nos pressions.

[Texte]

The Province of Ontario responded slightly less well to citizens' demands. Generally, taxes have been reduced by 75 per cent on most UFFI homes. A commitment to test every home in Ontario was terminated when the federal testing program was announced. A private member's bill designed to remove UFFI from every Ontario home was lost and what should have been a non-partisan issue was, in effect, politicized. The provincial government's stance has been that UFFI was, and is, a federal issue and that although they will apply pressure federally it is in the federal arena, and the federal arena only, that we can expect a solution to our problem. The federal response, however, has been woefully inadequate and designed to cover up the issue rather than to address the problem.

Essentially, the government has used five major mechanisms to deal with the problem: the board of review, the UFFI centre, the government program, the national advisory council, and this committee.

The board of review was struck because, legally, after the product was banned the industry and citizens had a right to make presentations, call witnesses and be cross-examined. The report of that committee, due at the end of February, has still to be released, eight months later, although the results indicate that the ban should be retained. I attended almost every sitting of that board in Toronto and we, the victims, and indeed the experts on living with this substance, gave evidence of the physical, emotional and economic strain of living with urea formaldehyde foam. Although the board was sensitive to the trauma such personal revelations have for ordinary citizens, we were ignored and abused by industry lawyers.

Administratively, the federal government failed adequately to advertise these meetings, did not provide the guidance promised for the homeowners, and held the forum in an hotel substantially inaccessible to Metro UFFI owners. In addition, several homeowners were turned away, with the excuses: "We have enough", and "There is no more room". No matter what the results of this board of review show, the federal government should be called to task for its administrative shortcomings in handling this situation.

At or about the same time the board of review started its hearings, the UFFI centre was set up in Ottawa. Instead of being an information-dispensing centre, it was and is an information-gathering centre. We need action, not information. All records of the centre prior to January 1982 were apparently destroyed. Why? Access to the centre via the hot line takes upwards of an hour—and that is steady dialing. I certainly do not appreciate being put on hold for 25 minutes with no indication that my call is still viable. Why has this been allowed to continue, despite continued complaints and counter-promises? Why are the operators often misinformed, frequently rude and insistent upon gathering the same information over and over again? This centre is expensive to operate. Could this

[Traduction]

La province de l'Ontario a répondu légèrement moins favorablement aux demandes des citoyens. En règle générale, les taxes ont été coupées de 75 p. 100 pour la plupart des maisons MIUF. On a mis fin à l'engagement à effectuer des tests sur chaque maison en Ontario lorsque le programme fédéral des épreuves a été annoncé. Un projet d'un membre particulier en vue d'enlever la MIUF de toutes les maisons en Ontario a été perdu et ce qui aurait dû être une question politique. La position du gouvernement provincial veut que la MIUF était, et est toujours, une question du ressort fédéral, c'est dans l'arène fédérale seulement que nous pouvons attendre une solution à notre problème. La réaction du gouvernement fédéral toutefois, a été tristement insuffisante et conçue pour camoufler la question plutôt que de la résoudre.

Essentiellement, le gouvernement a recouru à cinq grands mécanismes pour s'attaquer au problème: la commission de révision, le centre MIUF, le programme gouvernemental, le conseil consultatif national et ce Comité.

La commission de révision a été créée parce que légalement, après que le produit a été interdit, l'industrie et les citoyens avaient le droit de faire des présentations, d'appeler des témoins et de les contre-interroger. Le rapport de ce comité, qui devait être soumis à la fin de février, n'a toujours pas été émis, huit mois après, bien que les résultats indiquent que l'interdit devrait être maintenu. J'ai assisté à presque chaque audience de cette commission à Toronto et nous, les victimes et en fait les experts sur la vie quotidienne en contact avec cette substance, avons fourni les preuves de la tension physique, émotive et économique créée par la mousse d'urée-formaldéhyde. Bien que la commission ait été sensible au traumatisme que des révélations de cet ordre sont appelées à susciter chez le citoyen ordinaire, les avocats du monde industriel nous ont ignorés et même maltraités.

Au plan administratif, le gouvernement fédéral a manqué à sa tâche d'annoncer ces réunions, n'a pas fourni l'orientation promise aux propriétaires de maisons, et a organisé sa tribune dans un hôtel essentiellement inaccessible aux propriétaires MIUF de l'agglomération urbaine. En outre, on a renvoyé plusieurs propriétaires avec des prétextes comme: «Nous avons assez de gens», et «il n'y a plus de place». Peu importe les résultats que révèle la commission de révision, on devrait demander au gouvernement fédéral de rendre compte de ses lacunes administratives dans sa façon de traiter cette situation.

A la même date ou environ, où la commission de révision a commencé ses audiences, on procédait à la mise sur pied du centre MIUF à Ottawa. Au lieu d'en faire un centre de distribution de l'information c'était plutôt et c'est encore un centre de recueil d'information. Nous avons besoin d'action, pas d'information. Apparemment, tous les dossiers du centre antérieurs à janvier 1982 ont été détruits. Pourquoi? Pour avoir accès au centre par l'intermédiaire du service téléphonique ACTS il faut compter au-delà d'une heure, et cela en composant sans interruption. Je n'aime pas qu'on me mette en attente pendant 25 minutes sans savoir si on répondra ou non à mon appel. Pourquoi a-t-on permis que cela se poursuive, malgré les incessantes plaintes et les promesses renouvelées?

[Text]

money not better be applied to a removal program, as was suggested by HUFFI—Ontario in January 1982?

The present government program is a joke. It is apparently based on an attempt to exclude the maximum number of participants possible. Testing is expensive, does nothing to solve the problem, and wastes time and money. It is a stopgap, not a solution.

The remedial measures also leave a lot to be desired.

• 1700

By making total removal the criterion for reimbursement, most homeowners, at least in Ontario, are forced to take remedial measures as the only monetarily possible alternative. Despite rhetoric to the contrary, mortgages are not freely available, and in fact in most cases are impossible to obtain except for renewals at premium rates. Contractor training and monitoring is inadequate. Former installers are now reaping the benefits of foam removal, something the minister promised would not be allowed.

Application forms are extremely complex. Non-English-and-French-speaking victims, and the elderly, are totally confused by the affidavits. Most call the interest group in total frustration. How can this be allowed to continue?

Even if these problems were to be rectified, the paltry sum that is being offered is a disgrace. What is called for is a program based on removal, not number roulette. Living with UFFI is at best a nightmare. The long-term effects are as yet undetermined. How much longer will over a quarter of a million Canadians be forced to be human guinea pigs for an insensitive and uncaring government?

The national advisory council in turn must also be examined. These well-intentioned and hard-working individuals have been mercilessly toyed with by professional gamblers. Their attempts to have positive input have been thwarted by an administration only pretending to want their advice. They have been delegated to playing the role of a high-priced, genteel debating society while solutions are kept just beyond their grasp and our houses continue to deteriorate. Minor changes notwithstanding, this government is getting a program designed to its specifications and not those of the homeowners.

Finally, this committee must seriously consider its own mandate and responsibility. Surely five days of testimony and questioning is not enough, considering the medical, emotional

[Translation]

Pourquoi les opérateurs sont-ils souvent mal informés, souvent grossiers et insistants pour obtenir sans cesse les mêmes renseignements. Ce centre coûte cher. Cet argent ne servirait-il pas mieux à un programme d'enlèvement, comme le groupe MIUF. L'Ontario l'avait proposé en janvier 1982?

Le programme actuel du gouvernement est une farce. Apparemment il est fondé sur un effort en vue d'exclure le plus grand nombre de participants possible. Les tests sont difficiles, ne contribuent en rien à résoudre le problème et ils sont une dépense de temps et d'argent. C'est une panacée, non une solution.

Les mesures correctives laissent grandement à désirer également.

En établissant l'enlèvement total comme critère de remboursement, la plupart des propriétaires de maisons, en Ontario du moins, sont forcés de prendre des mesures correctives comme seule solution de rechange monétaire possible. En dépit des belles phrases à l'effet du contraire, les hypothèques ne sont pas si faciles à obtenir, et en fait dans la plupart des cas, elles sont impossibles à obtenir sauf pour des renouvellements à des taux préférentiels. La formation et le contrôle des entrepreneurs sont inadéquats. Les anciens poseurs touchent maintenant les profits de l'enlèvement de la mousse, chose que le ministre avait promis qu'il ne permettrait pas.

Les formules de demande sont extrêmement complexes. Les victimes non anglophones et non francophones ainsi que les personnes âgées, sont complètement embrouillées par les affidavits. La plupart ont recours au groupe de soutien lorsqu'ils sont complètement frustrés. Comment peut-on permettre que cette situation se poursuive?

Même si ces problèmes devaient être réglés, la misérable somme qui est offerte est une disgrâce. Ce qu'il faut, c'est un programme d'enlèvement et non une roulette russe. Au mieux, vivre avec la MIUF est un cauchemar. Les effets à long terme n'en sont pas encore connus. Combien de temps encore plus d'un million de Canadiens seront-ils forcés d'être les cobayes d'un gouvernement insensible et négligent?

Le conseil consultatif national à son tour doit faire l'objet d'un examen. Ces personnes bien intentionnées et travaillantes ont été traitées sans merci comme des jouets par des joueurs professionnels. Leurs efforts en vue d'une contribution positive ont été contrecarrés par une administration qui faisait mine seulement de réclamer leurs conseils. Ils se sont vu déléguer le rôle d'une société combative hautement évaluée, et élégante, alors que les solutions étaient tenues à peine à leur écart pendant que nos maisons continuaient de se détériorer. Malgré des changements mineurs, le gouvernement réussit à mettre sur pied un programme conçu selon ses spécifications et non celles des propriétaires de maisons.

Finalement, ce comité doit étudier sérieusement son propre mandat et sa propre responsabilité. Il est certain que cinq jours de témoignages et de questions ne suffisent pas, compte tenu

[Texte]

and financial burdens this horror-between-the-walls is causing for over a quarter of a million Canadians.

You have an obligation and a responsibility, both to your constituencies and the UFFI victims, to give this issue a fair and comprehensive hearing. As a committee of Parliament, you are the only forum available to the Canadian people. You must not stand by and let this issue continue to be mishandled by the present administration. Everyone makes mistakes. Correcting government's mistakes is more costly than rectifying most errors. The mistake can be forgiven. What cannot and must not be tolerated is the attempted cover-up and the waste of public money in the failure to come to grips with this problem. This committee must try to make this government live up to its responsibility.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mrs. Clark. It is very clear, if you want to stay with us another week. I think we will ask the members if they wish to spend another week of intensive meetings here.

I am told we have some other witnesses to be heard. Mr. Morrissey.

Mr. David Morrissey (HUFFI—Ontario, Scarborough and Windsor Chapters): Thank you, Mr. Chairman.

Very well said, Pat.

I have been asked by Bob Evans of the Windsor, Ontario, chapter of HUFFI to submit some points on his behalf. There are two major points which he wants to place before the committee.

The first point concerns the statistical study being undertaken by the Windsor chapter to be submitted to the Ontario Minister of Health. In this study, medical files with names removed are being studied to see if there are any health changes due to UFFI exposure. The results show a statistically significant increase in antibiotic consumption following exposure to UFFI. Specific attempts have been made to avoid bias due to psychosomatic effects in the study, including separating the reporting of results for children under the age of three. Final copies of this report will be available in about two to three months and will be available through Mr. Evans.

The second major point raised by the Windsor chapter concerns the peculiar nature of the climate in Windsor. During the summer, temperatures often exceed 95 degrees Fahrenheit, and humidity is very high. The Windsor group ran its own testing of homes with open windows and doors in these summer conditions. They found very high readings, well in excess of the 0.1 parts per million suggested limit. In fact, Mr. Evans said to me last night they got levels of 3.0 parts per

[Traduction]

des fardeaux médicaux, émotifs et financiers que crée que cette horreur entre le mur pour plus d'un quart de million de Canadiens.

Vous avez une obligation et une responsabilité à l'endroit de vos circonscriptions électorales et des victimes de la MIUF de donner à cette question la juste place et l'attention qui lui reviennent. En votre qualité de Comité parlementaire, vous êtes la seule tribune offerte aux Canadiens. Vous ne devez pas demeurer indifférents et abandonner cette question à la mauvaise administration qu'elle connaît présentement. Tout le monde commet des erreurs. Pour corriger les erreurs du gouvernement il en coûte plus cher que pour corriger la plupart des erreurs. L'erreur est pardonnable. Ce qui ne peut pas et ne doit pas être toléré, c'est la tentative de camouflage et le gaspillage des deniers publics attribuables à une incapacité de prendre le problème en main. Ce Comité doit s'efforcer de pousser le gouvernement à être à la hauteur de ses responsabilités.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, madame Clark. C'est très clair, si vous voulez rester avec nous une autre semaine. Je pense que nous allons demander aux membres s'ils aimeraient passer ici une autre semaine de réunions intensives.

On me dit que d'autres témoins doivent être entendus. Monsieur Morrissey.

M. David Morrissey (MIUF, Ontario, Groupe de Scarborough et de Windsor): Merci, monsieur le président.

Bien dit, Pat.

Bob Evens, du groupe MIUF de Windsor, Ontario, de présenter certains points en son nom. Il désire soumettre deux points principaux à l'attention du Comité.

Le premier porte sur l'étude statistique menée par le groupe de Windsor, et qui doit être présenté au ministre de la Santé de l'Ontario. Dans cette étude, on étudie des dossiers médicaux dont on a conservé l'anonymat, pour voir si l'exposition à la MIUF a provoqué des changements à leur état de santé. Les résultats indiquent une augmentation statistique remarquable de la consommation d'antibiotiques à la suite d'exposition à la MIUF. On s'est particulièrement efforcé d'éviter des hypothèses tendancieuses dans l'étude, attribuables à des effets psychosomatiques, y compris la séparation des rapports des résultats portant sur des enfants âgés de moins de trois ans. Les copies définitives de ce rapport seront disponibles dans environ deux à trois mois et on pourra s'adresser à M. Evans pour les obtenir.

Quant au deuxième point principal soulevé par le groupe de Windsor, il porte sur la nature particulière du climat à Windsor. En été, les températures s'élèvent souvent au-delà de 95 degrés Fahrenheit, et l'humidité est très élevée. Le groupe de Windsor a effectué ses propres tests des maisons, toutes fenêtres et portes ouvertes dans climat estival. Les concentrations enregistrées y étaient très élevées, bien au-delà de la limite suggérée de 0.1 partie par million. En fait, M. Evans m'a

[Text]

million under these conditions. They were using gas-tech... by Levett Chemical. That is a tremendously high level. These levels were found to vary, according to the manufacturer of the foam, by a factor of 10. In light of the climatic conditions in Windsor, these facts tend to emphasize the particular unsuitability of UFFI use in Windsor, with its high-temperature, high-humidity climate, especially in light of UFFI's known instability in these conditions.

• 1705

There are other topics which I wish to raise concerning the UFFI problem and which affect people in Windsor and throughout Canada, and, in this case, which affects me. I left Windsor three years ago to accept employment in Toronto. Last week I was laid off from my job in Toronto. On Thursday I was offered a job in Sudbury which I was forced to decline because my home is effectively unsaleable. This leaves me the choice of staying unemployed or declaring bankruptcy in order to accept employment elsewhere.

This story is repeated everywhere that a person in this country with a UFFI home is offered an opportunity outside of their community. I think that is something we should all be aware of, because that is an unpalatable choice that I am sure none of you would want to have to make.

My final point concerns my role as a parent, which I do not think anyone has spoken to today. I have two daughters under two years of age living in a UFFI home. I am incensed that this government has left the long-term health effects to be discovered from the medical history of my daughters and thousands like them across this country.

I must conclude by saying the policies of this government are insensitive to the people of Canada. Five thousand dollars will not buy away the problem. We need real and imaginative solutions that will remove the health and economic problems of UFFI. I think I speak for all homeowners when I say that we want this foam out of our homes and out of our lives.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Henderson.

Mr. Henderson.

Mr. Jack Henderson (Chairman, Kingston HUFFI Chapter): Thank you, Mr. Chairman. We welcome the opportunity to be here today and make our presentation. There are four of us here today: Ed Doyle, Lorry Morel, and Joe . . .

I believe you have the brief before you. We sent it to you a couple of weeks ago. I gather it has not been translated into French as yet.

[Translation]

déclaré hier soir qu'on y a enregistré des concentrations de 3.0 parties par million. On a eu recours à la méthode «gas-tech» de Levett Chemical. C'est un niveau extrêmement élevé. On a trouvé que ces niveaux variaient, selon le fabricant de la mousse, selon un facteur égal à 10. À la lumière des conditions climatiques à Windsor, ces faits tendent à mettre l'accent sur le caractère inapproprié à la MIUF à Windsor, avec ses températures élevées, son humidité élevée, tout spécialement à la lumière de l'instabilité reconnue de la MIUF dans ces conditions.

Il y a d'autres sujets que j'aimerais soulever en rapport avec le problème de la MIUF et qui touchent les gens de Windsor et de tout le Canada, et dans ce cas, qui m'affectent personnellement. J'ai quitté Windsor il y a trois ans après avoir accepté un emploi à Toronto. La semaine dernière, on m'a mis à pied à Toronto. Jeudi on m'a offert un emploi à Sudbury que j'ai été forcé de refuser parce que ma maison est effectivement invendable. Je me trouve avec le choix de rester en chômage ou de déclarer faillite pour accepter de l'emploi ailleurs.

Cette histoire est répandue partout au pays pour les personnes propriétaires d'une maison MIUF, à qui on offre une occasion d'emploi à l'extérieur. Je pense que c'est une chose dont nous devrions tous être conscients, parce que c'est un choix désagréable que je suis certain auquel personne parmi vous ne souhaiterait être soumis, j'en suis sûr.

Le dernier point que j'aimerais soulever porte sur mon rôle de parent dont personne n'a parlé aujourd'hui, je crois. J'ai deux filles de moins de deux ans vivant dans une maison MIUF. Je suis furieux de constater que ce gouvernement a laissé à la médecine le soin de découvrir les effets à long terme de la mousse sur mes filles et sur des milliers comme elles à travers le pays.

Je dois conclure en affirmant que les politiques de ce gouvernement sont insensibles aux habitants du Canada. Cinq mille dollars ne suffiront pas à racheter le problème. Nous avons besoin de solutions vraies et inventives qui permettront d'enrayer les problèmes causés par la MIUF pour la santé et l'économie. Je pense que je parle au nom de tous les propriétaires de maison lorsque j'affirme que nous voulons que cette mousse soit enlevée de nos maisons et à jamais éliminée de nos vies.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Henderson.

Monsieur Henderson.

M. Jack Henderson (président, groupe MIUF de Kingston): Merci, monsieur le président. Nous sommes heureux d'avoir l'occasion d'être ici aujourd'hui et de faire notre présentation. Nous sommes quatre ici aujourd'hui: Ed. Doyle, Lorry Morel et Joe . . .

Je pense que le mémoire est devant vous. Nous vous l'avons fait parvenir il y a environ deux semaines. Si j'ai bien compris, il n'a pas encore été traduit en français.

[Texte]

The Chairman: Yes, we have the French copy.

Mr. J. Henderson: That is good. I am glad to hear that.

I would like to ensure that our brief is appended to today's *Minutes of Proceedings and Evidence*.

The Chairman: Is everyone agreed that the brief be appended to today's *Minutes of Proceedings and Evidence*?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. J. Henderson: I would like to talk about a couple of points in the brief but not go through it, because of time and also because many of the points have been dealt with today. The particular area on which I would like to focus my attention is one on which we find a number of questions have come today, that the government needs our co-operation and needs our help in order to ensure that the programs will work and that things will move ahead.

The problem I see and our membership sees in Kingston is that the government's UFFI policies breed distrust. What happens is that the willing co-operation that was there is being sapped away by the way in which the UFFI policies are presented and administered.

Living in an UFFI house smells, but it smells in more ways than one; living with the UFFI policy smells of something that is very shaky in respect of the approval process. It looks awfully much like collusion.

This committee itself is not of the government's choosing, but exists only as a condition of the passing of Bill C-109. It is not in the interests of the government to have an investigation such as this, for it may show up more than just bureaucratic bungling. It may unearth active collusion.

• 1710

Our members have a concern that the national advisory council has become a pawn to take the heat off the minister. I trust this committee will discover the way in which the advisory committee was formed and what subsequent advantage it has been. I hope that Mr. Patten's confidence that this issue transcends partisan politics is well founded. Our fear is that there is an active attempt by the government to cover its traces in this matter.

One of the things that keep being asked is if there are so many urea formaldehyde victims, why are there so few who are members of our organizations. I think Dr. Spitzer's point is well taken, that many people are not aware of their problem until it hits them in one of the three areas that our friends from Alberta identified this morning: health, structural damage, or real estate. If you do not have a health problem and you have not noticed the structural damage—I understand that carpenter ants love living in urea formaldehyde foam; one of our members just had to fumigate his house—or you are not

[Traduction]

Le président: Oui, nous avons la version française.

M. J. Henderson: C'est bon. Je suis heureux d'entendre cela.

J'aimerais m'assurer que notre mémoire sera annexé aux procès-verbaux d'aujourd'hui.

Le président: Tous sont-ils d'accord pour que le mémoire soit annexé aux procès-verbaux d'aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

M. J. Henderson: J'aimerais parler d'une couple de points dans le mémoire mais sans le repasser au long, à cause du temps et aussi parce que beaucoup de points ont déjà été traités ici aujourd'hui. Le secteur particulier auquel j'aimerais m'attacher en est un qui a suscité de nombreuses questions aujourd'hui, c'est-à-dire que le gouvernement a besoin de notre collaboration et de notre aide en vue d'assurer un bon fonctionnement du programme, et de voir à ce que les choses aillent bon train.

Le problème que j'entrevois ainsi que les membres de Kingston, c'est que les politiques du gouvernement sur la MIUF engendrent la méfiance. Ce qui se produit c'est que la bonne volonté qui existait auparavant est rongée en raison de la manière dont les politiques sur la MIUF sont présentées et administrées.

La vie dans une maison MIUF comporte une odeur désagréable, mais sous plusieurs aspects: vivre dans la politique sur la MIUF comporte une odeur de grande faiblesse en ce qui a trait au procédé d'approbation. Cela ressemble étrangement à la collusion.

Ce Comité même n'est pas né d'un choix du gouvernement, mais n'existe qu'à titre de condition de l'adoption du Bill C-109. Le gouvernement n'a pas intérêt à voir se dérouler une enquête comme celle-ci, car il pourrait s'y révéler plus que de la simple maladresse bureaucratique. Elle pourrait mettre en lumière des activités de collusion active.

Les membres de notre association craignent que le conseil consultatif national ne soit devenu un pion destiné à dédouaner le ministre. Je suis sûr que le Comité découvrira la façon dont le comité consultatif a été constitué et quel a été son rôle par la suite. J'espère que M. Patten a raison lorsqu'il croit que cette question est au-dessus de toute politique partisane. Nous craignons toutefois que le gouvernement n'essaie de façon active de se protéger en brouillant les pistes.

Une question revient sans arrêt; c'est celle-ci: Pourquoi, s'il y a tant de victimes de la MIUF, sont-elles si peu nombreuses à s'inscrire dans vos associations. Je pense que la réponse du Dr. Spitzer, ici, est tout à fait juste; nombreux sont ceux qui ne prennent conscience du problème que lorsqu'ils sont touchés dans un des domaines que nos collègues de l'Alberta ont identifiés ce matin: santé, dommages structurels, valeur de leur propriété. Tant que vous n'avez aucun problème médical, tant que vous n'avez pas pris conscience des dommages structurels—si je ne me trompe certains vers à bois prolifèrent dans

[Text]

trying to sell your house, you may not yet be hit. And I think that is a valid point; there are a lot of people who are sitting and waiting, and who want to see what the situation is going to become. In Kingston we have an expression that we use to urge our urea formaldehyde victims to join us: come out of the woodwork before the fumes do.

One of the points about members registering has been brought up earlier today, and that is the accessibility of the UFFI centre. Here is an area where the UFFI centre has been set up specifically to help homeowners. It is designed as an information distribution centre for homeowners. And there we have a situation where the UFFI centre is exceptionally difficult to contact. We had heard this from a number of people, so we did a survey over several days to ensure that special circumstances would not be cited as an explanation or excuse. In that survey we had people telephone, relatively continuously, the UFFI 800 number to attempt to make contact to find out some information. Their instructions were to make sure that their questions were short, so as once they got through, not to tie up the line. Our success rate in those phone calls was 4.3 per cent of the phone calls got through to the UFFI centre hotline.

This does not breed faith in the way in which the government is administering this program. It breeds further distrust.

We strongly urge that this committee get to the root of the problem associated with the approval of urea formaldehyde and with the way in which it is currently being administered.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Henderson.

Now we will proceed to the question period. We are going to start with Geoff Scott on the questions.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman. I will keep my opening round of questions fairly brief, because I know that the hon. member for Kingston and the Islands has a few she would like to get off before we have to break this afternoon. My question first would be to Mr. Tell.

It has to do with your statement that on the one hand you do sit on the advisory board for the minister, on the advisory council, but I gather you also suggest that it is a sham. So I am wondering why you continue to sit on that committee.

Ms Clark: Because I will not, and Frank cannot.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): That is the fastest triple answer I have ever received.

Mr. Tell: That has been discussed with my committee, which you know now. Half-way through the advisory council, I went to my committee and discussed with them what my feelings were. Those were straightforward; and I am sure they will verify it. We have been meticulously manoeuvred. I suppose in a sense I have to say that Mr. Ouellet is a genius.

[Translation]

cette mousse; la maison d'un des membres de notre association en était infestée—ou tant que vous n'essayez pas de vendre votre propriété, vous ne vous sentez pas touché. C'est une bonne réponse; beaucoup de gens attendent simplement de voir ce qui va se passer. A Kingston nous avons un slogan destiné à inciter les victimes de la MIUF à se joindre à nous: «sortez du bois avant que le feu ne vous en chasse».

Toujours à propos de cette question de l'inscription dans nos associations, on a mentionné les possibilités d'accès au centre MIUF. On a constitué un centre spécial pour venir en aide aux propriétaires de maison. Il a été conçu comme un centre d'information pour les propriétaires, or il semble extrêmement difficile de le contacter. De nombreuses plaintes nous ont été adressées dans ce sens; nous avons donc fait une enquête pendant plusieurs jours afin de nous assurer que l'on n'allègue pas des circonstances exceptionnelles pour expliquer qu'il est si difficile de contacter le centre. Nous avons donc demandé à des personnes de téléphoner de façon assez continue au chiffre Zénith du centre MIUF, afin de prendre contact. Nous avions demandé à ces personnes de poser des questions courtes, afin de ne pas occuper la ligne inutilement. Le résultat a été que 4.3 p. 100 de nos appels ont été reçus.

Voilà donc qui n'incite pas à faire confiance à la façon dont le gouvernement conduit ce programme. Disons donc que cela accroît la méfiance.

Nous demandons instamment que le Comité s'attaque à la racine du problème provoqué par l'approbation de l'utilisation de l'urée formaldéhyde et à la façon dont les pouvoirs publics y répondent.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Henderson.

Nous allons maintenant passer à la période des questions. M. Geoff Scott prendra d'abord la parole.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président. Je chercherai à être aussi bref que possible, étant donné que l'honorable député de Kingston et les Îles a également quelques questions à poser avant la fin de la réunion de cet après-midi. Ma première question s'adresse à M. Tell.

Je me demande pourquoi vous continuez à siéger au conseil consultatif du ministre, alors que vous prétendez par ailleurs que c'est une farce. Pourquoi continuez-vous à participer à ses travaux?

Mlle Clark: Parce que je ne veux pas abandonner et que Frank ne le peut pas.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Voilà certainement la réponse la plus rapide que l'on m'ait jamais donnée.

M. Tell: Il en a été question à notre comité, que vous connaissez maintenant. A peu près à la moitié des travaux du conseil consultatif, je me suis tourné vers notre comité pour en discuter avec eux et leur dire ce que j'en pensais. J'ai été franc, et je suis sûr qu'ils me donneront raison: nous avons été tout simplement manipulés, manoeuvrés. On peut dire, dans un

[Texte]

He took a bunch of simple people, put them in a room, and manipulated the whole program.

When I was first asked to be on the advisory council, it was to be an advisor. I had to think about it very seriously, and I discussed it with my colleagues.

• 1715

After the second meeting, it no longer was an advisory council; there was a negotiating team, without any question. We were manipulated. We were brought here, put in a room with experts, and we went up and down the scales; and after 13 hours, a few chips on the table, we were sent home and brought back the following week for the same thing again.

If I may, Mr. Scott, I want to run quickly ahead. I do not want to use up time, but I have to bring us up to date—and you have opened the question—to the weekend the advisory council met here in Ottawa on Bill C-109. I assure you that I am not a lawyer and I am not a politician. I am a simple person, which most of us were. We were subjected to long hours, and we thought we had an agreement that when we finished with Bill C-109 we would be given the opportunity to confer with the opposition parties and Liberal people about whether the protection was there and so on and so forth. We were kept in that room to within a half hour or an hour of our planes' leaving, and we asked the minister if this council could stay over one more day so we could talk to the political people we thought we should talk to because it is a great issue.

This is the point I would like to have very, very clear: we were denied that right. The minister categorically denied us the right to stay over, denied us the right to talk to the politicians so we could have expert advice. We immediately had to get on our planes to return to Toronto.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Let me just pursue this for a moment. You said that you had to get on your planes. You obviously could have stayed over another night and come to see us, could you not?

Mr. Tell: Mr. Scott, I am a working man—

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Okay, I am sorry—

Mr. Tell: —and I have a wife and children. I had about \$10 in my pocket. I did not have \$100 to pay for hotel rooms or whatever to stay the next day, and most of us were in the same position.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Understood.

Mr. Tell: This is what I mean by being manipulated; and this constantly went through with the advisory council. This is why I think it is very important you should know this, and I

[Traduction]

certain sens, que M. Ouellet est un génie. Il a rassemblé un groupe de simples citoyens, les a fait asseoir dans une salle, et il s'est livré à ses manipulations.

Lorsque l'on m'a demandé, d'abord, de faire partie du conseil consultatif, je devais y être à titre de conseiller. J'ai eu à y réfléchir de façon très sérieuse, et j'en ai parlé avec mes collègues.

Après une deuxième réunion, on s'est aperçu que ce n'était plus un conseil consultatif; il s'agissait d'une équipe de négociation tout simplement. Nous avons été manipulés. On nous a réunis, en présence d'experts, et on nous a fait faire ce qu'on voulait; après 13 heures de réunions, et quelques *chips* sur la table, on nous a renvoyés chez nous pour nous rappeler la fin de semaine suivante, pour le même genre d'exercice.

Si vous permettez, monsieur Scott, je vais aller de l'avant. Ne gaspillons pas notre temps, mais j'aimerais ici vous mettre au courant, puisque vous avez posé la question, en vous ramenant à la fin de semaine où le conseil consultatif s'est réuni à Ottawa sur le Bill C-109. Je peux vous garantir que je ne suis ni un avocat ni un spécialiste de la politique. Je suis un simple citoyen, comme la plupart d'entre nous. Nous avons donc été soumis à des réunions très longues, et alors que nous voyions que nous aurions la possibilité de rencontrer les partis de l'opposition et les députés libéraux, après nos discussions sur le Bill C-109, pour connaître les modalités de protection etc., on ne nous a laissés sortir qu'une demi-heure ou une heure avant le départ de notre avion, tant et si bien que nous avons demandé au ministre si le conseil pourrait se réunir une journée supplémentaire afin que nous puissions rencontrer les députés et les hommes politique que nous pensions devoir contacter à cause de l'importance de la question.

Voilà où je voulais en venir: qu'il soit bien clair que cela nous a été refusé. Le ministre nous a refusé de façon catégorique de nous réunir une journée de plus, et donc de pouvoir contacter ces hommes politique qui nous auraient permis d'obtenir un avis d'expert. Nous n'avons donc eu qu'à reprendre l'avion pour Toronto.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Laissez-moi continuer une seconde. Vous nous dites qu'il vous a fallu reprendre l'avion. Vous auriez tout de même pu rester une nuit de plus et venir nous voir le lendemain, non?

M. Tell: Monsieur Scott, je travaille...

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je comprends, excusez-moi...

M. Tell: ... et j'ai femme et enfants. J'avais à peu près \$10 en poche, et pas les \$100 que m'aurait coûté une nuit à l'hôtel; c'était aussi la situation de la plupart d'entre nous.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Entendu.

M. Tell: Voilà ce que je veux dire lorsque je parle de manipulation; c'est ce qui s'est passé de façon permanente à ce conseil consultatif. Voilà pourquoi je pense qu'il est important

[Text]

think this government should take a look at it. It is a disgrace. It is a disgrace that the government can allow this and allow the homeowners to be cheated.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, we have had both an Alberta and a Quebec delegation this afternoon charge that the advisory board is in the hip pocket of the minister.

Is that what you are saying, Mr. Tell, on behalf of the Ontario delegation?

Mr. Tell: I do not know if I could use that word.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): That you are being politically manipulated?

Mr. Tell: No question. No question. They knew—I am talking about myself particularly; I am not a lawyer; I am not a politician—that I would be very easily manipulated around, or whatever had to be done. It was not hard.

The Chairman: I think Dr. Frank Spitzer wants to make some comments on your first question, Mr. Scott.

Mr. Spitzer: I was going to go back, Mr. Scott, to your initial question to Bill Tell, because you asked why he served on it and why he continued to serve on it. I do not know whether it is relevant, but it is fair to say that when Mr. Tell was originally requested to sit on that council he spent long hours in consultation with myself and also with Pat Clark, and basically the situation we perceived was that if the homeowners refused the invitation to partake in that national advisory council, we would be damned as non-cooperative. We foresaw that there would be a substantial risk, if we partook, that we would be manipulated; but we anticipated that the risk of being manipulated, though real, also had the light at the end of the tunnel that that could be revealed if it took place, whereas a refusal to partake would have been forever.

After each meeting I do not think it is unfair to say that the telephones at our houses were kept very busy trying to convince Bill Tell to go back for another meeting, because he came back from each meeting disillusioned and disgusted. But it was the same criteria as I have already mentioned which led us to encourage him to go and serve another weekend.

• 1720

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Dr. Spitzer. I would like to just place one further question to you and to Miss Clark about the Hazardous Products Board of Review. Both of you have indicated that there have been some strange circumstances which have been holding this up. We understand that it is about 98 per cent complete and may indeed be in the minister's hands possibly this week, but then he can sit on it for 30 days after he receives it before it can be made public. As close as you were to those hearings to the Hazard-

[Translation]

que vous le sachiez, et que le gouvernement devrait se pencher sur cette question. C'est une véritable honte. Il est scandaleux que le gouvernement permette ce genre de chose et que les propriétaires en fassent les frais.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, les délégations de l'Alberta et du Québec, cet après-midi, ont accusé ce conseil consultatif d'être une marionnette entre les mains du ministre.

Est-ce bien, monsieur Tell, ce que vous nous dites également au nom de la délégation ontarienne?

M. Tell: Je ne sais pas si j'irais jusqu'à utiliser ce mot.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous nous dites que vous avez été manipulé?

M. Tell: Sans aucun doute. Sans aucun doute. Ils savaient—je parle de moi-même en particulier, je ne suis pas avocat, je ne suis pas dans la politique—qu'il ne serait pas difficile de nous mener par le bout du nez, pour faire ce qu'ils voulaient. Cela n'a pas été difficile.

Le président: Je crois que le docteur Frank Spitzer veut faire quelques remarques à propos de votre première question, monsieur Scott.

M. Spitzer: Je voulais revenir, monsieur Scott, à votre première question adressée à Bill Tell, où vous nous demandez pourquoi nous avons siégé au conseil consultatif et pourquoi nous avons continué à être présents aux réunions. Je ne sais pas si cela vous intéressera, mais je pense qu'il est juste de dire que M. Tell a passé de longues heures en consultation avec moi-même et avec Pat Clark à l'époque où on lui a demandé de siéger au conseil; nous avons eu l'impression que si nous refusions de répondre à cette invitation à siéger au conseil consultatif, on nous accuserait de ne pas vouloir coopérer. Toutefois, nous avions perçu que nous risquions effectivement d'être manipulés; mais, malgré ce risque, nous pensions que nous pourrions ensuite faire connaître publiquement les manœuvres dont nous serions victimes, alors que refuser d'être présents aux réunions du conseil aurait pris un caractère définitif.

Bill Tell revenait déçu, dégoûté et découragé de chaque réunion, et nous avons fait à chaque fois tous nos efforts pour le convaincre d'assister à la réunion suivante. Tout cela, pour les raisons que je viens de citer.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur Spitzer. Je voudrais poser une autre question, à vous-même et à M^{lle} Clark sur cette commission d'examen des produits dangereux. Vous nous avez parlé de circonstances assez curieuses qui ont maintenu les choses en suspens. Si je comprends bien, la chose est prête à 98 p. 100, et pourrait être à la disposition du ministre cette semaine, lequel pourrait toujours attendre 30 jours avant d'en rendre les conclusions publiques. Dans la mesure où vous avez pu assister aux réunions de cette commis-

[Texte]

ous Products Board of Review hearings, and knowing that the ban has now been maintained on this product, do either of you have any theories about what may be in that report, why it has been held up and whether indeed, as some of us have heard, there may be some alarming new evidence or different evidence which may be coming out in that report?

Mr. Tell: Mr. Scott, I would like to just start that off first and then Dr. Spitzer will follow. The Advisory Council was promised by Mr. Ouellet that the report would be available at the end of the month. I might be on record to say that we were promised twice prior to this that the report would be there. So right along the way we kept getting the same story: it will be there; it will be there. The last meeting we had was this weekend. What he said to us was that it was there, but it was in the printer's.

Do you want to carry on, Frank?

Mr. Spitzer: Well, I do not wish to be guilty of slander but I will do some verbal thinking aloud, if I may, because that is all I can do and it is speculation. The one reason that I have formulated for the extreme delay, relates to legal action and liability action. It is suggested that according to some provincial codes the Statute of Limitations has now run out. Publication of that report will not prejudice action against the installers and the manufacturers in those provinces and thereby publication of damning evidence in that report will no longer be a liability to the governments.

I stand to be corrected. I am thinking aloud. I wish to make it quite clear—

Miss MacDonald: That is always dangerous—

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): That is really all I asked you to do, but I—

Mr. Spitzer: Yes, I wish to make it quite clear that—

Mr. Scott: We are as much in the dark as you people are except that you are probably closer to it than we have been.

Mr. Spitzer: Well, I had that confirmed by a lawyer at one point so I believe there is some truth in it. The holes in that government report are also disastrous. Part of the testimony which was read into it—and I have spent some time over in Hull reading through the expert testimony which lies there—the Province of Ontario read into the report details with respect to the home tests which were referred to by Bill Tell and the same is true of the federal government testing program. Both those reports were read into the Hazardous Products Review Board. However, in neither case was there any correlation between health effects and observed levels. The thesis which I evolved during the presentation of my brief, which I have evolved during many, many presentations to home owners about the farce of the testing program, was exploded before the Hazardous Products Review Board by a number of people as well. The fact that that totally devastates

[Traduction]

sion, et sachant que l'interdiction concernant le produit a été maintenue, avez-vous—l'un ou l'autre—une idée de ce qui, dans ce rapport, expliquerait qu'il n'ait pas été transmis; se pourrait-il, comme certains d'entre nous l'auraient entendu dire, qu'il y ait des nouveaux éléments de nature à alarmer l'opinion publique?

M. Tell: Monsieur Scott, je répondrai le premier et ensuite M. Spitzer suivra. Le conseil consultatif a obtenu de M. Ouellet la promesse que le rapport serait prêt à la fin du mois. Pour le procès-verbal, je peux même dire que l'on nous a promis par deux fois que le rapport serait prêt. Voilà ce que l'on nous répétait tout au long: le rapport sera prêt, il sera prêt. La dernière réunion a eu lieu la fin de semaine dernière. Il nous a dit que le rapport serait prêt, mais qu'il était à l'imprimerie.

Est-ce que vous voulez continuer, Frank?

M. Spitzer: Je ne voudrais pas être poursuivi pour faux témoignage, mais je vais tout de même livrer ici un certain nombre de réflexions à haute voix, si vous le permettez, étant donné que ce ne sont pour le moment que des hypothèses. Une des raisons que j'ai pu donner pour ce retard extrême, nous ramène aux questions juridiques concernant notamment la responsabilité. D'après certains codes provinciaux les délais de prescription sont maintenant écoulés. La publication de ce rapport n'empêchera donc pas d'intenter des procès contre les entrepreneurs qui ont utilisé cette mousse ni contre les fabricants, dans ces provinces, et la publication d'éléments de preuve, dans ce rapport, ne rendra pas le gouvernement responsable.

Que l'on me corrige si je me trompe. J'essaie ici de penser à voix haute. J'aimerais qu'il soit bien clair que...

Mlle MacDonald: Il est toujours risqué...

M. Scott (Hamilton—Wentworth): C'est tout ce que je vous ai demandé de faire, mais je...

M. Spitzer: J'aimerais qu'il soit bien clair que...

M. Scott: Nous sommes autant dans l'incertitude que vous-même, si ce n'est que vous avez vu les choses de plus près que nous.

M. Spitzer: Ce point de vue m'a été confirmé par un avocat, voilà pourquoi je pense qu'il a quelque valeur. Il y a dans ce rapport du gouvernement des lacunes graves. Cela concerne certains témoignages—et j'ai passé pas mal de temps à les lire à Hull—et aussi les détails fournis par la province de l'Ontario en ce qui concerne les tests qui sont appliqués au logement et dont Bill Tell vous a parlé, ainsi que le programme de mesures du gouvernement fédéral. Ces deux rapports ont été présentés à la Commission d'examen des produits dangereux. Toutefois, on ne met jamais en évidence la corrélation qu'il pourrait y avoir entre certains symptômes et les taux de concentration mesurés. La thèse que j'ai développée dans mon exposé, et que j'ai reprise devant de nombreux groupes de propriétaires, selon laquelle ce programme est une farce, a été exposée devant la Commission d'examen des produits dangereux par d'autres témoins. Ces arguments montrent que les méthodes de mesure

[Text]

any validity of a large part of the government's testing program and the spending of much money and much time is again cause for the government to try to delay, if possible, as long as it can. I think it is hoped, if you again will allow me to think aloud, that nobody would think to make an issue of it once it had made the assessment that the material should be permanently banned. After all that was the only issue which the public wanted to hear.

The Chairman: Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Thank you, Mr. Chairman.

We have come to the end of a very interesting day. Certainly your comments substantiate exactly, I would say, what the first group had placed on the record, that when asked how we came to have such a beast as a national advisory committee I think the chairman admitted that it had been put in place by a small number of people—

The Chairman: Would you please speak into the microphone because we cannot—

• 1725

Mr. Skelly: Basically, what I was suggesting was that your testimony before the committee today confirms what even the chairman of the national advisory council, I believe, stated before the committee, that one of the main problems in getting the needs and wishes and aspirations of the homeowners from across Canada... they were thwarted, it has been suggested, in some strong language—manipulated, sold out, whatever. I think what the committee has to do, now that your testimony has confirmed what has happened, through the day, is go back and take a look at the question. If there is going to be a forum that continues to gather and express, on a national basis, the opinions of homeowners, that forum is going to have to be re-structured, it is going to have to be properly funded so that it can act independently and express what is the valid opinion of homeowners. I think the minister has to move clearly away from using manipulative techniques to deal with this organization in favour of dealing in good faith with the homeowners of Canada. This is where the thing went sour.

That is my first observation. I would not mind getting some comments back, because I see this problem going on even beyond the term of this government; assuming that it does not get re-elected, you are going to have to deal with a different federal government.

In that context, throughout the day while we have talked a lot of people have suggested that they hope this is not political. In fact, it is political. It is political in the sense that we are talking about the distribution of scarce and valuable resources and different organizations who have control over those resources have put forward different propositions in response to the way you have articulated your needs. Those allocations of resources amount, from the present program before us at \$110 million—expressed as being woefully inadequate—to in the area of \$1.6 to \$2 billion, which might get the program rolling. So ultimately I think it is maybe naïve—and again I would like to hear your comments on it. This really is a

[Translation]

appliquées dans le cadre du programme n'ont aucune valeur, et qu'il a été vain de dépenser autant d'argent; tout cela incite donc le gouvernement à faire traîner les choses autant que faire se peut. On espère, si vous me permettez encore de penser à voix haute, que personne ne voudra poursuivre l'affaire une fois que l'on aura décidé d'interdire définitivement ce produit. Après tout, c'est la seule chose qui intéresse l'opinion publique.

Le président: Monsieur Skelly.

M. Skelly: Merci, monsieur le président.

Nous voilà à la fin d'une journée fort intéressante. Vos arguments confirment très exactement et expliquent ce que le premier groupe de témoins a déclaré, lorsqu'à la question de savoir comment on en était arrivé à ce monstre du Conseil consultatif, le président a admis qu'il avait été constitué par un petit groupe...

Le président: Voudriez-vous parler dans le micro, nous ne pouvons pas...

M. Skelly: Ce que, essentiellement, je voulais dire, c'est que votre témoignage devant le comité confirme ce que même le président du conseil consultatif, je crois, a déclaré devant le Comité, à savoir que l'un des problèmes les plus épineux lorsque l'on cherche à savoir ce que les propriétaires canadiens désirent... ils ont été floués, a-t-on dit, de façon un peu brutale—manipulés, bradés, etc. Ce que le Comité doit faire, maintenant que votre témoignage a confirmé tout ce qui a été dit pendant cette journée, c'est revenir sur cette question et l'étudier. Si l'on dispose d'un organisme qui cherche à rassembler et faire connaître, au niveau national, les points de vue des propriétaires, cette instance devra être restructurée, elle devra disposer de moyens financiers suffisants afin de pouvoir rester indépendante et exprimer véritablement le point de vue de ces propriétaires. Le ministre doit donc abandonner ses techniques de manipulation, pour en revenir à des rapports de bonne foi avec les propriétaires canadiens. Voilà où les choses ont commencé à mal aller.

Ceci était ma première remarque. J'aimerais bien connaître vos réactions, étant donné que ce problème risque de déborder sur le mandat du gouvernement suivant, à supposer que celui-ci ne soit pas reconduit.

A ce propos, nous avons entendu pendant toute la journée de nombreuses personnes souhaiter que cette question ne devienne pas une question politique. En fait, c'est une question politique. Elle est politique dans la mesure où nous parlons ici de répartition et de distribution de ressources rares et précieuses, et des propositions qui ont été formulées par divers organismes disposant de ces ressources, en réponse à vos demandes. Le total de ces ressources, dans le cadre du programme actuel, est de 110 millions de dollars—somme de loin insuffisante—et elle pourrait atteindre 1.6 à 2 milliards de dollars, ce qui permettrait effectivement d'appliquer le programme. Je suis peut-être un peu naïf—voilà pourquoi j'aimerais savoir ce que vous en

[Texte]

political process and ultimately your group of homeowners has to convince politicians, the people who, by the democratic process, have been placed in charge of making decisions about allocating those resources, as to what is the correct course of action.

The last thing I would put down is that I do not think any member of this committee can fail to be moved and swayed by what has happened here today, that a determined group of people, for years, have struggled with this issue—and are going to continue to struggle with it, because it is not going to go away. Ultimately it will be action from those homeowners that will get this on the right track. If this committee does its job, I think maybe we will be able to articulate properly the things you have put forward. But it goes right back to your national organization. It has to be restructured, properly funded and a commitment given to stop the manipulation and deal in good faith with that group. Those are just my thoughts and I wonder if maybe we could have some comments.

Ms Clark: Could I address the problem of funding? I am not about to suggest how it can be done. What I am concerned about is the fact that when the present government looks at this problem they look at it as a glass half empty, rather than a glass half full. What I mean by that is that it is only perceived to be a cash outflow, but the stimulus that the foam removal will provide to the economy and the spillover effects that will happen in small businesses and manufacturing—small manufacturers, large manufacturers—will be tremendous. In addition to that, the government itself would be putting out less money via the health concerns that people have. Admittedly, that is a provincial responsibility, but it is still taxpayers' money that is going out to pay for health care. I would suggest that we have to look at this issue not in terms of total outflow but in terms of something coming back.

Mr. Skelly: Can I interject, Mr. Chairman? There was one other thing I wanted to mention and it is—

The Chairman: If it has to do with this question. Do not—

Mr. Skelly: No, no, I will not.

The Chairman: We are starting to draft the report tonight and we have some other witnesses during the week.

• 1730

Mr. Skelly: Okay. The other thing is that the committee tonight is appearing without the President of the Ontario HUFFI organization, who reported through the National Advisory Council. There is strong language in your brief that indicates there is a very profound difference in that point of view—I think Mr. Tell expressed this very clearly—than the comments that would have come through the Chairman of the National Advisory Council, both in relation to the minister and in the council.

This occurred again with the Quebec group. There was a difference in one member appearing with the national council, and I suppose two members appearing separately with a very different message. Is there an explanation to that?

[Traduction]

pensez. La question est, à mon avis, politique, et le groupe de propriétaires que vous représentez doit convaincre les hommes politiques, ceux qui ont été mis en place par le processus démocratique, d'allouer ces ressources, de prendre les mesures qui s'imposent.

La dernière chose que j'aimerais dire, c'est qu'aucun député du Comité—je le pense—ne peut manquer d'être touché et convaincu par ce qu'il a entendu aujourd'hui, à savoir que des Canadiens depuis des années se battent autour de cette question et qu'ils ne s'arrêteront que lorsqu'elle sera résolue. Finalement ce sont donc les actions des propriétaires qui nous auront ramené dans le droit chemin. Si le Comité fait bien son travail, tout cela pourra être articulé correctement. Mais cela repose la question de votre organisme au niveau national. Il faut le restructurer, lui donner les moyens financiers dont il a besoin et s'engager à faire cesser ces manipulations, afin que des rapports de bonne foi s'instituent. Voilà ce que je pense, j'aimerais connaître votre réponse.

Mlle Clark: Je vais peut-être pouvoir parler du financement? Je ne vais pas vous proposer des méthodes. Ce qui m'inquiète, c'est que le gouvernement actuel, au lieu de considérer un verre à moitié plein, voit un verre à moitié vide. Je veux dire qu'il se contente de penser aux fonds qu'il aurait à déboursier, au lieu de considérer l'énorme impact sur notre économie de ces opérations de nettoyage dont profiteraient les entreprises et les manufactures, aussi bien petites que grandes. De plus, cela coûterait moins cher au gouvernement que les factures de frais médicaux que la population risque d'avoir à régler. Je sais que cela est de la compétence des provinces, mais ce n'en est pas moins l'argent du contribuable qui paie pour l'assurance-maladie. Je conseille donc que l'on considère l'ensemble de cette question non pas uniquement en termes de sortie d'argent mais également en termes de gain.

M. Skelly: Puis-je interrompre, monsieur le président? Il y avait une autre question que je voulais aborder...

Le président: Si cela n'est pas hors du sujet.

M. Skelly: Non, non, ça ne l'est pas.

Le président: Nous allons commencer une première version du rapport ce soir, et d'autres témoins seront entendus pendant le reste de la semaine.

M. Skelly: L'autre question que je voulais souligner est que le Comité comparaît ce soir sans le président de l'organisation ontarienne HUFFI, qui a fait son rapport par le truchement du conseil consultatif national. Votre mémoire exprime de façon assez vigoureuse qu'il y a une grande différence de ce point de vue, et je pense que M. Tell l'a exprimé très clairement, que les commentaires nous seraient parvenus par l'intermédiaire du président du Conseil consultatif national aussi bien pour ce qui est du ministre qu'au Conseil lui-même.

La même chose s'est produite avec le groupe du Québec. Il y avait une différence dans ce qu'a dit un membre qui comparait avec le Conseil national et ce que disaient deux membres

[Text]

The Chairman: Mr. Tell.

Mr. Tell: I cannot answer for Mr. Smee. I do not really know why he is not here. He is the president of the HUFFI group. I understood he was going to be here to make a presentation as the advisory council and the president . . . The reason for him not being here—I really cannot say. I cannot speak for the man. We are disillusioned that he is not here; obviously he is not.

The Chairman: We cannot make any statement for the absence. I just checked the clerk. He has been contacted, but he was not available for the presentation.

Mr. Skelly: An interesting thing has developed, Mr. Chairman. I just wonder if we might use the resources of our research committee now to survey, since the opinion has been I would say completely consistent with all those that have testified, and certainly it is consistent with the groups which I contacted when this issue began, the misgiving and serious concerns . . . Is it possible the research staff might be able to contact the heads of provincial organizations and ask them to respond to the question of the adequacy of the national advisory council as a forum for expressing the needs and wishes of homeowners, and maybe some recommendations if they feel it is not, on how that might be changed? It would be interesting to bring forward the thoughts of other groups.

The Chairman: We will discuss the agenda when we have the steering committee. We receive witnesses here today and will question the witnesses. If you have some other questions we will deal with them at the specific meeting on the steering committee.

Dr. Peter Lang.

Mr. Lang: Thank you, Mr. Chairman. I just have a couple of brief questions. When the program first came out my understanding was—I am going to direct this question to Mr. Tell—that registration was required, in addition to a dosimeter test, and that you had to have 0.1 parts per million or else have a medical problem in order to receive assistance. I understand that the program was then changed, in that registration for all UFFI homeowners without the use of the dosimeter test. In other words, the dosimeter test was not required. You could choose whatever measurement you wanted to use. How did this change in the programs come about?

Mr. Tell: First of all, I have to make it very clear that it has not changed. I have a letter in my home right now stating, unless I reply within 30 days, they would concede that I no longer want to be part of that program. I have not sent that test in because I think it is an invalid test. We could argue it here for three days, and I can bring experts, and you can bring experts, and we can go round and round.

[Translation]

qui comparaissent séparément portant un tout autre message. Pouvez-vous nous expliquer cette situation?

Le président: Monsieur Tell.

M. Tell: Je ne peux pas répondre au nom de M. Smee. Je ne sais vraiment pas pourquoi il n'est pas présent aujourd'hui. C'est lui qui préside le groupe HUFFI. Je croyais qu'il devait être ici pour faire un exposé à titre de membre du Conseil consultatif et de président . . . Pourquoi il n'est pas ici, je ne peux vraiment pas le dire. Je ne peux pas parler en son nom. Nous sommes surpris qu'il ne soit pas ici; il ne l'est vraiment pas.

Le président: Nous ne pouvons pas justifier son absence. Je viens tout juste de vérifier avec le greffier. Il a été contacté, mais il ne pouvait pas venir faire son exposé.

M. Skelly: Une idée m'est venue à l'esprit, monsieur le président. Je me demande si nous ne pourrions pas profiter des ressources offertes par notre Comité de recherche afin d'enquêter, étant donné que les opinions sont à mon avis conformes à celles de tous les témoins qui sont venus jusqu'ici et aussi conformes à celles des groupes que j'ai consultés au début de cette affaire, sur les craintes et les inquiétudes graves . . . Serait-il possible pour le personnel de recherche d'entrer en contact avec les dirigeants des organisations provinciales pour leur demander de se prononcer sur l'aptitude du Conseil consultatif national d'agir à titre de porte-parole des besoins et des désirs des propriétaires de maisons, et peut-être de faire certaines recommandations s'il considère que tel n'est pas le cas, ou sur la façon dont la situation pourrait être changée? Il serait intéressant de connaître l'opinion d'autres groupes.

Le président: Nous discuterons du programme lors d'une réunion du comité directeur. Nous accueillons d'autres témoins ici aujourd'hui et nous leur poserons des questions. Si vous avez d'autres questions à soulever, nous en traiterons lors de la réunion du comité directeur sur ce sujet.

Monsieur Peter Lang.

M. Lang: Merci, monsieur le président. Quelques brèves questions seulement. Ma question s'adresse à M. Tell. Lorsque le programme a d'abord été lancé, je croyais qu'il fallait être enregistré, avoir fait effectuer un test au dosimètre qui devait révéler la présence de 0.1 partie par million ou souffrir d'un problème d'ordre médical afin d'être admissible à de l'aide. Si je comprends bien, le programme fut alors changé pour prévoir l'enregistrement de tous les propriétaires d'une maison isolée à la MIUF sans le test au dosimètre. En d'autres termes, le test au dosimètre n'était plus nécessaire. Une personne pouvait choisir toute méthode de mesure qu'elle voulait utiliser. Comment ce changement au programme est-il survenu?

M. Tell: D'abord, je dois dire que le programme n'a pas changé. J'ai actuellement chez moi une lettre m'avertissant qu'à moins d'une réponse dans les 30 jours, on considérerait que je ne désire plus profiter du programme. Je n'ai pas fait parvenir les résultats du test parce que je pense qu'il est invalide. Nous pourrions en discuter pendant trois jours, je pourrais faire venir des experts, et vous de même, et nous ne ferions que tourner en rond.

[Texte]

Mr. Lang: There is no change in the program.

Mr. Tell: The program is not in effect yet.

Mr. Lang: There has been no change in the program at all?

Mr. Tell: Not until it becomes proclaimed. It has been discussed, if that is what you are leading at. There were little changes in the program.

Mr. Lang: Could you outline what those were? What changes in the program did occur; what the little changes were?

Mr. Tell: I think Pat Clark . . .

Ms Clark: One part of the program that was in effect in June-July was that homeowners who had above 0.1—I am particularly knowledgeable at this because I happen to have a home that has higher than 0.1 readings—had to send the federal government \$100 so they could then have a test that 2,400 other Canadians got for free under the federal testing program. That was in effect for two or three months.

• 1735

What happened then—and a number of my people in Scarborough sent in their \$100—is the government changed its mind, as it is wont to do on this whole issue, and decided you no longer had to send \$100. So people are now getting back their \$100, and it is no longer a joiner fee, as it were.

Now, that is one. The other problem with the testing program was that people had trouble with their dosimeters. The first batch that came out had problems. People hung them up for a week; they sent them back in and then got results back saying they would have to do this again.

This imposed an awful lot of hardship on people in my group, because the only time we can feel comfortable living in our UF homes is in the summer when we can keep our windows and doors open. The criterion for the dosimeter test was to close the windows and doors and hang up your dosimeters.

Now, I do not know the answer to your question as to whether or not the dosimeters are still being used. What I do know is the change in the program vis-à-vis the \$100.

Mr. Lang: Mr. Chairman, maybe whether or not there is a change could be confirmed. My understanding is that the dosimeter is not required now.

Mr. Tell: I wish I had that letter here for you. I think it would have simplified a lot of things.

The changes are there. The minister has indicated, yes, this is no longer going to apply. But I am saying to you now I just recently received a letter stating very clearly that, unless I respond within 30 days, they will take it I no longer want to participate in the program. I have not sent my dosimeters yet.

[Traduction]

M. Lang: Le programme n'a pas été changé.

M. Tell: Le programme n'est pas encore en vigueur.

M. Lang: Il n'y a eu aucun changement au programme?

M. Tell: Pas jusqu'à ce qu'il soit proclamé. Il y a eu des discussions, si c'est là où vous voulez en venir. Il y a eu des changements minimes au programme.

M. Lang: Pourriez-vous nous donner une idée de ce qu'étaient ces changements: quels changements ont été apportés au programme; quels ont été ces changements minimes?

M. Tell: Je pense que Pat Clark . . .

Mme Clark: L'un des éléments du programme était en vigueur en juin-juillet voulait que les propriétaires des maisons où les tests révélaient une présence supérieure à 0.1, et je connais très bien ce sujet parce que ma propre maison a donné des résultats supérieurs à 0.1, devaient expédier \$100 au gouvernement fédéral de façon à pouvoir subir un test que 2,400 autres Canadiens pouvaient faire effectuer gratuitement en vertu du programme fédéral d'essai. C'est ce qui fut prévu pour deux ou trois mois.

Ce qui est arrivé alors, et plusieurs de mes concitoyens de Scarborough ont envoyé leur \$100, est que le Gouvernement a changé d'idée, comme il a l'habitude de le faire dans toute cette affaire, et décida qu'il n'était plus nécessaire d'envoyer les \$100. Certaines personnes se voient actuellement retourner leurs \$100, étant donné que cette somme n'est plus nécessaire pour se joindre au programme, comme auparavant.

Voilà une chose. L'autre problème que soulevait le programme de test était que les gens avaient des problèmes de dosimètre. Les premiers qui ont été expédiés fonctionnaient bien. On les accrochait pendant une semaine, puis on les renvoyait pour se faire dire que les tests devaient être refaits.

Cette façon de procéder s'est avérée très difficile pour les gens de mon groupe parce que le seul moment où nos maisons isolées à la mousse sont confortables est en été lorsque les fenêtres et les portes peuvent demeurer ouvertes. On nous demandait d'accrocher les dosimètres trop près des fenêtres et des portes.

Je ne peux pas vous dire si les dosimètres sont encore utilisés. Ce que je sais c'est qu'il y a eu un changement dans le programme relativement aux \$100.

M. Lang: Monsieur le président, on pourrait vérifier s'il y a eu changement ou non. Je ne pense pas que l'on exige le dosimètre actuellement.

M. Tell: J'aimerais avoir cette lettre-ci pour vous la montrer. Je pense que les choses auraient été beaucoup plus simples.

Il y a eu des changements. Le ministre a déclaré que cette disposition ne s'appliquerait plus. Ce que je vous dis actuellement est que je viens de recevoir une lettre me disant très clairement qu'à moins d'une réponse dans les 30 jours, on

[Text]

But I think that could be better clarified by—

Mr. Lang: How did these changes come about? Was it through your committee?

Mr. Tell: With talks with the advisory council and the minister, yes.

Mr. Lang: I can see you would be a hard man to manipulate.

Mr. Tell: I am afraid, when I come to experts, I am very easy to manipulate.

Mr. Lang: Okay. My second question is for Dr. Spitzer. Dr. Spitzer, do you have a medical background?

Mr. Spitzer: I am an engineer.

Mr. Lang: You are an engineer. Aside from being an UFFI homeowner, is your involvement due to an expertise in this area?

Mr. Spitzer: I have a background as an expert in measurements, and that is why I zeroed in on the measurement procedures as an area of concern.

Mr. Lang: Are you aware of any measurement procedures you feel the committee should be aware of?

Mr. Spitzer: In my initial remarks, I stated my fundamental objection to the measurement techniques being pursued. When you are measuring something, the first decision to be made is—

Mr. Lang: I heard your initial remarks very clearly.

Mr. Spitzer: Right. I am not concerned with the accuracy of the NIOSH, the modified NIOSH or whatever other technique is used. I have not taken the time here and now to attack those. I could do that as well, but I do not think that is an issue of concern.

Mr. Lang: You do not think measurement is an issue at all. It is something the committee should ignore.

Mr. Spitzer: I did not say that. I said what is being measured has to be established.

I went to a presentation recently of an expert in the subject of UFI, urea formaldehyde insulation. The individual concerned had measured in excess of 200 by-products of decomposition, of which a significant number, he claimed—he named them, and I can get you the proceedings if you wish to have them—are well-known carcinogens. Formaldehyde is a well-known paralyzing agent, as far as the mucus tissue is concerned. The combination of a carcinogen and the paralysis of a mucus tissue is formidable. I do not think measurement is a criterion at all.

Mr. Lang: What about measurement of these carcinogens or these by-products? Do you not think that is important for the committee to consider?

[Translation]

considérera que je ne désire plus participer à ce programme. Je n'ai pas encore renvoyé mes dosimètres.

Mais je pense que pour éclaircir la question . . .

M. Lang: Comment ces changements sont-ils survenus? Est-ce que votre comité a eu un rôle à y jouer?

M. Tell: Grâce à des discussions avec les Conseil consultatif et le ministre, oui.

M. Lang: Je constate qu'il ne serait pas facile de jouer avec vous.

M. Tell: J'ai bien peur que lorsqu'il s'agit d'experts, il est très facile de jouer avec moi.

M. Lang: D'accord. Ma deuxième question s'adresse à M. Spitzer. Monsieur Spitzer, avez-vous une formation médicale?

M. Spitzer: Je suis ingénieur.

M. Lang: Vous êtes ingénieur. Outre le fait que vous possédez une maison isolée à la MIUF, vous occupez-vous de la question parce que vous êtes un spécialiste dans le domaine?

M. Spitzer: J'ai une formation de spécialiste en mesurage, et c'est pourquoi je me suis concentré sur les procédures de mesure.

M. Lang: Connaissez-vous quelque méthode de mesurage que, d'après vous, le comité devrait connaître?

M. Spitzer: Dans mon exposé préliminaire, je faisais part de mon objection fondamentale aux techniques de mesurage utilisées jusqu'ici. Quand on mesure quelque chose, la première décision à prendre est de . . .

M. Lang: J'ai très bien entendu vos remarques préliminaires.

M. Spitzer: D'accord. Je ne m'inquiète aucunement de la précision de la méthode de mesurage utilisée quelle qu'elle soit. Je ne me suis pas occupé de combattre ces méthodes à ce stade-ci. Je pourrais le faire, mais je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question importante.

M. Lang: Vous ne pensez pas que le mesurage soit important du tout. C'est une dimension du problème que le comité devrait oublier.

M. Spitzer: Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que ce qui est mesuré doit être défini.

J'ai assisté récemment à une conférence d'un spécialiste sur le sujet de l'isolation à l'urée formaldéhyde. La personne en question avait mesuré plus de 200 sous-produits de décomposition, dont plusieurs, d'après lui, sont cancérigènes; il les nommait et je peux vous donner un compte rendu de cette réunion si vous voulez. La formaldéhyde est un agent paralysant bien connu pour les muqueuses. La combinaison d'un agent cancérigène et de la paralysie des muqueuses est formidable. Je ne pense pas que le mesurage soit un critère de quelque sorte.

M. Lang: Que pensez-vous du mesurage de ces agents cancérigènes ou de ces sous-produits? Ne croyez-vous pas qu'il serait important que le comité en prenne connaissance?

[Texte]

Mr. Spitzer: I do not know that one needs to measure what has been established, by experimental techniques, to exist in high measure.

• 1740

You see, if you talk to doctors—and one of the things in my brief was the accusation that most physicians involved in this whole matter are not involved in the area of chemical toxicology, but rather they are physicians dealing with normal viral and bacteriological ailments. Those dealing with chemical toxicity are very fast to agree that the presence of phenols and benzines in even measurable quantities which have been established in some homes and which are well known to be products which formulated part of the UFFI is grounds for suggesting that that is a dangerous environment. Those same physicians are very quick to concede—and it was the basis of the presentation I gave to the Hazardous Products Review Board—that formaldehyde causes paralysis of the lining of the mucus. I can go into all the biological details if you wish me to. The combination is certainly unhealthy.

Mr. Lang: Let me ask, are you aware of any studies that have been done comparing with a control group, to compare with the urea formaldehyde homes on these other by-products aside from formaldehyde, so there could be some sort of comparison?

Mr. Spitzer: There are several answers to your question, and one brief one is, yes. Going into a little more detail, the investigation done by the federal government and the provincial government of the Province of Ontario, where they did correlate health effects and living in UFFI homes, and which did include control groups of families, was quite interesting. It was not read into the Hazardous Products Review Board report because apparently it was somewhat devastating.

Mr. Lang: I think it would be very important for this committee to have that kind of—

Mr. Spitzer: Those comments were made to me by physicians who were involved in correlating them; so I am not pulling something out of a hat.

Mr. Lang: No, I am saying I think it would be very important for the committee to have that information.

Let me get this straight. You are saying studies have been done measuring the other by-products aside from formaldehyde with a control group, and these were found to be higher.

Mr. Spitzer: I did not quite say that. I am sorry. What I said was that people living in UFFI homes were compared for their physical condition with people living in non-UFFI homes but with measurable formaldehyde levels which compared. That is what I said. And I am saying the medical observations were dramatically different.

[Traduction]

M. Spitzer: Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de mesurer ce que des techniques expérimentales ont révélé exister en grandes quantités.

L'une des questions que je soulève dans mon mémoire est que la plupart des médecins qui se sont occupés de toute cette question ne sont pas des spécialistes de la toxicologie des produits chimiques, mais qu'ils s'occupent plutôt des maladies virales et bactériologiques. Les spécialistes de la toxicité chimique reconnaissent très facilement que la présence de phénol et de benzène, même dans les quantités qui ont été mesurées dans certaines maisons, et qui, la chose est bien connue, ont servi à produire la MIUF, est suffisante pour laisser soupçonner que l'environnement est dangereux. Ces mêmes médecins reconnaissent très facilement, et c'est ce sur quoi j'avais basé la présentation que j'ai faite au comité d'étude sur les produits dangereux, que la formaldéhyde entraîne la paralysie de la couche extérieure de la muqueuse. Je peux vous donner tous les détails biologiques si vous le désirez. La combinaison des deux n'est certainement pas propice à la santé.

M. Lang: Savez-vous si des études ont été faites pour comparer la présence de ces sous-produits dans les maisons isolées à la mousse et un groupe de maisons témoins?

M. Spitzer: On pourrait répondre à votre question de plusieurs façons, et l'une des réponses, courte, serait oui. Un peu plus en détails, il y a eu l'enquête faite par le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario où l'on a étudié la corrélation entre l'évolution de la santé et le fait de vivre dans des maisons isolées à la mousse; cette étude comprenait des groupes de familles témoins et je la trouve assez intéressante. On n'a pas inclus ces conclusions dans le rapport du Comité d'étude sur les produits dangereux parce qu'elles semblent assez accablantes.

M. Lang: Je pense qu'il serait très important que ce Comité obtienne ces—

M. Spitzer: Ces commentaires m'ont été transmis par des médecins qui ont participé à cette étude de corrélation; ce n'est pas une chose que je sors d'une boîte à surprises.

M. Lang: Non, je dis simplement qu'il serait très important que le Comité obtienne ces renseignements.

Pouvons-nous nous résumer? Vous dites que des études ont été faites pour mesurer les sous-produits autres que la formaldéhyde, qu'on s'est servi d'un groupe témoin, et que les résultats ont été plus élevés.

M. Spitzer: Ce n'est pas exactement ce que j'ai dit. Je suis désolé. Ce que j'ai dit est que la condition physique de personnes vivant dans des maisons isolées à la MIUF a été comparée à celle des gens vivant dans des maisons non isolées à la MIUF, mais où la présence de formaldéhyde était comparable. C'est ce que j'ai dit. Et j'ajoute que les constatations médicales furent très différentes.

[Text]

Mr. Lang: Yes, I can believe that. I have many people with urea formaldehyde in my constituency of Kitchener. But what I asked you was, have any studies been done comparing with a control group urea formaldehyde homes on the basis of the by-products you have suggested are carcinogenic?

Mr. Spitzer: I am unaware of any measurements made of the levels of phenols and sulphonic acids and so on in homes.

Mr. Lang: Do you think the measurement of these by-products would be an important thing for the committee to study?

Mr. Spitzer: No.

The Chairman: Madam MacDonald.

Miss MacDonald: Thank you. I would like to continue to pose some questions to Dr. Spitzer on the basis of the information he has just given us.

You mentioned, Dr. Spitzer, that the studies had been done and had been made available or communicated to the Hazardous Products Review Board and have not been included, as far as you know, in the report of that board because they were considered to be too devastating.

Mr. Spitzer: I am sorry. If I said that, I am obviously becoming more tired than I thought. What I said was that the report read into the minutes of the Hazardous Products Review Board excluded any medical correlation evidence.

Miss MacDonald: But was that evidence available to them?

Mr. Spitzer: Yes.

Miss MacDonald: And they excluded it for a reason, obviously.

Mr. Spitzer: Yes.

Miss MacDonald: Do you know where that evidence can be found, or where it can be made available?

Mr. Spitzer: The chief medical officer of the Province of Ontario, to the best of my knowledge, is a gentleman by the name of Dr. Caldwell; and he was the gentleman who headed that investigation and terminated it.

Miss MacDonald: Thank you very much. I am sure we will want to follow up, trying to get access to that information, because it would be very critical to the study we are doing.

• 1745

Let me go further on this question of the narrow way in which, as you have pointed out to us, the study of health hazards is being assessed, basically on the toxic qualities of formaldehyde. You say that there are some 200 others which could be considered more toxic and more dangerous. Now as you probably know, the Minister of Health and Welfare has

[Translation]

M. Lang: Oui, je vous crois. Il y a plusieurs personnes dans ma circonscription de Kitchener dont la maison est isolée à l'urée-formaldéhyde. Voici ce que je vous demandais: a-t-on fait des études pour comparer avec un groupe témoin des maisons isolées à l'urée-formaldéhyde afin d'analyser l'effet des sous-produits qui, d'après vous, sont cancérigènes?

M. Spitzer: J'ignore si on a mesuré la présence de phénols, d'acides sulphoniques, etc., dans les maisons.

M. Lang: Croyez-vous qu'il serait important que le Comité étudie les mesures de ces sous-produits?

M. Spitzer: Non.

Le président: Madame MacDonald.

Mlle MacDonald: Merci. J'aimerais continuer d'interroger M. Spitzer sur ce qu'il vient de nous apprendre.

Vous avez dit, monsieur Spitzer, que des études ont été faites et que leurs résultats ont été offerts ou communiqués au comité d'étude sur les produits dangereux, mais que leurs conclusions, à votre connaissance, n'apparaissent pas dans le rapport de ce Conseil parce qu'on les aurait considérées comme trop accablantes.

M. Spitzer: Désolé. Si c'est ce que j'ai dit, je suis vraiment plus fatigué que je ne le pensais. Ce que j'ai dit est que le rapport dont fait part le procès-verbal du Comité d'étude sur les produits dangereux ne contenait aucune preuve de corrélation médicale.

Mlle MacDonald: Mais ont-ils pu mettre la main sur ces preuves?

M. Spitzer: Oui.

Mlle MacDonald: Il est évident qu'ils avaient des raisons pour ne pas en parler.

M. Spitzer: Oui.

Mlle MacDonald: Savez-vous où on peut trouver ces preuves?

M. Spitzer: Le médecin en chef de l'Ontario à ma connaissance, se nomme le docteur Caldwell, c'est lui qui dirigeait l'enquête et qui a fait le rapport final.

Mlle MacDonald: Merci beaucoup. Nous allons certainement poursuivre ce filon et tenter d'obtenir ces renseignements parce qu'ils seraient d'une importance cruciale pour notre étude.

Permettez-moi de continuer sur ce point de la portée réduite, comme vous nous l'avez dit, de l'étude faite sur les dangers pour la santé, soit fondamentalement les caractères toxiques de la formaldéhyde. Vous nous dites qu'il y a quelque 200 autres sous-produits que l'on pourrait considérer plus toxiques et plus dangereux. Comme vous le savez probablement, le ministère

[Texte]

appointed Dr. Albert Nantel to carry out a study which, it says:

will look into the health effects of urea formaldehyde foam insulation in an intensive, scientific investigation.

Now, we are going to have Dr. Nantel before us on Wednesday morning so, if you were to sit here where I am and able to pose questions to Dr. Nantel, given the concerns that you have, I would appreciate it if you would please suggest to us the kinds of questions you would raise.

Dr. Spitzer: Your question is inviting. I am not sure that I am qualified to answer it instantly without some careful reflection. Dr. Nantel gave testimony before the Hazardous Products Review Board in its closing days. In that testimony he, in fact, came to the same conclusions that I did, yet he and I had never spoken nor ever met. This was with respect to the many products which were clearly combining to form the danger.

The concerns which I would immediately have and which I think relate to the question of why it has taken so long to come to the conclusion that the material is clearly dangerous are: what are peoples' susceptibility limits and what are the long-term effects? We do not even have a well-defined list of symptoms, and effects from exposure to the products of decomposition. There are the well known ones. You know, people's hair falls out; people cannot sleep; the nose bleeds; there are sinus problems and so on. But how would you like me to tell you that I have evidence, circumstantial and of limited detail, that it causes infertility. These kinds of problems are beginning to come to light now. Nobody has done any studies on them to the best of my knowledge. You know David Morrissey concerns himself about his two young children. I can assure you that his concerns are echoed by many others.

Miss MacDonald: One of the questions which I myself had when this study was announced, knowing something about the tremendous costs of research—good, thorough, medical research—was the fact that this 12-month study is being funded to the total amount of \$220,000. I look at that from the point of view of what goes on at Queen's University with various studies and knowing, one, that they obviously have to involve substantial expenditures; two, that you cannot put a sort of artificial time limit on medical research. I wonder if you would comment on those two aspects of this study as to whether or not you can see the undertaking as providing the kinds of answers that we have to.

Mr. Spitzer: Your questions are sound. Clearly, when I am talking of long-term effects, I think we start at five years and go up from there. If you are talking of money, clearly a thorough investigation in measuring the kinds of levels of gases and effects and changes is necessary. For example, the fact that the DNA molecule is modified in the presence of formaldehyde, is of the kinds of tests which cannot be done with

[Traduction]

de la Santé et du Bien-être a chargé le docteur Albert Nantel de faire une étude qui, selon son mandat:

étudiera les effets sur la santé de l'isolation à la mousse d'urée-formaldéhyde grâce à une enquête scientifique approfondie.

Le docteur Nantel viendra témoigner devant nous mercredi matin, de sorte que, étant donné vos inquiétudes, j'aimerais que vous nous suggériez quelques questions que nous pourrions lui poser tout comme si vous pouviez participer à cette réunion pour lui poser des questions.

M. Spitzer: Votre question est alléchante. Je ne sais pas si je suis assez compétent pour y répondre immédiatement sans y avoir beaucoup réfléchi. Le docteur Nantel a témoigné devant le comité d'étude sur les produits dangereux vers la fin de son étude. Dans ce témoignage, il en arrivait aux mêmes conclusions que moi, même si lui et moi ne nous étions jamais parlé, ni même rencontré. Ses conclusions avaient trait au grand nombre de produits dont les effets se combinent pour créer le danger.

Les préoccupations qui me viennent immédiatement à l'esprit et qui, je pense, ont trait à la question de savoir pourquoi on a mis tant de temps pour conclure que le produit était vraiment dangereux serait celle-ci: quel est le seuil de tolérance des gens et quels sont les effets à long terme? Nous n'avons même pas de liste bien établie de symptômes et des effets consécutifs à une exposition aux produits de la décomposition. Il y en a qui sont bien connus. Vous le savez, il s'agit des cheveux qui tombent; les gens ne peuvent pas dormir; le nez se met à saigner; les gens ont des problèmes de sinus, etc. Aimeriez-vous cependant que je vous dise que j'ai des preuves, circonstancielles et peu détaillées, que ce produit entraîne la stérilité. Des problèmes de ce genre commencent à faire surface. À ma connaissance, personne n'a vraiment fait d'étude sur le sujet. Vous savez que David Morrissey s'inquiète de ses deux jeunes enfants. Je peux vous assurer que ses inquiétudes sont partagées par beaucoup d'autres.

Mlle MacDonald: L'une des questions que je me posais lorsque cette étude fut annoncée, ayant connaissance des coûts énormes de la recherche, la recherche médicale sérieuse, complète, avait trait au fait que l'on consacre une somme totale de \$220,000 à cette étude de douze mois. Je considère cette situation par rapport à ce qui se passe à l'université Queen lors de différentes recherches tout en ayant connaissance d'abord que de telles recherches impliquent des dépenses énormes, et ensuite que l'on ne peut imposer de délai artificiel à la recherche médicale. Pourriez-vous nous faire vos commentaires sur ces deux aspects de l'étude et nous dire si d'après vous elle pourra nous fournir les réponses dont nous avons besoin.

M. Spitzer: Vos questions sont sensées. Quand je parle d'effets à long terme, je pense que nous pouvons partir de cinq ans en arrière. Au sujet de l'argent, il est clair qu'il faudra faire une enquête complète pour mesurer le type et les niveaux de gaz qui s'échappent, leurs effets et les changements qu'ils produisent. Par exemple, il serait impossible avec un budget de cet ordre de faire une étude le moins sérieuse sur une

[Text]

that kind of budget in any meaningful manner on a sizeable portion of the population.

Miss MacDonald: I want to have one or two other questions, Mr. Chairman.

• 1750

One is that we have heard a great deal today about the lack of co-operation that goes to groups whether it is from the UFFI Centre—Mr. Henderson said after several days they were able to get 4 per cent of their calls through—or from the government working with the national advisory council, whatever way it might be; but my impression of the HUFFI groups that I have met with is that they are more than willing to be co-operative in their turn in that they have tried every way. I would like to direct this question to Jack Henderson because I know that you have had examples, undertaken things, which show your willingness to co-operate and I think would be helpful to others.

Mr. Henderson: Probably the most significant in that area that we have been talking about in terms of health investigation is, as you know—or maybe you do not know—that there is a test being done at Queen's University that involves a controlled living chamber where people live for two days in this chamber and are subjected to breathing various toxic things, one of which is fumes from UFFI foam, and the other is a certain percentage of straight formaldehyde. This is being done by Dr. James Day, who is doing some investigation to prepare information as a witness in a legal case. He asked for our co-operation in being control group, and members of our organization volunteered and were guinea pigs for that and lived in that chamber for two days to participate in producing that kind of information.

Now, I think it is important to realize that the information I have about that study is that, although it is a very scientific study and we were participating as a control group, it really only addresses what is known as, I believe, an allergic one response, which is an immediate response. It does not in any way deal with the long-term effects.

Certainly, in terms of our willingness to co-operate, I think that is the kind of thing I can suggest, Flora.

Miss MacDonald: One final question, which I would address to Mr. Tell. In the information that has come to you as a member of the advisory council, have you any idea of what the budget is, the expenditures are, of the UFFI Centre?

Mr. Tell: I have just been given some of the budgets. I have them at home, and I have them in detail; and it astonishes me, in fact it makes me shudder, to think of the amount of money that has been spent by the federal government on different grants, on salaries. You put it all together and I say to myself: Two years' fighting; victims out there are having serious problems; and everybody seems to be making money, even the people who got all these grants. As we are sitting here now,

[Translation]

partie importante de la population sur les modifications de la molécule d'ADM par la présence de la formaldéhyde.

Mlle MacDonald: Je voudrais poser une ou deux autres questions, monsieur le président.

Voici la première: on nous a longuement parlé aujourd'hui du manque de collaboration de la part des organismes; M. Henderson a parlé du Centre d'information sur la mousse isolante d'urée formaldéhyde (MIUF), il nous a dit qu'après plusieurs jours d'appels téléphoniques, 4 p. 100 des essais ont été couronnés de succès; on nous a également parlé de l'absence de collaboration au conseil consultatif national. Pourtant j'ai rencontré quelques groupes MIUF et j'ai l'impression qu'ils ne demandent pas mieux que de collaborer de tous les moyens possibles. Je m'adresse ici à M. Henderson parce que je sais qu'il peut nous donner des exemples de mesures qui ont été prises et qui montrent ce désir de collaboration; et cela devrait être utile à tous les intervenants.

M. Henderson: A ce sujet, l'exemple le plus intéressant est sans doute celui de l'expérience médicale dont vous avez peut-être entendu parler; elle a lieu à l'université Queen et consiste à enfermer des personnes pendant deux jours dans une pièce à atmosphère contrôlée et où elles respirent différents gaz toxiques: dans un cas, les émanations de la mousse isolante d'urée formaldéhyde et, dans l'autre, un certain pourcentage de formaldéhyde pur. Ce test est mené par M. James Day qui se prépare à témoigner comme expert dans une cause en justice. Il a fait appel à notre collaboration et nous a demandé d'être le groupe de contrôle; certains membres de notre organisation se sont portés volontaires et acceptent de servir de cobaye et de vivre dans cette pièce pendant deux jours pour faire avancer l'état des connaissances sur ce sujet.

Il faut bien comprendre que cette étude, à laquelle nous participons, est menée de façon très scientifique, mais qu'elle ne porte en réalité que sur ce qu'on appelle les réactions allergiques à la mousse, elle ne porte que sur les réactions immédiates, et non sur les effets à long terme.

Alors, voilà, mademoiselle MacDonald, un bon exemple de notre volonté de collaborer.

M. Mlle MacDonald: Une dernière question, que j'aimerais poser à M. Tell. Dans les documents que vous recevez à titre de membre du conseil consultatif, avez-vous reçu des renseignements sur le budget du centre d'information sur la mousse isolante d'urée formaldéhyde?

M. Tell: Je viens de recevoir certains états financiers. Ils sont assez détaillés, mais je les ai laissés à la maison; je suis surpris, en fait estomaqué, de voir les sommes que consacre le gouvernement fédéral à titre de subventions et de rémunérations. Il faut connaître tout cela en perspective et voir qu'après deux ans de lutte, les victimes ont encore des problèmes graves et certains semblent se faire de l'argent, avec toutes les subventions accordées. Nous sommes ici maintenant et des entrepre-

[Texte]

there are contractors out there removing it, making money. I do not know how valid this is, 1982.

The list that you have I can send to you in detail. I can tell you it is enormous. My God, I am sure if we looked at the whole package it would be staggering to see the amount of money that has gone into it.

I have to bring one thing up, Miss MacDonald. I am not only disturbed at this, but in the initial setup of the advisory council—and I think this is very important—we were told we were going to be given a per diem of \$150 to come to Ottawa and have our expenses paid, and it was made very clear to us that that money was budgeted from last year. It would have nothing to do with this year. This was made also to the people from the other provinces. Now we find out from the minister that that is not so; this money is coming out of the people's fund, this fund that was set up for his program. It disturbs me how many people have their hands in for all this money. I ask you, the experts: Please, find out for us. Obviously, there is somebody getting into the cookie jar here, I am afraid.

But I will be glad to send you the documentation I have.

• 1755

Miss MacDonald: Thank you. I must say that it is a very substantial figure compared to that rather minor amount that is being used for long-term medical research on what can be a whole range of health problems which would emerge from this.

Ms Clark: May I add something. Whenever we see the figures, be they \$2 million, which is the current expense that Bill has there, we always look at it in terms of how many homes that would have removed the UFFI from. Frank and I and several other people went to see the minister in January of 1982 and we begged and pleaded with him at that point before there was any program, that they would take every penny they were contemplating on spending on testing, on a UFFI centre, on any program they had, and use every bit of that money to apply towards a removal program and to begin it immediately. We were totally ignored.

Mr. Tell: Mr. Chairman, may I interject? May I ask that this particular document that we received from the minister's office regarding the expenditures—the \$14,000 for the advisory council and so on—be tabled?

The Chairman: You got this information from the council?

Mr. Tell: Through the advisory council and the Minister of Consumer and Corporate Affairs. It was given to us this weekend.

The Chairman: It is up to date to the—

Mr. Tell: It does not have the date

The Chairman: Is it agreed that these figures coming from the advisory council and from the minister's information be appended to today's *Minutes of Proceedings and Evidence*?

[Traduction]

neurs travaillent à enlever la mousse et se font payer pour cela. Je ne sais pas ce que tout cela vaut en 1982.

Je peux vous envoyer cette liste des subventions. Le total de l'argent dépensé est astronomique. Si nous prenions la peine de calculer tout l'argent dépensé, nous serions renversés.

Je dois ajouter quelque chose, mademoiselle MacDonald. Un autre aspect me préoccupe. Lors de la création du conseil consultatif, on nous a dit que nos dépenses de voyage à Ottawa seraient payées et que nous recevions une rémunération de \$150 par jour; on nous avait bien expliqué que ces dépenses avaient été prévues à même le budget de l'an dernier et qu'elles n'étaient pas comprises dans le budget de cette année. Les représentants des autres provinces ont eu la même assurance. Voilà maintenant que le ministre nous affirme le contraire. Cet argent émargerait au fonds créé pour le programme. Je me demande combien de personnes peuvent manger à cette auge. Vous êtes les spécialistes et vous devez trouver la vérité. De toute évidence, il semble que quelqu'un se graisse la patte.

Ceci étant dit, il me fera plaisir de vous faire parvenir la documentation que j'ai en main.

Mlle MacDonald: Merci. J'avoue que le chiffre est très élevé par rapport à ce qui est consacré aux recherches médicales à long terme sur les problèmes de santé qui pourraient résulter d'une exposition à la mousse.

Mme Clark: Permettez-moi d'ajouter quelque chose. Lorsqu'on nous brandit des chiffres, que ce soit deux milliards de dollars, c'est-à-dire les dépenses prévues dans le projet de loi présenté, nous essayons toujours de calculer le nombre de foyers, d'où on pourra enlever la mousse avec cet argent. M. Spitzer, moi-même, et d'autres personnes avons rencontré le ministre en janvier dernier et à ce moment-là, avant l'annonce du programme, nous l'avons supplié de consacrer tout l'argent que le gouvernement prévoyait de dépenser pour des tests, pour le centre d'information sur la mousse, pour tout autre programme, d'utiliser tout cela pour financer un programme d'enlèvement de la mousse d'urée formaldéhyde, programme qui commencerait immédiatement. On nous a complètement ignorés.

M. Tell: Permettez-moi d'intervenir, monsieur le président. J'aimerais demander que soit annexé ce document que nous avons reçu du bureau du ministre au sujet des dépenses du conseil consultatif, les \$14,000 et le reste.

Le président: Vous tenez ce document du conseil?

M. Tell: Du conseil et du ministre de la Consommation et des Corporations. Nous l'avons reçu à la fin de la semaine dernière.

Le président: Ce document est daté du...

M. Tell: Il n'y a pas de date.

Le président: Acceptez-vous que ce document du conseil consultatif distribué par le bureau du ministre soit annexé à nos délibérations d'aujourd'hui?

[Text]

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Spitzer: If I may be permitted to make an additional comment to Pat Clark's comment with respect to the money, I think her comment is absolutely true. Consistently we have said that we are against wasting any money and delaying in providing the program. The current program, we have argued, might have been financed from a number of alternative sources and we have gone to the minister with some mechanisms for alternative financing—tax rebates and so on, whereby people could do something without its having to cost them money necessarily, out of additional allocations. Every one of those suggestions has been refuted, but the current proposal is that people must lay out the \$5,000 out of their tax-paid, hard-earned money and many people, as you have heard, cannot do that.

The Chairman: It is 6 o'clock and since there are no further questions from members, on behalf of the members of this committee, I wish to thank you for the very good brief and I wish to congratulate you, not only Mr. Bill Tell, but Dr. Frank Spitzer, Ms Pat Clark, Mr. David Morrissey and Jack Henderson.

This meeting is adjourned until 8 o'clock this evening when Dr. L. Kerwin, President of the National Research Council of Canada will appear. The meeting will be held in the same room.

[Translation]

Des voix: D'accord.

M. Spitzer: Si vous me permettez d'ajouter quelque chose à l'observation que vient de faire M^{me} Clark au sujet des subventions, je pense qu'elle a parfaitement raison. Nous répétons sans cesse que nous nous élevons contre le gaspillage d'argent et les retards en ce qui a trait à ce programme. Nous avons fait valoir que le programme en cours aurait pu être financé par d'autres mécanismes et nous avons proposé au ministre des solutions de rechange, par exemple des dégrèvements d'impôt; ce qui permettrait aux propriétaires de faire enlever la mousse sans que le gouvernement ait de déboursés supplémentaires. Toutes nos suggestions ont été rejetées et voilà maintenant que les propriétaires doivent, selon la proposition actuelle, prendre \$5,000 sur leur revenu après impôt et, comme vous le savez, de nombreuses personnes ne peuvent pas se le permettre.

Le président: Il est maintenant 18h00, comme les députés n'ont plus de question à poser, j'aimerais en leur nom vous remercier pour l'excellence de votre mémoire; je vous félicite tous, monsieur Bill Tell, monsieur Frank Spitzer, madame Pat Clark, messieurs David Morrissey et Jack Henderson.

La séance est levée. Nous nous retrouvons ce soir dans la même salle à 20h00 pour recevoir M. L. Kerwin, président du Conseil national de recherches du Canada.

APPENDIX "SNTE-15"

UREA-FORMALDEHYDE FOAM INSULATION:

A PRODUCT DAMAGING TO OUR HEALTH

A Synthesis of the Cases of
Victims of Urea-formaldehyde Foam Insulation
in Basses-Laurentides

November 25, 1981.

TABLE OF CONTENTS

Page

I - Background Information to Define Clearly the Problem Under Study	
a) Number of cases and regions covered	
b) Year urea-formaldehyde foam insulation was installed	
c) The manufacturers	
d) The installers	
II - In 70% of the Cases, Foam Damaging to Our Health	
III - In 37% of the Cases, Foam Damaging to Our Homes	
IV - Foam Reduces the Market Value of Our Homes	
V - Remove the Foam from the Walls of Our Homes	

I - BACKGROUND INFORMATION TO DEFINE CLEARLY THE PROBLEM UNDER STUDY

Since early May, the "ACEF de Ste-Thérèse" has been compiling a file of information about victims of urea-formaldehyde foam insulation. We were able to obtain enough information to prepare this synthesis and thus have a better understanding of the situation faced by the victims of this national disaster.

a) Number of cases and regions studied

Our survey involved a total of 136 cases scattered throughout some forty locations in Laurentides and Basses-Laurentides. Following is a table showing those locations where the majority of cases were found:

<u>Location</u>	<u>%</u>	<u>Location</u>	<u>%</u>
Ste-Thérèse	18	Bois-des-Filions	4
Boisbriand	6	Lachute	4
Rosemère	6	Saint-Louis-de-	4
St-Jérôme	6	Terrebonne	
St-Eustache	5	Terrebonne	4
Blainville	5	Other	38

We wish to point out straightaway that the victims were dispersed over an area roughly bounded to the west by Oka, to the north by St-Jovite, to the east by Terrebonne and to the south by Rivière des Milles-Iles.

Obviously, this broad distribution makes it more difficult to obtain an overall perspective of this disaster as compared with those of a more common nature, such as floods, droughts, and so on. Its particular circumstances also make it more difficult to bring together and organize its victims.

b) Year urea-formaldehyde foam insulation was installed

Ninety-six of the 136 respondents (76%) answered the question "In what year was foam insulation installed in your home?"

The results were as follows:

<u>Year</u>	<u>%</u>
1980	33
1979	38
1978	16
1977	4
1976	-
1975	6
1974	3

It will be noted that a vast majority of the respondents insulated their homes after 1978, which coincides with the establishment of CGSB* product certification standards and the start of advertising and introduction of government, primarily CMHC*, subsidies to encourage people to use UFFI. Also, over 58% of the individuals surveyed had received either federal government (8%) or joint federal-provincial government (50%) subsidies.

These figures clearly show the part played by the federal and provincial governments in this affair. It is therefore difficult to explain their delay in providing full assistance programs to those who have suffered the harmful effects of UFFI, and in particular, Minister Ouellet's desire to wash his hands of the matter and leave the victims to their own fate.

c) The manufacturers

In most cases (84%), it was possible to identify the manufacturer. Only two companies were identified:

Borden Chemical Ltd.	:	56%
Lorcon Inc. (Rapco Foam)	:	44%

* CGSB - Canadian General Standards Board

* CMHC - Canada Mortgage and Housing Corporation

This merely confirms what we have known since the issue arose.

d) The installers

Nearly everyone surveyed (95%) was able to identify the contractor who sold and installed UFFI in their particular case. Over 28 different contractors were named. This illustrates the relative lack of organization which prevails in this sector, which has been flourishing for a number of years. Of these 28, three major firms alone account for two-thirds of the responses: Val-Royal, Gemini and Claugyl. This means 25 different contractors account for the other third.

One of the claims most frequently made to downplay the toxic and hazardous nature of UFFI is that the determining factor is the installation procedure. This is tantamount to saying that if UFFI were properly installed, there would be no problem. A public inquiry into UFFI conducted by the Health Department of the State of Massachussets concluded otherwise. According to this study, there is no evidence supporting a direct link between the quality of the installation procedure and the level of formaldehyde gas emissions. Our own study tends to support this.

Thus, if we consider the three main contractors and calculate the proportions of their respective customers who do and do not show physical symptoms related to the foam, no significant difference is noted. On the contrary, in all three cases the proportions are nearly the same. Furthermore, they correspond to the proportions found for all cases, as we will see later. Following is the percentage of customers who complained of physical ailments related to UFFI for each of the three contractors:

Claugyl	72%
Val-Royal	67%
Gemini	70%

The consistency of these figures indicates that we are dealing with a very real phenomenon and that the true determining factor is UFFI itself, not the procedure used to instal it.

These observations in no way remove the responsibility from a number of installers who actually installed the product while scoffing at all installation standards.

I - IN 70% OF THE CASES, FOAM DAMAGING TO OUR HEALTH

An exception? An isolated incident? No! What of our right

to enjoy good health when the members of 95 out of 136 families (70%) are subject to various ills? Furthermore there was some similarity in the symptoms suffered by these families. A coincidence? Hardly, for if we refer to Information Bulletin Vol. I, no. 5, Oct.-Nov. '80 of the "Centre de toxicologie du Québec", we see that the data we gathered is very consistent with the data respecting poisoning of the body's organs or systems caused by formaldehyde gas emissions.

Also, in compiling our statistics, we used the same categories as the "Centre de toxicologie du Québec" to show the main physical ailments suffered by these families.

Physical Ailments	Ttl. 95	%
Respiratory difficulties (throat ailments, coughing, bronchitis, pneumonia, asthma, and so on)	52	55
Eye irritations (conjunctivitis, and so on)	37	40
Dizzy spells, headaches	30	32
Nosebleeds	26	27
Skin rashes	16	17
Gastrointestinal disorders	8	9

To a lesser degree, there is evidence of symptoms which, in our view, are related to formaldehyde gas emissions; we are thinking here of general fatigue, certain kidney and circulatory problems, and so on.

From our survey, we were able to make other classifications which might have proved interesting, such as the extent to which the seriousness of the ailment is related to exposure time to the gas, which family members are most affected, and others. Obviously, still more critical questions must remain unanswered, such as: Have these gas emissions begun attacking certain tissues to the extent that a cancer may develop in a number of years? Have some fetuses been affected by this poison? - and so on. Even though we do not know the answers, according to a number of experts the danger is very real.

In fact, as the Canada Safety Council states in its folder of May '81 on Urea-formaldehyde, the NIOSH* and OSHA* advise that formaldehyde be handled on the job as a carcinogen. There is no safe level of exposure to cancer-producing products.

* NIOSH - National Institute for Occupational Safety and Health

* OSHA - Occupational Safety and Health Administration

We might point out here that some homes are contaminated by over six times the acceptable standard of 0.05 ppm and that the people living in these homes are exposed to more than three times the formaldehyde limit acceptable for workers in the industry who are in contact with the product only eight hours a day. What will happen to the people spending 24 hours a day in these homes? Will they be used as guinea-pigs to show that the product really is a carcinogen?

What conclusions can be drawn here? That the health problems diagnosed are psychosomatic, as some doctors would have us think? Or that any ailments are merely isolated incidents requiring the proper care, as Mr. Ouellet and Mrs. Bégin have disdainfully suggested before? That only 1% of the victims suffer from serious health problems, as the Tardif-Fallu plan urged us to believe?

Anyone daring to make such false claims would have to be very poorly informed, remote from the problems or insensitive to the victims, or be driven by motives far from desirable or unconcerned with the health and well-being of the public.

Based on these observations, the "Comité des victimes de la mousse d'urée de l'ACEF de Ste-Thérèse" requests that a full

epidemiological study be conducted of families living in homes insulated with urea-formaldehyde foam and of workers exposed to formaldehyde gas emissions in the workplace.

III - IN 37% OF THE CASES, FOAM DAMAGING TO OUR HOMES

The use of UFFI as insulation has caused both major and minor damage to the homes of those who consider themselves "victims of foam insulation". The homes of 37% of the victims were damaged after UFFI was installed. This damage, both inside and outside the structure, may be broken down as follows:

		Material Damage	%
Damage to inner structure		- warping of walls and ceilings	
		- rusting: nails	
		electrical outlets	66
		- discolouring of frames	
		- moisture and moulding	20
Damage to outer structure		- odour	14
		- roofing	
		- siding	12
		- rusting of mason's ironwork	
		- deterioration of product	10

With respect to material damage to the homes, it was observed that walls warped, boards became swollen from the moisture in the foam so that the foam could be seen in between, bricks became dislodged, the foam between the two-by-fours shrank or crumbled making it ineffective as insulation, and so on.

It was noted that the damage to the inside and outside of homes insulated with UFFI seriously reduced the quality of these homes, that the nature of the damage appears to be consistent and that often there is as much damage to the inner structure as to the outer structure.

What is to be done? Should we go on denying that the foam is harmful? It is time to get serious! Enough is enough!

IV - FOAM REDUCES THE MARKET VALUE OF OUR HOMES

There are those who will be tempted to eliminate the problem by selling their home and be unpleasantly surprized at the 30% to 50% drop in its market value.

One real estate agent informed us that in future (perhaps already) the notices describing houses on the market would state specifically what product was used to insulate the home.

Similarly, at our evening information sessions, we heard of cases where the managers of financial institutions were refusing or very reluctant to extend a loan in respect of a building insulated with this foam.

The victims of this hazardous product have had their hands tied and even been driven to financial loss and seizures of property.

V - REMOVE THE FOAM FROM THE WALLS OF OUR HOMES

This synthesis of the cases of victims of urea-formaldehyde foam insulation in the Basses-Laurentides region speaks volumes.

It shows without a doubt the toxic effects of this foam on the health of a vast majority of its victims, and gives concrete evidence of its corrosive effect on the structure of houses. It also points the finger at those responsible: the manufacturers, the installers and the government, particularly at the federal level.

There is only one valid, acceptable solution: to remove this foam insulation from the walls of all homes where it is present. In our view, this responsibility falls to the federal government

for two reasons: first, it is directly responsible in this matter as it approved, promoted and subsidized the product; and second, it is morally responsible for ensuring the public health of all Canadians in the face of this national disaster.

Comité des victimes de la mousse
d'urée de l'ACEF de Ste-Thérèse

25/11/81

APPENDIX "SNTE-16"

PURCHASE OFFER

Form approved
by l'Association de
l'Immeuble du Québec

This purchase offer is legally binding on the parties. Any changes hereto must be initialled.

I, the undersigned, (print Name, Occupation)
residing at (Address)
hereby offer to purchase from the owner-vendor through (Broker) represented by (Agent)

at the price and according to the terms and conditions stipulated below, the following property which I have examined and which I declare to be satisfactory, together with the building(s) thereon, situated at (Address, Municipality) and designated in the Land Registry of measuring wide and deep and having a surface area of , approximately.

PURCHASE PRICE AND MEANS OF PAYMENT

The purchase price shall be dollars
(\$), which I agree to pay as follows: \$

1.1 Upon signing of this purchase offer, a deposit by cheque in the amount of: \$
payable to: (Broker's Name)
trust, to be deposited in trust conditional upon acceptance of my offer. Upon the signing of the contract of sale, this amount shall be deducted from the purchase price.

1.2 Upon signing of the contract of sale before a notary public, by certified cheque an additional sum of approximately (refer to 2.1): \$

1.3 I shall assume all mortgage debts provided they are assignable. Otherwise I am entitled to cancel my purchase offer and my deposit shall be reimbursed to me:
(a) the existing first mortgage held by ;
this mortgage loan bears % interest; the balance of this loan outstanding is approximately:
(b) any other existing mortgages (see details of the Schedule attached hereto) totalling: \$

1.4 The balance of the sales price, the amount of which is shown at right, shall be payable to the owner-vendor; it shall bear an annual interest of \$ (calculated half-yearly, not in advance). The balance is payable over a period of years and exigible in years. This balance shall be payable in instalments of and hae a vendor's preferential claim and rank mortgage subsequent to a mortgage, the principal of which shall not exceed: \$

The contract of sale shall include a condition of avoidance of sixty days notice and any other protection clauses common to mortgage loan institutions. The obligation to pay the balance of the sales price is transferrable. This balance may be reimbursed in full or by instalments of no loss than \$ _____ at any time without penalty.

TOTAL PRICE \$ _____

TERMS AND CONDITIONS

2.1 Within _____ hours of the acceptance of this offer, I promise to apply, at my expense, for a new _____ rank-_____ mortgage loan for a minimum amount of \$ _____, at a maximum annual interest of _____ % (calculated half-yearly, not in advance), to be repaid over a period of _____ years, exigible in _____ years and payable in instalments of _____

In the event I am unable to obtain such a mortgage loan within _____ days of the acceptance of this offer, I promise to notify the owner-vendor immediately to this effect in writing.

The owner-vendor shall then be entitled within three days of receipt of the said notice, to require in writing that I immediately make, at my own expense, a new application for a mortgage loan, in accordance with the terms and conditions stated above, through one of the real estate brokers mentioned herein.

In the event this new application is refused, I promise to notify the owner-vendor immediately to this effect in writing. In this case, or in the event the owner-vendor does not require that a second mortgage loan be applied for, my purchase offer shall become null and void and my deposit shall be reimbursed to me.

2.2 The contract of sale shall be drafted in French (or English, at the express wish of the parties) and signed before a notary public _____ on or before the _____ 19 _____

2.3 I shall have title to the property in question upon the signing of the contract of sale and shall take up occupancy of the building the _____ 19 _____

2.4 At the time of the signing of the contract of sale, any sums to be disbursed in respect of taxes, mortgage loan interest, insurance premiums, rent, fuel, equipment rental costs as described in 2.13 below shall be paid up. I shall assume payment of any instalments falling due in respect of principal and interest on special taxes as of that same date. Any church charges encumbering the property shall be paid by the owner-vendor unless they apply to me.

2.5 Where applicable, I shall pay any municipal taxes in respect of land transfers. I shall assume the costs of the contract of sale, of recording it in the Registry, and of any copies. Any costs incurred to repay or cancel mortgages shall be borne by the owner-vendor.

2.6 The owner-vendor shall provide: (a) a valid property deed, free of all charges and other property rights; (b) any deeds he may have in his possession; (c) a localization certificate and surveyor's map, each describing the present situation of the property. Any updating of these two documents shall be at the expense of the purchaser provided no amendments are necessary. Except for the charges mentioned herein and the standard easements for public use, the owner-vendor indicates the existence of the following rights, easements and illegalities:

2.7 The owner-vendor shall, by certifying in the contract of sale or in an affidavit, state that he is a resident of Canada within the meaning of the Income Tax Act and the Taxation Act; otherwise the provisions of the tax acts governing the issue of a certificate or the retention of a portion of the sales price shall be applied.

2.8 If the property or part thereof described herein constitutes a family dwelling, the owner-vendor shall, upon acceptance of this purchase offer, submit to me the written consent of his spouse and the promise of the spouse to be a party to the notarized contract of sale, or a copy of a judgment authorizing the sale of the property without the spouse's consent. Should he fail to do so, I shall be entitled to cancel my purchase offer and my deposit shall be reimbursed to me.

2.9 The owner-vendor hereby certifies that the tenant(s), if applicable, presently pay a minimum monthly rent of \$ _____, that the lease(s) expire(s) the _____, and that no notice opt to change the lease(s) has been sent to any party, with the exception of:

_____ I promise to respect any lease currently in effect.

2.10 The owner-vendor certifies that to his knowledge, no notice of nonconformity has been issued by the municipal, provincial or other authorities in respect of this property, except those listed below, with which he has not conformed:

2.11 The owner-vendor certifies that this property is not, and to his knowledge has not been insulated using urea-formaldehyde foam.

2.12 Included in the sales transaction and purchase price are (a) any light fixtures and electrical control fixtures permanently affixed; (b) any permanent heating installations; (c)

2.13 I shall assume the lease(s) of the following accessories, which are the subject of a lease:

2.14 Not included in the sales transaction are:

2.15 Other terms and conditions (all conditions must be deposited below):

No condition or representation other than those contained herein shall affect, nor be capable of affecting this purchase offer, which is irrevocable until _____ o'clock the _____ 19 _____. In the event it is refused or not accepted by that time, it shall become null and void and my deposit shall be reimbursed to me. If, however, it is accepted, this purchase offer shall constitute a contract legally binding on the parties. A counteroffer constitutes a refusal unless accepted. I declare that I hae read and understood this purchase offer and received a true copy thereof.

Signature of _____ vendor(s)	Signature of purchaser(s)	Signature of spouse	Place	Date	Time
------------------------------	---------------------------	---------------------	-------	------	------

RECEIVED FOR DEPOSIT IN TRUST

The undersigned certify that the have received the deposit mentioned in this purchase offer from the purchaser.

Signature of broker or agent	Place	Date	Time
------------------------------	-------	------	------

ACCEPTANCE BY THE OWNER-VENDOR

The undersigned	(print Name,	Occupation)
residing at	(Address)	

accepts this purchase offer and promises to sell the property at the price and according to the terms and conditions stipulated above and promiss to pay to _____ (Agent) _____ a commission of _____ % of the sales price agreed to. Consequently, I hereby irrevocably authorize the notary public of this document to retain and pay this commission out of the proceeds of the sale, directly to the broker

Signature of owner(s)-vendor(s)	Signature of witnesse(s)	Place	Date8Time
---------------------------------	--------------------------	-------	-----------

INTERVENTION OF THE OWNER-VENDOR'S SPOUSE

I, the undersigned,	(print Name)
resident at	(Address)

certify that I am the spouse of the owner-vendor and consent to the acceptance of this purchase offer. I promise to be a party to the notarized contract of sale to that effect.

Signature of spouse owner-vendor	Signature of witness	Place	Date	Time
----------------------------------	----------------------	-------	------	------

ACKNOWLEDGMENT OF RECEIPT: I acknowledge receiving a true copy of this document.

Signature of purchaser(s)	Signature of witness(es)	Date	Time
Signature of owner-vendor(s)			

APPENDIX "STNE-17"

UFFI

UFFI

UFFI

UFFI

UFFI

BRIEF ~~SUB~~MITTED BY THE "COMITE DES VICTIMES DE LAVAL"

UFFI

UFFI

UFFIUUFFI

Comité des Victimes de la M.I.U.F. de Laval

CLSC Norman-Bethune

1665 rue du Couvent

Chomedey, Laval (P.Q.)

H7W 3A8

Distinguished Committee Members,

Former partner of the "Organisation des victimes d'isolation au formaldéhyde" (O.V.I.F.), and presently a member of the "Fédération des Comités de victimes de la mousse d'urée au Québec", the "Comité des victimes de la M.I.U.F. de Laval" is still actively seeking justice and demands that the federal government find a realistic and effective solution to this home insulation plague.

Alerted by the news media to the sure hazard related to the use of this chemical compound, spurred on by concern and badgered from all sides, the Laval victims assembled in early September 1981 and established an action committee to meet the information needs of, and bring awareness to the victims.

After a poll was conducted locally, the Committee presented its alarming findings in a booklet entitled "Santé".*

* Refer to our statistics.

On two occasions, the C.M.V.L. met with the community health service of the Cité de la Santé (City of Health) to prepare a standard interview to be used with patients suffering the effects of this polluted environment. A detailed questionnaire will assist in the diagnosis. The Committee insisted the hospital authorities provide physicians with adequate training for detecting UFFI-related symptoms. Victims have trouble obtaining recognition of their already existing medical record. It is doubtful we will receive their co-operation, and toxicologists are few and far between...

A systematic campaign is being organized to meet with the toxicologists of Santa Cabrini hospital. While we respect the professional attitude, medical reports are being closely guarded. Could this be for statistical purposes? Caution is the watchword. Any risk of claiming a cause-effect relation is out of the question...but the victims are still suffering from the effects. In sociological terms, we are witnessing a psychotic phenomenon...

Our local office receives many calls. Some victims go to the Emergency Department. The doctors at C.L.S.C. Norman-Bethune wish to listen to these people, but the floor attendants send us to house-mother "Santa Cabrini". The proverb which prevails is "When in doubt, stay out!" The situation is intolerable.

The "Comité des victimes de la M.I.U.F. de Laval" demands that the government:

1. Notify the provincial governments to accelerate their efforts to inform the public: urea-formaldehyde foam insulation is a national disaster detrimental to the health of the people;
2. As it is morally responsible, defray any costs of removing UFFI from homes and of any necessary reconstruction;
3. Treat and relocate as soon as possible any clinically-identified victims of this product;
4. Pass legislation immediately which would make removal of this product from all public buildings and homes in Canada obligatory;
5. Increase government advertising - "Save energy", yes! But your health comes first! Time is running out!

Because of the nature of your Committee, we will not deal with other aspects of the issue.

Already the victim of our harassment, the federal government can put a stop to it by amending Act C-109 so that any citizen who has been a victim of this error, may live happily in his

home and proudly in Canada!

No longer "From UFFI to..."

but rather "From sea to sea!"

Thank-you!

UREA-FORMALDEHYDE FOAM INSULATIONHISTORY

Urea-formaldehyde has been used in Canada as an insulator for a number of years. Since 1977, when Canadian government standards permitted its limited use under the Canadian home insulation program, there has been a significant increase in the use of urea-formaldehyde. In 1977, then, the federal government created a home insulation program under which it would subsidize material and labour costs. To be eligible for subsidization, homes and apartment buildings must have been built before 1981; applicants had to use one of the insulating products recognized by the CMHC. UFFI was one of these products.

The Quebec program is intended for owners of single-family dwellings built before 1946. As a result of complaints received by the Québec Bureau des économies d'énergie and the Department of Health and Welfare Canada, the federal government created an advisory committee of experts to study the effects of the foam on humans. On December 8, 1980, the committee submitted a provisional report recommending that the use of UFFI be prohibited because of the risk of allergic reactions and cancer. This recommendation was supported by government. On December 17, 1980, the minister of

Health and Welfare Canada, Monique Bégin, in conjunction with the minister of Consumer and Corporate Affairs, André Ouellet, announced a temporary ban on the use of UFFI as an insulator.

The Canada Mortgage and Housing Corporation withdrew all acceptance numbers for the foam. Insulation projects using UFFI are no longer eligible for federal or provincial subsidization. Specialists may no longer use the product, and those who have already signed a contract in which UFFI was set out as the insulation product to be used must make new arrangements. One thing, however, should be noted: the Department of Health and Welfare Canada advised CMHC and the provincial governments on August 15, 1980 that it could no longer endorse the use of UFFI because it represented a health hazard. It would appear, then, that Ottawa gave the go-ahead in 1977 for the use of UFFI as an insulator even though top civil servants and researchers for the National Research Council were concerned about the product. Moreover, in 1977, Energy Conservation Office civil servants were opposed to approving the use of the foam because of the structural damage it could cause. Then, on April 23, 1981, Mrs. Bégin, after reading the advisory committee's final report officially banned the use of UFFI as an insulator, by virtue of the Hazardous Products Act. Section 8(b) of the Hazardous Products Act reads as follows: "a product to be used in the home or whose use is of a personal nature...if he

(the governor-in-council) is convinced that the product represents or will, in all likelihood, represent, because of its design, construction or content, a public health or safety hazard".

As a result of this announcement, the Department of Consumer and Corporate Affairs set up, in the summer of 1981, a committee whose task is to gather, by telephone, all complaints made by UFFI victims across Canada. The committee will select 2,400 cases from the complaints gathered, and will then go to the sites to check formaldehyde levels, installation, etc.

One manufacturer, Energlobe Inc. of Granby, protested this program, and demanded that a federal Review Commission examine the file. Naturally, this company lost a good deal of money. Two collective appeal proceedings were instituted against two companies (Rapco Foam and Borden); the appeals stressed the dangers of UFFI and demanded that the foam be removed immediately from all walls insulated with the material. Also stressed was the damaging effects a decrease in property value would likely have. Here I must emphasize that in some cases people have been unable to renew insurance premiums for their homes because of the foam. Appeals were made to the Superior Court of Quebec. Never before have collective appeal proceedings involved so much money; we are talking about several billion dollars, here. Indeed, this

is the most serious "consumer" problem to arise in Canada.

Lawyers involved in collective appeals say that to prove that there is in fact too high a level of formaldehyde in a house is very expensive and very difficult, all the more so since men of science cannot agree on a sampling procedure that would produce truly conclusive results. In addition, it is difficult for each and every consumer to prove that the seller did, in fact, install the product specified, or even to show that the product was used in the same way in every case, and that it has the same effect, regardless of the type of house.

Collective appeal proceedings have therefore been abandoned because of a flaw in the new Provincial Collective Appeal Act which would have made plaintiffs responsible for at least one per cent of Court costs, which could have been as high as \$10,000,000.

The federal government is hesitant to provide financial compensation to home owners affected by UFFI. The federal government denies responsibility in this matter, explaining that prescribed standards have not been followed.

In the meantime, an organization for formaldehyde insulation victims has been founded in Montreal. The organization has 3,000 members. For its part, the Quebec government has formed an inter-

departmental group to study the various aspects of the problem and to possibly suggest what action could be taken to help citizens facing these problems. The work group is made up of representatives from the Ministry of Environment, the Ministry of Social Affairs (for health aspects), the Ministry of Energy and Resources, the SHQ and the Régie des entreprises de construction. The government created this committee upon the recommendation of the Office de protection du consommateur, which had received several complaints.

On June 18, 1981, 400 people gathered at the University of Montreal to obtain information on the dangers of UFFI; they all requested government assistance for the removal of foam from their walls. The protest coincided with the federal Review Commission's first public hearing requested by manufacturers. In Quebec, 20,000 to 30,000 subsidized homes were insulated with UFFI, but the total number of homes insulated with the material is estimated at 50,000. It should be noted that the CMHC authorized UFFI to be used only in hollow walls - not in roofs, attics or basements, as these areas are subject to heat and humidity, which speed up the emanation of gases.

The CSD (Centrale des syndicats démocratiques) is accusing the federal government of trying to avoid taking responsibility in the

alleged that there is still no satisfactory proof of the noxious nature of the product.

THE ISSUES

The foam can cause allergies and even cancer. The release of formaldehyde in buildings insulated with UFFI represents the main health hazard. The federal government banned the use of the foam on December 17, 1980, after tests proved that formaldehyde fumes cause nose and eye irritations, headaches, nausea, vomiting, bloody noses, asthma, respiratory problems, sinusitis, chronic colds, pneumonia, and abnormal thirst. The foam is more likely to affect infants, the elderly and people suffering from asthma. UFFI is rather similar to shaving cream, and is cream, blue or white in colour. The product can only be handled by experts, as it must be mixed on site and blown into walls under pressure with a gun connected to a special truck. Once installed, the foam hardens. However, sometimes it remains moist, contracts or expands. UFFI is about 75 per cent water and contains between 16 and 18 different chemical elements. It becomes dangerous if its chemical balance is upset. Chemical instability arises in an environment which is both very hot and very damp, in either summer or winter. Chemical instability is less likely to occur in autumn or spring. When it does occur, a colourless, unpleasant

-smelling gas is released. Sometimes the walls burst under the pressure of the synthetic product, the moisture causes interior surfaces to weep, the wood to rot and emit odours. Several people have had to leave their homes because of the noxious effects of the product. The simple solution to the problem is to remove UFFI from walls, which of course costs victims a great deal of money. It costs about \$25,000. to dismantle the walls and remove the foam in an eight-room house. In some homes, precautionary steps are sufficient to lower exposure to an almost normal level. In others, additional steps - less complicated and much less expensive than removing the foam - can be taken: improving ventilation, for example. In a very few cases, the concentration of formaldehyde is very difficult to reduce and the foam must be removed. The potential for medical problems exists if there is more than 0.1 parts per million of formaldehyde gas in the air. The possibility of cancer developing has not been tested in humans. The reason formaldehyde is said to be carcinogenic is that laboratory tests on rats have shown the product to have a mildly cancer-promoting effect. Victims are asking for help and, to date, no government has come to the aid of these people. The problem is believed to have developed because the product was used with a minimum of control. In addition, the Régie des entreprises en construction d'isolation du Québec has always had complete jurisdiction over insulation businesses operating in

Quebec. Nonetheless, most of these companies are not the least bit worried about obtaining the necessary permits, and the Régie's inspection service has not been supervising any more closely how the insulation is actually used. Certain federal civil servants stress that supervising the use of insulation falls under provincial jurisdiction, since UFFI is manufactured on the spot, using a resin and a foaming agent. The Régie acknowledges its guilt, but gives a lack of personnel and money as reasons. It should also be pointed out that the commercial value of houses insulated with UFFI has dropped dramatically since the product was first banned in December 1980. The only recourse available to victims lies in a civil law action, but even then a problem arises: the person instituting the proceedings must have suffered a loss. It must therefore be shown that exposure to formaldehyde gas is the direct cause of the bodily damages for which compensation is being claimed.

SUMMARY OF THE VARIOUS REPORTS

- Provisional report prepared by the HWC advisory committee on UFFI (December 8, 1980)

Results presented to the committee by the National Research Council, Division of Building Research, indicate that the foam

matter. The CSD holds the federal government responsible for these problems because, says the CSD, the CMHC only authorized the product for certain, very specific uses, and on the condition that the standards set by industry and the Canadian General Standards Board be respected. Now, says the CSD, the CMHC has made no effort to ensure that these standards are respected.

In early September of this year, Consumer Affairs ministers Ouellet (federal) and Tardif (provincial) met to discuss the problem. They declared that, for the time being, temporary and minor steps would be taken for UFFI victims: first, a program will be carried out by doctors to detect and treat the harmful effects of the insulation; and second, families whose homes have been rendered insalubrious by the product may be re-located.

As regards relocating families, Mr. Tardif and Mr. Ouellet have not yet announced conditions of eligibility for the program; the situation is therefore one of total uncertainty. The two ministers state that they must wait for the findings of the federal Commission of Inquiry, created by virtue of the Hazardous Products Act. This organization is to hear the cases of manufacturers of the product who are disputing the ban on UFFI as an insulator, and must submit a report next November 30. The government will therefore make no decisions on the matter before that date. It has been

promoted the growth of mushrooms. Certain types of mushrooms are pathogenic. Results presented at the Third Chemical Industry Institute of Toxicology on formaldehyde showed that formaldehyde caused cancer of the nose in rats. The committee was informed that the foam is composed of undetermined elements, and that it is fundamentally unstable. During the hardening stage, which can last up to three years after installation, formaldehyde gas may be released in either large or small quantities. The amount of gas released depends on the following factors: the skill of the installer, quality of chemical products, proportion of chemical products, mixing of chemical products, humidity and temperature. Hardening is invariably accompanied by a release of formaldehyde. The committee knows of no federal or provincial regulation governing the installation of the foam. The CMHC, before granting a subsidy under the insulation program for Canadian residences, requires that the installer use foam bearing a CMHC acceptance number, and that he respect CGSB standards. Membership in this organization is voluntary.

Two of the main resin manufacturers, certain preparers and a few of the biggest installers decided not to become members. Consequently, the actual effectiveness of this organization is debatable. The organization is planning to set up a \$250,000. contingency fund for especially difficult installation pro-

jects. The fund will cover construction costs as well as accomodation costs if occupants must be evacuated from the premises. The fact that the industry must set up a contingency fund to correct cases of faulty installation shows that UFFI can, indeed, be incorrectly installed. The federal government d does not particiapte in this organization. Meeting standards is voluntary, and any modification of or addition to existing standards is passed by consensus. Consequently, no one is obliged to conform to these standards. In fact, the experiences of the NRC Division of Building Research, Canada Mortgage and Housing Corporation, and the Department of Energy, Mines and Resources Enersave program have shown that the industry has difficulty respecting the standards.

Mr. Kanser, President of Innocan Investment:

Mr. Kanser says that the controversy over the foam has been blown way out of proportion. He says that his company has insulated more than 50,000 houses across Canada, and it has never received more than one per cent complaints. Of this percentage, in most cases they did not concern odours or possible damage, but rather poor installation of the foam or poor workmanship by contractors who neglected to fill in injection holes, for example. This product is still being used in the United States and Europe. The public

has been exposed to it for a very long time already; plywood and particle board glue also emits formaldehyde. This product is present in paper, ink and treatments to make materials crease-resistant and fireproof. These are manufacturers, and they have no control over the application of the foam. In addition, the government has a certain amount of responsibility as far as approving the product and encouraging its use is concerned.

Final Report of the Department of Health and Welfare Canada
Advisory Committee (April 1981)

Certain committee members believe that the federal government should consider giving assistance to those people suffering from problems which could be related to exposure to formaldehyde, that they should define and solve their problems. One form such assistance could take would be to take samples and collect data on the amount of formaldehyde present in dwellings. Urea-formaldehyde foam insulation was put on the market to modernize insulation in older homes. The Canada General Standards Board has formulated temporary standards concerning both the product and its installation. Installation standards restrict the use of the product to vertical empty spaces between walls and interior facings in wood-frame houses. However, the product has in the

past been installed in houses covered with brick facing, aluminum or other types of exterior facing preventing formaldehyde gas particles which have not reacted from escaping. Gas leaks are for the most part due to incorrect installation of the product or inadequate vapor barriers. As a general rule, a person's sensitivity to the product depends on the level of concentration of formaldehyde and the length of time they have been exposed to it. Urea-formaldehyde is prepared on the spot using a mixture of urea-formaldehyde resin, an acidic hardening agent (usually phosphoric acid) and a gas (usually compressed air).

In American reports, a certain number of symptoms which have been observed in people living in homes insulated with urea-formaldehyde foam, and in which formaldehyde has been able to escape into living quarters, have been put forward. While these reports have not allowed a direct connection to be made between cause and effect, every case concerned widely recognized toxic symptoms among workers exposed to formaldehyde.

FOR INFORMATION ONLY:

- The Canadian insulation assistance program has resulted in a higher turnover for Rapco Foam Inc. - known as Lorcon Inc. since 1976 when the government took control of it through its Crown

corporations. Rapco Foam was bought by Innocan Investment, which in turn is owned by the Canada Development Corporation, CN and Air Canada employee pension funds, and the Quebec Caisse de dépôts.

- Rapco Foam Inc. and Borden Chemical Inc. control 90 per cent of the Quebec market for the installation and sale of UFFI.
- The federal government has set UFFI installation standards.

These are:

- 1) The product may only be installed in completely empty spaces, between poles or in the bays of exterior walls in existing houses.
- 2) Only employees of the manufacturer or installers recognized by the manufacturer are authorized to install the product.
- 3) If the exterior is stucco or brick, installation must be done from the outside of the house.
- 4) The product must not contract by more than seven per cent.
- 5) The following information must be clearly marked on the sides of all barrels and containers used to transport the urea-formaldehyde product to the site where it is to be installed. The product will be deemed unacceptable if these conditions are not met: a) the manufacturer's name and the address of the factory where the product is manufactured in its liquid state; b) the product name; c) the CMHC acceptance number; d) the lot number; e) the expiry date; f) "the maximum R value is 2.5 for a one-inch

thickness once installed" must be clearly marked.

- In the State of Massachusetts, manufacturers were required to buy back the product.

- Municipality of Laval administration created a committee to provide assistance to UFFI victims. Mayor Paiement said that he would reconsider evaluating affected houses on October 1, 1981. He said the city would not spend any money but that an assistance mechanism could be put into action.

- In a leaflet put out in January 1981 by the Quebec Bureau des économies d'énergie, a table making a comparison of different insulators shows that formaldehyde gas can cause serious illness, and possibly cancer: this according to the U.S. National Academy of Science and the U.S. Consumer Product Safety Commission. It has also been claimed that "installation techniques and conditions greatly affect the effectiveness of the product, especially in the case of foam insulation prepared on site".

"HEALTH" COMPILATION MADE BY THE UFFI COMMITTEE FOR THE LAVAL AREA

This compilation was made from our files and by percentile projection from January 21 to September 30, 1982

Out of 600 files on Laval victims,

82% of these people state that they are having HEALTH PROBLEMS.

An examination of our files assembled to date for all areas of the city of Laval, following compilation carried out by a committee representing UFFI victims in Laval reveals the foregoing.

These are the results of this inquiry, expressed in percentages
(to date, September 30, 1982) from January 21, 1982.

NUMBER OF FILES COMPILED: 600

NUMBER OF PEOPLE AFFECTED: 2,041

YEAR IN WHICH UFFI WAS INSTALLED:

1980	208 homes	26.4%
1979	284 homes	49.6%
1978	60 homes	12.0%
1977-76-75	28 homes	6.0%

Note: Some of the respondents, including some renters, did not know the year the installation was made.

MEMBER OF THE FÉDÉRATION DES COMITÉS DE VICTIMES DU QUÉBEC
(Federation of Quebec Victims' Committees)

HOW MANY HOMES IN EACH SECTOR HAVE THIS INSULATION?

total:	572 homes	2,041 people	
Auteuil	16 homes	65 people	3.2%
Chomedey	109 homes	374 people	18.2%
Duvernay	83 homes	256 people	12.5%
Fabreville	31 homes	110 people	5.4%
Îles de Laval	-	-	-
Laval-des-Rapides	136 homes	538 people	26.4%
Laval-Ouest	3 homes	4 people	0.2%
Laval-sur-le-Lac	4 homes	10 people	0.5%
Pont-Viau	42 homes	138 people	6.8%
St-François	14 homes	53 people	2.6%
St-Vincent-de-Paul	96 homes	334 people	16.4%
Ste-Dorothée	17 homes	57 people	2.8%
Ste-Rose	16 homes	53 people	2.6%
Vimont	14 homes	49 people	2.4%

HOW MANY PEOPLE CAN NAME THE MANUFACTURER?

total: 541 90.2%

Borden: 252 42.1%

Rapco: 275 45.9%

another company: 14 2.2%

Note: the other companies are: Energlobe Foam Corporation -
(Gordon Greg) Insta Foam Insulating - Pudlix Food & Chem.
Co. Ltd. (?)

AMONG THOSE WHO COMPLAIN OF HAVING HEALTH PROBLEMS,

Rapco is mentioned in: 228 files 46.6%

Borden is mentioned in: 213 files 43.3%

HOW MANY IDENTIFY THE INSTALLER?

The two installers patronized by most of the victims are:

Val Royal : 192 32.0%

B. H. Décor Inc.: 182 30.3%

We also find the following installers frequently:

Isolation Gemini Inc.

Isolation Pouliot et Frères Enrg.

Isolation Plus Inc.

Isolation Métrotec Inc.

Isolation B L P Enrg.

and several others:

Isolation générale A P T Inc. Isolation C B S

Gabriel Décarie Isolation Économique Enrg.

Installation Belloff	Isolation G L Enrg.
Isolation Norden Ltée	Isolation Salaberry Enrg.
Isolation S O S Enrg.	Isolation St-Laurent
Northern Oil Cie Ltée	Laval Isolation Ltée
Rive-Sud Isolation	Lemire et Fils
Bouchard	Marcel Châteauguay
Cie 4 Saisons	Rénovation Georges Robert
Entreprises Denis Décarie	Rive-Sud Métropolitain
Isolation Albisol Inc.	Vadboncoeur de Marieville
Isolation C B C Anco	West Island

HOW MANY PEOPLE COMPLAIN OF PHYSICAL DISCOMFORT IN RELATION TO
THE TWO MAIN INSTALLERS WITH RESPECT TO ALL PERSONS COMPLAINING
OF PHYSICAL DISCOMFORT?

Val Royal: 162 33.3%

B. H. Décor Inc.: 156 31.3%

In the case of Val Royal, out of 192 homes or lodgings which were
insulated, illness is reported in the case of 162 of them
= 84.7%

In the case of B. H. Décor, out of 182 homes or lodgings which
were insulated, illness is reported in the case of 156 of them
= 85.5%

HOW MANY FAMILIES COMPLAIN OF HEALTH PROBLEMS?

492 82%

DESCRIPTION OF THESE PROBLEMS:

Respiratory (throat, coughing, bronchitis, pneumonia, asthma, etc.)

68.9% 413 families

eye irritation (tearing, conjunctivitis, visual problems)

59.6% 357 families

dizzy spells, headaches

56.8% 340 families

fatigue, sleepiness, insomnia

51.4% 308 families

skin irritation (eczema, hives, etc.)

45.4% 272 families

behaviour problems (nervousness, irritability, depression)

35.8% 214 families

nosebleeds

32.8% 196 families

gastro-intestinal difficulties (nausea, vomiting, diarrhea, etc.)

29.8% 178 families

Also mentioned were

allergies

circulatory problems

mononucleosis

cancerous tumours
heart murmurs
neurological problems
attempted suicides
memory losses
sinusitis
loss of the sense of smell
serious skin problems
losses of hair

Pregnant women are uneasy . . .

Several note that the harmony between the couple is menaced.
There is tension within families. Decisions are difficult to arrive at, because of the confused situation into which all the victims of this pestilence are plunged.

It is also reported that animals are ill, with some (dogs, cats, hamsters and birds) dying.

IN THE CASE OF PEOPLE COMPLAINING OF ILLNESS, IN HOW MANY OF
THESE CASES WAS THE HOUSE INSULATED TWO OR MORE YEARS AGO?

2 or more years:	312	63.3%
less than 2 years:	157	26.3%

HOW MANY PROBLEMS WITH THE HOUSES HAVE BEEN POINTED OUT TO US?

in total, for 272 houses and lodgings 45.4%

Problems inside the dwelling:

Odours

26.5% 159 dwellings

deformed and rotting walls and ceiling

15.3% 91 dwellings

humidity, moisture, fungus

12% 72 dwellings

rust on nails and wall plugs

1.9% 12 dwellings

brown casements

0.8% 5 dwellings

Problems on the outside of the dwelling:

roofing and exterior flashing: cracks, flaking bricks

6.6% 39 dwellings

bulging walls

3.6% 21 dwellings

ALL RESPONDENTS COMPLAIN OF THE LOSS OF MARKET VALUE FOR THEIR HOMES.

Other files are yet to be assembled, because the files started by the OVIF in the Montreal area were received by us this week and NEW CASES ARE SHOWING UP REGULARLY.

The CVML (Federation of Quebec Victims' Committees) continues to make an inventory of the victims, furnish information, and support legal action.

Doctors and research centres are studying urea formaldehyde foam insulation and all of the gases which it gives off, and the chemical reactions of ammonia or sulphur dioxide with various house framing materials. The leisurely pace at which this process is being carried out, due to a lack of depth, results in a situation where victims whose health is seriously affected must be ridded of this damnable poison at their own expense.

In the face of this drastic solution, the government and the National Research Council are of no help. How does one find out whether materials are contaminated? What neutralizers should be used? Should another insulating material be installed immediately? Are there any existing government programs which the victims could use? The former's silence is inconceivable.

In addition to evading their responsibilities, this governmental strategy of "victim nausea" is aimed at demoralizing victims, the game played by our politicians in the manner of Ouellet, Bégin and Company. This federal government strategy is unspeakably low and irresponsible.

In addition to being at the mercy of the delaying and diversionary tactics of the government, victims everywhere are refused mortgage loans to have the foam removed from their walls.

Potential buyers of these homes are refused loans to buy them. Moreover, following claims made by victims' committees that UFFI victims should receive priority treatment under the ENERGAIN program, the decision was made to refuse all assistance to UFFI victims.

LE COMITÉ DES VICTIMES DE LA MIUF DE LAVAL

(Laval UFFI Victims' Committee)

CLSC Norman-Bethune

1665, rue Du Couvent, Chomedey, Laval, P. Q.

H7W 3A8

telephone: 687-5690

Laval, October 1, 1982

PRESENTATION MADE BY THE LAVAL COMMITTEERE: Decontamination of Houses - Sulphur Dioxide v. Ammonia

The Board of Directors of the Comité des Victimes de la Miuf de Laval (Laval UFFI Victims' Committee) considers it necessary, and indeed important, to direct the attention of the Standing Committee on Health to the means used to decontaminate our homes. At present, sulphur dioxide is recommended. However, it would seem that this measure is not one-hundred percent guaranteed, particularly in the case of bricks and masonry. It appears that ammonia releases CO₂ and another gas on contact with mortar. The reaction of this gas with the house is unknown. Moreover, the long-term consequences of sulphur dioxide are still unknown. Within five years or less, we could be experiencing problems identical to the ones which we are now experiencing, caused, this time, by other gases. In certain cases, ammonia appears to be favoured, but it is nevertheless not endorsed by all specialists. These discussions and differences of opinion are taking place on the backs of victims who are already living in a state of

troubled uncertainty as regards the healthfulness of their homes, their worsening financial positions, and their present and future health. When those people mentioned in the file warn us that sulphur dioxide may cause irritation in addition to releasing an odour of rotten eggs after several days, we must be vigilant and obtain a healthier solution to our problems, for these victims have had more than their share of skin eruptions, itching and nauseating odours.

MEMBER OF THE FÉDÉRATION DES COMITÉS DE VICTIMES DU QUÉBEC

(Quebec Victims' Federation)

The following is an extract from a telegram sent by Mr. A. Ouellet to Mrs. N. Lamer:

"HOUSES INSULATED WITH UFFI. I HAVE PERSONALLY UNDERTAKEN TO OBTAIN, FROM THE PRIVATE SECTOR, THE PROVINCES AND OTHER FEDERAL ASSISTANCE PROGRAMS, ADDITIONAL FUNDS FOR HOME OWNERS. I AM COUNTING ON YOUR SUPPORT IN THIS REGARD. THE GOVERNMENT OF CANADA IS GREATLY CONCERNED ABOUT THE POSSIBLE LONG-TERM HEALTH EFFECTS OF UFFI. IT WILL CONTINUE TO MONITOR IT, AND WILL DEVOTE WHATEVER RESOURCES ARE REQUIRED FOR RESEARCH IN THIS AREA. IN THIS RESPECT, I"

After verification, Health Minister Bégoin refused subsidies to several research organizations, and to Dr. Lacroix.

Investigation of 49 houses

We met Mr. Jacques Vignola, and together we looked at the compilation of the files. The assistance centre carried out atmospheric tests in 49 homes where the foam had been removed. The results are astounding. Even when sulphur dioxide was used in half of them, the results differ in each case. Several of the owners also had sandblasting done. Almost half of them, however, are still experiencing health problems. Several still have high concentrations of formaldehyde gas and, in one case, one of the victims, after new walls were installed, found that there was still a concentration of .1 ppm formaldehyde gas in the house.

In all cases, formaldehyde is no longer found in the walls, only in the ambient air. You will thus acknowledge that it is absolutely impossible to come to any conclusion likely to further enlighten us. There is no relationship between decontamination and removal methods and the results obtained. Dr. Lajoie, from the Ministry of Health, wants to explore the hypothesis that the foam gives off a microscopic fungus. However, we do not have any additional details on this matter.

LE COMITÉ DES VICTIMES DE LA MIUF DE LAVAL

(Laval UFFI Victims' Committee)

CLSC Norman-Bethune

1665, rue Du Couvent, Chomedey, Laval, P. Q.

H7W 3A8

telephone: 687-5690

HEALTH COMPILATION OF THE UFFI COMMITTEE,

LAVAL AREA

Of the 366 files on Laval victims

82% complain of HEALTH PROBLEMS.

An examination of our files assembled to date for all areas of the city of Laval, following compilation carried out by a committee representing UFFI victims in Laval, reveals the following:

These are the results of this inquiry:

(to date, January 21, 1982)

NUMBER OF FILES COMPILED: 366

NUMBER OF PEOPLE AFFECTED: 1,244

YEAR IN WHICH UFFI WAS INSTALLED:

1980	92 homes	26.4%
1979	173 homes	49.6%
1978	42 homes	12.0%
1977-76-75	21 homes	6.0%

Note: Some of the respondents, including some renters, did not know the year that the installation was made.

MEMBER OF THE FÉDÉRATION DES COMITÉS DE VICTIMES DU QUÉBEC
(Federation of Quebec Victims' Committees)

HOW MANY HOMES IN EACH SECTOR HAVE THIS INSULATION?

total:	349 homes	1,244 people	
Auteuil	10 homes	40 people	3.2%
Chomedey	61 homes	226 people	18.2%
Duvernay	50 homes	156 people	12.5%
Fabreville	18 homes	67 people	5.4%
Îles de Laval	-	-	-
Laval-des-Rapides	83 homes	328 people	26.4%
Laval-Ouest	2 homes	3 people	0.2%
Laval-sur-le-Lac	2 homes	6 people	0.5%
Pont-Viau	26 homes	85 people	6.8%
St-François	9 homes	32 people	2.6%
St-Vincent-de-Paul	59 homes	204 people	16.4%
Ste-Dorothée	10 homes	35 people	2.8%
Ste-Rose	10 homes	32 people	2.6%
Vimont	9 homes	30 people	2.4%

HOW MANY PEOPLE CAN NAME THE MANUFACTURER?

total: 330 90.2%

Borden: 154 42.1%

Rapco: 168 45.9%

another company: 8 2.2%

Note: the other companies are: Energlobe Foam Corporation -

Insta Foam Insulating - Pudlix Food & Chem. Co. Ltd. (?)

AMONG THOSE WHO COMPLAIN OF HAVING HEALTH PROBLEMS,

Rapco is mentioned in:	140 files	42.1%
Borden is mentioned in:	130 files	43.3%

HOW MANY IDENTIFY THE INSTALLER?

The two installers patronized by most of the victims are:

Val Royal:	117	32.0%
B. H. Décor Inc.:	111	30.3%

We also find the following installers frequently mentioned:

Isolation Gemini Inc.

Isolation Pouliot et Frères Enrg.

Isolation Plus Inc.

Isolation Métrotec Inc.

Isolation B L F Enrg.

and several others:

Isolation générale A P T Inc.	Isolation C B S
Gabriel Décarie	Isolation Économique Enrg.
Installation Belloff	Isolation G L Enrg.
Isolation Norden Ltée	Isolation Salaberry Enrg.
Isolation S O S Enrg.	Isolation St-Laurent
Northern Oil Cie Ltée	Laval Isolation Ltée
Rive-Sud Isolation	Lemire et Fils
Bouchard	Marcel Châteauguay
Cie 4 Saisons	Rénovation Georges Robert

Entreprises Denis Décarie	Rive-Sud Métropolitain
Isolation Albisol Inc.	Vadboncoeur de Marieville
Isolation C B C Anco	West Island

HOW MANY PEOPLE COMPLAIN OF PHYSICAL DISCOMFORT IN RELATION TO
THE TWO MAIN INSTALLERS WITH RESPECT TO ALL PERSONS COMPLAINING
OF PHYSICAL DISCOMFORT?

Val Royal: 100 33.3%

B. H. Décor Inc.: 94 31.3%

In the case of Val Royal, out of 117 homes or lodgings which were insulated, illness is reported in the case of 110 of them
= 84.7%

In the case of B. H. Décor, out of 111 homes or lodgings which were insulated, illness is reported in the case of 94 of them
= 85.5%

HOW MANY FAMILIES COMPLAIN OF HEALTH PROBLEMS?

300 82%

DESCRIPTION OF THESE PROBLEMS:

Respiratory (throat, coughing, bronchitis, pneumonia, asthma, etc.)

68.9% 252 families

eye irritation (tearing, conjunctivitis, visual problems)

59.6% 218 families

dizzy spells, headaches

56.8% 208 families

fatigue, sleepiness, insomnia

51.4% 188 families

skin irritation (eczema, hives, etc.)

45.4% 166 families

behaviour problems (nervousness, irritability, depression)

35.8% 131 families

nosebleeds

32.8% 120 families

gastro-intestinal difficulties (nausea, vomiting, diarrhea, etc.)

29.8% 109 families

Also mentioned were

allergies

circulatory problems

mononucleosis

cancerous tumours

heart murmurs

neurological problems

attempted suicides

memory losses

sinusitis

loss of the sense of smell

serious skin problems

losses of hair

Pregnant women are uneasy . . .

Several note that the harmony between the couple is menaced. There is tension within families. Decisions are difficult to arrive at, because of the confused situation into which all the victims of this pestilence are plunged.

It is also reported that animals are ill, with some (dogs, cats, hamsters and birds) dying.

IN THE CASE OF PEOPLE COMPLAINING OF ILLNESS, IN HOW MANY OF THESE CASES WAS THE HOUSE INSULATED TWO OR MORE YEARS AGO?

2 or more years:	190	63.3%
less than 2 years:	79	26.3%

HOW MANY PROBLEMS WITH THE HOUSES HAVE BEEN POINTED OUT TO US?

in total, for 166 houses and lodgings 45.4%

Problems inside the dwelling:

Odours

26.5% 97 dwellings

deformed and rotting walls and ceilings

15.3% 56 dwellings

humidity, moisture, fungus

12% 44 dwellings

rust on nails and wall plugs

1.9% 7 dwellings

brown casements

0.8% 3 dwellings

Problems on the outside of the dwelling:

roofing and exterior flashing: cracks, flaking bricks

6.6% 24 dwellings

bulging walls

3.6% 21 dwellings

ALL RESPONDENTS COMPLAIN OF THE LOSS OF MARKET VALUE FOR THEIR HOMES.

Other files are yet to be assembled, because the files started by the OVIF in the Montreal area were received by us this week and NEW CASES ARE SHOWING UP REGULARLY.

The CVML (Federation of Quebec Victims' Committees) continues to make an inventory of the victims, furnish information, and support legal action.

According to research carried out by Drs. Lacroix and Nantel, along with five specialists from Ste-Justine, the conclusion, for the time being, is that:

- 1- The health of UFFI victims is more seriously affected than was previously thought.
- 2- The more they are exposed to the product, the greater the risks.

Moreover, according to Dr. Yves Alary, environmental medicine toxicologist from the University of Pittsburgh, the current norm of 0.1 ppm is ridiculous. The safe concentration of this gas should be 0.003 ppm. What more must be done to get the government to accept the evidence? Hundreds of deaths! Wait just a bit, you will have them.

Le comité des victimes de la miuf de Laval

(Laval UFFI Victims' Committee)

Presented by Jacques Gravel

3841, rue Léonard

St. Vincent de Paul

Laval, P. Q.

661-8182

668-6366

APPENDIX ' 'SNTE-18' '

H.U.F.F.I. Kingston

Urea Formaldehyde Insolated Home Owners,

102 Collingwood Street,

Kingston, Ontario.

K7L 3X5

September 17, 1982

Mr. Marcel Roy, M.P.,
Chairman,
Steering Sub-committee on UFFI,
Standing Committee on Health, Welfare and Socials Affairs,
Room 519, Wellington Building,
House of Commons,
Ottawa

Dear Sir,

Please find herewith a brief from HUFFI Kingston presented to the Steering Sub-Committeeon UFI to be used during its study of various problems associated with urea formaldehyde insulation and of Bill C-109

We hope that our comments and suggestions will be of use to the Sub-Committee. I wish to thank you of the attention I know you will bring to the matter.

Yours truly,

Jack Henderson,
President

OTTAWA - OCTOBER 4th, 1982SUMMARY OF STATEMENT BY HUFFI KINGSTON

The UFFI bill, C-109, has passed. The UFFI problem has not.

Speed is necessary in implementing remedial measures. People continue to suffer and remedial action is restricted to the warm weather.

The Government's UFFI policies breed distrust:

- The UFFI Centre phone was answered in only 4.3% of calls placed during our survey.
- Test results come to us from the UFFI Centre--not from the independent testing lab.

People are trapped in their homes. The program is totally inadequate.

- \$5,000.00 barely starts the removal
- The homeowner must pay for the work and then be reimbursed a financial impossibility for all but the wealthy.
- The current proposals of sealing, and venting as remedial measures will not deal with the health problem or the structural damage, and will not restore confidence in the real estate value of UFFI homes.
- There is no effective technical help for masonry homes.
- Additional sources of funding must be provided.

H.U.F.F.I. KINGSTON
Homeowners with Urea Formaldehyde Foam Insulation
102 Collingwood Street
Kingston, Ontario
K7L 3X5

17 September 1982

STATEMENT by Kingston, Ontario, chapter of H.U.F.F.I. (Homeowners with Urea Formaldehyde Foam Insulation) to the UFFI Steering Committee of the Committee on Health, Welfare and Social Affairs:

The UFFI bill (C-109) has passed. The UFFI problem has not. Fearful that Parliament will consider the matter now closed or about to be so, we submit the following for your committee's consideration:

1. As already mentioned by one of your committee members, the Honourable Flora MacDonald, in the House of Commons, 10 May, 1982, there are approximately 2,000 UFFI--insulated households in the Kingston area. HUFFI Kingston represents the UFFI--related problems and wishes of the approximately 7,500 people who live in those homes.

2. All proper speed by the government is necessary in implementing remedial measures, whatever they may be. Removal of UFFI is a warm weather activity. Final decisions by March or April of any year are immediately useful. Those made in August or September, however, must await the following summer before homeowners can avail themselves of the benefits. We mention this because we, the UFFI homeowners, have watched helplessly since December 1980, when the UFFI problem was first raised by the government, as Parliament considered the matter, and we have been especially frustrated watching this past summer go by while Bill C-109, whatever its final form and result were to be, was being debated and shaped into what Parliament considered a workable measure. Thus, the entire summer of 1982 (not to mention 1981) has gone by, without our being able to take advantage of the warm weather to pursue individual remedial measures, and we must now go through another eight UFFI--filled months before we can put to use the provisions of C-109.

3. There is much mistrust of the government by UFFI homeowners. While this may be unfortunate and counter-productive, it is understandable. Government has been slow to respond to our concerns and inquiries, when it has responded at all. The UFFI Information Centre hotline number (1-800-567-6870) seems to be continually busy and unreachable since passage of Bill C-109, whereas it was always available before that. We therefore feel cut off from even reaching government in any effective way, let alone influencing government's actions on this matter. There is, furthermore, wide mistrust of the accuracy of the government's testing of UFFI homes for formaldehyde, especially inasmuch as persons who completed the tests and mailed in the test

samples as long ago as last April have yet to receive the results, results which involve their and their families' health. Are these tests the most accurate possible? Where are the results? Is the UFFI Centre hotline still in operation? Is it accessible by phone? Can we get responses to our justifiable concerns? Or must this entire scandal continue to unfold in as confused and suspect a manner as it has? Is it true that the deliberations of the very committee to whom this statement is addressed are being held, as we are told, in camera? If so, why?

4. One of the aspects of mistrust concerns the suspicion that government, now that Bill C-109 has passed, will simply pay off homeowners (so far as Bill C-109 allows), and forget the matter. Not only are we concerned because the payment of up to \$5,000 is so inadequate to meet the actual expense we will be incurring, but because for perhaps the majority of us, those with masonry homes, nothing has been solved, even with the \$5,000 grant. There is no known safe method of neutralizing UFFI, once removed, from the mortar found in brick, concrete block, or stone homes. Research into finding a neutralizing chemical other than Sodium Bisulfite has been going on under government sponsorship. Will this research continue, now that the government has its UFFI bill? There is nothing in the current implementing regulations which accompany the Bill to indicate that it will. Without such a neutralizing chemical, owners of masonry homes cannot effectively remove the UUFFI. We urge as strongly as possible that research into a safe neutralizing chemical for masonry be continued and even stepped up, so that a method can be found by Spring, 1983, in order for dissemination of the information before the warm weather removal period.

5. People in UFFI-insulated homes are at present trapped in them. "Trapped" is not too strong a word. One cannot sell a house with UFFI. Real estate agents insist that the house-vendor state whether the house is or has ever been insulated with UFFI. If the answer is yes, banks will not offer mortgages. Thus, one is not free to relocate from one area of the country to another, unless one is willing essentially to abandon one's home. In a time of high unemployment, this inability to seek and/or accept a job in another geographical area has caused for many people an especially untenable and impossible situation. For others, particularly the elderly, their home represents virtually their entire life's savings. Many of those approaching retirement do so knowing that their homes, which represented their retirement incomes, can no longer be that. These people are virtual paupers. For this reason, two very important steps must be taken:

- a. The \$5,000 grant, though inadequate, must be paid in advance, if requested. How many can afford to pay large contractors' bills from their own pockets?
- b. The government must take effective steps to help remove the stigma now attached to UFFI houses, which makes them unsaleable and therefore valueless. One way of doing so is to continue medical research into health aspects of UFFI, in the hope that

fears of the dangers of the foam may be alleviated, or that homes from which the UFFI has been removed may be declared safe and accepted by the public as safe.

6. It should be apparent from what we have said above that we consider the government's proposed remedy, sealing and venting, as a "band-aid" approach hardly worthy of serious mention. One of our members who attended the government's training course in UFFI remedial measures came away convinced that sealing and venting is unworkable, misguided, and unacceptable to homeowners. He further reported that that was the attitude of the many contractors in the course and of the instructor himself. Sealing and venting, furthermore, makes houses into wasters of energy, which is exactly contrary to the original purpose of installing the UFFI under the CHIP program, and fails to prevent the continuing deterioration and eventual breakdown of UFFI, its structural damage to the wall cavity, or the harmful effects of the Urea component of the foam in the walls. The whole concept of sealing and venting should be abandoned. It has virtually no credibility among the public, so far as we can ascertain. Total removal of the UFFI is the only acceptable remedy.

7. The \$5,000 grant, which in most cases barely touches the actual cost of removal, is not only inadequate, it is mathematically impossible within the \$55 million appropriated under Bill C-109. More money must be forthcoming, and more must therefore be found. As UFFI homeowners, we are not fiscally irresponsible. We know the financial burden on the government which an equitable and satisfactory settlement of this problem would cause. But ways must be found. In addition to any other measures deemed appropriate and feasible by your committee and government, we suggest one or more of the following, as a starting point:

- a. Special lotteries.
- b. Vigorous pursuit of the UFFI industry, because of its liability in this matter.
- c. Interest-free loans for total removal now.
- d. Abatement or write-off of taxes for personal funds spent on UFFI remedial measures.
- e. Continuation of the grants over a number of years, until each homeowner's total costs have been reimbursed.
- f. Aid from provincial and municipal governments, other federal bodies, and private sector sources.

The members of HUFFI Kingston, like those of HUFFI groups across Canada, still place their hopes and faith in the government's ability and desire to find a truly fair solution to this problem. HUFFI has demonstrated its willingness to co-operate with government in achieving such a solution. As we

have implied, however, as one's patience and faith grow thin, one's mistrust and cynicism grow strong. Can any government afford to alienate its heretofore loyal, law-abiding, tax-paying citizens in this way? A fair settlement of this problem may be difficult and costly today, but the long term gains in the health, welfare, and good will of the hundreds of thousands of Canadians affected by this issue may well be worth many times the immediate cost. We respectfully urge your committee to consider this and the matters delineated above.

Submitted by HUFFI Kingston (Ontario)

Executive Committee:

Jack Henderson, Chairman
Lawrence Morrell
Joseph Stertz
Lynn Purvis
Judith Elliot
Maurice Breslow
Nita Doyle
Edward Doyle

APPENDIX ' 'SNTE-19' '

UFFI PROGRAM EXPENDITURES

1982

<u>OPERATIONS</u>	<u>to 15.9.82</u>
1. Salaries and benefits, etc.	\$1,027,849.00
2. Dosimeter Testing	273,886.85
3. Full Scale Testing	76,992.19
4. Contractor Registration	229,198.25
5. Telephone	105,982.06
6. National Advisory Council	14,456.63
7. Communications	114,016.42
	<hr/>
	\$1,842,381.40

APPENDICE «SNTÉ-15»

LA MOUSSE D'UREE:
UNE ATTAQUE A NOTRE
DROIT A LA SANTE

Compilation des dossiers des victimes
de la mousse d'urée-formaldéhyde des
Basses-Laurentides.

25 novembre 1981

TABLE DES MATIERES

Page

I- Quelques informations pour bien circonscrire le problème étudié

- a) nombre de dossiers et régions couvertes
- b) année d'installation de la mousse
- c) les fabricants du produit
- d) les installateurs du produit

II- La mousse attaque notre santé dans 70% des cas

III- La mousse attaque nos maisons dans 37% des cas

IV- La mousse attaque la valeur marchande de nos maisons

V- Enlever la mousse des murs de nos maisons

I- QUELQUES INFORMATIONS POUR BIEN CIRCONSCRIRE LE PROBLEME ETUDIE

Depuis le début du mois de mai, L'ACEF de Ste-Thérèse enregistre, dans un dossier sommaire, des informations sur les victimes de l'isolation à l'urée-formaldéhyde. Ces informations sont suffisantes pour nous permettre une compilation de ces dossiers et ainsi mieux comprendre l'ensemble de la situation de ces victimes devant ce désastre national.

a) Nombre de dossiers et régions couvertes

L'enquête que nous avons menée porte sur un total de 136 cas répartis dans une quarantaine de localités des Laurentides et des Basses-Laurentides. Les localités les plus représentées sont les suivantes:

Localité	%	Localité	%
Ste-Thérèse	18	Bois-des-Filions	4
Boisbriand	6	Lachute	4
Rosemère	6	Saint-Louis-de-	
St-Jérôme	6	Terrebonne	4
St-Eustache	5	Terrebonne	4
Blainville	5	Autres	38

Soulignons tout de suite la dispersion des victimes sur un territoire approximativement borné à l'ouest par Oka, au nord par St-Jovite, à l'est par Terrebonne et au sud par la rivière des Mille-Iles.

Cette dispersion rend évidemment plus difficile la vision de ce désastre si on le compare à ceux communément reconnus comme des inondations, des sécheresses, etc. De plus, cette situation rend ardu le regroupement et l'organisation des victimes.

b) Année d'installation de la mousse isolante d'urée-formaldéhyde

A la question «en quelle année la mousse isolante a-t-elle été installée dans votre maison», 96 personnes sur 136, ou 76% des répondants ont donné une réponse. Voici les résultats:

Année	%
1980	33
1979	38
1978	16
1977	4
1976	-
1975	6
1974	3

On remarquera que la très grande majorité des personnes ont fait isoler leur maison depuis 1978, ce qui coïncide avec l'établissement des normes d'acceptation du produit par l'ONGC* et avec le début de la publicité et des subventions gouvernementales principalement la SCHL*, incitant les citoyens à utiliser la MIUF. D'ailleurs, plus de 58% des personnes interrogées ont reçu des subventions gouvernementales, soit du fédéral (8%), soit conjointement du fédéral et du provincial (50%).

Ces chiffres montrent clairement la responsabilité des gouvernements fédéral et provincial dans cette affaire. On s'explique mal dans cette perspective le retard qu'ils mettent à dispenser des programmes d'aide complets aux victimes des effets nocifs de la MIUF et surtout la prétention du ministre Ouellet qui voudrait s'en laver les mains et abandonner les victimes à leur sort personnel.

c) Les fabricants du produit

Dans la majorité des cas, soit 84%, on a pu identifier le fabricant du produit. Deux compagnies seulement se partagent la totalité des réponses:

Borden Chemical Ltd.	:	56%
Lorncon Inc. (Papco Foam)	:	44%

Cette réalité ne fait que confirmer ce que nous savons depuis le début de cette affaire.

d) Les installateurs du produit

Presque toutes les personnes interrogées (95%) ont pu identifier l'entrepreneur qui leur a vendu et qui leur a posé la MIUF. Plus de 28 entrepreneurs différents ont été identifiés, ce qui illustre la relative anarchie qui existe dans ce secteur florissant depuis quelques années. De ce nombre, se dégagent trois entreprises principales qui regroupent à elles seules les 2/3 des réponses: Val-Royal, Gemini et Claugyl. C'est dire que dans l'autre tiers des réponses, nous retrouvons plus de 25 entrepreneurs différents.

Un des arguments fréquemment invoqués pour minimiser le caractère toxique et dangereux de la MIUF consiste à dire que c'est le processus d'installation qui est le facteur déterminant. Cela

* ONGC--Office des normes générales du Canada

* SCHL--Société canadienne d'hypothèques et de logement

revient à dire que si la MIUF est bien posée, il n'y aura pas de problème. Le Département de santé publique de l'Etat du Massachussets qui a procédé à une enquête publique sur la MIUF, en est arrivé à des conclusions inverses. Selon lui, rien ne permet de croire qu'il y ait un lien direct entre la qualité de la procédure d'installation et le niveau des émanations de formaldéhyde. Notre propre enquête va dans le même sens.

Ainsi, si nous considérons les trois principaux entrepreneurs et que nous calculons chez leurs clients respectifs la proportion de ceux qui ont et qui n'ont pas de symptômes physiques reliés à la mousse, nous ne pouvons noter aucune différence significative. Au contraire, dans les trois cas, la proportion est presque identique et correspond d'ailleurs à la proportion retrouvée dans le total des cas, comme nous le verrons plus loin. Voici le pourcentage de clients qui se sont plaints de malaises physiques reliés à la MIUF pour chacun des trois entrepreneurs:

Claugyl	72%
Val-Royal	67%
Gemini	70%

La régularité de ces chiffres indique que nous avons affaire à un phénomène bien réel et que le facteur déterminant est bien la MIUF elle-même et non la façon dont elle est posée.

Ces constatations n'enlèvent aucunement la responsabilité de plusieurs installateurs de mousse qui ont effectivement posé le produit en se riant de toutes les normes d'installation.

II- LA MOUSSE ATTAQUE NOTRE SANTE DANS 70% DES CAS

Phénomène excessif? Isolé? Non! Que penser du droit à la santé quand 95 familles sur 136, ou 70% des familles voient leur corps agressé sous diverses formes et qu'en plus il y ait ressemblance entre les symptômes de ces familles: Coïncidence? Pas vraiment car en consultant le Bulletin d'information, Vol. I, no 5, oct-nov. 80 du Centre de toxicologie du Québec, on s'aperçoit que les données que nous avons recueillies sont très semblables aux données portant sur l'intoxication des organes ou systèmes du corps humain causée par l'émanation de formaldéhyde.

D'ailleurs comme regroupement statistique, nous avons utilisé les mêmes catégories de classement que le Centre de toxicologie pour vous faire part des principales agressions corporelles vécues par les familles.

Agressions corporelles	N-95	%
Problèmes respiratoires (gorge, toux bronchite, pneumonies, asthme, etc.)	52/95	55
Irritations oculaires (conjectivites, etc.)	37/95	40
Étourdissements et maux de tête	30/95	32
Irritations de la peau	16/95	17
Troubles gastro-intestinaux	8/95	9

Et dans de moindres pourcentages, on retrouve quand même des symptômes qui, à notre avis, sont reliés aux émanations de gaz formaldéhyde; nous pensons aux états de fatigue générale, à certains problèmes rénaux, d'articulation, etc.

Notre enquête ne nous permettait pas de faire d'autres regroupements qui auraient été intéressants, à savoir: à quel point la gravité des problèmes est reliée au temps d'exposition du gaz, quelles sont les personnes dans la famille qui sont les plus affectées, etc... Evidemment, l'on ne peut pas non plus répondre à des questions plus vitales encore, du type de: est-ce que les émanations de gaz ont commencé à attaquer certains tissus au point où l'on verrait l'apparition d'un cancer dans quelques années? Y a-t-il des foetus qui sont affectés par ce poison? etc... Même si on n'a pas de réponse, le risque est réel selon plusieurs experts.

En effet, comme le cite le «Conseil canadien de la sécurité» dans son dossier de mai 81 sur «La formaldéhyde», la NIOSH* et l'OSHA* recommandent de manipuler la formaldéhyde au travail comme un agent cancérigène. Un niveau sécuritaire d'exposition aux produits cancérigènes est inconnu.

Soulignons ici, que des foyers sont contaminés au point d'excéder jusqu'à 6 fois la norme acceptable de 0.05 ppm et que les personnes vivant dans ces maisons sont exposées au formaldéhyde dans des limites excédant de 3 fois le taux acceptable pour les ouvriers de l'industrie en contact avec le produit seulement 8 heures par jour. Qu'arrivera-t-il aux personnes vivant 24/24 heures dans ces maisons? Serviront-elles de cobayes pour démontrer que le produit est effectivement cancérigène?

* NIOSH--National Institute for Occupational Safety and Health

* OSHA--Occupational Safety and Health Administration

Alors que conclure à ce chapitre? Que les problèmes de santé diagnostiqués sont de sources psychosomatiques comme plusieurs médecins ont tenté de nous le laisser croire?

Que les problèmes de santé ne constituent que des cas isolés et qu'il ne s'agit que de se faire soigner, comme M. Ouellet et Mme Bégin nous l'ont conseillé de façon fort méprisante, d'ailleurs?

Que les problèmes graves de santé ne touchent que 1% des victimes comme le plan Tardif-Fallu nous incitait à le croire?

Il faut être bien mal informés, loin des problèmes ou insensibles aux témoignages des victimes pour oser affirmer de telles faussetés. Ou encore être guidés par des mobiles très éloignés de la satisfaction, de la santé et du mieux-être des citoyens.

Suite à ces constatations, le «Comité des victimes de la mousse d'urée de l'ACEF de Ste-Thérèse» demande qu'une étude épidémiologique complète soit faite autant auprès des familles isolées à la mousse d'urée qu'auprès des travailleurs exposés aux émanations de gaz formaldéhyde dans leur milieu de travail.

III- LA MOUSSE ATTAQUE NOS MAISONS DANS 37% DES CAS

L'utilisation de la MIUF comme isolant a causé des dégâts tant mineurs que majeurs aux maisons de ceux qui se sont déclarés «victimes de la mousse». En effet, 37% des gens ont vu leur maison se détériorer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur après la pose de la MIUF; voici plus en détail les données:

Dommages matériels		%
intérieur de la maison	- murs et plafonds déformés	
	- rouille : clous	
	prises électr.	66
	- coulisses brunes	
	- humidité et moisissure	20
extérieur de la maison	- odeur	14
	- toiture	
	- revêtement extérieur	12
	- ferrements de brique rouillés	
	- détérioration du produit	10

Concernant les dommages matériels aux maisons, on a vu des murs gondolés, des «lattes» de bois gonflées par l'humidité de la mousse au point où l'on voit la mousse entre les interstices embouvetées, des briques qui se disloquent, le rétrécissement de la mousse entre les 2''x4'' ou son effritement rendait l'isolation inopérante, etc....

On se rend compte que la dégradation intérieure et extérieure des maisons isolées à la MIUF est une atteinte grave à la qualité de ces maisons, que les dommages sont similaires et l'on doit ajouter que souvent la dégradation est autant intérieure qu'extérieure.

Mais que faire? Continuer à nier que la mousse n'est pas dommageable? La récréation est finie! Quand même!

IV- LA MOUSSE ATTAQUE LA VALEUR MARCHANDE DE NOS MAISONS

Certains auront tenté de se débarrasser du problème en vendant leur maison avec la désagréable surprise qu'ils vendraient avec une perte allant entre 30 à 50% de sa valeur marchande.

Un agent d'immeuble nous faisait part que, désormais (peut-être est-ce déjà fait) les fiches de description des maisons à vendre comprendraient une spécification particulière sur le produit utilisé pour l'isolation.

De même, dans nos soirées d'information on nous rapportait des cas où les gérants d'institutions financières refusaient ou étaient très réticents à prêter sur un immeuble isolé à la mousse.

Les victimes de ce produit dangereux sont coincées de toutes parts et sont même acculées à des pertes monétaires et à des saisies immobilières.

V- ENLEVEZ LA MOUSSE DES MURS DE NOS MAISONS

La compilation de ces dossiers de victimes de la mousse d'urée de la région des Basses-Laurentides est éloquente.

Elle démontre indubitablement les effets toxiques de la mousse sur la santé d'une très grande majorité des victimes; elle démontre concrètement son caractère corrosif sur la charpente des maisons. De plus, elle pointe du doigt les responsables: les fabricants du produit, les installateurs et les gouvernements dont le fédéral en premier lieu.

Une seule solution s'impose comme valable et acceptable, soit d'enlever la mousse isolante des murs de toutes les maisons ainsi isolées. D'après nous, cette responsabilité incombe au gouvernement

fédéral et ce pour deux raisons: d'une part, il a une responsabilité directe dans cette affaire puisqu'il a approuvé, promu et subventionné le produit et d'autre part, parce qu'il a la responsabilité morale d'assurer la santé publique des Canadiens devant ce désastre national.

Comité des victimes de la mousse
d'urée de l'ACEF de Ste-Thérèse

1e 25/11/81

APPENDICE «SNTÉ-16»

OFFRE D'ACHAT

Formule approuvée
par l'Association de
l'immeuble du Québec

GATINEAU	(819) 561-0223	<input type="checkbox"/>
MANIWAKI	(819) 449-1336	<input type="checkbox"/>
BUCKINGHAM	(819) 986-3187	<input type="checkbox"/>
HULL	(819) 770-9221	<input type="checkbox"/>
AYLMER	(819) 684-2260	<input type="checkbox"/>
WAKEFIELD	(819) 459-2383	<input type="checkbox"/>

Cette offre d'achat constitue un contrat liant juridiquement les parties. Toute modification doit être initialement.

Par la présente, je soussigné

nom en lettres moulées

occupation

demeurant au

adresse

offre au propriétaire-vendeur d'acheter par l'intermédiaire de

courtier

représenté par

agent

aux prix et conditions ci-dessous énoncés, l'immeuble suivant que j'ai examiné et dont je me

déclare satisfait, avec bâtiment(s) y érigé(s), sis au

adresse et municipalité

et désigne au cadastre de

comme étant le(s) lot(s) numéro(s)

mesurant

de front sur

de profondeur

(superficie

carrés) plus ou moins.

PRIX ET MODE DE PAIEMENT

Le prix d'achat sera de

dollars

(\$

) que je conviens de payer comme suit:

1.1 Avec la présente offre d'achat, je remets un dépôt par chèque de:«

\$

à l'ordre de:

nom du courtier

en fidéicommiss

qui sera déposé en fidéicommiss à la condition que mon offre soit acceptée, lors de la signature de l'acte de vente, ce montant sera imputé au prix d'achat.

1.2 Lors de la signature de l'acte de vente devant le notaire, je verserai par chèque visé une somme additionnelle d'environ (voir 2.1):

\$

1.3 J'assumerai les obligations de l'(des) hypothèque(s) suivante(s) à la condition qu'elle(s) soit(soient) transférable(s), sinon je pourrai annuler mon offre d'achat et mon dépôt devra m'être remboursé:

(a) la première hypothèque existante détenue par ;
cet emprunt hypothécaire portant intérêt au taux de % l'an devient exigible.....
le 19.....et est payable par versements de

..... ; le solde de cet emprunt est d'environ: \$

(b) les autres hypothèques existantes (voir détails à l'addendum ci-annexé) dont le montant s'élève à \$

1.4 Le solde du prix de vente dont le montant apparaît à droite sera dû au propriétaire-vendeur; il portera intérêt au taux de % l'an (calculé semi-annuellement et non à l'avance); amorti sur une période de ans et exigible dans ans, ce solde sera payable par versements de
et sera garanti par privilège de vendeur et hypothèque de rang
subséquent à une(des) hypothèque(s) dont le solde en capital ne dépasse pas: \$

L'acte de vente comprendra une clause résolutoire avec avis de 60 jours et toutes les autres clauses de protection usuelles des institutions de prêt hypothécaire, l'obligation de payer le solde du prix de vente peut être transférée. Ce solde peut être remboursé totalement ou par des tranches minimales de \$......en tout temps sans indemnité.

PRIX TOTAL \$

CONDITIONS

2.1 Je m'engage à demander dans les heures suivant l'acceptation de cette offre et à mes frais, un nouvel emprunt hypothécaire de rang, d'au moins \$ à un taux d'intérêt maximum de % l'an (calculé semi-annuellement et non à l'avance), devant être amorti sur une période de ans, exigible dans ans et payable par versements de

S'il m'est impossible d'obtenir un tel emprunt hypothécaire dans les jours suivant l'acceptation de cette offre, je m'engage à en aviser immédiatement le propriétaire-vendeur par écrit.

Le propriétaire-vendeur pourra alors dans un délai de trois jours suivant la réception de cet avis, exiger par écrit que je fasse immédiatement et à mes frais une nouvelle demande d'emprunt hypothécaire, conforme aux termes et conditions ci-dessus, par l'entremise du(d'un des) courtier(s) en immeuble mentionné(s) aux présentes.

Advenant le refus de cette nouvelle demande, je m'engage à en aviser immédiatement le propriétaire-vendeur par écrit. Dans ce cas, ou dans le cas où le propriétaire-vendeur n'aura pas exigé une deuxième demande d'emprunt hypothécaire, mon offre d'achat deviendra nulle et non avenue et mon dépôt devra m'être remboursé.

2.2 L'acte de vente devra être rédigé en français (ou en anglais si telle est la volonté expresse des parties) et signé devant le notaire le ou avant le 19.....

2.3 Je deviendrai propriétaire lors de la signature de l'acte de vente et j'occuperai l'immeuble le 19.....

2.4 Au moment de la signature de l'acte de vente, toutes les répartitions relatives aux taxes, intérêts sur emprunt hypothécaire, primes d'assurance, loyers, combustible, contrat(s) de location d'appareils tel(s) que décrit(s) à l'article 2.13 seront faites en date J'assumerai le paiement des versements futurs de capital et intérêt des taxes spéciales à compter de la même date. Toute répartition d'église dont serait grevé l'immeuble sera payée par le propriétaire-vendeur, à moins que je n'y sois assujéti.

2.5 Je paierai, le cas échéant, la taxe municipale sur les mutations immobilières. J'assumerai les frais de l'acte de vente, de son enregistrement, ainsi que des copies requises. Les frais de remboursement et de radiation des hypothèques existantes, s'il y a lieu, sont à la charge du propriétaire-vendeur.

2.6 Le propriétaire-vendeur devra fournir: a) un bon titre de propriété, libre de toutes charges et autres droits réels; b) tous les titres qu'il peut avoir en sa possession; c) un certificat de localisation et un plan d'arpenteur, chacun décrivant l'état actuel de l'immeuble; toute mise à jour de ces deux derniers documents sera à la charge de l'acheteur si elle ne révèle aucune modification. À l'exception des charges mentionnées aux présentes et des servitudes usuelles d'utilité publique, le propriétaire-vendeur déclare les droits, servitudes et illégalités suivants:

2.7 Le propriétaire-vendeur devra, par déclaration dans l'acte de vente ou par affidavit, établir qu'il n'est pas un non-résident canadien au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et au sens de la Loi sur les impôts, à défaut de quoi les dispositions des lois fiscales concernant l'émission d'un certificat ou la rétention d'une partie du prix de vente seront appliquées.

2.8 Si l'immeuble ou une partie de l'immeuble décrit aux présentes constitue sa résidence familiale, le propriétaire-vendeur devra, lors de l'acceptation de cette offre d'achat, me remettre le consentement écrit de son conjoint ainsi que l'engagement de ce dernier à intervenir à l'acte de vente notarié, ou la copie d'un jugement l'autorisant à vendre l'immeuble sans le consentement de son conjoint. À défaut, je pourrai annuler mon offre d'achat et mon dépôt devra m'être remboursé.

2.9 Le propriétaire-vendeur atteste que le(s) loyer(s), s'il y a lieu, rapporte(nt) présentement au moins \$ mensuellement, que le(s) bail(baux) échoit(échoient) le et qu'aucun avis susceptible de modifier ce(s) bail(baux) n'a été envoyé par l'une ou l'autre des parties, sauf:

Je m'engage à respecter le(s) bail(baux) présentement en vigueur.

2.10 Le propriétaire-vendeur atteste qu'à sa connaissance aucun avis de non-conformité n'a été émis par les autorités municipales, provinciales ou autres concernant cet immeuble, sauf ceux qui sont énumérés ci-après auxquels il ne s'est pas conformé:

2.11 Le propriétaire-vendeur déclare que cet immeuble n'est pas et qu'à sa connaissance n'a pas été isolé à l'aide de mousse d'urée-formol.

2.12 Sont aussi vendus et compris dans le prix de vente: a) tous les appareils d'éclairage et de contrôle électrique fixés de façon permanente; b) toutes les installations permanentes de chauffage; c)

2.13 J'assumerai le(s) bail(baux) des accessoires suivants qui font l'objet d'un(de) contrat(s) de location:

2.14 Sont exclus de la vente:

2.15 Autres conditions (toutes conditions doivent être consignées ci-dessous):

Aucune condition ni représentation autres que celles contenues aux présentes n'affectent ni ne pourront affecter cette offre d'achat

laquelle est irrévocable jusqu'à heures le 19..... Si elle est refusée ou si elle n'est pas acceptée dans ce délai, elle sera nulle et non avenue et mon dépôt devra m'être remboursé. Par contre, si elle est acceptée, **cette offre d'achat constitue un contrat liant juridiquement les parties.** Une contre-offre constitue un refus, sauf si elle est acceptée. Je reconnais avoir lu et compris cette offre d'achat et en avoir reçu copie.

signature acheteur(s)

signature conjoint

signature témoin(s)

endroit

date

heure

REÇU POUR LE DÉPÔT EN FIDÉICOMMIS

Le(s) soussigné(s) certifie(nt) avoir reçu de l'acheteur le dépôt mentionné à la présente offre d'achat

signature courtier(s) ou agent(s) à son emploi

endroit

date

heure

ACCEPTATION PAR LE PROPRIÉTAIRE-VENDEUR

Je soussigné

nom en lettre moulées

occupation

demeurant au

adresse

accepte la présente offre d'achat et promets de vendre l'immeuble qui y est décrit au prix et conditions mentionnés et consens à verser à courtier
..... une commission de % du prix de vente convenu.

En conséquence, je charge de façon irrévocable le notaire instrumentant de retenir et de payer cette commission à même le produit de la vente, directement au courtier et ce, à mon acquit.

signature propriétaire(s)-vendeur(s)

signature témoin(s)

endroit

date

heure

INTERVENTION DU CONJOINT DU PROPRIÉTAIRE-VENDEUR

Je soussigné

nom en lettres moulées

demeurant au

adresse

déclare être le conjoint du propriétaire-vendeur et consentir à l'acceptation de la présente offre d'achat. Je m'engage à intervenir à l'acte de vente notarié à cet effet.

signature conjoint du propriétaire-vendeur

signature témoin

endroit

date

heure

ACCUSÉ DE RÉCEPTION: Je reconnais avoir reçu copie du présent document

signature acheteur(s)

signature témoin(s)

date

heure

signature propriétaire(s)-vendeur(s)

APPENDICE «SNTÉ - 17»

MIUF
MIUF
MIUF
MIUF
MIUF

MÉMOIRE PRÉSENTE PAR LE COMITÉ DES VICTIMES DE LAVAL

MIUF
MIUF
MIUF

Comité des victimes de la M.I.U.F. de Laval
CLSC Norman-Bethune
1665 rue du Couvent
Chomedey, Laval, P.Q.
H7W 3A8

Distingués membres du Comité,

Ancien partenaire de l'organisation des victimes de l'isolation au formaldéhyde (O.V.I.F.), et membre actuel de la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec, le Comité des victimes de la M.I.U.F. de Laval demeure actif pour obtenir justice et revendiquer auprès du gouvernement fédéral une résolution réaliste et efficace devant ce fléau d'isolation immobilière.

Alertés par les médias d'information sur le danger certain de ce composé chimique nourris d'inquiétude et harcelés de toute part, les victimes lavalloises se regroupent au début de septembre 1981 et créent un comité d'action apte à répondre aux besoins d'information et de sensibilisation.

Par un sondage local, le comité compile des données alertantes sur le dossier «Santé».* A deux reprises, le C.V.M.L. rencontre le département de santé communautaire de la Cité de la Santé pour planifier une rencontre-type avec le patient touché par cet environnement vicié. Un questionnaire détaillé aide au diagnostic. Le Comité insiste auprès des autorités de l'hôpital pour donner aux médecins une formation adéquate pour dépister les symptômes reliés à la M.I.U.F. Les victimes éprouvent de la difficulté à faire reconnaître leur dossier médical déjà existant. La collaboration est douteuse et les toxicologues se font rares...

Un pèlerinage systématique s'organise pour rencontrer le toxicologue de l'hôpital Santa Cabrini. L'approche professionnelle est respectée mais le rapport médical est sous bonne garde. Serait-ce pour fin de statistique? La prudence est le mot d'ordre. Risquer de déclarer cause à effet est proscrit... mais les victimes sont tout de même atteintes. Sur le plan sociologique, nous assistons à un phénomène psychotique...

Notre bureau local reçoit de nombreux appels. Certaines victimes clament urgence. Les médecins du C.L.S.C. Norman-Bethune se concertent pour être à l'écoute de ces citoyens mais les attentes de corridor nous renvoient à la maison-mère «Santa-Cabrini». Le proverbe est à l'honneur «Dans le doute, abstiens-toi!» La situation est intolérable.

* Faire état de nos statistiques

Le Comité des victimes de la M.I.U.F. de Laval demande au gouvernement:

1. Alerter les gouvernements provinciaux pour accélérer cette prise de conscience: être isolé à la mousse d'urée est un désastre national portant préjudice à la santé des citoyens.
2. Moralement responsable, défrayer tous les coûts de l'enlèvement de la M.I.U.F. et de la reconstruction des maisons.
3. Traiter et reloger avec diligence toute victime cliniquement atteinte par ce produit.
4. Légiférer rapidement sur l'obligation d'enlever ce produit dans tous les édifices publics et résidences canadiennes.
5. Publicité gouvernementale accrue «Sauvez de l'énergie» oui! mais surtout votre santé! Cela presse!

Respectant la vocation même de votre comité, nous omettons sciemment tous les autres aspects de la question!

Déjà victimes de notre harcèlement, le gouvernement fédéral peut s'en libérer en modifiant les projet de loi C-109 rendant tout citoyen, victime de cette erreur, heureux de vivre chez lui, fier de vivre ici au Canada!

Non plus

«De la M.I.U.F. à l'autre...»

Mais plutôt

«D'un océan à l'autre!»

Merci!

LA MOUSSE ISOLANTE D'UREE FORMALDEHYDEHISTORIQUE:

La mousse d'urée formaldéhyde est utilisée au Canada comme isolant thermique depuis un certain nombre d'années. Son emploi a augmenté substantiellement, depuis 1977, lorsque les normes du gouvernement canadien ont permis l'utilisation du matériau, pour un usage limité, dans le cadre du programme canadien d'isolation domiciliaire. Donc, en 1977, le gouvernement fédéral a mis de l'avant un programme d'isolation thermique des maisons dans lequel il subventionne une partie du coût des matériaux et de la main-d'oeuvre. Les maisons et les immeubles à appartements admissibles doivent être construits avant 1981. Pour être admissibles aux subventions, il fallait choisir strictement parmi les matériaux isolants acceptés par la SCHL. La MIUF était parmi ces isolants admissibles.

Le programme québécois, lui, s'adresse aux propriétaires de maisons unifamiliales construites au Québec avant 1946. Suite à des plaintes au Bureau des économies d'énergie du Québec et au ministère de la Santé nationale et du bien-être social du Canada, un comité consultatif d'experts a été créé par le gouvernement fédéral pour étudier les effets sur les gens de l'utilisation de cette mousse. Le comité a remis un rapport provisoire le 08 décembre 1980, recommandant l'interdiction d'utiliser la MIUF à cause des dangers d'allergies et de cancer. La recommandation a été suivie par les gouvernements. Le 17 décembre 1980, la ministre de la Santé nationale et du bien-être social, Madame Monique Bégin, conjointement avec le ministre de la Consommation et des Corporations, M. André Ouellet, annonçaient l'interdiction provisoire de l'utilisation de la MIUF comme isolant.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a retiré tous les numéros d'acceptation de la mousse. Les travaux d'isolation utilisant la MIUF ne sont plus admissibles aux subventions fédérales et provinciales. Les spécialistes n'ont plus le droit de l'employer et ceux qui ont déjà signé un contrat dans lequel on prévoit le choix de ce produit comme isolant doivent prendre de nouveaux arrangements. Une chose cependant est à noter: c'est le 15 août 1980 que le ministère canadien de la Santé nationale et du bien-être social a avisé la SCHL, ainsi que les gouvernements provinciaux, qu'il ne pouvait plus appuyer l'utilisation de la mousse car il y avait du danger pour la santé des gens. Il semblerait d'ailleurs qu'Ottawa aurait donné le feu vert en 1977 à l'utilisation de la MIUF comme isolant thermique, alors même que des hauts fonctionnaires et des chercheurs du Conseil national de recherche s'inquiétaient du produit. D'ailleurs, en 1977, des fonctionnaires de l'Office de conservation de l'énergie s'étaient opposés à l'acceptation de la mousse en raison des dommages que cet isolant pouvait faire aux structures. Puis, le 23 avril 1981, Madame Bégin, après avoir pris connaissance du rapport final du comité consultatif, interdisait formellement la pose de la MIUF comme isolant, en vertu de la Loi fédérale sur les produits dangereux. L'article 8 (b) de la Loi des produits dangereux se lit comme suit: «un produit destiné à

servir à des usages domestiques, à des usages personnels... s'il (le gouverneur en conseil) est convaincu que ce produit présente ou présentera vraisemblablement, à cause de sa conception, sa construction ou son contenu, un danger pour la santé ou la sécurité du public».

Suite à cette annonce, le ministère de la Consommation et des Corporations a formé un comité, à l'été 1981, qui a pour mission de recueillir par téléphone toutes les plaintes des victimes de la MIUF à travers le Canada. Parmi ces plaintes, ce comité choisira 2,400 cas où ils iraient ensuite sur place vérifier le taux de formaldéhyde, l'installation, etc.

Un des fabricants, la Firme Energlobe Inc. de Granby, a contesté et exigé l'examen du dossier par une Commission de révision fédérale. Naturellement, cette compagnie subit une importante perte d'argent. Deux recours collectifs contre deux compagnies (Rapco Foam et Borden) ont été entrepris; ces deux recours insistaient sur le danger de la MIUF et exigeaient le retrait de cette mousse immédiatement des murs qui en sont recouverts. On insistait également sur les dommages probables sur la perte de valeur encourue à la propriété. Je tiens ici à souligner que dans certains cas on a même vu des gens incapables de renouveler leur prime d'assurance de la maison à cause de la mousse. Les recours ont été présentés à la Cour supérieure du Québec. Jamais une poursuite en recours collectif a mis en jeu autant d'argent; on parle ici de plusieurs milliards de dollars. C'est même le plus grave problème de «consommation» qui se soit posé au Canada. Les avocats impliqués dans ces recours collectifs disent que de faire la preuve qu'il y a effectivement une trop grande teneur de formaldéhyde dans une maison est très dispendieuse et très difficile à faire, d'autant plus que les hommes de science ne se sont pas encore mis d'accord sur une procédure d'échantillonnage qui produirait des résultats vraiment concluants. En outre, il est difficile pour chaque consommateur de prouver que le vendeur a bien posé dans ses murs le produit annoncé, ou encore, de démontrer que le produit a été utilisé de la même façon dans tous les cas et qu'il a le même effet, indépendamment du type de maison.

Les poursuites en recours collectif ont donc été abandonnées à cause d'une faille dans la nouvelle Loi provinciale du recours collectif qui aurait rendu les plaignants responsables d'au moins un pour cent des frais de Cour qui auraient pu atteindre \$10,000,000.00.

Le gouvernement fédéral hésite à verser une compensation financière aux propriétaires incommodés par la MIUF. Il nie la responsabilité du gouvernement fédéral dans cette affaire, expliquant que les normes prescrites n'avaient pas été suivies.

Entre-temps, l'organisation des victimes de l'isolation au formaldéhyde a été fondée à Montréal. Cette organisation possède 3,000 membres. Le gouvernement québécois, lui, a formé un groupe interministériel pour étudier les divers aspects du problème et suggère éventuellement certaines actions pour aider les citoyens aux prises avec ces problèmes. Le groupe de travail est constitué de représentants du ministère de l'Environnement, du ministère des Affaires

sociales (pour les aspects de santé), du ministère de l'Énergie et des ressources, de la SHQ et de la Régie des entreprises de construction. Le gouvernement a formé ce comité à la suite d'une recommandation de l'Office de protection du consommateur qui avait reçu plusieurs plaintes à ce sujet.

Le 18 juin 1981, 400 personnes se regroupaient à l'Université de Montréal pour obtenir de l'information sur les dangers de la mousse et ils ont tous demandé aux gouvernements de l'aide pour l'enlèvement de la mousse dans leurs murs. Cette contestation coïncidait avec la première audience publique de la Commission de révision fédérale demandée par les manufacturiers. Au Québec, 20 à 30,000 maisons subventionnées ont été isolées avec de la MIUF, mais on estime à 50,000 le nombre de maisons isolées à la MIUF. Il est à noter que l'autorisation de la SCHL pour l'utilisation de la MIUF s'applique seulement dans les murs creux non pas dans les toits, les greniers ou les sous-sols parce que ces endroits sont sujets à la chaleur et à l'humidité, ce qui accélère les émanations gazeuses.

La CSD (centrale des syndicats démocratiques) accuse le gouvernement fédéral de tenter de cacher ses responsabilités dans cette affaire. La CSD rend responsable le gouvernement fédéral de ces problèmes car, dit-elle, la SCHL n'a autorisé le produit que pour certains usages bien précis et à la condition que l'on respecte les normes incitatives fixées par l'industrie et l'Office des normes générales du Canada. Or, dit la CSD, la SCHL n'a fait aucun effort pour s'assurer que ces normes soient respectées.

Il y a eu au début de septembre de cette année une rencontre des ministres de la Consommation, MM. Ouellet du fédéral et Tardif du provincial, qui ont déclaré s'en tenir pour le moment à deux mesures temporaires et accessoires en ce qui concerne les victimes de la MIUF, soit un programme de dépistage et de traitement des effets nocifs de l'isolant par les médecins et la possibilité d'une relocalisation des familles dont les demeures ont été rendues insalubres par ce produit.

En ce qui a trait à la relocalisation des familles, MM. Tardif et Ouellet n'ont pas émis jusqu'à ce moment les conditions d'accès à ce programme; on se retrouve donc ici en pleine incertitude. Les deux ministres déclarent à cet égard devoir attendre les conclusions de la Commission fédérale d'enquête formée en vertu de la Loi des produits dangereux. Cet organisme doit entendre les fabricants du produit qui contestent l'interdiction de la MIUF comme isolant et elle doit remettre son rapport le 30 novembre prochain. Toute décision gouvernementale est donc suspendue jusqu'à là. On allègue que le caractère nocif du produit n'a pas été encore démontré de façon satisfaisante.

PROBLEMATIQUE

Cette mousse peut provoquer des allergies et même le cancer. Le principal risque sanitaire vient de la libération de formaldéhyde dans les immeubles dans lequel on a utilisé la MIUF comme isolant. Le gouvernement fédéral a

banni cette mousse le 17 décembre 1980, après que des tests eurent prouvé que les vapeurs de formaldéhyde causent des irritations au nez, aux yeux et procurent des maux de tête, des nausées, des vomissements, des saignements de nez, l'asthme, des difficultés respiratoires, sinusite, rhume chronique, pneumonie, soif anormale. Cette mousse est plus susceptible d'affecter les nourrissons, les personnes âgées et les personnes souffrant d'asthme. La MIUF ressemble un peu à de la crème à barbe et est de couleur crème, bleue ou blanche. Ce produit ne peut être utilisé que par des spécialistes, puisqu'il doit être mélangé sur place et infiltré dans les murs sous pression injecté par un fusil grâce à un camion spécial. La mousse durcit une fois appliquée mais quelquefois elle reste humide, elle se contracte ou prend de l'expansion. La MIUF contient environ 75 p. 100 d'eau et de 16 à 18 éléments chimiques. Le danger vient quand sa composition chimique devient instable. Cette instabilité chimique survient dans un environnement où se combinent grande chaleur et humidité, soit l'été ou soit l'hiver. L'automne et le printemps sont moins propices pour cette instabilité. Quand survient cette instabilité, un gaz incolore, d'odeur désagréable, se dégage. Quelquefois, les murs éclatent sous la pression du produit synthétique, l'humidité fait suinter les surfaces intérieures, pourrir le bois et surgir des odeurs. A cause des effets nocifs de ce produit, plusieurs personnes ont dû quitter leurs demeures. Pour remédier à cet état de choses, on doit ôter tout simplement la MIUF des murs isolés, ce qui entraîne naturellement de gros déboursés de la part des victimes. Défaire des murs et enlever la mousse pour une maison avec huit appartements coûte environ \$25,000. Dans certaines maisons, des mesures de précaution suffiront à abaisser l'exposition à des taux presque normaux. Dans d'autres, quelques mesures supplémentaires, moins compliquées et beaucoup moins coûteuses que l'enlèvement de la mousse, s'imposeront comme par exemple permettre une meilleure aération. Dans un faible pourcentage des cas, la concentration de formaldéhyde sera très difficile à réduire et la mousse devra être enlevée. C'est plus que 0.1 partie par million de gaz de formaldéhyde dans l'air qui représente potentiellement des troubles médicaux. En ce qui concerne la possibilité de cancer, cela ne s'est pas vérifié chez les humains; ce qui fait dire que le formaldéhyde est cancérigène, ce sont des tests faits en laboratoire qui ont démontré que le produit agit comme faible amorce de l'action cancérigène chez le rat. Les victimes demandent de l'aide et aucun gouvernement jusqu'à ce jour n'est venu aider ces gens. On croit que le problème vient du fait que le produit a été utilisé avec un minimum de contrôle. En outre, la Régie des entreprises en construction du Québec a toujours eu pleine juridiction sur les entreprises d'isolation qui oeuvraient au Québec. Pourtant, la plupart de ces compagnies ne se sont même pas souciées d'obtenir les permis requis et les services d'inspection de la Régie n'ont pas davantage surveillé la façon dont la mousse était réellement utilisée. Certains fonctionnaires fédéraux soulignent que la surveillance de l'isolation est de juridiction provinciale puisque la mousse est fabriquée sur place, grâce au mélange d'une résine et d'un gent moussant. A la Régie on reconnaît la chose mais on invoque le manque de personnel et d'argent. On doit signaler aussi le fait que la valeur commerciale des maisons isolées a la MIUF a baissé de façon dramatique depuis la première interdiction du produit en décembre 1980. Le seul moyen qu'il reste aux victimes c'est une action en

droit civil mais, même là, il se pose un problème: c'est que la personne qui poursuit doit avoir souffert d'un préjudice. Il faut donc démontrer que l'exposition au gaz de formaldéhyde est la cause directe des dommages corporels dont on réclame compensation.

RESUME DE DIFFERENTS RAPPORTS:

- Rapport provisoire du comité consultatif SBSC sur la MIUF (08 décembre 1980)

Des résultats présentés au comité par le Conseil national de recherche, division des recherches sur le bâtiment, ont indiqué que la mousse pouvait favoriser la croissance des champignons. Certaines sortes de champignons sont pathogènes. Des résultats présentés à la Third Chemical Industry Institute of Toxicology on Formaldehyde démontraient que la formaldéhyde provoquait le cancer du nez chez les rats. Le comité a été informé que la mousse a une composition indéterminée et qu'elle est fondamentalement instable. Durant la phase de durcissement, qui peut durer jusqu'à trois ans après l'installation, il y a libération de gaz formaldéhyde en grande ou en fine quantité. La quantité de gaz libérée dépend des facteurs suivants: compétence de l'installateur--qualité des produits chimiques proportion des produits chimiques--mélange des produits chimiques--humidité température. Dans les deux cas, le durcissement s'accompagne d'une libération de formaldéhyde. Le comité n'a connaissance d'aucun règlement fédéral ou provincial régissant l'installation de la mousse. La SCHL, avant d'accorder une subvention dans le cadre du programme d'isolation thermique des résidences canadiennes exige que l'installateur utilise de la mousse portant un numéro d'acceptation de la SCHL et qu'il respecte les normes d'installation de l'ONEC. Toutefois, la SCHL ne dispose pas du personnel nécessaire pour veiller à ce que ces conditions soient respectées. L'industrie a mis sur pied le Conseil canadien de la mousse d'urée-formol. Le but de cet organisme est de voir à ce que les préparateurs de résine d'urée formaldéhyde, les préparateurs de la MIUF et les entrepreneurs chargés de l'installation de la MIUF aient une formation appropriée, qu'ils soient autorisés et qu'ils respectent les normes de l'ONEC. L'adhésion à cet organisme est volontaire.

Deux des principaux fabricants de résine, certains des préparateurs et quelques-uns des installateurs les plus importants ont décidé de ne pas y adhérer. Par conséquent, l'efficacité réelle de cet organisme est discutable. Cet organisme prévoit de mettre sur pied un fonds de prévoyance de \$250,000.00 pour l'amélioration des installations présentant des difficultés. Ce fonds couvrira les coûts de construction et les dépenses de logement si des occupants doivent évacuer les lieux. La nécessité pour l'industrie de mettre sur pied un fonds de prévoyance pour corriger les cas d'installation fautive démontre que l'installation de la MIUF n'est pas à l'épreuve des erreurs. Le gouvernement fédéral ne participe pas à cet organisme. Le respect des normes est volontaire et toute modification ou addition aux normes existantes est approuvée par consensus. Par conséquent, nul n'est tenu de se conformer à ces

normes. En effet, l'expérience vécue par la division des recherches sur le bâtiment par le CNR, par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et par le ministère de l'Energie, des mines et des ressources dans le cadre du programme Enersage indique que l'industrie éprouve des difficultés à respecter ces normes.

M. Kanser, président d'Innocan Investment:

Il dit que la controverse sur la mousse a été gonflée hors de toute proportion. Sa compagnie, dit-il, aurait isolé au-delà de 50,000 maisons à travers le Canada et il n'aurait jamais reçu plus de 1 p. 100 de plaintes. Dans la plupart des cas, elles ne portaient pas sur les odeurs ou d'éventuels dommages, mais plutôt sur une mauvaise application de la mousse ou sur un mauvais travail des entrepreneurs qui avaient omis de reboucher les trous d'injection par exemple. C'est un produit qui est encore utilisé aux Etats-Unis et en Europe. Le public est exposé depuis très longtemps à ce produit; la colle du contre-plaqué et des panneaux de particules dégage aussi du formaldéhyde. Ce produit est présent dans le papier, dans des encres et dans les traitements qui permettent de rendre les tissus infroissables ou ignifuges. Ce sont les fabricants et ils n'ont pas de contrôle sur l'application de la mousse. En outre, le gouvernement a une certaine responsabilité en approuvant le produit et en encourageant son utilisation.

Rapport final du comité consultatif du ministère de la Santé nationale et du bien-être social (avril 1981)

Certains membres du Comité sont d'avis que le gouvernement fédéral devrait envisager d'aider les personnes qui souffrent de troubles pouvant être liés à une exposition au formaldéhyde, à définir et à résoudre leurs problèmes. Cette aide pourrait comprendre, entre autres, les échantillonnages et la collecte des données sur les quantités de formaldéhyde contenues dans les espaces habités. La mousse isolante d'urée formaldéhyde a été mise sur le marché pour moderniser l'isolation des maisons de construction plus ancienne. L'Office des normes générales du Canada a formulé des normes provisoires intéressant le produit lui-même et son installation. La norme touchant l'installation restreint l'usage du produit aux espaces verticaux vides entre les murs et le parement intérieur dans les maisons à ossature de bois. Toutefois on a, par le passé, installé le produit dans des maisons à parement de briques, à revêtement d'aluminium et à d'autres genres de parements extérieurs qui empêchent les particules de formaldéhyde gazeux n'ayant pas réagi de s'échapper vers l'extérieur. L'émanation de gaz est due en grande partie à une installation fautive du produit ou à l'emploi de pare-vapeur inadéquat. En règle générale, le degré de réactivité de l'organisme dépend de la concentration de formaldéhyde et de la période d'exposition. La mousse d'urée formaldéhyde est préparée sur place à partir d'un mélange de résine d'urée formaldéhyde, d'un agent durcisseur acide (en général de l'acide phosphorique) et d'un gaz (le plus souvent de l'air comprimé).

Des rapports en provenance des Etats-Unis font état d'un certain nombre de symptômes observés chez des personnes vivant dans des foyers isolés avec de la mousse UF et où le formaldéhyde a pu s'infiltrer dans les espaces habités. Ces rapports n'ont pas permis d'établir un lien de causalité direct, mais il s'agit dans tous les cas de symptômes toxiques bien connus chez les travailleurs exposés au formaldéhyde.

A titre indicatif:

- Le programme canadien d'aide à l'isolation a fait grimper le chiffre d'affaires de la compagnie Rapco foam Inc., maintenant connu sous le nom de Lorcon Inc., depuis que le gouvernement a pris le contrôle par l'entremise de sociétés de la Couronne à la fin de 1976. C'est la compagnie Innocan Investment qui a acheté Rapco foam et qui appartient elle-même à la Corporation de développement du Canada, au fonds de pension des employés du CN et Air Canada, ainsi qu'à la Caisse de dépôts du Québec.
- Rapco foam Inc. et Borden Chemical Inc. contrôlent 90 p. 100 du marché québécois de l'installation et de la vente de la MIUF.
- Le gouvernement fédéral a émis des normes pour l'installation de la MIUF qui sont les suivantes:
 - 1) Ce produit ne doit être installé que dans les espaces complètement vides, entre les poteaux ou dans les travées des murs extérieurs de maisons existantes.
 - 2) Seuls les employés du fabricant ou les poseurs approuvés par lui sont autorisés à installer ce produit.
 - 3) La mise en place doit se faire à l'extérieur de la maison si le revêtement extérieur est de stucco ou de brique.
 - 4) Une contraction du produit supérieur à 7 p. 100 n'est pas acceptable.
 - 5) Les renseignements suivants doivent apparaître clairement sur le côté de tous les barils et contenants servant à transporter ce produit d'urée formaldéhyde au chantier où il doit être installé. Le produit est considéré inacceptable si cette condition n'est pas respectée: a) le nom du fabricant et l'adresse de l'usine où le produit est fabriqué à l'état liquide; b) le nom du produit; c) le numéro d'acceptation de la SCHL; d) le numéro du lot; e) la date limite d'utilisation; f) la mention «la valeur R maximale est 2.50 par pouce d'épaisseur une fois installé».

- Dans l'État du Massachussetts on a obligé le rachat du produit par les fabricants.
- L'administration de la municipalité de Laval a formé un comité pour venir en aide aux victimes de la MIUF. Le maire Paiement a dit le 1er octobre 1981 qu'il reconsidérerait l'évaluation des maisons touchées. La ville ne déboursa pas d'argent mais qu'elle pourrait mettre en branle un mécanisme d'aide.
- Dans un dépliant émis au mois de janvier 1981 par le Bureau des économies d'énergie du Québec, on indique dans un tableau comparatif de quelques isolants au sujet de la MIUF que le gaz de formaldéhyde peut entraîner des malaises sérieux et possiblement causer le cancer, selon le US National Academy of Science et le US Consumer Product Safety Commission. On peut y lire également «les techniques d'installation et les conditions de pose des isolants influencent grandement leur efficacité, particulièrement lorsqu'il s'agit d'isolants moussés sur place».

COMPILATION *SANTE* DU COMITE MIUF REGION LAVAL

Cette compilation a été faite à partir de nos dossiers et par projection en p. 100 du 21 janvier au 30 septembre 1982

Sur 600 dossiers de victimes à Laval, 82 p. 100 déclarent avoir des PROBLÈMES DE SANTÉ.

C'est ce que révèle l'analyse des dossiers regroupés à ce jour pour l'ensemble des secteurs de la ville de Laval, suite à une compilation effectuée par le comité des victimes de la MIUF de Laval.

Voici donc les résultats de cette enquête, établie à partir des p. 100 (à jour, au 30 septembre 82) du 21 janvier 1982.

NOMBRE DE DOSSIERS COMPILÉS : 600

NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES: 2,041

ANNEE D'INSTALLATION DE LA MIUF:

en 1980	208 maisons	26,4 %
en 1979	284 maisons	49,6 %
en 1978	60 maisons	12 %
en 1977-76-75	28 maisons	6 %

remarque: un certain nombre de répondants, entr'autres certains locataires, ignoraient l'année de l'isolation.

MEMBRE DE LA FEDERATION DES COMITES DE VICTIMES DU QUEBECCOMBIEN DE MAISONS ISOLEES PAR SECTEUR?

au total: 572 maisons 2041 personnes

Auteuil	16 maisons	65 personnes	3,2 %
Chomedey	109 maisons	374 personnes	18,2 %
Duvernay	83 maisons	256 personnes	12,5 %
Fabreville	31 maisons	110 personnes	5,4 %
Iles de Laval	- maison	- personne	0 %
Laval-des-Rapides	136 maisons	538 personnes	26,4 %
Laval-Ouest	3 maisons	4 personnes	0,2 %
Laval-sur-le-Lac	4 maisons	10 personnes	0,5 %
Pont-Viau	42 maisons	138 personnes	6,8 %
St-François	14 maisons	53 personnes	2,6 %
St-Vincent-de-Paul	96 maisons	334 personnes	16,4 %
Ste-Dorothée	17 maisons	57 personnes	2,8 %
Ste-Rose	16 maisons	53 personnes	2,6 %
Vimont	14 maisons	49 personnes	2,4 %

COMBIEN DE PERSONNES IDENTIFIENT LE FABRICANT?

au total: 541 90,2 %

Dans le cas où c'est Borden	:	252	42,1 %
Dans le cas où c'est Rapco	:	275	45,9 %
Dans le cas où c'est une autre compagnie	:	14	2,2 %

remarque: les autres compagnies sont: Energlobe Foam Corp. - (Gordon Greg)
Insta Foam Insulating - Pudlix Food & Chem. Co. Ltd (?)

PARMI CEUX QUI DECLARENT AVOIR DES PROBLEMES DE SANTE.

On identifie Rapco dans :	228 dossiers	46,6 %
On identifie Borden dans :	213 dossiers	43,3 %

COMBIEN IDENTIFIENT L'INSTALLATEUR?

Les deux installateurs auxquels ont eu recours le plus de victimes sont:

Val Royal	:	192	32 %
B.H. Décor Inc.	:	182	30,3 %

Nous avons également retrouvé les installateurs suivants assez fréquemment:

Isolation Gemini Inc.
Isolation Pouliot et Frères Enrg.
Isolation Plus Inc.
Isolation Métrotec Inc.
Isolation B L F Enrg.

et plusieurs autres:

Isolation générale A P T Inc.
Gabriel Décarie
Installation Belloff
Isolation Norden Ltée
Isolation S O S Enrg.
Northern Oil Cie Ltée
Rive-Sud Isolation
Bouchard
Cie 4 Saisons
Entreprises Denis Décarie
Isolation Albisol Inc.
Isolation C B C Anco

Isolation C B S
Isolation Economique Enrg.
Isolation G L Enrg.
Isolation Salaberry Enrg.
Isolation St-Laurent
Laval Isolation Ltée
Lemire et Fils
Marcel Châteauguay
Rénovation Georges Robert
Rive Sud Métropolitain
Vadboncoeur de Marieville
West Island

COMBIEN DE GENS SE PLAIGNENT DE MALAISES PHYSIQUES PAR RAPPORT AUX DEUX PRINCIPAUX INSTALLATEURS SUR L'ENSEMBLE DES MALADES?

Val Royal	:	162	33.3 %
B.H. Décor Inc.	:	156	31.3 %

Val Royal sur 192 maisons ou logements isolés 162 ont des malaises = 84.7 %
B.H. Décor sur 182 maisons ou logements isolés 156 ont des malaises = 85.5 %

COMBIEN DE FAMILLES DECLARENT AVOIR DES PROBLEMES DE SANTE?

492 82 %

DESCRIPTION DE CES PROBLEMES:

Respiratoires (gorge, toux, bronchite, pneumonie, asthme, etc.)

68.9 % 413 familles

irritation des yeux (larmolement, conjonctivite, trouble de vision)

59.6 % 357 familles

étourdissements, maux de tête

56.8 % 340 familles

fatigue, somnolence, insomnies

51.4 % 308 familles

irritation de la peau (eczéma, urticaire, etc.)

45.4 % 272 familles

troubles de comportement (nervosité, irritabilité, état dépressif)

35.8 % 214 familles

saignements de nez

32.8 % 196 familles

troubles gastro-intestinaux (nausées, vomissements, diarrhée, etc.)

29.8 % 178 familles

On a aussi mentionné des

allergies

problèmes sanguins

monoculéoses

tumeurs cancéreuses

souffles au coeur

troubles neurologiques

tentatives de suicide

pertes de mémoire

sinusites

pertes d'odorat

problèmes cutanés graves

pertes de cheveux

Des femmes enceintes s'inquiètent...

Plusieurs rapportent que l'harmonie du couple est menacée. Il y a une tension au sein des familles. Les décisions sont difficiles à prendre à cause de l'imbroglio dans lequel est plongée toute personne victime de ce fléau.

On a rapporté aussi que des animaux sont malades, il y en a même qui sont morts; il s'agit de chiens, chats, de hamsters et d'oiseaux.

PARMI LES PERSONNES PRESENTANT DES MALAISES, DANS COMBIEN DE CAS LA MAISON A ETE ISOLEE DEPUIS DEUX ANS ET PLUS?

2 ans et plus :	312	63,3 %
moins de 2 ans :	157	26,3 %

COMBIEN DE PROBLEMES SUR LES MAISONS NOUS ONT ETE SIGNALES?

au total, sur 272 maisons et logements 45,4 %

Problemes a l'intérieur de la maison:

Odeurs

26,5 % 159 maisons

murs et plafonds: déformés, avariés

15,3 % 91 maisons

humidité, moisissures, champignons

12 % 72 maisons

rouille, clous et prises électriques

1,9 % 12 maisons

coulisses brunes

0,8 % 5 maisons

Problemes a l'extérieur de la maison:

toiture et revêtement extérieur: fissures, briques effritées

6,6 % 39 maisons

murs bombés

3,6 % 21 maisons

TOUS SE PLAIGNENT DE LA PERTE DE LA VALEUR MARCHANDE DE LEUR MAISON.

D'autres dossiers restent à compiler, puisque les dossiers amorcés à l'OVIF, région de Montréal, nous sont parvenus cette semaine et de NOUVEAUX CAS SE RÉVÈLENT RÉGULIÈREMENT.

Le C V M L continue toujours de recenser les victimes, de fournir de l'information, de susciter des actions.

La mousse isolante d'urée formaldéhyde et tous les gas qui s'en échappent, la réaction chimique de l'ammoniaque ou du bisulfite avec les différents matériaux de charpentes d'une maison, voilà autant de points d'interrogations sur lesquels médecins, centres de recherches se penchent et la lenteur avec laquelle le tout se déroule et cela dû au manque de fond font que les victimes affectées gravement dans leur santé se seront débarrassés de ce maudit poison à leurs propres frais.

Devant cette drastique solution, le gouvernement et le Conseil National de Recherches du Canada laissent les victimes dans le vide: comment savoir si les matériaux sont contaminés, quels neutralisants utiliser, doit-on poser un autre isolant immédiatement, y a-t-il des programmes gouvernementaux existants dont les victimes pourraient utiliser? Leur silence sur ces questions est inconcevable.

En plus de s'esquiver de leurs responsabilités, cette stratégie gouvernementale d'«écoeurement des victimes» vise à démobiliser les victimes, ce qui ferait le jeu de nos politiciens à la Ouellet, Bégin et cie. Cette stratégie du fédéral est d'une bassesse et d'une irresponsabilité inqualifiable.

En plus d'être à la merci des stratégies dilatoires et de diversion du gouvernement, les victimes se voient refuser partout des prêts hypothécaires pour enlever la mousse de leurs murs et voient des acheteurs potentiels se faire refuser des prêts pour acheter de telles maisons. Plus encore, suite à des revendications de comités de victimes de faire passer les victimes de la M.I.U.F. de façon prioritaire par le programme ENERGAIN, la décision fut de refuser toute aide aux victimes de la M.I.U.F.

LE COMITÉ DES VICTIMES DE LA MIUF DE LAVAL
CLSC Norman-Bethune
1665 rue DU COUVENT, Chomedey, Laval, P.Q.
H7W-3A8 téléphone 687-5690

Laval, le 1er octobre, 1982.

MEMOIRE DU COMITE DE LAVAL

SUJET: Décontamination des maisons
Bisulfite vs Amoniaque

Le conseil d'administration du Comité des Victimes de la Miuf de Laval a jugé nécessaire voir important d'attirer l'attention du comité permanent de la santé sur les moyens employés pour décontaminer nos maisons. Actuellement il est conseillé d'employer du bisulfite. Or il semblerait que cette mesure ne soit pas garantie à cent pour cent, surtout dans les cas de briques et de maçonnerie, que l'amoniaque au contact du mortier dégage du co2 et un autre gaz encore inconnu quant à ses réactions sur les maisons, de plus les conséquences à long terme du bisulfite ne sont pas encore connues. Dans cinq ans ou moins nous pourrions connaître des problèmes identiques à ceux que nous vivons présentement, causés cette fois par d'autres gaz. Dans certains cas l'amoniaque semble être favorisé sans toutefois être endossé par tous les spécialistes. Or ces discussions et divergences d'opinion se font sur le dos des victimes qui vivent déjà une incertitude inquiétante relativement à la salubrité de leurs maisons, leurs situations financières déclinantes et leur santé présente et future. Lorsque des personnes impliquées dans le dossier nous préviennent que le bisulfite peut occasionner des irritations en plus de dégager une odeur d'oeufs pourris apres quelques jours, on se doit d'être vigilents et de nous apporter une solution plus saine à nos problèmes, car les victimes ont eu plus que leur part d'éruptions cutanées, de démangeaison et d'odeur nauséabonde.

MEMBRE DE LA FEDERATION DES COMITES DE VICTIMES DU QUEBEC

Ci-dessous un extrait d'un télégramme de M. A. Ouellet à Mme N. Lamer.

«MAISONS ISOLÉES À LA MIUF. J'AI PERSONNELLEMENT ENTREPRIS D'OBTENIR DU SECTEUR PRIVÉ, DES PROVINCES ET D'AUTRES PROGRAMMES D'AIDE FÉDÉRAUX DES FONDS ADDITIONNELS DESTINÉS AUX PROPRIÉTAIRES. JE COMPTE SUR VOTRE APPUI À CET ÉGARD. LE GOUVERNEMENT CANADIEN EST VIVEMENT PRÉOCCUPÉ DES EFFETS POSSIBLES À LONG TERME DE LA MIUF SUR LA SANTÉ. IL CONTINUERA DONC D'EN EFFECTUER LE CONTRÔLE ET CONSACRERA LES RESSOURCES VOULUES À LA RECHERCHE DANS CE DOMAINE. À CET EFFET, JE»

Après vérification, le ministre M. Bégin avait refusé les subventions à plusieurs organismes de recherche en outre le Dr. Lacroix.

Enquete des 49 maisons

Nous avons rencontré M. Jacques Vignola, et ensemble nous avons regardé la compilation des dossiers. Le centre de dépannage a effectué des tests d'air dans 49 maisons, où on avait enlevé la mousse. Les résultats sont très étonnants. Même si la moitié ont utilisé du bisulfite, les résultats sont différents d'un cas à l'autre. Plusieurs ont également fait du sablage au jet. Près de la moitié ont encore des problèmes de santé, plusieurs ont encore des taux de formaldéhyde élevés et dans un cas la victime après avoir installé des murs neufs, se retrouve avec un taux de .1 ppm dans la maison. Dans tous les cas on ne retrouve plus de formaldéhyde dans les murs, mais uniquement dans l'air ambiant. Comme vous en conviendrez, l'on ne peut absolument pas tirer des conclusions susceptibles de nous éclairer davantage. Il n'y a aucune relation entre les méthodes d'enlèvement et de décontamination et les résultats obtenus. Dr. Lajoie, du ministère de la Santé veut explorer l'hypothèse des champignons microscopiques se dégageant de la mousse, mais nous n'avons pas plus de détails là-dessus.

LE COMITÉ DES VICTIMES DE LA MIUF DE LAVAL
CLSC Norman-Bethune
1665 rue Du Couvent, Chomedey, Laval, P.Q.
H7W-3A5 téléphone 687-5690

COMPILATION-SANTÉ DU COMITÉ MIUF, RÉGION LAVAL

Sur 366 dossiers de victimes à Laval,

82 % déclarent avoir des PROBLÈMES DE SANTÉ

C'est ce que révèle l'analyse des dossiers regroupés à ce jour pour l'ensemble des secteurs de la Ville de Laval, suite à une compilation effectuée par le comité des victimes de la MIUF de Laval.

Voici donc les résultats de cette enquête: (à jour, au 21 janvier 1982.)

NOMBRE DE DOSSIERS COMPILES : 366

NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES : 1,244

ANNEE D'INSTALLATION DE LA MIUF:

en 1980	92 maisons	26,4 %
en 1979	173 maisons	49,6 %
en 1978	42 maisons	12 %
en 1977-76-75	21 maisons	6 %

remarque: un certain nombre de répondants, entr'autres certains locataires, ignoraient l'année de l'isolation.

MEMBRE DE LA FEDERATION DES COMITES DE VICTIMES DU QUEBEC

COMBIEN DE MAISONS ISOLEES PAR SECTEUR?

au total: 349 maisons 1,244 personnes

Auteuil	10 maisons	40 personnes	3,2 %
Chomedey	61 maisons	226 personnes	18,2 %
Duvernay	50 maisons	156 personnes	12,5 %
Fabreville	18 maisons	67 personnes	5,4 %
Iles de Laval	0 maison	0 personne	0 %
Laval-des-Rapides	83 maisons	328 personnes	26,4 %
Laval-Ouest	2 maisons	3 personnes	0,2 %
Laval-sur-le-Lac	2 maisons	6 personnes	0,5 %
Pont-Viau	26 maisons	85 personnes	6,8 %
St-François	9 maisons	32 personnes	2,6 %
St-Vincent-de-Paul	59 maisons	204 personnes	16,4 %
Ste-Dorothée	10 maisons	35 personnes	2,8 %
Ste-Rose	10 maisons	32 personnes	2,6 %
Vimont	9 maisons	30 personnes	2,4 %

COMBIEN DE PERSONNES IDENTIFIENT LE FABRICANT?

au total: 330 90,2 %

Dans le cas où c'est Borden	:	154	42,1 %
Dans le cas où c'est Rapco	:	168	45,9 %
Dans le cas où c'est une autre compagnie	:	8	2,2 %

remarque: les autres compagnies sont: Energlobe Foam Corp.--Insta Foam
Insulating--Pudlix Food & Chem. Co. Ltd (?)

PARMI CEUX QUI DECLARENT AVOIR DES PROBLEMES DE SANTE,

On identifie Rapco dans	:	140 dossiers	46,6 %
On identifie Borden dans	:	130 dossiers	43,3 %

COMBIEN IDENTIFIENT L'INSTALLATEUR?

Les deux installateurs auxquels ont eu recours le plus de victimes sont:

Val Royal	:	177	32 %
B. H. Décor Inc.:		111	30,3 %

Nous avons également retrouvé les installateurs suivants assez fréquemment:

Isolation Gemini Inc.
Isolation Pouliot et Frères Enrg.
Isolation Plus Inc.
Isolation Métrotec Inc.
Isolation B L F Enrg.

et plusieurs autres:

Isolation générale A P T Inc.
Gabriel Décarie
Installation Belloff
Isolation Norden Ltée
Isolation S O S Enrg.
Northern Oil Cie Ltée
Rive-Sud Isolation
Bouchard
Cie 4 Saisons
Entreprises Denis Décarie
Isolation Albisol Inc.
Isolation C B C Anco

Isolation C B S
Isolation Economique Enrg.
Isolation G L Enrg.
Isolation Salaberry Enrg.
Isolation St-Laurent
Laval Isolation Ltée
Lemire et Fils
Marcel Châteauguay
Rénovation Georges Robert
Rive Sud Métropolitain
Vadboncoeur de Marieville
West Island

COMBIEN DE GENS SE PLAIGNENT DE MALAISES PHYSIQUES PAR RAPPORT AUX DEUX PRINCIPAUX INSTALLATEURS SUR L'ENSEMBLE DES MALADES?

Val Royal	: 100	33.3 %
B.H. Décor Inc.	: 94	31.3 %

Val Royal sur 117 maisons ou logements isolés 110 ont des malaises - 84.7 %
B.H. Decor sur 111 maisons ou logements isolés 94 ont des malaises - 85.5 %

COMBIEN DE FAMILLES DECLARENT AVOIR DES PROBLEMES DE SANTE?

300 82%

DESCRIPTION DE CES PROBLEMES:

Respiratoires (gorge, toux, bronchite, pneumonie, asthme, etc.)
68.9 % 252 familles

irritation des yeux (larmolement, conjonctivite, trouble de vision)
59.6 % 218 familles

étourdissements, maux de tête
56.8 % 208 familles

fatigue, somnolence, insomnies
51.4 % 188 familles

irritation de la peau (eczéma, urticaire, etc.)
45.4 % 166 familles

troubles de comportement (nervosité, irritabilité, état dépressif)
35.8 % 131 familles

saignements de nez
32.8 % 120 familles

troubles gastro-intestinaux (nausées, vomissements, diarrhée, etc.)
29.8 % 109 familles

On a aussi mentionné des
allergies
problèmes sanguins
monoculéoses
tumeurs cancéreuses
souffles au coeur
troubles neurologiques
tentatives de suicide
pertes de mémoire
sinusites
pertes d'odorat
problèmes cutanés graves
pertes de cheveux

Des femmes enceintes s'inquiètent...

Plusieurs rapportent que l'harmonie du couple est menacée. Il y a une tension au sein des familles. Les décisions sont difficiles à prendre à cause de l'imbroglio dans lequel est plongée toute personne victime de ce fléau.

On a rapporté aussi que des animaux sont malades, il y en a même qui sont morts; il s'agit de chiens, chats, de hamsters et d'oiseaux.

PARMI LES PERSONNES PRESENTANT DES MALAISES, DANS COMBIEN DE CAS LA MAISON A ETE ISOLEE DEPUIS DEUX ANS ET PLUS?

2 ans et plus :	190	63,3 %
moins de 2 ans :	79	26,3 %

COMBIEN DE PROBLEMES SUR LES MAISONS NOUS ONT ETE SIGNALES?

au total, sur 166 maisons et logements 45,4 %

Problemes à l'interieur de la maison:

Odeurs

26,5 % 97 maisons

murs et plafonds: déformés, avariés
15,3 % 56 maisons

humidité, moisissures, champignons
12 % 44 maisons

rouille, clous et prises électriques
1,9 % 7 maisons

coulisses brunes
0,8 % 3 maisons

Problemes a l'exterieur de la maison:

toiture et revêtement extérieur: fissures, briques effritées
6,6 % 24 maisons

murs bombés
3,6 % 13 maisons

TOUS SE PLAIGNENT DE LA PERTE DE LA VALEUR MARCHANDE DE LEUR MAISON.

D'autres dossiers restent à compiler, puisque les dossiers amorcés à l'OVIF, région de Montréal, nous sont parvenus cette semaine et de NOUVEAUX CAS SE RÉVÈLENT RÉGULIÈREMENT.

Le C V M L continue toujours de recenser les victimes, de fournir de l'information, de susciter des actions.

Selon des recherches faites par les Docteurs Lacroix et Nantel et cinq spécialistes de Ste-Justine, ils en arrivent pour le moment à la conclusion que:

- 1 - La santé des victimes de la MIUF est affectée plus gravement que l'on ne le pensait.
- 2 - Plus ils sont exposés au produit, plus les risques sont grands.

De plus selon le Dr Yves Alary, toxicologue en médecine environnementale de l'Université de Pittsburg qui bafoue la norme de 0.1PPM en situant le niveau sécuritaire à 0.003 ppm. Que faut-il de plus au gouvernement pour se rendre à l'évidence? Des centaines de morts! Attendez encore un peu, vous les aurez.

Le comité des victimes de la miuf de Laval

Présenté par Jacques Gravel

3841 rue Léonard

St-Vincent de Paul

Laval, P.Q. 661 8182

668 6366

APPENDICE "SNTE-18"

H.U.F.F.I. Kingston

Propriétaires de maisons isolées à la mousse d'urée
formaldéhyde

102, rue Collingwood

Kingston (Ontario)

K7L 3X5

Le 17 septembre 1982

Monsieur Marcel Roy, député
Président
Sous-comité directeur sur la MIUF
du Comité permanent de la santé, du
bien-être social et des affaires sociales
Pièce 519, Edifice Wellington
Chambre des communes
Ottawa

Monsieur,

Vous trouverez-cijoint un mémoire de l'HUFFI Kingston soumis au Sous-comité directeur sur la MIUF, pour utilisation dans ses délibérations sur les divers problèmes liés à l'isolation à la MIUF et sur le bill C-109.

Nous espérons que nos observations et propositions se révéleront utiles au Sous-comité. En vous remerciant de bien vouloir en prendre connaissance, je vous prie d'agréer, Monsieur, ma considération distinguée.

Le président,

Jack Henderson

OTTAWA - Le 4 octobre 1982RESUME DE LA PRESENTATION DE HUFFI KINGSTON

(Propriétaires de maisons isolées à la mousse d'urée formaldéhyde)

Le projet de loi sur la MIUF, C-109, a été adopté mais le problème de la MIUF demeure entier.

Il faut agir rapidement pour mettre en oeuvre des mesures correctrices. Les gens continuent à souffrir et malheureusement on ne peut prendre de mesures pour enlever l'isolation que par beau temps.

Les mesures proposées par le gouvernement pour résoudre le problème que pose la MIUF engendrent la méfiance:

- Seuls, 4,3 p. 100 des appels acheminés au Centre d'information sur la MIUF ont reçu une réponse au cours de notre enquête.
- Les résultats de tests proviennent du Centre MIUF - non pas de laboratoire indépendant.

Les gens sont prisonniers de leurs maisons. Le programme n'est vraiment pas adéquat.

- Une subvention de \$5 000 permet à peine d'amorcer les travaux nécessaires pour enlever la mousse.
- Le propriétaire doit d'abord défrayer les travaux et être remboursé ensuite; cette solution au point de vue financier, est irréalisable sauf pour les gens riches.
- On propose de sceller ou de ventiler la maison, comme mesures correctrices, mais cela ne fera pas disparaître les problèmes de santé ou les dommages à la structure; le manque de confiance des gens quant à la valeur immobilière des maisons isolées à la MIUF ne diminuera pas.
- Il n'y a aucune aide technique efficace pour les maisons en pierre.
- Le gouvernement doit assurer des sources additionnelles de financement.

H.U.F.F.I. KINGSTON

Propriétaires de maisons isolées à la mousse d'urée

formaldéhyde

102, rue Collingwood

Kingston (Ontario)

K7L 3X5

le 17 septembre 1982

MEMOIRE de la section ontarienne de Kingston de l'H.U.F.F.I. (propriétaires de maisons isolées à la mousse d'urée formaldéhyde) présenté au Comité directeur sur la MIUF, du Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le projet de loi sur la MIUF (C-109) a été adopté. Cependant, le problème de la MIUF n'est pas réglé. De crainte que le Parlement ne considère maintenant la question close ou sur le point de l'être, nous soumettrons à l'attention de votre comité les observations suivantes.

1. Comme l'a déjà mentionné l'un des membres de votre comité, l'hon. Flora MacDonald, à la Chambre des communes le 10 mai 1982, il y a environ 2 000 maisons isolées à la MIUF dans la région de Kingston. L'HUFFI Kingston représente quelque 7 500 propriétaires de maisons isolées à la MIUF, dont il expose les problèmes et les vœux.

2. Le gouvernement doit faire preuve de toute la célérité qui s'impose dans la prise de mesures correctives, quelles qu'elles puissent être. L'enlèvement de la MIUF ne doit se faire par temps doux. Des décisions finales en mars ou en avril peuvent être immédiatement utiles, mais si elles sont prises en août ou en septembre, les propriétaires doivent attendre l'été suivant pour en profiter. Nous le mentionnons, car nous, propriétaires de maisons isolées à la MIUF, sommes là, impuissants, depuis décembre 1980, époque où le problème de la MIUF a été soulevé par le gouvernement et où le Parlement a commencé à examiner la question; et nous avons été particulièrement frustrés de voir l'été s'en aller tandis que le bill C-109, quelle qu'en devait être la forme et le résultat finals, était débattu et qu'on lui donnait une forme jugée réalisable par le Parlement. L'été de 1982 (sans parler de celui de 1981) est passé sans que nous ayons pu profiter du beau temps pour apporter des mesures correctives individuelles et nous devons maintenant rester encore huit mois dans ces maisons avant de pouvoir tirer profit des dispositions du bill C-109.

3. Les propriétaires de maisons isolées à la MIUF ont beaucoup de méfiance envers le gouvernement. Bien que ce soit malheureux et improductif, c'est pourtant compréhensible. Le gouvernement a mis du temps à répondre à nos préoccupations et demandes de renseignements, pour peu qu'il y ait répondu. La ligne téléphonique du Centre d'information sur la MIUF (1-800-567-6870 semble continuellement occupée et impossible à obtenir depuis l'adoption du bill C-109, alors qu'on pouvait facilement l'avoir avant cela. Nous nous sentons donc incapables d'atteindre le gouvernement de façon efficace et d'influer sur ses actions à cet égard. En outre, on s'interroge sur l'exactitude des tests effectués par le gouvernement dans les maisons isolées à la MIUF, car les propriétaires qui ont prélevé des échantillons et les ont envoyés en avril n'en ont pas encore reçu les résultats, alors même que leur santé et celle de leur famille sont en cause. Ces tests sont-ils les plus exacts possible? Où en sont les résultats? La ligne téléphonique du Centre d'information sur la MIUF fonctionne-t-elle toujours? Le centre est-il accessible par téléphone? Pouvons-nous obtenir des réponses à nos préoccupations bien justifiables? Ou ce scandale doit-il continuer à semer le doute et la confusion? Est-il vrai que les délibérations du Comité auquel s'adresse le présent mémoire se tiennent, comme on nous le dit, à huis clos? Dans l'affirmative, pourquoi?

4. La méfiance tient notamment à ce qu'on se demande si le gouvernement, maintenant que le bill C-109 a été adopté, se contentera de compenser les propriétaires (dans la mesure où il permet le bill C-109), puis oubliera l'affaire. Nous sommes inquiets non seulement parce que la somme de 5 000 \$ ne nous permettra pas de couvrir les frais que nous aurons à faire, mais aussi parce que pour peut-être la majorité d'entre nous, c'est-à-dire pour ceux qui ont des maisons en maçonnerie, rien n'est réglé, même avec une subvention de 5 000 \$. On ne connaît pas de méthode sûre pour neutraliser la MIUF que contient le mortar que l'on retrouve dans les maisons en maçonnerie. Les recherches pour trouver un neutralisateur autre que le bisulfite de sodium se poursuivent sous les auspices du gouvernement. Mais se poursuivront-elles maintenant que le gouvernement a adopté le projet de loi sur la MIUF? Rien dans la mise en oeuvre actuelle des règlements d'application ne l'indique. Sans un tel neutralisateur, les propriétaires de maisons en maçonnerie ne peuvent efficacement enlever la MIUF de leur habitation. Nous recommandons fortement que ces recherches se poursuivent et soient même élargies de manière à trouver une solution d'ici le printemps 1983, en vue de diffuser les renseignements avant la période d'enlèvement de la MIUF.

5. Les personnes qui habitent des maisons isolées à la MIUF s'y trouvent actuellement "emprisonnées", et le terme n'est pas trop fort. On ne peut vendre une telle maison. Les agents immobiliers insistent que le vendeur déclare si la maison est isolée à la MIUF ou l'a jamais été. Dans l'affirmative, les banques n'offrent pas d'hypothèque. On n'est donc pas libre de passer d'une région à l'autre à moins de consentir à abandonner sa maison, pour ainsi dire. En période de chômage élevé, cette impossibilité de chercher ou d'accepter un emploi dans une autre région place de nombreuses

personnes dans une situation impossible et intenable. Pour d'autres, notamment les personnes âgées, la maison représente pratiquement les économies de toute une vie. Bon nombre de ceux qui approchent de la retraite s'en vont, sachant que leur maison, qui représentait leur revenu de retraite, ne suffira plus. Ces personnes sont des pauvres en puissance. Pour cette raison, deux mesures importantes doivent être prises.

- a. La subvention de 5 000 \$, quoiqu'insuffisante, doit être versée à l'avance si demande en est faite. Combien peuvent se permettre de déboursier de leur poche l'argent nécessaire pour couvrir les frais élevés des entrepreneurs?
- b. Le gouvernement doit prendre des mesures efficaces pour aider à enlever les stigmates que portent maintenant les maisons isolées à la MIUF et qui les rendent impossibles à vendre, et donc sans valeur. Une façon d'y parvenir consisterait à poursuivre les recherches médicales sur les effets sur la santé de la MIUF, dans l'espoir que pourront être atténuées les craintes relatives au danger qu'elle représente ou que les maisons dont la MIUF a été enlevée puissent être déclarées sûres et acceptées comme telles par le public.

6. Il doit ressortir clairement de ce que nous avons dit ci-dessus qu'à notre avis, le remède proposé par le gouvernement (scellement et ventilation) est une approche superficielle qui ne mérite guère qu'on s'y arrête sérieusement. L'un de nos membres qui a participé au cours de formation du gouvernement sur les mesures correctives concernant la MIUF en est revenu convaincu que cette solution est irréalisable, mal orientée et inacceptable aux propriétaires. Il a en outre signalé que les nombreux entrepreneurs qui ont suivi le cours et l'instructeur lui-même avaient la même attitude. En outre, cette technique gaspille l'énergie, ce qui est exactement contraire à l'objet original de l'installation de la MIUF aux termes du programme CHIP, et ne permet pas la détérioration constante et l'éventuelle dissolution de la MIUF, ni les dommages qu'elle cause aux cavités murales, ni les effets préjudiciables de l'urée dans les murs. Toute cette idée du scellement et de la ventilation devrait être abandonnée. Elle n'a pratiquement pas de crédibilité auprès du public dans la mesure où nous pouvons en juger. L'enlèvement total de la MIUF est le seul remède acceptable.

7. La subvention de 5 000 \$, qui dans la majorité des cas ne couvre qu'à peine le coût réel de l'enlèvement de la mousse, est non seulement inadéquate mais invraisemblable vu les 55 millions affectés aux termes du bill C-109. De plus grosses sommes devront être déboursées et il faut donc en trouver. En tant que propriétaires de maisons isolées à la MIUF, nous ne sommes pas fiscalement irresponsables. Nous connaissons le fardeau financier qu'imposerait au gouvernement une solution juste et satisfaisante. Mais il faut trouver des moyens. Outre toutes autres mesures jugées appropriées et faisables par votre comité et le gouvernement, nous proposons de commencer par l'une ou plusieurs des solutions suivantes:

- a. loteries spéciales
- b. poursuites judiciaires contre l'industrie de la MIUF, vu sa responsabilité dans l'affaire.
- c. prêts sans intérêt pour l'enlèvement total de la MIUF maintenant
- d. allègement ou suppression des impôts pour les fonds personnels affectés aux mesures correctives relatives à la MIUF.
- e. poursuite du programme de subventions sur un certain nombre d'années, jusqu'à remboursement intégral des frais supportés par les propriétaires.
- f. aide des pouvoirs publics provinciaux et municipaux, d'autres organismes fédéraux et du secteur privé.

Les membres de l'HUFFI Kingston comme ceux des autres groupes de propriétaires de maisons isolées à la MIUF au Canada, ont toujours espoir et confiance dans la capacité et le désir du gouvernement de trouver une solution véritablement juste à ce problème. L'HUFFI s'est montrée disposée à collaborer avec le gouvernement pour trouver une solution. Comme nous l'avons sous-entendu, toutefois, quand la patience et la confiance s'amenuisent, la méfiance et le cynisme prennent des proportions. Un gouvernement peut-il se permettre d'aliéner ainsi des citoyens jusqu'à présent loyaux, respectueux de la loi et payant leurs impôts? Un juste règlement de ce problème peut être difficile et coûteux aujourd'hui, mais les gains à long terme sur le plan de la santé, du bien-être et de la bonne volonté de centaines de milliers de Canadiens touchés vaut peut-être bien des fois les coûts immédiats. Nous recommandons respectueusement au Comité d'y penser et de se pencher sur les questions décrites ci-dessus.

Soumis par l'HUFFI Kingston (Ontario)

Comité exécutif:

Jack Henderson, président
Lawrence Morrell
Joseph Stertz
Lynn Purvis
Judith Elliot
Maurice Breslow
Nita Doyle
Edward Doyle

APPENDICE «SNTÉ-19»

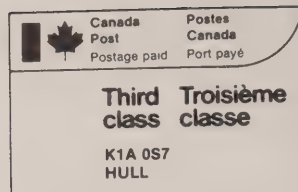
DEPENSES PROGRAMME SUR LA MIUF

1982

<u>ACTIVITES</u>	<u>au 15/09/82</u>
1. Salaires et avantages, etc.	\$1,027,849.00
2. Tests au dosimètre	273,886.85
3. Tests complets	76,992.19
4. Inscription des entrepreneurs	229,198.25
5. Téléphone	105,982.06
6. Conseil consultatif national	14,456.63
7. Communications	114,016.42
	<hr/>
	\$1,842,381.40

Dr. Frank Spitzer, Chairman, Toronto Chapter;
Ms. Pat Clark, Chairman, Scarborough Chapter;
Mr. Jack Henderson, Chairman, Kingston Chapter;
Mr. David Morrissey, Scarborough and Windsor Chapters.

M. Frank Spitzer, président, du chapitre de Toronto;
M^{me} Pat Clark, président, du chapitre de Scarborough;
M. Jack Henderson, président, du chapitre de Kingston;
M. David Morrissey, Chapitres de Scarborough et Windsor.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Advisory Council on U.F.F.I.:

Mr. Rick Patten, Chairman;
Mr. Len Cocolicchio;
Mr. Carl Wentzell.

From the Association of Alberta Foam Fighters United:

Mr. Robert Gahan, President;
Mr. David Cramer, Vice-President.

At 2:00 p.m.:

From the Association of Alberta Foam Fighters United:

Mr. David Cramer, Vice-President.

From "La Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec":

Mr. Yves Nantel;
Mrs. Nicole Lamer.

From l'Association des victimes de Laval":

Mr. Jacques Gravel.

From HUFFI—Ontario:

Mr. Bill Tell, Chairman, Etobicoke Chapter;

(Continued on the previous page)

Du Conseil consultatif de l'HUFFI:

M. Rick Patten, président;
M. Len Cocolicchio;
M. Carl Wentzell.

De l'«Association of Alberta Foam Fighters United»:

M. Robert Gahan, président;
M. David Cramer, vice-président.

A 14h00:

De l'«Association de l'Alberta Foam Fighters United»:

M. David Cramer, vice-président.

De la Fédération des comités des victimes de la mousse d'urée du Québec:

M. Yves Nantel;
Mrs Nicole Lamer;

De l'Association des victimes de Laval:

Mr. Jacques Gravel.

De HUFFI—Ontario:

M. Bill Tell, président, du chapitre d'Etobicoke;

(Suite à la page précédente)

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 41

Monday, October 4, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 41

Le lundi 4 octobre 1982

Président: M. Marcel Roy, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Inquiry into urea formaldehyde foam insulation

CONCERNANT:

Étude sur la mousse isolante d'urée formol

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Bossy
Bloomfield
Frith
Gurbin
Hawkes

Hudecki
Killens (Mrs.)
Kristiansen
MacDonald (Miss)
Marceau

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

McCauley
McGrath
McLean
Oberle

Scott (*Hamilton—
Wentworth*)
Skelly
Tessier
Watson—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, OCTOBER 4, 1982

(52)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 8:09 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy presiding.

Members of the Committee present: Mr. Lang, Miss MacDonald, Messrs. Marceau, McCauley, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly, Tessier and Watson.

Witnesses: From the National Research Council of Canada: Dr. L. Kerwin, President; Mr. C.B. Crawford, Director, Division of Building Research; Mr. Cliff Shirliffe, Research and Analyst Engineer.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Dr. Tom Curren, Mr. Guy Beaumier and Mr. Jacques Rousseau.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, July 26, 1982, regarding urea formaldehyde foam insulation.

Dr. Kerwin made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 10:27 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 4 OCTOBRE 1982

(52)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 20h09 sous la présidence de M. Marcel Roy, (président).

Membres du Comité présents: M. Lang, M^{lle} MacDonald, MM. Marceau, McCauley, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly, Tessier et Watson.

Témoins: Du Conseil national de recherche du Canada: Dr L. Kerwin, président; M. C.B. Crawford, directeur, Division des recherches en bâtiments; M. Cliff Shirliffe, ingénieur, recherche et analyse.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: MM. Tom Curren, Guy Beaumier, et Jacques Rousseau.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 26 juillet 1982 portant sur la mousse isolante d'urée formol.

M. Kerwin fait une déclaration, puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 22h27, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Monday, October 4, 1982

• 2008

The Chairman: I call the meeting to order. The committee resumes consideration of its order of reference dated Monday, July 26, 1982, regarding urea formaldehyde foam insulation. Tonight we have witnesses from the National Research Council of Canada, and I will ask Dr. L. Kerwin, President, to introduce his staff, identifying them by their titles for committee members who might want to focus on them with specific questions. So without other representation, I yield the floor to Dr. Kerwin.

M. L. Kerwin (président, Conseil national de recherches du Canada): Je vous remercie, monsieur le président. Nous sommes honorés d'être ici pour vous offrir les faits que nous avons pu établir autour de ce problème.

• 2010

With us today is Mr. Carl Crawford, Director of the Building Research Division of the NRC in which most of our research and development on insulation is carried out; Mr. Clifford Shirliff, one of our research and analysis engineers in the Division of Building Research who has been in charge of our work on insulation and various insulating materials, and one of the more active members of our urea formaldehyde foam insulation task force; also Mr. Ken Pulfer, Vice-President of NRC in charge of laboratories.

The Chairman: Thank you. Do you have any opening remarks before starting the question period?

M. Kerwin: Monsieur le président, nous avons, à l'intention du Comité, deux documents en préparation. Je regrette que ces documents ne soient pas prêts en ce moment. Nous n'avons que la version anglaise; elle vous est disponible ce soir si vous la désirez. Le document complet, c'est-à-dire les deux versions, sera disponible dans quelques jours, et nous nous ferons un plaisir de vous l'envoyer.

Aussi, nous avons une certaine documentation qui a été faite autour de cette question, et il nous fera plaisir, si c'est le désir du Comité, de déposer l'ensemble de cette documentation au secrétariat du Comité.

Le président: Je dois dire, monsieur Kerwin, que le Comité déplore qu'un organisme comme le Conseil national de recherches ne puisse présenter des documents à un comité permanent dans les deux langues officielles.

M. Kerwin: C'est noté, monsieur le président.

Le président: Merci.

M. Kerwin: Monsieur le président, est-ce que vous désirez entendre quelques remarques préliminaires?

Le président: Oui, vous pouvez faire des remarques préliminaires; nous passerons ensuite aux questions des députés.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le lundi 4 octobre 1982

Le président: Je déclare la séance ouverte. Le comité reprend l'étude de son ordre de renvoi en date du lundi 26 juillet 1982 portant sur la mousse isolante d'urée-formol. Nous recevons ce soir des représentants du Conseil national de recherches du Canada et je demanderais au président, M. L. Kerwin, de nous présenter son personnel en donnant leur titre pour le bénéfice des membres du comité qui auraient des questions spécifiques à leur poser. Alors sans plus, je donne la parole à D^r Kerwin.

Dr. L. Kerwin (Chairman, National Research Council of Canada): Thank you, Mr. Chairman. We are honoured to be here so we can give you the facts we were able to gather concerning this problem.

Nous accompagnent aujourd'hui M. Carl Crawford, directeur de la Division des recherches en bâtiment où s'effectue la plus grande partie de notre recherche et développement sur l'isolation; M. Clifford Shirliff, un de nos ingénieurs en recherche et analyse de la Division des recherches en bâtiment, est responsable de nos travaux sur l'isolation et les divers matériaux isolants, et l'un des membres les plus actifs de notre groupe de travail sur la mousse isolante d'urée-formol; M. Ken Pulfer, vice-président du CNR responsable des laboratoires, est aussi présent.

Le président: Merci. Avez-vous des commentaires préliminaires avant que nous passions à la période des questions?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, we have two documents that are being prepared for the committee. I regret that they are not ready yet. We only have the English text, it is available tonight if you so desire. The complete document, that is both versions, will be available in a few days and we will be happy to send it to you.

We also have some documentation that was gathered around this question, and it will be our pleasure, if it is the wish of the committee, to table all the documentation with the Clerk of the committee.

The Chairman: Mr. Kerwin, I must say that the committee regrets that an organization such as the National Research Council cannot submit the document in both official languages to a standing committee.

Mr. Kerwin: I take note of it, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, shall we start with a few preliminary remarks?

The Chairman: Yes, you can make your preliminary remarks; we will afterwards have the members' questions.

[Texte]

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, the National Research Council, acting through several of its divisions but in particular the Division of Building Research, has for a long time carried out research and analysis of building materials and building practice; among these materials are various kinds of thermal insulation, and among these practices are various ways of installing such thermal insulation. In this capacity we have carried out a great deal of work on many kinds of insulation and in the last few years the urea formaldehyde foam type has occupied us in a very particular and intense way.

The research we have done on this material includes, first of all, carrying out accurate chemical analyses of emissions from the various foams that have been used, and in this respect we have at the same time tried to carry out research on the factors which affect these emissions. These factors include the type of construction, the intensity and direction of the winds around the home, the type of heating in the house, the amount of water vapour in the house, some of the personal habits of the inhabitants; for example, with respect to windows being open or shut and so on. So we have developed a certain expertise in the analysis of the emissions and in the factors of the particular house which influence these emissions.

The second thing we have done is research on the development of instrumentation for monitoring the emission of formaldehyde vapour, and at the same time we have been preparing to develop, if needed, instrumentation for monitoring other gases should any be identified as coming from this type of insulation.

The third area in which we have carried out research is on the characterization of UFFI, that is to say its various parameters, and the development of remedial measures so as to help homeowners who have problems with this type of insulation correct these problems in the most efficient way possible and, this being done, at the least cost possible.

In addition to these three areas of research, we have, in the last couple of years, put a great deal of effort into an information service, the developing of brochures, the answering of questions and in providing technical information to the coordinating committee on the problem.

That is a summary of the work carried out by the council.

Le président: Merci, monsieur Kerwin.

Je ne voudrais pas priver les membres du Comité de votre documentation. Si les députés y consentent, nous pouvons annexer au compte rendu la documentation qui a déjà été préparée, mais qui, malheureusement, n'est pas dans les deux langues officielles.

Mr. Kerwin: Je vous remercie, monsieur le président. Nous ferons cela. Est-ce votre désir que ces copies soient distribuées aux membres du Comité?

Le président: Monsieur Marceau.

[Traduction]

Dr Kerwin: Monsieur le président, le Conseil national de recherches, par le truchement de plusieurs de ses divisions mais surtout de sa division des recherches en bâtiment, effectue depuis longtemps des recherches et des analyses sur les matériaux de construction et les pratiques de construction; parmi ces matériaux, figurent divers types d'isolants thermiques et, parmi ces pratiques, diverses façons d'installer de tels isolants thermiques. A ce titre, nous avons effectué bon nombre de travaux sur de nombreux genres d'isolants et, au cours des dernières années, la mousse d'urée formaldéhyde nous a occupés d'une façon très particulière et très intense.

La recherche que nous avons effectuée sur ce matériau comprend, d'abord, des analyses chimiques précises des émanations de diverses mousses utilisées et, à ce sujet, nous avons simultanément essayé d'effectuer des recherches sur les facteurs qui influencent ces émanations. Parmi ces facteurs, on compte le genre de construction, l'intensité et l'orientation des vents autour des habitations, le genre de système de chauffage, la quantité de vapeur d'eau dans la maison, certaines habitudes personnelles des habitants, par exemple en ce qui touche les fenêtres que certains laissent ouvertes et que d'autres tiennent fermées, et ainsi de suite. Nous avons donc développé une compétence particulière dans l'analyse des émanations et des facteurs particuliers aux habitations qui influencent ces émanations.

La deuxième chose que nous avons faite, c'est la recherche afin de mettre au point des instruments de détection des émanations de vapeurs formaldéhydés et simultanément nous nous sommes préparés à développer, au besoin, des appareils pour détecter d'autres gaz provenant de ce genre d'isolant, le cas échéant.

Le troisième domaine où nous avons poursuivi notre recherche est celui des caractéristiques de la MIUF. Nous en avons étudié les composantes et nous avons mis au point des correctifs pour aider les propriétaires à résoudre le plus efficacement possible et de la façon la moins coûteuse, les problèmes que cause ce genre d'isolant.

En outre, depuis deux ans, à part nos efforts de recherche, nous faisons beaucoup du côté de l'information, en préparant des brochures, en répondant aux questions qu'on nous pose et en fournissant des renseignements techniques au comité de coordination qui étudie le problème.

Voilà, en résumé, le travail du Conseil.

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin.

I would not want members of the Committee to be deprived of your documentation. With their agreement, documents already prepared could be appended to our proceedings even though, unfortunately, they are not in both official languages.

Dr. Kerwin: Thank you, Mr. Chairman. We shall do that. Is it your wish that copies be circulated to the members of the Committee?

The Chairman: Mr. Marceau.

• 2015

[Text]

M. Marceau: Monsieur le président, je pense qu'on ne s'oppose pas à ce qu'elles soient distribuées, mais j'aimerais que le dépôt se fasse dans les deux langues officielles et qu'entre-temps les documents nous soient distribués.

The Chairman: Now we will go on to questions. Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman.

Those of us who have been hearing from homeowners and learning about the urea formaldehyde foam crisis have been looking forward to having a discussion with representatives from the National Research Council. I would direct my questions both to Dr. Kerwin and to Mr. Shirliffe, who is widely quoted in the media as having some of the more hopeful things to say about this disaster that has hit so many homeowners. I would ask one, or both, of you gentlemen where the National Research Council stands, at this moment, in terms of neutralizing or safely removing urea formaldehyde foam insulation.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, we do not recommend that the urea formaldehyde foam be used as an insulator, because it is not a good insulator. We knew this some time ago and we also knew that it was susceptible to emitting formaldehyde vapour. For these reasons, we do not consider it to be good insulation and we cannot recommend it. This, of course, is well known.

As to the second question, we have developed several procedures for removing the insulation from those homes where the owners desired to have it removed and several such procedures are now ready for field tests. They involve the physical method of simply removing the foam and then sealing over any remnants. Secondly, there are other methods involving the use of steam for disintegrating the foam and removing it in this way. Thirdly, there are chemical methods that might also be applied. These are not yet ready to be recommended to the general public, they have to go through field tests first.

With your permission, Mr. Chairman, I would ask Mr. Shirliffe to expatiate on these remarks.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Yes, because a lot of people's hopes, Dr. Kerwin and Mr. Shirliffe, are hanging on the latest NRC studies, which, even if they do not come to fruition for another year or two or three down the road, are terribly important to people who simply cannot afford to remove the foam from their homes and yet may be counting on you to come up with some sort of answer for neutralizing the dangers of the gases.

The Chairman: Mr. Shirliffe.

Mr. Cliff Shirliffe (Material's Branch, National Research Council): There are two areas we work on removal.

[Translation]

Mr. Marceau: Mr. Chairman, we do not object to the documents being circulated but I would like them to be tabled in both official languages. In the meantime, the documents may be circulated.

Le président: Nous passerons maintenant aux questions. Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président.

Ceux d'entre nous qui ont reçu des plaintes de propriétaires concernant la mousse d'urée formaldéhyde avaient grand hâte d'avoir une discussion avec les représentants du Conseil national de recherches. Mes questions s'adressent à Dr. Kerwin et M. Shirliffe. La presse rapporte que ce dernier a des choses fort utiles à dire au sujet du désastre qui s'abat sur tant de propriétaires. Ma question s'adresse soit à l'un soit à l'autre, ou aux deux, car j'aimerais savoir où en est le Conseil national de recherches, pour l'instant, pour ce qui est de la neutralisation ou du «démoussage» sécuritaire des maisons isolées à la mousse d'urée formaldéhyde.

Dr Kerwin: Monsieur le président, nous ne recommandons pas que la mousse d'urée formaldéhyde serve d'isolant, car ce n'est pas un bon isolant. Nous savons cela depuis un certain temps et nous savons également que la mousse risque de dégager des vapeurs de formaldéhyde. Pour ces raisons, nous ne pensons pas qu'elle soit un bon isolant et nous ne pouvons pas la recommander. Bien entendu, je ne vous apprend rien ici.

Quant à votre deuxième question, nous avons mis au point diverses techniques qui permettent de retirer la mousse des maisons où les propriétaires souhaitent s'en débarrasser et ces techniques sont désormais à l'étape de l'essai. Notamment, il y a la méthode qui consiste tout simplement en un retrait de la mousse, avec scellage de tous les résidus. Deuxièmement, il y a d'autres méthodes recourant à un jet de vapeur pour désintégrer la mousse et la retirer par la suite. Troisièmement, il y a les méthodes chimiques, dont on pourrait également se servir. Elles ne sont cependant pas encore au point et il faut les mettre à l'essai avant que nous puissions les recommander au grand public.

Avec votre permission, monsieur le président, je vais demander à M. Shirliffe d'ajouter des précisions là-dessus.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): En effet, beaucoup de gens fondent leurs espoirs sur les dernières études du Conseil national de recherches qui, même si elles ne portent fruit que dans un, deux ou trois ans, n'en sont pas moins capitales pour les gens qui n'ont pas les moyens de «démousser» leurs maisons et comptent sur vous pour trouver une façon de neutraliser les dangers de ces gaz.

Le président: Monsieur Shirliffe.

M. Cliff Shirliffe (Direction du génie des matériaux, Conseil national des recherches): Nos travaux sur le démoussage portent sur deux fronts.

[Texte]

[Traduction]

• 2020

The first is the more common type of removal where you open up either the inside or the outside of the wall—physically, or with tools or with proper protective equipment, remove the material, store it in sealed plastic bags and dispose of it. Then you clean the surfaces so you remove as much of the residue on the surface as possible, treat the surfaces with the appropriate chemicals to reduce the emission of the residues on the surface and then rebuild the wall so you have a considerably better separation between yourself and the cavity where the foam was than you had previously.

That is the normal removal. The other removal is the less expensive type, which is: removal by opening a small cavity at either the top or the bottom of the wall; using, as Dr. Kerwin said, mechanical, physical or chemical means to break down the foam and the residues; removing those with tools like a vacuum cleaner; freeing any residues—in this case there is more difficulty to it, more quality control required—and finally closing up the wall, at what would appear to be under one-third the cost of opening up the surface of the wall.

The tests have progressed. They have been studied. They have been done in small prototype work in full-scale walls in the laboratories, but there is limited experience yet in the field. There must be a number of special field trials done in unoccupied houses, and finally in occupied houses.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I do wish to get to a comment you made before the Hazardous Products Board of Review, Mr. Shirliffe. Maybe I could ask you about a document referred to by a witness earlier this day: "The Proposed Guidelines for the Removal of Urea Formaldehyde Foam Insulation from Brick-Built Houses." I presume this is NRC-provided information. I am just wondering if you have any further recommendations as to removing the foam from brick-built homes.

Mr. Shirliffe: The characteristics of masonry are very different from wood, and the variety of compositions are greater; therefore, it was more difficult to develop the procedure for the masonry-type construction. Those documents are in their second rewriting, being done in co-operation with a large consulting engineering firm that is lending its assistance to speed the process. They are due again in a few weeks for a full review by ourselves, and we will have a better idea as to an exact publication date.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Dr. Kerwin said a few moments ago that it was some time ago the NRC realized UFFI was not a good form of insulation. How long ago was that? I guess my tie-in question to you, Mr. Shirliffe, is that a reading of your testimony before the Hazardous Products Board of Review suggests you also had serious reservations about urea formaldehyde foam insulation for some time. Could you give us your personal experience with UFFI? How

Tout d'abord, il y a le démoussage proprement dit, qui consiste en un retrait de la mousse après ouverture du mur, de l'intérieur ou de l'extérieur, et cela signifie qu'il faut se munir d'un outillage et d'un équipement de protection appropriés, pour ramasser la mousse, l'entreposer dans des sacs de plastique scellés et s'en débarasser. Ensuite, il faut nettoyer les surfaces pour enlever la plus grande quantité de résidus possible, traiter la surface avec un produit chimique qui convienne pour réduire les émanations de gaz possible, et reconstruire le mur de telle sorte qu'il constitue une barrière solide entre l'espace vital et la cavité où se trouvait la mousse auparavant.

Cela constitue la façon la plus conventionnelle de procéder. D'autre part, il y a une façon beaucoup moins coûteuse qui consiste en ceci: on perce une brèche dans le mur, soit au haut, soit au bas, et on utilise, comme l'a dit le Dr Kerwin, des moyens mécaniques, physiques ou chimiques, pour dissoudre la mousse et ses résidus. On peut ensuite retirer la mousse au moyen d'un genre d'aspirateur, et détacher tout le résidu, mais cette méthode est plus difficile, et exige un plus grand contrôle de la qualité. Ensuite, on referme la brèche, et cela revient à un tiers du coût de la première méthode décrite.

Les tests vont bon train. On a étudié les méthodes décrites plus haut et on a même procédé à des essais à grande échelle en laboratoires. Cependant, l'expérience est encore limitée dans ce domaine. Il faut encore procéder à certains essais dans les maisons inhabitées et finalement dans des maisons habitées.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je voudrais revenir à une observation que vous avez faite devant la Commission de révision des produits dangereux, monsieur Shirliffe. De plus, j'aimerais que vous vous reportiez à un document dont a parlé un témoin plus tôt aujourd'hui et intitulé: *Directives proposées pour le retrait de la mousse isolante d'urée formol dans les maisons de briques*. Je suppose que ce document renferme des renseignements fournis par le CNR. Avez-vous d'autres recommandations à faire concernant le démoussage des maisons de briques?

M. Shirliffe: Les caractéristiques des maisons construites en brique sont différentes de celles qui sont construites en bois et elles varient énormément. Par conséquent, il est plus difficile de mettre au point une technique dans le cas des maisons de briques. Ces documents en sont à la deuxième ébauche, et nous travaillons en collaboration avec une grande firme d'ingénieurs conseil qui nous prête main forte pour accélérer les choses. D'ici quelques semaines, nous étudierons à fond ces directives et nous aurons une meilleure idée quant à la date précise de leur publication.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Dr Kerwin a dit il y a un instant que le CNR s'était rendu compte il y a longtemps que la MIUF n'était pas un bon isolant. Quand exactement s'en est-il rendu compte? A ce propos, monsieur Shirliffe, je voudrais revenir à votre témoignage devant la Commission de révision des produits dangereux car vous avez dit que vous aviez de graves réserves concernant la mousse isolante d'urée formol depuis un certain temps. Pourriez-vous nous relater

[Text]

long have you been concerned about it? Indeed, I could place that question as well to Dr. Kerwin.

The Chairman: Mr. Shirtliffe.

• 2025

Mr. Shirtliffe: When I first started my reading on urea formaldehyde foam to review its properties, when it was suggested as an insulation and brought to us for testing, the characteristics of the foam, the temperature limits under which it is stable, and so on, raised immediate concern. It is not a foam plastic that has good properties for a thermal insulation, for a long-term, household-type insulation—for a temporary, or short-term industrial insulation, perhaps, but not for residential insulation. Therefore, from then on, it was more a case of refining one's feelings towards the material, or one's evaluation of the material, and seeing if, perhaps, they had improved the material to counteract those characteristics, or if there were other items that either supported that viewpoint, that it was not a good material, or the opposite, that showed that the initial evaluation was incorrect. In general, as time went on, more and more information showed that the material was not, in fact, a good insulation—

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Enough information had come to your attention, sir, that you warned the Department of Energy, Mines and Resources and CMHC against using this material. Is that not correct? It goes back as far as 1976?

Mr. Shirtliffe: That is not a simple question to answer in a few words. At certain times in the writing of a standard you have to summarize where you are at that point in time—whether you know enough about the material to write the standard, whether the standard is complete, and so on. In view of the tests that we had been doing, and the Public Works testing lab had been doing, on urea formaldehyde foam in 1975 and 1976, and in our discussions with the industry, it was clear that we could not predict the long-term properties of the materials and there was no indication that the industry had any more information than we did; in fact, they could not explain the results that we were getting. There is a clear difference between knowing that there is going to be a long-term breakdown of formaldehyde—a breakdown of the foam and a release of formaldehyde—and knowing it is a health hazard. You could warn people that you did not know what was going to happen—as opposed to my having a crystal ball and knowing that there were to be health hazards.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Can you recall when the National Research Council first became aware that there were possible adverse health effects? That there was a possible health hazard with the installation of UFFI?

[Translation]

voire expérience personnelle en ce qui a trait à la MIUF? Depuis combien de temps vous inquiétez-vous? En fait, ma question pourrait très bien s'adresser aussi à D^r Kerwin.

Le président: M. Shirtliffe.

M. Shirtliffe: Quand j'ai commencé à étudier la mousse d'urée-formol pour en connaître les caractéristiques, au moment où on envisageait de l'utiliser comme isolant et où on nous a demandé de la mettre à l'essai, les caractéristiques de la mousse, les températures maximales auxquelles on pouvait la soumettre sans la déstabiliser, etc., m'ont tout de suite préoccupé. Il ne s'agit pas d'une mousse plastique possédant de bonnes propriétés pour l'isolation thermique, à long terme des maisons, même si on peut en faire une utilisation industrielle temporaire, c'est-à-dire à court terme. Par conséquent, à partir de ce moment-là, il s'agissait pour nous de vérifier nos soupçons concernant le matériau, d'améliorer notre évaluation de la mousse, et de tenter de voir si les fabricants n'avaient pas réussi à l'améliorer pour corriger ses lacunes ou à l'opposé, essayer, soit de trouver d'autres facteurs qui viendraient confirmer nos soupçons, à savoir qu'il ne s'agissait pas d'un bon matériau, soit de trouver des facteurs infirmant notre première évaluation. En règle générale, au fur et à mesure que le temps passait, les renseignements que nous obtenions prouvaient que le matériau n'était pas en fait un bon isolant . . .

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous aviez cependant assez de renseignements, monsieur, pour vous pousser à mettre le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et la SCHL en garde contre l'utilisation du matériau, n'est-ce pas? Et ce, dès 1976, n'est-ce pas?

M. Shirtliffe: Je ne puis pas répondre à cette question en quelques mots. De temps à autre, quand on prépare une norme, il faut résumer l'état d'avancement des recherches, à un moment donné . . . C'est-à-dire, il faut établir si on en connaît assez long sur un matériau pour préparer une norme, déterminer si la norme est complète, etc. Étant donné les tests que nous faisons au Conseil, et ceux que faisait le ministère des Travaux publics, dès 1975 et 1976, et à la lumière des discussions que nous avions avec les représentants de l'industrie, il était clair que l'on ne pouvait pas prévoir quelles seraient les caractéristiques à long terme de ce matériau et rien ne nous portait à croire que les fabricants en savaient plus long que nous. En fait, ils ne pouvaient même pas nous expliquer les résultats que nous obtenions. Il y a une différence nette entre l'assurance que le formaldéhyde va se décomposer à long terme, c'est-à-dire que la mousse va se décomposer et donner lieu à des émanations de formaldéhyde, et l'assurance que cela constitue un risque pour la santé. On pouvait très bien mettre les gens en garde et leur dire que nous ne savions pas ce qui allait se passer, mais nous ne pouvions pas prédire, n'ayant pas de boule de crystal, qu'il y aurait des risques pour la santé.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Pouvez-vous nous dire quand le Conseil national de recherches s'est rendu compte pour la première fois qu'il y avait possibilité de risques pour la

[Texte]

Mr. Shirliffe: With most materials, there is always the problem of reactions by a certain percentage of very sensitive people, so one always expects that perhaps there can be some people responding to any particular material. The question is, when can you suspect that there is a difference between an extremely small minority and that percentage is getting to be much too large to be an allergy-type reaction?

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): When did that start to happen, to the point where you had to warn several government departments about this material? Just give us a ballpark year.

Mr. Shirliffe: We had continued discussions. It is very difficult. As far as the health problems are concerned, it was when they started to flow in in 1978-79, and we passed these on through the acquaintances. We were not out counting statistics. You work in these groups continually so you keep expressing concern. I do not know how you can tie down a particular day like that. There were meetings, but at this point I cannot give you a specific date when we had an insight into that type of thing.

• 2030

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): But you would suggest the late 1970s and certainly a good year or two, almost three years, before the ban was instituted.

Mr. Shirliffe: If this were possible, that they should start looking at it; that the wheels should start to turn. There is a big difference between that and immediately implementing a ban. I want to make that clear, that whenever there is such a concrete set of . . . If very careful statistics, surveys and medical examinations are done and you come to conclusive results, then it is easy to give a warning. Otherwise, you only have to give very light warnings as opposed to the other type.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): A light warning, a verbal warning, as opposed to any warning on paper. You never warned CMHC or even DSS at the time about accepting the foam— against accepting it, against licensing the foam? Did you ever on paper or in any formal way, communicate with them? I am not trying to put you personally on the spot. Perhaps Dr. Kerwin or someone from the NRC could enlighten the committee on that and approximately at what time that would have occurred.

Mr. Shortliffe: I think since I was involved, it is easier for me to first answer.

[Traduction]

santé? Quand s'est-on rendu compte que la MIUF pouvait constituer un danger pour la santé?

M. Shirliffe: Dans la plupart des cas, quand il s'agit de matériaux, il y a toujours des réactions chez un certain nombre de sujets très sensibles, si bien qu'on s'attend à ce qu'un certain pourcentage de gens souffrent de problèmes de santé à cause de chaque type de matériau. La question qu'il faut se poser est la suivante: où tracer la limite entre une très faible minorité et un pourcentage assez élevé pour que soient exclues toutes possibilités de réactions purement allergènes?

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Quand vos soupçons ont-ils commencé à être confirmés à tel point que vous avez éprouvé le besoin de mettre en garde plusieurs ministères contre ce matériau? Donnez-nous une année, approximativement.

M. Shirliffe: Les discussions se sont poursuivies sans désespérer. C'est difficile à dire. En ce qui a trait aux problèmes de santé, nous avons commencé à être mis au courant dès 1978-1979 et nous avons pris note de cela, comme des autres données que nous possédions. Nous n'établissions pas de statistiques. En travaillant avec les chercheurs, de façon permanente, nous continuions d'exprimer nos préoccupations. On ne peut donc pas dire avec précision quand exactement c'est arrivé. Il y a eu des réunions mais je ne pourrais pas vous dire la date précise à laquelle nous nous sommes rendu compte que ce danger existait.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous pensez que c'est vers la fin des années 1970, c'est-à-dire au moins un an ou deux, sinon trois, avant que le matériau soit interdit.

M. Shirliffe: C'est à ce moment-là que la possibilité d'un tel danger a été soupçonnée, et qu'on s'est dit qu'il faudrait y songer. On a demandé de faire le nécessaire. Il y a une grande différence entre le moment où le soupçon naît, et l'interdiction radicale. Je veux que cela soit bien clair, car chaque fois qu'on réunit une gamme précise de . . . Si des statistiques, des enquêtes et des examens médicaux précis sont faits, et que le résultat est probant, il est alors facile de faire une mise en garde. À défaut de cela, on ne peut que se contenter de faire de faibles mises en garde qui sont loin de constituer une interdiction.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous dites une faible mise en garde, verbale, c'est-à-dire rien par écrit. Vous n'avez jamais mis la SCHL ou même le ministère des Approvisionnements et Services en garde contre la mousse . . . Vous ne leur avez jamais signalé qu'il fallait refuser de l'accepter, de l'homologuer, n'est-ce pas? Avez-vous par écrit, et d'une façon officielle, communiqué avec ces organismes? Je n'essaie pas de vous mettre vous-même personnellement sur la sellette; Dr. Kerwin ou un autre représentant du CNR pourrait peut-être éclairer les membres du Comité sur cette question et nous dire, approximativement, quand on a fait la première mise en garde.

M. Shortliffe: Puisque j'étais moi-même en cause, il m'est plus facile de répondre le premier.

[Text]

We had very close, almost daily contact, especially at that time, with certainly CMHC and some of the other departments on various insulations that were being worked on at the time and we continually expressed these doubts. The key thing, as I mentioned earlier, was at meetings just before the decision to put out standard, to accept this as being a reasonable level of performance. Then you try to sum up and give your best technical appraisal of the situation, and you express this to the meeting. It is such a commonplace thing. It is not always recorded in the minutes of the meeting but one does this normally.

The NRC is not a watchdog. It acts as a technical adviser, and it is not our function to usurp their looking at health problems. We give our advice through these meetings, through discussions and not normally by producing a lot of official warnings.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): One final quick question, Mr. Chairman, and this is more of a technical nature but it is important for the purposes of this committee. When the foam breaks down, what other chemicals or gases are released? What are the most prominent and important chemicals and gases that do get out into the home or into the atmosphere when the foam breaks down?

The Chairman: Dr. Kerwin.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, to all intents and purposes, we have only identified formaldehyde vapour and water vapour. We have carried out extensive chemical analyses of numerous foams—and they are very numerous—and this is the principal result.

• 2035

In addition to these two principal gases, we have identified very small traces of about 30 other substances—I am talking now of parts per billion—and we have not identified anything that is considered to be toxic in the amounts present. However, we have been able to verify that some of the what I might call “feared” chemicals are not present in the vapours; and this to the utmost limits of our analysis. I am referring here to the organo-phosphorus vapours. We have not been able to detect any trace whatsoever, in any samples, of organo-phosphorus vapours. The other substances, present in these small, trace amounts, we are told are not considered toxic at these levels.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Under any conditions? You get varying conditions, of course, of humidity, heat, atmosphere. Under any levels, or under any conditions, you are not worried, then, about the other gases that are released?

Mr. Kerwin: We are not toxicologists, and there we have referred the question to experts; and we are told that the substances we have found are not toxic in the amounts found.

[Translation]

Nous avons des contacts étroits, presque quotidiens, à ce moment-là surtout, avec la SCHL et d'autres ministères au sujet des divers isolants qu'on mettait à l'essai à l'époque, et nous ne cessons d'exprimer nos soupçons. La chose capitale, comme je l'ai dit plus tôt, dont on discutait aux réunions qui ont précédé la décision de donner une norme, était la performance de cet isolant. On essaie à ce moment-là de résumer la situation, de faire la meilleure évaluation technique possible de la situation, et on fait cela lors des réunions. C'est un travail routinier et les discussions ne sont pas toujours consignées au procès-verbal, puisqu'on le fait d'office.

Le CNR n'est pas un protecteur, mais plutôt un conseiller technique, et il ne nous appartient pas d'étudier les questions de santé. Nous donnons notre avis lors des réunions, en discutant, et d'habitude, il ne nous incombe pas de faire les mises en garde officielles.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Une dernière brève question, monsieur le président. Ma question est d'ordre technique plutôt, mais je pense qu'elle a son importance pour les travaux du Comité. Quand la mousse se désintègre, quels autres produits chimiques ou quels autres gaz dégage-t-elle? Quels sont les produits chimiques les plus importants, en quantité, et quels sont les gaz qui se dégagent dans le milieu ambiant ou dans l'atmosphère, quand la mousse se désagrège?

Le président: Monsieur Kerwin.

Dr Kerwin: Monsieur le président, à toutes fins utiles, nous n'avons identifié que de la vapeur de formol et de la vapeur d'eau. Nous avons fait des analyses chimiques intensives de nombreuses mousses, car il y a plusieurs types de mousses, et c'est là ce que nous avons trouvé principalement.

En plus de ces deux principaux gaz, nous avons identifié des traces d'environ 30 substances, et il s'agit de traces infimes, c'est-à-dire de quelques parties par milliard, mais nous n'avons rien identifié qui soit considéré comme un élément toxique étant donné les quantités dont il s'agit. Quoi qu'il en soit, nous avons pu vérifier que certains des produits chimiques «que nous craignons trouver» ne se trouvaient pas dans ces vapeurs. Nous avons poursuivi notre analyse jusqu'à la limite maximale. Je parle ici d'éventuelles vapeurs organo-phosphoreuses. Nous n'avons pas pu détecter une seule trace de ces vapeurs dans les échantillons étudiés. Quant aux autres substances qui sont présentes en quantité infime, on nous dit qu'elles ne sont pas considérées comme toxiques dans de si faibles proportions.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Dans n'importe quelle condition? Les conditions varient, bien entendu, selon le degré d'humidité, de chaleur, la pression atmosphérique. Vous dites qu'à ces niveaux-là, dans ces conditions, vous n'êtes pas inquiet. Qu'en est-il des autres gaz qui s'échappent?

Dr Kerwin: Nous ne sommes pas des toxicologues et nous avons demandé à des experts d'étudier la question. On nous dit que les substances qu'on a trouvées dans les échantillons ne sont pas toxiques, étant donné les faibles quantités découvertes.

[Texte]

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, sir.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, is it permitted for me to make a complement to the remarks of Mr. Shirliffe?

The Chairman: Sure.

Mr. Kerwin: He remarked on the word "standard"; and I am afraid this may have passed by a little quickly. Mr. Shirliffe and his colleagues at NRC were worried several years ago about UFFI not being a good insulator, and for that reason, that it shrank. This meant it was changing its form; and this in turn was verified by the fact that it was emitting formaldehyde vapour. There was no reason at the time—and there is still no reason—to suspect formaldehyde vapour itself of being a toxic agent in industrial practice. Nevertheless, it was not a good insulator, and the formaldehyde vapour might be expected to annoy some people.

Accordingly, Mr. Shirliffe and his colleagues worked for the establishment of a standard for urea formaldehyde insulation which would ensure, if met, that the urea formaldehyde insulation so produced would not shrink. Therefore it would not be disintegrating and hopefully it would not be producing these vapours. It is this standard that Mr. Shirliffe and his colleagues, and other people on the committee, were finally able to get agreement on and to recommend as the standard. However, this recommendation of a standard came, I suppose, too late, in the sense that a lot of urea formaldehyde insulation that did not meet the standard, and could not meet the standard, was already installed, was breaking down, was producing vapour; and by then, of course, the practice of installing such insulation fell off.

So, by and large, one can say the standard for which Mr. Shirliffe and his colleagues argued and debated so long was never met by the foams installed in Canadian homes.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Dr. Kerwin. I understand the distinction.

The Chairman: Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Shirliffe, there was a document, from what I gather, which came out of the National Bureau of Standards and which was published in July 1977. Some of the things that apparently were mentioned in it were the fact that there was inadequate in vivo data related to this material; toxicity; deterioration and degeneration difficulties; and long-term maximum gas exposure levels of 0.02 parts per million. Are you familiar with the documents, and can you explain to me what that means?

Mr. Shirliffe: The document is very familiar. We were in very close contact with the National Bureau of Standards. There is a very close working relationship between the National Bureau of Standards and NRC in many areas, including building research.

[Traduction]

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur.

Dr Kerwin: Monsieur le président, je voudrais ajouter quelque chose aux remarques de M. Shirliffe.

Le président: Volontiers.

Dr Kerwin: Il a parlé du mot «norme». Je pense que cela est passé un peu inaperçu. M. Shirliffe et ses collègues du CNR se sont préoccupés il y a plusieurs années de la MIUF car ils estimaient que ce n'était pas un bon isolant car elle rétrécissait. Cela signifie qu'elle changeait de forme. On a pu vérifier cela du fait qu'il s'en dégageait des vapeurs de formol. A ce moment-là, il n'y avait pas de raison, et il n'y en a pas plus désormais, de soupçonner que la vapeur de formol pouvait en elle-même être un agent toxique quand la mousse était utilisée dans l'industrie. Néanmoins, la mousse n'était pas un bon isolant et on soupçonnait que la vapeur de formol pouvait peut-être incommoder certaines personnes.

Ainsi, M. Shirliffe et ses collègues se sont attelés à préparer une norme concernant l'isolant d'urée formol qui veillerait, si elle était respectée, à ce que l'isolant d'urée formol produit ne rétrécisse pas. Ainsi, ne pouvant plus se désagréger, on pouvait espérer qu'il n'y aurait pas émanation de vapeurs. M. Shirliffe et ses collègues, et d'autres gens au sein du comité, ont pu finalement s'entendre pour recommander une norme. Néanmoins, la recommandation d'une telle norme est arrivée, je suppose, trop tard, étant donné qu'on avait déjà fabriqué beaucoup de mousse isolante d'urée formol qui ne respectait pas cette norme ou ne pouvait pas la respecter, et qu'on avait néanmoins installée, si bien qu'elle se désagrégeait, avec émanation de vapeurs. A ce moment-là, bien entendu, l'utilisation de la mousse comme isolant a cessé.

Ainsi, *grosso modo*, on peut dire que la norme que M. Shirliffe et ses collègues avaient préparée et discutée si longtemps, n'a jamais été respectée par les fabricants des mousses que l'on a posées dans les maisons canadiennes.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur Kerwin. Je comprends la différence.

Le président: Monsieur Skelly.

M. Skelly: Merci, monsieur le président.

Monsieur Shirliffe, il y a un document, préparé, si je ne m'abuse, par l'Office des normes générales du Canada, et qui a été publié en juillet 1977. On y trouve notamment le fait qu'à l'époque, il y avait une lacune de données de niveaux concernant le matériau, sa toxicité, sa détérioration et les problèmes de sa désintégration, de même que les effets d'une exposition à long terme à des quantités de gaz maximales de 0.02 partie par million. Connaissez-vous ce document et pouvez-vous nous donner des explications sur ce qu'il contient?

M. Shirliffe: Je connais très bien ce document. Nous sommes en rapport étroit avec l'ONGC. Le Conseil national de recherches travaille en étroite collaboration avec l'Office dans plusieurs domaines, y compris la recherche concernant les matériaux de construction.

[Text]

• 2040

I have had many discussions with Mr. Rossiter on many aspects of the document; and at one stage, I was requested to talk at length to the three authors while this was being prepared.

Mr. Skelly: Could I ask the date of that?

Mr. Shirtliffe: I do not—

Mr. Skelly: It was before July 1977, though, was it?

Mr. Shirtliffe: The publication date was July 1977. I was down there more than once; it is difficult to remember exactly which was that particular visit. I was down in the fall of 1976, and again in the early winter or after January 1, 1977.

Mr. Skelly: What does the business mean about inadequate *in vivo* data of toxicity, deterioration, degradation difficulties, long-term maximum gas exposure levels, things this document specifically mentions?

Have you an indication of what that is and what the significance of it would be?

Mr. Shirtliffe: *In vivo* is the actual in-the-body reactions of formaldehyde and anything that is made from the foam. It is tests on either animals or humans, or observations on humans who have been exposed to this, so you know what happens when people are exposed to formaldehyde at lower levels for very long periods of time. With any product, there is the possibility of other than one gas coming off, and there was no mystery that there might be more than one gas coming off.

The question is: Was there any experience on this? In their review of the literature, which is very extensive, they could not find any. They were in contact with most European countries, as is indicated by the bibliography, and they could certainly find no information there.

Mr. Skelly: There was an expression of concern about the lack of data on live animals, including humans. There was the indication of toxicity, deterioration and degradation of the material, and problems with gas exposure over levels of 0.2 parts per million. Was this document, or any of the information related to it, ever reviewed by that standards board?

Mr. Shirtliffe: Yes, early drafts of the document were circulated to the CGSB committee. Mr. Rossiter attended some of the meetings, and some of these areas were discussed in great detail. He carried on some of the testing we had started and produced a couple of papers, now in the literature, on the breakdown of the foam at accelerated temperature and humidity, to show the long-term property of the foam could be quite poor and quite variable. If you have a standard, there

[Translation]

J'ai eu beaucoup de discussions avec M. Rossiter sur divers aspects de ce document. A un moment, on m'a demandé de m'entretenir longuement avec les trois auteurs, au moment de la préparation.

M. Skelly: Puis-je vous demander la date exacte de ces discussions?

M. Shirtliffe: Je ne...

M. Skelly: C'était avant juillet 1977, cependant, n'est-ce pas?

M. Shirtliffe: Le document a été publié en juillet 1977. Je me suis entretenu avec eux plus d'une fois. Il m'est difficile de me rappeler exactement chaque entretien particulier. Je me souviens de m'être entretenu avec eux à l'automne de 1976, et au début de l'hiver, c'est-à-dire après le premier janvier 1977.

M. Skelly: Que veut-on dire quand on parle d'une lacune de données *in vivo* concernant la toxicité, la désintégration, les difficultés de dégradation, les niveaux d'exposition maximale au gaz à long terme, toutes choses dont on parle précisément dans le document?

Pouvez-vous nous dire ce que cela signifie exactement?

M. Shirtliffe: Quand on dit *in vivo*, on fait allusion aux réactions dans l'organisme du formaldéhyde et de tout ce que contient la mousse. Cela signifie que l'on fait des tests sur les animaux ou les humains, ou que l'on fait des observations sur les humains qui ont été exposés à ces substances, afin de déterminer quelles sont les réactions des gens à des niveaux très infimes de formaldéhyde à long terme. Pour n'importe quel produit, il y a toujours possibilité d'émanations de plus d'un gaz, et nul doute que la mousse dégage plus d'un gaz.

La question est la suivante: avait-on l'expérience de cela? L'étude de ce qui a été écrit sur la question—et les documents ne manquent pas—n'était pas probante. On s'était renseigné dans les pays européens, comme vous pourrez le constater à la lecture de la bibliographie, sans pouvoir découvrir quoi que ce soit.

M. Skelly: On se préoccupait cependant de la lacune de données sur les effets potentiels sur les animaux vivants, y compris les humains. On parlait de la toxicité, de la détérioration et de la désintégration des matériaux et des problèmes qu'entraînait une exposition au gaz présent à des niveaux supérieurs à 0.2 partie par million. Ce document, ou tout autre renseignement concernant les questions dont il traite, a-t-il été étudié par l'Office des normes?

M. Shirtliffe: Oui, les premières ébauches du document ont été distribuées au sein du comité de l'ONGC. M. Rossiter a assisté à certaines réunions et certaines de ces questions ont été discutées abondamment. Il a lui-même procédé à des tests que nous avions entrepris et il a écrit quelques documents, qui font désormais partie de ce qui a été écrit sur la question, concernant la désintégration de la mousse à des températures et des degrés d'humidité élevés et il démontre que les propriétés à

[Texte]

should be some standardized performance. The performance should not be quite unpredictable and variable.

Mr. Skelly: So, basically, those concerns were made available to the committee through the early drafts, and the authors had an opportunity to discuss these concerns with members of that committee.

Mr. Shirliffe: Yes.

Mr. Skelly: Mr. Scott thought you had expressed concerns directly to officials from Energy, Mines and Resources and CMHC. It is my understanding that the Department of Health was not represented on that committee. But did you ever express concerns verbally, directly, to officials of the Department of Health? If you did, could you indicate what concerns you expressed to them, and what their response was?

• 2045

Mr. Shirliffe: As is common in the review of standards, the doing of one's homework on a subject like this, one looks at the health aspects as well. We can only look at them in an attempt to try to make the other people aware of our concerns and be relatively convinced that we understand their position and will accept that position as something that is acceptable for a product that is going into a home. In the end, we have to vote as a member of the committee that yes, the standard is, in our opinion, acceptable at that period of time.

My point is that starting approximately in 1971, 1972—just after 1970—I was reviewing all the standards in thermal insulation. The energy crisis was already starting in the U.S.; we were very short on standards of insulation in Canada; and, if you recall, already we were well into the asbestos scare, which was amongst other things a thermal insulation. At that time there was a scare that has developed into different dimensions since. It was clear that one had to look at the health aspects of materials that were put into homes, including insulation, so the practice was to call the proper people at Health and Welfare, or when one was at a meeting with them to sit with them and discuss the health aspects. In the case of long-term—

Mr. Skelly: Mr. Shirliffe, I think I understand that. Did you ever express concerns about urea formaldehyde foam to officials of the Department of National Health and Welfare and have them respond to you by saying that they did not have the money or the resources to carry out necessary testing on areas of concern that you expressed?

Mr. Shirliffe: My position only was to find out what they knew and what they were doing about it and not to make them answer to me for—

[Traduction]

long terme de la mousse sont assez piètres et assez variables. Une fois une norme établie, il faut établir une performance normalisée. La performance ne doit pas être aussi imprédictible et variable.

M. Skelly: Donc, fondamentalement, le Comité a été saisi de ces préoccupations dès les premières ébauches du document et les auteurs ont eu la possibilité de faire valoir leurs inquiétudes auprès des membres du Comité, n'est-ce pas?

M. Shirliffe: En effet.

M. Skelly: M. Scott avait l'impression que vous aviez fait part de vos préoccupations directement aux fonctionnaires du ministère de l'Énergie des Mines et des Ressources et de la SCHL. Je crois comprendre que le ministère de la Santé n'était pas représenté au sein du comité. Avez-vous à un moment ou à un autre, fait part verbalement de vos préoccupations directement aux fonctionnaires du ministère de la Santé? Le cas échéant, pouvez-vous nous dire en quels termes vous l'avez fait, et quelle a été leur réponse?

M. Shirliffe: Comme il arrive souvent dans la révision des normes, l'examen de tous les aspects d'un sujet comme celui-ci nous amène à étudier l'aspect de la santé aussi. Notre étude de ces aspects vise avant tout à rendre les autres conscients de nos inquiétudes et à nous convaincre d'une façon toute relative que nous comprenons leur situation et que nous accepterons cette situation comme quelque chose d'acceptable pour un produit qui entre dans la construction d'une maison. En fin de compte, nous devons être d'avis, à titre de membres du comité, que la norme était bien, oui, acceptable à ce moment-là.

Ce que je veux faire comprendre, c'est qu'à partir des environs de 1971, 1972, juste après 1970, je révisais toutes les normes d'isolation thermique. La crise de l'énergie était déjà à ses débuts aux E.-U.; nos normes sur l'isolation étaient très incomplètes au Canada; et, vous vous en rappelez, nous connaissions déjà la panique concernant l'asbestos qui était employée dans certains cas comme isolant thermique. A ce moment-là, il sévissait une panique qui a pris diverses dimensions depuis ce temps-là. Il était évident que l'on devait examiner les aspects hygiéniques des matériaux qui servaient à la construction des maisons, y compris l'isolant, et c'est ainsi qu'il est entré dans les usages de communiquer avec les personnes compétentes de Santé et Bien-être ou, lorsque nous étions en réunion avec eux, de discuter des aspects hygiéniques. Dans le cas du long terme...

M. Skelly: Monsieur Shirliffe, je crois comprendre cela. Avez-vous jamais exprimé des inquiétudes au sujet de la mousse d'urée formaldéhyde aux responsables du ministère de la Santé et du Bien-être public et que l'on vous a répondu en disant qu'ils n'avaient ni les fonds ni les ressources pour effectuer les essais nécessaires concernant les sujets d'inquiétude dont vous parliez?

M. Shirliffe: Mon rôle consistait seulement à découvrir ce qu'ils savaient et ce qu'ils faisaient à ce sujet-là et non pas à les obliger à me répondre...

[Text]

Mr. Skelly: No, but after you were expressing concerns, did officials of the Department of National Health and Welfare ever express back to you in response to concerns that you had raised with them that they did not have the resources or the personnel to conduct testing on this material? Did anyone respond to you with that answer?

Mr. Shirliffe: In terms of what they were doing the practice was, because, especially, animal research was very expensive, they indicated to me that they really had to rely on the tests that were done in the U.S. and in Japan.

Mr. Skelly: Then the answer is yes to that?

Mr. Shirliffe: Qualified.

Mr. Skelly: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: That is your answer. The answer is yes, but I want to clarify the record.

Mr. Shirliffe: They simply expressed the situation, what it was and what their policy was and why that particular policy was in effect other than the fact that these tests were extremely expensive. I am not sure that they ever requested to anyone that they do them. It was simply that the judgment was these were tests that were beyond the resources available, whatever resources that involved.

Mr. Skelly: I think we understand. Did you ever get the same qualitative response from the Department of Energy, Mines and Resources and from CMHC as you got from the Department of National Health and Welfare? When you approached people in Energy, Mines and Resources and expressed what would have been similar kinds of concerns to them, what kind of reactions did you get from that department and from CMHC on this?

• 2050

Mr. Shirliffe: Our discussions with Energy, Mines and Resources were simply on the use of the material and where it should or should not be used and not in terms of health aspects and so on. We were very much involved in trying to provide, wherever possible, some technical assistance in the re-insulation of homes and so on. As far as I was concerned on the thermal insulation interest in EMR, that was main interest at that time. We were not dealing with health tests on the material. Insofar as what they should say about the material, I think the warnings in keeping the heat in are a direct reflection of those discussions between ourselves and Energy, Mines and Resources.

Mr. Skelly: On the matter of removal of insulation from the home, the program which appears currently to be out deals with funding some percentage of the costs for people to remove that stuff from their homes. In terms of looking at the long term program, is there something remedial or some kind of, say, additional costs, which would occur simply beyond removing and restoring the home back to its original condition? Is there additional remedial action which people would be

[Translation]

M. Skelly: Non, mais après avoir exprimé vos inquiétudes, est-ce que les responsables du ministère de la Santé ou du Bien-être public ont jamais affirmé en réponse aux inquiétudes dont vous leur avez fait part qu'ils n'avaient ni les ressources ni le personnel pour réaliser les essais sur ce matériau? Est-ce que quelqu'un vous aurait déjà donné cette réponse?

M. Shirliffe: En ce qui concerne les choses qu'ils faisaient, la pratique consistait, parce que la recherche vétérinaire était particulièrement très coûteuse, m'ont-ils indiqué, à se fier en réalité aux essais qui étaient faits aux E.-U. et au Japon.

M. Skelly: Alors, la réponse est oui à cette question-là?

M. Shirliffe: Avec des réserves.

M. Skelly: Merci, monsieur le président.

Le président: C'est bien votre réponse. La réponse est oui, mais je voudrais éclaircir les énoncés.

M. Shirliffe: Ils ont simplement défini la situation, ce qu'elle était et ce qu'était leur politique et pourquoi cette politique particulière était appliquée, à part le fait que ces essais étaient extrêmement onéreux. Je ne suis pas certain s'ils ont demandé ou non à quelqu'un de faire ces essais. On avait tout simplement jugé que ces essais se situaient au-delà des ressources disponibles, quelles qu'étaient les ressources en jeu.

M. Skelly: Je crois que nous comprenons. Est-ce que vous avez déjà reçu la même réponse avec des réserves du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et de la SCHL que celle que vous avez eue du ministère de la Santé et du Bien-être public? Lorsque vous avez abordé les fonctionnaires d'Énergie, Mines et Ressources et que vous avez exprimé ce qui aurait pu être une même espèce d'inquiétudes à ces gens-là, quelle sorte de réaction ont-ils exprimée à ce sujet les gens du Ministère et de la S.C.H.L.?

M. Shirliffe: Nos discussions avec Énergie, Mines et Ressources ne concernaient que l'usage du matériau et les fins auxquelles il pourrait l'être ou ne pas être employé et non pas des points de vue de la santé et autres. Nous étions très occupés dans notre recherche pour fournir, chaque fois que c'était possible, une aide technique quelconque dans la ré-insolation des maisons et ainsi de suite. Quant à moi, je cherchais à connaître l'intérêt qu'avait E.M.R. pour l'isolation thermique, c'était à ce moment-là ma principale préoccupation. Nous ne nous occupons pas des essais hygiéniques du matériau. Quant à ce qu'ils devraient dire au sujet du matériau, je pense que les avertissements au sujet de la conservation de la chaleur à l'intérieur sont une suite directe de ces discussions entre nous-mêmes et Énergie, Mines et Ressources.

M. Skelly: En ce qui concerne l'enlèvement de l'isolant des maisons, le programme, qui ne semble plus à l'heure actuelle appliqué, traite du financement d'un certain pourcentage des coûts qu'assument les personnes qui font enlever le matériau de leurs maisons. Si l'on passe au programme à long terme, existe-t-il un redressement quelconque ou une espèce de, mettons, de coûts supplémentaires qui devraient être engagés au-delà de l'enlèvement du matériau pour remettre la maison

[Texte]

required to do after removing that foam from their homes? Here I am thinking, not simply of removing the foam and restoring the wall cavity or the wall covering and whatnot, but are there other additional things which the homeowner would have to be aware of, and would amount to additional costs beyond simple removal?

Mr. Shirlcliffe: There is the possibility as we have always said that the homeowners may wish to monitor the levels of formaldehyde over an extended period of time. That need not be necessarily formaldehyde only from urea formaldehyde foam but, since they have been exposed to the foam and may be sensitized to it or the UFFI gas or whatever you want to call it, they should at least maintain a watch on it. In a house, as we all know, cracks can develop due to putting a sewer underneath the ground under it, or heavy traffic is introduced into an area; there could be earthquakes and so on. So one may wish over a longer period of time to do monitoring, and the purpose of our work is to produce this monitoring at very inexpensive cost so that it is not a major expense. Resealing, if it needs it? Yes, that has an energy savings return as well, so that is not a bad practice in any event.

Mr. Skelly: Does that have to occur because the material is not adequately purged from the wall cavities or wherever it was?

Mr. Shirlcliffe: It is unwise to make the assumption that, without extensive testing before closing up the wall or at least some testing, in 100 per cent of the cases, that you are going to take care of 100 per cent of the formaldehyde emission. There seems very little sense to reduce the formaldehyde emission to, well, zero, in fact, because it is virtually impossible; any wood will give off some formaldehyde. As I say, many materials give off formaldehyde, so you cannot return this to some sort of absolute zero. One might ask if it can be returned to where it was before the house was insulated with UFFI, or if one can be sure that there is no significantly greater exposure than before they put in the UFFI. This is the purpose of the treatments and the rebuilding of the house in an adequate manner.

• 2055

Mr. Skelly: Thank you.

The Chairman: Dr. Kerwin.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, in summary, the homeowner who determined that he wished the formaldehyde removed from his or her house—and this only seems to be needed in a minority of cases—would normally have recommended to him three steps. The first step is the physical or the chemical

[Traduction]

dans son état original? Est-il prévu des mesures de redressement supplémentaires que devraient prendre les gens après l'enlèvement de la mousse de leurs maisons? Je pense ici, pas simplement à l'enlèvement de la mousse et à la remise en état du vide mural ou du revêtement mural ou d'autre chose, mais y a-t-il d'autres éléments dont le propriétaire de la maison devrait être mis au courant et cela l'obligera-t-il à assumer des coûts supplémentaires en plus de celui du simple enlèvement?

M. Shirlcliffe: Il y a une possibilité, comme nous l'avons toujours dit, que les propriétaires aient le désir de surveiller les niveaux de formaldéhyde sur une période de temps plutôt longue. Et ce besoin ne provient pas nécessairement de la formaldéhyde produite par la mousse d'urée de formaldéhyde mais, étant donné qu'ils ont été exposés à la mousse et qu'ils peuvent être sensibilisés à cette dernière ou au gas UFFI ou à quelque chose d'autre quel que soit le nom que l'on lui donne, ils devraient au moins exercer une certaine surveillance à ce sujet. Dans une maison, comme nous le savons tous, il peut se produire des cracs par suite de l'installation d'un égout en sous-sol ou de l'augmentation de densité de la circulation dans un quartier; il pourrait y avoir aussi des tremblements de terre et d'autre chose. C'est ainsi que l'on pourrait désirer surveiller la situation sur une période longue et l'objet de notre travail est de mettre en place une surveillance à ces coûts très minimes afin d'éviter qu'ils ne se fassent des dépenses majeures. Le rescellement, si le besoin s'impose? Oui, il y a là aussi une économie d'énergie de sorte que ce n'est jamais une mauvaise affaire que de le faire.

M. Skelly: Est-ce que cela doit être fait parce qu'on n'a pas réussi à faire disparaître adéquatement le matériau des parties creuses du mur ou des autres endroits où il avait été installé?

M. Shirlcliffe: Il n'est pas sage de faire l'hypothèse que, en l'absence d'essais importants avant le scellement du mur, ou au moins de faire certains essais, dans la totalité des cas, que vous allez supprimer en totalité toutes les émissions de formaldéhyde. Il semble n'être pas très sensé d'essayer de réduire les émissions de formaldéhyde à zéro parce que, dans les faits, c'est virtuellement impossible de le faire; toute espèce de bois va dégager de la formaldéhyde. Comme je le dis, plusieurs matériaux dégagent de la formaldéhyde et c'est ainsi que vous ne pouvez pas réduire ces émanations au zéro absolu. On pourrait se demander s'il est possible de remettre la maison dans son état original avant son isolement avec de l'UFFI ou si l'on peut être certain que l'exposition à la mousse n'est pas tellement plus grande avant qu'après l'installation de la mousse. C'est le but des traitements et de la reconstruction de la maison d'une façon adéquate.

M. Skelly: Merci.

Le président: Docteur Kerwin.

Dr Kerwin: Monsieur le président, pour résumer la discussion, le propriétaire de maison qui a décidé de faire enlever la formaldéhyde de sa maison—et il semble bien que ce besoin ne s'impose que dans un petit nombre de cas—se trouverait normalement en face d'une recommandation en trois étapes.

[Text]

removal of the formaldehyde. The second step then would be to seal the surfaces in case any small fragments might have been missed. We have investigated methods of doing this, and we have identified at least two that we believe will give good results in sealing off any remnants. Thirdly, as Mr. Shirliffe said, he would be advised to monitor his home for some time after that. To this end we have been developing simple, low-cost, formaldehyde-specific monitors. However, they only monitor formaldehyde, and we still have no evidence that it is the formaldehyde vapour that is causing the difficulty by itself.

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin.

Monsieur Tessier.

M. Tessier: Vous venez tout juste d'aborder les questions que je voulais toucher. La décontamination semble être une des préoccupations qui se sont ajoutées aux connaissances du Comité.

Si je vous comprends bien, actuellement vous n'êtes pas en mesure de donner au Comité, ni aux personnes aux prises avec le problème, des garanties certaines que le mal a été enrayé. Donc, c'est seulement par de nouveaux tests que vous serez en mesure de garantir que le mal a été définitivement enrayé.

Maintenant, si je pousse encore plus loin l'affirmation que vous faites, est-ce que vous êtes en train de nous dire que les maisons aux prises avec la mousse souffrent d'un mal inguérissable puisque, comme nous le disait M. Shirliffe, les pores du bois ont absorbé, sinon la mousse, du moins les gaz ou les émanations de toutes sortes? Vous, au niveau du démoussage, vous n'allez peut-être pas aussi loin et vous ne procédez peut-être pas de façon aussi systématique, mais est-ce qu'on peut honnêtement penser qu'avec les méthodes que vous proposez, la décontamination est vraiment possible? Aussi, dans quelle mesure peut-on garantir que le mal sera définitivement enrayé?

M. Kerwin: Monsieur le président, tout d'abord, ce ne sont pas toutes les maisons isolées à la mousse qui causent des problèmes aux habitants, que l'on sache.

Deuxièmement, parmi les maisons qui présentent de tels problèmes, la solution n'est pas toujours d'enlever l'isolation. Il suffit de sceller la maison et de réduire la pression de vapeur formaldéhyde dans la maison.

Troisièmement, dans un nombre relativement petit de cas, cette solution de sceller les murs ne s'avère pas suffisamment pratique pour la famille en cause, pour toutes sortes de raisons, et là, in extremis, il s'agit d'enlever l'isolation. Il y a plusieurs façons de le faire, comme M. Shirliffe l'a dit. Et une fois l'isolation enlevée, on devrait par la suite, en général, sceller les surfaces avec l'une ou l'autre des substances que nous avons identifiées comme étant utiles à cette fin, et ensuite, le niveau

[Translation]

La première étape consiste à enlever d'une façon mécanique ou chimique la formaldéhyde. La deuxième étape consisterait à sceller les surfaces au cas où l'on aurait laissé de petits fragments. Nous avons étudié des méthodes pour réaliser ce travail et nous en avons retenu au moins deux que nous estimons de voir donner de bons résultats en ce qui concerne le scellement de toutes particules restantes. Troisièmement, comme M. Shirliffe l'a dit, on conseillerait à ce propriétaire de faire une surveillance dans sa maison durant quelque temps une fois ce travail accompli. À cette fin, nous avons mis au point de petits appareils simples, de faible coût spécialement conçus pour la formaldéhyde. Cependant, ces appareils ne détectent que la formaldéhyde et nous n'avons pas encore de preuve qu'il s'agit bien de la vapeur de la formaldéhyde qui est seule responsable de ces problèmes.

Le président: Merci, docteur Kerwin.

Mr. Tessier.

Mr. Tessier: You have just dealt with the questions that I wanted clarified. The decontamination seems to be one of the concerns that have been added to the knowledge of the committee.

If I understood you well, you are not at the present time in a position to give to the committee, and to the persons who are experiencing the problem, definite assurances that the problem has been solved. It will be only with further tests that you will be in a position to assure us that the problem has definitely been solved.

I will now go a little further regarding the statement that you have made and I am wondering if we are being told now by you that the houses where the foam is to be found are suffering of an incurable illness because, as Mr. Shirliffe told us, the minute crevices in the wood have absorbed at least, if not the foam, the gases or the emissions of all sorts? You, at the step of the removal of the foam, may not go as far and you may not proceed in such a systematic way, but can we honestly think that with the method you propose, it is really possible to decontaminate a house? On the other hand, to what extent can we guarantee that the problem is definitely solved?

Mr. Kerwin: Mr. President, at the outset, may I say that it is not all the houses which have been insulated with the foam that are causing problems to the occupants, as far as we know.

Secondly, amongst the houses that suffer from such problems, the solution does not consist always to remove the insulation. It is sufficient to seal the house and to reduce the pressure of formaldehyde vapour in the house.

Thirdly, in a relatively small number of cases, the sealing of the walls is not sufficiently practical for the family involved, for all kinds of reasons, and in such cases, in extremis, there is a need to remove the insulation. There are many ways to do this, as Mr. Shirliffe said. And once the insulation is removed, one should, afterwards, as a rule, seal the surfaces with one substance or another that we have identified as useful for that purpose and, then, the general level of formaldehyde may be

[Texte]

de formaldéhyde, en général, peut être réduit à ce que l'on considère comme normal. Par cela, j'entends des niveaux de l'ordre de 15 ou 20 parties par milliard, ce que l'on trouve en général dans toute maison où il y a des produits synthétiques comme le contre-plaqué ou les draperies synthétiques, ou encore là où les gens fument.

• 2100

Le problème n'est donc pas insoluble en ce qui concerne la réduction de la pression de la vapeur de formaldéhyde à des niveaux jugés comme étant ordinaires et répandus partout.

Maintenant, il s'agit de savoir si c'est bien le formaldéhyde qui occasionne les problèmes. Nous n'avons pas trouvé autre chose en quantité qui, selon les experts en toxicologie, serait dangereux, et le formaldéhyde en soi n'est pas considéré comme un agent toxique dans l'industrie.

Comme vous le savez, en Angleterre, l'on utilise encore systématiquement cette isolation. Aux États-Unis, ce n'est pas encore interdit et ce ne le sera peut-être pas, mais il reste qu'il y a des gens malades et, par conséquent, nous devons nous tourner vers les toxicologues pour essayer de trouver ce qui rend les gens malades en présence de formaldéhyde.

Une possibilité, c'est qu'il y ait autre chose. Nous n'avons encore rien trouvé qui soit jugé toxique par les experts et, par conséquent, nous nous posons des questions. Est-ce que c'est une combinaison de formaldéhyde réagissant avec une autre inconnue dans la maison et en présence d'une personne particulièrement sensible?

Voilà des questions extrêmement complexes et qui exigeraient beaucoup de travail de la part de toxicologues et d'experts en médecine traitant ces allergies, etc.

Mais en ce qui concerne la présence de vapeurs de formaldéhyde, ce n'est pas désespéré, et les techniques que nous avons mises au point permettent en général de réduire la pression à des niveaux toujours jugés acceptables jusqu'à nos jours et qu'on retrouve sans doute dans cette pièce.

M. Tessier: Maintenant, je voudrais être rassuré sur le rôle du Conseil national de recherches. Evidemment, si je posais la question en termes de matériaux, j' imagine bien que le Conseil national de recherches concluerait avec moi que s'il y avait des interrogations au niveau des matériaux, on dirait que c'est un matériau qui est, à toutes fins utiles, à rejeter complètement. Bien sûr, dans le contexte actuel, on essaie de conclure en termes de santé et de protection de la santé, et on essaie de trouver le lien de cause à effet entre les malaises et le matériau. Je voudrais que vous puissiez me dire quel est le rôle du Conseil national de recherches. Est-ce de me dire que le matériau n'est pas dangereux? Demain matin, je peux dire: le matériau n'a pas de valeur parce qu'il enlève de la valeur aux propriétés. Parce qu'avec les réponses que vous nous donnez, on ne règle pas le problème de la valeur des propriétés. Si demain matin, quelqu'un qui voulait acheter une maison commençait par se demander: est-ce que cette maison-là est isolée à la mousse d'urée formol... Alors, je vous pose la question.

[Traduction]

reduced to what we consider normal. In that connection, I mean levels of the order of 15 or 20 parts per billion; this is what you find in general in all houses where there are synthetic products like plywood or synthetic draperies or where people smoke.

There is obviously a solution to the problem concerning the reduction of the formaldehyde vapour pressure to levels that are construed as normal and often prevalent.

Now, the fact is to ascertain whether it is really formaldehyde which is causing the problems. We have not found other things in any quantities which, according to the experts in toxicology, would be dangerous; the formaldehyde in itself is not considered as a toxic agent in the industry.

In England, as you are aware, they utilize now this insulation systematically. In the United States, it is not yet prohibited and it will not likely be prohibited but it remains that there are sick people and, therefore, we must enlist the co-operation of toxicologists in our attempts to find what is causing these people to be sick in the presence of formaldehyde.

There is a possibility that there is something else. We have not yet found anything which would be judged toxic by the experts; consequently, we are asking ourselves questions. Could it be a combination of formaldehyde reacting with an unknown substance in the house and in the presence of a person who is particularly sensitive?

These are questions extremely complicated that would require a lot of work by toxicologists and experts in medicine who are treating these allergies, et cetera.

In connection with the formaldehyde vapours, we are not desperate and the technical means that we have developed enable us in general to reduce the pressure to levels that have always been thought of as acceptable until the present time and that we find, no doubt, in this room.

Mr. Tessier: Now, I would like to be assured as to the role of the National Research Council. Obviously, if I were to ask the question in terms of materials, I would imagine that the National Research Council would come to my conclusion that if there were question marks concerning the materials, one would say that it is a material which should be, for all practical purposes, rejected entirely. Surely, in the present circumstances, one is trying to come to conclusions from the point of view of health and health protection, and one tries to determine a link between cause and effect, going from the discomfort and the material. I would like you to tell me what role the National Research Council played. Does it consist in saying that the material is not dangerous? Tomorrow morning, I might say: the material has no value because it removes all value in a property. Because, with the replies that you are giving us, the problem of the value of the properties is not settled. If tomorrow morning, someone wanted to buy a house and ask himself before saying anything else: has this house

[Text]

Est-ce que je dois m'adresser à vous en pensant que vous allez me prouver votre expertise en termes de matériaux, ou si je peux aussi me fier sur vous quand vous allez nous parler de la santé publique?

M. Kerwin: Monsieur le président, nous ne sommes pas des toxicologues.

Notre expertise consiste tout d'abord à vous dire si un matériau est un bon isolant ou non. C'est cela, notre responsabilité première.

En second lieu, si par la suite, il y a des problèmes, comme des problèmes de vapeurs, nous pouvons faire l'analyse de ces vapeurs, et c'est ce que nous faisons.

En troisième lieu, nous sommes capables de produire et mettre au point des instruments pour l'observation et le contrôle de ces vapeurs et, par la suite, leur analyse. Nous ne sommes pas des experts, nous ne pouvons pas vous dire si telle substance, en telle quantité, en présence de telle personne qui a telles habitudes personnelles et telle allergie, cause un problème de santé ou non. Là, nous n'avons pas l'expertise.

• 2105

M. Tessier: D'accord, c'est bien ce que je me dis. Vous nous dites que vous voulez bien juger si c'est un bon isolant; vous nous avez dit au tout début que c'était un mauvais isolant, et ma conclusion est claire, surtout s'il fait mourir ou s'il rend malade.

Je voudrais que vous nous précisiez quelque chose. Tout à l'heure, on a tourné autour de la question. Au moment où la Société canadienne d'hypothèques et de logement a approuvé le matériau, est-ce que le Conseil national de recherches a eu un avis à donner, un avis qu'on a recherché ou qu'on a évité?

M. Kerwin: Lorsque nous disions que c'était un mauvais isolant, on nous disait: eh bien, qu'est-ce qui serait un bon isolant? C'est à ce moment-là que nous nous sommes mis à travailler sur les étalons nécessaires, sur les caractéristiques et les paramètres du matériau qui serait acceptable. Après beaucoup de discussions, le comité qui s'occupait de cet étalon a pu s'entendre sur les caractéristiques que devait avoir une mousse isolante à base de formaldéhyde pour être certifiable, et le comité a accepté ces caractéristiques et les a envoyées à qui de droit. Je crois que l'acceptation de cette mousse a été faite en supposant que les mousses répondraient à ces normes, mais en réalité, ces normes n'ont jamais été atteintes par les isolations commerciales parce que lorsque les normes d'acceptabilité ont été promulguées, les problèmes étaient déjà perçus, les gens s'inquiétaient déjà et l'utilisation de ce matériau a tout simplement été abandonnée parce qu'il n'y avait plus d'acheteurs.

M. Tessier: Merci.

Le président: Merci, monsieur Tessier.

Dr. Peter Lang.

[Translation]

been insulated with urea formaldehyde foam... Then, I put the question to you. Should I ask you that question, having in mind that you will show your expertise in terms of materials and also can I rely on you when you will deal with the question from the point of view of public health?

Mr. Kerwin: Mr. President, we are not toxicologists.

Our knowledge allows us to say firstly whether this material is or is not a good insulating material. This is our prime responsibility.

Secondly, if, afterwards, there are problems, like vapour problems, we can analyze these vapours and this is what we are doing.

Thirdly, we have the capability to produce and develop instruments for the observation and control of these vapours and, afterwards, their analysis. We are not experts, we cannot tell you if a given substance, in a certain quantity, in the presence of a given person who has given personal habits and allergies, cause a health problem or not. In that field, we have not the expertise required.

Mr. Tessier: Very well, this is exactly what I think. You are telling us that you are willing to pass judgement as to the quality of the insulating product; you have told us at the beginning that it was a bad insulating product and my conclusion is clear, especially if it kills people or if it makes people sick.

I would like you to be more precise in one respect. A while ago, we have beaten around the question. At the time when the CMHC gave its approval to the material, was the National Research Council requested to give its advice, an advice that was sought or that was avoided?

Mr. Kerwin: When we say that this was a bad insulating material, we were told: Well, what would be a good insulating material? It is at that time that started to work on the necessary standards, on their characteristics and the parameters of the material which would be acceptable. After much discussion, the committee dealing with the standards was able to achieve a consensus as to the characteristics that an insulating foam having a formaldehyde base should have in order to be certified and the committee accepted these characteristics and sent them to whoever was entitled to receive them. I believe that the foam was accepted on the basis that the foams were meeting the standards but, in fact, these standards were never achieved by the commercial insulating material because when the acceptable standards were published, the problems had already come up, the people were already worried and the use of this material was simply abandoned because there were no more buyers.

Mr. Tessier: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier.

Uocteur Peter Lang.

[Texte]

Mr. Lang: Thank you, Mr. Chairman.

Dr. Kerwin, does the NRC have the capability, or are they aware of the capability in the private sector or anywhere else, to measure the 200 or so other alleged byproducts of urea formaldehyde, aside from formaldehyde?

Mr. Kerwin: Yes, we have that capability.

Mr. Lang: Are you able to do this on a large-scale basis?

Mr. Kerwin: We are not able to do it. I would prefer if Mr. Crawford answered that question, Mr. Chairman. I would simply say we are not prepared to do it on a routine, mass-production basis. At the moment it is still a research problem. Would you permit Mr. Crawford to testify, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes. Mr. Crawford.

Mr. C.B. Crawford (Director, Division of Building Research, NRC): Mr. Chairman, I would like to suggest to you that the measurement of what is in a sample of air is extremely difficult. If you take a bag of air in this room, to try to determine the constituency is extremely difficult, even with the best expertise and the best equipment. You must start with some idea of what might be there, and then try to check it out. It is rather simple to identify trace amounts of what might be there, but measuring quantitatively is very difficult. What we have done is try to characterize the material based on our knowledge of what might be in it—and the formulations varied on probably every job—and then do a series of laboratory analyses to determine what might come off. Sometimes, the sample is treated in a rather unusual way. It may be heated to a higher temperature than normal in order to accelerate the reactions and identify the materials.

As Dr. Kerwin has said, we started out, perhaps a year ago, fully expecting to identify some rather noxious materials. This took quite a while. We had to order and receive, and check out a concentrator. So the measurements have been made. It is still very difficult to say, from measurements in occupied space, that there are serious contaminants other than formaldehyde and for which, of course, people have different sensitivities. That work is still carrying on and we will try to take more and more samples in more and more locations, both in the occupied space and within the structure, to try to determine if there are toxic or seriously toxic materials there.

• 2110

The Department of Health people have taken the view that if we can tell them there are certain gases there, they will then

[Traduction]

M. Lang: Merci monsieur le président.

Docteur Kerwin, est-ce que le C.N.R. possède les moyens, ou connaît-il l'existence de ces moyens dans le secteur privé ou n'importe où ailleurs, de mesurer les quelque 200 autres sous-produits présumés de l'urée de formaldéhyde, à part la formaldéhyde.

Dr Kerwin: Oui, nous possédons ces moyens.

M. Lang: Êtes-vous en mesure de faire ces choses à une grande échelle?

Dr Kerwin: Nous ne sommes pas en mesure de le faire. Je préférerais que M. Crawford réponde à cette question, monsieur le président. Je me bornerai à dire que nous ne sommes pas en mesure de le faire d'une façon habituelle, à une échelle de grande production. À l'heure actuelle, cela reste encore un problème de recherche. Monsieur le président, permettriez-vous à M. Crawford de témoigner?

Le président: Oui. Monsieur Crawford.

M. C.B. Crawford (directeur, Division de la recherche sur le bâtiment, C.N.R.): Monsieur le président, je voudrais vous faire remarquer que la mesure de ce qui se trouve dans un échantillon d'air est extrêmement difficile. Si vous prenez un sac d'air de cette pièce afin d'essayer d'en déterminer ses constituantes, ce sera extrêmement difficile de le faire même avec les meilleures connaissances et le meilleur équipement. Vous devez d'abord avoir une idée quelconque de ce qui s'y trouve et on essaye ensuite d'en faire la vérification. Il est assez simple de reconnaître la présence de quantités sous forme de traces de ce qui pourrait s'y trouver mais la mesure de la quantité est très difficile. Nous avons essayé de caractériser le matériau en nous fondant sur notre connaissance de ce qui pourrait s'y trouver—et les formulations ont variées vraisemblablement dans tous les cas—et nous avons fait ensuite une série d'analyses en laboratoire pour déterminer ce qui pourrait en sortir. Il peut être chauffé à une température plus élevée que celle de la normale afin d'accélérer les réactions et identifier les matériaux.

Comme le Dr Kerwin l'a déjà dit, nous avons commencé d'abord, il y a peut-être un an, en pensant sans aucun doute de pouvoir identifier certains matériaux plutôt nuisibles. Cela nous a pris beaucoup de temps. Il nous a fallu commander un concentrateur qui a mis quelque temps à nous parvenir; nous avons dû également faire des expériences. Les mesures ont été prises par la suite. Il est encore très difficile de déterminer, à partir des mesures faites dans l'espace occupé, s'il existe des agents importants de contamination autres que l'urée-formol, auxquels les gens réagissent, bien sûr, avec des susceptibilités différentes. Les recherches se poursuivent et nous essaierons de recueillir de plus en plus d'échantillons dans des endroits de plus en plus nombreux, à la fois dans l'espace occupé et à l'intérieur de la structure, pour tenter de déterminer s'il existe des substances toxiques ou très toxiques.

Les gens du ministère de la Santé sont d'opinion que si nous pouvons leur dire qu'il existe certains gaz à cet endroit, ils

[Text]

be able to check out the health aspects. But, as we say, we do not have that much sound evidence and it is very difficult to get.

I also wanted to say something about the standard produced. When this was being discussed, of course Mr. Shirtliffe and others made whatever they knew about the material available to the committee. Originally the primary concern was that the material tended to be unstable and had very high shrinkage. It was corrosive and therefore could do damage to metal parts in buildings, and it sustained the growth of fungus which could cause illness. Also, because it was placed in a stud space with a very, very high content of water, there was a great deal of worry about any rot that may set in during the curing process because of that. These were all concerns, and degasing was also a concern which we were learning from the literature. So these were all laid on the table but not with sufficient force that one could say, no, you cannot use the material or turn down the standard. So what we were working toward was to try to control the industry by preparing a fairly stringent standard, and it was only when that standard was available that the corporation accepted the material. It is very difficult to eliminate a material in which there is a consumer interest and a commercial interest unless you have pretty sound facts, and at that time we did not have them and perhaps we still do not have them.

Mr. Lang: Mr. Chairman, one of the things I think I would like to get clear is if you have done a control study on the by-products, aside from formaldehyde, between non-urea formaldehyde homes and urea formaldehyde homes. If you have done that control study, can we say that in urea formaldehyde homes there are certain chemical by-products which are found in higher concentration than in non-urea formaldehyde homes? Do we have statistical evidence to indicate that?

The Chairman: Mr. Shirtliffe.

Mr. Shirtliffe: The problem is not as simple as it seems because, as Mr. Crawford has pointed out, of the difficulty in having a method for measuring all gases; there are sensitive methods but you have to know which sensitive method to use for which family of gases or a particular type. So the way you approach this problem, and the way we are approaching it, is to first look at the foam itself, first looking at what was supposed to be in the foam or what may have been in the foam, making a judgment there, then analysing the foam and finding out what is coming off the foam. There are some things which you know are going to come off because they were put into the foam. You know from manufacturers' experiments that other aldehydes were coming off. That was known for many years. The problem is how much is coming off, which are coming off and what other elements are coming off; how do these react, either the gases or the initial products, to give off other further gases. Then when you finally get the

[Translation]

seront alors capables d'en vérifier les aspects sanitaires. Mais comme nous l'avons dit, nous ne disposons pas de beaucoup de preuves solides et cela est très difficile à obtenir.

Je voulais aussi dire quelque chose au sujet de la mousse qui a été établie. Lorsqu'il avait été question de cela, il est évident que M. Shirtliffe et les autres ont mis à la disposition du Comité tout ce qu'ils connaissaient au sujet de la substance. Au début, on s'inquiétait surtout du fait que la substance était plutôt instable et qu'elle avait un taux de rétrécissement très élevé. La substance était corrosive et pouvait, par conséquent, endommager les parties métalliques des édifices; elle était, de plus, favorable à la croissance de la moisissure, ce qui pouvait entraîner des maladies. Aussi, à cause du fait qu'elle était placée à l'intérieur d'un mur avec une très très haute teneur en eau, on s'inquiétait beaucoup de la possibilité que la pourriture ne s'installe durant le processus de séchage. Il y avait toutes ces inquiétudes et aussi le problème de dégazéification que nous découvrions en lisant la documentation. Toutes ces données avaient donc été présentées mais pas avec suffisamment de force pour permettre à quelqu'un de dire, non, vous ne pouvez pas utiliser la substance ou même refuser la norme. Ce que nous nous proposons de faire, c'était de tenter de contrôler l'industrie en préparant une norme assez rigoureuse, et c'est seulement après que la norme a été disponible que la Société d'hypothèques et de logement a accepté la substance. Il est très difficile d'éliminer une substance à laquelle les consommateurs et les compagnies s'intéressent, à moins que vous ayez des faits très solides; à ce moment-là, nous ne les avons pas et peut-être que nous ne les avons pas encore.

M. Lang: Monsieur le président, l'une des choses que j'aimerais savoir est si vous avez fait une étude-contrôle des sous-produits, à part de la mousse d'urée-formol, entre les maisons qui n'ont pas été isolées à la mousse d'urée-formol et celles qui l'ont été. Si cette étude-contrôle a été faite, pouvons-nous dire que dans les maisons isolées à la mousse d'urée-formol, on peut trouver certains sous-produits chimiques en plus grande concentration que dans les maisons qui n'ont pas été isolées à la mousse d'urée-formol? Avons-nous des statistiques à cet effet?

Le président: Monsieur Shirtliffe.

M. Shirtliffe: Le problème n'est pas aussi simple qu'il paraît à cause de la difficulté que nous avons, comme M. Crawford l'a souligné, de trouver une méthode de mesure pour tous les gaz; il existe de bonnes méthodes mais il faut savoir laquelle de ces méthodes utiliser pour chaque famille de gaz ou pour un type particulier de gaz. Donc, la façon d'aborder ce problème, et la façon dont nous l'abordons, est d'examiner d'abord la mousse elle-même, de voir d'abord ce qui devait être dans la mousse ou ce qui aurait pu être dans la mousse, puis de faire un jugement à ce sujet et ensuite d'analyser la mousse et de trouver la nature de ce qui est émis par la mousse. Il y a certaines substances qui seront émises par la mousse parce qu'elles y ont été mises. On le sait à la suite des expériences faites par les fabricants à l'effet que d'autres aldéhydes s'en dégagent. On savait cela depuis plusieurs années. Le problème est de connaître la quantité qui s'en dégage, quels sont les aldéhydes et les autres éléments qui s'en dégagent, comment

[Texte]

analysis done, you have a family of possible things that may be in the air in the house. Then you choose techniques whereby you can measure these in the air in the house, and we are just approaching those techniques.

• 2115

Now, there is not a magic level in a house or in this room or in any building that is there, constant all the time. It is constantly varying. So you must choose techniques that will not only measure it at one given period of time, you must monitor it over a period of time to see how it varies with weather and so on and you must integrate it over a reasonable period of time to see what people are exposed to, as the dosimeters do. Each of these techniques must be used.

We are just approaching that point at this time. We simply have not monitored these houses for these because the techniques just have not been available up until this time, and the techniques have not been able to be selected because we did not know exactly what we were measuring. Certain things could have been guessed at, but there is not much use spending a tremendous amount of money looking for the wrong thing. We had already spent a lot of money looking at formaldehyde. If you spend an equal amount of money, and considerably more, in many cases, to measure lower levels of other gases, then we would certainly run out of money for this problem in short order.

Mr. Lang: Mr. Chairman, maybe I could try to confirm what I understand from that answer from Mr. Shirliffe.

What I understand is that up to this date you have not had the technology to do a double-blind controlled study on the by-products of urea formaldehyde, but at this time you do have the technology.

Mr. Shirliffe: We are just in the final stages of getting this together and checking it out and so on. We have not had that technology until now.

Mr. Lang: I guess the next question is how long will we have to wait before we know whether there is a statistically significant difference in the ambient concentration of any of these urea formaldehyde by-products?

Mr. Shirliffe: I think in the long term it is very important to know whether or not these other gases are present and what caused the health problems, not only for what you do further about any houses which people have chosen not to do anything about, but also for other products and so on which may emit things. But the key point is that you have to consider what remedial measures you do on the house if there are other gases; and when you go through the list, you do the same type of remedial measures as you do for formaldehyde, the only

[Traduction]

ces substances réagissent-elles, soit les gaz ou les substances initiales, pour produire d'autres gaz différents. Puis, quand votre analyse est enfin terminée, vous avez tout un ensemble de substances qui peuvent se trouver dans l'air de la maison. Vous choisissez alors des techniques qui vous permettent de mesurer ces substances dans l'air de la maison; nous sommes justement en train de mettre au point ces techniques.

Il n'existe pas de niveau magique dans une maison ou même dans cette pièce ou dans n'importe quel édifice, qui soit constant à tous les instants. Le niveau varie constamment. On doit donc choisir des techniques qui permettent non seulement de mesurer ce niveau à un moment donné mais qui permettent de le surveiller pendant une certaine période pour voir comment ce niveau varie selon le temps qu'il fait et ainsi de suite; vous devez l'étudier sur une période de temps assez longue pour savoir à quoi les gens s'exposent, comme le font les dosimètres. On doit utiliser chacune de ces techniques.

Nous en arrivons justement à ce point maintenant. Nous n'avons pas contrôlé les niveaux de ces maisons parce que jusqu'à présent nous ne possédions simplement pas de méthode de mesure et nous ne pouvions pas choisir une méthode parce que nous ne savions pas exactement ce que nous voulions mesurer. Nous aurions pu essayer de deviner mais cela ne sert pas à grand chose de dépenser d'énormes sommes d'argent à chercher dans la mauvaise direction. Nous avions déjà dépensé beaucoup d'argent pour étudier la formaldéhyde. Si on dépense autant d'argent et même beaucoup plus, dans plusieurs cas, pour mesurer les niveaux plus bas des autres gaz, nous aurions certainement manqué d'argent avant longtemps pour l'étude de ce problème.

M. Lang: Monsieur le président, j'aimerais tenter de confirmer ce que je comprends de la réponse de M. Shirliffe.

Ce que je comprends, c'est que jusqu'à présent, vous ne disposez pas de la technologie nécessaire pour effectuer une étude contrôlée à deux inconnues des sous-produits de la mousse d'urée-formol et que maintenant, vous disposez de la technologie nécessaire.

M. Shirliffe: Nous en sommes tout juste aux dernières étapes d'organisation et de contrôle et ainsi de suite. Jusqu'à maintenant, nous n'avions pas cette technologie.

M. Lang: La prochaine question est combien de temps faudra-t-il attendre avant que nous sachions s'il existe une différence significative sur le plan statistique dans le degré de concentration ambiante de l'un ou l'autre de ces sous-produits de l'urée-formol?

M. Shirliffe: Je pense qu'il est très important, à long terme, de savoir si oui ou non ces autres gaz sont présents et de connaître la cause des problèmes de santé, et cela non seulement pour savoir quoi faire au sujet des maisons auxquelles les gens ont choisi de n'effectuer aucune réparation, mais aussi pour savoir quoi faire au sujet des autres produits et des autres choses qui peuvent dégager des émissions. La chose la plus importante est d'étudier quelles sont les mesures correctives à adopter dans le cas d'une maison où il existe d'autres gaz; et

[Text]

exception being if you knew there was another gas that was causing the problem, another substance, then you might neutralize the surface somewhat differently. You would still neutralize for formaldehyde, but you might neutralize more for other things. That would be the major difference if there were another gas. You would still seal. You would still do essentially everything else the same.

Mr. Lang: Mr. Chairman, one final question. I am still left with a great deal of uncertainty here; and I will repeat my last question. How long are we looking at before we can make these determinations? I get the impression that we have the technology now; we did not have it before, but we have it now. Are we talking of weeks, months, or years?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I do not think we will ever get a clear-cut answer to that question. It is far too complex. We now have the technology to analyse levels of individual vapours and gases that we have already found in these homes. If we look for a specific one of these gases, we have the technology to measure its pressure. We would have to do this for many thousands of homes to have a statistically significant sample, and we would have to know far more about the homes than whether they were insulated with urea formaldehyde foam or not, because it has been brought to our attention that the sensitivity of people to these problems is a complex thing.

• 2120

It depends on their previous history; it depends on their individual characteristics; it even depends on their living habits in the home. I mentioned earlier that the fact that windows are opened and shut or that people smoke or do not smoke, all affect these things.

Mr. Lang: Mr. Chairman, I will accept the first part, but I will not accept the rest.

The Chairman: Please permit the witness to give a final answer your question, Mr. Lang.

Mr. Lang: Mr. Chairman, I will accept the first part—if the technology is difficult.

The Chairman: Let him finish and you can make your comments afterwards.

Mr. Lang: The double-blind study eliminates all the other factors.

The Chairman: Order, please.

Mr. Kerwin: With respect, Mr. Chairman, I was simply indicating that the study is going to be a long, hard and complex one and we shall not have the results even within a year if we started now.

[Translation]

quand vous repassez la liste, vous adoptez le même genre de mesures correctives que celles qui sont utilisées pour la formaldéhyde, sauf que si vous saviez qu'il existait un autre gaz à la source du problème, ou une autre substance, vous pourriez alors neutraliser la surface de façon un peu différente. Vous continueriez la neutralisation du formaldéhyde mais vous feriez plus de neutralisation pour d'autres substances. Cela serait la différence la plus grande s'il existait un autre gaz. Il vous faudrait encore sceller. Vous feriez encore essentiellement la même chose.

M. Lang: Monsieur le président, une dernière question. J'ai encore beaucoup d'incertitude sur ce point et je vais répéter ma dernière question. Il faudra attendre encore combien de temps avant que nous puissions obtenir des réponses à ces questions? J'ai l'impression que nous possédons maintenant la technologie nécessaire; nous ne l'avions pas auparavant, mais nous l'avons maintenant. S'agit-il de semaines, de mois ou d'années?

Dr Kerwin: Monsieur le président, je ne crois pas que nous puissions jamais obtenir une réponse claire à cette question. C'est beaucoup trop compliqué. Nous possédons maintenant la technologie qui nous permet d'analyser les niveaux de chacune des vapeurs et de chacun des gaz qui ont déjà été trouvés dans ces maisons. Si nous étudions spécifiquement l'un des gaz, nous avons la technologie nécessaire pour en mesurer la pression. Il nous faudrait effectuer ces mesures pour plusieurs milliers de maisons afin d'obtenir un échantillon significatif sur le plan statistique et il nous faudrait aussi connaître, sur ces maisons, beaucoup plus de choses que simplement si oui ou non elles ont été isolées avec de la mousse d'urée-formol; en effet, on nous a fait remarquer que la sensibilité des gens à ces problèmes est une chose complexe.

Cela dépend de leurs antécédents, cela dépend de leurs caractéristiques individuelles, cela dépend même de leur style de vie dans la maison. J'ai mentionné plus tôt que le fait que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ou que les gens fument ou ne fument pas, tout cela compte.

M. Lang: Monsieur le président, j'accepte la première partie de la réponse, mais je n'accepte pas le reste.

Le président: S'il vous plaît, permettez au témoin de donner une dernière réponse à votre question, monsieur Lang.

M. Lang: Monsieur le président, j'accepte la première partie de la réponse, si la technologie présente des difficultés.

Le président: Laissez-le finir et vous pourrez faire vos commentaires ensuite.

M. Lang: L'étude à deux inconnues élimine tous les autres facteurs.

Le président: De l'ordre, s'il vous plaît.

Dr Kerwin: Avec respect, monsieur le président, je disais seulement que l'étude sera longue, difficile et complexe et nous n'en aurions pas les résultats dans un an, même si nous commençons maintenant.

[Texte]

The Chairman: Thank you. We will now go to Miss MacDonald.

Miss MacDonald: Thank you, Mr. Chairman.

My first question is to Mr. Shirliffe. In July of 1977 the United States National Bureau of Standards published a report, *Urea Formaldehyde Based Foam Insulation: An Assessment of their Properties and Performance*. In that report they acknowledged the assistance of the National Research Council and, as you discussed earlier, there was included in that report reference to long-term exposure standards and to toxicity.

I think, as you had indicated, that report had been in preparation over a period of time prior to its release, so it was not as though the qualities of toxicity or exposure standards had not been discussed or that there was no awareness at that point.

I want to move from that report, of which NRC was aware, to the issuance of the standards by the Canadian General Standards Board regarding urea formaldehyde foam.

Mr. Crawford had mentioned that what you were trying to do was to come up with a very stringent standard, but it seems to me that if we were into a situation where a substance was known to lend itself to toxicity or to long-term exposure standards, anything of that nature, there would be a real effort to delay the acceptance of any standard by the board.

My understanding is that you are or were—I am not sure if you still are—the NRC representative on the Canadian General Standards Board. Is that correct?

Mr. Shirliffe: We have many members of our division and other divisions on the CGSB, on thermal insulation, per se. Even within that, that involves a great many meetings in a given year.

Through the 1970s I was the primary person who was involved, but as we got into 1976-78, in that area, we had to supplement it. There were just too many involved.

Miss MacDonald: I understand that, but you probably have some remembrance of the meeting or meetings where this was discussed and approval was given for a standard to accept urea formaldehyde foam as an insulation, later to be promoted by the government because of its inclusion in the CHIP program.

What I would like to know is what stand you took at those meetings. Do they have votes on these things? Do they arrive at something by consensus? What would you have done on behalf of NRC, being aware, probably more than some of the others, of the properties that that substance contained?

[Traduction]

Le président: Merci. Nous passerons maintenant à madame Macdonald.

Mlle MacDonald: Merci, monsieur le président.

Je poserais ma première question à M. Shirliffe. En juillet 1977, le Bureau national des normes des États-Unis a publié un rapport intitulé *Urea Formaldehyde Based Foam Insulation: An Assessment of Their Properties and Performance*. Dans ce rapport, le bureau mentionnait l'aide reçue du Conseil national de la recherche et comme vous l'avez dit plus tôt, on parlait dans ce rapport des normes d'exposition prolongée et de la toxicité.

Comme vous l'avez dit, je pense que ce rapport avait été en préparation pendant un certain temps avant sa publication et ce n'était pas comme si les caractéristiques de toxicité ou les normes d'exposition n'avaient pas fait l'objet de discussion ou comme si l'on n'était pas, à ce moment-là, conscient du problème.

Je veux maintenant passer de ce rapport, dont le Conseil national de la recherche était au courant, à l'émission, par le Conseil canadien des normes, de normes relatives à la mousse isolante d'urée-formol.

M. Crawford a dit que ce que l'on essayait de faire, c'était d'en arriver à une norme très exigeante, mais il me semble que si la situation était telle que l'on savait qu'une substance était toxique ou qu'elle nécessitait des normes relatives à son exposition prolongée ou quelque chose comme cela, il me semble qu'on aurait dû faire un grand effort pour retarder l'acceptation de quelque norme que ce soit par le Conseil.

D'après ce que je sais, vous êtes ou vous étiez, je ne suis pas sûr si vous l'êtes encore, le représentant du Conseil national de la recherche au Conseil canadien des normes. Est-ce bien cela?

M. Shirliffe: Plusieurs des membres de notre division et d'autres divisions participent aux réunions du Conseil canadien des normes, sur l'isolation thermique en tant que telle. Même sur ce sujet particulier, il y a un très grand nombre de réunions par année.

Pendant les années 70, j'étais le principal représentant mais pour la période 1976-78, à peu près, nous avons dû agrandir ce nombre. Il y avait beaucoup trop de personnes pour que je puisse tous les nommer.

Mme MacDonald: Je comprends cela mais vous vous souvenez probablement de la réunion ou des réunions où l'on a discuté de cette question et où on a approuvé une norme pour accepter la mousse d'urée-formol comme isolant lequel devait par la suite faire l'objet d'une promotion par le gouvernement à cause de son inclusion dans le programme PCIM.

Ce que j'aimerais savoir, c'est la position que vous avez prise lors de ces réunions. Est-ce que l'on procède par vote? Est-ce que l'on arrive à une décision par consensus? Qu'est-ce que vous avez fait au nom du Conseil national de la recherche puisque vous étiez conscient, probablement plus que certaines autres personnes, des propriétés de cette substance?

[Text]

[Translation]

• 2125

Mr. Shirliffe: The primary objective is to make the committee aware of the technical aspects of the product, the limitations of the product, to try to see what the industry really knows about its product and how much testing it has done, how much control it exercises in manufacturing the product and so on. So you try to be a technical adviser to them as much as possible in a much broader sense where there is no other more definite expertise like health and certain other aspects. Certainly, when it came to fire, I stepped back and we brought in fire experts to talk about those aspects.

So the question is then: There is a material on the market; it is being sold; its use is increasing; a standard is proposed because you know the product is very variable—is it better or not to have a standard; what is the minimum standard? You can draw a standard so high that nothing can meet it and therefore shut down the industry. If everybody is required to meet that standard, that is usually not the case in Canada. There are usually voluntary standards. If the product is a material that far more than meets the requirements that you need and has no problem areas, you can draw the standard very low. But you have a choice of where you draw the standard.

When it came to the time in 1977 of deciding whether there should be a standard or not, you had to face the decision in order to block the development of a standard, if the industry and the rest of the committee are pushing it, that you had to have valid technical arguments that you can substantiate for holding it up. Your negative vote would be overridden unless you could substantiate it, and there simply was not the technical documentation. You can raise lots of questions; but unless you can prove that there is a problem, you cannot shut down an industry. Your vote will more than likely be overridden. It occurs almost all the time. Consensus standards do not mean that always everyone agrees 100 per cent. You always have negatives to override—hopefully to discuss and settle, but in many cases to override. So when you find that you cannot find the backing to block the approval of the standard, you have to say: Can we make sure that the standard is adequate so that the chances of problems are very unlikely?

In the case of the urea formaldehyde foam, from our testing, from the Bureau of Standards' testing, from the Public Works testing labs' results it was clear that no urea formaldehyde foam could meet the standard. We told the industry that and said: Why do you want the standard when you cannot meet it? And they said: We need it; we will meet it; we will change our product to meet it.

M. Shirliffe: Le premier objectif est de rendre le Comité conscient des aspects techniques et des limites du produit pour tenter de voir ce que l'industrie connaît vraiment au sujet de son produit, jusqu'à quel point un produit a été soumis à des tests et quel contrôle l'industrie exerce sur la fabrication du produit et ainsi de suite. On essaie donc d'être un conseiller technique auprès des gens de l'industrie, et autant que possible, dans un sens beaucoup plus large, dans les cas où il n'y a pas d'autres experts dans le domaine, comme lorsqu'il s'agit de santé et de certains autres aspects. Bien sûr, lorsqu'on a discuté du problème du feu, j'ai cédé ma place et nous avons demandé à des experts de venir parler de cet aspect.

La question qui se pose est donc la suivante: il y a une substance sur le marché; on la vend; son utilisation augmente; on propose une norme parce que l'on sait que le produit est très variable; est-il mieux d'avoir une norme ou de n'en pas avoir; quelle est la norme minimum? On peut établir une norme si élevée qu'il est impossible d'y répondre et par conséquent, l'industrie doit fermer ses portes. On peut demander à tout le monde de répondre à cette norme, ce qui n'est généralement pas le cas au Canada car les normes sont habituellement volontaires. Si le produit est une substance qui satisfait largement les exigences établies et qu'il n'y a aucune zone-problème, on peut établir une norme très basse. Mais on peut choisir la ligne de démarcation de cette norme.

Au moment où il a fallu décider, en 1977, s'il devait y avoir une norme ou non, nous devions, pour pouvoir empêcher le développement d'une norme, si l'industrie et le reste du Comité le favorisaient, nous devions avoir des arguments valides, sur le plan technique, que nous devions pouvoir étayer pour continuer à les soutenir. Un vote négatif aurait été annulé à moins qu'enous ayons pu en donner de bonnes raisons et il n'existait tout simplement pas de documentation technique. Vous pouvez soulever un grand nombre de questions mais à moins que vous ne puissiez prouver qu'il existe un problème, vous ne pouvez pas fermer les portes de l'industrie. Votre vote sera très probablement annulé, cela arrive la plupart du temps. Les normes déterminées par consensus ne veulent pas toujours dire que chacun est d'accord à 100 p. 100. Il y a toujours des votes négatifs à annuler, des points que l'on espère discuter et régler mais dans beaucoup de cas, il faut les ignorer. Donc, quand vous vous rendez compte que vous n'aurez pas l'appui nécessaire pour empêcher l'approbation de la norme, vous vous dites: Pouvons-nous faire en sorte que la norme soit adéquate afin que les risques de problèmes soient très minimes.

Pour ce qui est de la mousse d'urée-formol, il était évident à partir des tests que nous avons faits des testes du Conseil des normes, des résultats des tests des laboratoires des Travaux publics, qu'aucune mousse d'urée-formol ne pouvait répondre à la norme. Nous l'avons fait savoir à l'industrie et nous avons dit: Pourquoi voulez-vous une norme si vous ne pouvez pas y répondre? Et ils nous ont répondu: Nous en avons besoin, nous allons y satisfaire; nous allons changer notre produit pour pouvoir satisfaire à la norme.

[Texte]

Miss MacDonald: You told the industry that urea formaldehyde foam could not meet the standard.

Mr. Shirliffe: That their products could not.

Miss MacDonald: All right. I can see where you might not be able to override industry. They might say: We will out-vote you or whatever it might be. But in the case of CMHC in September of 1977 approving UFFI, this is a different thing we are dealing with now. It is not the industry; it is a government-controlled operation.

When that decision was taken, what did NRC do?

Mr. Shirliffe: There was a great deal of discussion between the primary officer who was involved with the acceptance of insulation as to whether or not the material should be accepted. To simply say, no, that it could not be accepted did not affect the market at all. It is a long story; I am trying to figure out how to summarize it. Obviously, you do not want all the details. The key question is that, all right, you have a standard in place; you put further restrictions to allow its use, very severely limit its use. It was only for empty wood frame cavity walls. It was estimated that less than 8 per cent of the total homes in Canada were empty cavity walls to start with and many of these had already been retrofitted. So you virtually allow them none of the market by accepting it.

• 2130

You make them meet the standards; it is going to be two or three years before they meet the standards, before they can modify their material enough to meet the standards. So you can actually accept a product without necessarily allowing any on the market on that basis, and then the industry has no choice, or should have no choice, but to sit down, if they are conscientious, and do their homework, do their research and develop the product that will meet it.

Miss MacDonald: Except, Mr. Shirliffe, unfortunately, at that time when there was a CHIP program being offered and an \$800 incentive to people to insulate their homes, and urea formaldehyde foam was included as one of the commodities that would be included in that program, people were not going to wait two or three years, or the industry was not going to wait two or three years. They were going to push it out just as quickly as they could get it out. The point that I am really making is that probably you were one of the few agencies of government that could have dug in and said to CMHC, or worked with Health and Welfare, to say, we should not go ahead with this. I am not sure, from your testimony, that there was any great opposition taken at that time when it might have been taken.

[Traduction]

Mme MacDonald: Vous avez dit à l'industrie que la mousse d'urée-formol ne pouvait pas répondre à la norme.

M. Shirliffe: Que leurs produits ne pouvaient pas y répondre.

Mlle MacDonald: D'accord, je peux voir que vous n'êtes peut-être pas capable de contrôler l'industrie. L'industrie pourrait dire: Nous annulerons votre vote ou quoi que ce soit. Mais dans le cas de la Société canadienne d'hypothèques et de logement qui approuvait la MIUF en septembre 1977, la situation est différente. Il ne s'agit pas de l'industrie; c'est une opération contrôlée par le gouvernement.

Quand la décision a été prise, qu'est-ce que le Conseil national de la recherche a fait?

M. Shirliffe: Il y a eu de longues discussions avec le principal représentant impliqué dans l'acceptation de l'isolation, à savoir si oui ou non la substance devrait être acceptée. Le fait de simplement dire non, que la substance ne pourrait pas être acceptée, n'a pas du tout affecté le marché. C'est une longue histoire; j'essaie de trouver comment je pourrais la résumer. Manifestement, vous ne voulez pas avoir tous les détails. La question essentielle est, d'accord, vous avez une norme; vous imposez d'autres restrictions permettant l'usage de la substance, tout en limitant son usage de façon très sévère. Cette substance devait être utilisée seulement à l'intérieur des murs à double paroi. On avait estimé que moins de 8 p. 100 de toutes les maisons canadiennes avaient des murs à double paroi et de toute façon, plusieurs de ces murs avaient déjà été remplis. Donc, en pratique, vous ne leur concédiez aucune part du marché par cette acceptation.

Vous les forcez à satisfaire aux normes; il leur faudra deux ou trois ans avant de pouvoir satisfaire aux normes, et avant qu'ils puissent modifier leur substance assez pour satisfaire aux normes. Par conséquent, vous pouvez accepter un produit sans nécessairement concéder aucune part du marché; alors l'industrie n'a plus de choix ou devrait n'avoir plus de choix que de se mettre à l'oeuvre et s'ils sont consciencieux, de faire leur travail, d'entreprendre la recherche nécessaire et de développer une substance qui pourra satisfaire aux normes.

Mme MacDonald: Mais, monsieur Shirliffe, malheureusement, à ce moment-là on avait mis sur le pied le programme PCIM et il y avait une mesure incitative de \$800 pour les gens qui voulaient isoler leur maison, et la mousse d'urée-formol faisait partie des avantages de ce programme, ce qui fait que les gens n'allaient pas attendre deux ou trois ans et, ce qui fait aussi que l'industrie n'allait pas attendre deux ou trois ans non plus. Ils allaient la mettre sur le marché aussi rapidement qu'ils le pourraient. Ce que je veux dire, c'est que vous étiez probablement l'une des rares agences du gouvernement qui pourrait avoir tenu son bout et dit à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ou qui pourrait avoir travaillé avec Santé et Bien-être pour dire, nous ne devrions pas permettre cela. Je ne suis pas sûre, si j'en juge par votre témoignage, que vous vous soyez opposés vivement à ce moment-là alors qu'il en était temps.

[Text]

Mr. Shirliffe: We provided the guidance that we could. We do not maintain a veto over—

Miss MacDonald: I understand that.

Mr. Shirliffe: —any goods activities. We expressed the position that . . . First, we work on facts whenever we can. If you start getting too much into a feel for the subject rather than facts, then you are treading on thin ice. So you try to stick with facts whenever you can and rely on your technical intuition as little as possible but always keeping it in mind. Then, when they come to us and say, okay, let us review the situation. Where are we at this point? You lay out the facts as best you can. You give your side of the story; they give the limitations that they are under, and they say, all right, we cannot follow your advice for this or that or the other reason, and that is, in the end, their decision.

Earlier you said, to accept urea formaldehyde foam. They put the rules by which urea formaldehyde foam should be accepted. The question is then simply a case of were those rules stringent enough, and the rules were extremely stringent indeed.

• 2135

If the rules they had implemented were followed, very few homeowners would have accepted the material, because it meant telling the truth to the people about what a poor insulation it was, what the effective R-factor was, and—

Miss MacDonald: It would not have been a bad idea.

Mr. Shirliffe: But this was part of the rules for accepting it, and in most cases the industry will abide by the rules. This was not done in this particular case.

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald: Could I ask Dr. Kerwin a question on another matter?

Dr. Kerwin, you stated only a minority of homes would probably have to have the UFFI removed from them. I would like to know, when you made that statement, whether or not you were taking into account the flammability hazard.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I was basing this remark on the techniques and technology available to reduce the formaldehyde vapour within the home to ordinary levels.

Miss MacDonald: But there is this other dimension we are hearing more and more about.

Mr. Kerwin: Yes, the flammability is a rather different dimension from that of the urea formaldehyde itself. We have found a great variety of formaldehyde mixtures have been placed into the various homes. Different manufacturers have made different additives and have even changed their additives

[Translation]

M. Shirliffe: Nous avons fourni une orientation dans la mesure où nous le pouvions. Nous ne pouvons pas imposer un veto sur . . .

Mme MacDonald: Je comprends cela.

M. Shirliffe: . . . sur aucun produit. Nous avons exprimé l'avis que . . . d'abord, nous travaillons avec des faits toutes les fois que nous le pouvons. Si nous nous fions trop à nos impressions plutôt qu'à des faits, nous ne sommes pas en terrain sûr. C'est pourquoi nous essayons de nous en tenir aux faits quand c'est possible et nous avons recours à notre intuition technique aussi peu souvent que possible, sans pourtant l'ignorer tout à fait. Alors, quand ils viennent nous consulter et qu'ils disent: examinons la situation, où en sommes-nous à ce point, nous exposons les faits de la meilleure façon possible. Nous donnons notre version des choses; ils nous font connaître les limites dans lesquelles ils travaillent et ils disent, très bien, nous ne pouvons pas suivre vos conseils pour cette raison ou celle-ci ou cette autre raison. Et à la fin, c'est eux qui prennent la décision.

Vous avez parlé plus tôt de l'acceptation de la mousse d'urée-formol. Ils ont établi les règles selon lesquelles la mousse d'urée-formol devrait être acceptée. La question est alors simplement: ces règles étaient-elles assez strictes et je dis que les règles étaient en effet extrêmement strictes.

Si les règles établies avaient été suivies, un très petit nombre de propriétaires auraient accepté la substance parce qu'il aurait fallu dire la vérité aux gens sur le fait qu'il s'agissait d'un mauvais isolant, il aurait fallu dire quel était le facteur R d'isolation, et cetera.

Mme MacDonald: Cela n'aurait pas été une mauvaise idée.

M. Shirliffe: Mais cela faisait partie des règles d'acceptation et dans la plupart des cas, l'industrie respecte les règles. Mais dans ce cas particulier, cela n'a pas été fait.

Le président: Madame MacDonald.

Mme MacDonald: Pourrais-je poser à M. Kerwin une question sur un autre sujet?

Monsieur Kerwin, vous avez affirmé que seulement un petit nombre de maisons devraient faire enlever la MUFI. Je voudrais savoir si vous teniez compte des risques de feu lorsque vous avez dit cela?

Dr. Kerwin: Monsieur le président, j'ai fait cette remarque en me fondant sur les méthodes et la technologie disponibles pour réduire, à des niveaux ordinaires, les vapeurs de formaldéhyde dans les maisons.

Mme MacDonald: Mais il y a cet autre problème dont nous entendons de plus en plus parler.

Dr. Kerwin: Oui, le risque de feu est un problème différent de celui de l'urée formol. Nous nous sommes rendu compte qu'un très grand nombre de mélanges différents de formaldéhyde ont été placés dans les maisons. Les différents fabricants ont fait des additifs différents et ils ont même changé leurs

[Texte]

from batch to batch. The flammability problem in general, as I understand it, resides in whether or not the additives have added to the flammability.

With the permission of the chairman, I would ask Mr. Crawford to expatiate on this particular detail.

The Chairman: Mr. Crawford.

Mr. Crawford: Yes, thank you. Mr. Chairman, could I also comment on the question raised about NRC's position in 1977? That was five years ago; and if we had known then what we know now, and the factual basis for it, of course we would have been on stronger ground.

But, at that time, we were arguing against a material that lost its resistivity over time; that was relatively unstable; that was corrosive; that sustained fungal growth; and those were not sufficient cause . . . The information was laid on the table, but it was not nearly as serious as some of the apparent health problems that have surfaced in the meanwhile. So it was quite a different situation five years ago than it is now.

On the question of fire, when the industry began to experiment with ways of reducing shrinkage, they put in new materials that had a greater flammability. But even so, the only way one can deal with flammability of materials is to cover them up, and so the foam plastics are not permitted under the codes unless they are covered.

The reason is, if a fire starts, it will not progress so quickly that the occupants cannot get out. When finally the wall burns, the plastic is exposed, and it does give off toxic gases, whether it is foam plastic or plastic pipes or whatever.

So the regulations call for covering it up, and there are no regulations dealing with its basic flammability as long as it is covered up.

The Chairman: Thank you. I still have two names for the first round: Mr. Marceau and Mr. McCauley.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Okay, Mr. Chairman, as long as there is—

The Chairman: We have to complete the first round to give all members a chance to deliver questions to the witnesses.

Mr. Marceau and Mr. McCauley.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Docteur Kerwin, si je comprends bien l'ensemble de votre témoignage et celui de vos collègues, jamais le Conseil national de recherches n'a été en mesure de réaliser que l'urée formaldéhyde était un danger pour la santé. Et au surplus, vous considérez que ce n'était pas votre responsabilité en tant qu'organisme national de juger ou de prévoir cette possibilité-là.

[Traduction]

additifs de lot en lot. Le problème des risques de feu en général, comme je le comprends, consiste à savoir si oui ou non les additifs ont augmenté ce risque de feu.

Avec la permission du président, je demanderais à M. Crawford de nous en dire plus sur cette question.

Le président: Monsieur Crawford.

M. Crawford: Merci, monsieur le président. Puis-je parler aussi de la question soulevée au sujet de la position du Conseil national de la recherche en 1977? C'était il y a cinq ans; si nous avions su alors ce que nous savons maintenant et, si nous en avions connu le fondement concret, bien sûr notre position aurait été plus forte.

Mais à ce moment-là, nous nous opposions à une substance qui perdait sa résistance avec le temps; à une substance qui était relativement instable; qui était corrosive; qui favorisait la formation de moisissure; et ces faits n'étaient pas une cause suffisante . . . cette information a fait l'objet de discussion mais c'était loin d'être aussi sérieux que l'ont révélé les problèmes de santé qui ont surgi depuis lors. C'était donc il y a cinq ans une situation différente de ce qu'elle est aujourd'hui.

Pour ce qui est de la question du feu, lorsque l'industrie a commencé à faire des expériences sur les façons de diminuer le rétrécissement, ils ont ajouté de nouvelles substances qui étaient plus inflammables. Mais même à cela, la seule façon dont on peut réduire l'inflammabilité des substances est de les recouvrir et c'est pourquoi les mousses plastiques ne sont pas permises en vertu des codes à moins qu'elles ne soient recouvertes.

La raison en est que si le feu prend, il ne s'étendra pas avec une rapidité telle que les occupants ne pourraient se sauver. Finalement, quand le mur brûle, le plastic est exposé et il dégage des gaz toxiques, que ce soit de la mousse plastique ou des tuyaux de plastic ou quoi que ce soit.

C'est pourquoi les règlements exigent qu'il soit recouvert et il n'y a pas de règlement concernant son inflammabilité. Il s'agit seulement qu'il soit recouvert.

Le président: Merci. J'ai encore deux noms pour le premier tour: M. Marceau et M. McCauley.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): D'accord, monsieur le président, pourvu qu'il y ait . . .

Le président: Nous devons finir le premier tour pour donner à tous les membres l'occasion de poser des questions aux témoins.

Monsieur Marceau et monsieur McCauley.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

Dr. Kerwin, if I understand well your testimony and that of your colleagues, the NRC was never in a position to realize that the urea formaldehyde was a health hazard. You even think that it was not your responsibility as a national organization to judge that risk or to fore-see it.

[Text]

Le président: Docteur Kerwin.

• 2140

M. Kerwin: Monsieur le président, il y a cinq ans, six ans ou même quatre ans, nous n'avions aucune raison de douter de la qualité de ce matériel. Le formaldéhyde est connu depuis longtemps et ses vapeurs ne sont pas jugées comme étant de nature toxique. Par conséquent il n'y avait pas de raison, pour nous, de soupçonner qu'il pourrait y avoir des problèmes de cette nature.

Si nous avions eu de tels doutes, même si ce n'est pas notre responsabilité technique, c'eût été certainement notre responsabilité morale d'avertir nos collègues et nous l'aurions certainement fait. M. Shirliffe avait d'ailleurs averti ses collègues qu'il y avait des vapeurs de formaldéhyde issues de cette isolation que les gens n'aimeraient peut-être pas. Mais, entre les gens n'aimant pas une vapeur et les gens subissant des conséquences à leur santé, il y a une marge. Mais, nous n'avions pas de raison de croire que ceci serait.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, on a point of order, there seems to be some contradiction in testimony that is given between what Mr. Shirliffe has said concerning the National Bureau of Standards and what the other survey of the literature indicates and what Mr. Kerwin has said. I wonder if you as chairman might get them to clarify these contradictions. There certainly seems to be ample concern about toxicity and things along that line. From Mr. Marceau the question was basically that they have no concerns about health hazards, but it was put on the record previously, I think by Mr. Shirliffe, that in fact there were questions of health hazards. There seems to be a contradiction there, and I think it should not be left to lie.

The Chairman: It seems to me that with this kind of interpretation it is not up to the chairman to take any position. We will read the explanation by the witnesses, and it is not for the chairman to decide if they contradict themselves *dans les informations*.

Mr. Shirliffe, if you want to make some comments—but be very brief, because we still have two other questioners and two others on the other side for the second round.

Mr. Shirliffe: One can have concerns about health without knowing that there is a health hazard and being responsible for it. It was clear that it was our desire to have the committee do its work and look at all aspects, including health, and therefore we made sure that National Health and Welfare was contacted. In fact, I personally contacted National Health and Welfare, saying what is the consequence of long-term exposure to low levels of formaldehyde; what is known about it; because I am concerned about it; I know there are long-term formaldehyde emissions. That was done, as I mentioned earlier, on a call to the appropriate people at National Health and Welfare, and it is clear that when I expressed the concern, they reviewed the situation and said that all data show that long-term exposure to formaldehyde does not cause health hazards, and they could quote a considerable amount of evidence in

[Translation]

The Chairman: Mr. Kerwin.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, five or six years ago, or even four years ago, we had no reason whatsoever to question the quality of this material. Formaldehyde has long been known and its emissions are not considered as toxic. Therefore, we could not suspect such problems.

If we had had such doubts, and although it is not our technical responsibility to do so, we would certainly have had the moral responsibility to warn our colleagues; and this most certainly is what we would have done. And Mr. Shirliffe did warn his colleagues about formaldehyde emissions emanating from this insulating materials that people might not like. But there is a difference between people who do not like the emissions and people suffering from them. But we did not have any reason to believe that such a thing would happen.

M. Skelly: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Apparemment, il y a une contradiction entre les déclarations de M. Shirliffe au sujet du Bureau national des normes et les indications données par l'autre étude de la documentation, et les déclarations de D^r Kerwin. Vous pourriez peut-être, monsieur le président, leur demander éclaircir la situation. Il ne fait aucun doute qu'on se soucie beaucoup de la toxicité des produits et des choses de ce genre. La question soulevée par M. Marceau était en gros qu'on ne se soucie pas de dangers pour la santé, mais un intervenant, c'était M. Shirliffe je crois, a bien dit qu'en fait on s'en inquiétait. Il semble y avoir une contradiction qu'il convient, je pense, d'éclaircir sans attendre.

Le président: Il me semble que dans ce genre d'interprétation il n'appartient pas au président de prendre position. Nous allons lire les explications des témoins, et il n'incombe pas au président de décider s'ils se contredisent.

Monsieur Shirliffe, vous pouvez faire vos commentaires, mais brièvement, car deux autres députés attendent pour poser des questions, et nous en avons également deux autres, des autres partis au second tour.

M. Shirliffe: On peut s'inquiéter des risques pour la santé pour savoir qu'il y en a et qu'on en est responsable. Il était clairement notre intention que le Comité examine tous les aspects de la question, y compris les risques éventuels, et par conséquent nous nous sommes assurés que le ministère de la Santé et du Bien-être a été averti. En fait, je l'ai averti personnellement, en précisant les conséquences d'une exposition prolongée à de faibles quantités de formaldéhyde et les connaissances actuelles de la question; je m'en inquiète, car je sais qu'à long terme il y a des émanations. C'est ce que j'ai fait, ministère; il est clair qu'à la suite des inquiétudes que j'avais exprimées, les gens du ministère ont étudié la situation et que toutes les données indiquent que l'exposition prolongée au formaldéhyde n'est pas dangereuse, en précisant qu'ils pourraient citer d'innombrables preuves tirées des études réali-

[Texte]

studies that were done; and then you have to accept their word for it. You cannot say, well, I think there is.

Now, in saying do I trust them or do I look for it, when we did field surveys, when the CGSB committee went out and looked at homes, essentially all in eastern Canada, in Quebec and Ontario, I made a point of asking the homeowners do the odours bother you, do you have any problems—a number of questions to see if there was indication to believe National Health and Welfare were wrong. And they were not.

At some point you have to back off and say, okay, we can worry about the long-term exposure, but we cannot prove any health hazard. And that was our position.

Mr. Skelly: You would not do any studies, obviously.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: You cut off Dr. Kerwin when Dr. Kerwin made an answer to Mr. Marceau.

Avez-vous terminé, monsieur Kerwin?

M. Kerwin: Je crois que M. Marceau me dira s'il a eu suffisamment de détails.

M. Marceau: Oui. Je veux compléter, par exemple, en vous demandant ceci, docteur Kerwin. Il y a quand même des situations qui nous surprennent.

• 2145

On a lu dans des rapports cet après-midi, ou des témoins nous ont dit, que 75 p. 100 des gens qui avaient fait isoler leur maison à l'urée formaldéhyde étaient malades. Comment peut-il n'y avoir aucune relation entre l'urée formaldéhyde et autant de personnes malades? Pour ma part, je peux difficilement croire qu'il ne peut pas y avoir d'indice. Si vous me dites qu'à un certain moment il y a 10 p. 100 des personnes qui sont malades, eh bien, je vous dis peut-être. Mais selon les données, puis on ne peut pas les contredire, elles sont écrites, à savoir que dans un secteur il y a 75 personnes malades..., et vous me dites qu'il n'était pas possible de déceler qu'il y avait des raisons de croire que c'était dangereux pour la santé. Comment pouvez-vous concilier cet aspect technique avec ces réalités d'ordre pratique avec lesquelles on est confronté?

Le président: Puis-je mentionner que vous faites référence au mémoire qui a été soumis par les Basses Laurentides, je pense.

M. Marceau: C'est cela.

Le président: Il est difficile de demander au témoin de porter un jugement parce que comme vous le savez, le témoin a bien mentionné que la relation directe faite par un médecin, on ne pouvait pas la retrouver dans aucun dossier.

M. Marceau: Alors, j'essaie de savoir si scientifiquement il n'y aurait pas quand même des bases pour pouvoir conclure qu'il y a quelque chose d'anormal. Qu'est-ce que ça prend pour

[Traduction]

sées; il faut donc les croire sur parole. On ne peut tout simplement pas arguer du contraire.

Ceci dit, dois-je leur faire confiance ou pousser plus loin? Lorsque nous avons enquêté auprès des propriétaires, lorsque le comité de l'O.N.G.C. est allé examiner les maisons, essentiellement dans l'est du pays, au Québec et en Ontario, j'ai pris bien de demander aux gens s'il y avait certaines odeurs qui les dérangent, s'ils avaient des problèmes quelconques; bref, je leur ai posé diverses questions afin de savoir s'il y avait lieu de penser que le ministère faisait erreur. Cela n'a rien donné.

A un moment donné, il faut renoncer et dire, d'accord, nous pouvons nous inquiéter d'une exposition prolongée, mais nous ne pouvons prouver qu'il y a un risque quelconque pour la santé. C'est la position que nous avons adoptée.

M. Skelly: De toute évidence, vous n'allez pas étudier la question.

Merci, monsieur le président.

Le président: Vous avez interrompu le docteur Kirwin qui répondait à M. Marceau.

Are you through, Mr. Kerwin?

Mr. Kerwin: I believe Mr. Marceau will tell me if he has enough details.

Mr. Marceau: Yes. I would like to add to this and ask Dr. Kerwin the following. There are astonishing situations.

We have read in the reports this afternoon, or the witnesses have told us, that 75 per cent of the people who insulated their houses with urea formaldehyde were sick. How can there be no relationship between the urea formaldehyde and so many sick persons? I find it difficult to believe that this does not constitute a clue. If you tell me that at a certain moment there are 10 per cent of the population who are sick, well, I would reply that perhaps it is an indication. But according to the facts, and one cannot contradict them—they are written here—that is that in one sector there are 75 persons who are sick. Yet you tell me that it has not been possible to determine that there is reason to believe that it is dangerous for health. How can you reconcile this technical aspect with the practical realities with which you are confronted?

The Chairman: May I mention that I believe you are referring to the memorandum submitted by the Lower St. Lawrence?

Mr. Marceau: That is it.

The Chairman: It is difficult to ask a witness to make a judgment because, as you know, the witness did mention that the direct relationship made by a doctor could not be found in any file.

Mr. Marceau: Then I would like to know if there is not nevertheless, in a scientific sense, some basis for being able to conclude that there is something abnormal. What does it take

[Text]

que quelque chose devienne anormal, 102 p. 100, 103 p. 100? Là on est à 75 p. 100 et on nous dit que médicalement il n'y a pas de lien, et que scientifiquement il n'y a pas de lien. C'est une question que je me pose et j'ai de la difficulté à trouver une réponse.

Le président: J'ai voulu remettre le texte dans son vrai contexte de façon à ce que le Dr Kerwin puisse vous donner une réponse.

M. Kerwin: Merci, monsieur le président. Je n'ai pas la réponse à cette question. C'est un des aspects du dossier qui nous rend perplexes et nous cherchons la solution. Mais, l'un des éléments possibles c'est que ce groupe, cet environnement, cette paroisse ou ce faubourg ait utilisé une isolation comprenant des additifs que nous n'avons pas encore analysés. Nous commençons à comprendre que les fabricants de cette isolation ont employé beaucoup de recettes. Nous avons analysé beaucoup de recettes jusqu'à maintenant, mais pas toutes. Et parmi les recettes que nous avons analysées, nous avons trouvé plusieurs douzaines de substances, mais les experts en toxicologie nous disent: non, ces choses-là ne sont pas toxiques dans les densités que vous avez trouvées.

Alors, nous continuons. Le travail se poursuit cette semaine même à isoler encore d'autres échantillons, encore..., d'autres produits avec d'autres additifs. Et la possibilité demeure, mais c'est une spéculation, que nous allons un jour tomber sur un produit particulier où l'additif était particulièrement nocif et l'on aura identifié une partie de la réponse à votre question.

M. Marceau: Vous disiez que vous ne recommandiez pas à tous d'enlever l'urée formaldéhyde. D'autre part, vous ne semblez pas être en mesure de garantir d'une façon assez certaine que les produits que vous avez peuvent assurer que l'effet nocif, s'il en est, peut être diminué. Alors, êtes-vous capable de dire à tous ces gens qui sont vraiment apeurés, effarouchés, et qui ont des raisons sérieuses de l'être, et qui disent: Il faut l'enlever même si cela coûte \$20,000 et il faut que le gouvernement paie, etc... Nous autres on dit, eh bien écoutez, qu'est-ce qu'on peut faire?

Vous, comme scientifique, qu'est-ce que vous pouvez répondre à ces gens-là qui viennent vous dire: écoutez, pouvez-vous nous convaincre de ne pas l'enlever? Pouvez-vous nous donner une assurance qu'il y a un moyen suffisamment sérieux et acceptable pour diminuer un peu l'effet nocif, s'il en est, puis la crainte de ces gens qui vivent des périodes extrêmement difficiles, selon ce qui nous a été décrit?

M. Kerwin: Monsieur le président, ce que nous pouvons affirmer à ces gens c'est que tels traitements diminueraient le niveau des vapeurs de formaldéhyde dans leurs maisons à un niveau jugé acceptable.

• 2150

Nous pouvons aussi prendre un échantillon de leur formaldéhyde en particulier, lui faire subir une analyse comme nous faisons et si c'est comme les autres, on pourrait alors les assurer qu'il n'y a rien dans la maison en quantité jugée

[Translation]

for something to be regarded as abnormal? One hundred and two per cent? One hundred and three per cent? The figure of 75 per cent has been attained and we are told that medically there is no connection and that scientifically there is no connection. It is a question that I ask of myself and I have difficulty in finding an answer.

The Chairman: I wanted to put the text in its true context so that Dr. Kerwin could give you a reply.

Mr. Kerwin: Thank you, Mr. Chairman. I do not have a response to that question. It is one of the aspects of the subject that perplexes us and we are searching for a solution. But one of the possible explanations is that this group, this environment, this parish or this district used an insulation material that included additives that we have not yet analyzed. We are beginning to understand that the producers of this type of insulation used many different formulas. We have analyzed many of the formulas, but not all. Among the formulas we have analyzed, we have found several dozens of substances. But the experts in toxicology tell us: no, these things are not toxic in the densities that you have found.

Thus, we continue. The work is going forward this very week of isolating other samples, other products with other additives. And the possibility remains, but it is only a speculation, that we are going to discover one day a particular product in which the additive was particularly harmful, and then we will have obtained a partial response to your question.

Mr. Marceau: You said that you do not recommend to everyone to remove the urea formaldehyde. On the other hand, you do not seem able to guarantee with any certainty that the harmful effects of the products with which you are dealing can be diminished. Well, what are you able to say to all these people who are really frightened, and who have serious reasons for being frightened, and who want the urea formaldehyde removed, even if it costs \$20,000, and who want the government to pay? We tend to say, yes, but listen, what can one do?

As a scientist, what reply can you make to these people who come to you and say, are you able to convince us that we should not remove it? Can you give us an assurance that there are sufficiently sound and acceptable means of diminishing the harmful effects, if they are found to exist? These people live in fear and are experiencing great difficulties, as has already been described to us.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, what we can tell these people is that the treatments may diminish the formaldehyde vapors in their houses to a level judged to be acceptable.

We can also take a sample of their formaldehyde in particular, submit it to the analysis process we use and if it is like the others, one could assure them that there is nothing in the house that is in a quantity judged by the experts to be toxic.

[Texte]

toxique par les experts ou encore peut-être tomberions-nous enfin sur un échantillon qui contiendrait quelque chose, mais nous ne l'avons pas encore fait.

Monsieur le président, si vous me permettez de répondre au point soulevé par M. Skelly tout à l'heure, il se peut que je me sois trompé en utilisant le mot MIUF c'est-à-dire *UFFI*, si vous voulez à la place de formaldéhyde dans mon témoignage, je parlais du niveau des vapeurs de formaldéhyde et par conséquent, je ne crois pas avoir été en contradiction avec M. Shirliffe et je m'excuse d'avoir peut-être mal utilisé le mot «MIUF», alors que je voulais dire formaldéhyde.

M. Marceau: Le coût d'atténuation ou de diminution de l'effet des vapeurs: est-ce que c'est cher? Est-ce que c'est quelque chose qui coûte cher? Ou cela peut-il se faire à un coût très bas? Quels sont les prix exigés pour ce genre d'atténuation-là de l'effet de l'urée formaldéhyde?

M. Kerwin: Monsieur le président, avec votre permission, M. Crawford pourrait vous donner des détails précis mais si c'est pour enlever la mousse par des méthodes physiques, c'est très cher. Si nous pouvons mettre au point une méthode pour les enlever par des méthodes chimiques, ça coûterait peut-être de moitié au tiers et si nous pouvons diminuer la pression de vapeurs tout simplement en scellant l'intérieur, là ça coûte peu cher mais alors il faut prévenir l'avenir. Est-ce que la maison sera toujours scellée? Est-ce qu'il se développera des craquelures en raison du mouvement de la maison ou de sa fondation et il faudrait pour cela continuer à contrôler le niveau des vapeurs et de répéter cette isolation si jamais il se produisait d'autres ouvertures.

M. Marceau: Mais vous disiez tout à l'heure que ça prendrait un an même si vous commenciez maintenant, à quoi faisiez-vous exactement allusion à ce moment-là?

M. Kerwin: Je faisais allusion au temps que ça prendrait sûrement d'effectuer une sorte d'essai que préconisait monsieur votre collègue en tenant compte des différentes populations et des différentes sortes de formaldéhyde et des produits qui y sont compris pour obtenir des statistiques convenables. C'est une suggestion fort positive et je souhaiterais que l'on puisse entreprendre une telle expérience quoique que ce serait sans doute au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social de l'entreprendre parce qu'il s'agit de problèmes médicaux. Mais, l'expérience proposée en est une excellente; mais étant donné le nombre de paramètres et puis la durée pour faire chaque analyse à une partie sur un milliard, car ce n'est pas encore au point d'être de la routine, je crains que ça prenne tout ce temps.

M. Marceau: Juste une dernière question, monsieur le président.

Si quelqu'un est à un degré de formaldéhyde dans sa propriété qui est juste le minimum et si on vous envoie un échantillonnage de cela est-ce que je comprends que vous pouvez répondre à ces gens-là: voici comment vous pouvez diminuer l'effet et si la personne veut prendre le risque, le procédé actuellement est disponible pour une personne qui le demande?

[Traduction]

We could, of course, encounter a sample which contained something, but so far that has not happened.

Mr. Chairman, if you allow me to reply to the point of order raised by Mr. Skelly just now, it is possible that I was mistaken in using the word "MIUF", that is "UFFI", instead of formaldehyde in my statement. I spoke of the level of vapors of formaldehyde and consequently I do not believe I was in contradiction with Mr. Shirliffe. I apologize for having wrongly used the word "MIUF", when I wished to refer to formaldehyde.

Mr. Marceau: Is the cost of attenuating or diminishing the effect of the vapors particularly costly? Is it something that is very expensive? Perhaps it can be done at a very low cost. What kind of prices are asked for this kind of decrease of the effects of urea formaldehyde?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, with your permission, Mr. Crawford would be able to give you precise details but if it is for removing the foam by physical methods, it is very expensive. If we can arrive at a method of removing it by chemical methods, it would cost perhaps half or a third as much. If we are able to reduce the pressure of the vapors simply by sealing the interior, that would not be at all costly, but one must think about the future. Would the house always be sealed up? Would cracks develop as a result of the movement of the house or its foundation, and if so, might it be necessary to continue to control the level of vapor and to renew the insulation if other openings appeared?

Mr. Marceau: But you said just now that this would take a year even if you began right away. What were you alluding to at that point?

Mr. Kerwin: I referred to the time it would take to carry out a sort of test of the kind your colleague advocated, taking into account the different populations and the different kinds of formaldehyde and other products which are included. It would take time to get reasonable statistics. It is a very positive suggestion and I could wish that one could undertake such an experiment, although it would probably be the Department of National Health and Welfare that would do it since it involves medical problems. Thus, the proposed experiment is an excellent one; however, given the number of parameters involved and the time required to make each analysis at one part in a thousand, which is not yet at the stage of being routine, I am afraid that it would indeed take that much time.

Mr. Marceau: Just one final question, Mr. Chairman.

If one has a degree of formaldehyde in his building that is just at the minimum level, and if he sends you a sample of that, could you reply to that person: "Here is how you can diminish the effects!" If the person wishes to run the risk, is the procedure actually available for a person who requests it?

[Text]

M. Kerwin: Oui, monsieur le président.

M. Marceau: Merci.

Le président: Monsieur McCauley.

Mr. McCauley: Thank you, Mr. Chairman.

A question to Dr. Kerwin: I have a sneaking suspicion, Dr. Kerwin, that because of your work and the work of your colleagues in the National Research Council of Canada the world scientific community knows a lot more about formaldehyde today than it did before you started your work. Is that suspicion correct and, if so, could you review for us what we know now that we did not know before?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I will try to be succinct. It is true that Canadian scientists now are probably far more expert in the problem of urea formaldehyde foam insulation than any other community in the world. This, however, is very cold comfort because we have not been able to solve the problem. Foamed urea formaldehyde insulation is still being produced and installed in large quantities in the United Kingdom. It is still being made available and has not been banned in most of the United States, although its use there has fallen off sharply because of the publicity generated up here in Canada. As these countries become gradually alerted to potential problems they are consulting Canada—NRC and Health and Welfare and Energy, Mines and Resources—more and more. In fact, a lot of our time is spent in communicating with these people, receiving visitors and giving them information and we could use some extra resources in order to perform this function more adequately.

• 2155

Therefore, we do know far more than any others, I believe, about the vapour and its sources. We have developed techniques for identifying the vapour and measuring its concentration with far greater reliability than before. We have developed methods that are far less inexpensive than any before and they are now undergoing field tests. We have determined that the dreaded organo-phosphorus compounds are not present within detectable limits—and we are going down to parts in trillion now—in the vapours that we have obtained from the houses so far. We have determined that basically the vapours consist simply of formaldehyde and water vapour and while we have identified many other substances, varying from house to house and from sample to sample, none of them are acknowledged by toxicologists as being toxic in the concentrations that we have found.

We have developed techniques for removing the insulation and for sealing off the home after the insulation has been removed, or for sealing the home without removing the insulation if this is not indicated. There are many many homes in Canada that are insulated with urea formaldehyde and, while they may not be well insulated, they are not, apparently,

[Translation]

Mr. Kerwin: Yes, Mr. Chairman.

Mr. Marceau: Thank you.

The Chairman: Mr. McCauley.

M. McCauley: Merci, monsieur le président.

J'ai une question pour Dr Kerwin. J'imagine monsieur Kerwin, que votre travail et celui de vos collègues du Centre national de la recherche du Canada a beaucoup fait avancer la connaissance scientifique du formaldéhyde. Ai-je raison, et, si oui, pouvez-vous nous dire ce que vous avez découvert dans vos recherches?

Dr Kerwin: Monsieur le président, je vais tenter d'être bref. Les savants canadiens sont probablement les plus grands experts mondiaux en ce qui touche l'urée formol. Mais l'honneur est très mitigé, puisque nous n'avons pas résolu le problème. La mousse d'urée formol est encore utilisée en grandes quantités pour l'isolation en Grande-Bretagne. Ce produit est encore disponible et il n'a pas encore été interdit dans la plupart des états américains bien que son utilisation ait baissé considérablement à cause de la publicité qu'on en a fait au Canada. A mesure que ces pays deviennent conscients des problèmes possibles, ils entrent en consultation avec le Canada, le Conseil national de la recherche, Santé et Bien-être et Énergie, Mines et Ressources, de plus en plus. En fait, nous passons une grande partie de notre temps à communiquer avec ces gens, à recevoir des visiteurs, à leur donner des renseignements et nous aurions besoin d'autres ressources pour nous acquitter de ce rôle plus convenablement.

Par conséquent, nous en connaissons beaucoup plus que n'importe qui d'autre, je crois, au sujet de la vapeur et de ses sources. Nous avons mis au point des techniques permettant d'identifier la vapeur et d'en mesurer la concentration, avec beaucoup plus de fiabilité qu'auparavant. Nous avons développé des méthodes qui sont beaucoup moins dispendieuses qu'elles ne l'étaient auparavant et nous sommes présentement en train de soumettre ces méthodes à l'épreuve. Nous savons maintenant que les terribles composés organico-phosphoriques ne sont pas présents en quantité détectable, et nous étudions maintenant le nombre de parties par trillion dans les vapeurs que nous avons prélevées jusqu'ici dans les maisons. Nous savons maintenant qu'en général les vapeurs sont composées simplement de formaldéhyde et de vapeur d'eau; bien que nous ayons pu identifier beaucoup d'autres substances qui varient de maison à maison et d'échantillon à échantillon, aucune de ces substances ne sont reconnues par les toxicologues comme étant toxiques, au niveau de concentration où nous les avons trouvées.

Nous avons développé des techniques pour enlever l'isolant et pour sceller la maison après que l'isolant a été enlevé ou encore pour sceller la maison sans enlever l'isolant si cela n'est pas indiqué. Il existe un très grand nombre de maisons au Canada qui ont été isolées avec de la mousse d'urée formol et qui, bien qu'elles ne soient pas bien isolées, ne semblent pas

[Texte]

causing any health problems or vapour problems to the inhabitants.

So we do have a very good basis of knowledge, a good foundation upon which to work, but we are greatly alarmed by the fact that we have not found any evidence that our colleagues in Health and Welfare, or in the various toxicology centres, tell us is the answer. We have not found the answer yet as to why people are becoming ill. We have not identified this substance. Neither have we been able to devise a simple, inexpensive, chemical treatment that would dissolve all the insulation and turn it into a harmless vapour, for example, at very low cost. So, while we have gained a mass of knowledge and are slowly coming to grips with the problem, we still have to do an awful lot of work before we, together with our colleagues in other departments, can come up with the answers to the two main questions: Why are people who are living near this insulating material becoming ill? And, how can the material, *in extremis*, be removed at a very low cost?

Mr. McCauley: Thank you. I am sure that the committee would want to commend you for the good work you have done.

I gather that the gist of what you are saying, vis-à-vis the treatment of the material, is that you yourself, or the Research Council, do not recommend, at this time, physical removal. Is that correct?

Mr. Kerwin: No, we have found that the levels of vapour in houses are such that it is not always necessary. In fact, only in a minority of cases must the material be removed in order to bring the level of formaldehyde vapour down to acceptable levels. But we are wondering if the formaldehyde vapour is the whole question. We are pretty sure that it is not, because people are being sick even with the formaldehyde vapour at these levels. I think Mr. Crawford, or Mr. Shirliffe, with the permission of the chairman, could give more precise figures as to what proportion of homes turn out to need to be treated.

Mr. Crawford: Mr. Chairman, could I make a general comment? Then Mr. Shirliffe could give you some details.

• 2200

On the basis of existing knowledge we are fairly certain there is a spread of quality of foams; from very bad to very good. Some of them are quite stable, some of them are completely unstable. We think that in those homes having relatively stable UFFI there probably will not be a problem. We do not know about 20 years from now, but at the present time we do not think there will be a problem. So one of the pieces of research is to characterize the material and develop ways of assessing whether we have a good foam or a bad foam.

[Traduction]

causer de problème de santé ou des problèmes de vapeur à ses occupants.

Nous avons donc un très bon fonds de connaissances, un bon fondement sur lequel nous pouvons travailler, mais nous sommes très inquiets du fait que nous n'avons trouvé aucune preuve qui puisse être considérée par nos collègues de Santé et Bien-être ou par les différents centres de toxicologie comme étant la réponse. Nous n'avons pas trouvé la réponse encore à la question de savoir pourquoi les gens deviennent malades. Nous n'avons pas identifié cette substance. Nous n'avons pas été capables non plus de trouver un traitement chimique simple et peu dispendieux qui aurait pour effet de dissoudre toute la mousse isolante et de la transformer en une vapeur inoffensive, par exemple, à un prix très bas. Bien que nous ayons acquis beaucoup de connaissances et que nous soyons lentement en train de comprendre la situation, nous avons encore un énorme travail à faire avant de trouver, en collaboration avec nos collègues des autres ministères, les réponses aux deux questions centrales: pourquoi les gens qui vivent à proximité de cet isolant deviennent-ils malades? Et comment cette substance pourrait-elle, en dernière analyse, être enlevée à un prix très bas?

M. McCauley: Merci. Je suis sûr que le Comité aimerait vous féliciter pour le bon travail que vous avez fait.

Je comprends donc à ce que vous dites au sujet du traitement de cette substance, que vous, vous-même, ou le Conseil de recherche, ne recommandez pas l'enlèvement physique de la substance à ce moment-ci. Est-ce bien cela?

Dr Kerwin: Non, nous avons trouvé que les niveaux de vapeur dans les maisons sont tels que cela n'est pas toujours nécessaire. De fait, c'est seulement dans une minorité de cas que la substance doit être enlevée de façon à ramener la vapeur de formaldéhyde à un niveau acceptable. Mais nous nous demandons si la vapeur de formaldéhyde représente vraiment tout le problème. Nous sommes pas mal sûrs que non, parce que les gens sont malades même si la vapeur de formaldéhyde est réduite à ces niveaux. Je pense que M. Crawford ou M. Shirliffe, seraient en mesure, avec la permission du président, de donner des chiffres plus précis sur la proportion des maisons qui doivent finalement être traitées.

M. Crawford: Monsieur le président, pourrais-je faire un commentaire général? M. Shirliffe pourra alors vous donner quelques détails.

En regard des connaissances actuelles, nous sommes assez certains qu'il existe une gamme très étendue de qualité des mousses; de très mauvaises et de très bonnes. Certaines sont très stables, certaines sont complètement instables. Nous pensons que les maisons où il y a une MIUF relativement stable, il n'y aura probablement pas de problème. Nous ne savons pas ce qui arrivera dans vingt ans mais à présent nous ne pensons pas qu'il y aura des problèmes. L'un des domaines de la recherche est donc de pouvoir analyser la substance et de développer des façons de déterminer s'il s'agit d'une bonne mousse ou d'une mauvaise mousse.

[Text]

One of the reasons we are trying to develop dosimeters that will monitor gas levels over short term and long term, and some that can be used by homeowners themselves, is to try to provide a means of assessing the situation now and in the future in those homes where it is not removed. As was said earlier, even where it is removed, if the decontamination is not complete sometimes the problem is still not solved. I would say that in the last year we have made tremendous strides. That is really all I wanted to say. I thought Mr. Shirliffe might like to elaborate in some detail.

Mr. Shirliffe: I think it is a very key question and one that keeps coming up over and over again. It is one that, needless to say, goes through our minds and is reviewed over and over again.

The situation in the walls of houses—and this is the source of the UFFI gas which includes formaldehyde and so on—varies so tremendously that you vary from a situation of having in the summer months somewhere up to 50 parts per million, which is an extremely high level of formaldehyde, down to under a tenth of a part per million. Now, that is a tremendous range. The toxicologists, at least some, tell us that a tenth of a part per million is fine and you should then be able to take off the gypsum board and live in the room with the foam in that case, whereas the 50 parts per million, with a tremendous formaldehyde generation capability, would be extremely harmful. So obviously you cannot consider those two things exactly equivalent, and in a situation where there are such tremendously high levels of formaldehyde you have to say that it is unwise to leave that foam in the wall, that it should be removed.

When it comes to the foams that are extremely low in formaldehyde level, you then have to ask the wisdom of opening up the walls, in many cases exposing—if the if the occupants do it themselves—them to dust and vapours, and with the dust, all the chemicals that are in the foam. Then while they are removing the foam they are therefore possibly having severe health problems when they did not have any problems and were unlikely to have any with the generation levels of the foam in their walls. As well, in rebuilding the walls they are certainly bringing new materials into the house, some of them formaldehyde-emitting materials, and they in fact may end up with a higher situation than when they started. There seems very little wisdom in that when they can simply already take a low level, almost unmeasurable in contribution of the foam to formaldehyde in the house, and reduce that by a factor of anywhere from two to five by very simple techniques and provide a further factor of safety, and at least allow a little time to study the situation further.

[Translation]

L'une des raisons pour lesquelles nous tentons de développer des dosimètres qui contrôleront les niveaux de gaz sur de courtes périodes et sur de longues périodes et aussi qui pourront être utilisés par les propriétaires eux-mêmes, est pour tenter de fournir un moyen d'évaluer la situation maintenant et dans l'avenir, dans les maisons où la mousse n'est pas enlevée. Comme il en a été question plus tôt, même si la mousse est enlevée, si la décontamination n'est pas complète, le problème ne sera pas résolu. Je dirais que depuis un an, nous avons fait des progrès considérables. C'est tout ce que je voulais dire. Je pensais que M. Shirliffe voudrait donner plus de détails.

M. Shirliffe: Je pense qu'il s'agit d'un problème très important et d'un problème qui revient encore et encore. C'est un problème qui, est-il besoin de le dire, revient toujours à notre esprit et que nous étudions encore et encore.

Ce qui se passe dans les murs des maisons, et il s'agit là de la source du gaz de la MIUF qui comprend le formaldéhyde, etc, est soumis à des variations extrêmes; dans les mois d'été, vous pouvez avoir jusqu'à 50 parties par million, ce qui est un niveau de formaldéhyde extrêmement élevé qui peut descendre jusqu'à moins d'un dixième de partie par million. Ceci constitue une gamme extrêmement étendue. Les toxicologues ou du moins certains d'entre eux, nous disent qu'un dixième de partie par million ne pose aucun problème et que nous devrions pouvoir enlever le recouvrement de plâtre et pouvoir habiter la pièce sans aucun problème; d'autre part, 50 parties par million avec une capacité énorme d'engendrer le formaldéhyde, pourrait être extrêmement dangereux. Manifestement, vous ne pouvez pas considérer ces deux choses comme exactement équivalentes et dans une situation où il y a des niveaux de formaldéhyde tellement élevés, vous devez conclure que cela ne serait pas sage de laisser la mousse dans le mur, et qu'il faut l'enlever.

Lorsqu'il s'agit de mousses dont le niveau de formaldéhyde est extrêmement bas, vous devez alors vous demander s'il serait sage d'ouvrir les murs et dans plusieurs cas, d'exposer les occupants, s'ils le font eux-mêmes, à la poussière et aux vapeurs et avec la poussière, et tous les produits chimiques qui se trouvent dans la mousse. Et puis, lorsqu'ils enlèvent la mousse, ils peuvent avoir de sérieux problèmes de santé alors qu'ils n'avaient pas de problème auparavant et qu'ils n'en auraient probablement pas eu étant donné les faibles taux de génération de formaldéhyde de la mousse qui se trouve dans leurs murs. Aussi, lorsqu'ils reconstruisent les murs, ils apportent certainement de nouvelles substances dans la maison, certaines d'entre elles étant des substances qui émettent du formaldéhyde, et ils peuvent finalement finir avec un niveau plus élevé que lorsqu'ils avaient commencé. Cela ne semble donc pas très sage puisqu'ils peuvent déjà tolérer un bas niveau, presque impossible à mesurer, de la contribution au formaldéhyde faite par la mousse dans la maison, et réduire ce niveau par un facteur qui se situe entre 2 et 5 au moyen de techniques très simples et fournir un autre facteur de sécurité et au moins, permettre un peu de temps pour étudier la situation davantage.

[Texte]

Now when, as it is hoped, we have a test where we can take a number of very small samples of foam from the house and measure the relative toxicity of that foam versus the toxicity of foam in houses where there are health problems, then we have a major step forward in terms of telling them whether there is likely to be a problem or not and whether or not they should take the steps to remove it. It is just a much wiser and more prudent step to take than simply going out and in mass removing the foam.

• 2205

Mr. McCauley: One last quick question, Mr. Chairman, please.

Mr. Shirliffe, in your answer to a question to Miss MacDonald, I want to clarify something I thought you said or implied: that even had you advised, or been successful in representations to, the Canadian General Standards Board that this insulation was unacceptable, in terms of the discussion at the time, in terms of its insulating value, I gather you were saying this was truly a voluntary operation; there was no effective way you could force the industry to comply. Is that correct?

Mr. Shirliffe: I think this is a key point in the argument. To participate in CHIP, yes, they did need CMHC acceptance, providing again that they in fact did declare what material they were putting in the house. So certain manufacturers faced not being able to sell to some portion of the market, which may have run, in certain parts of country, to 70 per cent of the market, and in other cases 20 per cent of the market. So they faced not being able to sell to that. But there was no requirement that UFFI, to be sold, must have a CMHC acceptance; that there must be a CGSB standard, or anything else. And a great portion of all the foam that was bought and installed in houses had no reference to either the standard or the CMHC acceptance. It was something the manufacturers, through their salesmen, sold to the homeowners quite independently of the program.

The Chairman: Thank you.

This completes the list for the first round. We will prolong it for another 15 minutes.

Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman. I realize the hour is getting late, but there are two or three pretty crucial questions even just from the standpoint of clarification that I would like to address to our witnesses.

Mr. Crawford, I took from your last intervention that it is almost safe to quote the National Research Council as saying

[Traduction]

Et quand nous aurons, comme nous l'espérons, un test qui nous permettra de prélever un certain nombre d'échantillons très petits de mousse dans les maisons et d'en mesurer la toxicité relative par rapport à la toxicité de la mousse qui se trouve dans les maisons où il y a eu des problèmes de santé, alors la situation sera grandement améliorée puisque nous pourrons leur dire s'il est possible qu'il y ait un problème ou non et si oui ou non ils devraient prendre les mesures nécessaires pour enlever la mousse. C'est donc une attitude plus prudente et plus sage que de se précipiter et d'enlever la mousse partout.

M. McCauley: Une dernière question s'il vous plaît, monsieur le président.

M. Shirliffe, en ce qui concerne votre réponse à une question posée par M^{me} MacDonald, j'aimerais éclaircir quelque chose que vous avez dit: que même si vous aviez conseillé ou si vous aviez réussi à convaincre le Conseil canadien des normes que cette méthode d'isolation était inacceptable, d'après les discussions qui ont pris place à ce moment-là au sujet de la valeur isolante de cette substance, j'ai cru que vous aviez dit qu'il s'agissait d'une opération entièrement volontaire; il n'y avait aucune façon par laquelle vous pouviez forcer l'industrie à s'incliner. C'est bien cela?

M. Shirliffe: Je pense qu'il s'agit-là d'un point fondamental. Pour participer au programme d'isolation des maisons, oui, ils avaient besoin de l'approbation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, pourvu, encore une fois, qu'ils déclarent quelle substance ils mettaient dans la maison. Par conséquent, certains fabricants n'ont pas pu vendre leur produit dans certains secteurs du marché qui auraient pu représenter, dans certaines parties du pays, jusqu'à 70 p. 100 du marché et dans d'autres parties, 20 p. 100. Donc, dans ces cas ils ne pouvaient pas vendre. Mais il n'y avait aucune exigence d'approbation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour pouvoir vendre le MIUF ou aucune exigence qu'il y ait une norme du Conseil canadien des normes ou quoi que ce soit d'autre. Aussi, une grande partie de toute la mousse qui a été achetée et installée dans les maisons ne portait aucune référence soit une norme, soit à l'approbation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Il s'agissait de quelque chose que les fabricants, par leurs vendeurs, ont vendu aux propriétaires des maisons tout à fait séparément du programme.

Le président: Merci.

Ceci complète le premier tour. Nous allons continuer pendant encore 15 minutes.

Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président. Je me rends bien compte qu'il se fait tard mais il y a deux ou trois autres questions très importantes que j'aimerais poser à nos témoins pour obtenir quelques éclaircissements.

Monsieur Crawford, d'après ce que vous avez dit en dernier, je comprends qu'on peut citer le Conseil national de la recher-

[Text]

that you do not think there is going to be a problem down the road in 20 years' time with this urea formaldehyde.

Mr. Crawford: I do not think that is what I said. I said—

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I do not know that you said exactly those words, but that was the impression you left.

Mr. Crawford: What I said was that with some foams, so-called "good" foams, we have no reason to believe there will be a problem.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): With the good foams.

Mr. Crawford: With the good foams.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Properly installed.

Mr. Crawford: Properly installed; properly formulated and properly installed.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Under all sorts of proper atmospheric conditions.

Mr. Crawford: Yes. Now, we might be wrong, because we do not know what will happen in 20 years. But that is what I said.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Okay. Mr. Chairman, I am not a toxicologist, nor a scientist. I am not a chemist. I am not even a doctor, like my good friend from Kitchener. But I am a little confused about some of the statements I have heard on the one hand—and correct me if I am wrong, Dr. Kerwin: you said there is no evidence that formaldehyde in itself is toxic. On the other hand, we have the final report of the Department of National Health and Welfare expert advisory committee on UFFI saying the committee is therefore not prepared to recommend any level of formaldehyde exposure as inherently safe. On the other hand, we have an NRC research document *Chemical Susceptibility and Urea Formaldehyde Foam Insulation* by Bruce M. Small, February, 1982, and wherein in an unpublished paper, Mr. Shirliffe, you are quoted as saying—well, it is your information, which is quoted here:

• 2210

Urea formaldehyde foam insulation is known to emit other gases in addition to formaldehyde, the full health implications of exposure to this combination of gases is not known, the report has used the term UFFI gases instead of just formaldehyde to describe the mix of gases to which persons with UFF insulation in their homes may have been exposed. Relative quantities are not fully known, although formaldehyde seems to be the dominant constituent. Other gases present may under varying conditions include benzene, benzaldehyde, acetaldehyde, creosol, mentholmenthol, naphthalene, ammonia and phenol.

[Translation]

che à l'effet qu'il n'existera pas de problème dans vingt ans au sujet de cette mousse d'urée-formol.

Mr. Crawford: Je ne pense pas que c'est cela que j'ai dit. J'ai dit . . .

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Je ne sais pas si ce sont exactement les mots que vous avez dit mais c'est l'impression que j'ai eue.

Mr. Crawford: Ce que j'ai dit, c'est qu'en ce qui concerne certaines mousses, qu'on peut appeler «bonnes» mousses, nous n'avons aucune raison de croire qu'il y aura un problème.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): En ce qui concerne les bonnes mousses.

Mr. Crawford: En ce qui concerne les bonnes mousses.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Installées de la bonne façon.

Mr. Crawford: Installées de la bonne façon, bien conçues et bien installées.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Dans toutes sortes de conditions atmosphériques.

Mr. Crawford: Oui, mais nous pourrions avoir tort parce que nous ne savons pas ce qui arrivera dans vingt ans. Mais c'est ce que j'ai dit.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): D'accord. Monsieur le président, je ne suis pas un toxicologue ni un scientifique. Je ne suis pas un chimiste. Je ne suis pas même un médecin comme mon bon ami de Kitchener. Mais je suis un peu mêlé au sujet de certaines déclarations que j'ai entendues; d'une part, et corrigez-moi si j'ai tort, monsieur Kerwin, vous avez dit qu'il n'existe pas de preuve à l'effet que le formaldéhyde soit toxique. D'autre part, nous avons le rapport définitif du Comité consultatif des experts sur la MIUF, du ministère de la Santé et du bien-être, qui dit que le Comité n'est pas prêt à soutenir que l'exposition au formaldéhyde, à quelque niveau que ce soit, ne présente aucun danger. De l'autre côté, nous avons un document de recherche du CNR *Susceptibilité chimique et mousse d'isolation d'urée de formaldéhyde* par Bruce M. Small, de février 1982, et dans un document inédit, monsieur Shirliffe, on vous cite . . . du moins c'est votre déclaration . . . dans les termes suivants:

La mousse d'isolation d'urée de formaldéhyde est connue pour émettre d'autres gaz en plus du formaldéhyde; les effets sur la santé de l'exposition à ce mélange de gaz ne sont pas entièrement connus. Le rapport emploie les mots «gaz de MIUF» plutôt que le formaldéhyde tout simplement pour décrire le mélange de gaz auxquels les personnes dont la maison était isolée de MUF peuvent avoir été exposées. On ne connaît pas entièrement les relations entre les quantités. Le formaldéhyde semble être l'élément dominant. D'autres gaz peuvent être présents selon diverses conditions dont la benzine, le benzaldéhyde, l'acétaldéhyde, le créosol, le mentholmenthol, la naphthaline, l'ammoniaque et le phénol.

[Texte]

Now, those are some of the gases which were cited in this research paper by yourself, Mr. Shirliffe. I am not asking you to contradict some of the information that Dr. Kerwin gave us earlier, but I really have to know how much research has gone on into the combination of gases. How much do we know about the combination of formaldehyde and all these other gases which probably are toxic and which therefore are causing people to be sick?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, we know relatively little and certainly not enough to answer your question and this research must some day be done. We are advised that the levels of formaldehyde vapour by itself found in homes where people have asthma or other problems are not considered toxic and normally do not produce these effects. We have found these other chemicals, and others besides these, in small trace quantities and, again, we are advised by toxicologists that in such quantities these chemicals are not toxic and normally do not produce these effects either. So then one turns to the possibility that some of these in combination with each other or with formaldehyde, as you imply, would be causing the problem. But we cannot make any statements about that whatsoever at NRC, and subject to Mr. Crawford or Mr. Shirliffe's wider experience with this particular problem, I have not heard of any research on any such scale being carried out.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Not in the United States, not in any other countries which have banned urea formaldehyde, because their evidence perhaps has shown that the combination of all these gases is causing the problem?

Mr. Kerwin: With your permission, Mr. Chairman, I will ask Mr. Shirliffe to supplement my answer.

Mr. Shirliffe: To our knowledge, there is no country that has been working on testing the combination of gases. The United Kingdom now is in fact analysing using similar techniques to ours and trying to develop further techniques for analysing what is there. But the toxicology is only now getting to the point of being able to deal with combinations of substances.

As far as the toxicity of what we have found is concerned, what Dr. Kerwin has said is true. They have indicated that from their initial study there is nothing there to be concerned about. They are continuing the study and I think you have Dr. Wyber coming at a later date. He is in the group that is doing the review for us in Health and Welfare, and I am sure by the time you talk to him later this week, you will be able to get considerably more information from him. He is in a group with toxicologists.

There are simple studies that are being developed for determining combined health effects. These are toxicity tests. These are biological exposures and they are becoming the basis of toxicity . . . You expose various forms of life to much lower forms of life—usually mammals to the combination of materials individually and in combination and look at the toxicity.

[Traduction]

Voici donc certains des gaz qui ont été mentionnés dans le document de recherche par vous-même, monsieur Shirliffe. Je ne vous demande pas de contredire les données que le dr Kerwin nous a fournies plus tôt, mais je voudrais réellement savoir la quantité de recherche qui a été consacrée à la composition de ces gaz. Que savons-nous du mélange du formaldéhyde et de tous ces autres gaz qui sont probablement toxiques et qui rendent donc les gens malades?

Dr Kerwin: Monsieur le président, nous n'en savons que très peu et pas suffisamment pour pouvoir répondre à votre question. Nous devons entreprendre un jour cette recherche. Nous avons été informés que les niveaux de vapeur de formaldéhyde qui se trouve dans les maisons où les gens souffrent d'asthme ou d'autres maux ne sont pas considérés comme étant toxiques et ne produisent pas ordinairement ces effets. Nous avons constaté la présence de ces autres produits chimiques et d'autres aussi, dans des quantités infinitésimales et nous avons été avisés par les toxicologues que, dans ces quantités, ces produits chimiques ne sont pas toxiques et ordinairement ne produisent pas non plus ces effets. On s'arrête alors sur la possibilité que certains de ces produits, alliés les uns aux autres ou avec le formaldéhyde, comme vous le suggérez, produisent le problème. Mais nous ne pouvons pas du tout faire de déclaration à ce sujet au CNR, et sous réserve -e l'expérience plus grande de M. Crawford ou de M. Shirliffe de ce problème particulier, je ne connais pas -e recherche de quelle que dimension que ce soit qui ait été faite à ce sujet.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Non pas aux États-Unis ni dans d'autres pays qui ont interdit l'usage du formaldéhyde d'urée, parce que les témoignages y ont peut-être indiqué que le mélange de tous ces gaz cause le problème?

Dr Kerwin: Avec votre permission, monsieur le président, je vais demander à M. Shirliffe de fournir ma réponse.

M. Shirliffe: De notre connaissance, aucun pays ne s'emploie à éprouver le mélange de ces gaz. Le Royaume-Uni analyse présentement la possibilité d'employer des méthodes semblables aux nôtres et tente d'élaborer de nouvelles techniques d'analyse de ce qui se présente. Mais, la toxicologie ne fait que commencer à pouvoir traiter du mélange de ces substances.

En ce qui a trait à la toxicité, de ce que nous avons trouvé, ce que le dr Kerwin a déclaré est juste. Ils ont affirmé que sur la base de leur étude initiale, nous n'avons pas à nous inquiéter. Ils poursuivent leur étude et je crois que le dr Wyber témoignera plus tard. Il fait partie du groupe qui effectue l'examen pour notre compte à la Santé et Bien-Être; je suis certain que lorsque vous lui parlerez plus tard dans la semaine, vous pourrez obtenir de lui beaucoup plus de renseignements. Il fait partie d'un groupe de toxicologues.

Certaines études assez simples se poursuivent quant à la détermination des effets du mélange sur la santé. Il s'agit là d'essais de toxicité. Il s'agit d'expositions biologiques qui forment la base de la toxicité . . . Vous exposez diverses formes de vie à des formes de vie de beaucoup inférieures—ordinairement des mammifères—au mélange des substances individuel-

[Text]

We have already done some of these tests, but we do not have enough results yet to make any comments on them.

• 2215

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you. I just have one further question, Mr. Shirliffe.

The Chairman: Make it very short because it is 10.15 now.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I will make it very short.

I realize that the situation keeps changing and that you at NRC are caught in one place where you say it is only as a last resort that you should remove the foam, as a final resort, and then you realize that if there is a high level of concentration it is best to get it out.

I would like to ask you, Mr. Shirliffe, if you did tell the advisory committee this past weekend—and we have been hearing from many members of the advisory committee all day long—that the only sure-fire way to be safe from UFFI is to remove it from the homes and seal it with a special paint. Remove it and seal it; that is the only sure-fire way to be safe. Was that along the lines of the message that you gave to the advisory committee?

Mr. Shirliffe: I answered a great number of questions for the advisory committee. I think that is their interpretation of what I said. If you can remove everything from the house and you can remove any trace of the foam ever having been in the house, then obviously that is the only way to be 100 per cent correct. But we cannot even accomplish that at this point, to remove any trace at all of the foam being in there. Without knowing what we are supposed to neutralize, it is very difficult to know how to neutralize every residue in the house.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Shirliffe. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, it is very difficult to trace this convoluted session. Careful selection of words has resulted, I think, in more confusion than light shed.

When this Canadian government board got rolling and developed a standard, what recommendation did you make to the board and did you vote on that board for the adoption of that standard? In the final analysis, what did you do as a representative of NRC?

Mr. Shirliffe: There is more than one level of voting. There is first the committee level of voting; there is a task force of the committee which is the first formal level with formal procedures and so on, and that was my position to vote at that stage.

At that stage I had to decide whether it was better to continue the indiscriminate use of the material with absolutely

[Translation]

lement et en combinaisons et vous étudiez ensuite leur toxicité. Nous avons procédé à certains de ces essais, mais les résultats enregistrés jusqu'ici ne permettent pas encore d'en tirer des conclusions.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci. Juste une petite question, monsieur Shirliffe.

Le président: Soyez bref, parce qu'il est déjà 10h15.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je serai très bref.

Je sais que la situation ne cesse de changer et qu'au CNR, vous avez déclaré qu'il n'y aurait lieu d'enlever la mousse qu'en dernier ressort et ensuite, vous vous rendez compte qu'en cas de haute concentration, il vaut mieux l'enlever.

Ce que j'aimerais savoir, monsieur Shirliffe, c'est si vous avez dit au comité consultatif ce dernier week-end—et nous avons entendu plusieurs membres de ce comité tout au long de la journée—que le seul moyen infaillible de se protéger de la MIUF, c'est de l'enlever des maisons et de la sceller avec une peinture spéciale. Enlèvement et scellement, voilà la seule méthode infaillible de protection. C'est ça que vous avez dit au comité consultatif?

M. Shirliffe: J'ai répondu à un grand nombre de questions posées par le comité consultatif. Je pense que c'est ça l'interprétation qu'il donne de ce que j'ai dit. Si vous pouvez tout enlever de la maison, si vous pouvez la débarrasser de toute trace de mousse, il est évident que c'est là la méthode garantie à 100 p. 100. Mais jusqu'ici, nous ne sommes même pas capables de débarrasser une maison de toute trace de mousse. Sans savoir ce que nous cherchons à neutraliser, il nous est très difficile de savoir comment neutraliser tout résidu qui se trouverait dans la maison.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur Shirliffe. Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Skelly.

M. Skelly: Monsieur le président, ce n'est pas facile de suivre le fil de cette séance où les propos verbeux et les mots soigneusement choisis sèment la confusion plutôt qu'ils ne jettent la lumière sur la question.

Au moment où la commission gouvernementale canadienne s'est mise en branle pour formuler une norme, quelle recommandation lui avez-vous faite et est-ce que vous y avez siégé et voté pour l'adoption de cette norme? En fin de compte, qu'est-ce que vous avez fait en tant que représentant du CNR?

M. Shirliffe: Il y a plusieurs paliers de vote. Il y a tout d'abord le vote au niveau du comité, qui comporte un groupe de travail, lequel est le premier palier officiel avec des procédures officielles, c'est à ce niveau que j'ai voté, en raison de mes fonctions.

A ce stade-là, il m'incombait de décider s'il valait mieux poursuivre l'utilisation aveugle de ce matériau, sans aucune

[Texte]

no standards and the tremendous variability that was there or it was better to have a material that met those minimum standards. At that point, after very tremendous soul-searching on my part—and I know that at that time it was in conjunction with the representatives from CMHC—the only conclusion we could reach was that it was better to get the standard out at that point, that it would force the manufacturers to go back and do their homework quicker than in delaying the standard. I repeat: There was no material that we could see that could possibly meet the standard as it was then written. So we voted for it at that stage.

There are higher levels of voting on the CGSB committee at which NRC is also a member, and I was not involved directly in that voting. Normally, I would have been, but for some reason in this particular case, whether I was away at the time or what not—I have no way of predicting when these ballots will come—I was not involved in that final, uppermost stage of voting.

The Chairman: Only one more short question because we agreed on 15 minutes. You have one short question and then Miss MacDonald has one question.

Mr. Skelly: This is a memo from a fellow named Ian Efford that really makes some fairly damaging statements. You have probably seen it; it has been circulated pretty well.

• 2220

This is dated May 18, 1977. It says:

It is clear the tests results to date are insufficient to provide reasonable assurance that the material will perform adequately over an extended period of time.

It goes on to say basically that it should not be used in federal government application. She is writing from his office to the Deputy Minister of Energy, Mines and Resources.

Subsequently the minister writes to Industry, saying that they have no reason to expect that this stuff will be approved for use.

From what I gather Health was informed or at least you had contacts with Health; then Energy, Mines and Resources writes some really severe criticisms of this in the contradictory information that comes up. Is this as a result of your discussions with them in any way or input from the National Research Council? Do you have contact with Mr. Efford or with Mr. Gillespie, or does NRC have contact with people who would be influencing letters or memos that would proceed from ministers?

Mr. Shirliffe: I attended a number of meetings at which Ian Efford was present, and his key advisers, at which discussions took place about the urea formaldehyde industry—the lack of controls, the use of the material in government build-

[Traduction]

norme et sous ses formes multiples, ou s'il ne valait pas mieux avoir un produit qui réponde à ces normes minimales. Après mûre réflexion—et je sais qu'à ce moment-là, nous le faisons de concert avec les représentants de la SCHL—la seule conclusion que nous ayons pu tirer à cette époque était qu'il y avait lieu de publier immédiatement la norme, et que celle-ci forcerait les fabricants à revoir leurs formules bien plus vite que ne le ferait un retard dans la publication. Je tiens à répéter qu'à l'époque, nous ne voyions aucun produit qui pût se conformer à la norme telle qu'elle était établie. Et c'est ainsi que nous avons voté pour son adoption.

Il existe des paliers supérieurs de vote au comité de l'ONGC où le CNR est représenté, et je n'y participais pas directement. Normalement, je devais y participer, mais pour une raison quelconque—il se peut que j'aie été absent à l'époque—je ne saurais dire quand ces scrutins auraient lieu—je ne participais pas à ce dernier échelon de vote.

Le président: Juste encore une question très brève puisque nous avons convenu de 15 minutes. Il vous reste donc une brève question, puis ce sera au tour de M^{lle} MacDonald d'en poser une.

M. Skelly: Voici un mémoire émanant d'un monsieur du nom de Ian Efford, qui est un réquisitoire assez sévère. Vous avez probablement vu ce mémoire; il a été largement diffusé.

Il est daté du 18 mai 1977. Voici ce qu'il dit:

Il est indéniable que les résultats d'essai, obtenus à cette date, ne sont pas suffisants pour garantir de façon raisonnable que ce produit remplira sa fonction de façon convenable à long terme.

Ce mémoire recommande par ailleurs qu'il ne faut pas utiliser dans les bâtiments publics fédéraux. L'intéressé a officiellement adressé son mémoire au sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Par la suite, le ministre a informé le ministère de l'industrie qu'il n'avait aucune raison de penser que l'utilisation de ce produit serait approuvée.

D'après ce que j'ai pu apprendre, le ministère de la Santé en a été informé ou, à tout le moins, vous avez communiqué avec ce ministère; par la suite, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a émis certaines critiques très sévères à cet égard, dans l'information contradictoire qui s'ouvre. Est-ce que tout cela tient de quelque façon que ce soit aux discussions que vous avez eues avec ces gens, ou encore aux communications du Conseil national de recherches? Avez-vous communiqué avec M. Efford ou M. Gillespie ou le CNR a-t-il des rapports avec ces gens qui ont une certaine influence sur les lettres ou les mémoires émanant des ministres?

M. Shirliffe: J'ai assisté à un certain nombre de réunions où Ian Efford était présent ainsi que ses principaux conseillers, et où l'on parlait de l'industrie de l'urée-formol, du manque de contrôle, de l'utilisation de ce produit dans les bâtiments

[Text]

ings and so on, so I was certainly involved in the discussions. Whether I contributed directly to his making the decision, I think only he can answer, but certainly I was very much involved with the discussions.

Mr. Skelly: The statement that no federal department should use the product might have come from discussions with you; that even voting for the standard to get some standard would not necessarily contradict the advice that you would give to other departments that may lead to this?

The Chairman: Mr. Shirtliffe.

Mr. Shirtliffe: What you say is perfectly true. As I pointed out earlier, CMHC did not accept the standard as being adequate and put a number of additional requirements which were much more stringent than the standard; so while you may vote for a standard, you may vote that use be more restricted and that you put much more stringent requirements for use, whether it be under the CHIP program or whatever.

The Chairman: Do you have any questions, Miss MacDonald? Please be very brief.

Miss MacDonald: Mr. Shirtliffe, the standard was approved in August of 1977. As I mentioned, CMHC adopted the use of urea formaldehyde in September of that year, so it was given a great impetus by government in the general public.

What I would like to know is, was there then after that got under way, any kind of ongoing discussions that you might have had with Dr. Wyber, with other people, still questioning whether or not this was the right thing to do, or once that had been accepted, was it then dismissed and no further follow-through took place at that time?

Mr. Shirtliffe: There was a great deal of continued concern about the material, continued discussion, whenever we had any opportunity to talk to people who had it in their homes, people in other countries. Every time I met with insulation experts from other countries, which was, I will not say frequent, but certainly once or twice a year, or more often really when you count either my visiting other countries or their visiting here, which was much more common, and so we continued to do this. We had continued contact with Australia and New Zealand and so on, who were in the process of deciding whether to use it. There were constant twice-a-year, extensive discussions, with the ongoing situation in the U.S. which sprang up starting in 1977 and into 1978 in Massachusetts. So it did not stop. Certainly, it involved discussions with Dr. Wyber, and so on. After the complaints started to come in and be recognized, the Interdepartmental Committee on Thermal Insulation was set up specifically to funnel UFFI to Health and Welfare, and Consumer and Corporate Affairs. There was no chance of them getting lost in government machinery.

[Translation]

publics fédéraux, etc., et de fait, je participais activement aux discussions. Quant à savoir si j'ai directement contribué à sa décision, lui seul pourra vous le dire, mais il est indéniable que j'ai participé activement aux discussions.

M. Skelly: S'énoncé à l'effet qu'aucun ministère fédéral ne devait utiliser le produit a dû venir de discussions avec vous; même le fait de voter pour la norme, pour avoir une norme, ne contredirait pas nécessairement l'avis en ce sens que vous donneriez à d'autres ministères?

Le président: Monsieur Shirtliffe.

M. Shirtliffe: Ce que vous dites là est parfaitement vrai. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la SCHL ne trouvait pas cette norme suffisante et a ajouté certains impératifs qui étaient bien plus stricts. Il s'ensuit donc que tout en votant pour l'adoption d'une norme, vous pouvez voter pour une utilisation plus restrictive et pour des conditions d'utilisation plus strictes, qu'il s'agisse du CHIP ou d'autres chose.

Le président: Avez-vous des questions à poser mademoiselle MacDonald? Soyez brève, s'il vous plaît.

Mlle MacDonald: Monsieur Shirtliffe, la norme a été approuvée en août 1977. Comme je l'ai fait remarquer, la SCHL adopta l'utilisation de l'urée-formol en septembre de la même année, ce qui représentait aux yeux du public une grande promotion de la part du gouvernement . . .

Ce que j'aimerais savoir, c'est si, après le lancement de ce programme, vous avez continué à discuter avec le Dr. Wyber et d'autres spécialistes et à vous demander si c'était la chose à faire, ou si, une fois la norme acceptée, personne n'y faisait plus attention.

M. Shirtliffe: Nous avons continué à nous faire du souci au sujet de ce produit et à nous y intéresser, chaque fois que nous avons eu l'occasion d'en discuter avec les gens qui en ont muni leur maison, avec les gens d'autres pays. Chaque fois que je rencontrais des spécialistes des matières isolantes d'autres pays, ce qui ne se produit pas de façon très fréquente, mais certainement une ou deux fois par an, ou plus souvent encore si vous tenez compte de mes voyages à l'étranger ou de la visite de ces gens chez nous, ce qui est bien plus fréquent, nous avons continué à en discuter. Nous maintenons le contact à ce sujet avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, etc., qui sont sur le point de décider s'il y a lieu d'utiliser ce produit. Il y a eu des discussions semestrielles intensives sur la situation actuelle aux États-Unis, à compter de 1977 et en 1978, dans le Massachusetts. On n'a donc pas arrêté. Il y a eu certes des rencontres avec le Dr. Wyber, etc. Après l'enregistrement des premières plaintes, on a créé le comité interministériel de l'isolation thermique dans le but précis de remettre le dossier de la MIUF aux ministères de la Santé et du Bien-être et de la Consommation et des Corporations. Il n'y avait aucune possibilité qu'ils se perdent dans les méandres de la machine publique.

[Texte]

• 2225

Miss MacDonald: Did you have any difficulty in conveying your concerns at any time to senior officials of NRC?

Mr. Shirliffe: Certainly, I was always supported by the senior officials at NRC to the utmost, in terms of my stamp on the material, which often was questioned by industry. There was no problem in conveying my information, my concerns, to the people who had been appointed by these other government departments to deal with the problem, which was the right contact, as far as I was concerned, to deal with.

Le président: Au nom des membres du Comité, je désire remercier le Dr. Kerwin, président du Conseil national de recherches du Canada, M. Pulfer, M. Crawford et M. Shirliffe.

Je voudrais également féliciter les membres du Comité pour leur assiduité. La séance de ce matin a commencé à 9 heures et les témoins se sont succédés les uns après les autres durant toute la journée. J'aimerais leur rappeler également que demain matin à 9 h 30 nous avons une autre séance. Les témoins seront M. David Cohen, professeur de la faculté de droit de l'Université de la Colombie-Britannique; et M. Walter Raeppe,

the former Co-ordinator of Information, Conservation and Renewable Energy Branch.

Thanks very much. This committee will meet in the same room, 209. Try to be here at 9.30 a.m. sharp. I will be here, and we are going to start right on schedule.

Mr. Skelly: Is there any indication that Alistair Gillespie will be here?

The Chairman: I called him tonight during dinnertime. It was an answering service and it could not talk. I will do it tomorrow.

This meeting stands adjourned.

[Traduction]

Mlle MacDonald: Vous a-t-il été difficile de faire part de vos inquiétudes, à un quelconque moment, aux responsables du CNR?

M. Shirliffe: J'ai toujours eu l'appui le plus total des responsables du CNR, en ce qui concerne l'apposition de mon sceau sur le matériau, qui a été souvent contesté par les gens de l'industrie. Je n'ai eu aucune difficulté à faire part de mon information, de mes inquiétudes, aux gens nommés par ces autres ministères pour résoudre le problème, et je crois que c'est de cette façon, effectivement, qu'il fallait procéder.

The Chairman: On behalf of the members of the committee, I would like to thank Dr. Kerwin, Chairman of the National Research Council of Canada, as well as Mr. Pulfer, Mr. Crawford and Mr. Shirliffe.

I would also like to congratulate the members of the committee for their constant attendance. The meeting started at 9 o'clock this morning and we heard witness upon witness. I would like to remind them that we have another meeting tomorrow morning at 9.30. Our witnesses will be Mr. David Cohen, from the Faculty of Law, University of British Columbia, and Mr. Walter Raeppe,

ancien coordonnateur de l'Information, Bureau de la conservation et des énergies renouvelables.

Je vous remercie tous. Le Comité se réunira dans cette même salle 209. Soyez ponctuels. Je serai à l'heure, et nous commencerons à l'heure prévue précise.

M. Skelly: Alistair Gillespie sera-t-il présent?

Le président: Je l'ai appelé pendant le dîner. C'est le répondeur automatique qui m'a répondu. Je le rappellerai demain.

La séance est levée.

R 246 S 0383 173379-8
UNIV TORONTO
REFERENCE LIBRARY
TORONTO ON M5S 1A5



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the National Research Council of Canada:

Dr. L. Kerwin, President;
Mr. C.B. Crawford, Director, Division of Building
Research;
Mr. Cliff Shirtliffe, Research and Analyst Engineer.

Du Conseil national de recherches Canada:

D^r L. Kerwin, président;
M. C.B. Crawford, directeur, Division de recherches en
bâtiment;
M. Cliff Shirtliffe, ingénieur, recherche et analyse.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 42

Tuesday, October 5, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 42

Le mardi 5 octobre 1982

Président: M. Marcel Roy, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Inquiry into urea formaldehyde foam insulation

CONCERNANT:

Étude sur la mousse isolante d'urée formol

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Bloomfield
Cardiff
Côté (Mrs.)
Frith
Gurbin

Hawkes
Hudecki
Killens (Mrs.)
Kristiansen
MacDonald (Miss)

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Marceau
McCauley
McGrath
McLean

Scott (*Hamilton—
Wentworth*)
Skelly
Tessier
Watson—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, October 5, 1982:

Mrs. Côté replaced Mr. Bossy;
Mr. Cardiff replaced Mr. Oberle.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 5 octobre 1982:

M^{me} Côté remplace M. Bossy;
M. Cardiff remplace M. Oberle.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, OCTOBER 5, 1982
(53)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:38 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Côté, Messrs. Frith, Hudecki, Miss MacDonald, Messrs. Marceau, McCauley, McGrath, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly, Tessier and Watson.

Other Member present: Mr. Lapierre.

Witnesses: Mr. David Cohen, Assistant Professor, Faculty of Law, University of British Columbia; Mr. Walter Raeppe, Former Coordinator of Information, Conservation and Renewable Energy Branch, EMR; and Mr. George Brewer, formerly from C.M.H.C.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Dr. Tom Curren, Mr. Guy Beaumier and Mr. Jacques Rousseau.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, July 26, 1982, regarding urea formaldehyde foam insulation.

The witnesses made statements and answered questions.

It was agreed,—That the document entitled—Public and Private Law Dimensions of the UFFI Problem (Chapters 1 and 2)—submitted by Assistant Professor D.S. Cohen, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "SNTE-20"*)

It was agreed,—That the documents mentioned by Assistant Professor D.S. Cohen during the course of his testimony be circulated to the Members of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

At 1:22 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING
(54)

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 2:13 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Côté, Messrs. Hudecki, Lang, Miss MacDonald, Messrs. Marceau, McCauley, McGrath, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly and Tessier.

Witnesses: From the UFFI Centre: Mr. Campbell Mackie, Federal Coordinator and Mr. Doug Youngston, Director, Technical Services, Mr. A. Bowles, former Secretary, Canadian General Standards Board.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Dr. Tom Curren, Mr. Guy Beaumier and Mr. Jacques Rousseau.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 5 OCTOBRE 1982
(53)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h38 sous la présidence de M. Marcel Roy, (président).

Membres du Comité présents: M^{me} Côté, MM. Frith, Hudecki, M^{lle} MacDonald, MM. Marceau, McCauley, McGrath, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly, Tessier et Watson.

Autre député présent: M. Lapierre.

Témoins: M. David Cohen, professeur adjoint, Faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique; M. Walter Raeppe, ancien coordonnateur du bureau de l'information, de la conservation et des énergies renouvelables, EMR; et M. George Brewer, anciennement à la SCHL.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: MM. Tom Curren, Guy Beaumier, et Jacques Rousseau.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 28 juillet 1982 concernant la mousse isolante d'urée formaldéhyde.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Il est convenu,—Que le document intitulé «*Public and Private Law Dimensions of the UFFI Problem*» (chapitres I et II)—soumis par l'adjoint de recherche D.S. Cohen, soit joint aus procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir appendice «SNTE-20»*).

Il est convenu,—Que les documents dont a parlé M. D.S. Cohen au cours de son témoignage soient distribués aux membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

A 13h22, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(54)

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 14h13 sous la présidence de M. Marcel Roy, (président).

Membres du Comité présents: M^{me} Côté, MM. Hudecki, Lang, M^{lle} MacDonald, MM. Marceau, McCauley, McGrath, Roy, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Skelly et Tessier.

Témoins: Du centre UFFI: M. Campbell Mackie, coordonnateur fédéral et M. Doug Youngson, directeur, services techniques. M. A. Bowles, ancien secrétaire, Office canadien des normes générales.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: MM. Tom Curren, Guy Beaumier, et Jacques Rousseau.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, July 26, 1982 concerning urea formaldehyde foam insulation.

The witnesses made statements and answered questions.

At 4:50 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 4:54 o'clock p.m., the sitting resumed.

At 6:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 26 juillet 1982 portant sur la mousse isolante d'urée formaldéhyde.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 16h50, le Comité suspend ses travaux.

A 16h54, le Comité reprend ses travaux.

A 18h05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, October 5, 1982

• 0938

The Chairman: I call this meeting to order. This committee now resumes consideration of its order of reference dated Monday, July 26, 1982 on urea formaldehyde foam insulation.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I was under the impression that, basically, Nicole Lamer was representing the federation of urea formaldehyde foam groups in the Province of Quebec, and that Mr. Gravel apparently is not a member of that organization; however I, as one member of the committee, was under the impression that he was. Apparently he was appearing as an independent individual who had been requested by someone else—that was the matter with that witness, was it?—who would have appeared much the same way that Mr. Cocolicchio did, independently, on his own. Mr. Gravel appeared on his own and the basic statements of the Quebec federation were represented by the other two people.

• 0940

The Chairman: I am going to ask the clerk to clarify the point.

The Clerk of the Committee: Mr. Gravel asked to appear as a separate request. He was asked at that time if he would like to appear with the group in the morning, under the advisory council, or in the afternoon with the group from *La Fédération des Comités de Victimes*, as we were trying to keep it by provinces. He decided to come in the afternoon with the Quebec group, representing the Laval group.

Mr. Skelly: I just wanted to make sure, because I was confused at that point. I thought he was attending with the Quebec federation and yet he was there independently. Okay, thank you.

The Chairman: I think you are quite correct. I was under the impression that he was a member of the federation too, but he organized a regional meeting on the Laval and Basses Laurentides report on behalf of the federation's regional group. He was there when they presented a brief at the regional level in Laval and Basses Laurentides. I thought he was a member of the federation, but he was not.

Mr. Skelly: This is the confusing item, that we did have four representatives from the Province of Quebec here. But I guess Mr. Gravel and Mr. Cocolicchio were representing themselves and the specific organizations they were involved with, but the other two represented were there on the authority of the federation, being executive members and authorized to make that presentation upon all. I was a bit confused yesterday, as a member of the committee, and the question was asked last night, so I just wanted to verify that was the case.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 5 octobre 1982

Le président: Je déclare la séance ouverte. Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 26 juillet 1982 concernant la mousse isolante d'urée formaldéhyde.

M. Skelly: Monsieur le président, je croyais que Nicole Lamer représentait la Fédération des groupes de lutte contre la mousse d'urée formaldéhyde dans la province de Québec. En tant que membre du Comité, je croyais que M. Gravel faisait aussi partie de cette organisation bien que, apparemment, ce ne soit pas le cas. En tant que membre du Comité, je croyais que M. Gravel faisait aussi partie de cette organisation bien que, apparemment, ce ne soit pas le cas. Il témoignait, semblait-il, à titre d'indépendant à la demande de quelqu'un d'autre. C'est bien ce dont il s'agit quant à ce témoin, n'est-ce pas? Il s'est présenté au même titre que M. Cocolicchio, comme indépendant. Ainsi, M. Gravel a témoigné pour lui-même, et les déclarations de base de la Fédération québécoise ont été faites par les deux autres personnes.

Le président: Je demande au greffier d'éclaircir ce point.

Le greffier du Comité: M. Gravel a demandé à comparaître séparément. On lui a demandé alors s'il désirait témoigner avec le groupe au cours de la séance du matin, en présence du conseil consultatif, ou l'après-midi avec le groupe de la Fédération des Comités de Victimes, étant donné que nous tentions de grouper les témoignages par provinces. Il a décidé de venir l'après-midi avec le groupe québécois, pour représenter le groupe de Laval.

M. Skelly: Je désirais être certain sur ce point. Je croyais qu'il témoignait avec la fédération québécoise alors qu'en réalité il s'est présenté à titre d'indépendant. C'est bien, je vous remercie.

Le président: Vous avez eu raison, je croyais également qu'il faisait partie de la fédération. Cependant, il a organisé une réunion régionale concernant le rapport de Laval et des Basses Laurentides pour le compte du groupe régional de la fédération. Il était là lorsqu'ils ont présenté un mémoire au niveau régional pour Laval et les Basses Laurentides. Je croyais qu'il était membre de la fédération, mais c'est faux.

M. Skelly: Oui, cela prêtait à confusion, il y avait ici quatre représentants de la province de Québec. Mais je suppose que M. Gravel et M. Cocolicchio ont témoigné à titre personnel et pour les organisations particulières dont ils font partie. Les deux autres personnes, cependant, représentaient la fédération en tant que membres de l'exécutif et autorisés à témoigner. Pour ma part, à titre de membre du Comité, ce point n'était pas clair, et comme la question a été posée hier soir, je voulais vérifier si une précision était nécessaire.

[Text]

The Chairman: When I referred to that brief yesterday, I think during the meeting the brief was presented on behalf of the federation in Laval, but I do not know if he is a member of not. He is a victim.

Mr. Skelly: Yes. I understand what happened there; I was just confused about who was representing whom there.

Le président: Nous avons commencé à siéger à 9 heures hier matin. Nous avons continué d'entendre les témoignages des fédérations de diverses provinces hier soir concernant notre Ordre de renvoi. Alors, je vous fais grâce de la lecture de notre Ordre de renvoi.

Je vois qu'il y a des députés qui n'étaient pas ici hier. Si ces députés désirent prendre connaissance de l'Ordre de renvoi, le greffier pourra en faire circuler des copies.

Aujourd'hui à notre réunion de 9h30, nous avons comme témoins M. David Cohen, professeur de la faculté de droit, de l'Université de la Colombie-Britannique; et M. Walter Raeppe, ancien coordonnateur d'information, Bureau de la conservation et des énergies renouvelables.

A 11 heures, le témoin sera M. George Brewer, anciennement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

A 14 heures cet après-midi, M. Campbell Mackie, coordonnateur fédéral pour le Centre de la MIUF.

A 15h30, nous aurons M. Alan Bowles, de l'Office des normes générales du Canada.

Malheureusement, nous n'avons pu encore avoir la communication avec M. Gillespie. Nous continuons nos démarches. Je constate que quelqu'un est absent ce matin. Il tente de rejoindre M. Gillespie pour la réunion de ce soir. Mais comme il ne reste pas beaucoup de temps, je pense que ce soir nous n'aurons pas de réunion à moins qu'un membre du Comité nous avise du contraire.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, could we seek consent for Mr. Gillespie to appear before the committee and testify very soon because of the compressed time and the limited number of witnesses we are allowed to call?

• 0945

If he does not make confirmation tonight or earlier on this afternoon, I would like to change. We have another witness who would impinge directly on testimony to be given by Mr. Ouellet, and I would like to change my witness if, in fact, he cannot give us an indication that he will . . .

As we drag on through these hearings, I may lose the opportunity of bringing the witness forward—if he does not confirm. So if you could inform me later on this afternoon, I will give the clerk the name of the witness.

The Chairman: We can schedule a meeting for Wednesday night. I think Wednesday night is still free. Okay?

Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, on the same point of order, if Mr. Gillespie cannot make it during

[Translation]

Le président: J'ai cité ce mémoire, hier, je crois, au cours de la réunion pendant laquelle il a été présenté au nom de la fédération de Laval. Cependant, j'ignore si ce témoin est membre de cet organisme. Il s'agit d'une victime.

M. Skelly: Oui. Je comprends ce qui s'est produit. Il n'était pas clair pour moi qui représentait qui.

The Chairman: We called the meeting to order at 9 yesterday morning. Last night we resumed hearing evidence presented by federations from various provinces on our Order of Reference. So, I will spare you the reading of our Order of Reference.

I see members of Parliament that were not here yesterday. If these members want to acquaint themselves with the Order of Reference, I will have the clerk circulate copies.

Today at 9:30 a.m. the witnesses will be: Mr. David Cohen, Professor at the Law Department of the University of British Columbia, and Mr. Walter Raeppe, former information coordinator of the Conservation and Renewable Energy Branch.

At 11:00 a.m., the witness will be Mr. George Brewer, formerly of the Canada Mortgage and Housing Corporation.

At 2:00 p.m., we will hear Mr. Campbell Mackie, Federal Co-ordinator for the U.F.F.I. Centre.

At 3:30 p.m., we will have Mr. Alan Bowles of the Canadian General Standards Board.

Unfortunately, we have not been able to contact Mr. Gillespie yet. We are still trying to reach him. I see someone is missing this morning. He is trying to reach Mr. Gillespie for this evening's meeting. But, as there is very little time left, I do not think there will be any meeting tonight unless a member of the committee advises us otherwise.

M. Skelly: Monsieur le président, pourrait-on demander si tout le monde est d'accord pour que M. Gillespie vienne témoigner devant le Comité très bientôt en raison du peu de temps dont nous disposons et du nombre limité de témoins que nous pouvons appeler?

S'il ne donne pas confirmation ce soir ou plus tôt cet après-midi, j'aimerais changer. Nous avons un autre témoin dont le témoignage serait en relation directe avec celui qui sera donné par M. Ouellet et j'aimerais changer mon témoin si, en fait, il ne peut nous indiquer qu'il . . .

Comme nous avançons lentement dans nos travaux, je pourrais perdre l'occasion de faire venir le témoin . . . S'il ne donne pas confirmation. Ainsi, si vous pouviez me donner ce renseignement plus tard cet après-midi, je vais donner au greffier le nom du témoin.

Le président: Nous pouvons prévoir une réunion pour mercredi soir. Je pense que mercredi soir est encore libre. D'accord?

Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, sur le même point d'ordre, si M. Gillespie ne peut venir au

[Texte]

this week's hearings, if for any reason he does not want to come this week, can we also schedule a later meeting with Mr. Gillespie at that same subcommittee hearing on Wednesday?

The Chairman: Yes.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): It is imperative that we get the former Minister of Energy, Mines and Resources here, because he can fill in a lot of the important background beginning to unfold in this urea formaldehyde crisis. So I would share Mr. Skelly's concern and desire to get Mr. Gillespie before this committee, if not this week, then at subsequent sessions.

The Chairman: The problem the Chair has—I want to make the clarification for the record—Mr. Gillespie has never mentioned he does not want to attend the meeting. He says the timing is short, and he was not available when we called him. But from that time, we have tried to keep in touch with him. We called him last night and we are to call him this morning.

The problem we have to face is that we do not want to prolong the sessions after this week, if it is possible to have all the witnesses this week. The research staff will start to draft the report, and that is a problem.

I have two different demands. Mr. Skelly wants to put another witness on the list, and you want to keep Mr. Alastair Gillespie on the list. Those are two different demands.

Mr. Skelly: Unfortunately, I have only had the opportunity to call three sets, and I want Mr. Gillespie here. But, obviously, we are into a little game of cat and mouse with the schedule, where if he cannot be here, I am going to lose a witness; and I do have a substantial list of fairly important witnesses.

One witness would impinge on the testimony to be given by Mr. Ouellet tomorrow. So if this evening is vacant, and by late afternoon we can get an indication he is not going to attend, I would like to have somebody appear who might be able to elaborate some of the statements that would be made by Mr. Ouellet.

So it places me in a very awkward position as inquiring into this, and as much as anyone else, I . . . Mr. Gillespie certainly is a very important player in this entire thing; but certainly, I assume some of the statements to be laid down would demand a public answer, in one way or another.

Miss MacDonald: On the same point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Madam MacDonald.

Miss MacDonald: Without trying to change the schedule or add to it unnecessarily, I just want to point out I think an hour reserved for the minister, Mr. Ouellet, is entirely too short.

[Traduction]

cours des audiences de cette semaine, si pour quelque raison que ce soit il ne veut pas venir cette semaine, pouvons-nous également prévoir une réunion ultérieure avec M. Gillespie au cours de la même audience du sous-comité mercredi?

Le président: Oui.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Il est indispensable que nous entendions l'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ici, parce qu'il peut nous donner un grand nombre de renseignements sur les origines qui commencent à être aperçues de cette crise de l'urée formaldéhyde. C'est pourquoi je partage les préoccupations de M. Skelly qui désire entendre M. Gillespie devant ce comité, sinon cette semaine. au cours d'une session subséquente.

Le président: Le problème de la présidence—je veux donner cette explication pour le procès-verbal—M. Gillespie n'a jamais indiqué qu'il ne veut pas assister à la réunion. Il dit que le préavis est court et qu'il n'était pas disponible lorsque nous l'avons convoqué. Mais depuis ce temps, nous avons essayé de rester en communication avec lui. Nous l'avons appelé hier soir et nous allons l'appeler ce matin.

Le problème devant lequel nous nous trouvons est que nous ne voulons pas prolonger les sessions après la fin de cette semaine, s'il est possible d'entendre tous les témoins cette semaine. Le personnel de recherche commencera à rédiger le rapport et ceci constitue un problème.

J'ai deux demandes différentes. M. Skelly veut ajouter un autre témoin à la liste et vous voulez conserver M. Alastair Gillespie sur cette liste. Ce sont deux demandes différentes.

M. Skelly: Malheureusement, je n'ai eu la possibilité d'appeler que trois séries de témoins et je veux entendre M. Gillespie ici mais, évidemment, nous nous livrons à un petit jeu du chat et de la souris au sujet du calendrier dans lequel, s'il ne peut être ici, je vais perdre un témoin et j'ai encore une longue liste de témoins assez importants.

Un témoin empiéterait sur le témoignage qui sera donné par M. Ouellet demain. Alors, si ce soir est libre et si, à la fin de l'après-midi, il peut nous être indiqué qu'il ne viendra pas, je voudrais que quelqu'un capable de développer certaines des affirmations qui seraient faites par M. Ouellet paraisse devant nous.

Ceci me met dans une position très embarrassante lorsque je demande cela et, autant que quiconque, je . . . M. Gillespie est certainement un personnage très important dans tout cela mais, certainement, je suppose que certaines des affirmations qu'il fera exigera une réponse faite en public, d'une façon ou d'une autre.

Mlle MacDonald: Sur le même point d'ordre, monsieur le président.

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: Sans essayer de modifier le calendrier ou d'y ajouter sans nécessité, je désire indiquer que je pense qu'une heure réservée pour le ministre, monsieur Ouellet, c'est beaucoup trop court.

[Text]

It may well be he will have a statement to make. There will be very little opportunity for questioning, and I want to serve notice we would certainly want him to come back, if the questioning has not been exhausted during that hour.

The Chairman: If we take a look at the agenda, I think Mr. Ouellet was scheduled for Wednesday at 2 o'clock, and we have not received a firm confirmation from Mr. Cohen. We are waiting for confirmation this morning from Mr. Harvey Cohen, Director of the Measure of the UFFI Project from Washington. We have not received confirmation, but we hope to receive it today.

If we do not receive this confirmation, we will—

Miss MacDonald: You can notify Mr. Ouellet that he can stay the rest of the afternoon with us and be our guest.

• 0950

The Chairman: I am not responsible for this agenda. I am responsible with you for this meeting on the agenda, but I am not responsible for Mr. Ouellet's agenda.

The minister has an obligation at 3.15. We have just received news from the doctor that Mr. Gillespie is sick and is not available this week.

Miss MacDonald: Is that a diplomatic illness?

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, then may I return to the point I was trying to make earlier, that at the steering committee meeting tomorrow afternoon we consider the very real possibility of additional sessions in order to get Mr. Gillespie here, and, if Mr. Cohen should show up, that we recall the Minister of Consumer and Corporate Affairs, if we only end up having an hour with him tomorrow—but that can all be decided at the steering committee meeting. I would just ask you to keep your mind open to the possibility of further sessions to get Mr. Gillespie here once he has recovered.

The Chairman: Okay.

Mr. Skelly: There is a steering committee meeting tomorrow, is there?

The Chairman: Yes.

Mr. Skelly: I wonder whether we might not be able to get consent at that meeting that this committee would meet when he is unsick.

The Chairman: Whether we change the agenda is up to you to decide, but I am the chairman of this committee and I had a unanimous consensus on the agenda we tabled at the beginning of the session. At that time we agreed it would be an intensive session this week; we would receive all the witnesses this week and the research staff would start to draft our report. We will have some other meetings to discuss the report and so on and so forth, that is for sure.

[Translation]

Il se peut que nous ayons une déclaration à faire. Nous aurons très peu l'occasion de poser des questions et je veux prévenir que nous voudrions certainement qu'il revienne devant nous s'il n'a pas terminé de répondre à nos questions au cours de cette heure.

Le président: Si nous étudions l'ordre du jour, je pense que M. Ouellet était inscrit pour mercredi à 2h00 et nous n'avons pas reçu de confirmation ferme de M. Cohen. Nous attendons confirmation ce matin de M. Harvey Cohen, directeur du projet de mesurage de la MIUF, de Washington. Nous n'avons pas reçu confirmation, mais nous espérons la recevoir aujourd'hui.

Si nous ne recevons pas cette confirmation nous . . .

Mlle MacDonald: Vous pouvez indiquer à M. Ouellet qu'il peut rester avec nous le reste de l'après-midi et être notre invité.

Le président: Je ne suis pas responsable de cet ordre du jour. Je suis responsable avec vous de cette audience mais je ne suis pas responsable de l'emploi du temps de M. Ouellet.

Le ministre a un rendez-vous à 3h15. Nous venons de recevoir du médecin la nouvelle que M. Gillespie est malade et ne sera pas disponible cette semaine.

Mlle MacDonald: Est-ce une maladie diplomatique?

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, puis-je alors revenir à ce que j'essayais de dire auparavant, qu'au cours de la réunion du comité directeur de demain après-midi, nous considérons la possibilité très réelle de tenir des audiences additionnelles afin que M. Gillespie vienne et, si M. Cohen devait se présenter, que nous rappelions le Ministre de la Consommation et des Corporations si nous finissons par n'avoir qu'une heure avec lui demain . . . mais tout cela peut être décidé au cours de la réunion du comité directeur. Je vous demanderais seulement de garder à l'esprit la possibilité de tenir d'autres audiences pour que M. Gillespie se présente une fois qu'il sera guéri.

Le président: Très bien.

M. Skelly: Il y a une réunion du comité directeur demain, n'est-ce pas?

Le président: Oui.

M. Skelly: Je me demande si nous ne pourrions pas obtenir, au cours de cette réunion, un consentement pour que ce comité se réunisse lorsqu'il ne sera plus malade.

Le président: Il vous appartient de décider de modifier l'ordre du jour mais je suis le président de ce Comité et j'ai obtenu votre consentement unanime au sujet de l'ordre du jour que nous avons déposé au début de la session. À ce moment, nous avons été d'accord pour dire que nous aurions une session intensive cette semaine; nous recevions tous les témoins cette semaine et le personnel de recherche commencerait à rédiger notre rapport. Nous aurons d'autres réunions pour étudier le rapport, etc., etc., c'est sûr.

[Texte]

I was under the impression that this was the only week to receive briefs on this order of reference. If you want to change this agenda, I think we should discuss it in the steering committee. I am in your hands. If you want to prolong it another week, two weeks, it is up to you to decide. But I want to make it very clear for the record that we made an agreement to have an intensive session this week. We all agreed on that, and now you ask for other witnesses, you want to put some other witnesses on the list.

It is up to you to decide, but I want to clarify the situation. I can receive other requests from other members, and yesterday I was pleased to receive new members around the table, but if those members want to get in other witnesses and to invite new witnesses, I would like to know exactly what the stand for the chairman will be.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I understood, although we opposed it, that, first of all, this committee was to be a subcommittee; and that did not materialize. I think it has gone smoothly, although I was reluctant in the beginning to see that happen. The second thing that happened was a decision to compress these hearings into an entire week. This is literally one of the most complicated issues facing the 32nd Parliament. It affects a quarter of a million people, and to stuff it into a whole week, or into a limited space of five days, is ludicrous. Yet the subcommittee in its wisdom saw that as a great idea.

The House of Commons laid down eight basic terms of reference, and then you allow the NDP only three witnesses. Obviously we cannot cover the eight terms of reference. So our opportunity as, I think, a major concerned group in this is certainly limited by the fact that we can only have three witnesses. Now, when one of the major witnesses, for the flimsiest of excuses in the world, will not appear in front of this committee—all I am asking is at least some basic modicum of fairness in allowing me to call one more witness, who will basically lay down some statements that affect Mr. Ouellet's testimony.

I think Mr. Ouellet was one of the vital players in this. If we look at his role as general organizer of the Liberal Party in the Province of Quebec—and Lamoureux for the Board of Review, the same thing as Turner the person who initiated it, the same thing: my God, this thing is really in a very serious situation. I think you as chairman have an obligation at least to allow us to call one more witness. That was the original agreement.

• 0955

I will get that name to the clerk this afternoon to make it as convenient as possible.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): On the same point of order, Mr. Chairman.

[Traduction]

J'avais l'impression que cette semaine était la seule semaine prévue pour recevoir des mémoires sur ce mandat. Si vous voulez modifier ce calendrier, je pense que nous devrions étudier cela à la réunion du comité directeur. Je suis à vos ordres. Si vous voulez prolonger la session d'une autre semaine, de deux semaines, c'est à vous de décider. Mais je veux dire très clairement pour le procès-verbal que nous avions été d'accord pour avoir une session intensive cette semaine. Nous avons été tous d'accord sur ce sujet et maintenant vous demandez à entendre d'autres témoins, vous voulez ajouter d'autres témoins à la liste.

Il vous appartient de décider, mais je veux expliquer la situation. Il est possible que je reçoive d'autres demandes des autres membres et hier, j'ai eu le plaisir de recevoir de nouveaux membres autour de cette table mais s'ils veulent ajouter d'autres témoins et inviter de nouveaux témoins, je voudrais connaître exactement quelle position devra prendre votre président.

M. Skelly: Monsieur le président, j'ai compris, bien que nous nous y soyons opposés, que tout d'abord ce Comité était un sous-comité; nous n'avons pas eu gain de cause. Je pense que tout a bien marché même si je n'étais pas satisfait au début. La deuxième chose qui est arrivée a été une décision de tenir toutes les audiences la même semaine. Cette question est littéralement l'une des questions les plus compliquées que doit résoudre le 32^e Parlement. Elle touche un quart de million de personnes et l'étudier en une seule semaine ou dans une limite de cinq jours est ridicule. Cependant, dans sa sagesse, le sous-comité a considéré cela comme une très bonne idée.

La Chambre des communes a donné huit mandats de base et vous permettez au NPD de ne faire entendre que trois témoins. Il est évident que nous ne pouvons remplir les huit mandats. Par ailleurs, les possibilités que nous avons à titre, je pense, de groupe principal intéressé à la question sont certainement limitées par le fait que nous n'aurons que trois témoins. De plus, lorsque l'un des principaux témoins, avec l'excuse la plus futile du monde, ne se présentera pas devant ce Comité... tout ce que je demande est au moins un peu d'équité en me permettant de convoquer un témoin de plus qui fera certaines déclarations au sujet du témoignage de M. Ouellet.

Je pense que M. Ouellet a été l'un des acteurs principaux dans tout ceci. Si nous étudions son rôle d'organisateur général du parti libéral dans la province de Québec... et Lamoureux pour Commission d'étude, la même chose que Turner, la personne qui a tout commencé, la même chose: mon Dieu, la situation est réellement très sérieuse. Je pense que vous, comme président, êtes obligé de nous permettre au moins de convoquer un témoin de plus. C'était l'entente originale.

Je donnerai ce nom au greffier cet après-midi pour faciliter les choses le plus possible.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): A ce même propos, monsieur le président.

[Text]

Le président: J'aimerais répondre à M. Skelly. Il s'agit du Comité permanent de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales qui siège actuellement et non pas d'un sous-comité. Cela a été adopté lors d'une réunion du Comité le 23 août. A ce moment-là, il a été décidé qu'il s'agissait d'un comité permanent auquel participaient tous les membres réguliers du Comité et non pas d'un comité restreint ou limité. Vous mentionnez que vous avez été limité à trois témoins. Si on considère la liste de témoins qui a été distribuée hier lors de la première réunion, je pense qu'il y a beaucoup plus que trois témoins. Seulement dans la journée d'hier, je pense que 20 personnes sont venues témoigner. Or, il ne faudrait pas laisser entendre aux gens que vous avez été limité à trois témoins. Je pense que la liste des témoins confirme que le comité directeur n'a pas restreint les députés à un nombre limité de témoins. Ce programme a été adopté à l'unanimité. Alors, le président n'a absolument pas limité le nombre de témoins. Je voulais clarifier cela.

J'ai mentionné à la première séance qu'il s'agissait d'une étude très objective pour faire la lumière sur l'utilisation de l'urée formol comme isolant. Il ne faudrait pas qu'on donne l'impression qu'on a quelque chose à cacher. Si l'ancien ministre Allistair Gillespie était disponible, je serais le premier intéressé pour qu'il vienne comparaître devant le Comité. Soyez-en assurés. Et s'il faut tenir une réunion plus tard, je suis prêt à cela. Mais, je ne voudrais pas rouvrir la liste des témoins et que cette liste s'allonge tous les jours.

I agree to receive Mr. Gillespie. If we have to postpone matters and have another special meeting during the session, we will see Mr. Gillespie. Actually, he is going to be the last witness, if possible, on the list.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, there is only one thing really, and you will recall the memo which was circulated with its suggestion. Yet today, actually, and from my understanding at the steering committee, I have been left with another impression. I may have been mistaken—and I want to acknowledge the co-operation of the clerk and the Chair and everyone in the procedure; I do not want to leave that impression either—but I had the mistaken suggestion that, as per that memo, we were limited. So I would end it right here then. Maybe we will talk about it later.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, this is on one point of order. If I may just make our position perfectly clear. When we had argued for the special subcommittee which then became a hearing before the standing committee, at that time we also expressed reservations that we could do everything in just five days on such a massive and complex subject as this. We also pointed out that there were a couple of important key witnesses whom we wanted to call who are now involved in an environmental conference in Banff this week and could not be here. So for that reason we left open the point that, if necessary, we would like to have another day or two as an extension of these hearings so as to be able to bring in at least one witness I can think of. Now it turns out that Mr. Gillespie also may be able to be fitted into that day. So in other words, Mr. Chairman, I would ask that you not close the

[Translation]

The Chairman: I would like to answer Mr. Skelly. It is the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs that is meeting now, not a subcommittee. This was adopted at a meeting of the committee on August 23. At that time it was decided it would be a standing committee at which all the regular members of the committee would sit and not restricted or limited committee. You say that you have been limited to three witnesses. If one looks at the list of witnesses distributed yesterday, at the first meeting, I think there are more witnesses than three. Yesterday only, I think that 20 persons came to witness. Then, one should not let people believe that you were limited to three witnesses. I think the list of witnesses confirms that the steering committee has not restricted the members to a limited number of witnesses. This agenda was unanimously adopted. So the chairman has absolutely not limited the number of witnesses. I wanted to clarify that.

I mentioned at the first meeting that it was a very objective study to throw light on the use of urea formaldehyde as insulator. One should not give the impression that there is something to hide. If the former minister, Allistair Gillespie, were available, I would be the first one to be interested in him coming before this committee, I assure you. And if we must have a meeting later, I am ready for that. But I would not want to reopen the list of witnesses and to add to it every day.

J'accepte de recevoir M. Gillespie. Si nous devons reporter certaines choses et tenir une autre réunion spéciale au cours de la session, nous recevrons M. Gillespie. En vérité, il sera le dernier témoin, si c'est possible, de la liste.

M. Skelly: Monsieur le président, il n'y a pas en réalité qu'une chose et vous vous rappellerez la note qui a circulé et sa suggestion. Cependant aujourd'hui, et d'après ce que j'ai compris au comité directeur, j'ai eu une toute autre impression. Il se peut que je me trompe... et je veux remercier de leur coopération le commis et le président et tous ceux qui sont chargés de la procédure; je ne veux pas non plus abandonner cette impression... mais je m'étais imaginé par erreur que, par cette note, nous étions limités. Je vais donc m'arrêter exactement ici. Peut-être que nous en reparlerons plus tard.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, j'aurais une objection. si vous le permettez, je voudrais que notre position soit parfaitement claire. Lorsque nous avons demandé de créer le sous-comité spécial qui a tenu ses audiences devant le comité permanent, à cette époque nous avons également exprimé des doutes sur le fait que nous pourrions faire en cinq jours seulement tout ce qu'il faut faire sur un sujet aussi volumineux et complexe que celui-ci. Nous avons également souligné que nous voulions convoquer deux témoins importants qui participent actuellement à une conférence sur l'environnement à Banff, cette semaine, et ne pouvaient être ici. C'est la raison pour laquelle nous avons indiqué que, si c'était nécessaire nous voudrions prolonger ces audiences d'un autre jour ou deux afin de pouvoir entendre au moins un témoin auquel je pense. Maintenant, il s'avère que M. Gilles-

[Texte]

door on further days of hearings. We will discuss this at the subcommittee meeting tomorrow. Okay?

Le président: Je voudrais mentionner que suite à la publicité qui a été faite dans tous les journaux à travers le Canada, nous avons reçu 20 demandes de la part d'organismes ou d'individus qui voulaient venir témoigner devant le Comité.

• 1000

Cette annonce a paru dans tous les journaux à travers le pays, soit les journaux spécialisés qui pourraient être intéressés au dossier que nous étudions. Il ne faudrait pas donner plus d'ampleur et aggraver le problème. Je pense qu'il nous faut trouver des solutions. Il ne faudrait pas apeurer tout le monde au sujet de l'usage de l'urée formol comme isolant, mais essayer de trouver des solutions au problème.

Alors, avec votre permission, nous allons commencer ce matin avec les témoins que nous avons.

I call Mr. David Cohen, who is Professor, Faculty of Law, University of British Columbia, to present his brief. He is with Mr. Walter Raepple, Former Co-ordinator of Information, Conservation and Renewable Energy Branch.

I do not know if you want to . . .

Mr. Tessier.

M. Tessier: Monsieur le président, on dit de M. Raepple qu'il est l'ancien coordonnateur de l'information, est-ce qu'on pourrait savoir ce qu'il est actuellement?

Le président: Oui. Il va nous le dire lorsqu'il présentera son mémoire.

I yield the floor to Mr. Cohen.

As I mentioned, we will here until 11 o'clock. We have other witnesses at 11 o'clock. We want to give time to the members to question the witnesses.

Mr. Cohen.

Mr. David Cohen (Professor, Faculty of Law, University of British Columbia): Thank you very much.

I will be directing my comments to the first issue of the committee's mandate, the process used to approve the material for use in Canadian homes.

I am delivering a paper at the University of Toronto in about three weeks which is entitled *The Public and Private Law Dimensions of the Urea Formaldehyde Problem*. It is going to be focusing on the potential legal responsibility of the federal government and of various industry participants in the UFFI problem. As an introduction to that paper, I have attempted to describe in two chapters the government involvement in the urea formaldehyde foam approval process and the industry involvement.

[Traduction]

pie pourrait également être entendu ce jour-là. Alors, en d'autres mots, monsieur le président, je voudrais que vous ne refusiez pas de tenir d'autres audiences. Nous étudierons cela au cours de la réunion du sous-comité. D'accord?

The Chairman: I would like to mention that following the advertising done in all the newspapers throughout Canada we have received 20 requests from organizations or individuals that wanted to appear before the committee.

That announcement has been published in every newspaper throughout the country, more precisely the specialized newspapers that could be interested by the subject of our study. The problem should not be overemphasized or exaggerated. I think that we have to find solutions. Instead of scaring everybody about the use of UFFI, we should try to find some solutions to the problem.

So, with your permission, we will hear our first witnesses this morning.

Je demande à M. David Cohen, professeur à la faculté de droit de l'Université de la Colombie-Britannique, de présenter son mémoire. Il est accompagné de M. Walter Raepple, ex-coordonateur de l'information au Bureau de la conservation et des énergies renouvelables.

Je ne sais pas si vous soulez . . .

Monsieur Tessier.

Mr. Tessier: Mr. Chairman, Mr. Raepple is said to be the former Co-ordinator of Information. Could we know what is his present job?

The Chairman: Yes. He will tell us when he will present his brief.

Je laisse la parole à M. Cohen.

Comme je l'ai déjà dit, nous allons être ici jusqu'à onze heures. Nous devons entendre d'autres témoins à cette heure. Nous voulons laisser le temps aux membres du Comité de poser des questions aux témoins.

Monsieur Cohen.

M. David Cohen (professeur, faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique): Merci beaucoup.

Mes commentaires porteront sur le premier volet du mandat du Comité, soit le processus d'approbation des matériaux destinés aux habitations canadiennes.

Dans environ trois semaines, je présenterai un mémoire, intitulé *The Public and Private Law Dimensions of the Urea Formaldehyde Problem*, à l'Université de Toronto. Ce mémoire porte sur la responsabilité juridique qui pourrait incomber au gouvernement fédéral et aux dirigeants de l'industrie touchés par le problème de la MIUF. En guise d'introduction à ce mémoire, j'ai tenté de décrire en deux chapitres la participation du gouvernement et de l'industrie au processus d'approbation de l'usage de la mousse d'urée formaldéhyde.

[Text]

Here is a copy of the first two chapters of the paper. I can table them with the committee. If members of the committee would like a copy, I would assume they can be made for them. What I will be doing this morning is going through much of that quite quickly.

I would state that I have been working on this problem for more than 18 months and I have barely touched the surface. This is public information, but it describes the government involvement, industry involvement.

The Chairman: May I attach it as an appendix? The title is *The Public and Private Law Dimensions of the UFFI Problem*, Professor D.S. Cohen, Assistant Professor, Faculty of Law, University of British Columbia, October 23, 1982.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Cohen: In the course of my research I have identified a number of Crown corporations and government departments that were involved in the UFFI "approval" process from 1970 to 1977. These include the Canada Mortgage and Housing Corporation, the National Research Council, the Department of National Health and Welfare, the Department of Energy, Mines and Resources, the Canada Government Specifications Board, now the Canada General Standards Board, CGSB—the name changed but nothing else did—who were established under the Department of Supply and Services, and a variety of industry participants.

The history, quite briefly, of government involvement in urea formaldehyde began in about 1970, when the CMHC referred the issue of the development of a UFFI standard to the CGSB. There were two products being sold in Canada in the late sixties, early seventies. They had been issued acceptance numbers by CMHC. There were reports of instability and corrosion and deterioration at that point in time. CMHC referred the matter to the CGSB. The CGSB established a working group, a subcommittee of the Committee on Cellular Plastic Insulation. This was back in the early seventies, and there essentially was not any significant development from about 1970 until about 1975. In 1972, the CMHC withdrew its acceptance numbers on these earlier products, but the products were not marketed to any substantial degree in Canada during that period of time.

• 1005

By 1975, the CGSB working group had evolved into a committee on UF thermal insulation, which itself was broken down into three working groups. I think it is important to understand that there were three standards, or three responsibilities, that the CGSB had identified. One was a working group on test procedures, which is a working group established to develop what I call a product standard, a standard dealing with the actual manufacturers of the chemicals. They also established a working group on application procedures, which is a working group whose responsibility it was to establish a standard for the installation of the foam insulation on site. Thirdly, there was a working group to investigate buildings

[Translation]

Je présente ici une copie de ces deux chapitres. Je peux les déposer si vous le désirez. Et si des membres du Comité en désirent des copies, j'imagine qu'il est possible de leur en procurer. Ce matin, je vais passer ces deux chapitres en revue très rapidement.

Je m'occupe de cette question depuis plus de dix-huit mois, et je n'ai fait qu'effleurer la surface du problème. Les renseignements que je livre sont du domaine public, mais ils portent sur la responsabilité gouvernementale et de l'industrie.

Le président: Puis-je en faire une annexe à votre mémoire? Le titre est *The Public and Private Law Dimensions of the UFFI Problem*, Pr D.S. Cohen, professeur adjoint, Faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique, 23 octobre 1982.

Des voix: D'accord.

M. Cohen: Au cours de mes recherches, j'ai découvert qu'un certain nombre de sociétés de la Couronne et de ministères ont participé au processus d'approbation, de l'usage de la MIUF entre 1970 et 1977, notamment la Société centrale d'hypothèques et de logement, le Conseil national de recherches, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, la Commission des normes du gouvernement canadien, maintenant appelée l'Office des normes générales du Canada (ONGC)—le nom n'est plus le même, mais le reste demeure inchangé—relevant du ministère des Approvisionnement et Services, et divers représentants de l'industrie.

Très brièvement, le gouvernement a commencé à s'intéresser à la question de l'urée formaldéhyde vers 1970, lorsque la SCHL a demandé à l'ONGC d'élaborer une norme concernant cette substance. A la fin des années 1960 et au début des années 1970, deux produits se vendaient sur le marché canadien, deux produits portant chacun un numéro d'acceptation de la SCHL. A cette époque, des rapports révélaient des cas d'instabilité, de corrosion et de détérioration. La SCHL a confié l'étude de ces problèmes à l'ONGC, qui a créé un groupe de travail: un sous-comité du Comité des isolants en plastique cellulaire. C'était au début des années 1970, et la situation n'a pratiquement pas évolué jusqu'en 1975 environ. En 1972, la SCHL a retiré les numéros d'acceptation qu'elle avait donnés à ces deux produits, mais ceux-ci n'avaient pas fait l'objet d'un marketing intense pendant cette période.

En 1975, le groupe de travail de l'ONGC était devenu le comité de l'isolation thermique à l'urée formaldéhyde, qui se divisait en trois groupes de travail. Je pense qu'il est important de comprendre que l'ONGC avait élaboré trois normes, ou cerné trois champs de responsabilité. Un premier groupe de travail a été créé pour s'occuper des règles concernant les essais d'admissibilité, en fait pour élaborer ce que j'appelle une norme de produit, une norme destinée aux fabricants des produits chimiques. Un autre groupe de travail était chargé des règles relatives à l'utilisation des matériaux, d'élaborer une norme concernant la pose de la mousse. Enfin, un troisième groupe devait inspecter les bâtiments isolés à la mousse d'urée

[Texte]

insulated with urea formaldehyde foam—even in 1975 there were concerns, obviously, that the long-term stability or durability of the product deserved some attention. So these three working groups were established.

The committee on urea formaldehyde thermal insulation would vote on standards proposed by these working groups and in July, 1977 a product standard, the CGSB standard, dealing with the manufacturers of the component chemicals was, in fact, voted on by the CGSB committee on UF thermal insulation. There were 22 members of that committee at the time of the standard; seven were from industry and the rest were from government, various representatives of government departments and Crown corporations.

The standards board of the CGSB, the standards review board of the CGSB, would ratify the standards voted on and adopted by the committees. That was simply ratification to ensure that the procedures that the CGSB had established for the development of a standard had been complied with, there was no technical review. That ratification by the standards review board took place in October, 1977.

I will return to the CGSB later.

The only point I would make is that there is a paper—written by Alan Bowles, who was a Standards Officer with the CGSB, together with Cliff Shirliffe—published in 1978, which describes the CGSB activities in detail. I can give you the citation of that paper: It is "The Development of a Canadian Standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation". It was published in the *Thermal Insulation Performance*, a special technical publication by the ASTM, No. 718 and that paper starts at page 361 and goes on for about 90 pages. Mr. Bowles, who was the CGSB Standards Officer, and Mr. Shirliffe published this paper, which described the CGSB work in detail.

I can go on.

The CGSB, as I said, issued a standard, what I call a product standard, in July, 1977. There was a provisional application standard, simply a provisional application standard, issued in December, 1977. There was never any final application standard, ever, issued by the CGSB, to my knowledge, prior to the ban.

The participants at the CGSB: We have, first, the industry participants. There were several foam manufacturers, component chemical manufacturers, represented on the CGSB committees. The major industry participants were a company called Rapco Foam Incorporated and Borden Chemical Canada Ltd., two companies involved in the production of the component chemicals from which foam insulation is made and also involved extensively in the marketing of the product. Rapco Foam Incorporated was purchased—100 per cent of the common shares were purchased—by a company called Innocan Investments Ltd., a Montreal-based holding company, 40 per cent of whose shares were owned by the Canada Development Corporation. Innocan Investment had bought 100 per cent of Rapco Foam's common shares in late 1976 and

[Traduction]

formaldéhyde—même en 1975, on s'inquiétait, de toute évidence, à propos de la stabilité et de la durabilité à long terme de ce produit. Donc, trois groupes de travail ont été formés.

Le comité de l'isolation thermique à la mousse d'urée formaldéhyde a approuvé les normes élaborés par ces groupes de travail, et, en juillet 1977, il a en fait approuvé la norme de l'ONGC concernant la fabrication de ce produit. À cette époque, le comité comprenait 22 membres, dont sept représentaient l'industrie et les autres, des sociétés de la Couronne et des ministères.

Le conseil de révision des normes de l'ONGC a ratifié les décisions prises par les comités. Il s'agissait simplement de s'assurer que les règles d'élaboration des normes de l'ONGC avaient été respectées; il n'y a eu aucune révision technique. Cette ratification a eu lieu en octobre 1977.

Je parlerai de l'ONGC plus tard.

La seule chose que je voudrais dire, c'est qu'Alan Bowles, agent d'accréditation de l'ONGC à l'époque et Cliff Shirliffe ont publié en 1978 un article décrivant en détail les travaux de cet organisme. Je peux vous en donner le titre: *The Development of a Canadian Standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation*. Cet article paru dans le *Thermal Insulation Performance*, une publication technique spéciale de l'ASTM (numéro 718, p. 361), compte environ 90 pages. M. Bowles, agent d'accréditation de l'ONGC et M. Shirliffe y ont décrit en détail les travaux de cet organisme en cette matière.

Je peux poursuivre.

L'ONGC, comme je l'ai dit, a publié une norme, que j'appelle une norme concernant un produit, en juillet 1977. En décembre de la même année, elle a également publié une norme provisoire concernant l'utilisation de ce produit, je dis bien une norme provisoire. À ma connaissance, cet organisme n'a jamais publié de norme définitive concernant l'utilisation de ce produit avant son interdiction.

Parlons des personnes qui ont participé aux travaux de l'ONGC. Tout d'abord, les représentants de l'industrie; plusieurs fabricants de mousse isolante et de substances chimiques entrant dans sa fabrication siégeaient aux comités de l'ONGC. Les principaux représentants de l'industrie étaient la société Rapco Foam Incorporated et Borden Chemical Canada, toutes deux engagées dans la fabrication des composantes chimiques de la mousse isolante et aussi engagées à fond dans la commercialisation de ce produit. Rapco Foam Incorporated a été achetée—la totalité de ses actions ordinaires a été acquise—par Innocan Investments, une société de portefeuille dont le siège est à Montréal et dont 40 p. 100 des actions appartiennent à la Corporation de développement du Canada. À la fin de 1976, Innocan Investments avait acheté toutes les actions

[Text]

the CDC, at that point in time, owned 37 per cent of the common shares of Innocan; today they own 25 per cent.

• 1010

There was an Innocan Investment Limited vice-president involved in the negotiations with various government departments during the foam approval process, a Mr. Eric Baker. Now, Borden Chemical Company Canada Ltd. was also significantly involved in the CGSB. It had received money from the National Research Council to develop its foam process. It received patents both for a foam system and for equipment to install the foam and apparently, from Mr. Shirliffe and Mr. Bowles' report as well as from testimony at the Hazardous Products Board of Review, most of the data, the technical data upon which the CGSB relied, was supplied by Borden Chemical research scientists.

The questions that I have that have come out of my reading in this area are simply the extent to which either of these companies or any of the other companies involved, and I can give you their names if you are curious, had any knowledge of the health risks that we now know are associated with the foam.

There were public reports of health risks as early as 1976 in the United States. There were publications, environmental health and safety publications, in 1977, detailing health risks, and of course the question as to what extent did these companies know of them. From my reading of the minutes of the CGSB, there was no voluntary submission of those issues for the CGSB's consideration by the companies.

A second question has to be whether or not these companies undertook research into long-term stability, long-term durability into the product, and again, did they undertake any research or periodical searches of the health risks.

My concern, if I have one, is that the CGSB consensus process which I will describe, presumes an element of good faith and voluntary assistance, so to speak, by the various participants. And the question has to be, to what extent does industry withhold information or fail to raise issues that ought to have been raised at the CGSB.

I have a list of the participants at a meeting called by the Department of Energy, Mines and Resources on June 2, 1977. This is one month prior to the CGSB approval. This would give you some idea of the industry participants, and Mr. Eric Baker, from Innocan Investments, was present at this meeting. I would like to table this—

Miss MacDonald: You say it was called by EM&R.

Mr. Cohen: I think so, yes, on June 2.

[Translation]

ordinaires de Rapco Foam Incorporated, et la CDC possédait 37 p. 100 des actions ordinaires d'INNOCAN (25 p. 100 aujourd'hui).

Il y avait un vice-président de Innocan Investment Limited mêlé aux négociations avec divers ministères du gouvernement pendant le processus d'approbation de la mousse, M. Eric Baker. Maintenant, la *Borden Chemical Company Canada Ltd* est aussi intervenue de façon importante à l'ONGC. Elle a reçu de l'argent du Conseil national de la recherche pour mettre au point son procédé de fabrication de la mousse. Elle a reçu des brevets d'invention à la fois pour un système de fabrication de la mousse et pour le matériel d'installation de la mousse et apparemment, selon le rapport de M. Shirliffe et M. Bowles et selon les témoignages à la Commission d'examen des produits dangereux, la plupart des données, les données techniques sur lesquelles l'ONGC s'est fié, ont été fournies par les chercheurs du Borden Chemical.

Les questions que je désire poser après mes lectures dans ce domaine, portent simplement de savoir dans quelle mesure l'une de ces compagnies ou toute autre compagnie concernée, et je peux Vous donner leurs noms si vous êtes curieux, était au courant des dangers pour la santé de la mousse.

Dès 1976, il y a eu des rapports publics sur les dangers pour la santé aux États-Unis. Il y a eu des publications, des publications sur la sécurité, la santé et l'environnement, en 1977, donnant des détails sur les dangers pour la santé, et bien sûr la question de savoir dans quelle mesure ces compagnies étaient au courant de ces dangers. Selon mes lectures des procès-verbaux de l'ONGC, les compagnies n'ont pas spontanément présenté des problèmes pour que l'ONGC les examine.

Une deuxième question consiste à savoir si oui ou non ces compagnies ont entrepris des recherches sur la stabilité et la durabilité à long terme du produit, et à nouveau, ont-ils entrepris des recherches ou fait des enquêtes périodiques sur les dangers pour la santé.

Ce qui m'inquiète, c'est que le processus de consensus de l'ONGC que je décrirai, suppose la bonne foi et l'aide volontaire, pour ainsi dire, des divers participants. Et la question doit être, dans quelle mesure l'industrie garde les renseignements ou ne réussit pas à soulever les problèmes qui devraient être soulevés à l'ONGC.

J'ai une liste des participants à une réunion convoquée par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources le 2 juin 1977. C'est un mois avant l'approbation de l'ONGC. Cela vous donnerait une idée des participants, et M. Eric Baker, de *Innocan Investments* était présent à cette réunion. J'aimerais Vous présenter cette...

Mlle MacDonald: Vous dites qu'elle a été convoquée par le ministère de l'Énergie des Mines et des Ressources.

M. Cohen: Je pense que oui, le 2 juin.

[Texte]

Miss MacDonald: But could you distinguish who would have called back?

Mr. Cohen: Mr. Raepple.

Mr. Walter Raepple (Former Co-ordinator of Information, Conservation and Renewable Energy Branch, Department of Energy, Mines and Resources): That was a meeting It is part of a presentation that I will be giving which will focus on that. So you might want to wait until then.

Mr. Cohen: Mr. Raepple can give us some details of these meetings.

With the Chairman's permission, could I table this list?

The Chairman: If a member asks us to table a document. That is not the witness's

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, I will ask that it be tabled.

The Chairman: Just a moment. I would like to know exactly what we want attached. So, it is a June 2 meeting held in Ottawa.

Miss MacDonald: As I understand it, it is a list of the people who were present at the meeting of June 2, 1977, called by EM&R about

The Chairman: We do not have any information on the title, it is only a sheet of paper with a name on the paper. I am just asking, why should we put all those names here on the record?

Mr. McGrath: It is not going on the record; it is for tabling, as I understand.

The Chairman: It is on the record.

Mr. Cohen: Okay, I can give it to anyone who wants to see it.

The Chairman: Because it is not an official document. Nothing is official.

Mr. Cohen: Secondly, there was no doubt that there was information about health risks, as we move into 1979, that industry was aware of. I have a copy of a letter written by a Mr. Wyber, a PhD, who is the head of Industrial Chemicals and Products Safety of Health and Welfare Canada, to Mr. Allan Bowles of the CGSB, in November, 1979, detailing development of formaldehyde ambient air concentrations in homes. This was November, 1979.

Again, from the industry perspective, the question is: Was this information made public; were homeowners given notice, warnings, disclosures of these risks that were obviously known to industry in 1979?

• 1015

I have another letter written by an industry representative—and it is a question, I think.

[Traduction]

Mlle MacDonald: Mais pourriez-vous dire qui aurait appelé?

M. Cohen: M. Raepple.

M. Walter Raepple (ancien coordonnateur de l'information, bureau de la conservation et des énergies renouvelables): C'était une réunion . . . Il s'agit d'une partie d'une présentation que je ferai et qui portera plus particulièrement sur cela. Aussi il se peut que vous désiriez attendre jusqu'à ce moment.

M. Cohen: M. Raepple peut nous donner quelques détails sur ces réunions.

Avec l'autorisation du président, puis-je donner cette liste?

Le président: Si un membre nous demande de présenter un document. Ce n'est pas le témoin.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, j'aimerais que cette liste soit présentée.

Le président: Un instant. J'aimerais savoir exactement ce que nous désirons présenter. Ainsi, c'est une réunion le 2 juin tenue à Ottawa.

Mlle MacDonald: Si je comprends bien, c'est une liste de personnes qui étaient présentes à la réunion du 2 juin 1977, convoquée par le ministère de l'Energie des Mines et des Ressources sur . . .

Le président: Nous n'avons aucun renseignement sur le titre, c'est simplement une feuille de papier avec un nom sur le papier. Je demande simplement, pourquoi tous ces noms devraient figurer sur le procès-verbal?

M. McGrath: Ce ne sera pas sur le procès-verbal; si je comprends bien ce n'est qu'une présentation.

Le président: Ce sera sur le procès-verbal.

M. Cohen: D'accord, je peux le faire passer à quiconque désire voir cette liste.

Le président: Parce que ce n'est pas un document officiel. Rien n'est officiel.

M. Cohen: Deuxièmement, il ne fait aucun doute qu'il y avait des renseignements sur les dangers pour la santé, que l'industrie connaissait, lorsque nous nous sommes occupés du problème en 1979. J'ai une copie d'une lettre rédigée par un M. Wyber, un PhD, qui est le chef de la section des produits chimiques industriels et de la sécurité des produits, de Santé et Bien-être social, à M. Allan Bowles de l'ONGC, en novembre 1979, donnant des détails sur le développement de concentration d'air contenant du formaldéhyde dans les maisons. C'était en novembre 1979.

Une fois encore, du point de Vue de l'industrie, la question est: est-ce que cette information a été rendue publique; est-ce que les propriétaires ont été prévenus, avertis des dangers qui étaient manifestement connus de l'industrie en 1979?

J'ai une autre lettre écrite par un représentant de l'industrie—et c'est une question, je pense.

[Text]

Miss MacDonald: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, Miss MacDonald.

Miss MacDonald: The letter from Dr. Wiberg, I think, is very critical to the inquiry that we are undertaking, and it has been referred to, and I would ask that it be tabled and copies of it circulated to members of the committee. We will be meeting with Dr. Wiberg later in the week, and I think it is critical to know what he had to say.

Mr. Cohen: This is after the issuance of a standard . . . That is why the product has been marketed in Canada.

The Chairman: If the witnesses want to distribute the documentation, they just have to ask for a photocopy. But if we agreed to give him the 20 minutes maybe . . . because I want members to be able to direct questions to you. If you take all the time to table a document and to make a statement, then we do not have any time for the members to ask questions.

Mr. Cohen: Well, you explained that if the member asked for it to be tabled I should table it. The member has asked for it to be tabled, and I cannot do anything else.

The industry participation was extensive, both Borden Chemical and other industry participation.

The second participant at the CGSB I would like to speak of is the National Research Council. They apparently were the only government agency, Crown corporation, with a degree of technical expertise on the CGSB; and their role, as I perceive it, was to supply CMHC and the CGSB with technical information regarding foam properties. The extent of their knowledge of the properties of the foam, I think, is revealed in a document published in July 1977, essentially at the same time as the product standard was being issued by the National Bureau of Standards in the United States. It is referred to as the National Bureau of Standards Technical Note 946. Its title is *Urea Formaldehyde Foam Insulation: An Assessment of its Properties and Performance*. On page 77 of the report they specifically mention Dr. Shortliffe and the NRC and thank them for their assistance.

The National Bureau of Standards technical note is, I think, probably the most comprehensive examination of foam insulation in July 1977. It goes on for 80 pages. They specifically refer to toxicity, problems of health hazards, incidents of formaldehyde odour problems and so on.

I have explained or detailed the NBS study on pages 15, 16 and 17 of chapter 2 of the report that I have tabled. I have gone through that report and then just briefly noted its concerns. They were quite concerned with instability, with a lack of any evidence detailing health hazards, with a lack of research data on durability, on health risks, and they recommended against any marketing of the product . . . Well, they

[Translation]

Mlle MacDonald: Objection, monsieur le président.

Le président: Oui, mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: La lettre du docteur Wiberg, je crois, est d'une importance cruciale pour l'enquête que nous entreprenons, et elle a été mentionnée, et j'aimerais qu'elle soit déposée sur le bureau et des exemplaires distribués aux membres du comité. Nous rencontrerons le Dr. Wilberg plus tard dans la semaine et je pense qu'il est extrêmement important de savoir ce qu'il a à nous dire.

M. Cohen: C'est après l'établissement d'une norme . . . C'est la raison pour laquelle le produit a été commercialisé au Canada.

Le président: Si les témoins désirent distribuer les documents, ils n'ont qu'à en demander une photocopie. Mais si nous nous entendions pour lui donner 20 minutes peut-être . . . parce que je désire que les membres puissent vous poser des questions. Si vous prenez tout le temps pour déposer un document et faire une déclaration, les membres du comité n'auront plus le temps de poser des questions.

M. Cohen: Eh bien, vous avez dit que si l'un des membres demandait que le document soit déposé, je devais le déposer. Cette demande vient d'être faite et je dois m'exécuter.

La participation de l'industrie était importante, qu'il s'agisse de Borden Chemical ou d'autres industries.

Le deuxième participant à l'ONGC dont j'aimerais parler est le Conseil national de recherches. C'était apparemment le seul organisme gouvernemental, société de la Couronne, avec un certain degré de connaissances techniques à l'ONGC; et son rôle, comme je le vois, consistait à donner à la SCHL et à l'ONGC des renseignements techniques en ce qui concerne les maisons isolées à la mousse. L'étendue des connaissances du CNR en ce qui concerne les maisons isolées à la mousse, est indiquée, je crois, dans un document publié en juillet 1977, essentiellement au même moment où la norme de produit était publiée par le *National Bureau of Standards* aux États-Unis. Elle est mentionnée sous le nom de *National Bureau of Standards Technical Note 946*. Son titre est *Urea Formaldehyde Foam Insulation: An Assessment of its Properties and Performance*. A la page 77 du rapport, le NBS mentionne le Dr. Shortliffe et le CNR et les remercie de leur aide.

Le rapport technique du National Bureau of Standards, je crois, sans aucun doute l'examen le plus complet de l'isolation à la mousse effectué en juillet 1977. Il contient 80 pages. Il traite de façon précise de la toxicité, des problèmes des dangers pour la santé, des répercussions des problèmes d'odeur du formaldéhyde etc.

J'ai expliqué et donné des détails sur l'étude du NBS dans les pages 15, 16 et 17 du chapitre 2 du rapport que j'ai déposé sur la table. J'ai lu ce rapport, puis j'ai simplement noté brièvement les problèmes qu'il soulève. Il y est question du problème soulevé par l'instabilité, du manque de preuves détaillant les dangers pour la santé, aussi du manque de données de recherches sur la durabilité, sur les risques pour la

[Texte]

recommended that a standard not be developed in the United States because of the unknown variables.

The National Research Council knew of this report. They were specifically thanked in the report, and the report was considered by the CGSB. My question, I guess, if I have one, is: To what extent were those issues not raised by the CGSB—the questions of toxicity and health hazards—when we know that at least some government representatives, the NRC, were familiar with those issues and had worked with the American standards board?

The NRC involvement, I think, is problematical. They were charged with providing the CGSB with technical expertise on the government side, but they of course relied upon Borden Chemical Company research data. My concern is that they must have been aware of the conflict of interest obvious in the submission of information by one of the major manufacturers upon which the standard was to be based. Did they discount it? Did they undertake their own research into long-term stability? Did they undertake their own research into health hazards? And if you read Mr. Shirliffe's report, which I referred to earlier describing the approval process, they did not do very much. They relied extensively, as he says, on industry research. Even if they had done a research of the scientific literature, they would have been aware of the reports of health risks in 1977 and 1976 of the Consumer Products Safety Commission.

• 1020

Now it is my impression that the National Research Council officials, Mr. Shirliffe, who testified before you last night, was not—to put it euphemistically—terribly happy with the industry information he was receiving, nor with the standard of quality of the product. Nonetheless, they did vote in favor of the CGSB standard. That CGSB standard decision-making process is a consensus process, and we really have a situation where, if the NRC had decided to block the approval, they could have. They did not.

The third industry representative, and I qualify this, is the Department of National Health and Welfare. My examination of this problem has not revealed the extent of their involvement prior to 1978. There are conflicting reports as to the extent to which they were notified by representatives of the National Research Council. Mr. Shirliffe has said publicly that informally he contacted National Health and Welfare in 1975. Mr. Raepple has stated that he was aware that there was a National Health and Welfare official present at at least one of the CGSB meetings prior to 1977. They were clearly involved in 1979; Mr. Wyber's letter is an example of that. Also, there were public health reports in Canada in 1978. So the question is: To what extent did National Health and Welfare act as a protector of the public interest in terms of

[Traduction]

santé, avec, finalement, la recommandation de ne pas mettre en marché le produit... En fait, le NBS recommandait qu'aucune norme ne soit émise pour ce produit aux États-Unis à cause des variables inconnues.

Les membres du Conseil national de recherches avaient pris connaissance de ce rapport. Ils ont été remerciés explicitement dans le rapport et le rapport a été examiné par l'ONGC. Ma question, si j'en ai toutefois une, c'est: comment se fait-il que ces questions n'ont pas été soulevées par l'ONGC—les questions de toxicité et de danger pour la santé—lorsque nous savons qu'au moins certains représentants du gouvernement, comme le CNR, connaissaient ces problèmes et avaient travaillé avec l'American Standards Board?

Le rôle du CNR pose je crois un problème. Ils étaient chargés de donner à l'ONGC des avis techniques pour le gouvernement, mais bien entendu, ils se sont basés sur les recherches de la Borden Chemical Company. Ce qui me préoccupe, c'est qu'ils doivent avoir été au courant du conflit d'intérêts évident dans la présentation des renseignements, par un des plus importants fabricants, à partir desquels devait être établie la norme. En ont-ils tenu compte? Ont-ils entrepris leur propre recherche sur la stabilité à long terme? Ont-ils entrepris leur propre recherche en ce qui concerne les dangers pour la santé? En tous cas, d'après la lecture du rapport de M. Shirliffe, que j'ai mentionné précédemment à propos du processus d'approbation, ils n'ont pas fait de gros efforts. Ils se fiaient énormément, comme il le dit, sur la recherche dans l'industrie. Même s'ils avaient fait une recherche dans la documentation scientifique, ils auraient lu les rapports de 1977 et 1976 de la *Consumer Products Safety Commission* sur les dangers de cette mousse pour la santé.

J'ai l'impression que les fonctionnaires du Conseil national de recherche, M. Shirliffe, qui a témoigné hier soir devant le Comité, n'était pas—pour employer un euphémisme—particulièrement satisfait de l'information qu'il a reçue de l'industrie et des normes de qualité du produit. Néanmoins, ils ont voté en faveur de la norme ONGC. La prise de décisions relative aux normes ONGC se fait par consensus et nous nous retrouvons avec une situation où, si le CRN avait décidé d'empêcher l'approbation, ils auraient certainement pu le faire. Mais ils ne l'ont pas fait.

Le troisième représentant de l'industrie, et j'insiste sur ce terme, est le ministre de la Santé et du Bien-être social. Mon étude du problème n'a pas révélé la portée de leur implication avant 1978. Il existe des rapports contradictoires sur la mesure dans laquelle ils ont été avertis par des représentants du Conseil national de recherches. M. Shirliffe a déclaré publiquement qu'il avait contacté officieusement Santé et Bien-être social en 1975. M. Raepple a déclaré qu'il était au courant de la présence d'un fonctionnaire du ministère de la Santé et du Bien-être social à au moins une des réunions de l'ONGC avant 1977. Ils se sont ouvertement impliqués en 1979; la lettre de M. Wyber en est un exemple. De plus, il y a eu des rapports sur la santé publique au Canada en 1978. La question est donc celle-ci: dans quelle mesure Santé et Bien-être social agit-il

[Text]

safety on the CGSB? To what extent did they take the initiative and disclose those health risks to the public even after the standard had been approved? So there are conflicting reports, and I have been unable to ascertain precisely the extent of Dr. Wyber's familiarity with the product prior to 1977 or with National Health and Welfare involvement.

The fourth participant, and probably one of the major participants is, of course, Canada Mortgage and Housing Corporation. Now I should disabuse you of any notion that CMHC simply implemented the UFFI program, which is the public statement that CMHC has made. If you look at the Appropriation Act, Number 3, 1977, the actual funding for the CHIP program was appropriated, not to Energy, Mines and Resources, but to CMHC. So first of all, they had financial control over the program. I think it was \$95 million in the first year, and it went up after that.

Second, the regulations enacted under this Appropriation Act permitted moneys to be distributed to persons in Canada purchasing "insulating materials"; that term was defined in the regulations to mean "material acceptable to CMHA". So under the Appropriation Act, in the regulations CMHC not only had financial control and authority over the program, they also had materials acceptance responsibility and control. And that is somewhat more than simple implementation. They made the decisions as to which products were acceptable to them and, therefore, for which money could be given out. They also controlled the purse strings. By the way that is all detailed in the first two chapters of my paper which you will all be receiving.

The minutes of the meeting of the CGSB indicate that the CMHC representative was himself opposed to the issuance of the CGSB standard. I think if you read the minutes—I have them and they are public information—you will see that Mr. Brewer personally was opposed to the issuance of the standard because of his concerns with long term stability. And there is a letter that I have from Mr. Brewer to Mr. Walter Raeppe on June 27th, 1977, which was less than two weeks prior to the CGSB approval, in which he refers to the fact of further research being undertaken by the National Research Council, and that further information might come out. Then two weeks later the CGSB standard was approved and CMHC acceptance numbers issued immediately thereafter.

• 1025

The question I have, first of all, is this: if Mr. Brewer was opposed to the issuance of this standard, why did he in the end vote in favour of the standard on a CGSB? The second question is: why did CMHC immediately issue acceptance numbers, which meant that the product became part of the CHIP program? The standard approval process of the CGSB does not necessarily result in a product's becoming part of the CHIP program. A second step had to be the issuance of

[Translation]

comme protecteur de l'intérêt public en terme de sécurité à l'ONGC? Dans quelle mesure ce ministère a-t-il pris l'initiative et dévoilé ces risques pour la santé au public même après que la norme a été approuvée? Il y a donc des rapports contradictoires, et je n'ai pu déterminer avec précision dans quelle mesure le Dr. Wyber était familier avec le produit avant 1977 ou avec les travaux de Santé et Bien-être social.

Le quatrième participant, sans doute le plus important, est, bien sûr, la Société canadienne d'hypothèque et de logement. Je dois maintenant vous mettre en garde contre l'idée que la SCHL a tout simplement mis en oeuvre le programme MIUF, déclaration publique qui a été faite par la SCHL. Si vous regardez la Loi n° 3 de 1977 portant affectation de crédit, le financement réel pour le programme PITRC a été attribué non à Energie Mines et Ressources mais à la SCHL. Donc, en premier lieu, ils avaient le contrôle financier du programme. Je crois qu'il s'agissait de 95 millions de dollars pour la première année et ce montant s'est accru par la suite.

Deuxièmement, les règlements qui ont découlé de cette loi ont permis de distribuer de l'argent à des personnes au Canada qui achetaient des «matériaux isolants»; le règlement définissait cette expression comme étant «matériaux acceptables à la SCHL». Ainsi, dans le cadre de la loi portant affectation de crédit, dans les règlements, la SCHL avait non seulement le contrôle financier et la main haute sur le programme, mais également la responsabilité et le contrôle de l'acceptation des matériaux. Cela est, je crois, beaucoup plus qu'une simple mise en application. Ils ont décidé quels produits étaient acceptables à leurs yeux et, par conséquent, pour lesquels de l'argent serait distribué. Ils contrôlaient également les cordons de la bourse. Au fait, tout cela est expliqué en détails dans les deux premiers chapitres du document que vous allez tous recevoir.

Le procès-verbal de la réunion de l'ONGC indique que le représentant de la SCHL était personnellement opposé à l'établissement d'une norme ONGC. Je crois que si vous lisez le procès-verbal—je l'ai d'ailleurs en main car il s'agit d'une information pouvant être divulguée au public—vous verrez que M. Brewer à M. Walter Raeppe, datée du 27 juin 1977, lettre qui remonte à moins de deux semaines avant l'approbation de l'ONGC, dans laquelle il parle des recherches plus approfondies entreprises par le Conseil national de recherche et que de plus amples renseignements pourraient leur être communiqués. Donc, deux semaines plus tard, la norme ONGC est approuvée et les numéros d'acceptation de la SCHL étaient émis immédiatement après.

Ma première question est celle-ci: si M. Brewer était opposé à l'établissement d'une norme, pourquoi a-t-il voté finalement en faveur de cette norme lors d'une réunion de l'ONGC? Voici ma deuxième question: pourquoi la SCHL a-t-elle immédiatement émis des numéros d'acceptation, puisque cela signifiait que le produit s'intégrait dans le programme PITRC? Le fait qu'un produit soit approuvé par l'ONGC n'entraîne pas nécessairement son inclusion dans le programme PITRC. La

[Texte]

CMHC acceptance numbers which was done immediately after July and August of 1977.

More disconcerting is that those CMHC acceptance numbers were issued and therefore the product became part of the CHIP program in July and August of 1977, even though there was no application standard in place. I described to you earlier that the CGSB had two committees, one working on a product study and one working on an application standard. The product standard was voted on and approved in July 1977; the application standard was not in existence. CMHC issued the acceptance number and the product became part of the CHIP program without an application standard; although Mr. Brewer himself in the minutes indicates his concern with the quality of on-site application. I do not have an answer to any of these questions, but they concern me, looking at the evidence.

CMHC did all those things notwithstanding the lack of an application standard, notwithstanding the lack of support for the standard. I have those letters and I can make them available to members of the committee.

The fifth participant on the CGSB is the Department of Energy, Mines and Resources which, I should point out, was not an official member of the CGSB. They were there at the meetings; they were there as visitors; they were not a member; they did not have a vote and therefore if it is a consensus approval process they could not block the consensus.

The Office of Energy Conservation, which is a department within EMR that was involved, it is my impression, and again this is explained in my paper, designed the CHIP program. They were the architects of the direct grant-incentive program in the federal government during 1975, 1976 and 1977.

I have here a series of letters written on March 15, April 27, May 4, 1977, May 6, 1977, May 9, 1977, May 18, 1977, May 25, 1977 from Energy, Mines and Resources detailing the unequivocal opposition to the inclusion of foam insulation under the CHIP program—unequivocal.

On March 15, Mr. Ian Efford, who is the Director of the Office of Energy Conservation, took the position that the product should be de-rated to half of its value and that it should not be approved by the CGSB.

I have a telegram under the name of Alastair Gillespie to the President of Rapco Foam, which goes as follows:

... I agree that urea formaldehyde offers the potential to be very effective, at this time—

This is April 27.

—the problems with shrinkage, and degradation and the potential of urea formaldehyde for causing corrosion in metals ... or rotting in wood ... has led my department to recommend other insulation materials ... Bad experiences with any insufficiently tested product can only serve to

[Traduction]

deuxième étape devait être l'émission de numéros d'acceptation par la SCHL, ce qui a été fait immédiatement après juillet et août de 1977.

Ce qui est encore plus déconcertant est que ces numéros d'acceptation de la SCHL ont été émis et que, par conséquent, le produit a été intégré au programme PITRC en juillet et août 1977, même s'il n'existait aucune norme d'application à ce moment. Je vous ai dit précédemment que l'ONGC avait deux comités, l'un travaillant sur l'étude du produit et l'autre sur une norme d'application. La norme du produit a été votée et approuvée en juillet 1977; la norme d'application n'existait pas. La SCHL a émis un numéro d'acceptation et le produit a été intégré au programme PITRC sans aucune norme d'application, même si M. Brewer a personnellement fait part de ses préoccupations quant à la qualité de l'application sur place dans le procès-verbal. Je n'ai aucune réponse à ces questions, mais elles me tracassent.

La SCHL a fait tout cela en dépit de l'absence d'une norme d'application et en dépit de l'absence d'appui pour la norme. J'ai ces lettres et je peux les montrer aux membres du Comité.

Le cinquième participant à la réunion de l'ONGC est le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui, permettez-moi de le souligner, n'était pas membre officiel de l'ONGC. Ils étaient présents aux réunions; ils y étaient à titre de visiteurs et non comme membres; ils n'avaient pas droit de vote et, par conséquent, s'il s'agissait de processus d'approbation par consensus ils ne pouvaient pas intervenir.

Le Bureau de la conservation de l'énergie lequel est un service d'EMR qui travaillait sur cette question, je crois et, une fois de plus, cela est expliqué dans mon rapport, a mis au point le programme PITRC. Ils ont été les artisans du programme de subventions directes du gouvernement fédéral en 1975, 1976, et 1977.

J'ai en main une série de lettres datées du 15 mars, 27 avril, 4 mai, 6 mai, 18 mai et 25 mai 1977 qui proviennent d'Énergie, Mines et Ressources et qui expriment l'opposition non équivoque à l'inclusion d'une mousse isolante dans le programme PITRC—non équivoque.

Le 15 mars, M. Ian Efford, qui est le directeur du Bureau de la conservation de l'énergie, a pris position pour déclarer que le rendement thermique du produit devrait être réduit de moitié et qu'il ne devait pas être approuvé par l'ONGC.

J'ai un télégramme de Alastair Gillespie adressé au Président de Rapco Foam, qui dit ceci:

... je crois que l'urée formaldéhyde pourrait s'avérer très efficace; pour le moment ...

C'était le 27 avril.

... les problèmes de contraction et de dégradation ainsi que la capacité de l'urée formaldéhyde d'entraîner la corrosion des métaux ... ou la pourriture du bois ... a amené mon service à recommander d'autres matériaux isolants ... De mauvaises expériences avec des produits mal testés ne peu-

[Text]

discourage individuals from undertaking these insulation activities For this reason, we will continue to advise that caution be used when deciding whether to use urea formaldehyde . . . insulation

On May 4, we have a letter from Mr. Efford referring to a lack of:

. . . sufficient indication that the material can consistently be applied in a way which presents an adequate insurance to the householder that he is receiving a product which will continue to perform . . .

On May 6, we have reservations that describe the standard as "premature" and a concern—this is very serious—a concern that the standard "would imply government approval". I will return to that. This is by Energy, Mines and Resources.

On May 18, we have a statement—

Mr. Watson: When is this, sir?

Mr. Cohen: 1977. This is just prior to the product approval. We have Energy, Mines and Resources, a memo from Dr. Ian Efford to the deputy minister describing urea formaldehyde as "not a cost-effective method of re-insulating existing buildings". They are concerned that the long-term range of durability of the substance has not been determined; that there are no application procedures prescribed, and so on. This is May 18. On May 25 . . .

• 1030

Le président: Monsieur le témoin, j'ai dit au début que nous avions une heure pour entendre les deux témoins qui sont ici. Cela fait déjà 30 minutes que vous nous lisez des extraits de lettres. Je pense que cela ne nous donne pas . . .

Mr. Skelly: On a point of order.

The Chairman: Certainly.

Mr. Skelly: May I suggest, just in the procedure, that this is probably the most interesting, constructive, and most thoroughly documented history of the process by which this material . . . You have heard the content of a minister's statement about it, his officials' statements about it, and that this was to be approved. Then you heard Mr. Shirliffe's evasive and very cautious statements about this. Now this stuff is thoroughly documented. We will not get another opportunity to lay the history of the process by which this product came into the hands of the people other than through the testimony of Mr. Cohen here today. This is the most thorough and rigorously researched product. If he were allowed to talk until noon, this committee would benefit tremendously from it. I think he should be allowed to proceed without interruption.

The Chairman: If you want to change the rule, it is up to you to decide. I am in your hands, but there are some members

[Translation]

vent servir qu'à décourager ceux qui entreprennent des travaux d'isolation . . . Pour cette raison, nous continuerons de conseiller la prudence au moment de décider si oui ou non l'urée formaldéhyde devrait être utilisée comme isolant . . .

Dans sa lettre du 4 mai, M. Efford parle d'un manque:

. . . des preuves suffisantes pour assurer aux propriétaires qui reçoivent ce produit qu'il ne se détériorera pas.

Le 6 mai, on émet des réserves qui décrivent la norme comme étant «prématurée» et une préoccupation—ce qui est très sérieux—à l'effet que la norme «nécessiterait l'approbation du gouvernement». Je reviendrai sur ce point. Ce commentaire était émis par Energie, Mines et Ressources.

Le 18 mai, nous avons une déclaration . . .

M. Watson: Quand cela, monsieur?

M. Cohen: 1977. C'était juste avant l'approbation du produit. Nous avons Energie, Mines et Ressources, une note de service du Dr. Ian Efford au sous-ministre qui décrit l'urée formaldéhyde comme étant «un produit peu rentable pour refaire l'isolation des édifices existants». Ils se préoccupent du fait que la durabilité à long terme de la substance n'a pas été déterminée; aucune directive d'utilisation n'a été établie, etc. C'était le 18 mai. Le 25 mai . . .

The Chairman: I would like to remind the witness that, as I said at the beginning, one hour was reserved for the two witnesses present. For half an hour now you have been reading excerpts from letters. I do not think that we will have enough . . .

M. Skelly: Je demande la parole pour soulever une objection.

Le président: Certainement.

M. Skelly: Permettez-moi de signaler en passant qu'il s'agit probablement de l'historique le plus intéressant, le plus constructif et le mieux documenté en ce qui concerne le processus par lequel cette substance . . . Vous avez entendu l'exposé du ministre à ce sujet, les exposés de ses représentants et on vous a dit que cela devait être approuvé. Ensuite, vous avez entendu les exposés évasifs et très prudents de M. Shirliffe. Mais l'exposé du témoin est très bien documenté. Nous n'aurons pas une autre occasion de savoir précisément comment ce produit est tombé entre les mains des gens si nous n'entendons pas aujourd'hui le témoignage de M. Cohen. Il s'agit de l'exposé le plus complet et le plus rigoureusement documenté. Si le témoin pouvait prolonger son exposé jusqu'à midi, le comité pourrait en tirer grandement profit. Je crois qu'on devrait lui permettre de continuer sans interruption.

Le président: Si vous désirez modifier le règlement, c'est à vous de décider. Je vous laisse le choix, mais il y a certains

[Texte]

who want to direct questions to the witness. It is not a school here; it is a Parliament. You can make some accusations, but let us give the members a chance to direct their questions.

Miss MacDonald: It is an inquiry.

The Chairman: I am serious. You asked another witness here for 11 o'clock—

Mr. Skelly: I have no no other questions; he has the information.

The Chairman:—and now you want to go on until 12 o'clock. Let us respect the rule. If you want to change the orders of the day, I can put a motion and we will vote on it. The chairman does not have the choice to decide it. It is up to you to decide.

Miss MacDonald: Mr. Chairman, we want to hear the information that is being provided. Why do we not get on with it?

Le président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Monsieur le président, je veux simplement ajouter un point de vue différent.

M. Skelly semble apprendre des choses. Moi, j'essaie de comprendre. On a eu des éléments d'information et ce matin, M. Cohen nous donne simplement son opinion. Je ne suis pas sûr... Il y a une différence entre information et opinion. Prenons par exemple le témoignage de M. Shirtliffe, hier soir. Je pense que M. Shirtliffe s'en tient davantage aux faits et ne les organise pas.

Alors, je veux bien entendre M. Cohen pendant tout le temps qu'il faudra, mais je ne voudrais pas que l'on vienne me dire que là j'entends la vérité pour la première fois. J'entends une vérité organisée, et je ne voudrais pas que l'on nous fasse croire qu'on est en train d'apprendre, qu'on est en train de réinventer le monde.

Mr. Skelly: I think, Mr. Chairman, the key point here is that we are now having material laid before this committee in documented form. So, anyway, I do not want to waste any more time.

Mr. Watson: In chronological order, Mr. Chairman. I find it useful as well that he is setting this for us in a fashion in which we can... If the witness, Mr. Chairman, could indicate how much longer he is going to be speaking, and perhaps, if some documents are repetitive, just refer to them rather than reading them out, that might speed things up.

Mr. Cohen: Seven minutes.

Le président: Alors, est-ce que nous allons changer la procédure? Est-ce que le témoin qui a été convoqué...

Mr. Watson: He has only got minutes, Mr. Chairman.

[Traduction]

membres qui voudraient poser des questions au témoin. Nous ne sommes pas à l'école ici; nous sommes au Parlement. Vous pouvez faire certaines accusations, mais il faut permettre aux membres de poser des questions.

Mlle MacDonald: C'est une enquête.

Le président: Je ne plaisante pas. Un autre témoin doit se présenter à 11 heures...

M. Skelly: Je n'ai aucune autre question; le témoin a tous les renseignements.

Le président:... et si vous désirez poursuivre jusqu'à midi. Respectons le règlement. Si vous désirez modifier l'ordre du jour, je peux présenter une motion et nous pouvons passer au vote. Cette question ne relève pas du président. C'est à vous de décider.

Mlle MacDonald: Monsieur le président, nous voulons entendre les informations fournies par le témoin. Pourquoi ne poursuivons-nous pas?

The Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Mr. Chairman, I would simply like to add a different point of view.

Mr. Skelly seems to be learning things. As for myself, I am trying to understand. We have had information presented to us, and this morning Mr. Cohen is simply presenting his point of view. I am not sure... There is a difference between information and point of view. Let us take for example last night's testimony by Mr. Shirtliffe. I think that Mr. Shirtliffe sticks to the facts and does not rearrange them.

And so I am willing to listen to Mr. Cohen for the time that is necessary, but do not tell me that this is the first time that the truth is spoken. What I am hearing is the truth presented in an orderly fashion, and I do not want to be told that the witness is reinventing the world.

M. Skelly: Je crois, monsieur le président, qu'il faut accorder une attention particulière au fait que le témoin présente au comité un exposé bien documenté. De toute façon, je ne veux pas perdre davantage de temps.

M. Watson: Monsieur le président, procédons par ordre chronologique. Je crois également qu'il est utile que le témoin présente les renseignements d'une manière qui nous permette... Si le témoin monsieur le président pouvait nous préciser combien de temps durera son exposé et, peut-être, si certains documents sont répétitifs, il pourrait simplement nous renvoyer à ces derniers, plutôt que de les lire à haute voix, de façon à accélérer le processus.

M. Cohen: Sept minutes.

The Chairman: So are we going to change the procedure? Is the witness that was summoned...?

M. Watson: Il ne lui reste que quelques minutes, monsieur le président.

[Text]

Le président: Au témoin qui a été convoqué pour comparaître à 11 heures., va-t-on lui demander de témoigner à 12 heures?

On a un ordre du jour, et j'ai dit dès le début à notre témoin qu'on avait jusqu'à 11 heures. Il est maintenant 10h35, et pas un seul député n'a pu interroger le témoin.

M. Tessier: Que l'on s'en tienne à l'ordre du jour.

Le président: Est-ce que l'on doit suivre l'ordre du jour ou bien va-t-on laisser le témoin lire des extraits de lettres pendant toute l'heure? Il ne lit pas le contenu de la lettre au complet. Je pense que la lettre tout entière est beaucoup plus nuancée que les extraits que le témoin veut bien nous lire.

Mr. Lapierre: Please table them.

Le président: Alors, je pense qu'on devrait déposer cette correspondance-là plutôt que d'en lire des extraits.

Une voix: C'est cela.

Some hon. Members: Agreed.

• 1035

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Juste pour un commentaire.

Je pense qu'il ne faut pas laisser croire au témoin qu'on n'est pas intéressés aux renseignements qu'il nous donne. On y est très intéressés. Je pense que M^{me} MacDonald a droit à son opinion, mais il ne faut pas penser que la vérité est uniquement de son côté. Nous sommes des adultes et nous sommes intéressés, mais je pense que nous n'avons pas de précédent à créer en permettant à un témoin de parler plus longuement que les autres. On a établi hier un processus. On a eu des témoignages intéressants hier qui auraient pu se prolonger. Maintenant, on a adopté un mode de travail pour être juste pour tout le monde, et je pense qu'il n'est pas juste de donner plus de temps à certains qu'à d'autres, même si certains, peut-être, en mériteraient plus que d'autres. Je pense qu'on a été justes, et je pense que le président a raison. Si on a besoin de plus de renseignements, on pourra faire revenir ce monsieur-là, et il pourra en ajouter à son témoignage d'aujourd'hui. On veut le plus de renseignements possible, mais on ne veut pas créer de précédent, parce que s'il y en a d'autres qui nous demandent trois quart d'heure, une heure, deux jours, trois jours, à ce moment-là, on va être obligés de leur donner ce qu'ils demandent. Alors, je pense que le président a raison. On va essayer d'obtenir le plus de renseignements possible. C'est intéressant. Maintenant, il faut quand même être juste pour tous ceux qui ont demandé de venir à une heure précise.

The Chairman: Mr. Jim McGrath.

Mr. McGrath: He had only seven more minutes of testimony. We have already wasted five discussing that. Can we hear the rest of the evidence? He has only seven minutes to go. That will then leave us with 20 minutes before we get to the...

An hon. Member: We have another witness.

[Translation]

The Chairman: Will we ask the witness that was summoned for 11 o'clock to speak at noon?

We have an agenda; and I said from the beginning to the witness that he had till 11 o'clock. It is now 10:35 and not one question has been directed to the witness.

Mr. Tessier: Let us follow the agenda.

The Chairman: Do we keep the present agenda or do we let the witness read excerpts of letters for the full hour? He does not read the whole letter. I think that the letter on the whole contains much more qualifications than the excerpts the witness is reading to us.

M. Lapierre: S'il vous plaît, veuillez faire déposer les documents.

The Chairman: So I think that the letters should be tabled instead of reading the excerpts.

An hon. Member: That is right.

Des voix: Accepted.

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Just one comment.

We must not make the witness think that we are not interested in the information he is giving us. We are very interested. I think that Miss MacDonald has the right to her opinion, but we must not believe that she alone speaks the truth. We are adults and we are interested, but I do not think that we have to make a precedent by letting the witness have the floor for a longer time than the others. We agreed on a interesting statements by witnesses that could have been extended. Now, we have adopted a procedure in order to be fair with everyone, and I do not think it is right to give more time to some than to others even if they might deserve it. I think that the procedure is fair and that the President is right. If we need more information, we can ask the witness to come back and he could then go on with today's statement. We want to get as much information as possible, but we do not want to create a precedent because if other people ask us for 45 minutes, one hour, two days, three days, we will then have to give it to them. And so I think the President is right. We will try to get as much information as possible. It is interesting. But we must be fair with everyone that asked to speak at a certain time. ((CHANGE))

Le président: M. Jim McGrath.

M. McGrath: Il ne lui restait que sept minutes à témoigner. Nous en avons déjà gaspillé cinq. Pouvons-nous entendre le reste de l'exposé? Il ne lui reste que sept minutes. Il nous restera alors 20 minutes avant de passer...

Une voix: Nous avons un autre témoin.

[Texte]

The Chairman: The problem is that we have another witness, and we will go on until 11 o'clock. Should we go on with the agenda and let the members question the witnesses or should the witnesses go on right through? That is up to you to decide.

Mr. Cohen: Mr. Chairman, I can be very brief, five or ten minutes, perhaps.

The Chairman: Now, just a moment. We will ask Mr. Cohen to proceed for five minutes and leave another five minutes for Mr. Raeppe; and we will split the time for each member of each party to direct a question to the witnesses until 11 o'clock. We will stick with the agenda. Agreed?

Mr. Skelly: Well, let us follow this and find out where Mr. ...

The Chairman: Do we agree on that or not?

Mr. Skelly: For the time being, I ...

The Chairman: Do we agree or not? I am serious now. We do not establish an agenda to vote on with changes for different witnesses. Do we agree on this proposal?

Miss MacDonald: Mr. Chairman, we were having a meeting where the witnesses were giving us information and the interruption has come from the Chair, not from anybody else, and we would like to get on with hearing the witnesses.

Le président: Madame MacDonald, si je suis intervenu, c'est que j'avais mentionné au témoin dès le début qu'il s'agissait ici d'un comité de parlementaires qui voulaient s'enquérir d'une situation. Ce n'est pas un tribunal où on peut faire des accusations sans permettre un contre-interrogatoire. Et j'ai mentionné au témoin que nous avions un autre témoin à 11h00. Je pense que c'était très clair. Actuellement, on laisse tout le temps alloué au témoin et pas un seul député n'aura la possibilité d'interroger le témoin sur le contenu de son mémoire.

Je pense que, comme président, je ne peux accepter cette situation-là, parce que nous avons un ordre du jour qui a été adopté à l'unanimité. Si vous voulez changer l'ordre du jour, on peut le changer ...

Mr. Skelly: Mr. Chairman, a point of order.

Le président: Laissez-moi terminer, et je vous donnerai ensuite la parole. Je n'accepterai pas qu'on accuse le président d'être partial, et c'est pourquoi je vais donner la possibilité à tous les députés d'interroger le témoin.

Monsieur McGrath, vous n'étiez pas ici hier. Vous auriez dû voir combien de temps on a alloué à votre parti pour l'interrogation des témoins. Alors, est-ce qu'on va donner à M. Cohen encore cinq minutes pour le laisser terminer et conclure pour ensuite passer à M. Walter Raeppe pour cinq minutes? On pourrait ensuite allouer 10 ou 15 minutes par représentant de parti, pour interroger le témoin.

Des voix: D'accord.

Le président: C'est ce que je suggère.

[Traduction]

Le président: Le problème est que nous devons entendre un autre témoin et que nous devons terminer à 11 heures. Devons-nous respecter l'ordre du jour et permettre aux membres de poser des questions aux témoins ou devons-nous laisser les témoins poursuivre? C'est à vous de décider.

M. Cohen: Monsieur le président, je peux résumer en peu de mots, cinq ou dix minutes, peut-être.

Le président: Attendez un instant. Nous accorderons cinq minutes à M. Cohen et un autre cinq minutes à M. Raeppe; ensuite, chaque membre de chaque parti devra se partager le temps d'ici 11h00 pour poser des questions aux témoins. Nous allons respecter l'ordre du jour. D'accord?

M. Skelly: Bien, procédons de cette façon et essayons de savoir où M. ...

Le président: Sommes-nous d'accord ou pas?

M. Skelly: Pour le moment, je ...

Le président: Êtes-vous d'accord ou pas? Je ne plaisante pas. Nous n'adoptons pas un ordre du jour en vue de voter des modifications pour les différents témoins. Êtes-vous d'accord avec cette proposition?

Mlle MacDonald: Monsieur le président, les témoins nous présentaient des informations et l'interruption a été faite par le président et non pas par les membres et nous aimerions continuer à entendre les témoins.

The Chairman: Miss MacDonald, if I interrupted, it is because I had said to the witness from the start that he was dealing with a parliamentary committee that wanted to inquire into a situation. We are not in a court where accusations can be made without cross-examination. And I mentioned to the witness that another witness was scheduled for 11.00 o'clock. I think that I was very clear in the matter. We are now giving all the time to the witness and not one member will have a chance to question him on the content of his statement.

As Chairman, I think that I cannot accept such a procedure since we have an agenda that was approved unanimously. If you want to change the agenda, we can do it.

M. Skelly: Monsieur le président, un rappel à l'ordre.

The Chairman: Let me finish and I will then give you the floor. I would not want anyone accusing the Chairman of being partial, and that is why I will give every member a chance to question the witness.

Mr. McGrath, you were not present yesterday. You should have seen the time we gave your party to question the witnesses. So, shall we give another five minutes to Mr. Cohen to let him finish and conclude his testimony and then let Mr. Walter Raeppe have five minutes? We could then give 10 or 15 minutes to each party, to each representative of a party, to question the witness.

Some hon. Members: All right.

The Chairman: That is my proposition.

[Text]

Mr. Skelly: Apparently, we do not have anybody tied for tonight. If the testimony is such of these witnesses that their contribution is significant and determined by the members of the committee, is it possible we could follow your wise guidance and then maybe recall them this evening? Some of the stuff is very interesting and the documentation that is being laid down, I think, is original and has never been produced in any other area.

• 1040

Maybe we could follow your suggestion, I think, and then see if the witnesses might be available if the committee members feel it is required for later this evening, and we could decide that after we hear Mr. Brewer's testimony.

The Chairman: It is a proposal. All those in favour of our sitting tonight? Mr. McCauley.

Mr. McCauley: Mr. Chairman, if I suggested that to Mr. Skelly, I am in agreement.

The Chairman: Are the witnesses ready, available tonight?

Mr. Cohen: If I cannot finish in five minutes, yes; but I can finish in five minutes.

Mr. Watson: He can finish in five minutes; let us get going here.

An hon. Member: Agreed.

The Chairman: Mr. Cohen.

Mr. Cohen: To go on with the Office of Energy Conservation: although they were opposed to the inclusion of foam insulation, they had no control. They had no vote on the CGSB. They did not have control over which products became part of the program, and I am not aware of any information relating to their attempts to influence CMHC in order to prevent the product from becoming part of the program.

Of course, the final government participant is the CGSB, and the CGSB, I should explain, is not anything but an amalgam of its participants. It has no expertise; it has no independent representative, except there is a secretary on the committee. Its function is to facilitate decisions—multilateral bargaining, so to speak, amongst the participants.

My only concern with the CGSB is that I have a letter, which I will table, written in early June by Mr. Bowles when he recommends that the committee meet in late fall 1977 after further research is forthcoming in order to consider the standard. Two weeks later we have a letter from Rapco Foam to the Office of Energy Conservation asking for a meeting and referring to a planned meeting with Alastair Gillespie. On June 22 we have a request to Mr. Bowles from the Canadian Association of Foam Manufacturers asking that they expedite the standard in order that the foam manufacturers receive their CMHC acceptance numbers. On June 24, two weeks after Mr. Bowles describes a late fall meeting, he calls a

[Translation]

M. Skelly: Il semble que nous n'ayons aucun témoin de prévu pour ce soir. Si, selon les membres du Comité, le témoignage de ces témoins peut contribuer de façon notable à éclaircir la question, pourrions-nous alors suivre vos sages conseils et reconvoquer les témoins ce soir? Certaines données sont fort intéressantes et la documentation qui est présentée est, selon moi, nouvelle et n'a jamais été soumise dans d'autres domaines.

Je pense que nous pourrions peut-être suivre votre suggestion et demander ensuite aux témoins s'ils sont libres plus tard en soirée, si les membres du comité jugent cela nécessaire, et nous pourrions décider après avoir entendu le témoignage de M. Brewer.

Le président: C'est une proposition. Tous sont-ils d'accord pour siéger ce soir? M. McCauley.

M. McCauley: Monsieur le président, je suis d'accord puisque je l'ai proposé à M. Skelly.

Le président: Les témoins sont-ils prêts, sont-ils libres ce soir?

M. Cohen: Si je ne peux pas terminer en cinq minutes, oui; mais je devrais pouvoir terminer en cinq minutes.

M. Watson: S'il peut finir en cinq minutes, nous devrions continuer.

Une voix: D'accord.

Le président: Monsieur Cohen.

M. Cohen: Je poursuis avec le Bureau de la conservation des énergies: bien qu'il ait été opposé à l'inclusion de l'isolation à la mousse, il n'avait aucun contrôle. Il ne disposait d'aucune voix à l'ONGC. Il n'avait aucun droit de regard sur les produits couverts par le programme et je n'ai jamais eu connaissance qu'il ait essayé d'influencer la SCHL pour empêcher un produit de faire partie du programme.

Naturellement, l'ONGC est le dernier des organismes participants du gouvernement et l'ONGC, devrais-je dire, n'est rien d'autre qu'un amalgame des organismes participants. Il n'a aucune compétence technique, il n'a pas de représentants indépendants, il n'a qu'un secrétaire de comité. Son rôle est de faciliter les décisions—une sorte de négociateur multilatéral entre les participants.

Ma seule préoccupation à son égard est une lettre que je possède, et que je déposerai, écrite au début de juin par M. Bowles qui recommande que le comité se réunisse à la fin de l'automne 1977, après l'obtention des résultats d'autres recherches, afin d'examiner la norme. Deux semaines plus tard, nous avons une lettre de la Rapco Foam au Bureau de la conservation des énergies lui demandant une rencontre et faisant référence à une réunion prévue avec Alastair Gillespie. Le 22 juin, la *Canadian Association of Foam Manufacturers* demande à M. Bowles de lui envoyer la norme pour que les fabricants de mousse reçoivent leur numéro d'acceptation de la SCHL. Le 24 juin, deux semaines après que M. Bowles ait

[Texte]

meeting for July 11 to approve the standard, and on July 11 the standard was approved.

My question is why that expediting of the approval process over a two- or three-week period when in early June the evidence we have from Mr. Bowles is that further research was forthcoming and they would meet in late fall.

The explanation I have—and this is from Mr. Bowles and Mr. Shirliffe in their paper—is that the forthcoming CHIP program was the stimulant which catalysed consensus, and that is using Mr. Bowles' and Mr. Shirliffe's statements in their paper. There was public information in June 1977 in *The Globe and Mail* about a forthcoming \$1.4 billion CHIP program. The industry, of course, wants to participate. They cannot participate without a CMHC acceptance number. They cannot get a CMHC acceptance number unless the standard is approved, and so this issue was expedited over a three-week period. The standard comes forth on July 11, and the product receives its CMHC acceptance number.

I do not know what influenced Mr. Bowles to expedite the process. I do not know what influenced CMHC to expedite the process. But I see questions arising.

Thank you for your indulgence.

The Chairman: Would you like to table the other letter you referred to?

Mr. Cohen: With your permission, these letters here relate to the CGSB expediting of the process.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, could those be xeroxed and circulated—they might even be useful during the questioning this morning—very quickly?

Le président: Monsieur Cohen, vous êtes un excellent professeur, mais vous ne donnez pas souvent aux élèves la possibilité de vous interroger.

Monsieur Raepple.

Mr. Walter Raepple (Former Co-ordinator of Information, Conservation and Renewable Energy Branch, Department of Energy, Mines and Resources): Thank you, Mr. Chairman. I will be as brief as I can.

Some brief background: During the summer of 1975 I was working with Energy, Mines and Resources Canada on contract to produce a manual called *Keeping the Heat In*. I was unable to bring a copy, but I am sure most of you have seen it. It is a manual that was produced to encourage the public to reinsulate their houses.

While I was doing this I, of course, conducted extensive research into various insulations, their properties, how they are used, where they are used best and so forth. I was involved in a nation-wide ad campaign to encourage homeowners to reinsulate their houses. As such, it was my job to stay up to date on all the insulation developments in a rapidly evolving field.

[Traduction]

parlé d'une réunion à la fin de l'automne, il convoque une rencontre pour le 11 juillet pour approuver la norme et, le 11 juillet, la norme est approuvée.

Ma question est la suivante: pourquoi précipiter le processus d'approbation en une période de deux ou trois semaines lorsque, au début de juin, M. Bowles dit que d'autres recherches seront publiées et que le Comité devrait se réunir à la fin de l'automne.

L'explication que j'ai trouvée—dans le document de M. Bowles et M. Shirliffe—est que l'instauration du programme d'isolation thermique des résidences canadiennes (PITRC) est le stimulant qui a catalysé le consensus, d'après les déclarations de M. Bowles et Shirliffe dans leur mémoire. En juin 1977, le *Globe and Mail* annonçait l'avènement d'un PITRC de 1.4 milliard de dollars. L'industrie veut naturellement y participer. Elle ne peut y participer sans un numéro d'acceptation de la SCHL. Elle ne peut l'obtenir avant que la norme soit approuvée et c'est pourquoi cette question a été expédiée en trois semaines. La norme est acceptée le 11 juillet et le produit reçoit son numéro d'acceptation de la SCHL.

Je ne sais pas ce qui a poussé M. Bowles à expédier cette affaire. Je ne sais pas non plus ce qui a influencé la SCHL. Mais bien des questions se posent.

Merci de votre indulgence.

Le président: Voudriez-vous déposer l'autre lettre dont vous avez parlé?

M. Cohen: Avec votre permission, ces lettres concernent l'accélération du processus par l'ONGC.

M. Skelly: Monsieur le président, pourraient-elles être photocopées et distribuées—elles pourraient même être utiles pendant la période de questions de ce matin—très rapidement?

The Chairman: Mr. Cohen, you are a good teacher, but you don't give us, students, the opportunity to ask you questions.

Mr. Raepple.

M. Walter Raepple (ancien coordinateur d'informatique, Bureau de la conservation et des énergies renouvelables, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Merci monsieur le président. Je serai aussi bref que possible.

Une rétrospective rapide: à l'été de 1975, je travaillais sous contrat à Énergie, Mines et Ressources Canada à la production d'un manuel intitulé *Emprisonnons la chaleur*. J'ai été incapable d'en apporter une copie mais je suis certain que la plupart d'entre vous l'ont vu. C'est une brochure destinée à encourager les gens à réisoler leur maison.

Dans cette fonction, j'ai naturellement été amené à faire des recherches étendues sur divers isolants, leurs propriétés, la façon dont ils sont utilisés, où ils sont le mieux utilisés, etc. J'ai participé à une campagne publicitaire à l'échelle nationale pour encourager les propriétaires à réisoler leur maison. Comme tel, mon travail consistait à me tenir à jour sur toutes les innovations en matière d'isolation dans un domaine constamment en évolution.

[Text]

• 1045

As a component of this responsibility, I was a member representing EMR on the CGSB committee developing standards for urea formaldehyde foam. As David has mentioned, EMR was not a regular member, but we were asked to participate on a visiting type of basis. During the CGSB committee meetings, I learned from people I had come to respect that urea formaldehyde thermal insulation had problems with manufacture quality control, storage conditions and shelf life, application conscientiousness, and shrinkage and corrosiveness; and long-term stability was not yet defined. So it led me to recommend to my Director, Dr. Ian Efford, and to the Buildings Co-ordinator, Mr. Mr. Charles Ficner, that EMR oppose the issuance of the standard and oppose the acceptance of the material under use of the CHIP program which we developed and which CMHC was implementing. Since we had the mandate as an office of energy conservation, we wanted to minimize the risks to the homeowners and to attempt to reduce any negative side-effects of any insulating activities.

So our stance, as Mr. Cohen has pointed out, was that urea formaldehyde should be de-rated, which it was; and once it was de-rated, we no longer opposed the issuance of a standard, or no longer opposed the acceptance of the material, simply because we thought at a de-rated R-value it was no longer a cost-competitive product from an insulation standpoint and homeowners would hopefully do the calculations and figure out that R-2.5 per inch is not as good as R-3.5 per inch, which is really quite simple. But people somehow continued to buy the product. That was mainly because the industry did not follow its own agreement to advertise the de-rated R-value. After the issuance of the standard, I monitored on an ad hoc basis the advertisements from the industry, and not once did I see a 2.5 R-value advertised; which was something they had agreed to do.

Our entire involvement focused entirely on the product as an insulator, because our job was energy conservation. We were not aware of the health aspects, but we were very concerned about its properties as an insulator.

The point I would like to stress is that there were several members on the CGSB committee who had very serious concerns, including the CMHC acceptance officer. He was one of the people most adamantly opposed to the product. I never realized why and how the material ever got accepted as an insulator.

Because of time, I think I skipped through that more quickly than I would have wanted to.

The Chairman: Thank you, Mr. Raeppe. Mr. Raeppe is the former Co-ordinator of Information, Conservation and Renewable Energy Branch. Could we ask you what your actual position is now?

[Translation]

Dans le cadre de mes fonctions, je représentais l'EMR au comité de l'ONGC élaborant les normes pour la mousse d'urée formaldéhyde. Comme David l'a mentionné, l'EMR n'était pas un membre régulier, mais on nous demandait d'y participer à titre de visiteur. Pendant les réunions du comité de l'ONGC, des gens dont je respecte l'opinion, m'ont appris que l'isolation thermique à l'urée formaldéhyde posait des problèmes au sujet du contrôle de la qualité de la fabrication, des conditions et de la durée d'entreposage, des conditions d'application, du rétrécissement et de la corrosivité; de plus, sa stabilité à long terme n'était pas encore définie. J'ai donc été porté à recommander à mon directeur, le Dr Ian Efford, et au coordonnateur en bâtiments, M. Charles Ficner, que l'EMR s'oppose à la publication de la norme et à l'acceptation du matériau dans le cadre du TITRC que nous avons élaboré et que la SCHL mettait en application. Étant donné que nous avions le mandat d'un bureau d'économie de l'énergie, nous voulions minimiser les risques pour les propriétaires et tenter de réduire tout effet secondaire négatif de toute activité d'isolation.

La proposition, comme M. Cohen l'a souligné, était donc que le rendement thermique de la mousse d'urée formaldéhyde soit réduit, ce qui a été fait; ce but atteint, nous ne nous sommes plus opposés à la publication d'une norme ni à l'acceptation du matériau simplement parce que nous pensions que ce produit, sur le plan isolation, n'était plus concurrentiel, étant donné son rendement thermique réduit, et que les propriétaires, espérons-nous, feraient des calculs et trouveraient qu'une valeur R de 2.5 au pouce n'est pas aussi bonne qu'une valeur de 3.5, ce qui est en réalité très simple. Mais quoi qu'il en soit, les gens ont continué à acheter le produit. Mais c'est surtout parce que l'industrie n'a pas respecté son engagement à annoncer la réduction de son rendement thermique. Après la publication de la norme, j'ai surveillé tout particulièrement les annonces publicitaires de l'industrie et je n'ai pas vu une seule fois la valeur R de 2.5 annoncée, chose qu'ils s'étaient engagés à faire.

Notre participation dans son ensemble s'attachait uniquement au produit en tant qu'isolant, parce que notre mission visait l'économie de l'énergie. Nous n'étions pas conscients des dangers pour la santé, mais nous étions très préoccupés par ses propriétés en tant qu'isolants.

Ce que je voudrais faire ressortir ici est que plusieurs membres du comité de l'ONGC étaient très préoccupés, dont le responsable de l'approbation de la SCHL. Il était l'une des personnes les plus vivement opposées au produit. Je n'ai jamais réalisé pourquoi et de quelle façon ce matériau a fini par être accepté comme isolant.

Contraint par le temps, je crois que j'ai passé par-dessus plus rapidement que je ne l'aurais voulu.

Le président: Merci, monsieur Raeppe. M. Raeppe est l'ancien coordonnateur de l'information du Bureau de la conservation des énergies renouvelables. Pouvons-nous vous demander quel est votre poste actuel?

[Texte]

Mr. Raepple: I moved from the federal government to the provincial Government of British Columbia, in the Energy Conservation Department. A year ago I left government work altogether and am now working with a consultant firm in Vancouver.

The Chairman: You are now with a consultant firm?

Mr. Raepple: Yes, Middleton Associates.

The Chairman: It is 10 minutes to 11, and I think we will yield the floor to the hon. Flora MacDonald. She wants to be recognized to lead off this important meeting. How do we proceed? Do we go on to 11 o'clock? Are you free for tonight for another session?

Mr. Watson: Let us try 11.15.

The Chairman: Okay, 11.15 and no evening session?

Mr. Watson: Eight minutes for Miss MacDonald plus eight for the next one and then five for everyone else. How is that?

The Chairman: Okay, you are all agreed? Miss MacDonald.

• 1050

Miss MacDonald: First of all, Mr. Chairman, I would like to thank Professor Cohen and Mr. Raepple for a truly enlightening piece of testimony. This morning we are hearing things which some of us have suspected but not have had documented before.

I will take cognizance of the limited time, but I want to zero in on a couple of things. Professor Cohen, at the meetings held by CGSB you indicated that there were really a lot of reservation about this product, and at that time not particularly because of health hazards. It was not widely known at that time what the health hazards would be, although the connection with the U.S. National Bureau of Standards, in their publication "Urea Formaldehyde Foam Insulation, an Assessment of its Properties and Performance", had in fact mentioned toxicity, had mentioned health hazards and had also attributed to NRC the assistance that had been received from NRC. So obviously there was some knowledge of the health hazards of this commodity. But the thing there seemed to be the greatest reservation about was that it was not a good insulator, that the properties of UFFI would not make for a good insulator, and as I understand it, at the meetings those reservations were expressed by George Brewer of CMHC, by Ian Efford of EMR, even though he was not a voting member of CGSB, and certainly by Cliff Shirliffe of NRC, as he mentioned last night. So there were three government agencies that had real reservations. Now, you made a statement to the effect that they reluctantly voted, or they voted for this, however reluctantly, but they voted for it. But the thing that was perhaps surprising was the immediate approval after the meeting of the CGSB, the immediate approval of the acceptance number by CMHC.

[Traduction]

M. Raepple: Je suis passé du fédéral au gouvernement provincial de la Colombie-Britannique, au ministère de la Conservation de l'énergie. Il y a un an, j'ai quitté définitivement la Fonction publique et je travaille maintenant dans une firme d'experts-conseils à Vancouver.

Le président: Vous faites maintenant partie d'une firme d'experts-conseils?

M. Raepple: Oui, la Middleton Associates.

Le président: Il est 10h50 et je pense que nous allons céder la parole à l'honorable Flora MacDonald. Elle tient à entamer les débats de cette importante réunion. Comment procédons-nous? Continuons-nous jusqu'à 11 heures? Êtes-vous libre ce soir, pour une autre session?

M. Watson: Pourquoi ne pas essayer 11h15.

Le président: D'accord jusqu'à 11h15 et sans session en soirée?

M. Watson: Que diriez-vous de huit minutes pour M^{lle} MacDonald plus huit minutes pour l'autre interlocuteur et ensuite cinq minutes pour chaque autre personne?

Le président: Ca va, tout le monde est-il d'accord? M^{lle} MacDonald.

Mlle MacDonald: En premier lieu, monsieur le président, j'aimerais remercier le professeur Cohen et M. Raeppe pour une déposition verbale vraiment révélatrice. Ce matin, nous avons entendu des points que certains d'entre nous avaient soupçonnés, mais qui n'avaient jamais été approfondis auparavant.

Je suis consciente de la période limitée, mais je veux aborder quelques questions. Professeur Cohen, aux réunions de l'ONGC, vous avez indiqué qu'il y avait vraiment un grand nombre de réserves au sujet de ce produit, et qu'à ce moment elles n'étaient pas faites surtout à cause des dangers pour la santé. On ne savait généralement pas à ce moment-là quels seraient les dangers pour la santé, bien que le *National Bureau of Standards* des États-Unis dans son ouvrage intitulé «*Urea Formaldehyde Foam Insulation, an Assessment of its Properties and Performance*», ait en fait mentionné la toxicité, les dangers pour la santé et ait également attribué au CNR l'aide reçue de celui-ci. Donc, il est évident qu'on avait certaines connaissances des dangers pour la santé que représente ce produit. Mais il semble que la plus grande réserve concernait le fait que ce n'est pas un bon isolant, que les propriétés de la MIUF n'en feraient pas un bon isolant, et si j'ai bien compris, aux réunions, ces réserves ont été exprimées par George Brewer de la SCHL, par Ian Efford d'EMR, bien qu'il n'ait pas eu le droit de vote à l'ONGC, et certainement par Cliff Shirliffe du CNRC, comme il l'a mentionné hier soir. Donc, trois organismes gouvernementaux faisaient des réserves réelles. Or, vous avez déclaré qu'ils avaient voté à contre coeur, ou qu'ils avaient voté pour cela, toutefois à contre coeur, mais qu'ils avaient voté pour cela. Mais la question qui est peut-être surprenante est l'approbation immédiate après la réunion de

[Text]

Mr. Cohen: If I may interrupt, Mr. Raeppe can correct me, but it seems that generally the CMHC acceptance numbers will be issued once the manufacturer demonstrates that his product complies with the CGSB standards. That is the normal course of events, and I think it would happen in the vast majority of cases. It is not a necessary consequence, but I think it is the normal consequence.

Mr. Raeppe: If I might add to that, one interesting notation is that very shortly after the acceptance number was issued by CMHC it was recalled because the industry did not comply with the proviso that they advertise the de-rated R value, as I mentioned. So their acceptance number was actually pulled for continuing to advertise the high R-value, but I think that few weeks later it was reinstated.

Miss MacDonald: But you also mention that there was never any final application standard developed prior to the issuance of this. What I am trying to get at is that I mean this shows a lot of loopholes along the way. Do you have any indication as to where the pressure came from? What is the connection between CMHC, Rapco and Innocan, where the government was obviously involved? How did that pressure come back onto the people who were providing that acceptance number in CMHC?

Mr. Cohen: I have no specific information about the inter-connection between those entities. What we do know is that under the CMHC Act the Cabinet can give directives to the CMHC, under Section 5 of the CMHC Act. So clearly there is legislative provision for directions from Cabinet to CMHC; it is anticipated that CMHC will receive directives from Cabinet.

• 1055

Secondly, we know there was a vice-president of CDC on the board of Innocan. Because they own 40 per cent of the common shares, it is not surprising they would have a representative on the board of directors. But other than that, I am sorry to say I have no further knowledge.

Miss MacDonald: But, obviously, you are saying this is a political decision.

Mr. Cohen: No, I cannot say that. I do not have the information upon which to base that statement. I just cannot.

Miss MacDonald: Except it seems rather obvious.

Mr. Cohen: Everyone draws their own conclusions from the facts.

Miss MacDonald: It is not hard to draw conclusions from the facts you have presented.

The Chairman: You are the politician; he is not.

Miss MacDonald: That is right; and when you are confronted with this sort of information . . .

[Translation]

l'ONGC, l'approbation immédiate du numéro d'acceptation de la SCHL.

M. Cohen: Puis-je interrompre, M. Raeppe peut me reprendre, mais il semble en règle générale que les numéros d'acceptation de la SCHL sont émis une fois que le fabricant a prouvé que son produit est conforme aux normes de l'ONGC. C'est la procédure normale, je pense, pour la grande majorité des cas. Ce n'est pas une conséquence nécessaire, mais je pense que c'est la conséquence normale.

M. Raeppe: Puis-je ajouter ceci: Il est intéressant de remarquer que peu après l'émission du numéro d'acceptation par la SCHL, il a été retiré parce que l'industrie ne s'est pas conformée à la condition expresse d'annoncer la valeur R réduite, comme je l'ai mentionné. Donc, leur numéro d'acceptation a été en fait retiré en raison de la continuation de l'annonce de la valeur R élevée, mais je pense que quelques semaines plus tard, il a été rétabli.

Mlle MacDonald: Mais vous avez également mentionné qu'aucune norme d'application finale n'avait été élaborée avant l'émission du numéro. Ce que je veux dire, c'est que les échappatoires sont nombreuses. Avez-vous une idée quelconque de la provenance des pressions exercées? Quel est le lien entre la SCHL, Rapco and Innocan, où le gouvernement était évidemment mêlé? De quelle façon ces pressions sont-elles retombées sur les responsables qui attribuent le numéro d'acceptation de la SCHL?

M. Cohen: Je n'ai aucune information particulière sur les rapports entre ces organisations. Nous savons qu'au titre de la Loi sur la SCHL, le Cabinet peut donner des directives à la SCHL, en vertu de l'article 5 de cette loi. Il existe donc clairement une disposition législative permettant au Cabinet de donner des directives à la SCHL; il est prévu que la SCHL reçoive des directives du Cabinet.

Deuxièmement, nous savons qu'il y avait un vice-président du CCD qui siégeait au conseil de l'Innocan. Étant donné qu'il possède 40 p. 100 des actions ordinaires, il n'est pas surprenant qu'ils aient un représentant au conseil d'administration. Mais je ne sais rien de plus.

Mlle MacDonald: Mais évidemment vous dites que c'est une décision politique.

M. Cohen: Non, je ne peux pas dire cela. Je ne possède pas les informations nécessaires pour faire une telle affirmation. Je ne puis tout simplement pas.

Mlle MacDonald: Sauf que cela semble très évident.

M. Cohen: Chacun peut tirer ses propres conclusions.

Mlle MacDonald: Il n'est pas difficile de tirer des conclusions à partir des faits que vous nous avez présentés.

Le président: Vous êtes le politicien; lui non.

Mlle MacDonald: C'est exact; et lorsque vous faites face à ce genre d'informations . . .

[Texte]

Can you give us any further information on the involvement of CMHC in these discussions? We have heard from Mr. Shirliffe, and we will be talking to other people. But from your analysis of this in the paper you have presented, can you give us any further detail as to the involvement of CMHC?

Mr. Cohen: I think Mr. Raepple will probably be able to give us more information about that. He was at the meetings.

Mr. Raepple: I was never clear. I remember speaking to George Brewer over coffee one time—and this was very shortly after the material had received acceptance—and I asked him what happened. How did this happen? The answer was: there was a lot of pressure. I do not know from where or anything, but there was a lot of pressure from somewhere to give the material some acceptance.

But I think that question might best be reserved for your next witness.

Miss MacDonald: Mr. Raepple, is it normal for an acceptance number generally to be given without any final application standard being established?

Mr. Raepple: To my knowledge, urea formaldehyde is the only insulator that had an application standard. None of the other insulating materials were finicky enough to require instalment in a specific fashion, so that was the exception rather than the rule.

Also, to my understanding, once a material has a CGSB specification standard, and once the manufacturers can guarantee they produce the product to that standard, I believe it is accepted by CMHC almost automatically.

The Chairman: Are you through?

Miss MacDonald: Yes, I have just one final question.

I am not sure you have identified—I may have, but I would like you to identify—the CMHC officer who registered reservations to this.

Mr. Cohen: The minutes of the CGSB meetings indicate it was Mr. George Brewer.

Miss MacDonald: Thank you.

The Chairman: Are you through?

Miss MacDonald: Yes.

The Chairman: Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I certainly appreciate the information laid down. I think that has done more to clarify a lot of things over the last little while.

It seems the message developed from the way the presentation has gone down is that George Brewer was a representative on this committee from CMHC. There are minutes here indicating he was concerned; and in the minutes, he is recorded as having raised questions at every turn about toxicity, about

[Traduction]

Pouvez-vous nous donner d'autres renseignements sur la participation de la SCHL à ces discussions? Nous avons entendu M. Shirliffe et nous parlerons à d'autres personnes. Mais d'après votre analyse de cette question dans le rapport que vous nous avez présenté, pouvez-vous nous donner d'autres détails sur la participation de la SCHL?

M. Cohen: Je crois que M. Raepple pourra probablement vous donner plus d'informations à ce sujet. Il a assisté aux réunions.

M. Raepple: Cela n'a jamais été très clair. Je me rappelle avoir parlé à Georges Brewer lors d'une pause-café... peu après que le matériau a été accepté... et je lui ai demandé ce qui était arrivé. Comment cela est-il arrivé? Sa réponse a été: Il y avait beaucoup de pression. Je ne sais pas qui l'exerçait ou quoique ce soit, mais quelqu'un a exercé beaucoup de pression pour que le matériau soit accepté.

Mais je crois que vous feriez mieux de poser la question à votre prochain témoin.

Mlle MacDonald: Monsieur Raepple, est-il normal qu'un numéro d'acceptation soit attribué de façon très générale sans qu'aucune norme d'application finale soit établie?

M. Raepple: A ma connaissance, l'urée formaldéhyde est le seul isolant qui ait une norme d'application. Aucun autre matériau d'isolation n'est suffisamment compliqué pour nécessiter un mode d'installation spécial, c'était donc l'exception plutôt que la règle.

Egalement, si je comprends bien, une fois qu'un matériau a reçu une norme de l'ONGC, et une fois que les fabricants peuvent garantir qu'ils produisent ce matériau conformément à cette norme, je crois que ce dernier est accepté par la SCHL presque automatiquement.

Le président: Avez-vous terminé?

Mlle MacDonald: Oui, j'ai seulement une dernière question.

Je ne suis pas certaine que vous ayez identifié... je l'ai peut-être fait, mais j'aimerais que vous identifiez... l'employé de la SCHL qui a enregistré le dépôt de ce matériau.

M. Cohen: Le procès-verbal des réunions de l'ONGC indique que c'était M. George Brewer.

Mlle MacDonald: Merci.

Le président: Avez-vous terminé?

Mlle MacDonald: Oui.

Le président: Monsieur Skelly.

M. Skelly: Monsieur le président, j'apprécie certainement l'information présentée ici. Je crois qu'elle nous a permis de clarifier davantage un certain nombre de choses.

Il semble que le message que l'on essaie de nous passer de la façon dont la présentation a été faite est que M. George Brewer était un représentant de la SCHL à ce comité. Il y a ici un procès-verbal indiquant qu'il était inquiet; et ce procès-verbal indique qu'il ne manquait pas une occasion pour poser des

[Text]

the general quality of this material. He seems to have been ignored or overridden, but his concern goes on.

Last night, in cautiously worded testimony, Mr. Shirliffe indicated the nature of the dilemma faced by NRC, but again, that they did approve. But he also spoke to other government departments, which I think might have led to the memos and the letters you placed in the record today, coming from Alastair Gillespie, Mr. Efford and a number of other people who indicated this material was not acceptable and should never be used in government buildings. So we now have NRC who, because of some very unusual process for protecting the interests of people, votes for but speaks against it. And we really, clearly, have Mr. Brewer, in the minutes, telling about the dilemmas of this product but, again because of a unique procedure in the standards board, being forced to vote for it but telling everybody else not to approve it. We seem to have the whole of the government organization paralysed. We have EMR against it, we have Mr. Gillespie against it, we have the approval officer for CMHC against it, yet it got approved, and we have a statement by Mr. Raepple that says there was a great deal of pressure. I am amazed that a minister can write a memo or a telegram, like the one you described from Mr. Gillespie, and within a short period of time this in fact is accepted.

• 1100

Mr. Cohen: If I can interject, Mr. Skelly, EMR did not have control, CMHC had ultimate authority.

Mr. Skelly: I think that was made clear, I am just proceeding in a direction.

Mr. Raepple, maybe you could give me some indication, then, of how the office with which you were involved related to CMHC, because it really seems to hinge on the acceptance number. They have the purse strings, they make the regulations, and if they give the acceptance on this material—and it appears from the testimony that they did very quickly, with even the officer thinking there were more tests pending in the fall and that the stuff had never received a final standard. Can you give us some insight into how your office, or the Department of Energy, Mines and Resources, related to CMHC, and any further elaboration on what this pressure would have been? Also, who was the minister at the time responsible for CMHC?

Mr. Raepple: As I remember it, the minister was Mr. André Ouellet. And I might want to clarify—is that wrong?

Mr. Cohen: No, he was.

The Chairman: It was Danson.

[Translation]

questions au sujet de la toxicité, au sujet de la qualité générale de ce matériau. Il semble que l'on n'ait pas tenu compte de son intervention, mais il a continué d'être préoccupé.

Hier soir, dans un témoignage formulé avec prudence, M. Shirliffe a indiqué la nature du dilemme auquel devait faire face le CNR, mais répétons-le, ils l'ont tout de même approuvé. Mais il a également parlé à des représentants d'autres ministères du gouvernement, et je crois que cela a entraîné la présentation de notes de service et de lettres que nous avons ici dans le dossier, provenant de Alastair Gillespie, M. Efford et un certain nombre d'autres personnes qui ont indiqué que ce matériau n'était pas acceptable et qu'il ne devrait jamais être utilisé dans les immeubles du gouvernement. Nous avons donc le CNR qui, à cause d'un processus très inhabituel visant à protéger les intérêts du public, accepte le matériau mais le dénigre. Et nous avons très clairement M. Brewer qui, dans le procès-verbal, nous parle du dilemme au sujet de ce produit mais, encore à cause d'un processus unique à l'office des normes, est forcé de voter en faveur dudit produit tout en disant à tout le monde de ne pas l'approuver. Il semble que toute l'organisation gouvernementale soit paralysée. L'EMR est contre le produit, M. Gillespie également, tout comme l'agent responsable de l'approbation à la SCHL, et pourtant le produit est approuvé et selon la déclaration de M. Raepple, des pressions énormes ont été exercées. Je suis stupéfait de voir qu'un ministre peut écrire une note de service ou un télégramme, comme celui que nous a décrit M. Gillespie, et que très peu de temps après, cela est en fait accepté.

M. Cohen: Si je peux faire une observation, monsieur Skelly, l'EMR n'avait aucun pouvoir, c'est la SCHL qui avait l'autorité finale.

M. Skelly: Je crois que cela était rendu très clair, c'est simplement parce que je veux arriver à quelque chose de précis.

Monsieur Raepple, peut-être pourriez-vous me donner certaines indications sur la façon dont le bureau avec lequel vous travaillez entretenait ses relations avec la SCHL, parce que tout semble tourner autour de ce numéro d'acceptation. C'est eux qui tiennent les cordons de la bourse, ils font les règlements, et s'ils acceptent ce matériau... et il semble, d'après le témoignage, qu'ils l'ont accepté très rapidement, même l'agent responsable croyait qu'il devait y avoir d'autres essais à l'automne et que le matériau n'avait jamais reçu de norme finale. Pouvez-vous nous donner certains renseignements sur la façon dont votre bureau, ou le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, entretenait ses relations avec la SCHL, et élaborer sur la nature des pressions exercées? Je voudrais également savoir qui était le ministre responsable de la SCHL à ce moment-là?

M. Raepple: Si je me rappelle bien, le ministre était M. André Ouellet. Et je voudrais clarifier... n'est-ce pas exact?

M. Cohen: Non, c'était bien lui.

Le président: C'était Danson.

[Texte]

Mr. Cohen: Mr. Ouellet announced the CHIP program in December, 197...

The Chairman: All that he did... he made the wrong statement and somebody will correct that.

Mr. Raepple: It does not matter. The point I would like to raise, to try to answer your question, Mr. Skelly, is that even though most of the government people were opposed to the issuance of an acceptance number, the final acceptance was issued on the basis of a de-rated R-value of 2.5 per inch. Since the material was more expensive than competitive products, like cellulose fibre or blown-in fibreglass, and since it had a lower R-value, it was no longer competitive with any of the other products. By voting for acceptance of the material and by voting for the standard on that basis, the industry should have died, the material should have died, it no longer held a competitive place in the marketplace. Under normal economic theory people would not have purchased it, because they were purchasing less insulation for more money. It does not make sense. It was voted for on those grounds. I think that is important to remember, because this places some of the onus on industry, who failed to advertise the R-value, which they promised they would, which is 2.5.

As far as our relationship with CMHC is concerned...

Mr. Skelly: Yes, I wonder if I might interject here. The question, the way it has come out—and Mr. Shirliffe's testimony last night—has to do with the contradictions. They were aware of these problems. They described the reason why they had to vote for it as being because of a consensus procedure. But ultimately, in the whole system, it is that government is warned about these limits, government responds by saying never use it. What it seems to me is that we are continually pushing the ultimate decision on this acceptance idea further up the ladder of authority. The question that no one has been able to fulfil is who, if Brewer in fact was opposed, if Shirliffe was opposed, if they gave advice to government officials such as the minister and his officials below him and they responded with the kinds of letters that you did... Then, all of a sudden, it changes, bang! The final standard is not in there.

• 1105

Can you guesstimate at what level the pressure to change this and suddenly give it acceptance and allow it to go out on a CHIP...? Surely the economics are very clear that if they had not been subsidized through the CHIP program this would not have been a viable product in the Canadian market the way it was.

I think we were even maybe misled a bit—not deliberately; a poor term—last night into thinking that one of the reasons a standard was so important was that this was so prevalent in the Canadian market. In fact, the testimony you have laid

[Traduction]

M. Cohen: M. Ouellet a annoncé le programme PITRC en décembre 197...

Le président: Tout ce qu'il a fait... il a fait une fausse déclaration et quelqu'un devra corriger cela.

M. Raepple: Cela importe peu. Le point que je veux soulever, pour essayer de répondre à votre question, monsieur Skelly, c'est que, bien que la plupart des représentants du gouvernement se soient opposés à l'émission d'un numéro d'acceptation, l'acceptation finale a été établie sur la base d'une valeur réduite, d'une valeur R de 2.5 au pouce. Étant donné que ce matériau isolant était plus cher que les produits compétitifs, comme la fibre de cellulose, ou la fibre de verre soufflée, étant donné qu'il avait une valeur R plus faible, il n'était plus compétitif avec les autres produits. En votant l'acceptation de ce matériau et en votant une norme en fonction de tout cela, l'industrie aurait dû périr, c'est-à-dire que le matériau en question aurait dû disparaître, puisqu'il n'occupait plus une place compétitive sur le marché. Dans une situation économique normale, les gens ne l'auraient plus acheté puisqu'ils auraient alors acheté moins d'isolation pour plus cher. Cela n'a aucun sens. Il a pourtant été accepté pour ces raisons. Et je crois qu'il est important de se rappeler cela parce qu'ainsi, certaines charges retombent sur l'industrie qui a omis consciemment d'annoncer la valeur R comme elle l'avait promis, soit la valeur de 2.5.

En ce qui a trait à nos relations avec la SCHL...

M. Skelly: Oui, je me demande si je peux interrompre. La question, comment cela s'est produit... et le témoignage de M. Shirliffe hier soir... a quelque chose à voir avec ces contradictions. Ils étaient au courant de ces problèmes. Ils ont dit qu'ils ont accepté le produit pour une affaire de consensus. Mais finalement, dans tout ce système, le gouvernement avait été mis au courant de ces limites, et les responsables du gouvernement répondent en disant qu'il ne faut pas l'utiliser. Il me semble que nous poussons continuellement la décision finale de l'acceptation toujours plus haut dans la hiérarchie. La question à laquelle personne n'a pu répondre est de savoir qui, si Brewer s'est en fait opposé, si Shirliffe était également opposé, s'ils ont donné leur avis en ce sens aux représentants du gouvernement comme le ministre et ses subalternes et qu'ils ont répondu avec les lettres que vous avez... Alors, tout à coup, tout change, et bang! La norme finale ne figure nulle part.

Pouvez-vous estimer à quel niveau se sont exercées des pressions pour que cela change et que brusquement le produit soit accepté et fasse partie du PITRC...? Il est certainement très clair, d'un point de vue économique, que si ce produit n'avait pas bénéficié de subventions dans le cadre du programme PITRC, il n'aurait pas été viable sur le marché canadien, comme il l'a été.

Je pense que nous avons peut-être même été quelque peu induits en erreur involontairement... le mot est mal choisi... hier soir, lorsqu'on nous a amenés à croire que l'une des raisons pour lesquelles il était si important de disposer

[Text]

down today says that this product was not prevalent in the market and that in fact it was the subsidy that made it economically viable, and therefore the acceptance numbers and all the rest of it—the standard, the acceptance numbers—were vitally important. All the government officials are against it.

So the key thing here today is: can you give us any insights as to how far up the ladder of authority the direction would have come to change the approach of these officials?

Mr. Raepple: I really have no direct evidence, but at that time I was guessing that it would have to come from the ministerial level for that kind of immediate action to be taken, especially since the CGSB Secretary, Mr. Alan Bowles, wanted to wait until the fall, and then once the CHIP program was under way, two weeks later, the beginning of summer, much less fall, he very rapidly, on short notice, called the last meeting to approve the standard. So it would have to come from a ministerial level of some government department.

Mr. Skelly: And ultimately . . .

Mr. Cohen: On a point of order. The minister was Mr. André Ouellet.

Mr. Skelly: Okay. I am just trying to find what the precedence of ministers would be . . .

That is an awkward question. Innocan was mentioned earlier. Is Mr. Baker a representative from Innocan on the CGSB?

Mr. Cohen: I do not think he is a representative of Innocan on the CGSB.

Mr. Raepple: The question came up of, or David mentioned, the meeting we had called and which I neglected to address in this. That is where Mr. Baker, I guess, showed up. I guess it was in late May that Energy, Mines and Resources realized that we could not stop the issuance of the standard, which was something that up to that point we were doing. So we called a meeting of all of the industrial representatives and all of the government people who were involved in the CGSB process.

During that meeting, Dr. Ian Efford and myself clarified the department's position with respect to the foam, and that was again focusing in on this de-rated R-value of R-2.5. The industry was advertising 4.5. At that meeting we informed them that we were going to tell the public—in our publications, in our pamphlets, in our telephone hot line—that urea formaldehyde was not a cost-effective option because of the de-rated R-value. That was essentially the purpose of that meeting, and that is where Mr. Baker showed up.

[Translation]

d'une norme était que le produit était très répandu sur le marché canadien. En fait, d'après l'exposé que vous avez fait aujourd'hui, il apparaît que ce produit n'était pas répandu sur le marché et qu'en fait c'est la subvention qui l'a rendu viable sur le plan économique, et que c'est pourquoi les numéros d'acceptation et tout le reste . . . la norme, les numéros d'acceptation . . . revêtaient une importance capitale. Tous les représentants gouvernementaux s'opposent à l'idée.

Ainsi, le point-clé à éclaircir aujourd'hui est le suivant: pouvez-vous nous donner une idée quelconque du niveau de la hiérarchie auquel il faudrait remonter pour que s'opèrent des changements au niveau de l'approche de ces représentants?

M. Raepple: Je n'ai en fait aucune preuve directe, mais à l'époque j'estimais que c'est au niveau des ministres que ce genre de mesure immédiate devait être prise, étant donné surtout que le secrétaire de l'ONGC, M. Alan Bowles, voulait attendre jusqu'à l'automne, et qu'ensuite, une fois que le programme PITRC a été en cours, soit deux semaines plus tard, au début de l'été, et non pas en automne, il a très rapidement, sur un préavis très court, convoqué la dernière réunion pour l'approbation de la norme. Il en ressort que les décisions devraient se prendre au niveau ministériel, à un ministère quelconque.

M. Skelly: Et, en dernière analyse . . .

M. Cohen: Je tiens à souligner que le ministre en question était M. André Ouellet.

M. Skelly: Très bien. J'essayais tout simplement de déterminer quel serait l'ordre des préséances auprès des ministres . . .

Il s'agit d'une question délicate. Plus tôt, on a évoqué Innocan. Est-ce que M. Baker représente Innocan à l'ONGC?

M. Cohen: Je ne le pense pas.

M. Raepple: Une question a été posée, ou une remarque a été faite par David, au sujet de la réunion que nous avions convoquée et dont je n'ai pas parlé ici. Je pense que c'est là que M. Baker s'est présenté. Je pense que c'est à la fin du mois de mai que le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'est rendu compte que nous ne pouvions empêcher l'adoption de la norme, chose à laquelle nous nous appliquons jusqu'aujourd'hui. Aussi, nous avons réuni tous les représentants du secteur de l'industrie et du milieu gouvernemental qui s'intéressaient de près ou de loin aux travaux de l'ONGC.

Au cours de cette réunion, le Dr. Ian Efford et moi-même avons clarifié la position du ministère au sujet de la mousse, autrement dit nous avons insisté sur le fait que la valeur R a été cotée à la baisse à 2,5 au pouce. L'industrie avait coté le produit à 4,5. À cette même occasion, nous avons fait part aux participants de notre intention de faire savoir au public . . . dans nos publications, dans nos brochures et dans notre émission de ligne ouverte . . . que la mousse d'urée formaldéhyde n'était pas une solution rentable en raison de la dépréciation de la valeur R. C'était là essentiellement l'objet de la réunion, et c'est là que M. Baker s'est présenté.

[Texte]

Mr. Skelly: He is vice-president of a holding company. His only interest in this material is strictly financial. He has no technical expertise, and he is simply being informed that you cannot accept this stuff, and it is strictly . . . okay.

Mr. Cohen: Yes, that was my understanding.

Mr. Skelly: Can you give us any indication of why EMR lost control of the CHIP program? Here is a department that organizes a move for energy conservation, and in the normal process of checks and balance in government it almost looks as if logically, really, it should lie within EMR. How did EMR lose control of that CHIP program?

Mr. Raeppe: We gave it away. Dr. Efford did not want to manage the implementation of the CHIP. He felt that we did not have the administrative structure in place with decentralized offices, like CMHC did, so he essentially wanted, I think even before CMHC was approached or knew anything about the program . . . because we developed the program.

• 1110

When implementation came up, he said, oh, we are not going to worry about that; we will just give it to CMHC. At that point we did not even know whether or not CMHC wanted it; and in the early days, they did not want it, but they ended up with it.

Mr. Cohen: May I expand on that, Mr. Skelly? Some two months after the ban in December 1980, the regulations under the CHIP program were amended and now read that homeowners who use:

Material that conforms to or is equivalent to the standards prescribed by CMHC and is approved by the Minister of Energy, Mines and Resources can be used for the CHIP program.

The funding decisions were changed, so as of two months after the ban EMR now has final approval of the material. But during the time of this problem in 1977, they did not.

Mr. Skelly: Let me ask you another question; and this is a bit dicey, of course.

You worked in this field and left. You went to the provincial government, worked in energy in B.C. and then went into consulting. Were you ever aware of any people, related to this program within government departments, who went to work for industry afterward?

[Traduction]

M. Skelly: Il est vice-président d'un trust. Le seul intérêt qu'il porte à ce produit est strictement d'ordre financier. Il ne possède aucune connaissance technique et il est simplement informé de ce que vous ne pouvez accepter ce truc, et c'est dans l'ordre des choses.

M. Cohen: Oui, c'est ainsi que j'ai compris les choses.

M. Skelly: Pouvez-vous nous donner une idée de la raison pour laquelle le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a perdu la direction du programme PITRC? C'est un ministère qui lance un mouvement en faveur de la conservation de l'énergie. Compte tenu du processus normal de vérification et d'équilibre au sein du gouvernement, il semblerait presque logique que ce soit lui qui ait la mainmise sur le programme. Comment se fait-il que ce programme ne relève plus de son autorité?

M. Raeppe: Nous avons abandonné la responsabilité de la mise en oeuvre du programme. Le Dr. Efford ne voulait pas s'en occuper. Il estimait que nous n'avions pas la structure administrative nécessaire, avec les bureaux décentralisés, comme l'avait la SCHL. C'était essentiellement sa façon de voir les choses, je pense même avant que des démarches aient été faites auprès de la SCHL ou avant que cette dernière soit même au courant du programme . . . parce que c'est nous qui avons mis au point le programme.

Lorsqu'est venu le moment de la mise en application, il a déclaré: il n'y a pas lieu de s'inquiéter, nous allons tout simplement confier la responsabilité du programme à la SCHL. A ce stade, nous ne savions pas encore si cette dernière en voulait ou pas. Au tout début, elle n'était pas d'accord, mais elle a fini par accepter.

M. Cohen: Puis-je apporter des précisions à ce sujet, monsieur Skelly? Environ deux mois après l'interdiction de décembre 1980, les règlements régissant le P.I.T.R.C. ont été modifiés et prévoient maintenant que les propriétaires qui utilisent:

un matériel qui est conforme ou équivalent aux normes prescrites par la S.C.H.L. et est approuvé par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources peuvent bénéficier du P.I.T.R.C.

Les décisions concernant le financement ont été changées. Ainsi, deux mois après l'interdiction, c'est le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui a le dernier mot quant à l'approbation du matériel. En 1977, à l'époque où se posait le problème en question, la décision finale ne lui appartenait pas.

M. Skelly: Permettez-moi de vous poser une autre question. C'est bien entendu quelque peu délicat.

Vous avez travaillé dans ce domaine et vous l'avez abandonné. Vous avez accepté un poste au niveau provincial, avez travaillé dans le domaine de l'énergie en Colombie-Britannique, pour ensuite vous orienter vers la consultation. Avez-vous déjà su s'il y avait certaines personnes qui, s'étant occupé de ce programme au gouvernement, ont accepté ensuite un poste dans l'industrie?

[Text]

Mr. Raepple: For the urea formaldehyde industry?

Mr. Skelly: Who worked in the urea formaldehyde foam industry.

Mr. Raepple: No, the only people I knew who worked in the urea formaldehyde foam industry went to other industries.

Miss MacDonald: They tried to keep it quiet.

Mr. Skelly: Fine. Thank you.

Le président: Madame Côté.

Mme Côté: Mes questions sont dans la même veine que celles de M. Skelly, particulièrement la dernière. Il demandait si les gens qui étaient dans l'industrie canadienne de la mousse isolante d'urée formol étaient passés à une autre entreprise. Je ne pense pas que ce soit le cas aux États-Unis, parce que ce produit, qu'on dit dangereux dans un document qui a été cité par M. Cohen, est toujours utilisé aux États-Unis, sauf dans quelques États, que je sache.

Le président: Monsieur Cohen.

Mr. Cohen: Yes, in April, the Consumer Product Safety Commission banned the use of urea formaldehyde foam insulation in the United States. I can give you the citation for that study.

An hon. Member: Throughout the United States.

Mr. Cohen: Throughout the United States.

An hon. Member: Is it effective?

Mr. Cohen: It is effective, yes. I can give you the citation. Would you . . . ?

Mme Côté: Non, je me fie à votre parole. Cela a été interdit cette année, en avril 1982?

The Chairman: Across the country or only . . . ?

Mr. Cohen: No, across the country. I can give you the reference in a moment.

Mme Côté: On sait que c'est interdit dans certains États, mais pas par le gouvernement fédéral américain.

Mr. Cohen: No, this is by the Consumer Product Safety Commission. I will refer you to Consumer Product Safety Commission ban of urea formaldehyde foam insulation, withdrawal of proposed information-labelling rule and denial of a petition to issue a standard, *Federal Register*, Volume 47, number 64, pages 14366, April 2.

I do not have the date, but I think it is April 2. It has been banned. You can get the *Federal Register*; it is in the Parliamentary Library.

Mr. Watson: We should have a copy of that.

Mr. Cohen: The *Federal Register*?

Mr. Watson: No, no, just the copy of this information.

[Translation]

M. Raepple: Vous voulez dire l'industrie de l'urée formaldéhyde?

M. Skelly: C'est bien cela.

M. Raepple: Non, les seules personnes qui, à ma connaissance, se soient occupées de la mousse d'urée formaldéhyde se sont dirigées vers d'autres secteurs de l'industrie.

Mlle MacDonald: Elles ont essayé d'étouffer la chose.

M. Skelly: Très bien. Merci.

The Chairman: Mrs. Côté.

Mrs. Côté: My questions are in line with those of Mr. Skelly, especially the last one. He wanted to know if the people who were working in the Canadian urea formaldehyde foam industry had gone to other industries. I do not think that it was the case in the United States, since the product, that is said to be dangerous in the document that was quoted by Mr. Cohen, is still used in the United States, except in certain states, if I am not mistaken.

The Chairman: Mr. Cohen.

M. Cohen: Oui, en avril, la Commission américaine d'examen de la sécurité des produits a interdit l'usage de la mousse isolante d'urée formaldéhyde aux États-Unis. Je peux vous citer des extraits à ce sujet.

Une voix: Partout aux États-Unis.

M. Cohen: Partout aux États-Unis.

Une voix: Cette mesure est-elle en vigueur?

M. Cohen: En effet. Je peux vous lire l'extrait. Aimerez-vous . . . ?

Mrs. Côté: I will take your word for it. It was banned this year, in April 1982?

Le président: Dans tout le pays ou seulement . . . ?

M. Cohen: Non, dans tout le pays. Je peux vous donner la référence dans quelques instants.

Mrs. Côté: We know that it is banned in certain states, but not by the American federal government.

M. Cohen: Non, c'est une mesure de la Commission américaine d'examen de la sécurité des produits. Je vous renverrai au *Federal Register*, volume 47, numéro 64, page 14366, 2 avril, où il est question de l'interdiction de la mousse isolante d'urée formaldéhyde par la *Consumer Product Safety Commission*, du retrait d'un règlement proposé concernant l'étiquetage détaillé et le rejet d'une pétition au sujet de l'émission d'une norme.

Je n'ai pas la date précise, mais je pense qu'il s'agit du 2 avril. L'interdiction a eu lieu. Vous pouvez consulter le *Federal Register*; il se trouve à la Bibliothèque parlementaire.

M. Watson: Nous devrions obtenir une copie de cela.

M. Cohen: Du *Federal Register*?

M. Watson: Non, non, simplement une copie de cette information.

[Texte]

Mr. Cohen: You have that. It is on footnote number 6 on the introduction to the paper I have given.

Mr. Watson: Okay. Thank you.

Le président: Madame Côté.

Mme Côté: Merci. Alors, eux aussi ont changé d'emploi. Revenons à la formule d'acceptation ou d'approbation d'un produit. Dès qu'on accepte à la Société canadienne d'hypothèques et de logement de donner un numéro à un produit qui peut être utilisé dans un programme, cela lui confère une approbation. C'est ce que j'ai compris de votre intervention.

Mr. Cohen: If I can correct, the CMHC will deny its acceptance constitutes approval.

Mme Côté: Alors, la Société canadienne d'hypothèques et de logement n'a pas le mandat d'approuver ou de rejeter les produits. Elle est soumise à l'Office des normes générales du Canada qui définit les normes ou les règles d'utilisation de certains produits. À ce sujet, je voudrais vous parler de...

Mr. Cohen: No. Again, CMHC accepts products, and they say that does not constitute...

Mme Côté: Elle accepte des produits qui, selon l'Office des normes générales du Canada, peuvent être utilisés.

Mr. Cohen: They will meet the CGSB standards. The products are tested at independent laboratories and, if they meet the...

• 1115

Mme Côté: Juste une minute. J'aimerais comprendre le fonctionnement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement n'a pas elle-même le pouvoir d'approuver ou de ne pas approuver certains produits.

Mr. Cohen: True.

Mme Côté: Alors, dès que ces produits ont été définis par l'Office des normes générales du Canada, ils peuvent être utilisés par les citoyens, et la Société canadienne d'hypothèques et de logement doit leur attribuer un numéro d'identification qui sera utilisé par les gens qui désirent le produit.

Mr. Cohen: No. What happens is the CGSB establishes a standard. When the manufacturers can demonstrate to CMHC that their products meet the standard, CHMC issues—

Mrs. Côté: Okay.

Mr. Cohen: —the acceptance number but the products can be marketed without the CMHC acceptance number. It is not approval and it can be marketed without. What the CMHC acceptance number means is that—

Mrs. Côté: Slowly, please.

Mr. Cohen: —manufacturers can qualify for CMHC insured grants and under the CHIP program people who use those products would receive \$500.

[Traduction]

M. Cohen: Vous l'avez. Il s'agit du renvoi numéro 6 dans l'introduction à l'étude que je vous ai remise.

M. Watson: Très bien. Merci.

The Chairman: Mrs. Côté.

Mrs. Côté: Thank you. So, they too have changed jobs. Let us come back to the method of acceptance of a product. Once the CMHC has agreed to give a product an acceptance number, that can be used for a program, the acceptance is thereby given. This is what I got from your statement.

M. Cohen: Si je puis me permettre de rectifier, la SCHL refusera d'admettre que son acceptation constitue une approbation.

Mrs. Côté: Thus, the CMHC has no mandate to approve or refuse a product. It is subject to the CGSB who determines the utilization rules or standards for certain products. On that subject, I would like to speak about...

M. Cohen: Non, une fois de plus, la SCHL accepte les produits, et elle déclare que cela ne constitue pas...

Mrs. Côté: It accepts the products that are safe for use, according to the CGSB.

M. Cohen: Les produits doivent correspondre aux normes définies par l'O.N.G.C. Ils sont soumis à des essais dans des laboratoires indépendants, et s'ils répondent aux...

Mrs. Côté: Wait a minute. I would like to know how it works. The Central Mortgage and Housing Corporation does not have the authority to approve certain products.

Mr. Cohen: C'est vrai.

Mrs. Côté: So, as soon as the Canadian Government Specifications Board has set the definition of these products, they can be put to use by the citizens, and the Central Mortgage and Housing Corporation has to give them an identification number, which will be used by those who want the products.

M. Cohen: Non. L'ONGC définit les normes. Lorsque les fabricants peuvent prouver à la SCHL que leurs produits respectent les normes, la société délivre...

Mme Côté: D'accord.

M. Cohen: ... un numéro d'acceptation; cependant, ils peuvent commercialiser les produits sans ce numéro d'acceptation de la SCHL. Celui-ci ne représente pas une approbation, donc, les produits peuvent être commercialisés sans lui. Il signifie...

Mme Côté: Plus lentement, je vous prie.

M. Cohen: ... que les fabricants sont admissibles aux subventions garanties de la SCHL, et, aux termes du PITRC de la

[Text]

Mme Côté: Très bien. Revenons à la liste des membres du comité d'isolation thermique de l'Office des normes générales du Canada. Je constate que certains ministères, certains gouvernements provinciaux y étaient représentés, dont ceux de l'Alberta, du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, soit par des organismes ou des ministères. Il semblerait que tout le monde ou presque, au gouvernement du Canada, était contre l'utilisation de ce produit-là. Mais à un moment donné, on s'est retrouvé avec une directive que l'Office des normes générales du Canada en date de décembre 1977, qui remplaçait celle de mai 1977, définissant l'utilisation de la mousse isolante d'urée formol au Canada en général, pas particulièrement dans le cadre du programme d'isolation. J'ai raison?

Mr. Cohen: I cannot speak about the representatives from the provinces.

Mme Côté: Ce que je veux dire, c'est que l'Office des normes générales du Canada n'est pas là seulement pour définir certains produits qui peuvent être utilisés dans un programme particulier. Non?

M. Cohen: C'est général.

Mme Côté: Il s'agit de l'utilisation générale d'un produit.

Mr. Cohen: Mr. Raepple.

Mr. Raepple: When CHMC accepts a product, it is then allowed to be used for programs involving government funding. Anyone can sell anything if they can sell it.

Mme Côté: Ce n'était pas ma question.

Mr. Raepple: There is nothing preventing them. CHMC does not have to have the stamp of approval on. You can buy anything. I mean, it is just—

Mme Côté: Oui, d'accord. Alors, cela faisait partie aussi des produits qui pouvaient être utilisés. Combien de produits ont été numérotés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, je parle des produits pouvant être utilisés dans ce programme d'isolation thermique?

Mr. Raepple: Oh, there were hundreds. I mean, you look at the CMHC acceptance manual, it is quite thick. They accept windows and doors and every brand of insulation by name so there might be—

Mme Côté: Combien de produits d'isolation de ce genre la Société a-t-elle mis sur sa liste, des produits pouvant être utilisés par les Canadiens?

Mr. Raepple: Oh, of the urea formaldehyde?

Mme Côté: Non, non. La mousse isolante d'urée formol était l'un des produits qu'on pouvait utiliser, mais il y en avait plusieurs autres.

[Translation]

SCHL, une subvention de \$500 est accordée aux citoyens qui utilisent ces produits.

Mrs. Côté: Let us go back to the membership of the Thermal Insulation Committee of the Canadian Government Specifications Board. I realize that some departments and some provincial governments, as of Alberta, Quebec, Ontario and British Columbia, were represented there either by organizations or departments. It seems that almost everybody within the Canadian Government was against using the product. But at one point, the Canadian Government Specifications Board published a guideline in December, 1977, replacing that of May, 1977, to specify the use of urea formaldehyde insulating foam in Canada, not specifically as concerns the insulation program. Am I right?

M. Cohen: Je ne peux parler au nom des représentants provinciaux.

Mrs. Côté: What I mean is this: the Canadian Government Specifications Board does not exist only to define certain products to be used in a particular program, does it?

Mr. Cohen: It gives a general definition.

Mrs. Côté: It does give the general use of the products.

M. Cohen: C'est à vous, monsieur Raepple.

M. Raepple: Lorsque la SCHL approuve un produit, c'est que celui-ci peut être utilisé dans le cadre de programmes subventionnés par le gouvernement. Tout peut se vendre, à condition qu'on y arrive.

Mrs. Côté: That is not what I asked.

M. Raepple: Rien n'empêche de vendre ces produits. La SCHL n'a pas à se demander si un produit porte un sceau d'approbation. On peut acheter n'importe quoi. Je veux dire, c'est simplement . . .

Mrs. Côté: Okay, I understand. So they were included in the products that could be used. To your knowledge, how many products did the Canadian Mortgage and Housing Corporation include in the ones that could be used in the thermal insulation program.

M. Raepple: Des centaines. En fait, le guide d'acceptation de la SCHL est très volumineux. La société doit accepter des fenêtres, des portes, ainsi que chaque marque de produit isolant, alors il se peut que . . .

Mrs. Côté: How many insulation products of this kind did the society put on their list, products that the Canadians could use?

M. Raepple: Des produits d'urée formaldehyde?

Mrs. Côté: No, that is not what I mean. Urea formaldehyde insulating foam was one of the products that could be used, but there were also many others.

[Texte]

Mr. Raepple: Well, there were basically four different kinds of insulations that could be used: urea formaldehyde, cellulose fibre, rigid foams and fibreglass pads.

Mme Côté: Très bien. Dernière question, monsieur le président, parce que le temps file.

M. Cohen a parlé des risques pour la santé de l'utilisation de cette mousse isolante. Vous pourriez nous donner vos sources de renseignements? À quel moment ou par qui la preuve a-t-elle été faite que l'utilisation de ce produit représentait des risques réels pour la santé des citoyens?

Mr. Cohen: The question as stated is, I think, impossible to answer. The degree of safety is as much a political and social decision as it is a medical decision but the first public information that I have been able to discover regarding health risk was a complaint filed with the Consumer Product Safety Commission in the United States by the Denver District Attorney Office in Colorado in, I think, December 1976. As well, there was a journal published in 1977—do you want the actual citation—I will have to look it up. Do you want the citation of the journal where this information began?

• 1120

Mrs. Côté: Yes.

Mr. Cohen: The National Bureau of Standards' study in July 1977 made the point that there was a toxicity issue and a health hazard issue but they did not have the information to form an opinion on those issues. They did mention a long-term exposure standard in Denmark of 0.02 parts per million, indicating that at least some countries were concerned about long-term exposure. But they did not actually, in that study, come forth with any original scientific evidence. They just said they were concerned the studies were not there when it was obvious that there was a toxicity risk and a health hazard risk.

But apart from that complaint to the Consumer Product Safety Commission, if I can get it for you—I have it here. There were many studies dealing with the risk of formaldehyde generally. But there was a paper written in 1977 entitled "Formaldehyde in Mobile and Conventional Homes", written by Dr. Peter Breyse, who is a doctor of public health at the University of Washington, in Volume 26 of *The Environmental Health and Safety News*, University of Washington.

Now, Mr. Breyse, I think if you read that article, to be perfectly honest with the committee—he was concerned mostly with the release of formaldehyde fumes in particle board in mobile homes for which, I think, you are familiar. But the issue raised in that paper was formaldehyde fumes in the residential environment. That was 1977—plus we have the National Bureau of Standards' study plus we have the complaint from the Consumer Product Safety Commission. And

[Traduction]

M. Raepple: En fait, on pouvait essentiellement utiliser quatre différents produits isolants: la mousse d'urée formaldéhyde, la fibre de cellulose, la mousse rigide et les panneaux de fibre de verre.

Mrs. Côté: Okay. This is my last question, Mr. Chairman, because time is running out.

Mr. Cohen mentioned that there were health hazards related to the use of this insulating foam. Where do your informations come from? When and who approved that the use of this product could be truly hazardous to the health of the citizens?

M. Cohen: Telle que vous la formulez, il est impossible, à mon sens, de répondre à votre question. Les risques rattachés à un produit concernent tout autant le milieu politique et social que celui de la médecine; cependant, la première information publique que j'ai pu découvrir concernant les risques du produit pour la santé a été une plainte que le bureau du procureur du district de Denver, au Colorado, a déposée, en décembre 1976, je crois, auprès de la Commission américaine d'examen de la sécurité des produits. Il y a eu également un journal de publié en 1977—voulez-vous l'extrait en question—il faudra que je le retrouve. Voulez-vous l'extrait du journal dans lequel cette information a débuté?

Mme Côté: Oui.

M. Cohen: Dans son étude de juillet 1977, le Bureau national des normes signalait qu'il y avait un problème de toxicité et de risque pour la santé mais qu'il ne possédait pas suffisamment de renseignements pour se faire une opinion à ce sujet. Il faisait mention de l'existence au Danemark d'un critère d'exposition à long terme de 0.02 partie par million, donc de la préoccupation d'au moins certains pays pour l'exposition à long terme. Mais cette étude ne comportait en réalité aucune preuve scientifique originale. Les auteurs affirmaient tout simplement qu'ils s'inquiétaient de ce qu'il n'y ait pas d'étude existante alors que les risques pour la santé et le danger de toxicité étaient manifestes.

Mais mise à part cette plainte présentée à la Commission sur la sûreté des produits de consommation, si je puis le trouver pour vous—tenez, le voilà. Il y a eu de nombreuses études sur le risque que présentait généralement le formaldéhyde. Mais en 1977, un document intitulé *Formaldehyde in Mobile and Conventional Homes* a été écrit par le Dr Peter Breyse, spécialiste de l'hygiène publique à l'Université de Washington. Cet article a paru dans le volume 26 de *The Environmental Health and Safety News*, de l'Université de Washington.

Voilà, monsieur Breyse, si vous lisez cet article, pour être parfaitement honnête avec le comité—se préoccupait surtout de l'émission de gaz de formaldéhyde dans les panneaux de particules des maisons mobiles, problème que vous connaissez bien, je crois. Mais la question soulevée dans son article concernait l'émission de gaz de formaldéhyde dans le milieu résidentiel. C'était en 1977—mais nous avons maintenant l'étude du Bureau national des normes et la plainte présentée à

[Text]

by 1979, we have health and welfare being actively involved. I can give you those citations—they will not be picked up by recorder.

The Chairman: Mr. McCauley.

Mr. McCauley: On a point of clarification, I am sure Mr. Cohen would not wish to mislead the committee when he referred to a document issued by the United States government banning the foam.

Mr. Cohen: Yes.

Mr. McCauley: Perhaps you are not aware that is just the recommendation and—

Mr. Cohen: No, that is the final banning.

Mr. McCauley: No, no, my information is that there is a 180-day delay before that comes into effect.

Mr. Cohen: April.

Mr. McCauley: And that is some time at the end of August. According to the information I have, Mr. Cohen, no final decision has been made yet.

Mr. Cohen: I stand corrected, but the Consumer Product Safety Commission has issued its final report.

Mme Côté: De toute façon, monsieur le président, pour conclure, je dois dire que bien qu'on ait attiré l'attention des citoyens américains sur le danger que cela pouvait représenter pour la santé, il n'est pas encore établi en ce moment, à 11h22, que le gouvernement américain a banni complètement l'utilisation de ce produit-là aux États-Unis.

Merci, monsieur le président.

Mr. Cohen: If I can beg the committee's indulgence, I know there was a proposed ban issued quite some time ago and it is my understanding that the ban in April was a final ban. And I will undertake for the committee to answer that question one way or the other so there is no confusion.

The Chairman: Will you send the clarification to the clerk, and we will make the correction if . . . ?

Mr. Cohen: Absolutely. It is my understanding that it was banned.

Mr. Skelly: The 180 days is simply the decision to put the ban in place and then give industry the chance to respond. They have not responded on that?

Mr. Cohen: They have—that proposed ban was quite some time ago, several months ago, prior to April. And that was a proposed ban; this is the final ban. That is why I assume that April was . . . They issued their proposed ban, there was comment; and now there is a proposed ban. I am virtually certain but I will clarify that issue for the committee. I would not put money on it because I am not a betting man, but I am very, very certain that there has been a proposal.

[Translation]

la Commission sur la sûreté des produits de consommation. Et en 1979, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être était activement engagé dans cette question. Je puis vous donner ces extraits—ils ne seront pas saisis par le magnétophone.

Le président: Monsieur McCauley.

M. McCauley: A titre d'éclaircissement, je suis persuadé que M. Cohen ne voudrait pas induire le comité en erreur en affirmant qu'un document avait été émis par le gouvernement des États-Unis pour interdire la mousse.

M. Cohen: Oui.

M. McCauley: Peut-être n'êtes-vous pas au courant qu'il ne s'agit là que d'une recommandation et . . .

M. Cohen: Non, c'est une interdiction définitive.

M. McCauley: Non, non, d'après mes renseignements, il y a un délai de 180 jours avant son entrée en vigueur.

M. Cohen: Avril.

M. McCauley: Et nous voici vers la fin du mois d'août. D'après mes renseignements, monsieur Cohen, aucune décision définitive n'a encore eu lieu.

M. Cohen: Je reconnais mon erreur, mais la Commission sur la sûreté des produits de consommation a publié son rapport final.

Mrs. Côté: In any case, Mr. Chairman, to conclude, I must say that while the attention of American citizens has been drawn on the health hazard this can represent, it is not yet established at this moment, at 11:22, that the American government has completely banned the use of that product in the United States.

Thank you, Mr. Chairman.

M. Cohen: Si je puis faire appel à l'indulgence du comité, je sais qu'il y a eu un projet d'interdiction publié il y a quelque temps déjà et, si je comprends bien, que l'interdiction d'avril était définitive. Et je m'engage en présence du comité à trouver une réponse à cette question pour qu'il n'y ait plus aucune confusion à ce sujet.

Le président: Enverrez-vous cet éclaircissement au greffier, et nous pourrions alors faire la correction si . . . ?

M. Cohen: Absolument. D'après moi elle a été interdite.

M. Skelly: Le délai de 180 jours correspond tout simplement à la décision de mettre l'interdiction en oeuvre mais de donner à l'industrie l'occasion de réagir. Les gens de l'industrie n'ont pas réagi à cela?

M. Cohen: Ils ont réagi—ce projet d'interdiction a été présenté il y a déjà quelque temps, il y a déjà plusieurs mois, avant avril. Il s'agissait d'un projet d'interdiction; il s'agit de l'interdiction définitive. C'est pourquoi je présume que le mois d'avril était . . . On a alors émis un projet d'interdiction, il y a eu des observations de fait; et maintenant il y a un projet d'interdiction. Je suis pratiquement certain mais je vais élucider cette question pour le comité. Je ne parierais pas d'argent

[Texte]

The Chairman: Okay. I have another name on my list, but we made an agreement to end this first session at 11.20 a.m. We have seven members on this side, and I think we can recognize two members from it. Mr. Lang.

Mr. Lang: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Cohen, I have the impression and the understanding that, when the government approves a product, it is not saying that the product is safe; it is saying that they have not been able to mount sufficient evidence to stand up in court to prove that the product is not safe. This is completely different from what I suspect is the public understanding that, when something has the label of government approval, it has been checked out and thoroughly investigated. Is that what you are telling us?

Mr. Cohen: I would not even use the word "approves". When the government accepts a product, and the CMHC issues its acceptance number, they do not, in a personal way, consider themselves as endorsing the product. Not by any means. Nor are they considering it to be safe or unsafe. But I agree with you that the public perception is, I think, that, if the product has been accepted by CMHC or meets the CGSB standard, then that product meets certain quality standards and meets certain safety standards. That is one of the concerns expressed by the Department of Energy, Mines and Resources, in one of their memoranda.

Mr. Lang: I have one corollary to that. Would you suggest, then, that the government change its system of approving? Then, it would run into some legal problems, and that is why I am directing the question to you. How would you get around this problem?

Mr. Cohen: In a voluntary consensus process, as the CGSB has developed—I do not think the government can do anything else; that is, either withhold its concurrence or not. If it withholds its concurrence, its only leverage is financial, because the industry then will not be able to participate in any government largesse. But if one is concerned about this, then I would suspect that there has to be a significant change in the regulatory process to deal with this issue.

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald: I just want a verification of something said earlier, although I would think from what you have just said, Professor Cohen, that public perception of the approval rating would be heightened once it is included in government incentive programs such as CHIP. That would re-inforce in the public mind that the product is acceptable. The verification I want is that I think it was you, although it may have been Mr. Raepple, who quoted from some paper, some statement, to the effect that the CHIP program was the stimulant which catalysed the approval process. Could you just tell me again what that quote was, and from where it comes?

[Traduction]

sur cette question car je ne suis pas un parieur, mais je suis très, très certain qu'il y a une proposition.

• 1125

Le président: Très bien. J'ai un autre nom sur ma liste, mais nous nous sommes entendus pour mettre fin à cette première séance à 11h20. Nous avons sept députés de ce côté-ci, et je crois que nous pouvons donner la parole à deux d'entre eux. Monsieur Lang.

M. Lang: Merci, monsieur le président. Monsieur Cohen, j'ai l'impression et je crois que, lorsque le gouvernement approuve un produit, il ne dit pas que ce produit est sûr; il affirme qu'il n'a pas eu de preuve suffisante pour démontrer à un tribunal que ce produit est dangereux. Cela est tout à fait différent de ce que le public comprend probablement; lorsqu'un produit porte l'étiquette de l'approbation gouvernementale, il croit qu'il a été vérifié et qu'il a fait l'objet d'un examen approfondi. Est-ce cela que vous nous dites?

M. Cohen: Je n'utiliserais même pas le mot «approuve». Lorsque le gouvernement accepte un produit, et que la SCHL émet un numéro d'acceptation, ces deux organismes ne considèrent pas avoir approuvé personnellement ce produit. D'aucune façon. Ils n'affirment pas non plus qu'il est sûr ou dangereux. Mais je partage votre avis: le public croit, je pense que si le produit a été accepté par la SCHL ou qu'il répond aux critères de l'ONGC, qu'il répond alors à certains critères au plan de la qualité et de la sécurité. Voilà l'une des préoccupations exprimées par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, dans l'une de ses notes de service.

M. Lang: J'ai maintenant un corollaire à ce que vous venez de dire. Voulez-vous dire alors que le gouvernement doit modifier son système d'approbation? Il ferait alors face à des difficultés juridiques, et voilà pourquoi je vous pose cette question. Comment feriez-vous pour contourner cette difficulté?

M. Cohen: Dans le cadre du consensus volontaire préconisé par l'ONGC—je ne crois pas que le gouvernement puisse faire quoi que ce soit; c'est-à-dire, retenir ou non son assentiment. S'il le retient, le seul levier qu'il lui reste est de nature financière, car l'industrie ne pourrait pas alors bénéficier des largesses du gouvernement. Mais si l'on s'inquiète de cette question, alors j'imagine qu'il doit y avoir une modification sensible du processus de réglementation pour venir à bout de cette affaire.

Le président: M^{lle} MacDonald.

Mlle MacDonald: Je souhaite tout simplement une vérification au sujet d'une déclaration antérieure, bien que je déduise de ce que vous venez de dire, monsieur le professeur Cohen, que l'idée que le public se fait de la valeur de l'approbation serait renforcée si celle-ci était comprise dans les programmes d'encouragement du gouvernement tel que le programme CHIP. Cela renforcerait dans l'esprit du public l'idée que le produit est acceptable. La vérification que je souhaite obtenir et je crois que c'est vous, bien que ce pourrait être M. Raepple, qui a cité un document, une déclaration, dans laquelle on laissait entendre que le programme CHIP avait servi de stimu-

[Text]

Mr. Cohen: Yes. It is from the paper written by Mr. Bowles and Mr. Shirliffe in 1978, which describes the CGSB approval process. I will read the quotation. It refers to the forthcoming CHIP program.

The stimulant which realized consensus on the issues of shrinkage and effective thermal insulation . . .

That is from page 390 of the paper by Shortliffe and Bowles, footnote 12.

Miss MacDonald: The CHIP program was the stimulant, in other words?

Mr. Cohen: Oh, yes. The forthcoming home insulation program. That is how it was described in the paper. I can give you the citation for that paper if you would like it. I gave it once, but it is a public document. The paper is "Development of a Canadian Standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation", in a publication called *Thermal Insulation Performance* ASTM Special Technical Publication 718, and that is at page 390 of that publication.

• 1130

The Chairman: On behalf of the members of the committee I would like to thank you very much for the interesting literature and facts. We will take a look at all the papers that were tabled at this committee and we will give it high consideration when we draft the report and the recommendation.

Thank you very much, Mr. David Cohen, from the University of British Columbia, and Mr. Walter Raepple, the Former Co-ordinator of Information of the Conservation and Renewable Energy Branch.

If we have five minutes, we will call the next meeting.

Mr. Skelly: Mr. Chairman,—

The Chairman: Yes, Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Before we go—yesterday, one of the things that seemed to develop out of the entire day's testimony, starting out with the Chairman of the National Homeowners Advisory Council and then confirmed by each set of witnesses, was that there was manipulation. I do not want to use that provocative word, but there was certainly something very wrong with the National Homeowners Advisory Committee and strong, strong words were used by homeowners groups and even the chairman of the group himself admitted that there was interference, I think, or manipulation by the minister which brings it to Mr. Ouellet's doorstep.

I think two witnesses who have testified today have now given an explanation of the strange contradiction in the testimony of Mr. Shirliffe and have provided some interesting

[Translation]

lant ou de catalyseur du processus d'approbation. Pourriez-vous me dire d'où provenait cette citation, qui en était l'auteur?

M. Cohen: Oui, il s'agit d'un document rédigé par M. Bowles et M. Shirliffe en 1978. On y décrivait le processus d'approbation de l'ONGC. Je vais vous lire l'extrait. On fait mention du prochain programme CHIP.

The stimulant which realized consensus on the issues of shrinkage and effective thermal insulation . . .

C'est à la page 390 du document de Shirliffe et Bowles, à la note infrapaginale 12.

Mlle MacDonald: En d'autres termes, le programme CHIP a servi de stimulant?

M. Cohen: Ah, oui. Le programme d'isolation des maisons qui s'annonçait. C'est comme cela qu'on le présentait dans le document en question. Je puis vous donner l'extrait si vous le souhaitez. Je l'ai déjà donné, mais il s'agit d'un document public. L'article a pour titre *Development of a Canadian Standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation*, qui fait partie du numéro *Thermal Insulation Performance* de la ASTM Special Technical Publication 718, et il se trouve à la page 390 de cette publication.

Le président: J'aimerais, au nom des membres du Comité, vous remercier particulièrement pour les faits et les documents intéressants que vous nous avez présentés. Nous examinerons tous les documents qui ont été soumis au Comité et nous leur accorderons une grande importance au moment de rédiger le rapport et les recommandations.

Merci beaucoup à M. David Cohen de l'Université de la Colombie-Britannique et à M. Walter Raepple, ancien coordonnateur de l'information du Bureau de la conservation et des énergies renouvelables.

Si vous avez cinq minutes, nous commencerons la réunion suivante.

M. Skelly: Monsieur le président . . .

Le président: Oui, monsieur Skelly.

M. Skelly: Avant de partir—hier, une des choses qui semblait ressortir des témoignages de toute la journée, à commencer par le président du Comité consultatif national des propriétaires de maisons et confirmé par chaque groupe de témoins, c'était qu'il y avait de la manipulation. Je ne veux pas utiliser ce mot provocant, mais il y avait certainement quelque chose qui n'allait pas du côté du Comité consultatif national des propriétaires de maisons et des mots très puissants ont été utilisés par les groupes de propriétaires de maisons et même le président du groupe lui-même a admis qu'il y avait de l'interférence, je pense, ou de la manipulation de la part du ministre qui a franchi le seuil de la porte de M. Ouellet.

Je pense que deux des témoins qui ont comparu aujourd'hui nous ont donné une explication de l'étrange contradiction du témoignage de M. Shirliffe et nous ont présenté certains

[Texte]

documents in which there are contradictions of ministers and high ranking officials in EMR—even Mr. Brewer's contradictory behaviour of preaching against the material and yet voting for it. I think that has now been explained. The explanation that seems to be developing is that the decision-making for the approval of this material has now been pushed very close to a minister's door as well. The statement from Mr. Raepple was that it was given away to CMHC which placed it under Mr. Ouellet again. I would ask at this point—we seem to have Mr. Ouellet here twice—is there any correspondence available from either of those ministers? Could our research people request from the departments or the ministers, any correspondence from either of those ministers, Energy, Mines and Resources or from the minister in charge of CMHC that would have advocated CMHC acceptance of that product?

The second thing is, could we have laid before this committee a complete list of their office staffs for the years 1976 and 1977; that is, both their departmental advisers and their appointed staff?

Le président: Il me semble que cette question pourrait faire l'objet de discussion lors de la réunion du Sous-comité du programme et de la procédure pour décider si le ministre devrait comparaître une deuxième fois.

Vous mentionnez qu'il y aurait supposément eu manipulation de la part du ministre auprès du comité consultatif. Ce n'est pas ce que vous avez mentionné? De toute façon, cela semble être votre interprétation, selon les qualificatifs que vous avez utilisés, des pouvoirs que le comité consultatif a obtenus des autorités. Selon vous, il semble y avoir contradiction.

Alors, si nous discutons de cela aujourd'hui, je souligne le même point que ce matin au sujet des témoins, nous pouvons revoir le programme et augmenter le nombre des témoins selon le contenu des mémoires qui seront présentés, mais il n'y aura pas de fin si nous adoptons une telle attitude. Lorsque nous avons fait la liste, le président du Comité n'a refusé aucun témoin. Les témoins qui sont actuellement sur la liste ont été proposés par vous-même, M. Skelly; les représentants des partis de l'opposition et du gouvernement n'ont refusé aucun témoin.

• 1135

Alors, je voudrais que cela apparaisse dans les comptes rendus et mentionner que nous n'avons absolument rien à cacher. Nous avons tous le même objectif, soit de faire la lumière dans ce dossier selon l'ordre de renvoi que nous avons reçu de la Chambre. Alors, lorsque vous demandez encore aujourd'hui, pour la troisième fois, d'ajouter des témoins ou de prolonger les séances, cela est toujours décidé selon les mémoires qui ont été déposés.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, you are in error. I did not ask for that. All I asked was if our research staff could provide some documentation, or a request to see if there is information available. All I wanted was just a list of their office staff for

[Traduction]

documents intéressants qui contiennent des contradictions de ministres et de fonctionnaires haut placés du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources—même le comportement contradictoire de M. Brewer qui prêchait contre le matériel et qui décide ensuite de voter pour lui. Je pense que cela a maintenant été expliqué. Selon l'explication qui nous a été donnée, il semble que la prise de décisions relative à l'approbation du matériel a été poussée jusqu'à la porte d'un ministre. M. Raepple a déclaré qu'elle avait été cédée à la SCHL qui l'avait remise entre les mains de M. Ouellet. J'aimerais maintenant savoir, nous semblons avoir M. Ouellet ici deux fois, y a-t-il des lettres disponibles d'un ou l'autre de ces ministres? Notre équipe de recherche pourrait-elle demander aux ministères ou aux ministres des lettres du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou du ministre responsable de la SCHL qui aurait préconisé l'acceptation de ce produit par la SCHL?

La deuxième chose est la suivante: le comité pourrait-il avoir à sa disposition une liste complète des employés de leurs bureaux pour les années 1976 et 1977; c'est-à-dire leurs conseillers ministériels et leurs employés désignés.

The Chairman: It seems to me that this point could be discussed during the meeting of the Program and Procedure subcommittee to determine if the minister would testify a second time.

You said that it has probably been manipulation by the minister to the Advisory Council. It is not what you said? Anyway, that seems to be your interpretation according to the qualifications you used for the powers obtained by the Advisory Council from the authorities. According to you, it seems that there is contradiction.

If we discuss that point today, I emphasize the same point of this morning related to the witnesses. We can receive the program and increase the witnesses number according to the content of memories that will be submitted, but this will never end if we adopt this attitude. When we made the list the chairman of the committee did not refuse any witness. The witnesses that are on the list actually had been proposed by you, Mr. Skelly; the government opposition representatives had not refused any witness.

Therefore, I would like it to appear in the response that we have absolutely nothing to hide. We all aim at the same objective, that is to throw light on that case, in compliance with the order of reference we received from the House. Therefore, when you ask us today, for the third time, to add witnesses or to extend the sessions, I have to say those decisions always depend on the briefs that were tabled.

M. Skelly: Monsieur le président, vous faites erreur; ce n'est pas ce que j'ai demandé. J'ai simplement demandé si votre équipe de chercheurs pouvait fournir des documents ou s'il existe des renseignements sur ce sujet. Je veux seulement la

[Text]

the years 1976 and 1977, departmental advisers and political appointees—

Le président: Vous avez demandé que le ministre compense une deuxième fois. Vous relirez l'intervention que vous avez faite.

Mr. Skelly: And was there any correspondence that they could let us have in advance.

Le président: De toute façon, si vous voulez discuter du programme, on est prêt à en discuter. Mais, je voudrais préciser que le Comité n'a aucunement l'intention de limiter le nombre des témoins. Le président a tout simplement déposé devant le Comité la liste des témoins que vous-même avez adoptée et que l'Opposition officielle a adoptée et tous les noms de témoins que vous avez suggérés sont sur la liste. Acceptez-vous cela?

Mr. Skelly: I just want our research team to undertake that, and I would be prepared to discuss that this afternoon, if you want.

The Chairman: Okay, they will ask if they want.

Monsieur Tessier.

M. Tessier: Pour couper court à la discussion sur l'ouverture du programme et la comparution de nouveaux témoins, je pense qu'on devrait accomplir tous les travaux prévus au programme. L'aspect des matériaux est une chose, à mon sens, et l'aspect qui doit retenir en dernier ressort l'attention du Comité, c'est la santé. Or, on remarque que cela va à vendredi avant qu'on entende des confirmations en ce qui concerne la santé.

Alors, une fois qu'on aura complété le travail de cette semaine, je pense qu'il sera toujours loisible au Comité... Tout à l'heure on a fait sourire l'Opposition en disant qu'on était très intéressé à recevoir l'information, mais ce que l'Opposition ne comprend pas c'est qu'on n'est pas intéressés à laisser manipuler le Comité par le truchement d'affirmations gratuites. Maintenant, en termes d'information, le plus loin qu'on peut aller pour la protection de la santé de ceux qui sont pris avec le problème, ou dans l'avenir, pour protéger la santé de tous les Canadiens, on serait prêts à entendre de nouveaux témoins et à prolonger le programme. Mais, je pense que dans un premier temps, on doit absolument couper court à toute discussion qui remettrait en cause le contenu du programme. Poursuivons avec ce programme, et après cela on verra s'il y a lieu d'entendre de nouveaux témoins compte tenu des nouveaux points de préoccupation des députés.

Le président: Merci, monsieur Tessier. Vous avez raison, vendredi, nous aurons quatre séances concernant justement l'aspect santé.

May I recall the meeting to order?

For the second morning session, I will call our witness, who is Mr. George Brewer, formerly from Central Mortgage and Housing Corporation. I think we have read the order of reference, Mr. Brewer, and you know what is going on in this committee.

[Translation]

liste des employés de leur bureau pour 1976 et 1977, conseillers ministériels et recrues politiques...

The Chairman: You did ask for the Minister to appear for a second time before the Court. You should read back what you said.

M. Skelly: Et si nous pouvions avoir certaines lettres à l'avance.

The Chairman: Anyhow, if you want to discuss the program, we are ready to do so. But I would like to specify that the committee has no intention whatsoever to limit the number of witnesses. The Chairman has simply presented to the committee the list of witnesses that you have adopted and that the official Opposition has, which contains the names of all the witnesses that you have suggested. Do you accept that?

M. Skelly: Je veux simplement que notre équipe de chercheurs entreprenne ce travail; je serais d'accord pour en discuter cet après-midi, si vous le voulez.

Le président: Bien; s'ils le veulent, ils le demanderont.

Mr. Tessier.

Mr. Tessier: In order to end the discussion on the program opening and the appearance of new witnesses, I think that we should execute all of the works planned for in the program. The question of the materials is one aspect; in my opinion, the health aspect is the one that should mainly hold the attention of the committee. But, I notice here that it will not be before Friday that we will have confirmations concerning the health.

Once this week's work is done, I think that the Committee will be free to... A while ago, the Opposition smiled when we said that we were very interested in getting the information; what the Opposition does not understand is that we are not interested to see the committee being manipulated because of unfounded statements. Now, as far as information goes, in order to do the most that we can to protect the health of the people who have to deal with the problem or to protect the health of all Canadians in the future, we are ready to hear new witnesses and extend the program. But I think that first of all, we must absolutely put an end to discussions concerning the content of the program. Let us go on with the program; afterwards, we shall see if there is any need to hear new witnesses, according to the points with which the deputies are preoccupied.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier. You are right; Friday we will have four sessions concerning the health question.

Puis-je rappeler l'assemblée à l'ordre?

Pour commencer cette deuxième séance de la matinée, j'aimerais appeler notre témoin, M. George Brewer, autrefois à la Société canadienne d'hypothèques et de logement. M. Brewer, nous avons lu l'ordre de renvoi, et je pense que vous savez ce dont traite le Comité.

[Texte]

Without any other presentation, I am going to yield the floor to you, and if you have a presentation to make, if you want to submit a brief, we will distribute it.

Mr. Tessier.

M. Tessier: Avant que M. Brewer ne prenne la parole, j'aimerais savoir une chose. On nous dit qu'anciennement il était de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, j'aimerais savoir ce qu'il est maintenant.

Le président: Lors de la présentation du mémoire, l'actuelle fonction de M. Brewer vous sera mentionnée.

Encore une fois, le mémoire est seulement dans une des deux langues officielles, n'est-ce pas? . . .

Monsieur Brewer.

• 1140 •

Mr. George Brewer (formerly with Canada Mortgage and Housing Corporation): Thank you very much, Mr. Chairman.

I thought I might be asked to approach various committees as a result of the acceptance of urea formaldehyde, so I have prepared a summary of the acceptance and cancellation of UFFI by the corporation. When I talk about Central Mortgage and Housing Corporation, I will be using "corporation" throughout.

I would like to read it along with you. You all of have copies on the committee.

I want to emphasize one thing here. When you talk about UFFI, you have to think of it in chronological order. That is very important.

To go back to 1968 when we had our first approach from a company, A.C. Wilde of Toronto sought acceptance of UFFI during 1968. The product appeared to be a promising addition to the list of existing insulation for the following reasons: low cost—reputed to be one-third cheaper installed than other insulations; fairly easy application; very good insulating qualities, with a rating of R-5 per inch of thickness, which is higher than any other insulation within walls; the product had been used in Europe for over 20 years and for several years in the United States, indicating information existed regarding manufacturing, testing and installation.

During 1970, the company gave an application demonstration while applying UFFI to the exterior walls of a high school in Kanata. The corporation agreed the product could be accepted, once testing was undertaken at the National Research Council to verify the performance of UFFI with various materials, et cetera.

[Traduction]

Sans plus tarder, je vous cède la parole; si, dans le cadre de votre présentation, vous voulez présenter un mémoire, nous en ferons la distribution.

Monsieur Tessier.

Mr. Tessier: Before Mr. Brewer takes the floor, I would like to know one thing. We have been told that he was formerly with the Central Mortgage and Housing Corporation. I would like to know what he does now.

The Chairman: You will be told that when the brief is presented.

Once again, the brief is in one official language only. Right?

Mr. Brewer.

M. George Brewer (antérieurement employé à la Société canadienne d'hypothèques et de logement): Merci beaucoup, monsieur le président.

J'avais prévu qu'il serait nécessaire de faire diverses présentation devant des comités à la suite de l'acceptation de la mousse d'urée formaldéhyde de sorte que j'ai déjà préparé un résumé des événements quant à l'acceptation et au refus de la MIUF par la société. Lorsque dans ce texte j'utilise le mot Société, il s'agit de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

J'aimerais lire ce résumé ici; tous les membres du comité doivent déjà en avoir un exemplaire.

Il faut d'abord attirer votre attention sur un facteur; lorsqu'on parle de la MIUF, il faut procéder en ordre chronologique; c'est très important.

Revenons donc en 1968 lorsque la compagnie A.C. Wilde de Toronto nous a approchés pour la première fois en demandant l'acceptation de la MIUF. Ce produit semblait être un ajout prometteur à la liste des produits d'isolation déjà existants, pour les raisons suivantes: prix réduit—selon les avis de tous à ce moment la MIUF était 1/3 moins chère, une fois installée, que tous les autres produits d'isolation; application relativement facile; qualité isolante assez remarquable avec un résultat de R-5 au pouce d'épaisseur ce qui est plus élevé que tout autre genre d'isolation installée à l'intérieur des murs; le produit avait déjà été utilisé en Europe depuis plus de 20 ans et aux États-Unis depuis quelques années ce qui indiquait qu'on disposait déjà de renseignements concernant la fabrication, les essais et l'installation.

Au cours de 1970, cette compagnie nous donna une démonstration de l'installation de la MIUF en l'appliquant aux murs extérieurs d'une école secondaire à Kanata. La Société fut alors d'avis que le produit pouvait être accepté dès que le Conseil national de recherches Canada aurait entrepris les tests nécessaires pour vérifier le rendement de la MIUF utilisée avec divers matériaux, etc.

[Text]

NRC testing of the Wilde UFFI revealed the product limitations were far greater than indicated by the company. The product was then restricted to brick cavity-wall construction, which was a common end use in Europe. However, very few, if any, houses were being constructed in Canada at that time with cavity-wall construction.

The cancellation of the A.C. Wilde product became necessary, because other companies expressed interest in a similar acceptance. The corporation did not want proliferation of UFFI until there was a standard created for the product.

In 1971, the corporation discussed with the CGSB the possibility of developing a standard for UFFI, with the object of placing UFFI and its application before as many qualified people and interested groups as possible, and also drawing on European and U.S.A. knowledge and experience.

CGSB held a meeting in Ottawa on March 11, 1971. During the meeting, it was very apparent the UFFI industry at that time was not ready to face the realities involved in developing a consensus standard.

During the subsequent two years, additional companies approached the corporation and expressed aggressive interest in the acceptance of UFFI. The corporation had to face the fact that UFFI was being used more extensively as an insulation, and although the corporation had firm reservations about UFFI, bias would be considered intolerable. Reputable firms such as Borden and Reichhold were developing installation techniques. If the CGSB could not develop a standard for UFFI because of unmitigated circumstances, the corporation could justifiably ignore claims made by companies and refuse to give acceptance of UFFI.

On the other hand, if the CGSB was able to develop a standard because of the knowledge and expertise of a committee comprised of government departments, laboratories, industry and interested parties, then the corporation would have a consensus standard upon which to base a meaningful acceptance.

In the 1974-75 period the corporation asked CGSB to have another try at developing a standard because of the calibre of companies now involved in UFFI and the possibility that more information was available. CGSB responded in a willing manner, in spite of what occurred during the earlier meeting. CGSB called a meeting to be held in Ottawa October 29, 1974, and again on June 26, 1975. Some of the questions raised by the corporation representative were that: one, shrinkage, coupled with light density, was aiding convection and creating exceptional heat transfer; two, fatigue and vibration

[Translation]

Les tests du CNRC effectués sur la MIUF de la compagnie Wilde révélèrent que le produit comportait des limites beaucoup plus importantes que ce que la compagnie avait exposées. Ce produit fut alors restreint aux constructions à murs creux de briques, ce pourquoi on l'utilisait déjà en Europe. Toutefois, à ce moment il existait très peu et même aucune construction à murs creux au Canada.

Il s'avéra nécessaire de refuser le produit de A.C. Wilde lorsque bon nombre d'autres compagnies exprimèrent le désir de faire approuver un produit semblable. La Société ne voulait pas voir proliférer l'utilisation de la MIUF avant que ne soit créée une norme concernant ce produit.

En 1971 la Société analysa, en collaboration avec l'Office des normes du gouvernement canadien, la possibilité de mettre au point une norme concernant la MIUF dans le but de soumettre la MIUF et ses diverses applications au plus grand nombre de personnes compétentes et de groupes intéressés possible et d'aller chercher aussi l'expérience et les connaissances des Américains et des Européens.

L'Office des normes du gouvernement canadien tint une réunion à Ottawa le 11 mars 1971. Durant cette réunion, il devint très évident que l'industrie de la MIUF à cette époque n'était pas prête à faire face aux réalités que comportait la mise au point d'une norme universelle.

Au cours des années subséquentes, d'autres compagnies présentèrent des demandes à la Société en exprimant un vif intérêt pour l'acceptation de la MIUF. La Société devait faire face au fait que de plus en plus on utilisait la MIUF comme produit d'isolation et que, même si elle avait des réserves marquées au sujet de ce produit, tout parti pris serait considéré comme intolérable. Des firmes d'une très grande réputation comme Borden et Reichhold en étaient alors à l'étape de mise au point de techniques d'installation. Si l'ONGC ne pouvait pas mettre au point une norme concernant la MIUF à cause des circonstances que rien ne venait modifier, la Société pouvait justifier son refus des demandes présentées par les compagnies et ne pas accepter la MIUF.

D'autre part, si l'ONGC arrivait à établir une norme grâce aux connaissances et aux compétences d'un comité formé de ministères du gouvernement, de laboratoires, de divers membres de l'industrie et de parties intéressées, la Société aurait alors une norme universelle sur laquelle elle pourrait s'appuyer pour donner son accord.

Au cours de 1974-1975, la Société demanda à l'ONGC d'essayer de nouveau de mettre au point une norme étant donné le niveau des compagnies qui s'intéressaient maintenant à la MIUF et la possibilité qu'il existe à ce moment des renseignements plus significatifs à ce sujet. La réponse de l'ONGC fut positive malgré les événements qui s'étaient produits lors de la réunion précédente. L'ONGC convoqua une réunion qui eut lieu à OTTAWA le 29 octobre 1974 et de nouveau le 26 juin 1975. Parmi les questions posées par les représentants de la Société, on retrouvait alors: d'abord le

[Texte]

tests should be conducted on the same specimen; and three, was UFFI toxic?

During this period information was accumulated from various sources and from tests conducted in various laboratories. At least seven CGSB meetings were held in the subsequent two years, as well as many task force and informal meetings. Site inspections of UFFI, in which NRC, CGSB, the corporation and industry representatives participated, were undertaken during this period of time.

During the overall period the corporation did receive letters from MPs related to UFFI. Materials acceptance officers, of which I am one, provided technical or other information to management on such occasions. It is not the duty of an acceptance officer to receive and/or respond directly to letters from MPs. A review of letters CMHC received from MPs related to UFFI will show that they were essentially seeking verification and/or information in regard to UFFI.

1977: the UFFI product standard 51-GP-24P was published May 1977; the full standard was released in December of that same year. The companion application standard was also released during December 1977. It was during this period that the corporation started to accept UFFI subsequent to certain tests.

In spite of the fact that the UFFI industry wanted to use the product in many different types of applications, the corporation limited UFFI to one application with definite prescribed conditions as follows:

UFFI could only be installed into completely empty exterior wood stud or wall framing spaces. Shrinkage in excess of 7 per cent is unacceptable. The maximum allowable R-value, 2.5 per inch of thickness. Only employees of the manufacturer or listed applicators are permitted to apply the product. The product shall be installed through the interior cladding where the exterior cladding is stucco or brick. All drums, containers, brochures, advertising, et cetera, to be specific in regard to the corporation insistence that the R-value per inch of thickness was not more than 2.5 and prescribed identification.

• 1150

The industry expanded rapidly during the months after the corporation accepted UFFI, in spite of the singularly limited acceptance, with its many conditions, indicating that the product was held in low esteem. Although UFFI had a status of being an insulation it had, in fact, received a tongue-in-cheek acceptance.

[Traduction]

rétrécissement qui, ajouté à la faible densité du produit, facilitait la convection et créait ainsi des transferts de chaleur exceptionnels; deuxièmement, il était essentiel de faire des tests de vibration et d'usure sur la même échantillon de produit; troisièmement, la MIUF était-elle toxique?

Au cours de cette période, on regroupa des renseignements provenant de diverses sources et obtenus à la suite de tests effectués par de nombreux laboratoires. Au cours des deux années subséquentes, l'Office des normes du gouvernement canadien tint au moins 7 réunions, constitua plusieurs groupes d'étude et convoqua diverses rencontres. Au cours de cette même période, on entreprit des inspections de la MIUF sur les chantiers auxquelles participèrent des représentants de l'industrie, de la Société, de l'ONGC et du CNRC.

Pendant tout ce temps, la Société reçut des lettres de membres du Parlement à ce sujet. A ces occasions, des agents d'acceptation des matériaux comme moi fournirent des renseignements, techniques ou autres, aux gestionnaires. Il n'est pas du devoir d'un agent d'acceptation de recevoir ou de répondre directement aux lettres des membres du Parlement. Un examen des lettres reçues par la Société centrale d'hypothèques et de logement provenant de divers membres du Parlement au sujet de la MIUF révèle que ces derniers recherchaient essentiellement de l'information ou une confirmation de données concernant la MIUF.

1977: la norme 51-GP-24P sur la MIUF était publiée en mai 1977; la norme complète fut publiée en décembre de cette même année. La norme connexe concernant l'application de ce produit fut aussi publiée au cours de décembre 1977. C'est donc durant cette période que la Société commença d'accepter la MIUF sous réserve de l'exécution de certains tests.

Même si les gens de l'industrie de la MIUF voulaient utiliser ce produit dans un grand nombre de genres d'applications différentes, la Société limita la MIUF à une seule application, selon des conditions précises imposées, soit:

La MIUF ne pourrait être installée que dans des espaces d'encadrement de murs ou entre les montants de bois qui devaient être extérieurs et entièrement vides. Tout rétrécissement de plus de 7 p. 100 serait inacceptable. La valeur R maximum permise serait de 2.5 par pouce d'épaisseur. Seuls les employés des fabricants ou les poseurs reconnus selon une liste établie auraient droit d'appliquer le produit. La MIUF devrait être installée par l'intérieur lorsque le recouvrement extérieur était de stuc ou de briques. Tous les barils, contenants, brochures, dépliants publicitaires, etc. devraient indiquer précisément, selon les directives de la Société, que la valeur d'isolation par pouce d'épaisseur ne dépassait pas R-2.5 et devraient porter l'identification prescrite.

L'industrie prit rapidement de l'ampleur au cours des mois qui suivirent l'acceptation par la Société de la MIUF, malgré les restrictions et nombreuses conditions entourant cette acceptation qui indiquaient le peu de confiance attribué à ce produit. Même si la MIUF était considérée comme un isolant, en fait elle avait reçu une acceptation de second ordre.

[Text]

1979. During the following 20 months, particularly the latter several months of that period, the corporation started to receive disquieting information from many sources. UFFI was being installed through brick and stucco into attics and floors, et cetera. Brochures and advertising were not listing the R-value of 2.5, as outlined in the corporation acceptance letters which the companies received as an agreement of accepting their product. Higher values were claimed which could not be substantiated and, in the opinion of the corporation, were misleading.

Some companies were changing formula, which not only presented the possibility of being a fire hazard but was not now the same product originally accepted by the corporation.

The companies could not meet the corrosion tests outlined in the standard, in spite of the fact that twice the test had been reduced in requirement.

There was also an increasing concern about the effect UFFI had on the health of occupants in the United States. Housing and urban development—HUD—in Washington wanted to cancel the product.

Added to the above was the fact that the large construction industry operating outside the pale of NHA—those are the corporation operations—for years looked upon the corporation acceptances with assurance. Most products listed by the corporation had to meet certain standards, be subjected to tests and required identification. Many companies, municipalities, provinces and other agencies purchased or received copies of the manual outlining the corporation acceptances for their own use.

While this laudable and unsung service was provided by the corporation to the Canadian building industry, the corporation had no jurisdiction over the listed products or their application when used in non-NHA construction. Previously, this fact had not appeared to present a serious problem. However, this did not apply to UFFI. There was deep concern that the corporation acceptance number was being used extensively by the UFFI industry to promote their product, but that the purchasers were not aware of the limitations and conditions that were placed on UFFI by the corporation.

In consideration of the above problems, the corporation decided to cancel their acceptance of UFFI. The industry was informed of the withdrawal of the Canada Mortgage and Housing Corporation acceptance of UFFI on May 28, 1979.

The Vice-Chairman: Mr. McGrath.

M. Tessier: J'aimerais savoir..., parce qu'on l'avait demandé au début et on nous avait dit que durant l'exposé l'on serait

[Translation]

1979: Au cours des vingt mois qui suivirent et plus particulièrement au cours des derniers mois de cette période, la Société reçut des renseignements inquiétants provenant de diverses sources. On installait la MIUF à travers la brique et le stuc, dans des greniers et des planchers, etc. Les brochures et la publicité n'indiquaient pas la valeur R-2.5 comme le demandaient les lettres d'acceptation de la Société envoyées aux compagnies à titre d'entente signifiant l'approbation de leur produit. On prétendait dans certains documents atteindre une valeur d'isolation plus élevée ce qui, selon la Société, était trompeur puisque en réalité l'isolation ne serait pas supérieure à 2.5.

Certaines compagnies ont même changé la formule ce qui non seulement laissait entrevoir la possibilité de dangers d'incendies, mais signifiait de plus que le produit maintenant utilisé n'était pas celui que la Société avait accepté.

Les compagnies n'arrivaient pas à satisfaire aux tests de corrosion décrits dans la norme malgré le fait que la rigueur des critères ait déjà été atténuée deux fois.

De plus, on s'inquiétait de plus en plus aux États-Unis des effets de la MIUF sur la santé des occupants des immeubles. La société *Housing and Urban Development* de Washington voulait abolir entièrement le produit.

S'ajoutait aux considérations ci-dessus le fait que l'industrie des grandes constructions fonctionnait hors des cadres de la Loi nationale sur l'habitation qui régit les opérations de la Société considérant d'un bon oeil et avec confiance, et ce depuis bon nombre d'années, toutes les acceptations de la Société. La plupart des produits acceptés par la Société devaient satisfaire à certaines exigences, être soumis à des tests et porter des identifications précises. Plusieurs compagnies, municipalités, provinces et autres organismes achetaient ou recevaient des exemplaires du guide de la Société décrivant ces acceptations et les utilisaient à leurs propres fins.

Même si la Société fournissait ce louable service, sans en tirer gloire, à toute l'industrie de la construction canadienne, elle n'avait aucune juridiction sur les produits acceptés ou sur leur utilisation lorsqu'ils étaient employés pour des constructions non soumises à la Loi nationale sur l'habitation. Ce fait n'avait jamais semblé auparavant constituer un problème sérieux; toutefois, la MIUF faisait exception à la règle. On s'inquiétait énormément de voir les compagnies fabriquant ou installant la MIUF utiliser le numéro d'acceptation de la Société pour faire la promotion de leur produit sans que les acheteurs aient conscience des limites et conditions rattachées à l'approbation de la MIUF.

Pour tenir compte de tous les problèmes mentionnés ci-dessus, la Société décida d'annuler son approbation de la MIUF. L'industrie fut avisée de l'annulation de l'approbation de la MIUF par la Société canadienne d'hypothèques et de logement le 28 mai 1979.

Le vice-président: Monsieur McGrath.

Mr. Tessier: I would like to know since we asked that question at the beginning and we were told we would receive

[Texte]

renseigné... On avait dit que M. Brewer était à ce moment-là à la Corporation..., maintenant, aujourd'hui, il est où? Est-ce qu'il est encore au service du gouvernement?

Mr. McGrath: That is not a point of order, it is a line of questioning, Mr. Chairman.

Miss MacDonald: That is right, that was promoting a question.

An hon. Member: A point of clarification.

Mr. Brewer: I am retired. I should be playing tennis, actually, right now but I have—

An hon. Member: Can I ask a question?

Mr. Brewer: —I have not finished, excuse me. I have done some contractual work for the National Research Council. Because of my knowledge of urea formaldehyde, they have given me contracts to work for them and help them out, because of the amount of work assailing the NRC, of course, and my experience there.

• 1155

The Vice-Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, Mr. Brewer has brought us, with a very interesting chronology, to events up to May, 1979; I would like to go beyond that. Can you tell us what pressure was brought to bear on you after you withdrew the CMHC acceptance? By whom?

Mr. Brewer: Would you repeat your question, sir.

Mr. McGrath: Yes; I want to know what pressure was brought to bear upon you after the withdrawal of the CMHC acceptance and by whom?

Mr. Brewer: When I had permission from the management to send out cancellations to the company. They were sent out by myself, and two days later I was convinced that they were going to reinstate the product, so I left my office.

Mr. McGrath: What convinced you that they were going to reinstate the product? What happened to convince you that this was going to happen? Obviously, you must have been convinced because you resigned.

Mr. Brewer: That answer would implicate another person, and I do not want to answer it. It is not political. I want to assure you that it is not political. It is an immediate person.

Mr. McGrath: I see. Well, can you tell us: Was there any political pressure brought to bear on you?

Mr. Brewer: Absolutely none. You will notice that chronologically the acceptance was not given until after the standards, and if you go back seven years, I have personally resisted the acceptance of this product. It is a long time—seven years fighting the industry over a product. We came to the place where we accepted it. The only place I could think of where it

[Traduction]

an answer during the presentation... someone said Mr. Brewer was at that time working for the corporation; where is he working now? Is he still employed by the government?

M. McGrath: Monsieur le président, ceci n'est pas une question relative aux règlements, il s'agit d'un domaine d'interrogation.

Mlle MacDonald: C'est exact, cette remarque amenait une question.

Une voix: Il s'agit d'un point d'éclaircissement.

M. Brewer: Je suis à ma retraite; je devrais plutôt jouer au tennis, mais j'ai...

Une voix: Puis-je poser une question?

M. Brewer: ... je n'ai pas terminé, excusez-moi. J'ai déjà travaillé à contrat pour le Conseil national de recherches du Canada; étant donné mes connaissances dans le domaine de l'urée formaldéhyde, ils m'ont demandé de travailler pour le CNRC et d'apporter ma contribution parce que la charge de travail du Conseil était énorme et à cause de mon expérience antérieure.

Le vice-président: M. McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, M. Brewer nous a raconté de façon très intéressante tout ce qui s'est passé jusqu'aux événements de mai 1979; j'aimerais aller plus loin. Pourriez-vous nous dire, monsieur Brewer, quelles pressions ont été exercées sur vous après que vous ayez retiré l'approbation de la SCHL? Et par qui?

M. Brewer: Pourriez-vous répéter votre question monsieur?

M. McGrath: Oui; j'aimerais savoir quelles pressions ont été exercées sur vous après le retrait de l'approbation de la SCHL et qui les a exercées?

M. Brewer: Lorsque j'ai obtenu l'autorisation de la direction de faire parvenir les annulations à la compagnie. Je les ai envoyées moi-même et, deux jours plus tard, j'étais convaincu qu'on s'apprêtait à accepter à nouveau le produit; j'ai donc offert ma démission.

M. McGrath: Qu'est-ce qui vous a convaincu qu'on s'apprêtait à accepter à nouveau le produit? Qu'est-ce qui s'est passé pour vous en convaincre? Il est évident que vous en étiez convaincu puisque vous avez remis votre démission.

M. Brewer: Pour répondre, il faudrait que j'implique une autre personne et je préfère ne pas répondre. Ce n'est pas une question politique, je tiens à vous assurer que ce n'est pas une question politique. C'est une personne très près de moi.

M. McGrath: Je vois. Eh bien, pouvez-vous nous dire: si des pressions politiques ont été exercées sur vous?

M. Brewer: Absolument pas. Si vous vous reportez à l'ordre dans lequel les événements se sont déroulés, l'approbation n'a été accordée qu'après la détermination des normes et si vous remontez sept ans en arrière, vous verrez que je me suis toujours opposé à l'approbation de ce produit. C'est long, sept ans à combattre une industrie au sujet d'un produit. Nous

[Text]

could go was in old houses in Canada where nothing else could be used or very few insulations could be used and where there was no previous insulation, not even aluminum foil. It is pretty down the line. We had to accept the fact that they had a standard—the industry had a standard—that they could use. Although our acceptance was very limited, I was hoping they would go away, but they did not.

Mr. McGrath: Can you tell us, then, if there is any direct relationship between the decision that was made to overrule your opinion—obviously by somebody higher than you and obviously with the approval of the minister, if that decision was based on the fact that at this point in time the federal government became involved in the industry albeit indirectly, or at arm's length, through CDC, by virtue of CDC buying into several companies that were involved in the manufacture of urea formaldehyde foam?

Mr. Brewer: I cannot answer that question because I do not know. What happened after I left the corporation, I cannot answer because I really do not know. It would be supposition. I am sorry.

Mr. McGrath: I see. Well, can you explain to us, then, what were the chronological order of events following your decision to leave, without your having to divulge the name of this other person you obviously want to protect, which convinced you that . . . ? I would like to know just exactly what convinced you that the order was going to be rescinded and the permit restored. That is crucial, Mr. Brewer.

Mr. Brewer: All right. I had an agreement, because I knew very well that when the cancellation went out the industry would be furious. I must admit I was not a very liked person in the meetings that I went to. So I had an agreement that when the industry responded to the telegrams, telexes, we would not talk to the industry as a group but individually. This is very important. We would discuss with each company the reasons why the acceptance cancellation was issued in more detail in a telex I would put in because of noncompliance with the agreement we had with them.

• 1200

That was the one thing. The other thing was I insisted that I be present when the industry came in individually, because I had been all through the whole history of the product up to that time. The agreement I got from them was absolutely not with it as far as knowledge was concerned; the overall knowledge of the product.

I had to leave the city on corporation business, and when I came back two days later I discovered that these two things had been violated: that somebody had gone to Toronto at the industry's command, or demand, and met with their lawyers. I knew then that acceptance would be given back.

[Translation]

avons fini par nous résigner à l'accepter. Le seul endroit où je voyais qu'on pouvait l'utiliser, c'était dans de très vieilles maisons au Canada où très peu de matériaux isolants pouvaient être utilisés et qui n'avaient jamais été isolées, même au moyen de feuilles d'aluminium. C'était vraiment un dernier ressort. Nous devons tenir pour acquis qu'ils avaient des normes—l'industrie avait des normes dont ils pouvaient se prévaloir. Même si notre approbation était très restreinte. J'espérais qu'ils abandonneraient la partie, mais ils ne l'ont pas fait.

M. McGrath: Voulez-vous nous dire, dans ce cas, s'il y a une relation directe entre la décision de casser votre décision—manifestement par un de vos supérieurs et manifestement avec l'approbation du ministre, si cette décision se fondait sur le fait qu'à ce moment le gouvernement fédéral s'était engagé dans cette industrie, quoique indirectement, ou sans lieu de dépendance, par l'entremise de la CDC du fait que cette dernière finançait plusieurs sociétés engagées dans la fabrication de mousse d'urée formol?

M. Brewer: Je ne peux pas répondre à cette question, parce que je ne suis pas au courant. Ce qui s'est passé après mon départ, je ne peux vous en parler parce que je ne sais vraiment rien. Ce serait faire des suppositions. Je regrette.

M. McGrath: Je vois. Dans ce cas, pouvez-vous nous expliquer dans quel ordre se sont déroulés les événements après votre démission, sans pour autant divulguer le nom de cette personne que vous voulez évidemment protéger, et ce qui vous aurait convaincu que . . . ? J'aimerais savoir exactement ce qui vous a convaincu qu'on allait annuler votre décision et rétablir le permis. C'est très important, monsieur Brewer.

M. Brewer: C'est bien, j'avais l'approbation de mes supérieurs parce que je savais pertinemment qu'il y avait une levée du bouclier lorsque l'ordre d'annuler serait donné. Je dois admettre que je n'étais pas très populaire dans les réunions auxquelles j'ai assisté. Il avait donc été convenu que lorsque l'industrie répondrait aux télégrammes et aux télex, nous nous adresserions non pas à l'industrie en tant que groupe mais à chaque membre. Ce point est très important. Nous devons envoyer un télex à chaque entreprise pour expliquer plus en détail pourquoi l'avis d'acceptation avait été annulé, c'est-à-dire parce que les entreprises n'avaient pas respecté notre entente.

C'était le premier point. Le deuxième point est que j'ai insisté pour être présent lorsque chaque entreprise viendrait, car je connaissais toute l'historique du produit depuis le début. L'entente n'était pas à point sur le plan technique quant aux données globales sur le produit depuis le début. L'entente n'était pas à point sur le plan technique quant aux données globales sur le produit.

J'ai dû quitter la ville pour affaires et lorsque je suis revenu deux jours plus tard, je me suis rendu compte que ces deux points n'avaient pas été respectés: un représentant s'était rendu à Toronto sur ordre de l'industrie, ou à sa demande, pour

[Texte]

Mr. McGrath: I see. Was that person who met with the industry at this critical time, in the person of Mr. Gordon Walt?

Mr. Brewer: It was management.

Mr. McGrath: Can you tell us why they would meet with the industry at this critical time, and was the minister aware that this meeting was taking place?

Mr. Brewer: I cannot answer that. I do not know the answer to it.

Mr. McGrath: I see. Could you tell us why CHIP and CMHC continued to authorize—and this is an opinion I am seeking now, based on your experience—the use of urea formaldehyde foam even after its derated R-value? It seems to me that was counterproductive to the whole purpose of the CHIP program. Here we have a derated R-value of 2.5 from 5, and it would seem to me that on that basis alone it should not have been permitted to be used under the CHIP program.

Mr. Brewer: Fibreglass insulations only in the same area—the R-value of fibreglass is not much greater, unless it is used in very high densities.

Mr. McGrath: Yes, but you put a ceiling on the R-value of urea formaldehyde foam.

Mr. Brewer: There is a ceiling on all insulations.

Mr. McGrath: Yes, but you put a ceiling at 2.5 on it, which meant, of course, that you could not get maximum insulating value from it, yet that was authorized for use under CHIP and eligible for the \$500 grant. I do not understand that.

Mr. Brewer: If you were to take another insulation and put it in the laboratory and test it—but on the site conditions the R-value is lessened, because of air migration, moisture, compression. So you have to give the R-value to a product which is established for the end use. There was nothing wrong with urea formaldehyde being R-2.5. The problem was that the industry said it was a higher R-value; and that is where the dispute is. But essentially there are insulations used in the market quite often where the R-value is not greater than 2.5.

Mr. McGrath: I realize that. I appreciate that. But here we have an energy conservation program, eligible for a government grant, and it seems to me that conservation program, if it were to be totally efficient, would only authorize the use of insulating material at a maximum R-value.

[Traduction]

rencontrer ses avocats. Je savais alors que sa demande serait de nouveau acceptée.

M. McGrath: Je vois. Est-ce que la personne qui a rencontré les représentants de l'industrie était l'un de vos supérieurs immédiats? Était-ce M. Gordon Walt?

M. Brewer: C'était un membre de la direction.

M. McGrath: Pouvez-vous nous dire pourquoi la direction tenait à rencontrer les représentants de l'industrie à ce moment critique? Le ministre était-il au courant de cette rencontre?

M. Brewer: Je ne peux répondre. Je l'ignore.

M. McGrath: Je vois. Pouvez-vous nous dire pourquoi les administrateurs du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ont continué d'autoriser—je veux ici connaître votre opinion, d'après votre expérience—l'utilisation de la mousse d'urée formol malgré la diminution de sa valeur R? Il me semble que cela allait à l'encontre de l'objectif global du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. La valeur R a diminué, passant de 5 à 2.5. Strictement à cause de cela, l'utilisation du produit dans le cadre du Programme n'aurait pas dû, à mon avis, être autorisée.

M. Brewer: Simplement dans le même domaine, les matières d'isolation en fibre de Verre—la valeur R du fibre de verre n'est pas tellement plus élevée, sauf lorsqu'il est très dense.

M. McGrath: Je suis d'accord, mais vous fixez ainsi la valeur R maximale de la mousse d'urée-formol.

M. Brewer: Toutes les matières d'isolation ont une valeur maximale.

M. McGrath: Oui, mais vous utilisez 2.5 comme valeur maximale. Cela veut donc dire que le produit ne pouvait pas vous fournir une valeur d'isolation maximale; l'utilisation du produit dans le cadre du Programme a pourtant été autorisée et les gens qui s'en servaient pouvaient recevoir la subvention de \$500. Je ne comprends pas cela.

M. Brewer: Si vous testez une autre matière d'isolation en laboratoire, vous allez obtenir une valeur satisfaisante—mais la valeur R est moins élevée sur place à cause de la circulation de l'air, de l'humidité et de la compression. La valeur R que vous donnez à un produit doit donc tenir compte de l'utilisation finale. Il n'y avait rien de mal à ce que la valeur R de l'urée-formol soit 2.5. Le problème est que l'industrie a prétendu que sa valeur R était plus élevée; c'est là tout le problème. En fait, certaines matières d'isolation sont utilisées assez souvent sur le marché et leur valeur R ne dépasse pas 2.5.

M. McGrath: Je le sais. Je comprends. Mais il s'agit ici d'un programme de conservation de l'énergie qui permet d'obtenir une subvention gouvernementale. Pour être entièrement efficace, un programme de conservation devrait, à mon avis, permettre uniquement l'utilisation de matière d'isolation dont la valeur R est maximale.

[Text]

You went on to state in your testimony that this stuff could only be installed completely in empty walls. Yet Rapco was advertising that it could go in any home, any kind of situation:

No matter what type of bad insulation is in your walls now, Rapco foam will flow right over it, sealing all the gaps your old insulation left behind.

But, you see, what this is doing to the consumer . . . The consumer, first of all, believes, as my colleague has suggested, that because the stuff is approved under the CHIP Program it must be all right and consequently . . . you know, people tend to trust the government, and here you have the industry going openly advertising against the very standards that you set down—an industry, by the way, in which the government is involved through the Canada Development Corporation.

• 1205

Mr. Brewer: First of all, what that brochure says is quite right. There is nothing wrong with that brochure, as long as you do not use it in NHA construction.

Mr. McGrath: I am sorry, we are not talking about NHA construction, we are talking about the CHIP Program. It is the CHIP Program I want to talk about.

Mr. Brewer: This acceptance only covers Canada Mortgage and Housing construction.

Mr. McGrath: But it could not be used under the CHIP Program without that acceptance number being given by CMHC, is that correct?

Mr. Brewer: No, if the CHIP Program chose to use Canada Mortgage and Housing acceptances, yes, and if they did it would have to conform to the acceptance.

Mr. McGrath: They did do that, but it did not conform. Is that correct?

Mr. Brewer: I heard this to be true.

Mr. McGrath: In your opinion, is it true?

Mr. Brewer: That they were using it incorrectly?

Mr. McGrath: That they were using it on the basis of conforming to the CMHC standards but, in fact, they were violating the standards and this was known to CMHC.

Mr. Brewer: As I tried to point out here, when I heard of these things I wanted to cancel it.

Mr. McGrath: Did you go to the minister?

Mr. Brewer: I do not go to ministers.

Mr. McGrath: Did you go to your immediate superior?

[Translation]

Vous avez indiqué au cours de votre témoignage que ce genre de produit ne pouvait être installé entièrement que dans des murs vides. Dans sa publicité, la compagnie Rapco annonçait cependant qu'il pouvait être utilisé dans n'importe quelle maison, dans n'importe quelle situation:

Quel que soit le type d'isolation que vous avez actuellement dans vos murs, la mousse Rapco recouvrira tout et remplira tous les espaces vides que votre ancien produit d'isolation a laissés.

Mais, vous voyez les effets sur le consommateur . . . Tout d'abord, comme le produit est approuvé par le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, le consommateur croit, comme mon collègue l'a laissé entendre, qu'il devrait convenir et donc . . . vous savez, les gens ont tendance à se fier au gouvernement et, dans le cas présent, vous avez une industrie qui fait ouvertement de la publicité allant à l'encontre des règles précises que vous avez établies—une industrie envers laquelle, soit dit en passant, le gouvernement s'est engagé par l'intermédiaire de la Corporation de développement du Canada.

M. Brewer: D'abord, ce qui est écrit dans cette brochure est tout à fait exact. Il n'y a rien de faux là-dedans, tant que vous ne l'appliquez pas à la construction de logements en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.

M. McGrath: Je regrette, nous ne parlons pas de construction en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, nous parlons du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. C'est de ce programme dont je veux parler.

M. Brewer: Une telle acceptation ne touche que la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

M. McGrath: Mais le produit ne devait pas être utilisé en vertu du PITRC sans le numéro d'acceptation donné par la SCHL, n'est-ce pas?

M. Brewer: Non, si le PITRC décidait d'utiliser les acceptations de la SCHL, oui, et dans ce cas le produit devait être conforme à celui qui avait été accepté.

M. McGrath: Ils l'ont fait mais le produit n'était pas conforme. Est-ce exact?

M. Brewer: J'ai entendu dire que c'était vrai.

M. McGrath: A votre avis, est-ce vrai?

M. Brewer: Qu'ils l'ont mal utilisé?

M. McGrath: Qu'ils l'ont utilisé en voulant se conformer aux règles de la SCHL mais qu'en fait, ils les ont enfreintes et que la SCHL était au courant de la situation.

M. Brewer: Comme j'ai essayé de le souligner ici, quand j'ai entendu parler de ces choses, j'ai opté pour l'annulation.

M. McGrath: Avez-vous eu recours au ministre?

M. Brewer: Non.

M. McGrath: Avez-vous eu recours à votre supérieur immédiat?

[Texte]

Mr. Brewer: That is who—

Mr. McGrath: What did he say?

Mr. Brewer: He agreed to the cancellation. I am not allowed to cancel without permission from my superiors.

Mr. McGrath: And was this the same superior who authorized the restoration of the permit? If so, what changed his mind in a couple of days?

Mr. Brewer: I do not know that. I know I made my mind up. I could not live with it, and that is all.

Mr. McGrath: Thank you.

The Chairman: Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, from my limited knowledge of this, it seems to me that one of the strongest protectors of the consumer and the interests of the Canadian people and the government was yourself. I have been through the minutes here and they indicate that at every point; when they talked about concerns and toxicity and the quality of the material, you were the individual who was the constant thorn in the side on that committee, constantly questioning, and whatnot.

Mr. Brewer: That is my job.

Mr. Skelly: I wish some more had your determination and persistence. I guess the dilemma that we have here today is that the previous witnesses indicated that the decision-making, or the people involved in the decision-making process, went up virtually to the door of the minister and you would not have been privy to that information or contact. You basically dealt, first of all, in the acceptance procedure and then the cancellation procedure with your immediate supervisors, who would then have relayed it in other directions.

I would like to know a couple of things. You mentioned that they went to visit a law firm at some point, the lawyers of the company, when this was to be put back? Officials of CMHC went to visit a law firm?

Mr. Brewer: Lawyers, their lawyers. The UFFI organization had their lawyers involved and they went down to visit the group.

Mr. Skelly: Could you tell me the name of that law firm? Do you happen to know? Okay, sorry.

Can you describe for me the approval process by which CMHC gave an approval number to this? You obviously were very concerned about it and made many expressions of concern and then, ultimately, it was approved. Can you describe how that process occurred?

Mr. Brewer: Right. We must realize, of course, that health was not the problem there. If health had been a problem with the stuff, that is what I would have loved to have had. If I had had something that said "health", I would have loved to have had it, but I did not. I did not have any evidence of health problems and I am sure NRC and others were the same way. So, chronologically, we are talking about a period where

[Traduction]

M. Brewer: C'est lui qui . . .

M. McGrath: Son avis?

M. Brewer: Il était d'accord avec l'annulation. Je n'ai pas le droit d'annuler sans la permission de mes supérieurs.

M. McGrath: Et était le même supérieur qui a autorisé la remise en vigueur de l'autorisation? Si c'est le cas, qu'est-ce qui l'a fait changer d'avis en l'espace de quelques jours?

M. Brewer: Je ne sais pas. Je sais que j'ai pris ma décision. Je ne pouvais pas vivre avec cela, c'est tout.

M. McGrath: Merci.

Le président: Monsieur Skelly.

M. Skelly: Monsieur le président, d'après mes connaissances limitées du sujet, il me semble que l'un des meilleurs protecteurs du consommateur et des intérêts de la population canadienne et du gouvernement c'est vous. J'ai parcouru les procès-verbaux et c'est ce qu'ils révèlent à tout moment; il était question de toxicité et de qualité du produit, vous avez constamment été aiguillonné le comité, ne cessant de poser des questions, et quoi encore.

M. Brewer: Cela fait partie de mon travail.

M. Skelly: Je souhaiterais que plus de gens aient votre détermination et votre opiniâtreté. À mon avis, le dilemme que nous avons aujourd'hui est que les témoins précédents ont montré que le processus décisionnel ou plutôt les gens engagés dans ce processus sont pratiquement allés jusqu'au ministre et que vous n'auriez pas été saisi de cette information ni de cette rencontre. Tout d'abord, vous vous êtes surtout occupé de la procédure d'acceptation, puis de la procédure d'annulation avec vos superviseurs immédiats qui auraient alors transmis à d'autres instances.

Je voudrais savoir certaines choses. Vous avez mentionné qu'ils ont consulté un cabinet d'avocats à un certain moment, les avocats de l'entreprise, quand tout cela devait-il être remis? Des représentants de la SCHL ont consulté un cabinet d'avocats?

M. Brewer: Des avocats, leurs avocats. Les gens de la MIUF avaient saisi leurs avocats de la question et ils sont allés les consulter.

M. Skelly: Pourriez-vous me dire le nom de ce cabinet d'avocats? Le sauriez-vous par hasard? D'accord, je m'excuse.

Pourriez-vous me décrire le processus d'approbation par lequel la SCHL accordait un numéro d'acceptation? Vous étiez de toute évidence très inquiet et vous avez remué ciel et terre et, finalement, cela a été approuvé. Pouvez-vous décrire le processus?

M. Brewer: D'accord. Naturellement, nous devons nous rendre compte que la santé n'était pas le problème ici. Si la santé avait été mise en cause par le produit, c'est bien ce que j'aurais aimé avoir. Si j'avais eu quelque chose qui parlait de «santé», j'aurais bien voulu l'avoir, mais ce n'était pas le cas. Je n'avais aucune preuve de problèmes de santé et je suis certain que le CNR et d'autres n'en avaient pas non plus. Nous avons

[Text]

health, although raised, discussed, was not an ominous thing in the acceptance of the products.

• 1210

I was concerned. We had to accept urea formaldehyde. The corporation does not have a choice, because it is an insulation; it has a standard. The committee was attended by, I am sure, the witnesses who will appear before you here. The Department of Public Works did testing; NRC did testing; the Ontario Research Foundation did testing. Many government departments were involved in the committee, and that is the object of having them.

Mr. Skelly: I understand that.

Mr. Brewer: So the companies, most of them, were testing and testing and testing, trying to respond to our questions all the time. When the standard became official, what more can I say? I had to accept it. So the only other way one can act then is to put on as many restrictions as I possibly can and be reasonable. You cannot be biased in a government department. You have to be honest. You have to accept the fact that this may not be the best insulation in the world but, nevertheless, it is an insulation. And on that basis, I was able to accept it; not very willingly but—

Mr. Skelly: So without any input from anywhere else, you judged the results of the committee as this in fact to be the case. After all statements you had made about concerns, inadequacy of testing that—

Mr. Brewer: But they satisfied those concerns. You must remember that—they satisfied. It took seven years but they satisfied my objections. Probably not mentioned is the fact that we went down to Washington to the National Bureau of Standards. We dealt with the different organizations down there trying to find out the problems and how they were accepting it. And be assured that Canada was very restrictive compared to the United States and Europe.

Mr. Skelly: From the testimony this morning on the sequence of events, after a "preliminary"—I guess that was the term; it is unfortunate that we do not have the transcript—standard had been set down in July, the impression we are left with is that approval through CMHC proceeded very quickly. Yet, there was discussion of further testing. I think in July, in certain committee minutes, there were questions about additional testing being required. Then a CMHC approval is given between the preliminary standard being given. And it appears that occurred within about a three-week period. It seemed to happen very quickly. Could you comment on that?

Mr. Brewer: Yes. The standard proper it seems to me was in December. There was nothing in the standard per se that prevented an acceptance at that time of the product. There

[Translation]

donc toujours parlé d'une période où la question de santé, bien qu'elle ait été soulevée et étudiée, n'était pas une chose inquiétante dans l'acceptation des produits.

J'étais préoccupé. Nous devions approuver la mousse d'urée formol. La Société n'a pas le choix puisque c'est un isolant; il possède une norme. Les personnes que vous allez entendre éventuellement devaient certainement assister à la réunion du comité, j'en suis sûr. Le ministère des Travaux publics a effectué des essais; le Conseil national de recherches a effectué des essais; l'Ontario Research Foundation a fait de même. Plusieurs ministères ont participé activement aux réunions du comité, et c'est pourquoi nous faisons appel à eux.

M. Skelly: Je comprends cela.

M. Brewer: Ainsi la majorité des compagnies ne cessaient d'effectuer des tests pour tenter de répondre à nos questions. Lorsque la norme fut officiellement établie, je devais l'approuver; que puis-je dire de plus? La seule voie qui restait ouverte était d'apporter le plus de restrictions possible tout en demeurant raisonnable. Vous ne pouvez pas faire preuve de partialité dans un ministère. Vous devez être honnête. Vous devez reconnaître que ce n'est peut-être pas le meilleur isolant au monde, mais c'est tout de même un isolant. C'est en tenant compte de cela que j'ai pu l'accepter; sans grande conviction mais...

M. Skelly: Ainsi, sans aucune autre information pouvant provenir d'autres milieux, vous avez accepté sans réserve les résultats que vous soumettait le comité. Après toutes les déclarations que vous aviez faites au sujet des préoccupations, des tests inadéquats...

M. Brewer: Mais les résultats ont apaisé ces préoccupations. Vous devez vous rappeler que les résultats étaient satisfaisants. Sept années ont été nécessaires, mais ils ont réussi à me satisfaire. J'oubliais de dire que nous sommes allés au *National Bureau of Standards* à Washington. Nous avons rencontré les représentants des différents organismes concernés pour tenter d'identifier les problèmes et observer leur façon de traiter la question. Et soyez assurés que le Canada était très sévère comparativement aux États-Unis et à l'Europe.

M. Skelly: D'après la déposition de ce matin sur la suite des événements; à la suite d'un «essai préliminaire»—je crois que c'est le terme utilisé; c'est malheureux que nous n'ayons pas la transcription—on avait établi des normes en juillet; cela nous donne l'impression que la SCHL aurait approuvé le produit très rapidement. On s'interrogeait pourtant, à ce moment-là, sur la possibilité de procéder à d'autres essais. Je crois qu'en juillet, d'après certains compte-rendus du comité, des questions ont été soulevées à propos de la nécessité de procéder à des essais supplémentaires. Ensuite, la SCHL donne son approbation avant même que la norme provisoire soit établie. Et cela semble s'être passé en moins de trois semaines. Tout semble s'être passé très rapidement. Pourriez-vous commenter cela?

M. Brewer: Oui. La norme proprement dite, me semble-t-il a été établie en décembre. Il n'y avait rien dans la norme comme telle qui pouvait empêcher l'approbation du produit à

[Texte]

were its limitations to a wood-structured house, and the fact that they could not meet the corrosion test, which was not a major problem in a house where it is all wood.

I would point out that we have to be careful. We are on a committee where we can make standards too rigid, and make the product perform well beyond what it should do. This is a problem, by the way, in developing a standard. You can be too lenient but, then, you can be too rigid.

So they did further testing and, of course, let us remember that when a product is being used and developed, we find other things we did not notice before. That is why it is so important to look at things chronologically because, when they started changing formulas, the question was raised about flammability. Indeed, it can be a pretty touchy thing. But as the product stood as we accepted it, fire hazard was not a consideration; it did not appear to be a consideration at the time those particular formulas were used. The corrosion was not a detriment. After all, I had been very hard on the industry, to allow it to be used in wood construction only, where there was no metal. Then we are waiting for the committee to do further research on the corrosion aspect of the product to see what limitations could be set and which they could meet and yet fall within the acceptance of wood construction.

• 1215

Mr. Skelly: We are talking about metal construction and wood construction; we are not talking about electrical outlet boxes, corrosion of the wiring system or any of that.

Mr. Brewer: No.

Mr. Skelly: So what I basically hear you saying is that you single-handedly gave the approval three weeks after this preliminary standard was set in place, based on very limited usage, that this standard was very stringent, and over the years you had battled away to get all these concerns addressed. There was still more research to be done, but the CMHC approval was your responsibility strictly and you did that based on . . .

Mr. Brewer: I appreciate that, but I had a management over me that had to approve all my acceptances.

Mr. Skelly: But you did recommend to them that it be accepted.

Mr. Brewer: I do not like the word "recommend".

Mr. Skelly: Could you clarify that for me, because it is fairly important?

[Traduction]

ce moment-là. Il y avait évidemment les restrictions relatives aux maisons à charpente de bois et le fait que le produit ne pouvait satisfaire aux conditions du test de la corrosion, ce qui n'était pas un problème important pour les maisons tout en bois.

J'aimerais souligner que nous devons être prudents. Nous participons à un comité où il nous est possible d'établir des normes trop sévères et où nous pouvons exiger d'un produit beaucoup plus que son rendement normal. Soit dit en passant, cela représente un problème dans l'établissement d'une norme. Vous pouvez être trop indulgents, mais aussi trop sévères.

Ils ont donc procédé à d'autres essais et, bien sûr, nous devons nous rappeler que lorsqu'un produit est en cours d'essai, nous lui découvrons d'autres aspects qui avaient, auparavant, échappé à notre attention. C'est pourquoi il est si important d'étudier les événements dans leur ordre chronologique puisque, lorsqu'ils ont commencé à modifier leurs formules d'essai, la question de l'inflammabilité s'est posée. Cela peut être, en effet, une question très délicate. Mais au moment où nous avons approuvé le produit tel qu'il se présentait à l'époque, le danger d'incendie n'était pas une préoccupation; il ne semblait pas l'être au moment de l'application de ces formules d'essai. La corrosion ne représentait pas un problème. Après tout, j'avais été très sévère vis-à-vis de l'industrie en ne permettant l'emploi de ce produit que dans la construction d'édifices en bois où il n'y a aucun métal. Nous attendons que le comité continue ses recherches sur les propriétés corrosives du produit pour pouvoir déterminer des normes auxquelles ils pourraient satisfaire et qui seraient tout de même acceptables pour la construction en bois.

M. Skelly: Nous parlons de construction métallique et de construction en bois; nous ne parlons pas de boîtes de sortie électrique, de corrosion de circuit électrique ou de choses du genre.

M. Brewer: Non.

M. Skelly: Donc, ce que vous dites, grosso modo, c'est que vous avez pris sur vous de donner votre approbation trois semaines après l'établissement de cette norme préliminaire, que cette norme est fondée sur des expériences très limitées, qu'elle est très sévère et que depuis bon nombre d'années vous vous débattiez pour que ces questions soient étudiées. Il y aurait encore des recherches à faire mais l'assentiment de la SCHL était strictement votre responsabilité et vous avez fait tout cela en vous basant sur . . .

M. Brewer: Je comprends ce que vous dites, mais j'avais des directeurs au-dessus de moi qui devaient approuver toutes mes décisions.

M. Skelly: Mais vous leur avez bien recommandé d'approuver le produit.

M. Brewer: Je n'aime pas le mot «recommandé».

M. Skelly: Pourriez-vous m'éclairer sur ce que vous venez de dire, la question semble assez importante?

[Text]

Mr. Brewer: The government does not recommend anything, nor does it approve anything.

Mr. Skelly: How did it get an acceptance number?

Mr. Brewer: We accepted the product on the basis of a standard.

Mr. Skelly: Who is "we"?

Mr. Brewer: The corporation.

Mr. Skelly: Who would be the official in the corporation who accepts that, who takes all the standard and . . . ?

Mr. Brewer: All my correspondence has to go across the desk of my manager, and then it goes another step higher.

Mr. Skelly: Your correspondence that goes to your manager, is this someone who was just mentioned, Mr. . . . ?

Mr. Brewer: At that time it was not him, it was another person. The corporation had been changing statuses and this sort of thing, and at the time of acceptance it was another manager.

Mr. Skelly: Could you give me his name? We are in a little dilemma here because some of these people would cast some fairly interesting information on it and the committee may at some point want to find out where things went above them. Gordon Walt, I guess, was the individual mentioned by my colleague as your . . . at the time of cancellation. Could you give some indication who your immediate supervisor would have been?

Mr. Brewer: That would be Sim Murphy, Simon Murphy. We all called him Sim.

Mr. Skelly: Okay. You wrote a letter to Sim Murphy, and a preliminary standard was present with concerns about future applications, but to your way of thinking it was totally acceptable within simple woodframe constructions. The standard met the concerns and therefore you wrote a letter to Sim Murphy about acceptance. Can you tell me what you said about it?

Mr. Brewer: Of course, you realize that Sim Murphy and I worked awfully close together on all these standards, on many committees. In the case where we agree to accept the product, all I do is prepare the acceptance letter and sign it; it goes across his desk and if he has any objections or whatever then it is changed; if not, it goes through.

Mr. Skelly: Thank you. One last item that is kind of interesting is this statement that a review of letters CMHC received from MPs related to UFFI will show that they were essentially seeking verification or other information in regard to UFFI. What does that mean, verification?

[Translation]

M. Brewer: Le gouvernement ne recommande ni n'approuve quoi que ce soit.

M. Skelly: Comment les gens du gouvernement ont-ils obtenu un numéro d'acceptation?

M. Brewer: Nous avons approuvé le produit en tenant compte d'une norme.

M. Skelly: Qui ça, « nous »?

M. Brewer: La Société.

M. Skelly: Qui dans la Société accepte les produits, examine les normes et . . . ?

M. Brewer: Toute ma correspondance doit passer par le bureau de mon directeur, puis passe à un niveau supérieur.

M. Skelly: Cette correspondance qui va à votre directeur, ne s'agit-il pas du monsieur dont le nom vient justement d'être mentionné, M. . . . ?

M. Brewer: A cette époque, ce n'était pas lui, c'était une autre personne. La Société a vu ses statuts modifiés et connu d'autres modifications du même genre; au moment d'approuver le produit, c'est un autre directeur qui était en place.

M. Skelly: Pourriez-vous me donner son nom? Nous avons ici un petit dilemme parce que plusieurs de ces personnes pourraient communiquer d'assez utiles renseignements et que le comité pourrait, à un moment donné, vouloir savoir quelles orientations ont pris les discussions au-dessus d'eux. Gordon Walt, je crois a été la personne que mon collègue a reconnue comme ayant été votre . . . au moment de l'annulation. Pourriez-vous nous indiquer qui aurait pu être votre supérieur immédiat?

M. Brewer: Il devait s'agir de Sim Murphy, Simon Murphy. Nous l'appellions Sim.

M. Skelly: D'accord. Vous avez écrit à Sim Murphy; dans votre lettre, vous proposiez une première norme tout en soulevant quelques inquiétudes quant à ses applications éventuelles, mais, d'après vous, cette norme était tout à fait acceptable pour les constructions simples à charpente de bois. La norme répondait aux exigences; vous avez donc écrit à Sim Murphy au sujet de l'acceptation. Pouvez-vous me dire ce que vous avez dit au sujet de l'acceptation?

M. Brewer: Bien sûr, vous réalisez que Sim Murphy et moi-même avons travaillé en très étroite collaboration sur l'élaboration de toutes ces normes, au sein de nombreux comités. Dans le cas où nous sommes d'accord pour accepter un produit, tout ce que je fais, c'est de rédiger la lettre d'acceptation et de la signer; la lettre passe par son bureau, il en prend connaissance et, s'il a une quelconque objection ou des remarques à ajouter, la lettre est refaite; sinon, elle est envoyée.

M. Skelly: Merci. Un dernier point qui me semble intéressant: certains ont affirmé qu'un examen des lettres adressées à la SCHL par des membres du Parlement concernant la MIUF pourra montrer qu'ils tâchaient d'obtenir une vérification ou d'autres informations relativement à la MIUF. Qu'est-ce qu'on entend par vérification?

[Texte]

Mr. Brewer: "Has a product been accepted or not, and if not, could you give us the reasons?" "I have a constituent here who is upset because he does not seem to be getting any response from you, et cetera"—now, that is a hypothetical one. All the MP is seeking is information regarding a cancellation or an approval in fact. So this is a natural thing, and it did not only happen in UFFI. We get MP letters—not very many, by the way—but we do get them the odd time asking a question because a constituent who is a manufacturer or a homeowner would go to his MP, which is a good step to take, and try and to get to the root of a problem.

• 1220

Mr. Skelly: So the letters from MPs who would have represented individuals concerned about it from one side and representations by manufacturers through their MPs to CMHC approving of it. Would any of those—it is just too much to hope for, of course—have been a Cabinet minister?

Mr. Brewer: Not a hope.

Mr. Skelly: Not a hope.

Mr. Brewer: If there was a letter from a Cabinet minister—yes, there would be a minister, but I cannot separate them because the letters are all the same anyway.

Mr. Skelly: Well, certainly for the Solicitor General this year the letters were not all the same.

Mr. Brewer: In my context, for information.

Mr. Skelly: At the steering committee meeting, Mr. Chairman—I thank you for your testimony; it has been good—I would like to discuss the committee taking a look at some of the possibilities of obtaining some of that correspondence. That might be quite interesting.

The Chairman: I imagine that you received letters from all parties' members.

Mr. Brewer: MPs are MPs. They have constituencies.

Mr. Skelly: There are certain areas of the country where representation from our party is very limited. I do not recall any of them writing.

The Chairman: Mr. Lapierre.

M. Lapierre: Merci, monsieur le président.

Monsieur Brewer, en relatant vos activités depuis le début du dossier en réalité, vous avez fait part justement de l'histoire des lettres auxquelles mon collègue d'en face faisait référence. Et je voulais vous ramener à un article qui a été écrit par M. Claude Masse, dans *Le Journal de Montréal*, où on dit par rapport à juin 1977:

Les responsables du bureau d'acceptation des produits de la SCHL sont soumis à des pressions de toute part. Les

[Traduction]

M. Brewer: «A-t-on ou non approuvé un produit, et si non, pourriez-vous nous dire pourquoi? J'ai un électeur qui se plaint parce qu'il lui semble que vous ne lui répondiez pas, et ainsi de suite—ce sont là des exemples fictifs. En fait, tout ce que le député vend, c'est l'information concernant l'annulation ou l'approbation d'un produit. Cela est tout naturel et n'arrive pas qu'au sujet de la MIUF. Nous recevons des lettres de députés—pas beaucoup, soit dit en passant—mais nous en recevons à l'occasion qui posent la question parce qu'un électeur qui est un industriel ou un propriétaire est allé voir son député, ce qui est une bonne chose à faire, et a essayé d'aller au fond du problème.

M. Skelly: Il y aurait donc eu des lettres de membres du Parlement qui représentaient des personnes préoccupées par la question ainsi que des exposés des faits provenant des fabricants et adressés à la SCHL par l'intermédiaire de leurs députés, au sujet de l'approbation du produit. Une de ces lettres, c'est sans doute trop demander, aurait-elle été envoyée par un ministre?

M. Brewer: Aucune.

M. Skelly: Aucune.

M. Brewer: Si une des lettres avait été envoyée par un ministre, ... en effet, il y en aurait une, mais je ne peux faire le tri parce que toutes les lettres traitent du même sujet de toute façon.

M. Skelly: En ce qui concerne le solliciteur général, les lettres n'étaient certainement pas toutes pareilles cette année.

M. Brewer: Dans l'optique dans laquelle je parle, à titre d'information.

M. Skelly: Lors de la réunion du comité directeur, monsieur le président, je vous remercie de votre témoignage, il a été utile, ... je proposerais que le comité examine la possibilité d'obtenir quelques lettres. Ce serait intéressant.

Le président: Je suppose que vous avez reçu des lettres de membres de chaque parti.

M. Brewer: Les membres du Parlement ont tous le même rôle. Ils représentent des circonscriptions.

M. Skelly: Dans certaines régions du pays, les membres de notre parti sont très peu nombreux. Je ne me souviens pas qu'un d'eux ait écrit une lettre.

Le président: Monsieur Lapierre.

Mr. Lapierre: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Brewer, in describing your activities since the matter arose, you have related the history of the letters to which the person seated in front of me has referred. I wish to bring to your attention an article written by Mr. Claude Masse in a June 1977 issue of the *Journal de Montréal* in which he states the following:

CMHC employees in charge of approving products are under considerable pressure. Officials are hesitant. Certain

[Text]

fonctionnaires sont réticents. On tente de provoquer la démission ou le renvoi de George Brewer. On ne réussira que deux ans plus tard, comme nous le verrons. Il faut faire vite, on doit absolument obtenir le feu vert avant le début du programme de subventions. Le lobbying des grosses entreprises ne semble pas suffisant. On fait alors intervenir l'appareil politique du gouvernement. George Brewer et l'un de ses collègues à l'époque, Howard Worth, affirment avoir fait l'objet de pressions de la part de députés et de ministres pour que le produit soit accepté durant cette période.

Est-ce que je pourrais avoir vos réactions, monsieur Brewer?

Mr. Brewer: Yes, that is the work of Mr. Worth; it is to protect me from MP pressure. That is his role if there is any pressure.

Mr. Lapierre: What is his title in the corporation?

Mr. Brewer: At that time he would be Associate Director, I believe. That is the role. The management's role is to protect the acceptance officers from political pressure if there is any—not inquiries, but political pressure if there is any. Their role is to protect me and the other officers.

Mr. Lapierre: But what I am asking is that . . .

Ils disent que M. Brewer et M. Worth «affirment», avec e, n, t..., en fait, au pluriel:

avoir fait l'objet de pressions de la part de députés et de ministres pour que le produit soit accepté durant cette période.

Durant cette période, on se réfère à juin 1977, est-ce que c'est vrai qu'on a tenté de provoquer votre démission ou votre renvoi? Est-ce que c'est vrai que vous avez fait l'objet de pressions de la part de députés et de ministres pour que le produit soit accepté durant cette période, vous, non pas M. Worth?

Mr. Brewer: I have never received pressure from MPs.

Mr. Lapierre: Or ministers?

Mr. Brewer: Oh, it does not matter—or ministers. I would not respond to MP pressure.

Mr. Lapierre: Thank you very much.

Mr. Brewer: I say this humbly: I am not afraid of any man, and I am not afraid of my job either. I would not succumb to any pressure from an MP or officer like that.

M. Lapierre: Donc, M. Masse a révélé des faussetés dans ses articles. Si on revient maintenant au 28 mai 1979, au moment où vous avez retiré l'approbation de la S.C.H.L., est-ce que vous vous souvenez qui était le ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement le 28 mai 1979?

Mr. Brewer: I am sorry—

[Translation]

parties are seeking to bring about the resignation or dismissal of George Brewer. As we shall see, two years will have passed before this is achieved. Time is running out. The green light must be given before the grant program comes into force. Lobbying by large firms seems unsuccessful. The political machinery of government is set in motion. George Brewer and Howard Worth, one of his colleagues at the time, claim to have been under pressure from M.P.s and ministers to have the product accepted during this period.

Would you like to comment on this, Mr. Brewer?

M. Brewer: Oui, M. Worth a dit cela pour me protéger contre les pressions exercées par les membres du Parlement. C'est le rôle qu'il doit jouer dans pareilles circonstances.

M. Lapierre: Quel poste occupe-t-il dans la Société?

M. Brewer: A l'époque, je crois qu'il était directeur adjoint. C'était son rôle. Le rôle de la direction est de protéger les agents chargés de l'acceptation des pressions politiques qui peuvent s'exercer, non pas des enquêtes mais des pressions politiques. Il leur incombe de me protéger et de protéger les autres agents.

M. Lapierre: Ce que je cherche à savoir . . .

The article says that Mr. Brewer and Mr. Worth claim, they claim, in the plural,

to have been under pressure from M.P.s and ministers to have the product accepted during this period.

"During this period" refers to June 1977. Is it true that certain parties tried to force you to resign or to bring about your dismissal? Were you pressured by M.P.s and ministers into accepting the product during this period? You, not Mr. Worth?

M. Brewer: Je n'ai jamais subi de pressions de la part des membres du Parlement.

M. Lapierre: Ni des ministres?

M. Brewer: C'est sans importance, ni de la part des ministres. Je ne réagirais pas aux pressions des membres du Parlement.

M. Lapierre: Merci.

M. Brewer: Permettez-moi d'affirmer en toute humilité que je n'ai peur de personne et que je ne crains pas d'assumer les responsabilités rattachées à mon poste. Je ne me laisserais pas influencer par les pressions exercées par un membre du Parlement ou un autre fonctionnaire.

Mr. Lapierre: Therefore, Mr. Masse's articles did not contain true facts. Let us turn now to May 28, 1979 when you withdrew CMHC's acceptance of the product. Do you remember who was the minister responsible for Canada Mortgage and Housing Corporation on May 28, 1979?

M. Brewer: Je m'excuse . . .

[Texte]

M. Lapierre: Je peux vous rafraîchir la mémoire.

Mr. Brewer: —I should have known, but I was too busy.

M. Lapierre: Je pense que c'était M. Elmer MacKay.

• 1225

Miss MacDonald: I think he was gone, since the swearing-in did not take place until June 4.

The Chairman: Order, please. Would you please direct your questions to the Chair?

M. Lapierre: Maintenant, dans la même série d'articles et c'est cela qui m'inquiète, on dit en mai 1979:

George Brewer a maintenant la preuve que les entreprises ne respectent pas leur entente.

C'est ce que vous nous avez dit aussi.

Donc, ils retirent alors tous les numéros d'acceptation. Un cadre de la S.C.H.L., M. Gordon Walt, passe par-dessus la tête de George Brewer et rencontre un représentant de Borden, Rapco Foam quelques jours plus tard. Ils passent avec eux une nouvelle entente à l'effet que toute la publicité des compagnies devraient mettre en évidence le fait que la S.C.H.L. croit que la valeur isolante est de R-2.5.

S'agit-il à ce moment-là de la même réunion dont il était question quand vous parliez d'une réunion tenue à Toronto avec des avocats?

M. Brewer: Yes.

M. Lapierre: A ce moment-là, le même M. Masse dit:

Complètement dégoûté et déprimé, George Brewer quitta la S.C.H.L. pour un congé de maladie et démissionna peu de temps après. Son initiative courageuse n'avait stoppé la machine qu'une semaine. Les consommateurs canadiens ignorant tout continuèrent de plus bel à faire isoler leur habitation à la MIUF et ce avec la bénédiction de leur gouvernement.

Est-ce que cette affirmation-là est vraie selon vous?

Mr. Brewer: You lost me away back there somewhere.

M. Lapierre: Eh bien, je peux reprendre la citation.

Mr. Brewer: Yes, please.

M. Lapierre: On se reporte au 28 mai 1979 on dit:

Après le 28 mai 1979 . . .

Et là on parle de vous et on dit:

Complètement dégoûté et déprimé, George Brewer quitta la S.C.H.L. pour un congé de maladie et démissionna peu de temps après. Son initiative courageuse n'avait stoppé la machine qu'une semaine. Les consommateurs canadiens ignorant tout continuèrent de plus bel à faire isoler leur habitation à la MIUF, et ce avec la bénédiction de leur gouvernement.

[Traduction]

Mr. Lapierre: I can refresh your memory.

M. Brewer: . . . j'aurais dû le savoir mais j'étais trop occupé.

Mr. Lapierre: I believe it was Mr. Elmer MacKay.

Mlle MacDonald: Je crois qu'il n'était plus là puisque l'assermentation a eu lieu le 4 juin.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Veuillez dresser vos questions au président.

Mr. Lapierre: Now, in the same series of articles, in May, 1979 in this particular case, and this is what troubles me, it is said that:

George Brewer now has proof that firms did not observe the agreement.

This is what you have already said.

Therefore, they withdrew all acceptance numbers. A CMHC executive, Mr. Gordon Walt, goes over George Brewer's head and meets with a representative of Borden RAPCO Foam a few days later. They conclude a new agreement whereby all the firm's advertisements must emphasize the fact that CMHC believes the insulation R-value to be 2.5.

Is this the same meeting of which you spoke when you said a meeting with lawyers had been held in Toronto?

M. Brewer: Oui.

Mr. Lapierre: In that same article, Mr. Massé also says:

Utterly disgusted and depressed, George Brewer left CMHC on sick leave and resigned shortly thereafter. His courageous effort only succeeded in stopping the machinery for one week. Unaware of what was happening, Canadian consumers went on insulating their homes with UFFI with the blessing of their government.

Do you believe this to be true?

M. Brewer: J'ai bien peur de ne plus vous suivre du tout.

Mr. Lapierre: I can repeat the excerpt.

M. Brewer: Oui, s'il vous plaît.

Mr. Lapierre: The date in question is May 28, 1979, the article says:

After May 28, 1979 . . .

It refers to you and goes on:

Utterly disgusted and depressed, George Brewer left CMHC on sick leave and resigned shortly thereafter. His courageous effort only succeeded in stopping the machinery for one week. Unaware of what was happening, Canadian consumers went on insulating their homes with UFFI with the blessing of their government.

[Text]

... Dont on a encore des des vestiges ici.

Mr. Brewer: I suppose I am allowed to answer it the way I want.

Miss MacDonald: You are just a little bit out, but then—

Mr. McGrath: I remember when I was elected here. The new government was—

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît! Je ne crois pas que les deux représentants puissent deviner qui faisaient partie du cabinet à cette époque.

M. Lapierre: Pourtant, je pense que M^{lle} MacDonald était déjà en voyage...

Le président: Monsieur Brewer, vous avez la parole. S'il vous plaît, adressez vos questions au président.

Mr. Brewer: I want this quite clear. I am a materials acceptance officer; I am not a politician. I had to leave the corporation in a state of shock, if I might put it that way—it took me a long time to recover—and that was only because of the decision I knew was forthcoming that the material would be re-accepted.

Mr. Lapierre: How did you get to know that?

Mr. Brewer: I know the man.

Mr. Lapierre: The man? Is it possible to know the man?

Mr. Brewer: My management. My management and I had agreement, and there was approval for the reasons we were discontinuing the acceptance of the product. If you look at them, they are quite extensive. There was agreement that, when the industry returned to seek acceptance, we would only talk to the companies individually, and I would be present; and this was violated.

M. Lapierre: En tout temps et à ce moment-là, monsieur Brewer, est-ce que vous avez avisé la haute direction de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, soit le président de la société ou le ministre responsable, ou avez-vous strictement quitté en douce plutôt que de remuer un peu ce qui se passait dans la société?

Mr. Brewer: My manager is the one I report to and work through.

M. Lapierre: Vous n'avez avisé personne d'autre?

Mr. Brewer: No.

M. Lapierre: Merci.

Le président: Merci, monsieur Lapierre.

Nous allons maintenant entendre un membre du cabinet du temps, madame MacDonald.

[Translation]

Of which there are still a few traces present.

M. Brewer: Je présume que je peux répondre comme je le veux.

Mlle MacDonald: Vous êtes un peu à côté de la question, néanmoins.

M. McGrath: Je me souviens du jour où j'ai été nommé à ce poste. Le nouveau gouvernement était...

The Chairman: Order, please. I do not think that the two people who have just spoken are able to name the cabinet ministers at the time.

Mr. Lapierre: However, I believe Miss MacDonald had already left on a trip...

The Chairman: Mr. Brewer. Would you please direct your questions to the chair?

M. Brewer: Je tiens à préciser ceci: je suis un agent chargé de l'acceptation des matériaux et non pas un politicien. J'ai dû quitter la Société en état de choc, si je peux m'exprimer ainsi, il m'a fallu beaucoup de temps pour me remettre, parce que je savais qu'il allait bientôt être décidé d'accepter à nouveau le produit.

M. Lapierre: Comment le saviez-vous?

M. Brewer: Je les connais.

M. Lapierre: Qui? Peut-on savoir qui?

M. Brewer: Mes supérieurs. Mes supérieurs et moi étions d'accord sur les raisons pour lesquelles nous allions retirer l'acceptation du produit. Si vous prenez connaissance de ces raisons vous constaterez qu'elles sont très nombreuses. Nous avions convenu que, lorsque les entreprises s'adresseraient à nouveau à nous pour obtenir l'acceptation du produit, que nous ne discuterions qu'avec une seule entreprise à la fois et que je serais présent. Cet accord n'a pas été respecté.

Mr. Lapierre: Mr. Brewer, at all times as well as at the time in question, did you inform the senior executives of Canada Mortgage and Housing Corporation, that is the president or the minister responsible, or did you leave quietly rather than reveal some of the things that were going on in the Corporation?

M. Brewer: Je suis responsable devant mon supérieur et il est mon porte-parole.

Mr. Lapierre: You did not inform anyone else?

M. Brewer: Non.

Mr. Lapierre: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Lapierre.

We will now hear from Miss MacDonald who was a cabinet minister at the time.

Miss MacDonald: I beg your pardon, Mr. Chairman?

Mlle MacDonald: Vous dites, monsieur le président?

[Texte]

The Chairman: I just mention that to you, Miss MacDonald, as the hon. member of the Cabinet at that time, in 1979. That is exactly what I mentioned.

Miss MacDonald: On May 28, Mr. Chairman, since you are also rather out in your counting, you may remember that at that time the minister still in charge of CMHC was the Honourable André Ouellet, who had been through this whole mess the previous two years and that the new government did not come into office until June 4, sometime after Mr. Brewer had resigned. I do trust that is clear to you because there are things which seem to be a little—you have difficulty absorbing.

The Chairman: You were not in power at that time . . .

Miss MacDonald: That is very true. I trust you recognize that.

The Chairman: You were in power at that time.

Miss MacDonald: You do not remember that it was June 4 that the government was sworn in?

Mr. Lapierre: Dark days.

The Chairman: The population remembers that, but . . .

Mr. Skelly: That is right. He has given it his best shot but I think you blew it. And you know, the relevant thing is that it is not—

Miss MacDonald: And I find it very unusual that a so-called impartial chairman would want to interpolate these remarks.

The Chairman: I always try to—former hon. members . . .

Miss MacDonald: Now, could I direct a question to Mr. Brewer? I would like to go back to the period of 1976 and 1977 when I have no doubt who was the minister in charge or the government in charge.

Mr. Brewer, you had mentioned that in the discussions leading up to the approval of the acceptance number, there had not been a great deal of discussion about health problems, but were they raised at all in the meetings?

Mr. Brewer: I raised them.

Miss MacDonald: You raised them.

Mr. Brewer: Yes.

Miss MacDonald: And what kind of response did you get?

Mr. Brewer: The industry replied that their applicators are having no problems.

Miss MacDonald: Did other members, for instance, do you remember that Mr. Shirliffe also raised the matter?

Mr. Brewer: I do not recall him raising—I know in our informal meetings we talked about it. I was well acquainted with Don Baxter who is our opposite in HUD in Washington. He is from New Brunswick and we talk quite often on the

[Traduction]

Le président: Je vous le mentionne tout simplement, mademoiselle MacDonald, à titre d'honorable ministre à cette époque, en 1979. C'est exactement ce que j'ai dit.

Mlle MacDonald: Le 28 mai, monsieur le président, comme vous êtes également un peu perdu dans vos calculs, vous vous rappellerez peut-être qu'à cette époque, le ministre qui était toujours responsable de la SCHL était l'honorable André Ouellet, qui avait été dans ce gâchis au cours des deux années précédentes et que le nouveau gouvernement n'est entré en fonction que le 4 juin, un certain temps après la démission de M. Brewer. J'espère que c'est clair dans votre esprit, parce qu'il y a des choses qui semblent un peu—ou vous avez de la difficulté à comprendre.

Le président: Vous n'étiez pas au pouvoir à l'époque . . .

Mlle MacDonald: C'est très vrai. J'espère que vous reconnaissez cela.

Le président: Vous étiez au pouvoir à cette époque.

Mlle MacDonald: Vous ne vous rappelez pas que c'était le 4 juin que le gouvernement a été assermenté?

M. Lapierre: Triste époque.

Le président: La population s'en rappelle, mais . . .

M. Skelly: C'est exact. Il a essayé au mieux, mais je pense que vous avez tout gâché. Et vous savez, la chose importante est que ce n'est pas . . .

Mlle MacDonald: Et je trouve très inhabituel qu'un président censé être impartial essaie d'interpoler ces remarques.

Le président: J'essaie toujours de . . . d'anciens députés . . .

Mlle MacDonald: Puis-je maintenant poser une question à M. Brewer? Je voudrais remonter à la période de 1976 et 1977 où je me rappelle très bien qui était le ministre responsable et le gouvernement au pouvoir.

Monsieur Brewer, vous avez mentionné que dans les discussions qui ont mené à l'approbation du numéro d'acceptation, il n'y avait pas eu beaucoup de discussion au sujet des problèmes de santé, mais ont-ils été abordés lors des réunions?

M. Brewer: Je les ai abordés.

Mlle MacDonald: Vous les avez abordés.

M. Brewer: Oui.

Mlle MacDonald: Et quel genre de réaction avez-vous obtenue?

M. Brewer: L'industrie a répondu que ses applicateurs n'avaient aucun problème.

Mlle MacDonald: Est-ce que d'autres membres, par exemple, vous rappelez-vous que M. Shirliffe a aussi abordé la question?

M. Brewer: Je ne me rappelle pas qu'il l'ait abordée . . . Je sais que dans nos réunions officielles, nous en avons parlé. Je connaissais bien Don Baxter qui est notre homologue au Département du logement et de l'aménagement urbain à

[Text]

phone. In fact, I invited him up to Canada We both showed real concerns because there is always a possibility that a company will come to Canada and get an acceptance from us and then go on to Washington and get an acceptance from them. So we are always a little bit touching base on these things.

Miss MacDonald: Was it ever suggested that health and welfare become involved in this?

Mr. Brewer: I think they were. They were well aware of it. They were listed on the first two meetings—they were listed as members.

Miss MacDonald: And did they say anything about it? Did they raise any reservations?

Mr. Brewer: Well, you can say no, I think. I am only going by what they say. But then when there is no health problem in Europe and no health problem authenticated in the United States after its use over 20 years, why would they?

Miss MacDonald: And yet the U.S. National Bureau of Standards was raising the question of toxicity at that point.

Mr. Brewer: But we did too. I raised it and I am sure Cliff Shirliffe and all these men were concerned about this too.

Miss MacDonald: Right. We were also told this morning that EM&R officials never wanted to accept UFFI as an insulator; that they held out throughout. Was that so, even though they were not voting members of the Standards Branch? They expressed their opposition to it throughout. Do you recall that?

Mr. Brewer: Well, I heard more opposition from them this morning than I have heard all other times that we have dealt with them actually.

• 1235

Miss MacDonald: In one statement made earlier, you say CMHC limited UFFI to one application, and then set out certain conditions. One condition was that UFFI may only be installed into completely empty exterior wood-stud or wood-framing spaces.

Now, in July 1979, that approval was given with that condition. The cancellation of the acceptance number did not come about until 20 months later.

In that period of time, UFFI was installed in many stone and brick houses. I come from Kingston, where the great majority of buildings are stone and brick, and UFFI was being installed.

Someone must have been aware of that. That was going on; you could not all have been blind to the fact that you had laid down a condition, and it was not being followed. What was being done with that knowledge during that 20-month period?

[Translation]

Washington. Il vient du Nouveau-Brunswick et nous parlons assez souvent au téléphone. En fait, je l'ai invité au Canada Nous nous en sommes tous deux vraiment préoccupés parce qu'il est toujours possible qu'une société vienne au Canada et obtienne de nous une acceptation et aille ensuite à Washington et obtienne une acceptation d'eux. Alors nous gardons toujours un peu le contact à ce sujet.

Mlle MacDonald: A-t-on jamais proposé que le ministère de la Santé et du Bien-être participe à cela?

M. Brewer: Je crois qu'ils y ont participé. Ils étaient tout à fait au courant. Ils figuraient sur la liste des deux premières réunions, ils y figuraient à titre de membres.

Mlle MacDonald: Et ont-ils dit quoi que ce soit à ce sujet? Ont-ils émis des réserves?

M. Brewer: Eh bien, on pourrait dire que non, je pense. Je me fie seulement à ce qu'ils disent. Et puis, comme il n'y a pas eu de problème de santé en Europe et pas de problèmes de santé relevés aux États-Unis après son utilisation pendant 20 ans, pourquoi émettraient-ils des réserves?

Mlle MacDonald: Et pourtant, le Bureau national des normes des États-Unis posait la question de la toxicité à ce moment-là.

M. Brewer: Mais nous l'avons fait aussi. Je l'ai posée et je suis sûr que Cliff Shirliffe et tous ces gens se préoccupaient de cela aussi.

Mlle MacDonald: Exact. On nous a aussi dit ce matin que les fonctionnaires d'EMR n'ont jamais voulu accepter la MIUF comme isolant; qu'ils sont restés sur leur position jusqu'au bout. Était-ce le cas, même s'ils n'étaient pas membres de la Direction des normes avec droit de vote? Ils ont exprimé leur opposition jusqu'à la fin. Vous rappelez-vous de cela?

M. Brewer: Eh bien, ce matin, je les ai entendus exprimer plus d'opposition que je n'en avais jamais entendue les autres fois où nous avons eu affaire à eux dans les faits.

Mlle MacDonald: Dans une déclaration antérieure, vous avez dit que la SCHL avait limité la MIUF à une application et avait alors fixé certaines conditions. Une des conditions était que la MIUF ne pouvait être installée que dans des entre-deux de charpentes de bois absolument vides.

Alors, en juillet 1979, cette approbation a été donnée à cette condition. L'annulation du numéro d'acceptation ne s'est produite que 20 mois plus tard.

Au cours de cette période, la MIUF a été installée dans beaucoup de maisons en pierre et en brique. Je Viens de Kingston, où la grande majorité des bâtiments sont en pierre et en brique et l'on y installait de la MIUF.

Quelqu'un a dû être au courant de cela. Ça se passait; il n'était pas possible de ne pas voir le fait qu'une condition avait été posée et qu'elle n'était pas respectée. Sachant cela, qu'est-ce qui a été fait au cours de cette période de 20 mois?

[Texte]

Mr. Brewer: First of all, when the knowledge came to me, it was later on. But several months before I cancelled the product, this information was coming to me from various sources, and this was brought to the attention of the management. Now, you must remember there is no law restricting putting urea formaldehyde through brick and stucco, if it is outside NHA.

Miss MacDonald: Oh yes, but this was being done under the CHIP program.

Mr. Brewer: There again, under the CHIP program, I understand the inspectors were only doing one inspection in 10; I am not sure. If the inspector is only inspecting one house in 10, who is checking?

Miss MacDonald: I want to read this into the record, so we will know the CHIP program came directly under CMHC, and there was a responsibility there. To questions tabled in the House on May 12, 1981, the response given by CMHC was:

To be eligible for use on NHA-financed construction, CMHC requires that thermal insulation products must demonstrate the ability to meet the requirements of the appropriate standard. For thermal insulation material, the standards are prepared by technical committees of either the Canadian Standards Association or the Canadian General Standards Board.

—as was done—

To be eligible for use under CHIP, it is necessary that products carry a valid CMHC acceptance number, although the final authority for eligibility lies with CHIP.

Now, if a person is taking advantage of the CHIP program and getting the \$500 incentive from CHMC, there is no way CMHC does not bear some responsibility for saying to that person: These are the standards; you should not put that into a stone house. The standards do not allow for it to go into a stone house. Why did someone not insist these standards be provided with every CHIP grant?

Mr. Brewer: I agree with you.

Miss MacDonald: It is awfully hard on—

Mr. Brewer: You must realize I am an acceptance officer, accepting materials; I do not administrate in the field. That is very important.

Miss MacDonald: I do not mean to tie the blame for this to you, Mr. Brewer—

Mr. Brewer: No, I know.

Miss MacDonald: —because you were the only one who had the courage to stand up against it all.

But it is awfully difficult to go back to people who took advantage of this CHIP program, really wanting to do their bit for the country, to help with the program of conservation, who

[Traduction]

M. Brewer: Premièrement, lorsque j'en ai entendu parler, c'était plus tard. Mais plusieurs mois avant que j'annule le produit, cette information me provenait de diverses sources et elle a été portée à l'attention de la direction. Maintenant, vous devez Vous rappeler qu'il n'existe pas de loi restreignant l'installation d'uréformol dans la brique et le stuc, si l'on n'a pas affaire à la LNH.

Mlle MacDonald: Oh oui, mais on le faisait en vertu du PITRC.

M. Brewer: Là encore, en vertu du PITRC, je crois que les inspecteurs ne faisaient qu'une inspection sur 10; je n'en suis pas sûr. Si l'inspecteur n'inspecte qu'une maison sur 10, qui fait la vérification?

Mlle MacDonald: Je veux dire cela pour la transcription, afin que nous sachions que le PITRC relevait de la SCHL qui devait en assumer la responsabilité. A des questions déposées à la Chambre le 12 mai 1981, la SCHL a donné la réponse suivante:

Pour que des produits d'isolation thermique puissent être utilisés dans une construction financée aux termes de la LNH, la SCHL exige qu'il soit démontré que ces produits répondent aux exigences de la norme appropriée. Pour les matériaux d'isolation thermique, les normes sont préparées par les comités techniques de l'Association canadienne de normalisation ou de l'Office des normes générales du Canada.

... comme cela a été fait ...

Afin de pouvoir être utilisés aux termes du PITRC, les produits doivent obligatoirement avoir un numéro d'acceptation de la SCHL en règle, bien que l'autorité finale en matière d'admissibilité appartienne au PITRC.

Maintenant, si une personne profite du PITRC et obtient la subvention de \$500 de la SCHL, il va de soi que la SCHL a une certaine responsabilité et doit dire à cette personne: Voici les normes; vous ne devriez pas mettre cela dans une maison de pierre. Les normes ne permettent pas de l'installer dans une maison de pierre. Pourquoi est-ce que personne n'a insisté pour que ces normes soient fournies avec chaque subvention du PITEC?

M. Brewer: Je suis d'accord avec vous.

Mlle MacDonald: C'est horriblement dur sur ...

M. Brewer: Vous devez Vous rendre compte que je suis un agent d'acceptation, qui accepte des matériaux; je ne fais pas d'administration dans ce domaine. Cela est très important.

Mlle MacDonald: Je ne veux pas vous blâmer pour cela, monsieur Brewer ...

M. Brewer: Non, je le sais.

Mlle MacDonald: ... parce que vous avez été le seul qui ait eu le courage de s'opposer à tout cela.

Mais il est terriblement difficile d'aller Voir les gens qui ont profité du PITRC, qui voulaient vraiment faire leur part pour le pays, participer au programme de conservation, qui décou-

[Text]

find not only were they misled by the advertising, but there was no protection built in to guarantee them safety with the insulation in their home, whether for health problems or problems of construction.

• 1240

Mr. Brewer: I agree with everything you say, and that is why I wanted to catch it.

Miss MacDonald: Would it have been possible to catch it much earlier than happened?

Mr. Brewer: No, because I gathered the information Mind you, I am on other committees and that. My whole life is not UFFI; it is on many, many other products. But as soon as I had—and I had no concrete evidence, but I had phone calls, discussions with people, and I was informed that it was being used in attics, walls, basements and through brick and stucco, where, I agree, it would not be used. Then I went to management and discussed it with them. I laid out the reasons why it should be cancelled, and we cancelled it.

Miss MacDonald: Mr. Brewer, there is one final question I would like to ask you. It was reported this morning that Mr. Bowles of the standards branch and Mr. Shirliffe of NRC prepared a paper in the summer of 1978 and in it they made this statement:

The forthcoming home insulation program

—that is, the CHIP—

was the stimulant which realized consensus on the issues of shrinkage and breakdown of foam.

In other words, they state that it was this CHIP program that finally was the pressure that made the breakthrough for the approval of UFFI, the acceptance of UFFI.

Mr. Brewer: That is essentially true. You can imagine what industry, with the government dangling millions of dollars in front of their eyes, are going to do: they want their product accepted, and now. Any opposition is—well, you can imagine what it is like. But even though there was pressure, the corporation insisted on a limited acceptance. We devalued the insulation to half of what they wanted. It was not easy, but we did. We insisted on R-2.5. We insisted on a shrinkage limitation of 7 per cent. So although the pressure was there, the corporation did not move until the standard was presented and until we wrote down our own particular restrictions.

Miss MacDonald: The pressure was there on government from industry, but what government did not do when it gave the acceptance number was to provide for any kind of enforcement of the standard.

[Translation]

urent que non seulement ils ont été trompés par la publicité, mais qu'il n'y avait pas de protection qui leur garantisse la sécurité de l'isolation de leur maison, que ce soit pour des problèmes de santé ou pour des problèmes de construction.

M. Brewer: Je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit et c'est pourquoi je voulais m'en occuper.

Mlle MacDonald: Est-ce qu'il aurait été possible de s'en occuper beaucoup plus tôt?

M. Brewer: Non, parce que j'ai dû rassembler l'information . . . Je dois dire, également que je fais partie d'autres comités et que j'ai d'autres chats à fouetter. Je ne consacre pas tout mon temps à la MIUF; il s'agit d'un produit parmi bien d'autres. Cependant, dès que j'ai eu—et je n'avais pas de preuve formelle, mais j'avais reçu des appels téléphoniques, j'avais eu des entretiens avec certaines personnes et je savais qu'on l'employait dans les greniers, les murs, les sous-sols et qu'on l'injectait à travers la brique et le stuc, dans des situations où, à mon avis, le produit ne devait pas être utilisé. J'ai alors exposé la situation à mes supérieurs et nous en avons discuté. J'ai expliqué pourquoi on devait l'annuler et on l'a annulé.

Mlle MacDonald: Monsieur Brewer, j'ai une dernière question à vous poser. On a fait savoir ce matin que M. Bowles, de la Direction des normes et M. Shirliffe du CNR ont préparé un document durant l'été 1978 où ils affirmaient ce qui suit:

C'est à la faveur du programme d'isolation à venir

—c'est-à-dire, le PITRC—

qu'on en est arrivé à un consensus sur les questions du rétrécissement et de la dégradation de la mousse.

Autrement dit, ils affirment que ce sont finalement les pressions exercées dans le cadre de l'élaboration du programme PITRC qui ont débouché sur la percée que constitue l'approbation de la MIUF, l'acceptation de ce produit.

M. Brewer: En gros, c'est la vérité. Vous pouvez bien imaginer comment va agir l'industrie lorsque le gouvernement lui fait miroiter la perspective de millions de dollars: l'industrie tient à ce que son produit soit accepté et à ce qu'il le soit sans délai. Toute opposition est—eh bien, vous voyez ce que je veux dire. Cependant, en dépit des pressions, la Société s'en est tenue à une acceptation limitée. Nous avons réduit de moitié le facteur d'isolation que proposait l'industrie. Cela n'a pas été facile, mais nous l'avons fait. Nous nous en sommes tenus à R-2,5. Nous avons exigé une limite de rétrécissement de 7 p. 100. Ainsi, en dépit des pressions réelles qui s'exerçaient, la Société n'a pas bougé avant que la norme n'ait été présentée et avant d'avoir stipulé ses propres restrictions.

Mlle MacDonald: L'industrie exerçait effectivement des pressions sur le gouvernement, mais ce que le gouvernement a négligé de faire en accordant le numéro d'acceptation, c'est de prévoir un mécanisme de surveillance de l'application de la norme.

[Texte]

Mr. Brewer: Okay, that is beyond my field.

Miss MacDonald: Yes.

Mr. Brewer: That is beyond my field. That is administration.

Mr. Skelly: Mr. Chairman—

The Chairman: Mr. McCauley.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, could I ask for a clarification of the term "pressure"?—because this morning Mr. Raeppe said in a discussion the word "political pressure" was used. In an article on August 19, 1981, Michael Harris, in relation to yourself and Mr. Bowles, says that your quotation says "political pressure".

Mr. Brewer: Did it say "political pressure"?

Mr. Skelly: I am under that impression. We are just trying to draw the article in now.

Mr. Brewer: The only pressure I received was from the industry. That is absolutely categorical.

Mr. Skelly: Okay.

Mr. Brewer: The only pressure George Brewer ever received was from industry, and you cannot blame them, after all; that was reasonable.

Mr. Skelly: It was important to clarify "pressure". It was used several times, and it was used in different contexts before.

Mr. Brewer: I am protected against that by my management, definitely.

Mr. Skelly: Thank you.

The Chairman: Mr. McCauley, Mr. Tessier, Dr. Lang and Mr. Skelly.

Mr. McCauley: Mr. Brewer, I want to thank you most sincerely for appearing before the committee. It seems to me that your testimony is the most important testimony we have received so far. I recognize that it is difficult for you, and I am sure, on behalf of all of the members of the committee, that we appreciate it very much.

It is important, Mr. Brewer, that this committee get at the truth. It is important for two reasons. It is important because we have thousands of UFFI homeowners throughout the country who deserve nothing but the truth, and it is important for future generations that what has happened here never, never happens again in this country.

• 1245

You have been asked several times by both sides who overruled you, and why. This to me is a key question. I do not suppose if I asked you again that I would get a more definitive answer from you, and I appreciate that. But, Mr. Chairman, it is very important that we raise this in the steering committee

[Traduction]

Mr. Brewer: D'accord, cela ne relève pas de mon domaine.

Mlle MacDonald: Oui.

Mr. Brewer: Cela ne relève pas de mon domaine. C'est de l'administration.

M. Skelly: Monsieur le président . . .

Le président: Monsieur McCauley.

M. Skelly: Monsieur le président, je demande des éclaircissements sur le mot «pressions»—en effet, ce matin M. Raeppe a affirmé à l'occasion d'un échange que l'expression «pressions politiques» avait été utilisée. Dans un article du 19 août 1981, Michael Harris indique, en rapport à vous-même et à M. Bowles, que vous avez employé l'expression «pressions politiques».

M. Brewer: Ai-je dit «pressions politiques»?

M. Skelly: C'est là mon impression. Nous tentons justement de mettre la main sur l'article.

M. Brewer: Les seules pressions qui se sont exercées sur moi sont venues de l'industrie. Je l'affirme catégoriquement.

M. Skelly: Ca va.

M. Brewer: Les seules pressions qui se sont exercées sur George Brewer sont venues de l'industrie et il n'y a là rien de répréhensible après tout; c'est normal.

M. Skelly: Il était important de tirer au clair le sens de l'expression «pressions». On l'a employée à plusieurs reprises et on l'a employée auparavant dans d'autres contextes.

M. Brewer: Je bénéficie assurément pour cela de la protection de mes supérieurs.

M. Skelly: Merci.

Le président: M. McCauley, M. Tessier, M. Lang et M. Skelly.

M. McCauley: Monsieur Brewer, je vous remercie très sincèrement d'avoir comparu devant ce comité. Il me semble que votre témoignage est le plus important que nous ayons reçu jusqu'à maintenant. Je reconnais qu'il s'agit pour vous d'un geste difficile et je me permets de vous dire, au nom de tous les membres du comité que nous vous en sommes très reconnaissants.

Il est important, monsieur Brewer, que ce comité puisse faire toute la lumière sur cette question. Et cela pour deux raisons. Cela est important parce que les milliers de propriétaires canadiens de maisons isolées à la MIUF ne méritent rien de moins que toute la vérité et parce qu'il est important d'assurer, pour les générations futures, que cette situation ne se reproduise jamais plus dans notre pays.

Les deux parties vous ont demandé plusieurs fois qui vous a rappelé à l'ordre et pourquoi. D'après moi, voilà une question fondamentale. Même si je vous le demandais de nouveau, je réalise que je n'obtiendrai pas une réponse plus précise et je l'apprécie. Cependant, monsieur le président, il est très impor-

[Text]

and come to our own conclusions what the answer to that question is, and have that person appear before us.

There have been some attempts in this committee to suggest that politicians are responsible. I understand that in the partisan sense, but I wonder whether we are not up against a more—I hate to use the word “sinister”—difficult problem; that is, government by bureaucracy. Miss MacDonald has raised this question before concerning External Affairs: how government is often superseded by bureaucrats.

I am not going to pursue that any more because I think I have said what I wanted to say on that. However, I have a number of questions that I want to pose beyond that. You have stated that the installation of urea formaldehyde foam insulation was okay as far as CMHC construction is concerned. Am I correct?

Mr. Brewer: That is right.

Mr. McCauley: What does that mean? Does that mean that there are differences between ordinary construction and CMHC construction? I am confused about that.

Mr. Brewer: Right. You can get loans from the banks which are insured by the corporation, or you can get loans from private trust companies or banks for houses. The acceptance department which I worked for will accept products and list them, not necessarily for the benefit of society, but for the benefit of our inspectors. They go out on the site, they see a window they have never seen before and they will say: Has this been approved, has this been tested? So they look in the manual and sure enough the company is there; it has met testing; it has an acceptance number; it has fulfilled the requirements. That information is essentially for the inspector; but, because there is no other agency in Canada doing this type of work, the majority of builders and contractors in the country use that book to give them guidance. They know this window has been at least looked at by somebody. Unfortunately in Canada there is no agency that lists products for the benefit of builders, so this is an add-on to the corporation's work. Many people are benefiting by our acceptance department, but that is not what it was designed for.

Mr. McCauley: There has been some conflicting testimony today on the exact date of CMHC acceptance of UFFI. Can you give us . . .

Mr. Brewer: I did not bring any acceptance letters with me, actually. I did not know I was going to be asked that question. Soon after the standard was published, we started accepting the products.

An hon. Member: August, 1977.

Mr. McCauley: Is that—

Mr. Brewer: He is probably right—a couple of months after that.

[Translation]

tant que le comité directeur aborde cette question, qu'il se prononce sur la nature de la réponse à cette question et qu'il exige que cette personne se présente devant lui.

Le présent comité a tenté quelquefois de donner à entendre que les hommes politiques sont responsables. Il s'agit, d'après moi, de sectarisme politique, mais je me demande si nous ne sommes pas confrontés à un problème (j'hésite à utiliser le terme «menaçant») difficile à résoudre, c'est-à-dire le gouvernement des bureaucrates. M^{lle} MacDonald a déjà soulevé la question concernant le ministère des Affaires extérieures où le gouvernement passe souvent après les bureaucrates.

Je n'approfondirai pas la question davantage parce que j'ai déclaré tout ce que je voulais affirmer à ce sujet. Cependant, j'aimerais poser un certain nombre de questions plus générales. Vous avez déclaré que l'installation de la mousse isolante d'urée formol était conforme aux normes de construction de la SCHL. Est-ce exact?

M. Brewer: C'est exact.

M. McCauley: Qu'entendez-vous par cela? Est-ce que cela signifie qu'il existe des différences entre les constructions ordinaires et celles qu'approuve la SCHL? Le tout me laisse perplexé.

M. Brewer: Très bien. Il est possible d'obtenir des prêts bancaires assurés par la Société ou des prêts de sociétés de fiducie privées ou de banques pour des maisons. La section de l'approbation pour laquelle je travaillais accepte des produits et en dresse la liste, pas nécessairement au profit de la société, mais au profit des inspecteurs. Ces derniers se rendent sur les chantiers de construction et, lorsqu'ils voient une fenêtre qu'ils n'ont jamais vue auparavant, ils se demandent si elle a été approuvée et si elle a été mise à l'épreuve. Ils consultent alors leur manuel pour constater que l'entreprise y est bien inscrite; elle a subi avec succès les tests; elle possède un numéro d'approbation; elle se conforme aux exigences. Ces renseignements servent uniquement aux inspecteurs; cependant, parce qu'aucun autre organisme n'effectue ce genre de travail au Canada, la majorité des constructeurs et des contractants du pays consultent ce manuel. Ils savent que la fenêtre en question a été analysée par quelqu'un. Malheureusement, aucun organisme canadien ne dresse une liste des produits au profit des constructeurs; cela s'ajoute donc au travail de la Société. De nombreuses personnes profitent du travail de la section d'approbation, mais elle n'a pas été conçue dans ce but.

Mr. McCauley: On a entendu des témoignages contradictoires aujourd'hui à propos de la date exacte à laquelle la SCHL a approuvé la MIUF. Pourriez-vous nous donner . . .

M. Brewer: En vérité, je n'ai apporté aucune lettre d'approbation. J'ignorais qu'on me poserait cette question. Peu de temps après la publication de la norme, nous avons commencé à accepter les produits.

Une voix: Août 1977.

M. McCauley: Est-ce . . .

M. Brewer: Il a probablement raison; environ deux mois plus tard.

[Texte]

Mr. McCauley: I refer you, Mr. Brewer, to the last few lines on page 6 of your statement.

There was deep concern that the CMHC acceptance number was being used extensively by the UFFI industry to promote their product but that the purchasers were not aware of the limitations and conditions that were placed on UFFI by CMHC.

I take it by that statement, first, that you would lay a great deal of the blame for this mess on the industry.

Mr. Brewer: The brochure that was displayed earlier is an example of what I am after.

Mr. McCauley: Yes, exactly.

• 1250

Mr. Brewer: That was a blatant disregard to our acceptance. I do not mind that at all, provided they do not put our acceptance number on it, but the moment they say "approved or accepted by the government", we are in trouble.

Mr. McCauley: So your answer to my question is, yes, definitely.

Let me ask you a more personal question: do you feel that you yourself were a victim of industry pressure?

Mr. Brewer: No. There was pressure there, but we must realize that industry has a right to promote products. In this country they have a right to promote whatever they want. There is nothing wrong with that at all. I do not mind pressure; I can take pressure, but when it comes down to acceptance by the corporation then I have to draw the line and limit it to where I think it should go and agree with my managers. Sure there is pressure, that is our job. There is nothing wrong with that.

Mr. McCauley: On page 2 of your statement, Mr. Brewer...

The Chairman: May I continue on the subject of pressure, giving the floor to Mr. Skelly? A point of clarification.

Mr. Skelly: It is just the two points that I did mention. The difficulty here... let me just read the comment. I am quoting from the *Globe and Mail* of Saturday, August 15, 1981, an article by Michael Harris:

Brian Kelly of the Office of Energy Conservation said, the way the approval came down was unusual and surprising. We thought there was a big, scientific controversy that still had to be resolved and all of a sudden the approval comes down. It appears to us that pressure was applied from the political side. Wally Raeppe, also of the Conservation Office remembered George Brewer, a CMHC Materials Acceptance Officer, saying that he was under great political pressure to grant urea formaldehyde foam CMHC acceptance numbers.

[Traduction]

M. McCauley: Monsieur Brewer, je vous renvoie aux dernières lignes de la page 6 de votre déclaration.

On s'inquiétait du fait que l'industrie de la MIUF utilisait de façon exhaustive le numéro d'approbation de la SCHL pour promouvoir son produit et que les acheteurs n'étaient pas au courant des restrictions et des conditions que la SCHL imposait à la MIUF.

Je crois donc, tout d'abord, après votre déclaration, que vous considérez que l'industrie est grandement responsable de ce gâchis.

M. Brewer: La brochure déjà présentée démontre ce que je cherche.

M. McCauley: Oui, exactement.

M. Brewer: Ils ne tenaient manifestement pas compte de notre acceptation. Je ne m'en formalise pas du tout pourvu qu'ils n'utilisent pas notre numéro d'acceptation; cependant, dès qu'ils déclarent «approuvé ou accepté par le gouvernement», nous sommes en difficulté.

M. McCauley: Vous répondez donc: oui, absolument.

Permettez-moi de vous poser une question plus personnelle: d'après vous, avez-vous été victime des pressions exercées par l'industrie?

M. Brewer: Non. Elle a exercé des pressions, mais il faut réaliser que l'industrie a le droit de promouvoir des produits. Dans notre pays, elle est en droit de tout promouvoir. Il n'y a rien à redire à cela. Peu importe les pressions; je peux vivre avec elles; cependant, lorsqu'il s'agit d'acceptation de la Société, je m'objecte et je dois fixer des limites à ces pressions et accepter l'avis de mes gestionnaires. Evidemment, des pressions sont exercées dans le cadre de mon travail; il n'y a rien à redire à cela.

M. McCauley: A la page 2 de votre déclaration, monsieur Brewer...

Le président: Permettez-moi de donner la parole à M. Skelly pour qu'il apporte quelques précisions au sujet de la question des pressions.

M. Skelly: Il s'agit des deux points auxquels j'ai fait allusion. Le problème actuellement... Permettez-moi de lire le commentaire qui est tiré d'un article du 15 août 1981 du *Globe and Mail* et écrit par M. Michael Harris:

D'après M. Brian Kelly du Bureau de la conservation de l'énergie, l'approbation a été accordée de façon inhabituelle et étonnante. On croyait qu'une importante controverse scientifique devrait être résolue et, soudainement, l'approbation est accordée. D'après nous, des pressions ont été exercées au plan politique. M. Wally Raeppe, également du Bureau de la conservation de l'énergie, se souvient d'avoir entendu M. George Brewer, un agent d'acceptation des matériaux de la SCHL, déclarer que les hommes politiques exerçaient d'énormes pressions sur lui pour qu'il accorde des

[Text]

Mr. McCauley: On a point of order, Mr. Chairman. I think Mr. Skelly may have a point, but he should raise it when he has the floor.

Mr. Skelly: The chairman asked me to . . .

The Chairman: I suggest that it was on the same angle; we were asking the witnesses about this article.

Mr. Brewer: What do I do, sue Walter Raepple for . . . ?

An hon. Member: Misrepresentation of the facts.

Mr. Skelly: People do not say "political" without the word . . .

Mr. Brewer: If you said "pressure", yes, but Walter Raepple is not correct in that statement. I have heard it said before, but I am not under political pressure and I never was under political pressure. In fact, I would not respond to political pressure.

Mr. Skelly: Okay, that is fine. I think you made that point.

The Chairman: That is why I gave the floor to Mr. Skelly, to clarify this point. Mr. McCauley.

Mr. McCauley: One last question. I refer you again, Mr. Brewer, to the bottom of page 2 and your statement that CMHC had to face the fact that UFFI was being used more extensively as an insulation . . . although CMHC had firm reservations about UFFI . . . bias would be considered intolerable . . . reputable firms, et cetera. From that, are we to understand from that industry and manufacturers can introduce anything into the marketplace without any investigation by any agency, that it is just a free-for-all out there and the consumer takes his lumps?

Mr. Brewer: You would have had polyurethane accepted in Canada years ago if I had not fought it for the last 16 years.

Mr. McCauley: Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci, monsieur le président.

D'abord, monsieur Brewer, je voudrais vous féliciter pour votre exposé qui s'en tient aux faits. Je ne vous cache pas que, pour nous, cela corrige toutes les opinions qu'on a pu entendre. Et quand ce n'étaient pas des opinions, c'étaient des questions suggestives que nous entendions ce matin. Je voudrais simplement vérifier quelque chose.

• 1255

Vous nous avez dit que vous aviez prévu une utilisation de la MIUF selon les règles. Vous nous avez même dit que les règles d'utilisation étaient plus sévères qu'aux États-Unis et qu'en Europe, et qu'on pouvait constater une modification à l'infini à la fois du produit et de l'application. Là je suis obligé de vous

[Translation]

numéros d'acceptation de la SCHL à la mousse d'urée formol.

M. McCauley: Une question de procédure, monsieur le président. D'après moi, l'argument de M. Skelly est fondé, mais il devrait le présenter lorsqu'il a la parole.

M. Skelly: Le président m'a demandé . . .

Le président: Je crois que c'était dans le même ordre d'idées; nous interrogeons les témoins à propos de cet article.

M. Brewer: Que faire, intenter des poursuites contre M. Walter Raepple . . . ?

Une voix: Présentation erronée des faits.

M. Skelly: Les gens ne parlent pas de la «politique» sans ajouter . . .

M. Brewer: S'il s'agissait de «pressions», oui, mais la déclaration de M. Walter Raepple est inexacte. On en a déjà parlé, mais aucune pression politique ne s'exerce sur moi et jamais je n'en ai subies. En fait, elles n'ont aucune emprise sur moi.

M. Skelly: Très bien, cela va. Vous avez dit ce que vous vouliez dire.

Le président: C'était pour préciser ce point que j'ai donné la parole à M. Skelly. M. McCauley.

M. McCauley: Une dernière question. Je vous renvoie de nouveau, monsieur Brewer, au bas de la page 2 de votre déclaration où vous affirmez que la SCHL devait accepter le fait que la MIUF était grandement utilisée comme isolant . . . bien que la SCHL ait exprimé de sérieuses réserves au sujet de la MIUF . . . tout préjugé serait jugé intolérable . . . des entreprises renommées, et caetera. Ainsi, devons-nous conclure que l'industrie et les fabricants peuvent introduire n'importe quoi sur le marché sans enquête d'un organisme quelconque, que l'anarchie la plus complète règne et que le consommateur en subit les conséquences?

M. Brewer: Le polyuréthane aurait été accepté il y a longtemps au Canada si je n'avais pas lutté au cours des 16 dernières années.

M. McCauley: Merci, monsieur le président.

The Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to thank Mr. Brewer for his factual presentation. I want to say that it sets right all the opinions that we have heard. When they were not opinions, we heard leading questions this morning. I simply want to check one point.

You told us that you were counting on the fact that the UFFI will be used according to the rules. You even said that those rules were stricter here than in the United States and Europe and we can see infinite possibilities of change towards both the product and the application. At this point, I must ask

[Texte]

demander votre opinion d'expert. Est-ce que c'est de là que vient l'abandon du produit le 28 mai 1979, et est-ce que c'est de là aussi que viendraient les problèmes qui ont été causés à la propriété et maintenant à la santé?

Mr. Brewer: We must realize the problem with chemicals is that they can be changed so quickly and readily. Products made with wood, there is very little you can do with the products, but in the way of chemicals, it is almost a chemist's flick of the wrist, as it were. He can change the whole complex of his product. So, there is no doubt in my mind, the insulation that we looked at in Toronto, Bagotville, Montreal, Ottawa, government installations and private houses, that product that we looked at earlier is definitely not the product that was being installed when we cancelled the product in 1979.

In other words, you have another problem, and I do not know how far to go into this. . . . But when government agencies insist that a product meet this standard and that standard and another standard, then the chemical company, or whoever, has to change his product to meet the new standards, and in doing so could change the nature of the product—for instance, flammability. Now, I am not saying this happens; I am just saying it can happen. When standards are raised, the company may have to change the complexity of its product to meet that new standard. And in doing so, perhaps has created a monster.

M. Tessier: Voici ma deuxième question, monsieur Brewer. Evidemment, on a débuté les travaux du Comité en disant qu'on devait essayer d'arriver à la vérité et qu'on ne devait pas en faire une bataille partisane. Par contre, plusieurs témoins ont essayé de faire des accusations que je qualifierais d'indues à l'endroit du ministre André Ouellet. Vous avez dit vous-même qu'au sein de la société, il y avait des niveaux de responsabilités; je pense qu'à votre niveau, vous vous êtes acquitté honnêtement et efficacement de votre tâche. Sans vouloir être partisan mais tout en l'étant juste assez pour soutenir la contrepartie de ceux qui veulent faire de la partialité quand il s'agit d'un problème aussi fondamental et aussi grave, je voudrais savoir si vous êtes au courant de la date à laquelle le produit a été réapprouvé.

Mr. Brewer: I think for five days. Five or six days.

An hon. Member: We will have to check that.

Mr. McGrath: I can add those in my head.

M. Tessier: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Tessier, vous avez terminé?

M. Tessier: Oui.

Le président: Les deux autres sont partis. Je dois donc, au nom des membres du Comité, monsieur Brewer, vous féliciter et vous remercier de votre précieuse collaboration.

[Traduction]

your expert opinion. Is that why the product was rejected on May 28, 1979 and is that also the source of the problems caused to properties and now to health?

M. Brewer: Nous devons admettre que le problème, en ce qui concerne les produits chimiques, c'est qu'il est très facile de les modifier très rapidement. Prenons les produits à base de bois, il y a très peu de façons de modifier ces produits; mais dans le cas des produits chimiques, un simple tour de passe-passe du chimiste peut suffire. Il peut altérer la composition même de son produit. Il ne fait donc aucun doute à mon avis que le produit isolant que nous avons vu à Toronto, Bagotville, Montréal, Ottawa dans les installations du gouvernement et dans les maisons privées, que le produit que nous avons examiné au début n'est certainement pas le produit qui était installé lorsque nous l'avons annulé en 1979.

En d'autres mots, vous avez un autre problème et je ne sais pas jusqu'où nous pouvons aller en ce sens. . . . Mais lorsque les organismes du gouvernement insistent pour qu'un produit respecte une certaine norme, puis une autre norme et ainsi de suite, alors, le fabricant de produits chimiques qui que ce soit d'un autre doit modifier son produit pour respecter les nouvelles normes, il risque, de changer la nature du produit, par exemple, indice d'inflammabilité. Je ne dis pas que cela s'est produit; je dis seulement que cela peut se produire. Lorsque les normes sont resserrées, le fabricant peut se voir contraint de changer la composition de son produit pour satisfaire à la nouvelle norme, et ce faisant, risquer de devenir une sorte d'apprenti sorcier.

Mr. Tessier: Here is my second question, Mr. Brewer. We started the committee meeting saying that we should try to get to the truth without turning the discussion into a political issue. On the other hand, several witnesses tried to make accusations that I would say were unwarranted towards Minister André Ouellet. You said yourself that within the corporation there were levels of responsibility; I think that, at your level, you discharged your duties honestly and efficiently. I did not want to be sectarian but I will be a little, just enough to counterbalance those who want to be sectarian about a problem so basic and so serious. I would like to know if you can tell us the date the product was reinstated.

Mr. Brewer: Je crois qu'il a fallu cinq jours, cinq ou six jours.

Une voix: Il faudra vérifier cela.

M. McGrath: Je peux faire le compte de mémoire.

Mr. Tessier: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Tessier, are you finished?

Mr. Tessier: Yes.

The Chairman: The other two are gone. I must now, Mr. Brewer, in the name of the members of the committee, congratulate you and thank you for your invaluable contribution.

[Text]

[Translation]

• 1300

Mr. Skelly: Am I going to get a couple of minutes?

The Chairman: Yes, if you want to.

Mr. Skelly: Oh yes.

The Chairman: Because Dr. Lang is away and he . . .

Mr. Skelly: I had two things that came out of the testimony today. One is that, by my recollection, Borden Chemical was given money to do research for the government on this product—or to do research on the product they were given money by the government.

Mr. Brewer: I believe on behalf of the National Research Council.

Mr. Skelly: Yes, exactly, and they came back and reported that back. It seems to me at that time there were a lot of expressions of concern in the scientific community, and I wonder if Borden's research reflected that. That is point one, and maybe we could hold that while we do the second thing.

When the foam came out and it received a preliminary standard, was that the foam that Borden was dealing with and researching, or did the foam—and I get this from your testimony—change dramatically? We had testimony before this committee that the actual formula the manufacturers were using was never revealed to the government. It was on the first day's testimony, a great deal of criticism about the government's inability to get these formulas.

So the first thing is: Did Borden's research indicate concerns that were available in the scientific community? The second thing: Did you in fact have the formulas for the foam that you gave approval to? Did the government agencies have access to those formulas, and was the testimony yesterday basically wrong? If you did have it, was the foam that was going into homes—and we have had a lot of concerns about flammability and Rapco changing their foam formula rapidly—was the foam that you gave approval to the same foam that Borden had done the research on, or was it the same foam that you eventually gave the approval to? That was one question.

Mr. Brewer: Okay. The corporation did not receive the formula. That is a secret of the company. The fact is I am not particularly interested in the formula in the sense that I do not want that secret information on our files. We could be held for legal problems if it leaked out, or any suspicion that the formula leaked out, on that point.

The other point is that what is in the formula is immaterial, really, provided it meets the standard. That is the important thing. How does it shrink? What effect does it have on other

M. Skelly: Va-t-on m'accorder quelques minutes?

Le président: Oui, si vous le voulez.

M. Skelly: Oh oui.

Le président: Parce que M. Lang est absent et que . . .

M. Skelly: J'ai noté deux choses qui sont ressorties des témoignages d'aujourd'hui. Premièrement, si mes souvenirs sont bons, la société Borden Chemical a reçu des fonds pour faire de la recherche sur ce produit pour le compte du gouvernement . . . ou cette société a reçu de l'argent du gouvernement pour faire de la recherche sur ce produit.

M. Brewer: Pour le compte du Conseil national de recherches, je crois.

M. Skelly: Oui, exactement, et par la suite, ils ont présenté un rapport. Il me semble qu'à ce moment-là, on exprimait de graves inquiétudes dans la collectivité scientifiques et je me demande si les résultats des recherches de la société Borden en tenaient compte. C'est là ma première observation et je propose qu'on y revienne après mon deuxième commentaire.

Au moment de l'attribution d'une norme préliminaire à la mousse, s'agissait-il de la mousse qui avait fait l'objet de recherches de la part de Borden ou s'agissait-il d'une mousse . . . et ce sont les dépositions que vous avez reçues qui m'incitent à poser la question . . . qui avait fait l'objet de modifications considérables? Selon certaines dépositions reçues par le présent comité, la formule utilisée par les fabricants n'a jamais été révélée au gouvernement. Je me rapporte aux dépositions du premier jour, au cours desquelles on a beaucoup critiqué l'inaptitude du gouvernement à obtenir ces formules.

Ainsi, premièrement: les résultats des recherches de la société Borden traduisaient-ils les préoccupations de la collectivité scientifique? En deuxième lieu: disposiez-vous, en fait, des formules de la mousse que vous avez approuvées? Les organismes gouvernementaux avaient-ils accès à ces formules et les dépositions d'hier étaient-elles erronées? Si vous aviez la formule, la mousse que l'on posait dans les maisons . . . et il y a eu beaucoup d'inquiétudes au sujet de l'inflammabilité et du fait que Rapco modifie rapidement sa formule . . . la mousse que vous avez approuvée était-elle la même que celle sur laquelle portait les recherches de Borden ou s'agissait-il de la même mousse que celle à laquelle vous avez finalement accordé votre approbation? C'était là l'une des questions.

M. Brewer: Ça va. La Société n'a pas reçu la formule. Il s'agit d'un secret de la compagnie. De fait, la formule ne m'intéresse pas particulièrement puisque je ne souhaite pas que nos dossiers contiennent ce genre de renseignements secrets. Nous pourrions nous exposer à des poursuites légales s'il y avait une fuite ou même si l'on soupçonnait la possibilité d'une fuite.

Deuxièmement, le contenu de la formule n'est pas vraiment un élément important pourvu que le produit corresponde à la norme. Voilà ce qui est important. Comment rétrécit le pro-

[*Texte*]

products? So it is the performance of the standard that is important.

Mr. Skelly: But surely if they are changing the constituent material within this stuff its physical character and chemical characteristics are changing as well, and therefore in order to ensure compliance later down the road you cannot have them shifting this formula around and adding different components and removing—

Mr. Brewer: You can. What the companies should be doing is testing their new formula against the standard and then sending us the result and saying: Corporation, we now have two foams, or we are now discarding our old foam and we are now using a new one, and here is the test report for it. We would now revise the acceptance to include the new foam and cancel the old one. But I suspect, unfortunately—I firmly suspect—that some companies who were changing the formula were not informing us.

Mr. Skelly: So your standard actually, although it was prescribed in a very limited situation—your preliminary standard that you based your approvals on—was on a series of products that you did not really have any information about their constituent on, and there was no control on the companies to shift those formulas around, and then there was no subsequent testing. In its use it proved wrong.

Mr. Brewer: The control is the integrity of the company.

Mr. Skelly: That is very revealing information because that is a pretty slim thread to hang the protection of society on. I guess maybe some of the stuff that you have done has revealed that and maybe will be the subject of our committee.

The second thing is that I find your performance in this incongruous. I do not like to say that, but you, for years, fight like hell to keep this stuff out of the public domain. The company comes along and does tests on it, and whatnot, and they prove that it is better than sliced bread. Then, suddenly, with all your concerns, you turn around and say: Yes, there is the standard—even though all these concerns exist. You, of course, were aware that people were concerned with health and then you turn around and grant it its acceptance. I do not understand exactly the words you used in the acceptance, it was couched a bit, but acceptance arrives. I find that incongruous. I do not know how to explain it. I can see you being worn down by tremendous pressures from a company over the years—not giving in to pressure, but certainly finding no support on the committee and no support anywhere else—and saying: Damn it, they have met the preliminary standards, it is not my job to look behind all the ways those decisions were reached. I am just going to sign it off and present it to my superiors. That may be explainable, but it is incongruous and it must sit that way with many members of the committee, who would wonder how that happened.

[*Traduction*]

duit? Quel est son effet sur d'autres produits? C'est donc son rendement par rapport à la norme qui importe.

M. Skelly: Mais, sûrement, si on modifie les composantes de ce produit, ses caractéristiques physiques et chimiques auront également changé et, donc, pour assurer le respect de la norme à l'avenir, on ne peut permettre que cette formule soit modifiée, qu'on y ajoute des composantes et qu'on en élimine...

M. Brewer: Oui, on le peut. Les sociétés devraient tester leur nouvelle formule par rapport à la norme et nous faire parvenir les résultats en disant à la Société: Nous avons maintenant deux mousses, ou encore: Nous éliminons à partir de maintenant notre vieille mousse et nous allons utiliser une nouvelle mousse et voici les résultats d'analyse qui s'y appliquent. Nous réviserions alors l'acceptation de manière à inclure la nouvelle mousse et à annuler l'ancien produit. Je soupçonne cependant que, malheureusement... et j'ai de forts soupçons... certaines compagnies modifiaient la formule sans nous en informer.

M. Skelly: Ainsi, en réalité, votre norme, bien que son application n'ait été destinée qu'à un cas très restreint... cette norme préliminaire sur laquelle se sont fondées vos approbations... s'appliquait à une série de produits dont vous ne connaissiez pas réellement les composantes et rien n'empêchait les sociétés de modifier ces formules et, par la suite, les produits n'ont fait l'objet d'aucun test. On constate aujourd'hui les lacunes d'un tel processus.

M. Brewer: Le contrôle repose sur l'intégrité de la compagnie.

M. Skelly: Il s'agit là de renseignements très révélateurs puisqu'ils démontrent que la protection du public ne tient pas à grand-chose. Je suppose que c'est peut-être ce qui se dégage de certains de vos agissements et que c'est là une question sur laquelle se penchera sans doute notre Comité.

Je voudrais dire également que je trouve votre comportement plutôt incongru dans tout cela. Je m'excuse d'avoir à le dire, mais vous, durant des années, vous avez tout fait pour écarter cette histoire du domaine public. La compagnie se présente, procède à des analyses du produit, et que sais-je encore, et démontre que c'est meilleur que du pain blanc. Et puis, tout à coup, malgré toutes vos inquiétudes, vous faites volte-face et vous dites: oui, voilà la norme, même si toutes ces inquiétudes existent réellement. Tout en étant conscient du fait que les gens s'inquiétaient de leur santé, vous avez fait volte-face et avez approuvé le produit. Je ne comprends pas très bien les mots que vous avez utilisés dans l'approbation; c'était formulé en des termes un peu compliqués, mais le produit a été approuvé. Cela me semble absurde. Je m'explique mal ce qui s'est passé. Je comprends très bien qu'une compagnie ait pu miner votre résistance en exerçant une pression énorme sur vous au cours des années, que vous ayez refusé de céder à ce genre de pression, sans toutefois trouver le moindre appui au sein du comité ni ailleurs, jusqu'à ce que vous disiez: bon sang, ils ont satisfait aux normes préliminaires, et ce n'est pas à moi qu'il incombe de vérifier comment ils ont pu arriver à de telles conclusions. Je dois apposer ma signature et envoyer le tout à

[Text]

[Translation]

mes supérieurs. Une telle situation pourrait s'expliquer, mais ce serait absurde, et c'est sûrement l'opinion de plusieurs membres du Comité, qui se demandent comment une telle chose a pu se produire.

• 1305

Let me ask this question, in a different way—

Mr. Brewer: May I respond to that?

Mr. Skelly: Yes. I was leading to a point.

You were not subject to political pressure. I accept that and that is your statement. I think people were in error in the way... and I accept that. Did political pressure, to your knowledge, exist in the process of approval?

Mr. Brewer: Absolutely not.

Mr. Skelly: It did not exist anywhere?

Mr. Brewer: Absolutely not.

Mr. Skelly: Okay. You can say, from your knowledge, that in the approval of this material political pressure nowhere in the system existed?

Mr. Brewer: Nowhere in the system that affected me. That is all I know.

Mr. Skelly: That is all I am saying, that you have said that before—that affected you.

Mr. Brewer: Yes. That is all that I could be—

Mr. Skelly: The only answer that you could basically give is that, to your knowledge, the political pressure did not exist—

Mr. Brewer: I would be interested to know how it could affect me. I do not know how it could.

Mr. Skelly: Okay, then.

Mr. McGrath: Why did you change your mind?

Mr. Brewer: What do you mean?

Mr. McGrath: You said you spent 16 years fighting this stuff, but yet you approved it.

Mr. Brewer: No, no, polyurethane.

Mr. Skelly: No, but you have spent almost as much, that is the incongruous—

Mr. Brewer: Seven years fighting this.

Mr. McGrath: Seven years fighting it, but during that time you approved it.

Mr. Brewer: I accepted it. You must look back. Evidently, and it is understandable, you do not know the process that we had to go through here.

Mr. Skelly: Could you explain it?

Mr. Brewer: Yes.

The controversy that I had with urea formaldehyde was in two major areas. I used to build houses, and still do now and

Permettez que je formule la question autrement...

M. Brewer: Puis-je répondre à cela?

M. Skelly: Oui. Je voulais en arriver à un point précis.

Vous n'avez pas été soumis à une pression politique. Je le reconnais. Et c'est ce que vous avez déclaré. Je crois que les gens ont fait erreur lorsque... et je le reconnais. A votre connaissance, a-t-on eu recours à des moyens de pression politique en vue de faire approuver le produit?

M. Brewer: Pas du tout.

M. Skelly: Il n'y a eu de pression à aucun niveau?

M. Brewer: Absolument aucune.

M. Skelly: D'accord. Vous pouvez donc affirmer qu'à votre connaissance, l'approbation de ce matériau n'a fait l'objet d'aucune pression politique à quelque niveau que ce soit?

M. Brewer: Rien qui aurait pu influencer ma décision, à aucun niveau. C'est tout ce que je peux vous affirmer.

M. Skelly: Tout ce que je dis c'est que vous nous avez déjà déclaré qu'avant, cela vous avait influencé.

M. Brewer: Oui. C'est tout ce que je pourrais être...

M. Skelly: La seule réponse que vous pouvez vraiment nous donner, c'est qu'à votre connaissance, il n'y a eu aucune pression politique...

M. Brewer: J'aimerais bien savoir comment j'aurais pu être influencé. Je ne vois pas comment cela aurait pu être possible.

M. Skelly: D'accord, cela va.

M. McGrath: Pourquoi avez-vous changé d'avis?

M. Brewer: Que voulez-vous dire?

M. McGrath: Vous avez affirmé vous être opposé à ce produit pendant 16 ans, et malgré tout, vous l'avez approuvé.

M. Brewer: Non, non, le polyuréthane.

M. Skelly: Non, mais vous avez passé presque autant de temps, voilà ce qui est absurde...

M. Brewer: Pendant sept ans je m'y suis opposé.

M. McGrath: Vous vous êtes opposé pendant sept ans mais vous l'avez approuvé pendant cette période.

M. Brewer: Je l'ai accepté. Vous devez examiner ce qui s'est passé. Manifestement, et cela se comprend, vous n'êtes pas au courant de toutes les étapes que nous avons dû franchir.

M. Skelly: Pourriez-vous nous expliquer cela?

M. Brewer: Oui.

Mes réticences à l'égard de la mousse d'urée-formol portaient principalement sur deux points. J'ai dans le temps

[Texte]

again. When we built houses 30 and 35 years ago, on the site we made our own roof rafters, we laid our own floors, we made concrete at the site, we made our own door frames—only 30 years ago. In the subsequent years the industry has changed dramatically: We have concrete made off the site; we have prefabricated floors; the doors are pre-packaged; the windows are already made; we have roof trusses. So, more and more, we are getting away from actually producing assemblies at the site and producing them off the site and then assembling them at the site.

Along comes a chemical industry, which wants to make their very sophisticated system on the site, diametrically opposite to the whole of the industry. Those are my major concerns. And it is not the chemical companies that are producing the product, it is the applicator, who is not a member of the company, does not have the knowledge of the company, who has no loyalty to the company. This man, in the case of urea formaldehyde, buys two drums. He takes them to the site and he uses water as the vehicle to transport the material into the walls. The water can affect, the volume comparison between the foam and the resin can affect, the temperature can affect, a multitude of things can affect the production of this very sophisticated system at the site, which the companies have no control over.

An hon. Member: Why did you approve it?

Mr. Brewer: We are in it . . .

This is one of the major things I argued about and that is why I would not accept the product until there was an application standard.

• 1310

Mr. Skelly: You are not basically even concerned about . . . There were other concerns expressed here that the companies in fact changed their chemical constituents, their formula. You were never given access to the formula and, therefore, your control is inadequate. Behind that there are expressions from Europe, from the United States, in a variety of forms, that toxicity, lack of *in vivo* testing—the quality of the material itself that is the result of these chemical constituents. That is of no concern to you. You are only worried about some gunny sacker who appears on the site with two barrels and water and pours it into the wall.

Are you saying that this material, behind the applicator, the company— they are changing formulas—the problems with lack of testing and the real quality of that material was not a concern, when you came to signing off that acceptance, or recommending, or whatever? I thought that was what you were going to clarify but I am not sure how that goes. But your main concern was not that back issue then, the role of the companies. As far as you were concerned, they had a single product that they were going to fulfil and perform the role of good corporate citizens and there would be no change in there.

[Traduction]

construit des maisons, ce que je fais encore de temps à autre. Quand nous construisions des maisons il y a 30 et 35 ans, c'est sur les lieux que nous assemblions les chevrons du toit, que nous parquions les planchers; nous mélangions le béton sur le chantier, nous construisions nos propres cadres de portes, tout cela il y a 30 ans seulement. Dans les années qui ont suivi, l'industrie a subi des changements profonds: le béton est maintenant préparé hors du chantier; nous avons des parquets préfabriqués; les portes sont fabriquées en usine, ainsi que les fenêtres, et nous avons des fermes de toit. Ainsi, de plus en plus, les éléments complexes de construction sont fabriqués à l'extérieur du chantier pour être ensuite assemblés sur les lieux.

Puis, l'industrie chimique décide tout à coup de fabriquer un produit extrêmement complexe sur le chantier, ce qui va tout à fait à l'encontre de l'orientation actuelle de l'industrie de la construction. Voilà mes principales préoccupations. Et ce ne sont pas les compagnies de produits chimiques qui fabriquent le produit, mais ceux qui le posent; ces derniers n'appartiennent pas à l'entreprise, ne possèdent pas ses compétences et n'ont pris aucun engagement envers elle. Ainsi, un type peut acheter deux barils de mousse d'urée-formol, les transporter sur le chantier, et se servir de l'eau pour répartir le produit dans les murs. L'eau la proportion de mousse par rapport à la résine, la température, d'innombrables facteurs sur lesquels les entreprises n'ont aucun contrôle peuvent influencer sur la fabrication de ce produit fort complexe sur le chantier.

Une voix: L'avez-vous approuvé?

M. Brewer: Nous sommes actuellement . . .

Il s'agit d'un des principaux points que j'ai discutés, et c'est pourquoi je ne voulais pas accepter le produit avant qu'on ait établi une norme d'utilisation.

M. Skelly: Vous n'êtes pas fondamentalement préoccupé par . . . La possibilité que les compagnies aient en fait changé de produits chimiques, de formule, a été évoquée. Vous n'avez jamais eu accès à la formule et votre contrôle à cet égard est donc insuffisant. Au-delà de cette considération, selon plusieurs opinions exprimées en Europe et aux États-Unis, la qualité du matériau produit chimiquement, son caractère toxique n'ont pas été testés *in vivo*. Cela ne vous préoccupe pas. Tout ce qui vous préoccupe c'est que quelqu'un se présente sur les lieux avec deux barils et de l'eau et qu'il en verse le contenu dans le mur.

Êtes-vous en train de dire qu'au-delà de l'installation et de la compagnie, la formule fait l'objet de modifications, l'absence de tests et la qualité véritable du matériau ne vous ont pas préoccupés au moment de la signature de l'acceptation ou de la recommandation? J'espérais obtenir des éclaircissements à ce sujet, mais ce n'est pas ce que vous donnez à entendre. Vous ne vous êtes pas interrogés alors sur le rôle des compagnies. En ce qui vous concerne, elles avaient un seul produit et devaient assumer pleinement leur rôle de bon citoyen corporatif, un

[Text]

And once you gave them the standard they were going to fulfil their role and only the applicator was the one at risk here.

Mr. Brewer: The application standard involved the training of the applicators by the companies. And let us face it, this is not an unusual thing. I hope you do not think for a moment that other insulations used commonly in Canada are installed properly too. I have opened up walls and attics and looked at all kinds of insulations and we must accept the fact that regardless of the standard of product quality, the application or the applicator is the ultimate man who makes it work or not.

Mr. Skelly: Well, I used to frame houses as well and I have had CMHC inspectors and VLA inspectors have me tear them apart. The standards have gone to hell over the years and that is part of the problem. But nevertheless, the thing that we are concerned about here is what appeared to be a contradiction. You are fighting it all the way along the line and we were—

Mr. Brewer: Yes, I want to answer that part.

Mr. Skelly: Okay, and then maybe explain that one more time, that acceptance procedure. Did you singlehandedly do that, or did your letter then go on to others?

Mr. Brewer: No, when you say singlehandedly, I am not sure. Actually the product was accepted by a large committee, a CGSB committee.

Mr. Skelly: The standard. The standard was written.

Mr. Brewer: Indeed, there were all government departments, health and welfare, all these different . . . They actually presented the standard. Now as a government agency we are using this standard because the product has some authenticity, it has met certain standards of corrosion, shrinkage, and this sort of thing.

Miss MacDonald: Excuse me, that large committee that you are talking about is not responsible for issuing the CMHC application; you are.

Mr. Brewer: No, no, that is right. But the point is, by establishing this standard we have something—it is a specification actually—and by meeting these, this committee is saying the product will function.

My struggle through the years, the corporation's struggle through the years with this stuff, is that okay, here we have a product, it is an insulation, you cannot deny it. Well, where are we going to put it? You cannot put it in the attic. You certainly cannot put it through brick. You cannot put it through stucco, because it damages all the building paper and will allow water into the walls. So the only place we felt we could put it is in old houses in Canada where there is no previous insulation and where it would do no damage. We cannot accept the product with a shrinkage of more than 7 per cent.

Now, all these items were fought against by the industry. The R value, we fought over this for years until we insisted

[Translation]

point c'est tout. Et, une fois la norme émise, elles allaient remplir leur rôle, l'installateur constituant le seul risque.

Mr. Brewer: La norme prévoyait la formation des installateurs par les compagnies et, il faut l'admettre, ce n'est pas nouveau. J'espère que vous ne croyez pas que d'autres types d'isolants largement utilisés au Canada sont bien installés eux aussi. J'ai ouvert des murs et des plafonds pour examiner toutes sortes de produits d'isolation et, il faut bien dire, que quelle que soit la qualité du produit, l'installateur est l'élément clé d'une bonne installation.

Mr. Skelly: Eh bien, auparavant je construisais des maisons qu'il m'a fallu parfois démolir sur l'ordre d'inspecteurs de la SCHL et d'inspecteurs chargés de l'application de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Les exigences premières ont disparu au fil des ans et c'est une des causes du problème. Cependant, nous sommes ici aux prises avec ce qui semble être une contradiction. Vous refusez de l'admettre et nous . . .

Mr. Brewer: Oui, je voudrais vous répondre à cet égard.

Mr. Skelly: Très bien, et peut-être pourriez-vous alors expliquer une fois de plus la procédure d'acceptation. Avez-vous agi seul ou votre lettre a-t-elle été remise à d'autres?

Mr. Brewer: Non, lorsque vous parlez d'agir seul, je ne suis pas certain. A vrai dire, le produit a été accepté par un grand comité, un comité de l'ONGC.

Mr. Skelly: La norme était écrite.

Mr. Brewer: En effet, tous les ministères, Santé et Bien-être, tous ces différents intervenants . . . Ce sont eux qui ont en fait présenté la norme. De notre côté, à titre d'organisme gouvernemental, nous utilisons cette norme parce qu'elle attribue au produit une certaine valeur en ce sens qu'il satisfait aux normes de corrosion, de rétrécissement, etc.

Mlle MacDonald: Excusez-moi, ce grand comité dont vous parlez n'est pas responsable de l'émission de la norme de la SCHL; mais vous l'êtes.

Mr. Brewer: Non, non, c'est exact. Mais ce qui importe c'est qu'en établissant cette norme, cette description en fait, ce comité affirme que le produit qui s'y conforme va fonctionner.

Le problème que ce produit a causé à nous et à la société au cours des ans est que nous avons un produit isolant, il est vrai, sauf que nous ne savons pas où la mettre. Vous ne pouvez le mettre sous les toits. Vous ne pouvez certainement pas l'injecter à travers la brique, ni le stuc parce qu'il endommagerait le papier de l'immeuble et laisserait l'eau s'infiltrer dans les murs. Le seul endroit possible demeurerait donc, à notre avis, les vieilles maisons au Canada qui n'ont jamais été isolées et auxquelles le produit ne devrait pas causer de dommage. Nous ne pouvons accepter un produit dont le coefficient de rétrécissement excède 7 p. 100.

Maintenant, il faut dire que l'industrie a vivement réagi à tous ces arguments. L'indice R a été établi à 2.5 après bien des

[Texte]

that it be 2.5, so at every stage there were arguments. Then, of course, the employee and manufacturers We would much rather have the manufacturer of the insulation use its employees to put the product in, but this just is not feasible.

• 1315

The product could not go through brick or stucco, and then all the identification in our values. Now, when the industry agrees to all of these standards, all of these requirements, there is much more to fight about.

Miss MacDonald: Let me ask you this . . .

Mr. Brewer: I mean, you are almost inferring that all of a sudden I turned my face about it.

Mr. Skelly: Let me just lay it out a little more carefully.

Mr. Brewer: No, I want that clearly answered.

Mr. Skelly: I am going to answer that right now.

Mr. Brewer: All right.

Mr. Skelly: I am on this committee to take a look at this situation, and what we have is \$1.4 billion over here that makes the product at the time this comes out uneconomical. It is present in the market, but a government subsidy is going to make this a very prominent situation. All of a sudden there is tremendous and understandable pressure from manufacturers to get moving on it. For years on a committee, you as a member of that committee from Central Mortgage and Housing worked there. In the minutes you expressed concerns about toxicity. It is ignored. You express other concerns . . .

Mr. Brewer: Hold it. It was not ignored. There was no evidence of toxicity causing problems in homes at that time, not chronologically.

Mr. Skelly: Why would it be raised in the minutes?

Mr. Brewer: I raised it because I talked to a man in A.C. Wild, which was the first company, and he told me that when he is foaming the stuff his skin gets itchy. Well, if I worked in paint all day long I am sure my skin would get itchy too. There is a big difference, and that is why I raised that question. But it was during the meeting that the industry said that they had none, but I raised the point as one You know, you cannot . . .

Mr. Skelly: But there is . . .

Mr. Brewer: Now wait a minute. You cannot . . .

Mr. Skelly: I am sorry.

[Traduction]

années de lutte; à toutes les étapes, la réaction a donc été très vive. Sans oublier les employés et les fabricants . . . Nous aurions préféré que le fabricant de l'isolant fasse appel à ses propres employés pour installer le produit, mais c'est impossible.

S'il était incorporé dans un mur de briques ou de stuc, le produit serait inefficace et ne pourrait satisfaire à toutes les exigences que nous avons établies. Cependant, lorsque l'industrie du bâtiment aura accepté toutes ces normes et toutes ces exigences, les enjeux seront beaucoup plus importants.

Mlle MacDonald: Permettez-moi de vous demander ceci . . .

M. Brewer: D'après moi, vous donnez presque à entendre que j'ai tout à coup fait volte-face.

M. Skelly: Permettez-moi de m'expliquer d'une façon un peu plus prudente.

M. Brewer: Non, j'attends une réponse claire et nette à cette question.

M. Skelly: Je vais y répondre tout de suite.

M. Brewer: Très bien.

M. Skelly: J'ai été nommé à ce Comité afin d'examiner ce problème, et nous constatons qu'il s'agit d'un montant de 1.4 milliard de dollars et que le produit, au moment où nous nous parlons, n'a plus de valeur économique. Ce produit est offert sur le marché, mais le problème revêt une très grande importance en raison des subventions accordées par le gouvernement. Tout à coup, les fabricants exercent des pressions considérables et tout à fait normales pour que la situation évolue. Pendant des années, vous avez été, à titre de représentant de la Société centrale d'hypothèques et de logement, membre d'un comité qui a étudié la question. Dans le procès-verbal des délibérations, vous avez exprimé votre inquiétude à l'égard de la toxicité du produit. Vos remarques ont été ignorées. Vous avez eu d'autres préoccupations . . .

M. Brewer: Arrêtez. Elles n'ont pas été ignorées. D'après la chronologie des faits, aucun problème relié à la toxicité du produit et à son usage dans les maisons n'avait été relevé à l'époque.

M. Skelly: Pourquoi l'avez-vous soulevé dans le procès-verbal des délibérations?

M. Brewer: Je l'ai soulevé parce que j'avais parlé à un employé de A.C. Wild, première compagnie à offrir le produit, et que celui-ci m'avait dit que lorsqu'il souffait la mousse, sa peau devenait irritée. Évidemment, si j'étais peintre de profession, je suis sûr que ma peau deviendrait irritée. Il y a là toute une différence, et c'est pourquoi j'ai soulevé la question. Cependant, durant la réunion, les fabricants ont affirmé qu'ils ne se posaient pas de question à ce sujet; j'ai donc décidé d'en parler . . . Comme vous le savez, vous ne pouvez pas . . .

M. Skelly: Mais il y a . . .

M. Brewer: Attendez un instant. Vous ne pouvez pas . . .

M. Skelly: Excusez-moi.

[Text]

Mr. Brewer: Hold it. You cannot negate the whole industry because of one applicator who spends his whole day foaming any particular product gets a skin rash. You have to be reasonable. It was raised in the committee to get verification as to whether this was a problem or not, and the industry assured us it was not. Now, it had already been used in Europe for 20 years, in the United States for 7 years, and Shirliffe and these men did tremendous work. In fact, Shirliffe went to Europe, from country to country, and went down to the States trying to verify whether this was really a problem. Now, my wife gets allergic over several things. But you do not ban cars because people get killed. You do not ban perfume because some women are allergic. It has formaldehyde in it too. When they put makeup on their faces they are breathing the formaldehyde all day long. It is in lipstick. It is in pre-pressed clothing. Some men cannot even walk into a men's shop because of the formaldehyde in the clothing. Are you going to ban clothing?

Mr. Skelly: Is that it?

Mr. Brewer: Go ahead.

Miss MacDonald: May I ask a question?

The Chairman: It is 11.15 and we have another assembly for 2 o'clock.

Miss MacDonald: I will be very brief. Mr. Brewer, when the working committee on the application procedures finally came up with a standard for installation, it was authorized as a provisional standard in May of 1977. Obviously, if it was provisional, people were not thoroughly satisfied that it was going to work well. I mean, otherwise you do not put things in a provisional way. What I would like to know is why at a time when this was still a provisional approval CMHC decided to approve UFFI for the CHIP program.

Mr. Brewer: A provisional standard contained all the requirements we needed to use. If you check the provisional standard against the full standard, there is very little difference.

Miss MacDonald: But why was it provisional? Why was not it the full standard then?

Mr. Brewer: Because it could be put into print and then the tidying up of minor things... I think you could ask Alan Bowles better, but they are purely—what is the word I want to use—well, there was no significant change. The idea is that we get the provisional standard printed and get going on it.

The Chairman: Mr. Bowles will be here this afternoon and so can we direct the question, Miss MacDonald. This meeting is...

Mr. Skelly: Just a moment, Mr. Chairman. The...

The Chairman: This time the fifth time we have...

[Translation]

M. Brewer: S'il vous plaît. Vous ne pouvez pas réduire à néant l'ensemble du secteur parce qu'un installateur qui occupe ses journées entières à souffler un produit quelconque a une éruption cutanée. Soyons raisonnables. Au cours de la réunion du comité, on a demandé de vérifier s'il pouvait y avoir des problèmes à ce propos, et les fabricants nous ont assurés qu'il n'y en avait pas. Le produit est utilisé en Europe depuis déjà vingt ans et aux États-Unis depuis sept ans; Shirliffe est allé en Europe, voyageant d'un pays à l'autre, et s'est rendu aux États-Unis pour tenter de savoir si des problèmes pouvaient survenir. Mon épouse est allergique à plusieurs produits. On ne peut pas bannir les automobiles parce que des gens perdent la vie, ni les parfums parce que certaines femmes y sont allergiques. Les parfums aussi contiennent du formaldéhyde. Lorsque les femmes se maquillent, elles respirent des émanations de formaldéhyde pendant toute la journée. Il y a dans le rouge à lèvres, dans les vêtements pressés à l'avance. Certains hommes ne peuvent même pas entrer dans une boutique pour hommes à cause du formaldéhyde que contiennent les vêtements. Devons-nous bannir les vêtements?

M. Skelly: Avez-vous terminé?

M. Brewer: Je vous laisse la parole.

Mlle MacDonald: Pourrais-je poser une question?

Le président: Il est 11h15 et nous devons nous réunir à nouveau à 14h00.

Mlle MacDonald: Je serais très brève. Monsieur Brewer, lorsque le comité de travail sur les procédés d'installation a finalement établi une norme d'installation, cette norme a été approuvée en mai 1977 à titre de norme provisoire. De toute évidence, si elle était provisoire, c'est que les gens n'étaient pas tout à fait convaincus qu'elle serait efficace. En d'autres termes, cette norme n'aurait pas été provisoire si elle avait été jugée adéquate. Je voudrais donc savoir pourquoi la SCHL a décidé d'approuver l'utilisation de la MIUF aux fins du programme PITRC alors que cette norme avait été approuvée de façon provisoire seulement?

M. Brewer: Cette norme provisoire contenait tous les éléments dont nous avions. Si vous comparez la norme définitive à la norme provisoire, vous verrez qu'il y a très peu de différence entre les deux.

Mlle MacDonald: Mais pourquoi était-elle provisoire? Pourquoi ne pas l'avoir approuvée définitivement dès ce moment?

M. Brewer: Afin de la faire imprimer et de nous permettre ensuite d'en corriger les détails de moindre importance. Je crois qu'Alan Bowles pourrait mieux vous répondre, mais ils sont sûrement, quel mot pourrais-je utiliser, de toute façon, il n'y a pas eu de changements marquants. Nous faisons d'abord imprimer la norme provisoire et nous procédons ensuite à l'améliorer.

Le président: M. Bowles sera avec nous cet après-midi; nous pourrions alors lui poser la question, mademoiselle MacDonald. La réunion est...

M. Skelly: Attendez un instant, monsieur le président.

Le président: C'est la cinquième fois que nous avons...

[Texte]

• 1320

Mr. Skelly: No, we are at a fairly crucial point here.

Certainly, I do not think the implication was the return of face or anything else, and I can see what pressure you, Mr. Shirliffe and others were . . . I think Mr. Shirliffe confirmed he had spoken to representatives of Energy, Mines and Resources; and that resulted in interdepartmental memos and memos to industry, saying this stuff should not be used in federal government buildings, even if it . . .

He apparently approached the Department of Health, who . . . I cannot say he confirmed it right out, but he did not unconfirm it, either. We had an indication he had approached them about concerns to do some testing, and they said: We do not have the personnel or resources to do it.

So, at each step, there is a statement that says: We do not like this stuff.

A Witness: We do not.

Mr. Skelly: He confirmed that; they were totally against it.

Yet, out of this thing, you are the last person between the public and the product. You fight for years, and then you even resign when it comes back in, and you say, in a quote . . . Mr. Brewer said this week:

It was too much for my liver to take how blatantly the companies were violating the product CMHC accepted.

So not only are there historical problems described—and you fight this all the way through—there are the questions hanging out: lack of testing, and all kinds of nagging doubts you and Mr. Shirliffe have. Then there is the final thing, where you let it go through for whatever reason, in spite of all these misgivings; and then finally, it is restored and you say: To hell with it; I quit.

It seems to me there is a lot of apprehension about this material. Is that not true?

Mr. Brewer: That is not true. When I accepted the product . . . If they stick to the standards we outlined, there would be no problem—and there would not be any problem. I do not understand—

Mr. Skelly: So, basically, the only flaw was the companies were violating the terms of the product acceptance.

Le président: Je veux vous remercier, au nom des membres du Comité, de nous avoir fait bénéficier de votre expérience, de votre courage et de votre intégrité.

I wish to congratulate you, for sure.

Mr. Brewer: Thank you.

[Traduction]

M. Skelly: Non, nous touchons là un point assez crucial.

Certainement, je ne crois pas qu'on ait voulu laisser entendre qu'il y a eu volte-face ou quoi que ce soit de ce genre, et je peux comprendre la pression à laquelle vous, monsieur Shirliffe, et d'autres, avez . . . M. Shirliffe a confirmé, je crois, qu'il avait parlé à des représentants d'Énergie, Mines et Ressources; à la suite de ces conversations, il y a eu des notes de service interministérielles et des communications à l'industrie, pour dire que ce produit ne devrait pas être employé dans les édifices du gouvernement fédéral, même si . . .

Apparemment, il a pris contact avec le ministère de la Santé, qui, . . . Je ne peux pas dire qu'il l'a confirmé d'emblée, mais il ne l'a pas nié non plus. D'après les renseignements que nous avions eus, il était entré en contact avec eux au sujet de la nécessité de faire certaines vérifications, et ils ont répondu: nous n'avons ni le personnel, ni les ressources pour le faire.

Ainsi, à chacune des étapes, quelqu'un a déclaré: nous n'aimons pas ce produit.

Une voix: Nous ne l'aimons pas.

M. Skelly: Il a confirmé cela, ils étaient absolument contre l'utilisation du produit.

Et pourtant, cela mis à part, vous êtes la dernière personne entre le public et le produit. Vous luttez pendant des années, et même vous démissionnez lorsqu'il revient, et vous dites . . . M. Brewer a dit cette semaine:

Je ne pouvais supporter la façon dont les sociétés violaient sans vergogne les conditions auxquelles le produit avait été accepté par la SCHL.

Donc, il n'y a pas seulement les problèmes historiques déjà décrits—et vous finissez par les surmonter—il y a également d'autres questions qui subsistent: l'absence de vérifications, ainsi que tous les doutes agaçants que vous et M. Shirliffe avez. Puis, à la fin, vient le moment où pour une raison ou pour une autre, vous donnez votre approbation, malgré tous ces doutes; et finalement, il est rétabli et vous dites: au diable tout cela, je démissionne.

Il m'apparaît que ce produit soulève de nombreuses craintes. Cela n'est-il pas vrai?

M. Brewer: Ce n'est pas vrai. Lorsque j'ai accepté le produit . . . S'ils se conformaient aux normes que nous avions définies, il n'y aurait aucun problème. Je ne comprends pas . . .

M. Skelly: Essentiellement, donc, le seul problème, c'est que les sociétés n'ont pas respecté les conditions d'acceptation du produit.

The Chairman: On behalf of the committee members, I wish to thank you for having given us the benefit of your experience, courage and integrity.

Certainement, je tiens à vous féliciter.

M. Brewer: Je vous remercie.

[Text]

The Chairman: Thanks very much.

I will call this meeting at 2 o'clock this afternoon in the same room. The witness at 2 o'clock will be Mr. Campbell Mackie, the Federal Co-ordinator for UFFI Centre. We have another meeting at 3:30 p.m. with Mr. Alan Bowles, the Standards Officer for the Canadian General Standards Board.

Miss MacDonald: As soon as I can, I intend to get the roughs from this morning's meeting and raise your comments about me as a question of privilege.

The Chairman: It is up to you if you want to make a question of privilege, Miss MacDonald. It is up to you to decide; you make your choice.

The meeting is adjourned.

[Translation]

Le président: Merci beaucoup.

Je convoque cette réunion à 14h00 dans la même pièce. Le témoin, à 14h00, sera le coordonnateur fédéral du Centre sur la MIUF, M. Campbell Mackie. Nous aurons une autre réunion à 15h30 avec M. Alan Bowles, agent des normes pour l'Office des normes générales du Canada.

Mlle MacDonald: Sitôt que je le pourrai, j'ai l'intention d'obtenir le texte préliminaire de la réunion de ce matin et de soulever une question de privilège à propos de vos commentaires à mon sujet.

Le président: C'est à vous de décider si vous voulez soulever une question de privilège, mademoiselle MacDonald. C'est votre choix.

La réunion est ajournée.

AFTERNOON SITTING

• 1414

The Chairman: I call this meeting to order. This afternoon we will proceed with our order of reference. Our witnesses will be Mr. Campbell Mackie, Federal Coordinator, UFFI Centre.

So without further comment, Mr. Mackie, I yield the floor to you. You may wish to introduce your colleague there and perhaps make some opening remarks. It is your choice. There is a written brief. I will take names of the members who wish to ask questions.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): You may certainly count the three of us here to begin with.

The Chairman: Thank you.

Mr. Mackie.

Mr. Campbell Mackie (Federal Coordinator for UFFI Centre): Thank you, Mr. Chairman. I would introduce my colleague, Mr. Doug Youngson, our Director of Technical Services, who will assist me. In the event that there are questions to which we do not have answers, we will be happy to provide them to the committee for circulation and certainly will be pleased to be of any assistance to the staff in the preparation of the final report that we can be. I am open to your questions, sir.

The Chairman: The first questioner is Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): There is no opening statement, then, Mr. Chairman?

The Chairman: No, they do not have an opening statement.

• 1415

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): If we may get right down to one matter of concern that has been brought to our attention all through the day, yesterday, and indeed through countless hundreds of letters that we have been receiving in our office, Mr. Mackie: the problems of people trying to get

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président: A l'ordre! Nous allons reprendre cet après-midi notre ordre de renvoi. Le témoin sera M. Campbell Mackie, coordinateur fédéral du Centre de la MIUF.

Sans plus tarder, monsieur Mackie, je vous cède la parole. Si vous voulez, vous pouvez présenter votre collègue et faire quelques remarques d'introduction. Vous avez rédigé un mémoire. Je prendrai aussi les noms des députés qui désirent poser des questions.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous pouvez déjà nous inscrire tous les trois.

Le président: Merci.

Monsieur Mackie.

M. Campbell Mackie (Coordinateur fédéral du Centre MIUF): Merci, monsieur le président. Je vous présente M. Doug Youngson, le directeur de nos services techniques, venu pour m'assister. Si nous ne pouvons répondre à certaines questions, nous fournirons au Comité une réponse écrite et nous resterons à votre disposition lors de la rédaction du rapport final. J'écoute donc les questions.

Le président: M. Scott aura l'honneur de la première question.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous n'avez donc aucune déclaration préliminaire à faire?

Le président: Non, il n'en a pas.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Allons donc droit au cœur de la question et reprenons ces plaintes que nous avons pu entendre hier, pendant toute la journée, sans parler de toutes les lettres que nous avons pu recevoir à nos bureaux, je veux parler des gens qui cherchent à téléphoner au centre

[Texte]

through to the UFFI Centre in Hull, Quebec. In fact, Mr. Chairman, I do not know whether this would be in order, but there is a phone over there. Mr. Mackie, would you like to go over to the phone and try to get through to your own UFFI Centre? I will wager you would be lucky to make it by maybe 3.00 o'clock this afternoon. We have heard other reports that it takes an hour of steady dialling. Can you tell us why this is the case and whether there is anything even being contemplated to try to improve the telephone system you have there?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I welcome that question. It has been a matter of very substantial concern and worry. There are several problems. We do handle over 400 telephone calls a day, which means that quite a number of people are getting through, but we recognize that there are many more calls coming in now than we are able to cope with. There are several reasons. One is that as a result of the lengthy consultations with the advisory council, changes have continued to occur in the program and people are unsure of what the current status is. That has both delayed the implementation of the program and meant the information available has not always been as clear as it might be.

The second major reason is that people are asking more and more technical and detailed questions. Therefore the length of calls has extended from approximately four minutes early in May to an average now of about seven minutes a call. Some are considerably longer. We have added people to the staff and are covering more lines over longer periods. We are fully staffed, as you know, from 7.30 in the morning until 8.00 p.m., so we are available to all parts of the country during normal business hours. We will add a machine tomorrow that will take calls that have been on too long, and ask for names and addresses on a recorded basis. We will then use other staff to make call-backs.

We are reluctant to enter into the major additional expense of adding 10, 15 or 20 more lines to it, on the supposition that once the program is made final and clear, most of the questions people have will be answered, therefore we would have invested a substantial sum in additional lines and additional staff and we would simply have to cut them off.

I recognize we are in an intense period of requirement for knowledge. We are encouraging people to write. Our capacity to cope with correspondence is very substantial. Many of the questions people have can be best handled, in fact, by literature. We have a number of publications, including those developed by NRC, that really answer many, many of the questions.

[Traduction]

MIUF de Hull au Québec. De fait, monsieur le président, je ne sais pas si nous pourrions le faire et si cela est conforme au règlement, mais je vois un téléphone là-bas. Monsieur Mackie, pourriez-vous donc essayer de joindre le centre MIUF? Je suis sûr de ne pas trop m'avancer en disant que vous aurez de la chance si vous y arrivez avant 15 heures cet après-midi. Plusieurs personnes se sont plaintes du fait qu'il fallait une heure avant d'obtenir une réponse. Pouvez-vous nous dire si cela est vrai et si l'on a essayé d'améliorer ce service par téléphone?

M. Mackie: Monsieur le président, voilà une question qui me convient tout à fait. Effectivement, nous nous sommes beaucoup préoccupés de ce problème. Cela n'est d'ailleurs pas le seul. Nous répondons à environ 400 appels téléphoniques par jour, ce qui signifie donc que nombreuses sont les personnes qui réussissent à nous contacter, mais il est vrai qu'il y a beaucoup plus de demandes que nous ne pouvons en satisfaire. Cela s'explique entre autres du fait de la longueur des consultations tenues auprès du Conseil consultatif, et des changements continus apportés au programme, si bien que la population se demande toujours où les choses en sont. Cela a donc d'une part retardé l'application du programme et d'autre part, compliqué le travail de nos agents d'information, qui n'ont pas toujours été peut-être aussi clairs qu'ils auraient dû l'être.

La deuxième raison importante est que la population pose de plus en plus de questions techniques et détaillées. La longueur des conversations téléphoniques est passée d'environ 4 minutes au début du mois de mai à une moyenne d'environ sept minutes en ce moment. Certaines d'entre elles sont évidemment beaucoup plus longues. Nous avons renforcé notre personnel et nous sommes présents sur plus de lignes que par le passé sur une période de temps plus longue. Notre personnel à temps plein, comme vous le savez, est présent de 7h30 du matin à 20 heures, et nous sommes donc prêts à répondre à des appels venant de tout le pays pendant les heures normales de travail. Nous allons ajouter à notre matériel une machine enregistreuse qui permettra dès demain de prendre les noms et adresses des correspondants lorsque l'appel dure trop longtemps. Nous utiliserons alors d'autres employés pour les recontacter.

Nous hésitons à faire la dépense de 10, 15 ou 20 lignes supplémentaires, puisque la plupart des questions auront obtenu une réponse, une fois que le programme aura été finalement arrêté et clarifié; cela représenterait un investissement important inutile, en installations téléphoniques supplémentaires et en personnel de soutien, dont nous n'aurions plus besoin.

Je reconnais que nous traversons une période d'intenses besoins d'information. Nous encourageons la population à nous écrire. Nous avons un personnel important capable de répondre par lettre, et la plupart des questions peuvent être traitées de façon beaucoup plus satisfaisante de cette manière. Nous avons par ailleurs plusieurs publications y compris celles du CNR, et où l'on peut trouver des réponses à de nombreuses questions.

[Text]

I am terribly sensitive to this point. You are quite right; it is very difficult to get through to the centre by telephone. Our address is relatively straightforward—UFFI Centre, Hull, Province of Quebec, K1A 0C9. That will get it to us, and we answer those letters as quickly as they come in.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Quite obviously, if people have a concern, if they suddenly realize the material is in their homes or they have suddenly become sick as the result of it, they want answers and they want them fast. They also want well informed and polite answers.

Let me ask you a sort of numerical question first. To what extent has the number of calls increased since you set up the UFFI Centre? How have they been rising in volume?

Mr. Mackie: Since my involvement in May, they have gone through quite a substantial cycle. They were down to about 200 calls a day early in May and have gradually increased over the summer to over 400 calls a day. So there really has been an increase. Those are the people getting through. There are probably an equal number who are not getting through each day.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): We have also heard complaints about the fact that some of the people who are answering the phones are not informed. They are unable to answer the questions. You have already alluded to that. More often than not they are rude. As I say, people are getting frustrated at having to hang on, in some cases, for 25 minutes. The fact is that if a centre is going to be set up to serve the people who are most vitally concerned—those are the people who are living in UFFI homes—for the kind of budget, the kind of money the centre has been spending over the last year or two, there must be better service than the people are getting.

• 1420

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I take very seriously the questioner's comments on the problem of people getting through. I am afraid I would have to differ with regard to the degree of gentility that is shown on the telephone. I can assure you that our staff are of first quality. They handle questions in both languages fluently. They are continuously brought up to date as program changes are decided, but they are working under extraordinary circumstances. Anybody who has to handle eight or ten telephone calls an hour in which detail goes way beyond the normal question-and-answer process on a telephone is handling a very difficult job.

Many people, as you say, are anxious. Our staff copes with, I think, a very substantial issue. And even were we to expand the number of lines and people quickly, until the program is in fact in full operation and all of the questions can be answered, inevitably there will be some to which we cannot respond.

[Translation]

Voilà donc un point qui me touche de très près. Vous avez tout à fait raison; il est difficile de nous rejoindre par téléphone. Notre adresse par contre est facile à retenir: Centre MIUF, Hull, P.Q., K1A 0C9. Cela suffit, et nous répondrons aux lettres aussi rapidement qu'elles nous parviendront.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Il est bien évident que les personnes concernées, qui se rendent compte subitement que leur maison est isolée à la MIUF et qui tombent soudainement malades, veulent des réponses rapides à leurs questions. Ils veulent également que ces réponses leur soient données par des personnes compétentes et polies.

Permettez-moi de vous poser une question d'ordre statistique. Quelle est l'augmentation des appels téléphoniques depuis la création du Centre MIUF?

M. Mackie: Depuis que je m'en occupe, depuis mai dernier, il y a eu des variations cycliques. On en était à 200 appels par jour au début du mois de mai, pour augmenter graduellement pendant l'été jusqu'à 400 appels par jour. Il y a eu une augmentation réelle. Voilà donc les gens qui peuvent nous parler. Il y en a sans doute un nombre égal qui n'arrive pas à nous joindre.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Certaines personnes se sont plaintes de ce que les agents qui leur répondaient n'étaient pas suffisamment renseignés. Ils seraient incapables de répondre aux questions, problème auquel vous avez déjà fait allusion. Plus souvent qu'à leur tour, ils seraient impolis, comme je le disais, nombreux sont ceux qui sont extrêmement découragés d'avoir à attendre parfois 25 minutes avant qu'on commence à leur parler. Si donc un centre a été mis sur pied au service de la population la plus concernée—c'est-à-dire ceux qui vivent dans des maisons isolées à la MIUF—étant donné le budget dont il dispose, il doit y avoir moyen de dispenser un service d'une meilleure qualité.

M. Mackie: Je prends très au sérieux ces remarques, monsieur le président, concernant la difficulté de nous rejoindre par téléphone. Par contre, je serais en désaccord avec vous lorsque vous parlez du manque de courtoisie de notre personnel. Je puis vous garantir qu'ils sont tous de première qualité. Ils répondent aux questions dans les deux langues. Ils sont mis au courant de façon régulière au fur et à mesure que le programme est modifié, et je dois dire qu'ils ont à travailler dans des circonstances très difficiles. Je pense qu'une personne qui doit répondre à huit ou dix coups de téléphone par heure, au cours desquels des questions les plus difficiles lui sont posées, s'acquitte d'une tâche qui n'est pas aisée.

Comme vous l'avez dit, les personnes qui appellent sont inquiètes. Il est vrai que nos agents doivent faire face à une situation grave. Même si nous augmentions le nombre de lignes et d'agents rapidement, jusqu'à ce que le programme soit définitivement mis en oeuvre et que nous ayons répondu à toutes les questions, il y aurait inévitablement certaines questions qui resteraient sans réponse.

[Texte]

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): We have also heard reports that the operators are asking for information over and over again—that is, the same information. They insist upon it. Are you aware of this kind of duplication going on in terms of requests from people at the UFFI Centre itself?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, the operators all have a standard form which does require name, address, telephone number, a UFFI identification number, and a postal code. That ensures that any information we provide is information relating to that particular file. We are insistent upon having the identification number before giving out information. We do not want real estate agents or others to be calling and saying, tell me about the status of my home. In fact we try to protect the interests of people who have UFFI in their homes and clearly to act within the privacy legislation in not providing information on their homes to people who are not authorized to receive it. Therefore you are quite right. We do ask perhaps two or three questions to make sure that the identification is clear. But I think, Mr. Chairman, it will be agreed that the protection of the individual's interests is paramount in this situation, and while it may take a little extra time and a little bit of extra paperwork, we are able to keep track of the information. We know who has what then.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I know that my colleagues also have questions that they would like to ask about the management of your UFFI Centre, Mr. Mackie, but I would like just to get you to confirm some of the figures which we have had placed before us in terms of the budget of the centre; for example, salaries at \$1,027,849. For how long a period would that have been? That is up to 15 September 1982.

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I am unaware of the figures the hon. member is using, but I would be prepared to provide to the committee an outline of expenditures to date and the purpose for which they were expended.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Can you assure this committee, Mr. Mackie, that the amounts of money that we have heard have been expended on this UFFI Centre are, in fact, serving the Canadian homeowners with urea formaldehyde foam, or would you agree that you have a hell of a long way to go to satisfy the very urgent demands of Canadians?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I would be the first to agree that we have a long way to go. There is no question about service. Over 25,000 people have been registered in the program. A very large number have received material which we provide; have had visits from Central Mortgage and Housing Corporation; in fact have taken action on their own behalf. Contractors have been trained; and the program protecting the interests of homeowners when they do take action on their homes is certainly in place. I can assure the committee that the funds are well spent, and spent in the interests of UFFI homeowners.

[Traduction]

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Nous avons entendu dire également que les agents du Centre posent et reposent sans cesse les mêmes questions pour leurs dossiers. Avez-vous reçu également des plaintes en ce sens?

M. Mackie: Monsieur le président, nos agents ont tous un formulaire standard à remplir, avec le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et le numéro d'enregistrement du MIUF, ainsi qu'un code postal. Cela garantit que toute information fournie concerne un dossier, un cas précis. Nous insistons pour que le numéro d'enregistrement nous soit communiqué avant de répondre. Nous voulons éviter que des agents immobiliers, ou autres, nous appellent pour obtenir des renseignements concernant tel ou tel logement. Nous cherchons donc à protéger les intérêts des personnes dont les logements sont isolés à la MIUF en respectant la législation sur la vie privée, et en ne fournissant aucune information à des personnes qui ne seraient pas autorisées à la demander. En ce sens, vous avez raison. Nous reposons parfois deux ou trois questions qui sont les mêmes, afin de nous assurer que le cas est bien sérieux. Mais je pense, monsieur le président, que vous serez d'accord pour dire que la protection des intérêts individuels est ici au cœur de notre problème, et même si cela demande un peu plus de temps et un peu plus de travail de bureau, nous pouvons ainsi savoir où nous en sommes dans ce travail d'information. C'est-à-dire que nous savons qui a obtenu quel renseignement.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je sais que mes collègues ont eux aussi des questions à poser sur l'organisation du Centre MIUF, monsieur Mackie, mais j'aimerais que vous confirmiez ici certains chiffres que j'ai et qui concernent le budget de votre Centre. Par exemple, \$1,027,849 pour les salaires. Quelle période ce chiffre couvre-t-il? Est-ce que cela va jusqu'au 15 septembre 1982?

M. Mackie: Monsieur le président, je n'ai pas eu connaissance du chiffre que l'honorable député a cité, mais je suis prêt à fournir au Comité un tableau de nos dépenses à jour, et de l'utilisation de ces fonds.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Pouvez-vous garantir au Comité, monsieur Mackie, que ces sommes qui nous ont été citées ont été mises par le Centre MIUF au service des propriétaires canadiens dont les maisons sont isolées à la mousse d'urée formaldéhyde ou pensez-vous qu'il y aurait encore beaucoup à faire pour répondre aux besoins les plus urgents des Canadiens?

M. Mackie: Monsieur le président, je serais le premier à dire qu'il y a encore beaucoup à faire. Cela ne fait aucun doute. Plus de 25,000 personnes ont toutefois été inscrites au programme. Nombreuses sont celles qui ont déjà reçu les documents que nous fournissons; elles ont reçu la visite de la Société centrale d'hypothèques et de logement, et ont même commencé à prendre des mesures. Des entrepreneurs ont été formés et le programme de protection des intérêts des propriétaires, lorsque ceux-ci décident d'entreprendre quelque chose, fonctionne déjà. Je puis garantir au Comité que les moyens financiers sont dépensés judicieusement, et dans l'intérêt des

[Text]

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Mr. McCauley.

Mr. McCauley: Mr. Mackie, I would like to pick up on some of the points raised by my colleague, Mr. Scott. I refer you specifically to testimony received here yesterday from Ms Pat Clark, representing some Ontario UFFI homeowners from Toronto-Scarborough. Let me read to you quickly what she says:

• 1425

Access to the centre via the hotline takes upwards of an hour. I certainly do not appreciate being put on hold for 25 minutes with no indication that my call is still viable. Why has this been allowed to continue despite the repeated complaints and counterpromises; why are the operators often misinformed, frequently rude and insistent upon gathering the same information over and over again?

Obviously you have answered some of that in your reply to Mr. Scott, but I would refer you also to the summary of a statement by the HUFFI group of Kingston. Their survey indicated the phone in the UFFI Centre was answered in only 4.3 per cent of calls placed during the survey. There is no further documentation I can find quickly on that, but that is a frightening statistic. Would you comment, please, on both of those allegations made here yesterday?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, it is again a mixture of technology and available resources. Of course, we could put more people on the telephones; we could add lines. It would simply mean we would have to slow down in some of our other work. I guess my own sense is that it is as important to get claims forms out, to process people's claims, to try to cope with the complexities of the remedial program—the measures that can be taken—as it is to make sure all phone calls are answered immediately.

That is not to say I do not recognize the problem. It is a serious one, as I have said. Four hundred Canadians a day are getting through to us. Some of those people, I might point out, are calling us many, many times. There is, as you have indicated, a sense of concern and worry many of them share, and it is important those questions be answered.

In terms of the technology, I think we can make more changes. As I said, we will be adding a machine that will record names and numbers and will allow us to make callbacks much more quickly. That will mean people will not be kept waiting so long. I think we probably should put another statement on the line that says: please hold, your call is still

[Translation]

propriétaires dont la maison a été isolée à la mousse d'urée formaldéhyde.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

Monsieur McCauley.

M. McCauley: Monsieur Mackie, j'aimerais revenir à certains points qui ont été soulevés par mon collègue, M. Scott. J'aimerais vous rappeler ici le témoignage, hier, de M^{lle} Pat Clark, parlant au nom de propriétaires de la région de Toronto—Scarborough, dont les maisons sont isolées à la MIUF. Je vais vous le lire rapidement:

Pour joindre le Centre, en utilisant les lignes réservées, il faut parfois attendre jusqu'à une heure. Je n'aime pas beaucoup que l'on me dise d'attendre 25 minutes, sans m'indiquer entre-temps que l'on s'occupe de moi. Comment se fait-il que cela se soit produit, en dépit des plaintes répétées et des promesses obtenues; pourquoi les agents sont-ils si souvent mal renseignés, fréquemment impolis et pourquoi persistent-ils à vouloir poser et reposer plusieurs fois les mêmes questions pour leurs fiches de renseignements?

De toute évidence, certains de ces points ont déjà obtenu réponse lorsque M. Scott a posé ses questions, mais j'aimerais tout de même vous renvoyer à un résumé d'une déclaration du groupe HUFFI de Kingston. Leur étude indique que le téléphone du Centre MIUF répond simplement à 4.3 p. 100 des appels. Je n'ai pu obtenir aucun renseignement supplémentaire là-dessus, mais je trouve ce chiffre alarmant. Pourriez-vous peut-être nous dire ce que vous en pensez?

M. Mackie: Monsieur le président, tout cela, je le répète, met en cause les moyens techniques et financiers dont nous disposons. Nous pourrions évidemment avoir plus d'agents et plus de lignes téléphoniques. Cela évidemment entraînerait un ralentissement du travail par ailleurs. A mon avis, il est tout aussi important de concevoir des formulaires de réclamation, de prendre connaissance de ces réclamations, d'essayer de faire face à la complexité du programme—c'est-à-dire des mesures qui peuvent être prises—que de répondre à tous les appels téléphoniques sans tarder.

Cela ne signifie pas que je nie l'existence du problème. Il est grave, je l'ai déjà dit. Cependant, 400 personnes réussissent à nous parler chaque jour. Parmi ces gens, je dois dire, certains nous appellent plusieurs fois. Comme vous l'avez indiqué, ils sont inquiets, et il est important que l'on réponde à leurs questions.

En ce qui concerne les moyens techniques, nous pourrions apporter certaines modifications. Je l'ai déjà dit, nous allons faire l'acquisition d'une machine enregistreuse permettant d'avoir les noms et les numéros de téléphone de gens que l'on recontactera plus rapidement par la suite. Cela signifie qu'ils auront à attendre moins longtemps. Je pense également que

[Texte]

awaiting an operator; or something to indicate that even if you are holding, as you do with Air Canada for some period of time on occasion, the call is still alive. I think we can take care of that.

On the question of people being rude, I have been in that office many times; I have taken calls myself. I know what they are faced with. I can assure you that no one means to be rude, no one means to be in any way other than helpful. The direction is clear, the content of their material is current and up to date, insofar as program decisions have actually been taken. If there is a rudeness, it is probably only because of a sense of urgency, of wanting to get on to the next call, rather than in any way to be rude to the individual calling.

Mr. McCauley: Mr. Mackie, we heard some testimony indicating the advisory council has been in the hip pocket of the government, so to speak. The implication is that it has been ineffective. Can you, with that question in mind, review the history of the program and the changes which I understand have been made as a result of consultation with the advisory council?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, if the committee will bear with me, I will try to outline them in some detail.

You will remember the original program, as it was designed and announced in December, 1981, had a number of qualifications within it. That is, there was a compulsory program of testing of every home using dosimeters. Secondly, those homes whose levels of formaldehyde gas were found to be over 0.1 parts per million were required to contribute \$100, and they would then receive a full-scale testing program, which would include in-wall dosimeter test, air quality, et cetera. Based on that full-scale test, they would then receive a visit from a CMHC inspector who would identify the work to be done, develop what we term the scope of work and estimate the cost of that work, in effect deciding what steps had to be taken in that house. Only those costs identified by CMHC were to be included.

• 1430

People with less than 0.1 parts per million and demonstrable health problems would be eligible for advice, but also would be required to pay \$100. At its early meetings the council made a number of substantial representations which it continued throughout.

The first, of course, was that there ought to be no qualification other than the presence of UFFI in your home as a qualification to participate in the assistance program. That means that instead of the requirement that you have 0.1 parts per million or above, you would be eligible simply because you had UFFI in your home. Of course, that meant that the 0.1 parts per million, as anything other than an indicator of level

[Traduction]

nous pourrions avoir un répondeur automatique qui dise: «Ne quittez pas, nous répondrons à votre appel dès qu'un agent sera disponible», ou quelque chose comme cela, comme à Air Canada, permettant de savoir que l'on ne vous a pas oublié. Nous le ferons.

En ce qui concerne l'impolitesse de certains agents, je dois dire que je me suis trouvé très souvent au bureau, que j'ai répondu moi-même à des appels, je sais ce que cela représente, et je peux tout de même vous garantir que personne n'a l'impression d'être grossier, mais qu'au contraire nous voulons tous faire de notre mieux pour aider. Les directives sont claires, les renseignements sont tenus à jour, en ce qui concerne du moins les mesures du programme mis en place. Si on a pu avoir l'impression qu'il y avait impolitesse, c'est en raison de l'urgence des situations et du désir de nos agents de répondre à l'appel suivant, plutôt que d'une véritable grossièreté vis-à-vis du correspondant.

M. McCauley: Monsieur Mackie, certains témoignages font état de ce que le Conseil consultatif aurait été une marionnette aux mains du gouvernement. En quelque sorte, il n'aurait servi à rien. Pourriez-vous, en repensant à l'évolution du programme et aux modifications qu'il a subies, suite aux consultations qui ont eu lieu au sein du Conseil consultatif, nous dire ce que vous en pensez?

M. Mackie: Monsieur le président, si le Comité veut bien me suivre, je vais essayer de dresser ici un tableau historique.

Comme vous vous en souviendrez, le premier programme, comme il a été conçu et annoncé au mois de décembre 1981, prévoyait un certain nombre de dispositions. C'est-à-dire qu'il y avait un programme obligatoire d'inspection utilisant, pour chaque maison, des appareils de mesure. Deuxièmement, les propriétaires de logements dont les taux de concentration de formaldéhyde dans l'air étaient supérieurs à un millionième, avaient le droit à un programme plus complet de mesure et d'inspection, comprenant des mesures intra-muros, une analyse de l'air, etc., à condition qu'ils contribuent pour la somme de \$100. Une fois terminé ce programme complet de mesure, le propriétaire recevait la visite d'un inspecteur de la SCHL, lequel décidait des travaux à entreprendre, en en faisant un devis, et qui en quelque sorte décidait de la marche à suivre. Seul ce devis fourni par la SCHL entrait en ligne de compte.

Lorsque les taux de concentration étaient inférieurs à 0,1 millionième, mais que l'on avait la preuve de l'existence de problèmes de santé, on avait droit à des services de conseillers à condition de verser également \$100. Lors de ses premières réunions, le Conseil a présenté un certain nombre de revendications importantes qu'il a ensuite maintenues.

La première était bien sûr que la seule présence de MIUF dans votre logement devait suffire pour vous donner droit au programme d'assistance. Cela signifie qu'au lieu de devoir faire état de 0,1 millionième de taux de concentration ou plus pour bénéficier du programme, il suffisait que le logement soit isolé à la MIUF. Cette indication donc de taux de concentration de gaz nocif dans l'air disparaissait complètement, et

[Text]

of gas, was eliminated and the program was deemed to be available to all those who had UFFI in their home, a very substantial change; and that was clearly as a result of the representations made by the council.

Full-scale testing, instead of requiring that people pay \$100, was then available to anyone who required it, who needed it, on an as-required basis. CMHC, instead of being in a position in which it dictated to homeowners what steps ought to be taken, was put in the position of providing the best advice possible, the best information possible, to homeowners, so that homeowners would be free to make their own decision, and there was considerable discussion and representation from the council members right across the country that this was a key to homeowners in effect not only being satisfied with the steps that were taken, but in effect being in a position and having the right to make their own decisions.

Finally, the program of training for contractors, training and registration for contractors, was broadened to allow homeowners to take the course and pass the exam, take the course, free of charge. There remains a charge of \$25 for the material distributed, a very substantial set of volumes, but the course was provided free and that was clearly at the recommendation of the council.

So if I may summarize, Mr. Chairman, the program was broadened to include all homeowners with urea formaldehyde foam insulation. In effect, the language used by the council was to establish universal accessibility. Secondly, the \$100 charge, which was in effect a refundable charge in any case, was removed. Thirdly, the requirement to use full-scale testing or to take any kind of testing was eliminated. Fourthly, homeowners were put in a position where they would take their own decisions and be able to decide themselves, within the limits and scope of the funds available, what best steps to take. And finally, the program of contractors' training was available to homeowners free of charge.

I might point out that this has, I think, very substantially modified the original program and, from my own point of view, made it one that is much more responsive to the interests and needs of homeowners, and that was clearly the representation made by the council.

I could research the council discussions—we have the full transcripts of the meetings—and point out exactly when and where each of these recommendations was made, but the program is quite substantially different in those respects.

Mr. McCauley: Thank you. We had some indication that there is a great disparity between estimates of the number of UFFI homeowners throughout the country and, I believe, the statistics you have in the UFFI Centre.

[Translation]

c'était un progrès important; cela donc a résulté des démarches entreprises par le Conseil.

Au lieu de n'être fourni qu'après une contribution versée de \$100, le programme complet d'inspection et de mesure était ouvert à quiconque en avait besoin et en faisait la demande. La SCHL, au lieu de devoir dicter aux propriétaires les mesures à prendre, se trouvait tenue de fournir les meilleurs services possibles de conseil afin que les personnes concernées puissent ensuite choisir librement; cette décision faisait suite au travail de sensibilisation et aux discussions auxquelles ont participé les membres du Conseil dans tout le pays, montrant qu'il était essentiel que les propriétaires non seulement soient satisfaits des mesures appliquées, mais également qu'ils aient toute liberté de choix.

Enfin, le programme d'information et d'enregistrement des entrepreneurs a été élargi afin que les propriétaires puissent suivre les cours et se présenter à l'examen, et ce, sans aucuns frais. Il y avait bien sûr \$25 à verser pour les fournitures qui étaient distribuées, c'est-à-dire un nombre important de manuels, mais le cours était dispensé gratuitement, et cela à la suite d'une recommandation du Conseil.

Si je puis donc résumer ici, monsieur le président, le programme a été élargi afin que tous les propriétaires dont les maisons sont isolées à la MIUF puissent en bénéficier. En fait, le Conseil parlait même d'un programme universel. Deuxièmement, les \$100 initiaux, qui étaient de toute façon remboursables, ont été supprimés. Troisièmement, l'obligation de faire subir au logement une inspection complète, ou même une analyse quelconque de concentration, a été supprimée. Quatrièmement, les propriétaires pouvaient choisir librement les travaux qu'ils décidaient d'entreprendre, dans la limite des fonds disponibles, bien sûr. Finalement, le programme de formation des entrepreneurs a été ouvert gratuitement aux propriétaires.

Voilà donc qui, à mon avis, a fait évoluer de façon fondamentale le programme original, en en faisant un instrument qui correspondait beaucoup mieux aux intérêts et aux besoins des propriétaires, et cela de façon très claire à la suite des démarches du Conseil.

Je pourrais reprendre les discussions qui ont eu lieu au sein du Conseil—j'en ai les minutes complètes—et vous montrer de façon très précise quand et où chacune de ces recommandations a été faite; mais il reste que sur tous ces points, le programme est radicalement différent de ce qu'il était au départ.

M. McCauley: Merci. Il semble que le chiffre utilisé par le centre MIUF, comme recensement des propriétaires concernés par ce problème, différerait grandement de la réalité des faits.

[Texte]

• 1435

I wonder if you could address yourself to that question in the context of broadening it to indicate what kind of response in general you are getting from homeowners at this point.

Mr. Mackie: Mr. Chairman, we continue to receive requests for application forms at the rate of about 50 to 60 a day. That has reached a plateau; it has not gone up substantially in the last month and a half. The number of people who have fully registered is in the neighbourhood of 25,000 now. We have had calls from roughly 35,000 people, some of whom have received application forms but have not yet registered. We have done a very thorough review of the ways in which one might determine the total numbers and our best estimate, at this point, is that there are between 55,000 and 60,000 homes with urea formaldehyde foam insulation in them.

Some groups are claiming very much more substantial numbers. One of the functions that a subgroup, a task force, of the advisory council took on was to look at the figures and try to come to some conclusions about the numbers; that is, the numbers they were suggesting existed and the numbers we had either available to us or that were indicated from the trends. They have concluded that in fact this is much closer to reality, that the 55,000 to 60,000 probably represents a reasonably accurate estimate of total numbers.

The council had considered an extension of the program from the originally announced June 30, 1983, but in its meeting two weeks ago it concluded that that was a reasonable date and one that they would like to continue as the final date upon which people might make application to the program—not the final date upon which they would receive assistance, but the final date on which they could make application—because the council was as concerned as we were that we get a reasonable handle on the numbers.

Mr. Chairman, just to summarize again: we have had about 35,000 to 40,000 calls; we have, I think, over 25,000 people registered now; we have roughly 400 contractors who are being considered, or are already registered; we have, still, 400 telephone calls a day coming in. Our numbers, in our best estimates, are between 55,000 and 60,000 total.

Mr. McCauley: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I thank you.

The Honourable Flora MacDonald.

Miss MacDonald: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Mackie, I wonder if you would tell us something about the UFFI Centre. First of all, what is your budget?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I would prefer to provide a detailed, set-out overlay of the budget. We have just received final Treasury Board authority for our person-years, and I guess I would like to be accurate in providing that to the committee.

[Traduction]

Pourriez-vous peut-être vous-même répondre à cette question, et la développer un peu, et nous dire comment répondent et réagissent les propriétaires en ce moment?

M. Mackie: Monsieur le président, nous continuons à recevoir des demandes de formulaires d'enregistrement à raison de 50 à 60 par jour. Nous avons atteint en ce moment un plateau dans ce domaine, le chiffre avait augmenté rapidement depuis un mois et demi. Le nombre de gens complètement enregistrés est d'environ 25,000. Nous avons eu des appels téléphoniques d'environ 35,000 personnes, dont certaines ont reçu le formulaire sans avoir encore reçu de numéro d'enregistrement. Nous avons étudié de façon détaillée quelles méthodes utiliser pour déterminer de la meilleure façon possible le nombre total de maisons concernées: nous en sommes à 50,000 à 60,000 logements à la mousse d'urée formaldéhyde.

D'après certains groupes, le chiffre réel serait de loin supérieur. Un sous-groupe, un groupe de travail du Conseil consultatif, avait entrepris d'étudier cette question et d'en arriver à une estimation; d'après leur conclusion, cette fourchette de 55,000 à 60,000 était probablement raisonnable et correspondait à la réalité.

Le Conseil a également envisagé de prolonger la date limite fixée au 30 juin 1983; mais à la réunion tenue il y a deux semaines, il a décidé que cette date était acceptable, et qu'elle pourrait être maintenue comme date limite pour faire une demande—non pas pour bénéficier du programme d'assistance, mais date limite après laquelle aucune demande ne sera prise en considération; le Conseil, comme nous-mêmes, se montrait en cela soucieux de pouvoir en arriver à des chiffres définitifs.

Monsieur le président, je vais encore résumer: nous avons eu à répondre à 35,000 à 40,000 appels téléphoniques; nous avons environ 25,000 personnes sur nos registres; 400 entrepreneurs feront partie du programme, certains d'entre eux sont déjà enregistrés; environ 400 appels téléphoniques nous parviennent chaque jour. Notre meilleure estimation se situerait entre 55,000 et 60,000 logements touchés au total.

M. McCauley: Merci, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie.

L'honorable Flora MacDonald.

Mlle MacDonald: Merci, monsieur le président.

Monsieur Mackie, pourriez-vous nous parler du Centre MIUF. Dites-nous d'abord quel est votre budget.

M. Mackie: Monsieur le président, je préférerais vous donner un compte détaillé. Nous venons juste de recevoir la décision finale du Conseil du Trésor en matière d'années-personnes et je pense que j'aimerais vous en rendre compte d'une façon précise.

[Text]

Miss MacDonald: Have you even a global figure that you can give us?

Mr. Mackie: I would prefer to be accurate about it and give you the detailed figures.

Miss MacDonald: Are we talking here about \$1 million, \$5 million, \$10 million, \$50,000?

Mr. Mackie: It really depends upon what you want to include in it, of course. If you include the cost of CMHC visits and the full-scale testing as part of the administrative, or overhead, costs, that gives you one figure. If you just include the cost of our salaries and telephones and printing costs, you get—

Miss MacDonald: Let me go at it another way.

Can you tell me how many people work for the UFFI Centre in any aspect?

Mr. Mackie: Yes, our approved level of person-years is 123, because we have not hired everybody for this year. We will probably have about 140 people on staff at the end of this fiscal year. That includes our staff across the country, in the regional centres, and their support staffs.

Miss MacDonald: So for salaries alone it is going to be a fairly hefty amount of money.

Mr. Mackie: Yes.

Miss MacDonald: Does that 140 include the inspection teams?

Mr. Mackie: No, it does not include the people who are contracted to us, including CMHC. No, it does not.

Miss MacDonald: When you provide the figures, would you include that as part of your overall costs?

Mr. Mackie: Yes, I will.

Miss MacDonald: I am interested in the work the UFFI Centre does, because we have not had a description.

• 1440

I thought perhaps you would come and describe to us what it does overall. But before I ask that, I would like to know how it got set up. We have heard some testimony here as to the way in which it was established, but since you are the federal co-ordinator, perhaps you might tell me where the initiative came from and who was involved.

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I would be happy to try to give my view of it. I was not involved in the early days of the operation and was brought in in May of this year. That was almost a year after it was initially set up. My role is somewhat broader than the management of the centre, in that I am called "Federal Coordinator" and therefore have some opportunity to encourage the National Research Council, CMHC, Health and Welfare, and other agencies of government to

[Translation]

Mlle MacDonald: Avez-vous des chiffres globaux?

M. Mackie: Là-dessus, je préfère être précis et vous donner tous les chiffres détaillés.

Mlle MacDonald: En êtes-vous à un million, 5 millions, 10 millions ou \$50,000?

M. Mackie: Tout dépend de ce que vous voulez faire figurer au budget, bien sûr. Si vous incluez le coût des visites des inspecteurs de la SCHL, et des mesures d'analyse complète, ou même certains frais généraux, vous avez un chiffre. Si vous ne tenez compte que des salaires et des coûts de téléphone et des frais d'impression, c'est un autre . . .

Mlle MacDonald: Je vais reposer la question.

Pouvez-vous me dire combien de personnes, en tout, travaillent pour le Centre MIUF?

M. Mackie: Oui, nous avons obtenu permission pour 123 années-personnes étant donné que nous n'avons pas encore recruté au complet pour cette année. Nous aurons sans doute environ 140 personnes à la fin de l'année financière. Cela comprend tout le personnel dans l'ensemble du pays, dans les centres régionaux, avec leur personnel de soutien.

Mlle MacDonald: Cela fait donc une somme rondelette rien qu'en salaires.

M. Mackie: Oui.

Mlle MacDonald: Est-ce que ce chiffre de 140 inclut les équipes d'inspection?

M. Mackie: Non, cela n'inclut pas les personnes qui travaillent à contrat pour nous, y compris la SCHL. Non, ce chiffre ne comprend pas les équipes d'inspection.

Mlle MacDonald: Lorsque vous nous donnerez les chiffres détaillés, cela figurera-t-il dans le total des frais?

M. Mackie: Oui.

Mlle MacDonald: Personne ne nous a encore décrit le travail qui se faisait au Centre et j'aimerais en savoir un peu plus.

J'avais pensé que vous pourriez nous décrire les grandes lignes de ses activités. Mais avant cela, j'aimerais savoir ce qui a mené à sa création. Certains témoins nous en ont déjà parlé, mais étant donné que vous en êtes le coordonnateur fédéral, vous pourriez peut-être nous dire d'où et de qui est venue cette initiative.

M. Mackie: Monsieur le président, je me ferai un plaisir de vous dire ce que je sais. Je n'étais pas là au tout début et je n'ai été appelé à participer qu'en mai, cette année, c'est-à-dire presque un an après sa création initiale. Mon rôle déborde quelque peu la simple gestion du Centre dans la mesure où je suis le «coordonnateur fédéral» et que par conséquent je suis en mesure d'encourager le Conseil national de recherches, la SCHL, le ministère de la Santé et du Bien-être et d'autres

[Texte]

support the program. I have a director-general of the centre who is responsible for the ongoing program.

But let me describe it to you briefly as it now exists, and then I will go back to the point at which it was set up. Initially, in effect it was set up as an information centre. A national testing survey was carried out last autumn, and I will ask Mr. Youngson to speak about that in a moment. As a result of the national testing survey, a series of program recommendations were made and ultimately approved. That is the program which I described to you a moment ago—that is, initially having a 0.1 parts per million cut-off, et cetera.

The centre now is divided into several parts. Under my immediate direction is the director-general of the centre, who is responsible for the ongoing program, the technical services, the processing of applications, the processing of claims for assistance, and, in fact, through Mr. Youngson, our relationship with CMHC, with whom we have a contract. This includes, also, the full-scale testers with whom we have contracts, and a range of other organizations related to the direct operation of the program. In addition, we have a very small policy unit, which reports directly to me, and a group of people working in communications under the direction of Diana Monnet.

The centre then really is divided into five parts: communications, policy, technical services, program delivery and administration. The administrative unit is a small one, because we rely to a very large extent on the Department of Consumer and Corporate Affairs, so as not to duplicate programs or services which they might provide.

Perhaps, Mr. Chairman, I could ask Mr. Youngson to comment on the national testing survey as well as some of the earlier antecedents to the structure.

The Chairman: Mr. Youngson.

Miss MacDonald: There is a definite point I am driving at here, but . . .

Mr. D.M. Youngson (Director-General, UFFI Centre): I see. Do you wish me to carry on, then?

Miss MacDonald: I am looking at this amount of money which has been spent and the number of people involved. And it was related to us that the setting up of this UFFI Centre came about because of the representations and the lobbying of three people: Rick Patten, yourself, and Murray Coolican; that this centre came into being as something which would answer all the questions and all the problems.

Now regarding the various units you talk about within that centre and the people, is it not so that a lot of that work is carried out, or could be carried out, by other agencies of government? For instance, the testing, as I understand it, is done primarily by CMHC people. These are additional people, are they? These are people who have been hired on particularly for this reason? Perhaps you could explain.

[Traduction]

organismes gouvernementaux à appuyer ce programme. J'ai un directeur général qui est responsable de l'application du programme.

Permettez-moi d'en décrire brièvement les activités actuelles, puis je reviendrai à son origine. Au départ, pour l'essentiel, son rôle était de servir de centre d'information. Une enquête nationale a été menée l'automne dernier, et je demanderai à M. Youngson de vous en parler dans un instant. À la suite de cette enquête, une série de recommandations de programmes ont été faites et finalement approuvées. Il s'agit du programme dont je vous ai parlé il y a un instant—c'est-à-dire, une réduction du niveau à 0.1 partie par million, etc.

Le Centre est maintenant scindé en plusieurs sections. Sous ma direction immédiate se trouvent le directeur général du Centre, responsable du programme, les services techniques, le traitement des demandes de participation, le traitement des demandes d'assistance, et, en fait, par l'intermédiaire de M. Youngson, la liaison avec la SCHL avec laquelle nous sommes sous contrat. Cela inclut également les analystes qui travaillent avec nous sous contrat, et toute une série d'autres organismes liés à l'application directe du programme. De plus, nous avons une petite unité responsable de la stratégie qui relève directement de moi-même, et un groupe s'occupant des communications sous la direction de Diana Monnet.

Le Centre est donc scindé en réalité en 5 sections: les communications, la stratégie, les services techniques, les prestations et l'administration. La section administrative est très petite car dans une très grande mesure nous dépendons du ministère de la Consommation et des Corporations afin qu'il n'y ait pas duplication des programmes ou des services qu'il peut offrir.

Monsieur le président, je pourrais peut-être demander à M. Youngson de dire quelques mots au sujet de l'enquête nationale ainsi qu'aux toutes premières étapes de cette organisation.

Le président: Monsieur Youngson.

Mlle MacDonald: Mes questions visent un point tout à fait particulier, mais . . .

M. D.M. Youngson (directeur général, Centre MIUF): Je vois. Voulez-vous poursuivre, alors?

Mlle MacDonald: Ce qui m'intéresse, c'est l'argent dépensé et le nombre de personnes que cela représente. On nous a dit que le Centre MIUF avait été créé à la suite de demandes pressantes faites par trois personnes: Rick Patten, vous-même et Murray Coolican; que ce centre avait été créé dans l'espoir qu'il répondrait à toutes les questions et qu'il résoudrait tous les problèmes.

Or, si on tient compte de toutes les sections dont vous parlez au sein de ce centre et du personnel qu'il comprend, n'est-il pas vrai qu'une grande partie de ce travail est faite, ou pourrait être faite, par d'autres agences gouvernementales? Par exemple, les analyses, si je comprends bien, sont avant tout faites par les gens de la SCHL. Vos analystes viennent s'y ajouter, n'est-ce pas? Ce sont des gens qui ont été embauchés pour

[Text]

The Chairman: Mr. Youngson.

Mr. Youngson: Thank you, Mr. Chairman.

When the centre was set up, it was established as the federal government co-ordination centre for all the information available at that time on urea formaldehyde foam insulation. There had been a great deal of work carried out previous to this by NRC, but the whole federal government was, in fact—various agencies of it—getting many calls—EMR were getting calls and the CHIP people—and the centre was set up to co-ordinate all the information presently available to the federal government. That was its first task, to co-ordinate the information and pass on the best information available to the public. In the early days that is, in fact, what it did, by passing out the documents that had been produced by NRC on what could be done about the problem. In those days, they were passed out through the UFFI Centre.

• 1445

The centre then got the task of trying to determine the extent of the problem—which lead to the national testing survey last October, in which 2,400 homes were tested, 2,000 with UFFI in them and 400 without UFFI as control homes—and trying to evaluate the magnitude of the problem in those homes and from that evaluation to determine the extent of the problem through Canada by comparing the results we got on the testing survey with the expected number of homes. We tried in several ways to determine the exact number of homes in Canada, from talking to the manufacturers about how much was produced and sold in Canada to talking to the provinces, which also had many calls on the subject, and really there is no reliable, accurate estimate of the number of homes.

Miss MacDonald: Nothing that I have heard has convinced me, actually, that the work that has been done, or the co-ordination, could not have been carried out through the CMHC offices and the offices of Consumer and Corporate Affairs; in other words, two federal government departments that are already set up, already staffed, that already have branches across the country where information could be disseminated at the local level. I have very grave reservations as to whether or not the establishment of another government agency was necessary, at a cost of some millions of dollars, which, as has been expressed to us over and over again, might well have gone into the payment for removal of UFFI insulation from some of those homes. Listening to the comments that have been made about the UFFI Centre's work and the criticism there is of it—not being able to get through, not having people properly apprised—it would seem to me that it would be a great deal easier for people in my neighbourhood, in the Kingston area, for instance, to be able to go to the local CMHC office and get that information on site.

Mr. Mackie: Mr. Chairman, there are two points I would make. First of all, as an aspiring young bureaucrat, I would be happy to be given credit for having set up new bureaucracies,

[Translation]

cette occasion? Vous pourriez peut-être nous donner un peu plus d'explications.

Le président: Monsieur Youngson.

M. Youngson: Merci, monsieur le président.

Lorsque ce centre a été créé, il l'a été dans le but de servir de centre de coordination du gouvernement fédéral de tous les renseignements disponibles à l'époque sur l'isolation à base de mousse d'urée formaldéhyde. De nombreuses recherches avaient déjà été effectuées par le CNR, mais diverses agences du gouvernement fédéral recevaient des appels—le ministère de l'Énergie, les responsables du PITRC recevaient des appels—et ce centre a été créé pour coordonner tous les renseignements que possédait le gouvernement fédéral. C'était donc sa première tâche, coordonner les renseignements et communiquer les meilleurs renseignements disponibles au public. Au début, il a donc communiqué les documents publiés par le CNR sur les diverses solutions au problème. Ces documents étaient transmis par l'intermédiaire du centre MIUF.

Le centre s'est alors vu confier la tâche de déterminer approximativement l'étendue du problème, ce qui l'a conduit à mener cette enquête nationale en octobre dernier, au cours de laquelle 2,400 maisons ont fait l'objet d'une analyse, 2,000 contenant la mousse et 400 n'en contenant pas comme groupe contrôle, et donc à partir de cette évaluation, de déterminer l'étendue du problème au Canada en reportant les résultats de cette enquête sur le nombre de maisons ayant été isolées de cette manière au Canada. Nous avons essayé de déterminer, à l'aide de diverses méthodes, le nombre exact de ces maisons, en questionnant les fabricants sur leur production et leurs ventes au Canada, en communiquant avec les provinces qui avaient également reçu de nombreux appels à ce sujet, et il n'y a pas d'estimation véritablement précise du nombre de ces maisons.

Mlle MacDonald: Vous ne m'avez toujours pas convaincue que le travail qui a été fait, ou cette coordination, ne l'aurait pu être par les bureaux de la SCHL et les bureaux du ministère de la Consommation et des Corporations, deux agences du gouvernement fédéral déjà existantes avec le personnel en conséquence et qui ont des bureaux dans tout le pays pouvant communiquer ces renseignements au niveau local. J'ai beaucoup de mal à croire à la nécessité de l'établissement d'une autre agence gouvernementale, à un coût de plusieurs millions de dollars qui, comme on n'a cessé de nous le répéter, aurait fort bien pu servir à défrayer l'enlèvement de cette mousse isolante dans certaines de ces maisons. Ayant entendu les commentaires au sujet du travail de ce centre MIUF et les critiques à son sujet—la difficulté d'entrer en communication, les conseils pas toujours judicieux—il me semble qu'il serait beaucoup plus facile pour les gens de ma région, de la région de Kingston, par exemple, de pouvoir s'adresser au bureau local de la SCHL et d'avoir ces renseignements sur place.

M. Mackie: Monsieur le président, je voudrais dire deux choses. Premièrement, jeune bureaucrate ambitieux, je serais heureux qu'on m'accorde le crédit d'avoir créé une nouvelle

[Texte]

but in fact I was not part of the process of setting up the UFFI Centre. It was in existence for quite a while before I came on the scene.

I think it should be clear to the members of the committee that it is a branch of Consumer and Corporate Affairs; it is not a separate organization at all, it is an agency of Consumer and Corporate Affairs. It does operate clearly within the program responsibilities assigned to it when the Minister of Consumer and Corporate Affairs was assigned the responsibility for the program. The operation of the centre and its genesis came about as a result of the need to add a number of people to Consumer and Corporate Affairs' capacity in order to cope with the volume and range of problems. I think the hon. member has a very good suggestion, in that more of our information—once it is settled, once it is clear exactly what the program is to be—really needs to be disseminated through a variety of sources, including the CMHC centres, the Consumer and Corporate Affairs centres; and I would accept that suggestion fully.

I do think it has been difficult to make sure that even those people with whom we work daily are up to date on the changes and developments of the program.

• 1450

I would remind the committee this program is based on technical information that is evolving rapidly on an almost daily basis. The knowledge of what techniques are appropriate in both removal and other remedial measures, and in fact the capacity of contractors and their efficiency and effectiveness in carrying out these responsibilities, have suggested a whole range of changes and improvements.

Even with the staff we have available, as you have already told me, it is very, very difficult to make sure they are up to date. But if we had to work through a dispersed network, or two dispersed networks, the problems would be multiplied. Once we are clear, once the final program decisions have been taken, I would agree there has to be an availability of information through a whole variety of sources.

Mr. Chairman, we do plan to have a full public information program—advertising, radio, et cetera—that, in effect, encourages those people who are not now registered to do so, that provides them with the basic information they require in order to take decisions about the nature of the work they need to do. But that is not going to happen until the program is finally determined.

Miss MacDonald: I have a final question. What guarantee can you give us that the people whom you are training to remove the insulation, or seal it in or whatever, will be any more efficient, as you put it, than those who installed it in the first place?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I think that is a very important question. One cannot guarantee the work of contractors at all,

[Traduction]

bureaucratique, mais je n'ai pas participé à la création du centre MIUF. Il existait déjà depuis un certain temps lorsque je suis arrivé.

Je crois que les membres du Comité devraient bien comprendre que c'est une direction du ministère de la Consommation et des Corporations; ce n'est pas du tout une organisation distincte, c'est une agence du ministère de la Consommation et des Corporations. Ce centre fonctionne dans le cadre des responsabilités qui lui ont été assignées lorsque le ministre de la Consommation et des Corporations s'est vu confier la responsabilité de ce programme. Le fonctionnement du centre et sa genèse sont nés du besoin d'ajouter du personnel aux effectifs du ministère de la Consommation et des Corporations compte tenu du volume et de la diversité des problèmes. Je crois que la suggestion du député est excellente, une plus grande quantité de nos renseignements—une fois qu'on aura déterminé la structure exacte du programme—devra être disséminée par le biais d'une variété de sources, y compris les centres de la SCHL, les centres de la Consommation et des Corporations; et je suis tout à fait d'accord avec cette suggestion.

Cependant, il nous a été difficile de nous assurer que même ceux avec qui nous travaillons sur une base quotidienne sont au courant des derniers développements et des dernières évolutions du programme.

Je voudrais rappeler au Comité que ce programme est fondé sur des renseignements d'ordre technique qui évoluent à un rythme presque quotidien. Ce que nous savons maintenant sur les techniques qui permettent de retirer la mousse ou de réparer les maisons, fait auquel il faut ajouter l'efficacité avec laquelle les entrepreneurs assument ces responsabilités, a permis d'apporter de nombreux changements et améliorations.

Même avec le personnel que nous avons, comme vous me l'avez déjà dit, il est très difficile de s'assurer que tout le monde est au courant. Mais si nous devons travailler avec un personnel dispersé les problèmes seraient encore plus nombreux. Une fois que les décisions auront été définitivement arrêtées, je concède que l'on pourra obtenir tous ces renseignements de sources différentes.

Monsieur le président, nous avons l'intention de mettre sur pied un programme d'information du public—publicité, radio, etc., qui aura pour but d'encourager ceux qui ne sont pas encore inscrits de le faire; ce programme d'information leur fournira tous les renseignements dont ils ont besoin en vue de prendre des décisions quant à la nature du travail requis. Mais cela ne se fera que lorsque le programme sera arrêté.

Mlle MacDonald: J'ai une dernière question à poser. Comment pouvez-vous nous assurer que ceux que vous formez pour retirer le produit isolant ou le fixer d'une manière ou d'une autre seront plus compétents, comme vous l'avez dit, que ceux qui l'ont installé initialement?

M. Mackie: Monsieur le président, je crois qu'il s'agit là d'une question très importante. On ne peut absolument pas

[Text]

but what we have determined to date is that contractors themselves are learning and are acting much more efficiently.

I might point out the acceptance of removal, as an option the homeowners can choose, was also one of the points the advisory council recommended, and it was accepted. But the actions related to removal being developed by contractors are bringing costs down very substantially. The systems of removal from wood-frame construction, particularly in the west, using sand-blasting techniques, are really quite extraordinary and very effective.

So without giving any kind of guarantee of quality at all, at least one is assured there is in place a mechanism of knowing who is doing the work, and therefore of being able to get the best information out to them by bulletins, and by daily contact from our own staff in the field. In effect, because we have a form of quality control in the process, in the final testing we do in homes, we will be able to determine whether or not work is effective.

That is in no way a guarantee; but at least it is taking the reasonable precautions to ensure homeowners are going to get the best benefit for their money, and the taxpayers are going to get the best benefit from their money.

The Chairman: Thank you.

Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, it is almost as a point of order, but I wonder if I might ask one question for clarification, related to Miss MacDonald's request for budgetary figures.

Would you include in those figures the probable cost of a radio and television advertising campaign to tell UFFI homeowners what to do about the foam? I would imagine, based on past experience in government radio and TV campaigns, substantial funds could be involved, and I would like to know how much that would be.

The Chairman: Thank you.

Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Mackie, I want to ask you five questions, and maybe some more after that. They are really very simple, and I do not think they need a lot of explanation. Basically, I would like again the title you hold and approximately the equivalent position within the civil service. I have heard it is assistant deputy minister level; is that correct?

Mr. Mackie: That is correct.

Mr. Skelly: What is the title?

Mr. Mackie: Federal Coordinator.

Mr. Skelly: That would be equivalent to an assistant deputy minister, at some point in the system.

[Translation]

garantir le travail des entrepreneurs, mais nous avons constaté que ces derniers sont de plus en plus compétents.

Je dois également faire remarquer que le Conseil consultatif avait recommandé que les propriétaires de maisons puissent choisir de faire retirer la mousse et cette recommandation a été acceptée. Mais les mesures prises par les entrepreneurs quant à l'enlèvement de la mousse permettent de réduire les coûts de façon sensible. L'enlèvement de la mousse de maisons à charpente de bois, en particulier dans l'Ouest, en recourant aux techniques de sablage, est extraordinaire et très efficace.

Donc, sans vous garantir la qualité de ce qui se fait, on sait au moins qu'il existe un mécanisme permettant de savoir qui effectue le travail et ainsi on peut leur transmettre les dernières données en leur adressant des mémoires et en permettant à notre propre personnel sur place de se mettre en rapport avec eux. En fait, étant donné que ce mécanisme comporte une certaine forme de contrôle de la qualité, dont les tests que nous effectuons dans les maisons, nous pourrions savoir si le travail effectué est efficace ou pas.

Il ne s'agit absolument pas d'une garantie; mais nous prenons au moins les précautions nécessaires en vue de s'assurer que les propriétaires de maisons obtiennent le meilleur rendement possible ainsi que les contribuables.

Le président: Merci.

Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, il s'agit presque d'un rappel au Règlement, mais je me demande si je puis poser une question qui aurait pour but de préciser la question des chiffres demandée par M^{lle} MacDonald.

Les frais présumés d'une campagne publicitaire à la radio et à la télévision ayant pour but de faire savoir aux propriétaires de maisons isolées à la mousse d'urée formol ce qu'il faut faire sont-ils compris dans ces chiffres? D'après les campagnes publicitaires qui ont déjà été menées par le gouvernement à la radio et à la télévision, je suppose que des crédits importants sont en cause, et je voudrais en connaître le montant.

Le président: Merci.

Monsieur Skelly.

M. Skelly: Monsieur Mackie, je voudrais vous poser cinq questions, et peut-être plus. Elles sont très simples, et je ne pense pas qu'elles aient besoin d'explications approfondies. En somme, je voudrais savoir quel est votre titre exact, et le poste que vous détenez au sein de la Fonction publique. Je crois que vous êtes sous-ministre adjoint; est-ce exact?

M. Mackie: C'est exact.

M. Skelly: Quel est votre titre exact?

M. Mackie: Coordonnateur fédéral.

M. Skelly: Cela correspondrait à un poste de sous-ministre adjoint, je suppose.

[Texte]

Mr. Mackie: I believe the press release announcing my appointment said I was appointed at the assistant deputy minister level.

Mr. Skelly: When were you appointed?

Mr. Mackie: May 1, roughly.

Mr. Skelly: What did you do immediately prior to your appointment?

Mr. Mackie: Immediately prior to my appointment I was Executive Director of the Association of Canadian Universities for Northern Studies.

Mr. Skelly: You were not in the government service, then.

Mr. Mackie: Yes, I was on executive interchange with that association.

• 1455

Mr. Skelly: Did you do anything in your previous experience that would have given you any expertise? We have heard that your guess is about 55,000 people or homes affected by this. Have you ever done anything in your previous incarnations that would have given you expertise in the area of urea formaldehyde foam insulation or anything within consumer and corporate affairs?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I am not sure which direction the member is leading, but I think my answer to that is that—

Mr. Skelly: I am seeking information.

Mr. Mackie: —I have been a senior public servant and have had an opportunity to work in a number of programs that have required the development and establishment of new organizations or organizations that are particularly responsive to particular needs. I was engaged in direct job creation in its early days and I had some experience at that. In the Department of Indian Affairs and Northern Development I had considerable experience with housing questions; housing in isolated areas.

In my personal experience, I of course have urea formaldehyde foam insulation in my own house and have done considerable work on my own house and I have some knowledge of that. In my job with the Association of Canadian Universities for Northern Studies I was engaged in the development and promotion of northern research and as a result learned very substantially the requirements for management of research and how one in effect encourages the excellence for which Canadian researchers are known. I suspect there may well be other experiences which I have had. I could go back to building railroads if you wanted me to.

Mr. Skelly: That is fine. I think you have nailed that down quite nicely. I think the job-creation one was probably the relevant statement, but I could be wrong.

Was the federal co-ordinator's job put up for competition or anything along that line?

[Traduction]

M. Mackie: Je crois qu'il était indiqué dans le communiqué de presse qui a annoncé ma nomination que j'avais le titre de sous-ministre adjoint.

M. Skelly: Quand avez-vous été nommé?

M. Mackie: Aux environs du 1^{er} mai.

M. Skelly: Que faisiez-vous avant votre nomination?

M. Mackie: Juste avant ma nomination, j'étais directeur administratif de l'Association of Canadian Universities for Northern Studies.

M. Skelly: Vous ne faisiez pas partie de la Fonction publique alors.

M. Mackie: Oui, j'ai été prêt à cette association.

M. Skelly: Avez-vous auparavant détenu un poste qui vous ait permis de connaître le sujet? Vous nous avez dit qu'environ 55,000 maisons étaient isolées à la mousse d'urée formol. Avez-vous auparavant détenu un poste qui vous aurait permis de vous familiariser avec la mousse d'urée formol ou avez-vous eu quelque chose à voir avec le ministère de la Consommation et des Corporations?

M. Mackie: Monsieur le président, je ne sais pas où veut en venir le député, mais je crois que je répondrais...

M. Skelly: Je ne vous demande que des renseignements.

M. Mackie: ... j'ai été haut fonctionnaire et j'ai eu l'occasion de participer à un certain nombre de programmes qui ont donné lieu à la création et à l'établissement d'organismes nouveaux qui répondaient à des besoins particuliers. J'ai participé à des programmes de création d'emploi lorsque ceux-ci ont été institués et j'ai donc une certaine expérience dans ce domaine. Au ministère des Affaires indiennes et du Nord, j'ai eu à traiter de nombreux problèmes de logement et en particulier des logements dans des régions isolées.

Personnellement, ma propre maison était isolée à la mousse d'urée formol; j'ai fait effectuer de nombreux travaux dans ma maison et je suis donc au courant de ce qui se passe. Lorsque je travaillais pour la *Association of Canadian Universities for Northern Studies*, j'ai participé à la création et la promotion de programmes de recherche dans le Nord et j'ai donc beaucoup appris sur la gestion de la recherche et sur les moyens d'encourager l'excellence chez les chercheurs canadiens, excellence qui est l'une de leurs principales caractéristiques. J'ai sans doute eu beaucoup d'autres expériences. Je pourrais revenir à l'époque où je construisais des chemins de fer si vous voulez.

M. Skelly: Cela va. Je pense que vous avez bien résumé la situation. Je pense que le programme de création d'emploi était probablement le plus important, mais je pourrais avoir tort.

Le poste de coordinateur fédéral avait-il fait l'objet d'un concours?

[Text]

Mr. Mackie: Mr. Chairman, you would have to ask the deputy minister who in fact made the appointments through the Public Service Commission. My understanding is that there was some search carried out and that a number of candidates were considered and that I was chosen.

Mr. Skelly: When you went on the executive exchange program, where were you located within the federal civil service?

Mr. Mackie: I was on executive interchange from the Department of Indian Affairs and Northern Development in that that department has, of course, a substantial interest in northern research.

Mr. Skelly: Thanks.

The Chairman: Does any other member wish to . . . ?

Monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci, monsieur le président.

J'aurais une seule chose à vérifier. Au Centre de la MIUF, vous vous préoccupez de tous les points de vue. Par exemple, est-ce que cela fait partie de votre tâche que de prendre connaissance de tous les mémoires qui ont été présentés ici pour voir si le contenu des mémoires est en relation parfaite avec les communications téléphoniques ou écrites que vous recevez au Centre? Au fond, est-ce que vous êtes en mesure actuellement de dire au Comité que le problème posé par la mousse n'en est pas simplement un de matériaux, mais qu'il devient surtout un problème de santé publique?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, yes, we are very conscious of the briefs that have been made to this committee and will continue to keep track of them and to take them into account in our public information programs and in our provision of information to homeowners or to those others who write us. We are very sensitive to the fact that the program as such is in part an exercise in developing knowledge amongst homeowners and confidence that the measures being proposed by NRC through their research are the appropriate ones, and therefore we take very seriously both the briefs that are presented and the discussion and the reports that will ensue from this committee.

On your second question, there is no doubt that health remains the primary concern.

• 1500

With our colleagues at National Health and Welfare, I participated this morning in a discussion with provincial health officials of the health problems which are beginning to be studied and understood. Dr. Nantel from the *Centre de toxicologie* in Quebec City was present with us and was beginning to provide some of the insights he has gained from his work to our provincial colleagues.

[Translation]

M. Mackie: Monsieur le président, cette question devrait être posée au sous-ministre car c'est lui en fait qui a procédé aux nominations par l'intermédiaire de la Commission de la Fonction publique. D'après ce que je sais, les candidats ont été recherchés, leurs antécédents ont été étudiés et ma candidature a été retenue.

M. Skelly: Lorsque vous avez fait partie du programme d'échange, quel poste occupiez-vous dans la Fonction publique?

M. Mackie: J'ai été prêté par le ministère des Affaires indiennes et du Nord et ce ministère s'intéresse donc à la recherche dans le Nord.

M. Skelly: Merci.

Le président: Un autre député désire-t-il poser des questions . . . ?

Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to check something. The UFFI Centre, you examine every angle. For example, do you have to study all the reports that have been tabled to see if their content matches the telephone conversations or the correspondence you receive at the Centre? Can you now say to the committee that the problem caused by the foam is not related to the foam itself but that it has become a health problem?

M. Mackie: Monsieur le président, nous avons parcouru les mémoires qui ont été présentés devant ce Comité et nous continuerons de le faire; nous en tiendrons compte lors de l'établissement de nos programmes de formation publique destinés aux propriétaires de maisons et à tous ceux qui nous écriront. Nous savons parfaitement que ce programme sert avant tout à divulguer des informations aux propriétaires de maisons et nous pensons que les mesures proposées par le Conseil national de recherches sont les bonnes et par conséquent, nous prenons très au sérieux les mémoires qui sont déposés devant le Comité ainsi que les rapports qui découlent des travaux de ce Comité.

Pour répondre à votre deuxième question, il ne fait aucun doute que la santé demeure notre principale préoccupation.

Ce matin, j'ai participé avec mes collègues du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social à une réunion à laquelle assistaient les responsables provinciaux de la santé; cette réunion portait sur les problèmes de santé que pose la mousse d'urée formol, problèmes qui commencent à être compris. M. Nantel du Centre de toxicologie de Québec assistait à cette réunion et s'appretait à transmettre à nos collègues provinciaux le résultat des expériences qu'il avait tirées de ses travaux.

[Texte]

You would be interested in knowing that at least one province—the Province of Ontario—decided not to send anyone to that meeting, on the basis that UFFI is not a provincial responsibility. I think that is indicative of the nature of the problem, and I do not say that simply to be critical of that province. However, I do think there is a perception amongst some people that health is not the primary issue. But in fact it is, and must be.

That is not to say that the methods of resolving the problem in every home will necessarily solve all the health problems. We are aware that the sensitivity of individuals can continue long after the problem of UFFI has disappeared, and in fact may not have been originally caused by UFFI. A very wide range of contributing factors can result in individual sensitivity and the response one might have to a mixture of chemicals, including those emanating from UFFI. But there is no doubt that a concern about health and in particular the indoor living space, and the effects of UFFI on families, has been the major motivating factor in the establishment and development of this program.

M. Tessier: Très bien. L'expérience de ce Comité-ci nous prouve que quand on pose la question à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, qui nous fait rapport de son évaluation du produit, et qu'on repose la question au Conseil national de recherches, les arguments semblent aller dans le même sens. D'autre part, quand on écoute les groupes de pression, on devient presque convaincu qu'il y a un problème. Je voudrais savoir dans quelle mesure votre centre peut représenter un *input* pour le ministre et non pas simplement un *output*, un organisme qui ne fait que distribuer de l'information. L'objectif du Comité, c'est justement de créer ce type d'*input* pour mettre au courant toutes les autorités gouvernementales des véritables problèmes. Il se pourrait qu'on aboutisse à quelque chose quand on va entendre les spécialistes de la santé, mais à l'heure actuelle, on semble constater un dialogue de sourds. Quand on pose la question aux spécialistes, ils disent: eh bien, si ce n'est pas toxique, le matériau a ceci d'inconvénients et ceci d'avantages. C'est dans le champ du voisin que se trouve le problème. Quand on pose la question aux usagers, ils nous disent qu'il y a un problème réel et que le monde est malade.

Alors, je voudrais savoir si vous êtes actuellement en mesure de nous assurer que, vis-à-vis du ministre, vous avez véritablement un rôle d'*input* pour arriver à préciser les données du problème.

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I am very conscious of the responsibility the centre has, and our technical and professional staff have, to ensure that the best information possible is available to the government, and in fact to homeowners as well. I would simply remind the committee that the complexity that the hon. member has mentioned is very, very clearly the problem we face. There is not a simple, specific and single answer. There is not even a simple and specific definition of the nature of the problem. There is no doubt that somewhere between 10 and 20 per cent of the people whom we have studied to date who have UFFI in their homes have some form

[Traduction]

C'est sans doute avec le plus grand intérêt que vous apprendrez qu'une province au moins—l'Ontario—a décidé de n'envoyer personne à cette réunion sous prétexte que la MIUF ne relève pas du gouvernement provincial. Cela reflète la nature du problème et je ne dis pas cela simplement en vue de critiquer cette province. Cependant, je crois que certains pensent que la santé ne constitue pas le fond du problème. C'est une grossière erreur.

Cela ne veut pas dire que les solutions apportées au problème ne résoudreont pas nécessairement les problèmes de santé. Nous savons tous que les individus peuvent continuer à avoir des problèmes de santé bien après l'enlèvement de la mousse d'urée formol et on peut dire également que ces problèmes de santé n'ont pas été nécessairement causés par la MIUF. Un nombre très important de facteurs peuvent sensibiliser un individu et la réaction aux produits chimiques peut être très différente selon les individus. Mais il ne fait aucun doute que ce sont les problèmes de santé et les conséquences que peut avoir la MIUF sur la santé des familles qui ont contribué à l'établissement et à l'élaboration de ce programme.

Mr. Tessier: Okay. From what this committee has heard, the CHMC and the NRC give approximately the same answer to our questions. But when pressure groups appear before the committee, we know there is a problem. I would like to know if your Centre is considered to be an input for the minister and not only an output which only gives out information. The goal of this committee is to create this type of input so as to assure ourselves that the government authorities know where the real problems are. Maybe we could come up with something when we hear the testimony of health experts but for the time being, there seems to be no breakthrough. When we put the question to the experts, they say: If it is not toxic, here are the pros and cons of this material. The problem is always next door. When we put the question to the users, they say that there is a real problem and that they are sick.

So, I would like to know if you can assure us, as far as the minister is concerned, that you really play an input role in order to clarify the problem.

M. Mackie: Monsieur le président, je suis très conscient des responsabilités du Centre ainsi que des responsabilités de notre personnel technique et professionnel dans la mesure où ils doivent s'assurer que les renseignements les plus exacts possibles soient transmis au gouvernement et par ailleurs aux propriétaires de maisons. Je voudrais simplement rappeler au Comité que la complexité dont a fait état l'honorable député constitue en fait le véritable problème. Nous n'avons pas de réponse simple et unique à vous donner. Il n'existe même pas de définition simple et précise de la nature du problème. Il ne fait aucun doute qu'environ 10 à 20 p. 100 de ceux que nous

[Text]

of identifiable health problem. There is no doubt that when remedial action is taken—that is, when walls are sealed properly, or when UFFI is removed—the health symptoms in most instances are very, very substantially relieved, if not eliminated entirely. There are many, many questions that have not been answered. Mr. Youngson and I and others at the centre are constantly in touch with the National Research Council and Health and Welfare Canada and all the organizations and agencies to which they have access in an attempt to pull together the research knowledge that is available and identify the gaps in knowledge. There are still very substantial gaps in knowledge.

• 1505

This will not be a quick or easy way to receive, or to achieve, an answer. It is going to take considerable time before Canadians generally understand and appreciate the effects of new chemical substances and new technology in their homes.

I think it is important that the committee appreciate the fact that we must find ways of encouraging and educating many more people. An analogy I have used in the past, I think, is one that applies. If gasoline were to be introduced into our society today, we would have many people who were burned, who were poisoned by it, who were injured in explosions. Yet in effect, with a very dangerous, explosive, volatile substance, probably billions of people a day use it safely. The rate at which technology is bringing in new products suggests that there will be other forms of UFFI in the future. The rate at which science is identifying the health problems that result from many of these products suggests that we have a lot to learn about how even to decide what is a problem. We are, as I said before, daily involved in the process of bringing the best information to the government and to homeowners—and certainly to design a program so that the health problems with which we are all too familiar are eliminated.

In addition to the health problems, though, of course, because some people have had health problems the issue of mortgages and the resale value of homes is a serious one and that, perhaps, affects many more people.

Mr. Chairman, if you would allow me, we are taking action, with our colleagues at CMHC, with the major lending institutions, to ensure that mortgages are available to people who need mortgage renewal or who, in fact, are purchasing homes with UFFI in them and need mortgages issued, period. CMHC has been very helpful in this regard and we are assured that CMHC is prepared to insure any mortgage on a UFFI home if there is a sale or if renewal is required.

[Translation]

avons étudiés jusqu'à présent et dont les maisons sont isolées à la mousse d'urée formol présentent des problèmes de santé. Il ne fait aucun doute que lorsque la situation est corrigée—c'est-à-dire lorsque les murs sont fixés de façon appropriée ou lorsque la MIUF est retirée, les problèmes de santé, dans la plupart des cas, diminuent de façon sensible et même disparaissent. Il existe de nombreuses questions auxquelles aucune réponse n'a été donnée. M. Youngson, moi-même et d'autres au Centre sommes constamment en rapport avec le Conseil national de recherches et avec le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social ainsi qu'avec toutes les organisations et organismes avec lesquels ils entretiennent des rapports en vue d'essayer de rassembler toutes les recherches entreprises et de découvrir ce qui nous manque. Nous ne savons pas tout sur le problème.

Il ne sera pas facile de trouver une réponse à ce problème. Il faudra beaucoup de temps avant que les Canadiens ne comprennent et ne puissent juger des conséquences des nouveaux produits chimiques et des nouvelles techniques de leurs maisons.

Je pense qu'il est important que le Comité se rende compte que nous devons trouver les moyens d'encourager et d'informer le plus grand nombre de personnes possible. Je vais utiliser une analogie que j'ai déjà utilisée dans le passé. Si l'essence devait être introduite de nos jours, de nombreuses personnes se brûleraient, s'empoisonneraient ou seraient blessées lors d'explosions. Et en fait, des milliards de personnes utilisent par jour sans problème cette substance très dangereuse, explosive et volatile. Le rythme auquel la technologie de pointe introduit de nouveaux produits donne à penser qu'il y aura d'autres formes de MIUF à l'avenir. Le rythme auquel la science cerne les problèmes de santé qui découlent de nombre de ces produits donne à penser que nous avons encore beaucoup à apprendre sur ce qui constitue en fait un problème. Comme je l'ai dit auparavant, nous transmettons, à un rythme journalier, les dernières informations en date au gouvernement et aux propriétaires de maisons et nous avons pour tâche de mettre sur pied un programme de façon à faire disparaître tous les problèmes de santé que nous connaissons tous trop bien.

Outre ces problèmes de santé, cependant, les questions des hypothèques et de la revente de ces maisons constituent un problème tout aussi grave et qui touche encore plus de personnes.

Monsieur le président, si vous me le permettez, nous essayons, en collaboration avec nos collègues de la SCHL et avec les principaux établissements financiers, de nous assurer que des hypothèques sont consenties à ceux qui doivent renouveler la leur ou qui en fait ont décidé d'acheter des maisons isolées à la mousse d'urée formol et qui ont tout simplement besoin d'hypothèques. La SCHL s'est montrée très utile à cet égard et elle nous a assurés qu'elle était tout à fait disposée à assurer toutes hypothèques frappant une maison isolée à la MIUF si vente il y a ou si un renouvellement d'hypothèque est demandé.

[Texte]

We are meeting with the National Real Estate Board at its annual gathering in Winnipeg at the end of October and we will make representations to them on the nature of the programs, the assurances we can give them about the work that is taking place in homes, and the nature of the certificate that attests to the level of formaldehyde gas and the quality of the work being done. So while the health issue is the one with which we all must be concerned, there are implications of that health issue that we too are taking very seriously and working on.

M. Tessier: Merci, monsieur le président.

Mme Côté: J'aurais une question très courte au sujet du rôle que peuvent jouer les inspecteurs que vous avez dans tout le territoire pour aider les propriétaires qui voudraient procéder à l'enlèvement de ce matériau isolant.

Pourriez-vous nous expliquer comment cela fonctionne, comment cela se joue en dehors des grands centres surtout?

• 1510

Mr. Mackie: Mr. Chairman, the CMHC inspectors really have one primary role, which is to make sure that homeowners know what choices are available to them so that, as homeowners, they can make the best decisions. In so doing, the inspector may require additional testing; he may require special reviews of a house in order to make sure the information that is being provided is of the highest quality. They are kept up to date through their own management and direction as a result of our field staff having contacts with them, as well, clearly, as a result of their own experience as they inspect homes in progress.

The second and no less important, but more or less important, objective is in fact to carry out inspections when work is in progress. This is to ensure that, so far as possible, in fact the work is achieving the objective of improving the quality of the homes. That is particularly so where removal is concerned. And both our own staff and the CMHC inspectors, who number now somewhere over 100 across the country, really are there to ensure that homeowners' interests are protected.

Finally, CMHC will carry out an audit and test inspection at the end to provide the homeowners with the dosimeters to test the level of gas in their homes following all the work which had been done. That also is done to ensure that, in fact, the money that will be provided is being used for appropriate purposes and is being spent wisely—all this, in effect, to ensure that the government and the homeowner receive fair market value for the investment.

Mme Côté: Merci. En terminant, je me permettrai de dire que j'ai apprécié énormément que la Société canadienne d'hypothèques et de logement considère le refinancement de ces maisons. Dans certaines régions, c'est devenu un problème financier, donc humain, extrêmement important.

[Traduction]

Nous nous entretiendrons avec le Conseil national de l'immobilier lors de son assemblée annuelle qui se tiendra à Winnipeg à la fin du mois d'octobre et nous leur ferons connaître la nature du programme, les assurances que nous pouvons leur donner à propos des travaux qui sont effectués dans les maisons ainsi que sur la nature du certificat indiquant le taux d'urée formol et la qualité des travaux entrepris. Alors bien que la santé constitue un problème qui nous préoccupe tous, il existe d'autres répercussions qui sont tout aussi graves et qui nous intéressent au plus haut point.

Mr. Tessier: Thank you, Mr. Chairman.

Mrs. Côté: I would like to ask a very brief question on the role that can play the field inspectors in order to help the homeowners to remove this foam insulation.

Can you tell us how it works and how it is done outside of the big cities?

M. Mackie: Monsieur le président, les inspecteurs de la SCHL ont un rôle primordial qui est celui de faire en sorte que les propriétaires de maisons sachent quels choix leur sont offerts en tant que propriétaires afin qu'ils puissent prendre les meilleures décisions. En faisant cela, l'inspecteur peut exiger que d'autres tests soient effectués; il peut exiger des examens spéciaux d'une maison pour s'assurer que les renseignements disponibles soient de la plus haute qualité. Les inspecteurs se tiennent à jour grâce à leurs propres gestionnaires et directeurs qui maintiennent les contacts avec le personnel directement engagé sur le terrain et grâce aussi, bien sûr, à leur propre expérience acquise lors de l'inspection des maisons.

Le deuxième objectif, non moins important mais d'une importance relative, est d'effectuer les inspections du travail en cours. Ceci est fait pour vérifier si le travail accompli permet autant que possible d'atteindre l'objectif qui est l'amélioration de la qualité des maisons. Et ceci est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de l'enlèvement de la mousse. Notre propre personnel et les inspecteurs de la SCHL qui compte maintenant plus de 100 personnes à travers le pays, sont là pour s'assurer que les intérêts des propriétaires de maisons sont protégés.

Enfin, la SCHL effectuera une vérification et une inspection à l'aide de tests pour fournir aux propriétaires de maisons les dosimètres qui serviront à tester le niveau de gaz dans leurs maisons après que tout le travail aura été accompli. Cela est fait pour s'assurer que l'argent fourni est utilisé à bon escient et dépensé avec sagesse. En somme, on fait tout cela pour que le gouvernement et le propriétaire de maison reçoive la juste valeur marchande de leur investissement.

Mrs. Côté: Thank you. In conclusion, I would like to say that I have greatly appreciated the fact that the CMHC accepts to consider the refinancing of these houses. In some regions, this has become a financial problem, therefore a human problem extremely important.

[Text]

Merci beaucoup, monsieur Mackie. Merci, monsieur le président.

Mr. Mackie: Mr. Chairman, perhaps I could just say that if hon. members know of people having difficulty getting mortgages, we would be happy to follow up with CMHC and the local offices. If they would provide the information to us in writing, that would be helpful.

The Vice-Chairman: Still on the first round, Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: You give the figure of 10 per cent to 20 per cent of the people having symptoms. I wonder how you relate them to UFFI. Is it simply on the basis of removing the cause and producing the remedy, or have you used any other techniques in reaching that conclusion?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, it is on a very simplistic level, that is true. Research is now being commenced at the Centre de toxicologie in Quebec which will give us more information. Also, there are several projects in proposal stage with National Health and Welfare which will provide much more basic epidemiological information. We support these. But to date, it is clear that if appropriate remedial actions are taken which either reduce or eliminate the flow of formaldehyde gas into the home or which, in fact, result in the removal of the foam, health problems really do disappear.

Mr. Hudecki: You are making a very general statement, but you are not giving us any scientific data on it. For example, have you taken an equal number of homes without any UFFI in them to determine what percentage of people have the same symptoms?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, those are exactly the forms of research now being contemplated by National Health and Welfare. I understand my colleague Dr. Alex Morrison will be here Friday, and perhaps you might want to pose your questions to him.

Mr. Hudecki: I think the only other question is that practically every major centre has specialists who are very knowledgeable in this particular field and who could take a person whom you feel is susceptible to this particular drug or to this particular chemical and reproduce the conditions in a chamber. Then they could very quickly tell you whether this really is related to the urea formaldehyde, or whether it is some other form of respiratory infection. Have you used any of those facilities?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, through National Health and Welfare and through our research of the literature, we have looked at a number of studies that have done just that. The Mayo Clinic in Rochester, New York, has carried out some extensive work and is continuing to carry out some work. Some of the research now being supported in various universities is

[Translation]

Thank you very much, Mr. Mackie. Thank you, Mr. Chairman.

M. Mackie: Monsieur le président, j'aimerais seulement ajouter ceci: s'il y avait des députés qui connaissent des gens qui éprouvent des difficultés à obtenir des hypothèques, nous serions heureux d'effectuer un suivi auprès de la SCHL et des bureaux locaux. Si ces gens pouvaient nous fournir les renseignements par écrit, cela nous aiderait.

Le vice-président: Encore au premier tour, docteur Hudecki.

M. Hudecki: Vous dites qu'il y a de 10 à 20 p. 100 des gens qui présentent des symptômes. Je me demande comment vous faites pour relier ces symptômes à la MIUF. S'agit-il simplement d'enlever la cause et de fournir le remède ou bien avez-vous utilisé d'autres techniques pour parvenir à cette conclusion?

M. Mackie: Monsieur le président, il s'agit d'un niveau extrêmement simple, cela est vrai. On commence présentement des recherches au Centre de toxicologie, au Québec, et par conséquent, nous aurons plus d'information. Il y a aussi plusieurs projets qui sont encore à l'étape des propositions au ministère de la Santé et du Bien-être, et ces projets nous fourniront beaucoup plus de renseignements de nature épidémiologique. Nous sommes en accord avec ces projets. Mais jusqu'à présent, il est évident que si l'on prend des mesures correctives appropriées pour réduire ou éliminer l'écoulement de gaz formaldéhyde dans les maisons ou encore des mesures dont le résultat est l'enlèvement de la mousse, les problèmes de santé disparaissent.

M. Hudecki: Votre déclaration est très générale mais vous ne nous fournissez aucune donnée scientifique à ce sujet. Par exemple, avez-vous étudié un nombre égal de maisons sans aucune MIUF pour tenter de déterminer quel est le pourcentage de gens qui ont les mêmes symptômes?

M. Mackie: Monsieur le président, voilà exactement le genre de recherches que s'apprête à entreprendre le ministère de la Santé et du Bien-être. Je crois que mon collègue, le docteur Alex Morrison sera ici vendredi et c'est à lui que vous voudriez peut-être poser vos questions.

M. Hudecki: Ma seule autre question est que presque tous les grands centres ont des spécialistes qui s'y connaissent très bien dans ce domaine particulier et qui pourraient examiner une personne que l'on croit susceptible à un médicament particulier ou à un produit chimique particulier et ces spécialistes pourraient reproduire en laboratoire les conditions étudiées. Ils pourraient alors nous dire très rapidement si cela est vraiment relié à l'urée formol ou s'il s'agit plutôt d'une autre forme d'infection respiratoire. Avez-vous eu recours à ce genre de consultation?

M. Mackie: Monsieur le président, nous savons grâce au ministère de la Santé et du Bien-être et grâce à notre propre étude de la documentation, qu'il existe un certain nombre d'études qui ont fait cela précisément. La *Mayo Clinic* à Rochester, dans l'état de New-York, a fait des travaux considérables dans ce domaine et continue à y travailler. Certains

[Texte]

doing exactly that. There is, you must remember, a very wide differential of individual responses. Some people under certain circumstances respond to various of the substances and not to others. There are a number of hypotheses about this, none of which have been clearly established scientifically, and I think we must await the results of the research that is now in place.

• 1515

Mr. Hudecki: I know, and you are making statements. This is a method that is available at local areas and at local hospitals and you have not used them, yet you are coming up with statements that this is the percentage. That is the only little query that I have on your statistics.

Mr. Mackie: Mr. Chairman, our statistics are based on studies that have been carried out and a review of the health information that has been provided to us by homeowners. You are quite right, detailed scientific review has not taken place. The one study in place, Dr. Nantel's in Quebec City, is the only one that would confirm my statements.

Mr. Hudecki: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Dr. Hudecki. I wonder if the committee would permit me a couple of questions. I have not questioned on the first round yet.

Mr. Skelly: You did not ask me.

The Vice-Chairman: Do you object?

Mr. Skelly: Certainly.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Do you want me to take the chair? What happens if we want to rule you out of order?

The Vice-Chairman: Mr. Mackie, previous witnesses have indicated to us that the government, in accepting urea formaldehyde, has not endorsed it as being safe. It has just said that it has not been able to prove conclusive or give conclusive evidence on a legal basis that it is harmful. Is this true of all substances? I ask this in relation to your remarks earlier with regard to education of the Canadian people to the social consequences of technological advance.

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I am not an expert in hazardous products, but with the exception of drugs, it is my understanding that unless something is established as a hazardous product it is not subject to regulation in the sense that it would be fully tested and approved before usage. In the area of food and drugs, I think it is the case that extensive tests are made. Again, I suspect it would be wise to address that question in part to my colleague Dr. Morrison of the Health Protection Branch of Health and Welfare.

[Traduction]

des travaux de recherches présentement subventionnés dans différentes universités portent justement là-dessus. Il existe, vous devez vous en rappeler, une gamme très étendue de réponses individuelles. Certaines personnes, dans certaines circonstances, répondent à certaines substances et d'autres n'y répondent pas. Il y a plusieurs hypothèses à ce sujet et aucune d'entre elles n'a été établie clairement sur le plan scientifique et je pense que je dois attendre les résultats des recherches présentement en cours.

M. Hudecki: Je sais et vous faites quand même des déclarations. Cette méthode est disponible dans les régions et dans les hôpitaux locaux et vous ne vous en êtes pas servis; et malgré cela vous faites des déclarations à l'effet que voilà le pourcentage. C'est ce que je trouve à redire au sujet de vos statistiques.

M. Mackie: Monsieur le président, nos statistiques proviennent d'études qui ont été effectuées de même que de l'examen des renseignements sur la santé qui nous ont été fournis par les propriétaires de maisons. Vous avez parfaitement raison, il n'existe pas d'étude scientifique détaillée. La seule étude en cours, celle du docteur Nantel à Québec, est la seule qui confirmerait mes déclarations.

M. Hudecki: Merci.

Le vice-président: Merci, docteur Hudecki. Je me demande si le comité me permettrait de poser une ou deux questions. Je n'ai pas encore eu l'occasion de poser des questions au premier tour.

M. Skelly: Vous ne me l'avez pas demandé.

Le vice-président: Vous vous y opposez?

M. Skelly: Certainement.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Voulez-vous que j'assume le rôle du président? Qu'est-ce qui arrive si nous voulons vous enlever la parole?

Le vice-président: Monsieur Mackie, les témoins précédents nous ont dit que le gouvernement, en acceptant l'urée-formol, ne l'avait pas garantie comme étant un produit sûr. Il vient juste de dire qu'il n'a pas été capable de prouver de façon concluante ou de donner des preuves concluantes, sur le plan juridique, qu'il s'agit d'un produit nocif. Cela est-il vrai pour toutes les substances? Je pose cette question en relation avec les commentaires que vous avez faits un peu plus tôt concernant l'éducation des Canadiens quant aux conséquences sociales du progrès technologique.

M. Mackie: Monsieur le président, je ne suis pas un expert dans le domaine des produits dangereux mais à l'exception des médicaments, je pense, à moins qu'on ait prouvé qu'une substance était dangereuse, cette substance ne fait pas l'objet de règlement dans le sens qu'elle doit être soumise à des tests complets et approuvés avant son utilisation. Dans le domaine de la nourriture et des médicaments, je pense que l'on effectue des tests approfondis. Encore une fois, je pense qu'il serait sage de poser ces questions, entre autre, à mon collègue le docteur Morrison de la Direction générale de la protection de la santé du ministère de la Santé et du Bien-être social.

[Text]

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Mackie.

On the second round, Miss MacDonald.

Miss MacDonald: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Mackie, you need not go as far afield as the Mayo Clinic to find out what studies have been done. You might come to Queen's University. It is only a stone's throw, but work is being done there, if you would make a note of it.

Mr. Hudecki: Toronto is better.

Miss MacDonald: You mentioned that you have received over a period of time since May something in the vicinity of 35,000 calls. Has there been any kind of computerization of these calls so that you have had some pattern of the concerns that are being raised?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, it is a good question. I am aware, of course, of the work of Dr. Day at Queen's University. He was at the conference with us this morning and we are drawing upon Canadian resources very extensively. There is no question about that.

Yes, actually the number is 60,000 calls since the phone lines were established. And yes, we do have a process of analysing the nature of the questions, the main questions, the range of issues that are raised. It is an excellent barometer in effect of what the issues are that people are facing in the field. Our problem is being in a position to respond to the issues, given the lack of definition of the program and, in effect, a lack of ability to say, this is the way it is going to be, quickly. That is really the weakness. Once the regulations are passed and we have a program, then we can figure out how to change it and to respond to issues as they come up.

• 1520

At this point, we are really in a difficult situation until the program is settled, and I think that gives rise to many of the questions and issues as well.

Miss MacDonald: From the information that has been transmitted to you today, can you tell us what is the most prevalent form of remedial measures carried out by homeowners, or the remedial measure they propose to take?

Mr. Mackie: Yes, Mr. Chairman. Of the roughly 1,400 cases of which we have some knowledge at this point—that is, people who have already taken action—the vast majority have removed foam. For whatever reasons, they have decided to go ahead without a full knowledge of what the program is or without the full advice of CMHC inspectors and of the program. The majority have certainly gone to removal. The number of people who, like myself, would find removal not only distasteful but almost impossible suggests that more people will be taking the less drastic measures. Those people who have had real problems or who have perceived they have

[Translation]

Le vice-président: Merci, monsieur Mackie.

Au deuxième tour, M^{me} MacDonald.

Mme MacDonald: Merci, monsieur le président.

Monsieur Mackie, vous n'avez pas besoin de chercher si loin que la *Mayo Clinic* pour trouver quelles études ont été effectuées. Vous pourriez venir à l'Université Queen's. Ce n'est qu'à un pas, mais il y a du travail qui se fait là, si vous vouliez bien en prendre note.

M. Hudecki: C'est mieux à Toronto.

Mme MacDonald: Vous avez dit que vous avez reçu depuis le mois de mai quelque 35,000 appels téléphoniques. Est-ce que ces appels ont été informatisés d'une manière ou d'une autre de façon à faire émerger certains types de problèmes?

M. Mackie: Monsieur le président, c'est une bonne question. Je connais bien sûr le travail du docteur Day à l'Université Queen's. Il était présent à la conférence avec nous ce matin et nous faisons beaucoup appel aux ressources canadiennes. Cela est indéniable.

Oui, le nombre d'appels est en effet de 60,000 depuis que les lignes téléphoniques ont été installées. Et oui, nous avons une façon d'analyser la nature des questions, les questions principales, et la gamme de problèmes qui sont posés. C'est en effet un excellent baromètre du genre de problèmes auxquels les gens sont confrontés. Notre problème est de pouvoir répondre aux questions, étant donné que le programme n'est pas défini et étant donné le fait aussi que nous ne pouvons pas dire rapidement comment cela va marcher. Voilà vraiment la faiblesse. Une fois que les règlements auront été adoptés et que nous aurons un programme, alors, nous pourrions nous demander comment le changer et comment répondre aux problèmes à mesure qu'ils surgissent.

A ce moment-ci, nous sommes vraiment dans une situation difficile jusqu'à ce que le programme soit établi et je pense que cela provoque beaucoup de questions et de problèmes.

Mlle MacDonald: A partir de l'information qui vous a été transmise aujourd'hui, pouvez-vous nous dire quelle est la forme de mesure corrective la plus fréquente adoptée par les propriétaires de maisons ou encore les mesures correctives qu'ils ont l'intention de prendre?

M. Mackie: Oui, monsieur le président. Parmi les 1,400 cas que nous connaissons jusqu'à présent, c'est-à-dire les cas des gens qui ont déjà pris des mesures, la grande majorité d'entre eux ont enlevé la mousse. Pour toutes sortes de raisons, ils ont décidé d'agir sans savoir bien ce que comporte le programme et sans les conseils des inspecteurs de la SCHL. La majorité a donc opté pour l'enlèvement de la mousse. Les personnes qui comme moi considèrent que l'enlèvement de la mousse serait non seulement déplaisant mais presque impossible, laissent entendre que plus de gens adopteront des mesures moins draconiennes. Les gens qui ont éprouvé des problèmes réels ou

[Texte]

real problems have taken action in their own interests quickly and the majority have removed foam.

Miss MacDonald: From these cases which have been communicated to you, have you any idea what the average cost is of the work that has been done, according to the experience to date?

Mr. Mackie: Yes. Rather than an average cost, I would say that far and away the majority of removals are falling in the \$7,000 to \$12,000 range. The average cost as we move along is coming down very rapidly. Those homes that would have cost \$12,000 to \$15,000 earlier are now being done for \$7,000 and \$8,000. That is as a result of two things. One is improved technology. We are learning very rapidly how best to do it. The other is, of course, the efficiency that results from competition amongst contractors. When there is only one game in town, then you can, to a very large extent, call your shots. When there are half a dozen people competing for the project, then you really have to be much more careful in identifying costs.

Miss MacDonald: In this removal process where people have been in that bracket which is well in excess of the grant that would be provided under the program, what has been the construction material in most of the houses? In those houses where removal has taken place, what kind of homes are they?

Mr. Mackie: I believe, Mr. Chairman, most of them would be wood-frame homes. In fact, the majority of homes in the country that have been done to date would be wood-frame homes. Masonry construction is receiving much more attention, and I am sure you heard from NRC last night of the development of techniques for removal that are less radical than the total removal of walls. I expect that an interest in those other techniques will develop as they are perfected.

Miss MacDonald: I am particularly concerned with stone and brick houses, as they happen to be in the majority in the Kingston area. The cost of removal there, in cases like that, if it can be done, would, I would think, be much higher.

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I believe that is so with current knowledge. It might be of interest to the committee to know that in my own situation I have a brick house built in Ottawa in the 1880s as a frame building. The UFFI when it was installed—prior to the CHIP program; I did it myself, or had it done myself—was put between the brick and the outside siding and, in some cases, into the interior space. For all practical purposes, to take it out I would have to take the whole wall out, inside and out; and with a two-and-a-half-storey house that is virtually impossible.

[Traduction]

qui avaient l'impression d'avoir des problèmes réels ont agi rapidement, dans leur propre intérêt, et la majorité d'entre eux ont enlevé la mousse.

Mlle MacDonald: A partir des cas qui ont été portés à votre connaissance, avez-vous pu vous faire une idée du prix moyen du travail qui a été fait jusqu'à présent?

M. Mackie: Oui. Au lieu de donner un prix moyen, je dirais que la grande majorité des travaux d'enlèvement se situe entre \$7,000 et \$12,000. A mesure que nous progressons, le coût moyen baisse très rapidement. Les maisons qui auraient dû assumer un coût de \$12,000 à \$15,000 plus tôt font maintenant le travail pour \$7,000 et \$8,000. Ceci est le résultat de deux facteurs. L'un de ces facteurs est une meilleure technologie. Nous apprenons très rapidement quelle est la meilleure façon de procéder. Le second facteur est bien sûr l'efficacité qui résulte de la concurrence entre les entrepreneurs. Quand il n'y a qu'un seul jeu en ville, vous êtes bien placé pour en fixer les règles. Quand il y a une demi-douzaine de gens qui entrent en compétition pour un projet, vous devez alors faire beaucoup plus attention en déterminant les coûts.

Mlle MacDonald: Au cours de ce processus d'enlèvement de la mousse où les gens ont dû assumer des coûts qui dépassent de beaucoup la subvention fournie aux termes du programme, a-t-on pu voir de quelle sorte de matériaux de construction il s'agissait dans la plupart des maisons? Là où on a fait l'enlèvement de la mousse, de quel genre de maisons s'agissait-il?

M. Mackie: Monsieur le président, je crois que la plupart de ces maisons avaient des charpentes en bois. De fait, la majorité des maisons du pays où on a fait l'enlèvement de la mousse jusqu'à présent sont des maisons à charpente en bois. On accorde beaucoup plus d'attention à la construction en maçonnerie et je suis sûr que vous avez entendu parler par le Conseil national de la recherche, hier soir, du développement de techniques d'enlèvement de la mousse qui sont moins radicales et qui ne nécessitent pas l'enlèvement complet des murs. Je m'attends à ce que l'intérêt pour les autres techniques grandisse à mesure que celles-ci deviendront plus perfectionnées.

Mlle MacDonald: Je m'inquiète tout particulièrement des maisons de pierre et de brique puisque c'est ce genre de maison qui est en majorité dans la région de Kingston. Le prix de l'enlèvement de la mousse dans des cas comme cela, si cela peut être fait, serait je le pense, beaucoup plus élevé.

M. Mackie: Monsieur le président, je pense que c'est bien le cas dans l'état actuel des connaissances. Le comité pourrait être intéressé de savoir qu'en ce qui me concerne, j'ai une maison en brique qui a été construite à Ottawa dans les années 1880. La mousse d'urée-formol a été installée avant la mise sur pied du programme PCIM; j'ai posé la mousse moi-même ou je l'ai fait faire moi-même, et la mousse a été posée entre la brique et le mur extérieur et dans certains cas, dans l'espace intérieur. Pour l'enlever, il faudrait pratiquement enlever le mur tout entier, à l'intérieur et à l'extérieur; et avec une maison de deux étages et demi, c'est pratiquement impossible.

[Text]

I think there are quite a number of situations where that will be the case. In fact, some of the other methods, including what I am doing myself, which is fully sealing the inside of the living space and removing it from one small wall where it is easy to get at from the outside and where the highest levels are found, will be the answer. In fact, I am perfectly prepared to return to the committee at a later date and report on the effects of that action on my own family.

Miss MacDonald: It might be advisable if you did that in 10 years' time.

Can you tell me what the cost of that will be?

• 1525

Mr. Mackie: The cost in my own situation will be less than \$5,000. The estimate for the ceiling itself—and it is a two-and-one-half-storey house—is \$575. The removal in one kitchen wall and sunroom will add about \$3,500 to that cost.

Miss MacDonald: Thank you.

The Chairman: Any other members?

Mr. Skelly: Mr. Chairman, in some of the testimony that we have heard over the last two days, particularly from Mr. Shirliffe and the fellow who preceded him—I cannot remember his name—some important questions have been asked about the way we approach the question of hazardous materials. In what you are doing now, is there any specific mandate to develop policy on how governments should handle substances that could potentially be dangerous in the same way that this UFFI situation has developed? Have you a specific mandate laid down by the department?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I do not have a specific mandate that suggests we ought to be proposing policy. However, in carrying out our responsibilities, as we are touching on the interests of quite a wide number of departments and organizations within the federal government and with provincial governments, inevitably the question arises: What ought we to be doing in effect to protect people against similar occurrences? I have no doubt that, as a result of our work, in the future when we are able to sit back and assess the effectiveness of the steps we will be in a position to make some recommendations to government.

As I said, I think the first line of defence is the education of the Canadian public. I do not think it will be possible at any point for any government to deal with the widest possible range of materials that are coming available. My own view is that we will have to find a way in which manufacturers are held accountable for the introduction of new products and that in the process of doing so you will have to maintain an intelligence system that allows each of us to know, as best we can, what might be appropriate for our own homes. But I have no specific mandate, no.

[Translation]

Je pense qu'il y a beaucoup de situations où ce sera le même cas. Je fait, il y a d'autres méthodes, y compris ce que je fais moi-même: je scelle entièrement l'espace intérieur de la maison et j'enlève la mousse d'un petit mur facilement accessible par l'extérieur et où se trouvent les plus hauts niveaux de toxicité; et ce sera la réponse. Je fait, je suis tout à fait prêt à revenir devant le comité un peu plus tard pour faire rapport des effets de ces mesures sur ma propre famille.

Mlle MacDonald: Vous devriez revenir dans dix ans.

Pouvez-vous me dire quel sera le coût de cette opération?

M. Mackie: Le coût en ce qui me concerne sera moins de \$5,000. L'estimation qui a été faite pour le plafond lui-même, et il s'agit d'une maison de deux étages et demi, est de \$575. L'enlèvement de la mousse dans l'un des murs de la cuisine et du solarium augmentera le coût de \$4,500.

Mlle MacDonald: Merci.

Le président: Un autre député veut-il poser une question?

M. Skelly: Monsieur le président, lors des témoignages que nous avons entendus depuis les deux derniers jours, particulièrement celui de M. Shirliffe et la personne qui l'a précédé, je ne peux pas me souvenir de son nom, certaines questions importantes ont été posées au sujet de la façon d'envisager la question des substances dangereuses. Dans votre travail actuel, avez-vous un mandat spécifique pour mettre au point une politique sur la façon dont les gouvernements devraient traiter les substances qui pourraient être dangereuses comme ce qui s'est passé pour la question de la MIUF? Avez-vous un mandat spécifique qui vous a été donné par le ministère?

M. Mackie: Monsieur le président, je n'ai pas de mandat spécifique à l'effet que nous devrions proposer une politique. Cependant, au cours de notre travail, nous nous préoccupons des intérêts d'un très grand nombre de ministères et d'organisations du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et, bien sûr, la question se pose: qu'est-ce qu'on devrait faire pour protéger les gens dans des situations semblables? Je n'ai aucun doute qu'à la fin de notre travail, lorsque nous pourrions réfléchir et évaluer l'efficacité des solutions possibles, nous serons en mesure de faire certaines recommandations au gouvernement.

Comme je l'ai dit, je pense que la première ligne de défense est l'éducation du public canadien. Je ne crois pas qu'il soit possible pour quelque gouvernement que ce soit de contrôler tout l'éventail de substances qui deviennent disponibles. À mon avis, il nous faut trouver un moyen pour que les fabricants soient responsables des nouveaux produits qu'ils présentent; aussi, tout en faisant cela, nous devons mettre sur pied un système qui nous permettra à chacun d'entre nous, du mieux que nous pouvons, de connaître ce qui pourrait être approprié pour nos propres maisons. Mais je n'ai aucun mandat spécifique.

[Texte]

Mr. Skelly: There is no specific mandate. It is unfortunate, because, I think, after the discussions with Mr. Shirliffe and Mr. Brewer this morning, there is a crying need. They both expressed apprehension for the process to the point of bucking this all the way through. After seeing the standard put in place, one of them even began to consult with departments about his concerns, which resulted in serious memos saying: We will not use this stuff in federal buildings, et cetera. So obviously there is something. Then Mr. Brewer's testimony this morning indicated that he had fought this thing tooth and nail all the way through until the end when the standard was accepted over his disapproval, and then he is turned around and forced by the mechanism in place to give it acceptance at CMHC. So obviously the process is not going to be dealt with by public education. That is certainly one line of defence, but there has to be some mechanism within the government itself that permits officials who have serious questions or apprehension about it to stop the forward motion of products like that.

The Chairman: Okay, thank you. There are no other questions? Madame Côté.

Mme Côté: Monsieur le président, on nous dit que le seul moyen de remédier au problème de la mousse isolante, c'est de l'enlever, avec tous les frais que cela implique. Vous dites que vous avez essayé une méthode différente, et j'espère qu'on aura des résultats. Est-ce que les recherches se poursuivent dans le but de trouver une méthode? Est-ce que tous les jours on se préoccupe d'améliorer la méthode ou les diverses méthodes?

Mr. Mackie: Well, Mr. Chairman, we clearly are carrying out the research to improve methods and to add to those methods. I might just mention a few. The original technique of visible air leak sealing is a very valuable one in reducing the normal flow of gases or other matter or substances that may collect in walls into the home.

• 1530

That has been pushed to the extreme in that there are two additional techniques of sealing invisible leaks; that is, a system whereby a small hole is bored in the wall, a fibre-optical device is used to examine the cavity and then, using a device not unlike the devices used to undercoat cars, a latex-based material is sprayed in sealing invisible leaks. A more radical method would include taking out a strip of ceiling or a strip of floor and sealing the leaks that are visible.

Certainly the question of providing positive air circulation and fresh air intake adds to the capacity to ensure that fresh air is available in homes. Considerable research needs to be done in that area; but, if I may say so, I think that is one of the fields from which all of us will benefit in the long run: not only will UFFI homeowners have the opportunity to benefit from

[Traduction]

M. Skelly: Il n'y a pas de mandat spécifique et c'est malheureux parce que si j'en juge d'après les discussions que nous avons eues avec M. Shirliffe et avec M. Brewer ce matin, le besoin est criant. Ils ont tous les deux exprimé une appréhension telle qu'ils s'y sont opposés tout au long du processus. Après avoir vu l'adoption de la norme, l'un d'entre eux a même commencé à discuter de ses inquiétudes avec les ministères, ce qui a eu pour effet l'échange de notes de services sérieuses disant: nous n'utiliserons pas cette substance dans les édifices fédéraux, etc. Manifestement, il y a quelque chose. Aussi, d'après le témoignage de M. Brewer de ce matin, en voit qu'il s'est opposé de toutes ses forces à cette substance, jusqu'à la fin, jusqu'au moment où la norme a été acceptée, malgré sa désapprobation et puis il se retourne et il est forcé par les mécanismes en place d'y donner son approbation à l'étape de la SCHL. Evidemment, ce n'est pas quelque chose qu'on peut régler par l'éducation publique. Cela constitue certainement une ligne de défense, mais il doit y avoir un mécanisme à l'intérieur même du gouvernement qui pourrait permettre aux fonctionnaires qui entretiennent des doutes sérieux au sujet d'un produit, d'empêcher la progression d'un produit comme celui-là.

Le président: D'accord, merci. Y a-t-il d'autres questions?

Mrs. Côté: Mr. Chairman, we are told that the only mean to remedy the problem of urea formaldehyde is to remove it with all the costs that it implies. You say that you tried different methods and I hope that we will get some result. Is there any research going on to find a method? Are people preoccupied, every day, to improve the method or different methods?

M. Mackie: Monsieur le président, nous sommes, bien sûr, engagés dans la recherche visant à l'amélioration des méthodes et à la découverte d'autres méthodes. Je pourrais en mentionner quelques-unes. La technique originale qui consiste à sceller les fuites invisibles d'air est très utile pour réduire l'écoulement normal des gaz ou autres substances qui peuvent s'accumuler dans les murs et s'écouler dans la maison.

Cette technique a été poussée à l'extrême en ce sens qu'il y a deux autres techniques pour sceller les fuites invisibles; il s'agit en effet d'un système par lequel on perce un petit trou dans le mur et on examine la cavité à l'aide d'un dispositif à fibres optiques et puis à l'aide d'un dispositif qui n'est pas très différent de ce qu'on emploie pour le revêtement anti-rouille des voitures, on vaporise une substance à base de latex pour sceller les fuites invisibles. Une façon plus radicale consisterait à enlever une partie du plafond ou une partie du plancher et à sceller les fuites qui sont visibles.

Bien sûr, si l'on assure à la fois une bonne circulation d'air et l'entrée d'air frais, on fait en sorte qu'il y ait toujours de l'air frais dans les maisons. Il faut faire encore beaucoup de recherches dans ce domaine mais si vous me permettez de le souligner, je pense qu'il s'agit là d'un des domaines dont nous allons tous bénéficier à long terme: non seulement les proprié-

[Text]

the research being done and the techniques being developed, but all reasonably tight homes will benefit in that regard.

In the removal techniques, of course, there is considerable research going on as well. Removal now means a radical removal of either inside or outside, causing all kinds of possibilities for additional contamination and distribution of particulate matter and of gases. I think the techniques being developed that in effect make a small hole at the top of the wall space and a small one at the bottom, use mechanical and air pressure means of breaking down the foam in the space and then vacuum that out from the bottom really have a lot of possibilities.

The business of a chemical solution to the problem really needs to be very thoroughly researched. If one is to add chemicals to the wall cavity in order to neutralize, or even to destroy, the foam in place, it really creates dangers of its own; that is, the chemicals and the addition of chemicals to the wall space may well create problems. But we are following very closely the experience of the Government of Holland and elsewhere in using ammonia and other mixtures of gases to neutralize the foam in place.

My own thought is that the other techniques are more likely to be effective; but, yes, we are very conscious of the need to develop techniques, and not only to develop them but to ensure that contractors and homeowners know of their development.

Mme Côté: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci, madame Côté.

Monsieur Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman. Just a couple of quick questions to Mr. Mackie.

We are hearing from homeowners who are quite worried about being ripped off by unscrupulous contractors, some of whom are quoting incredible prices for removing the foam, especially from brick dwellings. They are concerned about whether some sort of standard should be imposed in terms of these contractors who are removing the foam from the home. Do you gentlemen from the UFFI Centre have any thoughts on that? Do you feel that those standards should, or could, be imposed?

The Chairman: Mr. Mackie.

Mr. Mackie: Mr. Youngson will answer.

Mr. Youngson: Mr. Chairman, I think we have considered this as a problem right from the beginning, which is the reason why we have the contractor registration program. This is a program where we attempt to train the contractors in the particular problems concerning UFFI, which are different

[Translation]

taires de maisons isolées à la MIUF auront-ils l'occasion de bénéficier de la recherche effectuée présentement et des techniques qui seront développées, mais toutes les maisons qui sont assez bien scellées vont aussi en tirer avantage.

Pour ce qui est des techniques d'enlèvement de la mousse, il y a bien sûr beaucoup de recherches qui se poursuivent également. L'enlèvement de la mousse signifie à présent qu'on enlève de l'intérieur ou de l'extérieur ce qui cause de multiples possibilités de contamination additionnelle et de distribution de particules et de gaz. Je pense que les techniques qui sont mises au point offrent un grand nombre de possibilités. Par exemple, on perce un petit trou au haut du mur et un autre au bas du mur et ensuite au moyen de méthodes mécaniques et par la pression d'air, on force la mousse à se désagréger, puis on l'aspire par en bas.

La technique qui fait appel à une solution chimique devrait faire l'objet de beaucoup de recherches. S'il faut ajouter des produits chimiques dans l'espace du mur pour neutraliser ou pour détruire la mousse qui s'y trouve, on crée des dangers supplémentaires; en d'autres mots, les produits chimiques et l'addition de ces produits chimiques dans le mur peuvent très bien créer des problèmes. Cependant, nous surveillons de près l'expérience faite par le gouvernement de la Hollande, et ailleurs également, où l'on utilise de l'ammoniaque et d'autres mélanges de gaz pour neutraliser la mousse.

D'après moi, les autres techniques ont plus de chances d'être efficaces; mais, en effet, nous sommes très conscients du besoin que nous avons de développer des techniques, et non seulement de les mettre au point mais de faire en sorte que les entrepreneurs et les propriétaires de maisons connaissent leur existence.

Mrs. Côté: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mrs. Côté.

Mr. Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président. J'aurais quelques questions rapides à poser à M. Mackie.

Nous entendons parler des propriétaires de maisons qui ont très peur de se faire exploiter par des entrepreneurs sans scrupule qui exigent des prix faramineux pour enlever la mousse, surtout lorsqu'il s'agit de maisons de brique. Ils se demandent si on devrait imposer une norme quelconque à ces entrepreneurs qui enlèvent la mousse des maisons. Messieurs du Centre de la MIUF, qu'est-ce que vous pensez de cela? Pensez-vous que ces normes devraient ou pourraient être imposées?

Le président: Monsieur Mackie.

M. Mackie: C'est M. Youngson qui répondra.

M. Youngson: Monsieur le président, cela nous a paru comme un problème dès le commencement et c'est pourquoi nous avons un programme d'inscription des entrepreneurs. Au cours de ce programme, nous essayons de former les entrepreneurs en les mettant au courant des problèmes particuliers à la

[Texte]

from the other problems they would have run up against in the past. We have been stressing the safety aspects of working with it and the particular problems: where UFFI can be, what they have to look for and how they can properly do removal and other remedial measure jobs.

To get registered in the program, the contractor must enrol. He must have at least two people on his staff . . . I am sorry, he need only have one, but the person who goes to the home and does the estimate and the person who is on the job site while the work is being done—that can be the same person—must have taken the course. So, on top of the company's registering, they must have people who have taken the course. And they must fulfil other conditions. One is that they must have liability insurance.

• 1535

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): If a homeowner, as many have decided to do, decides to remove or has removed the foam from his home, with or without taking the course, but especially if he does take the course, should he not be eligible for CMHC inspection and clearance and approval?

Mr. Youngson: He certainly is. We are trying to encourage people to stay in the program, and the program includes those who wish to remove and are not interested in other remedial measures.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I have just one other supplementary question in connection with the UFFI program, but I believe Mr. McGrath also has a supplementary. May I ask this one other question while I am still on here?

Under this remedial legislation, units are eligible for up to \$5,000 in remedial grants. What happens if you have a dwelling with five separate units in it and they all have UFFI—the same particular building all has urea formaldehyde? Does that mean the whole building qualifies for up to \$5,000, or would each individual unit qualify?

Mr. Mackie: It depends on the nature of the building. If, in fact, it is five units in a row, and each one is a separate unit, then three out of those five would be eligible.

The reason for that is, of course, any—

Mr. Youngson: They would all be eligible if they are separate units.

Mr. Mackie: They would all be eligible; if there were separate owners, of course they would all be eligible. If there were a single owner of the five units, then three out of the five would be eligible for assistance.

Of course, the reason for that is that in what amounts to a commercial operation the owner has the opportunity to spend very considerable sums in maintaining and improving his

[Traduction]

MIUF, problèmes qui sont différents de ceux qu'ils ont déjà rencontrés. Nous insistons sur les aspects sécuritaires du travail avec la MIUF et aussi sur les problèmes particuliers que la mousse représente: où peut-elle se trouver, qu'est-ce qu'ils doivent chercher, comment effectuer un bon travail lors de l'enlèvement et des autres tâches correctives.

Pour être inscrit au programme, l'entrepreneur doit donner son nom. Il doit avoir au moins deux autres personnes qui travaillent pour lui . . . pardon, il a besoin seulement d'une personne, mais la personne qui se rend à la maison et prépare l'estimation et la personne qui reste sur les lieux lorsque le travail se fait peut être la même personne, mais cette personne doit avoir suivi le cours. Donc, en plus de s'inscrire, la compagnie doit avoir des gens qui ont suivi le cours. Ils doivent remplir aussi d'autres conditions. L'une de ces conditions est qu'ils doivent avoir une assurance-responsabilité.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Si le propriétaire d'une maison décide, comme beaucoup l'ont fait, d'enlever la mousse de sa maison ou s'il l'a enlevée après avoir suivi le cours ou même sans l'avoir suivi, mais surtout s'il a suivi le cours, ne devrait-il pas être admissible à l'inspection, à la vérification et l'approbation de la SCHL?

M. Youngson: Oui, certainement. Nous essayons d'encourager les gens à faire partie du programme et le programme accueille ceux qui désirent enlever la mousse et qui ne sont pas intéressés à d'autres mesures correctives.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je voudrais poser seulement une autre question au sujet du programme de la MIUF, mais je crois que M. McGrath a aussi une autre question. Est-ce que je peux poser ma question pendant que j'y suis?

Aux termes de cette loi corrective, on accorde des subventions pouvant aller jusqu'à \$5,000. Qu'est-ce qui se passe si vous avez une maison où il y a 5 logements séparés qui ont tous été isolés à la mousse d'urée formol, et que l'édifice tout entier a été isolé à la mousse d'urée formol? Cela signifie-t-il que l'édifice tout entier pourrait recevoir \$5,000 ou serait-ce pour chacun des logements individuels?

M. Mackie: Cela dépend de la sorte d'édifice. Si de fait il s'agit de 5 logements en rangée, et que chacun d'entre eux est un logement séparé, alors, trois de ces cinq logements seraient admissibles.

La raison en est que, bien sûr . . .

M. Youngson: Ils seraient tous admissibles si ce sont des logements séparés.

M. Mackie: Ils seraient tous admissibles; s'ils appartaient à des personnes différentes, bien sûr, ils seraient tous admissibles. Si les cinq logements appartiennent à un seul propriétaire, alors c'est trois d'entre les cinq qui seraient admissibles au programme d'aide.

La raison de cela est, bien sûr, le fait que cela équivaut à une opération commerciale et le propriétaire dépense des sommes considérables pour l'entretien et l'amélioration de ses

[Text]

facilities and these are deductible from income he receives from the building.

In effect, the program is designed to deal with the individual family homeowner, the person with a single dwelling. We recognize some of those dwellings do have several parts to them on occasion, and some of them have apartments, and therefore they are not to be excluded. But anybody who is in the business of managing and renting homes has ample opportunity to use his tax situation to cover his expenses.

An hon. Member: I think Mr. McGrath has a supplementary.

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Thank you, Mr. Chairman.

What steps are you taking, or what precautions are you putting in place, to ensure this will not become another overnight growth industry designed to take advantage of a windfall situation and hence there will be a certain amount of ripping off of the public, as we witnessed in the early days of the CHIP program? What disturbs me is the fact, by your own admission, it costs anywhere from \$10,000 to \$15,000 to remove it, yet the grant is only \$5,000.

Now, granted it is now universal in its application; and that adds a new dimension to the program, as you yourself suggested. But if the grant is now universal in its application, and if the average cost of removing it is \$10,000 to \$15,000, if you are putting in place stipulations or regulations or conditions requiring that only certain recognized registered contractors may remove this stuff, then you are placing a hell of a burden on the UFFI homeowner. If he is going to get only \$5,000, why can he not strip the inside walls himself, tear the stuff out and present his bills?

Mr. Mackie: Of course, Mr. Chairman, he can do exactly that. We are encouraging him to do so after having taken the course, rather than prior to having taken the course. He can certainly do so.

Our concern is his own safety in that process. As Mr. Shirtliffe from NRC has pointed out on many occasions to us and to others, there is a danger in working with the material once it is out of the wall space; and our concern is the safety of the individual.

Let me go back a point, though, and touch on the question of how we will try to eliminate the clear possibility of this being simply a boondoggle for some contractors.

We do have our own staff in the field, whose job it is to make sure the work being done is being carried out in accordance with the specifications set out; and the contractors are, in

[Translation]

installations et ses dépenses sont déductibles du revenu qu'il reçoit de l'édifice.

En fait, le programme vise plutôt les propriétaires de maisons unifamiliales, la personne qui possède une seule maison. Nous sommes conscients du fait que ces maisons comportent quelquefois plusieurs parties et que certaines d'entre elles sont divisées en logements; par conséquent, elles ne sont pas exclues. Mais toute personne dont l'occupation principale est de gérer et de louer des maisons peut facilement se servir de sa situation fiscale pour couvrir ses dépenses.

Une voix: Je pense que M. McGrath a une question supplémentaire.

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: Merci, monsieur le président.

Quelles sont les mesures que vous adoptez ou les précautions que vous avez prises pour faire en sorte que cette situation ne devienne pas du jour au lendemain une industrie de croissance conçue pour tirer avantage d'un gain inattendu et, par conséquent, qui provoquerait une certaine situation d'exploitation du public comme nous en avons été témoins dans les premiers jours du programme PCIM? Ce qui me trouble, c'est comme vous l'avez admis vous-même, qu'il en coûte de \$10,000 à \$15,000 pour enlever la mousse et que la subvention ne soit que de \$5,000.

Je vous concède que l'application en est maintenant universelle et cela donne une nouvelle dimension au programme comme vous l'avez souligné. Mais si la subvention est maintenant d'application universelle et si le coût moyen d'enlèvement de la mousse est de \$10,000 à \$15,000, et si vous imposez des stipulations ou des règlements ou des conditions exigeant que seul certains entrepreneurs inscrits et reconnus puissent faire l'enlèvement de cette substance, alors, je crois que vous imposez un poids énorme aux propriétaires des maisons isolées à la MIUF. S'il ne reçoit que \$5,000, pourquoi n'entreprendrait-il pas lui-même l'enlèvement de la mousse et ne présenterait-il pas ses factures?

M. Mackie: Bien sûr, monsieur le président, il peut faire exactement cela. Nous l'encourageons à faire cela après avoir suivi le cours plutôt qu'avant. Il peut certainement faire cela.

Ce dont nous nous inquiétons, c'est de sa sécurité. Comme M. Shirtliffe du Conseil national de la recherche l'a souligné à plusieurs reprises devant nous et devant d'autres, il est dangereux de travailler avec cette substance une fois qu'elle a été enlevée du mur, et ce dont nous nous inquiétons, c'est de la sécurité de l'individu.

Permettez-moi de revenir en arrière et d'aborder la question de savoir comment nous allons éliminer la possibilité que cela soit une corne d'abondance pour certains entrepreneurs.

Nous avons notre propre personnel sur le terrain, et c'est leur responsabilité de faire en sorte que le travail soit fait selon les spécifications; et nous voyons que les entrepreneurs conti-

[Texte]

fact, continuing to behave consistent with the instructions they received in the training program.

• 1540

Finally, the information given by CMHC would include their best estimate of what the costs are likely to be so that in negotiation with the contractor the homeowner has a good basis for saying that is a ridiculous amount, and the homeowner can then go back to CMHC and say, look, for what you suggest I do this guy is trying to charge me an arm and a leg, and CMHC will become active in negotiations with the contractor, and in the next instance our own field staff will become active. Then, of course, if we find that happening we will clearly deregister; we will eliminate people from the list—there is no question about that.

Mr. McGrath: I just have one final supplementary in the way of a comment, Mr. Chairman. If we did not have a \$5,000 grant and I went to a contractor to get this stuff removed, I would probably get it removed for about half the price because now the \$5,000 goes right on the top. That is usually the way these programs work, unfortunately. If, for example, I am going to take advantage of the oil substitution program, I have a sneaking suspicion that the \$800 I am entitled to get under that program as a subsidy goes right on the top. That usually is the way it works out, especially at a time when labour is very competitive because of high unemployment. How do you avoid that kind of thing?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, that is a major concern, and perhaps Mr. Youngson will add to what I want to say. But in fact the actual work being done, apart from the physical removal of the material and the neutralizing of the remaining material, is not in any way different from normal construction or renovation activity. Both we and CMHC have a very good handle on what it costs to take off the lath and plaster and replace it with gyproc, or to take off the gyproc and replace it, or to take the outside siding out and replace it. That is done every day and the estimates of those costs are clear and are consistent. New insulation costs so much; you know what the price is per square foot, depending on the outside finish and if you remove it. In Vancouver we can remove from a home at a cost of from \$6 to \$8 per square foot, depending on the exterior refinishing material. We know that, using a sandblast-ing technique, and it is not—

Mr. McGrath: But \$6 to \$8 per square foot in metropolitan Vancouver becomes the norm in St. John's, in Newfoundland—whatever cost may be different.

Mr. Mackie: It may well do, but we are talking about fair market value in that community. The CMHC inspectors, you will recall, are people who have had extensive experience with new home construction, with renovation programs and with programs that in effect use exactly the same knowledge and skill. The only additional cost is during that two- or three-day period where material is actually being removed and there is a requirement for masks and for proper handling of the material

[Traduction]

nuent, de fait, à se conformer aux instructions qu'ils ont reçues lors du programme de formation.

Enfin, parmi les renseignements remis par la SCHL figurera une évaluation des coûts aussi précise que possible afin qu'au cours de négociations avec l'entrepreneur, le propriétaire puisse avoir une bonne idée des frais à encourir et en cas de demande excessive de la part de l'entrepreneur, revenir à la SCHL pour le dénoncer. Ainsi, la SCHL pourra participer aux négociations et, ensuite, nos propres employés sur place se joindront aux travaux. Dans une telle éventualité, bien sûr, nous enlèverons le numéro d'enregistrement, il ne fait pas de doute que les noms de ces entrepreneurs seront enlevés de la liste.

M. McGrath: J'aurai, si vous me le permettez, monsieur le président, une dernière question à poser ou plutôt un commentaire à faire. N'était de cette subvention de \$5,000, je crois que l'entrepreneur accepterait d'enlever la mousse pour la moitié du prix; à l'heure actuelle, cette subvention de \$5,000 s'ajoute au coût réel des travaux. C'est là malheureusement une conséquence de ce genre de programme. Si par exemple je m'inscris au programme de remplacement du pétrole, j'ai bien l'impression que la subvention de \$800 à laquelle j'ai droit en vertu de ce programme est tout simplement ajoutée au coût réel des travaux. C'est habituellement ainsi que fonctionnent ces programmes, spécialement en ces temps-ci où la concurrence est forte sur le marché du travail à cause du haut taux de chômage. Comment peut-on éviter ce genre de situation?

M. Mackie: C'est là, monsieur le président, une question importante et il est possible que M. Youngson veuille compléter ma réponse. Mis à part l'enlèvement de la mousse et la décontamination des matériaux qui restent dans la maison, le travail ne diffère aucunement des travaux habituels de construction ou de rénovation des maisons. Notre organisme et la SCHL ont une idée très exacte de ce qu'il en coûte pour faire des rénovations à l'intérieur ou à l'extérieur d'une maison. Les travaux de rénovation se font depuis longtemps et nous connaissons bien ce qu'il en coûte. Nous connaissons le prix au pied carré des nouveaux matériaux d'isolation, prix qui varie selon la finition extérieure et les travaux à faire. A Vancouver, nous pouvons enlever la mousse d'un foyer à environ de \$6 à \$8 le pied carré, selon les matériaux de finition. Nous le savons avec la technique du sablage, et nous ne parlons pas...

M. McGrath: Mais ce prix de \$6 à \$8 le pied carré dans la région métropolitaine de Vancouver deviendra la norme à St-Jean de Terre-Neuve, peu importe les différences de coût.

M. Mackie: C'est possible, mais il faut voir la valeur réelle marchande dans cette région. Vous savez, les inspecteurs de la SCHL ont beaucoup d'expérience dans les domaines de la construction de nouvelles maisons, des programmes de rénovation et des programmes, qui font appel précisément à ces connaissances et compétences. Il n'y a qu'un seul coût supplémentaire: pendant la période de deux ou trois jours où la mousse est enlevée, les ouvriers doivent porter des masques et

[Text]

as it comes out of the wall. Apart from that, it is the same as any other construction, and the additional costs related to handling of the material are not substantial. The substantial costs lie in the material and the labour, and those are the costs over which we have good control and good figures, and we can compare them to comparable activity being carried out elsewhere in almost every situation.

I am reasonably assured that this is not likely to be a problem in too many instances. I have no doubt there will be people who will try to manipulate the situation, who will go around and say: Sign here and you will get your money—as they did with the CHIP program. We have had one instance of a contractor who had a list of UFFI homes, which he purchased from a previous installer, who has gone around and said: Look, the only answer is removal; do not listen to those guys. Well, he has been on the block and we will put others on the block on the same basis.

I think the main concern, Mr. Chairman, is that the homeowners not be stung twice in this process, and if we have an objective it is to ensure that they clearly are given the best possible protection.

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald: Yes, a supplementary to some information you gave earlier. I want to cite a case to you, Mr. Mackie. This is a person who is a chemical engineer, who has some understanding of the whole process, who went to Toronto, took the course, came back and—since the program is not into effect—decided to go ahead and himself remove the UFFI from his home. He knew what he was doing. He had the background to be able to understand it. He took the necessary training. He removed the foam, and now CMHC will not go to his home and give him any kind of clearance or approval that this has been done.

• 1545

How do you get around cases like that?

Mr. Mackie: I am not sure of the circumstances, Mr. Chairman; but the program, of course, is not yet in operation, and where we have had requests for CMHC to visit while people were in the process of taking out to give assurances to homeowners we have made any number of arrangements and we have probably had hundreds of visits carried out to date. In fact, at this point, once the program is in operation, if he submits a claim we will look at the claim to make sure that he is taking the appropriate steps. If he had taken dosimeters earlier on and had tested the air quality before he removed it, then he will receive another set of dosimeters and he will be visited, if necessary, by CMHC, but certainly provided with the final certificate if he has taken all the appropriate steps.

[Translation]

savoir comment disposer de la mousse quand ils l'enlèvent. Ces coûts supplémentaires ne sont pas très élevés; les autres travaux sont essentiellement des travaux habituels de construction. La majeure partie des coûts provient des matériaux et de la main-d'œuvre, ce sont des coûts que nous pouvons bien contrôler, que nous connaissons bien; nous pouvons comparer cette tâche à des travaux semblables qui seraient effectués ailleurs dans la plupart des cas.

J'ai bon espoir qu'il n'y aura pas trop de problèmes. Bien sûr, des gens essaieront de tirer profit de la situation en faisant signer un contrat pour obtenir la subvention; nous l'avons vu avec le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. Dans un cas, un entrepreneur avait acheté à l'installateur une liste de foyers isolés à la mousse d'urée-formaldéhyde; cet entrepreneur avait communiqué avec les propriétaires pour leur dire qu'il n'y avait qu'une solution à leur problème et que c'était d'enlever la mousse. Nous avons repéré et dénoncé cet entrepreneur et nous ferons de même pour les autres qui tenteront la même chose.

Selon moi, monsieur le président, il s'agit surtout de protéger le propriétaire; il ne faut pas qu'ils se fassent avoir encore une fois en cours de route, nous devons les protéger le mieux possible.

Le président: M^{lle} MacDonald.

Mlle MacDonald: J'aimerais poser une question à la suite des renseignements que vous avez donnés précédemment. Monsieur Mackie, j'aimerais vous donner un exemple. Il s'agit d'un ingénieur en produits chimiques, il comprend donc la question; il s'est rendu à Toronto pour suivre le cours et, comme le programme n'est pas encore en vigueur, il a décidé d'enlever lui-même la MIUF de son foyer. Il savait ce qu'il faisait, il avait les connaissances nécessaires pour comprendre le processus et il a suivi le cours. Il a donc enlevé la mousse et voilà maintenant que la SCHL ne veut pas inspecter son foyer pour reconnaître que les travaux d'enlèvement de la mousse ont été faits.

Que faites-vous dans ce cas-là?

M. Mackie: Je ne connais pas les détails de ce cas, monsieur le président. Le programme n'est pas encore en vigueur, mais lorsque la SCHL nous a demandé d'inspecter des foyers, alors que la mousse était en cours d'enlèvement, nous avons pris les dispositions nécessaires pour rassurer les propriétaires et jusqu'à maintenant, nous avons probablement visité des centaines de foyers. Donc, pour en revenir à votre cas, lorsque le programme sera en vigueur, si cette personne présente une réclamation, nous l'étudierons pour être sûrs que les mesures nécessaires ont été prises. Si cette personne a fait les tests dosimétriques sur la qualité de l'air avant d'enlever la mousse, elle recevra un autre jeu de dosimètres et au besoin les inspecteurs de la SCHL se rendront sur place. Selon moi, il ne fait pas de doute que cette personne recevra le certificat définitif si toutes les mesures nécessaires ont été prises.

[Texte]

Miss MacDonald: He has taken all the steps. All he did not take was the \$5,000. He did it on his own, and now he cannot get approval.

Mr. Mackie: No, that is not true, Mr. Chairman. I want to make that crystal clear. People who have taken action on their own at this point and have made claims can get the services of the department and the program. Very clearly, this is not limited to people who are acting once regulations are passed, but clearly the people who have already taken services, and that was already taken action. That was one of the other points that the advisory council very substantially influenced.

Mr. Youngson: Mr. Chairman, could I just add to that?

The Chairman: Mr. Youngson.

Mr. Youngson: The CMHC is under contract for these inspections to the UFFI Centre, and they are responding to our tasking of them rather than responding to the general public. If we know that he needs an inspection, we will tell CMHC and they will do it.

Le président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Une très courte question, monsieur le président. Si toutes les conditions qui avaient été fixées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement avaient été suivies, est-ce qu'on serait devant le même problème?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, if I may comment on that from the point of view of my personal experience rather than my professional role, if in fact the conditions that were set out and the documents that I have seen that were supposed to have been distributed to homeowners were distributed, I do not think we would be in this situation. Far and away the majority of problems have occurred, in our own experience, as a result of bad installation—of material going in where it should not have gone, going in under atmospheric conditions that were inappropriate. In my own home, the bad wall was put in in October when it was just about zero degrees centigrade, and it is a very bad wall; the balance of it was put in on a nice warm afternoon in August, and it works well. So my view is that we would not be in the same situation in terms of a range in numbers of problems.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Scott. Make it very short because he is 15 minutes late on—

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): It will be very short. It is one urgent question that I would have asked earlier, but I just had this document put into my possession. It is the outline of the UFFI legislation, highlights of the federal assistance program. There is one crucial point, Mr. Mackie, that I would like to bounce off you. It says here:

The details of the program are spelled out in regulations that will remain flexible. Necessary changes will be made as

[Traduction]

Mlle MacDonald: Il a fait tout ce qu'il fallait, mais il n'a pas reçu les \$5,000. Il a fait tous les travaux de son propre chef et, maintenant, il ne peut pas obtenir le certificat d'approbation.

M. Mackie: Non, monsieur le président, ce n'est pas vrai. Je suis catégorique à ce sujet. Les personnes qui ont déjà pris les mesures nécessaires et qui ont présenté des réclamations peuvent se prévaloir des services du ministère et bénéficier du programme. Il est bien évident qu'on ne peut pas limiter ce programme aux seules personnes qui attendent que les règlements soient adoptés pour agir; nous visons toutes les personnes qui ont déjà fait enlever la mousse, qui ont déjà pris des mesures. C'est là une caractéristique du programme sur laquelle le conseil consultatif a grandement insisté.

M. Youngson: Monsieur le président, pourrais-je ajouter quelque chose?

Le président: Monsieur Youngson.

M. Youngson: La SCHL est liée par contrat au Centre d'information sur la MIUF; elle répond aux demandes du Centre et non à celles du grand public. S'il faut inspecter la maison de cette personne, nous communiquerons avec la SCHL et les inspecteurs se rendront sur place.

The Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: I have a very short question Mr. Chairman. If all the conditions that were set out by the Canadian Housing and Mortgage Corporation had been followed, would we be in the same situation?

M. Mackie: Permettez-moi, monsieur le président, de répondre à cette question à titre personnel plutôt qu'à titre officiel. Je ne crois pas que nous serions devant le même problème si, de fait, les conditions fixées avaient été respectées et si les documents dont j'ai pris connaissance avaient été distribués aux propriétaires. D'après nous, la grande majorité des problèmes découle d'une mauvaise installation: la mousse a été mise à des endroits inappropriés ou dans des conditions atmosphériques non favorables. Chez moi, un mur a été isolé en octobre, alors qu'il faisait zéro degré celsius; c'est une catastrophe. Le reste de l'isolation a été posé par un bel après-midi du mois d'août et le travail est bien fait. Donc en définitive, je pense que nous ne serions pas confrontés aux mêmes problèmes pour ce qui est du nombre de cas.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Scott, vous avez la parole, mais soyez bref, car nous avons déjà 15 minutes de retard . . .

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Je serai très bref. Il s'agit d'une question de nature urgente que j'aurais aimé poser auparavant, mais je viens de recevoir ce document qui expose les grandes lignes du projet de loi sur la MIUF et du programme fédéral d'aide aux victimes. Il y a un point intéressant, monsieur Mackie, et j'aimerais savoir ce que vous en pensez. Je lis dans le document:

Les particularités du programme seront énoncées dans les règlements qui seront souples. Les modifications seront

[Text]

research results become available and as new products and new methods for repairs are developed. The program will retain its ability to adjust to changing conditions. Its main objective is to ensure the health and well-being of UFFI homeowners to ease their financial burdens.

Okay, but what about those who are now benefiting from this program now using techniques that continuing research could prove to be inefficient? What happens to me in that case: if I have taken advantage of your program, but changing research and continuing techniques have proven that other techniques down the road would be far more efficient than the one I have used?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, under the proposed regulations, a homeowner is eligible for up to \$5,000. If in fact the techniques he followed were for a value of less than \$5,000, he would be eligible, presumably, for the balance of that to be applied to the new techniques as they become available.

The Chairman: Thank you. I wish to thank you very much, Mr. Campbell Mackie. You were on the hot seat for over two hours, and I wish to congratulate you for the way that you answered the questions by the members. I also thank Mr. D.M. Youngson, Director of Technical Services, for his appearance on this committee.

• 1550

Is the other witness, Mr. Alan Bowles, the Standards Officer, Canadian General Standards Board, in this room?

Mr. McGrath: You would not want to take a five-minute break?

The Chairman: No. We are short of time. We gave the time to the members to direct their questions to the witnesses, and that is right.

• 1551

The Chairman: I call this meeting to order. In this afternoon's session, the fourth session for today, we have Mr. Alan Bowles, Standards Officer from the Canadian General Standards Board. He just mentioned that the seat was quite warm, and I think he is ready. I do not know if he has a written brief. I am going to yield the floor to him to make his opening remarks.

Mr. Alan Bowles (Former Standards Officer, Canadian General Standards Board): Thank you, Mr. Chairman. I should point out that I now work for the Department of Energy, Mines and Resources, but at the time of development of standards for urea formaldehyde foam insulation I was indeed employed at the Canadian General Standards Board.

[Translation]

apportées à mesure que les résultats des recherches seront connus et que les nouveaux produits et modes de restauration seront mis au point. Le programme suivra l'évolution du dossier, car il faut avant tout protéger la santé et le bien-être des propriétaires de maisons isolées à la MIUF et alléger leur fardeau financier.

Voilà, qu'en sera-t-il des propriétaires qui profitent maintenant de ce programme en ayant recours à des techniques qui, à la longue, pourraient s'avérer inefficaces? Qu'arrive-t-il si je profite de votre programme maintenant et que plus tard les chercheurs mettent au point une technique d'enlèvement beaucoup plus efficace que celle que j'ai utilisée?

M. Mackie: Monsieur le président, en vertu du projet de règlement, le propriétaire peut recevoir une subvention allant jusqu'à \$5,000. Si les techniques utilisées d'enlèvement de la mousse entraînent des coûts inférieurs à \$5,000, on peut supposer que le propriétaire en question pourra recevoir le solde, jusqu'à concurrence de \$5,000 pour avoir recours aux nouvelles techniques qui seront découvertes.

Le président: Merci. Je tiens à vous remercier, monsieur Campbell Mackie. Vous avez été soumis à notre interrogatoire pendant plus de deux heures et je tiens à vous féliciter des réponses que vous avez données aux questions des députés. Je veux également remercier M. D.M. Youngson, directeur des services techniques, qui est venu aujourd'hui.

J'aimerais savoir si M. Alan Bowles, agent des normes, Office des normes générales du Canada, est dans la salle?

M. McGrath: Ne pourrions-nous pas faire une pause de cinq minutes?

Le président: Non. Nous manquons de temps. Il faut laisser aux députés le temps de poser les questions aux témoins.

• 1553

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Cet après-midi, nous en sommes rendus à la quatrième séance de la journée et nous recevons M. Alan Bowles, agent des normes, de l'Office des normes générales du Canada. Il me dit que le fauteuil est encore chaud et je crois qu'il est prêt à répondre aux questions. Je ne sais pas s'il a apporté un mémoire écrit. Je lui donne la parole pour sa déclaration liminaire.

M. Alan Bowles (ancien agent des normes, Office des normes générales du Canada): Merci, monsieur le président. J'aimerais souligner que je travaille maintenant pour le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources; cependant au moment de l'élaboration des normes touchant la mousse isolante d'urée-formaldéhyde, j'étais employé par l'Office des normes générales du Canada.

[Texte]

I believe it would help the business of this committee if I were to outline the role of that Canadian General Standards Board and the standards development process and some of the key points that occurred during the development of these standards for urea formaldehyde insulation.

• 1555

First, at the time the principal work was done on the standards development for urea formaldehyde insulation the name of the organization was indeed the Canadian Government Specifications Board. That organization was a standards writing body which produced standards for use right across Canada on the basis of consensus opinion. These standards are developed through standards writing committees.

There is a national standards system administered by the Standards Council of Canada. The Canadian Government Specifications Board at that time was, and still is, a member body of that organization, which really amounts to a federation of standards writing organizations.

The Canadian General Standards Board has produced pretty close to 1,800 standards in a variety of different fields. The organization itself is, however, within the federal government and located in the Department of Supply and Services.

At the time of the work, the Canadian Government Specifications Board was a board of deputy ministers and the work of the—

Miss MacDonald: The specifications board was a board of deputy ministers?

The Chairman: One moment, please. Let the witness continue.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Mr. Chairman, could we just ask him to slow down a little. On a point of order, this is important information.

The Chairman: If you wish to direct a question to the witness, Miss MacDonald, would you please direct it through the chairman.

Mr. Bowles: I will take the point and try to slow down.

Miss MacDonald: Thank you very much.

Mr. Bowles: The Canadian Government Specifications Board was a board. There was an actual board which was a board of deputy ministers. The work of the organization, however, was done through a secretariat. The secretariat provided secretaries to standards writing committees that did the work of the organization.

The committee produced the standards aided by the secretary; the standards were then ratified by the board and subsequently produced as standards of the Canadian Government Specifications Board.

In 1978 the actual board of deputy ministers resigned and in its place was put a new board of 17 members representing federal, provincial and municipal governments, as well as industry associations and consumer and labour associations.

[Traduction]

Je crois qu'il serait utile au comité que je décrive le rôle de l'Office des normes générales du Canada, ainsi que les formalités d'élaboration des normes; je parlerai également de certaines particularités importantes, qui ont apparu pendant l'élaboration des normes touchant la mousse isolante d'urée-formaldéhyde.

Tout d'abord, au moment où la majeure partie du travail de rédaction d'une norme pour la mousse d'urée-formaldéhyde a été faite, l'organisme s'appelait encore: Office des normes du gouvernement canadien. Cet organisme était chargé d'élaborer des normes consensuelles utilisables partout au Canada. Les normes sont mises au point par des comités de rédaction.

Le Conseil canadien des normes administre un système national de normes. L'Office des normes du gouvernement canadien était et est encore membre de ce conseil qui, en fait, est un regroupement des organismes d'élaboration de normes.

L'Office des normes générales du Canada a produit près de 1,800 normes dans différents domaines. L'organisme fait partie du gouvernement fédéral et relève du ministère des Approvisionnements et Services.

A l'époque qui nous intéresse, l'Office des normes du gouvernement canadien était un conseil de sous-ministres et le travail...

Mlle MacDonald: L'Office des normes était un conseil de sous-ministres?

Le président: Un instant, s'il vous plaît. Laissez le témoin terminer son exposé.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, pourrions-nous lui demander de ralentir son débit. J'invoque le Règlement, car il s'agit d'un renseignement important.

Le président: Mademoiselle MacDonald, si vous voulez poser une question au témoin, vous devez vous adresser au président.

M. Bowles: Je vais essayer de ralentir.

Mlle MacDonald: Merci beaucoup.

M. Bowles: L'Office des normes du gouvernement canadien était un conseil de sous-ministres. Le travail de l'office, cependant, était fait par un secrétariat, qui détachait des secrétaires aux comités d'élaboration des normes, qui, eux aussi, travaillaient pour l'office.

Le comité élaborait les normes avec le secrétaire. Les normes devaient être approuvées par le conseil avant d'être publiées en tant que normes de l'Office.

En 1978, les sous-ministres faisant partie du conseil ont démissionné et on les a remplacés par un nouveau conseil formé de 17 membres représentant les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral ainsi que les associations d'indus-

[Text]

The purpose of that was to provide a governing board which was not controlled by the federal government but was controlled by a nationally representative body. At that time the organization changed its name from the Canadian Government Specifications Board to the Canadian General Standards Board.

You will note that the acronym is the same, CGSB, so throughout the rest of my talk I will refer to the organization as CGSB.

I should now like to give you some understanding of the standards development process. I have already alluded to it in very general terms.

When a standard is going to be developed, there is a standards writing committee which is formed and that committee is established by the secretary to be representative of that particular subject area. He would establish a balance of producers of the product for which the standard is being written, user representation and general interest representation. He would try to achieve a balance between those three parties. He would try to get the most knowledgeable people in their fields to participate on that standards writing committee. The essence there is that the committee membership be balanced so that no one segment has an overbearing influence on the business of the committee.

• 1600

The secretary is provided, as I said, by CGSB, and he does not have a vote on that committee. He performs two functions. The first is to function as the secretary of that committee, to take the minutes, to help write agendas and distribute business of the committee. The second function is the more general role of a committee manager to keep the committee working towards its objective and to support it in meeting its objectives.

A committee, in doing its work, may establish working groups to operate in particular areas. There is a need, maybe, for some particular body of information which concerns only a few members of the committee, and in such a case those committee members could go away and become a separate working group of the committee.

The fundamental basis for operation of the Canadian General Standards Board is that of consensus of committee members. But consensus is not unanimity. It is not a simple majority of opinion. It is a process whereby all opinions expressed have to be adequately and fairly dealt with by the committee members and rationalized, and the result is what is generally called "consensus opinion of acceptability of the document".

The normal process by which a standard is developed is that a working draft of a standard is prepared. That document would be reviewed by the committee members and, during the course of meetings, that document would be worked, revised and re-issued to the point where the committee members felt that it was in a suitable stage for a ballot, whereby they would take a formal vote on its acceptability. The normal process then would be for the secretary of the committee to mail that

[Translation]

tries, les consommateurs et les syndicats. On voulait alors avoir un conseil d'administration qui ne serait pas contrôlé par le gouvernement fédéral, mais plutôt par des représentants nationaux. C'est à ce moment que l'organisme a changé d'appellation et est devenu l'Office des normes générales du Canada.

Vous remarquerez que le sigle, lui, n'a pas changé, c'est toujours l'ONGC; donc, pendant tout le reste de mon allocution, je parlerai de l'ONGC.

J'aimerais maintenant vous expliquer comment les normes sont rédigées. J'y ai déjà fait référence de façon très générale.

Lorsqu'il faut rédiger une norme, un comité de rédaction de normes est formé par le secrétaire, qui demande la collaboration de personnes spécialisées dans un domaine particulier. Le secrétaire doit équilibrer les interventions des fabricants du produit faisant l'objet d'une norme, des utilisateurs et du public général. Le secrétaire doit essayer d'équilibrer tous ces intérêts. Il doit aussi essayer de recruter les personnes les plus compétentes dans leurs domaines pour participer aux travaux du comité de rédaction des normes. En fait, il faut que la composition du comité soit équilibrée de façon telle qu'aucun intérêt n'ait une influence prépondérante sur les travaux du comité.

Comme je le disais, le secrétaire est détaché par l'ONGC et il n'a pas le droit de vote. Il a deux rôles à jouer. Tout d'abord, il doit agir à titre de secrétaire du comité, faire les compte rendus des réunions, préparer les ordres du jour et distribuer la documentation aux membres. Par ailleurs il a un rôle plus général à jouer, à savoir celui de directeur du comité chargé de l'aider à atteindre ses objectifs.

Dans le cadre de son étude, un comité peut créer des groupes de travail chargés de se pencher sur une question particulière. Il arrive que certains renseignements n'intéressent qu'un petit nombre de membres du comité et alors ces membres peuvent se constituer en groupe de travail distinct du comité.

Le principe de base de l'Office des normes générales du Canada, c'est qu'il faut un consensus des membres du comité. Cependant, qui dit consensus ne dit pas nécessairement unanimité. Il ne s'agit pas non plus d'avoir une opinion majoritaire. Il faut plutôt que toutes les opinions exprimées soient étudiées et bien comprises par les membres du comité et on aboutit habituellement à ce qu'on appelle un consensus d'acceptabilité du document.

Habituellement, lors de l'élaboration d'une norme, on prépare d'abord un projet. Ce projet est étudié par les membres du comité, qui, pendant les réunions, le révisent et le perfectionnent jusqu'à ce qu'il soit prêt pour un vote; alors il se tient un vote sur l'acceptabilité de la norme. Ensuite, le secrétaire du comité doit envoyer le document à tous les membres, qui doivent voter. Il faut qu'un certain nombre de voix soient exprimées pour que le vote soit valable. Si des membres

[Texte]

document to the members of the committee, and they would vote on that. The secretary is required to ensure that at least a certain number of votes were returned in order to make it valid. If there were negative votes or substantive comments on that particular document, ordinarily they would be resolved at a meeting of the committee or, possibly, by correspondence if they were comparatively simple to be resolved.

After consensus agreement by the committee on the document, the document would be forwarded to the CGSB—that is, its governing board—for ratification as a CGSB document. After receiving that ratification, the document would subsequently be published by CGSB as a standard.

There was one other document publication route that was, and still is, available in the standards development process. That could apply in cases where there is an urgent need for a document on behalf of some party or interest. That document does not have the full consensus of the committee behind it but in fact, in the cases I am going to be talking about later on, has the consensus of the working group that was working on it behind it. And the document then is not submitted to the main committee but is produced by that working group.

• 1605

That is, in fact, the role of CGSB and its standards development process.

I now would like to give you an outline of the development of the standards for urea formaldehyde foam at CGSB.

Work was first initiated at the request of the Canada Mortgage and Housing Corporation in 1970 to develop a standard for urea formaldehyde foam. At that time the CGSB had a committee on cellular plastic insulation and the work was ascribed to a working group of that particular committee which was established to do the work, to write the standard for urea formaldehyde foam.

During subsequent years that working group evolved into a separate CGSB committee in its own right, and so I will be referring to that as the CGSB committee in all future discussion.

A draft standard of a product standard for urea formaldehyde foam was discussed at a meeting in 1970 and it was decided that the committee should take no further action towards development of a standard for urea formaldehyde foam until it received further data which outlined some of the major concerns that were made at the meeting. That data was presented to the committee in 1973 and in 1974, three and four years later. There were meetings of the committee in 1974 and in 1975, and it was immediately prior to that 1975 meeting that I was assigned responsibility as secretary of the CGSB committee on urea formaldehyde foam thermal insulation.

At that meeting the committee established three working groups: there was a working group to investigate site installations of urea formaldehyde foam to examine the condition of

[Traduction]

rejettent le projet de normes ou s'ils ont des objections importantes, on convoque une autre réunion du comité pour résoudre les problèmes ou même on essaie de les résoudre par correspondance si les questions sont simples.

Après qu'il y a eu consensus au sein du comité sur le projet de normes, le document est renvoyé au conseil de direction de l'Office des normes générales du Canada pour être officialisé. Après cette étape, le document est publié à titre de norme de l'ONGC.

Il existe un autre processus d'élaboration et de publication des normes. On a recours à ce processus en cas d'urgence dans un domaine particulier. Ce document n'a pas reçu l'assentiment général du Comité, mais plutôt, comme dans les cas dont je parlerai, l'assentiment des membres du groupe de travail chargé d'étudier le projet de normes par le comité. Par ailleurs, le document n'est pas présenté au comité principal, mais est plutôt préparé par le groupe de travail.

Voilà en bref, le rôle de l'ONGC et les étapes de l'élaboration des normes.

J'aimerais maintenant vous faire un bref historique de l'élaboration des normes touchant la mousse isolante d'urée formaldéhyde à l'ONGC.

L'élaboration d'une norme sur la mousse d'urée formaldéhyde a été demandée en 1970 par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. À l'époque, l'ONGC avait un comité chargé d'étudier les isolants cellulo-plastiques, si bien que le travail a été donné à un groupe de travail de ce comité, qui a été prié de rédiger une norme sur la mousse d'urée formaldéhyde.

Ensuite, ce groupe de travail est devenu un comité distinct de l'ONGC; dorénavant, je le mentionnerai comme un comité de l'ONGC.

Un projet de normes portant sur la mousse d'urée formaldéhyde a été étudié à une réunion en 1970, et il a été décidé que le comité devrait suspendre ses travaux d'élaboration d'une norme jusqu'à ce qu'il ait reçu des données plus précises sur certaines questions soulevées pendant la réunion. Le comité a reçu ces données en 1973 et 1974, c'est-à-dire trois et quatre ans plus tard. Le comité s'est réuni en 1974 et en 1975, et j'en ai été nommé secrétaire immédiatement avant la réunion de 1975.

A cette réunion, le comité a créé trois groupes de travail. Un premier devait inspecter les installations de mousse d'urée formaldéhyde pour étudier les conditions dans lesquelles la

[Text]

the foam in real-life situations; there was a second working group to conduct any necessary research on the foam and to develop test procedures to evaluate the foam in a product standard; and there was a third working group formed to develop essentially a standard for the application of the product—the installation of urea formaldehyde foam.

The working group on site installation visited several sites in Montreal, Ottawa and Bagotville. It received some reports of other installations from other people. The working group on test procedures met four times and the working group on application procedures met three times. When I say that, that is both before the middle of 1977.

• 1610

At its fourth meeting, the working group on test procedures approved publication of a provisional standard for urea formaldehyde foam thermal insulation—that is to say, the product—and that document is 51-GP-24P. Shortly afterward, the working group on application procedures produced an application standard or an insulation standard for urea formaldehyde foam, and that document number is 51-GP-22-MP, which was published in December 1977.

Immediately after publication of the first standard I mentioned, the one for the product, a meeting of the committee was requested by the urea formaldehyde industry.

An hon. Member: Is there a date?

Mr. Bowles: May 1977. The purpose of that meeting was to review results of a committee ballot on the provisional standard for approval as a full consensus standard of that committee. The meeting was held, and by August 1977 approval of the committee had been obtained, with no unresolved negative votes, for publication of that standard. The document was then forwarded to the CGSB, the governing body, for ratification, and it was duly ratified and published in December 1977 as a full consensus standard.

Subsequent to that, the committee itself met three times and the working group on test procedures met twice more. The results of those meetings were that two amendments to the standard for the urea formaldehyde product itself were published by the committee.

In the winter of 1979 I relinquished my post as secretary of the committee and transferred it to another standards officer at the Canadian General Standards Board.

CGSB did have another involvement concerning standards development for urea formaldehyde foam, and that concerns its development of a certification program for residential insulation contractors.

Toward the end of 1979 CGSB had received various requests and received a lot of interest in having a certification program developed for residential insulation contractors. I was assigned the job of being secretary of that particular commit-

[Translation]

mousse devait être installée; le deuxième devait mener les recherches nécessaires sur la mousse et élaborer des tests pour fixer la norme du produit; le troisième groupe enfin devait essentiellement élaborer une norme d'application du produit, la mousse d'urée formaldéhyde.

Le premier groupe de travail a inspecté divers emplacements à Montréal, à Ottawa, et à Bagotville. Il a été saisi de rapports d'autres installations envoyés par d'autres personnes. Le groupe de travail sur les tests s'est réuni quatre fois et le troisième groupe, trois fois. Tout cela s'est produit avant le milieu de l'année 1977.

A sa quatrième réunion, le groupe de travail sur les tests a approuvé la publication d'une norme provisoire pour la mousse isolante thermique d'urée formaldéhyde, c'est-à-dire le produit dont il est question ici; cette norme se trouve dans le document numéroté 51-GP-24P. Peu après, le groupe de travail sur l'application a préparé une norme d'application ou d'isolation pour la mousse d'urée formaldéhyde et on peut la trouver dans le document numéroté 51-GP-22-MP publié en décembre 1977.

Immédiatement après la publication de la première norme dont j'ai parlé, celle concernant le produit en question, les représentants des fabricants d'urée formaldéhyde ont demandé que le comité se réunisse.

Une voix: A quelle date?

M. Bowles: En mai 1977. Il s'agissait pour le comité de revoir le premier vote du comité qui avait abouti à une norme provisoire pour la transformer en une norme consensuelle des membres du comité. La réunion a eu lieu et au mois d'août 1977, le comité, sans vote négatif, a donné son plein accord pour que cette norme soit publiée. Le document a ensuite été transmis à l'ONGC, organisme responsable, pour ratification, et c'est en décembre 1977 qu'une norme ratifiée en bonne et due forme, avec le consensus de tous les membres du comité, a été publiée.

Par la suite, le comité lui-même s'est réuni à trois reprises et le groupe de travail sur les tests s'est réuni deux fois encore. A l'issue de ces réunions, deux modifications ont été apportées à la norme prévue pour le produit, l'urée formaldéhyde en l'occurrence, et elles ont été publiées par le Comité.

Pendant l'hiver 1979, j'ai démissionné de mon poste de secrétaire du comité et c'est un autre agent des normes qui m'a remplacé à l'Office des normes générales du Canada.

L'ONGC s'est également occupé d'une autre norme pour la mousse d'urée formaldéhyde, et il s'agit de l'accréditation des entrepreneurs posant cet isolant dans les résidences.

Vers la fin de 1979, l'ONGC avait reçu diverses demandes montrant qu'on s'intéressait vivement à l'accréditation des entrepreneurs qui posaient l'isolant. On m'a demandé d'être le secrétaire du comité saisi de cette question. Le comité s'est

[Texte]

tee. That committee met for the first time on January 31, 1980. It met again in March 1980 and subsequently on June 25 and 26, 1980.

At that third meeting the complete standards basis for the certification program had been developed by the committee and was approved by the committee. That standards basis consisted of a full consensus standard, a standard for the certification for residential insulation contractors and a series of technical training manuals: firstly, a handbook on insulating homes for energy conservation, and four installation manuals designed for assistance in the training of insulation installers to install particular products. Those products were spray urethane foam, cellulose fibre insulation, mineral fibre insulation and, finally, urea formaldehyde foam insulation.

• 1615

The number of the document that was the training manual for insulation installers of urea formaldehyde foam insulation was 51-GP-43MP.

The other document developed by that committee which had a reference to urea formaldehyde foam was the certification standard, which was the full consensus standard for the certification of insulation contractors and which contained an appendix outlining knowledge requirements that their estimators and installers should know.

That concludes my presentation. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Bowles.

Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman, and thank you, Mr. Bowles, for outlining very carefully the Canadian General Standards Board involvement with UFFI, although your presentation does raise some immediate questions.

First of all, could you confirm that, while you say that the CGSB works on consensus opinion as it was described this morning, it acts primarily on good faith in terms of the information that it receives?

Mr. Bowles: That is a different issue. Consensus opinion is a judgment on the acceptability. It does rely in part on good faith; yes, I would concede that.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): What medical advice did the CGSB have in connection with the urea formaldehyde foam investigation?

Mr. Bowles: During the development of the standards it did not have medical advice. The earliest medical advice was received in 1979-80, after the standards had been developed.

[Traduction]

réuni pour la première fois le 31 janvier 1980, et ensuite en mars 1980 et les 25 et 26 juin 1980.

A l'issue de la troisième réunion, toutes les modalités nécessaires à l'établissement de normes pour l'accréditation étaient prêtes et le comité les a approuvées. Ces normes bénéficiaient du plein accord de tous les membres du comité et comportaient, outre une norme pour l'accréditation des entrepreneurs qui posaient l'isolant dans les résidences, une série de manuels de formation technique: tout d'abord, un guide sur l'isolation des maisons pour la conservation de l'énergie et quatre manuels pour la pose afin de venir en aide aux entrepreneurs qui se proposaient de poser des produits en particulier. Parmi ces produits, se trouvaient la mousse d'uréthane, l'isolant de fibre cellulosidale, l'isolant de fibre minérale et, pour finir, la mousse isolante d'urée formaldéhyde.

Le document qui contenait les indications à l'intention des entrepreneurs posant la mousse isolante d'urée formaldéhyde a été numéroté 51-GP-43MP.

Le comité saisi de la question de la mousse d'urée formaldéhyde a également préparé un autre document, qui portait sur la norme d'accréditation; il s'agissait d'une norme bénéficiant du plein accord de tous les membres du comité pour l'accréditation des entrepreneurs qui posaient de l'isolant et il contenait une annexe établissant quelles devaient être les connaissances de leurs employés qui préparaient les devis ou posaient la mousse isolante.

Monsieur le président, j'ai terminé. Merci.

Le président: Merci, monsieur Bowles.

Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président, et merci, monsieur Bowles. Vous nous avez très minutieusement exposé le rôle de l'Office des normes générales du Canada en ce qui a trait à la MIUF, même si votre exposé soulève immédiatement certaines questions.

Tout d'abord, pouvez-vous nous assurer que, même si l'ONGC ne prend ses décisions qu'avec le plein accord des membres du comité, il doit donner avant tout le bénéfice du doute à ceux qui lui fournissent les renseignements sur lesquels il s'appuie pour prendre ses décisions?

M. Bowles: C'est une toute autre question. L'opinion consensuelle est fondée sur un jugement concernant l'admissibilité. Il est vrai qu'il se fonde sur la bonne foi des gens qui préparent les renseignements à son intention. Je le reconnais.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): De quels renseignements médicaux l'ONGC disposait-il en ce qui a trait à la mousse d'urée formaldéhyde?

M. Bowles: Au moment de la préparation des normes, l'office n'a pas reçu de renseignements médicaux. C'est en 1979-1980 seulement qu'elle en a reçus, une fois les normes établies.

[Text]

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Could you tell us if there was any urgent need on the part of any ministry communicated to the CGSB to go into this sort of provisional configuration that you were telling us about to set standards, to approve standards for urea formaldehyde foam?

Mr. Bowles: No, the urgent need was not expressed by a ministry. It was in fact expressed by the urea formaldehyde industry.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): By the industry itself.

Mr. Bowles: Yes.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Are you saying, then, that the CGSB never really did get down to discussing or being concerned about the medical implications of the urea formaldehyde foam, mounting evidence of which was beginning to pile up and come in in the years prior to the final approval?

Mr. Bowles: No. I would disagree with that. The committee did not receive any substantive indications of any possibility of a medical problem until the year 1979, after the standards had been developed.

• 1620

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I am interested in the negative opinions, which you said had been resolved when the standards were ratified and published; there were no unresolved negative votes, but there had been some negative opinions, presumably about the urea formaldehyde matter, that needed to be resolved. Can you tell us what those negative opinions were?

Mr. Bowles: No, I cannot in specific detail. However, you have made me realize that I did omit one important point from my talk and that was to give you an understanding of what a standard contains. The standard for the product contained requirements for the thermal performance of the foam, methods of testing and associated requirements for the thermal performance of the foam, for the corrosiveness, or possible corrosiveness, of the foam, for resistance to fungal growth, for its surface-burning characteristics and its shrinkage and similar properties. The negative votes address details of the draft standard that have been presented to them, which could have addressed details of the method of test or of errors. Maybe there was a line missing when the document was retyped. I cannot give you at this time the exact reasons for all of them. However, all opinions were resolved.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Can you tell us anything about the meetings with the UFFI industry that the committee had? What was the industry's reaction to, in effect, regulating themselves, setting their own standards? Can you give us an idea of the tone of that meeting and anything that you can remember about it?

[Translation]

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Pouvez-vous nous dire si un ministère quelconque a fait part à l'ONGC du besoin urgent d'établir des normes, même provisoires, pour la mousse d'urée formaldéhyde?

M. Bowles: Non, aucun ministère n'a fait état d'une telle urgence. En fait, ce sont les fabricants d'urée formaldéhyde qui ont exercé des pressions.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Ah bon, ce sont les fabricants eux-mêmes.

M. Bowles: Oui.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Voulez-vous dire que l'ONGC n'a jamais vraiment discuté des conséquences médicales de l'utilisation de la mousse d'urée formaldéhyde, ne s'en est jamais préoccupé, ne s'est pas soucié des preuves qu'on lui présentait au cours des années qui ont précédé l'approbation définitive?

M. Bowles: Non. Le comité n'a pas reçu d'indications faisant état d'un éventuel problème médical avant 1979, une fois les normes déjà élaborées.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): J'aimerais que vous nous en disiez un peu plus long sur ceux qui avaient une opinion négative, et qui ont opéré un revirement au moment où les normes ont été ratifiées et publiées. En effet, à ce moment-là il n'y a plus eu de vote négatif, même s'il y en avait eu auparavant, au sujet, sans doute de l'urée formaldéhyde. Pouvez-vous nous dire quelles étaient ces opinions négatives?

M. Bowles: Non, je ne puis pas vous donner de détails là-dessus. Néanmoins, je viens de me rendre compte que j'ai oublié un élément très important dans mon exposé. J'aurais dû vous expliquer ce que contient une norme. La norme du produit contenait des exigences concernant la performance technique de la mousse, les méthodes de tests et des exigences connexes pour la performance technique de la mousse, sa corrosion, ou son éventuelle corrosion, sa résistance au fungus, sa tendance à se consumer et à rétrécir, et d'autres propriétés semblables. Les votes négatifs portaient sur des détails dans l'ébauche de normes qu'on a d'abord présentées, et il est possible qu'ils aient porté sur des détails concernant la méthode des tests ou des erreurs. On a peut-être omis une ligne quand le document a été recopié. Je ne puis pas vous donner les raisons précises de ces votes négatifs. Quoi qu'il en soit, tous ces différends ont été surmontés en définitive.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Pouvez-vous nous en dire un peu plus long sur les réunions que le comité a eues avec les représentants des fabricants de la MIUF? Que pensaient les fabricants de la possibilité de se réglementer eux-mêmes, d'établir leurs propres normes? Pouvez-vous nous donner une idée du ton de la réunion ou tout simplement nous dire ce dont vous vous souvenez?

[Texte]

Mr. Bowles: I am sorry, but I do not know to which meeting you refer.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): You had mentioned that there was a meeting of, presumably, the working group, the application of installation procedures group, with the UFFI industry, I gather prior to August 1977, or in and around that time.

Mr. Bowles: One point should be made and that is that the urea formaldehyde industry was always represented, in part, on all the working groups and on the committee. For the development of application procedures, the reaction from the industry was affirmative to produce that document. It was a draft document which was discussed at a meeting, and there was consensus agreement for the production of that document. It was practically unanimous from the industry.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): I have no further questions at the moment, Mr. Chairman. I will turn this over to my colleagues and perhaps come back for a second round. Thank you.

The Chairman: Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Mr. Bowles, your testimony today strikes terror into my heart. It conjures up a picture of a plodding, methodical bureaucrat—and I do not mean you; I mean the board itself and its working committees—who works in virtual isolation, having inadequate test data, having to draw a standard up. From the testimony we have had from Mr. Shirliffe and the gentleman this morning, there were serious concerns about this stuff, very serious concerns, and yet the goal is to write the standard—to hell with the world around it—whether there are adequate results or there is unverified material about health and what not, and even though they are getting the signals they cannot prove it. They appear to have gone to the Department of National Health and Welfare and got it back, yet the only goal is to write the standard. Never mind about monitoring, never mind about enforcement, never mind about anything else. It certainly, I do not think, would fall on the standards board as being the problem. But, my God, if this is done with all products and we write the standard and industry swears that they will meet that standard, we are in really serious trouble.

But the thing—and maybe you can comment on it—is that by the time you finished writing up these standards we are talking about mid-1980. By that time—well, before that—the Province of Saskatchewan is hollering at the federal government to ban this material. They are moving people out of their homes and they know there is something seriously wrong and they are telling the federal government: We have not the authority, because you have approved it. That sets a thing in process and, in a moment, I would like you to comment on it.

[Traduction]

M. Bowles: Excusez-moi, je ne vois pas à quelle réunion vous faites allusion.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Vous avez dit qu'il y a eu une réunion entre les membres du groupe de travail, le groupe chargé d'étudier les normes d'application, d'installation, et les représentants des fabricants de la MIUF, et ce, si je ne m'abuse, avant août 1977, ou aux environs de cette date.

M. Bowles: Il me faut vous dire que les représentants des fabricants d'urée formaldéhyde ont toujours été représentés au sein des groupes de travail et au comité. Pour ce qui est de la procédure d'application, les fabricants ont toujours envisagé d'un bon oeil la préparation d'un document. Lors de la réunion, on a discuté d'une ébauche de document, qui a reçu le plein accord des participants. Les fabricants étaient pratiquement unanimes.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le président, je n'ai pas d'autres questions pour l'instant. Je laisse donc la parole à mes collègues, mais je voudrais peut-être revenir lors d'un deuxième tour. Merci.

Le président: Monsieur Skelly.

M. Skelly: Monsieur Bowles, votre témoignage aujourd'hui me terrifie. J'en retiens l'impression d'un bureaucrate méthodique et tatillon, et je ne pense pas à vous en particulier, mais bien à l'office lui-même et à ses comités, travaillant dans l'isolement presque total, ne disposant que de données imparfaites, mais néanmoins chargé de préparer une norme. D'après le témoignage de M. Shirliffe et d'un autre témoin qui a comparu ce matin, on avait de vives inquiétudes au sujet de ce produit, mais on ne s'est cependant pas arrêté à elles quand il s'est agi de préparer une norme. On ne s'est donc pas soucié d'autre chose, et on ne s'est pas demandé si les résultats étaient probants ou s'il y avait des données concernant la santé qui n'avaient pas été considérées, car en présence de soupçon, mais en l'absence de preuve, on en a pas été moins de l'avant. Il semble qu'on ait consulté le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, qu'on ait obtenu des renseignements, mais l'unique but demeurerait: préparer une norme. On ne s'est pas soucié de la surveillance, de la mise en vigueur, du reste. Loin de moi l'idée de faire de l'Office des normes la source du problème, mais je ne puis m'empêcher de frémir quand je pense que pour tous les produits, on prépare une norme que les fabricants s'engagent à respecter, mais on ne se soucie pas du reste.

Je voudrais recueillir vos observations concernant ceci: vous avez dit que la norme était prête dès le milieu de l'année 1980. A ce moment-là, et même auparavant, la province de la Saskatchewan réclamait instamment du gouvernement fédéral l'interdiction de ce matériau. On avait commencé à demander aux gens de déménager, car on savait que le produit comportait une anomalie grave et on disait au gouvernement fédéral: nous n'avons pas le pouvoir de faire quoi que ce soit parce que vous avez approuvé le matériau. C'est l'initiative du gouvernement de la Saskatchewan qui a relancé le débat et, dans un instant, je voudrais recueillir vos observations là-dessus.

[Text]

• 1625

But also take the role of people who sit on that standards committee who must suffer terrible conflicts of interest. They take off one hat: they go and sit to help write the standard. Then they are the stop-gap or the last resort for us, the people in this country and the government. But then they put on the other hat and say: Okay, now that the standard is there, even though I abstained or whatever I did on that committee, and no matter what criticism exists, now that you have written it, now I have to give it an approval number and let it slide through.

Would you care to comment on the standards board not as an isolated entity, which I think you have done now, but on the part of the process designed to protect the health and life of Canadian people?

Mr. Bowles: That is a tough one. There are a lot of issues in there. First, I would like to say that that committee was not in comparative isolation. In my judgment, at the time it developed those standards, in fact it was the focal point in Canada for knowledge about urea formaldehyde foam thermal insulation. The two witnesses to which you have alluded today, Mr. Brewer and Mr. Shirliffe, were both members of that committee.

I was not aware, personally, of the Province of Saskatchewan's lobbying of the federal government. It is my feeling that some other members of that committee, if that was in fact the case, should have been aware of such lobbying. But as I never heard of it, I cannot comment on that particular point.

As for the broader responsibility that you have charged the Canadian General Standards Board with, which is to protect the health and life of Canadians, as other committees have done, that committee did the best job that it felt it could do at the time based on the knowledge that it had, and I will iterate my point that it was not until after those documents had been produced that any serious concerns about health were brought to that committee. When those concerns were brought to the committee, the committee started dealing with them.

Mr. Skelly: But certainly the wreckage that has been created by... well, the crazy thing is the standards set in process something which, ultimately, was stopped far too late. The government had solid indications that they were up to their neck in trouble. It was pointed out even in the House of Commons that they were filling these houses with a potential problem. And it was the standards board, really, which threw this into motion. The writing of the standard then created the approval which then created access to \$1.4 billion.

I certainly appreciate the urgency of the companies to get a piece of that action, but what about the protection of the people of Canada? I realize a function is to grab a product and write a standard; but, my God, what is the function of this board if it is not to protect the people of this country? I do not dispute that drove you into splendid isolation and did a good job with what you had available; but, my God, there were indications out there that there were problems. Mr. Shirliffe

[Translation]

Il ne faut cependant pas oublier le rôle des gens qui siègent au comité des normes et qui doivent faire face à d'énormes conflits d'intérêt. Ils doivent participer à la rédaction d'une norme. Ils sont en quelque sorte la soupape de sécurité, le dernier recours pour nous, la population et le gouvernement. En même temps, une fois la norme approuvée, même s'ils se sont abstenus de voter, même s'ils s'y opposaient en comité, ils doivent la défendre, contre les critiques, lui apposer, quoi qu'il arrive, un numéro d'approbation et la laisser passer.

Avez-vous des remarques à faire sur l'Office des normes non à titre d'organisme isolé, comme vous l'avez fait jusqu'à présent, mais à titre de maillon, dans la chaîne de protection de la santé et de la vie de la population canadienne?

M. Bowles: C'est une question épineuse. Il y a beaucoup de points soulevés ici. Tout d'abord, je dois dire que le comité ne travaillait pas dans l'isolement. A mon avis, au moment où l'on a élaboré les normes, le comité était le lieu où l'on en connaissait le plus long sur la mousse isolante thermique d'urée formaldéhyde. Les deux témoins auxquels vous avez fait allusion, MM. Brewer et Shirliffe, faisaient tous deux partie du comité.

Pour ma part, que je sache, la province de Saskatchewan n'est pas intervenue auprès du gouvernement fédéral. Si elle l'avait fait, d'autres membres du comité l'auraient su. Pour ma part, je ne puis rien vous dire là-dessus.

Quant à la responsabilité plus importante que vous semblez conférer à l'ONGC, c'est-à-dire la protection de la santé et de la vie des Canadiens, je vous répondrai que, comme les autres comités, ce comité a fait de son mieux compte tenu des renseignements qu'il possédait à l'époque, et j'ajouterais que ce n'est qu'une fois les documents publiés que des inquiétudes graves au sujet de la santé ont été signalées au comité. Quand ces inquiétudes ont été signalées, le comité a commencé à les étudier.

M. Skelly: Mais bien entendu, le marasme créé par... Je veux dire que les normes elles-mêmes ont mis en branle tout un processus qui, en définitive, ne s'est arrêté que trop tard. Le gouvernement savait très bien qu'il était dans de très mauvais draps. Même à la Chambre des communes, on a dit qu'on était en train de créer dans ces maisons un problème potentiel. C'est l'Office des normes qui, à vrai dire, a fait démarrer les choses. La rédaction de la norme a entraîné une approbation qui est à la source d'une affaire de \$1.4 milliard.

Je comprends bien que les fabricants aient voulu à tout prix en profiter, mais a-t-on pensé à la protection de la population canadienne? Je me rends compte qu'il appartient à l'Office de préparer une norme pour un produit donné. Mais quelle est la fonction principale de l'Office si ce n'est la protection de la population canadienne? Je reconnais volontiers que vous avez été isolés et que vous avez fait du bon travail, compte tenu des données dont vous disposiez. Cependant, vous saviez très bien

[Texte]

said that. Mr. Brewer said it. Mr. Brewer fought tooth and nail right to the end.

I am astounded to know what consensus means. In one meeting there is a recording of seven in favour, none against, and one abstention. Now, considering that none of the industry people would be against this, and that Mr. Brewer is the only one who stood up and indicated he was actively fighting this product all along—I am assuming it is he who is the abstainer—surely that cannot be described as consensus, can it?

• 1630

Mr. Bowles: I do not know the particular vote to which you are—

Mr. Skelly: This is on July 11, 1977. It is called "Committee on Urea Formaldehyde Thermal Insulation, Minutes of first meeting held in Ottawa, July 11, 1977". That must be your working group on—

Mr. Bowles: Minutes of the first meeting—

Mr. Skelly: July 11, 1977. Mr. Brewer's testimony . . . It is a curious procedure, this consensus thing; in fact, there is not really consensus. Throughout the minutes there are lots of expressions by Mr. Shirliffe and Mr. Brewer that they really are not very impressed with this material.

If Mr. Shirliffe's testimony is to be given solid weight, he actually went from that standards committee to Energy, Mines and Resources and to Health to ask some serious questions about it. That resulted in some memos, resolved right before the committee, in which some strong statements are made about it.

I guess I come back to the same thing. What do you mean by consensus? These people obviously were not very impressed with the material.

I would almost feel Mr. Brewer, after seeing that this standard was not maintained, managed to pull the plug on it with the support of his supervisors. Suddenly, he recognized his supervisors were going to pass it again, and he then resigned from his position.

That is not the action of a man who is comfortable with the decision or comfortable with the standard or the environment in which the standard is being used. Can you comment on that?

Mr. Bowles: Yes. First, to a large extent, it was the concerns of Mr. Brewer and Mr. Shirliffe which did, in fact, get the standard to that state. By that I mean there were many requirements instituted in that standard which were, at one time, considered unnecessary for such a product; for example, corrosiveness and fungus growth resistance.

You have given me a picture of Mr. Brewer fighting tooth and nail, and of strong concerns by Mr. Shirliffe. During the

[Traduction]

que la tempête couvait. M. Shirliffe l'a dit et M. Brewer aussi. M. Brewer s'est bagarré tant qu'il a pu jusqu'à la fin.

Je m'étonne de votre définition de l'opinion consensuelle. Lors d'une réunion, on constate qu'il y a eu sept membres du comité en faveur, aucun contre, et une abstention. Étant donné que ce n'est pas un représentant de l'industrie qui aurait pu voter contre, et que M. Brewer est le seul qui se soit élevé contre la chose, en indiquant qu'il s'opposait fermement à l'approbation du produit, sans hésitation, je suis sûr que c'est lui qui s'est abstenu de voter. Peut-on parler alors d'opinion consensuelle dans ce cas?

M. Bowles: Je ne vois pas à quel vote précis vous faites . . .

M. Skelly: Je me reporte à la réunion du 11 juillet 1977. Il s'agit ici du procès-verbal de la première réunion tenue à Ottawa, le 11 juillet 1977, du Comité sur la mousse isolante thermique d'urée formaldéhyde. Je suppose qu'il s'agit de votre groupe de travail sur . . .

M. Bowles: Le procès-verbal de la première réunion . . .

M. Skelly: En date du 11 juillet 1977. Le témoignage de M. Brewer . . . Il s'agit d'une procédure singulière, quand vous parlez d'opinion consensuelle. En fait, il n'y a pas eu d'opinion consensuelle. À la lecture du procès-verbal, on constate que MM. Shirliffe et Brewer n'étaient pas très enthousiastes au sujet de ce matériau.

A en croire M. Shirliffe, d'après son témoignage, après la réunion de ce comité des normes, il s'est rendu au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et au ministère de la Santé pour poser des questions graves au sujet du matériau. Quelques notes de service ont suivi, et le comité en a été saisi, car elles contenaient des déclarations très fermes au sujet du produit.

Je reviens donc à mes moutons. Que voulez-vous dire par opinion consensuelle? Ces gens, de toute évidence, n'étaient pas très enthousiastes au sujet du matériau.

J'en viens presque à me dire que M. Brewer, constatant que la norme n'était pas maintenue, a réussi à crier avec l'appui de ses supérieurs. Soudainement, il s'est rendu compte que ses supérieurs allaient fermer les yeux et c'est alors qu'il a démissionné.

Ce n'est pas là le geste d'un homme qui est à l'aise devant une décision prise ou qui s'accommode d'une norme ou encore des circonstances qui ont entouré l'adoption d'une norme. Qu'avez-vous à dire là-dessus?

M. Bowles: Tout d'abord, jusqu'à un certain point, ce sont les inquiétudes de MM. Brewer et Shirliffe qui ont mené la norme à ce point. En effet, beaucoup des exigences contenues dans la norme furent à un moment donné considérées comme futiles pour un tel produit. Par exemple, la corrosion et la résistance au fungus.

Vous m'avez décrit M. Brewer comme un opposant acharné, et vous m'avez parlé des vives inquiétudes de M. Shirliffe.

[Text]

development of those standards, I will concede both gentlemen did have concerns about the product. To my knowledge, they were not health concerns. They were primarily concerns affecting other properties of the product and its installation. My job as secretary was to assist the committee in resolving these issues, and those issues were resolved.

May I please add that, after publication of those standards additional concerns arose, and in due course they were addressed by the committee.

Mr. Skelly: From what we know today, from what has come before us, at least I am convinced that, within the scientific community, within the interrelationship between various governments, there was certainly enough knowledge out there to be very concerned about the product.

I do not know whether the standards committee was aware they would put in process a system that subsidized this material, and would wind up making it economic when, in fact, it was not. Then, once the standards writing had to go on, in spite of the fact that major elements in the economy and in the country were asking that it be banned and that its approval be revoked, it still went plodding on its way.

Whether it is true or not, I think the facts will gradually work themselves out because there is contradictory information which has to be set aside.

Given that, would you be prepared to make any statements to this committee about the purpose of that standards writing organization? If, in fact, it is to set standards to protect Canadians, would you be prepared to make some statements about how it might be made more effective in protecting Canadian investments in certain products, Canadian health and, ultimately, at the bottom line, the lives of Canadians?

• 1635

Mr. Bowles: Yes. First, I do not accept the thesis that you painted earlier that there were groups across the country at the time we were developing that standard clamouring for its ban.

Mr. Skelly: No, I know. And that is what I am saying, Saskatchewan is the case—

Mr. Bowles: No. Okay. In other words—

Mr. Skelly: The case you have given me I was aware of. I made that knowledge in committee and to the government in the House, so how you missed it I do not know. You must have been locked in that splendid isolation.

Mr. Bowles: Anyway, you asked for comments. Shortly before I left the Canadian General Standards Board, the management of that organization expressed concern at the very point that you raised and put into effect an advisory

[Translation]

Pendant l'élaboration de ces normes, je reconnais que ces deux personnes ont exprimé des inquiétudes. A ma connaissance, il ne s'agissait pas d'inquiétudes concernant la santé. Il s'agissait avant tout de réserves concernant d'autres propriétés du produit et concernant également son installation. Mon travail de secrétaire était d'aider le comité à résoudre ces questions et ces questions ont été résolues.

Je voudrais ajouter qu'après la publication de ces normes, d'autres inquiétudes ont surgi, et le comité s'est penché sur elles en temps utile.

M. Skelly: D'après ce que nous savons aujourd'hui, d'après les témoignages que nous avons entendus, les scientifiques, les gouvernements en savaient assez pour provoquer de graves préoccupations au sujet du problème.

Je ne sais pas si le comité des normes savait qu'il donnait le feu vert à un programme de subventions de ce matériau, c'est-à-dire que la fabrication de la mousse serait une entreprise rentable, alors que rien ne le justifiait. En effet, une fois la rédaction des normes terminées, même si des sphères importantes de l'économie et de la population demandaient que le produit soit interdit et que l'on abroge son approbation, il n'en n'a pas moins fait son petit bonhomme de chemin.

Où est le vrai, où est le faux? Je pense que les faits seront mis à jour progressivement, car pour l'instant il nous faut laisser de côté les renseignements contradictoires que nous recevons.

Cela étant, êtes-vous prêts à préparer, pour la gouverne des membres du comité, une déclaration sur l'objectif de l'Office des normes? En fait, l'objectif de l'Office est d'établir des normes pour protéger les Canadiens; voilà pourquoi je vous demande de préparer une déclaration sur la façon dont cette fonction pourrait être remplie plus efficacement afin de mieux protéger les investissements des Canadiens dans certains produits, la santé des Canadiens et, en définitive, essentiellement, la vie des Canadiens?

M. Bowles: Oui. Tout d'abord, je rejette l'hypothèse que vous avez émise plus tôt, à savoir que des sphères de la société canadienne ont, à l'époque où nous préparions la norme, réclamé l'interdiction du produit.

M. Skelly: Je sais. C'est ce que je dis, car la Saskatchewan..

M. Bowles: Non. D'accord. En d'autres termes...

M. Skelly: Les faits que vous m'avez exposés, je les connaissais. J'en ai fait part aux membres du comité et au gouvernement, à la Chambre, et je ne sais pas comment il se fait que vous n'avez pas été au courant. Vous deviez être dans l'isolement le plus complet.

M. Bowles: De toute façon, vous m'avez demandé des observations. Un peu avant que je quitte l'ONGC, la direction de l'organisme s'est inquiétée de la question que vous aviez vous-même soulevée et a formé un conseil consultatif des

[Texte]

board on standards for building performance and energy conservation, one of the functions of which was to get an even broader representation than might otherwise be provided at a standards writing committee on any possible concerns about a particular product for which CGSB was developing a standard—in fact, form some extra body which could trigger something.

The other point that I would like to say is that had the standards committee been aware of an organization that was trying to have the product banned I think it would have taken that organization and its views into consideration.

Mr. Skelly: I think it might be one of the functions of this committee later down the line to look at the mechanisms that are available, like the question of Mr. Brewer essentially wearing two hats. Had he not been involved and forced into a consensus voting system, and then having to go out, change hats and give a CMHC approval number, he may have been able to look at it more critically. I do not know. That is something that, I think, we as a committee will have to . . .

As I understand this voting system, the working groups vote on it and then the committee of working groups, the general committee, votes on it, and then it goes before a ratification committee.

I guess the committee was aware that once the standard was written it would be taken into CMHC. Is this a fair statement?

Mr. Bowles: Yes.

Mr. Skelly: And given an approval number and then qualified for the conservation program.

Mr. Bowles: Yes. That is a fair statement.

Mr. Skelly: Was the industry pressuring that committee on that basis, that if they could get into position with a standard, then they could get into position for approval, and then they could get into a position to have their product on the list of subsidized products?

Mr. Bowles: That is the general route of the industry, yes.

Mr. Skelly: That was in the nature of the pressure, was it not? Okay.

In terms of the people who were on that committee, by and large my impression is that it was largely government agencies and industry or representatives of Crown corporations. Was there anybody else who had an active role in that committee representing consumers or organized labour or the other groups you mentioned?

Mr. Bowles: There was nobody representing organized labour. At the time the standards were published, there was nobody that I would say really represented a consumer organization, and it was not until shortly after the standards were published in February 1978 that I took an initiative to invite a person who I considered could represent the consumer view-

[Traduction]

normes pour la performance des matériaux de construction et la conservation de l'énergie, dont une des fonctions serait de veiller à une plus vaste consultation qu'auparavant au moment de la rédaction des normes par le comité idoine pour que soit dissipée toute inquiétude éventuelle concernant un produit auquel l'ONGC conférerait une norme . . . En fait, il s'agissait d'un organisme supplémentaire qui pourrait amorcer les choses.

Autre chose maintenant: si le comité des normes avait été au courant qu'un organisme essayait d'obtenir l'interdiction du produit, je pense que cet organisme et son point de vue auraient été pris au sérieux.

M. Skelly: Je pense que le comité ferait bien, plus tard, d'étudier les mécanismes qui existent actuellement et de tenir compte de la situation de gens comme M. Brewer qui essentiellement cumule deux fonctions. En effet, s'il n'avait pas été forcé, dans un premier temps, de voter, pour ensuite, à la SCHL, donner un numéro d'homologation, il aurait pu conserver davantage de sens critique. Je n'en sais rien. Je pense que le comité devrait étudier cette question . . .

Si j'ai bien compris la façon dont les questions sont mises aux voix, les groupes de travail votent et ensuite le comité des groupes de travail, le comité plénier, vote à son tour, avant que le comité de ratification ne soit saisi de la question.

Je pense que le comité savait qu'une fois la norme rédigée, elle serait présentée à la SCHL. Est-ce que je me trompe?

M. Bowles: C'est cela.

M. Skelly: Elle recevrait ensuite un numéro d'homologation qui ferait que le produit en question pourrait être utilisé dans le cadre du programme de conservation.

M. Bowles: En effet. Vous avez raison.

M. Skelly: Est-ce que les fabricants ont fait des pressions auprès des membres du comité pour obtenir à toutes fins une norme, afin d'obtenir par la suite l'approbation de la Société, qui permettrait à leur produit de figurer sur la liste des produits subventionnés?

M. Bowles: C'est la façon de procéder des fabricants, en effet.

M. Skelly: C'est à ce propos qu'on exerçait des pressions, n'est-ce pas? D'accord.

Pour ce qui est des gens qui faisaient partie du comité, j'ai l'impression en général qu'il s'agissait surtout d'organismes gouvernementaux et de représentants des fabricants et de sociétés de la Couronne. Y avait-il, dans un rôle actif au sein du comité, un représentant des consommateurs, des syndicats ou d'autres groupes?

M. Bowles: Il n'y avait pas de représentant des syndicats. Au moment où les normes ont été publiées, personne ne représentait les consommateurs, et ce n'est qu'après la publication des normes, en février 1978, que j'ai pris l'initiative d'inviter quelqu'un qui pourrait très bien représenter le point de vue des consommateurs. Il s'agissait en l'occurrence de

[Text]

point quite well. That person was Mr. Harris Mitchell, who was at the time editor of *Canadian Homes* magazine. He was in correspondence with a lot of consumers about doing renovation work to their homes, including thermal insulation.

• 1640

Mr. Skelly: Just as an aside, did RAPCO or Borden advertise in this magazine?

Mr. Bowles: I do not know.

There were other organizations, I would like to comment, that represented a user interest. For example, there was a member from the Department of National Defence. As you may know, the Department of National Defence has a large number of homes called "private married quarters", many of which had been insulated with urea formaldehyde foam; that individual was, from that point of view, representing a consumer's viewpoint, if you like.

The Chairman: Thank you, Mr. Skelly.

Madame Côté.

Mme Côté: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, j'aimerais savoir si dans les comités dont il a été question, il y avait aussi des représentants des gouvernements provinciaux ou des organismes provinciaux.

Mr. Bowles: Yes, there were.

Mrs. Côté: Who?

Mr. Bowles: I have a document in my briefcase that tells you who and when. With your permission, I will retrieve that and read it to you.

For the period of March 1971 to the year 1975 Mr. Asselin, from the Quebec provincial government, was a member.

Mme Côté: Qui est ce monsieur?

From the department or . . . ?

Mr. Bowles: I believe he was with the *Bureau de normalisation du Québec*—not particularly an Ontario government agency. There was Mr. Price from Ontario Hydro from March of 1971 to August 1977; from Alberta Labour, Mr. Aikman from June 1976 onwards. From the Government of British Columbia there was Mr. Currie from June 1976 onwards; from another government agency, the *Centre de recherche industrielle du Québec*, Mr. Hains, from 1975 onwards. There is one other person from Ontario Research Foundation, another government agency, Mr. Gibbons, from November 1980 onwards. From Ontario Hydro, Mr. Oda, from August 1977 onwards; and from the Alberta Housing Corporation, Mr. Rien, from February 1978 onwards; and from August 1977 to February 1978, Mr. Weir. Those are provincial representations.

Mme Côté: Monsieur le président, on nous dit qu'il y a un comité spécial de ratification qui doit prendre une décision sur la norme qui sera établie pour l'utilisation d'un produit, la reconnaissance d'un produit et l'utilisation de ce produit.

[Translation]

Harris Mitchell, qui était à ce moment-là directeur de la revue *Canadian Homes*. Il s'entretenait par lettre avec beaucoup de consommateurs qui faisaient des travaux de rénovation dans leur maison, y compris l'isolation thermique.

M. Skelly: A propos, RAPCO ou Borden ont-elles fait de la publicité dans cette revue?

M. Bowles: Je ne sais pas.

D'autres organismes représentaient l'intérêt des utilisateurs. Par exemple, quelqu'un du ministère de la Défense nationale. Vous savez peut-être que ce ministère a beaucoup de maisons que l'on appelle camp des mariés et nombre d'entre elles sont isolées à la mousse isolante d'urée formol. Aussi cette personne représentait-elle le point de vue du consommateur.

Le président: Merci, monsieur Skelly.

Mrs. Côté.

Mrs. Côté: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, I would like to know if in these committees, there were also representatives of provincial governments or agencies?

M. Bowles: Oui.

Mme Côté: Qui?

M. Bowles: J'ai dans ma serviette un document qui peut nous renseigner là-dessus. Si vous le permettez, je vais le chercher.

De mars 1971 à 1975, le gouvernement provincial du Québec était représenté par M. Asselin.

Mrs. Côté: Who is that gentleman?

Du ministère ou . . . ?

M. Bowles: Je crois qu'il appartenait au Bureau de normalisation du Québec qui n'est vraiment pas un organisme gouvernemental de l'Ontario. M. Price représentait Hydro-Ontario de mars 1971 à août 1977; M. Aikman, le ministère du Travail de l'Alberta, à partir de juin 1976. Du gouvernement de la Colombie-Britannique, M. Currie, à partir de juin 1976. D'un autre organisme gouvernemental, le Centre de recherche industrielle du Québec, M. Hains, à partir de 1975. Il y avait quelqu'un d'autre de la Fondation ontarienne de recherche, autre organisme gouvernemental, c'était M. Gibbons à partir de novembre 1980. D'Hydro-Ontario, M. Oda, à partir d'août 1977. De la Société de logement de l'Alberta, M. Rien, à partir de février 1978; et d'août 1977 à février 1978, M. Weir. Voilà pour les représentants provinciaux.

Mrs. Côté: Mr. Chairman, we are being told that there is a special committee which is going to be responsible for the decision made on the standard that will be set for the recognition and use of a product. Will that committee be made up of

[Texte]

Est-ce que ce sont les mêmes personnes, les mêmes représentants des mêmes organismes qui, au cours des années, ont participé aux divers comités sur la composition du produit, sur son utilisation, sur l'expérimentation sur place, etc.?

• 1645

Mr. Bowles: The answer is that in some cases the documents were received by the deputy ministers and sent down to their representatives at the working level. In some cases those people were sitting on the standards-writing committee, and in some other cases those people were not sitting on the standards-writing committee.

Mme Côté: Monsieur le président, ce matin nous avons entendu M. Raeppe qui nous a dit que l'Office des normes générales du Canada n'avait pas... Je vais vous lire en anglais.

The CGSB standard did not instruct how the product was to be manufactured. Rather it defined the characteristics of a quality product and left production techniques to the industry as long as the end result was consistent with the specifications.

Est-ce que vous devez vous préoccuper du mode de fabrication d'un produit? Vous n'en êtes pas responsable, mais vous le connaissez et vous définissez des normes d'utilisation. Est-ce que j'ai raison de croire cela?

Mr. Bowles: Yes, you are right. We did not control the manufacture of the product; but, knowing the characteristics of the product, we developed essentially a performance standard.

Mme Côté: Très bien. M. Brewer nous a dit qu'en cours de route, la composition même de la mousse isolante d'urée formol avait été modifiée. C'est à ce moment-là qu'il a décidé d'abandonner l'utilisation de ce produit comme matériau isolant dans le cadre du programme. Est-ce exact?

Mr. Bowles: I did not see any specific data to that effect. However, it was my understanding that after publication of the standard some manufacturers had tried to make changes to the product and in some cases the results of those changes produced a product which did not meet the standard, and it was for these reasons that Mr. Brewer decided to cancel their acceptance.

Mme Côté: Quelle est la responsabilité de l'Office des normes générales du Canada quant à l'utilisation d'un produit? Est-ce que vous devez surveiller quelque chose à ce niveau-là? Dans les questions qui nous ont été posées, on semblait vous attribuer une certaine responsabilité quant au respect des normes que vous établissez pour l'utilisation d'un produit.

Mr. Bowles: No. The Canadian General Standards Board is a standards-writing organization only. Through the aid of its technical standards writing committees it produces standards and takes no enforcement responsibility whatsoever. It is up to an organization or individual who may choose to use that

[Traduction]

the same people, the same agency representatives who over the years have been participating in the various committees on the composition, use and field testing of the product, etc.?

M. Bowles: Ces documents ont été envoyés aux sous-ministres qui les ont communiqués aux spécialistes de la question. Il est arrivé que certains d'entre eux fassent partie du comité de normalisation, mais ce n'était pas le cas pour tous.

Mrs. Côté: Mr. Chairman, this morning Mr. Raeppe told us that the Canadian Government Standards Board had not... I will read it in English.

L'Office des normes générales du Canada ne prescrit pas la façon dont le produit doit être fabriqué. La norme définit au contraire les caractéristiques d'un produit de qualité et laisse les techniques de production à l'industrie à condition que le produit final soit conforme aux spécifications.

Do you have to look into the manufacturing of a product? You are not responsible for it but you know it and you determine application standards. Am I right?

M. Bowles: Oui, vous avez raison. Nous ne contrôlions pas la fabrication du produit mais, connaissant les caractéristiques du produit, nous avons essentiellement établi une norme de performance.

Mrs. Côté: All right. Mr. Brewer told us that over the years the very content of the urea formaldehyde foam had been modified. He then decided to stop using this product as an insulation material. Is that right?

M. Bowles: Je n'ai pas vu de données précises à ce sujet. Toutefois, je crois qu'après la publication de la norme, certains fabricants ont essayé d'apporter des modifications au produit et dans certains cas les résultats ont donné un produit qui ne répondait plus à la norme. C'est pourquoi M. Brewer a alors décidé d'annuler la ratification.

Mrs. Côté: What is the role of the Canadian Government Standards Board in the utilization of a product? Do you have to monitor anything? In the questions that we have been asked, there seemed to be an implication that you are somewhat responsible for the implementation of the standards that you set for the utilization of a product.

M. Bowles: Non, l'Office des normes générales du Canada ne fait qu'établir des normes. Grâce à l'aide de ses comités des normes techniques, il fixe des normes sans assumer aucune responsabilité quant à leur application. Il appartient à l'organisme ou au particulier qui choisit d'utiliser cette norme,

[Text]

standard, and who then assumes the responsibility for any enforcement which he considers necessary.

I should point out that a standard for the product could be used, for example, in a purchasing contract between an insulation contractor and his material supplier, as well as between homeowners and the installers. It could also be used by, as you know, a government program.

Mme Côté: Une dernière question, monsieur le président.

Est-ce que l'Office des normes générales du Canada a l'habitude de demander un avis médical concernant un nouveau produit s'il pense qu'il devrait le faire? Est-ce que vous avez l'habitude de le faire ou non, ou devez-vous le faire?

Mr. Bowles: I would not like to answer the question, should I do it, because I do not now work for that organization. The other answer is that the Canadian General Standards Board does not have a habit of developing products that have medical problems.

• 1650

However, it has developed standards for medical devices. I am thinking of clinical thermometers. I believe it has also produced some standards for pressure gauges which had some medical use. In situations where the Canadian General Standards Board, or the staff or its committee members, felt there was a need to have some representation from the medical field, it would go out and get it. In the specific case of urea formaldehyde foam, when it was not in fact a committee decision to try to get the involvement of National Health and Welfare on the committee in fact it was a CGSB staff decision to invite them to become members of the committee.

The Chairman: *Merci M^{me} Côté.*

I have Jim McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, Mr. Bowles, as secretary of the board, how do you describe your function? Would one of your functions be to provide all of the data available to members of the committee before a decision was made?

Mr. Bowles: My responsibility was to circulate the data that was presented to the committee. I was not a data-generating person myself. I had several standards-writing committees of which I was the secretary and I provided a support service to them. I wrote the minutes of their meetings. I performed other secretarial functions. I also performed a mild managerial function in terms of keeping the business going, circulating the papers and making sure that things were done in a timely fashion.

Mr. McGrath: Who would be responsible for making sure that the committee was up to date on all the data available.?

Mr. Bowles: The committee members themselves.

Mr. McGrath: You would have no responsibility in that regard as secretary?

Mr. Bowles: I am not a person who is considered an expert on urea formaldehyde foam.

[Translation]

d'assumer ensuite la responsabilité de l'application qu'il juge nécessaire.

Je tiens à souligner que l'on pourrait par exemple utiliser une telle norme dans un contrat d'achat entre un entrepreneur d'isolation et son fournisseur tout comme entre le propriétaire d'une maison et l'installateur. Vous savez d'autre part que cela peut également servir dans un programme gouvernemental.

Mrs. Côté: One last question, Mr. Chairman.

Does the Canadian Government Standards Board usually ask for medical advice on a new product if it is deemed necessary? Do you do that often or are you required to do it?

M. Bowles: Je préfère ne pas répondre à la question étant donné que je ne travaille plus pour cet organisme. Sinon je puis dire que l'Office des normes générales du Canada n'a pas pour habitude de travailler sur des produits qui présentent des problèmes médicaux.

Toutefois, il a arrêté des normes pour des appareils médicaux. Je pense aux thermomètres cliniques, par exemple. Je crois que l'on a également établi des normes pour des manomètres qui avaient quelque utilisation médicale. Chaque fois que l'Office ou ses spécialistes ou les membres de ses comités estimaient qu'il était nécessaire d'obtenir un avis médical, il l'a obtenu. Dans le cas précis de la mousse d'urée formol, ce n'est pas un comité qui avait décidé de consulter le ministère de la Santé nationale et du Bien-être, mais bien l'Office lui-même qui avait invité ce ministère à participer au Comité.

Le président: *Thank you, madame Côté.*

Maintenant, Jim McGrath.

M. McGrath: Monsieur Bowles, comment pourriez-vous décrire votre fonction de secrétaire de l'Office? Aviez-vous pour attributions de fournir toutes les données disponibles aux membres du comité qui doit prendre une décision?

M. Bowles: Je devais faire diffuser les données présentées au comité. Ce n'était pas moi qui étais chargé de les recueillir. J'étais secrétaire d'un certain nombre de comités de normes dont j'assurais les services de soutien. Je rédigeais le procès-verbal de leurs réunions. J'avais d'autres fonctions de secrétaire. J'avais également une petite fonction de direction pour ce qui était de faire avancer les choses, de distribuer les documents et de m'assurer que tout se déroulait dans les délais voulus.

M. McGrath: Qui était alors chargé de s'assurer que le Comité avait toutes les données disponibles?

M. Bowles: Les membres du Comité eux-mêmes.

M. McGrath: Vous n'en étiez absolument pas responsable à titre de secrétaire?

M. Bowles: Je ne suis pas considéré comme un expert de la mousse d'urée-formol.

[Texte]

Mr. McGrath: I realize that, but there are others who are and as secretary I would expect that the committee would expect that you would draw on these experts for all the data available.

Mr. Bowles: Yes, except that those experts had already been brought to work with the committee, either as committee members or in a support function, receiving copies of documents for information only, and when they in fact developed or came across pertinent information they would then in turn forward it to the committee, either through a member with whom they worked or to myself.

Mr. McGrath: You stated that you first became aware of medical evidence in 1979.

Mr. Bowles: Medical concerns.

Mr. McGrath: Medical concerns which would be based on some evidence, I suppose. Yet we know, for example, that there were health studies conducted in 1959, in 1960, that in 1974 the government asked foam manufacture representatives to explain whether or not the reported cases of people being allergic to the foam were true or not, but industry spokesmen denied that the material adversely affected people and the NRC was unconvinced. There was a request to National Health and Welfare to review the toxicity of formaldehyde foam insulation. These things were taking place in 1974-75.

There is an NRC research grant of \$122,000 into urea formaldehyde foam insulation. In 1977 Dr. Ian Efford, Director of Energy Conservation Branch, writes to Alan Bowles, Secretary of CGSB, outlining EMR's position that UFFI should not be standardized and should not receive government approval, due to the possibility of structural damage from the foam.

• 1655

A letter to you, Mr. Bowles, dated March 15, 1977, by Dr. Efford—and I quote:

Numerous problems concerning this product have been brought to our attention following our insulation campaign—the major one being shrinkage; in some cases very severe. Because CGSB is investigating this product, our position is that: (1) it should be de-rated to half its value...;(2) it should *not* be approved by CGSB because that would facilitate contractors and applicators to advertise that it is approved, and they may neglect to mention that it has been approved at a de-rated R-value.

Mr. Cohen this morning, in his paper, referred to what he considered to be "potential imbalance in the data processing techniques of the board", or the information available to the board, and he said this in his paper:

To rely on some industry research data and expertise and with a substantial portion of industry members, the committee decision-making process has conformed to a rather unique modification of the capture theory of administrative regulations. The capture in this case is a subtle process

[Traduction]

M. McGrath: Je comprends bien mais il y a des experts et comme vous étiez le secrétaire, le Comité pouvait s'attendre à ce que vous consultiez ces experts.

M. Bowles: Oui, sauf que ceux-ci avaient déjà été invités à collaborer avec le Comité, soit à titre de membres, soit pour d'éventuelles consultations. Les documents distribués ne leur arrivaient qu'à titre d'information et lorsqu'ils trouvaient des informations pertinentes, ils les communiquaient à leur tour au comité, soit par l'intermédiaire d'un membre avec qui ils avaient travaillé, soit par mon intermédiaire.

M. McGrath: Vous avez déclaré que vous avez été mis au courant de données médicales en 1979.

M. Bowles: D'inquiétudes médicales.

M. McGrath: D'inquiétudes qui étaient probablement fondées sur certains éléments. Nous savons toutefois, par exemple, que des études avaient été faites en 1959 et en 1960 et qu'en 1974, le gouvernement avait demandé aux représentants des fabricants de mousse d'expliquer s'il était vrai que certaines personnes étaient allergiques à la mousse. Les porte-parole de l'industrie ont nié que ce matériau pouvait être nocif. Le CNR qui n'était pas convaincu a alors demandé au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social d'examiner la toxicité de la mousse isolante d'urée-formol. Cela se passait en 1974-1975.

Une subvention de \$122,000 du CNR touche la mousse isolante d'urée-formol. En 1977, M. Ian Efford, directeur de la Direction générale des économies d'énergie, écrivait à Alan Bowles, secrétaire de l'ONGC que d'après le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, il ne fallait pas normaliser la MIUF ni lui donner l'approbation du gouvernement puisqu'elle pouvait provoquer certains dommages.

Je vous lirai, monsieur Bowles, une lettre qui vous a été adressée le 15 mars 1977 par M. Efford—

On nous a signalé de nombreux problèmes à propos de ce produit à la suite de notre campagne d'isolation. Le plus grave semblait être le fait que la mousse rétrécit. Étant donné que l'ONGC étudie ce produit, nous jugeons: 1) qu'il faut diminuer de moitié son coefficient... 2) qu'il ne faut pas que l'ONGC l'approuve car cela faciliterait la vie aux entrepreneurs et aux installateurs qui déclareraient que le produit est approuvé en négligeant peut-être de mentionner que son coefficient R a été diminué de moitié.

Ce matin, dans son exposé, M. Cohen a fait allusion à ce qu'il considère comme un «déséquilibre possible dans les techniques d'informatique de l'Office» ou dans les informations à la disposition de l'Office, et il a dit en particulier:

Se contenter des données de recherches venant de l'industrie et des conseils d'experts offerts par l'industrie, le Comité dont de nombreux membres représentent également l'industrie s'est livré à une modification assez singulière de la théorie administrative. Il s'agit en effet de savoir pondérer

[Text]

involving the weighing of industry representatives on the committee. The existence of parallel values' objections and, therefore, a radical imbalance in the information available to you.

I find it very difficult to understand how this board and how you, as secretary, could operate in total isolation from what was going on in other agencies of government with respect to this material. Surely it would have been the function of the board to acquaint itself with what was going on in National Health and Welfare, in EMR, and in the National Research Council.

There is your evidence to the Massachusetts hearings which was released November 1, 1979—and I quote from the paper:

Alan M. Bowles of the Canadian Government Specifications Board reported that CGSB has promulgated standards for the installation and content of UFFI. He believes that if these criteria are followed, UFFI will not pose a health hazard. He did not state his basis for this conclusion.

Yet we know that there were concerns being stated over the health problems—in fact, before that commission. There were public hearings held in Massachusetts prior to the release of that report, whereby the health factor was a major component of that decision. And yet you claim that you were not aware of any health considerations until 1979.

Mr. Bowles: When did I write that particular letter, please?

Mr. McGrath: Well, what I just quoted from was the report of the Massachusetts committee.

Mr. Bowles: Yes, which was when? In 1979?

Mr. McGrath: That was reported 1 November 1979, following a year of public hearings.

Mr. Bowles: Okay. You have raised several points. First, in the introduction of your question—

Mr. McGrath: I began by stating that the public hearings were held in February and March of 1979.

Mr. Bowles: Yes. All right. Let us get my thinking straight here. Your first points concerned some activity that was going on in 1974. Was it something about boards investigating the health aspects of urea formaldehyde foam? I personally was not aware of that.

Your second point concerned how this committee could operate in isolation from the work of other government departments. Many of the other government departments were represented on the CGSB committee at various times. Therefore if that activity was substantive, I do not know why that particular committee member either did not know about it, or if he did know about it, did not bring it to the attention of the committee.

[Translation]

l'opinion des représentants de l'industrie participant au Comité. Il existe des objections tout à fait valables, et il y a donc un déséquilibre radical dans les informations dont vous disposez.

Il me semble extrêmement difficile de comprendre comment l'Office et comment vous-même, son secrétaire, pouviez opérer sans vous inquiéter du tout de ce qui se faisait dans d'autres organismes gouvernementaux au sujet de ce produit. Il incomrait certainement à l'Office de se renseigner sur ce que faisait Santé nationale et Bien-être social, Énergie, Mines et Ressources et le Conseil national de recherches.

Vous avez témoigné aux audiences du Massachusetts, et vos propos ont été publiés le 1^{er} novembre 1979. Je vous cite:

Alan M. Bowles de l'Office des normes générales du Canada signale que l'Office a promulgué des normes pour l'installation et la composition de la MIUF. Il est convaincu que si l'on se conforme à ces critères, la MIUF ne sera pas dangereuse pour la santé. Il n'a pas indiqué sur quoi il fondait cette conclusion.

Nous savons toutefois que l'on s'inquiétait des problèmes que cela pouvait représenter pour la santé, même avant la constitution de cette commission d'enquête. Des audiences publiques avaient été tenues au Massachusetts avant que ne soit divulgué ce rapport et le facteur santé fut un élément important de la décision. Or vous prétendez que vous n'étiez pas au courant des problèmes que cela pouvait représenter pour la santé avant 1979.

Mr. Bowles: A quelle époque ai-je écrit cette lettre, s'il vous plaît?

Mr. McGrath: Je citais le rapport du comité du Massachusetts.

Mr. Bowles: Oui, et c'était quand? En 1979?

Mr. McGrath: Le rapport date du 1^{er} novembre 1979, après un an d'audiences publiques.

Mr. Bowles: D'accord. Vous avez soulevé plusieurs points. Tout d'abord, en présentant votre question...

Mr. McGrath: J'ai commencé par dire que les audiences publiques s'étaient déroulées en février et mars 1979.

Mr. Bowles: D'accord. Très bien. Permettez-moi de me rappeler les choses convenablement. Vous avez d'abord parlé de quelque chose qui se passait en 1974. S'agissait-il de commission qui faisait enquête sur les questions de santé, touchant la mousse d'urée-formol? Personnellement, je ne le savais pas.

Deuxièmement, vous avez demandé comment le comité pouvait travailler indépendamment des autres organismes gouvernementaux. Or, nombre de ces organismes étaient représentés à plusieurs reprises au comité de l'ONGC. Si donc c'était quelque chose d'important, je ne vois pas pourquoi les représentants en question de ces ministères n'étaient pas au courant ni, s'ils l'étaient, pourquoi ils ne l'ont pas signalé à l'attention du comité.

[Texte]

Mr. McGrath: Was the NRC represented on the committee at that time?

• 1700

Mr. Bowles: It has been represented by one member for all of the time and by two members for most of the time.

Mr. McGrath: NRC was aware of it at the time, because in 1974 they were unconvinced that there was not a health hazard. So were National Health and Welfare aware in 1974; they were represented on the committee.

Mr. Bowles: Yes, in 1974 they had a representative on the committee.

Mr. McGrath: And these concerns were not raised before the committee by either Health or NRC?

Mr. Bowles: Correct.

Mr. McGrath: That is incredible.

Mr. Bowles: You are talking about specific health-related concerns, I assume.

Mr. McGrath: What I am talking about is the statement you made, which troubles me, that you were not aware of health-related concerns until 1979.

Mr. Bowles: Yes.

Miss MacDonald: If I may just interrupt, Mr. Chairman—

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald: —to advise the witness that we have had testimony here both from Mr. Shirliffe, from NRC, and from George Brewer, from CMHC, that they both discussed the question of toxicity and their concerns about it before the committee—not this committee; before the committee for dealing with standards.

Mr. Bowles: I do not recall any substantive conversations in that regard. I do recall one conversation with Mr. Shirliffe some time ago in that area. There was another conversation . . . There was one point made by Mr. Brewer.

However, if I may get back to the point that your colleague made, another point that you made was about correspondence from Mr. Efford concerning how the committee could produce a standard in the face of objections. The fact of the matter is that Mr. Efford's objections were not health-related. They were, as you stated, concerning possible structural damage and shrinkage, both of which the committee considered it had addressed in requirements in the standard.

Mr. McGrath: It seems to me that you took a decision based on the industry interests and you ignored the public interests both from the health point of view and from the point of view of the ability of this material to do what it was supposed to do, provide safe, adequate insulation.

It seems to me that all the evidence from you today would indicate that you acted purely on the basis of industry evi-

[Traduction]

M. McGrath: Le CNR était-il représenté à cette époque au comité?

M. Bowles: Il a toujours été représenté par un membre et la plupart du temps par deux membres.

M. McGrath: Le CNR était alors au courant puisqu'en 1974, le conseil n'était pas convaincu qu'il n'y avait pas un problème de santé. La même chose pour Santé nationale et Bien-être social en 1974. Le ministère était représenté au comité.

M. Bowles: Oui, en 1974, il l'était.

M. McGrath: Et l'on n'a pas parlé de ces problèmes en comité?

M. Bowles: Non.

M. McGrath: C'est incroyable.

M. Bowles: Vous parlez, je suppose, d'inquiétudes en matière de santé.

M. McGrath: Je parle de votre déclaration qui m'intrigue un peu, puisque vous dites que vous n'étiez pas au courant des risques que cela pouvait représenter pour la santé avant 1979.

M. Bowles: En effet.

Mlle MacDonald: Permettez-moi d'interrompre, monsieur le président . . .

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: . . . pour signaler au témoin que d'une part M. Shirliffe du CNR et M. Georges Brewer de la SCHL ont l'un et l'autre témoigné devant nous et nous ont assuré qu'ils avaient discuté de toxicité et de leurs inquiétudes à ce sujet avec le comité en question.

M. Bowles: Je ne me souviens pas que l'on ait véritablement parlé de cela. Je me souviens d'une conversation avec M. Shirliffe il y a quelques temps à ce sujet. Il y a eu une autre conversation . . . M. Brewer a dit quelque chose.

Toutefois, si vous me permettez de revenir sur ce que disait votre collègue, et sur ce que vous disiez à propos d'une lettre de M. Efford sur le fait que le Comité ait pu établir une norme malgré les objections. La réalité est que les objections de M. Efford ne portaient pas sur la santé. Comme vous l'avez déclaré, il s'agissait de risques de rétrécissement et de problèmes de structure, qui furent tous examinés par le Comité et firent l'objet des conditions imposées dans la norme.

M. McGrath: Il me semble que vous avez pris une décision fondée sur l'intérêt de l'industrie en négligeant l'intérêt public tant du point de vue de la santé que du point de vue de la qualité de ce matériel qui aurait dû permettre une isolation convenable et sans danger.

Tout ce que vous nous avez dit aujourd'hui semble indiquer que vous avez agi en vous contentant d'écouter l'industrie qui

[Text]

dence, which was weighted in their favour; and you ignored the other evidence which expressed concerns for the public interest from the point of view of consumer-oriented interest and health interests. I find that incredible conduct for a board that has the responsibility of setting Canadian standards.

Mr. Bowles: First, I disagree with your statement. I would like to say that that particular committee did a most extensive literature search and made available to the committee a list of over 100—maybe not over; certainly of that order of magnitude, 100—documents which were draft standards from other countries and test reports on various properties of the foam. That, to my knowledge, is the most extensive literature survey performed by a standards-writing committee at CGSB.

The other point was about how this committee could behave so irresponsibly in not addressing the consumer interests. I will state my opinion that it was not until 1979 that the interests of... In view of the timing that you stated about the Massachusetts hearings, I will concede that it is possible that I may be in error and the concerns may be in late 1978; but to my belief, the committee was not really aware of health problems until 1979. It did make a substantive effort to protect the interest of the industry by instituting requirements over and above manufacturers' objections initially. Eventually consensus opinion was attained. Most notable is the de-rating of the thermal resistance of urea formaldehyde foam down to a value of about 2.5 per inch from its originally tested value at about 4.2. That represented a reduction of about 40 per cent of the effective thermal resistance of the foam.

• 1705

Mr. McGrath: One final question, Mr. Chairman. Dr. Efford—

The Chairman: Just a moment, excuse me.

Mr. Bowles: You still left me with the last point you made, and that concerned the report in the Massachusetts hearings—

Mr. McGrath: Yes, February and March of—

Mr. Bowles:—some testimony I had sent down there. In the light of the situation today, I will concede that letter was poor judgment on my part. However, it was written with the belief that the committee there was in fact the focal point for urea formaldehyde knowledge in Canada, that there had been no substantive concerns brought before that committee and that we believed—at least I was under the impression and I thought that other committee members were too—the reason why that in fact was so was that the efforts of that committee, some of the committee members, had effected improved training programs within the industry, had effected or assisted the formation of a manufacturers' association, the industry had got into the licensing or certification of insulation installers in large part at the urging of the committee members. That was the basis upon which I wrote that letter.

Mr. McGrath: My final concern, my final question, has to do with a concern that arises out of Mr. Brewer's testimony with regard to the failure to apply application standards and

[Translation]

avait évidemment un préjugé favorable et que vous avez négligé les autres témoignages qui s'inquiétaient de l'intérêt public, de l'intérêt du consommateur et des problèmes de santé. Je trouve que c'est une attitude incroyable pour un Office qui est chargé de la normalisation au Canada.

M. Bowles: Tout d'abord, je ne suis pas d'accord avec vous. Le comité en question s'est beaucoup documenté et a mis à votre disposition une liste de quelque 100 documents qui représentaient des projets de normes venant d'autres pays et des rapports d'expérience sur les diverses propriétés de la mousse. Je crois que c'est l'étude la plus approfondie qu'ait jamais faite le Comité des normes de l'Office.

D'autre part, vous demandez pourquoi le Comité ne s'est pas occupé de l'intérêt des consommateurs. Je dois vous dire qu'à mon avis, ce n'est qu'en 1979 que l'intérêt... étant donné ce que vous disiez à propos des audiences du Massachusetts, j'admets que je me suis peut-être trompé de quelques mois et que l'on a peut-être commencé à en parler vers la fin de 1978; toutefois, je crois que le Comité n'en a jamais été averti avant 1979. Il a en effet bien essayé de protéger l'intérêt de l'industrie en établissant des conditions qui dépassaient de beaucoup les premières objections des fabricants. On est finalement parvenu à un consensus. Le plus significatif fut la diminution du coefficient de résistance thermique de la mousse d'urée-formol. Il est passé de 4.2 à 2.5 par pouce, soit une diminution de quelque 40 p. 100 de la résistance thermique réelle de la mousse.

M. McGrath: Une dernière question, monsieur le président. Monsieur Efford...

Le président: Un instant, s'il vous plaît.

M. Bowles: Vous ne m'avez pas laissé répondre à votre dernier point à propos du rapport de la commission d'enquête du Massachusetts...

M. McGrath: Oui, en février et mars...

M. Bowles: ... et d'un témoignage que j'aurais envoyé. Étant donné la situation actuelle, je reconnais que c'était de ma part une erreur de jugement. Toutefois cette lettre avait été rédigée alors que je croyais que cette commission s'intéressait aux connaissances que nous avions au Canada sur la mousse d'urée-formol. Que l'on n'avait pas signalé aucun sujet d'inquiétude et que j'avais l'impression, tout comme les autres membres du comité, que cela était dû au fait que grâce aux efforts de la commission, on avait amélioré les programmes de formation dans l'industrie, constitué une association de fabricants, fait participer l'industrie à la titularisation des installateurs d'isolant. C'est sur cette impression que j'ai rédigé cette lettre.

M. McGrath: Ma dernière question porte sur le témoignage de M. Brewer quant au fait qu'il n'y avait pas de normes pour l'application de la mousse. M. Ian Efford a déclaré le 18 mai

[Texte]

adequate enforcement. Dr. Ian Efford stated on May 18, 1977 that CGSB standards failed to prescribe application procedures critical to the foam's effectiveness. He goes on to state that no federal government department should use the product. Do you agree with that statement? If so, why did you not put into place adequate application procedures to protect Canadian consumer interests and to enforce the standards which you yourself put in place?

Mr. Bowles: Very shortly afterwards, after that letter, consensus agreement of the working group on application procedures was achieved on the publication of a provisional standard for the installation of urea formaldehyde foam. I do not know the exact date on which that consensus was achieved, but it was shortly afterwards and the document was published in December of 1977.

The Chairman: Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: We have been using the word "standards". Could you clarify just what you meant by "standards"? From my perception of what you say, it dealt with the physical properties only. Were you responsible for studying the chemical properties of the material as well?

Mr. Bowles: I personally was not responsible for any technical involvement. The committee members were responsible to take whatever technical action or to identify whatever technical needs there were, to identify them and have them clearly established and addressed by the committee. Some of the committee members did, in fact, do some technical, chemical, scientific research and brought the results back to the committee.

• 1710

Mr. Hudecki: Was there a breakdown of what the various chemicals in that were? Did anyone describe any of the ingredients in that particular product?

Mr. Bowles: The information in that regard was not formally presented to the committee. The only document I received—at least, I am not sure that I received it; I certainly recall seeing it—was a published patent pertaining to urea formaldehyde foam, which identified certain chemical additives.

Mr. Hudecki: I see. Whose responsibility would it be to identify the various ingredients in an inorganic substance like this? When you talk about standards, one would feel that in the course of an investigation like that there would also be a breakdown of what the chemical ingredients were. Does that fall within the realm of the standards committee that you referred to and described?

Mr. Bowles: That would be an exceptionally unusual step to be taken by a standards committee—actually, no; it would be an unusual step, not exceptionally unusual. The reason for that is that the approach taken by the committee was not to analyse the products and base requirements upon the products but to look at the performance of the products and try to base requirements upon those performances, thus avoiding the perception that the government was, in fact, trying to control the manufacture of particular products.

[Traduction]

1977 que les normes de l'ONGC ne prescrivait pas comment appliquer cette mousse pour qu'elle soit efficace. Il déclare aussi qu'aucun ministère fédéral ne devrait utiliser ce produit. Êtes-vous d'accord là-dessus? Dans l'affirmative, pourquoi n'avez-vous pas prévu un mode d'application qui aurait protégé l'intérêt du consommateur canadien et pourquoi ne veillez-vous pas à l'application des normes que vous fixez vous-même?

M. Bowles: Très vite après, après cette lettre, on s'est mis d'accord sur un mode d'application et sur la publication d'une norme provisoire pour l'installation de la mousse d'urée-formol. Je ne sais pas à quelle date exactement on était parvenu à ce consensus mais c'était peu après et le document fut publié en décembre 1977.

Le président: Monsieur Hudecki.

M. Hudecki: Nous avons parlé de «normes». Pourriez-vous nous dire exactement ce que vous entendez par «normes»? D'après ce que j'ai pu comprendre, il s'agit simplement des propriétés physiques. Étiez-vous chargé d'étudier aussi les propriétés chimiques du matériau?

M. Bowles: Personnellement je n'étais responsable des questions techniques. Les membres du comité étaient chargés de prendre toutes les mesures techniques nécessaires ou de déterminer les besoins techniques, de les définir et de les établir clairement après les avoir étudiés. En fait certains membres du comité ont effectué quelques recherches techniques, chimiques et scientifiques dont ils ont transmis les résultats au Comité.

M. Hudecki: Y a-t-il en une énumération des différents composants chimiques? Quelqu'un a-t-il décrit les ingrédients que contenait ce produit?

M. Bowles: Cette information n'a pas été officiellement soumise au Comité. Tout ce que j'ai reçu, du moins je ne suis pas sûr de l'avoir reçu, je me souviens l'avoir vu en tout cas... c'était un brevet relatif à la mousse d'urée formaldéhyde, où l'on identifiait certains adjuvants chimiques.

M. Hudecki: Je vois. A qui incomberait-il d'identifier les divers ingrédients contenus dans une telle substance inorganique? Lorsque vous parlez de normes, on a l'impression que dans le cadre d'une telle enquête, on aurait aussi le détail des composantes chimiques. Cela relève-t-il de la compétence du Comité des normes que vous avez décrit et auquel vous avez fait allusion?

M. Bowles: En fait, non... ce serait tout à fait inhabituel pour un comité des normes de prendre une telle initiative; ce serait inhabituel mais pas exceptionnel. L'explication en est que le Comité a choisi de ne pas analyser les produits pour établir les impératifs, mais d'étudier la performance du produit et d'établir les impératifs en se basant sur les performances, évitant ainsi de donner l'impression que le gouvernement essayait, en fait, de contrôler la fabrication de certains produits.

[Text]

Mr. Hudecki: In the course of an examination such as this, would there be any organization or any committee that would be responsible for assessing the effects of, say, the physical properties on human beings? In other words, from your knowledge, do you know of any other committee that would be responsible for evaluating the effects of the physical properties of this substance on human beings?

Mr. Bowles: No. You would not undertake that work unless you thought there was a reason for doing it. At the time the standards were developed, there was no reason to do it. As soon as there were some health concerns expressed that had reached the committee, a representative from the Department of National Health and Welfare was brought onto the committee, and that was a person knowledgeable in the collection of data from experiments with rats, et cetera.

Mr. Hudecki: The name of Dr. Ian Efford was brought up. Is he an M.D. or a Ph.D?

Mr. Bowles: A Ph.D. He was with Energy, Mines and Resources Canada.

Mr. Hudecki: In the various documents that you described as being available to the committee, was there any description of what findings were made in relation to the effects of this product on the human person, in some detail, or in acceptable scientific detail?

Mr. Bowles: Not on the human person. There were some experiments on the toxicology of the product on animals, which were presented to the committee at an early stage.

Mr. Hudecki: So outside of evidence that this could have a deleterious effect on animals, there was no other evidence tying up this particular product with an effect on a human person, in your studies and in the various articles that you had available to you?

Mr. Bowles: That is essentially correct. However, you may recall that in answering your colleague on the other side I mentioned that I did recall one conversation that I had with Mr. Shirliffe in that area. I do not recall it very well. However, it was to the effect that he had a possible problem with formaldehyde; had gone to the available textbooks to get some information on ambient formaldehyde concentrations and what the nose can tolerate; what the nose can identify and what were acceptable levels considered for the workplace. The result of that was he felt more secure. That is my recollection of that conversation. That was outside of a formal committee environment.

• 1715

Mr. Hudecki: So these were impressions; there really was not that much scientific information on hand to reach any conclusions as to the relationship between formaldehyde and any physical assaults on the body.

Mr. Bowles: I was not aware of any and none were presented to the committee.

Mr. Hudecki: Thank you.

[Translation]

M. Hudecki: Dans le cours d'un tel examen, y aurait-il un organisme ou un comité chargé d'évaluer les effets des propriétés physiques sur les êtres humains? Autrement dit, à votre connaissance y a-t-il d'autres comités qui seraient chargés d'évaluer les effets des propriétés physiques de cette substance sur les êtres humains?

M. Bowles: Non. On n'entreprend pas un tel travail à moins d'avoir une raison de le faire. Au moment de l'établissement des normes, il n'y avait aucune raison de le faire. Dès que le Comité a été informé de certaines inquiétudes, on a nommé au comité un représentant du ministère de la Santé et du Bien-être social, lequel était versé dans la cueillette de données provenant d'expériences sur les rats, etc.

M. Hudecki: On a mentionné le nom du Dr Ian Efford. Est-ce un docteur en médecine ou un Ph.D?

M. Bowles: Un Ph.D. Il était au service d'Énergie, Mines et Ressources.

M. Hudecki: Dans les divers documents auxquels le Comité avait accès, y avait-il une description des constatations qu'on avait faites au sujet des effets de ce produit sur les êtres humains, une description détaillée ou suffisamment détaillée sur le plan scientifique?

M. Bowles: Pas sur les êtres humains. Au tout début, on a présenté au Comité le résultat de certaines expériences visant à déterminer la toxicité du produit sur les animaux.

M. Hudecki: Donc, à part la preuve que cela pouvait avoir des effets nuisibles sur les animaux, dans vos études et dans les divers articles que vous avez en main, il n'y avait aucune autre preuve quant aux effets de ce produit sur les êtres humains?

M. Bowles: C'est essentiellement exact. Toutefois, je vous rappellerais qu'en répondant à une question de votre collègue de l'autre côté, j'ai dû me souvenir d'une conversation que j'avais eue à ce sujet avec M. Shirliffe. Je ne m'en souviens pas très bien. Il me parlait de ses soupçons au sujet du formaldéhyde, il avait consulté les manuels disponibles pour obtenir des renseignements sur les concentrations ambiantes de formaldéhyde et ce que le nez peut tolérer, ce que le nez peut identifier, et quels étaient les niveaux considérés acceptables au lieu de travail. Le résultat de tout cela, c'est qu'il se sentait plus rassuré. C'est ce dont je me souviens de cette conversation. Cela s'est passé à l'extérieur du cadre officiel du Comité.

M. Hudecki: Il s'agissait donc d'impressions; il n'y avait vraiment pas beaucoup d'informations scientifiques disponibles qui permettent d'arriver à quelque conclusion que ce soit quant au rapport entre la formaldéhyde et toute attaque physique contre le corps humain?

M. Bowles: Je n'étais au courant de quoi que ce fût et rien n'avait été présenté au Comité.

M. Hudecki: Merci.

[Texte]

The Chairman: Thank you, Mr. Hudecki.

Miss MacDonald.

Miss MacDonald: Thank you, Mr. Chairman.

You have stated that the Canadian General Standards Board comes under the Department of Supply and Services. Correct?

Mr. Bowles: Correct.

Miss MacDonald: Who heads up the Canadian General Standards Board?

Mr. Bowles: The board itself functions in much the same way as would a board of directors for a private company.

Miss MacDonald: Then there must be some chairman.

Mr. Bowles: Yes. The board of directors is appointed by the minister. Reporting to the board of directors is an executive director of the Canadian General Standards Board; and reporting to him, then, is the staff of the Canadian General Standards Board.

Miss MacDonald: So you as the secretary of one of the working committees would report to the executive director.

Mr. Bowles: Correct.

Miss MacDonald: Who in turn would report to the—

Mr. Bowles: He has, in fact, two responsibilities. He had a line reporting system through his assistant deputy minister, as far as behaviour as a civil servant was concerned. And as far as his responsibilities as executive director of the Canadian General Standards Board were concerned, he reported directly to that board.

Miss MacDonald: When a decision is taken to introduce a new standard for a commodity that is going to be endorsed by the government, would you report that to the executive director?

Mr. Bowles: Yes, in fact the board itself is apprised of all new standards development work.

Miss MacDonald: Do they have to ratify the decisions taken earlier or are they just informed of them?

Mr. Bowles: I believe the context of your question less pertains to the situation as it is now than to the situation that was at the time. And to be quite honest with you, I am not sure to what extent the board of deputy ministers was, in fact, informed of new standards work that was undertaken.

Miss MacDonald: I want to explain to you the situation I am getting at and what causes us a great deal of concern in what we have heard this afternoon. You have indicated to us that a decision is taken to approve a certain standard for urea formaldehyde foam insulation. There were warnings issued by various individuals and agencies about the detrimental qualities of that commodity. Nevertheless, the working group, under pressure from the industry—if that is what I am to gather from your remarks—finally came to a definition of what the standard would be; and this morning Mr. Brewer outlined the conditions of that standard. I will just quote a

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Hudecki.

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: Merci, monsieur le président.

Vous avez dit que l'Office des normes générales du Canada relève du ministère des Approvisionnements et Services, n'est-ce pas?

M. Bowles: En effet.

Mlle MacDonald: Qui dirige l'Office des normes générales du Canada?

M. Bowles: L'Office fonctionne comme un conseil d'administration de compagnie privée.

Mlle MacDonald: Alors il doit y avoir un président.

M. Bowles: En effet. Le conseil d'administration est nommé par le ministre. Il y a un directeur général qui relève du conseil d'administration et ce directeur est responsable du personnel de l'Office des normes générales du Canada.

Mlle MacDonald: Donc, à titre de secrétaire de l'un des comités des normes, vous releviez du directeur général.

M. Bowles: C'est exact.

Mlle MacDonald: Lequel à son tour relève...

M. Bowles: En fait il a une double responsabilité. Comme fonctionnaire, il relève de son sous-ministre adjoint. En ce qui touche ses responsabilités comme directeur général de l'Office des normes générales du Canada, il relève directement de ce conseil.

Mlle MacDonald: Lorsque vous prenez la décision d'introduire une nouvelle norme pour un produit, laquelle sera entérinée par le gouvernement, en rendez-vous compte au directeur général?

M. Bowles: Oui, en fait, le Conseil lui-même est saisi de tous les travaux de formulation de nouvelles normes.

Mlle MacDonald: Doit-il entériner les décisions prises préalablement ou en est-il simplement informé?

M. Bowles: Je crois que votre question porte moins sur la situation actuelle que sur celle qui existait à l'époque. Pour répondre franchement à votre question, j'ignore dans quelle mesure le conseil de sous-ministres était en fait informé des nouveaux travaux de formulation de normes.

Mlle MacDonald: Je vais vous expliquer où je veux en venir et ce qui nous cause énormément d'inquiétudes, étant donné ce que nous avons entendu cet après-midi. Vous nous avez dit qu'une décision avait été prise pour approuver certaines normes visant la mousse isolante d'urée-formaldéhyde. Divers groupes et organismes avaient émis des avertissements quant aux propriétés nuisibles de ce produit. Néanmoins, le groupe de travail, pressé par l'industrie—si j'ai bien compris vos propos—est finalement arrivé à la définition de ce que serait la norme; et ce matin, M. Brewer nous a donné les grandes lignes des exigences de cette norme. Je vais simplement en citer

[Text]

couple of the conditions. One was that UFFI may only be installed into completely empty exterior wood-stud or wood-framing spaces. Another one was the maximum allowable R-value of 2.5 per inch of thickness, and another one was all drums, containers, brochures, advertising, et cetera, to be specific in regard to CHMC insistence that the R-value per inch of thickness was not more than 2.5 and prescribed identification. Now, that was the standard you put into effect.

• 1720

Mr. Bowles: No, that is not true.

Miss MacDonald: That is what Mr. Brewer—

Mr. Bowles: I believe there is a misunderstanding here. I believe that what you have just read are in fact the terms for an acceptance issued by CMHC for a urea formaldehyde product, and the terms of the standards did not and could not require a manufacturer to advertise a particular R-value. It contained the information, and it contained a lot of other requirements concerning fungal growth resistance and corrosiveness and shrinkage requirements and thermal performance which an agency such as the Central Mortgage and Housing Corporation could adopt and, if it felt like it, could apply its additional criteria to when adopting those standards.

Miss MacDonald: What I want to get at, Mr. Bowles, is that you accept a standard. You set a standard for industry and other agencies presumably to abide by. Now, this is a decision taken by an agency within a department, I presume with the authority of more senior officials than yourself, because it would have to be ratified. You mentioned the board of deputy ministers. I presume it might even get to the minister's desk. What, then, is the responsibility to see that that standard is maintained? Or do you, as I seem to get the very strong feeling, initiate a standard and then say, we have no accountability in the matter whatsoever?

Mr. Bowles: It is being stated from a slightly negative point of view, but the net result is yes, that is correct.

An hon. Member: I do not believe this.

Miss MacDonald: Well, what are Canadians to do? What we do by and large is to put our trust in institutions and into the guidelines and the standards that are set out for us. If somebody chooses to abuse them, is there no penalty? Is there no way of correcting them? Is there nothing?

Mr. Bowles: I would like to put that in perspective. If no standard is produced, the product is still manufactured and sold and there are no controls. What we have here is a situation where a standard is published for a product, and what that in another way really amounts to is a statement by the standards-writing committee that if the product meets that standard, then it should be acceptable for its normal intended use and it is then the responsibility of other organizations that wish to adopt that standard. Another organization may well be a manufacturers' association. It may well be a variety of organization that is offering a home insulation program. As I

[Translation]

quelques-unes. L'une étant qu'on pouvait uniquement installer la MIUF dans les espaces complètement vides des colombages ou de la charpenterie extérieure. L'autre portait sur le coefficient R maximum de 2,5 par pouce d'épaisseur. Et une autre précisait que tous les tonneaux, contenants, dépliant, annonces, etc., devaient préciser, à la suite des instances de la SCHL, que le coefficient R par pouce d'épaisseur ne dépassait pas 2,5 et l'identification prescrite. Voilà la norme que vous avez établie.

M. Bowles: Non, c'est faux.

Mlle MacDonald: C'est ce que M. Brewer...

M. Bowles: Je pense que vous vous êtes trompée. Ce que vous venez de lire est en fait les conditions d'acceptation imposées par la SCHL pour l'urée-formaldéhyde. La norme n'exigeait pas et ne pouvait pas exiger des fabricants qu'ils publient un coefficient R particulier. L'information était là. Il y avait beaucoup d'autres exigences concernant la résistance à la croissance des champignons, des exigences quant à la corrosion et au rétrécissement, et sur la performance thermique qu'un organisme comme la Société centrale d'hypothèques et de logement pourrait adopter et, si bon lui semble, il pourrait ajouter d'autres critères en acceptant ces normes.

Mlle MacDonald: Là où je veux en venir, M. Bowles, c'est que vous avez accepté une norme. Vous établissez une norme que l'industrie et d'autres organismes sont censés respecter. Voilà une décision prise par un organisme relevant d'un ministre, sous l'autorité de vos supérieurs hiérarchiques, parce qu'il est nécessaire qu'elle soit entérinée. Vous avez parlé de conseil de sous-ministres. Je présume que cela peut même aller jusqu'au ministre. À qui incombe-t-il ensuite de voir à ce que cette norme sera respectée? Ou bien une fois la norme créée, vous vous en lavez les mains, comme j'en ai fortement l'impression.

M. Bowles: Vous l'avez dit d'un point de vue quelque peu négatif, mais en fait c'est exact.

Une voix: Ce n'est pas imaginable.

Mlle MacDonald: Eh bien, que doivent faire les Canadiens? Généralement nous faisons confiance aux institutions et aux directives et normes qui sont établies pour nous. Si quelqu'un décide de ne pas les respecter, n'y a-t-il aucune sanction? Est-il possible de les corriger? Est-ce qu'il n'y a rien du tout?

M. Bowles: Je voudrais remettre tout cela en contexte. S'il n'y a aucune norme, le produit est quand même fabriqué et vendu, il n'y a aucun contrôle. Ce qui se passe, c'est que l'on publie une norme pour un produit et cela revient en fait à une déclaration du comité des normes que si le produit répond à cette norme, alors il est acceptable pour l'usage auquel il est normalement destiné et c'est ensuite la responsabilité d'autres organismes d'accepter la norme s'ils le désirent. Un de ces organismes peut très bien n'être qu'une association de fabricants. Il peut s'agir de diverses organisations offrant des programmes d'isolation des maisons. Je le répète, cela peut

[Texte]

said earlier, it may be a contractor who wishes to place that standard upon his supplier.

• 1725

I appreciate your point, but there is the situation of—if you have no standard, you have no control. Once a standard is published, if there were an agency to require compliance with that, then you would in fact have government control over practically all the products, or a large number of products, that are produced in Canada.

Miss MacDonald: You mentioned that other agencies could then adopt it. One is a government agency itself, CMHC.

Mr. Bowles: Correct.

Miss MacDonald: Now, as you know, the Department of Energy, Mines and Resources, which really wanted to put into place a conservation program, could not manage it themselves, so they allowed CMHC to carry it out. Nevertheless, Dr. Efford was somewhat, as you have heard, uncertain, or had strong reservations, about this particular product. But in a paper which I understand you and Mr. Shirtliffe prepared in 1980 and which was quoted to us this morning in testimony, there was the statement to the effect:

The forthcoming home insulation program was the stimulant which realized consensus on the issues of shrinkage and several other matters with regard to UFFI.

Mr. Bowles: Yes.

Miss MacDonald: In other words, it was your view that that was the program, government initiated, which brought about the final consensus on the UFFI standard.

Mr. Bowles: Yes—I have to go back. Although that paper was not published until 1980, I think it was written in 1978.

Miss MacDonald: Yes, I understand.

Mr. Bowles: The other point is that—excuse me, I have lost the drift of your question again. Would you please remind me?

Miss MacDonald: The question really was, if you think you cannot go out and regulate everything in the marketplace, and so on, is there not a sense of responsibility to convey to those agencies within government which use the products and which convey to the general public a sense that the government stands behind this, therefore it must be all right...?

Mr. Bowles: One point that should be made very clear is that production of a standard is not a government approval. There are other standards-writing organizations within the national standards system which are on a par with CGSB but which are not within the government.

Miss MacDonald: But this one was within.

Mr. Bowles: This one particularly was, and I agree with you, but it did not constitute a government approval. Any home-insulation program, be it CMHC's or EMR's or any other organizations, was perfectly free not to make urea

[Traduction]

être un entrepreneur qui désire imposer cette norme à son fournisseur.

Je comprends votre point de vue, mais il se trouve que s'il n'y a pas de normes, il n'y a aucun contrôle. Une fois la norme publiée, s'il devait y avoir un organisme qui veille à qu'on s'y conforme, alors vous auriez un contrôle gouvernemental sur presque tous les produits ou sur un grand nombre de produits fabriqués au Canada.

Mr. MacDonald: Vous avez dit que d'autres organismes pourraient alors l'adopter. L'un de ces organismes est la SCHL.

M. Bowles: Exact.

Mlle MacDonald: Comme vous le savez, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources voulait mettre en place un programme d'économie d'énergie, mais comme il ne pouvait l'administrer lui-même, il a permis à la SCHL de s'en occuper. Toutefois, comme vous l'avez entendu, le Dr. Efford était dans l'incertitude ou avait des graves réserves au sujet de ce produit. Mais dans un document que M. Shirtliffe et vous-même avez préparé en 1980, je pense, et qu'on nous a cité ce matin en témoignage, il y avait la déclaration suivante:

Le programme imminent d'isolation des maisons fut le stimulant qui dégagea le consensus sur la question du rétrécissement et les nombreux autres sujets touchant la MIUF.

M. Bowles: Oui.

Mlle MacDonald: Autrement dit, selon vous, c'est ce programme lancé par le gouvernement qui a favorisé le consensus final sur la norme pour la MIUF.

M. Bowles: Oui... je dois revenir en arrière. Quoique le document n'ait été publié qu'en 1980, je pense qu'il fut rédigé en 1978.

Mlle MacDonald: Oui, je comprends.

M. Bowles: L'autre aspect... excusez-moi j'ai perdu le fil de vos questions à nouveau. Pourriez-vous répéter?

Mlle MacDonald: La question c'était que si vous ne pouvez tout réglementer sur le marché, n'y a-t-il pas lieu de transmettre un sens de responsabilité à ces organismes du gouvernement qui utilisent le produit et qui donnent au public l'impression que ce produit est approuvé par le gouvernement et qu'il est donc parfait?

M. Bowles: Il faut préciser une chose, c'est que l'établissement d'une norme ne signifie pas qu'il y a approbation de la part du gouvernement. Il existe, dans le système de normes nationales, d'autres organismes d'établissement de normes qui sont sur le même pied que l'ONGC mais qui ne relèvent pas du gouvernement.

Mlle MacDonald: Mais ce n'était pas le cas de ce produit.

M. Bowles: Pour ce produit, je le reconnais, mais cela ne constitue pas une approbation gouvernementale. Aucun programme d'isolation des maisons, que ce soit celui de la SCHL ou de l'EMR, ou de tout autre organisme, n'était obligé

[Text]

formaldehyde foam eligible. You have the two documents produced by the committee, however, that an apparently sensible option at the time might have been to require compliance with the product standard and require installation in accordance with the installation standard and to perform a quality-control inspection procedure to ensure that that is in fact taking place. That was one option an organization would have.

Miss MacDonald: Did you discuss that at any time in the working committee, that that might be the option you would recommend?

Mr. Bowles: The committee itself would not normally recommend any action to a particular agency. It was never to my knowledge, as a committee, asked to provide any specific advice, although I dare say individual members did in fact produce such advice along the way.

• 1730

Miss MacDonald: One final question, Mr. Chairman.

If you were going to go through this all again tomorrow, would you do the same thing as you have done in the past with UFFI?

Mr. Bowles: That is a question I have asked myself very frequently, and it is a question that I do not have a clear answer to. It is a question of judgment, of what knowledge I have at the time.

The Chairman: Thank you.

Mr. Tessier.

M. Tessier: Merci, monsieur le président. J'essaie de comprendre en particulier l'approche de M. Skelly. Si je me réfère à l'exemple du tylenol et que je découvre que du cyanure a été mis dans les capsules par un criminel, à partir de ce moment-là dois-je commencer par me poser des questions sur l'Office des normes ou dois-je mettre en cause le gouvernement? C'est la même chose pour de la dynamite. Si je fais sauter un édifice ou qu'un enfant fait sauter un édifice en s'amusant avec de la dynamite, est-ce qu'on doit se poser des questions sur l'utilité de l'Office des normes générales du Canada?

Tout d'abord, je pense qu'on pourrait conclure que la démarche initiale nous a amenés à dire que la Société canadienne d'hypothèques et de logement décidant d'approuver la mousse d'urée formaldéhyde comme isolant, cela a été beaucoup plus déterminant dans l'usage massif de cet isolant-là.

Si j'ai bien compris, l'important pour l'Office des normes... Vous nous avez dit que vous, vous ne subissiez pas de pression induite, et même si ça venait de l'industrie, vous pouviez en faire un juste usage, mais rien de plus. Vous nous avez dit aussi que vous ne preniez pas de décision précipitée ou incomplète, que vous n'étiez pas pris par le temps. Est-ce que dans le cas de la mousse d'urée formaldéhyde vous avez l'impression que l'Office des normes a fait une erreur?

Mr. Bowles: That is a very difficult question. First, before I answer that question, I want to correct one possible misunder-

[Translation]

d'accepter la mousse d'urée formaldéhyde. Toutefois le Comité a produit deux documents selon lesquels l'option manifestement logique à l'époque, aurait été d'exiger que le produit réponde à la norme et que l'installation se fasse conformément à la norme d'installation, et de procéder à un contrôle de la qualité pour s'assurer que tout cela se faisait. Voilà une option qu'un organisme aurait pu avoir.

Mlle MacDonald: Le comité des normes en a-t-il jamais discuté à titre d'option possible?

M. Bowles: Normalement le Comité ne recommande lui-même aucune mesure à prendre à un organisme donné. À ma connaissance, on n'a jamais demandé au comité de fournir des conseils précis, quoique j'ose dire que ses membres ont donné des conseils à titre individuel en cours de route.

Mlle MacDonald: Une dernière question, monsieur le président.

Si c'était à refaire demain, referiez-vous la même chose pour ce qui est de la MIUFF?

M. Bowles: Je me suis souvent posé la question et je n'ai pas trouvé de réponse nette. C'est une question de jugement dépendant des connaissances que je possède à ce moment-là.

Le président: Merci.

Monsieur Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Mr. Chairman. I am trying particularly to grasp Mr. Skelly's approach. I am taking the example of Tylenol; if I discovered that a criminal has put cyanide in it, from that moment must I question the standards board or the government? It is the same thing for dynamite. If I blow up a building or if a kid does it while playing with dynamite, must we question the utility of the standards board?

First, I think we could conclude that the initial approach led us to believe that the Canadian Mortgage and Housing Corporation's decision to accept the urea formaldehyde foam insulation was much more decisive in the massive use of that insulation.

If I understood well, for the standards board the important thing is... You said that you were not under undue pressure and even if it came from the industry, you could make an equitable use, but no more. You said that you did not take any hasty or incomplete decision, that time was no problem. Do you have the impression that in the case of urea formaldehyde foam insulation, the standards board made an error?

M. Bowles: C'est une question très difficile. D'abord, avant de répondre à la question, je tiens à préciser une chose que l'on

[Texte]

standing that may be happening here. I would like to state that any pressure that the committee felt did not affect any of its technical decisions; it merely affected the rate at which they made them.

The question is, did the Canadian General Standards Board make a mistake? That is a difficult question. What is the Canadian General Standards Board in this particular case? Is it the board that approved it? Is it the committee that in fact made the technical judgment? But obviously the net result has been a mistake.

M. Tessier: L'Office des normes générales du Canada, comme d'ailleurs la Société canadienne d'hypothèques et de logement, avait défini des conditions d'application fort précises. Donc, est-ce que selon votre évaluation en 1982, de fait, vous ne vous êtes pas trompés?

• 1735

Donc, est-ce qu'on parle du même produit que vous avez jugé en précisant des normes ou si les applications et la multiplication des produits ont fait en sorte que votre norme reste toujours la bonne? Et lorsque vous recréez les conditions d'application et le produit, votre avis normatif reste-t-il toujours valable?

Mr. Bowles: No. I do not hold that opinion. First, I must clarify. I have not reviewed all the technical, or even a large part of the technical, evidence which has been generated in support of the ban on urea formaldehyde foam. However, my current estimation from the knowledge I have learned is that I do not believe that a product which meets the standard and was installed in the standard would always be free of formaldehyde.

M. Tessier: Pour le bien de l'Office des normes ne devriez-vous pas faire cette vérification-là maintenant? Enfin, que l'Office des normes se charge de faire cette vérification s'il veut conserver sa crédibilité et son utilité dans l'avenir?

Mr. Bowles: As I mentioned earlier, the Canadian General Standards Board has indicated a mechanism which it feels will provide additional protection in this particular area. That was an advisory board on standards for building performance and energy conservation.

M. Tessier: Merci.

Le président: Merci, monsieur Tessier.

Dr. Peter Lang, and Mr. Scott.

Mr. Lang: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to follow up on some of the questions Dr. Hudecki asked regarding your criteria for a standard. Specifically, does a standard imply any safety or health notions, or do safety and health have nothing to do a standard?

Mr. Bowles: Health and safety notions in the standard, where such are considered necessary by the committee, are in fact put into the standard. In the case of the urea formaldehyde standard, some were. There was a test governing the fungi growth performance of the foam under laboratory condi-

[Traduction]

a peut-être mal comprise. Je veux dire que toutes pressions ressenties par le comité n'ont affecté aucune de ses décisions techniques; cela a simplement affecté le rythme auquel on les a prises.

La question est de savoir si l'Office des normes générales du Canada a commis une erreur. C'est une question difficile. Dans ce cas-ci, qu'est-ce que l'Office des normes générales du Canada? Est-ce que c'est le Conseil qui l'a approuvé? Est-ce que c'est le comité qui a en fait porté un jugement technique? Il est toutefois évident que le résultat net fut une erreur.

Mr. Tessier: The standards board as the Canadian Mortgage and Housing Corporation had defined quite precise application requirements. So, according to your 1982 evaluation, did you not make an error?

So, are we talking about the same product on which you have made a judgement specifying standards or if given the applications and the multiplication of products, your standard is still the right one? And when you reproduce the application conditions and the product, is your normative advice still valid?

M. Bowles: Non, je ne suis pas de cette opinion. Je dois préciser. Je n'ai pas examiné toutes les preuves techniques, voire une grande partie de ces preuves, fournies pour appuyer l'interdiction de la mousse d'urée formaldéhyde. Toutefois, j'estime qu'un produit qui répond à la norme et qui est installé selon les normes ne serait pas toujours exempt de formaldéhyde.

Mr. Tessier: For the good of the standards board, should you not verify that now? Lastly, should not the standards board verify that in order to maintain its credibility and its utility in the future?

M. Bowles: Je le répète, l'Office des normes générales du Canada a indiqué le mécanisme, qui selon lui, fournira une protection additionnelle dans ce domaine particulier. Il s'agissait d'un office consultatif sur les normes de construction et l'économie d'énergie.

Mr. Tessier: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier.

Dr. Peter Lang et M. Scott.

M. Lang: Merci, monsieur le président.

Je voudrais reprendre certaines questions de M. Hudecki touchant vos critères de fixation des normes. Plus précisément, est-ce que la norme tient compte de notions de sécurité ou de santé ou est-ce que cela n'a rien à voir?

M. Bowles: Lorsque le comité considère qu'elles sont nécessaires, des notions de santé et de sécurité sont incluses dans la norme. Dans le cas de la norme touchant l'urée-formaldéhyde, il y en avait certaines. On a effectué un test en laboratoire sur la croissance de champignons dans la mousse. Un autre test

[Text]

tions. There was another one concerning the possible corrosiveness of the foam, restricting its corrosiveness.

Mr. Lang: I guess what I am getting at is this. Either your standards include aspects of safety and health, or they do not. Either the people of Canada can assume that standards include those notions, or they do not. It cannot be *comme ci, comme ça*, depending upon a situation.

Mr. Bowles: They do when the committee considers them necessary. It is the committee which writes the standard. They decide on all its content. They write requirements for those areas of health and safety which they consider to have a bearing on that particular product.

Mr. Lang: So sometimes—sometimes—the people can rely on a standard as having notions of safety and health included.

Mr. Bowles: I do not like that particular inference.

Mr. Lang: Anyway, let me go on to the next question. Was there a search of the international literature, or was there any consultation with other institutions in other countries where urea formaldehyde had been in use with regard to questions of safety or health?

Mr. Bowles: Yes, there was. Mr. Shirtliffe, in fact, made a tour of Europe in, I forget the year, but it was about 1976. We entered into correspondence with the Netherlands, with the United States, with Germany, and with Sweden also. There have been some others. We considered draft standards from the Netherlands; draft or published standards from Sweden, Finland, France, Germany, the United States, and the Netherlands.

• 1740

Mr. Lang: Did you make written requests as to whether they had had any health or safety problems?

Mr. Bowles: I personally did not.

Mr. Lang: Did the standards board?

Mr. Bowles: The standards board did not; but to my knowledge, I believe Mr. Shirtliffe did speak on those issues when he was talking with them.

Mr. Lang: So it was a verbal thing.

We have heard testimony from Mr. Brewer that he was concerned about toxic effects in the mid-seventies, and he had expressed those concerns to his management.

Mr. Bowles: Yes.

Mr. Lang: When did you first hear of his concern?

Mr. Bowles: One concern of Mr. Brewer is recorded in the minutes of a meeting concerning toxicity. I am not aware of any other concern, other than that prior to the development of the standard.

[Translation]

portait sur les effets corrosifs éventuels de la mousse et visait à en limiter les effets.

M. Lang: Voici où je veux en venir: ou vos normes incluent des mesures de santé et de sécurité, ou il n'y en a pas. Les Canadiens peuvent assumer que les normes incluent ces notions ou non. Ça ne peut pas être «comme ci, comme ça» selon la situation.

M. Bowles: C'est le cas lorsque le comité considère que c'est nécessaire. C'est le comité qui rédige la norme. C'est le comité qui décide de son contenu. Le comité précise les exigences dans les domaines de la santé et de la sécurité lorsqu'il considère que cela a un effet sur un produit particulier.

M. Lang: Donc, quelquefois, les gens peuvent se fier à une norme en pensant qu'elle prévoit des notions de sécurité et de santé.

M. Bowles: Je n'aime pas cette allusion.

M. Lang: Je passe à la question suivante. A-t-on fait des recherches dans les publications étrangères ou y a-t-il eu des consultations avec d'autres institutions d'autres pays, où l'on a utilisé l'urée-formaldéhyde, sur les questions de sécurité ou de santé?

M. Bowles: Oui, en effet. M. Shirtliffe a effectué une visite en Europe, je ne me souviens pas de l'année, mais c'était vers 1976. Nous avons échangé de la correspondance avec les Pays-Bas, les États-Unis, l'Allemagne et la Suède également. Et aussi avec quelques autres pays. Nous avons étudié des normes provisoires ou publiées des Pays-Bas, de la Suède, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne et des États-Unis.

M. Lang: Leur avez-vous écrit pour savoir si des problèmes s'étaient posés au niveau de la santé ou de la sécurité?

M. Bowles: Je ne l'ai personnellement pas fait.

M. Lang: Et l'Office des normes?

M. Bowles: Non, mais autant que je sache, je crois que M. Shirtliffe a abordé ces problèmes avec eux.

M. Lang: Cela a donc été fait verbalement.

M. Brewer nous a dit que les effets toxiques de ce produit le préoccupait dès le milieu des années 1970 et il en avait fait part à la direction de son service.

M. Bowles: Oui.

M. Lang: Quand ces préoccupations vous sont-elles parvenues pour la première fois?

M. Bowles: Le procès-verbal d'une séance portant sur la toxicité de ce produit renferme ce que M. Brewer a dit à ce sujet. Je ne suis pas au courant d'autres préoccupations qu'il ait pu exprimer autres que celles dont il a fait part avant la décision d'établir une norme.

[Texte]

Mr. Skelly: I wonder if I might ask—and this is on top of your question—what toxicological effect he was talking about. If he had access, what was the actual toxicological effect?

Mr. Bowles: The actual toxicological effect was the possible effect of the urea formaldehyde foam on an installer who installed the product.

Mr. Brewer raised this at a meeting; and as secretary, I recorded that he raised it. I forget the exact wording, but the committee decided there appeared to be no need to concern itself with that particular issue, and I think I should now tell you why.

There is another insulation product, called urethane insulation; and in many cases, urea formaldehyde foam insulation and urethane foam insulation get mixed up by different people. This particular urethane insulation has a known problem of isocyanate sensitization of insulation installers; and to avoid this, these installers should wear protective equipment. This is a known phenomenon of that particular product.

It was my understanding the general view of the committee at the time Mr. Brewer raised this one particular point was there was an error in the communication there. That is not to say Mr. Brewer did not know what he was talking about, but possibly the person who relayed the information to him got things mixed up and switched the products. That is my understanding of that one particular concern.

Mr. Lang: My last question, then, is, Mr. Bowles, do you think the standards board should indicate fairly clearly, or have some sort of regulations indicating fairly clearly, exactly what their standard implies; for example, whether it implies a health or safety standard, or if it does not, whether it is just a standard of efficiency of the product? Do you think this would be something of value to do?

Mr. Bowles: When you get to the point of a health and safety standard We are talking about a product which, at the time, was not normally considered in the realm of health problems. The safety aspects were addressed by the committee.

But your real question was whether or not CGSB, in my judgment, should do that; and I can see that as a possible problem. I can see some merits in that idea. I see some merits in that particular proposal being adopted by CGSB; but I can also see some possible problems.

• 1745

Mr. Lang: Like what? Maybe not for this afternoon—it is getting late—but I would certainly be interested if you could send to the clerk a more complete answer on the pros and cons of that suggestion, if you would be willing to do that.

Mr. Bowles: Yes.

Mr. Hudecki: You indicated in your testimony to me that you had about 100 papers that were studied and you did not

[Traduction]

M. Skelly: Je me demande si je pourrais vous demander—et cela rejoint un peu votre question—de quel effet toxique il parlait. Quel était cet effet?

M. Bowles: Il s'agissait des conséquences que pouvait avoir la mousse d'urée-formol sur la personne chargée de l'injecter.

M. Brewer a soulevé ce point lors d'une réunion et en ma qualité de secrétaire, je l'ai noté officiellement. Je ne me souviens pas de ses propos exacts, mais le comité avait décidé à cette époque que cette question ne posait pas de problème particulier et je pense que je vous dois une explication.

Il existe un autre produit isolant appelé mousse d'uréthane; dans de nombreux cas, les gens confondent la mousse d'urée-formol et la mousse d'uréthane. Cette mousse d'uréthane provoque, on le sait maintenant, une certaine sensibilisation à l'isocyanate chez les installateurs d'isolation; en vue d'éviter ce problème, ces ouvriers devraient porter un équipement protecteur. On sait que ce produit provoque ce genre de réaction.

A l'époque où M. Brewer a soulevé ce point particulier, j'avais cru comprendre que le comité estimait en général qu'il y avait eu là une erreur de communication. Je ne veux pas dire par là que M. Brewer ne savait pas ce qu'il disait, mais il se peut que celui ou celle qui lui a transmis l'information ait confondu ces deux produits. C'est ainsi que je comprends les faits.

M. Lang: Dernière question, monsieur Bowles: Pensez-vous que l'Office des normes devrait indiquer relativement clairement ce que signifie exactement la norme qui a été établie ou bien alors devrait-on mettre en place une certaine réglementation? S'agit-il, par exemple, d'une norme portant sur la santé ou la sécurité et, dans le cas contraire, s'agit-il simplement d'une norme sur l'efficacité du produit? Pensez-vous que cela en vaudrait la peine?

M. Bowles: Lorsqu'il s'agit d'établir une norme portant sur la santé et la sécurité . . . il s'agit d'un produit qui, à l'époque, ne comportait, aux yeux de la plupart, aucun risque. Le comité s'était penché sur tout ce qui entourait la question de la sécurité.

Mais vous m'avez en fait demandé si l'ONGC devrait, à mon avis, le faire; cela risque d'entraîner des problèmes, mais cette idée est peut-être également bonne. Peut-être effectivement que l'ONGC devrait adopter cette proposition, mais il risquerait d'y avoir également des problèmes.

M. Lang: Par exemple? Vous n'aurez peut-être pas le temps cet après-midi, car il se fait tard, mais je vous serais reconnaissant d'adresser au greffier une réponse plus complète sur les avantages et les inconvénients que présente cette suggestion, si vous le voulez bien.

M. Bowles: Oui.

M. Hudecki: Vous m'avez dit que vous aviez étudié environ 100 documents et que vous n'avez trouvé aucune preuve selon laquelle ce produit était dangereux pour la santé.

[Text]

find any evidence that this particular product did any physical damage.

Mr. Bowles: The committee studied them. I personally did not study them, although I read some of them. The committee studied them and used them to assist them to develop the standard.

Mr. Lang: Thank you for your answers.

The Chairman: Thank you, Mr. Lang.

Mr. Scott.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): Thank you, Mr. Chairman. I just have one brief comment and one final question; but I, too, want to go on the record as saying that I find it almost impossible to believe that you could have a working committee which you have described as a repository of knowledge about urea formaldehyde foam insulation These were experts representative of federal, provincial, municipal governments, and the various ministries, who obviously had to be in touch with what was happening in other countries, and I am absolutely incredulous that they would not have at some time or other bumped into disturbing medical information which was mounting at that time. The only conclusion we can come to, Mr. Bowles, is that the CGSB did take a complete industry point of view and ignored, buried or simply tried not to be aware of some of the obvious health hazards which surrounded this foam.

But what is done is done. There is precious little that 250,000 to 500,000 Canadians with UFFI can do now about the background that you have outlined to us. What I would like to ask you relates, really, both to my colleague Miss MacDonald's question about whether you would have done this the same way over again and also to the question that Dr. Lang just asked about what particular standards from the medical and health point of view might be adopted by CGSB in certain cases. Now that you have left CGSB, would you agree that at least any chemical-based product, for standards, should be examined for medical health implications? Indeed, if you want to go back to the experience that we went through with asbestos about 12 or 13 years ago, given the problems that we have had with that substance, would you recommend that the CGSB attach—almost automatically attach—medical health implications to standards of new products?

Mr. Bowles: I must preface my reply by saying that I find it very difficult to conceive of a product that would be standardized and that is not chemically based. Practically every product has plastics in it, all of which are chemically based.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): That just strengthens my question, then, if you should not—

Mr. Bowles: Okay. To answer yes, which is a nice answer which I am sure many of you would like me to say, would have an overwhelming bureaucracy upon the Canadian industry to evaluate every chemical product. We are talking about this tray, this thing, this thing, everything around us, everything that we are wearing. To the detail that you are in fact saying has overwhelming implications. I think the answer in every

[Translation]

M. Bowles: Le Comité les a étudiés. Je ne l'ai personnellement pas fait, bien que j'en ai lus certains. Le Comité les a donc étudiés et s'en est servi pour établir la norme correspondante.

M. Lang: Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Lang.

Monsieur Scott.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Merci, monsieur le président. J'ai un bref commentaire à faire et une dernière question à poser; mais auparavant, je voudrais également dire qu'il m'est presque impossible de croire qu'il existait un comité d'étude qui, selon vos propres termes, savait tout sur la mousse d'urée-formol . . . Il s'agissait d'experts représentant les administrations fédérale, provinciales et municipales ainsi que les divers ministères; il est évident qu'ils devaient être au courant de ce qui se passait dans d'autres pays et il me semble absolument incroyable qu'ils n'aient pas eu entre leurs mains, à un moment ou à un autre, des rapports médicaux fort troublants. Tout ce que je puis vous dire, monsieur Bowles, c'est que l'ONGC a fait le tour de la question et a ignoré, écarté ou simplement essayé d'occulter les risques évidents que posait cette mousse pour la santé.

Mais ce qui est fait est fait. Les 250,000 à 500,000 Canadiens dont la maison est isolée à la mousse d'urée-formol ne peuvent pas faire grand-chose, d'après ce que vous nous avez dit. Ce que je voudrais vous demander rejoint en fait la question qu'à posée ma collègue, M^{le} MacDonald, à savoir, si vous auriez refait la même chose, et également rejoint celle que M. Lang vient de poser sur les normes particulières du point de vue de la santé que pourrait adopter l'ONGC dans certains cas. Maintenant que vous avez quitté cet office, pensez-vous que tout produit chimique devrait au moins être examiné du point de vue de la santé lors de l'établissement de normes? En réalité, si nous nous reportons à ce qui s'est passé lors du problème posé par l'amiante il y a environ 12 ou 13 ans, recommanderiez-vous que l'ONGC fasse état des risques que posent les nouveaux produits lors de l'établissement des normes correspondantes?

M. Bowles: Je voudrais tout d'abord dire qu'il m'est très difficile de penser à un produit qui serait normalisé tout en n'étant pas chimique. La presque totalité des produits renferment du plastique, qui est un produit chimique.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Cela renforce donc ma question, alors, si vous . . .

M. Bowles: Bien. Si je vous répondais oui, ce qui correspond, j'en suis sûr, à ce que la plupart d'entre vous voudraient que je dise, l'industrie canadienne serait débordée, d'un point de vue administratif, si elle devait évaluer chaque produit chimique. Nous parlons de ce plateau, de cette chose, de cette autre, de toutes les choses qui nous entourent, de tout ce que nous portons. Au point que ce que vous dites a des implications

[Texte]

case is no, but perhaps in more cases the answer should be yes. We should take that initiative perhaps in more cases.

• 1750

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): The alternative, of course, to the very large problem that you have outlined, is that you do it product by product and in this case end up with a disaster for Canadian health and lives. That is your alternative if the CGSB or somebody does not take in hand the medical and health implications of new products.

Mr. Bowles: In part I support that view. I want to say that I support also the view of Mr. Mackie that I believe he expressed in his earlier testimony; and this is notwithstanding the magnitude of the problem that we are faced with today. I believe this is a symptom of the technological age, of the rate at which new technology and new technical innovations are introduced into society.

Mr. Scott (Hamilton—Wentworth): We will let it go at that for the moment, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Be short, Mr. Skelly.

Mr. Skelly: I think, Mr. Bowles, you have really rocked the committee considerably. I for one have been left, when you stated earlier on that you have done a good job—I think it is much like the committee that built the hydrogen bomb. They in fact did a good job, but God knows what went on, and everybody has a hand in the outcome.

I want to follow a scenario through that I think happened, and perhaps you would pick some holes in it, because there are some problems here.

On June 26, 1975 the committee met and outlined concerns. They outlined seven areas of concern. Those were correct application; what happens in the case of air circulation when shrinkage and cracks occur; the possibility of hydrolysis; the possibility of corrosiveness, and on and on through six items.

At some point Borden Chemical provided, I guess, some research in there, I suspect with the product, where the product was actually tested and some of these things worked out. My impression is that the bulk of that actual work with the material came from company research. After the company put forward the data and the findings, and then research of literature and other things along that line, Mr. Shirliffe's trip to Europe, these things were worked out and, as Mr. Brewer identifies, he became satisfied that the questions he had in relation to the standards that would be written were answered. He left here today saying that he did not have any criticisms when he either voted for it or abstained, whatever he did.

[Traduction]

considérables. Je pense que la réponse dans tous les cas est non, mais peut-être que la réponse devrait être oui dans plus de cas. Nous devrions peut-être prendre cette initiative plus souvent.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): La contrepartie du problème considérable que vous venez de souligner est, bien sûr, que vous le faites produit par produit et en l'occurrence, vous menez au désastre les vies et les santés des Canadiens. C'est ce qui vous attend si le Conseil canadien des normes ou quelqu'un d'autre ne s'occupe pas des répercussions des nouveaux produits sur le plan médical et sur le plan de la santé.

M. Bowles: J'appuie en partie cette opinion. J'aimerais dire que j'appuie aussi l'opinion de M. Mackie qu'il a exprimée lors d'un témoignage précédent et cela en dépit de l'ampleur du problème auquel nous faisons face aujourd'hui. Je crois qu'il s'agit d'un symptôme de l'ère technologique et de la vitesse à laquelle la nouvelle technologie et les innovations techniques entrent dans la société.

M. Scott (Hamilton—Wentworth): Nous nous en tiendrons là pour le moment, monsieur le président.

Le président: Merci.

Soyez bref, monsieur Skelly.

M. Skelly: Monsieur Bowles, je crois que vous avez beaucoup ébranlé le comité. Pour ma part, j'en suis au moment où vous avez dit plus tôt que vous avez fait un bon travail; c'est très semblable, je pense, au comité qui a construit la bombe à hydrogène. Ils ont vraiment fait un bon travail, mais Dieu sait ce qui s'est passé, et chacun participe au résultat.

Je veux essayer de me représenter ici ce qui s'est passé, selon moi; vous allez en découvrir les failles car en effet, il existe quelques problèmes.

Le 26 juin 1975, le comité s'est réuni et il a résumé les problèmes. Les membres du comité ont identifié sept catégories de problèmes. Ces problèmes concernaient le sujet de l'application correcte de la mousse, ce qui arrive à la circulation de l'air lorsque le rétrécissement et les fissures apparaissent; la possibilité d'hydrolyse, la possibilité de corrosion, et ainsi de suite pour six autres rubriques.

A un moment donné, je suppose que *Borden Chemical* a fourni, certains résultats de recherche sur le produit, a fait connaître l'endroit où le produit avait été testé et certaines de ces choses ont bien marché. C'est bien mon impression que la plus grande partie du travail sur le produit venait des recherches faites par la compagnie. Après que la compagnie eut fourni les données et les résultats, et après l'étude de la documentation et d'autres choses de ce genre, comme le voyage de M. Shirliffe en Europe, ces obstacles ont été surmontés et, comme M. Brewer l'a dit, il a reçu des réponses satisfaisantes aux questions qu'il avait au sujet des normes à préparer. Il est parti aujourd'hui en disant qu'il n'avait aucune critique à formuler au moment où il a voté ou lorsqu'il s'est abstenu de voter.

[Text]

Mr. Shirliffe made some statements, and we have to go back as committee members and check these things from his testimony, but he said yes, the standard was written and he knew the standard could not be met; therefore in his dealings with other government departments he would not support it, and did not—I think that went ahead from some of the descriptions—although he supported the standard.

When you described certain things today that had happened in there, I wondered, and when Mr. Brewer described to Miss MacDonald some of the conditions under which CMHC wanted that product used, I think Mr. Shirliffe's analysis that he gave us the other day might be all right: the standard was correct but the possibility of using that standard in the field was pretty remote, and therefore he was not going to support it beyond the point of writing the standard; which I guess he did.

Then a preliminary standard through a consensus process was developed. All the bugs were worked out and a preliminary standard was resolved by consensus. Then you make a statement that what happened was not necessarily subject to change in the future and was an acceptable process, but maybe you were only over-hasty; and in the process of being over-hasty, maybe a lot of the things that were required to be done—for example, somebody stated today that if they had waited until the ratification procedure had taken place and you had called some meetings in the fall—and they are part of the record—had we followed this whole procedure through, maybe enough information would then have been brought out and other people would have been concerned to stop it.

• 1755

But it went the way where a preliminary standard was developed. Then Mr. Brewer rushes off with what now I feel was almost undignified haste to write up a letter which goes ahead to CMHC recommending that it be given CMHC approval. When he was asked why did you do this with only a preliminary standard in place, he—and it is a pejorative term, I guess—he said the ratification was essentially only a rubber stamp and this committee of deputy ministers, since there was consensus, would not do it.

It then goes ahead where there are, after the ratification process, if we accept your analysis of the events, some problems that go almost back where a couple more amendments came in, that maybe the standards were not quite as tight as we thought they were. Then information begins to flow in and installation standards are developed. Then all of a sudden more information keeps coming in, and then there are calls on the government to ban the material. But by that time the damage has been done. The real thing that caused it for the people of Canada and the Government of Canada and everyone was the pressure which led to the rate at which the standards process unfolded, the undignified haste or the—I do not know; over-hasty: I have forgotten exactly the term you used—that led to the preliminary standard, and then Mr.

[Translation]

M. Shirliffe a fait certaines déclarations et à titre de membres du comité, nous devons revenir en arrière et vérifier son témoignage; mais il a dit oui, la norme fut écrite et il savait que la norme ne pouvait pas être respectée. Par conséquent, lorsqu'il faisait affaire avec d'autres ministères du gouvernement, il ne pouvait pas appuyer cette norme et ne l'a pas appuyée; si l'on en juge par certaines descriptions, le processus s'est poursuivi, bien qu'il ait appuyé la norme.

Lorsque vous décrivez aujourd'hui certaines choses qui se sont passées à ce moment-là, je me demande, et lorsque M. Brewer a décrit à M^{me} MacDonald certaines des conditions selon lesquelles la SCHL voulait utiliser le produit, je pense que l'analyse donnée par M. Shirliffe l'autre jour est probablement correcte. La norme était adéquate, mais la possibilité d'utiliser cette norme sur le terrain était très éloignée et c'est pourquoi il ne voulait pas l'appuyer au-delà de l'étape de la rédaction de la norme et c'est ce qu'il a fait, je pense.

Puis, on a préparé une norme préliminaire par une méthode de consensus. Toutes les lacunes ont été redressées et on s'est entendu par consensus sur une norme préliminaire. Vous déclarez ensuite que le résultat ne sera pas nécessairement modifié dans l'avenir et que c'était là une façon acceptable de procéder mais il se peut que vous vous soyez trop hâtés; et en procédant ainsi d'une façon trop hâtive, il se peut qu'un bon nombre des choses qui auraient dû être faites... par exemple, quelqu'un a dit aujourd'hui que s'ils avaient attendu jusqu'à ce que la procédure de ratification eut été acquise et que vous aviez convoqué une réunion à l'automne... et tout cela fait partie des témoignages... si nous avions respecté la procédure dans sa totalité, il se peut que d'autre information eut pu être mise au jour et que d'autres personnes eussent fait des efforts pour l'arrêter.

Mais on a choisi la voie de la norme préliminaire. C'est alors que M. Brewer se hâte de faire, d'une façon presque indigne, la rédaction d'une lettre qu'il adresse à la SCHL dans laquelle il lui recommande de donner son approbation. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi il avait fait cela en se fondant sur une norme préliminaire seulement, il a dit... et ce me semble un terme péjoratif... que la ratification constituait essentiellement une approbation routinière et que ce comité de sous-ministres, puisqu'il y avait un consensus, ne le ferait pas.

On progresse ainsi jusqu'au point où, une fois achevé le processus de la ratification, si nous admettons votre analyse des événements, il se pose des problèmes qui remontent au moment où une couple de modifications ont été faites, que peut-être les normes n'étaient pas aussi rigoureuses qu'on le croyait auparavant. C'est alors que l'information commence à arriver et que des normes d'installation sont mises au point. Et ensuite, tout d'un coup, d'autres renseignements sont acquis et on demande au gouvernement d'interdire le matériau. Mais, à ce moment-là, le mal était déjà fait. La cause véritable qui est à l'origine des problèmes des Canadiens et du gouvernement du Canada et de tous et chacun c'est la pression qu'on a exercée pour qu'on adopte une certaine allure de réalisation des étapes du processus d'établissement des normes, la hâte

[Texte]

Brewer deciding to go and write off the recommendation to allow CMHC to give it an approval number.

Would that sequence of events be reasonably accurate, give or take the pejorative comments in it and what not—just that the real gut of this thing is the preliminary standard, the CMHC number, the houses being filled and an economic material suddenly an uneconomic material suddenly becoming economic because of a government subsidy, and then the continuing process by which gradually the standards board I think becomes aware of problems and the government becomes aware of problems and it is banned? If that whole process had been slowed down and if the ratification board were more than a rubber stamp, and if Mr. Brewer's position were separated in the sense that the individual who sits on the standards board and the individual who writes approvals for CMHC were two different people, would this situation have occurred, or would the probability of it occurring have been reduced?

The Chairman: Your last question.

Mr. Skelly: I have one single phrase after that.

The Chairman: That is quite a long question, or statement.

Mr. Bowles: The point about haste should be clarified: that in fact it could take that standards committee seven years to produce a standard. Notwithstanding that, I think I would agree that had a few more years gone by, there would have been a good chance that a different course of events might have taken place.

Does that fully answer your question?

The other point was about the CMHC representation. Whether CMHC had had one or two members fulfilling those two positions, I do not think that would have had any difference.

Mr. Skelly: The other thing is the haste. Is there any chance that the haste came at the very end before the preliminary standard was actually—where did the haste come into it?

• 1800

Mr. Bowles: Haste? I think we are using the wrong word.

Mr. Skelly: In this case it is your word, not mine.

Mr. Bowles: Haste implies a sort of last-minute dash; and there was not a last-minute dash. There was some industry pressure, as I have mentioned, saying they needed a CMHC acceptance number on the standard yesterday, and they were very concerned about getting a standard. That maybe influenced the rate of progress of the committee to the point

[Traduction]

indigne ou le... je ne sais pas; la trop grande hâte: j'ai oublié le terme précis que vous avez employé... qui a conduit à la norme préliminaire, et alors M. Brewer a pris la décision de faire une recommandation pour permettre à la SCHL de lui donner un numéro d'approbation.

Est-ce que ce film des événements est raisonnablement exact, les observations péjoratives et quelque chose d'autre en plus ou en moins... puisque l'élément essentiel de toute cette affaire est la norme préliminaire, le numéro de la SCHL, les maisons en étant remplies et un matériau économique qui devient soudainement un matériau non économique qui se transforme encore une fois en matériau économique en raison d'une subvention du gouvernement, et ensuite par un processus permanent selon lequel, je crois, le conseil des normes en vient à penser graduellement qu'il se pose des problèmes et le gouvernement lui-même prend conscience des problèmes et le matériau est interdit? Si ce processus dans tous ses détails se trouve ralenti et si le conseil de ratification servait à autre chose qu'à approuver ce qu'on lui recommande et si les fonctions de M. Brewer étaient séparées en ce sens que la personne qui fait partie du conseil des normes et celle qui rédige les approbations pour le SCHL étaient deux personnes différentes, est-ce que cette situation se serait produite ou est-ce que la probabilité de la voir se produire ne se trouverait pas réduite?

Le président: Votre dernière question.

M. Skelly: J'ai un seul membre de phrase qui suit.

Le président: C'est une question ou un énoncé très long.

M. Bowles: La question de la hâte devrait être éclaircie: c'est que, en fait, le comité des normes peut mettre sept ans pour établir une norme. En dépit de tout cela, je crois que je pourrais dire que si quelques années de plus s'étaient écoulées, il se peut fort bien qu'une suite d'événements totalement différents se seraient passés.

Est-ce que cela répond pleinement à votre question?

L'autre point que je veux toucher, c'est la représentation de la SCHL. Que la SCHL ait eu un ou deux membres occupant ces deux postes, je ne crois pas que les choses auraient été différentes.

M. Skelly: L'autre chose est la hâte. Est-il possible que la hâte se soit produite à la toute fin avant que la norme préliminaire n'ait été réellement... à partir de quel moment a-t-on commencé à se hâter?

M. Bowles: La hâte? Je crois que nous n'employons pas le mot juste.

M. Skelly: Dans ce cas-là, c'est votre mot, non pas le mien.

M. Bowles: Le mot hâte emporte l'idée de quelque chose qui se fait rapidement à la dernière minute; et on n'a constaté rien qui s'est fait rapidement à la dernière minute. Il y a bien eu de la pression de la part de l'industrie, comme je l'ai déjà dit, lorsque j'ai affirmé qu'elle avait besoin d'un numéro d'acceptation de la SCHL concernant la norme, hier, et ils voulaient à

[Text]

that—squeaky wheels get oiled; if they are applying some pressure you respond, in some way, to satisfy that.

Mr. Skelly: One further thing. In the things that were outlined in 1975, some actually seem to have been left—according to various testimony. You did not seem to think they were critical and therefore a preliminary standard could go ahead. I think he was talking about corrosiveness and whatnot. But on the major areas of concern, material must have been developed and tested and some norms established for that material and then that data brought back to test how it had actually worked in laboratory and field situations. Was anything else, other than company research, used in that? Did Borden's grant contribute significantly to knowledge in that area in setting up those, I guess, norms?

Mr. Bowles: Borden's grant did provide some of the research that re-established the work of that committee. There was some other work performed by government agencies. There was a very little work performed by the Eastern Forest Products Laboratory. There was some notable work performed by the Public Works research and development laboratories and there was some by the National Research Council.

Mr. Skelly: In weighting the work, where did the bulk of that work come from?

Mr. Bowles: I was trying to think of the answer to that question as I was answering the first one, and I am not able to come up with a clear understanding of my recollection on that. There was a large part that came from abroad.

Mr. Skelly: I meant Borden and—

Mr. Bowles: I do not think there was an overwhelming influence, as far as test data from the manufacturers was concerned.

Mr. Skelly: Ultimately, the contradiction that bothers me is that research directors become marketing directors and these are the people who are charged with presenting information, in some respects, to a standards committee. Certainly their tongue was hanging out for the \$1.4 billion. It is nagging. We are going to have them here tomorrow and I had hoped that you would say—

The Chairman: Thank you, Mr. Skelly, and I thank you very much, Mr. Alan Bowles, for your participation on this committee.

I will call this meeting adjourned until tomorrow at 9.30 a.m.

Mr. Skelly: One question. When Mr. Brewer was before the committee today he mentioned officials in CMHC. I really think it would be in the interests of all the committee to have

[Translation]

tout prix obtenir une norme. Ce fait a peut-être influé sur l'allure du travail du comité au point où on graisse les pièces qui grincent; s'ils font certaines pressions, on prend en quelque sorte les mesures qui leur donne satisfaction.

M. Skelly: Un autre point. Au sujet des choses dont on a parlé et qui se sont passées en 1975, certaines semblent avoir été laissées en fait de côté—si l'on s'en tient aux divers témoignages. Vous n'avez pas semblé penser qu'elles étaient critiques; par conséquent, une norme préliminaire était suffisante? Je crois qu'il a parlé de l'action corrosive et d'autres choses. Mais en ce qui concerne le principal point d'inquiétude, le matériau a dû être mis au point et soumis à des tests et on a dû rédiger des normes quelconques pour le matériau; ensuite, on s'est servi de ces données pour déterminer comment elles correspondaient aux constatations faites en laboratoire et dans les usages concrets. S'est-on servi d'autres données, autres que celles provenant de la recherche des compagnies, à ce sujet? Est-ce que la subvention à Borden a donné lieu à un apport important de connaissances dans ce domaine lorsqu'il s'est agi d'établir, je crois, les normes?

M. Bowles: La subvention consentie à Borden a donné lieu à une partie de la recherche qui a constitué une nouvelle fondation pour le travail du comité. D'autres travaux ont été réalisés par des organismes du gouvernement. Très peu de travail a été exécuté par le Laboratoire des produits forestiers de l'Est. Des travaux importants ont été faits par les laboratoires de recherche et de développement des Travaux publics et d'autres travaux ont été faits par le Conseil national des Recherches.

M. Skelly: Si on répartit le travail réalisé, où le gros du travail s'est-il fait?

M. Bowles: Je recherchais la réponse à cette question au moment où j'ai répondu à la première question mais je n'arrive pas à éclaircir mes souvenirs à ce sujet. Une part importante nous est venue de l'étranger.

M. Skelly: Je voulais dire Borden et...

M. Bowles: Je ne crois pas qu'il y ait eu une influence prépondérante, en ce qui concerne les données des essais provenant des entreprises.

M. Skelly: En fin de compte, la contradiction qui m'agace c'est que les directeurs de recherche deviennent les directeurs de la commercialisation et qu'il y a des gens qui sont chargés de présenter de l'information, sur certains aspects, au comité des normes. Sûrement, nous ne pouvons pas ne pas penser qu'ils lorgnaient du côté du milliard quatre cents millions de dollars. C'est exaspérant. Ils se présenteront ici demain et j'ai pensé que vous leur direz...

Le président: Merci, monsieur Skelly, et je vous remercie beaucoup monsieur Alan Bowles d'avoir participé aux travaux de ce comité.

Je suspens la séance jusqu'à demain matin à 9h30.

M. Skelly: Pourrais-je poser une question? Lorsque M. Brewer témoignait devant le comité aujourd'hui, il a parlé des responsables de la SCHL. Je crois qu'il serait vraiment dans

[Texte]

his superiors, the ones he knew would go ahead without very much concern, the ones who were summoned to the office of the lawyers of the companies to put the approval back in place. I think it would really pay everyone on this committee to have them here. How will we decide about those witnesses, new witnesses, who would provide some fairly enlightening information to all the committee? When and where will we decide that?

The Chairman: We will discuss it on the steering committee on Wednesday.

Mr. Skelly: Tomorrow?

The Chairman: Tomorrow.

Mr. Skelly: Okay.

The Chairman: This meeting is adjourned.

[Traduction]

l'intérêt de tous les membres du comité de demander à ses supérieurs, ceux qu'il estimait capables de pousser les affaires sans trop s'inquiéter, ceux qui ont été convoqué au bureau des avocats des compagnies pour remettre l'approbation en place. Je crois que ce serait très positif pour chacun de nous de les convoquer ici. De quelle façon se prendra la décision concernant ces témoins, de nouveaux témoins, qui donneraient à tous les membres du comité des renseignements très éclairants? Quant et où prendra-t-on cette décision?

Le président: Nous discuterons de cette affaire au Comité de direction mercredi.

M. Skelly: Demain?

Le président: Demain.

M. Skelly: Très bien.

Le président: La séance est suspendue.

APPENDIX ' 'SNTÉ-20' '

Public and Private Law Dimensions of the UFFI Problem

Professor D.S. Cohen
Assistant Professor
Faculty of Law
University of British Columbia

October 23, 1982

Note: This paper is in draft form. It is not for quotation or attribution. Footnote citations have not been checked.

(c) D. Cohen, 1982.

All rights reserved. No part of this paper may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or otherwise without the prior permission of the author.

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION

Chapter I	The Urea Formaldehyde Foam Industry in Canada
1.1	Chronology
1.2	The Industry - An Overview
1.3	U.F. Resin Manufacturers in Canada
1.4	Distributors
1.5	Contractors
1.6	The Major Manufacturers
Chapter II	IFFI: A Case Study of Government Involvement
2.1	Introduction
2.2	The Canadian General Standards Board
2.3	Canada Mortgage and Housing Corporation
2.4	Department of Energy, Mines and Resources
2.5	The National Research Council
2.6	Canada Development Corporation
Chapter III	Federal Government Liability
3.1	Introduction
3.2	Judicial Authority to Review Governmental Decisions
3.3	Unlawful Activity
3.4	Bad Faith
3.5	Negligence
3.6	C.M.H.C. and N.R.C. as Crown Corporations: The Implications
Chapter IV	The Duty to Warn
4.1	Introduction
4.2	Alternative Doctrinal Guides
4.3	Component Manufacturers
4.4	Standard of Care
4.5	Are Warnings Sufficient?

Chapter V	Negligent Product Design
5.1	Introduction
5.2	The 'Unreasonably Dangerous' Product
5.3	The Canadian Law
5.4	The Design of Urea Formaldehyde Insulation
Chapter VI	Economic Loss
6.1	Introduction
6.2	Doctrinal Analysis
6.3	An Analysis of Non-Liability for Abstract/Direct Economic Loss
6.4	'Abstract' Consequential Economic Loss
Chapter VII	Products Liability and Trade Practice Legislation
7.1	Introduction
7.2	The Defective Product as a Deceptive Trade Practice
7.3	Public Law Remedies: The Lawsuit as a Public Good
Chapter VIII	Contractual Liability of Installers
8.1	Introduction
8.2	Implied Contractual Terms
8.3	Idiosyncratic Reactions
CONCLUSION	

Introduction

On December 22, 1980 the Minister of Consumer and Corporate Affairs, acting pursuant to the Hazardous Products Act,--(1) banned the sale of 'Urea Formaldehyde based thermal insulation foamed in place, used to insulate buildings.'--(2) Three years earlier, in June, 1977 the Minister of State for Urban Affairs had announced a 1.4 billion dollar home insulation program designed to encourage Canadian homeowners to conserve energy consumption through the retrofitting of residential homes--(3)--formaldehyde insulation was included in the program by The Central Mortgage and Housing Corporation.--(4) Some months previously, a subsidiary of the Canada Development Corporation had purchased 100% of the common shares of Rapco Foam Inc., a company engaged in the manufacture and distribution of urea formaldehyde foam insulation components.--(5) In 1976, a complaint had been filed by the Metropolitan Denver District Attorney's Consumer Office,--(6) under section 10 of the Consumer Product Safety Act--(7) requesting the Consumer Product Safety Commission to develop a standard under section 7 of the Act, for certain home insulation products including urea formaldehyde foam insulation. In 1974, Canadian patents for Insulspray, and for a foaming apparatus to apply the foam insulation were granted to Borden Products (Canada) Limited.--(8) In 1970 the Central Mortgage and Housing Corporation had requested the Canadian Government Specifications Board to develop a product standard for urea formaldehyde insulation.--(9)

Urea formaldehyde foam insulation is an insulating material commonly used to insulate existing residential and commercial buildings. It is manufactured on site, and is usually injected into the interstitial wall cavities through holes drilled in the wall. The product is produced by mixing a resin, foaming agent and compressed air, and pumping the resulting mixture into the wall cavities. The foam is intended to have the consistency of shaving cream when first produced, but begins to set almost immediately. The curing process may take several weeks.--(10)

During the ten years prior to the ban, perhaps 80,000 Canadians insulated their homes with the insulation.--(11) This group of individuals comprises the class which has been most directly affected as a result of the use of the insulation. Statistical data are not yet available, but a Canadian expert advisory committee on formaldehyde, and the federal Consumer Product Safety Commission in the United States have concluded that individuals exposed to the foam environment may suffer acute and chronic irritant reactions, chronic allergic reactions and perhaps general chemical sensitization.--(12) Nonetheless, it seems that a substantial majority of affected individuals cannot point to, or perhaps prove, existing personal injuries, adverse health effects or property damage to their home which are causally related to the presence of foam insulation. The loss suffered by these persons represented by the decrease in the value of their homes, may be referred to as abstract economic loss. The dissemination of information across the market, coupled with the apparent technological infeasibility of distinguishing 'safer' homes

form less safe homes.--(13) has resulted in a marked stigmatic effect which is reflected in a devaluation of all homes. As well, the devaluation has not been discounted by the probability of the risk materializing.--(14) The loss is abstract insofar as it is not related to a demonstrable defect which has manifested itself in a particular home. Consequently, the class of potential plaintiffs is comprised of perhaps all, or at least the vast majority of foam insulation purchasers who are seeking compensation either for the reduced market value of their homes (ie. abstract consequential economic loss), or alternatively for the cost of repair. This, as we all know, may present considerable difficulties in an action for recovery of compensation in a negligence suit.--(15)

The parties to whom these homeowners may look for compensation include several manufacturers of the chemicals from which formaldehyde foam insulation is manufactured on site. These manufacturers did not, however, manufacture a consumer product. The possible claim that the loss was caused by a design defect in the insulation product, must be reformulated as a claim that the manufacturing process was defectively designed. The chemical component manufacturers had designed and patented--(16) a manufacturing process which they transferred, together with the component chemicals, to literally hundreds of manufacturers who manufactured the consumer product on site. The design defect, if it exists at all, is inherent in the manufacturing process which resulted in the presence of defective foam insulation in the walls of the home.--(17)

In addition to the possibility of process design negligence, it may be possible to argue that the chemical component manufacturers were negligent in failing to disclose to potential buyers, the risks that the foam may not perform as expected. The duty to warn allegation is, however, complicated by the fact that the potential defendants did not manufacture a consumer product which could be labelled, or which could be accompanied by 'package insert' instructional material. The duty to warn must be imposed on a component manufacturer which again raises both doctrinal and conceptual difficulties.--(18)

Finally, it may be possible to develop a strict products liability trade practice action in several provinces, which establishes the non-disclosure of risks, and the marketing conduct of component manufacturers as deceptive or unfair acts insofar as the non-disclosure and conduct may have led to consumer misperception about the quality or performance characteristics of the product.--(19) Trade practice legislation has not generally been considered to be an effective products liability weapon. It appears, however, that the abrogation of the privity doctrine, the imposition of strict or absolute liability, and the conceptualization of the product defect as consumer misperception of safety, may permit the legislation, in several provinces at least, to be employed as a strict products liability act.

Another potential argument of home owners may focus on the implied contractual obligations of foam installers. The installation contract,

whether it is considered to be a service or sales contract, will normally be considered as including the implied conditions that the good transferred will be of merchantable quality, and will be reasonably fit for its intended purposes. The application of these conditions to the formaldehyde problem must involve an analysis of the liability of the product supplier when, as is common, the specific product sold is functioning adequately, and is not demonstrably defective. The product is, however, valueless, and the residential home into which it is installed is significantly devalued. The loss, of course, is due to the market perception of risk, and the technological inability to distinguish "safer" from "less safe" homes. Nonetheless, it is open to the supplier to argue that there is no evidence that the particular product supplied is "defective".--(20)

The issue of potential governmental liability is possibly the most complicated of the legal aspects of the formaldehyde problem. A meaningful factual description of the governmental activity in this area over ten years is necessarily complex.--(21) Briefly, a crown corporation, the then Central Mortgage and Housing Corporation (C.M.H.C.) was given authority pursuant to regulations enacted under appropriation legislation--(22) to pay out money to homeowners who purchased insulation products which the corporation had "accepted". The corporation apparently decided to accept those products which met a manufacturing standard established by the Canadian Government Specifications Board,--(23) now the Canadian General Standards Board (C.G.S.B.). The Board ratified a standard which was formulated on the basis of industry research data, by a working committee one-third of whose membership was drawn from industry. Another crown corporation, the National Research Council, provided technical advice to the C.G.S.B. Committee and to C.M.H.C. The Department of Energy, Mines and resources, which developed the retrofit program, and which was responsible for the government information programs pursuant to which information relating to insulation was disseminated to the public, argued against the adoption of a formaldehyde insulation standard. Its view did not apparently prevail, as financial and product choice authority over the program has been delegated to C.M.H.C.

The question of governmental liability for the activities of the individuals acting in the C.G.S.B. under the Department of Supply and Services Act, for the decisions of the individuals acting in the Office of Energy Conservation in the Department of Energy, Mines and Resources, for the acts of the C.M.H.C. as a crown corporation, perhaps acting as an agent of the Crown, and for the acts of the N.R.C. also acting as a Crown agent, will depend upon an initial determination that those individuals and corporations owed a private legal duty of care to individual members of the public. The decision, it seems, will involve the court in drawing an entirely artificial line between "policy" decisions which are beyond the scope of judicial review, and "operational" decisions which will be subjected to judicial scrutiny. This classification of bureaucratic decisions into policy and operational categories will be examined in detail.--(24)

The subject of this paper, then, is the private and public law dimensions of the formaldehyde problem. The topics which I have chosen to discuss are directly relevant to any inquiry into the nature of the bureaucratic and entrepreneurial processes which together created the UFFI problem. My concern is not to fix blame, and I have chosen not to draw conclusions in respect of the doctrinal and policy issues which I discuss. Rather, I have attempted to describe the regulatory process which was associated with the development of the product, and to discuss the role of the courts in reviewing alleged bureaucratic incompetence. As well, I have chosen to analyse several 'private law' issues which I consider demonstrate the quite unique, and in some ways intractable, analytical, doctrinal and practical issues raised in the UFFI cases.

Footnotes - Introduction

1. R.S.C. 1970, c. H-3.
2. P.C. 1980--3502, 18 Dec. 1980, Canada Gazette Part II, Vol. 115, No. 1. S.O.R./81-30
3. See Chapter 2.3 supra.
4. Ibid.
5. See Chapter 2.6 supra.
6. Consumer Product Safety Commission, Ban of Urea Formaldehyde Foam Insulation, Withdrawal of Proposed Information Labelling Rule, and Denial of Petition to Issue a Standard, Federal Register. Vol. 47, No. 64, 14366 at 14367.
7. 15 U.S.C. 2059.
8. Canadian Patent, Urea Formaldehyde Foam, No. 1013499; Canadian Patent, Foaming Apparatus, No. 1014193, both granted to Borden Chemical Canada Limited.
9. See Chapter 2.2 supra.
10. This description is taken from the Consumer Product Safety Commission, footnote 6, supra at 14366; Shirtliffe, C., Bowles, A., 'Development of a Canadian standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation', in Thermal Insulation Performance, A.S.T.M. Special Technical Publication 718. (1978) at 361. In the latter paper, the authors point out that there are two types of material systems sold in Canada. For the purposes of legal analysis the description in the text is sufficient.
11. This figure is a 'best estimate'. See Chapter 1.1 supra.
12. The medical research and conclusions to date may be found in several sources. See Drago, N.P., Pruett, J.G., and Winslow, S.G., 'Health Aspects of Urea-Formaldehyde Compounds, A selected Bibliography with Abstracts 1964-1980', Toxicology Information Response Center, December 1980. Department of National Health and Welfare, Expert Advisory Committee on Urea-Formaldehyde Foam Insulation, Final Report (1981). Kurzman, Shapiro & Monahan, Formaldehyde Bibliography Outline April 1981. Small, B.M., Chemical Susceptibility and Urea-Formaldehyde Foam Insulation (1982). Day, J., Report of Certain Health Hazards Associated with Urea Formaldehyde Foam Insulation, Exhibit 13, Hazardous Products Board of Review, Urea Formaldehyde Foam Insulation. Consumer Product

Safety Commission, footnote 6 supra at 14369-14392, and Appendices A and C.

13. The reliability of testing procedures for formaldehyde gas is open to debate. See Consumer Product Safety Commission, footnote 6 supra at 14382-85; Small, B., op. cit. footnote 11 supra at 18; Williams, D., Otson, R., and Bothwell, P., 'Formaldehyde Levels in the Air of Homes Containing Urea-Formaldehyde Foam Insulation', (1981) 72 Can.J. of Pub. Health 331 at 334; Shirliff, C., Report, Exhibit 22, Hazardous Products Board of Review, Urea Formaldehyde Foam Insulation.

As well, it is open to dispute whether there is a dose-response relationship. See Consumer Product Safety Commission, footnote 6 supra at 14383; Regulations Concerning Repurchase of Banned Hazardous Substances, 105 C.M.R. 650.2201 Comments Concerning Uffi Repurchase Regulations at 9.

The inability to assess specific risk is related as well, to the fact that there is some indication that uffi may break down spontaneously, long after installation. See Wiberg, G.S., and Baranowski, E., 'Health Implications of Urea-Formaldehyde Foam Insulation', (1981) 72 Can. J. of Pub. Health 335 at 336-7.

Finally the Canadian Expert Advisory Committee and the Consumer Product Safety Commission suggest that there is 'no safe level of formaldehyde'. See Expert Advisory Committee, footnote 6 supra at 9; Consumer Product Safety Commission, footnote 6 supra at 14386.

14. I am not certain why this is so. One possibility is that the probability of the risk occurring, while perhaps not substantial, cannot yet be determined with any degree of precision. Another explanation may be that while some of us may be willing to assume that risk for a price, we are unable to obtain insurance for it from another source. A third possibility is that the devaluation reflects an aggregation of risk to the homeowner and his family, including children. The price charged for putting one's family at risk is likely to be substantial. Finally, the homeowner must take into account the substantial risks of psychological and emotional trauma necessarily incurred when the family home is rendered uninhabitable. For whatever reason, the phenomenon has, apparently, occurred in some jurisdictions. See Consumer Product Safety Commission, footnote 6 supra at 14395.
15. Recovery of economic loss in tort as it applies to the uffi case is discussed in Chapter 6.
16. See footnote 8 supra.
17. The review of design defects is discussed in Chapter 5.

18. See Chapter 4.
19. The development of a strict products liability Trade Practice Act action is discussed in Chapter 7.
20. The analysis of potential contract claims is reviewed in Chapter 8.
21. See Chapter 2.
22. Appropriation Act, No. 3, 1977-78, S.C. 1977-78, c. 2, Urban Affairs Vote 11a. Canadian Home Insulation Regulations P.C. 1978-15, S.O.R./78-241, Canada Gazette, Part II, Vol. 112, No. 6.
23. The operations of this committee are described in a comprehensive article written by Shirliffe, C., of the National Research Council, and Bowles, A. of the Canadian General Standards Board. "Development of a Canadian Standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation", footnote 10 supra at 361.
24. See Chapter 3.

1. The Urea Formaldehyde Foam Insulation Industry in Canada

1.1 Chronology

1930-1939

Schaum-Chemie, Wilhelk Bauer, K.G. invents a process for making urea formaldehyde foam. The original application is to seal coal mines against the spread of methane gas. The foam is called Isochaum.--(1)

1959

First home in North America is insulated with urea formaldehyde foam.--(2)

1960

Health studies carried out on student populations in three schools in West Germany with UFFI compared to students in schools without UFFI demonstrate higher percentage of complaints of nausea, eye irritation and other symptoms in students in UFFI insulated schools.--(3)

1960-1965

Rapco Foam Inc. of Oakville, Ontario obtains permission to use the Isochaum process. Rapco markets the system in Canada, supplying the resins and manufacturing a patented mixing equipment.--(4)

1962-1967

Rapperswill Corporation of New York markets the Isochaum system in United States.--(5) Until approximately 1977 it obtained the mixing equipment from Canada.--(6)

1966

Rapco Foam Incorporated, U.S.A. develops the commercialization of U.F. foam in United States. Rapco U.S.A. commences research aimed at controlling shrinkage, stability and the off-gassing of free formaldehyde.--(7)

1965-1970

Ciba-Geigy introduces a powdered U.F. insulation, obtaining initial C.M.H.C. acceptance.--(8) Allied Chemical and W.R. Grace also develop and market systems.--(9) Apparently, an acceptance number is issued by C.M.H.C. to Ciba-Geigy.--(10)

1968-1972

Ciba-Geigy runs into technical difficulties and C.M.H.C. acceptance number is withdrawn.--(11)

1969

Borden Chemical Company (Canada) Limited, as it is then called, commences its research and UFFI development program.--(12)

July 7, 1970

C.M.H.C. issues acceptance no. 6047 to A.C. Wild for Urea-Formaldehyde Thermal Insulation.--(13) The product is accepted only for insulating the void space in solid masonry construction.--(14)

Dec. 1970

Borden Chemical Company (Canada) Ltd. establishes a research program on UFFI under the National Research Council's Industrial Research Assistance Program. N.R.C. is interested in the development of aldehyde based plastic foams as an insulation product.--(15) The work is monitored by N.R.C.--(16)

Mar. 21, 1972

C.M.H.C. issues its second acceptance number for UFFI to U.F. Chemical Canada Ltd. for its Isochaum/U.F.C. Foam Insulation.--(17) This product is also limited to solid masonry construction.--(18)

1972

Borden Chemical Co. (Canada) Ltd. contacts C.G.S.B. regarding a UFFI standard.--(19)

Mar. 20, 1973

Both UFFI products accepted by C.H.H.C. have acceptance numbers cancelled.--(20)

Mar. 1973

Borden begins negotiations within a C.G.S.B. working committee on UFFI.--(21)

1973

Borden produces reports on the new urea formaldehyde foam for C.G.S.B.--(22)

Jan. 1974

Borden completes its research on UFFI. It has employed three people for a total of 12 man-years of research.--(23) The cost has been \$175,000, of which \$122,000 was supplied by N.R.C.--(24) The new product is called Insulspray--(25) and is covered by Canadian Patent No. 1013499, for the foam itself, and No. 1014193, for the foaming apparatus. Both patents are granted to Borden Products Limited, Canada.--(26) The novelty of the foaming apparatus is that the ratios of resin to foaming agent are controlled by orifice size.--(27) Borden begins marketing Insulspray, at first only for high rise buildings.--(28)

1974

Western Sweden bans UFFI until 1976-77, citing fungus growth and formaldehyde odor.--(29)

June 1975

It is reported that Rapco and Rapperswill file a \$5 million suit in New York State Court against Borden Inc. and its Canadian subsidiary, Borden Chemical Co., alleging that Borden conspired to appropriate the Isochaum process for making insulating foam. Rapperswill has an exclusive U.S. licence to the process at this time. The suit also alleges that Borden formed an association with U.F. Chemical Canada Ltd., who allegedly gave Borden trade secrets. U.F. Chemical formerly held the German foam process licence in the U.S. and elsewhere.--(30)

1976

Cliff Shirtliffe of N.R.C. travels to Denmark investigating health problems associated with UFFI in that country.--(31)

Oct. 1976

The Metropolitan Denver District Attorney's Consumer Office files a petition (CP 77-1) under section 10 of the Consumer Product Safety Act, 15 U.S.C. 2059, requesting the Commission to develop a safety standard under section 7 of the C.P.S.A., 15 U.S.C. 2065, for certain types of home insulation products, including U.F. foam insulation. The petitioner claims that there is an unreasonable risk of injury of irritation and poisoning associated with U.F. foam insulation.--(32)

Late 1976

Borden Chemical Canada, a division of Borden Products Limited, obtains U.S. patent no. 3,979,341 for Insulspray.--(33)

1976

The suit against Borden for patent infringement is dropped.--(34)

Late 1976

Rapco Foam Inc. is purchased by Innocan Investments, which is 37% owned by the Canada Development Corporation.--(35)

Mar. 15, 1977

Office of Energy Conservation official writes to C.G.S.B. Committee on Urea Formaldehyde outlining that office's concerns regarding UFFI: 'Numerous problems concerning this product have been brought to our attention following our insulation campaign. The major one being shrinkage, in some cases very severe.'--(36)

Mar. 18, 1977

At a meeting of a working group on test procedures, of the Committee on Urea Formaldehyde Thermal Insulation, of the C.G.S.B., it is stated that U.F. foams continue to shrink after they have cured. This was based on data supplied by the National Bureau of Standards and Dept. of Public Works. Shrinkage found in the field by N.R.C., by the C.G.S.B. Working Group to Investigate Building Insulated with U.F. Foam, and by Rapco Foam in the United States were also discussed. It was generally agreed that a 7% linear shrinkage should be adopted for specification purposes. In attendance were Canadian government officials, and also representatives from Rapco Foam Inc. and Borden Chemical Canada.--(37)

Mar. 18, 1977

Ian Efford of E.M. & R. writes to Alan Bowles of C.G.S.B. urging that urea formaldehyde foam not be standardized. He cites the possibility of structural damage.--(38)

April 27, 1977

Telex under name of Alastair Gillespie, Minister of E.M. & R., to Hans Hammer, president of Rapco Foam Inc., states that his department recommends other insulation materials and cautions potential users on the use of urea formaldehyde. He cites problems with shrinkage, degradation, the potential of urea formaldehyde causing corrosion in metals which the foam contacts, and rotting wood in cavity walls.--(39)

May 4, 1977

Ian Efford writes to Mr. R. Elliot, General Manager of Rapco Foam Inc., that his office is not convinced that the material can be applied in a way

that guarantees it will continue to perform in a satisfactory manner. He writes also that as a result of information which Mr. Elliot has forwarded him, there is an indication the material can be used safely, and that with continued work on Rapco's part the material will eventually be shown to be free of the potential problems which had in the past raised concerns over the suitability of urea formaldehyde as a residential insulation material.--(40)

May 18, 1977

Ian Efford advises his deputy minister that "As a result of a meeting with N.R.C. and C.M.H.C. it is clear that the test results to date are insufficient to provide reasonable assurance that the material will perform adequately over an extended period." He notes also that "The long term stability of U.F. foam has not been determined."--(41)

May 25, 1977

Walter Raepple of the Office of Energy Conservation (O.E.C.), Department of Energy, Mines and Resources, writes to government and industry representatives to discuss several problems regarding UFFI:

1. The determination of long term stability;
2. The significance of the quality of application on the overall performance of the product; and
3. The cost-effectiveness of the material in light of the fact that its insulation value has been derated to R 2.5 per inch.--(42)

May 1977

Provisional standard 51-GP-24P for Thermal Insulation, Urea Based, Foamed in Situ (UFFI) is issued by C.G.S.B. Among the committee that set this standard were representatives from these UFFI producers: Borden Chemical Co. Ltd., Rapco Foam Inc., A.C. Wild Ltd., Roblee Enterprises Ltd. The insulation value of the foam is derated to R 2.5 per inch in this standard. The standard calls for a free formaldehyde content in the foam of 0.5%.--(43)

June 2, 1977

The Working Group on Application Procedures (Committee on Urea Formaldehyde Thermal Insulation) discusses the third draft standard 51-GP-22 Procedure for the Installation of Foamed in Place Urea-Formaldehyde Foam Insulation. The draft has been prepared by Borden Chemical and Rapco Foam Inc.--(44)

June 14, 1977

Rapco Foam Inc. writes to Ian Efford of O.E.C. expressing its hope that they 'can speed up our obtaining our C.M.H.C. number.' Rapco states that they and other manufacturers could provide a guarantee or bonding program to guarantee the life and performance of both the foam and the contractor.--(45)

June 22, 1977

R.L. Urbanczyk, secretary of the Canadian Association of U.F. insulation Manufacturers (C.A.N.U.F.) writes to Mr. Allan Bowles of C.G.S.B., asking that a C.G.S.B. meeting be held to 'enable us to obtain immediate C.M.H.C. acceptance number'. He continues, 'We would guarantee that any home foamed by any of our members under the government program from today's date until the tests are documented by N.R.C. will comply with the C.G.S.B. standards mentioned above.' (51-GP-24P and 51-GP-22 (final draft)).--(46)

July 1977

Rapco Foam Inc. receives C.M.H.C. acceptance no. 8209 for its Rapco Foam.--(47)

August 3, 1977

Borden Chemical Canada receives C.M.H.C. acceptance no. 8211 for Insulspray.--(48)

Sept. 1, 1977

Minister of State for Urban Affairs André Ouellet launches the federal government's \$1.4 billion Canadian Home Insulation Program (C.H.I.P.).--(49)

Sept. 2, 1977

The increased interest in insulation is bringing contractors of 'marginal quality' into the business, according to a Toronto insulation contractor.--(50)

Sept. 16, 1977

Allan Bowles publicizes through the media C.G.S.B.'s derating of foam insulation to 60% of the manufacturers' rating, citing shrinking and cracking.--(51)

Oct. 18, 1977

In response to a letter from E.M. Perrin of Borden Chemical Canada, questioning some negative comments on UFFI contained in 'Keeping the Heat In', Ian E. Efford writes to him, 'As you are no doubt aware there have been

cases where the walls had to be foamed two and three times in order to fully fill the wall space." He also writes, "I hope... that Borden Chemical Canada will continue to work to improve U.F. foam so that it can live up to its potential." Again, shrinkage was the underlying concern.--(52)

Dec. 1977

The final standard for the manufacture of UFFI, 51-GP-24M, is issued by C.G.S.B.. In this standard, the allowable free formaldehyde content in the foam is increased to 1.0%, at the request of Borden Chemical Canada, who indicated that with 0.5% they would have difficulties in routine production control.--(53)

Dec. 1977

The Provisional Standard for the Installation of Foamed-in-Situ Urea Based Insulation, 51-GP-22MP, is issued by C.G.S.B.

1977

Canadian Urea Formaldehyde Foam Manufacturers Association (C.A.N.U.F.) is created in order to have a one-to-one relationship between the industry and government departments, particularly C.M.H.C.--(54)

Dec. 1977

Six UFFI manufacturers have received C.M.H.C. acceptance numbers. In addition to Borden and Rapco, these include Roblee Enterprises Ltd., Canada Foam Ltd., Duratex Chemicals of Canada Ltd., and Brekke Enterprises Inc.--(55)

January 1, 1978

Lorcon Incorporated amalgamates with Rapco Foam Inc.--(56)

Early 1978

National Research Council and National Health and Welfare are aware of possible health problems reported in a number of complaints from consumers. The complaints include eye irritation and breathing difficulties.--(57)

June 22, 1978

Arthur Jefford, who was employed by Reichold Limited in developing a urea formaldehyde foam system.--(58) receives a letter from G.S. Wiberg, of National Health and Welfare, referring to a meeting between N.H.W. and the Society of Plastics Industries, Urea Formaldehyde and Phenol Formaldehyde Foam Committee, the P.F.F.C. group.--(59) The letter reads in part as follows: "I would like to thank both Dr. Rudi Mattiqetz and yourself for your participation in the recent meeting at S.P.I. with regard to health hazards of

polymeric insulation materials. I found that I was able to obtain much of the needed information--I was particularly impressed with the efforts of your company (Reichold) to establish training courses at technical colleges for applicators. As you have mentioned, much of the potential trouble lies with untrained or careless applicators and not with the manufacturer.'--(60)

Mr. Jefford states that the meeting was concerned with urea formaldehyde and specifically off-gassing.--(61) He states also 'that in 1978 we were concerned with formaldehyde off-gassing.'--(62)

August 4, 1978

Dr. Richard Viau, acting head of the Chemical and Fire Safety Program, Consumer and Corporate Affairs, in an interview with Him Travers, Southern News, states that: 'People should think quite carefully before installing this product in their homes. Formaldehyde is a very irritating chemical and exposure can lead to headaches, allergies and a whole gamul of other problems'. He also acknowledges that complaints of irritation and nausea had been received by government officials, who were aware of earlier studies done in Europe, Scandanavia and the United States describing problems with UFFI.

Cliff Shirtliffe, a research officer with N.R.C. in the same interview as above states that the problem with the gas (i.e. released from the foam) is that little is known about the effects of long term exposure to low levels of the chemical. He notes that the federal committee investigating insulation materials is particularly concerned with potential dangers of long term exposure to the gas of children and the elderly.--(63)

Oct. 12, 1978

R. Elliot, General Manager of Rapco Foam Inc., writes a memo marked 'personal and confidential' to Mr. E. Perrin, president of C.A.N.U.F. (The Canadian Association of U.F. Insulation Manufacturers). He indicates that C.M.H.C. is concerned about the shrinkage and long term life of the product.--(64)

Jan. 29, 1979

Rapco Foam and Borden Chemical are reported to be the only two Canadian suppliers of the chemicals found in the UFFI product. 75% of UFFI is reported to be installed in wall cavity retrofit work, and the rest in attics and basements.--(65)

May 18, 1979

The Canadian Building Officials Association (C.B.O.A.) expresses concern with the performance of UFFI. The second vice-president of the Association, Paul Kuppe, reports that he has observed some installations of the foam insulation a year or less after it was applied and says that there were

reports that the fumes from the foam can be harmful to some people who may be allergic to them.--(66)

May 28, 1979

C.M.H.C. withdraws acceptance numbers from UFFI products for use in houses insulated under the Canadian Home Insulation Program. C.M.H.C. cites the fact that the manufacturers are not advertising the C.G.S.B. R value of 2.5 per inch, but rather and R value of 4.8 to 5. C.M.H.C. is also concerned about the quality of the on-site application.--(67)

May 31, 1979

G.L. Walt, Manager of Materials Evaluation for C.M.H.C. meets with C.A.N.U.F. (Canadian Association of Urea Formaldehyde Insulation Manufacturers) and agrees to reissue acceptance numbers.--(68)

June 5, 1979

C.M.H.C. reinstates the acceptance numbers of all UFFI products. Mr. E. Perrin, president of C.A.N.U.F., states the announcement of the reinstatement "is not the one the manufacturers had agreed to" He says there are six areas in the announcement which were not agreed to and which reflect negatively on the industry.--(69)

June 7, 1979

Mr. E. Perrin, C.A.N.U.F., states "All the manufacturers already have training programs and standards of applicators."--(70)

June 1979

Reports that approximately 15,000 houses have been insulated with UFFI under the Canadian Home Insulation Program.--(71)

June 1979

There are eight manufacturers of UFFI with C.M.H.C. acceptance numbers: Rapco Foam Inc., Borden Chemical Canada, Canada Foam Limited, Brekke Enterprises Inc., Schaum-Chem of Canada Ltd., Reichold Ltd., Insta-Foam Insulating, and General U.F. Foam Corporation Inc.--(72)

June 20, 1979

Winnipeg Free Press reports, "Over the years, there have been sporadic and varied complaints and warnings about U.F. foam such as the possible escape of toxic formaldehyde gas from the insulation after installation."--(73)

June 20, 1979

Mr. E. Perrin, president of C.A.N.U.F., announces that as of July 1, 1979, all homes insulated with UFFI manufactured by Borden Chemical, Canada Foam, Insta-Foam Insulating, Rapco Foam and Reichold Ltd. will be surveyed by independent surveyors using infra-red scanners. The program is designed to insure that homes have been completely insulated and that no gaps were left during application.--(74)

Oct. 16, 1979

The Chemical Industry Institute for Toxicology (U.S.A.) reports that rats exposed to 15 parts per million of formaldehyde gas, developed squamous cell carcinomas. The Formaldehyde Institute informs the Consumer Product Safety Commission (U.S.A.) of this finding.--(75)

Nov. 5, 1979

Walter Dickieson, president of the Canadian Insulation Contractors Association (C.I.C.A.) says that because of the insulation boom, "Some of the new firms with limited investment in equipment and ill trained personnel are unlikely to do a proper job. Insulation requires a sound knowledge of house construction, humidity factors, and ventilation requirements, among other things, and it can take as long as a year to train an employee properly."--(76)

Nov. 14, 1979

Massachusetts bans UFFI, citing "significant correlation between U.F. foam insulation and certain formaldehyde-linked illnesses, such as respiratory difficulties, skin and eye irritations, headaches and vomiting." James Ramey, chairman of the Formaldehyde Institute (Scarsdale, New York) responds, "There is nothing to support an outright ban from what we know about the health effects of formaldehyde. The institute will be taking steps to make other states aware of this."--(77)

Nov. 18 and 25, 1979

C.B.C. program Marketplace publicizes the U.S. health concerns relating to UFFI.--(78)

July 1980

C.G.S.B. issues a provisional Manual for: Installers of Urea Formaldehyde Foam Thermal Insulation 51-GP-43-MP.

Sept. 11, 1980

Manufacturers of the basic resins for UFFI meet with government departments to discuss their mutual concerns about the insulation. The resin

manufacturers include Borden Chemicals, Ciba-Geigy, B.A.S.F., Bakelite Thermosets, and Reichold.--(79)

Oct. 2, 1980

Society of Plastics Industries (S.P.I) pledges to government that it will develop a standard for equipment used in applying UFFI--(80) The UFFI Industry (distributors/contractors) proposed to establish controls on contractors by enforcing C.G.S.B. standard 51-GP-22MP, and requiring registration in a C.G.S.B. contractor certification program. It also proposed to administer a "no fault" insurance fund designed to assist people who are forced to leave their homes. Faulty applications that do not lead to evacuation will not be covered.--(81)

Oct. 16, 1980

UFFI Industry representatives meet with federal officials for further discussion.--(82)

Oct. 30, 1980

Industry sends a letter to Gordon Walt of C.M.H.C. proposing to levy \$30 on each drum of U.F. resin sold in Canada to finance the insurance fund. The fund will be increased until it reaches \$250,000.--(83)

Oct. 1980

Borden sells its rights to U.F.F.I. technology and the name of its Insulspray system, along with its distribution network to Bakelite Thermosets of Belleville, Ontario. Bakelite renewed the C.M.H.C. acceptance number, which Borden had let lapse.--(84)

Nov. 13, 1980

C.U.F.I.C. (Canadian Urea Foam Industry Council) starts collecting \$30 per drum for insurance fund, and continues until mid-December.--(85)

Dec. 18, 1980

Dept. of Health and Welfare announces a temporary ban on UFFI, effective Dec. 17.--(86) Order-in-council PC-1980-3502 amends Part I of the Schedule of the Hazardous Products Act--(87) by adding "Urea Formaldehyde based thermal insulation, foamed in place, used to insulate buildings."--(88)

April 23, 1981

Department of National Health and Welfare announces that the ban on UFFI will be permanent.--(89)

1.2 The Industry - An Overview

The UFFI industry constitutes only a small part of the Canadian insulation industry--75-80% of the insulation used in Canada in 1978 was supplied by the fibre manufacturing industry.--(90) At the time of the ban, Rapco estimated that 20% of the insulation business in Canada involved UFFI,--(91) while the Canadian Home Insulation Contractor's Association estimates it more conservatively at 15%.--(92) Canadian Plastics estimated in October 1980 that the annual retail value of UFFI sales was \$3 million.--(93)

UFFI does not appear in Canadian Plastic's annual surveys of urea formadehyde use from 1969 to 1973. The dominant category of formaldehyde use was as an adhesive for particle board and plywood products.--(94). Though Canadian figures are not available, in the United States 26% of the formaldehyde manufactured in 1978 was used as primary components in UFFI.--(95) The most recent estimate of the number of houses in Canada containing UFFI is around 80,000.--(96) The number of homes in which UFFI was subsidized under the C.H.I.P. programme is estimated at 45,000,--(97) or 27,000--(98) or 40,000.--(99)

The resolution of potential legal disputes relating to UFFI is complicated by the fact that the industry was highly vertically integrated, involving chemical suppliers, blenders, distributors, contractors, and installers. Each one of these participants had the opportunity to contribute to possible defects in the final product.--(100)

Structure of UFFI Industry--(101)

<u>Function</u>		<u>Applicable Standards</u>
<u>Manufacturers</u>	(Polymerizers)	CGSB 51-GP-24M CGSB 101
<u>Processors</u>	(Blenders/Converters)	CGSB 51-GP-24M CGSB 101
<u>Distributors</u>	(Training; Equipment; Chemicals)	
<u>Contractors</u>	(Installation)	CGSB 51-GP-22MP CGSB 51-GP-41 CGSB 51-GP-43MP

The manufacturers (polymerizers) manufacture the U.F. resin, most of which is used for purposes other than insulation. The processors (blenders/converters) produce the U.F. "foaming" resin. This is a different product than U.F. resin. It is formed by blending U.F. resin with other additives to form U.F. "foaming" resin.--(102) Some companies would perform both these functions.

1.3 U.F. Resin Manufacturers in Canada--(103)Supplying the UFFI Industry
(Polymerizers)
Company

Lorcon-Rapco
Allied Chemical
B.A.S.F.
Bakelite Thermosets
Borden Chemical
Ciba-Geigy
W.R. Grace
Reichold

U.F. Processors (Blenders/Converters)--(104)Company

A.C. Wild
U.F. Chemical Canada Ltd.
Rapco Foam Inc.
Borden Chemical Canada

Roblee Enterprises Ltd.
Canada Foam Ltd.
Duratex Chemicals of Canada Ltd.
Brekke Enterprises Inc. (U.S.A.)

Schaum-Chem of Canada Ltd.
Reichold Limited

Company

Ciba-Geigy
Insta-Foam Insulating
Concorde Insulation Ltd.
Energlobe Foam Corporation
(Formerly General U.F. Foam
Publix Food and Chemical Ltd.
W.R. Grace
Allied Chemical
Insulators Supply Co. of
Canada (Waterloo)
Celsius Insulation Resources

1.4 Distributors--(105)

(Training, Equipment; Chemicals)

Company

Borden Chemical Western (New Westminster)
Douglas Eyrl Associates Limited (Vancouver)
Versachem Corp. (Toronto)
Val Royal La Salle (Montreal)
Val Bax Investments (St. John, N.B.)
Cell-O-Therm (St. John's Nfld.)
Rapco Foam Inc. (Central Ontario)
3 Star Insulating and Soundproofing (Winnipeg)
Energlobe Foam Corporation (Ontario)
Duratex Chemicals of Canada Ltd. (Richmond, B.C.)
Reichold Limited
Reitzel Insulation (Kitchener)
Climatizer (Ontario)
A.C. Wild (Toronto, Montreal, Halifax, Winnipeg,
Calgary, Edmonton and Vancouver)

Product Company

Borden
Borden
Borden
Borden
Borden
Borden
Rapco
Rapco
Rapco (U.S.A.)
Reichold
Reichold
Reichold
Reichold
Ciba-Geigy
(England)

1.5 Contractors

Since there were perhaps 400--(106) to 500--(107) contractors by the time of the ban in December, 1980, I will consider the contractors as a homogeneous group. Most, and perhaps all contractors were associated with the resin manufacturers under licensing arrangements.--(108)

Since 1974-1975 both Borden and Rapco, the UFFI manufacturers--(109) with the largest market shares, were attempting to obtain the greatest number of contractors using their system.--(110) and in some areas it was reported that the number of contractors sold U.F. equipment exceeded the retail sales capacity of the area.--(111) Both companies offered training to their contractors--Borden offered a one and one half day course.--(112) while Rapco offered to train contractor employees for three days.---(113) The courses, however, were not mandatory.--(114) and neither company apparently demanded field training as a prerequisite to licensing.--(115) If the patent holders on the various UFFI formulations had not discovered the importance of the quality of application to its performance by May 1977 they would have been put on notice by the meeting called by Office of Energy Conservation to discuss that concern, in addition to concerns relating to long term stability and effective R value.

Cliff Shirtliffe, in light of his extensive field research regarding the application of U.F.F.I., was asked by the Hazardous Products Board of Review if 100% of the walls that he checked were only partially filled. He replied, "I don't think it was one hundred percent. Unfortunately it was closer to 100 percent than it was to 50 percent. The staggering number of poor applications is something that even shocked myself."--(116)

Other problems involved with the application of UFFI disclosed in testimony at the Hazardous Products Board of Review by themselves are inconclusive but taken together indicate a puzzling attitude on the part of both manufacturers and contractors. One contractor has testified that he had, on many occasions, attempted to have consumers' complaints about health symptoms and fungus growth resolved by the manufacturers.--(117) Another contractor stated that he never had a technical representative from the manufacturer accompany his employees in the field.--(118) Some manufacturers included in their training manuals instructions not to put UFFI on the inside of basement walls, but their training courses did not stress this point.--(119) One manufacturer instructed its contractors to install foam in ceilings, even though both knew it was contrary to the C.G.S.B. Installation standard.--(120) and another manufacturer sent out notices to its applicators not to put UFFI in cathedral ceilings, but in training courses informed them that they could do so.--(121) William Bremner, of Ontario Foamers' Insulation, discovered in late 1980 that the majority of jobs completed by the companies with which he was associated were applied improperly under 1977 C.M.H.C. standards.--(122) It should be noted that neither the manufacturers nor the applicators were compelled to follow any standards for the 50% of houses insulated outside of C.H.I.P.

1.6 The Major Manufacturers

The volume sales leader in UFFI before the ban is generally considered to have been Rapco Foam followed closely by Borden.--(123) Between them they controlled 90% of the Canadian market.--(124) Reichold had only been in the market for 2-3 years, and its share was wrestled largely from Borden and Rapco.--(125)

There have been five 'Borden Companies' in Canada.--(126) The first four are wholly owned subsidiaries or have been amalgamated with subsidiaries of the American parent company, Borden Inc., 277 Park Ave., New York, N.Y. 10017. The three major operating divisions of the parent company are: Borden Consumer Products, Borden Chemical and Borden Inc. International. The Borden Company Limited in Canada is one of 56 domestic and foreign subsidiaries of Borden, Inc. Borden Inc.'s net income in 1980 was \$148 million.--(127) Unless otherwise specified reference to Borden means the Canadian The Borden Company, Limited, and its earlier subsidiaries.

Borden has been producing urea formaldehyde resin in Canada since 1961, and foam resins since January 1974.--(128) A measure of Borden's expertise with the foam is that the United States National Bureau of Standards sought its advice when writing a technical report on UFFI in July 1977, and expressed appreciation to Borden and to Marcel Widmann (the developer of the Borden foam and apparatus) for their assistance.--(129) The Bureau states in section 7.21 'Toxicity: 'Urea formaldehyde based foams may release formaldehyde gas under certain conditions. Toxic effects of formaldehyde are discussed in section 8'--(130) In section 8, having made a thorough search of the literature, the writers conclude that the most recent recommended threshold limit value is 2 parts per million (ppm) by volume in air. However, they note that, 'For exposures longer than 8 hours, the maximum concentration that may be tolerated by building occupants has not been defined.'

One can establish that Borden was concerned with shrinkage: Mr. B.J. Wood, General Sales Manager, states, 'In the early days of development of urea formaldehyde foam, the major concern that we had at Borden Chemical, was the degree of shrinkage and the loss of strength of products that had been around in the marketplace since the late 1930's.--(131) Mr. Wood also states that they measured the weight loss in samples of their new product, '...to try and give us some confidence that we would have a lowly shrinking product and a dimensionally stable product.'--(132) In response to the question, 'Are you equating weight loss with formaldehyde release?', he responded 'We were trying to, yes.'--(133) Asked whether Borden ever became aware during its testing of a danger to the public, Mr. Wood replied, 'Quite obviously Borden would not market a product we thought to be dangerous to the consumer.'--(134) Borden did no on-site testing before marketing.--(135) After marketing, they carried out no on-site testing, but rather used mock-ups of various constructions in the lab. During the period 1973-74, Borden also measured formaldehyde release. They employed 2 or 3 samples, two or three inches square, and used an experimental test method to measure the

formaldehyde being released. Each square was monitored for 3 months. There was experimental testing of the samples for formaldehyde release until 1978-79, at which time additional tests were performed for the Department of Health and Welfare.--(136) In 1974 Borden also supplied three samples of foam to the Dept. of Public Works of Canada, Research and Development Laboratories.--(137) All three foams were found to be acidic,--(138) showing a ph of 3.8-4.7.--(139)

In October, 1980, Borden sold the Insulspray system to Bakelite Thermosets.--(140) Mr. Wood arranged for a Bakelite representative to visit C.M.H.C.--(141) At the date of the ban, two Borden officials estimated Borden's total UFFI sales: Mr. Wood stated 30,000 homes;--(142) Dr. Navratil, Manager of Research and Development estimated that 15,000 to 18,000 homes were insulated using Borden materials.--(143) According to testimony at the Board of Review, Borden received only 15 complaints regarding health concerns or odor between the introduction of Insulspray in 1974 and September, 1980. Of the two homes that were measured to be above .1 ppm indoors, one had a higher reading than that outdoors, and the other was not Insulspray.--(144)

Rapco Foam Inc. is a division of Lorcon Inc., with which it amalgamated on Jan. 1, 1978. Rapco was represented on the committee which established the C.G.S.B. standard 51-GP-24M in December 1977, on the manufacture of urea formaldehyde foam insulation. Rapco developed its own patented foaming apparatus, but apparently questioned its quality somewhat earlier than Borden did. In a 1979 memo marked CONFIDENTIAL, a Mr. Urbanczyk, of Lorcon Inc., detailed his concerns about the quality control then available in Rapco Foam, "Although equipment used by us is hailed as the best available, it does not provide for exact controls of the foaming process. At best, adjustments are crude and provide inconsistent results. These controls do not provide means for adjustments according to the environment conditions. In effect, adjustments for variances in environment conditions have not, to date, been considered. Yet, practical experience has shown that these conditions play a big role in the quality of the end product.--(145) He also commented on the standards for light exposure for the foam:

"Rules used presently are arbitrary and do not provide consistency of results... In conclusion it may be said that research into improvements fall into two categories:

- (i) The lab research into the chemistry of existing and potential substances.
- (ii) Researching methods of application and equipment improvements.

For the most part, it seems, that both categories will involve a lot of trial and error work.'--(146)

A Rapco brochure apparently distributed to homeowners states that "All Rapco applicators are trained in foam installation techniques"--(147) In February 1980, Rapco announced the establishment of Rapkohek, a service that was aimed at detecting, through the use of an infra-red scanner, any areas that had been missed by the applicator.--(148) Rapco had its acceptance numbers withdrawn by C.M.H.C. in the fall of 1980 after its foam failed tests for qualities such as corrosiveness, shrinkage, and electrical conductivity.--(149)

Reichold Limited is an affiliate of Reichold Chemicals, Inc., 525 N. Broadway, White Plains, N.Y. 10602. It was a relative newcomer to the consumer product aspect of the UFFI industry, although it had been a supplier of basic chemicals to the UFFI industry for some time.--(150) Reichold manufactured U.F. resin at five locations in Canada,--(151) but apparently, had concentrated its marketing of Urealite in Ontario until December 1980.--(152) The U.F. systems it manufactured in North Bay had been sold to independent foamers before Reichold itself entered the field.--(153)

Reichold is Canada's largest producer of formaldehyde--(154) with a net income in 1980 of \$6.4 million.--(155) Although the 1977 C.M.H.C. standard on C.H.I.P. subsidized houses stated that "this product shall be installed through the interior cladding, where the exterior cladding is stucco or brick," the Urealite brochure says the foam can be applied "outside your home without any inconvenience, whether your home is frame with wood, metal siding, brick or concrete block."--(156) Reichold, like Borden and Rapco, had developed its own equipment for U.F. foam.--(157)

Chapter 1 - Footnotes

All references to exhibits or volume numbers refer to testimony given at the Hazardous Products Board of Review on Urea Formaldehyde Foam Insulation, June 29, 1981 to January 5, 1982. The Catalogue of Exhibits and Index to the Transcripts of Proceedings is available from Consumer and Corporate Affairs Canada. Product Safety Branch, Place du Portage, Phase I, 16th Floor, Zone 5, Hull, Quebec K1A 0C9.

1. Boesgaard, T., Urea Formaldehyde Insulation. Background in Canada. July 16, 1978 at 1, 11. (On file at Faculty of Law, University of British Columbia).
2. Starkey, C., Urea Formaldehyde Foam Insulation. Student paper for Commerce 494, University of British Columbia, April 7, 1982. Appendix 28. See also Vol. 7, at 75; Vol. 36, at 104.
3. Ibid., at 1.
4. Boesgaard, T., footnote 1 supra at 1.
5. Ibid., at 1.
6. Ibid., at 1.
7. Chemical Week, Nov. 14, 1979, at 25; see also Vol. 26. at 7, 28. Testimony by Ernest Strauss, Executive Vice President, Rapco Foam Inc. (U.S.A.).
8. Boesgaard, T., footnote 1 supra at 1.
9. Ibid., at 1.
10. But see, acceptance numbers compiled by D. Cohen in Urea Formaldehyde Litigation Materials prepared for a Continuing Legal Education Seminar in Vancouver, B.C., June 25, 1982. See also C.C.A.C. Bulletin No. 1, August 3, 1981. U.F.F.I. General Information for Homeowners, at 2.
11. Boesgaard, T., footnote 1 supra.
12. Vol. 25, at 76. Testimony by B.B.J. Wood, General Sales Mgr., Borden Chemical.
13. Urea Formaldehyde Litigation Materials, prepared for a Continuing Legal Education Seminar in Vancouver, B.C., June 25, 1982. See also C.C.A.C. Bulletin No. 1, August 3, 1981, U.F.F.I. General Information for Homeowners.
14. Vol. 36, at 20. Testimony by G.L. Walt, Mgr. of Materials and Evaluation, C.M.H.C.

15. Vol. 25, at 76. Testimony by B.B.J. Wood. See also Globe and Mail, May 9, 1981, at 3.
16. Vol. 25, at 76. Testimony by B.B.J. Wood.
17. Urea Formaldehyde Litigation Materials, prepared for a Continuing Legal Education Seminar in Vancouver, B.C., June 25, 1982. See also C.C.A.C. Bulletin No. 1, Aug. 3, 1981, U.F.F.I. General Information for Homeowners.
18. Vol. 36, at 20. Testimony by G.L. Walt.
19. Vol. 25, at 65. Testimony by B.B.J. Wood.
20. Urea Formaldehyde Litigation Materials prepared for Continuing Legal Education Seminar in Vancouver, B.C., June 25, 1982. See also Vol. 36 at 20.
21. Vol. 25, at 65. Testimony by B.B.J. Wood.
22. Vol. 25, at 15. Testimony by Allan M. Bowles, Standards Officer, Canadian General Standards Board.
23. Vol. 25, at 76, 90. Testimony by B.B.J. Wood.
24. Ibid., at 90. See also Globe and Mail, May 9, 1918, at 3.
25. Financial Post, May 25, 1974, at C9.
26. Vol. 25, at 84. Testimony by B.B.J. Wood.
27. Ibid., at 83.
28. Ibid., at 76. See also Financial Post, May 25, 1974, at C9. The patent for the foam was filed on May 9, 1974, and for the apparatus on July 16, 1974. Both are in the name of Marcel Widmann.
29. Vol. 36, at 107. Testimony by C.J. Shirtliffe, Research Officer, Division of Building Research, National Research Council of Canada.
30. Wall Street Journal, Eastern ed., June 24, 1975. See also Boesgaard, T., footnote 1 supra at 1.
31. Vol. 36, at 106. Testimony by C.J. Shirtliffe.
32. C.P.S.C., Ban of Urea Formaldehyde Foam Insulation, Withdrawal of Proposed Information Labelling Rule, and Denial of Petition to Issue Standard, Federal Register Vol. 47, No. 64, 14366 at 14367.
33. Chemistry in Canada, Jan. 1977, at 8.

34. Boesgaard, T., footnote 1 supra at 1.
35. Canada Development Corporation, Annual Report (1977).
36. Letter from Ian E. Efford, Director, Office of Energy Conservation, Energy, Mines and Resources Canada, to Alan Bowles, Secretary C.G.S.B. Committee on Urea Formaldehyde, Standards Investigation Branch, Canadian Government Specifications Board, Department of Supply and Services, dated March 15, 1977.
37. Minutes of the fourth meeting of the Working Group on Test Procedures (Committee on Urea Formaldehyde Thermal Insulation) held in Ottawa, Mar. 18, 1977.
38. Globe and Mail, Aug. 15, 1981, at 13.
39. Globe and Mail, Aug. 15, 1981, at 13. See also Starkey, C. footnote 2 supra, appendix 15.
40. A copy of this letter is on file at Faculty of Law, University of British Columbia.
41. Government of Canada memorandum dated May 18, 1977 from Ian E. Efford to Deputy Minister, Gordon MacNabb. Copy is on file at Faculty of Law, University of British Columbia.
42. Government of Canada memorandum dated May 25, 1977 from Walter Raepple, Office of Energy Conservation, to Tim Jones, Bruce Forsythe, Lee Uard, Peter Strandalius, Ed Perrin (Borden), Richard Urbanczyk (Rapco), Cliff Shirtliffe (N.R.C.), Alan Bowles (C.G.S.B.), George Brewer (C.M.H.D.), Ben Alan and T.Y. Shimizu. Copy is on file at Faculty of Law, U.B.C.
43. See Vol. 25, at 11. Testimony by A.M. Bowles.
44. Minutes of the third meeting held in Ottawa, June 2, 1977, of the Working Group on Application Procedures (Committee on Urea Formaldehyde Thermal Insulation). Copy is contained on file at Faculty of Law, U.B.C.
45. Letter from Rapco Foam Inc., to Dr. Ian Efford, Office of Energy Conservation, marked COMMERCIAL CONFIDENTIAL. Copy is on file at Faculty of Law, U.B.C.
46. Copy is on file at Faculty of Law, U.B.C.
47. This date is not exactly clear. It must have been after the letter sent by Rapco on June 14, 1977 asking to speed up their acceptance no., footnote 45 supra. R. Stewart, homeowner, testified in Vol. 30, at 212 that a C.M.H.C. official had told him in the summer of 1977 that only one company, Rapco Foam Inc. had an acceptance number at that time.

48. Urea Formaldehyde Litigation Materials, prepared for Continuing Legal Education Seminar in Vancouver, B.C., June 25, 1982. See also Vol. 36, at 16. Testimony by G. Walt.
49. Daily Commercial News, Sept. 7, 1977, at A1.
50. Globe and Mail. Sept. 2, 1977, at B2.
51. Winnipeg Free Press. Sept. 16, 1977, at 5.
52. Letter from Ian E. Efford to Mr. E.M. Perrin, Manager, Market Planning and Development, Borden Chemical Canada, Division of Borden Products Limited, dated 18 October 1977. Copy on file at Faculty of Law, U.B.C.
53. Vol. 25, at 11-12. Testimony by A.M. Bowles, Standards Officer, Canadian General Standards Board and Secretary, C.G.S.B. Committee on the Insulation Contractors Certification Program.
54. Vol. 25, at 66. Testimony by B.B.J. Wood.
55. Urea Formaldehyde Litigation Materials, prepared for Continuing Legal Education Seminar in Vancouver, B.C., June 25, 1982.
56. Ibid.
57. Vol. 24, at 64-65. Testimony by G.S. Wiberg, Toxicologist, Department of National Health and Welfare.
58. Vol. 30, at 6. Testimony by A.L. Jefford, President, Jefford Industries Inc.
59. Ibid., at 7.
60. Exhibit 188. Copy of the letter from G.S. Wiberg, Toxicological Evaluation Section, Environmental Toxicology Division, Department of National Health and Welfare to Arthur Jefford, Market Development, Reichold Limited. The result of the meeting was a report by G.S. Wiberg, Toxicology of thermal insulation. Ottawa: The Department of National Health and Welfare, 1980 (80-EHD-63) (See Exhibit 83).
61. Vol. 30, at 8. Testimony by A.L. Jefford.
62. Ibid., at 55.
63. Transcript on file at Faculty of Law, University of British Columbia; Referred to in Globe and Mail, April 24, 1981, at A4.
64. Exhibit 148. Memo to E. Perrin from Bob Elliot.

65. Daily Commercial News, Jan. 29, 1979, at C1.
66. Daily Commercial News, May 25, 1979, at B1.
67. Ottawa Citizen, June 7, 1979, at 16; Winnipeg Free Press, May 31, 1979, at 1; Ottawa Citizen, May 31, 1979, at 17; Vol. 36, at 1. Testimony by G.L. Walt.
68. Ottawa Citizen, June 7, 1979, at 16; Winnipeg Free Press, June 20, 1979, at 8.
69. Ottawa Citizen, June 7, 1979, at 16.
70. Ibid., at 16.
71. Ibid., at 16; also Winnipeg Free Press, May 31, 1979, at 1.
72. Exhibit 219A, C.H.I.P. Material list effective September 26, 1979; Ottawa Citizen, June 7, 1979, at 16; Ottawa Citizen, May 31, 1979, at 17.
73. Winnipeg Free Press, June 20, 1979, at 8.
74. Ibid., at 8.
75. Federal Register, Vol. 46, No. 24, Thur. Feb. 5, 1981, at 11190.
76. Globe and Mail, Nov. 5, 1979, at B1.
77. Chemical Week, Nov. 14, 1979, at 24. See also, footnote 75 supra, at 11207.
78. Vol. 25, at 71. Testimony by B.B.J. Wood.
79. Exhibit 150. Minutes of the Government/UFFI Industry Liaison meeting of 2 October, 1980, at 4.
80. Ibid., at 5.
81. Ibid., at 17-19. See also Globe and Mail, Oct. 28, 1981 at 4.
82. Exhibit 151. Minutes of meeting of Oct. 16, 1980.
83. Exhibit 149. Letter from Mr. Fred Silver, Chairman, C.U.F.I.C. dated Oct. 30, 1980 to Mr. Gordon L. Walt, Chairman of the U.F.F.I. Committee re: industry proposal to government and terms of reference for the Canadian Foam Industry Council.
84. Canadian Plastics, Oct. 1980, at 38; Globe and Mail, May 9, 1981, at 3.

85. According to testimony of Mr. William Bremner. Globe and Mail, Oct. 28, 1981, at 4.
86. Globe and Mail, Dec. 18, 1980, at 2.
87. R.S.C. 1970, c. H-3.
88. Vol. 5, at 93. Testimony by C. Shirtliffe.
89. Globe and Mail, April 24, 1981, at A4.
90. Financial Post, Feb. 11, 1978, at 35; Journal of Commerce, Oct. 17, 1977, at 7.
91. Globe and Mail, Dec. 18, 1980, at 2.
92. Financial Post, May 2, 1981, at 5.
93. Canadian Plastics, October, 1980, at 38.
94. Canadian Plastics February 1969 to February 1973.
95. Chemical Week, Nov. 14, 1979 at 25.
96. Winnipeg Free Press, April 23, 1981; Globe and Mail, Dec. 15, 1981, at 1; Globe and Mail, April 25, 1981, at 4; Vol. 35, at 81, Testimony by Charles Fichner, Assistant Director, Policy and Programmes, Buildings and Urban Energy Directorate, Department of Energy, Mines and Resources; Globe and Mail, April 24, 1981; Globe and Mail, Feb. 11, 1982, at 8.
97. Financial Post, Aug. 22, 1981 at 1.
98. Vol. 35, at 82. Testimony by Charles Fichner.
99. Vol. 36, at 39 Testimony by Neil Stewart, Mgr. of Operations for C.H.I.P. Program. Globe and Mail, Feb. 11, 1982, at 8.
100. Vol. 25, at 49. Testimony by J.C. Wilson, Manager of the Qualification (Certification) Division of the Canadian General Standards Board.
101. Exhibit 151. Minutes of Government/UFFI Industry Liaison meeting Oct. 16, 1980 at 3.
102. Exhibit 150, at 9. Minutes of the Government/UFFI Industry Liaison meeting of 2 October, 1980.
103. Compilation of materials from Boesgaard, T., footnote 1 supra, and Urea Formaldehyde Litigation Materials, prepared for a Continuing Legal Education Seminar in Vancouver, B.C., June 25, 1982. The companies in United

States which manufactured the chemicals for urea formaldehyde included Borden Chemical Brekke Enterprises, C.P. Chemical Company and Rapperswill Corp. Rapperswill controlling about 80% of the U.S. market. The list is not complete. Hess, L.Y., (ed.) Insulation Guide for Buildings and Industrial Processes. Energy Technical Review No. 43 (1979) at 26-28.

104. Footnote 103 supra; Canadian Plastics, Oct. 1980, at 39.
105. Compilation of materials from Boesgaard, T., footnote 1 supra, Urea Formaldehyde Litigation Materials, prepared for a Continuing Legal Education Seminar in Vancouver, B.C., June 25, 1982; Vol. 26, at 29, Testimony by E. Strauss, Executive Vice-President, Rapco Foam Inc., U.S.A.; Vol. 27, at 139, Testimony by W. Bremner, Sales Consultant, formerly with Rapco Foam Inc. and Ontario Foamers Insulation.
106. Winnipeg Free Press, April 24, 1981, at 10.
107. Globe and Mail, Dec. 20, 1980, at 4; Vol. 24, at 157, 169, Testimony by Gideon Vardi, Engineer, former employee, General U.F. Foam.
108. Vol. 27, at 26. Testimony by D. Bremner, Gen. Mgr., Whiteshield Foamers.
109. Canadian Plastics, Oct. 1980, at 38.
110. Boesgaard, T., footnote 1 supra at 6.
111. Ibid., at 5.
112. Exhibit 147, at 2. Presentation of Mr. W.H. Bremner.
113. Ibid.
114. Boersgaard, T., foornote 1 supra at 6.
115. Exhibit 147, at 2. Presentation of Mr. W.H. Bremner.
116. Vol. 7, at 20. Testimony by C.J. Shirtliffe.
117. Vol. 27, at 110. Testimony by W. Bremner.
118. Vol. 27, at 18. Testimony by D. Bremner.
119. Vol. 7, at 22. Testimony by C.J. Shirtliffe.
120. Vol. 27, at 27. Testimony by D. Bremner.
121. Vol. 7, at 16. Testimony by C.J. Shirtliffe.
122. Vol. 27, at 130. Testimony by W. Bremner.

123. Canadian Plastics, Oct. 1980, at 38.
124. Financial Post, Oct. 24, 1981, at 33.
125. Canadian Plastics, Oct. 1980, at 38.
126. The Borden Company, Limited (1912), incorporated federally 1912. Amalgamated with (a) Borden Chemical (Western) Limited, May 29, 1978; (b) The Borden Chemical Company (Canada) Limited, January 1, 1979; (c) Borden Products Limited. January 1, 1979;
- The Borden Chemical Company (Canada) Limited (1951--January 1, 1979), incorporated federally as of December 7, 1978 to January 1, 1979; amalgamated into The Borden Company Limited on January 1, 1979;
- Borden Products Ltd. (1945--January 1, 1979), incorporated federally as of December 7, 1978 to January 1, 1979; amalgamated into The Borden Company Limited on January 1, 1979;
- Borden Chemical (Western) Limited (1973--May 29, 1978), amalgamated into The Borden Company Limited on May 29, 1978;
- Borden Chemical (Canada) Limited, struck off B.C. Companies register 1976.
127. Angel, J.L., Directory of Intercompany Ownership, Vol. 1, 1974; see also Moody's Industrial Manual, Vol. 1, 1981, at 2114.
128. Volume 25, at 64. Testimony by B.B.J. Wood. Unless otherwise specified, all information regarding Borden's activities may be found in this volume and Mr. Wood's testimony.
129. Rossitter, W.J., Jr., Mathey, R.G., Burch, D.M., Pierce, E.T., Urea-formaldehyde based foam insulations: An assessment of their properties and performance. N.B.S. Technical Note 946, at 77.
130. Ibid., at 54.
131. Footnote 128 supra at 8.
132. Ibid., at 102.
133. Ibid., at 101; these remarks were modified at 102.
134. Vol. 25, at 77.
135. Vol. 25, at 88.

136. Vol. 25, at 100-104. His evidence is confusing here; it must be read carefully to discard what he decides he does not mean.
137. Vol. 25, at 106, 107.
138. Vol. 25, at 107.
139. Vol. 25, at 82.
140. See text at footnote 84.
141. Vol. 25, at 85.
142. Globe and Mail, May 9, at 3.
143. Exhibit 118. The Canadian Chemical Producers Association, Brief to the Hazardous Products Act Board of Review on Urea Formaldehyde Foam Insulation.
144. Ibid.
145. Exhibit 146. Confidential report by Mr. R.L. Urbanczyk. Factors affecting foam stability (shrinkage), at 4.
146. Ibid., at 3-5.
147. Exhibit 136. Rapco Brochure on foam insulation.
148. Journal of Commerce, Feb. 11, 1980, at 9.
149. Globe & Mail, Dec. 18, 1980, at 2.
150. Boesgaard, T. footnote 1 supra at 1.
151. Canadian Plastics, Oct., 1980, at 38.
152. Ibid., at 39.
153. Ibid.
154. Ibid., at 38.
155. Financial Post Corporation Service, Revised September 18, 1981.
156. Vol. 27, at 12. Testimony by D. Bremner.
157. Vol. 30, at 10. Testimony by A.L. Jefford.

2. UFFI: A Case Study of Government Involvement

2.1 Introduction

We may begin our story in 1973.--(1) In that year, some months prior to the Middle East War, and the establishment of O.P.E.C., the Minister of Energy, Mines and Resources issued an analysis of energy policy in Canada,--(2) which contained few references to energy conservation or efficiency as techniques to reduce energy consumption.--(3) By 1974, the federal government was faced with the realization that its energy policy was wholly unsuited to the new energy relationships which confronted Canada, and internal federal government studies began to focus on conservation as a significant element in Canadian energy policy.--(4) From 1973 until 1976 a policy of energy self-reliance was developed in the federal government, which culminated in a statement in the House of Commons in February 1975 outlining several government initiatives in the area of conservation.--(5) These included an In House Energy Conservation Program,--(6) the establishment of consultative and informational exchanges with provincial governments and industry,--(7) the creation of a public information program,--(8) and creation of measures to influence conservation where the price system was not expected to be an effective modifier of behaviour.--(9) Thus, by 1975 the energy conservation program was well established as a major aspect of the emerging Canadian energy policy.--(10)

It is easy to see why conservation was perceived as an attractive policy initiative. First, it was generally conceded that, even if one took into account climatic and geographical considerations, and corrected energy consumption for G.N.P. variations, Canadians ranked among the highest per capita energy users in the world,--(11) suggesting a 'surplus' of consumption which could be reduced through conservation measures. Second, the development of alternative energy supplies through pipeline construction and investment in energy projects in frontier areas would take several years if not decades to complete.--(12) Conservation technology was viewed as 'proven feasibility',--(13) offering immediate gains.--(14) Third, at a time when environmental concerns and native land claims were generating considerable debate in connection with energy supply projects, demand reduction with its generally positive environmental impacts, and non-interference with native peoples' interests was seen as a preferred policy.--(15)

By 1976, the federal government, in its statement of a national energy policy An Energy Strategy for Canada--Policies For Self-Reliance,--(16) estimated that technically feasible and economically justified conservation measures, if fully implemented might be capable of reducing annual energy consumption increases to 2% per annum between 1976 and 1990.--(17) The energy conservation program was described as an 'integral element' of the federal energy strategy.--(18) Thus in February 1976, the Minister of Energy, Mines and Resources announced several conservation initiatives designed to implement this national conservation policy, described as 'the most immediate, lowest cost and lowest risk means by which we can contribute to the achievement of

our objective of energy self-reliance'--(19) Thus it must be understood that energy conservation was but one of several policy initiatives in the context of a broader demand reduction policy, which itself was an aspect of a national policy of self-reliance. Among these conservation measures, announced in February 1976 was a building conservation program which included 'financial encouragement and assistance...' for the improvement of existing residences through the revision of existing loan and grant programs to emphasize the purchase of insulation materials.--(20) Thus by 1976 one could identify three major strategies for energy conservation. These included a continuation and expansion of information and attitude modification programs, pricing policies, and adjustments of institutional factors.--(21)

Two of these initiatives are associated with the UFFI problem. The Office of Energy Conservation, in the Department of Energy, Mines and Resources developed an extensive information program to encourage Canadians to conserve energy;--(22) and the adjustment program included 'grants... for expenditures in energy use reduction'--(23)--the CHIP and HIP programs. Before moving on to describe these two programs, it would be valuable to understand why the use of financial incentives was and is seen as the cornerstone of Canadian energy conservation policy.

The information program, while valuable, was perceived as lacking in several respects, including the risk that it would not necessarily result in the upgrading of the least efficient dwellings, and might result in substantial instability in the demand for, and supply of, building materials and labour.--(24) In addition, information programs, while at first glance relatively inexpensive, may generate substantial costs when one considers the number of participants in the residential energy sector who must be informed accurately of the value of insulation.--(25) In addition, while price itself has been recognized as a conservation tool.--(26) evidence in the mid-seventies pointed to the conclusion that demand for energy in the residential sector was relatively insensitive to price increases.--(27) Related to this, was the view that capital incentives may be a necessary regulatory tool where homeowners decide that they may not fully recover energy saving expenses if they will not reside in the retrofitted home for a long enough period to generate energy consumption savings, and where sub-buyers who may be unable to assess the energy efficiency of a building, may not pay a portion of the capital cost of the conservation investment.--(28) Moreover, retrofitting as a means to reduce energy use in the residential environment may increase consumer comfort, while alternative energy use reduction techniques often exact a cost in consumer discomfort--(29)--and once in place, the conservation measure is passive, and thus more likely to be utilized.--(30)

It is also apparent that the government was aware of the substantial employment opportunities generated in the manufacturing and service sectors by a substantial investment in a retrofit program;--(31) and as well, that those opportunities would likely ensure to the benefit of central Canadian provinces. The establishment of a retrofit program can be viewed as a technique to redistribute wealth from capital investment in energy production

in energy producing provinces, to capital investment in conservation technology and manufacturing and service industries in Central Canada.--(32) These political considerations were observable, as well, in the federal government's use of the retrofit program as a lever in federal-provincial negotiations in which the federal government conditioned provincial participation in the program on the adoption by the provinces of energy conservation measures. This attempt at economic leverage was not met with a great deal of pleasure by the provincial governments.--(33) Nonetheless, the retrofit program was likely viewed as a valuable bargaining tool by the federal government. Finally, the political benefits of direct cash grants to thousands of homeowners is obvious.--(34)

The use of direct financial grants to consumers to encourage insulation use, and reduce energy consumption has continued to develop since 1977. Admittedly, the C.H.I.P. program, when it was first introduced in the summer of 1977 was not the overwhelming success which government had expected.--(35) Nonetheless, and this point is central to an understanding of the position of the federal government towards the UFFI problem, the residential retrofit program has remained the cornerstone of the federal government's energy conservation program, from 1978--(36) until today.--(37) The impression one has is that government perceives that its residential sector energy conservation program is at risk due to the emerging uncertainty regarding insulation material performance characteristics. The millions of dollars to be paid out in compensation is seen as a means of assuring consumers who are contemplating retrofitting their homes, that their conservation decision will not involve unforeseen and uninsured risks. The beneficiary of the compensation program as currently designed,--(38) is not the homeowner, but Canada's energy policy.

The UFFI problem is thus seen as a minor element in a comprehensive energy strategy. In the succeeding chapters of this essay I will attempt to identify the relevant actors in government who played a role in the marketing and distribution of UFFI, and discuss a selection--(39) of private and public law issues which bear on the UFFI problem. The actors include several government departments, two Crown corporations, and a number of commercial enterprises.

2.2 The Canadian General Standards Board

The Canadian General Standards Board--(40) first became involved with UFFI in 1970 when the matter was referred to the C.G.S.B. from the Central Mortgage and Housing Corporation.--(41)

At that time a working group on UFFI was established, which remained dormant for several years. In 1975 a subcommittee on UFFI was established, with three subsidiary working groups: an investigation working group concerned with quality of installation; a test procedures working group concerned with the performance of the product and quality control of component chemicals; and

an application procedures working group which was responsible for the development of an application standard.--(42)

The committees of the C.G.S.B. operate through a "consensus" decisionmaking process in which the role of the C.G.S.B., represented in some cases by a secretary, is to facilitate discussion, to ensure that minority interests are represented and taken into account in the standard setting process, to ensure that adequate research data is presented in support of arguments and proposals, and to co-ordinate and administer decision-making.--(43) Unanimity is not a prerequisite to standard approval, but a substantial majority vote is required.--(44) The membership of the UFFI committee and working groups included representatives of provincial public utilities, federal government departments, producer interests, and crown corporations.--(45)

There is some dispute as to whether and to what extent medical expertise was utilized by the C.G.S.B. committees. The Executive Director of the C.G.S.B. admitted that medical expertise would be utilized once a problem was identified.--(46) However, when the representative of C.M.H.C. raised the issue of possible allergic reactions to formaldehyde in 1975-76, "manufacturers replied their applicators do not have such problems, and it was felt unnecessary to pursue matters further.--(47) The issue of "health" as opposed to "odour" was acknowledged by another member of the C.G.S.B. in 1978.--(48) but no standard modification occurred--where "consensus" is a prerequisite to modification there is no need to put to vote a matter which a significant subset of the group opposes.--(49) In 1979 and 1980 officials of the Dept. of National Health and Welfare were involved in C.G.S.B. committee decision-making.--(50)

The C.G.S.B. working groups established two standards. The first, was a standard for "thermal insulation, urea based, foamed in place"--(51) The second was a provisional standard for the installation of UFFI.--(52) The former, a product standard, was adopted at an extraordinary meeting in July 1977, and was ratified by the C.G.S.B. Standards Review Board in October 1977.--(53) The installation standard was never ratified and remained as a provisional standard until the product was banned in 1980.--(54)

There are several issues which must be discussed in an analysis of the role of the C.G.S.B. in standard setting, and in particular, the role of the C.G.S.B. committees on formaldehyde. The first involves an assessment of the "consensus" approach to regulatory decision-making. The "consensus" model of regulation, in which a decision is arrived at only after a substantial majority of interested parties concurs reflects an interpretation of the public interest as "the best possible accommodation of conflicting particular interests"--(55) It is a reflection of the view that an optimal bureaucratic decision is one in which at least one represented interest considers itself better off with the decision, and no represented interest considers itself worse off by the move. Transaction costs are reduced through the appointment of representatives of the interested parties, and through the

creation of a forum and structure for decision-making which reduces the opportunity to adopt intrasigent, 'hold-at' stances. The risks concomitant to this approach to public regulation are, however, enormous. The committee working on the C.G.S.B. product standard consisted of 22 representatives, of which seven were from industry, thus permitting 'blocking' of any decision adverse to only one interest. The definition of 'interested parties', at least in this case, omitted representatives of consumer users, and representatives of competitive industries.--(56) Where certain interests are not represented it is only natural that the optimal decision will not reflect the potential prejudice to those interests.--(57)

My second concern involves the nature of bargaining and the sanctions available to enforce the concluded agreement. The consensus or multilateral agreement implies that the behaviour of the parties to the agreement will be modified as a result of the standard. The C.G.S.B. does not have its own 'enforcement' mechanism.--(58) and thus, like any voluntary compliance procedure, the process relies on the 'good faith' of the participants.--(59) Indeed, one of the alleged benefits of the consensus model of regulation is that it reduces enforcement, monitoring and compliance costs, since participation of industry in the regulatory decision-making process encourages 'compliance' not with external commands but with norms and modes of conduct which the industry itself has designed.--(60) which have been created by a process in which industry has participated, and which are the result of industry investment.

A third concern reflects an inherent risk in the consensus process. The C.G.S.B. technical committees clearly serve as a source of information to government.--(61) This 'information' where it takes the form of the views of the interests represented in the process, represents a formalized lobbying activity. The 'consensus' process provides a structure through which organized interests are able to introduce their views concerning regulatory policy. The technical committees, however, are not designed to that end, and accordingly, the bureaucratic representation is not policy-oriented. This imbalance, coupled with the absence of contrary policy perspectives may lead to a decision or standard, biased, from a policy perspective, in favour of commercial interests.--(62)

The other informational aspect of the 'consensus' model suggests that the interested parties provide government with expert information concerning product performance, and ensure that the decision-making process identifies all relevant variables which affect the operations of the interested parties.--(63) The C.G.S.B. technical committee relied almost exclusively on research data supplied by industry.--(64) and while this reliance may have been necessary in light of the government's relative ignorance of the insulation product, market practices, and the installation industry, the result may have been a standard which reflects only those variables which industry presented for consideration.

A fourth concern is that the participation by government and industry experts ignores the fact that decision-making is not determined by the mechanical application of "scientific" facts to a particular situation, but involves judgment and the exercise of discretion based on the values of the bureaucratic institution and individual bureaucrats. There is a clear risk, as is manifested in the UFFI case, that the industry values and bureaucratic values may coincide. This is not necessarily a case of agency "capture" by industry, but rather a situation where the bureaucratic interests of government and the economic interests of industry complemented one another. The energy conservation program was based on policy analysis which pointed to the use of insulation in a retrofit program as fundamental aspect of a national policy to reduce energy demand. That over-riding motivation paralleled industry profit and growth motives. The consensus approach to decision-making as reflected in the C.G.S.B. did not permit independent scrutiny of the parallel value systems of the bureaucrats and industry.

This identification of values is best reflected in proposals for deregulation in the Canadian bureaucracy. One of the proposed methods of deregulation is the adoption of the "exhortation" instrument of governing, which, as in the C.H.I.P. program, may be coupled with public expenditure incentives.--(65) Not surprisingly, political scientists describe the industry preference for "flexible, co-operative guidelines arrived at by consensus"--(66), while studies of Canadian bureaucrats indicate that "quiet consultation" with parties which bureaucrats must accommodate (industry and business) is preferred by Canadian public servants.--(67)

The combination of C.G.S.B. reliance on industry data and the parallel motivations or objects of the government and industry representatives on the C.G.S.B. suggests that the committee did not reflect a bureaucratic bias.--(68) Rather, through reliance on industry research data and expertise, and with a substantial portion of industry members, the committee decision-making processes conform to a rather unique modification of the "capture" theory of administrative regulation.--(69) The capture in this case is a subtle process involving a weighting of industry representatives on the committee, the existence of parallel values or objectives, and a radical imbalance in information.

A fifth concern relates to the ever present element of government secrecy reflected in the operations of the C.G.S.B. committees. While the minutes of C.G.S.B. technical committees are open to the public, and while industry is involved in the process, the process is closed to interests which are not identified as having a sufficiently direct interest in the standard. The effective secrecy of the standard setting process in the C.G.S.B. may be contrasted with procedures which ensure public access to the information generated by the process.--(70) At least part of the "secrecy" issue arises from the unstructured nature of the negotiating process. The standard setting process does not fit within a formal paradigm of pre-parliamentary, parliamentary and post-parliamentary phases of the public policy formation process.--(71) The development of the standard took place over several years,

and itself was but a minor element in a much broader policy process. The process is "politically invisible"

My final concern relates to the impression that the standard setting process is free from "political" influence. It seems to me that the public may perceive the establishment of a "government standard" as a form of "approval", or guarantee.--(72) At the very least, the public perceives the standard setting process as a purely technical process involving only "scientific" considerations of performance and safety. The reality of the process, of course, is that the standard setting committee may become a forum for political lobbying. In addition, the committee may be influenced by "political" directives from senior levels of government. Apparently, the UFFI case provides an example of both these risks.

In the UFFI case, the C.G.S.B. technical committee had in May 1977, against the advice of the Office of Energy Conservation.--(73) adopted a provisional standard for urea-formaldehyde thermal insulation.--(74) In the minutes of the C.G.S.B. committee of March 18, 1977 the C.M.H.C. representative had stated that a provisional standard should not be issued because of the risks of poor application.--(75) Subsequently on June 6, 1977 the Secretary of the C.G.S.B. wrote to members of the committee indicating that research was continuing and that a subsequent meeting of the working group would be held in the late fall of 1977 when "results of currently on-going research..." will be reviewed.--(76) On June 22, the members of the UFFI manufacturers association asked for a meeting of the C.G.S.B. to approve a final standard "to enable us to obtain immediate C.M.H.C. acceptance numbers."--(77) On June 24, the C.G.S.B. secretary called a meeting of the UFFI committee to vote on a final standard on July 11, 1977.--(78) The standard was voted on and a consensus standard adopted subject to minor amendments and further receipt of votes.--(79)

The explanation for the extraordinary meeting is obvious. As officials of the N.R.C. and C.G.S.B. put it, the knowledge that the home insulation program was forthcoming was the "stimulant which realized consensus on the issues of shrinkage and effective thermal resistance.--(80) Once the national insulation program came into effect, and required that a final standard be developed before the foam could be accepted under the program, an extraordinary meeting was called, and the provisional standard was adopted as a final standard.--(81) This step was taken notwithstanding that further research was considered necessary.--(82) The point to be made, of course, is that standard setting is as much a social and political process as it is a technical process and should be treated as such by the courts.--(83) and those considering regulatory reform.

The somewhat naive attitudes of the Special Committee on Regulatory Reform and the Economic Council of Canada are, in light of the experience of the C.G.S.B. committees, quite surprising. It is true that the role of government as an impartial arbiter is theoretically appealing.--(84) and that cost considerations, psychological incentives to comply with self-designed

standards, ease of renegotiation and modification, the ability to tailor specifications to a particular product or industry, and private inputs are valuable considerations.--(85) The history of the C.G.S.B., however, indicates the quite considerable risks of secrecy, informality, agency capture or at the least parallel bureaucratic/industry objects, political influence, and lack of representative interests.

2.3 Canada Mortgage and Housing Corporation

The Canada Mortgage and Housing Corporation (C.M.H.C.) was the primary governmental actor in the development of UFFI, and its inclusion in the home insulation program. The C.M.H.C. was established under the Central Mortgage and Housing Act--(86) which declares that C.M.H.C. is for all purposes an agent of the Crown.--(87) and is constituted a Crown Corporation pursuant to the Financial Administration Act--(88) The role of C.M.H.C. in the development of a UFFI standard commenced in 1971 when it requested the C.G.S.B. to develop a standard for UFFI.--(89) This referral grew out of the issuance of acceptance numbers by C.M.H.C. to two UFFI products in the early 1970's which were withdrawn in 1973.--(90)

The activities of the C.M.H.C. in establishing standards for insulation material as a precondition to the issuance of insurance for loans may have been carried out pursuant to provisions of the National Housing Act--(91) Under that Act, the corporation is given authority to investigate housing conditions, to distribute information which would lead to the construction of improved housing.--(92) to undertake research into efficiencies in the construction of housing.--(93) and to engage in programs of technical research in co-operation with other departments and agencies of the federal government, and investigations into the improvement and development of methods of construction, standards and materials.--(94)

As part of its ongoing work in the area of housing standards the C.M.H.C. operates a materials acceptance program.--(95) Under this program, C.M.H.C. issues 'acceptance' number to specific manufacturer's products which meet C.M.H.C. standards. Only developers who construct houses with materials accepted by C.M.H.C. are eligible for C.M.H.C. financial assistance. When the home insulation programs were developed, it was decided that eligibility for grants for retrofitting would be available only to those homeowners who used materials "accepted" by C.M.H.C.--(96)

It should be pointed out that both the Home Insulation Program (H.I.P.) established in January 1977 in Nova Scotia and Prince Edward Island.--(97) and the Canadian Home Insulation Program (C.H.I.P.) introduced in September 1977, were designed in such a manner that C.M.H.C. had "total control" of both programs.--(98) This control, exercised by C.M.H.C. alone, took two forms. First, funding for both programs was allocated not to the Department of Energy, Mines and Resources, but to the Central Mortgage and Housing Corporation.--(99) In 1977 alone this amounted to 95 million dollars, and the

funding allocations to C.M.H.C. under both programs increased in 1978 and 1979.--(100) It is, of course, impossible to separate policy control from financial control.--(101) The second element of C.M.H.C. control relates to responsibility for insulation product selection. Under the Canadian Home Insulation Regulations--(102) payments by C.M.H.C. were authorized to persons who purchased "insulation materials".--(103) "(I)nsulation materials" was defined to mean:--(104)

"material that is acceptable to the Corporation for the purpose of insulating against heat loss"

It is not clear why C.M.H.C. was given financial and material selection responsibility for the H.I.P. and C.H.I.P. programs. It is true that C.M.H.C. may have had an administrative structure in place which could be used to expedite grant applications and payments, and indeed that is the current situation.--(105) C.M.H.C. officials have acknowledged that they had no specific expertise in insulation product performance, and looked to the National Research Council for scientific expertise, and to the C.G.S.B. to establish standards.--(106) One possible explanation was the political benefits which accrued to the Minister of State for Urban Affairs, Mr. Andre Ouellet, as a result of the program.--(107) Another was the desire to use excess C.H.I.P. and H.I.P. funding for general C.M.H.C. operations.--(108) In any event, notwithstanding C.M.H.C. statements to the contrary, legal, financial and material selection responsibility for the C.H.I.P. program was delegated to C.M.H.C.

The legal responsibility of C.M.H.C. will depend on a variety of factors. The first is the extent of its knowledge of the performance characteristics of UFFI.--(108a) The second is the view held by the public of C.M.H.C. "acceptance" of products as indicating that the quality and performance of the product has been assessed and "approved" by the government.--(109) The third is the responsibility of C.M.H.C. for issuing "acceptance" numbers to products in 1977 in the absence of an "application" standard and without an effective policing or enforcement mechanism to ensure that the product was being installed properly.

This final point is the most important. As indicated earlier, the C.G.S.B. had in June, 1977 planned a meeting in the late fall of 1977 to continue work on a product standard. Within two weeks the C.G.S.B. called an extraordinary meeting to approve the standard in July 1977.--(110) C.M.H.C. acceptance numbers were issued in August 1977. The explanation for the immediate approval of the standard, and the issuance of C.M.H.C. acceptance numbers in the summer of 1977 is quite simple. In June, 1977 the issue of a forthcoming grant program was a matter of public discussion and debate.--(111) The government was under considerable public pressure to implement a direct grant incentive program in light of similar programs in the vast majority of O.E.C.D. countries.--(112) and in view of the announcement by President Carter of a major conservation initiative in April, 1977.--(113) It would not be surprising if the UFFI industry was very interested in having its products

included in the program. The industry could not have been unaware of the impending influx of capital, and in order to compete with alternative insulation products it would have been mandatory to have their product included in the program. Even six months delay, when one takes into account the capital incentive nature of the C.H.I.P. program, would have been intolerable. In addition, the government was well aware of the cyclical nature of the insulation industry,--(114) and thus would have been quite concerned that the C.H.I.P. program be in place to ensure that fall insulation market be influenced to the greatest extent possible.

What must be answered is whether this immediate 'acceptance', of UFFI products in the summer of 1977 in the absence of an application standard, and when there was no policing or enforcement mechanism in place was appropriate. All participants in the standard setting process were well aware of the critical nature of the application procedures in ensuring product quality.--(115)

2.4 Department of Energy Mines and Resources

The role of the Department of Energy Mines and Resources and the Office of Energy Conservation have been described in a general sense in the Introduction. The Office of Energy Conservation (O.E.C.) was established in November 1973--(116) in response to the oil embargo which occurred after the 1973 Middle East War. In addition to fulfilling the programs of E.M.R. described earlier,--(117) the O.E.C.'s primary functions included providing policy advice on energy conservation to the federal government, co-ordinating federal government involvement in energy conservation;--(118) establishing informational and decision-making links among the departments of Consumer and Corporate Affairs, Finance and the Central Mortgage and Housing Corporation; co-ordinating conservation decisions within government to reduce duplication of studies; disseminating information on energy use and conservation to commercial, residential, industry, labour and transportation interests, planning research and development in energy conservation; and in May 1976, designing domestic and commercial retrofitting programs.--(119)

Thus at first glance it seems that the O.E.C. had two primary functions which relate to the UFFI problem. The first was the O.E.C. role in providing information to Canadian homeowners upon which some homeowners relied in deciding to engage in energy conservation measures. The second was the design of a financial incentive retrofit program to encourage the purchase of insulation materials by reducing their capital cost, and which provided a 1.4 billion dollar financial base for the Canadian insulation industry.

The information program designed by the O.E.C. was directed at two objectives. One was the provision of factual information regarding energy consumption and specific conservation measures, in order to reduce consumer search costs, and to facilitate accurate decision-making by consumers.--(120) The second was a sophisticated program of attitudinal and behavior

modification--“to persuade Canadians of the morality of energy conservation and to encourage energy conservation”---(121) The effective use of the ‘crisis’ of the energy shortage permitted the federal government to persuade Canadians of a philosophy of sacrifice for the public good through energy conservation.--(122)

Urea formaldehyde foam insulation was mentioned in at least two O.E.C. publications. In 1975, the O.E.C. advised homeowners that the product quality and workmanship of foamed in place insulation should be checked, and a ‘meaningful guarantee’ obtained---(123) In 1976, the Office of Energy Conservation, with the assistance of the Central Mortgage and Housing Corporation produced Keeping the Heat In---(124) In that publication, the O.E.C. did not consider UFFI to be an acceptable product for retrofitting homes.--(125) Mention was made of the risk of shrinkage, degradation, and moisture problems. Its use was conditioned on advice to the homeowner to obtain a contractual undertaking from the installer accepting liability for any damage to the house caused by the insulation.--(126) While the O.E.C. was primarily concerned with the suitability of material as insulation, it did specifically warn of health and safety risks associated with polystyrene and polyurethane foams.--(127) The relationship of Energy, Mines and Resources to the C.H.I.P. program is somewhat more complex. It appears, as discussed earlier, that officials in the Office of Energy Conservation developed the concept of a financial incentive program to encourage the retrofitting of residential homes. However, when the program was implemented, responsibility and financial control was delegated to the Central Mortgage Housing Corporation.--(128) Energy, Mines and Resources involvement in the C.G.S.B. standard setting process--(129) was to ensure that accurate information regarding insulation materials was provided to the public, to ensure adequate conservation performance of insulation materials, and to support the conservation initiatives of the Department.--(130) The representatives of the Department of Energy, Mines and Resources who were active in C.G.S.B. committee work were apparently unequivocally opposed to the use of formaldehyde foam in the retrofit program which they had developed.--(131)

In April 1981, just three months after the use of formaldehyde foam insulation was banned under the Hazardous Products Act---(132) the Department assumed policy and program responsibility for the C.H.I.P. program. The Canadian Home Insulation Regulations enacted in April 1981--(133) authorize the Minister of Energy, Mines and Resources to make home insulation payments. Under the definition of ‘eligible material’ in section 2, homeowners who use ‘material... that conforms to or is equivalent to the standards prescribed by the Canada Mortgage and Housing Corporation and... is approved by the Minister for use...’ are entitled to receive grants. The Minister is the Minister of Energy, Mines and Resources.--(134) Thus the Department of Energy, Mines and Resources now has effective control of the products which are permitted for use under the C.H.I.P. program. As well, since March, 1981, the Department of Energy, Mines and Resources has exercised financial control over both the C.H.I.P. and H.I.P. programmes.--(135) The role of C.M.H.C. is defined under

the terms of a contractual arrangement with the Department and is limited to purely administrative and technical matters.--(136)

2.5 The National Research Council

The National Research Council (N.R.C.)--(137) provided technical assistance under contract with C.M.H.C.,--(138) and participated as a member of the working groups and committee on UFFI of the C.G.S.B.--(139) In addition, the N.R.C. provided research funds to the insulation industry under a cost-sharing research and development program.--(140)

The National Research Council, though its Building Research Division, had been engaged in extensive research on the thermal insulating qualities of insulation products in new and used residential structures since the late 1960's and throughout the early part of the 1970's.--(141) While the N.R.C. focused its attention on thermal performance characteristics, it did investigate the hazardous characteristics of several types of insulation, both in respect of fire hazards--(142) and air quality.--(143) By 1977, energy conservation was considered a 'top priority' in the Division of Building Research Program, and because of the potential for saving substantial amounts of energy, 'all available resources (were) applied to these matters'--(144) The Division of Building Research general program included the provision of technical assistance in preparing standards for thermal insulation.--(145) The responsibility of the National Research Council for the current UFFI situation will likely be founded on its status as the only non-industry representative on the C.G.S.B. with technical expertise, and with the ability to assess the research data supplied by industry and to review the scientific literature describing the characteristics of UFFI.

Perhaps the best public source of the state of N.R.C. knowledge before the summer of 1977 is a report of the United States Bureau of Standards, published in July 1977 entitled Urea-Formaldehyde Based Foam Insulation: An Assessment of Their Properties and Performance.--(146) The National Bureau of Standards specifically mentions the assistance of the National Research Council. In the report, the N.B.S. noted that its own research studies 'raised serious questions concerning the durability of the foam.'--(147) They also acknowledged the lack of field data and in service performance generally, and the need for further studies in North American climatic conditions.--(148) The issue of formaldehyde gas concentration and toxicity was discussed.--(149) and a long-term exposure standard of .02 p.p.m. after two months was noted.--(150) The N.B.S. study raised the issue of health hazards, and described the now well-known irritant symptoms of formaldehyde.--(151) As well, the N.B.S. study noted that maximum concentrations of gas for long-term exposure had not been established, and that no data were available on this point.--(152) Documented formaldehyde odour problems were described.--(153) and wood rot, and chemical penetration of wood were discussed.--(154) The only specific statement of toxicity research was the review of tests conducted by the American Standards Testing Bureau which indicated that the

foam tested was 'non-toxic' under the federal Hazardous Substances Act.-- (155)

In its conclusion the N.B.S. researchers suggested several areas where further research was necessary. The issue of food in foam-enclosed environments, the problem of the effectiveness of vent plugs, the lack of available information to establish guidelines, and the risk of formaldehyde gas settling in inhabited areas were all noted as requiring further research.--(156) Long term performance data, information on durability and shrinkage, and the effect of the foam on house construction was described as inadequate.--(157) The N.R.C. representative voted in favour of the 'consensus' C.G.S.B. product standard.--(158)

2.6 Canada Development Corporation

The Canada Development Corporation (C.D.C.),--(159) in the implementation of its policy to stimulate Canadian enterprise through the provision of initial investment capital,--(160) invested 3.7 million dollars to acquire a 40% interest in Innocan Investments Ltd.,--(161) a venture capital holding company.--(162) In 1976 Innocan Investments Ltd. acquired 100% of the voting shares of Rapco Farms Inc.--(163) In 1977, Rapco Foam Inc. was amalgamated into Lorcon Inc.,--(164) and at least until 1981 Innocan Investments Ltd. retained an interest in Lorcon Inc.--(165)

C.D.C. was represented on the Board of Directors of Innocan Investments Ltd., and on the Innocan audit committee.--(166) Generally C.D.C. seeks a control position 'large enough for C.D.C. to exert control when deemed necessary and to reap a meaningful reward should the investment ultimately prove successful.'--(167) The possibility of C.D.C. influence on Innocan Investment Ltd., is therefore quite substantial.--(168) There is not evidence that C.D.C. attempted to influence governmental decisions relating to the foam.--(169)

Chapter 2 - Footnotes

1. Until 1973 Canadian energy policy reflected a concern with increasing the use of domestic oil by Canadians, and increasing production and export of Canadian Oil. See The Honourable George Hees, Minister of Trade and Commerce, Statement of National Oil Policy, House of Commons Debates, Feb. 1, 1961; Huland, P.P., Vice-Chairman, National Energy Board, "Canada's National Oil Policy", Paper presented at the Annual Meeting of the Canadian Institute of Mining and Metallurgy, Quebec City, April 25-27, 1966.
2. See An Energy Policy for Canada, Phase I, Energy, Mines and Resources (1973). The report outlined major energy policy issues in Canada, dealing with development of energy resources, and forecasts of energy demand; and discussed the potential impact of energy resource development on employment, inflation, industrial development, international relations, trade, regional disparity and the environment. Ibid., at 5.
3. It was acknowledged that forecasts of energy consumption would vary with modifications of energy policy. Ibid., at 79, 80; and the report acknowledged the increased use of insulation as a significant measure to reduce fuel consumption in the residential environment. Ibid., at 77.
4. In November, 1973, a rudimentary "in house" conservation policy was adopted by the Department of Public Works, designed to reduce energy requirements by 18%. House of Commons Debates, February 6, 1975, Vol. 119, No. 70, at 3005.

In 1975, the Office of Energy Conservation issued a report which pointed out that the development of energy resources would become increasingly expensive, with the resulting withdrawal of capital investment from other sectors of the economy. Reliance on oil imports to increase supply was seen as increasingly risky; and the cost of raw energy was perceived as being extremely high. Energy conservation was viewed as anti-inflationary though a reduction in rate of product cost increases, and as a measure which would increase employment, improve Canada's competitive position in international markets, and reduce the economic, social and environmental dislocations due to energy shortages. See Armstrong, G.T., Objectives and Activities of the Office of Energy Conservation, Office of Energy Conservation, Dept. of Energy, Mines and Resources, Report Series No. R9 at 1-3; Rueben, F., Energy Conservation in Canada: An Overview, Office of Energy Conservation, E.M.R., Research Series No. 4 (1975) at 12-13.

5. See House of Commons Debates Feb. 6, 1975, Vol. 119, No. 70 at 3005-08.
6. Ibid. See An Energy Strategy for Canada: Policies for Self-Reliance, Energy Policy Sector, E.M.R. Canada (1976) at 28. This program continues today. See Government of Canada, Internal Energy Conservation Program, Annual Report 1977, (Report E1-78-3); Annual Report 1978 (Report E1 79-

- 3); 3rd Annual Report 1979, E.M.R. Canada, Conservation and Renewable Energy Branch (1980).
7. Ibid., at 28, 29. See Towards Energy Conservation by Manufacturing Industries. A Report to the Office of Energy Conservation, Department of Energy Mines and Resources, Feb. 1975, Research Series No. 2; Government and Industry Energy Conservation Conference, Office of Energy Conservation, May 1975, Research Series No. 5 at 9.
8. Designated to advise consumers of the need to conserve, and to provide information on efficient energy use. Ibid., 28,29.
9. Armstrong, op. cit., footnote 4 supra at 4. An example was the modification of the National Building Code to improve insulation standards in situations where developers, who normally do not operate buildings, may make design and construction decisions to minimize capital cost at the expense of energy use efficient buildings.
10. In 1975 we see the first use of direct economic incentives in support of conservation measures--the elimination of the federal sales tax on insulation materials. Finance Canada: Budget: Highlights and Supplementary Information, June 23, 1975 at 9. See Conference of First Ministers, Background Paper on the Canadian Energy Situation, April 9-10, 1975 at 14.
11. See Reuben, F. op. cit. footnote 4, supra at Appendix 3; Starr C., "The Consistency of Economic Growth and Energy Conservations Technology", in Hitch C.J. (ed.) Energy Conservation and Economic Growth (1978) at 33-35; Slagorsky, Z.C., Energy Use in Canada in Comparison with Other Countries (1979) at 45-47, 68; Darmstadter, J., "Inter-country Comparisons of Energy Use: Any Lessons for the United States?", in Abrahamsson B.J. (ed.) Conservation and the Changing Direction in Economic Growth (1979) at 71, 72. Pindyck, R.S., "The Characteristics of the Demand for Energy", in Sawhill, J.C. (ed.) Energy Conservation and Public Policy (1979) at 28.
12. Berkowitz, N., "Missing Elements in Canadian Energy Policy", in Nemetz, P., (ed.) Energy Crisis Policy Response (1981) at 27.
13. Hirst, E., and Jackson, J.R., "Future Energy Use in Residential and Commercial Buildings: Energy Conservation and Economics", in Nemetz, P. (ed.) Energy Policy - The Global Challenge (1979) at 204.
14. Nemetz, P., Energy Policy - The Global Challenge, Introduction and Summary, in Nemetz, P., op. cit. footnote 13 supra at 6.
15. Gibbons, J.H., "Long Term Research Opportunities", in Sawhill, J.C. (ed.) Energy Conservation and Public Policy (1979) at 212; Energy

Conservation in Canada: Programs and Perspectives E.M.R. Canada, Report EP77-7 (1977) at 1-5.

16. Op. cit., footnote 6 supra.
17. Ibid., at 95, 93.
18. Ibid., at 126, 129, 131. The national energy strategy of self-reliance included pricing arrangements, energy conservation, incentives for increased exploration and development, increased resource information, inter-fuel substitution, new delivery systems, energy preparedness, increased research and development, and greater Canadian ownership and participation.
19. Ibid., at 133. See also "Ottawa Still Warm to Insulation Plan", Globe and Mail, June 8, 1977 at 8.
20. Ibid., at 132. The first public discussion of the C.H.I.P. program which I could discover was the announcement in February 1975 in which an incentive program was described briefly, and C.M.H.C. designated as the department with major responsibility. See House of Commons Debates, Feb. 6, 1975, Vol. 119, No. 70, at 3010.

The choice of specific conservation measures has been said to involve an assessment of the economic impact of the measure on the demand for labour, lower income groups, inflation, balance of payments, the competitive position of industry, and the effect of reduced energy consumption on GNP growth. See Toombes, R.B., Senior Energy Advisor, Dept. of Energy, Mines and Resources, Notes for Participation in a Seminar on Energy and Resources in Canadian US Relations, May 3, 1979.

21. Energy Conservation in Canada: Programs and Perspectives, op. cit., footnote 15 supra at 5, 6.
22. See infra at Chapter 2.4.
23. Op. cit. footnote 15 supra at 6. The grant incentive programs were expected, somewhat optimistically as it turns out, to result in savings of 38 million barrels of oil by 1990 as a result of a 1.4 billion dollar federal investment. Ibid., at 20, 21.
24. "Thermal Efficiency in the Existing Housing Stock", Background Paper No. 1, Policy Development Division, Central Mortgage and Housing Corporation, in Thermal Efficiency in Existing Housing and the Potential for Conservation (1976) at 8.

25. Savitz, M., and Hirst, M., "'Technological Options for Improving Energy Efficiency in Residential and Commercial Buildings'", in Sawhill, J.C., op. cit. footnote 15 supra at 110.
26. See Energy Conservation in Canada: Programs and Perspectives op. cit. footnote 15 supra at 6. Dewees, D.N., "'Energy Policy and Consumer Energy Consumption'", in Nemetz, P., op. cit., footnote 12 supra at 115; Friedman, M., "'Blaming the Obstetrician'" Newsweek, June 4, 1979 at 70.
27. See Pimdyck, R.S., footnote 11 supra at 36, 37; Fuss, M., and Waverman, L., The Demand for Energy in Canada, Confidential Report for the Department of Energy, Mines and Resources, Feb. 1975; Energy Demand Projections: A Total Energy Approach Report E.R. 77-4, E.M.R. Canada, (1977) at 31; Friedenber, W.B., Energy in Canada: Review and Outlook to 1995 (1979) at 9.
28. See Seidel, M.R., Plotkin, S.E., Reck, P.O., Energy Conservation Strategies, Program 1H1093, Implementation Research Division, July 1973 at 46; Lincoln, G.A., "'Energy Conservation'", in Abelson P.H. (ed.) Energy: Use Conservation and Supply, A.A.A.S. (1974) at 23. The major disincentive to retrofit is, of course, the capital expenditure necessarily incurred by the homeowner to alter existing inefficient homes. Rawls, L.J., "'U.S. Energy Conservation'", in Abrahamsson B.J. (ed.) Conservation and the Changing Direction of Economic Growth (1979) at 87.
29. Schipper, L. "'Energy Use and Conservation in Industrialized Countries'", Sawhill, J.C., (ed.) op. cit. footnote 11 supra at 65.
30. See Schipper, L.K. "'Energy Use and Conservation in Industrialized Countries'", Sawhill, J.C., (ed.) op. cit. footnote 11 supra at 65.
31. See The Residential Insulation Industry in Canada... An Outline of Present Status and Future Outlook, Background Paper No. 3 in Thermal Efficiency and Existing Housing and the Potential for Conservation, op. cit., footnote 24 supra at III-5 III-19, 20. O.E.C.D., Thermal Insulation for Buildings 14 (1962); Schipper, L.K., supra footnote 30 at 338, 352, 366-372; The Energy Crisis and Proposed Solution: Panel Discussions before the Committee on Ways and Means, House of Representatives, 94th Cong. First Session, at 1644-51.
32. Rostow, W.W., "'Energy and Full Employment'", in Hitch, C.J. (ed.) Energy Conservation and Economic Growth (1979) at 100-106. As well, it has been argued that energy conservation expenditures from consumer disposable income does not represent potential investment income which will be withdrawn from capital investment in alternative enterprises. See Darmstadter, "'Lessons of History and Other Countries'", in Hitch C.J. (ed.) Energy Conservation and Economic Growth (1979) at 22.

33. Cichetti, C.J., and Reinbergs, M., "Opportunities for Canadian Energy Policy", in Nemetz, P. (ed.) op. cit. footnote 13 at 367. The Conserver, O.E.C. Newsletter, January 1978, Vol. 2.2 at 1 "Ottawa to provide taxable home grants for adding insulation", Globe and Mail, June 28, 1977 at B1; "Gillespie denies insulation plan accusations", Globe and Mail, June 30, 1977 at B3.
34. See The Conserver, OEC Newsletter, June 1977, Vol. 2.1 at 5. The same popular response apparently took place in the United States, Reisner, R., "Federal Support of State and Local Conservation Programs", in Sawhill J.C., (ed.) op. cit. footnote 11 supra at 236. Hayes, D., Energy: The Case For Conservation, Worldwatch Paper No. 4 (1976) at 23.
35. See Central Mortgage and Housing Corporation Annual Report 1978 at 29. Canada Mortgage and Housing Corporation, Annual Report, 1979 at 56, 57; Energy Policies and Programmes of I.E.A. Countries, International Energy Agency, 1978 Revies, O.E.C.D. (1979) at 20, 57. "Insulation boom raises concern", Globe & Mail, November 5, 1979, at B1; "Rush to insulate brings many new contractors into business", Globe & Mail, September 2, 1977 at B2.
36. See Gander, E.J., and Belaire, F.W. "Energy Futures for Canadians, Long-Term Energy Assessment Program, Report of a Study prepared for Energy, Mines and Resources (1978) at 95-97. The National Energy Program 1980, Energy, Mines and Resources Canada, (1980) at 68-71. It should be pointed out that the energy conservation program consists of several sub-programmes (Ibid., at 71-73) and is itself but one element in a national policy of energy independence consisting of a number of inter-dependent subordinate policies, including pricing arrangements, reform of taxation policy, investment incentives, modification of exploration incentives, enhancement of Canadian ownership and control of energy resources, regional incentives, direct action programs, the development of alternate energy sources, and a variety of minor programs. Ibid., at 23-69.
37. The most recent statement of national energy policy, The National Energy Program, Update 1982, Energy Mines and Resources Canada (1982) has continued the earlier conservation initiatives, with references to the "ethical reasons" for energy conservations, and the statement that "conservation provides the cleanest, most enduring, and... the cheapest part of the solution to the oil problem. Ibid., at 25.

The provision of direct financial aid to homeowners is described as the cornerstone of the NEP conservation policy with an annual budget of \$265,000,000. Ibid., at 26. The policy statement suggests that the use of UFFI was not the responsibility of the government, since its use predated the CHIP program, and alleges that one-half of the UFFI homes did not receive government assistance. The role of the federal government in attempting to remedy the difficulties is lauded. Ibid., at 26, 27.

38. See Bill C-109, First Session, 32nd Parliament, 1980-81-82; the Urea Formaldehyde Insulation Act. The program is discretionary under section 3 of the Act. Negotiations are currently taking place regarding the prerequisites which must be met before a compensation payment will be made. See Draft 16, Regulations Respecting Urea Formaldehyde Foam Insulation, August 1982. On file at the Faculty of law, University of British Columbia.
39. I have chosen not to review the operations of the Hazardous Products Act, R.S.C. 1970, c.H-3 as it applies to the UFFI problem, not have I reviewed the implications of the interprovincial aspects of the products liability cases. As well, I have not discussed the quite complex limitation act issues which the UFFI problem raises. See Limitation Amendment Act, 1982. Fourth Sess., 32nd Parliament, 30-31 Eliz. II, 1981-82 Legislative Assembly of British Columbia. The bill received Royal Assent on June 7, 1982. See S.Q. 1981, c. 45 which reads as follows:

‘‘Tout recours en justice fondé sur l’utilisation de la mousse d’urée formaldéhyde comme isolant ne peut, s’il est déjà intenté le 19 décembre 1981 ou s’il l’est avant le 1er juillet 1982, être rejeté pour le motif qu’il est prescrit ou qu’il n’a pas été intenté avec diligence raisonnable.’’

See also, Close A., ‘‘Limitation Act Issues’’, in Urea-Formaldehyde Litigation CLE (B.C.) (1982) at 3-11. Finally, I have not discussed ‘‘real estate transaction’’ implications of buying and selling a UFFI home.

40. The Canadian General Standards Board (C.G.S.B.), was known until 1978 as the Canadian Government Specifications Board. It was first established in 1934 and The National Research Council Act, R.S.C. 1970, c. N-14, as the ‘‘Canadian Government Purchasing Standards Committee’’. See R.S.C. 1952, c. 239, s. 13(c)(v) and s. 13(c)(vi). In 1965 pursuant to P.C. 1965-248, supervision of the C.G.S.B. was transferred from the N.R.C. to the Department of Defence Production. See also Treasury Board, T.B. 633635, Dec. 16, 1964. In 1974 the C.G.S.B. was authorized, pursuant to section 8 of the Department of Supply and Services Act, R.S.C. 1970, c. S-18, ‘‘to provide standards development and related consulting services to other levels of government and the private sector that request this service.’’ See P.C. 1974-10/1539, 16 July 1974.

The C.G.S.B. as constituted in 1974-1982 consisted of a interdepartmental Policy Board; a Standards Review Board consisting of representatives of industry associations, government departments, crown corporations, the provinces and territories, the research and academic communities, and standards writing organizations. See Canadian Government Specifications Board, Role and Operations 23, 24 (1976). In addition, the C.G.S.B. consists of an Advisory Panel to advise on

potential national standards, and a large number of technical committees. Ibid., at 9.

The primary function of the technical committees is to develop a "standard" for a product or service. The committees include, in theory, governmental, testing and research, uses, producer and consumer interests. The members of the committee identify the product characteristics that should be standardized, and the method and levels of standardization. Ibid., at 10.

41. See Brewer G., Hazardous Products Board of Review Urea Formaldehyde Foam Insulation (H.P.B.R.U.F.F.I.) Transcript of Proceedings Vol. 35, at 46, 47.
42. See Bowles, A.M., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of the Proceedings, Vol. 25, at 15-17.
43. See Maynard, H.E. Executive Director of the C.G.S.B., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 35, at 6-8, 31-33.
44. Ibid., at 34.
45. See Curran, P., "Ottawa's Forum on Standards," Canadian Plastics, June 1974, at 32.
46. See Maynard, H.E., footnote 43 supra at 36; Bowles, A.M. footnote 42 supra at 34.
47. Brewer, G., footnote 41 supra at 54, 55.
48. Footnote 42 supra at 29.
49. Ibid., at 31, 32.
50. See Manual for: Installers of Urea Formaldehyde Foam Thermal Insulation, June 1980, C.G.S.B. 51-GP-43MP, H.P.B.R.U.F.F.I. Exhibit 30, prepared by the Committee on Insulation Contractor Certification Program, at Chapter 7.
51. C.G.S.B. 51-GP-24M, December 1977. A comprehensive description of C.G.S.B. activities in relation to this projects is contained in a paper written by officials of the National Research Council and the C.G.S.B. See Shirliffe, C., and Bowles, A.M., "Development of a Canadian Standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation", ASTM Special Technical Publication 718, McElroy, D.L. and Tye, R.P. (eds.) (1980) at 361-364.
52. Provisional Standard for: The Installation of foamed in situ urea based insulation, 51-GP-22MP, December 1977.

53. Bowles, A.M., footnote 42 supra at 15-17. The Review Board does not review 'technical matters'. It simply reviews the standard and standard setting process to ensure that C.G.S.B. policies and standard procedures have been complied with. Maynard, H.E., footnote 43 at 14. See Terms of Reference of the C.G.S.B. Standards Review Board, at section 1.
54. Shirliffe, C., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 7, at 77, 80.
55. Kernaghan, K. 'Responsible Public Bureaucracy: A Rationale and Framework for Analysis', (1973), 16 Can. Pub. Admin, 572.
56. Representatives of competitive industries, whose financial interests will be affected by the decision, will introduce expertise to offset the bias inherent in the expertise of the industry whose product is the subject of standardization. This risk is well recognized, and in the absence of legislative direction is almost certain to occur. Doerr, A.D. The Machinery of Government in Canada 123 (1981).
57. Consumer interests are now commonly represented on standard setting agencies. See National Standards System, Criteria and Procedures for the Preparation and Approach of National Standards of Canada, Standards Council of Canada (1981) at Section 3.1.1.

See also 'C.G.S.B. Creates its First Consumer Advisory Panel', (1982) 9 Consensus No. 3, at 12. It should be pointed out, however, that the presence of consumer interests may simply result in an increase in perceived integrity, unless resources are made available to them. Nemetz, P., et al. Regulation of Toxic Cheminals in the Environment, Working Paper No. 20, Regulation Reference, Economic Council of Canada, 152 (1981). Nonetheless, consumer interests even if under-financed may play a valuable role in questioning industry data, in feeding information to competitors and critics, and introducing non-industry values in the decision-making process. In addition, as Thompson argues, the involvement of 'external' agents may result in the identification and valuation of external costs which may not be borne either by industry or government. See Thompson, A.R., Environmental Regulation in Canada 43 (1980).

The under representation of other than institutional interests is often unintended. The 'consensus' will take place without the representation of diffuse interests because of free-riders, organizational costs, or lack of information regarding the existence of the process. Doern, G.G. Rationalizing the Regulatory Decision-Making Process: The Prospects for Reform, Working Paper No. 2, Regulation Reference, Economic Council of Canada (1979) at 73, 107. Trebilcock, M., 'Regulation and the Consumer Interest', in Doern G.B. (ed.) The Regulatory Process in Canada Ch. 4 (1978). Stanbury, W.T., 'Lobbying and Interest Group Representation in the Legislative Process', in Neilson, W.A.W., and MacPherson J.B. (eds.)

The Legislative Process in Canada. The Need for Reform (1978) at 176-181; Dewees, N., Evaluation of Policies for Regulating Environmental Pollution, Working Paper No. 4, Regulation Reference, Economic Council of Canada, (1980) at 27-29.

58. See Wilson, J.C., Manager, Qualifications (Certification) Division of the C.G.S.B., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 25, at 56, 57. As well, the product standard will not refer to particular formulations of the product, leaving that matter to the discretion of the manufacturer. See Brewer, G., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 35 at 69.

While the C.G.S.B. does not have an internal enforcement mechanism, it is open to other institutions both in and outside government to use the C.G.S.B. standard as an enforcement criterion. See Bowles, footnote 42 supra at 19,20.

59. See Neilson, W.A.W., 'Administrative Remedies: The Canadian Experience With Assurances of Voluntary Compliance in Provincial Trade Practice Legislation', (1981) 19 Osgoode Hall L.J. 153 at 158.
60. Thompson, A., op. cit., footnote 57 supra at 36.
61. See Browne-John, C.L., 'Advisory Agencies in Canada: An Introduction', (1979), 22 Can. Pub. Admin. 72 at 90, 91.
62. See Anderson, J.E. 'Pressure Groups and the Canadian Bureaucracy', in Kernaghan, K., (ed.) Public Administration in Canada 295 (3rd ed. 1977). Browne-John, C.L., footnote 61 supra. Where, however, all interested parties are represented, the process may be effective in ensuring that government is apprised of all relevant arguments and positions. Presthus, R., Elites in the Policy Process Ch. 1 (1974).
63. See Thompson, A.R., op. cit., footnote 57 supra at 38-9. Doerr, A.D., op. cit., footnote 56 supra at 120-122.
64. See Canada Mortgage and Housing Corporation, 'Information, CMHC and Foam Insulation 3 (undated, on file at Faculty of Law, University of British Columbia); Bowles, A.M., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 25, at 10-12; For example, the draft application standards were prepared by Borden Chemical and Rapco Foam Inc. See Working Group on Application Procedures, Minutes of the Third Meeting, 2 June 1977, at para. 1, July 6, 1977. The same point is made by Shirtliffe, C.J., and Bowles, A.M. footnote 51 supra at 363.
65. See Doern, G.B., Rationalizing the Regulatory Decision-Making Process: The Prospects for Reform, Working Paper No. 2, Regulation Reference, Economic Council of Canada (1979), at 13, 19.

66. Ibid., at 6.
67. See Campbell, C., and Szablowski, G., 'The Centre and the Periphery: Superbureaucrats' Relations with MPs and Senators'', in Clarke, H.D., Campbell, C., Quo, F.Q., Goddard, A. (eds.) Parliament, Policy and Representation (1980) at 200.
68. See Trebilcock, M., Waverman, L., Prichard, J.D.S., 'Markets for Regulation, Implications for Performance Standards and Institutional Design'', in Government Regulation: Issues and Alternatives, Ontario Economic Council (1978) at 46; See also, Cairns, R.D., Rationales for Regulation, Technial Report No. 2, Economic Council of Canada, (1980) at 16-19.
69. Notwithstanding views that 'capture' takes place only rarely in Canada. See Hartle, D.G., Public Policy Decision-Making and Regulation, (1978) at 124-25. Compare Kane, G.T., Consumers and the Regulators (1980) at 28-29.
70. See Public Government for Private People, 2 The Report of the Commission on Freedom of Information and Individual Privacy 192-194 (1980).
71. See Stanbury, W.T., footnote 57 supra at 183, 184.
72. See infra at Chapter 2.3.
73. See Letters from Ian E. Efford, Director, Office of Energy Conservation, to Mr. A. Bowles, Secretary, C.G.S.B. Committee on Urea Formaldehyde Information, March 15, 1977 and March 28, 1977. See Telegram, under the name of Gillespie, A., Minister of Energy, Mines and Resources, addressed to Rapco Foam Inc., April 27, 1977; Letter From Ian E. Efford, to Rapco Foam Inc., May 4, 1977; Memorandum of May 6, 1977 from Walter Raeppe, Office of Energy Conservation to Officials of N.C.R. and C.M.H.C.; Memorandum from Ian E. Efford to Deputy Minister, Energy, Mines and Resources, May 18, 1977 (all documents are on file at Faculty of Law, University of British Columbia).
74. C.G.S.B. 51-GP-24P.
75. Working Group on Test Procedures, Minutes of the Fourth Meeting, March 18, 1977, at para. 5 (6 April 1977).
76. Letter from Alan Bowles, Standards Officer, C.G.S.B., to Members of Committee on UFFI, dated June 6, 1977.
77. Copy of letter from Urbanczyk, R.K., Secretary, The Canadian Association of U.F. Insulation Manufacturers, June 22, 1977.
78. Notice of Meeting, Committee on UFFI, June 24, 1977.

79. See Committee on UFFI, Minutes of the First Meeting, held in Ottawa, July 11, 1977; Letter from Bowles, A.M., Secretary of the Committee on UFFI, to Committee members, dated July 19, 1977.
80. Footnote 12 supra at 390.
81. Ibid.
82. Ibid., at 391.
83. The view of the courts that compliance with governmental standards is relevant in determining whether a manufacturer took appropriate care in designing or manufacturing a product merely encourages manufacturers to attempt to influence the standard-setting agency. See Green & Nader, 'Economic Regulation v. Competition: Uncle Sam the Monopoly Man', (1973) 82 Yale L.J. 871, 876. This may explain the preference of manufacturers for administrative agency standard setting rather than judicial standard setting. Johnson, 'Products Liability 'Reform'; A Hazard to Consumers'', (1978) 56 N.C. Law Rev. 677 at 689. The Ontario Law Reform Commission put it somewhat euphemistically, 'often standards... are incomplete, out of date, or are enacted for social purposes other than safety.' Ontario Law Reform Commission, Report on Products Liability 95 (1979).
84. See Reforming Regulation, Economic Council of Canada 104-06 (1981). See Nemetz, P., et al., op. cit., footnote 57 supra at 71, 152.
85. Report of the Special Committee on Regulatory Reform, House of Commons, 35, 36 (1980). Woodroffe, G.F., Consumer Law and Practice 123 (1980). Many of the advantages and disadvantages of multi-lateral bargaining as a reeregulatory tool are discussed in Nemetz, P., et al., op. cit. footnote 57 supra at 146-149.
86. R.S.C. 1970, c.C-16. The name of the corporation was changed to the Canada Mortgage and Housing Corporation in 1979, S.C. 1978-79, c. 16, s. 12.
87. Ibid., s. 5(1).
88. R.S.C. 1970, c. F-10, s. 66(1), Schedule D.
89. Brewer, G., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 35, at 61, 62; Bowles, A.M., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 25, at 14. C.M.H.C., Information, C.M.H.C. and Foam Insulation (undated, on file at Faculty of Law, University of British Columbia) at 2, 3.
90. Brewer, G., footnote 89 supra at 43-46. Shirliffe, C., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 7 at 77, 78. Walt, G.S., Manager of

Materials Evaluation, C.M.H.C., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 36, at 20.

91. R.S.C. 1970, c. N-10, as amended by S.C. 1970-71-72, c. 25; S.C. 1973-74, c. 18; S.C. 1974-75-76, c. 38, c. 82.
92. Ibid., ss. 11(2)(a), 17(2).
93. Ibid., s. 36(a).
94. Ibid., s. 37(1). C.M.H.C. had been developing insulation standards during 1975 and 1976 for use in new residential construction. See Central Mortgage and Housing Corporation, Builder's Bulletins, No. 258, Dec. 17, 1976; No. 242, April 17, 1975; No. 263, May 13, 1977. C.M.H.C., 'Thermal Insulation, a C.M.H.C. Technical Summary', N.H.A. 5137 (1976).

As well, the Policy Development Division of C.M.H.C. had established a Working Group on Thermal Efficiency Policy, which in 1976 published three background papers which favoured energy conservation, and agreed that residential space heating conservation was the "most important, immediate step" in alleviating energy shortages. Thermal Efficiency in Existing Housing and the Potential for Conservation, Background Paper No. 1, Thermal Efficiency in the Existing Housing Stock, Policy Development Division, (1976) C.M.H.C. at 1.

95. Statutory authority for the acceptance program is likely s. 11(2) of the National Housing Act, R.S.C. 1970, c. N-10; 1973-74, c. 18 s. 5. The program is described in Exhibit 219 of the Hazardous Products Board of Review Urea Formaldehyde Foam Insulation, Catalogue of Exhibits and Index to Transcripts of Proceedings, June 29, 1981 to Jan. 5, 1982. C.C.A.C., Transcript of Proceedings, Vol. 36 at 12.
96. Under the materials acceptance program as applied to UFFI, an insulation product of a specific manufacturer was issued an acceptance number on application of the manufacturer demonstrating that the product met the C.G.S.B. product standard, and for certain limited insulation purposes. Ibid. See also C.M.H.C., Builders' Bulletin No. 316, 1980-02-12.
97. The H.I.P. program was announced jointly by the Ministers of Urban Affairs and Energy, Mines and Resources in December 1976 and February 1977. The Conserver, Office of Energy Conservation Newsletter, June 1977, Vol. 2.1 at 4. Several reasons were given for the selective introduction of this program in the Maritime Provinces. First, these provinces relied to a substantial degree on imported oil for electrical generation. Energy Policies and Programs of I.E.A. Countries 1977, International Energy Agency (1978) at 70. As well, policy papers prepared by C.M.H.C. indicated that the existing stock of residential homes was highly upgradeable relative to other provinces. See Thermal Efficiency in

Existing Housing and the Potential for Conservation, op. cit. footnote 94 at 18-21. In addition, homeowners in the Atlantic provinces viewed increases in heating costs as 'very high', compared with the views of homeowners in other provinces. Ibid., at 38. Finally, 36% of the homeowners in the Atlantic provinces planned to take action to upgrade the thermal performance of their homes, compared with 25% nationally. Ibid.

98. See McKenzie, R., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 34 at 62.
99. Insulation loan funding was allocated to the Department of Energy, Mines and Resources under the Appropriation Act, No. 1, 1977, S.C. 1976-77, c. 7, votes 7d and 8d, in respect of the provinces of Nova Scotia and Prince Edward Island.

However, H.I.P. direct grant funding of \$40,350,000 was provided on March 29, 1977 to the Central Mortgage and Housing Corporation to administer and provide contributions to homeowners in Nova Scotia and Prince Edward Island pursuant to the Appropriation Act, No. 1, 1977, S.C. 1976-77, c. 7, Vote 21d.

Similarly, C.H.I.P. program funding of \$45,000,000 was allocated to C.M.H.C. on December 15, 1977 pursuant to the Appropriation Act, No. 3, 1977-78, S.C. 1977-78, c. 2, Urban Affairs Vote 11a.

100. See Appropriation Act, No. 1, 1978, c. 7, Urban Affairs - C.M.H.C. Vote 20. See C.M.H.C. Annual Report 1979 - (1980) at 23; See also Public Accounts of Canada, 1979, Vol II, Details of Expenditures and Revenues Statements of Crown Corporations at 27, 28. See also, Estimates for the Fiscal Year Ending March 31, 1979, Urban Affairs, C.M.H.C. Vote 15, (\$81,150,000).
101. Thomas, P., 'Parliament and the Purse Strings', in Clarke, H.D., Campbell, C., Quo, F.R., and Goddard A., (eds.) Parliament, Policy and Representation (1980) at 173.
102. P.C. 1978-15, S.O.R./78-241, Canada Gazette, Part II, Vol. 112, No. 6, March 22, 1978. The regulations were amended by S.O.R./79-552 Canada Gazette, Part II, Vol. 113, No. 15, August 8, 1979 to further define, and perhaps reduce the responsibility of C.M.H.C.. Under section 1(3) of the amended regulations, the term 'eligible material' was defined to mean:

'material... that conforms or is equivalent to the standard prescribed by the Corporation for such material, and is purchased for the purpose of insulating against heat loss so as to reduce the energy consumption of a.. unit or... building...'

H.I.P. regulations for contributions in Prince Edward Island and Nova Scotia were enacted pursuant to P.C. 1977-1121 S.O.R./77-340, 22 April 1977. The regulations did not expressly allocate material acceptance responsibility to C.M.H.C., but there appeared to be no substantial difference in the operation of the two programs.

103. P.C. 1978-15, S.O.R./78-241, Canada Gazette, Part II, Vol 112, No. 6, s. 3.
104. Ibid., s. 2.
105. See infra at Chapter 2.4. text at footnote 136 supra.
106. Brewer, G. H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 35 at 43, 61, 62.
107. See Andre Ouellet, 'Fellow Canadian' letter, September 1977, Government of Canada, Canadian Home Insulation Program. As Aucoin has put it, successive Ministers of State for Urban Affairs 'have used their position as Minister responsible for Central Mortgage and Housing Corporation... to give their position both greater political visibility and influence.' Aucoin, P., 'Portfolio Structures and Policy Co-ordination', in Doern, G.B. and Aucoin, P., (eds.) Public Policy in Canada (1979) at 238.
108. See Public Accounts of Canada, 1979, Vol. II, Details of Expenditures and Revenues 1979, at 29.4
- 108a Apparently C.M.H.C. was aware in 1976 of the 'long term performance uncertainties' of UFFI, and the lack of 'good, legitimate installers'. These were viewed as potential major bottlenecks in forthcoming retrofit programs. The Residential Insulation Industry in Canada: An Outline of Present Status and Future Outlook, Background Paper No. 3, op. cit., footnote 94 supra at III-5.

As well, In September 1977, C.M.H.C. published an advisory document on energy conservation The Conservation of Energy in Housing N.H.A. 5149 (1st ed. 1977), which stated that UFFI was susceptible to shrinkage, degradation and initial moisture, and noted that actual insulating effectiveness could vary in actual installations. Ibid., at 40.

In May 1979, C.M.H.C. withdrew acceptance numbers from a number of products when manufacturers failed to disclose reduced insulation values. See Walt, G.S., Manager of Materials Evaluation, C.M.H.C., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 36 at 20, 21; 'A Temporary Ban', Ottawa Citizen, May 31, 1979 at 17; 'Foam Insulation Ban lifted amidst new controversy', Ottawa Citizen, June 7, 1979 at 16.

109. The C.M.H.C. position regarding their 'acceptance' of products denies that the acceptance number indicates C.M.H.C. approval. Brewer, G., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 35, at 48; Walt, G., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 36 at 27, 28; C.M.H.C. Materials Acceptance, Exhibit 219, H.P.B.R.U.F.F.I., at 5-7. Nonetheless, even C.M.H.C. officials admit that if a product 'carries a C.M.H.C. acceptance number there is every likelihood it is good quality'. 'Failed tests, insulation gets Ottawa nod', Globe & Mail, Oct. 3, 1979 at 5; 'A temporary ban', Ottawa Citizen, May 31, 1979 at 17.
110. See text at footnotes 73 to 79.
111. 'Ottawa still warm to insulation plans', Globe & Mail, June 8, 1977 at 8; '1.5 billion plan to extend home insulation being negotiated by Ottawa, sources say', Globe & Mail, June 11, 1977 at 12; 'Ottawa to provide taxable home grants for adding insulation', Globe & Mail, June 28, 1977 at B1.
112. Energy Conservation in the International Energy Agency 1976 Review, O.E.C.D. (1976) at 19, 47, 48.
113. White House, The President's Energy Program (April 20, 1977): Executive Office of the President, The National Energy Plan, 29 April 1977, Energy Policy and Conservation Act, P.L. 94-163, 94th Cong.
114. Armstrong, G.T., op. cit., footnote 4 supra at 9, 10.
115. See Seidel, M.R., Plotkin S.E., Reck, R.O., 'Energy Conservation Strategies, Program Element 1H1 093, Implementation Research Division, Office of Research and Methodology U.S. E.P.A. (1973) at 55. See infra Chapter 2.2 at footnote 54. Brewer, G., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 35, at 48, 49, 53; See also Rossiter, W.J., et al., Urea-Formaldehyde Based Foam Insulation: An Assessment of Their Properties and Performance, U.S. Dept. of Commerce, National Bureau of Standards, Technical Note 946, July 1977 at 8, 9, 66.
116. Armstrong, G.T., op. cit., footnote 4 supra at 1. By 1977 the O.E.C. had ground to 62 persons with a budget of 9.9 million dollars. Rueben, F., op. cit., footnote 4 supra. See Energy Policies and Programmes of I.E.A. Countries 1978 Review. International Energy Agency, O.E.C.D. (1979) at 56.
- The Dept. of Energy Mines and Resources in establishing the O.E.C. was likely acting pursuant to the broad discretionary authority invested in it by s. 4(a) of the Department of Energy, Mines and Resources Act R.S.C. 1970, c. E-6.
117. See text at footnotes 18-23 supra.

118. See Toombs, R.B., Senior Energy Advisor, Dept. of E.M.R., Notes for Participation in Seminar on Energy and Resources in Canadian U.S. Relatives, May 3, 1979, at 29.
119. Armstrong, G.T., op. cit., footnote 4 supra at 5, 6.
120. See e.g. Dewees, D.N., in Nemetz, P. (ed.) Energy Crisis Policy Response (1981) at 124-27, Hirshhorn, R., A Case Study: Energy Consumption Labelling Requirements for Refrigerators, Studies on Government Regulatory Activity No. 7 Treasury Board Secretariat and the Department of Consumer and Corporate Affairs (1979).

Informational materials produced for the years 1975-1977 by the Department of Energy, Mines and Resources included:

1. 100 Ways to save Energy and Money in the Home (1975)
 2. The Garbage Book, June (1976)
 3. The Bill payers Guide to furnace savings (1975)
 4. The Car Mileage Book (1977)
 5. Energy, The Task Ahead, Policy Questions and Answers (1977)
 6. Saving Money in Heating, Cooling and Lighting (1977)
121. See Vertinsky, P., 'The Use of Mass Communication Strategies to Promote Life-Style Change: The Case of Energy Conservation in Canada', in Nemetz, P. (ed.) Energy Policy The Global Challenge (1979) at 383; Energy Conservation in Canada: Programs and Perspectives Report EP77-7, Energy, Mines and Resources Canada (1977). Canada as a Conserver Society, Report No. 27, Science Council of Canada (1977). Brooks, D.B., Director, Office of Energy Conservation, Conservation and the Roles of Government, O.E.C., Dept. of Energy, Mines and Resources, No. R7 at 10. Nemetz, P., Energy Policy The Global Challenge at 11.
122. See Vertinsky, P., footnote 121 supra at 386; Welbe, G.D., 'Merchandising Commodities and Citizenship on Television', (1957) 15 Public Opinion Quarterly 679-691.
- The best example of this 'sacrifice' mentality is a letter from Andre Ouellet, then Minister of Urban Affairs, dated September 1977 to homeowners who adopted energy conservation measures. See 'Fellow Canadian' letter, September 1977, Government of Canada C.H.I.P.
123. See 100 Ways to Save Energy and Money in the Home Dept. of Energy, Mines and Resources (1975) at 65-66.
124. Energy, Mines and Resources, Office of Energy Conservation, August, 1976.
125. Ibid., at 75.

126. Ibid.
127. Ibid., at 43.
128. See supra at chapter 2.3.
129. See supra at chapter 2.2
130. Thickner, C., Asst. Director of Policy and Programmes, Buildings and Urban Energy Directorate of the Department of Energy, Mines and Resources, H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 35 at 71, 80.
131. See, text infra at footnote 73.
132. R.S.C. 1970, c. H-3, s. 8, Order in Council P.C. 1980-3502.
133. S.O.R./81-437, P.C. 1981-1435, Canada Gazette Part II, Vol. 115, No. 11.
134. Ibid., s. 2.
135. See Appropriation Act, No. 1, 1981-82 Bill C-63, Energy, Mines and Resources, Votes 35, 40, Main Estimates 1981-82.
136. See Thickner, C., footnote 130 supra at 76; Government of Canada, 1982, Index to Programs and Services (3rd ed. 1982) at 86.
137. The National Research Council (N.R.C.) is a Crown Corporation pursuant to the National Research Council Act, R.S.C. 1970, c.N-14, s.8, and the Financial Administration Act, R.S.C., 1970 c.F-10, s.66(1). It is listed in Schedule B of the Financial Administration Act, and thus is a 'departmental corporation' under s.66(1) of the Act. A 'departmental corporation' includes, under the terms of s.66(3), a corporation which is responsible for administrative, supervisory or regulatory services of a governmental nature. The N.R.C. under sections 3 and 9 of the National Research Council Act is an agent of the Crown for all purposes of the Act, and may be sued in its own name in the superior courts.

The National Research Council Act was amended extensively in 1976, by the Government Organization (Scientific Activities Act, 1976), S.C. 1976-77, c.24, ss. 50-61 which received Royal Assent on June 29, 1977. The amending legislation altered the membership and internal organization of the Council (ss.50-54), replaced the Committee of the Privy Council on Scientific and Industrial Research with the cabinet (s.55), and introduced cabinet control over N.R.C. internal bylaws (s.59).
138. See N.R.C. Building Research News Division of Building Research, N.R.C., No. 62, Feb. 1978 at 3. In 1977 a liaison officer was assigned by C.M.H.C.

to the Division of Building Research, N.R.C. to ensure a more effective flow of technical information. Ibid.

139. The work of the National Research Council is described by Shirtliffe, C., and Bowles, A.M., footnote 51 supra
140. See Bowles, A.M., H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 25, at 15. Wood, B., General Sales Manager, Borden Chemical, H.P.B.R.U.F.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 25 at 64. 'N.R.C. backed banned foam', Globe & Mail, May 9, 1981 at 3.
141. See National Research Council of Canada, Building Research-1971 (1972) at 6. Division of Building Research, Insulation of the Home, N.R. 42-2 at 16. Building Research News, Division of Building Research, N.R.C., No. 45, Jan. 1973 at 61.
142. See Building Research News, Division of Building Research, N.R.C. No. 56, Feb. 1976 at 45; Building Research News, Division of Building Research, N.R.C., No. 57, June 1976 at 2., Building Research News, Division of Building Research, N.R.C., No. 59, February 1977 at 5.
143. See Building Research News, Division of Building Research No. 57, June, 1976 at 7. McNiell, R.E., 'Energy Conservation vs. Human Requirements of Temperature, Humidity and Air Quality', in 'Proceedings, First Canadian Building Congress: Energy and Buildings, N.R.C.C. 15870, (1977) at 45.
144. Building Research News, Division of Building Research, N.R.C. No. 59, February 1977 at 5.
145. Building Research News, Division of Building Research, N.R.C. No. 62, February 1978, at 6, 7.

Representation on the C.G.S.B. by the N.R.C. was carried out by the Division of Building Research, Building Services Section. Natural Research Council of Canada, Activities of the Laboratories 1973, N.R.C.L.-73 at 36, 117; and through the Codes and Standards Group which apparently was responsible for providing technical assistance to the C.M.H.C. See National Research Council of Canada, Activities of the Laboratories, 1974, N.R.C.L.-74 at 48.

146. Rossiter, W.J., et al., Urea-Formaldehyde Based Foam Insulations: An Assessment of Their Properties and Performances, U.S. Department of Commerce, National Bureau of Standards, Technical Note 946, (July, 1977).
147. Ibid. at 6.
148. Ibid., at 6, 7, 29.

149. Ibid., at 54, 56.
150. Ibid., at 24, 25, and 58.
151. Ibid., at 57, 58.
152. Ibid.
153. Ibid., at 58-60.
154. Ibid., at 30-32.
155. Ibid., at 54.
156. Ibid., at 54.
157. Ibid., at 69.
158. Shirlcliffe, C., H.P.B.R.U.F.I., Transcript of Proceedings, Vol. 7, at 88.
159. The company was established in 1972 pursuant to The Canada Development Corporation Act, S.C. 1970-71-72, c. 49. Under section 6(1)(d) of the Act the objects of the corporation include the provision of venture capital to Canadian businesses. The Board of Directors of C.D.C. includes, as ex officio members, the deputy ministers of Finance, and Industry Trade and Commerce.
160. C.D.C. Annual Report, 1977 at 13; Graham, M.R., Canada Development Corporation, Corporate Background Report, Royal Commission on Corporate Concentration (1977) at 12, 13.
161. Innocan Investments Ltd. was incorporated in 1973, under S.Q., 1964, c. 271.
162. C.D.C. Annual Report, 1973 at 27. Other major shareholders of Innocan Investments Ltd. have included: Canadian National Railway Pension Plan, Air Canada Pension Fund, Bank of Nova Scotia, Canada Trust Company Pooled Pension Fund, North American Life Assurance Company, and Kaiser, Lowenstein & Meade Ltd.

C.D.C.'s share holding in Innocan Investments had declined to 25% with the issuance of new equity financing in which C.D.C. did not participate. C.D.C. Annual Report 1980 at 25.
163. C.D.C. Annual Report 1976 at 6.
164. Pursuant to s. 179 of the Canada Business Corporation Act.

165. C.D.C. Annual Report 1979 at 20; Canada Business Index, The Blue Book of Canadian Business (1981) at 1024.
166. Graham, op. cit. footnote 160 supra at 76.
167. Ibid.
168. In 1976/77 Mr. P. Powell, Chief Financial Officer and Vice President of C.D.C. was a Director of Innocan Investments Ltd. Canada Development Corporation, 1st Quarter Report, 1977 at 8. Mr. Powell was a member of the C.D.C. senior management team which was intended to "ensure close liaison and effective involvement with C.D.C.'s underlying companies". Ibid.
169. Graham, in 1975, wrote that there is "no evidence of the C.D.C. seeking preferential treatment from government." Graham, op. cit. footnote 160 at 95.

APPENDICE "SNTE-20"

Problèmes posés par la MIUF en matière de droit public et de droit privé

Professeur D.S. Cohen
Professeur assistant
Faculté de droit
Université de Colombie-
Britannique

23 octobre 1982

Nota: Cette étude n'est qu'un projet. Elle ne doit faire l'objet ni de citations, ni de renvois. Les citations en bas de page n'ont pas été vérifiées.

D. Cohen 1982.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette étude ne peut être reproduite, stockée dans un système d'information ou transmise sous forme ou sous une autre, quel que soit le moyen utilisé, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement, ou autre, sans l'accord préalable de l'auteur.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Chapitre I	Industrie de la mousse d'urée-formol au Canada
1.1	Chronologie
1.2	L'industrie - Vue générale
1.3	Les fabricants de résine d'urée-formol au Canada
1.4	Les distributeurs
1.5	Les entrepreneurs
1.6	Les principaux fabricants
Chapitre II	MIUF: Etude de l'intervention du gouvernement
2.1	Introduction
2.2	L'Office des normes générales du Canada
2.3	La Société canadienne d'hypothèques et de logement
2.4	Le Ministère de l'Energie, Mines et Ressources
2.5	Le Conseil national de recherches
2.6	La Corporation de développement du Canada

Introduction

Le 22 décembre 1980, le Ministère de la Consommation et des Corporations, agissant en vertu de la Loi sur les produits dangereux,¹ a interdit la vente des produits d'isolation thermique à base d'urée-formol injectés sur place sous forme de mousse et servant à isoler les bâtiments.² Trois ans auparavant, en juin 1977, le Ministre fédéral des Affaires urbaines avait annoncé la création d'un programme d'isolation des résidences de \$1,4 milliards visant à inciter les propriétaires canadiens à diminuer leur consommation d'énergie en améliorant le rendement énergétique de leur résidence,³ et les isolants à base d'urée-formol ont été incorporés au programme par la Société centrale d'hypothèques et de logement.⁴ Quelques mois plus tôt, une filiale de la Corporation de développement du Canada avait acheté la totalité des actions ordinaires de la Rapco Foam Inc., une société s'occupant de la fabrication et de la diffusion d'éléments isolants en mousse d'urée-formol.⁵ En 1976, une plainte a été déposée par le Metropolitan Denver District Attorney's Consumer Office,⁶ en vertu de l'article 10 de la Consumer Product Safety Act,⁷ en demandant que la Consumer Product Safety Commission élabore une norme en vertu de l'article 7 de la Loi en ce qui concerne un certain nombre de produits d'isolation des résidences, mousse d'urée-formol compris. En 1974, des brevets canadiens concernant Insulspray ainsi qu'un appareil de fabrication de mousse permettant d'installer le produit isolant ont été concédés à la Borden Product (Canada) Limited.⁸ En 1970, la Société centrale d'hypothèques et de logement avait demandé à l'Office des normes du gouvernement canadien d'élaborer une norme de produits en ce qui a trait aux produits

isolants à base d'urée-formol.⁹

La mousse isolante d'urée-formol est un matériau isolant couramment utilisé dans les bâtiments résidentiels et commerciaux. Elle est fabriquée sur place et généralement injectée dans les espaces situés entre les murs par l'intermédiaire de trous percés dans les cloisons. Ce produit est élaboré en mélangeant une résine, un agent moussant et de l'air comprimé et en pompant le mélange obtenu dans les espaces à l'intérieur des murs. La mousse doit avoir la consistance d'une crème à raser lors de sa fabrication mais elle se met à durcir presque immédiatement. Le séchage peut prendre plusieurs semaines.¹⁰

Au cours des dix années qui ont précédé l'interdiction, il est probable que 80,000 Canadiens ont isolé leur maison avec ce produit.¹¹ C'est dans ce groupe que l'on retrouve les gens les plus directement affectés par l'emploi du produit isolant. On ne dispose pas encore de statistiques, mais un Comité consultatif d'experts canadiens sur l'urée-formol, ainsi que la Federal Consumer Product Safety Commission aux Etats-Unis, ont conclu que des personnes placées dans un milieu contaminé par la mousse peuvent éprouver des réactions d'irritation chronique ou aigüe, des réactions allergiques chroniques et, éventuellement, une sensibilisation générale aux produits chimiques.¹² Pourtant, il semble qu'une bonne majorité des personnes touchées ne peut signaler l'existence, ou encore la prouver, de préjudices personnels, d'effets contraires sur la santé ou de dégâts matériels infligés à leur maison qui aient un lien de cause à effet avec la présence de la mousse isolante. La perte subie par ces personnes en terme de diminution de la valeur de leur résidence peut être qualifiée de perte économique abstraite. La diffusion de l'information

dans l'ensemble du marché, venant s'ajouter à l'impossibilité apparente de la technique à établir une distinction entre les degrés de sécurité des différentes résidences,¹³ a donné lieu à un effet dépréciateur qui a fait tomber le prix de l'ensemble des résidences concernées. De même, on ne peut écarter la possibilité de voir le risque se matérialiser.¹⁴ Le préjudice reste abstrait dans la mesure où il n'est pas lié à un défaut prouvé qui se soit manifesté dans une résidence particulière. En conséquence, les plaignants en puissance regroupent la grande majorité et peut-être même la totalité des acheteurs de mousse isolante cherchant à obtenir une indemnisation du fait de la perte de valeur de leur résidence sur le marché (perte économique abstraite dérivée) ou, accessoirement, à se faire rembourser le coût des réparations. Nous savons tous qu'une telle procédure peut présenter des difficultés considérables dans une poursuite en dédommagement en raison d'une négligence.¹⁵

Pour obtenir une indemnisation, il faudra peut-être que ces propriétaires se retournent contre un certain nombre de fabricants des produits chimiques à partir desquels la mousse isolante d'urée-formol est produite sur place. Toutefois, ces fabricants n'ont pas fabriqué un produit de consommation. L'allégation selon laquelle le préjudice a été causé par un défaut de conception du produit isolant doit être reformulée de manière à pouvoir alléguer le défaut de conception du procédé de fabrication. Les fabricants des composants chimiques ont conçu et breveté¹⁶ un procédé de fabrication qu'ils ont transmis, en même temps que les composants chimiques, à des centaines de fabricants chargés d'élaborer le produit de consommation sur place. Le défaut de conception, si tant est qu'il existe, est inhérent au procédé de fabrication qui

a été la cause de la présence d'une mousse isolante défectueuse dans les murs des résidences.¹⁷

En plus d'alléguer la négligence au niveau de la conception du procédé, il est peut-être aussi possible d'alléguer que les fabricants des composants chimiques se sont montrés négligents en ne révélant pas aux acheteurs potentiels qu'il y avait un risque que la mousse ne donne pas les résultats espérés. Il est d'autant plus difficile d'alléguer un manquement au devoir de divulgation puisque les défenseurs éventuels n'ont pas fabriqué un produit de consommation soumis aux règles de l'étiquetage ou devant comporter une notice d'instruction accompagnant le produit. L'obligation d'avertir le consommateur doit être imposée à un fabricant de composants qui va, là encore, soulever des objections de principes et de doctrine.¹⁸

Enfin, il est peut-être possible d'intenter des poursuites en responsabilité stricte dans un certain nombre de provinces dans lesquelles le fait de ne pas divulguer les risques et d'agir comme l'ont fait les fabricants de composants constitue une tromperie ou un manque d'équité dans la mesure où cette non divulgation ou cette conduite peuvent avoir amené le consommateur à se méprendre sur la qualité ou sur le rendement du produit.¹⁹ La législation sur les pratiques commerciales n'est pas généralement considérée comme une arme efficace en matière de responsabilité liée au produit. Il semble toutefois que l'abrogation de la doctrine du privilège de l'information, l'imposition d'une responsabilité stricte ou absolue et l'élaboration de la théorie des défauts du produit venant tromper le consommateur sur la sécurité de celui-ci, pourrait permettre d'employer la législation, du moins dans certaines provinces, de manière à faire appliquer une responsabilité stricte en

matière de produits.

Les propriétaires de résidences pourraient aussi alléguer les obligations contractuelles implicites des installateurs de mousse. Le contrat d'installation, qu'on le considère comme un contrat de service ou comme un contrat de vente, sera normalement considéré comme impliquant que le produit transféré a une bonne qualité marchande et est raisonnablement adapté au but qui lui est fixé. L'application de ces conditions aux problèmes de l'urée-formol doit impliquer l'analyse de la responsabilité des fournisseurs du produit lorsque, comme cela est courant, le produit précisément vendu donne de bons résultats et ne présente pas de défauts susceptibles d'être prouvés. Le produit n'en est pas moins sans valeur et la résidence dans laquelle il est installé en est largement dépréciée. Le préjudice provient bien entendu du risque perçu par le marché et de l'incapacité, dans l'état de la technique, d'établir une distinction entre différentes résidences offrant plus ou moins de garanties de sécurité. Le fournisseur n'en est pas moins fondé à alléguer que rien ne prouve que le produit fourni en particulier est "défectueux".²⁰

La question de la responsabilité éventuelle du gouvernement est peut-être encore la plus compliquée au niveau des implications juridiques du problème de l'urée-formol. Une bonne description des activités menées pendant 10 ans par le gouvernement dans ce domaine est nécessairement complexe.²¹ On peut résumer en disant qu'une société de la Couronne, qui s'intitule à l'époque Société centrale d'hypothèques et de logement (S.C.H.L.) a reçu le pouvoir, aux termes d'un règlement promulgué en vertu de la Loi portant affectation de crédits²² de verser des sommes d'argent aux propriétaires de résidences ayant acheté des produits isolants "acceptés" par la société.

Cette société a apparemment décidé d'accepter les produits répondant à la norme de fabrication élaborée par l'Office des normes du gouvernement du Canada²³, aujourd'hui Office des normes générales du Canada (O.N.G.C.). Le Conseil a ratifié une norme formulée d'après les données de recherches de l'industrie par le truchement d'un comité d'étude dont un tiers des membres provenait de l'industrie. Une autre société de la Couronne, le Conseil national de recherches, a fourni des conseils techniques au comité de l'O.N.G.C. et à la S.C.H.L. Le Ministère de l'Energie, Mines et Ressources, qui avait conçu le programme d'amélioration du rendement énergétique et qui était chargé des programmes d'information du gouvernement permettant de diffuser au public des données sur les produits isolants s'est opposé à l'adoption d'une norme sur les produits isolants à base d'urée-formol. Apparemment, son opinion n'a pas prévalu, la responsabilité du programme au niveau des finances et du choix des produits étant confiés à la S.C.H.L.

La question de la responsabilité du gouvernement du fait des activités des personnes agissant au sein de l'O.N.G.C. dans le cadre de la Loi sur le Ministère des Approvisionnements et Services, en ce qui a trait aux décisions prises par les personnes agissant au sein du Bureau de la conservation de l'énergie du Ministère de l'Energie, Mines et Ressources, pour ce qui est des agissements de la S.C.H.L. en tant que société de la Couronne, peut-être en qualité d'agent de la Couronne, et relativement aux agissements du C.R.N.C., lui aussi en tant qu'agent de la Couronne, est fonction à l'origine du fait que l'on détermine ou non que ces personnes et ces sociétés avaient en droit l'obligation de protéger les membres du public en général. Il semble qu'une telle décision doit amener les tribunaux à tracer une ligne de démarcation totalement

artificielle entre décisions "de politique" qui ne sont pas soumises à examen judiciaire et décisions "opérationnelles" qui le sont. Cette classification des décisions administratives en deux catégories, politiques et opérationnelles, sera examinée en détail.²⁴

Cette étude se propose donc d'étudier les implications du problème de l'urée-formol du point de vue du droit privé et du droit public. Les questions que j'ai choisies d'examiner ont un lien direct avec toute remise en cause éventuelle de la nature des procédures administratives et commerciales qui ont contribué à créer le problème de la MIUF. Il n'est pas dans mon propos de trouver des responsables et je n'ai pas choisi de tirer des conclusions au niveau des principes et des politiques que soulèvent les points examinés. J'ai davantage cherché à décrire le processus de réglementation lié au développement du produit et à discuter le rôle que doivent jouer les tribunaux en cas d'incompétence reprochée à l'Administration. J'ai choisi par ailleurs d'analyser plusieurs questions de "droit privé" qui, à mon avis, témoignent de la nature assez exceptionnelle et, à certains points de vue, insoluble, des questions d'analyse, de doctrine et de pratique soulevées par les affaires liées à la MIUF.

Notes explicatives - Introduction

1. S.R.C. 1970, c. H-3.
2. C.P. 1980 - 3502, 18 décembre 1980, Gazette du Canada, Part. II, vol. 115, No. 1, DORS/81-30.
3. Se reporter au chapitre 2.3 mentionné ci-dessus.
4. Ibid.
5. Se reporter au chapitre 2.6 mentionné ci-dessus.
6. Consumer Product Safety Commission, interdiction de la mousse isolante à base de formaldéhyde d'urée, retrait du projet de règlement sur l'étiquetage informatif, et rejet de la demande d'émission d'une norme, Federal Register, vol. 47, no. 64, 14366 à 14367.
7. 15 U.S.C. 2059.
8. Brevet canadien concernant la mousse de formaldéhyde d'urée, No. 1013499; Brevet canadien concernant un appareil d'application de la mousse, No. 1014193, tous deux accordés à la Borden Chemical Canada Limited.
9. Se reporter au chapitre 2.2 mentionné ci-dessus.
10. Cette description provient de la Consumer Product Safety Commission, note 6, mentionnée ci-dessus, p. 14366; Shirtliff, C., Bowles, A., "Development of a Canadian Standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation", in Thermal Insulation Performance, A.S.T.M. Special Technical Publication 718. (1978), p. 361. Dans cet article, les auteurs signalent qu'il existe deux types de matériel vendus au Canada. La description du texte est suffisante pour une analyse juridique.
11. Ce chiffre est celui qui se rapproche le plus de la réalité. Se reporter au chapitre 1.1. mentionné ci-dessus.
12. Plusieurs ouvrages permettent de se renseigner sur les recherches médicales et les conclusions auxquelles on s'en tient actuellement. Voir Drago, N.P., Pruett, J.G., et

Winslow, S.G., "Health Aspects of Urea-Formaldehyde Compounds, A Selected Bibliography with Abstracts 1964-1980", Toxicology Information Response Center, décembre 1980. Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Comité consultatif sur la mousse isolante d'urée-formol, Rapport définitif (1981). Kurzman, Shapiro et Monahan, Formaldehyde Bibliography Outline avril 1981. Small, B.M., Chemical Susceptibility and Urea-Formaldehyde Foam Insulation (1982). Day, J. Report on Certain Health Hazards Associated with Urea Formaldehyde Foam Insulation, document 13, Comité d'examen des produits dangereux, mousse isolante d'urée-formol. Consumer Product Safety Commission, note 6 ci-dessus, p. 14369 - 14392, et appendices A et C.

13. La fiabilité des procédures d'essais du formaldéhyde donne lieu à discussion. Se reporter à la Consumer Product Safety Commission, note 6 ci-dessus, p. 14382-85; Small, B., op. cit. note 11 mentionnée ci-dessus, p. 18; Williams, D., Otson, R., et Bothwell, P., "Formaldehyde Levels in the Air of Homes Containing Urea-Formaldehyde Foam Insulation", (1981) 72 Can. J. of Pub. Health, p. 331 à 334; Shirliff, C., Rapport, document 22, Commission d'examen des produits dangereux, mousse isolante d'urée formaldéhyde.

On ne sait pas s'il existe un rapport entre la réaction chez le sujet et le coefficient d'émanation du formaldéhyde. Consulter le document de la Consumer Product Safety Commission, note 6 mentionnée ci-dessus, p. 14383; Règlement concernant le rachat de substances dangereuses interdites, 105, C.M.R. 650.2201 commentaires concernant les règlements applicables au rachat de la MIUF, p. 9.

L'impossibilité d'évaluer un risque particulier dépend également du fait qu'il a été prouvé que la MIUF peut se dégrader spontanément longtemps après son installation, Se reporter à Wiberg, G.S. et Baranowski, E., "Health implications of Urea-Formaldehyde Foam Insulation" (1982) 72 Can. J. of Pub. Health 335 à 336-7.

Enfin, le Comité consultatif canadien et la Consumer Product Safety Commission indiquent qu'il n'existe pas de coefficient sûr d'émanation du formaldéhyde. Se reporter au Comité consultatif, note 6 mentionnée ci-dessus, p. 9. Consumer Products Safety Commission, note 6 mentionnée ci-dessus, p. 14386.

14. Je n'en connais pas vraiment la raison. Il est possible que

le potentiel de risque, même s'il n'est pas important, ne puisse être déterminé avec précision. D'autre part, si certains d'entre nous acceptent d'assumer ce risque moyennant un certain dédommagement, ils ne peuvent obtenir une garantie d'aucune autre source. Une troisième explication serait que la dépréciation traduit une accumulation du risque pour le propriétaire et sa famille, y compris ses enfants. Le prix exigé pour dédommager une famille des risques qu'elle court ne peut être qu'élevé. Enfin, le propriétaire doit tenir compte des risques importants de traumatisme psychologique et émotionnel dont est assailli sa famille lorsque la résidence familiale devient inhabitable. Indépendamment des raisons, le phénomène s'est apparemment présenté dans certaines juridictions. Se reporter à la Consumer Products Safety Commission, note 6, mentionnée ci-dessus, p. 14395.

15. Le chapitre 6 se penche sur le dédommagement du préjudice financier en appliquant les règles de la responsabilité délictuelle relativement à l'affaire de la MIUF.
16. Se reporter à la note 8 mentionnée ci-dessus.
17. Le chapitre 5 se penche sur l'examen des défauts de construction.
18. Se reporter au chapitre 4.
19. Le chapitre 7 étudie l'élaboration d'une responsabilité inconditionnelle des produits en vertu du Trade Practice Act.
20. Le chapitre 8 se penche sur l'analyse des éventuelles actions contractuelles.
21. Se reporter au chapitre 2.
22. Loi n° 3 de 1977-1978 portant affectation de crédits, S.C. 1977-1978, c.2, Affaires urbaines, crédit 11a. Règlement portant sur l'isolation des résidences canadiennes C.P. 1978-15, DORS/78-241, Gazette du Canada, Part. II, Vol. 112, No. 6.

23. Les activités de ce comité sont présentés dans un article complet rédigé par C. Shirliffe, du Conseil national de recherches du Canada et A. Bowles, de l'Office des normes générales du Canada, "Development of a Canadian Standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation", note 10 mentionnée ci-dessus, p. 361.
24. Se reporter au chapitre 3.

1. L'industrie de l'isolation à la mousse d'urée-formol au Canada

1.1 Chronologie

1930-1939

Schaum-Chemie, Wilhelk Bauer, K.G. invente un procédé de fabrication de la mousse d'urée-formol. Cette mousse appelée Isochaum¹ fut utilisée pour la première fois pour boucher les fissures dans les mines de charbon et prévenir les fuites de méthane.

1959

Première utilisation de la mousse d'urée-formol en Amérique du Nord pour l'isolation d'une maison.²

1960

En Allemagne de l'Ouest, des enquêtes sanitaires effectuées sur des écoliers appartenant à trois écoles isolées à la MIUF et sur des élèves provenant d'écoles sans MIUF, ont révélé que les élèves des écoles isolées à la MIUF se plaignaient plus souvent de nausées, d'irritations oculaires et d'autres symptômes.³

1960-1965

Rapco Foam Inc. de Oakville, Ontario, obtient la permission d'utiliser le procédé Isochaum. Rapco commercialise le système au Canada, fournit les résines et fabrique un matériel breveté de préparation.⁴

1962-1967

La Société Rapperswill de New York commercialise le système Isochaum aux Etats-Unis.⁵ Jusqu'à 1977 environ, elle se procure le matériel de préparation au Canada.⁶

1966

La Société Rapco Foam Inc. U.S.A. met au point la commercialisation de la mousse d'urée-formol aux Etats-Unis. La Société Rapco U.S.A. entame des recherches sur le contrôle de la contraction du produit, sur sa stabilité et sur l'émanation de gaz libre d'aldéhyde formique.⁷

1965-1970

Ciba-Geigy met sur le marché une poudre isolante d'urée-formol, obtenant l'autorisation préliminaire de la S.C.H.L.⁸ De leur côté, Allied Chemical et W.R. Grace mettent au point et commercialisent des procédés d'installation de la mousse.⁹ Apparemment, Ciba-Geigy aurait reçu un numéro d'acceptation de la S.C.H.L.¹⁰

1968-1972

Ciba-Geigy connaît des difficultés techniques et se voit retirer le numéro d'acceptation de la S.C.H.L.¹¹

1969

La Borden Chemical Company (Canada) Limited, qui était alors connue sous ce nom, entame ses recherches et met sur pied un programme de développement de la MIUF.¹²

7 juillet 1970

La S.C.H.L. attribue le numéro d'acceptation 6047 à A.C. Wild pour son produit d'isolation thermique à base d'urée-formol.¹³ Le produit est accepté uniquement pour combler les interstices des murs de maçonnerie.¹⁴

Décembre 1970

Borden Chemical Company (Canada) Ltd. lance un programme de recherche sur la MIUF sous les auspices du Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada. Le C.N.R.C. s'intéresse à la fabrication des mousses plastiques à base d'aldéhyde comme produit d'isolation.¹⁵ Les travaux sont contrôlés par le C.N.R.C.¹⁶

21 mars 1972

La S.C.H.L. attribue un deuxième numéro d'acceptation au produit Isochaum/U.F.C. Foam Insulation de la U.F. Chemical Canada Ltd.¹⁷ L'utilisation de ce produit est également limitée aux constructions de maçonnerie.¹⁸

1972

Borden Chemical Co. (Canada) Ltd. contacte l'O.N.G.C. au

sujet de la norme applicable à la MIUF.¹⁹

20 mars 1973

Les numéros d'acceptation des deux produits à base de MIUF acceptés par la S.C.H.L. sont supprimés.²⁰

Mars 1973

Borden entame des négociations avec un Comité directeur de l'O.N.G.C. sur la MIUF.²¹

1973

Borden présente à l'O.N.G.C. des rapports sur la nouvelle mousse d'urée-formol.²²

Janvier 1974

Borden termine sa recherche sur la MIUF. La compagnie Borden a consacré trois personnes à ces travaux, accumulant un total de 12 années-hommes de recherches.²³ Le coût de ces recherches se chiffre à \$175,000, dont \$122,000 ont été payés par le C.N.R.C.²⁴ Le nouveau produit appelé Insulspray²⁵ est protégé par le Brevet canadien n° 1013499, pour la mousse elle-même et par le Brevet n° 1014193 pour l'appareil applicateur. Les deux brevets sont accordés à la Borden Products Limited (Canada).²⁶ L'appareil d'application innove par le fait que la taille de l'orifice permet de contrôler la proportion de résine et de mousse.²⁷ Borden commence la commercialisation du produit Insulspray, uniquement, au début, pour les immeubles à étages.²⁸

1974

La Suède interdit la MIUF jusqu'en 1976-1977, invoquant la formation de moisissures et l'émanation d'aldéhyde formique.²⁹

Juin 1975

On apprend que Rapco et Rapperswill intentent un procès de \$5 millions devant le Tribunal de l'Etat de New York, contre Borden Inc. et sa filiale canadienne, Borden Chemical Co., alléguant que la Société Borden s'est associée à d'autres compagnies pour s'approprier le procédé Isochaum de fabrication

de mousse isolante. A l'époque, la Société Rapperswill détenait les droits exclusifs sur le procédé aux Etats-Unis. Les plaignants prétendent également que Borden s'est associée avec la Société U.F. Chemical Canada Ltd. qui lui aurait transmis des secrets commerciaux. En effet, la Société U.F. Chemical détenait auparavant la licence du procédé allemand de fabrication de la mousse, pour les Etats-Unis et les autres pays.³⁰

1976

Cliff Shirtliffe, employé du C.N.R.C., se rend au Danemark pour étudier les problèmes de santé liés à la MIUF dans ce pays.³¹

Octobre 1976

Les services de protection du consommateur du district Attorney du Denver Metropolitain déposent une requête (CP 77-1) en vertu de l'article 10 du Consumer Product Safety Act, 15 U.S.C. 2059, demandant à la Commission d'élaborer une norme de sécurité en vertu de l'article 7 du C.P.S.A., 15 U.S.C. 2065, pour certains types de produits d'isolation résidentielle, dont la mousse isolante d'urée-formol. Le requérant déclare que la mousse isolante d'urée-formol présente un risque excessif d'irritation et d'empoisonnement.³²

● Fin 1976

La Société Borden Chemical Canada, filiale de la Borden Products Limited obtient le brevet américain n° 3,979,341 pour son produit Insulspray.³³

1976

Les poursuites pour contrefaçons intentées à Borden sont annulées.³⁴

Fin 1976

La Société Rapco Foam Inc. est achetée par Innocan Investments, dont 37% des actions appartiennent à la Corporation de développement du Canada.³⁵

15 mars 1977

Un membre du Bureau de la conservation de l'énergie

exprime ses craintes relativement à la MIUF, au Comité de l'O.N.G.C. sur l'urée-formol. "De nombreux inconvénients de ce produit nous ont été signalés, suite à notre campagne sur l'isolation. Le principal inconvénient est le retrait qui, dans certains cas est très important."³⁶

18 mars 1977

Lors d'une réunion d'un groupe de travail sur les méthodes d'essai du Comité de l'O.N.G.C. sur l'isolation thermique à l'urée-formol, on apprend que les mousses d'urée-formol continuent à se rétracter, même après avoir séché. Cette affirmation se base sur les données fournies par le National Bureau of Standards et le Ministère des Travaux publics. Au cours de la réunion, on étudie également les données sur le retrait observé sur place par le C.N.R.C., par le groupe d'étude de l'O.N.G.C. chargé d'étudier les immeubles isolés à la mousse d'urée-formol, ainsi que par la Société Rapco Foam, aux Etats-Unis. Selon l'avis général des participants, il est convenu d'adopter dans les normes un coefficient de retrait linéaire de 7%. Parmi les participants se trouvaient des fonctionnaires du gouvernement canadien ainsi que des représentants des Sociétés Rapco Foam Inc. et Borden Chemical Canada.³⁷

18 mars 1977

M. Ian Efford du Ministère de l'Energie, Mines et Ressources, communique par écrit avec M. Alan Bowles de l'O.N.G.C. pour lui demander de ne pas normaliser la mousse d'urée-formol. Il invoque des risques d'endommagement des immeubles.³⁸

27 avril 1977

Le Ministre de l'Energie, Mines et Ressources, M. Alastair Gillespie envoie au Président de Rapco Foam Inc., un télex signalant que son ministère recommande d'autres matériaux isolants et avertit les usagers éventuels des dangers que présente la mousse d'urée-formol. Il cite des problèmes de retrait, de dégradation et les risques de corrosion lorsque l'urée-formol est en contact avec le métal, ainsi que les risques de pourriture du bois à l'intérieur des murs.³⁹

4 mai 1977

M. Ian Efford écrit à M. R. Elliot, Directeur général de la Rapco Foam Inc., que ses services estiment que la mousse ne peut être appliquée d'une façon garantissant qu'elle puisse

jouer son rôle de manière satisfaisante. Il écrit également que, suite aux données que M. Elliot lui a fait parvenir, il semble que le produit puisse être utilisé en toute sécurité et que, si la Société Rapco continue ses recherches, il sera finalement possible de remédier aux problèmes potentiels signalés par le passé, qui risqueraient de s'opposer à l'utilisation de l'urée-formol comme matériau d'isolation résidentielle.⁴⁰

18 mai 1977

M. Ian Efford avise son Sous-ministre qu'à la suite d'une réunion avec le C.N.R.C. et la S.C.H.L., il est clair que les résultats des essais effectués jusqu'à présent ne permettent pas de garantir que le produit aura, à long terme, un comportement satisfaisant. Il fait remarquer également que la stabilité à long terme des mousses d'urée-formol n'a pas été déterminée.⁴¹

25 mai 1977

M. Walter Raeppe, du Bureau de la Conservation de l'énergie (B.C.E.), Ministère de l'Energie, Mines et Ressources, écrit aux représentants du gouvernement et de l'industrie pour leur proposer d'étudier plusieurs problèmes concernant la MIUF:

1. La détermination de sa stabilité à long terme;
2. L'importance de l'application dans la performance globale du produit; et
3. La rentabilité du matériau, compte tenu du fait que le coefficient d'isolation a été réduit à R 2,5 par pouce.⁴²

Mai 1977

L'O.N.G.C. émet la norme provisoire 51-GP-24P pour l'isolation thermique de mousse à base d'urée injectée dans les bâtiments existants (MIUF). Parmi les membres du Comité qui a établi cette norme se trouvaient des représentants des fabricants de MIUF suivants: Borden Chemical Co. Ltd., Rapco Foam Inc., A.C. Wild Ltd., Roblee Enterprises Ltd. Dans cette norme, le coefficient d'isolation de la mousse est ramené à R 2,5 par pouce. La norme exige que la mousse contienne au plus 0,5% de formaldéhyde à l'état libre.⁴³

2 juin 1977

Le groupe d'étude des procédures d'application (Comité de l'isolation thermique à base d'urée-formol) étudie la troisième ébauche de la norme 51-GP-22 sur l'application de l'isolant à base d'urée, expansé sur place.

L'ébauche de la norme a été préparée par Borden Chemical et Rapco Foam Inc.⁴⁴

14 juin 1977

La Société Rapco Foam Inc. écrit à M. Ian Efford du Bureau de conservation de l'énergie pour lui demander d'accélérer la procédure de délivrance d'un numéro d'acceptation par la S.C.H.L. La Société Rapco déclare qu'elle peut, avec les autres fabricants, garantir la durée et le rendement de la mousse et de l'entrepreneur.⁴⁵

22 juin 1977

M. R.L. Urbanczyk, secrétaire de l'Association canadienne des fabricants d'isolants à base d'urée-formol, écrit à M. Allan Bowles de l'O.N.G.C., pour lui demander d'organiser une réunion dans le but d'accorder immédiatement aux fabricants un certificat d'acceptation de la S.C.H.L. "Nous sommes prêts à garantir, continue-t-il, que l'isolation des maisons entreprise par une de nos sociétés membres dans le cadre du programme du gouvernement, de ce jour jusqu'à l'achèvement des essais par le C.N.R.C., sera conforme aux normes de l'O.N.G.C. mentionnées ci-dessus". (51-GP-24P et 51-GP-22 (dernière ébauche)).⁴⁶

Juillet 1977

La Rapco Foam Inc. reçoit pour sa mousse le numéro d'acceptation 8209 de la S.C.H.L.⁴⁷

3 août 1977

La S.C.H.L. attribue le numéro d'acceptation 8211 à la mousse Insulspray de la Société Borden Chemical Canada.⁴⁸

1^{er} septembre 1977

M. André Ouellet, Ministre d'Etat aux Affaires urbaines lance le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes (P.I.T.R.C.), un programme fédéral de \$1,4 milliards.⁴⁹

2 septembre 1977

Selon un entrepreneur d'isolation domiciliaire de Toronto, la croissance du secteur de l'isolation attire un certain nombre d'entrepreneurs de valeur douteuse.⁵⁰

16 septembre 1977

Allan Bowles signale aux médias que l'O.N.G.C. a diminué le coefficient d'isolation de la mousse de 60% par rapport au coefficient affiché par les fabricants, faisant état de retrait et de fendillement.⁵¹

18 octobre 1977

En réponse à la lettre de M. E.M. Perrin de Borden Chemical Canada, qui émettait certains doutes relativement à des commentaires négatifs présentés à l'égard de la MIUF dans la brochure "Emprisonnons la chaleur", M. Ian E. Efford répond: "Comme vous le savez probablement, il a fallu dans certains cas se reprendre à deux ou trois fois avant de pouvoir remplir complètement l'interstice compris entre les deux parois du mur. J'espère, poursuit-il, que la Société Borden Chemical Canada continuera ses recherches en vue d'améliorer la mousse d'urée-formol, afin qu'elle puisse donner toute la mesure de son potentiel." Ici encore, ce sont les risques de contractions qui étaient principalement visés.⁵²

Décembre 1977

L'O.N.G.C. publie la norme définitive 51-GP-24M, applicable à la fabrication de la MIUF. Dans cette norme, le contenu autorisé d'aldéhyde formique à l'état libre est de 1%, conformément à la demande déposée par la Société Borden Chemical Canada, et qui avait indiqué qu'une proportion de 0,5% causerait des difficultés pour les opérations normales de contrôle de la production.⁵³

Décembre 1977

L'O.N.G.C. publie la norme provisoire 51-GP-22MP, sur l'application de l'isolant à base d'urée, expansé sur place.

1977

L'Association canadienne des fabricants de mousse à base

d'urée-formol est constituée, afin de permettre aux fabricants d'avoir un seul représentant pour traiter avec les ministères du gouvernement, en particulier la S.C.H.L.⁵⁴

Décembre 1977

Six fabricants de MIUF ont reçu des numéros d'acceptation de la S.C.H.L. Par ailleurs, ces fabricants sont, en plus de Borden et Rapco, Roblee Enterprises Ltd., Canada Foam Ltd., Duratex Chemicals of Canada Ltd., et Brekke Enterprises Inc.⁵⁵

1^{er} janvier 1978

Lorcon Incorporated fusionne avec Rapco Foam Inc.⁵⁶

Début 1978

Le Conseil national de recherches du Canada et le Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social ont connaissance des risques éventuels que pose la MIUF, suite à un certain nombre de plaintes qui ont été déposées par des consommateurs. Ces plaintes mentionnent des irritations oculaires et des difficultés de respiration.⁵⁷

22 juin 1978

M. Arthur Jefford, employé par la Reichold Limited pour mettre au point une mousse à base d'urée-formol⁵⁸, reçoit une lettre de M. G.S. Wiberg, du Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, faisant référence à une réunion entre les représentants du M.S.N.B.S. et de la Society of Plastics Industries, le Comité des mousses d'urée-formol et de formaldéhyde-phénol, le groupe P.F.F.C.⁵⁹ Voici ce que déclare entre autres M. Wiberg dans cette lettre: "J'aimerais vous remercier, le Dr. Rudi Mattigetz et vous-mêmes, pour votre participation à la récente réunion de la S.P.I. relativement au danger pour la santé que représentent les matériaux d'isolation polymères. Je me suis aperçu que je pouvais obtenir la plupart des informations utiles et j'ai été particulièrement impressionné par les efforts déployés par votre compagnie (Reichold) pour mettre sur pied dans les collèges techniques, des cours de formation à l'intention des installateurs. Comme vous l'avez mentionné, la plus grande partie des risques sont imputables aux installateurs sans formation ou négligents, et non pas aux fabricants."⁶⁰

M. Jefford signale que le thème de la réunion était le formaldéhyde d'urée et en particulier les émanations de gaz.⁶¹ Il précise également que l'émanation de gaz par la mousse était une de leurs préoccupations en 1978.⁶²

4 août 1978

Le Dr. Richard Viau, Chef intérimaire du Programme de la protection contre les risques chimiques et les incendies, Ministère de la Consommation et des Corporations, déclare, au cours d'une interview avec Him Travers, de Southern News: "Les consommateurs devraient être très prudents avant d'installer ce produit chez-eux. Le formaldéhyde est un produit chimique très irritant qui peut provoquer des maux de tête, des allergies et toutes sortes d'autres problèmes". Il reconnaît également que des plaintes mentionnant des irritations et des nausées ont été adressées à des fonctionnaires du gouvernement qui avaient connaissance d'études antérieures faisant état des problèmes causés par la MIUF en Europe, en Scandinavie et aux Etats-Unis.

Au cours de la même interview, M. Cliff Shirtcliffe, agent de recherche au C.N.R.C., déclare que le gaz émis par la mousse pose problème, étant donné que l'on connaît mal les effets chez un sujet exposé à long terme à de faibles taux d'émissions du produit chimique. Il précise que le Comité fédéral d'enquête sur les matériaux d'isolation s'inquiète particulièrement des risques potentiels chez les enfants et les personnes âgées exposés pendant de longues périodes à des émanations de gaz.⁶³

12 octobre 1978

M. R. Elliot, Directeur général de Rapco Foam Inc., envoie une lettre portant la mention "personnel et confidentiel" à M. E. Perrin, Président de la C.A.N.U.F. (Association canadienne des fabricants de matériaux isolants d'urée-formol). Dans cette lettre, il signale que la S.C.H.L. s'inquiète du retrait du produit et de sa durée à long terme.⁶⁴

29 janvier 1979

On signale que Rapco Foam et Borden Chemical sont les deux seuls fournisseurs canadiens des produits chimiques entrant dans la composition des matériaux isolants à base de mousse d'urée-formol. Les rapports indiquent que la MIUF est installée à 75% dans les cavités murales, lors des travaux

d'amélioration du rendement énergétique, et que le restant est appliqué dans les entretoits et les sous-sols.⁶⁵

18 mai 1979

La Canadian Building Officials Association (C.B.O.A.) fait part de son inquiétude au sujet du comportement de la MIUF. Le deuxième vice-président de l'Association, M. Paul Kuppe, rapporte qu'il a observé des maisons isolées à la mousse un an ou plus après les travaux et qu'il a pu constater l'effritement, la contraction et le fendillement de la mousse. Il déclare également que l'on mentionne dans certains rapports que les gaz s'échappant de la mousse peuvent être dangereux pour les personnes qui y seraient allergiques.⁶⁶

28 mai 1979

La S.C.H.L. supprime les numéros d'acceptation des produits à base de MIUF utilisés pour l'isolation de maisons dans le cadre du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. La S.C.H.L. invoque le fait que les fabricants ne mentionnent pas le coefficient R de 2,5 par pouce établi par l'O.N.G.C., mais plutôt un coefficient R 4,8 à R 5. La S.C.H.L. s'inquiète également de la qualité des applications.⁶⁷

31 mai 1979

M. G.L. Walt, Directeur de la Section de l'évaluation des matériaux de la S.C.H.L. rencontre des représentants de la C.A.N.U.F. (Association canadienne des fabricants de matériaux isolants d'urée-formol) et accepte de leur redonner les numéros d'acceptation.⁶⁸

5 juin 1979

La S.C.H.L. rétablit les numéros d'acceptation de tous les produits à base de MIUF. M. E. Perrin, Président de la C.A.N.U.F., déclare que l'annonce du rétablissement des numéros d'acceptation s'écarte de ce qui avait été convenu avec les fabricants. Il déclare que l'annonce comporte six points qui n'avaient pas été acceptés par les fabricants et qui leur portent préjudice.⁶⁹

7 juin 1979

M. E. Perrin, de la C.A.N.U.F., fait savoir que tous les fabricants disposent de programmes de formation et de normes à

l'intention des installateurs.⁷⁰

Juin 1979

On signale qu'environ 15,000 résidences ont été isolées à la MIUF dans le cadre du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes.⁷¹

Juin 1979

Huit fabricants de MIUF détiennent un numéro d'acceptation de la S.C.H.L. Ce sont, en l'occurrence: Rapco Foam Inc., Borden Chemical Canada, Canada Foam Limited, Brekke Enterprises Inc., Schaum-Chem of Canada Ltd., Reichold Ltd., Insta-Foam Insulating et General U.F. Foam Corporation Inc.⁷²

20 juin 1979

Le Winnipeg Free Press signale que, depuis quelques années, des plaintes et des avertissements ont été lancés de temps à autre, au sujet de la mousse d'urée-formol et que l'on a fait état de la possibilité d'émanations de gaz d'aldéhyde formique par la mousse, après installation.⁷³

20 juin 1979

M. E. Perrin, Président de la C.A.N.U.F., annonce qu'à partir du 1^{er} juillet 1979, toutes les maisons isolées avec de la MIUF fabriquée par Borden Chemical, Canada Foam, Insta-Foam Insulating, Rapco Foam et Reichold Ltd., seront examinées par des entrepreneurs indépendants à l'aide d'appareils aux rayons infra-rouges. Le programme a pour but de s'assurer que l'isolation a été bien faite et qu'aucun vide n'a été laissé dans les murs au cours de l'installation.⁷⁴

16 octobre 1979

Le Chemical Industry Institute for Toxicology (Etats-Unis) rapporte que l'on a pu observer la formation d'épithélium malpighien de la peau chez des rats exposés à des émanations d'aldéhyde formique de 15 parties par million. Le Formaldehyde Institute fait part de ces découvertes à la Consumer Product Safety Commission (Etats-Unis).⁷⁵

5 novembre 1979

M. Walter Dickieson, Président de l'Association canadienne

des installateurs de matériaux isolants (C.I.C.A.) déclare, qu'en raison de l'expansion soudaine de l'industrie de l'isolation, certaines entreprises nouvelles se sont lancées en affaire avec un équipement limité et des employés mal préparés et qu'elles sont probablement incapables de réaliser un travail satisfaisant. La technique de l'isolation nécessite, entre autres, une bonne connaissance des principes de construction, des facteurs d'humidité et des exigences en matière de ventilation et la formation adéquate d'un employé peut durer parfois jusqu'à un an.⁷⁶

14 novembre 1979

L'Etat du Massachusett interdit la MIUF, alléguant que l'on peut imputer à l'isolation à base de MIUF certains maux causés par l'aldéhyde formique, qui se traduisent par exemple par des difficultés respiratoires, des irritations cutanées et oculaires, des maux de tête et vomissements. M. James Ramey, Président du Formaldehyde Institute (Scarsdale, New York), réplique que la connaissance que nous avons actuellement des incidences du formaldéhyde sur la santé n'est pas suffisante pour interdire complètement le produit. Il précise que l'Institut prendra les mesures nécessaires pour informer les autres Etats de cette insuffisance de preuves.⁷⁷

18 et 25 novembre 1979

Dans son émission Marketplace, la C.B.C. fait état des problèmes de santé qui ont été imputés à la MIUF aux Etats-Unis.⁷⁸

Juillet 1980

L'O.N.G.C. publie un Manuel provisoire pour les installateurs d'isolants thermiques en mousse d'urée-formol (51-GP-43-MP).

11 septembre 1980

Les fabricants de résines utilisées dans la fabrication de la MIUF rencontrent les ministères du gouvernement pour étudier les problèmes posés de part et d'autre par le matériau isolant. Les fabricants de résines regroupent les compagnies Borden Chemical, Ciba-Geigy, B.A.S.F., Bakelite Thermosets et Reichold.⁷⁹

2 octobre 1980

La Society of Plastics Industries (S.P.I.) s'engage auprès du gouvernement à préparer une norme applicable au matériel utilisé dans l'installation de la MIUF.⁸⁰ L'industrie de la MIUF (distributeurs et entrepreneurs) propose d'imposer aux entrepreneurs des contrôles permettant d'assurer l'application de la norme 51-GP-22MP de l'O.N.G.C. et d'imposer un programme d'homologation de l'O.N.G.C. à tous les entrepreneurs. Elle propose également d'administrer un fonds d'assurance "tous risques" destiné à venir en aide aux personnes qui sont contraintes de quitter leur maison. Les personnes qui ne seront pas obligées de quitter leur maison malgré l'installation défectueuse de la MIUF, ne pourront bénéficier de ce fonds.⁸¹

16 octobre 1980

Les représentants de l'industrie de la MIUF rencontrent des fonctionnaires fédéraux pour d'autres entretiens.⁸²

30 octobre 1980

Dans une lettre à M. Gordon Walt de la S.C.H.L., l'industrie de la MIUF propose de prélever un montant de \$30 sur chaque baril de résine de formaldéhyde d'urée vendu au Canada, afin de financer le fonds d'assurance. Ces prélèvements seront poursuivis jusqu'à ce que le fonds atteigne \$250,000.⁸³

Octobre 1980

La compagnie Borden cède ses droits de fabrication de la MIUF, le nom de son système Insulspray ainsi que son réseau de distributeurs à la Société Bakelite Thermosets de Belleville, Ontario. Bakelite renouvelle le numéro d'acceptation de la S.C.H.L. que la Société Borden avait laissé expirer.⁸⁴

13 novembre 1980

Le C.U.F.I.C. (Canadian Urea Foam Industry Council) commence à prélever un montant de \$30 par baril afin de constituer le fonds d'assurance et poursuit ce prélèvement jusqu'à la mi-décembre.⁸⁵

18 décembre 1980

Le Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

décrète l'interdiction temporaire de la MIUF, à compter du 17 décembre.⁸⁶ Le décret du Conseil PC-1980-3502 amende la partie I de l'annexe de la Loi sur les produits dangereux⁸⁷ en mentionnant les produits d'isolation thermique à base d'urée-formol injectés dans les immeubles, afin d'améliorer le rendement énergétique.⁸⁸

23 avril 1981

Le Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social annonce que l'interdiction de la MIUF devient désormais permanente.⁸⁹

1.2 Vue générale de l'industrie

L'industrie de la MIUF n'est qu'une petite partie de l'industrie canadienne des matériaux isolants. En effet, 75 à 80% des matériaux isolants utilisés au Canada en 1978 étaient produits par l'industrie de fabrication de la fibre de verre.⁹⁰ Au moment de l'interdiction, la Société Rapco estimait que 20% des entreprises d'isolation du Canada utilisaient de la MIUF,⁹¹ alors que l'Association canadienne des installateurs d'isolation résidentielle signalait un pourcentage plus modeste de 15%.⁹² La Canadian Plastics évaluait à \$3 millions le chiffre d'affaires annuel de l'industrie de la MIUF, au mois d'octobre 1980.⁹³

La MIUF ne figure pas dans les relevés annuels de l'utilisation du formaldéhyde d'urée réalisés par Canadian Plastic entre 1969 et 1973. Le formaldéhyde d'urée était utilisé principalement comme adhésif dans la fabrication des matériaux agglomérés et des contreplaqués.⁹⁴ On ne possède pas de chiffres pour le Canada, mais, aux Etats-Unis 26% de la production de formaldéhyde de 1978 ont été utilisés comme éléments de base dans la fabrication de la MIUF.⁹⁵ Selon les évaluations les plus récentes, il y a, au Canada, environ 80,000 maisons

isolées à la MIUF.⁹⁶ Le nombre de maisons dont l'isolation à la MIUF a été subventionnée dans le cadre du programme P.I.T.R.C. est estimé, selon les évaluations, à 45,000,⁹⁷ 27,000⁹⁸ ou 40,000.⁹⁹

Le règlement des éventuelles poursuites judiciaires liées à la MIUF est d'autant plus complexe que l'industrie était composée de divers éléments étroitement fabriqués dans une structure verticale regroupant les fabricants de produits chimiques, les fabricants de la MIUF, les distributeurs, les entrepreneurs et les installateurs. Chacun de ces intervenants pouvait être à l'origine des défauts rencontrés dans le produit final.¹⁰⁰

Structure de l'industrie de la MIUF¹⁰¹

<u>Fonction</u>		<u>Normes applicables</u>
Fabricants	(Fabricants de polymères)	ONGC 51-GP-24M ONGC 101
Usines de traitement	(Usines de fabrication des mélanges et de transformation)	ONGC 51-GP-24M ONGC 101
Distributeurs	(Formation; équipement; produits chimiques)	
Entrepreneurs	(Installation)	ONGC 51-GP-22MP ONGC 51-GP-41 ONGC 51-GP-43MP

Les fabricants de polymères produisent la résine de formaldéhyde d'urée dont la plus grande partie est utilisée à des fins autres que l'isolation. Les usines de traitement (mélanges/transformations) produisent la résine d'urée-formol sous forme de mousse. Il s'agit d'un produit différent de la résine de formaldéhyde d'urée. On l'obtient en mélangeant la résine de formaldéhyde d'urée à d'autres additifs.¹⁰² Certaines usines effectuaient ces deux opérations.

1.3 Fabricants de résine de formaldéhyde d'urée du Canada¹⁰³

Approvisionnement l'industrie de la MIUF
(Usines de polymérisation)

Lorcon-Rapco
Allied Chemical
B.A.S.F.
Bakelite Thermosets
Borden Chemical
Ciba-Geigy
W.R. Grace
Reichold

Usine de traitement du formaldéhyde d'urée (Mélanges/
transformations)¹⁰⁴

Sociétés

A.C. Wild
U.F. Chemical Canada Ltd.
Rapco Foam Inc.
Borden Chemical Canada

Roblee Enterprises Ltd.
Canada Foam Ltd.
Duratex Chemicals of Canada Ltd.
Brekke Enterprises Inc. (U.S.A.)
Schaum-Chem of Canada Ltd.

Reichold Limited

Sociétés

Ciba-Geigy
Insta-Foam Insulating
Concorde Insulation Ltd.
Energlobe Foam Corporation
(Auparavant General U.F.
Foam Corp. Inc.)

Publix Food and Chemical Ltd.
W.R. Grace
Allied Chemical
Insulators Supply Co. of
Canada, (Waterloo)
Celsius Insulation Resources
(N.Y.)

1.4 Distributeurs¹⁰⁵

(Formation, équipement; produits
chimiques)

Sociétés

Borden Chemical Western (New
Westminster)
Douglas Eyrl Associates Limited
(Vancouver)
Versachem Corp. (Toronto)
Val Royal La Salle (Montréal)
Val Bax Investments (St. Jean,
N.-B.)
Cell-O-Therm (St. Jean, T.-N.)
Rapco Foam Inc. (Centre de
l'Ontario)
3 Star Insulating and Soundproofing
(Winnipeg)
Energlobe Foam Corporation
(Ontario)
Duratex Chemicals of Canada Ltd.
(Richmond, C.-B.)
Reichold Limited
Reitzel Insulation (Kitchener)
Climatizer (Ontario)

Sociétés productrices

Borden

Borden

Borden

Borden

Borden

Borden

Rapco

Rapco

Rapco (U.S.A.)

Reichold

Reichold

Reichold

Reichold

A.C. Wild (Toronto, Montreal,
Halifax, Winnipeg, Calgary,
Edmonton et Vancouver)

Ciba-Geigy (Angleterre)

1.5 Entrepreneurs

Etant donné qu'il existait entre 400¹⁰⁶ et 500¹⁰⁷ entrepreneurs au moment de l'interdiction, en décembre 1980, je les considérerai comme un groupe homogène. La plupart des entrepreneurs et peut-être même l'ensemble d'entre eux avaient conclu des ententes de production sous licence avec les fabricants de résine.¹⁰⁸

Depuis 1974-1975, les Sociétés Borden et Rapco qui étaient les fabricants de MIUF occupant la plus grande portion du marché, cherchaient à rallier à leur système le plus grand nombre possible d'entrepreneurs.¹¹⁰ On a signalé d'ailleurs que le nombre d'entrepreneurs à qui le matériel d'installation de la MIUF avait été vendu, était supérieur à la capacité du marché.¹¹¹ Les deux compagnies proposaient des stages de formation aux entrepreneurs. Borden offrait un cours d'un jour et demi,¹¹² tandis que Rapco proposait de former les employés des entrepreneurs en trois jours.¹¹³ Toutefois, les cours n'étaient pas obligatoires,¹¹⁴ et aucune des deux sociétés n'exigeait apparemment une formation pratique avant d'accorder leur certificat d'homologation.¹¹⁵ A supposer que les détenteurs de brevets des différentes formules de MIUF n'avaient pas encore, au mois de mai 1977, pris conscience de l'importance qu'avait la qualité de l'application du produit, ils ne pouvaient manquer de s'en inquiéter, suite à la réunion organisée par le Bureau de la conservation de l'énergie pour étudier cette question en plus d'autres problèmes relatifs à la stabilité à long terme et au coefficient R véritable du produit.

Le Comité d'étude des produits dangereux avait chargé Cliff Shirtliffe, en raison de ses nombreuses recherches dans le domaine de l'installation de la MIUF, de vérifier si la totalité des murs qu'il avait pu observer n'était que partiellement remplis. "Je ne pense pas, répondit-il, que la totalité des murs soit mal remplis, mais il semble malheureusement que le pourcentage des mauvaises installations soit plus proche de 100% que de 50%. J'ai même été stupéfait du grand nombre des mauvaises installations."¹¹⁶

Les autres problèmes découlant de l'application de la MIUF qui ont été évoqués au cours des témoignages présentés devant le Comité d'étude des produits dangereux ne permettaient pas isolément de tirer des conclusions, mais, une fois ajoutés les uns aux autres, ils révélaient un comportement étrange de la part des fabricants et des entrepreneurs. Un entrepreneur a déclaré qu'il avait demandé à plusieurs reprises aux fabricants de se pencher sur les problèmes évoqués par les consommateurs se plaignant de problèmes de santé et de la formation de moisissures.¹¹⁷ Un autre entrepreneur a signalé que le fabricant n'a jamais délégué de représentants techniques pour accompagner ses employés sur les chantiers.¹¹⁸ Certains fabricants précisaient dans leur guide d'instructions à l'intention des entrepreneurs qu'il ne fallait pas placer la MIUF à l'intérieur des murs de fondation, mais ne soulignaient pas ce point dans leur programme de formation.¹¹⁹ Un fabricant avait demandé à ses entrepreneurs d'installer la mousse dans les plafonds, même si tous savaient pertinemment que cela était contraire à la norme d'installation de l'O.N.G.C.¹²⁰ De son côté, un autre fabricant signalait dans ses brochures destinées aux installateurs, qu'il ne fallait pas injecter de MIUF dans les plafonds cathédrales, mais leur faisait savoir, lors des cours de

formation, qu'ils pouvaient le faire.¹²¹ M. William Bremner, de l'Ontario Foamer's Insulation, découvrit à la fin de l'année 1980 que la majorité des travaux réalisés par les compagnies auxquelles il était associé, n'avaient pas été réalisés en conformité des normes de la S.C.H.L. de 1977.¹²² Il faut noter que les fabricants et les installateurs étaient libres de ne respecter aucune norme au cours des travaux entrepris en-dehors du programme P.I.T.R.C., ce qui était le cas pour 50% des maisons isolées.

1.6 Les principaux fabricants

On considère généralement, qu'avant l'interdiction, le principal distributeur de MIUF était la Société Rapco Foam, suivie de près par la Société Borden.¹²³ Entre elles deux, ces deux compagnies contrôlaient 90% du marché canadien.¹²⁴ Reichold, qui n'était sur le marché que depuis deux ou trois ans, s'était taillé une place dans le marché que se partageaient auparavant Borden et Rapco.¹²⁵

Il y a eu cinq sociétés Borden au Canada.¹²⁶ Les quatre premières sociétés étaient des filiales à part entière ou des sociétés incorporées aux filiales de la société américaine mère, Borden Inc., 277 Park Ave., New York, N.Y. 10017. Les trois principaux secteurs de la société mère sont: Borden Consumer Products, Borden Chemical et Borden Inc. International. La Borden Company Limited du Canada est une des 56 filiales nationales et étrangères de Borden Inc. En 1980, le revenu net de la Société Borden Inc. s'élevait à \$148 millions.¹²⁷ A moins de mentions spéciales, le nom de "Borden" désigne The Borden Company, Limited, du Canada, ainsi que ses premières filiales.

La Société Borden produit de la résine de formaldéhyde

d'urée au Canada depuis 1961 et des résines destinées à la fabrication de la mousse depuis le mois de janvier 1974.¹²⁸ L'expérience de la Société Borden dans l'utilisation de la mousse était telle que le Bureau national des normes des Etats-Unis avait demandé son avis lors de la rédaction d'un rapport technique sur la MIUF, au mois de juillet 1977 et avait tenu à remercier pour leur aide, la compagnie Borden et M. Marcel Widmann (concepteur de la formulation de fabrication de la mousse Borden et de l'appareil applicateur).¹²⁹ Le Bureau écrit dans la section 7.21 sur la toxicité: "Il est possible que les mousses à base de formaldéhyde d'urée produisent, dans certaines conditions, de l'aldéhyde formique. Les effets toxiques de l'aldéhyde formique sont étudiés dans la section 8."¹³⁰ Dans la section 8, les auteurs concluent, après études approfondies des rapports techniques sur la question, que, selon les recommandations les plus récentes, le maximum serait de 2 parties par million (ppm) par volume, dans l'air. Toutefois, ils signalent que l'on ne connaît pas la concentration maximale qui peut être tolérée par des êtres humains exposés à l'aldéhyde formique pendant plus de 8 heures.

On sait que la Société Borden s'inquiétait des problèmes de retrait. Voici ce que déclare M. B.J. Wood, Directeur général des ventes: "Au premier temps de la fabrication de la mousse de formaldéhyde d'urée, le principal problème que nous avons rencontré à Borden Chemical, était le coefficient de retrait et la perte d'efficacité des produits qui étaient commercialisés depuis la fin des années 1930".¹³¹ M. Wood déclare également qu'ils avaient mesuré la perte de poids de certains échantillons de leur nouveau produit, afin de s'assurer que ce produit serait de dimension plus stable et qu'il se rétracterait moins que les produits fabriqués

antérieurement.¹³² En réponse à la question suivante: "Est-ce que vous pensez qu'il y a un rapport entre la perte de poids et la production d'aldéhyde formique?", M. Wood répondit: "En effet, c'est ce que nous essayons de prouver."¹³³ Quant à savoir si la Société Borden a eu connaissance, à un moment donné de ces essais, que ses produits présentaient un danger pour le public, M. Wood a répondu: "Il est bien évident que la Société Borden n'aurait pas commercialisé un produit qu'elle aurait jugé dangereux pour le consommateur."¹³⁴ La Société Borden n'a effectué aucun essai sur des chantiers avant de commercialiser son produit¹³⁵, pas plus qu'après la mise en marché, mais elle a procédé à des essais en laboratoire sur des maquettes de différents types de construction. En 1973-1974, la Société Borden a également mesuré le taux d'émission de formaldéhyde. Pour ce faire, elle a utilisé deux ou trois échantillons de deux à trois pouces de côté, qu'elle a soumis à des essais expérimentaux afin de mesurer le taux de formaldéhyde qui s'en dégageait. Les essais se sont poursuivis pendant trois mois sur chaque échantillon. Des essais expérimentaux ont été réalisés sur les échantillons afin de déterminer la production d'aldéhyde formique, jusqu'au moment où des essais supplémentaires ont été réalisés par le Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, en 1978-1979.¹³⁶ En 1974, la Société Borden a fourni trois échantillons de mousse au laboratoire de recherche et de développement de Travaux publics Canada.¹³⁷ Les trois échantillons de mousse se sont avérés acides,¹³⁸ accusant un ph de 3,8 à 4,7.¹³⁹

Au mois d'octobre 1980, la Société Borden a cédé le système Insulspray à la Société Bakelite Thermosets.¹⁴⁰ A ce moment, M. Wood s'est arrangé pour qu'un représentant de la Société Bakelite rencontre des fonctionnaires de la S.C.H.L.¹⁴¹

Au moment de l'interdiction du produit, deux représentants de la Société Borden ont évalué le total de produits isolants à base d'urée-formol vendus par la société: M. Wood a estimé que la MIUF vendue par sa compagnie avait été installée dans 30,000 maisons;¹⁴² le Directeur de la recherche et du développement, le Dr. Navratil, pensait quant à lui que 15,000 à 18,000 maisons avaient été isolées avec des produits Borden.¹⁴³ Selon les témoignages déposés devant le Comité d'étude, la Société Borden n'a reçu que 15 plaintes relatives à des problèmes de santé ou à la production d'odeurs, entre la mise en marché du produit Insulspray en 1974 et le mois de septembre 1980. Deux maisons accusaient un coefficient de formaldéhyde supérieur à 0,1 ppm à l'intérieur. La première avait un coefficient d'émanation plus élevé qu'à l'extérieur, tandis que la deuxième maison avait été isolée avec un autre produit que la mousse Insulspray.¹⁴⁴

La Société Rapco Foam Inc. est une branche de la Lorcon Inc. à laquelle elle a été rattachée le 1^{er} janvier 1978. La Société Rapco était représentée dans le Comité qui a défini, au mois de décembre 1977, la norme 51-GP-24M de l'O.N.G.C., applicable à la fabrication de la mousse isolante à base d'urée-formol. La Société Rapco avait mis au point son propre système d'injection breveté mais s'est apparemment inquiétée plutôt que la Société Borden de la qualité de cet appareil. Dans une lettre de 1979 portant la mention CONFIDENTIEL, M. Urbanczyk de la Compagnie Lorcon Inc. faisait part de ses inquiétudes au sujet des procédés de contrôle de la qualité imposés alors à la mousse Rapco: "L'équipement que nous utilisons est peut-être le meilleur que l'on puisse obtenir, mais il ne nous fournit malheureusement pas des moyens de contrôle rigoureux du processus de constitution de la mousse. On ne

peut obtenir au mieux que des rajustements grossiers qui fournissent des résultats irréguliers. Ces moyens de contrôle ne nous permettent pas de modifier le produit en fonction des conditions de l'environnement. D'ailleurs, les possibilités de rajustement en fonction de la variation des conditions de l'environnement n'ont pas été jusqu'à présent envisagées. Or, on s'est aperçu dans la pratique que ces conditions ont une incidence importante sur la qualité du produit final."¹⁴⁵ Il a également exprimé les commentaires suivants au sujet des normes d'exposition à la lumière applicables à la mousse:

"Les dispositions en vigueur actuellement sont arbitraires et ne permettent pas d'obtenir des résultats suivis; en conclusion, on peut dire que les recherches visant à améliorer le produit se répartissent en deux catégories:

- (i) Les recherches en laboratoire portant sur les substances chimiques existantes et potentielles.
- (ii) Les méthodes de recherche sur l'amélioration des appareils et des procédés d'application.

Il semble que, la plupart du temps, ces deux types de recherches devront se faire de manière empirique."¹⁴⁶

Selon une brochure de la Société Rapco qui fut apparemment distribuée aux propriétaires de maison, "tous les installateurs Rapco ont reçu une formation au cours de laquelle ils ont appris les techniques d'installation de la mousse isolante".¹⁴⁷ Au mois de février 1980, la Société Rapco a annoncé la création du service Rapkohek dont le rôle était de vérifier, à l'aide d'un détecteur aux infra-rouges, toutes les parties des murs qui auraient été oubliées lors de l'application.¹⁴⁸ La Société Rapco s'est vue retirer ses certificats d'homologation par la S.C.H.L. en automne 1980, lorsqu'il a été prouvé que la mousse qu'elle vendait ne répondait pas aux normes de corrosion, de contraction et de conduction électrique.¹⁴⁹

La Société Reichold Limited est une filiale de la Reichold Chemicals Inc., 525 N. Broadway, White Plains, N.Y. 10602. La Société Rapco était relativement nouvelle dans le secteur de l'approvisionnement aux consommateurs de l'industrie de la MIUF, bien qu'elle ait été depuis quelque temps, un fournisseur de produits chimiques de base entrant dans la composition de la MIUF.¹⁵⁰ La Société Reichold fabriquait de la résine de formaldéhyde d'urée dans cinq usines du Canada,¹⁵¹ mais avait apparemment concentré ses efforts de commercialisation du produit Urealite en Ontario, jusqu'au mois de décembre 1980.¹⁵² Les procédés de fabrication de la MIUF qu'elle utilisait à North Bay avaient été vendus à des fabricants indépendants avant que la Société Reichold elle-même ne se présente sur le marché.¹⁵³

Reichold est le plus grand producteur canadien de formaldéhyde¹⁵⁴, avec un revenu net de \$6,4 millions en 1980.¹⁵⁵ Si la norme émise par la S.C.H.L. en 1977 au sujet de l'installation de mousse isolante dans les maisons recevant une subvention dans le cadre du P.I.T.R.C. précisait que le produit devra être installé de l'intérieur pour les maisons dont le revêtement extérieur est en stucco ou en brique, la brochure sur le produit Urealite signale que la mousse peut être appliquée de l'extérieur de la maison, sans que cela présente un inconvénient quelconque, que le revêtement de la maison soit en bois, en métal, en brique ou en béton.¹⁵⁶ A l'instar des Sociétés Borden et Rapco, la Société Reichold avait mis au point son propre matériel d'installation de la MIUF.¹⁵⁷

Chapitre 1 - Notes explicatives

Toutes les références aux documents ou aux numéros de volumes se rapportent aux témoignages déposés devant le Comité d'examen des produits dangereux sur la mousse isolante d'urée formol, entre le 29 juin 1981 et le 5 janvier 1982. Le catalogue des pièces justificatives et index des procès-verbaux

est disponible auprès de la Direction de la sécurité des produits, ministère de la Consommation et des Corporations, place du Portage, Phase I, 16e étage, zone 5, Hull, Québec, K1A 0C9

1. Boesgaard, T., Urea Formaldehyde Insulation. Historique canadien. 16 juillet 1978, p. 1, 11 (Conservé à la Faculté de droit de l'université de Colombie-Britannique).
2. Starkey, C., Urea Formaldehyde Foam Insulation, Article écrit par un étudiant pour Commerce 494, Université de Colombie-Britannique, 7 avril 1982. Appendice 28. Se reporter également au volume 7, p. 75; vol. 36, p. 104.
3. Ibid., p. 1.
4. Boesgaard, T., se reporter à la note 1 mentionnée ci-dessus, p. 1
5. Ibid., p. 1
6. Ibid., p. 1
7. Chemical Week, 14 novembre 1979, p. 25; se reporter également au volume 26, p. 7, 28.
Témoignage de Ernest Strauss, vice-président directeur général, Rapco Foam Inc., (U.S.A.)
8. Boesgaard, T., se reporter à la note 1 mentionnée ci-dessus p. 1
9. Ibid., p. 1
10. Mais se reporter aux numéros d'acceptation compilés par D. Cohen dans "Urea Formaldehyde Litigation Materials" préparés pour le Continuing Legal Education Seminar qui a eu lieu à Vancouver (Colombie-Britannique), le 25 juin 1982. Se reporter également au bulletin no. 1, C.C.A.C., du

3 août 1981. U.F.F.I. General Information for Homeowners, p. 2

11. Boesgaard, T., se reporter à la note 1 ci-dessus
12. Vol. 25, p. 76. Témoignage de B.B.J. Wood, directeur général des ventes, Borden Chemical.
13. Urea Formaldehyde Litigation Materials, préparé pour le Continuing Legal Education Seminar qui a eu lieu le 25 juin 1982 à Vancouver (Colombie-Britannique). Se reporter également au Bulletin no. 1, C.C.A.C., du 3 août 1981. U.F.F.I. General Information for Homeowners.
14. Vol. 36, p. 20. Témoignage de G.L. Walt, directeur des matériaux et de l'évaluation, S.C.H.L.
15. Vol. 25, p. 76. Témoignage de B.B.J. Wood. Se reporter également au Globe and Mail du 9 mai 1981, p. 3.
16. Vol. 25, p. 76. Témoignage de B.B.J. Wood.
17. Urea Formaldehyde Litigation Materials, préparé pour le Continuing Legal Education Seminar qui a eu lieu le 25 juin 1982 à Vancouver (Colombie-Britannique). Se reporter également au Bulletin no. 1, C.C.A.C., du 3 août 1981. U.F.F.I. General Information for Homeowners.
18. Vol. 36, p. 20. Témoignage de G.L. Walt.
19. Vol. 25, p. 65. Témoignage de B.B.J. Wood.
20. Urea Formaldehyde Litigation Materials, préparé pour le Continuing Legal Education Seminar, qui a eu lieu le 25 juin 1982 à Vancouver (Colombie-Britannique). Se reporter également au vol. 36, p. 20.
21. Vol. 25, p. 65. Témoignage de B.B.J. Wood.
22. Vol. 25, p. 15. Témoignage de Allan M. Bowles, agent des normes, Office des normes générales du Canada.
23. Vol. 25, p. 76, 90. Témoignage de B.B.J. Wood.
24. Ibid., p. 90. Se reporter également au Globe and Mail du 9 mai 1981, p. 3

25. Financial Post, 25 mai 1974, p. C9.
26. Vol. 25, p. 84. Témoignage de B.B.J. Wood.
27. Ibid., p. 83
28. Ibid., p. 76. Se reporter également au Financial Post du 25 mai 1974, p. C9. La demande de brevet pour la mousse a été déposée le 9 mai 1974 et pour l'appareil le 16 juillet 1974. Les deux demandes ont été établies au nom de Marcel Widmann.
29. Vol. 36, p. 107. Témoignage de C.J. Shirtliffe, agent de recherche, Division des recherches en bâtiment, Conseil national de recherche du Canada.
30. Wall Street Journal, Eastern ed., 24 juin 1975. Se reporter également à Boesgaard T., note no. 1 déjà citée, p. 1
31. Vol. 36, p. 106. Témoignage de C.J. Shirtliffe.
32. C.P.S.C. Ban of Urea Formaldehyde Foam Insulation, Withdrawal of Proposed Information Labelling Rule, et Denial of Petition to Issue Standard, Federal Register Vol. 47, no. 64, 14366, 14367.
33. Chemistry in Canada, janvier 1977, p. 8.
34. Boesgaard, T., note no. 1 déjà citée, p. 1
35. Corporation de développement du Canada, Rapport annuel (1977).
36. Lettre de M. Ian E. Efford, directeur du Bureau de la conservation de l'énergie, Energie, Mines et Ressources Canada, à M. Allan Bowles, secrétaire du Comité de l'O.N.G.C. sur l'urée-formol, direction des normes et spécifications, Office des normes générales du Canada, ministère des Approvisionnements et Services, en date du 15 mars 1977.
37. Compte rendu de la cinquième réunion du Groupe d'étude des procédures d'essais (Comité de l'isolation thermique à base d'urée-formol) qui s'est tenue à Ottawa le 18 mars 1977.

38. Globe and Mail, 15 août 1981, p. 13.
39. Globe and Mail, 15 août 1981, p. 13. Se reporter également à Starkey, C., note 2 citée ci-dessus, appendice 15.
40. La Faculté de droit de l'université de Colombie-Britannique conserve dans ses dossiers une copie de cette lettre.
41. Mémoire du gouvernement du Canada en date du 18 mai 1977, présenté par Ian E. Efford au Sous-ministre Gordon MacNabb. La Faculté de droit de l'université de Colombie-Britannique possède dans ses dossiers un exemplaire de ce mémoire.
42. Mémoire du gouvernement du Canada en date du 25 mai 1977, de Walter Raeppe, Bureau de la conservation de l'énergie, adressé à Tim Jones, Bruce Forsythe, Lee Uard, Peter Strandalius, Ed Perrin (Borden), Richard Urbanczyk (Rapco), Cliff Shirliffe (C.N.R.C.), Alan Bowles (O.N.G.C.), George Brewer (S.C.H.L.), Ben Alan et T.Y. Shimizu. Un exemplaire se trouve à la Faculté de droit de U.B.C.
43. Se reporter au vol. 25, p. 11. Témoignage de A.M. Bowles.
44. Compte rendu de la troisième réunion du Groupe d'étude sur les procédés d'application (Comité de l'isolation thermique à base d'urée-formol) qui s'est tenue le 2 juin 1977 à Ottawa. La Faculté de droit de U.B.C. possède un exemplaire de ce compte rendu.
45. Lettre de Rapco Foam Inc., au Dr Ian Efford, Bureau de la conservation de l'énergie, portant la mention COMMERCIAL, CONFIDENTIEL. Exemplaire déposé dans les dossiers de la Faculté de droit, U.B.C.
46. Exemplaire déposé dans les dossiers de la Faculté de droit de U.B.C.
47. Cette date n'est pas très claire. Elle doit être postérieure à la lettre envoyée par la Rapco le 14 juin 1977 pour demander d'accélérer la procédure d'homologation de son produit, note 45 mentionnée ci-dessus. Témoignage de M. R. Stewart, propriétaire, dans le volume 30, p. 212, mentionnant qu'un fonctionnaire de la S.C.H.L. lui a déclaré en été 1977 qu'une seule compagnie, la Rapco Foam Inc., disposait d'un numéro d'acceptation.

48. Urea Formaldehyde Litigation Materials, préparé pour le Continuing Legal Education Seminar qui a eu lieu le 25 juin 1982 à Vancouver (Colombie-Britannique). Se reporter également au vol. 36, p. 16. Témoignage de G. Walt.
49. Daily Commercial News, 7 septembre 1977, p. A1.
50. Globe and Mail du 2 septembre 1977, p. B2.
51. Winnipeg Free Press, 16 septembre 1977, p. 5.
52. Lettre de Ian E. Efford à M. E.M. Perrin, directeur, Planification et développement des marchés, Borden Chemical Canada, Division of Borden Products Limited. en date du 18 octobre 1977. Exemplaire déposé à la Faculté de droit de U.B.C.
53. Vol. 25, p. 11, 12. Témoignage de A.M. Bowles, agent des normes, Office des normes générales du Canada et secrétaire du Comité de l'O.N.G.C. sur le programme d'homologation des entrepreneurs de travaux d'isolation.
54. Vol. 25, p. 66. Témoignage de B.B.J. Wood.
55. Urea Formaldehyde Litigation Materials, préparé pour le Continuing Legal Education Seminar qui s'est tenu le 25 juin 1982 à Vancouver (Colombie-Britannique).
56. Ibid.
57. Vol. 24, p. 64, 65. Témoignage de G.S. Wiberg, toxicologue, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
58. Vol. 30, p. 6. Témoignage de A.L. Jefford, président, Jefford Industries Inc.
59. Ibid., p. 7.
60. Document 188. Exemplaire de la lettre de G.S. Wiberg, Section de l'évaluation toxicologique, Division de la toxicologie de l'environnement, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, adressé à Arthur Jefford, Développement du marché, Reichold Limited. La réunion a eu pour résultat la production d'un rapport

par G.S. Wiberg, intitulé Toxicology of thermal insulation.
Ottawa: ministère de la Santé nationale et du Bien-être
social, 1980 (80-EHD-63) (Se reporter au document 83).

61. Vol. 30, p. 8. Témoignage de A.L. Jefford.
62. Ibid., p. 55.
63. Transcription en dépôt à la Faculté de droit, Université de Colombie-Britannique;
Mentionné dans le Globe and Mail du 24 avril 1981, p. A4.
64. Document 148. Mémoire de Bob Elliot à E. Perrin.
65. Daily Commercial News, 29 janvier 1979, p. C1
66. Daily Commercial News, 25 mai 1979, p. B1.
67. Ottawa Citizen, 7 juin 1979, p. 16; Winnipeg Free Press, 31 mai 1979, p. 1; Ottawa Citizen, 31 mai 1979, p. 17;
vol. 36, p. 1. Témoignage de G.L. Walt.
68. Ottawa Citizen, 7 juin 1979, p. 16; Winnipeg Free Press, 20 juin 1979, p. 8.
69. Ottawa Citizen, 7 juin 1979, p. 16.
70. Ibid., p. 16.
71. Ibid., p. 16; également Winnipeg Free Press, 31 mai 1979, p. 1.
72. Document 219A, liste des matériaux P.I.T.R.C., en vigueur le 26 septembre 1979; Ottawa Citizen, 7 juin 1979, p. 16; Ottawa Citizen, 31 mai 1979, p. 17.
73. Winnipeg Free Press. 20 juin 1979, p. 8.
74. Ibid., p. 8.
75. Federal Register vol. 46, n^o 24, jeudi 5 février 1981, p. 11190.
76. Globe and Mail, 5 novembre 1979, p. B1.

77. Chemical Week, 14 novembre 1979, p. 24. Se reporter également à la note 75 mentionnée ci-dessus, p. 11207.
78. Vol. 25, p. 71. Témoignage de B.B.J. Wood.
79. Document 150. Compte rendu de la réunion des représentants du gouvernement et de ceux des fabricants de MIUF, le 2 octobre 1980. p. 4.
80. Ibid., p. 5.
81. Ibid., p. 17-19. Se reporter également au Globe and Mail du 28 octobre 1981, p. 4.
82. Document 151. Compte rendu de la réunion du 16 octobre 1980.
83. Document 149. Lettre de M. Fred Silver, président, C.U.F.I.C., en date du 30 octobre 1980, à M. Gordon L. Walt, président du comité de la MIUF, au sujet des propositions adressées par l'industrie au gouvernement et du mandat du Conseil canadien de l'industrie de la mousse isolante.
84. Canadian Plastics, octobre 1980, p. 38; Globe and Mail, 9 mai 1981, p. 3.
85. Selon le témoignage de M. William Bremner. Globe and Mail, 28 octobre 1981, p. 4.
86. Globe and Mail, 18 décembre 1980, p. 2
87. S.R.C. 1970, c. H-3
88. Vol. 5, p. 93. Témoignage de C. Shirtliffe.
89. Globe and Mail, 24 avril 1981, p. A4.
90. Financial Post, 11 février 1978, p. 35; Journal of Commerce, 17 octobre 1977, p. 7.
91. Globe and Mail, 18 décembre 1980, p. 2
92. Financial Post, 2 mai 1981, p. 5.
93. Canadian Plastics, octobre 1980, p. 38.

94. Canadian Plastics, février 1969 à février 1973.
95. Chemical Week, 14 novembre 1979, p. 25.
96. Winnipeg Free Press, 23 avril 1981; Globe and Mail, 15 décembre 1981, p. 1; Globe and Mail, 25 avril 1981, p. 4; Vol. 35, p. 81, Témoignage de Charles Fichner, directeur adjoint, Politique et Programmes, Division de l'énergie et les bâtiments, et en milieu urbain, ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources; Globe and Mail, 24 avril 1981; Globe and Mail, 11 février 1982, p. 8.
97. Financial Post, 22 août 1981, p. 1.
98. Vol. 35, p. 82. Témoignage de Charles Fichner.
99. Vol. 36, p. 39. Témoignage de Neil Stewart, directeur des opérations du Programme P.I.T.R.C. Globe and Mail, 11 février 1982, p. 8.
100. Vol. 25, p. 49. Témoignage de J.C. Wilson, directeur de la Division de l'homologation (Accréditation) de l'Office des normes générales du Canada.
101. Document 151. Procès-verbal de la réunion du comité de liaison entre le gouvernement et l'industrie de la MIUF, 16 octobre 1980, p. 3.
102. Document 150, p. 9. Procès-verbal de la réunion du comité de liaison entre le gouvernement et l'industrie de la MIUF, 2 octobre 1980.
103. Compilation de documents par Boesgaard, T., note explicative 1 ci-dessus, et Urea Formaldehyde Litigation Materials, préparé pour le Continuing Legal Education Seminar de Vancouver (Colombie-Britannique), 25 juin 1982. Aux Etats-Unis, les compagnies qui fabriquaient les produits chimiques entrant dans la composition du formaldéhyde d'urée étaient Borden Chemical, Brekke Enterprises, C.P. Chemical Company et Rapperswill Corp. cette dernière contrôlant environ 80% du marché américain a liste n'est pas exhaustive, Hess, L.Y., (éd.) Insulation Guide for Buildings and Industrial Processes. Energy Technical Review No. 43 (1979), p. 26-28.

104. Se reporter à la note 103 ci-dessus; Canadian Plastics, octobre 1980, p. 39.
105. Compilation de documents par Boesgaard, T., note explicative 1 ci-dessus, et Urea Formaldehyde Litigation Materials, préparés pour le Continuing Legal Education Seminar de Vancouver (Colombie-Britannique), 25 juin 1982; vol 26, p. 29. Témoignage de E. Strauss, vice-président directeur général, Rapco Foam Inc., U.S.A.; Vol. 27, p. 139, témoignage de W. Bremner, expert commercial, précédemment employé par Rapco Foam Inc. et Ontario Foamers Insulation.
106. Winnipeg Free Press, 24 avril 1981, p. 10.
107. Globe and Mail, 20 décembre 1980, p. 4; Vol. 24, p. 157, 169, témoignage de Gideon Vardi, ingénieur, ancien employé de la General U.F. Foam.
108. Vol. 27, p. 26. Témoignage de D. Bremner, directeur général, Whiteshield Foamers.
109. Canadian Plastics, octobre 1980, p. 38.
110. Boesgaard, T., note 1 ci-dessus, p. 6.
111. Ibid., p. 5.
112. Document 147, p. 2. Présentation de M. W.H. Bremner.
113. Ibid.
114. Boersgaard, T., note 1 ci-dessus, p. 6.
115. Document 147, p. 2. Présentation de M. W.H. Bremner.
116. Vol. 7, p. 20. Témoignage de C.J. Shirtliffe.
117. Vol. 27, p. 110. Témoignage de W. Bremner.
118. Vol. 27, p. 18. Témoignage de D. Bremner.
119. Vol. 7, p. 22. Témoignage de C.J. Shirtliffe.
120. Vol. 27, p. 27. Témoignage de D. Bremner.

121. Vol.27, p. 16. Témoignage de C.J. Shirtliffe.
122. Vol.27, p. 130. Témoignage de W. Bremner.
123. Canadian Plastics, octobre 1980, p. 38.
124. Financial Post, 24 octobre 1981, p. 33.
125. Canadian Plastics, octobre 1980, p. 38.
126. The Borden Company, Limited (1912), constituée en société à charte fédérale en 1912. Fusionnée avec
 - a) Borden Chemical (Western) Limited, le 29 mai 1978;
 - b) The Borden Chemical Company (Canada) Limited, le 1er janvier 1979;
 - c) Borden Products Limited, le 1er janvier 1979.

The Borden Chemical Company (Canada) Limited (1951 - 1er janvier 1979), société à charte fédérale du 7 décembre 1978 au 1er janvier 1979; à partir du 1er janvier 1979, elle fait partie de The Borden Company Limited;

Borden Products Ltd. (1945 - 1er janvier 1979), société à charte fédérale du 7 décembre 1978 au 1er janvier 1979; à partir du 1er janvier 1979, fait partie de The Borden Company Limited;

Borden Chemical (Western) Limited (1973-29 mai 1978), fait partie de The Borden Company Limited depuis le 29 mai 1978;

Borden Chemical (Canada) Limited, rayé du registre des compagnies de Colombie-Britannique en 1976.

127. Angel, J.L., Directory of Intercompany Ownership, vol. 1 1974; se reporter également au Moody's Industrial Manual, vol. 1, 1981, p. 2114.
128. Volume 24, p. 64. Témoignage de B.B.J. Wood. A moins de mention contraire, on trouvera toutes les données concernant toutes les activités de la société Borden dans ce volume ainsi que dans le témoignage de M. Wood.

129. Rossitter, W.J., Jr., Mathey, R.G., Burch, D.M., Pierce E.T., Urea-Formaldehyde based foam insulations: An assessment of their properties and performance. N.B.S. Technical Note 946, p. 77.
130. Ibid., p. 54.
131. Note 128 mentionnée ci-dessus, p. 8.
132. Ibid., p. 102.
133. Ibid., p. 101; ces remarques ont été modifiées, p. 102.
134. Vol- 25, p. 77.
135. Vol. 25, p. 88.
136. Vol. 25, p. 100-104. Son témoignage est confus à cet endroit; il convient de lire attentivement le document afin d'éliminer les interprétations qu'il juge inexactes.
137. Vol. 25, p. 106, 107.
138. Vol. 25, p. 107.
139. Vol. 25, p. 82.
140. Se reporter au texte de la note explicative 84.
141. Vol. 25, p. 85.
142. Globe and Mail, 9 mai, p. 3.
143. Document 118. Le Canadian Chemical Producers Association. Mémoire adressé au Comité d'examen des produits dangereux - mousse isolante d'urée formaldéhyde.
144. Ibid.
145. Document 146. Voir rapport confidentiel de M. R.L. Urbanczyk. Facteurs modifiant la stabilité de la mousse (contraction), p. 4.
146. Ibid., p. 3-5.

147. Document 136. Brochure de la société Rapco sur l'isolation à base de mousse.
148. Journal of Commerce, 11 février 1980, p. 9.
149. Globe and Mail, 18 décembre 1980, p. 2.
150. Boesgaard, T. note 1 mentionnée ci-dessus, p. 1.
151. Canadian Plastics, octobre 1980, p. 38.
152. Ibid., p. 39.
153. Ibid.
154. Ibid., p. 38.
155. Financial Post Corporation Service, révisé le 18 septembre 1981.
156. Vol. 27, p. 12. Témoignage de D. Bremner.
157. Vol. 30, p. 10. Témoignage de A.L. Jefford.

2. Historique de l'intervention du gouvernement

2.1 Introduction

Notre histoire pourrait commencer en 1973.¹ Cette année-là, quelques mois avant la guerre du Moyen-Orient et la création de l'O.P.E.P., le Ministre de l'Energie, Mines et Ressources a publié une analyse de la politique énergétique du Canada,² citant quelques techniques de conservation ou de rentabilité énergétique permettant de réduire la consommation d'énergie.³ Dès 1974, le gouvernement fédéral en est venu à la conclusion que sa politique énergétique n'était absolument pas adaptée au nouveau rapport de force énergétique auquel devait faire face le Canada et des études internes du gouvernement fédéral ont commencé à mettre l'accent sur la conservation en tant qu'élément significatif de la politique énergétique canadienne.⁴ Le gouvernement fédéral a alors élaboré de 1973 à 1976 une politique d'autosuffisance énergétique qui a débouché sur une déclaration faite en février 1975 devant la Chambre des Communes, précisant un certain nombre d'initiatives du gouvernement dans le domaine de la conservation.⁵ Il s'agissait en l'occurrence d'un programme résidentiel de conservation d'énergie,⁶ de la mise sur pied de consultations et d'échanges d'informations avec les gouvernements provinciaux et le secteur privé,⁷ de l'établissement d'un programme d'information du public,⁸ et de la création de mesures visant à influencer sur la conservation lorsque l'on n'envisageait pas de pouvoir modifier efficacement les comportements grâce au système des prix.⁹ Donc, dès 1975, le programme de conservation de l'énergie était l'une des clés de voûte de la nouvelle politique énergétique canadienne.¹⁰

Il est facile de comprendre pour quelles raisons la conservation a été perçue comme une intéressante initiative politique. En premier lieu, on s'accordait à reconnaître que même en

tenant compte des facteurs climatiques et géographiques et des nécessités de la consommation énergétique compte tenu du P.N.B., les Canadiens étaient parmi les plus gros consommateurs d'énergie du monde par habitant,¹¹ ce qui laissait entrevoir un "excédent" de consommation qu'il était possible de réduire grâce à un certain nombre de mesures de conservation. En second lieu, il faudrait des années et mêmes des dizaines d'années avant que l'on puisse mettre en exploitation les sources d'énergie concurrentes grâce à la construction d'oléoducs et aux investissements dans les projets énergétiques des régions éloignées.¹² Les techniques de conservation étaient jugées "tout à fait possibles",¹³ et l'on estimait qu'elles permettraient d'obtenir des gains immédiats.¹⁴ En troisième lieu, on estimait qu'il était de bonne politique de réduire la demande et donc de protéger de manière générale l'environnement sans empiéter sur les droits des peuples autochtones au moment où les préoccupations vis-à-vis de l'environnement et des revendications territoriales autochtones donnaient lieu à de nombreux débats liés aux projets énergétiques.¹⁵

En 1976, le gouvernement fédéral a estimé dans sa déclaration de politique énergétique nationale: Une stratégie de l'énergie pour le Canada: Politique d'autonomie,¹⁶ qu'une application déterminée des mesures de conservation techniquement possibles et économiquement justifiées était susceptible de ramener à 2% par an, entre 1976 et 1990, l'augmentation de la consommation énergétique annuelle.¹⁷ Le programme de conservation de l'énergie a été qualifié de "partie intégrante" de la stratégie énergétique fédérale.¹⁸ Donc, en février 1976, le Ministre de l'Energie, Mines et Ressources a annoncé plusieurs initiatives de conservation visant à mettre en oeuvre sa politique de conservation nationale, qualifiée de

"la plus rapide, la moins chère et présentant le moins de risques, qui permettra d'atteindre notre objectif d'autosuffisance énergétique".¹⁹ Il faut donc bien comprendre que la conservation de l'énergie n'était qu'une initiative de politique parmi d'autres dans le cadre d'une politique plus générale de la réduction de la demande qui, à son tour, relevait d'une politique nationale d'autosuffisance. Parmi ces mesures de conservation annoncées en février 1976, figurait un programme de conservation des bâtiments prévoyant: "Des incitations et une assistance financière... visant à améliorer les résidences existantes par le biais de la révision des programmes de prêts et de subventions existants afin de mettre l'accent sur l'achat de matériaux isolants."²⁰ Donc, dès 1976, il était possible d'identifier trois grandes stratégies de conservation de l'énergie. Il s'agissait de la poursuite et de l'expansion des programmes d'information et de modification des comportements, des politiques d'établissement des prix et des réajustements des facteurs institutionnels.²¹

Deux de ces initiatives étaient liées aux problèmes de la MIUF. Au sein du Ministère de l'Energie, Mines et Ressources, le Bureau de la conservation de l'énergie a mis au point un grand programme d'information visant à inciter les Canadiens à conserver l'énergie;²² ainsi qu'un programme d'incitation prévoyant: "Des subventions... au titre des dépenses visant à réduire la consommation énergétique"²³, sous la forme des programmes PITRC et PID. Avant de passer à la description de ces deux programmes, il serait utile de bien comprendre pour quelles raisons l'emploi de ces incitations financières a été et reste considéré comme la clé de voûte de la politique canadienne de conservation de l'énergie.

Malgré son utilité, le programme d'information était jugé

déficient à certains points de vue, entre autres parce qu'il risquait de ne pas entraîner l'amélioration des bâtiments les moins bien isolés et pouvait donner lieu à une grande instabilité de la demande et de l'offre de matériaux et de main-d'oeuvre dans le secteur de la construction.²⁴ En outre, ces programmes d'information, tout en étant à première vue peu onéreux, étaient susceptibles d'entraîner des coûts non négligeables lorsque l'on sait le nombre de participants du secteur de l'énergie résidentielle qui doivent être informés avec exactitude de la valeur des isolants.²⁵ De plus, même si le prix en soit était considéré comme un outil de conservation,²⁶ des signes montraient au milieu des années 70 que la demande énergétique dans le secteur résidentiel était relativement insensible aux augmentations de prix.²⁷ Dans le même ordre d'idées, on estimait que les incitations au niveau des investissements pouvaient s'avérer un outil réglementaire indispensable lorsque les propriétaires sont persuadés de ne pas pouvoir récupérer entièrement les frais liés aux économies énergétiques s'ils ne résident pas suffisamment longtemps dans leur maison ainsi réaménagée pour que la réduction de la consommation énergétique soit significative ou lorsque les acheteurs secondaires, dans l'incapacité d'évaluer l'efficacité énergétique d'un bâtiment, ne seront peut-être pas prêts à payer la part de l'investissement liée à la conservation de l'énergie.²⁸ Il ne faut pas oublier non plus qu'un réaménagement ultérieur visant à réduire la consommation d'énergie dans une résidence est susceptible d'améliorer le confort du consommateur alors que les autres techniques de diminution de la consommation énergétique sont souvent source d'inconfort pour le consommateur²⁹ et qu'une fois en place, la mesure de conservation est passive et aura donc plus de chance d'être utilisée.³⁰

Il est par ailleurs évident que le gouvernement était conscient des possibilités d'emploi importantes que créeraient pour le secteur manufacturier et celui des services des investissements non négligeables dans le cadre d'un programme d'amélioration du rendement énergétique;³¹ et, parallèlement, que ces possibilités profiteraient vraisemblablement aux provinces du centre du Canada. La création d'un programme d'amélioration du rendement énergétique peut être considérée comme une technique de redistribution de la richesse tirée des investissements faits dans le domaine de la production énergétique et dans les provinces productrices d'énergie en investissements dans le domaine des techniques de conservation au sein du secteur manufacturier et des services du centre du Canada.³² Ces considérations politiques pouvaient être relevées par ailleurs dans l'utilisation que faisait le gouvernement fédéral du programme d'amélioration du rendement énergétique, qui s'en servait comme levier lors des négociations fédérales-provinciales, le gouvernement fédéral conditionnant la participation des provinces au programme à l'adoption par celles-ci de mesures de conservation de l'énergie. Cette tentative d'influence économique a été assez mal reçue par les gouvernements provinciaux.³³ Le programme d'amélioration du rendement énergétique n'en restait pas moins considéré par le gouvernement fédéral comme un bon outil éventuel de négociation. Enfin, les avantages politiques susceptibles d'être retirés de l'octroi de subventions en argent versées directement à des milliers de propriétaires sont évidents.³⁴

L'octroi de subventions versées directement aux consommateurs afin de les inciter à isoler leur résidence et à réduire leur consommation énergétique a continué à se développer depuis 1977. Il faut reconnaître que le programme P.I.T.R.C. n'a pas

eu tout le succès espéré par le gouvernement lorsqu'il a été institué au cours de l'été 1977.³⁵ Il n'en reste pas moins, et cet élément est fondamental si l'on veut bien comprendre la position adoptée par le gouvernement fédéral sur la question de la MIUF, que le programme d'amélioration du rendement énergétique des résidences était resté la clé de voûte du programme de conservation énergétique du gouvernement fédéral de 1978³⁶ à nos jours.³⁷ On a l'impression que le gouvernement a peur que le programme de conservation énergétique du secteur résidentiel ne soit remis en cause du fait des incertitudes liées à la performance des matériaux isolants. Les millions de dollars qui doivent être versés à titre de compensation sont considérés comme un moyen de rassurer les consommateurs envisageant d'améliorer le rendement énergétique de leur maison en leur prouvant qu'une décision de conserver l'énergie n'entraîne aucun risque imprévu et sans remède. Le bénéficiaire de ce programme d'indemnisation, tel qu'il est conçu à l'heure actuelle,³⁸ n'est pas le propriétaire de la résidence en cause mais la politique énergétique du Canada.

La question de la MIUF n'est donc qu'une composante mineure d'une stratégie énergétique globale. Au cours des chapitres qui suivent, je m'efforcerai d'identifier les agents responsables du gouvernement ayant joué un rôle en matière de commercialisation et de diffusion de la MIUF et de discuter d'un éventail³⁹ de lois publiques et privées ayant trait à la question de la MIUF. Plusieurs ministères du gouvernement, deux sociétés de la Couronne et un certain nombre d'entreprises commerciales constituent les agents.

2.2 L'Office des normes générales du Canada

L'Office des normes générales du Canada⁴⁰ a commencé à s'occuper de la MIUF en 1970, au moment où cette question lui a

été communiquée par la Société centrale d'hypothèques et de logement.⁴¹

C'est à cette date qu'un groupe d'études sur la MIUF a été institué, sans que cela soit suivi d'effets pendant un certain nombre d'années. En 1975, un sous-comité sur la MIUF a été créé qui comprenait trois groupes d'étude auxiliaires: un groupe d'étude et d'enquête s'intéressant à la qualité de l'installation; un groupe d'étude sur les méthodes d'essais s'intéressant au rendement du produit et au contrôle de la qualité des composants chimiques, et un groupe d'étude sur les méthodes d'application chargé de mettre au point une norme d'application.⁴²

Les comités de l'O.N.G.C. appliquent des méthodes de décision "par consensus", le rôle de l'O.N.G.C., représenté dans certains cas par un secrétaire, étant de faciliter la discussion, de s'assurer que les intérêts minoritaires sont représentés et que l'on en tient compte lors de l'établissement des normes, de veiller à ce que les résultats de recherche appropriés viennent appuyer les thèses et les propositions, et de coordonner et administrer le processus de prise de décision.⁴³ L'unanimité n'est pas exigée pour qu'une norme soit approuvée, mais il faut une majorité substantielle.⁴⁴ Les membres du comité et des groupes d'étude de la MIUF regroupaient des représentants des services d'utilité publique provinciaux, des ministères du gouvernement fédéral, des producteurs et des sociétés de la Couronne.⁴⁵

Il existe une certaine polémique lorsqu'il s'agit de savoir dans quelle mesure et jusqu'à quel point les comités de l'O.N.G.C. ont tiré parti des compétences médicales existantes. Le Directeur exécutif de l'O.N.G.C. a admis que l'on faisait appel aux compétences médicales une fois que le problème était

identifié.⁴⁶ Toutefois, lorsque le représentant de la S.C.H.L. a soulevé en 1975-76 l'éventualité de réactions d'allergie face à l'urée-formol, "les fabricants ont répondu que leurs expérimentateurs n'éprouvaient pas de tels problèmes et il a été jugé inutile d'étudier davantage la question."⁴⁷ Un autre membre de l'O.N.G.C. a reconnu l'existence en 1978 d'un problème de "santé" lié à "l'odeur"⁴⁸ mais il n'en est résulté aucune modification de la norme puisque lorsqu'un "consensus" est nécessaire pour qu'une modification ait lieu il n'est pas utile de mettre aux voix une question dont une partie importante des groupes ne veut pas entendre parler.⁴⁹ En 1979 et en 1980 les fonctionnaires du Ministère de la Santé et du Bien-être social ont pris part aux décisions du comité de l'O.N.G.C.⁵⁰

Les groupes d'étude de l'O.N.G.C. ont élaboré deux normes. La première s'appliquait à "l'application de l'isolant à base d'urée, expansé sur place".⁵¹ La deuxième était une norme provisoire d'installation de la MIUF.⁵² La première de ces deux normes, une norme de produit, a été adoptée lors d'une réunion extraordinaire en juillet 1977 et ratifiée par le Comité d'examen des normes de l'O.N.G.C. en octobre 1977.⁵³ La norme d'installation n'a jamais été ratifiée et est restée provisoire jusqu'à ce que le produit soit interdit en 1980.⁵⁴

Plusieurs points doivent être examinés lorsque l'on analyse le rôle joué par l'O.N.G.C. dans l'établissement des normes et, plus particulièrement, le rôle des comités de l'O.N.G.C. en ce qui a trait à l'urée-formol. En premier lieu, il s'agit d'apprécier la valeur du "consensus" en matière de prise de décision réglementaire. Le modèle de réglementation par "consensus", qui ne permet de prendre une décision que lorsqu'une

grande majorité des parties concernées en arrive à un accord est une façon d'interpréter l'intérêt public comme étant "la meilleure façon possible de tenir compte des intérêts particuliers contradictoires".⁵⁵ Il s'agit d'une conception selon laquelle la meilleure décision administrative est celle qui permet à un groupement d'intérêt représenté au moins de se juger en meilleure posture qu'avec le statu quo et à aucun groupement d'intérêt représenté de se juger lésé. Le coût du compromis est diminué grâce à la nomination de représentants des parties intéressées et à la création d'une tribune et d'une structure de prise de décision réduisant la possibilité d'adopter une attitude intransigeante en restant sur ses positions. Les risques inhérents à cette façon d'aborder la réglementation publique sont toutefois énormes. Le comité ayant travaillé sur la norme de produit de l'O.N.G.C. comprenait 22 représentants dont 7 provenaient du secteur privé, ce qui leur permettait donc de "bloquer" toute décision contraire à un seul intérêt. La définition de l'expression "partie intéressée", du moins en l'espèce, ne s'étendait pas aux représentants des consommateurs utilisateurs ainsi qu'aux représentants des secteurs concurrents.⁵⁶ Un certain nombre d'intérêts n'étaient pas représentés, il était donc naturel que la meilleure décision possible risque de leur porter préjudice.⁵²

La deuxième préoccupation porte sur la nature des négociations et sur les sanctions permettant de faire appliquer l'accord une fois conclu. Un accord par consensus ou multilatéral implique que le comportement des parties à l'accord sera modifié du fait de l'adoption de la norme. L'O.N.G.C. ne dispose pas d'un mécanisme propre lui permettant de faire respecter ses normes⁵⁸ et donc, comme dans toute procédure d'application volontaire, le système fait confiance à la "bonne

foi" des participants.⁵⁹ En fait, l'un des avantages prêtés au modèle de réglementation par consensus, c'est qu'il réduit les coûts liés à l'application, au contrôle et à la répression étant donné que la participation du secteur privé au processus réglementaire de prise de décision l'incite à "le respecter" sans aucune pression de l'extérieur mais grâce aux normes et aux règles de conduite dont s'est dotée l'industrie elle-même⁶⁰, dans le cadre d'un processus auquel elle a participé et qui résulte des efforts auxquels elle a consenti.

La troisième préoccupation est celle des risques inhérents au processus de décision par consensus. Les comités techniques de l'O.N.G.C. sont bien évidemment une source d'information pour le gouvernement.⁶¹ Cette "information", qui prend la forme des intérêts représentés dans le cadre de la procédure, est en fait le fruit officialisé des activités d'un groupe de pression. Le système du "consensus" offre aux groupements d'intérêt organisés une structure qui leur permet de faire connaître leur opinion concernant la politique réglementaire. Toutefois, les comités techniques ne sont pas conçus dans ce but et, en conséquence, la représentation administrative n'est pas axée sur les politiques. Ce déséquilibre, s'ajoutant à l'absence de perspectives politiques contraires, peut donner lieu à une élaboration d'une norme ou à une prise de décision trop favorable, du point de vue politique, aux intérêts commerciaux.⁶²

Sur le plan de l'information, le modèle de décision "par consensus" laisse entendre par ailleurs que les parties intéressées doivent fournir au gouvernement des données d'expert sur le rendement des produits en s'assurant que le processus de prise de décision identifie bien tous les facteurs susceptibles d'influencer le fonctionnement des parties intéressées.⁶³ Le comité technique de l'O.N.G.C. s'en est tenu presque

exclusivement aux données expérimentales fournies par l'industrie concernée,⁶⁴ et même si cette confiance était nécessaire compte tenu de l'ignorance relative du gouvernement concernant les produits isolants, les pratiques commerciales et le secteur de l'installation, il en est peut-être résulté une norme ne tenant compte que des facteurs que l'industrie a jugé bon de considérer.

La quatrième préoccupation porte sur le fait que la participation des experts du gouvernement et de l'industrie ne tient pas compte du fait que les décisions ne sont pas déterminées par l'application mécanique de faits "scientifiques" à une situation donnée mais impliquent un jugement et l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire en fonction des valeurs dont se réclame l'institution administrative et les fonctionnaires concernés. On risque, et l'affaire de la MIUF le montre bien, que les valeurs de l'industrie et celles de l'administration coïncident. Cela ne provient pas nécessairement du fait que l'administration a été "phagocytée" par l'industrie, mais plutôt d'une situation dans laquelle les intérêts administratifs du gouvernement et les intérêts économiques de l'industrie se complètent. Le programme de conservation de l'énergie s'appuyait sur une analyse de politique faisant de la mise en oeuvre de produits isolants dans le cadre d'un programme d'amélioration du rendement énergétique la pierre d'angle de la politique nationale de réduction de la demande énergétique. Cette motivation toute puissante allait dans le même sens que la volonté de profit et de croissance de l'industrie. Le système de décision par consensus préconisé par l'O.N.G.C. ne laissait aucune place à la remise en cause indépendante des systèmes de valeur convergents des bureaucrates et de l'industrie.

Cette identité de valeur se traduit particulièrement bien dans les propositions d'allégement de la réglementation de la bureaucratie canadienne. L'une des méthodes d'allégement proposée consiste à adopter un instrument de réglementation par "exhortation" qui, comme dans le programme P.I.T.R.C., peut être associé à des incitations sous forme de dépenses publiques.⁶⁵ Il n'est donc pas surprenant que les spécialistes des sciences politiques font état des préférences de l'industrie pour des "lignes de conduite souples et coopératives adoptées par consensus"⁶⁶ alors que les études des bureaucrates canadiens laissent entendre que des "consultations tranquilles" avec les parties auxquelles a affaire l'administration (industrie et entreprises) ont la préférence des fonctionnaires canadiens.⁶⁷

L'effet combiné de la confiance mise par l'O.N.G.C. dans les données fournies par l'industrie et des motivations ou objectifs convergents des représentants du gouvernement et de l'industrie au sein du comité de l'O.N.G.C., nous laisse à penser que ce comité ne s'est pas fait l'instrument d'un préjugé bureaucratique.⁶⁸ Comme il s'est particulièrement appuyé sur les données expérimentales et les compétences de l'industrie dont il comptait un nombre important de représentants, on peut dire que le comité, dans sa façon de prendre les décisions, répond à une variante assez exceptionnelle de la théorie du "phagocytage" de la réglementation administrative.⁶⁹ Il s'agit en l'espèce d'un phénomène très subtil provenant du poids des représentants de l'industrie au sein du comité, de l'existence de valeurs ou d'objectifs convergents et du déséquilibre prononcé de l'information.

La cinquième préoccupation a trait à la question omniprésente du secret gouvernemental qui touche les délibérations des

comités de l'O.N.G.C. Certes, les procès-verbaux des réunions des comités techniques de l'O.N.G.C. peuvent être consultés par le public et l'industrie prend part à la procédure mais celle-ci ne permet pas l'intervention des groupements d'intérêt jugés non suffisamment impliqués dans l'élaboration de la norme. Le côté secret, dans les faits, de la procédure d'élaboration des normes de l'O.N.G.C., contraste avec les moyens mis à la disposition du public pour lui permettre d'accéder à l'information à laquelle donne lieu cette procédure.⁷⁰ Le "secret" s'explique au moins en partie par le manque de structure du processus de négociation. La procédure d'élaboration des normes ne s'insère pas dans le cadre officiel d'élaboration pré-parlementaire, parlementaire et post-parlementaire des politiques nationales.⁷¹ L'élaboration de la norme a pris plusieurs années et cette norme n'était qu'un élément mineur d'une politique beaucoup plus large. La procédure est "politiquement invisible".

Ma dernière préoccupation se rattache à l'impression que le processus d'établissement des normes est dégagé de toute influence "politique". Il m'apparaît que le public va considérer la création d'une "norme du gouvernement" comme étant une forme "d'approbation ou de garantie".⁷² A tout le moins, le public conçoit la procédure d'élaboration des normes comme un processus purement technique ne mettant en jeu que des considérations "scientifiques" de rendement et de sécurité. En réalité, bien entendu, le comité chargé de l'établissement de la norme peut très bien se transformer en tribune de pression politique. En outre, le comité peut être influencé par des directives "politiques" provenant du gouvernement au plus haut niveau. Apparemment, l'affaire de la MIUF est un bon exemple de ces risques.

Dans le cas de la MIUF, le comité technique de l'O.N.G.C., contre l'avis du Bureau de la conservation de l'énergie⁷³ a, en mai 1977, adopté une norme provisoire d'isolation thermique à l'urée-formol.⁷⁴ On peut lire dans le procès-verbal de la réunion du comité de l'O.N.G.C. du 18 mars 1977 que le représentant de la S.C.H.L. a affirmé qu'il n'était pas possible d'émettre une norme provisoire en raison des risques d'application déficiente.⁷⁵ Par la suite, le 6 juin 1977, le secrétaire de l'O.N.G.C. a écrit aux membres du comité en leur indiquant que les recherches se poursuivaient et que le groupe d'étude se réunirait ultérieurement à la fin de l'automne 1977 lorsque les "résultats des recherches en cours... auront été examinés."⁷⁶ Le 22 juin, les membres de l'Association des fabricants de MIUF ont demandé que l'on homologue au cours d'une réunion de l'O.N.G.C. une norme définitive "nous permettant d'obtenir immédiatement des numéros d'acceptation de la S.C.H.L."⁷⁷ Le 24 juin, le secrétaire de l'O.N.G.C. a convoqué une réunion du comité de la MIUF afin de voter l'adoption d'une norme définitive, le 11 juillet 1977.⁷⁸ La norme a alors été adoptée par consensus, sous réserve de modifications mineures et de la réception d'un certain nombre d'autres votes.⁷⁹

Cette réunion extraordinaire s'explique d'elle-même. Pour reprendre les termes employés par des fonctionnaires du C.N.R.C. et de l'O.N.G.C., le fait de savoir que le programme d'isolation domiciliaire était sur le point d'être institué a servi de "stimulant" à l'apparition d'un consensus sur les questions de retrait et de résistance thermique effective."⁸⁰ Une fois en vigueur, le programme d'isolation national exigeait qu'une norme définitive soit élaborée avant que la mousse puisse être agréée en vertu de ce programme; une réunion extraordinaire a donc été convoquée et la norme provisoire est devenue une

norme définitive.⁸¹ Cette démarche a été entreprise, même si l'on considèrerait que d'autres recherches étaient nécessaires.⁸² La conclusion qui s'impose, c'est que le processus d'établissement des normes est tout autant social et politique que technique et doit être traité en tant que tel par les tribunaux⁸³ et par les gens qui envisagent une réforme de la réglementation.

L'attitude quelque peu naïve du Comité spécial sur la réforme de la réglementation et du Conseil économique du Canada est, compte tenu de l'expérience des comités de l'O.N.G.C., assez surprenante. Il est vrai que le rôle d'arbitre impartial est théoriquement tentant pour le gouvernement,⁸⁴ et que les questions de coûts, les incitations psychologiques à respecter des normes que l'on a conçues soi-même, la facilité de renégocier et d'entreprendre des modifications, la possibilité d'adapter les normes à une industrie ou à un produit particulier et la participation des intérêts privés sont des considérations à ne pas négliger.⁸⁵ Le passé de l'O.N.G.C. nous enseigne toutefois qu'il existe des risques considérables d'imposition du secret, de laisser-aller, de phagocytage de l'administration ou, tout au moins, de convergence des intérêts de l'administration et de l'industrie, d'influence politique et d'absence de représentation de certains intérêts.

2.3 La Société canadienne d'hypothèques et de logement

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (S.C.H.L.) a été la première à s'occuper de la MIUF au sein du gouvernement et à la faire figurer dans son programme d'isolation domiciliaire. La S.C.H.L. a été constituée en vertu de la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement⁸⁶ qui dispose que la S.C.H.L. est à toutes fins un agent de la Couronne⁸⁷ et constituée en société de la Couronne en vertu de la Loi sur

l'administration financière.⁸⁸ En ce qui a trait à l'élaboration de la norme régissant la MIUF, le rôle de la S.C.H.L. a commencé en 1971, date à laquelle elle a demandé à l'O.N.G.C. de mettre au point une norme s'appliquant à la MIUF.⁸⁹ Ce renvoi a suivi la délivrance de numéros d'acceptation de la S.C.H.L. concernant deux produits à base de MIUF au début des années 1970, ces derniers étant retirés en 1973.⁹⁰

Les activités de la S.C.H.L. en ce qui a trait à l'établissement de normes de matériaux isolants devant précéder obligatoirement la délivrance d'assurances des prêts ont pu être exercées en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation.⁹¹ Cette Loi confère à la Société le pouvoir d'enquêter sur les conditions de logement, de diffuser les informations susceptibles d'entraîner la construction de logements améliorés,⁹² d'entreprendre des recherches concernant les défauts de construction de logement,⁹³ et de se lancer dans des programmes de recherches techniques en collaboration avec d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral tout en étudiant les possibilités de mise au point et d'amélioration des méthodes de construction, des normes et des matériaux.⁹⁴

La S.C.H.L. administre un programme d'homologation des matériaux qui relève de son mandat permanent dans le domaine des normes de logement.⁹⁵ En vertu de ce programme, la S.C.H.L. accorde des numéros "d'homologation" à des produits précis qui répondent aux normes de la S.C.H.L. Seuls les promoteurs qui construisent des maisons avec des matériaux agréés par la S.C.H.L. peuvent bénéficier de l'aide financière de cette dernière. Lors de l'élaboration des programmes d'isolation domiciliaire, il a été décidé que les propriétaires de maisons ne pourraient bénéficier de subventions au titre de l'amélioration du rendement énergétique que s'ils employaient des matériaux

"acceptés" par la S.C.H.L.⁹⁶

Il convient de signaler que le Programme d'isolation domiciliaire (P.I.D.), établi en janvier 1977 en Nouvelle-Ecosse et dans l'Ile-du-Prince-Edouard,⁹⁷ comme le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes (P.I.T.R.C.) mis en place en septembre 1977, étaient conçus de manière à ce que la S.C.H.L. exerce un "contrôle total" sur ces programmes.⁹⁸ Ce contrôle, exercé exclusivement par la S.C.H.L., a pris deux formes. Tout d'abord, le financement de ces programmes n'a pas été confié au Ministère de l'Energie, Mines et Ressources, mais à la Société centrale d'hypothèques et de logement.⁹⁹ Pour la seule année 1977, il s'est monté à \$95 millions, et les sommes allouées à la S.C.H.L. au titre de ces deux programmes ont augmenté en 1978 et en 1979.¹⁰⁰ Il est, bien entendu, impossible de séparer le contrôle des politiques du contrôle financier.¹⁰¹ La deuxième forme de contrôle exercée par la S.C.H.L. a trait à la responsabilité de la sélection du produit isolant. Aux termes du règlement sur l'isolation thermique des habitations canadiennes¹⁰² la S.C.H.L. était autorisée à effectuer des paiements aux personnes ayant acheté des "matériaux d'isolation".¹⁰³ L'expression "matériau d'isolation" a été définie comme suit:¹⁰⁴ "matériau acceptable à la Société aux fins d'isolation contre la déperdition de la chaleur".

On ne sait pas exactement pour quelles raisons la S.C.H.L. s'est vu octroyer la responsabilité financière ainsi que le soin de sélectionner les matériaux des programmes P.I.D. et P.I.T.R.C. Il est vrai que la structure administrative dont dispose la S.C.H.L. peut très bien lui permettre d'acheminer les demandes de subventions et les paiements, et c'est ce qui se passe à l'heure actuelle.¹⁰⁵ Les responsables de la S.C.H.L. ont reconnu n'avoir aucune compétence précise en matière de

rendement des produits isolants et se sont adressés au Conseil national de recherches, en ce qui a trait à la compétence scientifique, et à l'O.N.G.C. concernant l'établissement des normes.¹⁰⁶ Il était possible de l'expliquer par les avantages politiques que retirait du programme le Ministre d'Etat aux affaires urbaines, M. André Ouellet¹⁰⁷. Une autre explication serait le désir d'utiliser les crédits excédentaires au titre du P.I.T.R.C. et du P.I.D. pour financer l'administration générale de la S.C.H.L.¹⁰⁸ Quoiqu'il en soit et en dépit des affirmations contraires de la S.C.H.L., la responsabilité financière, en regard du droit et en matière de sélection des matériaux en ce qui concerne le programme P.I.T.R.C. a été délégué à la S.C.H.L.

La responsabilité juridique de la S.C.H.L. dépend de plusieurs facteurs. Le premier d'entre eux est l'étendue de ses connaissances concernant le rendement de la MIUF.^{108a} Le deuxième est l'opinion répandue dans le public selon laquelle "l'acceptation" des produits par la S.C.H.L. indiquait que la qualité et le rendement du produit avaient été évaluées et "approuvées" par le gouvernement.¹⁰⁹ Le troisième porte sur la responsabilité de la S.C.H.L. liée à la délivrance de numéros "d'acceptation" des produits en 1977 en l'absence d'une norme "d'application" et sans qu'aucun mécanisme de contrôle ou d'application efficace n'assure que le produit était installé dans les règles.

Ce dernier point est le plus important. Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'O.N.G.C. avait prévu en juin 1977 de tenir une réunion à la fin de l'automne 1977 afin de poursuivre les travaux sur une norme de produits. Deux semaines plus tard, l'O.N.G.C. convoquait une réunion extraordinaire afin d'approuver cette norme en août 1977. L'explication de

cette approbation immédiate de la norme et de la délivrance de numéros d'acceptation de la S.C.H.L. au cours de l'été 1977 est simple. En juin 1977, la question du prochain programme de subventions était largement débattue et discutée dans le public.¹¹¹ Le gouvernement était soumis à de fortes pressions du public en vue de la mise en place d'un programme d'incitation au moyen de subventions directes du fait de l'existence de programmes semblables dans la grande majorité des pays de l'O.C.D.E.,¹¹² et en raison de l'annonce par le Président Carter d'une initiative importante sur le plan de la conservation en avril 1977.¹¹³ Il n'est donc pas surprenant que le secteur de la MIUF ait fortement souhaité que ses produits figurent au programme. L'industrie ne pouvait ignorer l'apport imminent de capitaux et, pour qu'elle puisse faire face aux produits isolants concurrents, il était indispensable que son produit soit inclus dans le programme. Un simple retard de six mois, lorsque l'on tient compte des investissements auxquels allait donner lieu le programme P.I.T.R.C., n'était pas supportable. Au demeurant, le gouvernement était bien conscient de la nature cyclique du secteur de l'isolation,¹¹⁴ et devait donc prendre bien soin de faire en sorte que le programme P.I.T.R.C. soit en place pour insuffler le plus de vigueur possible au marché des produits isolants de l'automne.

Ce qu'il faut nous demander, c'est pourquoi avoir "accepté" immédiatement les produits à base de MIUF au cours de l'été 1977 en l'absence d'une norme d'application et pour quelles raisons aucun mécanisme de contrôle ou d'application approprié n'était en place. Tous les participants à la procédure d'établissement de la norme étaient bien conscients de l'importance fondamentale des procédures d'application du point de vue de la garantie de la qualité des produits.¹¹⁵

2.4 Ministère de l'Energie, Mines et Ressources

Le rôle du Ministère de l'Energie, Mines et Ressources ainsi que celui du Bureau de la conservation de l'énergie ont été décrits de manière générale dans l'introduction. Le Bureau de la conservation de l'énergie (B.C.E.) a été créé en novembre 1973¹¹⁶ pour répondre à l'embargo pétrolier qui a suivi la guerre de 1973 au Moyen-orient. En plus de l'exécution des programmes de l'E.M.R. décrits précédemment,¹¹⁷ le rôle principal du B.C.E. consiste à donner des conseils de politique en matière de conservation de l'énergie au gouvernement fédéral, à coordonner la participation du gouvernement fédéral à la conservation de l'énergie;¹¹⁸ à créer des réseaux d'information et de prise de décision entre le Ministère de la Consommation et des Corporations, le Ministère des Finances et la Société canadienne d'hypothèques et de logement; à coordonner les décisions de conservation au sein du gouvernement afin de réduire le nombre d'études faisant double emploi; à diffuser des informations touchant l'emploi et la conservation de l'énergie à des groupes commerciaux, résidentiels et industriels ainsi que dans les milieux du travail et du transport; à planifier la recherche et le développement en matière de conservation d'énergie et, en mai 1976, à concevoir les programmes d'amélioration du rendement énergétique des résidences et des commerces.¹¹⁹

Il semble donc, à première vue, que le B.C.E. exerçait deux grandes fonctions touchant le problème de la MIUF. La première concernait le rôle d'information des propriétaires canadiens que devait jouer le B.C.E. et sur lequel les propriétaires de maisons comptaient pour prendre des mesures de conservation d'énergie. La deuxième était celle qui consistait à concevoir un programme d'incitation financière à l'amélioration du rendement énergétique des logements afin d'inciter les

propriétaires à acheter des matériaux isolants en allégeant le coût de leur investissement et en injectant \$1,4 milliards dans le secteur canadien des produits isolants.

Le programme d'information conçu par le B.C.E. répondait à deux objectifs. L'un consistait à fournir des données statistiques touchant la consommation de l'énergie et les mesures de conservation particulière afin de réduire le coût des recherches à la charge du consommateur et de permettre à celui-ci de prendre des décisions en toute connaissance de cause.¹²⁰ Le deuxième répondait à un programme très élaboré de modification des attitudes et des comportements: "Persuader les Canadiens de la valeur morale de la conservation énergétique et les inciter à conserver l'énergie".¹²¹ L'utilisation efficace de la "crise de l'énergie" a permis au gouvernement fédéral de persuader les Canadiens qu'il fallait faire des sacrifices pour le bien de tous en conservant l'énergie.¹²²

La mousse isolante d'urée-formol a été mentionnée dans deux publications du B.C.E. au moins. En 1975, le B.C.E. a informé les propriétaires que la qualité du produit et de l'exécution de la mise en place de l'isolant sous forme de mousse devaient faire l'objet d'une vérification et qu'il était nécessaire d'obtenir une "garantie utile".¹²³ En 1976, le Bureau de la conservation de l'énergie, avec l'aide de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, a produit la brochure Emprisonnons la chaleur.¹²⁴ Dans cette publication, le B.C.E. ne considérait pas la MIUF comme un produit acceptable pour l'amélioration du rendement énergétique des résidences.¹²⁵ On y signalait des risques de retrait, de dégradation et d'humidité. On y conseillait aux propriétaires qui voudraient l'employer d'obtenir un engagement contractuel de l'installateur aux termes duquel ce dernier acceptait d'être responsable de

tout dommage causé à la résidence du fait du produit isolant.¹²⁶ Le B.C.E. se préoccupait avant tout de l'utilité du matériau en tant qu'isolant mais il n'en dénonçait pas moins plus précisément les risques posés sur le plan de la santé et de la sécurité par les mousses de polystyrène et de polyuréthane.¹²⁷ Les liens entre le Ministère de l'Energie, Mines et Ressources et le programme P.I.T.R.C. sont un peu plus complexes. Il semble, comme nous l'avons indiqué précédemment, que ce soient les fonctionnaires du Bureau de la conservation de l'énergie qui aient conçu le principe d'un programme d'incitation financière visant à encourager l'amélioration du rendement énergétique des résidences. Toutefois, lorsque ce programme est entré en application, la responsabilité de son contrôle financier a été confiée à la Société centrale d'hypothèques et de logement.¹²⁸ Le rôle d'Energie, Mines et Ressources dans le cadre du processus d'établissement de la norme de l'O.N.G.C.¹²⁹ consistait à garantir l'exactitude des informations fournies au public en ce qui concerne les matériaux isolants, à s'assurer que les matériaux isolants offrent un bon rendement du point de vue de la conservation et à appuyer les initiatives du ministère en matière de conservation.¹³⁰ Les représentants du Ministère de l'Energie, Mines et Ressources ayant oeuvré activement au sein du Comité de l'O.N.G.C. étaient apparemment totalement opposés à l'emploi de la mousse d'urée-formol dans le cadre du Programme d'amélioration du rendement énergétique qu'ils avaient conçu.¹³¹

En avril 1981, trois mois seulement après que la mousse isolante d'urée-formol ait été interdite par la Loi sur les produits dangereux,¹³² le ministère s'est vu confier la responsabilité au niveau des politiques et des programmes du

Programme P.I.T.R.C. Le règlement sur l'isolation thermique des habitations canadiennes, qui a été promulgué en avril 1981,¹³³ autorise le Ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources à faire des paiements au titre de l'isolation résidentielle. Sous la définition "matériaux admissibles" de l'article 2, les propriétaires utilisant "des matériaux... équivalents aux normes prescrites par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et... dont l'utilisation est approuvée par le Ministre..." sont fondés à recevoir des subventions. Le Ministre est celui de l'Energie, des Mines et des Ressources.¹³⁴ Donc, le Ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources a désormais un pouvoir de contrôle effectif sur les produits dont l'emploi est autorisé en vertu du Programme P.I.T.R.C. De même, depuis le mois de mars 1981, le Ministère de l'Energie, Mines et Ressources exerce un contrôle financier sur les Programmes P.I.T.R.C et P.I.D.¹³⁵ Le rôle de la S.C.H.L. est défini sous la forme d'un accord contractuel passé avec le ministère et se limite à des questions purement administratives et techniques.¹³⁶

2.5 Le Conseil national de recherches

Le Conseil national de recherches (C.N.R.C.)¹³⁷ a accordé une aide technique sous contrat à la S.C.H.L.,¹³⁸ et a participé en tant que membre aux groupes d'études et aux comités de l'O.N.G.C. sur la MIUF.¹³⁹ En outre, le C.N.R.C. a fourni des crédits de recherches à l'industrie des isolants en vertu d'un programme de recherche et de développement à frais partagés.¹⁴⁰

Le Conseil national de recherches s'est lancé par l'entremise de sa Division des recherches en bâtiment dans de nombreuses recherches sur les qualités d'isolation thermique des

produits isolants dans les structures résidentielles nouvelles et existantes entre la fin des années 1960 et tout au long de la première moitié des années 1970.¹⁴¹ Tout en mettant l'accent sur les caractéristiques des produits du point de vue du rendement thermique, le C.N.R.C. s'est penché sur les dangers posés par différents types d'isolants, tant du point de vue des risques d'incendie¹⁴² que de la qualité de l'air.¹⁴³ En 1977, la conservation de l'énergie était considérée comme la "grande priorité" de la Division des recherches en bâtiment et, en raison de la possibilité d'économiser de grandes quantités d'énergie, "toutes les ressources disponibles étaient consacrées à ces questions".¹⁴⁴ Le programme d'ensemble de la Division des recherches en bâtiment comportait la fourniture d'une aide technique à la préparation des normes d'isolation thermique.¹⁴⁵ La responsabilité du Centre national de recherches vis-à-vis de la situation actuelle liée à la MIUF doit vraisemblablement être fondée sur sa position d'unique représentant non industriel au sein de l'O.N.G.C. ayant les compétences techniques et les possibilités d'évaluer les résultats des recherches fournies par l'industrie et de passer en revue la documentation scientifique traitant des caractéristiques de la MIUF.

Il est probable que la meilleure source d'information publique concernant l'état des connaissances du C.R.N.C. avant l'été 1977 soit le rapport du Bureau des normes des Etats-Unis publié en juillet 1977 et intitulé Urea-Formaldehyde Based Foam Insulation: An Assessment of Their Properties and Performance.¹⁴⁶ Le National Bureau of Standards y mentionne expressément l'aide que lui a apportée le Conseil national de recherches. Dans ce rapport, le N.B.S. signale que ses propres recherches "l'amènent à se poser de sérieuses questions sur

la durée de service de la mousse."¹⁴⁷ Il reconnaît par ailleurs que l'on manque de manière générale de données recueillies sur le terrain et de renseignements sur les rendements en service et que d'autres études sont nécessaires dans les conditions climatiques de l'Amérique du Nord.¹⁴⁸ La question de la concentration et de la toxicité du gaz formaldéhyde y est soulevée,¹⁴⁹ et l'on y relève une norme d'exposition à long terme de 0,02 ppm au bout de deux mois.¹⁵⁰ L'étude du N.B.S. pose le problème des risques pour la santé et décrit les symptômes irritants désormais bien connus du formaldéhyde.¹⁵¹ Par ailleurs, l'étude du N.B.S. signale que les concentrations maximum de gaz en cas d'exposition à long terme n'ont pas été établies et qu'aucune donnée n'est disponible sur ce point.¹⁵² On y décrit les problèmes d'odeur du gaz formaldéhyde qui ont pu être expérimentés,¹⁵³ et l'on y discute de la pourriture du bois et de sa pénétration par les produits chimiques.¹⁵⁴ Au niveau de la toxicité, la seule indication précise fournie par la recherche porte sur le compte rendu des essais effectués par l'American Standards Testing Bureau, qui révèle que la mousse soumise à l'expérience n'était "pas toxique" aux termes de l'Hazardous Substances Act fédéral.¹⁵⁵

En conclusion, les chercheurs du N.B.S. proposent plusieurs domaines dans lesquels des recherches sont nécessaires. La question des aliments placés dans un environnement isolé à la mousse, le problème de l'efficacité des orifices de ventilation, le manque d'informations permettant de fixer des lignes de conduite et le risque de formation de gaz formaldéhyde dans les locaux d'habitation y étaient signalés comme devant faire l'objet d'autres recherches.¹⁵⁶ Les données concernant le rendement à long terme, la résistance en service et le retrait ainsi que l'effet de la mousse sur la construction des maisons

y étaient jugées insuffisantes.¹⁵⁷ Les représentants du C.N.R.C. ont voté en faveur de la norme de produits de l'O.N.G.C. élaborée "par consensus".¹⁵⁸

2.6 La Corporation de développement du Canada

Dans le cadre de sa politique d'encouragement de l'entreprise canadienne grâce à la fourniture de crédits de premier investissement,¹⁶⁰ la Corporation de développement du Canada (C.D.C.)¹⁵⁹ a investi \$3,7 millions afin d'acquérir une participation de 40% dans Innocan Investments Ltd.,¹⁶¹ une société de holding à capital en participation.¹⁶² En 1976, Innocan Investments Ltd. s'est porté acquéreur de 100% des actions ayant droit de vote de la Rapco Foam Inc.¹⁶³ En 1977, la Rapco Foam Inc. a été fusionnée avec la Lorcon Inc.,¹⁶⁴ et, jusqu'en 1981 au moins, l'Innocan Investments Ltd. a conservé une participation dans la Lorcon Inc.¹⁶⁵

La C.D.C. était représentée au sein du Conseil d'administration de l'Innocan Investments Ltd. et du Comité de vérification de l'Innocan.¹⁶⁶ De manière générale, la C.D.C. cherche à obtenir un pouvoir de contrôle "suffisamment étendu pour que la C.D.C. puisse exercer un contrôle lorsqu'elle le juge nécessaire et retirer suffisamment de bénéfices de son investissement si celui-ci se révèle rentable."¹⁶⁷ La possibilité pour la C.D.C. d'influer sur le cours des affaires de l'Innocan Investments Ltd. n'est donc pas négligeable.¹⁶⁸ Rien n'indique que la C.D.C. ait cherché à influencer les décisions du gouvernement en ce qui a trait à la mousse.¹⁶⁹

Chapitre 2 - Notes explicatives

1. Jusqu'en 1973, la politique énergétique canadienne se préoccupait de la consommation croissante de pétrole national par les Canadiens et de la production et de l'exportation croissantes de pétrole canadien. On se reportera à la déclaration de l'honorable George Hees, ministre du Commerce, en ce qui a trait à la politique pétrolière nationale, débat de la Chambre des communes, 1er février 1961 et à la communication d'Huland, P.P., vice-président de l'Office national de l'énergie "Politique pétrolière nationale du Canada", document présenté lors de la réunion annuelle de l'Institut canadien des mines et de la métallurgie, Québec, 25-27 avril 1966.
2. Se reporter à l'ouvrage Une politique de l'énergie pour le Canada, Phase I, Energie, Mines et Ressources (1973). Ce rapport dressait les grandes lignes des principales questions de politique énergétique du Canada en ce qui a trait au développement des ressources énergétiques et aux prévisions de la demande énergétique et l'on y discute les effets potentiels du développement des ressources énergétiques sur l'emploi, l'inflation, le développement industriel, les relations internationales, le commerce, les disparités régionales et l'environnement. Ibid., à la p. 5.
3. Il était entendu que les prévisions de consommation énergétique allaient varier en fonction des modifications de la politique énergétique. Ibid. aux p. 79-80; le rapport insistant sur le recours croissant aux produits isolants en tant que mesures importantes permettant de réduire la consommation de combustible dans les résidences. Ibid. à la p. 77.
4. En novembre 1973, une politique de conservation "interne" rudimentaire a été adoptée par le ministère des Travaux publics afin de réduire les besoins énergétiques de 18%. Débats de la Chambre des communes, 6 février 1975, vol 119, no. 70, à la p. 3005.

En 1975, le Bureau de conservation de l'énergie a publié un rapport signalant que la mise en valeur des ressources énergétiques allait devenir de plus en plus onéreuse,

entraînant en conséquence un prélèvement sur les investissements faits dans d'autres secteurs de l'économie. La dépendance vis-à-vis des importations de pétrole pour répondre à la demande était jugée de plus en plus risquée et le coût de l'énergie brute considéré comme extrêmement élevé. La conservation de l'énergie y était jugée anti-inflationnaire puisqu'elle réduisait le rythme d'augmentation du coût du produit et en tant que mesure susceptible d'accroître les possibilités d'emploi, d'améliorer la position concurrentielle du Canada sur les marchés internationaux et de réduire les ruptures économiques, sociales et environnementales dues au manque d'énergie. Voir Armstrong G.T., Objectifs et activités du Bureau de conservation de l'énergie, Bureau de conservation de l'énergie, ministère de l'Energie, Mines et Ressources, série de rapports R-9 aux pages 1-3; Rueben, F., Conservation de l'énergie au Canada: présentation, Bureau de conservation de l'énergie, EMR, série de recherches no. 4 (1975) aux p. 12-13.

5. Se reporter aux débats de la Chambre des communes, du 6 février 1975, vol. 119, no. 70 aux pages 3005-08.
6. Ibid. Voir Une stratégie de l'énergie pour le Canada: politique d'autonomie, secteur de la politique énergétique, EMR Canada 1976 à la p. 28. Ce programme existe toujours. Voir gouvernement du Canada, Programme interne d'économies d'énergie, Rapport annuel 1977, (Rapport E1-78-3); rapport annuel 1978 (Rapport E1 79-3); 3e Rapport annuel 1979, E.M.R. Canada, Bureau de la conservation et des énergies renouvelables (1980).
7. Ibid. p. 28, 29. Voir Vers une conservation énergétique des industries manufacturières. Rapport du Bureau de conservation de l'énergie, ministère de l'Energie, Mines et Ressources, février 1975, séries de recherche no. 2; conférence sur la conservation de l'énergie: le gouvernement et l'industrie, Bureau de conservation de l'énergie, mai 1975, séries de recherche no. 5 à la p. 9.
8. Conçu en vue d'informer les consommateurs de la nécessité de conserver l'énergie et de diffuser les informations permettant de l'utiliser efficacement. Ibid., 28, 29.
9. Armstrong, déjà cité à la note 4, p. 4. On en trouve un

exemple dans la modification du Code national du bâtiment visant à améliorer les normes d'isolation dans les cas où les promoteurs, qui n'exploitent pas en général les bâtiments, sont susceptibles de prendre des décisions au niveau de la conception et de la construction des bâtiments pour en réduire le coût au détriment de l'efficacité de leur consommation énergétique.

10. C'est en 1975 que l'on a vu pour la première fois des incitations financières venant directement appuyer les mesures de conservation par le biais de la suppression de la taxe de vente fédérale sur les matériaux isolants. Finance Canada: budget: Lignes générales et données supplémentaires, 23 juin 1975 à la p. 9. Se reporter à la Conférence des Premiers Ministres, document de présentation sur la situation énergétique canadienne, 9-10 avril 1975 p. 14.
11. Voir Reuben, F. déjà cité à la note 4, annexe 3; Starr C., "The Consistency of Economic Growth and Energy Conservations Technology", Hitch C.J. éd., Energy Conservation and Economic Growth (1978), p. 33-35; Slagorsky, Z.C., Energy Use in Canada in Comparison with Other Countries (1979) p. 45, 47, 68; Darmstadter, J., "Inter-Country Comparisons of Energy Use: Any Lessons for the United States?", Abrahamsson B.J. éd., Conservation and the Changing Direction in Economic Growth (1979) p. 71-72; Pindyck, R.S. "The Characteristics of the Demand for Energy", Sawhill, J.C. (éd.), Energy Conservation and Public Policy (1979), p. 28.
12. Berkowitz, N., "Missing Elements in Canadian Energy Policy", Nemetz, P. éd., Energy Crisis Policy Response (1981) p. 27.
13. Hirst, E., et Jackson, J.R., "Future Energy Use in Residential and Commercial Buildings: Energy Conservation and Economics", Nemetz, P. éd. Energy Policy - The Global Challenge (1979), p. 204.
14. Nemetz, P., Energy Policy - The Global Challenge, introduction et résumé dans Nemetz P., déjà cité, à la note 13, p. 6.
15. Gibbons, J.H., "Long Term Research Opportunities", Sawhill, J.C. éd., Energy Conservation and Public Policy (1979), à la p. 212; Les économies d'énergie au Canada, programme et perspective, E.M.R. Canada, Rapport EP77-7 (1977) aux p. 1-5.

16. Déjà cité à la note 6.
17. Ibid., p. 95, 93.
18. Ibid., p. 126, 129, 131. La stratégie énergétique d'autosuffisance nationale impliquait des accords de prix, la conservation de l'énergie, des incitations à l'exploration et à la mise en valeur, une meilleure information sur les ressources énergétiques, des programmes de remplacement entre combustibles, de nouveaux systèmes de fournitures, une prise de conscience énergétique, des recherches et un développement accru et un accroissement du rôle du Canada au niveau de la propriété et de la participation.
19. Ibid., p. 133. Voir aussi l'article "Ottawa Still Warm to Insulation Plan", Globe and Mail, 8 juin 1977, à la p. 8.
20. Ibid., à la p. 132. La première discussion publique du programme de la S.C.H.L. dont j'ai pu avoir connaissance a été l'annonce en février 1975 d'un programme d'incitations accompagné d'une brève description, la responsabilité en étant confiée principalement à la S.C.H.L. Ce reporter aux débats de la Chambre des communes, 6 février 1976, vol. 119, no. 70 à la p. 3010.

On a déclaré que le choix de mesures de conservation déterminées impliquait l'évaluation des répercussions économiques de cette mesure sur la demande de main-d'oeuvre, les catégories de faible revenu, l'inflation, la balance des paiements, la position concurrentielle de l'industrie, et les effets de la réduction de la consommation d'énergie sur la croissance du PNB. Voir Toombes, R.B., conseiller principal en matière d'énergie, ministère de l'Energie, Mines et Ressources, Notes concernant la participation à un colloque sur l'énergie et les ressources concernant les relations entre le Canada et les E.-U., 3 mai 1979 à la p.29.

21. Conservation énergétique au Canada: Programmes et perspectives, déjà cité à la note 15, p. 5-6.
22. Voir ci-dessous au chapitre 2.4
23. Déjà cité à la note 15, p. 6. On s'attendait à ce que les programmes d'incitation sous forme de subventions, avec un peu trop d'optimisme comme la suite des choses l'a démontré,

entraînent des économies de 38 M. de barils de pétrole jusqu'en 1990 sous l'effet d'un investissement fédéral de 1,4 milliard de dollars. Ibid. aux p. 20-21.

24. "Efficacité thermique du parc de logements existant", document de travail no. 1, Division de l'élaboration des politiques, Société canadienne d'hypothèque et de logement dans l'ouvrage Efficacité thermique des logements existants et potentiels de conservation (1976) à la p. 8.
25. Savitz, M., et Hirst, M., "Technological Options for Improving Energy Efficiency in Residential and Commercial Buildings", Sawhill J.C., déjà cité à la note 15, p. 110.
26. Voir Conservation énergétique au Canada: Programmes et perspectives, déjà cité à la note 15, p. 6.
Deweese, D.N., "Energy Policy and Consumer Energy Consumption", Nemetz P., déjà cité à la note 12, p. 115;
Friedman, M., "Blaming the Obstetrician" Newsweek, 4 juin 1979, à la p. 70.
a
27. Voir Pimdyck, R.S., note 11 ci-dessus, p. 36-37; Fuss, M., et Waverman, L., Demande énergétique au Canada, Rapport confidentiel à l'intention du ministère de l'Energie, Mines et Ressources, février 1975; prévisions de la demande énergétique: une approche énergétique globale Rapport E.R. 77-4, E.M.R. Canada (1977), p. 31;
Friedenberg, W.B., Energy in Canada : Review and Outlook to 1995 (1979), p. 9.
28. Voir Seidel, M.R., Plotkin, S.E., Reck, P.O., Stratégies de conservation de l'énergie, programme 1H1093, Division de la recherche sur l'application, juillet 1973 à la p. 46;
Lincoln, G.A., "Energy Conservation", Abelson P.H. éd., Energy: Use Conservation and Supply, A.A.A.S. (1974) à la p. 23. Bien entendu, le principal frein à l'amélioration du rendement énergétique est l'investissement que doit consentir le propriétaire pour modifier une maison existante dont l'efficacité est insuffisante. Rawls, L.J., "U.S. Energy Conservation", Abrahamsson B.J. éd., Conservation and the Changing Direction of Economic Growth (1979) à la p. 87.
29. Schipper, L. "Energy Use and Conservation in Industrialized Countries", Sawhill, J.C., éd., déjà cité à la note 11, p.65.

30. Voir Schipper L.K., "Energy Conservation: Its Nature, Hidden Benefits, and Hidden Barriers", (1976) 2 Energy Communications 333 à 350.
31. Voir l'Industrie de l'isolation domiciliaire au Canada... exposé de la situation actuelle et des perspectives d'avenir, document de travail no. 3 Rendement thermique des logements existants et potentiel de conservation, déjà cité à la note 24, III-5, III-19, 20. O.C.E.D.E., Isolation thermique des bâtiments 14 (1962); Schipper L.K. déjà cité à la note 30, p. 338, 352, 366, 372; The Energy Crisis and Proposed Solution: Discussions de groupe devant le Committee on Ways and Means, Chambre des représentants, 94e congrès, première session, à la p. 1644-51.
32. Rostow, W.W., "Energy and Full Employment", Hitch, C.J. éd., Energy Conservation and Economic Growth (1979)p. 100-106. De même, il a été allégué que les dépenses liées à la conservation énergétique prélevées sur le revenu disponible du consommateur ne représentent pas un revenu d'investissement en puissance susceptible d'être prélevé sur les investissements liés à d'autres entreprises de substitution. Voir Darmstadter, "Lessons of History and Other Countries", Hitch, C.J. éd., Energy Conservation and Economic Growth (1979) à la p. 22.
33. Cichetti, C.J., et Reinbergs, M., "Opportunities for Canadian Energy Policy", Nemetz, P. éd., déjà cité à la note 13, p. 367. Le conservateur, Bulletin du Bureau de conservation de l'énergie, janvier 1978, vol. 2.2 à la p.1 "Ottawa to provide taxable home grants for adding insulation", Globe and Mail, 28 juin 1977, à la p. B1; "Gillespie denies insulation plan accusations", Globe and Mail, 30 juin 1977, à la p. B3.
34. Voir Le Consommateur, Bulletin du BCE, juin 1977, vol. 2.1 à la p. 5. La même réaction populaire a eu lieu apparemment aux Etats-Unis, Reisner, R., "Federal Support of State and Local Conservation Programs", Sawhill J.C. éd., déjà cité à la note 11, à la p. 236. Hayes, D., Energy: The Case for Conservation, Worldwatch Paper no. 4 (1976) à la p. 23.

35. Se reporter au Rapport annuel de la Société canadienne d'hypothèques et de logement de 1978 à la p. 29. Société canadienne d'hypothèques et de logement, Rapport annuel 1979, aux p. 56, 57; Politiques énergétiques et programmes des pays relevant de l'AIE, Agence internationale de l'énergie, compte rendu de 1978, OCDE (1979), p. 20, 57. "Insulation boom raises concern", Globe and Mail, 5 novembre 1979, p. B1; "Rush to insulate brings many contractors into business", Globe and Mail, 2 septembre 1977, p. B2.
36. Voir Gander, E.J., et Belaire, F.W. "Avenir énergétique des Canadiens, programme d'évaluation énergétique à long terme, rapport au sujet d'une étude rédigée à l'intention du ministère de l'Energie, Mines et Ressources (1978), p. 95-97. Programme énergétique national, 1980, Energie, Mines et Ressources Canada (1980), p. 68-71. Il convient de signaler que le programme de conservation de l'énergie se compose de plusieurs sous-programmes (ibid., p. 71-73) et ne constitue lui-même que l'une des composantes de la politique nationale d'indépendance énergétique regroupant un certain nombre de politiques accessoires interdépendantes, en l'occurrence: Accord d'établissement de prix, réforme de la politique d'imposition, incitations à l'investissement, modification des encouragements à l'exploration, augmentation de la propriété canadienne et contrôle des ressources énergétiques, incitations régionales, programmes d'intervention directe, développement de sources d'énergie de rechange et toute une gamme de programmes mineurs. Ibid., p. 23-69.
37. La plus récente déclaration de politique énergétique nationale, Programme énergétique national, mise à jour 1982, Energie, Mines et Ressources Canada (1982), reprend les initiatives de conservation antérieures en expliquant la nécessité de conserver l'énergie par des "raisons d'éthique", affirmant que "la conservation" est la partie la plus propre, la plus durable et... la moins onéreuse de la solution à apporter au problème pétrolier. Ibid. p. 25.

La fourniture d'une aide financière directe aux propriétaires est décrite comme la clé de voûte de la politique de conservation du PEN, avec un budget annuel de \$265 millions. Ibid, p. 26. La déclaration de politique

laisse entendre que l'emploi de la MIUF ne relevait pas de la responsabilité du gouvernement puisqu'il était antérieur au Programme PITRC, alléguant que la moitié des maisons isolées à la MIUF n'avait reçu aucune aide du gouvernement. On y félicite le gouvernement fédéral, qui s'est efforcé de remédier aux difficultés. Ibid., p. 26-27.

38. Voir le Bill C-109, Première session, 32^e Parlement, 1980-81-82; la Loi sur l'isolation à l'urée-formol. Ce programme est discrétionnaire en vertu de l'article 3 de la Loi. Des négociations sont en cours touchant les conditions qui doivent être remplies pour qu'une indemnisation soit versée. Se reporter au projet 16 de Réglementation concernant l'isolation à la mousse d'urée-formol, août 1982. Fichier de la Faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique.
39. J'ai choisi de ne pas envisager l'application de la Loi sur les produits dangereux, R.S.C. 1970, c.H-3, à la question de la MIUF, ni les implications interprovinciales des affaires de responsabilité en matière de produits. De la même manière, je n'ai pas discuté des questions très complexes de prescription que soulève le problème de la MIUF. Voir Limitation Amendment Act, 1982, quatrième session, 32^e Parlement, 30-31 Elizabeth II, Assemblée législative de la Colombie-Britannique, 1981-82. Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 7 juin 1982. Voir aussi S.Q. 1981, c. 45, qui dispose:

"Tout recours en justice fondé sur l'utilisation de la mousse d'urée-formaldehyde comme isolant ne peut, s'il est déjà intenté le 19 décembre 1981 ou s'il l'est avant le 1^{er} juillet 1982, être rejeté pour le motif qu'il est prescrit ou qu'il n'a pas été intenté avec diligence raisonnable."

Voir aussi, Close A., "Limitation Act Issues", Urea-Formaldehyde Litigation CLE (C.-B.0 1982, p. 3-11. Enfin, je n'ai pas traité des conséquences au niveau des "transactions immobilières" de l'achat et de la vente d'une maison isolée à la MIUF.

40. L'Office des normes générales du Canada (ONGC)

s'appelait, jusqu'en 1978, Office des normes du gouvernement du Canada. Il a été créé en 1934 en vertu de la Loi sur le conseil national de recherches, S.R.C. 1970, c. N-14, en tant que "Comité des normes d'achat du gouvernement canadien". Voir S.R.C. 1952, c. 239, paragraphe 13(c)(v) et 13 (c)(vi). Dans le cadre du C.P. 1965-248, la supervision de l'ONGC est passée du CNRC au ministère de la Production de défense. Voir aussi Conseil du Trésor, C.T. 633635, 16 décembre 1964. En 1974, l'ONGC a été autorisé en vertu de l'article 8 de la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, S.R.C. 1970, c. S-18, "à fournir des services d'élaboration des normes et d'autres services de consultation qui s'y rattachent à d'autres paliers du gouvernement et aux entreprises du secteur privé qui ont besoin de ce service." Voir C.P. 1974-10/1539, 16 juillet 1974.

L'ONGC, tel qu'il fonctionnait en 1974-1982, comprenait un comité d'élaboration des politiques interministériel; un comité de révision des normes comprenant des représentants des associations de l'industrie, des ministères du gouvernement, des sociétés de la Couronne, des provinces et des territoires, des milieux de la recherche et de l'université et des organisations rédigeant des normes. Voir l'Office des normes du gouvernement du Canada, *Rôle et fonctionnement*, p. 23-24 (1976). En outre, l'ONGC prend l'avis d'un conseil consultatif qui l'informe des normes nationales susceptibles d'être adoptées et comprend par ailleurs un grand nombre de comités techniques. Ibid., p. 9.

Les comités techniques ont principalement pour rôle d'élaborer une "norme de produit ou de service. Ces comités regroupent, en théorie, des représentants du gouvernement, des milieux d'essai et de recherche, des utilisateurs, des producteurs et des consommateurs. Les membres des comités définissent les caractéristiques des produits qui doivent être normalisés ainsi que les méthodes et les degrés de normalisation. Ibid., p. 10.

41. Voir Brewer G., Comité d'examen des produits dangereux : mousse isolante d'urée-formol (CEPD-MIUF). Procès-verbal de réunion, vol. 35, p. 46-47.

42. Voir Bowles, A.M., CEPD-MIUF , Procès-verbal de réunion, vol. 25, p. 15-17.
43. Voir Maynard, H.E. , directeur exécutif de l'ONGC, CEPD-MIUF , Procès-verbal de réunion, vol. 35 p. 6-8, 31-33.
44. Ibid., p. 34.
45. Voir Curran, P. "Ottawa's Forum on Standards", Canadian Plastics, juin 1974, p. 32.
46. Voir Maynard, H.E. déjà cité à la note 43, p. 36; Bowles A.M., déjà cité à la note 42, p. 34.
47. Brewer, G., déjà cité à la note 41, p. 54, 55.
48. Se reporter à la note 42, p. 29.
49. Ibid., p. 31, 32
50. Voir le Manuel d'installation de l'isolation thermique de mousse d'urée-formol, juin 1980, ONGC 51-GP-43MP, CEPD-MIUF, pièce 30, élaboré par le Comité sur le programme d'agrément des entrepreneurs de produits isolants, chapitre 7.
51. ONGC 51-GP-24M, décembre 1977. Une description complète des activités de l'ONGC liées à ce projet figure dans un document rédigé par les fonctionnaires du Conseil national de recherches et de l'ONGC. Voir Shirtliffe, C., et Bowles, A.M., "Development of a Canadian Standard for Urea Formaldehyde Thermal Wall Insulation", Publication technique spéciale de l'ASTM 718, McElroy, D.L. et Tye, R.P. éd., (1980), p. 361-364.
52. Norme provisoire régissant l'installation sur place de mousse isolante à base d'urée, 51-GP-22MP, décembre 1977.
53. Bowles, AM. déjà cité à la note 42, p. 15-17. Le Comité de révision n'a pas passé en revue les "questions techniques" Il s'est contenté d'examiner la norme et le processus d'élaboration de celle-ci afin de s'assurer que les politiques et les procédures de l'ONGC ont bien été respectées.

Maynard, H.E., déjà cité à la note 43, p. 14. Voir Mandat du comité de révision des normes de l'ONGC, section 1.

54. Shirtliff, C., CEPD-MIUF , Procès-verbal de réunion, vol. 7, p. 77,80.
55. Kernaghan, K. "Responsible Public Bureaucracy: A Rationale and Framework for Analysis", (1973), 16 Can. Pub. Admin. 572.
56. Les représentants des industries concurrentes dont les intérêts financiers seront touchés par la décision vont présenter des rapports d'experts visant à compenser le biais émanant des rapports du secteur industriel dont le produit va faire l'objet de la normalisation. L'existence de ce risque est tout à fait admise et, en l'absence de directives législatives, il est presque certain de se matérialiser Doerr, A.D. The Machinery of Government in Canada 123 (1981).
57. Les intérêts du consommateur sont désormais couramment représentés au sein des organismes d'établissement des normes. Voir Système des normes nationales, critères et procédures président à l'élaboration et à la conception des normes nationales du Canada, Conseil canadien des normes (1981), partie 3.1.1.

Voir aussi "L'O.N.G.C. crée son premier groupe consultatif de consommateurs" 1982) 9 Consensus No. 3, p. 12. Il convient de faire remarquer, toutefois, que la présence de représentants des consommateurs pourrait très bien se traduire par une simple amélioration de l'intégrité perçue, à moins que des ressources ne soient mises à leur disposition. Nemetz, P. et autres, Réglementation des produits chimiques toxiques dans l'environnement, document de travail no. 20, série sur la réglementation, Conseil économique du Canada, p. 152 (1981). Il n'en reste pas moins que les représentants des consommateurs, même s'ils ne disposent pas des crédits suffisants, sont susceptibles de jouer un rôle utile de remise en cause des données fournies par l'industrie, de communication de l'information aux concurrents et aux critiques, et d'introduction dans le débat de valeurs non retenues par l'industrie dans la prise de décision. En outre, comme le souligne Thompson, la participation d'agents "extérieurs" peut donner lieu à l'identification

et à l'évaluation des coûts externes qui ne sont peut-être supportés ni par l'industrie, ni par le gouvernement. Voir Thompson, A.R., Réglementation de l'environnement au Canada 43 (1980).

La sous-représentation d'autres groupements institutionnels est souvent fortuite. Le "Consensus" aura lieu sans la représentation de divers intérêts éparpillés parce que certains accaparent indûment le système, en raison des coûts d'organisation et du fait du manque d'information touchant à l'existence de la procédure. Doern, G.B. Rationalisation du processus de décision réglementaire: perspectives de réforme, document de travail no. 2, série réglementaire, Conseil économique du Canada (1979), p. 73, 107. Trebilcock, M., "Regulation and the Consumer Interest", Doern G.B. éd. The Regulatory Process in Canada, ch. 4 (1978). Stanbury, W.T., "Lobbying and Interest Group Representation in the Legislative Process", Neilson, W.A.W. et MacPherson, J.C. éd. The Legislative Process in Canada, The Need for Reform (1978) p. 176-181; Dewees, N., Evaluation des politiques de réglementation de la pollution de l'environnement, document de travail no. 4, série réglementaire, Conseil économique du Canada (1980), p. 27-29.

58. Voir Wilson, J.C., directeur de la Division des qualifications (certification) de l'O.N.G.C., CEPD-MIUF, procès-verbal de réunion, vol. 25, p. 56-57. De même, la norme de produit ne concerne aucune formulation particulière du produit, laissant cette question à la discrétion du fabricant. Voir Brewer G., CEPD-MIUF, , procès-verbal de réunion, vol. 35, p. 69.

L'O.N.G.C. ne dispose pas de mécanisme interne de contrôle de l'application, mais les autres institutions du gouvernement ou les sociétés extérieures peuvent se servir des normes de l'O.N.G.C. en tant qu'instrument de contrôle. Voir Bowles, déjà cité à la note 42, p. 19, 20.

59. Voir Neilson, W.A.W., "Administrative Remedies: The Canadian Experience With Assurances of Voluntary Compliance in Provincial Trade Practice Legislation", (1981) 19 Osgoode Hall L.J., p. 153 à 158.
60. Thompson, A. déjà cité à la note 57, p. 36.

61. Voir Browne-John C.L., "Advisory Agencies in Canada: An Introduction", (1979), 22 Can. Pub. Admin., p. 72 à 90, 91.
62. Voir Anderson, J.E. "Pressure Groups and the Canadian Bureaucracy", Kernaghan K., éd. Public Administration in Canada 295 (3e édition 1977). Browne-John, C.L., déjà cité à la note 61. Toutefois, lorsque toutes les parties intéressées sont représentées, cette façon de procéder peut permettre de s'assurer effectivement que l'ensemble des arguments pertinents et des positions adoptées est porté à la connaissance du gouvernement. Presthus, R., Elites in the Policy Process ch. 1 (1974).
63. Voir Thompson, A.R. déjà cité à la note 57, p. 38-9. Boerr, A.D., déjà cité à la note 56, p. 120-122.
64. Voir Société canadienne d'hypothèques et de logement, "La S.C.H.L. et la mousse isolante 3 (non daté, classé à la Faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique); Bowles, A.M., CEPD-MIUF, procès-verbal de réunion, vol. 25, p. 10-12; ainsi, par exemple, le projet de norme d'application a été rédigé par la Borden Chemical et la Rapco Foam Inc. Se reporter au groupe d'étude sur les procédures d'application, procès-verbal de la troisième réunion, 2 juin 1977, paragraphe 1, 6 juillet 1977. Ce même argument est présenté par Shirlcliffe, C.J. et Bowles, A.M., déjà cité à la note 51, p. 363.
65. Voir Doern, G.B., Rationalisation du processus de décision réglementaire: Perspectives de réforme, document de travail no. 2, série réglementaire, Conseil économique du Canada, (1979), p. 13-19.
66. Ibid., p.6
67. Voir Campbell, C., et Szablowski, G., "The Centre and the Periphery Superbureaucrats' Relations with MPs and Senators", Clarke, H.D., Campbell, C., Quo, F.Q., Goddard, A. éditeurs Parliament, Policy and Representation (1980) p. 200.
68. Voir Trebilcock, M., Waverman, L., Prichard, J.D.S., "Markets for Regulation, Implications for Performance Standards and

- Institutional Design", Government Regulation; Issues and Alternatives, Ontario Economic Council (1978), p. 46; voir aussi, Cairns, R.D., Rationales for Regulation, Rapport technique no. 2, Conseil économique du Canada, (1980), p. 16-19.
69. En dépit de l'opinion selon laquelle un tel " phagocytage" se produit rarement au Canada, Voir Hartle, D.G. Public Policy Decision-Making and Regulation, (1978) p. 124-25. Comparer avec Kane. G.T., Consumers and the Regulators (1980), p. 28-29.
70. Voir gouvernement public à l'intention des personnes privées, 2 Rapport de la Commission sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, p. 192-194 (1980).
71. Voir Stanbury, W.T., déjà cité à la note 57, p. 183-184.
72. Voir ci-dessous, chapitre-2.3.
73. Se reporter aux lettres envoyées par Ian E. Efford, directeur du Bureau de la conservation de l'énergie à M. A. Bowles, secrétaire du Comité de l'O.N.G.C. sur l'information concernant l'urée-formol les 15 mars 1977 et 28 mars 1977. Voir le télégramme portant la signature de Gillespie, A., ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources et adressé à la Rapco Foam Inc., 27 avril 1977; lettre envoyée par Ian E. Efford à la Rapco Foam Inc., le 4 mai 1977; note de service du 6 mai 1977 émanant de Walter Raepple, Bureau de la conservation de l'énergie, à l'intention des fonctionnaires du C.N.R.C. et de la S.C.H.L.; note de service envoyée par Ian E. Efford au Sous-ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources le 18 mai 1977 (tous ces documents sont classés à la Faculté de droit de l'Université de la Colombie-Britannique).
74. O.N.G.C. 51-GP-24P.
75. Groupe d'étude sur les procédures d'essai, procès-verbal de la quatrième réunion, 18 mars 1977, par. 5 (6 avril 1977).
76. Lettre envoyée par Alan Bowles, agent des normes, O.N.G.C., aux membres du Comité sur la MIUF en date du 6 juin 1977.

77. Copie d'une lettre de Urbanczyk R.L., secrétaire de l'Association canadienne des fabricants d'isolants à base d'urée-formol 22 juin 1977.
78. Avis de réunion, Comité sur la MIUF, 24 juin 1977.
79. Voir Comité sur la MIUF, procès-verbal de la première réunion, qui s'est tenue à Ottawa le 11 juillet 1977; lettre envoyée par M. Bowles, A.M., secrétaire du Comité sur la MIUF, aux membres de ce comité le 19 juillet 1977.
80. Déjà cité à la note 12, p. 390.
81. Ibid.
82. Ibid. p. 391.
83. L'opinion des tribunaux selon laquelle le respect des normes du gouvernement permet de déterminer dans quelle mesure le fabricant a apporté un soin approprié à la conception ou à la fabrication d'un produit donné, ne fait qu'inciter les fabricants à chercher à influencer l'organisme d'établissement des normes. Voir Green et Nader, "Economic Regulation v. Competition: Uncle Sam the Monopoly Man", (1973) 82 Yale L.J. 871, 876. Cela peut expliquer le choix des fabricants qui préfèrent une élaboration administrative de la norme plutôt qu'une élaboration judiciaire. Johnson "Products Liability Reform"; A Hazard to Consumers", (1978) 56 N.C. Law Rev. p. 677 à 689. La Commission de réforme du droit de l'Ontario emploie cet euphémisme: "souvent les normes... sont incomplètes, dépassées ou promulguées dans des buts sociaux autres que la sécurité." Commission de réforme du droit de l'Ontario, Report on Products Liability, p. 95 (1979).
84. Voir Réforme de la réglementation, Conseil économique du Canada 104-06 (1981). Voir Nemetz, P. et autres, déjà cité à la note 56, p. 71, 152.
85. Rapport du comité spécial sur la réforme de la réglementation, Chambre des communes, p. 35-36 (1980). Woodroffe, G.F., Consumer Law and Practice, 123 (1980). Nombre d'avantages et d'inconvénients de la négociation multilatérale en tant qu'outil de réglementation sont

discutés dans l'ouvrage de Nemetz, P. et autres, déjà cité à la note 57, p. 146-149.

86. S.R.C. 1970, c.C-16. Cette société a pris le nom de société canadienne d'hypothèques et de logement en 1979, S.C. 1978-79, c.16, art. 12.
87. Ibid., par. 5(1).
88. S.R.C. 1970, c. F-10, par. 66(1), annexe D.
89. Brewer, G., CEPD-MIUF, , procès-verbal de réunion, vol. 35, p. 61, 62; Bowles, A.M., CEPD-MIUF , procès-verbal de réunions, vol. 25, p. 14. S.C.H.L., Information, La S.C.H.L. et la mousse isolante (non daté, classé à la Faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique) p. 2, 3.
90. Brewer, G., déjà cité à la note 89, p. 43-46. Shirliff, C., CEPD-MIUF , procès-verbal de réunion, vol. 7, p. 77-78. Walt, G.S., directeur de l'évaluation des matériaux, S.C.H.L., CEPD-MIUF , procès-verbal de réunion, vol. 36, p. 20.
91. S.R.C. 1970, c. N-10 modifié par S.C. 1970-71-72, c. 25; S.C. 1973-74, c. 18; S.C. 1974-75-76, c. 38, c. 82.
92. Ibid., par. 11(2)(a), 17(2).
93. Ibid., par. 36(a)
94. Ibid., par. 37(1). La S.C.H.L. a élaboré des normes de produits isolants en 1975 et 1976 afin de les utiliser dans les nouvelles constructions résidentielles. Voir Société centrale d'hypothèques et de logement, bulletin des constructeurs, no. 258, 17 décembre 1976; no. 242, 17 avril 1975; no. 263, 13 mai 1977. S.C.H.L.: "Isolation thermique, résumé technique de la S.C.H.L.", N.H.A. 5137 (1976).

De la même manière, la Division de l'élaboration des politiques de la S.C.H.L. s'est dotée d'un groupe d'étude sur la politique de rendement thermique qui, en 1976, a publié trois documents de présentation en faveur de la conservation de l'énergie, affirmant que la conservation

d'énergie dans le domaine du chauffage des locaux résidentiels constituait "l'étape la plus importante et la plus immédiate" pour lutter contre la pénurie d'énergie. Rendement thermique des logements existants et potentiel de conservation, document de présentation no. 1, Rendement thermique du parc de logement existant, Division de l'élaboration des politiques (1976), SCHL, p. 1

95. La disposition légale dont se réclame le programme d'homologation est vraisemblablement le paragraphe 11 de la Loi nationale sur l'habitation, S.R.C. 1970, c. N-10; 1973-74, c. 18, art. 5. Ce programme est décrit dans la pièce 219 du Comité d'étude sur les produits dangereux, mousse isolante d'urée-formol, catalogue des pièces versées au dossier des répertoires des procès-verbaux de réunion du 29 juin 1981 au 5 janvier 1982. C.C.A.C., procès-verbaux de réunion, vol. 36, p. 12.
96. En vertu du programme d'acceptation des matériaux appliqué à la MIUF, chaque produit isolant provenant d'un fabricant en particulier recevait un numéro d'acceptation à la demande du fabricant, prouvant que ce produit répondait à la norme de produits de l'O.N.G.C. dans certaines applications isolantes bien précises. Ibid. Voir aussi S.C.H.L., bulletin des constructeurs no. 316, 1980-02-12.
97. Le Programme PID a été annoncé conjointement par les ministres des Affaires urbaines et de l'Energie, des Mines et des Ressources en décembre 1976 et en février 1977. Le Conservateur, bulletin du Bureau de la conservation de l'énergie, juin 1977, vol. 2.1, p. 4. Plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer le choix des provinces maritimes lors de la mise en place de ce programme. Tout d'abord, ces provinces étaient largement dépendantes du pétrole importé pour la production d'énergie électrique. Politiques et programmes énergétiques des pays de l'A.I.E. 1977, Agence internationale de l'énergie (1978) p. 70. D'autre part, les documents de politiques élaborés par la S.C.H.L. indiquent que le parc existant de maisons résidentielles peut être largement amélioré lorsqu'on le compare à celui des autres provinces. Voir Rentabilité thermique des logements existants et potentiels de conservation, déjà cité à la note 94, p. 18-21. En outre, les propriétaires vivant dans les provinces maritimes jugeaient leur coût de chauffage "très élevé"

comparativement aux propriétaires des autres provinces. Ibid., p. 38, Enfin, 36% des propriétaires des provinces des Maritimes envisageaient de prendre des mesures pour améliorer le rendement thermique de leurs résidences, contre 25% au niveau national. Ibid.

98. Voir McKenzie, R., CEPD-MIUF, procès-verbal de réunion, vol. 34, p. 62.

99. Des crédits sous forme de prêt à l'isolation ont été alloués au ministère de l'Énergie, Mines et Ressources en vertu des dispositions de la Loi no. 1 de 1977 portant affectation de crédits, S.C. 1976-1977, c. 7, crédit 7d et 8d, en ce qui a trait aux provinces de la Nouvelle-Ecosse et de l'Ile-du-Prince-Edouard.

Toutefois, une subvention directe PID d'un montant de \$40 350 000 a été remise le 29 mars 1977 à la Société centrale d'hypothèques et de logement pour lui permettre de fournir et d'administrer les crédits alloués aux propriétaires de la Nouvelle-Ecosse et de l'Ile-du-Prince-Edouard en vertu de la Loi no. 1 de 1977 portant affectation de crédits, S.C. 1976-77, c. 7, crédit 21d.

De la même manière, des crédits de \$45 millions ont été alloués à la S.C.H.L. au titre du Programme PITRC le 15 décembre 1977 en vertu de la Loi no. 3 1977-78 portant affectation de crédits, S.C. 1977-78, c. 2, Affaires urbaines, crédit 11a.

100. Se reporter à la Loi no. 1 de 1978 portant affectation de crédits, c. 7, Affaires urbaines - S.C.H.L., crédit 20. Voir Rapport annuel de 1979 de la S.C.H.L. (1980) p. 23; voir aussi: Comptes publics du Canada, 1979, Vol. II, Détails des dépenses et des revenus (1979) p. 29.4; Comptes publics du Canada 1981, vol. III, Etat financier des sociétés de la Couronne, p. 27-28. Voir aussi, Budget des dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1979, Affaires urbaines, S.C.H.L., crédit 15, (\$81 150 000).

101. Thomas, P. "Parliament and the Purse Strigs", Clarke, H.D., Campbell, C., Quo, F.R., et Goddard A., éditeurs, Parliament, Policy and Representation (1980), p. 173.

102. C.P. 1978-15, DORS/78-241, Gazette du Canada, Part. II, vol. 112, no. 6, 22 mars 1978. Ce règlement a été modifié par le Règlement DORS/79-552, Gazette du Canada, Partie II, vol. 113, no. 15, 8 août 1979, de façon à mieux définir et peut-être de réduire la responsabilité de la S.C.H.L. A l'article 1(3) du Règlement modifié, l'expression "matériau admissible" est définie comme suit:

" Matériau... qui est conforme aux normes établies par la société ou équivalent à ce qui y est prescrit, et qui est acheté comme isolant de façon à réduire la consommation d'énergie dans un logement familial ou dans un immeuble résidentiel.

Le Règlement concernant les crédits alloués au titre du PID à l'Ile-du-Prince-Edouard et en Nouvelle-Ecosse a été promulgué en vertu du décret CP 1977-1121 DORS/77-340, 22 avril 1977. Ce Règlement n'alloue pas expressément la responsabilité de l'acceptation des matériaux à la S.C.H.L., mais il semble qu'il n'y ait aucune différence de fond en ce qui a trait au fonctionnement des deux programmes.

103. C.P. 1978-15, DORS/78-241, Gazette du Canada, Partie II, vol. 112, No. 6, art. 3.
104. Ibid., art. 2
105. Se reporter ci-dessous au texte du chapitre 2.4, texte déjà cité à la note 136.
106. Brewer, G., CEPD-MIUF procès-verbal de réunion,
vol. 35, p. 43, 61, 62.
107. Voir la lettre adressée par André Ouellet aux Canadiens en septembre 1977, gouvernement du Canada, Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. Comme l'indique Aucoin, les ministres fédéraux qui se sont succédés aux Affaires urbaines "se sont servi de leur

position de ministres responsables de la Société centrale d'hypothèques et de logement... pour acquiescer davantage de stature et d'influence politique." Aucoin P., "Portfolio Structures and Policy Coordination", Doern, G.B. et Aucoin, P. éd, Public Policy in Canada (1979), p. 238.

108. Voir Comptes publics du Canada, 1979, vol. II, Détails des dépenses et des revenus 1979, p. 29.4

108a. Apparemment, la SCHL avait connaissance en 1976 des "incertitudes du rendement à long terme" de la MIUF et de la pénurie de "bons installateurs dignes de confiance". Elle y voyait là un goulot d'étranglement potentiel en prévision de l'adoption prochaine des programmes d'amélioration du rendement énergétique. L'industrie de l'isolation résidentielle au Canada: exposé de la situation actuelle et des perspectives d'avenir, document de travail no. 3, déjà cité à la note 94, III-5.

De même, en septembre 1977, la SCHL a publié un document consultatif sur la conservation de l'énergie The Conservation of Energy in Housing N.H.A. 5149 (1^{ère} édition 1977), indiquant que la MIUF était sujette à des retraits, à une dégradation et excès d'humidité initial et précisant que l'efficacité réelle de l'isolation pouvait varier suivant les installations. Ibid., p. 40.

En mai 1979, la SCHL a retiré les numéros d'acceptation d'un certain nombre de produits dont les fabricants n'ont pas réussi à donner le coefficient isolant. Voir Walt, G.F., directeur de l'évaluation des matériaux, SCHL, CEPD-MIUF, procès-verbal des réunions, vol. 36, p. 20-21; "A Temporary Ban", Ottawa Citizen, 31 mai 1979, p. 17; "Foam Insulation ban lifted amidst new controversy", Ottawa Citizen, 7 juin 1979, p. 16.

109. En ce qui a trait à "l'acceptation" des produits par la SCHL, cette dernière nie que la délivrance d'un numéro d'acceptation soit le signe de l'approbation de la SCHL. Brewer, G., CEPD-MIUF, procès-verbal de réunion, vol. 35, p. 48; Walt, G. CEPD-MIUF, procès-verbal de

réunion, vol. 36, p. 27, 28; Acceptation des matériaux par la SCHL, pièce justificative 219, CEPD-MIUF, p. 5-7. Il n'en reste pas moins que même les fonctionnaires de la SCHL reconnaissent que lorsqu'un produit "porte un numéro d'acceptation de la SCHL, il est très vraisemblable qu'il est de bonne qualité". "Failed tests, insulation gets Ottawa nod", Globe and Mail, 3 octobre 1979, p. 5; "A Temporary ban", Ottawa Citizen, 31 mai 1979, p. 17.

110. Voir texte, notes 73 à 79.
111. "Ottawa still warm to insulation plans", Globe and Mail, 8 juin 1977, p. 8; "1.5 billion plan to extend home insulation being negotiated by Ottawa, sources say", Globe and Mail, 11 juin 1977, p. 12; "Ottawa to provide taxable home grants for adding insulation", Globe and Mail, 28 juin 1977, p. B1.
112. Conservation de l'énergie dans le compte rendu de 1976 de l'Agence internationale de l'énergie, OCDE (1976, p.19, 47, 48.
113. Maison Blanche, Programme énergétique du président (20 avril 1977): Executive Office of the President, The National Energy Plan, 29 avril 1977, Energy Policy and Conservation Act, P.L. 94-163, 94e Congrès.
114. Armstrong, G.T., déjà cité à la note 4, p. 9,10.
115. Voir Seidel, M.R., Plotkin, S.E., Reck, R.O., "Energy Conservation Strategies, Program Element 1H1 093, Implementation Research Division, Office of Research and Methodology U.S. E.P.A. (1973), p. 55. Se reporter ci-dessous au chapitre 2.2, note 54. Brewer, G., CEPD-MIUF, procès-verbal de réunion, vol. 35, p. 48, 49, 53; voir aussi Rossiter, W.J., et autres, Urea-Formaldehyde Based Foam Insulation: An Assessment of Their Properties and Performance, Department of Commerce, National Bureau of Standards, E.-U., Technical Note 946, juillet 1977, p. 8, 9, 66.
116. Armstrong, G.T. déjà cité à la note 4, p. 1. En 1977, l'effectif du BCE était passé à 62 personnes, avec un budget de \$9,9 millions. Rueben F., déjà cité à la note 4. Voir Politiques et programmes énergétiques des pays de l'A.I.E., compte rendu de 1978. Agence internationale

de l'énergie, OCDE (1979), p. 56.

Lors de la création du BCE, il est vraisemblable que le ministère de l'Energie, Mines & Ressources agissait en fonction du pouvoir discrétionnaire étendu que lui conférait le paragraphe 4(a) de la Loi sur le ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources, S.R.C. 1970, c. E-6.

117. Voir texte des notes 18-23 ci-dessus.

118. Voir Toombs, R.B., conseiller principal en matière d'énergie, ministère de l'EMR, Notes concernant la participation à un colloque sur l'énergie et les ressources dans les relations entre le Canada et les Etats-Unis, 3 mai 1979, p. 29.

Armstrong, G.T., déjà cité à la note 4, p. 5, 6.

120. Voir p. ex. Dewees, D.N., Nemetz, P. éd. Energy Crisis Policy Response (1981) p. 124-127, Hirshorn, R., A Case Study: Energy Consumption Labelling Requirements for Refrigerators, Etudes no. 7 sur l'activité réglementaire du gouvernement, Secrétariat du Conseil du Trésor et Consommation et Corporations (1979).

Les brochures d'information fournies au cours des années 1975-77 par le ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources sont les suivantes:

1. 100 Façons d'économiser chez soi énergie et dollars (1975)
2. La poubelle au régime, juin 1976.
3. Payer moins, chauffer mieux (1975)
4. Le Guide du nouvel automobiliste (1977)
5. L'énergie, initiatives pour demain, questions et réponses sur la politique énergétique (1977)
6. Economisez sur le chauffage, la réfrigération et l'éclairage (1977).

121. Voir Vertinsky, P., "The Use of Mass Communication Strategies to Promote Life-Style Change: The Case of Energy Conservation in Canada", Nemetz, P. éd. Energy Policy The Global Challenge (1979) p. 383;

Les économies d'énergie au Canada: Programme et Perspective Rapport EP77-7, Energie, Mines et Ressources Canada (1977). Le Canada, société de conservation, rapport no. 27, Conseil des sciences du Canada (1977). Brooks, D.B., directeur, Bureau de la conservation de l'énergie, La conservation et les rôles du gouvernement, BCE, ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources, no. R7, p. 10. Nemetz, P., Energy Policy The Global Challenge, p. 11.

122. Voir Vertinsky, P., déjà cité à la note 121, p. 386; Weibe, G.D., "Merchandising Commodities and Citizenship on Television", (1957) 15 Public Opinion Quarterly 679-691.

Le meilleur exemple de cette mentalité de "sacrifice" est la lettre envoyée en septembre 1977 par André Ouellet, alors ministre des Affaires urbaines, aux propriétaires ayant adopté des mesures de conservation d'énergie. Se reporter à la lettre envoyée aux Canadiens en septembre 1977, gouvernement du Canada, P.I.T.R.C.

123. Voir 100 Façons d'économiser chez soi énergie et dollars, ministère de l'Energie, Mines et Ressources, (1975), p.65-66.
124. Energie, Mines et Ressources, Bureau de la conservation de l'énergie, août 1976.
125. Ibid., p. 75
126. Ibid.
127. Ibid., p. 43
128. Voir ci-dessus, chap. 2.3.
129. Voir ci-dessus, chap. 2.2.
130. Thickner, C., directeur adjoint de la Politique et des Programmes, Division de l'énergie et les bâtiments et en milieu urbain, ministère de l'Energie, Mines et Ressources, CEPD-MIUF, procès-verbal de réunion, vol. 35, p. 71, 80.

131. Voir texte ci-dessous, note 73.
132. S.R.C. 1970, c. H-3, art. 8 Décret en Conseil C.P. 1980-3502.
133. BORS/81-437, C.P. 1981-1435, Gazette du Canada, Part. II, vol. 115, no. 11.
134. Ibid., art. 2
135. Se reporter à la Loi no. 1 portant affectation de crédits, Bill C-63 1981-1982, Energie, Mines et Ressources, crédit 35, 40, Budget principal des dépenses, 1981-82.
136. Voir Thickner, C., déjà cité à la note 130, p. 76; gouvernement du Canada, 1982, Programmes et Services (3e ed. 1982), p. 86.
137. Le Conseil national de recherches (C.N.R.C.) est une société de la Couronne en vertu de la Loi sur le Conseil national de Recherches, S.R.C. 1970, c. N-14, art. 8 et de la Loi sur l'administration financière, S.R.C. 1970, c. F-10, par. 66(1). Il figure à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière et constitue donc une "corporation de département" aux termes du paragraphe 66(1) de cette loi. En vertu des dispositions du paragraphe 66(3), une "corporation de département" responsable des services d'administration, de contrôle et de réglementation de nature gouvernementale. En vertu des dispositions des articles 8 et 9 de la Loi sur le Conseil national de recherches, le C.N.R. est un agent de la Couronne pour tout ce qui touche à la Loi et peut être poursuivi en propre devant les cours supérieures.

La Loi sur le Conseil national de recherches a été largement modifiée en 1976 par la Loi d'action scientifique du gouvernement (1976), S.C. 1976-77, c. 24, art. 50-61 ayant reçu la sanction royale le 29 juin 1977. La législation modificatrice a changé la composition des membres ainsi que l'organisation interne du Conseil (art. 50-54), remplacé le Comité du Conseil privé sur la recherche scientifique et industrielle par le Cabinet

(art. 55) et institue un contrôle sur le règlement interne du C.R.N.C. (art. 59).

138. Voir le bulletin de la recherche sur les bâtiments du C.R.N.C., Division des recherches en bâtiment, C.N.R.C. no. 62, février 1978, p. 3. En 1977, un agent de liaison a été délégué par la SCHL auprès de la Division des recherches en bâtiment, C.N.R.C., de façon à garantir une meilleure circulation de l'information technique. Ibid.
139. Les travaux du Conseil national de recherches sont décrits par Shirtcliffe, C., et Bowles, A.M., note 51 ci-dessus.
140. Voir Bowles, A.M., CEPD-MIUF, procès-verbal de réunion, vol. 25, p. 15. Wood, B., directeur général des ventes, Borden Chemical, CEPD-MIUF, procès-verbal de réunion, vol. 25, p. 64. "N.R.C. backed banned foam" Globe and Mail, 9 mai 1981, p. 3.
141. Voir Conseil national de recherches du Canada, Recherche sur les bâtiments-1971 (1972), p. 6. Division des recherches en bâtiment, Isolation des maisons, N.R. 42-2, p. 16. Note d'information sur la construction, Division des recherches en bâtiment, C.N.R.C. no. 45, janvier 1973, p. 61.
142. Voir Note d'information sur la construction, Division des recherches en bâtiment, C.N.R.C. no. 56, février 1976, p. 45; Note d'information sur la construction, Division des recherches en bâtiment, C.N.R.C. no. 57, juin 1976, p. 2, Note d'information sur la construction, Division des recherches en bâtiment, C.N.R.C., no. 59, février 1977, p. 5.
143. Voir Note d'information sur la construction, Division des recherches en bâtiment, No. 57, juin 1976, p. 7. McNiell, R.E., "Energy Conservation vs. Human Requirements of Temperature, Humidity and Air Quality", "Comptes rendus des débats du Premier congrès canadien sur le bâtiment: Énergie et Bâtiments, C.N.R.C. 15870, (1977), p. 45.

144. Note d'information sur la construction, Division des recherches en bâtiment, C.N.R.C., No. 59, février 1977, p. 5.
145. Note d'information sur la construction, Division des recherches en bâtiment, C.N.R.C. No. 62, février 1978, p. 6, 7.
- Le C.N.R.C. était représenté au sein de l'ONGC par l'entremise de la Division des recherches en bâtiment, section des services du bâtiment. Conseil national de recherches du Canada, activités de laboratoires 1973, B. C.N.R.C.-73, p. 36, 117, ainsi que par l'intermédiaire du Groupe des codes et des normes, chargé de fournir une aide technique à la SCHL. Voir Conseil national de recherches du Canada, activités de laboratoires, 1974. B. C.N.R.C.-74, p. 48.
146. Rossiter, W.J. et autres, Urea-Formaldehyde Based Foam Insulations: An Assessment of Their Properties and Performances, Department of Commerce, National Bureau of Standards des E.-U., Technical Note 946 (juillet 1977).
147. Ibid., p. 6
148. Ibid., p. 6, 7. 29.
149. Ibid., p. 54, 56
150. Ibid., p. 24, 25 et 58.
151. Ibid., p. 57, 58.
152. Ibid.
153. Ibid., p. 58-60
154. Ibid., p. 30-32
155. Ibid., p. 54
156. Ibid., p. 54.
157. Ibid., p. 69

158. Shirtliff, C., CEPD-MIUF, procès-verbal de réunion, vol. 7, p. 88.
159. Cette entreprise a été constituée en 1972 aux termes de la Loi sur la corporation de développement du Canada, S.C. 1970, 71, 72, c. 49. Aux termes du paragraphe 6 (1) (d) de la Loi, la corporation a pour objet de fournir du capital de risque aux entreprises canadiennes. Le Conseil d'administration de la CDC. comprend, en tant que membre de droit, les sous-ministres des Finances et de l'Industrie et du Commerce.
160. C.D.C. Rapport annuel 1977, p. 13; Graham, M.R., La Corporation de développement du Canada, Rapport d'information sur les entreprises, Commission royale sur le groupement des sociétés (1977), p. 12-13.
161. Innocan Investments Ltd. a été constitué en société en 1973, selon les dispositions du S.Q. 1964, c. 271.
162. Rapport annuel de la C.D.C., 1973, p. 27. On trouve par ailleurs, parmi les principaux actionnaires de l'Innocan Investments Ltd, les organismes suivants: Régime de pensions du Canadien National, Régime de pensions d'Air Canada, Banque de la Nouvelle-Ecosse, Régime de Pensions mis en commun de la Canada Trust Company, North American Life Assurance Company et Kaiser, Lowenstein et Meade Ltd.
- La participation détenue par la C.D.C. dans l'Innocan Investments a été ramenée à 25% en raison d'une nouvelle émission d'actions à laquelle la C.D.C. n'a pas pris part. C.D.C. Rapport annuel 1980, p. 25.
163. C.D.C. Rapport annuel 1976, p. 6.
164. En vertu des dispositions de l'article 179 de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes.
165. C.D.C. Rapport annuel 1979 - p. 20; Répertoire des entreprises du Canada, Le Blue Book of Canadian Business (1981) p. 1024.

166. Graham, déjà cité, à la note 160, p. 76.
167. Ibid.
168. En 1976/77, M. P. Powell, agent financier en chef et vice-président de la C.D.C. était l'un des administrateurs de l'Innocan Investments Ltd. Canada Development Corporation, 1er Rapport trimestriel, 1977, p. 8. M. Powell était membre de la haute direction de la C.D.C. dont le but était "d'assurer une collaboration étroite ainsi qu'une participation effective de la C.D.C. aux entreprises qu'elle contrôle. Ibid.
169. Graham, a écrit en 1975 que "rien ne prouvait que la C.D.C. cherchait à bénéficier d'un traitement privilégié auprès du gouvernement." Graham, déjà cité, note 160, p. 95.
-



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

At 9:30 a.m.:

Mr. David Cohen, Assistant Professor, Faculty of Law,
University of British Columbia.

Mr. Walter Raeppe, Former Coordinator of Information,
Conservation and Renewable Energy Branch, EMR.

Mr. George Brewer, Formerly from C.M.H.C.

At 2:00 p.m.

From the UFFI Center:

Mr. Campbell Mackie, Federal Coordinator;

Mr. Doug Youngson, Director, Technical Services;

Mr. A. Bowles, former Secretary, Canadian General Stand-
ards Board.

A 9h30:

M. David Cohen, adjoint de recherche, Faculté de droit,
Université de la Colombie-Britannique.

M. Walter Raeppe, ancien coordonnateur du Bureau de
l'information, de la conservation et des énergies renouva-
bles, EMR.

M. George Brewer, anciennement à la S.C.H.L.

A 14h00:

Du centre UFFI:

M. Campbell Mackie, coordonnateur fédéral;

M. Doug Youngson, directeur, services techniques;

M. A. Bowles, ancien secrétaire, Office canadien des normes
générales.

BINDING SECT. SEP 20 1984

